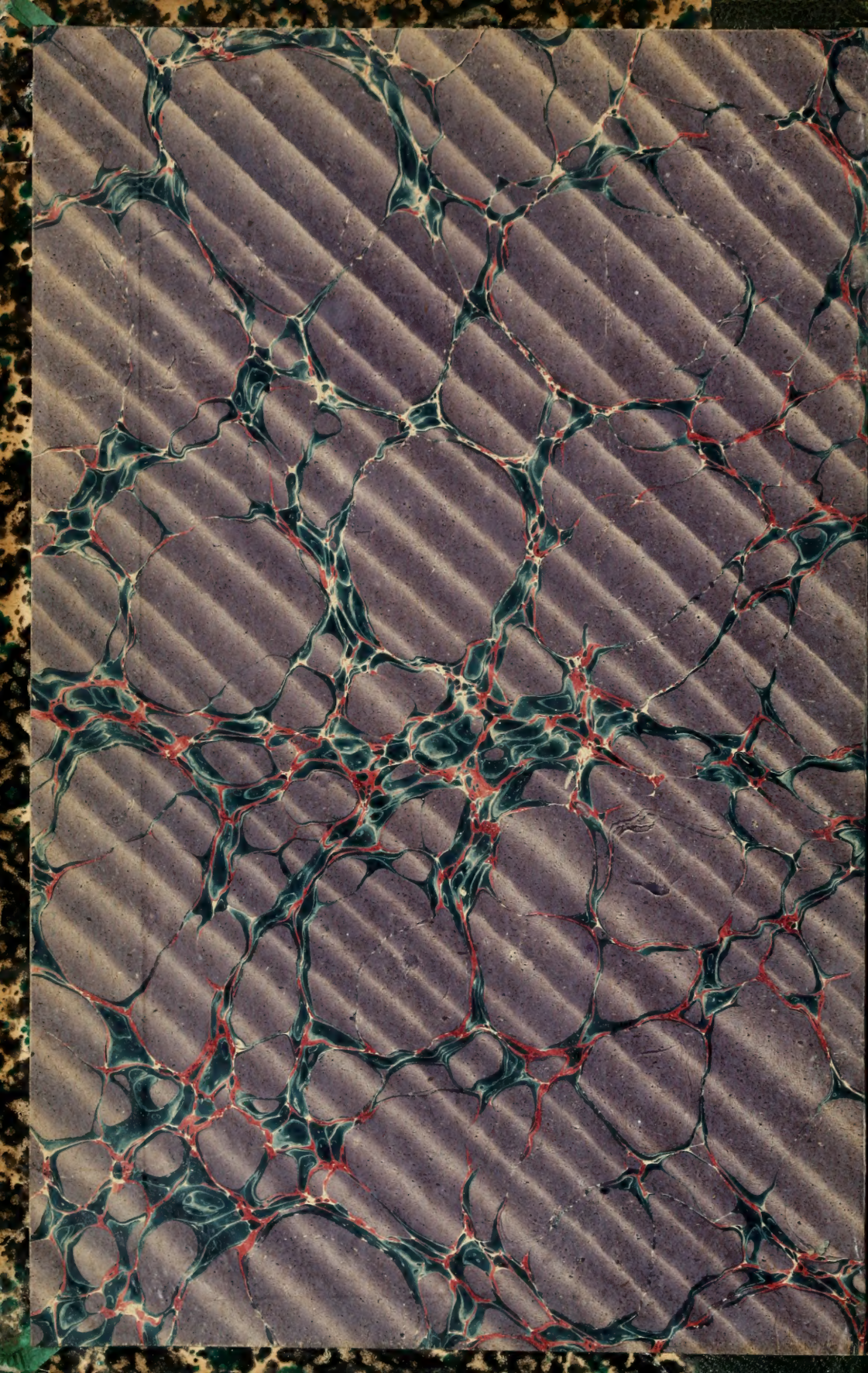

Digitized by the Internet Archive
in 2008 with funding from
Microsoft Corporation

http://www.archive.org/details/revuedesdeuxmo5702pariuoft

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1857

17163
c.
AP
20
R5
pér. 2
t. 8

PEINTRES

ET

SCULPTEURS MODERNES

DE LA FRANCE

PAUL DELAROCHE

La place que la mort de M. Paul Delaroche vient de laisser vide dans l'école française était, — qui songerait à le nier? — une des plus importantes et des plus légitimement conquises. Quelles que soient d'ailleurs les inclinations de chacun, quelque prédilection que puissent inspirer des œuvres rivales, le nom de M. Delaroche n'en demeure pas moins dans la pensée de tous associé aux noms qui honorent le plus l'art contemporain, et, qu'on l'inscrive ou non avant tel autre, personne à coup sûr ne lui marchandera le droit de figurer entre les premiers. Le peintre de *l'Hémicycle du palais des Beaux-Arts* et de *la Mort du duc de Guise* a eu ce privilége de plaire à la foule en même temps qu'aux juges difficiles. Depuis l'époque de ses débuts jusqu'au dernier jour de sa vie, il a vu le succès lui venir de toutes parts et lui rester fidèle. Il n'a pas connu, comme Gros, son maître, comme Gérard, comme d'autres encore, ces cruels revirements de l'opinion qui dépossèdent, au profit de réputations nouvelles, les réputations dès longtemps consacrées : rare bonne fortune dans un siècle où la gloire s'use vite, où les enthousiasmes de la veille se changent le lendemain en indifférence, et quelquefois

en outrages, où le talent enfin, s'il ne se transforme sans cesse, n'a plus à nos yeux qu'une valeur douteuse et un crédit suranné.

Pourquoi M. Delaroche a-t-il été excepté de cette loi d'ingratitude ou d'oubli qui a successivement pesé sur les maîtres les plus éminens de l'école moderne? Comment, en continuant de marcher dans la voie qu'il s'était frayée d'abord, a-t-il réussi à ne pas lasser nos mobiles sympathies? La nature de ce talent si aisément intelligible, le caractère dramatique des scènes représentées, peuvent jusqu'à un certain point expliquer sa longue popularité; mais il convient de l'attribuer surtout aux efforts du peintre pour faire mieux chaque jour, à un redoublement de sévérité envers lui-même à mesure qu'il se sentait plus approuvé par l'opinion, en un mot à cette probité d'artiste que rien ne saurait ni décourager, ni endormir, et dont on trouverait difficilement ailleurs un plus noble exemple. Jamais homme moins que M. Delaroche ne se crut le droit de se reposer dans la célébrité et de s'accommoder en sûreté de conscience de la haute situation qu'il s'était faite; jamais talent ne travailla plus obstinément à se châtier. C'est cette constance infatigable, c'est ce zèle de l'art et de tous les devoirs qu'il impose qui méritent d'être honorés chez M. Delaroche autant au moins que sa rare habileté. Tout en appréciant l'incontestable mérite des œuvres qu'il a laissées, on peut faire ses réserves et relever certaines imperfections dans la manière, certaines intentions plutôt littéraires que pittoresques : en face d'un caractère si digne, d'une vie si loyalement remplie, les restrictions ne sauraient être de mise, et le respect absolu n'est que justice.

I.

Paul ou plutôt Hippolyte Delaroche, — le nom sous lequel il est devenu célèbre n'étant qu'une sorte d'abréviation de celui qu'il avait reçu d'abord (1), — naquit à Paris en 1797. Sans être précisément issu d'une race d'artistes, il appartenait à une famille qui ne laissait pas de devoir aux arts et aux études qui s'y rattachent une certaine notabilité. Son père était l'un des experts en tableaux le plus

(1) Les tableaux de M. Delaroche antérieurs à l'année 1827 portent tantôt l'initiale de ce prénom « Hippolyte, » tantôt cette signature « Delaroche jeune. » Nous ne notons le fait, assez peu important d'ailleurs, que pour prévenir toute méprise sur l'authenticité de ces toiles. Peut-être importe-t-il davantage de signaler une erreur commise par les auteurs de la *Nouvelle Biographie universelle* et reproduite, depuis la mort du peintre, dans plusieurs articles de journaux. Il s'agit d'une *Nephtali dans le désert* « exposée au salon de 1819, » où, dit-on, l'ouvrage « resta inaperçu. » Le contraire eût été difficile, M. Delaroche n'ayant jamais exposé ni même peint aucun tableau sur ce sujet.

habituellement consultés au commencement de ce siècle, et les catalogues de plusieurs collections importantes rédigés par lui témoignent de son goût et de ses connaissances spéciales. Son oncle maternel, M. Joly, conservateur du cabinet des estampes à la Bibliothèque et fils d'un homme qui a laissé dans l'exercice des mêmes fonctions les plus honorables souvenirs, représentait aussi par sa situation et les occupations de toute sa vie l'érudition en matière d'art. M. Delaroche se trouvait donc dès l'enfance entouré d'exemples et de traditions à peu près en rapport avec ses inclinations naturelles. M. Joly voulut d'abord l'attacher au département dont il avait la direction, espérant lui assurer plus tard la survivance qu'on lui avait autrefois ménagée à lui-même; mais l'ambition du jeune homme était autre. Au lieu de se promettre dans l'avenir les paisibles succès d'un érudit, il rêvait déjà la gloire d'un peintre. Quand on lui parla de se vouer aux travaux qui ont pour objet l'histoire de l'art, il déclara nettement qu'il entendait exploiter le champ de l'invention pour son propre compte et étudier ce qui avait été fait avant lui, non pour le commenter et le décrire, mais afin de créer à son tour.

Bien que M. Delaroche soit entré de très bonne heure dans la carrière et que sa vocation n'ait été entravée par aucun de ces rudes obstacles que rencontrent si souvent les artistes à leurs débuts, il ne se révéla pourtant qu'assez tard et dans un ouvrage au fond médiocrement conforme aux inclinations de son esprit. Il avait vingt-cinq ans lorsqu'il exposa au salon de 1822 *Josabeth sauvant Joas,* tableau non sans mérite dans quelques parties, mais dont le style, à la fois emphatique et timide, accusait un talent qui se cherche encore et s'exagère à lui-même ses ambitions et ses méfiances. Élevé à l'école de Gros, M. Delaroche y avait puisé de gré ou de force un certain goût pour cette manière trop souvent fastueuse que le maître popularisait par ses exemples, et qui est à peu près à la vraie grandeur pittoresque ce que l'ordre colossal est aux ordres de l'architecture classique. D'autre part, le souvenir de quelques essais dans une voie toute différente, certaines habitudes d'exécution menue gênaient le sentiment et la main du jeune peintre, et contrariaient sourdement ses aspirations. Avant de se destiner à la peinture d'histoire, M. Delaroche avait étudié le paysage sous la direction de M. Watelet. Il avait même obtenu d'être admis au premier concours ouvert entre les paysagistes pour le grand prix (1817), concours à la suite duquel Michallon fut envoyé à Rome. Cependant les considérations de famille auxquelles il devait obéir d'abord ne faisant plus obstacle à ses goûts (1), il avait renoncé à la peinture de paysage, et il était

(1) Lorsque M. Delaroche fut en âge de commencer ses études d'artiste, son frère

entré dans l'atelier de Gros; mais ces deux éducations contraires ne lui laissaient en définitive que des principes assez incertains et une pratique sans consistance. Il fallait opter entre les doctrines ennemies qu'on lui avait enseignées à tour de rôle; pour le moment, il en était encore à tâcher de les concilier. De là cette insuffisance dans l'exécution, de là aussi ces excès d'expression qu'il est juste de reprocher au tableau de *Josabeth*, et que ne sauraient racheter quelques efforts çà et là heureux, quelques intentions dramatiques.

Si incomplète que fût la première œuvre publique de M. Delaroche, elle ne laissait pas toutefois de mériter l'attention par une mise en scène assez habile et une certaine nouveauté dans l'effet général; elle constatait surtout aux yeux des condisciples et des amis du jeune peintre un progrès que de récentes tentatives ne permettaient guère de pressentir. Lorsque l'on rapproche aujourd'hui de la *Josabeth* deux tableaux que la famille de M. Delaroche a conservés et qu'il peignit peu de temps avant d'essayer ses forces sur une grande toile (1), on comprend d'autant mieux le succès qu'il obtint au salon de 1822, et l'espèce de surprise que dut causer un pareil début à ceux qui avaient été témoins jusque-là d'erreurs beaucoup plus graves. C'est au reste le caractère propre et l'honneur de ce talent d'avoir tenu toujours au-delà de ses promesses; ce sont ces manifestations progressives du savoir et de la volonté qui déterminent sa physionomie à part et sa valeur. M. Delaroche n'était rien moins qu'un de ces artistes d'instinct, une de ces organisations privilégiées auxquelles la puissance a été donnée comme une faculté originelle, et, pour ainsi dire, comme une condition de tempérament. Esprit élevé, mais ouvert à tous les scrupules, imagination délicate plutôt que passionnée, il avait besoin pour se développer à souhait de temps, de réflexion et de patience. Il lui fallait aussi le loisir de consulter l'opinion, de se rendre compte des besoins actuels, du mouvement d'idées qui commençait alors à se produire, et qu'il lui appartenait moins de dominer en maître souverain que de comprendre et de diriger en homme profondément habile.

Tandis que M. Delaroche en était donc à hésiter encore et à s'interroger sur ses aptitudes, M. Delacroix, plus jeune que lui de quelques années, donnait du premier coup sa mesure dans une œuvre qui est restée célèbre. A ce même salon de 1822, où figuraient comme

aîné, élève de David, aspirait à prendre rang parmi les peintres d'histoire. Le père des deux jeunes gens ne voulut pas qu'une rivalité trop directe s'établit entre eux, et il détermina son second fils à s'essayer dans un genre à part. M. Delaroche aîné ayant ensuite changé de carrière, toute liberté d'action fut rendue au paysagiste, qui se trouvait dès-lors le seul peintre de la famille.

(1) *Le Tasse en prison visité par Montaigne, Salmacis et Hermaphrodite.*

par le passé bien des toiles académiques, bien des contrefaçons du style inauguré quarante ans auparavant par David, le tableau de *Dante et Virgile* semblait ouvrir une ère nouvelle et introduire dans l'école française l'esprit d'indépendance et d'aventure. Choix du sujet, violence d'exécution et d'effet, tout attestait ici l'ardeur de la révolte, tout avait le caractère d'un défi, et d'un défi victorieux, jeté aux continuateurs de la vieille méthode. Cet acte éclatant d'audace encouragea les secrets désirs de M. Delaroche. Il ne songea pas à engager la lutte avec M. Delacroix sur son propre terrain, mais il comprit que le temps était venu pour tous de s'affranchir impunément du joug classique, que le succès même ne pouvait s'obtenir qu'à ce prix, et qu'il fallait, sous peine de se voir reléguer parmi les disciples d'un art suranné, poursuivre ouvertement, chacun dans sa voie, l'idéal nouveau dont un côté venait d'être révélé. Ajoutons que les conseils affectueux du plus puissant des novateurs d'alors achevèrent de persuader cette intelligence, à demi convaincue déjà. Géricault, avant même de connaître personnellement le peintre de *Josabeth*, s'était intéressé à son œuvre, et une occasion fortuite ayant mis en rapport le maître et le jeune artiste, il en résulta bientôt entre eux une amitié dont M. Delaroche devait garder pieusement le souvenir, et dont il parlait encore aux derniers jours de sa vie avec toute l'émotion de la reconnaissance.

Peu après l'ouverture de l'exposition, M. Delaroche, suivant la coutume des débutans, rôdait un matin dans la salle où l'on avait placé son tableau, guettant sur le visage des visiteurs un témoignage d'impression favorable et tâchant de surprendre au passage quelque parole d'encouragement. Près de lui, deux hommes causaient en juges experts du mérite ou des défauts qu'offraient les toiles exposées. L'un des deux était Géricault, que son *Radeau de la Méduse* avait, depuis trois ans, placé haut dans l'estime publique, et qui, aux yeux des jeunes peintres, représentait avec plus d'autorité que personne les tendances et la foi de l'école moderne. On devine les anxiétés de M. Delaroche quand son tour vint d'être jugé, et le bonheur qu'il ressentit en entendant quelques éloges à son adresse, quelques mots d'approbation sur son ouvrage : éloges d'autant plus sincères qu'ils ne parvenaient en apparence qu'à des oreilles désintéressées. Il n'osa pas se trahir, mais le lendemain il cherchait un introducteur auprès de Géricault; il réussissait à se faire présenter au maître qui l'avait, sans s'en douter, directement encouragé, et de qui il attendait de nouveaux avis. Géricault avait dans le caractère autant de bienveillance et de douceur qu'il déployait d'âpre énergie dans ses travaux : il se montra touché de la démarche du jeune homme. Au lieu de trancher avec lui du professeur, il voulut n'être

que son aîné dans la carrière, et, bien loin de l'enchaîner aux intérêts de sa propre cause, il n'épargna rien pour l'émanciper. On ne supposerait guère que la pensée ingénieuse, le goût correct de M. Delaroche, ont commencé à se dégager sous l'influence de Géricault, et que les conseils du fougueux peintre de *la Méduse* ont été pour quelque chose dans l'exécution élégante, mais un peu froide, de tableaux comme *Jeanne d'Arc en prison* et *Saint Vincent de Paul prêchant pour les enfans abandonnés.*

Lorsque ces deux toiles parurent au salon de 1824, elles y furent accueillies comme une sorte de tempérament entre les témérités de la nouvelle école et les doctrines immobiles de l'école qui s'intitulait classique. Depuis deux ans, la révolution avait marché de façon à donner fort à penser aux hommes qui avaient cru d'abord ne saluer en elle qu'un progrès légitime et limité dans ses conséquences : elle ne se trahissait plus aujourd'hui par des symptômes; elle s'affichait partout et plantait hardiment son drapeau en face des puissans de la veille. M. Delacroix achevait de décider le mouvement en exposant son *Massacre de Scio;* M. Scheffer, bien loin alors de la manière réservée qu'il devait adopter plus tard, avait envoyé au salon sa *Mort de Gaston de Foix,* M. Sigalon sa *Locuste;* M. Champmartin et quelques autres révolutionnaires en sous-ordre secondaient l'action des chefs et propageaient leurs principes. Il y avait là de quoi mettre en émoi les intelligences timorées. Bien des gens qui se fussent contentés d'une réforme s'effrayèrent de ce radicalisme sans merci. Entre les apôtres du mouvement à outrance et les défenseurs obstinés du passé, un troisième parti se forma, celui des modérés, et, comme il arrive toujours en temps de révolution, ce parti se trouva bientôt, sinon le plus entreprenant et le plus actif, du moins le plus nombreux. M. Delaroche, par la nature de son talent et le caractère mixte de ses ouvrages, résumait à merveille ces aspirations moyennes, cet esprit de mesure qui animaient alors la majorité. Girondin de l'art en quelque sorte, il s'était assez compromis déjà auprès des survivans de l'ancien régime pour ne pas être suspect de complicité avec eux, et d'un autre côté il ne craignait pas de protester contre les emportemens de ceux qui voulaient tout renouveler de fond en comble. De là le succès qu'obtinrent la *Jeanne d'Arc, Saint Vincent de Paul* et les autres tableaux que M. Delaroche fit paraître à la même époque : succès véritable, mais auquel les dispositions du moment eurent peut-être autant de part que les qualités mêmes des œuvres. Aujourd'hui l'on serait plus sévère. En dehors de leur mérite d'à-propos, ces œuvres en effet n'ont plus qu'une valeur assez contestable, et depuis que les conditions de la peinture anecdotique ont été mieux définies, depuis que les travaux de M. Delaroche lui-

même nous ont rendu familières les études et la vérité historiques, il semble difficile de partager l'indulgence de nos devanciers pour certaines licences un peu trop formelles. Le moyen par exemple de reconnaître, dans le tableau qui représente Filippo Lippi aux pieds de Lucrezia Buti, l'artiste d'humeur fort peu langoureuse dont parle Vasari? Filippo Lippi d'ailleurs n'avait pas moins de quarante-sept ans au moment de l'aventure retracée par M. Delaroche. Que le peintre ait cru devoir rajeunir ces tardives amours, passe encore; mais lui appartenait-il de les idéaliser à ce point et de rajeunir aussi bien que le héros l'époque de la scène et les costumes?

Cependant, à n'envisager les tableaux que nous venons de mentionner qu'au point de vue pittoresque, ils révèlent dans la manière de M. Delaroche un perfectionnement sérieux et laissent pressentir, bien plus clairement que la *Josabeth,* le développement prochain de ce talent. Le *Saint Vincent de Paul* surtout mérite d'être considéré comme un témoignage des progrès accomplis et un gage des progrès qui vont suivre. Ici l'indécision du pinceau n'embarrasse plus comme ailleurs l'expression de la pensée; les instincts judicieux du peintre se formulent non pas avec une liberté entière, mais avec plus d'aisance que par le passé. Quelques années encore, et ce style, déjà près de la netteté, achèvera de s'affermir, ces tâtonnemens du goût se résoudront en intentions tout à fait significatives; en un mot, la *Mort du président Duranti* viendra déterminer la manière incomplétement inaugurée dans *Jeanne d'Arc,* et le charmant tableau qui représente *Miss Macdonald apportant des secours au dernier prétendant* mettra en pleine lumière les qualités d'un talent mieux approprié à l'analyse des faits et aux interprétations ingénieuses qu'aux vastes entreprises de l'imagination.

La *Mort du président Duranti* est un ouvrage exempt de cette affectation théâtrale, de ces faux semblans de grandeur que, vers la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, les peintres français croyaient de mise dans la reproduction de toute scène historique. Nous ne parlons pas des sujets empruntés à l'antiquité. On sait de reste quels immuables principes régissaient la composition d'un tableau où devaient figurer les héros de la Grèce ou de Rome; mais là même où il s'agissait de retracer quelque fait de l'histoire nationale, quelque événement appartenant aux époques modernes, les peintres se gardaient bien d'apporter la moindre modification au système une fois adopté comme la règle du beau universel. Ordonnance des lignes générales, attitudes, et jusqu'à l'expression des visages, jusqu'au caractère des ajustemens, tout devait, sous peine d'être réputé indigne de l'art, contrefaire les formes antiques et s'affubler d'une majesté banale. Que Vien, et un peu plus tard Vincent,

eussent à représenter sur la toile, le premier la *Mort de Coligny*, le second *Mathieu Molé aux Barricades*, que les élèves de David acceptassent par hasard quelque besogne semblable, aucun de ces artistes ne se mettait fort en peine de préciser les conditions particulières et la physionomie de son sujet. Au milieu de la toile, le héros debout et parfaitement immobile, pour faire contraste avec la turbulence des groupes environnans; au premier plan, quelques énergumènes à demi nus, variantes plus ou moins heureuses des types fournis par la statuaire, et dans le fond, des bras ou des piques s'agitant de manière à rompre les lignes horizontales de la composition : voilà le programme pittoresque dont les termes avaient été fixés un demi-siècle auparavant, et que bien des gens suivaient encore avec une pieuse docilité, lorsque le tableau peint par M. Delaroche vint faire justice de ces conventions académiques. Il serait superflu de décrire une œuvre que la gravure a depuis longtemps popularisée. Tout le monde a pu apprécier par ses yeux la vraisemblance de la mise en scène, l'énergie sans excès de la pantomime, et ce caractère de probabilité en toutes choses qui distingue la *Mort du président Duranti*. Il est toutefois un autre genre de mérite que le burin n'a réussi qu'incomplètement à s'assimiler, et l'examen de la toile même peut seul révéler certaines qualités d'exécution dont les premiers ouvrages du peintre aussi bien que le travail du graveur n'offrent qu'un assez vague pressentiment.

Jusque-là en effet on pouvait reprocher au dessin et au coloris de M. Delaroche une correction un peu superficielle. Rien d'absolument inexact dans la forme, rien de tout à fait faux dans le ton, mais rien aussi qui exprimât à fond la vérité et l'émotion ressentie par l'artiste. Quelque chose de prudent jusqu'à la froideur, d'impartial jusqu'au scepticisme, alourdissait la pratique et en affaiblissait l'accent. Ici, au contraire, le dessin est ferme et facile, la couleur sobre, mais non sans souplesse, et le modelé fin de quelques morceaux, — de la tête de Duranti entre autres, — atteste la volonté de serrer de près la nature. Enfin l'extrême habileté avec laquelle sont traitées les étoffes, les fourrures, et en général tous les accessoires, achève de mettre en relief la scrupuleuse véracité de ce pinceau. Ailleurs, il est vrai, cette habileté pourra dégénérer en ostentation de dextérité, cette imitation soigneuse des objets inanimés empiétera sur d'autres études; mais dans la *Mort du président Duranti* l'expression des réalités secondaires n'a que l'importance qui convient. C'est en face de la *Mort d'Élisabeth* qu'on sentira l'abus de la méthode, et que le regard sera comme étourdi d'une sorte de fracas pittoresque. M. Delaroche heureusement n'était pas homme à se méprendre longtemps. En dépit des applaudissemens qui accueillirent, au salon

de 1827, la *Mort d'Élisabeth,* il vit bien que persister dans la voie où il venait d'entrer, c'était s'exposer à faire fausse route : il se hâta de rétrograder. Un soin excessif dans le rendu des accessoires put encore, sous sa main, nuire de temps à autre au relief des morceaux essentiels et diviser l'effet de ses compositions; mais ce défaut, il travailla sans relâche à s'en corriger, et là même où les objets inertes sont traités par lui avec le plus d'amour, ils n'usurpent plus, comme dans l'*Élisabeth,* le droit de se mettre en vue. Une seconde fois seulement, et à quinze ans d'intervalle, M. Delaroche crut devoir recourir à ces artifices de brosse, à cette exécution tumultueuse qui exagère le rôle des détails et s'en prend surtout au costume. Le *Charlemagne passant les Alpes,* aujourd'hui au musée de Versailles, montre ce que le talent de M. Delaroche pouvait perdre à se préoccuper outre mesure des effets partiels; mais revenons aux travaux qui résument le mieux les qualités de ce talent et à l'histoire de ses progrès.

La *Mort du président Duranti, Miss Macdonald* et les autres toiles exposées par M. Delaroche au salon de 1827, de nouveaux tableaux qui, sans être sortis encore de son atelier, commençaient à occuper la presse et le public, en un mot ce que l'on avait vu déjà ou ce que l'on s'attendait à voir avait donné au nom du peintre, vers la fin de la restauration, une importance considérable. Par ses tendances et le caractère de son talent, M. Delaroche représentait à peu près dans les arts ce que les écrivains du *Globe* représentaient alors dans la politique et dans les lettres. Comme eux, il appartenait au parti du mouvement, il aspirait à régénérer des doctrines vieillies; mais, comme eux aussi, il se restreignait dans certaines limites que de plus aventureux avaient déjà franchies, quitte à ne pas trop savoir ensuite où s'arrêter. Non sans autorité sérieuse dans le présent, il semblait surtout promis à l'avenir. Aussi, lorsque la révolution de 1830 eut ruiné du même coup les institutions politiques et ce qui restait des résistances de la vieille école, se trouva-t-il tout naturellement l'un des hommes le plus en vue, et, comme on devait dire dix-huit ans plus tard à propos d'autres hommes et d'une autre révolution, l'une des espérances de la veille. Que l'on ne s'exagère pas toutefois le rôle de M. Delaroche à cette époque et sa part d'action dans des événemens auxquels il se trouva mêlé seulement en tant qu'artiste : j'ignore sur la foi de quelle tradition un écrivain le montrait récemment combattant en juillet derrière les barricades; mais il en est de ce fait comme du duel de Lesueur et de tant d'autres anecdotes qui se sont glissées dans la biographie des artistes célèbres, rien n'est moins exact à tous égards.

Il semble au surplus que M. Delaroche ait eu ce privilége d'atti-

rer sur les actes de sa vie, sur ses intentions même, des regards un peu plus pénétrans que de raison, et de fournir matière, en dehors de l'art, à des suppositions imprévues ou parfaitement contradictoires. Il y a vingt-cinq ans, au lendemain de cette révolution où l'on veut aujourd'hui qu'il soit intervenu les armes à la main, on lui prêtait des passions politiques fort différentes. Le *Cromwell* et *les Enfans d'Édouard* étaient, disait-on, une allusion aux faits de l'histoire contemporaine, un pieux hommage aux vaincus, une leçon à l'adresse des vainqueurs. Étrange leçon! soit dit en passant, et pour le moins bien inutile : aussi M. Delaroche ne songea-t-il nullement à la donner. De ces deux tableaux que l'esprit de parti prétendait transformer en moralités de circonstance, l'un était achevé longtemps avant la révolution de juillet, l'autre ébauché déjà au moment où cette révolution éclata. A moins d'accorder au peintre un don singulier de prescience, il faut convenir qu'en travaillant à ces ouvrages, il n'en soupçonnait guère l'opportunité prochaine et la signification qu'on allait y chercher. Non, les arrière-pensées de M. Delaroche à cette époque de sa vie et à d'autres époques, les intentions secrètes dont on s'est plu à compliquer son talent, tout cela n'est qu'erreur ou invention. Nous ne prétendons pas dire, tant s'en faut, que M. Delaroche fût indifférent à toutes les causes, qu'il se tînt en dehors des événemens ou des idées qui venaient à se succéder dans son pays. Il avait, comme homme, des préférences auxquelles il est resté fidèle; mais, comme peintre, il n'entendait faire ni de l'art un moyen d'action éphémère, ni de son pinceau un instrument de polémique; son ambition était plus haute, et son entreprise plus vaste, plus humaine. Le peintre de *Charles Ier* et de *Jane Grey*, de *Napoléon à Fontainebleau* et de *Marie-Antoinette*, de *Strafford* et des *Girondins*, l'artiste qu'émeuvent toutes les grandes infortunes, qui célèbre tous les genres d'héroïsme sans distinction de race ni de drapeau, — un tel homme à coup sûr ne prend pas l'attitude d'un homme de parti, mais bien la tâche d'un historien et d'un moraliste. L'histoire est-elle véridique, la morale ressort-elle clairement des scènes représentées, voilà le point essentiel. Que le choix du sujet intéresse à tort ou à raison les passions du moment, peu importe : l'esprit de l'œuvre n'est pas là.

Il faut le dire pourtant. En faisant une part si large dans l'art à l'élément historique, à l'étude philosophique du fait, M. Delaroche courait risque d'amoindrir d'un autre côté la portée pittoresque de ses travaux, et de remplacer par des procédés en quelque façon littéraires les moyens d'expression qui appartiennent au pinceau. La pensée de M. Delaroche était celle-ci : « Les grands maîtres ont exploité le champ de l'invention poétique avec un tel succès, qu'à peine

reste-t-il à glaner sur leurs traces quelques rares débris. Désormais la moisson est faite. Les idées religieuses ont trouvé depuis longtemps leur forme définitive. D'éternels modèles nous révèlent d'autre part, et avec un éclat incomparable, le beau dans sa plus haute acception plastique. En dehors de ces deux interprétations suprêmes, qu'y a-t-il donc encore à tenter? L'analyse des événemens purement humains, la représentation des faits au point de vue dramatique et sous leur aspect, non le plus grandiose, mais le plus probable. Un enseignement direct, et jusqu'à un certain point familier, voilà ce qui s'appropriera le mieux aux conditions de l'art moderne, aux besoins intellectuels de notre époque. » Or cet enseignement, si opportun qu'il fût, fallait-il en préciser les formes à ce point qu'aucun détail ne fût exclu, aucune réalité dissimulée? Le succès a donné raison aux théories de M. Delaroche, et d'ailleurs l'extrême habileté avec laquelle elles ont été mises en pratique les justifie suffisamment. Il est permis néanmoins de se demander si tout ce que la plume décrit à la pensée, le pinceau peut également le raconter aux yeux, et s'il n'en est pas des ressources de la peinture en face de certains sujets comme des lois ou des convenances théâtrales. « Ne mettez pas la potence sur la scène, écrivait Diderot à Voltaire; d'autres bientôt y feront figurer le pendu. » M. Delaroche n'a pas craint de réaliser quelque chose des pressentimens de Diderot. La tête coupée de Charles Ier, la paille qui va boire le sang de Jane Grey dépassent peut-être la limite des vérités utiles. En vain objecterait-on l'exemple des anciens maîtres et ces instrumens de torture qu'ils ne se faisaient pas scrupule d'introduire dans leurs tableaux : il n'en va pas du martyre d'un saint comme d'une exécution judiciaire. L'expression de la foi sur les traits de celui qui subit le supplice, le ciel entr'ouvert pour recevoir cette âme déjà presque délivrée du corps, tout, jusqu'au lieu et à l'époque de la scène, tend à idéaliser le martyre religieux et les circonstances qui l'environnent. La palme, en un mot, se voit aux mains des anges autant pour le moins que la hache ou la torche aux mains des bourreaux. Dans la mort d'une victime de la politique, un pareil contraste ne saurait exister. Ici sans doute la pensée de Dieu, de l'éternelle justice peut et doit planer sur le tableau des misères et des iniquités humaines; mais elle ne se traduit pas sous des formes assez sensibles, elle n'apparaît pas assez ouvertement, pour racheter l'horreur du spectacle, et ennoblir, comme ailleurs, la réalité. Le mieux ne serait-il pas que l'art osât atténuer cette réalité extrême, et que le peintre d'une scène historique n'eût pas tout à fait les mêmes scrupules que le rédacteur d'un procès-verbal?

Qu'importe après tout? Si M. Delaroche a pu quelquefois s'exa-

gérer un peu à lui-même ses devoirs de peintre historien, que de fois en revanche ne les a-t-il pas remplis avec une justesse de vue et une pénétration parfaites! Quel tact, quelle finesse dans la composition de ces trois scènes entre autres, *Richelieu traînant à la remorque de son bateau Cinq-Mars et de Thou, Mazarin à son lit de mort*, et la *Mort du duc de Guise!* C'est en peignant des tableaux de cet ordre, et nous ajouterons de cette dimension, que M. Delaroche prouve avec le plus d'évidence les ressources de son esprit et l'habileté de son pinceau. C'est dans ce genre mixte qu'il excelle, dans ces tragi-comédies pittoresques où le trait de mœurs est de mise à côté de l'image terrible, où la délicatesse de l'observation s'allie à l'énergie du sentiment. Quoi de plus expressif, par exemple, que la figure de Henri de Guise étendue à terre dans l'âpre majesté de la mort, et menaçant encore, pour ainsi dire, les assassins qui ont fait le coup et le roi qui les a armés? En face de cette figure virile, le peintre nous le montre, ce lâche roi, soulevant d'une main tremblante la draperie derrière laquelle il se tenait blotti pendant la lutte, interrogeant d'un regard oblique la pâleur de la victime et s'assurant de loin que tout est bien fini. Ce mélange de cruauté et de terreur presque ridicule qu'expriment l'attitude et le visage de Henri III, l'empressement des meurtriers à se porter au-devant du maître et à faire valoir auprès de lui chacun ses services personnels, enfin, — qu'on nous passe le mot, — le côté comique de cette scène sanglante est mis en lumière avec autant d'esprit que le côté sinistre ressort avec vigueur. Quant à l'exécution matérielle, elle a une fermeté et une aisance dont les meilleurs tableaux de M. Delaroche, — j'entends ceux qu'il avait faits jusqu'alors, — n'offrent pas un spécimen aussi achevé. Dans *Miss Macdonald*, la pratique est surtout élégante, la touche pleine de grâce, mais d'une grâce un peu recherchée. Le *Richelieu* et même le *Mazarin*, si finement traités au point de vue de la physionomie et du détail, laissent souhaiter peut-être un peu plus de discrétion dans l'effet général, une harmonie moins incessamment brisée par la multiplicité des tons et les mille accidens du modelé. Ce sont assurément de charmans ouvrages, mais il leur manque encore ce qui caractérise la *Mort du duc de Guise*, — l'accent de la certitude et l'autorité du goût.

Dans la *Mort du duc de Guise*, rien que de correct sans minutie et d'harmonieux sans faiblesse. Les *crayons* et les miniatures à l'huile des peintres français du XVIe siècle ne déterminent pas avec une précision plus savante l'expression d'un visage ou la forme d'un ajustement. Les *petits maîtres* flamands eux-mêmes désavoueraient-ils cette ampleur d'effet? En tout cas, quel est celui d'entre eux qui aurait su définir aussi nettement le vrai sens et la portée morale

d'une pareille scène? Que si l'on s'en tient à notre école et à notre époque, où trouver un peintre dont le talent s'approprie mieux, aussi bien même, à toutes les conditions imposées ici par le sujet? M. Ingres traitera plus noblement que personne un thème antique dans un cadre restreint, *Antiochus et Stratonice* par exemple; M. Delacroix donnera à son petit tableau d'*Hamlet* l'empreinte de la passion et d'un sentiment profondément poétique; MM. Decamps et Vernet peindront à souhait, celui-ci *la Barrière de Clichy*, celui-là *Samson* ou *Joseph :* aucun de ces éminens artistes, en dépit de ses qualités ou plutôt en vertu de ces qualités mêmes, ne réussira comme a réussi M. Delaroche dans une œuvre moitié drame, moitié tableau de genre. Suit-il de là que le peintre du *duc de Guise* l'emporte sur tous les autres maîtres contemporains? Ce que nous venons de dire ne tend pas à cette conclusion. Nous ne voulons qu'établir un fait : c'est que M. Delaroche, talent tout éclectique en apparence, a eu son genre d'excellence, son originalité propre, et que les œuvres mêmes de ses plus dangereux rivaux laissent aux siennes leur physionomie d'élite et leur entière valeur. Or quels sont les signes distinctifs de cette physionomie? quelle part faut-il faire dans l'histoire de l'art contemporain, non pas seulement à l'auteur du *duc de Guise*, mais au peintre dont ce dernier tableau ne faisait que confirmer les succès précédens et la réputation déjà ancienne? Si l'on jette un coup-d'œil sur la situation de l'école avant la seconde moitié du siècle et sur les travaux des artistes qui aujourd'hui encore se partagent le pouvoir, on n'aura pas de peine à résoudre ces questions.

Sans nier jamais le talent de M. Delaroche, on lui a reproché néanmoins, — et cela il y a vingt-cinq ans comme depuis lors, — de ne représenter dans l'art que des qualités en quelque façon négatives. L'artiste, disait-on, qui n'est expressément ni grand dessinateur, ni grand coloriste, qui n'a pour principe que le culte de toutes les légalités pittoresques, pour muse que la convenance, un tel homme ne saurait prétendre à une influence fort puissante sur l'école et les idées de son temps. Il y a deux manières pourtant d'acquérir cette influence. On peut ou s'emparer de l'opinion à force ouverte et régner sur elle par droit de conquête, ou se pénétrer si bien de l'esprit et des besoins actuels, qu'on arrive à résumer en soi les tendances de tous. Reste à savoir si, au point où nous sommes, le second moyen n'est pas le plus efficace, et si le succès n'appartient pas aux intelligences persuadées par ce qui les entoure plus sûrement encore qu'aux intelligences résolues à ne prendre conseil que d'elles-mêmes. David, comme autrefois Lebrun, avait su imposer ses inclinations personnelles et les habitudes de sa pensée à toute une époque. Lui régnant, personne parmi les artistes comme

dans le public n'eût songé sans doute à contester l'opportunité de sa domination. Depuis l'apparition du tableau des *Horaces* jusqu'au moment où fut exposé le *Léonidas,* chacun avait cru de la meilleure foi du monde reconnaître ses propres aspirations formulées dans les œuvres du maître, et cependant on ne faisait alors que subir l'ascendant de cette forte volonté, l'autorité de ce talent que l'on respectait comme un dogme, et qui n'était au fond que l'expression de la foi d'un seul. Que David soit venu à propos et dans un milieu favorablement préparé pour sa gloire, cela est certain; mais ne saurait-on dire que le long empire exercé par lui fut en grande partie le résultat d'une surprise, et que sa doctrine, si bien appropriée qu'elle parût aux mœurs du moment, contrariait en réalité l'instinct national et les coutumes de l'art français? Aussi quel empressement à secouer le joug dès que le maître n'est plus là pour le maintenir! quelle violence dans la réaction, et quels excès d'indépendance après ce régime tyrannique! C'en est fait désormais de la soumission de l'école comme du despotisme des chefs. Aucun de ceux-ci ne réussira à régenter pleinement l'opinion, à la façonner suivant ses propres principes, et ce qui prouve combien l'intimidation en pareil cas est devenue une arme insuffisante, c'est que les deux talens les plus radicaux qui aient paru depuis David n'ont pu, l'un en dépit de son élévation soutenue, l'autre malgré sa fécondité et son éclat, réduire les résistances de la foule.

M. Ingres, aux yeux de la partie la plus éclairée du public, occupe la première place dans l'école française contemporaine; mais l'art tel qu'il le comprend et le pratique semble un peu dépaysé au milieu de nous. Que les œuvres de M. Ingres soient empreintes d'une beauté impérissable, qu'elles révèlent l'imagination et la main d'un grand maître, rien de plus vrai : est-ce à dire toutefois que ce maître s'inspire des idées modernes, que ces œuvres soient en rapport exact avec nos besoins et nos goûts? Chez le peintre de *l'Apothéose d'Homère,* de *Saint Symphorien* et de tant d'autres sujets conçus et exécutés avec une intraitable rigueur de pensée et de style, on dirait au contraire que le génie s'excite de la haine contre le présent. De là l'incomplet assentiment, quelquefois même l'opposition formelle, que rencontre parmi nous la manière de M. Ingres. Les uns ne voient dans cette manière hautaine qu'un démenti à de légitimes aspirations; d'autres, mieux avisés sans doute, l'admirent comme une protestation avant tout éloquente. Amis ou ennemis, tous s'accordent sur ce point qu'elle n'a de raison d'être aujourd'hui qu'à titre d'évocation du passé. Qu'il nous soit permis de constater le fait, sauf à réserver nos propres sympathies : ce n'est pas d'ailleurs outrager la gloire du plus savant peintre de notre âge que d'indiquer, en regard

du respect auquel il a droit, les caractères qui nuisent à sa popularité, ou qui limitent son influence.

Si nous rapprochons le nom de M. Delacroix du nom de M. Ingres, il ne s'agit nullement, — avons-nous besoin de le dire? — d'un parallèle à établir entre les deux artistes. On sait de reste quel abîme les sépare, eux, leurs travaux et leurs doctrines. Il convient seulement de faire remarquer qu'ils affichent l'un et l'autre, dans des vues fort opposées, le même goût pour les principes absolus, la même inflexibilité de méthode, la même opiniâtreté dans la manière. Soit parti-pris, soit impuissance à se corriger, M. Delacroix n'a pas dans tout le cours de sa carrière modifié une seule fois les formes de son style, et, pas plus que M. Ingres, il n'a dévié de la route où il était entré au début. Qualités et défauts, tout lui appartient en propre, tout atteste un esprit convaincu et déterminé à ne rien concéder aux exigences d'autrui, à s'enhardir des résistances qu'on lui oppose, des échecs même qui pourront survenir. Une telle obstination est véritablement d'un artiste; mais si elle fait la force de M. Delacroix auprès de ceux qui savent honorer les croyances sincères, elle a aussi, et pour le plus grand nombre, ses inconvéniens et ses périls. On aura beau signaler dans les œuvres du plus franc coloriste qu'ait produit l'école française la richesse des tons et de l'effet; on aura beau rendre hommage au sentiment passionné, aux intentions poétiques qu'exprime ou plutôt que laisse entrevoir ce pinceau : la foule ne cessera jamais de s'effaroucher de certaines étrangetés et de certaines licences, qu'excuse pourtant sans les justifier la verve de M. Delacroix. Un pays comme le nôtre, où l'art en général procède de la raison plutôt que de l'inspiration spontanée, trouvera difficilement dans ces témoignages, parfois violens, d'indépendance l'entière satisfaction de ses instincts.

A côté de M. Ingres et de M. Delacroix, qui n'avaient et ne pouvaient avoir, en vertu de leur absolutisme même, qu'une action circonscrite sur le goût public, à côté aussi d'autres talens qui ne représentaient chacun que des tendances à peu près personnelles, il y avait donc place pour un artiste dont le rôle consisterait à concilier, au moins en apparence, ces doctrines ennemies, et à se faire l'interprète des aspirations de tous. M. Delaroche prit ce rôle difficile, et il le remplit avec un plein succès. Grâce à lui, et par le seul fait de son entremise, les arts qui semblaient se mouvoir dans une atmosphère étrangère à celle de notre éducation et de nos habitudes se sont comme rapprochés de nous. Les enseignemens du pinceau nous sont devenus presque aussi familiers que les enseignemens littéraires, et là où nous nous laissions rebuter par des formes d'expression ou scientifiques ou confuses, nous avons aisément été persuadés par un langage intelligible à tous. Ce n'est pas toutefois qu'en

se mettant ainsi à la portée des ignorans, M. Delaroche compromît ses titres auprès des érudits. On ne saurait dire non plus que l'impartialité avec laquelle il accueille tous les progrès qui s'accomplissent, toutes les idées qui s'agitent autour de lui, dégénère en scepticisme systématique. Son talent est, si l'on veut, un miroir où se reflètent des intentions exprimées par autrui et les symptômes généraux du goût actuel. Il reproduit aussi, et non moins fidèlement, ce que l'artiste a senti à propos des objets qu'il nous montre. Dans ces œuvres, fort peu agressives, mais suffisamment accentuées, et, comme aurait dit La Bruyère, « faites en somme de main d'ouvrier, » les hommes familiarisés avec les difficultés de l'art reconnaîtront les témoignages d'un savoir sérieux et d'une habileté supérieure. Ceux qui savent tenir compte seulement des idées ou des faits que traduit la peinture marchanderont encore moins leurs suffrages à un peintre si bien en mesure d'intéresser directement l'esprit. On a dit quelquefois que M. Delaroche, avec son organisation et les qualités générales de son intelligence, se serait aussi sûrement distingué dans une autre carrière que dans celle qu'il avait choisie. Peut-être en eût-il été ainsi. Si M. Delaroche, par exemple, eût voué sa vie aux travaux littéraires, il n'est pas impossible qu'il eût acquis à peu près la même réputation, et l'instinct qu'il semble avoir des effets de la scène permettrait de penser que le drame se serait formulé sous sa plume aussi heureusement que sous son pinceau. A quoi bon pourtant chercher à deviner ce que l'artiste aurait pu faire en dehors de ce qu'il a fait? Ses œuvres établissent nettement son mérite, elles justifient de reste le parti qu'il a préféré, et le rôle de M. Delaroche est trop important, trop nécessaire même, dans l'histoire de l'art contemporain, pour qu'on puisse le supprimer sans supprimer du même coup l'expression la plus claire et comme le résumé des efforts de l'école moderne.

II.

On a vu que la *Mort du duc de Guise* marquait avec plus de précision qu'aucun des travaux antérieurs de M. Delaroche ce qu'on pourrait appeler sa manière purement historique, cette manière popularisée déjà par dix ans de succès, et que l'Institut avait achevé de consacrer en admettant dès 1833 le peintre de *Cromwell* et de *Jane Grey*. Il nous reste à indiquer, dans les travaux qui suivirent, les caractères nouveaux à quelques égards de son talent et ses développemens successifs jusqu'au jour où la mort devait glacer cette main laborieuse, cet esprit plus actif et mieux inspiré que jamais.

Tandis que M. Delaroche travaillait au tableau de la *Mort du duc de Guise,* où il allait achever de faire ses preuves comme peintre

de sujets historiques, une tâche fort différente à tous égards, — la décoration de l'église de la Madeleine, — occupait déjà sa pensée. Il avait accepté ce grand travail vers la fin de l'année précédente (1833). De la part d'un artiste accoutumé aux succès populaires, et dont le crédit était bien assuré dans un certain ordre de peinture, il y avait sans doute du courage à tenter ainsi une entreprise contraire à toutes les habitudes de son talent. Jusque-là, M. Delaroche ne s'était pas, à vrai dire, essayé dans la peinture religieuse. Deux tableaux faits au commencement de sa carrière, — une *Piété,* destinée à la chapelle du Palais-Royal, et un *Saint Sébastien,* — ne pouvaient sous aucun rapport passer pour des épreuves suffisantes (1). Personne ne le sentait mieux que lui, et lorsqu'il se résolut à entreprendre les peintures de la Madeleine, ce ne fut pas du moins sans avoir bien apprécié les conditions toutes nouvelles qui lui étaient faites et le péril auquel il s'exposait. « Je vous avoue, écrivait-il à l'un de ses amis, qu'à première vue la proposition m'a fait peur. J'ai si bien compris ce qui me manquait pour accomplir une pareille tâche, que je me suis laissé aller d'abord à la tentation de la refuser. Tout bien considéré pourtant, j'ai changé d'avis. Je suis peintre : je dois à l'art et je me dois à moi-même de ne reculer devant aucun effort. J'irai faire mon noviciat en Italie, et quand je me sentirai bien approvisionné, je reviendrai me mettre à l'œuvre... » M. Delaroche toutefois n'allait chercher à Florence et à Rome que des leçons techniques, des modèles de style et non des patrons d'idées. Pour plus de sûreté et comme pour se prémunir contre les dangers d'une influence trop directe sur sa propre imagination, il avait voulu avant son départ arrêter toutes ses compositions, les essayer sur les murs de l'église et se fixer à lui-même les termes généraux du programme dont il modifierait ensuite les détails suivant les exemples des maîtres. Heureux ceux qui savent se défier ainsi de l'autorité des chefs-d'œuvre et garder un fonds d'indépendance là où il est si facile de se laisser absolument asservir! Rien de plus rare en pareil cas qu'une admiration prudente, rien de plus chanceux, même pour les peintres les mieux doués, que l'étude de l'art italien, quand cette étude n'a pas pour objet précis le développement d'un sentiment personnel. Or comment s'écouter fort attentivement soi-même en face de ces créations incomparables qui, comme *la Cène,* les *Stanze* ou *la Chapelle Sixtine,* sont le dernier mot de l'art et l'effort suprême du génie humain? Les plus fiers à coup sûr s'humilieront devant elles; les plus sages peut-être se tourneront vers des modèles moins par-

(1) Il faudrait mentionner aussi la *sainte Amélie,* si ce tableau n'appartenait, par son style et le caractère de l'exécution, à la classe des œuvres de genre plutôt qu'à la classe des tableaux religieux.

faits et par cela même mieux appropriés aux instincts et à l'ambition de chacun. Telle fut au moins la règle de conduite que s'imposa M. Delaroche pendant son séjour en Italie. Au lieu de copier les œuvres de Raphaël ou de Léonard, il voulut remonter aux sources où ces grands maîtres avaient puisé et interroger à son tour les premiers monumens de la peinture religieuse, à peu près comme un écrivain qui, pour former son style, étudierait les origines de la langue avec plus de zèle encore que la littérature des beaux siècles.

M. Delaroche consulta donc à fond, et le crayon à la main, les fresques des *trecentisti* qui ornent les églises de Florence et des autres villes de la Toscane; puis, accompagné de deux de ses amis et d'un de ses élèves, il se retira pour peindre les esquisses de ses compositions dans le couvent de Camaldoli, monastère situé au sommet de l'Apennin, et par conséquent rarement visité. Quelques jours après, M. Ampère, qui accomplissait alors ce *voyage dantesque* dont la *Revue* a publié le récit (1), venait se renseigner aux mêmes lieux. Jamais peut-être le *sacro eremo di Camaldoli* n'avait reçu des hôtes si nombreux. En tout cas, c'était la première fois que les cellules du couvent se convertissaient en ateliers et que ses murs abritaient des travaux que la publicité attendait à Paris. Je me trompe : ces travaux auxquels M. Delaroche se livrait alors et qu'il allait pendant près d'une année encore continuer à Rome, ces études poursuivies avec l'ardeur d'un talent qui se sent en progrès, tout cela devait rester stérile et s'ensevelir dans l'obscurité (2).

On se rappelle dans quelles circonstances M. Delaroche renonça à ses projets de décoration pour l'église de la Madeleine. Une mesure prise par l'administration l'ayant dépossédé d'une partie de la tâche qu'il croyait confiée tout entière à son pinceau, il s'éleva vivement contre ce partage, et s'empressa de rendre, avec le travail auquel il avait consacré deux années déjà, une somme considérable reçue pour prix de ses études préparatoires. Peut-être, il faut le dire, la décision ministérielle n'était-elle que le résultat d'un malentendu; peut-être les droits de M. Delaroche avaient-ils été involontairement méconnus. Quoi qu'il en soit, il y allait pour lui de sa dignité d'artiste, et il n'était pas homme à en faire bon marché. Dans une occasion précédente, vers la fin de la restauration, il avait mieux aimé voir son nom rayé de la liste des peintres employés par

(1) Voyez les livraisons du 15 novembre et 15 décembre 1839.

(2) Sauf quelques têtes peintes d'après les religieux camaldules qui lui avaient donné l'hospitalité, rien de ce que M. Delaroche a produit pendant son voyage en Italie n'a vu le jour jusqu'ici. Ces portraits de camaldules, exécutés avec une rare finesse, appartenaient à M. le comte de Feltre, qui les a légués au musée de Nantes, où ils se trouvent aujourd'hui.

la direction des Beaux-Arts que subir certaines conditions qui auraient mutilé son œuvre (1). A plus forte raison, lorsqu'il méditait une œuvre bien autrement importante, un ensemble de compositions se déduisant les unes des autres et reliées entre elles par l'homogénéité du style, ne pouvait-il se laisser ravir en silence ce qu'il regardait comme une part de son domaine. Ajoutons qu'à cette époque M. Delaroche n'avait aucune fortune, qu'en abandonnant la somme reçue, il se dépouillait, après tout, du fruit de son travail, et que, pour affranchir ainsi son talent, il compromettait dans l'avenir ses ressources matérielles : sacrifice d'autant plus grand que son récent mariage lui imposait de nouveaux devoirs sur ce point et une responsabilité nouvelle (2). Ceux qui, fort injustement d'ailleurs, seraient tentés d'accuser ici les susceptibilités de son amour-propre ne refuseront pas au moins d'honorer son désintéressement.

Le voyage d'Italie, que M. Delaroche avait entrepris en vue d'une œuvre spéciale, n'eut donc d'autre résultat que de laisser l'artiste mieux préparé aux tâches qui pourraient survenir. Celles qui lui furent offertes d'abord ne lui permettaient guère de mettre en relief les qualités qu'il avait acquises au-delà des monts. *Charles Ier insulté par les soldats de Cromwell* et *Strafford marchant au supplice* n'avaient et ne pouvaient avoir qu'un mérite analogue au mérite des tableaux précédens. M. Delaroche eût été mal venu à se souvenir, en face de pareils sujets, des études qu'il faisait peu auparavant en Italie, et il lui fallait attendre, pour tirer parti de son expérience nouvelle, qu'une occasion s'offrît où il eût à reproduire non plus un fait simplement historique, mais une scène d'un caractère idéal. L'*Hémicycle du palais des Beaux-Arts,* qu'il fut chargé de peindre en 1837, lui fournit enfin cette occasion d'essayer ses forces sur un vaste champ et dans un ouvrage tout d'invention. On sait le succès de l'entreprise : les résultats d'ailleurs en ont été appréciés ici même avec une pleine autorité (3), et nous ne reviendrons pas sur un sujet si parfaitement épuisé. Qu'il nous soit permis seulement de rappeler les efforts faits par M. Delaroche pour mener à bonne fin ce grand travail et d'indiquer, à propos de l'*Hémicycle,* quelque chose de

(1) Il s'agissait alors d'un plafond pour l'une des salles du musée Charles X. Le sujet était *Jacques II recueilli à Saint-Germain par Louis XIV.* M. Delaroche, pour compléter le sens de sa composition, l'avait entourée de figures allégoriques en relief dont on exigea la suppression non-seulement avec une insistance peu éclairée, mais avec menace de ne plus employer à l'avenir l'artiste, s'il refusait d'obéir. M. Delaroche abandonna le travail, acceptant sans hésiter la disgrâce qui devait punir son refus.

(2) M. Delaroche avait épousé à Rome, au commencement de 1835, Mlle Louise Vernet, qui devait si noblement porter le poids de deux noms célèbres et laisser, après sa trop courte vie, tant de regrets et de pieux souvenirs.

(3) Voyez, dans la livraison du 15 décembre 1841, *la Salle des Prix à l'École des Beaux-Arts,* par M. Vitet.

sa manière de procéder habituelle. L'estime qu'inspire le talent du peintre ne pourra que s'accroître du respect dû à sa stricte loyauté.

Ce qui distingue toujours les productions de M. Delaroche, depuis les plus considérables jusqu'aux moins importantes, c'est l'empreinte de la conscience. Tout y est rigoureusement défini, tout atteste les recherches scrupuleuses et les longues réflexions. Que l'œuvre satisfasse complétement ou non ceux qui sont appelés à la juger, aucun d'eux à coup sûr ne reprochera à l'artiste de n'avoir pas fait tout ce qu'il était capable de faire. On pourra contester la justesse de ses intentions, mais personne, même parmi les plus sévères, ne sera tenté d'accuser sa négligence. Est-ce assez toutefois, et suffira-t-il de constater des habitudes soigneuses là où se traduisent en réalité l'amour profond de l'art, le besoin passionné du mieux? M. Delaroche ne réussissait que difficilement à donner aux formes de sa pensée une précision satisfaisante. Nous ne voulons pas dire qu'il y eût chez lui lenteur d'intelligence ou stérilité préalable, et que comme certains maîtres contemporains, comme Léopold Robert par exemple, il prît pour point de départ une donnée infime d'où il s'élevait ensuite vers des régions plus hautes à force de tâtonnemens, de temps et de patience. Non, le fond de ses intentions se révélait déjà dans les travaux qu'esquissait son crayon, et à plus forte raison dans les tentatives de son pinceau. Ce n'est pas lui qui eût achevé le tableau des *Moissonneurs* avant d'y placer au premier plan cette figure du conducteur des buffles si nécessaire pourtant à l'harmonie linéaire du sujet. Encore moins se fût-il, comme le peintre des *Pêcheurs de l'Adriatique,* acheminé vers la composition de cette scène destinée à figurer l'hiver en Italie en passant par l'étrange essai d'un *enterrement du carnaval.* Ses instincts judicieux l'eussent préservé tout d'abord de pareilles erreurs; mais, si arrêtées que fussent dès le début sa volonté et ses idées d'ensemble, il n'arrivait à se contenter sur les détails qu'après avoir épuisé la série des études préparatoires. De là les peines sans nombre que lui coûtait l'exécution de ses tableaux. Il est tel d'entre eux dont les figures, dessinées vingt fois isolément, ont été ensuite modelées en cire avant d'être transportées sur la toile, puis peintes en grisaille et enfin coloriées, jusqu'à ce que le grattoir vînt anéantir le résultat de tous ces essais et laisser le champ libre à des essais nouveaux. Ce qu'il importe de noter, c'est que chacun de ceux-ci équivalait toujours à un progrès. M. Delaroche avait le rare talent de ne pas prendre pour une idée meilleure ce qui n'était au fond qu'une idée neuve, et de ne rien sacrifier qu'à bon droit. Aussi savait-il mieux que personne mettre à profit un avis utile et achever de s'éclairer lui-même au contact de l'opinion d'autrui. En revanche, nul ne résistait plus résolûment aux avis imprudens. Sur ce point, comme en toutes choses, il s'interrogeait

avec une entière bonne foi; mais une fois convaincu, il ne craignait pas plus de poursuivre sa tâche qu'il n'hésitait à la recommencer lorsqu'un juste mode de perfectionnement lui avait été ou suggéré ou spontanément révélé. En un mot, de quelque part que lui vinssent les conseils, il en discernait la valeur avec une clairvoyance singulière, et le moins qu'on puisse dire de ce qu'il tirait de lui et des autres, c'est que le tout était le fruit de comparaisons attentives, d'études profondément sincères. On ne saurait d'ailleurs trop insister sur la constance de ces efforts et sur ces exemples de haute probité. Assez d'artistes profitent de la notoriété qu'ils ont acquise pour débiter au jour le jour jusqu'aux plus chétives improvisations de leur pinceau; assez de gens traitent l'art en spéculateurs et s'inquiètent moins des progrès de leur talent que du taux auquel il est coté. Il ne peut donc être inutile d'opposer à cette soif du gain les témoignages d'une ambition plus noble, et de montrer en regard de ces trafiquans de leur crédit un homme qui n'a consenti à vendre que ses œuvres sans s'abaisser jamais jusqu'à vendre son nom.

On pense bien qu'en entreprenant la décoration de l'*Hémicycle,* M. Delaroche devait être moins enclin que jamais à se départir de ses habitudes studieuses. Ici en effet les dimensions de l'œuvre, la simplicité de l'ordonnance avec des élémens très compliqués, l'élévation nécessaire du style, tout exigeait un redoublement de zèle et une ferme volonté d'approfondir les conditions nouvelles inhérentes à ce difficile sujet. Il fallait éviter d'autre part un écueil qui se présentait tout d'abord et louvoyer entre l'imitation formelle de certains types et l'indépendance absolue. Le moyen, en traitant un thème de cet ordre, de n'avoir pas présentes à la pensée *l'École d'Athènes* et *l'Apothéose d'Homère?* Et cependant quel danger n'y eût-il pas eu à se souvenir un peu trop de pareils exemples? M. Delaroche eut le bon goût de n'engager la lutte ni avec Raphaël, ni avec M. Ingres, sur le terrain appartenant en propre à chacun des deux maîtres. A quelques égards, il se fit leur disciple, et en cela il agit bien, mais il ne voulut pas plus descendre en face d'eux au rôle de copiste qu'il ne prétendit devenir leur rival. Il sut rester lui-même là où il était si facile de se laisser dominer par des influences étrangères, et, — mérite bien rare chez les artistes qui s'efforcent d'élargir leur manière, — il ne sacrifia pas les inclinations naturelles de son esprit à la recherche de qualités artificielles. Les progrès faits par M. Delaroche à l'École des Beaux-Arts, il les a accomplis, sous des formes incontestablement différentes, dans le sens ordinaire de ses facultés. Son œuvre, sérieuse sans être gourmée, élégante, mais non futile, résume à merveille les caractères de ce talent à la fois grave et spirituel. Condamnez le peintre de l'*Hémicycle* à s'interdire absolument les ressources dont il a disposé ailleurs, exigez de lui qu'il n'envi-

sage son sujet qu'au point de vue des traditions et des formes solennelles, et vous aurez, au lieu d'une page d'histoire de l'art vraisemblable, une de ces légendes académiques qui ne tournent pas plus à la gloire des héros représentés qu'à l'honneur de leur panégyriste. Le lot de M. Delaroche était en toutes choses de s'attacher au côté vrai et de le rendre avec finesse. En peignant sur les murs du Palais des Beaux-Arts une scène que le naturel vivifie, en nous montrant, non pas d'uniformes demi-dieux, mais des hommes qui gardent encore, jusque dans l'olympe où ils siégent, leur physionomie personnelle et les caractères de leur époque, le peintre des faits exacts, le narrateur bien renseigné des actions humaines est resté fidèle à sa mission. D'autres peut-être eussent réussi à donner à ce conciliabule de tous les grands maîtres une portée plus idéale : au point de vue où s'est placé M. Delaroche et dans les termes de sa poétique, nul mieux que lui ne se fût acquitté de la tâche.

L'*Hémicycle du Palais des Beaux-Arts* est la dernière œuvre que M. Delaroche ait rendue publique. A partir du jour où il l'eut terminée jusqu'au jour où il cessa de vivre, — c'est-à-dire pendant quinze années, — non-seulement il ne fit rien paraître aux expositions annuelles, mais il n'essaya même pas de recourir à cette demi-publicité, à ces exhibitions privées dont le succès a dédommagé quelquefois ceux qui, comme lui, se tenaient éloignés du Salon. Sauf un bien petit nombre d'hommes en possession dès longtemps de son amitié, personne ne vit plus ses ouvrages que de loin en loin et à la dérobée, pour ainsi dire. Et cependant la plupart des tableaux qu'il a produits dans cette dernière phase de sa vie n'avaient rien à redouter du grand jour. La réputation du peintre n'eût fait au contraire qu'y gagner, et l'on peut affirmer, sans exagération aucune, que son talent a pour le moins autant grandi durant ces quinze années que dans le cours des vingt années précédentes. Nous n'avons pas à insister ici sur des éloges auxquels manquerait tout moyen de contrôle et à parler avec détails de travaux qui n'appartiennent pas encore au public; mais si, comme il y a lieu de l'espérer, ces œuvres inconnues jusqu'ici de la foule sont, dans un avenir prochain, mises en lumière, si les amis de M. Delaroche réussissent à organiser une exposition où l'on pourra suivre l'histoire complète et les progrès non interrompus de ce talent, nul doute que l'épreuve n'ait à quelques égards le caractère d'une révélation. Telle toile, le *Moïse exposé* par exemple, montrera quelle aisance dans l'exécution et, — qualité plus inattendue encore, — quelle limpidité de coloris avait acquises ce pinceau un peu timoré autrefois, un peu enclin à la lourdeur. Une œuvre pleine d'émotion, et la plus touchante peut-être qu'ait signée M. Delaroche, — *une Jeune Martyre*, dont le corps livré au Tibre flotte sous la douce lueur de l'auréole qui voltige autour de la tête,

— prouvera que cette intelligence amie du fait savait aussi s'assouplir aux conditions mystérieuses de la poésie. La *Mort du duc de Guise* serait à notre avis le chef-d'œuvre de l'artiste dans le genre historique, si le tableau des *Girondins*, qu'il acheva de peindre peu de mois avant de mourir, ne se recommandait par une exécution plus savante encore et par un sentiment plus fin de l'effet. Enfin une série de compositions sur les derniers épisodes de la Passion, compositions profondément pathétiques, absolument neuves d'ailleurs quant à l'agencement et aux momens choisis, ne laisserait à personne le droit de refuser à M. Delaroche ce que plusieurs de ses tableaux précédens auraient permis de lui contester dans une certaine mesure, — l'aptitude à traiter les sujets religieux. Ceux qui ne connaissent de lui dans cet ordre de peinture que les *Vierges* gravées il y a quelques années par MM. Jesi et Martinet ne soupçonnent guère les progrès accomplis depuis lors et jusqu'au dernier jour. M. Delaroche, quand la mort vint non pas le surprendre, — il la pressentait depuis quelque temps, — mais l'arracher au travail, M. Delaroche, mieux inspiré que jamais, terminait le tableau qui représente *la Vierge en contemplation devant la couronne d'épines* dans l'humble chambre où les disciples et les saintes femmes se sont réfugiés après avoir quitté le Calvaire. Ce tableau, le quatrième de la série (1), l'emporte sur les autres par l'énergie du sentiment et une expression de grandeur lugubre que le peintre ne devait si pleinement rencontrer qu'à cette heure suprême. Noble testament à tous égards qu'un pareil ouvrage! Heureuse fin et bien digne d'une telle vie que cette mort au sein de l'art, des efforts généreux et des hautes pensées! Que l'on cesse donc d'accuser l'isolement systématique où M. Delaroche vivait depuis quelques années, puisqu'en s'éloignant de l'arène publique il a pris d'autant mieux possession de lui-même et d'autant mieux usé de son talent. Sans préoccupation de rivalité, sans ambition du succès actuel, il a voulu scruter à fond sa conscience d'artiste. Il s'est révélé tout entier dans ces œuvres où il se confiait à l'avenir, comme ces hommes qui, écrivant leurs mémoires en vue de la postérité, disent sans réticence ce qu'ils ont vu ou senti, et ne s'appliquent qu'à être sincères.

Un moment vint cependant où M. Delaroche n'hésita pas à s'arra-

(1) Le premier non dans l'ordre des sujets, mais en suivant l'ordre des époques où ils ont été traités, est cet *Ensevelissement du Christ* que M. Henriquel-Dupont a récemment gravé. Est-il besoin de rappeler à ce propos la longue et heureuse association de deux talens en parenté l'un avec l'autre? Chacun sait ce que le peintre et le graveur de l'*Hémicycle* et du *Strafford* ont gagné à s'entr'aider pendant près de trente ans. Toute proportion gardée entre les artistes, on peut dire que M. Henriquel-Dupont a fait pour les œuvres de M. Delaroche ce que Gérard Audran avait fait pour les œuvres de Lebrun; mais il faut dire aussi que, sans les exemples et les conseils de M. Delaroche, le burin du graveur n'aurait peut-être été ni si fécond ni si complétement habile.

cher à ses habitudes de recueillement et à rentrer dans la vie active, non dans un intérêt personnel, mais pour soutenir des intérêts qui ne trouvaient alors que de rares défenseurs. On sait la triste condition qu'avait faite aux arts en particulier et aux artistes la révolution de 1848. Qui ne se rappelle aussi l'affligeant spectacle que donnèrent coup sur coup un salon où l'on avait admis sans contrôle toutes les toiles présentées et certaine exposition au Palais des Beaux-Arts des résultats du concours pour la figure officielle de *la République?* Quelques mois encore d'un pareil régime, et l'école française s'abîmait dans la confusion. L'un des premiers, et plus activement que personne, M. Delaroche entreprit de lutter contre le débordement d'idées fausses, de rancunes ou de convoitises qui menaçait de tout envahir. Assemblées de peintres réunis sous sa présidence, commissions instituées pour réglementer les expositions et le reste, démarches même auprès d'hommes dont il était bien loin de partager les opinions, et qu'il conseillait sans vouloir les servir, rien ne lui parut en dehors du rôle dont il s'était chargé; rien ne put décourager ni son dévouement à la cause de l'art, ni sa résistance aux étranges utopies qui essayaient alors de faire fortune. Quelques lignes d'une lettre écrite par lui au plus fort de la lutte montreront comment il comprenait ses devoirs, et avec quelle résignation douloureuse il acceptait la situation que les événemens lui avaient imposée. « L'art, écrivait-il en 1848, est perdu pour longtemps en France, et si le gouvernement actuel m'offrait des travaux, je suis dans une position à les refuser, par sympathie pour les misères de mes camarades. Si j'avais l'âme moins inquiète, si j'étais capable de m'absorber au milieu de ces émotions révolutionnaires, si enfin j'entrevoyais la possibilité de produire... Mais vous me connaissez, mon ami, et vous savez depuis longtemps avec quelle ardeur j'accepte tout ce qui peut briser le cœur. Trouverai-je assez d'indifférence aujourd'hui pour travailler avec fruit? Depuis bientôt trois ans j'ai beaucoup souffert, et ma douleur n'a pas augmenté mon énergie. Cependant il faut agir... » Et M. Delaroche agissait avec d'autant plus de zèle, que le nombre et les souffrances de ceux qui comptaient sur lui s'accroissaient de jour en jour. Les choses même en arrivèrent à ce point que, sans discontinuer ses efforts pour défendre les intérêts qui lui étaient confiés, il dut songer à se préparer des ressources pour lui-même aussitôt que le sort de ses confrères lui paraîtrait moins ouvertement compromis. « Je ne veux pas me soustraire aux devoirs qui résultent aujourd'hui de ma position, écrivait-il dans une lettre qui suivit d'assez près celle que nous avons citée; mais si je continue à habiter Paris, il me sera impossible de travailler, accablé comme je le serai de commissions, de sollicitations et de démarches à faire pour tous mes camarades et mes élèves. Quel parti prendre? Et ce-

pendant il faut que je me détermine à quelque chose. Ma fortune est à peu près renversée. J'ai cinquante et un ans, mes enfans sont encore bien jeunes, et ils n'ont que moi; il faut donc que je trouve moyen de terminer leur éducation et d'assurer leur avenir. Les uns me disent : « Allez aux États-Unis, c'est un pays neuf, et à l'aide de votre nom vous y ferez fortune. » Les autres veulent que j'aille en Russie, où tout le monde m'attend, à commencer par l'empereur. Quant à l'Angleterre, on prétend que mon nom est en odeur de sainteté dans ce pays, et que j'y gagnerai tout ce que je voudrai. Faut-il aller au plus près, faut-il aller jusqu'à Saint-Pétersbourg, ou bien enfin vaudrait-il mieux essayer des États-Unis? Je serais bien vite décidé, si un bon ami comme vous me disait : « Nous irons ensemble tenter fortune, nous ne nous quitterons pas. » Mais vous n'êtes pas libre, et je suis seul, bien seul, pour tout le reste de ma triste vie. Je vais essayer de vivre encore quelque temps à l'aventure, et de refouler au fond de mon cœur toutes ces pensées qui l'étouffent... »

De meilleurs jours succédèrent enfin à ces jours d'orage. M. Delaroche, après avoir quitté momentanément la France, put retrouver à Paris le calme nécessaire à ses travaux et cette solitude profitable dans laquelle son talent allait se développer encore et donner toute sa mesure. Que l'on ne se méprenne pas toutefois sur les conséquences de cet isolement volontaire. La retraite sévère que M. Delaroche s'imposait aux heures de travail, il n'hésitait pas à en sortir, soit pour aider de ses conseils ou de son crédit les artistes qui recouraient à lui, soit pour accueillir, comme autrefois Gérard, les hôtes nombreux que lui attiraient sa réputation et ses habitudes honorables. Un irréparable vide se faisait sentir sans doute dans ce salon où M. Delaroche était seul maintenant à recevoir ses amis. Ceux qui y avaient été admis en des temps plus heureux gardaient au fond du cœur la fidélité à des souvenirs bien chers, à une mémoire bien pieusement vénérée; mais ce culte du passé, tout en assombrissant le présent, perpétuait encore autour de M. Delaroche certaines traditions d'urbanité et de réserve qu'il était d'ailleurs mieux que personne en mesure de faire respecter. Qui sait même? Peut-être la dignité de ses manières a-t-elle de temps à autre donné le change sur ses dispositions véritables; peut-être sa politesse un peu grave, sa bienveillance réelle, mais sans sourire, ne laissaient-elles pas d'abuser les gens qui l'abordaient pour la première fois, en leur faisant soupçonner quelque raideur là où il n'y avait qu'attitude prudente. Tous ceux qui ont vécu dans la familiarité de M. Delaroche savent quelle facilité d'humeur, quelle amabilité vraie se cachaient sous cette apparente froideur. Ils savent surtout, et ils n'oublieront pas que, cœur honnête dans la plus sérieuse

acception du mot, il ne reprenait rien de ce qu'il avait une fois donné, et que l'on pouvait en toute sûreté se fier dans le commerce de la vie à son amitié, comme dans les affaires à sa parole. Mais c'est assez parler du caractère privé de M. Delaroche. Si nous insistions davantage sur ce point, nos hommages mêmes pourraient presque dégénérer en indiscrétions; notre profonde gratitude envers l'homme ne doit pas nous laisser oublier que c'est surtout le talent de l'artiste qu'il convient d'honorer ici.

En esquissant l'histoire de ce talent, nous avons omis toute une série d'œuvres où il se manifeste pourtant avec une autorité égale à celle qui lui appartient ailleurs. Les nombreux portraits peints par M. Delaroche, les portraits plus nombreux encore qu'il a dessinés aux trois crayons, méritent au moins d'être mentionnés comme spécimens importans de son habileté; seulement on ne saurait faire ressortir le mérite des travaux qu'il a laissés en ce genre sans répéter ce qui a déjà été dit à propos de ses autres travaux. Comme peintre de portrait, M. Delaroche est en effet tel qu'il nous apparaît comme peintre d'histoire. Cette finesse dans les intentions, cette adresse à s'emparer du fait au profit de la vérité morale, tout, jusqu'à ce goût de l'exactitude un peu minutieux parfois, se retrouve dans les ouvrages où il n'avait à retracer qu'une figure isolée aussi bien que dans la représentation des scènes compliquées. Ajoutons, comme un trait de ressemblance de plus, que les perfectionnemens successifs de sa manière, si sensibles lorsqu'on étudie ses tableaux, ne se montrent pas avec moins d'évidence lorsqu'on examine son œuvre de portraitiste. L'inégalité de mérite est déjà grande entre le portrait de *M. de Pastoret* peint en 1829 et le portrait de *M. Guizot* peint dix ans plus tard; mais le progrès est plus marqué encore dans les toiles qui suivirent, dans les portraits entre autres de *M. de Rémusat,* de *M. le duc de Noailles,* de *M. Pereire* et de *M. de Salvandy*. Enfin, de même que *les Girondins,* achevés il y a quelques mois, peuvent être considérés comme le plus complet de ses tableaux d'histoire, le dernier portrait qu'ait signé M. Delaroche, — le portrait de *M. Thiers,* — est peut-être celui qui exprime le mieux ses qualités en ce genre spécial.

Ainsi, quels qu'aient pu être les thèmes proposés à ce talent, quelques difficultés qu'il ait eu à vaincre, on le voit, à mesure qu'il avance en âge, se développer et s'affermir. Combien d'autres, brillans au début, se sont éteints avec la jeunesse ou dissipés en productions faciles, en fantaisies sans portée! Combien d'artistes contemporains dont la vie se résumerait tout entière dans l'histoire de leurs premières années! M. Delaroche est une noble exception à ces talens usés dès l'origine ou exploités au jour le jour. Il a connu le succès de bonne heure; mais le succès n'a pas plus épuisé ses forces

que trompé sa raison. Au lieu de se fier aux applaudissemens et de se croire arrivé alors qu'il n'était qu'en marche, il a exigé d'autant plus de lui-même que l'opinion le traitait avec plus de faveur; au lieu de spéculer sur la réputation acquise, il s'est comporté toujours comme s'il avait à se faire un nom. Modestie ou courage, une pareille façon d'agir n'est guère dans les mœurs actuelles, et ce n'est pas en général à ce zèle du progrès que l'école a coutume de limiter son ambition. Puisse la leçon n'être pas perdue pour elle, et l'exemple de M. Delaroche la détourner des jactances de pinceau et des appétits vulgaires! Quant aux peintres formés sous les regards mêmes du maître, si aucun d'eux jusqu'à présent ne semble en mesure de le remplacer, si nul n'a hérité de lui le renom et l'autorité nécessaires, il leur appartient du moins à tous de continuer ces traditions de sincérité dans le travail, de recherche studieuse auxquelles ils ont été directement initiés. M. Delaroche d'ailleurs pouvait-il leur léguer rien de plus? A-t-il créé, à proprement parler, une école, c'est-à-dire un ensemble de talens procédant exclusivement de lui et reliés par la communauté des doctrines? Citer les noms de ses élèves les plus distingués, ce sera répondre à cette question. M. Hébert et M. Gendron, M. Cavelier le sculpteur et M. Gérome, MM. Antigna, Roux, Hamon, Jalabert, Haussoullier, Landelle, d'autres encore, — sans parler de M. Couture, qui, moins que pas un assurément, trahit son origine, — montrent assez la diversité des talens issus de l'atelier de M. Delaroche. Le seul trait de ressemblance qu'offrent la plupart d'entre eux, c'est une expression de goût ingénieux et de tendances presque littéraires. En dehors de ces inclinations, où survit quelque chose de son propre sentiment, M. Delaroche ne leur a pas transmis sa manière, parce que cette manière était au fond toute personnelle. Elle participait des progrès successifs de l'intelligence, des conquêtes journalières, autant pour le moins que d'un système d'exécution une fois adopté. Le moyen de prescrire avec une entière certitude ce que l'on est soi-même en train de découvrir ou d'expérimenter? On conçoit qu'un artiste pour qui il n'existe qu'une sorte de beau, un maître convaincu de bonne heure comme M. Ingres, n'hésite pas dans ses enseignemens et impose à ses élèves telle méthode fixe, tel mode d'expression uniforme. M. Delaroche, dont la vie tout entière a été consacrée aux comparaisons et à l'étude, dont tous les efforts ont tendu à maintenir dans un sage équilibre les divers moyens de l'art et ses propres facultés, M. Delaroche était lui-même trop ambitieux de progrès pour se fier pleinement à son expérience et dicter, à titre de règles invariables, des principes qu'il travaillait sans cesse à améliorer.

Le peintre du *Duc de Guise,* de l'*Hémicycle,* de *la Jeune Martyre* et des *Girondins* reste donc jusqu'à un certain point isolé des ar-

tistes venus après lui aussi bien que des artistes ses contemporains. Je m'explique : les plus considérables de ceux-ci ont pu, à un moment donné, exercer sur son talent une véritable influence et le renseigner utilement dans des sens fort différens. On a vu que les débuts de M. Delacroix ne furent pas à cet égard sans autorité, et quoi qu'aient essayé, soit dit en passant, amis ou ennemis pour envenimer ensuite l'espèce d'antagonisme né des premiers succès, jamais M. Delaroche ne marchanda au mérite de celui qu'on lui opposait un peu amèrement comme un rival les justes éloges et la sympathie ouverte. Plus tard il s'aida des exemples de M. Ingres pour donner à son style des formes plus sévères. Ni M. Ingres, ni M. Delacroix cependant, ni tels autres maîtres dont il lui arrivait de consulter les ouvrages en vue d'un progrès quelconque, n'ont ouvertement modifié sa méthode d'exécution, encore moins dénaturé son sentiment. Les perfectionnemens successifs de sa manière, il les a dus surtout à lui-même, à l'expérience personnelle, aux longues méditations. Est-ce à dire que M. Delaroche se soit tenu si fort à part de ce qui se passait autour de lui, qu'il semble comme dépaysé dans notre école et dans notre siècle? Rien ne serait moins conforme à la vérité. Aucun peintre au contraire, — il faut le répéter, — n'exprime avec plus de fidélité les tendances générales et les aspirations au milieu desquelles il a vécu. Ses œuvres résument clairement le mouvement d'idées qui s'est accompli en France depuis trente ans, et les coutumes d'esprit, les goûts de la majorité. C'est par là que ce nom vivra et qu'il figurera l'un des premiers dans l'histoire de l'art au XIXe siècle, quelles que puissent être d'ailleurs les sympathies ou les sévérités que l'avenir réserve à notre époque. L'honneur de M. Delaroche est d'avoir su s'identifier plus intimement que personne avec les besoins intellectuels de son temps, sans concessions excessives toutefois, sans parti pris de complaisance ni d'abnégation aveugle. Quoi de plus explicable dès lors, quoi de plus légitime que la popularité de son talent, popularité tout exceptionnelle, et que n'ont pas à beaucoup près obtenue d'autres talens aussi élevés, mais qui semblent moins que celui-là venus au moment opportun et dans leur exact milieu? On ne saurait classer M. Delaroche parmi les initiateurs souverains; en revanche, il n'est que juste de lui assigner une place entre les artistes dont la haute raison et le savoir honorent le plus l'école française. En un mot, s'il n'appartient pas par tous les caractères de son génie à la race des grands maîtres, il est au moins l'un des premiers dans la famille des grands talens.

HENRI DELABORDE.

LE ROMAN

DE LA VIE DOMESTIQUE

EN ALLEMAGNE

MM. GUSTAVE FREYTAG ET OTTO LUDWIG

I. *Soll und Haben* (*Doit et Avoir*), par M. Gustave Freytag; 3 vol., 6e édit. Leipzig 1856.
II. *Zwischen Himmel und Erde* (*Entre Ciel et Terre*), par M. Otto Ludwig; 1 vol. Francfort 1856.

En Allemagne comme en France, le roman, depuis un demi-siècle, a traversé bien des vicissitudes. Goethe, signalant un des premiers l'importance de ce genre si bien approprié à la peinture des choses modernes, ne craignait pas de l'appeler une épopée domestique. C'était proclamer d'un mot l'idéal qu'on devait poursuivre; il y a toute une poétique dans cette définition. Écrire une épopée domestique, c'est dégager de la vie réelle tout ce qui est digne de la poésie, c'est tracer le tableau des joies et des douleurs, des luttes et des victoires qui peuvent agiter l'existence la plus humble. Malheureusement le nombre n'est pas grand des écrivains qui se rappelèrent la définition du maître, et le maître lui-même ne s'en souvint pas toujours. Cette forme du récit se prêtait trop complaisamment à toutes les fantaisies des conteurs; le but sérieux fut vite oublié, et soit qu'on mît en scène l'histoire ou la philosophie, soit qu'on fît du roman une prédication altière ou un passe-temps frivole, on cherchait plutôt à étonner les esprits, à exciter les sens, qu'à extraire de la réalité familière les poétiques élémens qu'elle renferme. Est-il besoin de raconter ici les phases de cette histoire? Je signalerai seule-

ment un contraste qui donne à réfléchir. Il y a vingt ans, le roman était ambitieux; il prêchait, il s'asseyait sur un trépied et ne redoutait pas l'emphase. Démasquer les mensonges du monde, régénérer les sociétés humaines, c'était la plus modeste partie de son programme. Aujourd'hui le roman n'est pas fier; il ne veut que distraire une société matérialiste, et c'est pourquoi il la conduit dans le monde des courtisanes. Comment sommes-nous tombés des héroïnes d'il y a vingt ans aux créatures du roman de nos jours? comment sommes-nous passés de la prédication orgueilleuse à la corruption vulgaire? Sans répondre à cette question, car ce serait retracer l'histoire morale de toute une période, il suffira peut-être de rappeler aux esprits la définition du roman que je citais tout à l'heure : jamais le moment ne fut plus propice, jamais il ne fut plus facile de voir combien nous sommes loin de l'idéal indiqué par Goethe. Sous le prestige des romanciers qui prétendaient régénérer le monde, on n'eût pas écouté peut-être l'avertissement du maître; cette éruption de matérialisme, qui est un des signes de la littérature courante, fera éclater à tous les yeux le danger des déviations de l'art. Disons donc avec Goethe aux écrivains de ces deux écoles : Ni si haut, ni si bas. Le roman ne peut être une prédication abstraite, encore moins une peinture grossière. Ne peignez ni les créations arbitraires de votre cerveau, ni les personnages d'un monde où la vie morale est impossible. Peignez l'homme, l'homme véritable, l'homme qui agit, qui souffre, qui combat, qui succombe ou qui triomphe; tâchez enfin, s'il se peut, d'écrire quelques fragmens de l'épopée domestique des modernes. Voilà le roman, ou le roman n'est rien.

Ce qui vaudrait mieux encore que l'exhortation, ce serait l'exemple. Supposez un observateur qui serait en même temps un artiste, un poète que soutiendraient la psychologie et la morale : comme il remplacerait bien vite les chroniqueurs attitrés d'un monde suspect! L'auteur de *la Mare au Diable,* dans ses meilleurs jours, a été souvent ce peintre ému que nous appelons; pourquoi ne l'a-t-il été que d'une manière inégale? pourquoi tant de caprices et d'égaremens ont-ils amoindri l'influence de ses succès? Un conteur chez qui la séve abonde peut se croire autorisé à tenter beaucoup de choses; après s'être perdu, puis retrouvé, puis perdu encore, il peut s'imaginer que la valeur définitive de son œuvre n'en est pas très gravement compromise; ce qu'il a sacrifié en harmonie, ne l'a-t-il pas regagné en audace? Il y aurait beaucoup à dire sur ce singulier optimisme; en tout cas, il est trop certain, et nous en voyons la preuve aujourd'hui même, qu'avec un système comme celui-là l'autorité de l'écrivain est impossible. Le romancier qui épouse l'un après l'autre tous les systèmes de son temps pour y renouveler son invention a

reçu en vain le don de sentir et d'exprimer; le bien et le mal, la vérité et le sophisme, tout est confondu dans son œuvre. Alors même qu'il obéit à des pensées généreuses, quelle action pourrait-il exercer? On n'ignore pas qu'il a subi une influence fugitive, et que la leçon de demain effacera la leçon d'hier. La première condition dans la vie littéraire comme dans la vie morale, c'est d'être une personne, de se posséder soi-même; celui qui se possède peut seul avoir foi dans ses idées, et cette foi, il ne la manifeste pas par des phrases sur la mission de l'artiste, il la prouve par l'application et la pratique. Étrange contradiction, les écrivains qui ont célébré avec le plus de fracas la mission régénératrice du romancier ou du poète sont précisément ceux qui ont montré le moins de suite, d'harmonie, c'est-à-dire de personnalité dans l'expression de leurs sentimens. On dirait qu'ils s'appliquent naïvement la poignante ironie de Pascal : « Je ferais trop d'honneur à mon sujet si je le traitais avec ordre. » Est-ce là le moyen d'exercer une influence durable et de fonder une école? A qui veut jouer un rôle efficace dans la littérature de son pays, les éclairs de l'inspiration ne suffisent pas; il faut un principe, la foi dans son œuvre, l'amour réfléchi et constant des devoirs de l'art.

Cette école qui pouvait se développer en France, qui y aurait épuré le goût public, qui du moins n'eût pas laissé le champ libre à des succès fondés sur le scandale, cette école poétique et psychologique dont nous regrettons l'absence, je crois qu'en ce moment même elle s'organise au-delà du Rhin. Il y a une douzaine d'années environ, un romancier qui est en même temps un penseur fit presque une révolution dans les lettres allemandes. Deux camps bien tranchés se disputaient alors la littérature d'imagination; ici, c'étaient les écrivains de *la Jeune-Allemagne,* esprits ardens et puérils, conteurs prétentieux et vains, qui, sous l'influence du saint-simonisme, introduisaient dans la patrie de Schiller et de Goethe les innovations les plus contraires à son génie; là, c'étaient des *dilettanti* de salon, des *gentlemen* de *high life,* ou soi-disant tels, qui avaient fait du roman l'interminable chronique des boudoirs. Les uns et les autres, c'était une certaine littérature parisienne qu'ils voulaient naturaliser au-delà du Rhin. Les écrivains de *la Jeune-Allemagne* y déployaient plus d'ardeur, plus de séve, et la plupart d'entre eux l'ont prouvé depuis en se transformant; les conteurs aristocratiques n'avaient rien qui rachetât leur insupportable fatuité. Ces coquetteries, ces mièvreries, tout ce marivaudage mêlé de prétentions philosophiques était particulièrement odieux dans un pays où les mœurs privées conservent encore, malgré des altérations trop sensibles, de si précieux trésors de grâce et de naturel. Il y eut alors un homme qui rompit brusquement en visière à la fausse littérature du jour; il ré-

solut d'étudier l'Allemagne, les mœurs vraiment allemandes, et pour en finir une bonne fois avec les salons du baron de Sternberg il alla interroger les paysans de la Forêt-Noire. Les *Histoires de village* de M. Auerbach furent un événement; un souffle pur rafraîchit l'atmosphère; les parfums du printemps, les saines odeurs des sillons fraîchement remués, l'image du travail, l'étude des passions vraies, tout cela attira peu à peu l'imagination allemande loin des domaines artificiels où s'étiolait la poésie. Or, en découvrant cette veine, M. Berthold Auerbach n'avait pas cédé à une inspiration de hasard; c'est un esprit réfléchi, une nature positive et critique, et toutes ses œuvres, même les moins réussies, attestent une méditation forte. Depuis ses *Histoires de Village*, le romancier de la Forêt-Noire a publié des livres que j'ai cru devoir blâmer; il est incontestable cependant qu'il est devenu un chef d'école, et qu'il possède plusieurs des qualités nécessaires à cette tâche. Il a des principes auxquels il demeure fidèle alors même qu'il les applique d'une façon moins heureuse; il a un ensemble de doctrines tout à fait dignes de l'Allemagne, dignes du XIXe siècle, et qui devaient rallier autour de lui des talens généreux. Le respect de l'humanité, un amour passionné du vrai, une aversion décidée pour ce faux idéalisme qui défigure l'homme en croyant l'embellir, voilà l'inspiration constante de M. Berthold Auerbach. Il y a douze ans, il triomphait du dilettantisme banal de son pays; aujourd'hui il redouble de zèle pour combattre l'influence de ces romans et de ces drames empruntés au *demi-monde* par la demi-littérature.

Nous ne savons pas assez en France que nos œuvres sont examinées sévèrement en Europe; ignorans comme nous le sommes des littératures de nos voisins, nous nous imaginons que les succès de Paris se continuent au-delà de nos frontières, et que les éloges des coteries sont répétés là-bas comme paroles d'Evangile. On nous traduit, on nous lit, mais on nous juge. Ce jugement même acquiert en ce moment une valeur originale. Dans un temps où la complaisance ne réussit que trop bien à énerver la critique, où le mensonge a droit de cité dans les lettres, il reste encore des coins de terre où l'indépendance de la critique n'est pas en péril, où l'on n'a pas à craindre qu'une parole sincère soit taxée de diffamation. En Allemagne surtout, les lecteurs compétens sont plus nombreux qu'ailleurs. Les vieilles plaisanteries sur les méprises littéraires de nos voisins ne sont plus de mise à l'heure qu'il est. S'il est vrai qu'un conteur de la rue ait été associé jadis dans l'admiration des Allemands au chansonnier du *Roi d'Yvetot* et au poète des *Méditations*, ce serait là en tout cas une bévue populaire dont la critique est parfaitement innocente, et qu'elle a été la première à bafouer. L'Al-

lemagne est savante; elle n'absout ni ne condamne au hasard, et comme elle possède, grâce à Lessing et à Goethe, les principes d'une esthétique intelligente, ses appréciations contiennent pour nous des avertissemens dont nous ferions bien de profiter.

Peut-être signalerai-je un jour, à propos de M. Julien Schmidt par exemple, les jugemens portés par les critiques les plus autorisés de l'Allemagne sur les poètes et les romanciers de la France au XIXe siècle, et l'on y trouvera matière à réfléchir. Je ne veux aujourd'hui qu'indiquer ce fait : M. Berthold Auerbach a produit toute une école hostile à notre littérature romanesque. Je n'emploierai pas ici ce mot de réaction, qui indiquerait une erreur passionnée en sens contraire; il ne s'agit pas d'une réaction, mais d'une condamnation calme et résolue. Les gros mélodrames qui avaient cours il y a vingt ans, les priapées des Crébillon et des Laclos de ce temps-ci peuvent trouver encore des traducteurs au-delà du Rhin parmi les *literats* de bas étage; ces fleurs du mal se flétriront vite dans une atmosphère purifiée. Purifions l'air, a dit M. Auerbach, et il a prêché d'exemple; défrichons le sol de l'Allemagne, a dit M. Julien Schmidt, et le critique, venant en aide au romancier, a indiqué aux inventeurs de riches veines de poésie. Ce qu'ils recommandent l'un et l'autre, c'est l'étude de la réalité. L'exemple de M. Auerbach, comme les exhortations de M. Julien Schmidt, arrivaient très à propos après toutes les écoles désordonnées qui s'étaient succédé depuis la mort de Goethe. Sous prétexte de renouveler la littérature nationale, on l'avait appauvrie; l'esprit public était las de ces tentatives stériles, la gravité des événemens faisait sentir plus vivement la vanité des œuvres littéraires, et le patriotique historien de la poésie germanique, M. Gervinus, avait terminé son histoire par ce cri extraordinaire : « Plus de poésie, plus de rêves! Il s'agit de vivre. Relevons l'Allemagne qui s'affaisse; nous chanterons, si nous sommes vainqueurs. » MM. Julien Schmidt et Berthold Auerbach ont proposé un amendement à la loi de M. Gervinus; ils ont demandé tout simplement que la poésie revînt à la réalité, et que l'imagination, au lieu d'inspirer le dégoût de la vie active, en inspirât l'amour. M. Auerbach et M. Schmidt ont-ils condamné l'idéal? Des voix intéressées leur ont adressé ce reproche; je ne puis me ranger à cet avis. L'idéal est dans la réalité même, et celui-là seul est le vrai. L'œuvre de la poésie est de savoir le trouver, le dégager et le mettre en pleine lumière.

Il y a quelques années, un des souverains de l'Allemagne se promenait familièrement avec un poète dans le parc de sa résidence. Le poète, jeune encore, était déjà célèbre par des comédies et des drames où brillait, à travers maintes prétentions aristocratiques,

une âme généreuse et sincère. Le souverain était renommé pour son patriotisme et son amour des arts. La conversation était cordiale autant que sérieuse; du haut des terrasses d'où l'œil embrasse les montagnes et les plaines, le noble promeneur montrait à son hôte le mouvement de la ville, l'activité des champs, partout l'image du travail et les fruits de l'honnêteté. « Voilà l'Allemagne, » disait-il; puis, pensant aux bouleversemens du passé, aux inquiétudes et aux défaillances du présent : « Si du moins, ajoutait-il, ce peuple se connaissait lui-même! Si les poètes lui rendaient l'énergie et la foi en lui montrant ce qu'il est! » Il continuait ainsi, traçant le rôle d'un poète avec un cœur de roi. A ces paroles, qui retentissaient dans son âme et y réveillaient maintes pensées assoupies, l'écrivain se reprochait sans doute d'avoir été trop souvent le peintre des existences blasées; il formait le projet de peindre la véritable Allemagne, l'Allemagne honnête, dévouée, qui accroît dans l'ombre le trésor des vieilles mœurs. N'était-ce pas là ce qu'avait fait M. Auerbach dans ses *Histoires de village?* N'était-ce pas aussi le conseil de M. Julien Schmidt? Par cette belle soirée de mai, au milieu des enchantemens de la nature, les principes littéraires de ses amis, commentés par une bouche souveraine, prenaient une valeur inattendue. Cette union des artistes et du prince dans une même pensée patriotique avait je ne sais quelle grâce patriarcale bien faite pour charmer une imagination germanique. Le poète emporta de cette soirée un souvenir qui ne s'effaça pas. Deux années s'écoulèrent; la guerre d'Orient venait d'éclater, l'Allemagne était neutre dans ce grand conflit, et à ce moment où bien des cœurs généreux souffraient, le poète avait terminé son roman du travail; il le dédiait respectueusement à celui qui l'avait inspiré, au prince qui dès le premier jour avait pris parti pour la société occidentale. Le poète, c'est M. Gustave Freytag, l'auteur de *Valentine* et du *Comte Waldemar;* le prince est le grand-duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha.

Le roman de M. Freytag est certainement une peinture bien allemande. Ce qui me frappe tout d'abord, c'est que l'Allemagne d'aujourd'hui y est franchement décrite, avec ses qualités et ses défauts. L'écueil de l'écrivain était la reproduction pédantesque des vieilles mœurs, un tableau artificiel et sentimental inspiré de la *Louise* de Voss par exemple, ou des drames bourgeois d'Iffland. La tradition de l'honnêteté et du travail s'est conservée dans les villes germaniques, mais chaque temps a son caractère. M. Freytag est bien de son époque. Rien de fané dans son œuvre, rien qui sente un archaïsme de convention. Ses personnages sont nouveaux et vrais, et, une fois qu'on a ouvert le livre, le récit vous entraîne. On ne ressent pas cette curiosité hâtive et fiévreuse qu'inspirent certaines œuvres de

nos jours; c'est une curiosité saine, si je puis ainsi parler, qui n'empêche pas de goûter à loisir la poésie des détails. L'auteur ne s'est pas borné à une peinture idyllique, il a de l'invention et de la verve. C'est bien la vie moderne qui s'agite sous nos regards avec ses singuliers contrastes. Le comptoir du négociant, l'hôtel du gentilhomme, l'antre hideux de l'usure et du crime, chaque chose est à sa place. La guerre même éclate tout à coup dans cette paisible histoire et lui donne par instans des proportions épiques. Sans doute, à côté d'excellentes figures, il y a aussi des personnages suspects, après des épisodes d'une vérité saisissante on rencontre des situations forcées; mais l'aisance de l'écrivain ne l'abandonne jamais, l'intérêt ne languit pas, et la pensée philosophique de l'œuvre, trop voilée par momens, finit cependant par se dégager à travers les sinuosités du récit.

Deux voyageurs cheminent à pied sur la grand'route; tous deux, ils viennent de leur village et vont chercher fortune à la ville. Celui-ci, un orphelin, un naïf et loyal jeune homme, n'a pour tout bien que les souvenirs de sa famille, des traditions de vertu et de probité, la bénédiction du vieux père qu'il vient de perdre, et une lettre de recommandation à l'adresse d'un riche négociant chez qui il est sûr de trouver bon accueil. L'autre est un aventurier de bas étage, armé de ses mauvais instincts comme un bandit de son poignard, et qui déjà considère le monde comme une proie. Quel étrange hasard les rapproche un instant? Ils s'étaient rencontrés naguère à l'école du village, mais une antipathie instinctive les avait bientôt séparés. Au moment où ils se retrouvent sur le grand chemin, tous les contrastes de leurs destinées futures sont dessinés d'avance en quelques traits. Antoine Wohlfart s'en allait joyeux, dispos, avec l'heureuse confiance de la jeunesse; ce chemin qu'il suivait, c'était le chemin du devoir; au bout du voyage, il allait trouver la maison du patron, le comptoir laborieux, les journées régulières, un guide et des compagnons qui deviendraient pour lui une famille. Comme la route était belle! Toute la nature avait un air de fête, et les oiseaux qui chantaient dans les arbres semblaient lui adresser des paroles de bienvenue. Chemin faisant, il arrive près d'un beau domaine seigneurial; les pelouses, les eaux courantes, les beaux cygnes naviguant sur l'étang, les ombrages séculaires du parc, tout le ravit. Une grille ouverte l'invite à entrer, il entre; n'est-il pas permis au voyageur de se reposer un instant sous l'ombre hospitalière? Tout à coup, au détour d'une allée, une jeune fille est devant lui : c'est la fille d'un gentilhomme, d'un riche baron, Lénore de Rothsattel, qui a grandi là au soleil, au grand air, gracieuse comme ces faons qui courent dans les taillis, libre comme ces buissons d'aubépine que jamais n'a

touchés la serpe. Elle va droit à lui, l'interroge, le guide à travers le parc, lui chante aussi sa bienvenue comme faisaient tout à l'heure les oiseaux du chemin, et quand le jeune voyageur, quelques instans après, reprend son bâton et son sac, il emporte le souvenir d'une apparition merveilleuse. C'est à ce moment que Veitel Itzig rencontre son ancien camarade. Itzig a admiré aussi le beau parc, mais il ne l'a pas vu avec les yeux de la jeunesse et de la poésie; toutes sortes de convoitises ténébreuses sont nées dans son cerveau. Il sait, l'apprenti usurier, il sait déjà par cœur la chronique du pays; il sait que le baron de Rothsattel est un administrateur imprudent, un homme qu'on peut duper, qu'on peut pousser à mal : supputant les profits du métier qu'il va faire, ne parle-t-il pas de dépouiller le baron? Le beau parc où a rêvé Antoine, Itzig veut s'en emparer par l'usure. Le cynisme précoce de Veitel Itzig, la loyale candeur d'Antoine Wohlfart, sont indiqués d'une main discrète et fine. Quelques traits rapides suffisent à l'auteur, et il continue son récit. Antoine est arrivé à la ville; il va frapper à la porte de la maison Schroeter et Cie, et le voilà installé chez l'ami de son père. Veitel Itzig vient d'offrir ses services à un usurier, et l'usurier a compris à demi-mot quel auxiliaire il aurait là.

Ainsi commence le récit de M. Freytag. L'introduction est vive, pleine de contrastes, et les principaux personnages du roman y sont déjà rassemblés. Antoine Wohlfart, c'est le héros dont on va suivre l'éducation morale. La maison Schroeter et Cie, c'est l'école sévère et douce où lui sera révélée non-seulement la vertu, mais la poésie du devoir. Les Rothsattel, c'est l'éclat, la séduction brillante, le mirage trompeur. Veitel Itzig et tous les personnages que l'auteur groupera autour de lui, c'est l'image des pratiques ténébreuses en lutte avec le travail honnête.

Quelle est l'idée mère du roman? Une idée heureuse et neuve. Un conteur banal aurait imaginé une lutte entre l'usure et le travail; on aurait vu Wohlfart tenté par le démon de l'or, attiré par les promesses du mal, et peu à peu l'idéal d'une vie régulière, en redressant sa conscience, l'eût ramené dans le bon chemin. Non, ce danger n'est rien pour Wohlfart; les intrigues de Veitel Itzig n'excitent chez lui que le dégoût. La lutte n'existe même pas entre le vain éclat et le travail. Il y a un personnage du roman qui veut initier Antoine aux délices de l'oisiveté mondaine, et c'est Antoine au contraire qui moralise ce frivole mentor. Le vrai danger pour Wohlfart, c'est le dévouement sentimental et irréfléchi. Si Wohlfart n'est dupe ni des tentations du mal, ni des leurres de la vanité, il pourra bien être dupe de son cœur. Cette facilité débonnaire, pour laquelle la langue allemande a tant d'expressions et de nuances, l'engagera dans de graves mé-

prises. Un devoir d'exception, si je puis ainsi parler, lui fera oublier le véritable devoir, son devoir de tous les jours. Il faut qu'Antoine Wohlfart apprenne par expérience combien il y a loin de la gloriole du dévouement mal compris à la pratique d'un devoir obscur virilement accepté. Tel est le sujet de M. Gustave Freytag; n'y reconnaissez-vous pas cette Allemagne chez qui une sensibilité rêveuse affaiblit souvent la vertu?

La peinture de la maison Schroeter et Cie est un tableau vrai et charmant. Voilà bien le travail, la probité, la discipline, et surtout l'amour de son état, le sentiment du bien qu'on y fait, de la mission qu'on y remplit, tout ce que les Allemands expriment par ce mot si difficile à traduire en français, *Tüchtigkeit*. M. Schroeter est un de ces grands négocians qui sont en rapport avec les lointaines contrées du globe; ses magasins sont un vaste entrepôt d'où les denrées coloniales, les produits d'outre-mer, maintes choses de nécessité ou de luxe, se répandent en Allemagne et deviennent accessibles à tous. Ce n'est pas seulement à l'Allemagne que son commerce est utile; établi sur les frontières de la Silésie, il a des relations continuelles avec les pays slaves, et il y porte la civilisation, comme les factoreries de la hanse, au XIIe siècle, civilisaient les provinces baltiques. « Quel état, mon fils, que celui d'un homme qui d'un trait de plume se fait obéir d'un bout de l'univers à l'autre! Son nom, son seing n'a pas besoin, comme la monnaie d'un souverain, que la valeur du métal serve de caution à l'empreinte; sa personne a tout fait; il a signé, cela suffit. Ce n'est pas un peuple, ce n'est pas une seule nation qu'il sert; il les sert toutes et en est servi : c'est l'homme de l'univers. » Ainsi parle le héros de Sedaine, *le philosophe sans le savoir*, et ce langage enthousiasmait Diderot. M. Schroeter, comme le Vanderk de Sedaine, sait aussi quel est son rôle dans le monde, mais il n'en parle pas. Ce sentiment qu'il a de lui-même se manifeste simplement dans sa vie; il aime son œuvre et la fait respecter. Ses commis ne sont pas des employés ordinaires, ce sont des collaborateurs. Ils sont associés à la pensée du patron, du *principal*, comme on dit en Allemagne; ils s'intéressent au succès et à l'honneur de la maison comme à une chose personnelle. A les voir si actifs, si dévoués, on comprend que le drapeau n'est pas un symbole réservé par privilége à l'armée; il y a un drapeau partout où un chef habile a fait de ses subordonnés une famille. Les commis de la maison Schroeter sont un régiment d'élite.

C'est au milieu de ces compagnons, sous cette discipline bienveillante, qu'Antoine Wohlfart va commencer l'apprentissage de la vie. Parmi les employés de la maison Schroeter, il y a un personnage assez singulier, à demi gentilhomme, à demi commerçant, et qui ne sem-

ble guère à sa place dans cette compagnie bourgeoise. Riche et libre, M. de Fink, issu d'une famille noble, a voulu occuper ses loisirs; le commerce l'a tenté, et il est entré chez M. Schroeter, comme un autre serait entré au régiment. Avais-je tort de parler de l'honneur du drapeau pour caractériser le zèle des employés de la maison? Au reste, le jeune gentilhomme n'a pas enchaîné complétement sa liberté; il ne prend de la tâche commune que ce qui lui convient; dans le style commercial des Allemands, cela s'appelle un *volontaire*. Le volontaire est bon camarade, il a de l'esprit, de la verve; il égaie les réunions, mais il a conservé d'étranges allures aristocratiques. Dès les premiers jours, Antoine Wohlfart, traité par lui d'une façon impertinente, se croit obligé de le provoquer en duel. Fink a du cœur; il est touché de la dignité candide de ce jeune homme; le novice dont il croyait faire son jouet lui inspire tout à coup une sympathie ardente. C'est lui qui se charge de l'éducation de Wohlfart, il veut en faire un parfait *gentleman*, il l'introduit dans le monde, et les distractions élégantes, les aventures de salon succèdent chaque soir au travail régulier de la journée. Voilà bien des piéges pour Wohlfart. Rassurez-vous : au moment où Fink se félicite de l'avoir façonné aux grâces mondaines, c'est lui-même qui a été transformé par la naïve droiture de son ami. Wohlfart, sans y prendre garde, a donné à Fink des leçons que celui-ci n'oubliera pas. Cette éducation réciproque s'accomplit au milieu d'incidens qui ne révèlent pas tous une invention très heureuse; on cherche d'abord où l'auteur veut en venir, on se demande pourquoi ces scènes de bal, ces soirées aristocratiques et toutes ces puériles intrigues où il s'oublie; le but qu'il se propose se démasque bientôt, et cette chronique, en apparence frivole, s'éclaire d'un rayon de beauté morale. L'honnêteté bourgeoise, sans même avoir besoin de lutter, a triomphé naïvement, instinctivement des séductions du gentilhomme.

C'est donc un roman bourgeois que M. Freytag a voulu écrire; les victoires de ses héros sont les victoires du sentiment bourgeois, leurs vertus des vertus bourgeoises. La bourgeoisie a été raillée, et trop souvent elle a mérité de l'être; M. Freytag laisse à d'autres le soin de célébrer sa gloire, il préfère lui donner des leçons. Il désire surtout la mettre en garde contre la fausse poésie, et il semble qu'il dise à tous les membres du tiers-état : « Sachez qui vous êtes, n'échangez pas votre or contre de la fausse monnaie. » On se tromperait cependant, si l'on croyait que M. Freytag sacrifie les personnages aristocratiques de son tableau : le baron de Rothsattel est une nature chevaleresque, sa fille Lénore est une des plus suaves créations de la littérature allemande de nos jours; seulement ces brillantes figures s'altèrent, s'effacent peu à peu, tandis que la simple et

loyale physionomie d'Antoine Wohlfart va toujours grandissant de scène en scène. L'oisiveté a compromis le blason des Rothsattel, comme le travail a donné une noblesse à Wohlfart. Le jour où le baron de Rothsattel veut travailler aussi et relever sa fortune, ignorant les conditions du bien, il est dupe des intrigans les plus vils, il confond la spéculation avec le labeur honnête : gagner vite, gagner comme un joueur, voilà toute l'ambition de ce gentilhomme. C'est un triste spectacle. Antoine Wohlfart est initié au travail par un guide éprouvé, et sous cette direction virile l'enfant devient un homme. Le baron de Rothsattel est initié à la spéculation par des juifs qui se partagent déjà sa fortune, et le fier descendant des chevaliers teutoniques va se montrer crédule comme un enfant. On le voit descendre pas à pas dans l'abîme. De hideuses figures l'environnent. C'est le juif Ehrenthal, c'est son agent Veitel Itzig, et là-bas, dans cet antre, dans ce bouge infect, l'homme d'affaires Hippus, un artiste en fait d'intrigues et de machinations ténébreuses, qui, surveillé de près par la police et ne pouvant plus faire le mal pour son propre compte, donne des leçons de vol à tant le cachet. Veitel est son élève, un digne élève qui appliquera immédiatement à son maître les leçons qu'il a reçues de lui. Cette foule d'êtres déclassés que produit la fièvre industrielle de notre âge est représentée ici avec une singulière vigueur; ils entourent, ils pressent de toutes parts la société qui travaille, et quiconque ne suit pas les chemins réguliers est contraint de frayer avec eux. Le noble qui ne veut pas se soumettre comme le bourgeois à la condition laborieuse du monde moderne sera nécessairement l'associé d'un Ehrenthal, la victime d'un Veitel Itzig et d'un Hippus. Pauvre baron de Rothsattel, si noble encore malgré ses fautes, qui le sauvera? qui travaillera pour lui? Ce n'est pas en vain que l'auteur a mis la brillante Lénore sur le chemin d'Antoine Wohlfart le jour où Antoine, le bâton à la main et le sac sur l'épaule, s'en allait à la ville. Antoine se dévouera pour le père de Lénore; le tiers-état va sauver la noblesse.

Voici la belle partie du récit, la plus neuve, la plus originale. Antoine Wohlfart est auprès des Rothsattel. Comment n'eût-il pas répondu au cri de détresse de Lénore? Le baron, menacé du déshonneur, avait voulu se brûler la cervelle; mais le coup, détourné subitement par une main amie, n'avait atteint que les yeux. Le baron de Rothsattel est aveugle, et la ruine est là; les créanciers frappent à la porte, il faut débrouiller au plus vite les affaires du baron. Wohlfart accourt, il se met à l'œuvre, règle les comptes, vend ce qui peut se vendre, oblige la baronne et sa fille à se défaire de leurs bijoux; puis, essayant de sauver les dernières ressources de la famille, il conseille au baron de faire valoir lui-même un do-

maine à peu près abandonné qu'il possède en Pologne. Ce domaine, on le vendrait mal; que la famille Rothsattel ait le courage de le défricher, d'y recommencer une nouvelle vie. Vaincu par la nécessité, le baron ne cède encore qu'à demi; quand on a vécu dans l'oisiveté ou dans les spéculations fiévreuses, on n'est guère propre à devenir un fermier laborieux : c'est Wohlfart qui rendra ce service au gentilhomme, il sait ce que c'est que l'ordre, l'économie, la discipline; il donnera l'exemple au baron. Hier il était commerçant, aujourd'hui le voilà agriculteur, et il déploiera dans sa carrière nouvelle les vertus qu'il a apprises dans le comptoir de M. Schroeter. C'est un soldat qui passe d'un poste à un autre, mais qui combat toujours sous le même drapeau.

Est-ce bien vraiment le même drapeau? Certes le rôle de Wohlfart est noble; il l'est d'autant plus que le gentilhomme ne se résigne pas à accepter comme un acte de dévouement les services du jeune commis, et qu'il affecte de le traiter hautement, rudement, comme s'il s'agissait d'un métayer à ses gages. Mais est-ce seulement le désir de faire le bien qui a poussé Wohlfart? C'est ici que la morale de l'œuvre se révèle avec une sévérité impitoyable. Wohlfart n'a-t-il pas cédé à une tentation de la vanité? N'a-t-il pas méconnu son véritable devoir, le devoir simple, sévère, pour un devoir plus séduisant, ou du moins pour l'orgueil de protéger une grande famille? Enfin n'y a-t-il pas là quelque trace de cette fausse poésie que l'auteur est résolu à démasquer? Oui, Wohlfart a été fort contre les séductions du mal et de la vanité puérile, il ne l'a pas été contre ces tentations plus hautes qui, sous prétexte de dévouement, l'ont détourné de sa voie. Il se devait aussi à son patron, à son bienfaiteur, à l'excellent Schroeter; il avait là une vie tracée, une tâche obscure et sérieuse : il a préféré les occasions éclatantes, il a voulu jouer un rôle et se mettre en scène. Dans cette maison qu'il abandonne, il y a une jeune fille, la sœur de M. Schroeter, l'humble et gracieuse Sabine, qui aime Wohlfart, qui semble faite pour lui, qui appartient au même monde, qui est nourrie des mêmes principes. Épouser un jour Sabine, ce devrait être la récompense de sa vie. En se dévouant aux Rothsattel, il a eu la pensée de conquérir cette brillante Lénore qu'il a rencontrée naguère sous les ombrages du parc. Son dévouement n'est pas pur; qu'il s'interroge avec franchise, il sera obligé de s'avouer qu'il a commis une sorte de trahison. La vanité aristocratique a séduit le vaillant bourgeois, il est infidèle à sa cause. Déjà au moment des adieux M. Schroeter lui a révélé sa faute en quelques paroles amères; mais Antoine n'a vu dans l'attitude de son patron qu'égoïsme et dureté de cœur : il va être forcé bientôt de regretter sa méprise.

La vie d'Antoine Wohlfart dans la ferme du baron de Rothsattel est un tableau tracé de main de maître. Quelle activité il déploie! quels trésors d'intelligence! Au bout de quelques mois, le domaine n'est plus reconnaissable; l'ordre est rétabli partout. J'ai dit que nous étions en Pologne : au milieu de ces populations slaves si peu façonnées au travail (je reviendrai tout à l'heure sur ce point), les serviteurs du baron avaient laissé dépérir les terres; avec Antoine Wohlfart, l'activité, la patience, toutes les mâles vertus germaniques ont reparu. On dirait un chef de colons dans un pays sauvage; il communique à sa petite troupe l'ardeur qui l'anime. Ce sentiment de son œuvre, la joie des premiers succès, l'empêchent de remarquer d'abord tout ce que sa position a de pénible; mais il faut bien à la longue que les illusions s'évanouissent. Le baron est aigri, la baronne est hautaine; la reconnaissance qu'ils doivent à Wohlfart est trop lourde à leurs cœurs ulcérés. Lénore a beau redoubler d'attentions pour Antoine, elle a beau s'appliquer sans cesse à lui faire oublier les humiliations auxquelles il est en butte : Lénore elle-même n'est plus ce qu'elle était autrefois. Cette amitié qui semblait les unir depuis le jour de leur première rencontre, ils commencent à sentir l'un et l'autre qu'elle leur est à charge à tous deux. Leurs chemins ne sont pas les mêmes. Rassemblés un instant par le hasard, il faut qu'ils se séparent, qu'ils se disent adieu pour toujours, et ce désenchantement mêlé de larmes est rendu avec une délicatesse extrême. M. de Fink est venu retrouver Antoine dans le domaine des Rothsattel; avec son esprit blasé et sa gracieuse impertinence, le jeune gentilhomme semble antipathique à Lénore, et déjà Wohlfart devine que Lénore et Fink vont s'aimer.

Au milieu de ces tristesses si bien décrites, d'étranges événemens se produisent. Les Polonais, chez lesquels s'est établie la colonie allemande, veulent piller le château du baron de Rothsattel. La présence de ces Allemands est comme un reproche à leur fainéantise; ils sentent confusément que c'est là une invasion d'un nouveau genre, et ils n'ont pas de peine à ameuter toute sorte de passions sauvages contre le baron et sa famille. Gentilshommes et paysans sont accourus au cri de mort, les uns avec des pistolets et des fusils, les autres armés de faux, de pioches, de haches. Ils sont les maîtres des villages, ils pillent la campagne; ils arrivent, les voici devant le château. Que faire contre ces bandits? Demander des secours à la frontière, appeler de la Prusse polonaise quelques compagnies de chasseurs à cheval qui disperseront les agresseurs? Impossible, tous les chemins sont occupés. Il n'y a qu'un parti à prendre, et il est déjà pris : Antoine et Fink ont rassemblé leurs hommes, fermiers, palefreniers, valets de charrue; ils leur ont distribué des

cartouches, ils ont barricadé les portes et fait du château une forteresse. L'ennemi peut venir maintenant; les rôles sont assignés, chacun est à son poste. Le siége commence, et les tragiques incidens n'y manquent pas. Malgré la joyeuse et vaillante humeur de M. de Fink, qui a pris le commandement en chef, malgré l'ardeur résolue d'Antoine Wohlfart et le dévouement de leur petite troupe, il y a pour les assiégés des heures terribles, de longues heures pleines d'angoisses. Le combat a duré tout le jour et recommencera le lendemain; pendant qu'une partie de la troupe passe la nuit à surveiller les mouvemens de l'ennemi, les autres essaient de dormir ou prennent soin des blessés. Les femmes, qui ne sont pas soutenues par l'excitation de la poudre, se lamentent dans l'ombre. Lénore, aussi vaillante que M. de Fink, a beau porter partout des consolations et des secours : cette nuit entre deux batailles a quelque chose de lugubre.

C'est au milieu de cette nuit que Wohlfart achève de voir clair dans son âme; placé en sentinelle, le fusil à la main, sur la tour du château, il pense au rôle étrange qu'un dévouement irréfléchi lui a donné. Il se demande si, en croyant ne se dévouer qu'aux intérêts de Lénore, il n'a pas pensé trop souvent à son intérêt propre, et si, toute rude qu'elle est, la peine qu'il subit n'est pas juste. Ces souffrances toutes morales d'Antoine à travers les périls d'une lutte à mort ont un intérêt poignant. Ce combat invisible au milieu d'un combat à coups de fusil est empreint d'une certaine grandeur. On voit que ces tableaux de bataille ne sont pas un caprice de l'imagination; l'auteur suit sa pensée et la déroule avec une sûreté impitoyable. Remarquez aussi que la lutte des Polonais et des Allemands a un sens manifeste dans l'économie de son livre. De même qu'Antoine Wohlfart et son patron Schroeter représentent l'activité honnête en face de l'oisiveté pernicieuse ou des spéculations insensées de la noblesse, les Polonais en face des colons d'Allemagne, c'est un peuple sans bourgoisie, sans tiers-état, par conséquent sans moralité et sans force en présence d'une nation complète. La peinture est transportée de la vie intime sur le théâtre de l'histoire. Le baron de Rothsattel, après avoir dédaigné le travail, est amené à faire cause commune avec des coquins; les gentilshommes polonais dédaignent aussi le travail régulier, et les voilà associés à des bandits. Le tableau est dramatique, original, parfaitement d'accord avec l'inspiration du récit; est-il juste et vrai au point de vue de l'histoire? Là-dessus j'ai bien des doutes. Cette peinture, on devait s'y attendre, a produit une vive émotion en Pologne. Tous les journaux de Cracovie ont protesté avec un mélange d'indignation et de douleur contre les accusations du romancier. Or le ton seul de cette

protestation, à part les faits allégués, est un argument que j'opposerai à M. Freytag : un peuple qui se redresse ainsi sous l'injure ne mérite pas la condamnation morale dont vous le frappez. Ils méprisent, dites-vous, le travail et les vertus obscures; ils n'ont que des prétentions de gentilshommes et des instincts démagogiques; le tiers-état, c'est-à-dire le cœur de toute nation libre, n'existe pas chez eux. — Je ne réponds qu'un mot : s'ils méritaient ce reproche, ils l'accepteraient insolemment. Non, je le comprends au cri de douleur que leur a arraché ce tableau, tout est bien changé depuis 1772; la Pologne n'a pas subi en vain ses cruelles épreuves. Partagés comme un troupeau, courbés sous des maîtres étrangers, les Polonais ont cherché des consolations et des forces dans le travail; sans cela, croyez-vous qu'ils eussent pu conserver si fidèlement l'invincible souvenir de leur pays? L'épisode de M. Freytag ne prouve qu'une chose, la haine vivace, implacable, qui sépare à jamais les Slaves de Pologne et les Allemands de la frontière. M. Freytag est né en Silésie, il a grandi au milieu de cette lutte qui dure depuis des siècles; tout libéral qu'il est, il eût applaudi en 1772 au partage de la Pologne, et il irait volontiers, comme ses héros, faire le coup de feu chez les Slaves de la Vistule au nom de la civilisation occidentale. De leur côté, les Slaves de la Pologne, aux prises avec les Allemands depuis les premiers temps du moyen âge, sont devenus des ennemis bien autrement avides de représailles, maintenant qu'aux haines de race s'ajoutent les rancunes des vaincus. Malgré la haine qu'ils portent au gouvernement des tsars, sachez qu'entre la Russie et l'Allemagne les Slaves de Pologne n'hésiteraient pas. Ces choses sont si peu connues, que bien des lecteurs, au midi de l'Allemagne ou sur les bords du Rhin, ont été tout ébahis de cette belliqueuse ardeur de M. Freytag. Ce n'est donc pas un tableau équitable que M. Freytag a pu tracer, c'est une œuvre de parti. Prenez cet épisode comme un renseignement politique, vous y verrez à nu les rapports des Allemands et des Slaves sur les frontières de la Silésie.

M. Freytag est un artiste plus encore qu'un homme de parti; une fois cet épisode accepté, il faut reconnaître qu'il en a fait l'usage le plus habile. L'histoire morale s'achève; Fink prend la place d'Antoine dans le domaine du baron de Rothsattel, et c'est lui qui épousera Lénore. Antoine rentre dans le droit chemin qu'il n'eût pas dû quitter. Éclairé désormais par une expérience amère, il sait que le dévouement est surtout dans l'accomplissement du devoir, et n'a pas besoin d'un théâtre éclatant pour se produire; il sait qu'on n'a pas le droit de s'imposer une tâche exceptionnelle quand on n'a pas rempli sa tâche de tous les jours. Prétendre faire le plus quand on

n'a pas fait le moins, c'est à la fois vanité et sottise. Antoine ne sera plus dupe ni de sa vanité ni de son cœur. Que l'Allemagne agisse de même! Telle est la secrète pensée du romancier et la moralité de son œuvre. Cet Antoine Wohlfart que sa générosité même a détourné de sa voie, n'est-ce pas la ressemblante image de l'esprit germanique? L'auteur lui crie d'une voix sévère : Défie-toi de l'enthousiasme! Tu as des prétentions cosmopolites, et tu t'oublies toi-même. D'orgueilleuses chimères te séduisent, tu vis au sein de l'idéal, mais tu ne remplis pas tes devoirs plus humbles, et tu n'as pas encore su te faire ta place dans ce monde.

J'ai voulu indiquer l'idée fondamentale du roman de M. Freytag, et pour la dégager avec netteté, j'ai dû laisser de côté bien des scènes et bien des personnages. Que de poétiques détails! que de personnages épisodiques! Le jeune romancier possède une imagination riche, et il s'y livre à l'aventure. C'est même là le grand défaut de son œuvre. M. Freytag ne s'inquiète pas de distribuer l'ombre et la lumière; on dirait que toutes les figures sont placées au même plan. Au milieu de ces épisodes qui sollicitent également son attention, le lecteur oublie souvent la pensée du récit, et il faut une véritable étude pour la retrouver. J'ai vu dans plus d'une ville d'Allemagne (car ce roman a été un événement littéraire, aujourd'hui encore on le commente, on le discute, on prend parti pour Antoine ou pour Lénore), j'ai vu, dis-je, des admirateurs de M. Freytag qui n'avaient pas compris la leçon du romancier. Pourquoi Lénore, s'écriait-on, n'épouse-t-elle pas Antoine Wohlfart? Antoine est si doux, si noble, si dévoué, il a si bien mérité sa récompense! Ces naïfs reproches sont la condamnation de l'écrivain; les leçons comme celle que M. Freytag a voulu donner à son pays ont besoin d'être exprimées avec netteté. Si M. Freytag veut remplir efficacement son rôle de romancier philosophe, il se défiera de l'exubérance de son imagination; il ne se contentera pas de dessiner des figures vivantes, de dérouler une série de scènes pleines d'énergie et de grâce; il se préoccupera surtout de l'ensemble. Il a prouvé quel était l'éclat de son style, la richesse de sa fantaisie; qu'il s'attache désormais à la précision de la pensée. Il y a des figures principales qu'il faut accentuer avec force, il en est d'autres qui doivent être reléguées dans l'ombre. C'est un grand art pour le peintre de savoir sacrifier à propos les brillantes parties d'une ébauche; les succès durables sont à ce prix.

Quoi qu'il en soit, ce roman a charmé l'Allemagne. Depuis les *Histoires de Village* de M. Berthold Auerbach, il n'y a pas eu de succès plus complet dans la littérature d'imagination (1). C'est sur-

(1) La première édition a été publiée l'an dernier, la sixième vient de paraître.

tout cette peinture de la maison Schroeter, ce tableau d'une grande existence commerciale, qui a plu par la nouveauté et la franchise; l'auteur n'ayant pas nommé la ville où il place son récit, toutes les grandes cités de l'Allemagne ont prétendu s'y reconnaître. Je me promenais à Augsbourg il y a quelques mois avec un spirituel rédacteur de la *Gazette universelle;* après m'avoir montré le quartier de la *Fuggerei*, où sont conservés d'une manière si touchante les souvenirs de Fugger, l'illustre marchand du XVIe siècle, mon hôte me faisait parcourir les grandes fabriques, les riches maisons industrielles de la vieille cité. « Voici la maison Schroeter, me disait-il, c'est là que Gustave Freytag a choisi ses modèles. » On dit la même chose à Hambourg, à Lubeck, à Berlin, à Breslau, à Leipzig, à Vienne, à Trieste; l'Allemagne entière veut retrouver son image dans les tableaux du romancier. La critique a confirmé par des éloges réfléchis ces hommages populaires. Dans un pays où le culte de Goethe fait partie de la religion nationale, des juges sévères n'ont pas craint d'instituer une sorte de parallèle entre *Doit et Avoir* et *Wilhelm Meister;* bien plus, ce n'est pas toujours en faveur du poète de Weimar qu'ils ont conclu. Un tel succès, qui prouve surtout les aspirations généreuses du pays, est un engagement pour l'écrivain. L'Allemagne appelle un poète qui ait foi dans ses destinées et qui lui parle un langage viril. M. Freytag justifiera le triomphe de son roman par des œuvres plus sobres, plus vigoureuses; il précisera mieux sa pensée, il dégagera plus nettement les leçons que sa patrie est digne d'entendre, et ce livre inaugurera pour l'auteur une carrière nouvelle où les grands sujets ne lui manqueront pas.

Cette force, cette sobriété, cette précision magistrale, qui font encore défaut à M. Gustave Freytag, je les trouve dans un autre tableau de la vie domestique, accueilli aussi avec un sympathique empressement. L'auteur de *Doit et Avoir* aime les idées générales, les peintures qui représentent toute une société; il a le tort seulement de s'oublier dans les développemens de sa fable et d'amoindrir ainsi l'effet qu'il veut produire. L'écrivain dont je vais parler ne semble pas se préoccuper des intérêts et des devoirs de l'Allemagne, mais quelle netteté dans ses inventions! Point de détails inutiles, point d'épisodes parasites; sa route est tracée d'une main sûre, et il y va jusqu'au bout sans dévier. Ce n'est pas le seul contraste que nous présentent ces deux hommes; on ne saurait imaginer deux natures plus dissemblables. M. Freytag est expansif, M. Otto Ludwig est concentré en lui-même. M. Freytag est gai, alerte; M. Ludwig est sombre et terrible. Celui-ci peint le mouvement des grandes cités, celui-là s'attache aux existences les plus obscures. L'un multiplie les figures sur sa toile; ses héros, alors même que ce sont les

commis d'une maison de commerce, ont une vie agitée, romanesque, aventureuse; l'autre prend deux ou trois personnages dans la classe des artisans, et de ces destinées en apparence si simples il fera sortir le plus naturellement du monde des tragédies pleines d'épouvante. Si l'on pouvait fondre ensemble ces deux talens, si les idées de M. Freytag étaient mises en œuvre avec la force et la précision de M. Otto Ludwig, quel romancier on aurait là!

Nous sommes dans une petite ville d'Allemagne, et le héros de l'histoire est un couvreur. Regardez bien ce jardin, regardez surtout cet homme qui s'y promène. Tout est grave, sévère, presque solennel dans le tableau que vous avez sous les yeux. La maison, malgré ses volets verts, a une physionomie rigide; le jardin est tenu avec une propreté minutieuse. Est-ce un artisan, ce promeneur solitaire dont la physionomie commande le respect? On dirait un disciple de Kant, un stoïcien qui médite sur la destinée humaine; c'est un stoïcien, mais qui n'a pas eu d'autre maître que l'expérience de la vie. Quand M. Nettenmair s'en va par la rue avec sa canne à pommeau d'argent et ses habits passés de mode, chacun lui témoigne une déférence à la fois sympathique et craintive. Malgré la douce expression de son visage, qui oserait être familier avec un tel homme? Une dignité naturelle lui donne un rang à part : c'est la dignité de la souffrance, c'est surtout la dignité d'une âme esclave du devoir et à qui sa conscience a imposé de terribles épreuves. Il y a environ une trentaine d'années, le frère de M. Nettenmair, couvreur aussi comme son père et son aïeul, est tombé du haut du clocher de l'église et s'est tué sur le coup; il laissait une jeune femme et deux enfans. Depuis ce jour, M. Nettenmair est le chef de la famille; il a recueilli sa belle-sœur sous son toit et s'est chargé de l'éducation des enfans. La veuve, qui n'est plus jeune, est toujours belle et gracieuse; la tendresse qu'elle a vouée à son beau-frère est mêlée de vénération, et il faut voir avec quelle courtoisie chevaleresque l'austère personnage traite la mère de ses neveux. Pourquoi ne l'a-t-il pas épousée? C'est la question que les gens de la ville se sont adressée plusieurs fois. Ils ne savent pas le secret de ces deux âmes, ils ne savent pas de quel drame la tranquille maison a été le théâtre. En ce moment même, après tant d'années, lorsque le grave artisan se promène à pas lents dans ce petit jardin si bien tenu, image de la régularité de sa vie, d'effrayans souvenirs assiégent sa pensée. Il regarde la tour de l'église, la tour Saint-George; il se rappelle qu'il y a trente ans, à pareil jour, il revenait dans sa ville natale pour travailler avec son père et son frère; il voyait de loin ce même clocher, et son cœur battait de joie. Quel changement aujourd'hui! quels souvenirs attachés à cette tour Saint-George! quelle effroyable

histoire! « Mais j'oublie, dit M. Ludwig, que le lecteur ne sait pas de quoi je lui parle; c'est précisément cette histoire d'il y a trente ans que je veux lui raconter. »

Si je voulais la raconter à mon tour d'après M. Otto Ludwig, j'écrirais tout un livre. Le tissu de son œuvre est si serré, la narration si logique, si pressante, qu'il n'est guère possible de la résumer en quelques pages. Ne croyez pas pour cela que les événemens soient nombreux et compliqués; deux ou trois scènes terribles, peut-être exagérées, composent la partie extérieure du récit : le reste du drame se déroule dans l'âme des acteurs. Il semble par instans que la situation première n'aît pas changé; l'action marche pourtant, et l'émotion devient poignante.

Voici ce qui se passait il y a trente ans : le personnage que nous avons vu contempler si mélancoliquement le clocher de l'église est un vaillant ouvrier dans la fabrique de son père. Le maître couvreur, le père Nettenmair, conduit la maison avec une probité sévère et presque sauvage; on dirait le *pater-familias* des vieux Romains s'attribuant droit de vie et de mort sur ses enfans. Il a deux fils, Apollonius et Fritz. Jamais deux caractères ne furent plus opposés. Apollonius (c'est notre héros) est une conscience droite, un cœur ferme et stoïque; la probité farouche du père a reparu chez le fils sous des formes plus douces. Fritz est un joyeux compagnon que n'ont jamais troublé les scrupules de la conscience. Or Apollonius aime une jeune fille, la belle Christiane, qui l'aime aussi. Ils pourraient se marier, ils sont dignes l'un de l'autre, et ce mariage serait la joie du vieux père, le bonheur de la maison; pourquoi leur destinée ne s'accomplit-elle pas? Également timides tous les deux, ils n'osent s'avouer qu'ils s'aiment. Fritz est plus hardi, il fréquente les cabarets et les bals, il a la parole preste : c'est Fritz qui se charge de transmettre à Christiane les confidences d'Apollonius; mais Christiane est bien jolie : s'il la prenait pour lui-même! Cette pensée lui vient subitement, et il ne la repousse pas. Fritz n'aime pas Christiane; il la trouve belle, il la désire, rien de plus, et confiant dans sa supériorité, plein de dédain pour la gaucherie de son frère, il va enlever Christiane à Apollonius et briser ces deux cœurs. Figurez-vous à l'œuvre un Iago de bas étage : Fritz n'a pas de peine à éloigner l'un de l'autre Apollonius et Christiane. Intrigues et calomnies, tout lui est bon. Apollonius est persuadé que Christiane a repoussé son offre avec moquerie; Christiane apprend, la mort dans l'âme, qu'Apollonius ne mérite pas son amour. On devine ce qui va suivre : Christiane, poussée par le dépit, consent à épouser Fritz, et le pauvre Apollonius, pour cacher sa douleur, se hâte de quitter le pays.

Quelques années se passent. Apollonius est à Cologne, chez un maître couvreur, et là il acquiert maintes connaissances; il devient par le zèle et la moralité un ouvrier d'élite, tandis que Fritz, héros des cabarets et grand-maître des parties joyeuses, compromet de jour en jour l'honneur et le crédit de son père. Le vieillard soupçonne bien le désordre de ses affaires, mais il a perdu la vue; il a beau s'attribuer obstinément la direction du travail, le malheur qui l'a frappé le rend incapable de surveillance. Rien de plus dramatique dans le récit de M. Ludwig que les angoisses de ce rigide personnage, cachant sa cécité avec un entêtement tour à tour douloureux et comique, défendant comme un trésor son impuissante autorité et se réfugiant dans un silence farouche. Un jour vient cependant où il faut un remède au mal. La commune va faire réparer la toiture de l'église; c'est un travail considérable, et malgré la vieille réputation de M. Nettenmair, on hésite à lui confier l'entreprise, tant ce malheureux Fritz a déjà décrédité la maison! Le maître couvreur est forcé de rappeler auprès de lui son fils Apollonius. Il lui en coûte de prendre ce parti; n'est-ce pas confesser sa propre insuffisance? n'est-ce pas aussi exposer la famille à un danger nouveau, à une lutte entre les deux frères? Fritz sera furieux; n'importe, il le faut. Apollonius est rappelé; c'est lui qui présidera aux travaux de l'église.

Apollonius est bientôt à l'œuvre; il aime toujours sa belle-sœur, et, scrupuleux comme il est, vous comprenez qu'il évite de la voir. Quand il ne surveille pas les ouvriers, il est enfermé dans sa chambre, et là, mettant les comptes en ordre, il s'efforce de réparer les fautes de Fritz. Le travail, le dévouement aux intérêts de la famille, aux intérêts de Christiane et de ses enfans, voilà la consolation d'Apollonius. Christiane, trompée par cette sauvagerie, croit décidément que son beau-frère n'a pour elle que de la haine, et c'est une douleur de plus dans cette vie déjà si éprouvée. Abandonnée par son mari qui passe sa vie au cabaret, mal à l'aise avec son beau-frère qui ne daigne pas lui adresser la parole, seule en face d'un vieillard aveugle et sombre, elle n'a d'autre société et d'autre joie que ses enfans. Et pourtant malheur à Christiane, à Apollonius, malheur à tous les hôtes de *la maison aux volets verts*, si Christiane apprend qu'Apollonius l'a toujours aimée, si Apollonius apprend la trahison de son frère! Quand le fatal secret sera découvert, et il faudra bien qu'il le soit, Christiane aura beau imiter la résignation stoïque d'Apollonius; elle ne pourra dissimuler à Fritz le mépris que sa bassesse lui inspire. Cet homme à qui elle a enchaîné sa vie lui a volé son bonheur; en voyant tout ce que vaut son beau-frère, elle voit mieux encore l'avilissement de son mari. Fritz comprend tout cela; il se sent méprisé, il a honte de lui-même, et de là un redoublement de

mauvaises passions dans cette âme pervertie. Tantôt il cherche des distractions à ses remords dans les orgies brutales, tantôt il se livre contre sa femme et ses enfans à tous les emportemens de la fureur.

La peinture de ces trois âmes est faite avec autant de vigueur que de délicatesse; voilà bien la poésie de la réalité. Qui les rend si dramatiques et si grands, les ouvriers de M. Ludwig? Les luttes et les souffrances de l'âme. Quand les passions sont vraies, quand les douleurs sont profondes et profondément observées, l'âme du plus humble des hommes, sous la main d'un artiste, vaut l'âme de César ou de Brutus. A propos de la *Colomba* de M. Mérimée, on a pu rappeler ici même l'*Électre* de Sophocle; certaines pages du roman de M. Ludwig font penser à la tragédie antique. Et notez qu'il n'y a pas de prétentions, pas de déclamations; ces analyses du cœur sont bien modernes. L'exécution répond à la force de la pensée, le style est original comme la conception première. L'auteur souffre autant que ses personnages, il s'associe aux destinées de *la maison aux volets verts,* et sa souffrance éclate çà et là avec un lyrisme d'un caractère singulier; on dirait un sanglot ou bien un rire amer. Remarquez surtout cette espèce de refrain qui revient par intervalles : *Il faisait de plus en plus sombre dans la maison aux volets verts,* et lorsque Fritz arrive au cabaret, tout plein de ses remords et cherchant à s'étourdir, ce cri qui s'échappe de vingt bouches avinées : Le voilà! le voilà! on va s'amuser, on va rire! — *Da kommt er ja! Nun wird's famos!*

J'essaierais en vain de reproduire l'étrange effet de ces tableaux; il faut lire les pages de M. Ludwig. Son œuvre ainsi préparée, l'auteur va enfin amener les catastrophes. Fritz ne recule plus devant la pensée du crime; il est décidé à se débarrasser de ce frère dont la présence lui rappelle son infamie. Il croit qu'en tuant son frère, il tuera son remords. Apollonius est mandé au village voisin pour réparer la toiture d'un bâtiment; il mettra lui-même la main à l'œuvre, il montera sur le toit, et déjà ses instrumens, ses cordes, ses échafaudages, tout est prêt. Fritz, d'un coup de couteau, fait une entaille profonde et invisible dans la corde qui doit le soutenir; il a disposé les choses de telle façon qu'Apollonius doit tomber mort sur le pavé. Or un des ouvriers a vu l'assassin se glisser la nuit dans le hangar et préparer son crime; il n'ose parler d'abord, mais bientôt, après qu'Apollonius est parti, il communique ses soupçons à Christiane. Que faire? comment empêcher le malheur? Christiane n'avait jamais fait ses confidences au vieillard; elle va le trouver, elle lui dit tout : elle lui raconte la trahison de son mari, ses fureurs croissantes, ses remords devenus une haine implacable contre Apollonius. Le vieillard a compris dès le premier mot : un fratricide va être commis, et peut-être est-il trop tard pour le prévenir. Il envoie en toute hâte

un avis à Apollonius, mais surtout il veut empêcher que la honte du crime ne retombe sur sa famille, sur les enfans de Christiane.

Fritz travaillait ce jour-là sur le toit de l'église Saint-George, affectant une parfaite tranquillité d'esprit; le vieillard s'y fait conduire, puis il renvoie son guide. Le voilà seul avec ce fils maudit, avec cet homme qui déshonore la famille et qui veut tuer son frère, le voilà seul avec lui sur l'étroit échafaudage au bout duquel est l'abîme : « Tu as voulu tuer ton frère, Fritz; en ce moment-ci, ton frère tombe par ta faute et se brise la tête sur le pavé; dans une heure, le secret sera révélé, l'assassin sera connu, notre maison est souillée, les pauvres enfans sont perdus. Ta mort peut seule nous sauver et réparer ton infamie. Un couvreur qui tombe du haut d'un toit et qui se tue est aussi sacré aux yeux de la foule que le soldat qui tombe sur le champ de bataille. On ne songera pas seulement à te soupçonner. Cette mort honnête, infâme que tu es, tu ne la mérites pas. Tu devrais périr sous la main du bourreau, toi qui as tué ton frère, qui as voulu empoisonner l'avenir de tes enfans et flétrir le passé sans tache de ton père; mais je ne veux pas qu'on dise de moi : « Son fils est mort sur l'échafaud; » je ne veux pas qu'on dise de mes petits-enfans : « Ce sont les enfans de l'assassin. » Écoute : Quand j'aurai compté douze, tu te jetteras du haut en bas; sinon, je te prends entre mes bras, je me précipite avec toi, et tu auras ma mort sur la conscience. » Épouvanté, Fritz essaie de nier tout : « Je ne sais ce que vous voulez dire, mon père; je suis innocent... » Mais le père avait déjà commencé de compter de sa voix ferme et lente : « Un, deux... — Mon père, écoutez-moi!... Les juges écoutent les accusés. Je me tuerai, puisque vous le voulez; mais écoutez-moi!... » Le père comptait toujours... Affreuse angoisse! l'inflexible vieillard exécutera l'arrêt qu'il a rendu; si son fils refuse de se donner la mort à lui-même, il se lancera avec lui dans l'abîme.

Ce sont là de ces scènes excessives, impossibles, qui semblent naturelles dans les compositions de M. Ludwig, tant elles sont amenées et préparées à l'aide des développemens de l'analyse. Heureusement pour le stoïque vieillard, heureusement aussi pour le roman, qui déjà tourne au mélodrame, on ne verra pas ce père condamner son fils au suicide. Un incident très naturel prévient la catastrophe. Le commis envoyé au village voisin rapporte de bonnes nouvelles; Apollonius revient sain et sauf; Fritz ne se tuera pas, il partira pour l'Amérique. Tant que Fritz est chez lui, le vieillard a raison de trembler; le crime qui n'a pas réussi aujourd'hui peut réussir demain; Fritz partira, il va partir. Mais quoi! s'en aller ainsi, condamné par son père, méprisé de sa femme, repoussé même de ses enfans, qui comprennent vaguement cette tragédie affreuse! laisser ensemble

Apollonius et Christiane! A cette idée, toutes les flammes de l'enfer brûlent dans son cœur. Le jour même où Fritz doit se mettre en route, Apollonius, toujours calme et doux, achève sur le toit de l'église le grand travail qui l'occupe depuis plusieurs mois. Il examine une dernière fois si rien n'y manque, il sait qu'un oubli peut avoir les conséquences les plus funestes. Voyez-le à l'œuvre, le scrupuleux ouvrier :

« Le travail était fini. Les plaques de fer-blanc neuf étincelaient au soleil autour de la surface sombre du toit d'ardoise. Les crochets, la poulie, le siége flottant où le couvreur est assis, les échelles, enfin tout l'appareil du travail avait été enlevé. Les ouvriers qui tiennent l'échelle pendant que le maître descend venaient de quitter la place. Apollonius était seul sur l'étroite planche qui formait un pont entre l'échafaudage de poutres et la porte de service. Une préoccupation le retenait encore, il lui semblait qu'il avait oublié de planter des clous quelque part. Pour mieux se rendre compte de ce qu'il a fait, il interroge du regard une boîte de clous et d'ardoises placée près de lui sur une poutre. A ce moment, un pas sourd et rapide résonne au-dessous de lui dans l'escalier de la tour. Il ne le remarque même pas, car il vient d'apercevoir une feuille de fer-blanc dans sa boîte. Il n'en avait apporté que le nombre exact dont il avait besoin; il en avait donc oublié une, il avait oublié, dans les distractions de sa douleur, de consolider un des points de son travail. Placé au seuil de la porte, il examine du haut en bas toute cette partie supérieure de la tour. Si l'erreur est de ce côté, il pourra la réparer sans le secours de la poulie et de l'appareil volant. Son échelle lui suffira pour atteindre l'endroit où est la faute. C'était bien de ce côté-là. A six pieds environ au-dessus de sa tête, auprès du crochet qui avait soutenu l'échafaudage, il avait enlevé une feuille d'ardoise et avait oublié de la remplacer par une feuille de fer-blanc bien et solidement clouée. Cependant les pas sourds, furtifs, précipités, se rapprochaient de plus en plus; l'homme qui produisait ce bruit avait atteint l'extrémité des marches de pierre, et gravissait l'échelle qui conduit aux charpentes de la toiture. L'horloge se mit à sonner au-dessous de lui : c'étaient les trois quarts avant deux heures. Apollonius n'avait pas encore pris son repas de midi; mais quand il découvrait une erreur dans son travail, il ne s'accordait pas de repos qu'il ne l'eût réparée. Il était revenu sur ses pas, de la porte de service au pont de planches, afin de prendre son échelle. Elle était sur une poutre. Au moment où il se penche de ce côté, il se sent saisi tout à coup et entraîné avec violence vers la porte de la tour. Instinctivement il s'accroche de la main droite à l'angle inférieur d'une des poutres, tandis que sa main gauche cherche vainement un point d'appui. Ce mouvement, qui le fait tourner à demi, le met en face de son agresseur. Épouvanté, il aperçoit un visage hideux, le visage pâle et sauvage de son frère. Il n'a pas le temps de se demander ce qui amène cette scène en un tel lieu. « Que veux-tu? » lui crie-t-il. Il a beau connaître Fritz, il n'ose en croire ses yeux. Un éclat de rire, pareil au rire d'un fou, lui répond : « Tu auras Christiane à toi tout seul, ou tu vas te jeter en bas avec moi. — Va-t-en! » s'écrie Apollonius, et la douleur irritée qui se peint sur ses traits exprime

tous les reproches que comprimait depuis longtemps ce noble cœur. De sa main restée libre, il repousse avec force ce furieux qui veut se cramponner à lui. « Ah! s'écrie celui-ci, chez qui la haine se change en rage, tu te montres donc enfin sous ton visage véritable? Tu m'as chassé de toutes les places que j'occupais; à mon tour maintenant! Jette-moi dans l'abîme, ou je t'y entraîne avec moi. » Apollonius comprend que tout est perdu. La main par laquelle il se retient à l'angle aigu de la poutre commence à s'engourdir. Il faut que de sa main gauche il saisisse son frère par le bras et qu'il le lance dans l'espace, sinon Fritz va s'y précipiter avec lui. « Non! non! s'écrie Apollonius, ce ne sera pas moi! — Fort bien! dit Fritz, tu veux encore faire retomber cela sur moi; mais c'est le dernier terme de tes hypocrisies. » Apollonius chercherait bien un autre point d'appui, mais il sait que son frère profitera de l'instant où sa main gauche aura quitté la poutre. Déjà voici Fritz qui va prendre son élan; la main d'Apollonius glisse sur le bois où elle s'attachait; s'il ne trouve pas un nouveau point d'appui, il est perdu. Peut-être d'un bond rapide pourrait-il embrasser la poutre avec ses deux mains, mais ce mouvement causera la chute de Fritz. C'est là pour Apollonius le seul moyen de salut. Que faire? Alors il revoit en esprit son vieux père, si probe, si fier, et celle qu'il n'ose nommer, et les pauvres enfans. Il se rappelle le serment qu'il s'est fait à lui-même : il est désormais le seul appui des siens, il faut qu'il vive!... Il prend son élan et embrasse la poutre; au même moment, son frère, qui n'a plus de point de résistance, chancelle et tombe. Là-bas, là-bas, au fond, au-dessous de lui, Apollonius entend les rouages de la grande horloge qui s'agitent; deux heures sonnent.

« Les oiseaux, les choucas, troublés dans leur repos par cette lutte, s'élancent comme des flèches du haut de la tour jusqu'aux échafaudages, puis tournoient dans les airs avec de petits sifflemens aigus. Tout en bas, on entend la chute d'un corps lourd sur le pavé. Un cri d'horreur retentit de toutes parts. Maintes gens accourent, frappant leurs mains l'une dans l'autre; de pâles visages de vivans regardent le visage plus pâle encore du trépassé, étendu sanglant sur le sol. Et ce tumulte, ces cris, ces gens qui accourent, ces mains frappées l'une dans l'autre, tout cela se répète depuis la place de l'église jusqu'aux quartiers les plus éloignés de la ville. Là-haut cependant les nuages dans le ciel n'y font pas attention; ils passent, ils poursuivent paisiblement leur grand voyage. Ils voient chaque jour au-dessous d'eux tant de misères, tant de catastrophes produites par ceux-là même qui en sont victimes; un cas particulier ne saurait les émouvoir. »

Cette scène terrible amène une situation où se déploie de nouveau la forte inspiration morale de M. Ludwig. Nul ne soupçonne le drame de la tour Saint-George, toute la ville ignore ce qui s'est passé dans *la maison aux volets verts;* on sait seulement qu'il y a là un vieillard aveugle, une jeune femme avec de pauvres enfans, et l'on pense volontiers que le brave Apollonius devrait épouser sa belle-sœur. C'est le désir du père, c'est la secrète espérance de Christiane. Seul, Apollonius s'enferme de plus en plus dans une réserve silencieuse et sombre. Il évite sa belle-sœur, il s'accuse de l'avoir aimée, d'a-

voir excité les jalouses fureurs de Fritz, d'avoir été la cause de ce drame sanglant. Fritz, qui a voulu l'assassiner, justifiait son fratricide par d'effrontés sophismes; lui, au contraire, il intervertit les rôles, il se demande en tremblant s'il n'est pas le meurtrier de son frère. Cette conscience si scrupuleuse est impitoyable pour elle-même. Un de nos poètes s'est écrié dans un beau vers :

Est-ce que l'innocent connaît seul le remords?

C'est là le supplice d'Apollonius; il a des remords, des visions, des vertiges. L'affreuse scène du clocher est toujours devant ses yeux. Le romancier ne peut cependant laisser ce malheureux en proie à ces tortures iniques. Pour le délivrer du démon qui le possède, il faut qu'Apollonius fasse l'épreuve de ses forces. Ce sera le devoir qui le sauvera, qui lui rendra enfin sa liberté morale. Un orage éclate sur la ville. La foudre est tombée sur la tour Saint-George, l'ardoise fond, les poutres brûlent; si le clocher s'écroule au milieu des flammes, l'incendie, propagé par l'ouragan, va dévorer une moitié de la ville. Un cri immense : Au feu! au feu! au clocher de Saint-George! retentit de toutes parts, et dans ce désarroi, dans cette confusion produite par la détresse publique, il semble qu'un seul homme puisse combattre efficacement le fléau. « M. Nettenmair! où est M. Nettenmair? » crient des milliers de voix. L'épreuve est décisive pour le héros de M. Ludwig; c'est dans le récit du romancier qu'il faut lire cette émouvante peinture :

« La foudre est tombée, cria une voix. Apollonius pensait tout bas : Si la foudre tombait sur la tour Saint-George, à l'endroit où manque cette plaque de fer-blanc (il avait essayé en vain de remonter sur la tour, d'achever son travail incomplet, et cette pensée ne le quittait pas), si j'étais obligé de monter là-haut, si deux heures venaient à sonner... Tout à coup un cri de détresse retentit à travers le tonnerre et l'ouragan. « La foudre a éclaté! le tonnerre est tombé sur la tour Saint-George! au secours! au secours! à Saint-George! vite! au feu! au feu! au clocher de Saint-George! » Les cornes des veilleurs de nuit jetaient leurs lugubres appels, les tambours battaient, et toujours l'orage, toujours les roulemens et les éclats du tonnerre. Puis des voix criaient : « Où est Nettenmair? lui seul peut nous sauver. Nettenmair! Nettenmair! Au feu! au feu! Le feu est à Saint-George! Nettenmair! Où est-il? Au feu! à Saint-George! »

« L'architecte vit pâlir Apollonius. On criait toujours : « Où est Nettenmair? » Tout à coup une vive rougeur anime les joues pâles du jeune homme; il se dresse, boutonne rapidement son habit, attache sous son menton les lanières de cuir de sa casquette. « Si j'y reste, dit-il à l'architecte en se préparant à sortir, ayez soin de mon père, de la femme de mon frère et des enfans. » L'architecte eut peur : ce *si j'y reste* du jeune homme avait retenti à ses oreilles comme s'il eût dit : « J'y resterai. » Il soupçonna que ce

mot, cet accent, cette décision soudaine d'Apollonius devaient se rattacher à ses souffrances morales. Ces souffrances pourtant, la physionomie d'Apollonius n'en trahissait plus rien; l'inquiétude qui assombrissait son visage avait subitement disparu. Au milieu des soucis et des terreurs d'un tel moment, l'excellent homme éprouvait une sorte d'espérance joyeuse. C'était bien l'Apollonius d'autrefois qui était là devant lui; c'était bien cette attitude modeste, cette résolution tranquille, qui, dès leur première rencontre, lui avait inspiré pour le jeune artisan une si cordiale sympathie. « S'il allait y rester! » pensait-il. Et, n'ayant pas le temps de lui répondre, il se contenta de lui serrer la main. Apollonius comprit tout ce que ce serrement de main voulait dire. Ses traits exprimèrent tout à coup une sorte de pitié tendre pour son vieil ami; il semblait se reprocher le chagrin qu'il lui avait déjà fait et la douleur plus grande encore qu'il allait lui causer. « Je suis toujours prêt à ces accidens-là, lui dit-il avec son doux sourire; mais le temps presse, à revoir! » Ils partirent, et Apollonius, plus rapide, eut bientôt échappé aux regards de l'architecte. Pendant tout le trajet qui le séparait de l'église, au milieu des clameurs, au milieu des clairons et des tambours, à travers le fracas de l'orage et du tonnerre, l'architecte se disait : « Ou je ne reverrai pas ce brave jeune homme, ou, si je le revois, il sera guéri... »

« La place Saint-George était pleine d'hommes, et tous les yeux étaient tournés avec angoisse vers la flèche de la tour. L'immense et antique édifice était debout comme un rocher au milieu de cette bataille où la nuit et les éclairs semblaient se le disputer comme une proie. Tantôt des bras de feu l'enveloppaient, l'enlaçaient avec une telle furie, qu'on eût pu le croire lui-même tout en feu; tantôt la nuit reprenait l'avantage et l'engloutissait de nouveau sous ses vagues sombres. De même à ses pieds la foule apparaissait par instant avec des visages pâles serrés les uns contre les autres, et puis s'abîmait subitement dans les ténèbres. L'orage arrachait les manteaux, il secouait les hommes, il les fouettait au visage avec leurs cheveux, comme pour se venger d'avoir attaqué en vain le géant de pierre et de s'être blessé à ses arètes, ou bien il les aveuglait avec sa poussière de neige, qui, à la lueur fulgurante des éclairs, ressemblait à une pluie de feu.

« Apollonius se fraie un passage à travers la foule et s'élance à grands pas dans l'escalier de la tour. Arrivé à la plate-forme, il demande en vain des renseignemens plus précis. Les gardiens, tout en pensant que le coup de foudre avait porté à froid, rassemblaient à la hâte maints objets de ménage et se préparaient à s'enfuir de la tour. Apollonius prend des lanternes, et se dirige vers les charpentes supérieures pour éclairer toute cette partie du bâtiment. A l'intérieur, aucun signe ne révèle le feu de la foudre et un commencement d'incendie; point de fumée, point d'odeur de soufre. Apollonius entend ses compagnons dans l'escalier et leur crie qu'il est là. A ce moment, une lueur bleuâtre étincelle à toutes les ouvertures, et immédiatement après le tonnerre éclate sur la tour. Apollonius est comme étourdi du coup. S'il n'avait instinctivement étendu la main vers une poutre, il serait tombé de son échelle. Une épaisse vapeur de soufre le saisit à la gorge. Il s'élance vers l'une des ouvertures pour aspirer l'air pur. Les ouvriers, plus éloignés du lieu où est tombée la foudre, n'ont pas éprouvé le même choc, mais l'épouvante les cloue immobiles sur les dernières marches de l'escalier de pierre. « Montez!

leur crie Apollonius. Vite! l'eau! les pompes! C'est de ce côté-ci que le coup doit avoir porté; je le sens au manque d'air et à l'odeur de soufre. Vite! l'eau et les pompes à la porte de service! » Le charpentier, qui met déjà le pied sur l'échelle, répond en toussant : « Mais cette fumée nous étouffe. — Vite! réplique Apollonius, la porte de service nous donnera plus d'air que nous n'en voudrons. » Le charpentier, le maçon, le fumiste, portant les tuyaux et la pompe, s'élancent sur l'échelle; d'autres les suivent avec des baquets d'eau froide, et l'un des ouvriers couvreurs avec un vase d'eau chaude. En de tels momens, l'homme qui a du calme, l'homme qui sait agir en se possédant inspire confiance à tous; il parle, on obéit. Le chemin de planches qui conduisait à la porte de service était assez étroit; grâce aux intelligentes dispositions d'Apollonius, tout y trouva place en un instant. Apollonius était le premier du côté de la porte; après lui venait le charpentier, puis la pompe, puis le maçon. La pompe était placée de telle façon que les deux hommes pouvaient la faire manœuvrer. Derrière le maçon se tenait un des ouvriers couvreurs, tout prêt à verser de l'eau chaude sur les tuyaux pour empêcher la glace de prendre. D'autres faisaient fondre de la glace et de la neige; d'autres, établis de distance en distance sur l'échelle, formaient la chaîne et communiquaient avec la chambre des gardiens de la tour, où se trouvait de l'eau en réserve. Tout en expliquant au maçon et au charpentier son plan de campagne, Apollonius avait pris de sa main droite l'échelle à crampons, et sa main gauche tournait déjà la clé dans la serrure de la porte de service.

« Tous nos gens étaient pleins d'espoir; mais quand l'orage s'élança par la porte ouverte, sifflant avec fureur, arrachant au charpentier sa casquette, couvrant toutes les charpentes d'une fine poussière de neige, hurlant, se démenant, faisant vacarme du haut en bas, les plus intrépides désespérèrent de l'entreprise et furent sur le point d'y renoncer. Apollonius avait été obligé de tourner le dos à la porte pour respirer un peu. Sans perdre de temps, il s'accroche des deux mains au rebord supérieur de la porte, et, tournant toujours le dos au vent et à l'orage, il penche la tête en arrière afin de voir ce qui se passe sur le faîte de la tour. « Rien n'est perdu! » s'écrie-t-il aussitôt de toute la force de ses poumons, car il veut que ses compagnons l'entendent malgré la tempête et les roulemens du tonnerre. Il saisit alors le bout d'un des tuyaux tandis que le charpentier visse l'autre bout à la pompe, et il se l'attache à la ceinture. Il indique le signal qu'il donnera quand le moment sera venu de faire jouer les eaux. La main droite toujours cramponnée à la muraille, il se penche à demi hors de la porte, tenant son échelle de la main gauche et cherchant à la fixer à l'un des crochets du toit. Tentative insensée! pensaient tout bas ses compagnons. La tempête n'allait-elle pas emporter l'échelle et l'homme dans les airs? Heureusement pour Apollonius, un coup de vent tint l'échelle appliquée contre le toit. Il y aurait vu assez, grâce aux éclairs, pour trouver le crochet sans cette poussière de neige qui roulait du haut du toit, et tourbillonnait, et venait lui frapper les yeux. Il sentit pourtant que l'échelle tenait bien. Il n'y avait pas de temps à perdre; il s'élança sur les échelons. Il dut se confier à la force de ses bras et à l'adresse de ses mains plutôt qu'à l'agilité de ses pieds, car l'orage ballottait l'échelle de droite et de gauche, comme une cloche lancée à pleine volée. En haut, un peu au-dessus des premiers échelons, des flammes bleuâtres pétil-

laient sous cette ouverture qu'il avait négligé de fermer; c'était là, à deux pieds au-dessous de l'ouverture, qu'avait frappé la foudre. Il y a une heure encore, il tremblait à la pensée que la foudre pouvait tomber à cet endroit et qu'il serait obligé d'y monter. Tout un noir cortége de visions meurtrières, enfantées par le délire, était attaché pour lui à cette pensée. Maintenant tout ce qui l'effrayait tant était arrivé; mais cette ouverture fatale, dont le souvenir lui donnait la fièvre, ne l'inquiétait pas plus que tout autre endroit de la tour; il était là sur son échelle, sans crainte, sans vertige, et il n'y avait place dans son âme que pour un sentiment de généreuse énergie : il voulait sauver l'église et la ville d'une catastrophe imminente. Bien plus, cette circonstance, dont son inquiétude et ses scrupules lui avaient exagéré le péril, se trouvait être une chose heureuse et bienfaisante. L'eau qui s'était accumulée là pendant des semaines avait fini par se geler, et c'était elle qui empêchait la flamme de gagner du terrain, L'incendie ne s'étendait encore que sur un étroit espace; la glace repoussait obstinément les petites flammes qui pétillaient au-dessous d'elle, et s'opposait à ce qu'elles formassent un foyer d'où elles se seraient élancées pour exercer leurs ravages. Si ce foyer s'était formé, nul doute que l'incendie n'eût dévoré la tour, et alors c'en était fait de l'église, de la ville peut-être, attaquées à la fois par le feu et par l'ouragan. Ah! il avait besoin de la force que lui donnait cette pensée. L'échelle n'était plus balancée de droite et de gauche; elle pliait, elle s'affaissait. D'où venait cela? En supposant même que le crampon eût été mal fixé, — et Apollonius savait qu'il n'en était rien, — ce mouvement était inexplicable. Il comprit tout bientôt : l'échelle n'était pas suspendue au crampon; aveuglé par les tourbillons de neige, il l'avait accrochée, sans s'en douter, à l'un des ornemens de fer-blanc qui garnissaient les rebords du toit d'ardoise. Son poids et celui de l'échelle faisaient fléchir de plus en plus ce soutien, trop faible; encore quelques pouces, le fer-blanc allait céder tout à fait, et l'échelle glissait avec lui dans l'effrayant abîme.

« C'était le moment de déployer ces ressources de courage et de présence d'esprit qu'il avait si vaillamment retrouvées. Il n'hésita pas. Le crampon était à six pouces de la plaque de fer-blanc. En gravissant encore trois degrés de l'échelle, il pouvait saisir le crampon de sa main gauche, puis enlever l'échelle avec sa main droite et la fixer au crampon. Aussitôt pensé, aussitôt fait. L'échelle est fixée. Sa main gauche quitte alors le crampon et va rejoindre la droite sur l'échelon; les pieds s'y posent à leur tour; il est sauvé! A ce moment, les ardoises au-dessous de l'ouverture commencent à céder à l'action de la flamme; elles brûlent, elles éclatent, et la matière incandescente, roulant, volant à droite et à gauche, va causer maints ravages; mais Apollonius tire sa hache attachée à sa ceinture, et deux ou trois coups suffisent pour jeter en bas les ardoises, puis il donne le signal convenu; la pompe se met à jouer. Il dirige d'abord le tuyau du côté de l'ouverture. Il augmente ainsi la résistance que le rebord du toit, avec ses morceaux de glace, opposait aux flammes pétillant par-dessous. L'expérience est bonne; le jet de la pompe est vigoureux; partout où il frappe l'ardoise, l'ardoise se brise en craquant. L'incendie siffle et rugit de colère sous les ruisseaux qui coulent du toit; la pompe l'attaque à son tour, le frappe directement, et la violence des coups plûtôt que la nature de l'eau finit par triompher. Apollonius

a accompli sa tâche. La surface incendiée est devant lui toute noire, et aucun sifflement ne répond plus aux attaques de la pompe. Tout à coup là-bas, au fond, au-dessous de lui, s'agitent les rouages de l'horloge. Elle a sonné deux fois. Deux fois! deux heures! et il est encore là, sur l'échelle, au faîte de la tour, et il ne roule pas dans l'abîme! Quelle différence entre la réalité et les visions de son délire! Il avait rêvé souvent qu'il était là, que deux heures venaient à sonner, que le vertige s'emparait de lui et le précipitait sur le pavé pour l'expiation de quelque crime ténébreux. Tels étaient ses rêves, et aujourd'hui, ce n'était pas un rêve, il était bien réellement là, et l'échelle était secouée par l'ouragan, et la neige tourbillonnait autour de lui, et les éclairs sillonnaient le ciel au-dessus de sa tête, et à la lueur de chaque éclair la nappe de neige qui couvrait les toits, les montagnes, la vallée, la contrée entière, ressemblait à un immense incendie, et deux heures sonnaient sous ses pieds, et les cloches hurlaient, fouettées et irritées par la tempête, — et il se tenait debout et ferme à son poste, il n'avait pas le vertige, il n'était pas précipité du haut de l'échelle!

« Il savait donc qu'aucune faute ne pesait sur lui. Il avait fait son devoir là où des milliers d'autres ne l'eussent pas fait; il avait sauvé sa ville natale, il l'avait sauvée seul du plus effroyable péril. L'orgueil de cette pensée n'était chez lui qu'une prière d'actions de grâces. Il ne pensait pas aux éloges qu'il allait recevoir; il pensait à ses concitoyens, qui allaient respirer enfin après des heures d'angoisses; lui-même, après bien des mois, il sentait ce que veulent dire ces mots : respirer librement! Cette nuit lui avait rendu la joie et le goût de la vie. Chez les hommes tels qu'Apollonius, la meilleure récompense d'une bonne action, c'est qu'ils se sentent plus forts pour en accomplir d'autres.

« Cependant la foule était toujours tumultueuse sur la place, quand le second coup de foudre éclata. Ce fut un moment de stupeur. Pendant l'intervalle des éclairs, on avait vu sur les ardoises de la toiture de petites flammes s'agiter, voltiger çà et là, courir les unes après les autres, et, quand elles se rencontraient, former une sorte de foyer; parfois l'orage les éparpillait, souvent même elles semblaient éteintes, puis elles reparaissaient soudain plus vivaces et plus hautes. Un nouveau cri : Au feu! avait retenti plus violemment par toute la ville. On criait aussi : « Nettenmair? où est Nettenmair? — Il est sur la tour! » dit une voix. Chacun se sentit rassuré. La plupart ne connaissaient pas Apollonius, même parmi ceux qui l'appelaient, et ceux qui ne le connaissaient pas étaient précisément ceux qui criaient le plus fort. Aux heures de détresse publique, la foule s'attache ainsi à un nom d'homme, quelquefois à un simple mot. Pour les uns, c'est un moyen d'étouffer la voix de leur conscience qui leur dit de se montrer et d'agir, et ces hommes qui se sont dispensés du devoir, vous les verrez toujours, si le libérateur invoqué ne réussit pas, épiloguer sur sa conduite, discuter ceci et cela, ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait. Pour les autres, c'est seulement une manière de détourner un instant la pensée du péril, de se faire illusion à eux-mêmes. On savait bien, en réalité, que personne ne pouvait se risquer au sommet de la flèche au milieu de cette tempête..... Aussi, quand on vit s'ouvrir la porte de service, quand on vit une échelle appliquée à la muraille, quand on comprit qu'un homme osait une pareille chose, la stupeur fut aussi grande qu'au mo-

ment où avait éclaté la foudre. Et voilà l'échelle accrochée, la voilà qui se balance avec l'homme, au milieu des éclairs et des tourbillons de neige; on la voit d'en bas, cette échelle, on la voit toute petite, toute grêle, et elle est lancée comme une cloche à cette hauteur effroyable. Chacun retenait son haleine. Cent visages, tous différens, exprimaient une même émotion. Nul ne croyait à une telle audace, et chacun cependant voyait bien l'audacieux; nul n'y croyait, et chacun des assistans était lui-même sur l'échelle (tant l'angoisse était vive!), chacun était balancé par l'orage sur ce frêle appui; si l'homme fût tombé, chacun eût senti le coup... Enfin, quand l'homme fut descendu de l'échelle, quand l'échelle décrochée eut disparu par la porte de service, quand tous les témoins de la scène ne se sentirent plus suspendus au-dessus de l'abîme, l'admiration commença à lutter avec l'angoisse. Une voix tremblante, une voix de vieillard se mit à chanter le psaume : « Maintenant, vous tous, remerciez Dieu. » Et quand il fut arrivé à ce verset : « Dieu qui vous a sauvés! » alors seulement ils comprirent tout ce qu'ils auraient pu perdre, tout ce que leur avait conservé le dévouement d'Apollonius. Des milliers de voix entonnèrent le psaume à l'unisson, et l'hymne de la reconnaissance parcourut bientôt toute la ville; il s'étendait de rue en rue, de place en place, partout où il y avait des hommes; il pénétrait dans les maisons, dans les chambres, il montait jusqu'aux toits; le malade dans son lit, le vieillard sur son fauteuil, où l'avait retenu sa faiblesse, se mêlaient de loin à ce concert; les enfans même, qui ne comprenaient ni les paroles du psaume ni le danger auquel on venait d'échapper, les enfans chantaient aussi. La ville était comme une immense cathédrale, et l'orage, avec les roulemens de tonnerre, semblait un orgue gigantesque. Et de nouveau ces cris retentissaient : « Nettenmair! où est Nettenmair? où est notre sauveur, notre libérateur, le brave jeune homme? » On ne pensait plus à l'orage; la foule se pressait au pied de la tour, et envahissait l'escalier de pierre..... »

Voilà une scène émouvante même dans son exagération, voilà surtout une intention profondément morale : je voudrais que M. Ludwig sût en dégager une leçon pour lui-même. Ce n'est pas seulement le héros de ce récit qui a ses démons intérieurs à conjurer; M. Ludwig est obsédé aussi de je ne sais quelles inquiétudes maladives. Ame candide, il voit le monde sous un jour sinistre. Avant d'écrire ce roman, M. Ludwig avait composé deux drames qui révélaient, avec des qualités du premier ordre, une inspiration peu maîtresse d'elle-même. Les plus fervens admirateurs de M. Ludwig étaient alarmés de certains symptômes étranges. Cette sombre vigueur ressemblait parfois à la vigueur du délire. Soit que dans *les Macchabées* il peignît les supplices de l'héroïsme, soit qu'il montrât dans *le Forestier* une humble famille de nos jours poursuivie par cette fatalité qui frappait les Atrides, son imagination effarouchée produisait des effets grandioses, mais douloureux. On eût dit qu'il souffrait de ses propres inventions, et qu'une force irrésistible dominait son talent. Ses premiers drames auraient pu être dédiés

aux romantiques de la restauration, à Zacharias Werner et à Henri de Kleist. Zacharias Werner, qui a terminé sa vie dans les extravagances du mysticisme, n'obéissait pas à une inspiration plus lugubre quand il écrivait *le 24 Février*, et ce malheureux Henri de Kleist, qui a fini par demander au suicide la guérison de ses tortures morales, était-il plus désolé que M. Ludwig, lorsqu'il racontait l'effrayante histoire intitulée *Michel Kohlhaas?* M. Ludwig est-il délivré enfin de sa misanthropie? Nous aimons à le croire. Le roman dont je viens de parler est dédié à M. Berthold Auerbach, à cet artiste franc et net qui connaît le prix de la vie, qui prêche sous maintes formes la sérénité de l'esprit, la joie de la vertu et la confiance dans les lois morales de l'univers. Cette dédicace est comme un gage d'affranchissement spirituel. Si M. Ludwig n'avait pas couronné son œuvre par la scène que je viens de traduire, il n'aurait pas eu l'idée d'en faire hommage à l'auteur des *Histoires de Village* et de *l'Écrin du Compère*. Qu'il s'affermisse dans cette voie. Débarrassée des obsessions du doute, son imagination déploiera une vigueur nouvelle, une vigueur saine et féconde, et le talent qui lui servait jadis à désoler ses lecteurs guérira les blessures qu'il a faites.

La mission de l'art n'est pas d'effrayer et de désenchanter les âmes. Un poète allemand a dit : « La vie est triste, l'art est serein. » Disons mieux encore : La vie est bonne et belle pour qui l'interroge en chrétien, en philosophe et en poète. Il faut montrer que le mal, en fin de compte, ne triomphe jamais, que la douleur même est un bien et que la vertu en profite; il faut montrer que le monde est beau malgré les méchans et les lâches. Pourquoi M. Ludwig ne s'est-il pas souvenu de ce rôle de la poésie en terminant son récit? Apollonius, dans cette partie du roman, n'est pas suffisamment guéri de ses terreurs, il ne jouit pas assez des victoires de sa vertu, sa conscience le tourmente encore, et il n'ose épouser Christiane. Je regrette cette fin du récit, je regrette surtout la morale métaphysique et fort peu intelligible que l'auteur a tirée de son roman. M. Ludwig intitule ce livre *Entre le Ciel et la Terre,* parce que les principales scènes se passent sur le toit de l'église Saint-George, dans le domaine du couvreur, comme il dit; — puis tout à coup, à la dernière page, faisant de ces mots un symbole philosophique, il recommande à l'homme de vivre aussi entre le ciel et la terre, c'est-à-dire de ne pas aspirer au ciel, car le ciel n'existe pas hors de nous, et ce que nous appelons de ce nom n'est que la félicité d'une conscience pure. Je crois qu'en traduisant ainsi, je donne à la pensée de M. Ludwig une précision qu'elle n'a pas; si j'ai bien compris pourtant ses mystérieuses paroles, M. Ludwig aurait passé bien vite d'un extrême à l'autre. Naguère encore il maudissait la terre et l'existence d'ici-

bas; aujourd'hui en serait-il venu à nier l'immortalité de l'âme, et, s'attachant à la vie présente, voudrait-il nous interdire l'espérance et le sentiment de la vie future? On voit que M. Ludwig a encore des progrès à faire avant de trouver son équilibre.

Cette logomachie, empruntée au panthéisme, est une fâcheuse conclusion pour un livre dont une pensée morale anime les meilleures parties. Heureusement l'impression générale qui reste dans l'esprit efface cette dernière page. La vraie conclusion, c'est qu'il n'est pas besoin de briller sur un théâtre et d'attirer l'attention des hommes pour que la vie acquière tout son prix, et que chacun de nous dans le silence et dans l'ombre peut atteindre à la vraie grandeur. Le héros de M. Ludwig donne la main à celui de M. Freytag; Antoine Wohlfart et Apollonius Nettenmair, l'artisan de la petite ville et le commis-négociant de la grande cité nous prêchent la même doctrine. Cette doctrine n'est pas nouvelle; ce qui est neuf, c'est la sincérité ardente avec laquelle les deux écrivains ont rempli leur tâche, c'est cette foi vigoureuse qui leur a permis de prêcher l'accomplissement du devoir sans tomber dans la banalité de la vieille école ou dans les déclamations révolutionnaires des derniers temps. De là une vraie poésie parfaitement appropriée à notre XIXe siècle. L'Allemagne a senti qu'il y avait là un principe de vie, et le succès moral a été aussi grand que le succès littéraire; heureux les écrivains qui, en attachant le lecteur à des fictions romanesques, fournissent aussi à leur patrie des consolations et des encouragemens!

Moralité et poésie, c'est là sans doute la loi éternelle de l'art; il semble cependant qu'à de certaines époques il soit plus nécessaire que jamais de rappeler cette loi impérieuse. Dans les temps de culture raffinée, la crainte du lieu commun enfante la recherche du mal. On ne peint pas le vice pour le flétrir, on le peint avec complaisance, comme si on avait découvert une veine neuve et fertile. Les bas-fonds des grandes villes, les choses louches, ténébreuses, tout ce qu'un vrai poète évite, ce que le satirique signale seulement au passage et marque d'un trait brûlant devient la matière même de l'art dégénéré. Courtisanes et baladins sont les héros du jour, ils ont des poètes en titre pour célébrer leurs esploits. Il ne s'agit plus de charmer l'intelligence, encore moins d'élever l'âme vers l'idéal; le roman et le théâtre semblent n'avoir d'autre ambition que de flatter les pires instincts de la nature. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, malgré la fièvre de jouissances qui énerve la société française, malgré l'abaissement des caractères et la corruption des mœurs, nous sentons trop vivement notre mal pour ne pas en guérir un jour. Au moment où la France vient d'accomplir de grandes choses à l'extérieur, il en coûte de penser que sa vie intellectuelle puisse offrir

longtemps de pareils symptômes. N'y a-t-il pas ici un singulier contraste? L'Allemagne souffre du rôle médiocre qu'elle a joué dans la politique européenne, et sa littérature se relève pour consoler les âmes; la France est glorieuse par l'action, et sa littérature semble frappée de langueur. L'histoire dira les causes de ce contraste, elle dira surtout, nous l'espérons, qu'il n'y a eu là qu'une crise passagère, un affaissement momentané de la conscience publique. Le sentiment de l'idéal reparaîtra; la foi aux principes, conservée du moins dans les œuvres de critique et d'histoire, ranimera aussi les travaux de l'imagination. Nous ne laisserons pas nos voisins poursuivre seuls la réaction morale dont nous venons de montrer les symptômes. Nous comprendrons l'inspiration des romanciers de Londres, la virile esthétique de Charles Dickens, de William Thackeray, de mistress Gaskell, de Charles Kingsley; nous comprendrons ce que la moralité unie à la poésie enseigne aux conteurs de l'Allemagne. Le jour où les peintures si recherchées aujourd'hui de nos romanciers et de nos écrivains de théâtre ne seront plus que des vieilleries nauséabondes, et ce jour-là n'est pas loin, on saura enfin que la nouveauté poétique n'est pas dans la prétendue hardiesse des sujets, mais dans l'âme de l'écrivain; le thème le plus rebattu peut devenir une mine d'or, si l'écrivain y apporte une inspiration franche et ardente. Dickens et Thackeray l'ont prouvé en Angleterre, l'Allemagne vient de le prouver à son tour. Voilà pourquoi j'ai été heureux de signaler à l'attention des esprits élevés l'école poétique et morale qui se développe au-delà du Rhin, cette école qui s'est déjà constituée avec M. Berthold Auerbach, dont M. Julien Schmidt est le critique, et dans laquelle viennent de se placer au premier rang ces deux hommes, si divers de talent et d'allure, mais également dévoués à la régénération de leur pays, M. Gustave Freytag et M. Otto Ludwig.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Mme ROSE

DERNIÈRE PARTIE.[1]

V.

Quand M. de Francalin arriva à Paris, une fantaisie nouvelle s'était emparée de Valentin. Il le trouva dans son entresol de la rue de la Victoire en train d'essayer un uniforme tout battant neuf de capitaine de la garde nationale.

— Quel est ce déguisement? dit George.

— Que parles-tu de déguisement? s'écria Valentin; ne sais-tu pas que la société est en péril? Il est temps que les hommes de cœur s'arment pour défendre l'ordre et la famille.

Un domestique, qui cogna timidement à la porte, interrompit la philippique de Valentin; il apportait une lettre dont un cachet de cire parfumée fermait l'enveloppe couleur d'azur.

— Ah! de Juliette!... s'écria le défenseur de la famille. Il lut rapidement la lettre. — C'est bien, j'irai, dit-il. — Tu le vois, reprit-il après que le domestique se fut retiré, je ne m'appartiens plus... Dans une heure inspection, ce soir prise d'armes, et il y a une première représentation aux Variétés, où j'ai promis d'aller. Toi, tu ne me quittes pas; si tu veux, je te fais nommer lieutenant.

Comme beaucoup d'hommes préoccupés de choses qui leur sont personnelles, Valentin s'enquérait fort peu de celles qui intéres-

(1) Voyez la livraison du 15 février.

saient son ami; il entraîna George aux Champs-Élysées, où sa compagnie paradait, le contraignit à le suivre à l'Hôtel-de-Ville, où il était de garde le soir, et le mena souper au Café-Anglais. Au bout de trois jours, M. de Francalin fut las de cette existence tapageuse et partit pour Beauvais.

Mme la baronne Alice-Augustine de Bois-Fleury était bien telle que George l'avait représentée : elle occupait un vaste hôtel dans une des plus belles rues de la ville, et y recevait avec de grands airs le monde le plus distingué du chef-lieu. Quand son neveu arriva, elle était à sa toilette. — Priez M. le comte, mon neveu, dit-elle, de m'attendre dans le boudoir.

Ce titre de *comte* qu'elle donnait à M. de Francalin était de son invention, mais elle le tenait pour authentique. Si, l'*Armorial de France* à la main, on avait voulu lui prouver que George n'y avait aucun droit, elle aurait déclaré tout net que l'*Armorial de France* était un sot et ne s'y connaissait pas. A bout d'argumens, George la laissait dire.

Mme de Bois-Fleury parut bientôt un éventail à la main, et dans l'attitude qu'elle aurait prise pour une présentation à la cour. Elle tendit sa main à M. de Francalin, qui la baisa. — Je vous remercie de votre empressement, mon beau neveu, dit-elle; il me prouve que vous êtes tout prêt à faire ce que j'attends de vous.

George sourit. — Je ne crois pas, belle tante, dit-il; bien plus même, j'ai grand'peur que la race des Francalin n'expire avec moi.

Mme de Bois-Fleury agita son éventail comme Mme la duchesse de Châteauroux aurait pu le faire quand un ministre du roi hésitait à lui accorder ce qu'elle demandait. — Mlle de Valpierre dîne ce soir à l'hôtel, vous la verrez, reprit-elle.

Mlle de Valpierre s'assit en effet à la table de la baronne et passa la soirée à l'hôtel, où quelques personnes firent un peu de musique et jouèrent au whist jusqu'à minuit. C'était une grande jeune fille blonde, qui avait l'air très doux. George causa pendant quelques minutes avec elle. Quand il n'y eut plus personne au salon, la baronne montra à son neveu un fauteuil voisin de celui qu'elle occupait. — Eh bien! dit-elle, comment la trouvez-vous?

— Suffisamment jolie et parfaitement bien élevée.

— Éléonore de Valpierre a dix-neuf ans, et tient aux familles les plus considérables de la Picardie; elle a de plus une fortune personnelle qui dépasse quatre cent mille francs.

— C'est fort beau.

— Si tel est votre avis, je n'ai plus qu'à demander sa main en votre nom; elle ne me sera pas refusée. Embrassez-moi, mon neveu, et dormez bien.

M. de Francalin embrassa Mme de Bois-Fleury et ne remua point. — Ma chère tante, reprit-il, vous ne voudriez pas me conseiller de commettre une vilaine action; eh bien! celle d'épouser Mlle de Valpierre serait fort laide; Mlle de Valpierre est faite pour être aimée, et je sens que je n'ai pas le cœur au mariage.

— Que signifie ce langage? Voyons, parlez clairement.

George prit entre ses mains les deux mains de sa tante : — Vous souvient-il d'un temps où un écolier, qui pouvait bien avoir seize ans, vint passer les vacances dans un beau château tout au bord de l'Oise, à quelques lieues d'ici?

Mme de Bois-Fleury rougit très fort. — Quel rapport voyez-vous entre ce château et ce qui se passe en ce moment? dit-elle.

— A cette époque-là, poursuivit George sans répondre directement à l'observation de la baronne, il y avait dans le château une femme qui était dans tout l'éclat de sa beauté : c'était moins une mortelle qu'une déesse. L'écolier qui vivait auprès d'elle était à peu près dans l'âge de Chérubin; il en avait toutes les agitations. La personne qu'il voyait à toute heure fondait en un seul amour tous ces amours divers que le page de la comédie éprouvait pour la comtesse, pour Suzanne, pour Fanchette. Il avait des tressaillemens subits quand il rencontrait sa main, il ne pouvait la voir et l'entendre sans pâlir ou rougir. Quels trésors n'avait-il pas amassés de bouts de rubans, de fleurs un instant caressées par elle, de gants perdus! Comme il les embrassait, quand personne ne pouvait le surprendre! Un soir, — soir lumineux et d'impérissable mémoire, — il la rencontra seule dans un jardin; elle avait une robe blanche et les bras nus, elle venait de perdre une rose qu'on voyait flotter à la surface d'un ruisseau. Quels doux mouvemens pour l'atteindre et quels légers cris! Elle fit signe à l'écolier, qui d'un bond saisit la fleur et la lui présenta; mais à la vue de tant de grâce, animée et comme embellie par la course, il eut comme un éblouissement. — Ah! je vous aime, je vous aime! s'écria-t-il en couvrant ses mains et ses bras de baisers brûlans. — George! dit-elle. A ce mot, la fièvre de l'écolier tomba; il devint pâle et s'échappa en courant. Le lendemain, il n'osait regarder celle qu'il avait offensée; cependant il rencontra ses yeux; il y avait dans leur douce clarté plus d'indulgence que de colère, et puis il tremblait tant! Ah! si pour elle il eût fallu se jeter sous la roue d'un moulin, il s'y serait précipité tête baissée! Eh bien! ce qu'il éprouvait alors, cet écolier, à présent qu'il a âge d'homme, il l'éprouve encore, mais un autre sentiment a remplacé le sentiment qu'il ne pouvait ni combattre, ni avouer.

George raconta alors à Mme de Bois-Fleury toute son histoire, sans rien omettre et sans rien cacher, avec cette chaleur et cet entraîne-

ment qui imposent l'attention. Tout son cœur débordait. Peu de femmes restent insensibles à l'expression d'un amour jeune et sincère, même lorsqu'elles n'y sont pas engagées. George était assuré de la sympathie de celle qui l'écoutait; son émotion eut comme un retentissement dans le cœur de Mme de Bois-Fleury.

— Pourquoi êtes-vous venu? demanda la baronne.

— J'étais si malheureux!...

Toute bouleversée, Mme de Bois-Fleury prit la tête de George entre ses mains et l'embrassa sur le front avec un élan où une nuance de tendresse indéfinissable se mêlait à l'expression de l'amour maternel. — Eh bien! dit-elle, qu'il ne soit plus question de Mlle de Valpierre ni d'une autre! Si vous épousez Mme Rose, vous me la conduirez, et je l'aimerai; si vous êtes malheureux, vous pleurerez près de moi.

Mme de Bois-Fleury n'avait jamais oublié l'épisode auquel M. de Francalin avait fait allusion. Cette fougue, ce transport, ce cri qu'il venait de rappeler, l'avaient remuée jusqu'au fond des entrailles. Sincèrement attachée à ses devoirs, elle n'avait jamais rien laissé paraître de cette émotion qu'elle avait combattue et dominée; mais sa rigidité en avait été amollie, et c'était comme un point lumineux de sa vie vers lequel sa pensée la reportait souvent. De ce jour-là, elle était devenue la meilleure amie de George et la plus dévouée; elle avait en quelque sorte remplacé la mère qu'il n'avait plus, mais de loin et secrètement, pour ne pas s'exposer à une nouvelle secousse. Elle avait même enveloppé sa vive et profonde affection de formes graves et méthodiques et d'une sorte de solennité qui la préservait du danger des épanchemens. C'était elle qui, à l'insu de George, prenait soin de sa fortune, la réparait quand elle était compromise et veillait à ce que rien ne menaçât le repos d'une existence qu'elle voulait rendre heureuse. Veuve depuis trois ou quatre ans et plus âgée que George de huit ou dix, Mme de Bois-Fleury avait eu la pensée de le rapprocher de Beauvais par un mariage qu'elle-même aurait préparé. A son insu peut-être et tout en songeant au bonheur de George, elle avait fait choix d'une femme que sa beauté ou sa supériorité intellectuelle ne pouvait pas rendre redoutable, non pas qu'elle désirât revenir en rien sur le passé, mais parce qu'elle voulait rester la première dans le cœur de George. Un mot avait renversé tout cet échafaudage et ces longs projets. Certes Mme de Bois-Fleury n'avait pas entendu l'aveu de cet amour si violent sans un déchirement secret qui avait rajeuni son cœur en le faisant saigner, mais elle avait noyé cette émotion jalouse sous un flot de tendresse épurée, et la femme s'effaça devant la mère quand elle embrassa George sur le front.

George demeura chez sa tante quelque temps, s'efforçant de ne plus penser à Mme Rose et y revenant sans cesse: mais cet éloignement dans lequel il avait cherché un soulagement irrita bientôt sa blessure au lieu de la guérir. Beauvais était pour lui comme le bout du monde. Au moins à Paris avait-il la chance de rencontrer Mme Rose. Elle n'avait plus rien à lui demander, à présent qu'il avait cédé à son désir et bien compris que tout mariage lui était impossible. Il lutta quelques jours; mais, son angoisse devenant de plus en plus vive, il prit prétexte d'une lettre d'affaires pour retourner à Paris, où son premier soin fut de s'informer de Tambour, qu'il y avait laissé sous la surveillance de Jacob. Tambour n'était plus au logis; dès le premier jour, il avait pris la fuite. Jacob l'avait fait afficher sans succès. A bout de recherches, l'idée lui était venue de courir à Maisons. Tambour s'y promenait, tout le monde l'y rencontrait du matin au soir, il avait les mœurs errantes d'un *outlaw*. Une nuit il dormait chez Mme Rose et le lendemain chez Canada. Il rendait visite aussi à Pétronille, qui gardait la Maison-Blanche. Jacob désespérait de le ramener à Paris. — Il voyait bien, disait-il, que Tambour avait des intelligences dans le pays. — Heureux Tambour! murmura George, et il donna ordre qu'on le laissât tranquille.

Valentin avait été prévenu du retour de George. Il se hâta de l'introduire dans les boudoirs où il avait ses libres entrées. A cette époque, la fièvre révolutionnaire, communiquée par les événemens de février et qui avait fait explosion aux journées de juin, n'était point calmée encore; on sentait dans la ville comme le frisson du vent sur la mer. Le lendemain n'était jamais sûr, on vivait au jour le jour; mais cette agitation n'empêchait pas qu'on ne cherchât les plaisirs avec la même ardeur qu'au temps de la plus grande sécurité. Il y avait même une certaine excitation produite par l'imprévu qui donnait à ces plaisirs une saveur plus vive et plus séduisante. George se laissa faire, mais la lassitude et l'ennui s'asseyaient partout à côté de lui. Son seul bonheur était de se promener la nuit seul sur les boulevards, et de revoir en esprit la maison d'Herblay, la grande prairie où l'ombre des peupliers se jouait, la forêt de Saint-Germain, les canots sous les saules, et dans cette campagne si souvent parcourue l'image d'une femme svelte et souriante qui lui tendait la main. Le tumulte des événemens et le cri des passions déchaînées faisaient moins de bruit à son oreille que le doux murmure d'une voix mystérieuse qui parlait tout bas dans son cœur. Il n'entendait qu'elle dans Paris; au milieu de ce tumulte et de ce choc quotidien des hommes, il était seul. Quelquefois il s'étonnait du long silence que gardait Mme Rose : était-elle toujours à Herblay, et se pouvait-il qu'elle l'oubliât à ce point? Il rentrait précipitam-

ment chez lui, et cherchait une lettre; la lettre n'arrivait jamais. Alors aussi l'idée de l'inconnu qui deux ou trois fois avait rendu visite à Herblay revenait le poursuivre. Si dans ces momens-là tout à coup la générale eût battu, George se fût élancé avec joie pour mourir à l'assaut d'une barricade. Pouvait-il douter en effet qu'un mystère n'existât dans la vie de Mme Rose, et ce mystère ne se rattachait-il pas à cet étranger qu'il n'avait jamais vu?

Valentin, qui aimait sincèrement George, ne comprenait pas que les amusemens de toute sorte auxquels il le conviait n'eussent aucune action sur sa tristesse. Un soir, las de lui verser du vin de Champagne, Valentin prit George à part.

— Écoute, lui dit-il, il faut que cela finisse. Casse-moi la tête si tu veux, tu ne m'empêcheras pas de te parler de Mme Rose.

— Parle, répondit George.

— Un jour que tu étais plus triste qu'un tombeau, l'idée me vint d'aller à Herblay. Je me souvenais parfaitement de Mme Rose pour l'avoir vue au temps où nous portions des feuilles à nos chapeaux. Je ne savais pas bien ce que je voulais lui dire; mais tu me faisais pitié.

George serra la main de Valentin. — Attends, reprit celui-ci, tu me remercieras tout à l'heure. J'arrive donc à Herblay, et je monte la côte fort en peine de mon discours. Si elle a un petit brin de cœur dans la poitrine, pensais-je, elle va me dire de lui amener George. Une voix de femme me fait lever la tête. Je regarde, c'était Mme Rose; elle marchait au bras d'un grand jeune homme qui avait des moustaches noires et qui fumait.

— Ah! fit George.

— Je n'en voulus pas voir davantage, et redescendis la côte sans plus songer à mon discours. Voilà ce que j'avais à te dire. A présent mange et bois, et n'y pense plus.

— Tu dis un grand jeune homme?

— Oui, avec des moustaches noires et un cigare.

— Merci.

George était d'une pâleur de mort. Il remplit son verre de vin de Champagne et le vida d'un trait. Il riait beaucoup; mais Valentin, malgré son étourderie, ne fut pas la dupe de cette gaieté. — Es-tu bête! lui dit-il, tu as la fièvre, va te coucher... J'ai peut-être eu tort de te raconter cette histoire!

— Non, dit George, cela m'a fait du bien.

Pendant deux heures, George resta étendu sur son lit les yeux ouverts; il pleurait comme un enfant. Au petit jour, il n'y tint plus, et courut au chemin de fer de la rue Saint-Lazare. Un convoi partait pour Rouen; il s'y jeta et s'arrêta à Maisons. Cinq minutes après, il

avait traversé le pont et cherchait Herblay des yeux. A mi-côte, un chien courut à sa rencontre, et faillit le jeter par terre en sautant sur lui. C'était Tambour qui aboyait de toutes ses forces. Il faisait mille bonds en tournant autour de lui. Ils arrivèrent ainsi à la petite maison d'Herblay. La porte était entr'ouverte; Tambour la poussa, et George le suivit jusque dans le petit salon où Mme Rose l'avait reçu une première fois. Un jeune homme était assis dans un fauteuil auprès de la fenêtre. Il lisait un journal. A la vue de George, il se leva et salua. George remarqua qu'il avait des moustaches noires. — C'est donc vrai, pensa-t-il.

Tambour, qui ne se tenait pas de joie, allait et venait par la chambre; après chaque tour, il frottait son museau contre la main pendante de George. Les deux jeunes gens se regardaient. Un demi-sourire passa sur les lèvres de l'inconnu. — A la pantomime de ce chien, je vois bien que vous êtes son maître; veuillez vous asseoir, monsieur, je vous prie, dit-il avec la plus grande politesse.

Comme George appuyait sa main sur le dos d'un fauteuil sans répondre, la porte du salon s'ouvrit de nouveau, et Mme Rose parut. Elle était un peu plus pâle qu'au temps où George l'avait quittée. A son aspect, elle eut comme un léger tressaillement; mais, se remettant presque aussitôt : — M. George de Francalin, dont je vous ai parlé quelquefois, dit-elle en se tournant vers le jeune homme aux moustaches noires.

Et désignant celui-ci à George : — M. le comte Olivier de Réthel, mon mari, ajouta-t-elle.

VI.

La présence de M. Olivier de Réthel, ce mari qui mettait à néant toutes les espérances de M. de Francalin, lui fit cependant éprouver comme un sentiment de joie. Mme Rose ne perdait rien de cette auréole dont il l'avait entourée, et restait telle qu'il l'avait aimée. George ne pensa pas une minute à repartir pour Paris. Si douloureuse que lui fût la vue d'un étranger qui avait tous les droits d'un maître dans cette maison où si longtemps il avait été seul, qu'était-ce en comparaison de ce qu'il avait craint? Tout cédait devant cette pensée rafraîchissante, qu'il pouvait aimer Mme Rose sans rougir. Chez certaines âmes délicatement douées ou élevées à un niveau supérieur par de grandes passions, la connaissance d'un malheur irréparable cause moins de souffrances que la perte d'une de ces croyances dont les racines sont au cœur. George, que M. Olivier de Réthel retint à déjeuner avec une parfaite aisance, rentra chez lui,

sinon heureux, du moins calme. Une barrière infranchissable existait entre Mme Rose et lui; mais l'image adorée avait la même pureté et le même rayonnement.

George n'hésita pas à retourner chez Mme Rose dans la journée. Elle lui fut reconnaissante de cet empressement, qui donnait à leurs relations le caractère d'une intimité honnête et franche. M. de Réthel, qui avait beaucoup à écrire, les laissa seuls; mais il ne le fit pas avant d'avoir causé quelques instans avec M. de Francalin. Il avait en toutes choses une rare élégance et les manières simples du meilleur monde, avec une certaine brusquerie qui n'était pas sans originalité. Quand Mme Rose se trouva seule avec George, ils se promenèrent autour de la maison, et descendirent dans le pays pour voir la Thibaude et Jeanne, sur qui Mme Rose veillait toujours. La petite fille avait le visage vermeil comme une pomme; elle se jeta dans les bras de Mme Rose avec cette familiarité qui succède si vite chez les enfans de la campagne à une timidité farouche. Tout allait bien dans ce ménage, dont la vue rappela à M. de Francalin les premières paroles échangées avec Mme Rose auprès d'un berceau. La Thibaude remercia George des secours qu'il avait envoyés à Jeanne malgré son absence. C'était encore une attention de Mme Rose, qui l'associait à sa vie. Il n'était donc pas un étranger pour elle! Il ne voulut pas détromper la Thibaude pour rester l'obligé de Mme Rose. Quand ils sortirent, la jeune femme prit le bras de George comme au temps passé.

— Se peut-il que je sois si tranquille auprès de vous après ce que j'ai vu? dit M. de Francalin, tandis qu'ils côtoyaient la rivière.

— Pourquoi ne le seriez-vous pas? Ce que j'étais hier pour vous, ne le suis-je pas aujourd'hui? répondit Mme Rose. Qu'y a-t-il de changé entre nous?

George lui pressa doucement le bras. — Mais, reprit-il, pourquoi m'avez-vous laissé partir sans me dire la vérité?

— Le pouvais-je sans vous dire le nom de mon mari? répondit Mme Rose; il y avait dans cet aveu inévitable comme un blâme dont j'avais l'instinct, et que je ne me croyais pas en droit de faire subir à celui dont je porte le nom... Je ne m'explique peut-être pas bien... Essayez de me comprendre.

— Mais, reprit George, quel motif a donc ramené M. de Réthel auprès de vous? Quand et comment est-il arrivé? A-t-il le projet de vivre dans la retraite ou l'intention de vous conduire à Paris?... Pardonnez-moi toutes ces questions, et n'y voyez pas autre chose que le sentiment profond que m'inspire une personne en qui je ne verrai jamais que Mme Rose, quel que soit le nom qu'elle porte. Me le permettez-vous?

— Ah! je fais mieux, je vous le demande!... Il me semble que j'aurai moins à craindre auprès de vous à présent que vous connaissez la vérité.

— Eh bien! parlez-moi de M. de Réthel.

— Vous savez quel rôle il a joué pendant la dernière révolution, et quelle place il tient dans le parti qui s'agite toujours. Le repos est insupportable à un tempérament aussi terrible. Toutes les agitations dans lesquelles il m'a fait vivre chez lui ont été la cause de notre séparation, il s'y replongera fatalement; son passé engage son avenir. Il était à Paris dans ces derniers temps; souvent il m'écrivait, et vous n'avez certainement pas oublié l'état dans lequel me mettaient ces lettres, dont l'origine vous était inconnue. Pouvais-je m'éloigner, quand tous les jours il était en péril de mort?... Je suis sa femme, et je n'ai pas à le juger. Vous savez cependant comment j'oubliais tout... Quelquefois je me berçais de l'illusion que cette vie, dont j'avais contracté la douce habitude à Herblay, pourrait durer. Tout à coup une lettre nouvelle m'arriva au moment où je venais de trouver sur ma fenêtre un bouquet laissé par vous après un jour passé sans vous voir. M. de Réthel m'appelait à Paris pour me prévenir que peut-être il serait contraint de me demander asile au premier moment. « Si vous êtes menacé, venez, » lui dis-je. Je compris alors qu'il fallait cesser de vous voir, c'est pourquoi je vous pressai de partir. Je n'avais rien à me reprocher, mais j'avais peur de votre désespoir. Un soir, il y a de cela huit jours, M. de Réthel a frappé à ma porte. Il ne m'a plus quittée depuis ce moment. Deux ou trois personnes sont venues le trouver. Il reçoit beaucoup de lettres, et il a l'air très préoccupé. Quelque chose se prépare que je ne connais pas. Il m'a déjà prévenue qu'il me quitterait un de ces jours tout à coup... Ce qu'il projette me fait peur. Olivier s'agite dans un enfer! Il y a des heures où je le plains amèrement.

Mme Rose détourna la tête pour essuyer ses yeux. Son émotion était visible, et George la comprenait. Le nom de M. Olivier de Réthel avait suffi pour expliquer à George la situation de Mme Rose. Le comte était l'un des chefs reconnus d'une des fractions militantes de la démocratie. Issu d'une famille d'ancienne noblesse, Olivier avait rompu avec son passé et brisé un à un tous les liens de la tradition, de l'habitude, de l'éducation. Patricien, il combattait avec la plèbe; fils d'un pair de France, il était l'un des instrumens les plus actifs des sociétés secrètes. Il avait d'incontestables qualités qui mettaient sa personnalité en relief, un certain talent de parole, une grande bravoure, de l'audace; le prestige de son nom lui donnait en outre un éclat et une autorité qu'à mérite égal ses amis n'avaient pas. Seulement le tribun était resté gentilhomme, et s'il touchait la

main des pamphlétaires les plus fougueux, il mettait des bottes vernies pour aller au club.

— Comprenez-vous à présent, continua Mme Rose, pourquoi j'avais une telle hâte de vous voir loin de moi? Quel pouvait être le résultat de votre présence à Herblay? N'eussé-je pas mérité la confiance que mon mari mettait en moi, que la liberté où il me laissait m'aurait imposé le devoir de la justifier.

— Qu'allez-vous faire à présent? dit George.

— Eh! le sais-je? C'est un événement inconnu qui en décidera. Si j'en crois certains indices, cet événement ne tardera pas à éclater, il peut se faire alors que j'aille à Beauvais.

— A Beauvais! répéta George d'un air tout surpris.

— Vous ne savez donc pas qu'une de vos parentes est venue me voir il y a près d'un mois? Elle m'a mise au fait du motif de sa visite en quatre mots. La conversation n'était pas finie, que Mme la baronne de Bois-Fleury et moi nous nous entendions à merveille. Elle est restée trois jours et m'a embrassée en partant. Elle m'a dit de me souvenir dans l'occasion que j'avais une amie à Beauvais, et je m'en souviendrai. Il m'a semblé qu'elle m'aimait beaucoup à cause de vous, et un peu parce qu'elle a su que j'étais comtesse.

George sourit à ce mot, qui lui fit voir que Mme Rose avait pénétré Mme de Bois-Fleury d'un regard.

— Je devrais peut-être vous dire de partir, reprit-elle en regagnant sa maison, et cependant je désire que vous restiez.

— Eh bien! dit-il, je resterai jusqu'à ce que vous alliez à Beauvais.

A ces mots, Mme Rose, qui était sur le pas de sa porte, retint George par la main. — Il ne faut pas que vous vous méprenniez au sens de mes paroles, reprit-elle; tout ce qu'une honnête femme peut tenter, je le tenterai pour ramener M. de Réthel; il est auprès de moi, il est menacé, je porte son nom : c'est plus qu'il n'en faut pour m'indiquer un devoir auquel j'ai la volonté de ne pas faillir. Ne soyez donc pas surpris si quelque jour vous apprenez que je pars pour l'Amérique et pour toujours.

— Le ferez-vous sans m'en prévenir?

— Oh! vous ne le croyez pas! dit-elle avec vivacité.

L'accent de cette voix chérie fit tressaillir George : il vit bien que le cœur n'était pas du côté de la volonté, bien que celle-ci restât maîtresse; il ne prolongea pas l'entretien, et se retira à la fois triste et charmé. Comme M. de Francalin suivait la rivière, cherchant un bateau qui pût le conduire à la Maison-Blanche, il rencontra Canada qui achevait d'assujettir la porte d'une cabane dont il avait pêché tous les matériaux pièce à pièce dans la Seine. Canada jeta son

marteau et accueillit George par une vigoureuse poignée de main; puis il jeta un coup d'œil du côté d'Herblay et le reporta vers M. de Francalin. — Je vois à votre air que vous savez ce qui se passe là-bas. Ça m'a surpris tout de même le jour où cet autre est revenu... Dès que je l'ai vu, je me suis dit que vous ne tarderiez pas à paraître. A présent que vous avez fait votre visite, vous allez filer, j'imagine?

— Non, je reste, répondit George.

— Comme ça vous tient! On voit bien que vous avez des rentes! S'il vous fallait comme moi chercher dans l'eau votre dîner de tous les jours, vous auriez bien vite noyé l'amour!

Canada acheva d'assujettir la porte sur ses gonds. — Je la reconnais, cette porte, reprit-il : elle provient d'un gros bateau qui allait à Rouen et qui a donné contre une pile du pont ici près. Je l'ai pêchée.

Il fit un signe à George tout en cherchant des clous dans une caisse. — Approchez-vous donc, qu'on vous parle, ajouta-t-il. Tout marin d'eau douce que je suis, comme ils disent, j'y vois clair. Il y a une bourrasque dans le temps. Le monsieur de Paris qui est chez Mme Rose le sait bien, lui. Toutes sortes de gens vont et viennent par ici. Moi qui suis pour ceux d'en bas contre ceux d'en haut depuis l'affaire des lapins, vous savez, je leur rends de petits services dans l'occasion. S'il y a un bon avis à donner, c'est moi qui le fais passer. Tenez, vous allez voir.

Canada siffla, et Tambour entra dans la cabane. Le pêcheur tira de sa poche un papier, l'attacha au collier du chien et le lâcha. Tambour partit comme un trait.

— Ce n'est pas plus difficile que ça, continua-t-il; dans un quart d'heure, on saura chez Mme Rose que des gens à mine suspecte rôdent dans le pays depuis ce matin. Ce que j'en fais, c'est autant pour elle que pour lui; à part le profit que j'en tire, je ne voudrais pas qu'elle fût inquiétée. On ne se gêne guère aujourd'hui pour vous mettre la main sur le collet pendant la nuit.

— Sérieusement craignez-vous quelque chose? dit George, que les confidences de Canada étonnaient un peu.

Canada regarda autour de lui en jouant du marteau et fit un mouvement de tête affirmatif. — Dame! dit-il, tout est possible; s'il plaît aux hommes de se faire casser la tête, vous comprenez, ça les regarde; mais il ne faut pas que Mme Rose en souffre.

— S'il arrivait quelque chose, me préviendriez-vous? demanda M. de Francalin.

— Sur-le-champ, et sans penser au dérangement qui pourrait en résulter pour moi.

George rentra chez lui l'esprit tout plein de ce que Canada lui avait dit. Ce qu'il avait pu voir de l'état de Paris pendant le séjour qu'il y avait fait ne lui laissait aucun doute sur la possibilité d'un mouvement. Il prévoyait bien que M. Olivier de Réthel en serait l'un des principaux instigateurs, et il tremblait que Mme Rose ne ressentît le contre-coup de ces nouvelles perturbations.

Vers le soir, et poussé par un sentiment plus fort que la réflexion, il retourna à Herblay. Mme Rose était assise dans ce même salon où si souvent il l'avait trouvée; elle brodait près de la fenêtre. M. de Réthel lisait une brochure. Tambour leur dit bonjour à tous deux à sa manière, c'est-à-dire en promenant son museau sous leurs mains, et disparut par une porte.

— Faites comme Tambour, dit le comte en se levant, et chez moi agissez comme si vous étiez chez vous.

George prit une chaise et s'approcha de la fenêtre. Il faisait un temps clair et doux; un vent léger agitait le feuillage comme un frisson; mille cris d'oiseaux s'échappaient de la campagne, dont le crépuscule estompait les derniers plans. Olivier posa la brochure qu'il tenait à la main et regarda du côté de la rivière, où l'on entendait le chant de quelques mariniers. Mme Rose, qui s'était levée, appuya un doigt sur son épaule : — Me trompé-je, dit-elle, en pensant que cela vaut bien une discussion politique?

Le comte sourit. — C'est autre chose, répondit-il; ici c'est le repos, ailleurs c'est l'agitation, mais c'est aussi la vie...

— Eh bien! marchons, reprit-elle en passant son bras sous celui du comte avec un geste mignon. Ils descendirent tous trois vers les bords de la Seine. Tambour allait et venait autour d'eux, cherchant querelle aux bestiaux qui regagnaient le village et se mêlant aux jeux des enfans. Le bruit de quelques coups de marteau qui retentissaient dans le silence les attira du côté de la cabane de Canada. Le pêcheur remplaçait de vieilles planches par des ais tout neufs.

— Ils s'en allaient à la dérive, dit-il en ôtant son bonnet; je n'ai pas voulu qu'ils fussent perdus.

— Canada, mon ami, vous sauvez trop de choses; prenez garde, dit Mme Rose.

— Bah! on a bon pied et bon œil! répondit le bohémien.

Il était tout au haut d'une échelle et enfonçait les clous à tour de bras; mais, du coin de l'œil, il regardait alternativement George et M. de Réthel; sa femme raccommodait de vieux filets aux dernières lueurs du soleil couchant.

— Dites donc, mon brave, dit M. de Réthel, si l'on vous amenait à la ville avec la promesse d'une bonne condition où vous ne manqueriez de rien, y viendriez-vous?

— Quelle condition? demanda Canada. Faudrait voir.

— Oh! vous auriez la pièce blanche tous les matins, la soupe à midi, et point de nuits à passer sur l'eau.

— Ah! vous m'en direz tant!... Je pourrais bien accepter... Mais tout de même la rivière me manquerait, et il ne faudrait pas être surpris si un beau matin j'y retournais. Quand on en a l'habitude, la pluie qui vous mouille, ça ne fait pas de mal.

Le comte regarda sa femme. — Vous l'entendez, dit-il à demi-voix, le pli est fait.

En ce moment, une voix grêle appela Canada, et on aperçut sur le chemin de hâlage un enfant qui traînait une pièce de bois attachée au bout d'une corde.

— Eh! c'est le petit Jacques! dit le pêcheur.

Il courut vers l'enfant et l'aida à tirer la pièce de bois jusqu'à la cabane. Le front du petit était baigné de sueur; il portait un paquet sur la tête et s'était passé la corde autour du corps pour marcher plus commodément. Il s'essuya le visage du revers de la main et s'assit un instant sur la pièce de bois.

— C'est un accord que nous avons fait entre nous, dit Canada: toutes les fois qu'il trouve quelque épave au bord de l'eau, il me l'apporte, et à mon tour je lui raccommode ses lignes et lui arrange ses petits filets. Ce sera un homme, allez!

Jacques repoussa la crinière de cheveux tout mêlés dont les boucles tombaient sur son front, et se leva pour partir.

— Mais, mon petit, ce paquet est plus gros que toi? dit Mme Rose.

— Oh! je le porterai bien tout de même... C'est une commission qu'on m'a donnée pour maman, et elle ne badine pas, vous savez... avec ça que je suis en retard déjà à cause de ce morceau de bois qui était dans la vase, là-bas.

Le petit Jacques avait un air fort et résolu qui charmait M. de Réthel. Il tira de sa poche une pièce de monnaie pour la lui donner. — Faites mieux, lui dit Mme Rose, accompagnez-le chez la Thibaude, vous le soulagerez chemin faisant, et sa mère, le voyant avec vous, ne le grondera pas.

M. de Réthel prit l'enfant par la main et partit. — Au pied de la côte, tu me donneras le paquet, dit-il.

George et Mme Rose les suivirent de loin.

— Vous le voyez, dit-elle lorsqu'elle fut hors de portée d'être entendue par Canada, voilà que mon travail commence. Je m'efforce de rattacher M. de Réthel à cette solitude où il a peur du repos... Ah! si je pouvais créer autour de lui des liens d'affection et d'habitudes!

— Vous êtes ici bien près de Paris, dit George, un peu surpris de

la simplicité et de la franchise que Mme Rose mettait dans l'aveu de ses projets.

— J'y ai bien pensé, reprit-elle; quelquefois même j'ai eu quelqu'envie de profiter d'un jour d'abattement pour lui proposer d'aller dans ce *far-west* solitaire, où la vie agricole a des allures guerrières et le travail un côté aventureux qui séduiraient peut-être M. de Réthel, mais ces jours de découragement et de lassitude ne durent chez lui qu'une heure.

Elle réfléchit quelques minutes : — Que faire cependant pour le tirer de ce milieu où il périra s'il y reste? reprit-elle.

Cette confiance absolue qui faisait que Mme Rose lui parlait comme à un frère toucha George. Il voulut s'élever à la hauteur de cette âme si fière et si chaste, si compatissante aussi. — C'est une œuvre difficile, dit-il; mais si je puis vous y aider, comptez sur moi.

Il souffrait bien en parlant ainsi, mais cette souffrance lui était chère quand il la comparait à l'abandon et à l'inquiétude où il avait vécu à Paris.

Quand ils arrivèrent à la maison de la Thibaude, ils trouvèrent M. de Réthel en grande amitié avec le petit Jacques, pour lequel il raccommodait une petite charrette de bois avec un petit couteau.

— Je ne m'étonne plus si ce bonhomme s'entend si bien avec Canada, dit-il. Ah! le gaillard! Il a gagné cette charrette en se battant à coups de poing contre un enfant deux fois plus âgé que lui!...

Il prit l'enfant sur ses genoux et l'embrassa. — Tu viendras me voir tous les matins, dit-il. — Et se tournant vers Mme Rose : — Je vous laisse la petite fille, reprit-il; moi, je prends le garçon. Cela vous va-t-il, la Thibaude?

La Thibaude, qui ravaudait des hardes, leva la tête. — Oui, pourvu que je les garde tous les deux, répondit-elle.

Cette première journée se termina par une tasse de thé que M. de Réthel obligea George à prendre chez lui. On aurait dit qu'il voulait l'étudier. Une lampe avait été allumée, et la bouilloire chantait sur son réchaud. Mme Rose lut quelques pages d'un livre nouveau à haute voix. Pas un mot de politique ne se glissa dans l'entretien. George, qui regardait M. de Réthel, ne pouvait pas croire que ce fût là cet homme dont la réputation avait un tel retentissement. Un paysan d'Herblay cogna à la porte et pria Mme Rose, qui rendait de petits services à tout le monde, de répondre pour lui à une lettre qu'il tenait à la main. Mme Rose poussa la plume et le papier sur la table, devant M. de Réthel, et le contraignit doucement à écrire.

— Mais je n'y entends rien, dit le comte, qui mordillait le bout de sa plume.

— Lisez d'abord, puis écrivez; si vous êtes embarrassé, eh bien! je dicterai.

Vers onze heures, George se retira. En le reconduisant jusqu'à la porte extérieure du jardin, Mme Rose lui serra la main : — Il s'y fera peut-être! dit-elle.

— Se peut-il que de si grands efforts soient nécessaires pour contraindre un homme à être heureux! disait George.

Il ne put pas dormir, mais sa nuit fut paisible. Quelque chose de la sérénité de Mme Rose était descendu en lui. C'était bien encore la même femme, mais il ne la voyait pas sous le même aspect; un sentiment plus profond de respect se mêlait à son amour. La pensée seulement qu'elle pourrait disparaître un jour lui faisait mal; c'était presque le seul côté douloureux de son cœur. Durant les deux ou trois jours qui suivirent cette première rencontre, il vit à peine M. de Réthel. Le tribun ne quittait presque pas un cabinet voisin de la pièce où se tenait Mme Rose, il y était occupé à écrire ou à discuter avec les quelques personnes qui venaient le visiter. Mme Rose recevait George avec la même prévenance, peut-être même pouvait-il remarquer qu'elle mettait plus d'affabilité dans son accueil, comme si elle eût voulu tempérer par sa bonne grâce le mal dont il souffrait. La crainte et l'espérance se partageaient le cœur de Mme Rose, crainte violente, espérance amère, qui la déchiraient presque également. Un peu de pâleur était le seul indice qu'on découvrît de ces combats. On entendait quelquefois la voix du comte qui s'élevait dans d'orageuses discussions. Un jour que M. de Francalin était auprès de Mme Rose, ils saisirent au vol ces paroles : — Que tout le monde soit prêt comme moi!... Je ne vous demande rien de plus.

Mme Rose, qui avait reconnu la voix de son mari, regarda George : — La crise approche, dit-elle; mais n'importe, je lutterai jusqu'au bout.

L'expression qu'il voyait alors sur le visage de Mme Rose la lui rendait plus chère et plus sacrée : c'était l'expression du sacrifice dans toute sa plénitude et sa foi. George se sentait meilleur et plus grand auprès d'elle. Bien loin de visiter moins souvent ceux qui s'étaient accoutumés à l'aimer, Mme Rose se montrait fréquemment dans les plus pauvres maisons du village, et attirait chez elle tous ceux qui lui devaient des secours ou des consolations. Elle avait mille ruses charmantes pour dérober à M. de Réthel le plus de temps qu'elle pouvait et l'amener à prendre sa part de ces occupations familières. Elle se faisait suivre par lui chez la Thibaude, où elle savait que le babil et l'audace du petit Jacques, qui était toujours en train de guerroyer contre ses camarades, plaisaient au comte, et elle l'y retenait longtemps. Un soir que Jacques se balançait au plus haut

d'un peuplier où il cherchait à dénicher des pies, Olivier le montra du doigt à sa femme : — Il aurait cet âge! dit-il.

Deux grosses larmes vinrent aux yeux de Mme Rose. Le comte s'éloigna. — Ah! dit Mme Rose en répondant au regard de George, c'est le plus amer souvenir de ma vie. Moi aussi j'ai eu un fils;... il est mort tout petit;... j'étais malade déjà;... cette mort faillit me mettre au tombeau. C'est alors que d'autres ont pris sur M. de Réthel cet empire contre lequel je lutte en vain! — Elle cacha sa tête entre ses mains et se mit à sangloter. — Vous ne savez pas ce qu'il me faut de courage pour n'y plus penser! reprit-elle. Dès qu'on y touche, la blessure saigne.

M. de Réthel était au pied de l'arbre et recevait Jacques dans ses bras.

— S'il eût vécu! qui sait? murmura Mme Rose.

George la quitta remué jusqu'au fond du cœur. Ce soir-là, il se promena longtemps dans la prairie déserte, cherchant dans son esprit à comprendre comment le mari d'une telle femme avait pu jouer son bonheur domestique, le repos de son foyer, pour le mince plaisir de faire un peu de bruit. Un vent chaud s'éleva, et les étoiles disparurent sous un noir manteau de nuées épaisses; bientôt la tempête se déchaîna, et la pluie tomba à flots accompagnée de coups de tonnerre. On entendait dans la nuit le craquement des arbres secoués par l'orage. George courut vers la Maison-Blanche et s'y enferma. Il n'y était pas depuis deux heures, lisant dans la bibliothèque et regardant par la fenêtre le feu des éclairs, lorsque deux ou trois coups, frappés rapidement à la porte, le tirèrent de sa rêverie. — Eh! là-haut! ouvrez! ouvrez donc! criait la voix bien connue de Canada. George descendit rapidement l'escalier, et le pêcheur parut en compagnie d'un étranger dont les vêtemens étaient tout ruisselans d'eau.

— Pardon, monsieur George, si je vous dérange, dit Canada, c'est monsieur qui l'a voulu, et entre nous il n'a fait que me prévenir dans mon idée... Ah! quel temps! Ce n'est pas de la pluie, c'est la rivière qui tombe!

L'étranger se découvrit. — Je viens, monsieur, dit-il, vous demander l'hospitalité pour un jour ou deux. Me l'accorderez-vous?

George salua le comte de Réthel et le pria d'entrer. — La maison est à vous, dit-il.

— A présent que la promenade est faite, on s'en va, reprit Canada. Si l'on se doutait que je cours par un temps pareil, merci, les coquins qui sont à vos trousses seraient bientôt chez moi.

Un quart d'heure après, George de Francalin et Olivier de Réthel étaient ensemble dans la bibliothèque. Le comte s'était assis auprès

du feu, dans le même grand fauteuil que Mme Rose avait occupé. Il regardait la flamme et battait la mesure sur la table d'un air distrait. Ce silence permit à George de l'observer. M. de Réthel, qui paraissait avoir trente-cinq ans, et qui était grand et sec, avec des yeux très beaux, noirs comme de l'encre, mais fatigués, avait alors la physionomie contractée et comme éclairée par un sourire amer. Son front, qui commençait à se dégarnir vers les tempes, et son visage, coupé de profondes rides, exprimaient mille sentimens divers que la colère et le dédain dominaient tous. Il était d'une pâleur extrême; mais cette pâleur était animée et vivante, et indiquait moins la maladie que l'inquiétude et les accès d'une passion réveillée en sursaut. Le comte avait un grand air et des manières pleines d'aisance, où se mêlait par intervalles quelque chose de débraillé et de violent qui trahissait le gentilhomme déchu. Ce n'était déjà plus l'homme que M. de Francalin avait rencontré chez Mme Rose, c'était un chef de parti en proie à toutes les agitations. Il releva tout à coup la tête.

— J'ai des excuses à vous faire, dit-il, pour le sans-façon avec lequel je me suis introduit chez vous. Il n'y avait pas à hésiter : un mandat d'arrêt a été lancé contre moi, demain on voudra le mettre à exécution, mais il sera trop tard. Tandis qu'on surveille la route et la station du chemin de fer à Maisons, je suis ici, et certes ce n'est pas chez M. de Francalin qu'on viendra chercher le mari de Mme Rose.

George fit un mouvement.

— Cela vous étonne, ce que je dis là? reprit Olivier; mais c'est précisément parce que je sais, avec tout le monde, que vous aimez Mme Rose, que je me suis réfugié à la Maison-Blanche. Là seulement je n'ai rien à craindre.

— Mais, monsieur, s'écria George, parler de sentimens dont je ne vous dois pas l'aveu, c'est offenser celle de qui vous venez de prononcer le nom. Sachez que si je les éprouve, mon respect les égale tout au moins.

— Qu'est-ce? répliqua M. de Réthel avec un air de hauteur. Me feriez-vous gratuitement cette insulte de supposer que je serais dans cette maison, si j'avais eu la sottise ou la lâcheté de soupçonner Mme de Réthel un instant? Ah! monsieur, vous ne le pensiez pas!... Je vous estime parce que Mme de Réthel vous aime.

Ce dernier mot laissa M. de Francalin sans réponse.

— Oui, monsieur, poursuivit Olivier, cela m'a donné de votre caractère une opinion que vous méritez certainement. Si vous pouviez apprécier comme moi ce que vaut Mme de Rhétel, vous me comprendriez.

Un coup de vent ébranla les volets, et la pluie frappa les vitres à flots. M. de Réthel se mit à rire. — Je plains les pauvres diables qui

sont à m'attendre sur la route, dit-il. Les niais ont cru que le coup était pour demain. Ils ne savent pas leur métier. Quand ils verront que rien ne bouge, ils se tiendront tranquilles, et l'émeute fera explosion. Priez Dieu seulement que nous ne réussissions pas!

George regarda M. de Réthel avec étonnement.

— C'est vous qui parlez? vous! dit-il.

— Eh! oui, c'est moi, et je parle ainsi, parce que je les connais mieux que vous, ces gens avec qui je marche! Ah! quelle race! Les imbéciles même sont mauvais, jugez des autres!

— Mais alors, puisque vous les connaissez si bien, pourquoi rester avec eux?

— Pourquoi? Ah! voilà la grande question, s'écria le comte en frappant du pied. On est dans un courant, on suit le flot. Le pas qu'on a fait la veille est la cause du pas qu'on fait le lendemain, et on va jusqu'au bout. Si je m'arrêtais à présent, on dirait que j'ai peur ou que je me suis vendu, que sais-je? Et je marche. La queue pousse la tête!

— Si j'osais, je vous adresserais bien une question, monsieur le comte, dit George avec une certaine hésitation.

— Une question? Je la lis dans vos yeux. Cela vous surprend que moi, de race noble, un privilégié de la naissance, comme ils disent, un aristocrate enfin, j'aie pu descendre jusqu'à cet enfer. Si je vous disais quel misérable motif m'y a poussé, vous ne me croiriez pas. Moi aussi, j'ai voulu faire un peu de bruit. Vous vous souvenez de M. de Mirabeau, marchand drapier, élu député par le tiers-état; j'ai marché sur ces vieilles brisées. Un auditoire de quelques centaines de niais m'a applaudi, cela m'a grisé. Je m'étais endormi membre de l'opposition, je me suis réveillé démocrate, révolutionnaire, que sais-je? La pente est si rapide, et la vanité a le pied si complaisant pour glisser!

Un amer dédain crispait les lèvres de M. de Réthel. — Ah! reprit-il, le mieux est de n'y plus penser.

— Non, répondit George avec force, le mieux serait d'y penser pour en finir... Je ne comprends pas pourquoi, ayant l'énergie que je vous suppose, vous ne rompriez pas brutalement avec votre entourage.

— Et le puis-je? s'écria le comte. Tenez, je m'étais réfugié à Herblay le cœur plein de dégoût... Chose étrange! je m'obstinais à ne pas entrer dans l'exécution des projets qu'on me présentait... C'est alors qu'on se souvient de moi pour me traquer. A présent, mon acceptation est partie avec Canada, et je ne le regrette pas. J'en veux à tout le monde de mon insuccès et de ma sottise. Il y a des bouillonnemens de colère et de haine dans mon cœur quand je vois

ce que je suis. Ah! ce prestige d'un rôle à jouer, vous ne savez pas ce que c'est!

— Monsieur le comte, reprit George, en me répondant tout à l'heure, vous n'avez vu qu'un côté de la question. Il en est un plus délicat que j'aborderai hardiment : vous aviez une femme...

Le front d'Olivier se voila tout à coup. — Ses observations, ses conseils, ses prières, ne m'ont pas manqué, dit-il. Elle a vu plus juste et plus loin que moi; mais alors j'étais aveugle. J'ai repoussé ses avis avec hauteur au commencement. Est-ce que je ne me croyais pas un grand homme! Elle a persisté; j'y ai répondu avec violence... Ce n'est pas que je ne l'aimasse beaucoup, mais en l'épousant il me semblait, étrange contradiction, que je lui avais fait un grand honneur. Elle était fille d'un manufacturier, et partant de race plébéienne. Explique qui pourra cette logique d'un ami de l'égalité, d'un tribun du peuple! Ma maison fut bientôt pleine d'un monde bizarre où ce n'étaient pas les vanités froissées et les ambitions impatientes qui manquaient. Pour plaire à ces hommes dont j'étais le chef, je contractai quelques-unes de leurs habitudes. Rose s'en aperçut et me le fit sentir... Je voulais bien que cela fût, mais je ne voulais pas qu'on le vît. Irrité contre moi, je le fus contre elle. Une femme qui prêchait l'indépendance et qui la pratiquait se trouva sur mon passage... Elle était jeune et séduisante... Le temps que la révolution, alors dans toute sa fièvre, ne me prenait pas lui appartint bientôt. Un jour Rose me demanda la permission de se retirer; je crus voir dans ces paroles un reproche sur le fol emploi que j'avais fait de sa fortune... J'ai bien pu voir depuis qu'elle n'y avait pas songé. L'orgueil dicta ma réponse, et elle partit pour Herblay... Ce fut ma perte; mais si elle avait pu s'inspirer de ma conduite et m'imiter, je l'aurais tuée.

— Après ce que vous aviez fait, vous l'auriez tuée! s'écria George.

— Oui, sans hésiter..... Cela vous paraît monstrueux! Je puis bien me l'avouer à moi-même, mais je n'entends pas qu'on me le dise.

— Vous permettez tout au moins qu'on le pense...

M. de Réthel regarda M. de Francalin; il était fort pâle. — Ne m'obligez pas à me souvenir qu'il y a eu des heures où je vous ai haï autant que je vous estimais!

— S'il vous plaît de vous en souvenir, faites-le, dit George froidement.

Le comte fit un pas, puis, frappant du pied : — Ah! je suis fou! reprit-il presque aussitôt; j'avais donné mon nom à Mme de Réthel. elle ne pouvait pas faillir!

Olivier tendit la main à George avec un mouvement plein de no-

blesse. — Oubliez ce que je vous ai dit, poursuivit-il; ce qui m'irrite, c'est que je vois qu'avec vous elle aurait été heureuse.

M. de Réthel passa la main sur son front. — Croyez-vous à la destinée? dit-il brusquement. Et, sans attendre la réponse de M. de Francalin : — Moi, j'y crois, reprit-il. Autrefois, j'aurais été *condottiere* ou capitaine d'aventure. Il y a dans mon esprit un fonds d'inquiétude que rien ne peut calmer... Il faut bien que cela soit, puisque Mme de Réthel n'a pu en éteindre les folles ardeurs, et là où elle a échoué, rien ne peut.

La pendule sonna trois heures. M. de Réthel allait et venait par la bibliothèque, regardant par la fenêtre, où l'on voyait les premières lueurs du jour naissant. Pâle, agité, fiévreux, l'œil tout en flamme, le geste violent, l'allure saccadée, rompant sa parole comme sa marche, il laissait voir à nu un mélange incroyable d'aristocratie et de cynisme, où le gentilhomme et le conspirateur se montraient tour à tour avec la même crudité. Il faisait grand jour quand M. de Réthel gagna la chambre que George lui avait fait préparer. Il dormit profondément jusqu'à midi. Il déjeuna de grand appétit et parcourut les journaux. — Ah! ah! dit-il, le bruit court que je suis arrêté! Vers le soir, Tambour revint d'une promenade avec un papier caché dans son collier. M. de Réthel était averti de se tenir prêt à partir le lendemain. On avait fait une visite domiciliaire à la maison d'Herblay dès le matin, et on était convaincu qu'il était rentré dans Paris. Les manières et la physionomie du comte étaient déjà changées. Il ne restait plus rien de la violence et de l'âpreté qu'il avait montrées la veille. A le voir, on l'eût pris pour un homme du meilleur monde en visite chez un voisin de campagne. Jamais son regard n'avait été plus tranquille et sa mise plus soignée. Il s'assit devant la table et écrivit quelques lettres. Quand il eut fini, il regarda George : — J'avais quelque envie de vous prier d'inviter Mme de Réthel à dîner, dit-il.

— Le voulez-vous? dit George, elle sera ici dans un instant.

— Non, j'ai réfléchi; ce serait imprudent, et puis je craindrais de m'attendrir; il pourrait se faire que je ne la revisse jamais!

George posa sa main sur le bras du comte. — Il en est temps encore; vous avez une femme qui mérite tout le cœur, toute la vie d'un homme : arrêtez-vous!

Les yeux de M. de Réthel parurent s'humecter. — C'est vous qui m'y engagez? reprit-il.

— Oui et du plus profond de mon âme... pour elle, pour vous...

Olivier lui serra la main. — Pour moi, c'est possible; pour elle!... Il secoua la tête et sourit. — Il est trop tard... n'en parlons plus, dit-il.

Il prit un papier sur la table, y ajouta quelques mots et le cacheta. — Ceci est mon testament, poursuivit-il; si je viens à mourir, vous le remettrez à Mme de Réthel. C'est vous que je charge de mes dernières volontés; je ne vous connaissais pas il y a huit jours, un mot vous a fait mon ami.

Il se promena quelques instans en silence. Une nuance de tristesse adoucissait le caractère inquiet et hautain de sa physionomie. — Si j'avais à vous parler une dernière fois, où pourrais-je vous voir à Paris? reprit Olivier avec une sorte d'hésitation.

George lui tendit sa carte. — Rue de Clichy, dit-il; je serai samedi chez moi toute la journée.

— Voulez-vous y être vendredi? Vous me ferez plaisir.

— Volontiers.

Ce dernier mot fit comprendre à George que l'événement auquel Olivier avait fait si souvent allusion devait éclater vers la fin de la semaine. On était alors au lundi. George le demanda franchement au comte, qui fit un signe de tête affirmatif en ajoutant : — Vous n'en parlerez pas à Herblay.

Il prit différentes lettres qu'il tira d'un portefeuille caché au fond du caban que lui avait prêté Canada et les jeta au feu après les avoir parcourues. — C'est une partie perdue, murmura-t-il à demi-voix. Cependant qui sait?...

Le lendemain, au point du jour, on entendit siffler sous les fenêtres de la Maison-Blanche; c'était Canada qui passait en donnant le signal du départ. M. de Réthel fut prêt en un instant. Au moment de quitter cette maison dans laquelle il avait dormi tranquille comme un voyageur entre deux étapes également rudes, il pressa la main de George avec émotion : — Je vous recommande Mme de Réthel, dit-il.

Jamais son visage n'avait paru plus bouleversé; il s'arrêta sur le seuil de la maison et regarda du côté d'Herblay, puis il fit un signe et sauta sur le chemin.

VII.

M. de Francalin revit Mme Rose dans la journée. Il ne lui cacha rien de ce que M. de Réthel lui avait dit, sauf cependant ce qui avait trait à la prière qu'il lui avait adressée de se trouver à Paris le vendredi suivant. Ce récit fit venir quelques larmes aux yeux de Mme Rose. — Ah! dit-elle, s'il avait voulu, nous aurions pu être heureux!

Un singulier sentiment de jalousie perça le cœur de George. — Vous le regrettez donc bien? dit-il.

— Je le devrais, répondit Mme Rose.

Ce mot si simple désarma M. de Francalin; il prit la main de Mme Rose et la baisa. — Oh! je vous la laisse à présent, reprit-elle; n'êtes-vous pas son ami?

George comprit tout ce qui se passait dans cette âme si chaste et si ferme. Le séjour de M. de Réthel à Herblay et à la Maison-Blanche avait créé entre Mme Rose et lui des relations dont la pensée même du péril était écartée par la confiance. — Maintenant que je vous connais mieux, dit-il, si j'avais pu vous obéir quand vous m'avez envoyé à Beauvais, je ne vous aurais pardonné jamais.

Mme Rose sourit. — Oh! je pensais bien que vous ne vous marieriez pas, répondit-elle.

— Et si cependant je l'avais fait?

— Eh bien! j'aurais prié pour vous dans un coin de l'église, et vous ne m'auriez plus revue.

George réfléchit un instant. — Et si par impossible M. de Réthel revenait à vous, guéri de cette fièvre qui le ronge? reprit-il.

Mme Rose le regarda bien en face. — Répondez vous-même; que devrais-je faire? dit-elle.

— Le suivre et m'oublier, répondit George avec effort.

— Donnez-moi votre main, George. Je le suivrai et ne vous oublierai pas.

Mme Rose lui raconta qu'elle avait failli la veille se rendre à la Maison-Blanche; deux fois elle avait traversé la rivière pour le faire. La crainte de compromettre M. de Réthel l'avait retenue; mais elle ne se croyait pas dégagée par le départ du comte, et elle était résolue à tout tenter encore pour l'arracher de l'abîme. — J'ai eu ces derniers jours une lueur d'espoir, dit-elle, sa fuite ne l'a pas éteinte.

Ces entretiens se prolongèrent pendant trois jours. George et Mme Rose revirent ensemble les mêmes lieux qu'ils avaient parcourus si souvent. Les fleurs avaient succédé à la neige, mais ce sourire de la nature n'avait point de reflet dans leur cœur. Il y avait entre eux plus d'intimité et moins d'expansion. Ils étaient tout à la fois unis et séparés. Tambour, qui s'étonnait de n'avoir plus de lettres à cacher dans sa fourrure, égayait ses loisirs par de nouvelles luttes contre le taureau noir, quelque temps négligé. On ne voyait plus Canada que par intervalles. Quand il ne maraudait pas sur la rivière, y cherchant quelque canot à perdre pour le sauver, ou fouillant dans son lit pour y trouver des pierres et du sable, et çà et là quelques débris de cargaisons naufragées, le pêcheur était à Paris. Ces absences inquiétaient Mme Rose, qui prévoyait une catastrophe.

Un soir, c'était le jeudi, George et Mme Rose se promenaient sur la route où pour la première fois M. de Francalin l'avait vue peu

d'instans après qu'il eut tiré la petite Jeanne de la Seine. George devait partir le lendemain.

Mme Rose regarda les bateaux qui étaient sur la rive. — Vous souvient-il du jour où je vous aperçus sortant de l'eau? Étiez-vous pâle! dit-elle. C'est singulier, si la petite Jeanne et son frère Jacques n'avaient pas failli se noyer, je ne vous aurais peut-être jamais connu. J'ai fait une petite aquarelle de cette scène. Voulez-vous la voir?

— Volontiers, dit George, qui trouvait dans cette proposition le moyen de prolonger l'entretien.

On prit aussitôt le chemin d'Herblay. — Je vous dois bien une peinture en échange d'une autre que vous avez brûlée... Si la mienne vous plaît, je vous la donnerai, reprit Mme Rose en baissant les yeux, et toute rouge du souvenir qu'elle évoquait.

George lui pressa le bras sans répondre. Quand on fut dans la petite maison d'Herblay et tandis que George regardait l'aquarelle, Mme Rose posa sur la cheminée une miniature qu'elle avait tirée d'une boîte.

— Trouvez-vous ce portrait bien ressemblant? dit-elle. Voyez, je n'y suis déjà plus gaie.

M. de Francalin poussa un cri. Cette miniature signée d'un nom célèbre rendait admirablement les traits de Mme de Réthel. — C'est le regard, c'est l'expression, c'est la vie, dit-il.

Au bout de quelques minutes Mme Rose, lui enleva le portrait des mains en badinant. — Laissez cela, reprit-elle, cette peinture ferait tort à mon aquarelle, et c'est pour mon aquarelle que vous êtes venu.

George soupira. — Vous avez raison; si je regardais plus longtemps ce portrait, l'envie me prendrait de vous le dérober.

Il descendait la côte un quart d'heure après, portant le dessin de Mme Rose dans un carton, lorsqu'il entendit une voix d'enfant qui l'appelait. Il se retourna et aperçut la petite Jeanne qui courait de toutes ses forces après lui. — Eh! parrain, arrêtez-vous! criait l'enfant qui donnait par habitude le nom de parrain et de marraine à George et à Mme Rose. La petite Jeanne arriva tout essoufflée; elle tenait dans sa main une boîte qu'elle présenta à George. — Tenez, parrain, reprit-elle, voici une boîte que marraine m'a dit de vous remettre... Elle veut que vous m'embrassiez et acceptiez la boîte en souvenir de moi... J'ai bien répété la chose trois fois pour ne pas l'oublier.

George ouvrit la boîte et reconnut le portrait de Mme Rose; il était entouré d'une bande de papier sur laquelle on lisait ces mots : *Si vous vous mariez, brûlez-le; si je pars, gardez-le.*

— Oh! oui, je t'embrasserai! s'écria George, qui prit l'enfant dans ses bras. Va! je n'aurais qu'un morceau de pain qu'il serait pour toi!

Après qu'il eut assez mangé la petite Jeanne de baisers, George la laissa tout étonnée au milieu du chemin, et prit sa course, serrant ses deux mains sur sa poitrine, contre laquelle il pressait le portrait.

— Enfin j'ai quelque chose d'elle! disait-il ivre de joie.

Lorsque George arriva le lendemain à Paris, une sourde agitation régnait dans la ville. Valentin, qu'il rencontra, lui dit qu'il courait mettre son uniforme, et qu'on craignait des troubles pour la journée. George passa chez lui; on n'y avait vu personne. Il sortit, et remarqua des groupes qui se formaient çà et là. Deux heures après, le tambour battait le rappel dans toutes les rues, et les boutiques se fermaient précipitamment. Un régiment de ligne défilait silencieusement sur les boulevards. Il entendit des cris au loin, et ne douta plus que le mouvement dont M. de Réthel lui avait parlé ne fût au moment d'éclater. Il retourna dans son appartement de la rue de Clichy, et attendit plein d'anxiété.

Il n'y était pas depuis une heure, que Mme Rose entra tout à coup. — Ce n'est pas moi que vous attendiez, je le sais, dit-elle, quelques mots de Canada m'ont tout appris... Je viens pour sauver M. de Réthel, et vous m'y aiderez.

George lui serra la main. — Je ne vous remercie pas, reprit-elle; vous m'avez dit que je pouvais compter sur vous, et j'y compte.

Jamais M. de Francalin ne lui avait vu un regard si ferme et l'expression du visage si résolue. Elle s'assit près de la fenêtre et regarda dans la rue. — Dans une heure, avant même, il sera ici, continua-t-elle; il faut que dans une heure tout soit prêt pour notre départ.

George devint pâle à ces mots.

— Bien, dit-il, tout sera prêt.

Mme Rose se leva par un mouvement spontané, et lui jeta les bras autour du cou.

— Embrassons-nous, mon ami, dit-elle d'une voix dans laquelle tout son cœur palpitait, et maintenant que le passé soit mort entre nous!... Un homme est en péril, je suis sa femme, pensons à lui.

— Que faut-il faire? demanda George.

Mme Rose lui apprit alors que le mouvement projeté avait échoué par l'hésitation de ceux qui l'avaient commencé; on ne manquerait pas d'en poursuivre les principaux instigateurs, et M. de Réthel était gravement compromis.

— Il faut donc qu'il quitte la France, poursuivit-elle; mais pour

la quitter il faut un passeport... Je ne sais que vous qui puissiez me le procurer.

George réfléchit une minute. — Ce passeport, je l'aurai, répondit-il; mais êtes-vous bien sûre que M. de Réthel consentira à partir?

— Oui, si nous savons profiter du premier mouvement... Je sens en moi quelque chose qui me dit qu'il m'écoutera.

Comme elle parlait, un violent coup de sonnette retentit dans l'appartement; on ouvrit, et M. de Réthel parut en riant aux éclats. Il ne manifesta aucun étonnement en voyant Mme Rose, et lui tendit la main après avoir salué George, qu'il remercia de son exactitude.

— Quelle fuite! quelle déroute! dit-il... On a commencé par de beaux discours, on a fini par une course au clocher.

— Oui, dit Mme Rose froidement, et cette course au clocher, dont vous riez, pourrait bien finir à la Conciergerie pour quelques-uns.

— Je le sais, répliqua M. de Réthel.

Mme Rose craignit qu'un projet nouveau ne se cachât sous l'apparente tranquillité de cette réponse. — Ainsi, dit-elle, vous consentiriez à coucher en prison, à subir la flétrissure d'un jugement?

— Oh! reprit M. de Réthel, on peut toujours ne pas être pris vivant.

— Ah! s'écria Mme Rose avec élan, on peut surtout ne pas chercher dans le suicide un refuge contre une folie! J'ai toujours été votre amie fidèle, j'ai donc bien le droit de vous donner un conseil. et peut-être me devez-vous de l'écouter.

Toute la feinte gaieté du comte était tombée. Il se promenait par la chambre inquiet et le regard fiévreux; mais à la voix de sa femme il s'arrêta court, et avec la courtoisie d'un gentilhomme il s'inclina devant elle. — Parlez, dit-il.

— Vous pouvez partir, reprit-elle, et changer contre le repos cette vie d'angoisse et d'agitation... Vous pouvez assurer ma tranquillité, et je vous la demande... Ce que j'ai suffira amplement à tous nos besoins, ce sera comme une nouvelle existence que vous commencerez, et peut-être y trouverez-vous plus de douceur que vous ne le pensez. Essayez de la patience et de l'isolement. Il est digne de votre courage de le tenter.

Mme Rose parlait avec une singulière animation. Elle avait cette éloquence que donnent la conviction et le dévouement; tout suppliait en elle, le regard, la voix, l'accent, et ce rayonnement des traits qu'aucune expression ne peut rendre. Le visage de M. de Réthel s'attendrit.

— Mais pour partir encore faut-il un passeport, dit-il. Qui me le procurera?

— Moi, dit George.

Le comte lui tendit la main. — Je cède, dit-il noblement.

George ne perdit pas une minute. Il avait cru remarquer qu'une vague ressemblance existait entre Valentin et M. de Réthel; s'il obtenait du comte le sacrifice de ses longues moustaches, cette ressemblance devenait presque réelle. Il courut chez son ami, et l'emmena à la préfecture de police sans lui laisser le temps de respirer.

— Çà, lui dit-il, tandis que la voiture roulait sur le quai, tu vas prendre un passeport pour Bruxelles.

— Moi?

— Oui, et tu me le remettras.

Valentin sourit. — Bon! tu enlèves Mme Rose, s'écria-t-il.

Le cœur de M. de Francalin se serra. — Justement, reprit-il; tu auras grand soin de demander ce passeport pour M. et Mme Des Aubiers.

Le chef de bureau, qui connaissait Valentin, donna ordre qu'on délivrât le passeport sur-le-champ. — Je ne vous savais pas marié, dit-il en souriant à Valentin.

— Qu'est-ce que cela fait? répondit celui-ci d'un air fat.

Cette petite expédition, dans laquelle le beau capitaine ne voyait qu'une affaire de galanterie, le remplissait de joie. — Si le pays te plaît, dit-il à George en le quittant, tu me l'écriras;... j'irai te rejoindre avec Juliette.

Chaque mot de Valentin entrait comme une flèche dans le cœur de George; mais il voulait prouver à Mme Rose qu'il était digne d'elle. Tout fut organisé promptement pour le départ, et dès le lendemain ils gagnèrent tous trois la Belgique. Quand ils eurent passé la frontière, Mme Rose soupira. — Oh! Herblay! murmura-t-elle tout bas.

Le comte et sa femme s'installèrent dans une petite maison des faubourgs du côté de Laeken. Cette maison avait un jardin avec une sortie sur la campagne. George y demeura deux jours. Quand il partit, M. de Réthel lui donna une vigoureuse poignée de main.

— Vous avez donc voulu une part dans mon amitié?... Merci, dit-il.

— Maintenant serez-vous heureux? dit George.

— Dieu est le maître, reprit M. de Réthel, les yeux tournés du côté de la France.

Quand M. de Francalin se retrouva seul à la Maison-Blanche, il fut saisi d'un abattement profond. La pensée du sacrifice ne le soutenait plus. Les campagnes qu'il avait tant aimées lui parurent un désert. Il y cherchait partout Mme Rose et revoyait partout son image. Au moment de son départ de Bruxelles, Mme Rose lui avait recommandé de mettre en location la petite maison d'Herblay. — Je le ferai si vous le voulez absolument, dit-il. Elle comprit sa pensée

et n'insista pas. Le plus grand plaisir de George à présent qu'il ne la voyait plus était de retourner dans cette maison et de passer de longues heures, un livre à la main, dans la pièce qu'elle animait autrefois de sa vie. Il revoyait les objets qui étaient à son usage, la lampe qui avait éclairé son travail, le fauteuil où elle s'asseyait près de la fenêtre, l'écheveau de fil ou de soie encore enroulé autour de la bobine, la tapisserie tendue sur le métier et piquée d'une aiguille, le vase tout plein de fleurs fanées, le livre entr'ouvert à la page à demi parcourue, le buvart et l'encrier placés sur un petit bureau qu'elle avait apporté, et qui datait du temps qu'elle était jeune fille. Mme Rose avait laissé un petit châle suspendu à une patère; son panier à ouvrage était sur le coin de la cheminée; quand George regardait longtemps ces objets, une étrange inquiétude s'emparait de son esprit; il arrivait à croire qu'elle était dans la maison, il entendait le bruit léger de ses pas dans le corridor, et si un aboiement sonore de Tambour le tirait de sa rêverie, il courait à la porte et l'ouvrait, croyant qu'elle allait entrer.

Les seules personnes qu'il vît alors étaient la Thibaude et Canada. Il visitait la Thibaude journellement et s'efforçait de remplacer Mme Rose auprès de la petite Jeanne, à laquelle il donnait cent bagatelles au nom de sa marraine. Jacques non plus n'était pas oublié, et il avait force chevaux de bois. Quant à Canada, il n'avait pas de plus fidèle compagnon sur la rivière. Chaque jour M. de Francalin l'aidait à jeter ses filets et à retirer ses lignes. Avec une délicatesse que l'éducation n'enseigne pas, le pêcheur n'était jamais le premier à lui parler de Mme Rose, mais il répondait volontiers aussitôt que George commençait. Cette persévérance à aimer une femme que peut-être il ne reverrait plus touchait Canada et le surprenait surtout. — Monsieur George, lui dit-il un jour, comptez-vous l'aimer longtemps comme ça? Vous voilà en âge de vous marier, ce me semble?

— Je n'y puis rien, répondit George, Mme Rose a emporté mon cœur.

Canada se gratta l'oreille. — C'est drôle tout de même, reprit-il, j'ai été amoureux il y a quelque vingt ans, et ça tenait dur... Un jour, je m'aperçus que la Louison, une grande brune qui avait des joues comme des pommes d'api, me trompait pour un meunier de La Frette... Je pleurai pendant tout un jour comme un benêt;... j'en avais le col de ma chemise tout mouillé... Le soir, je rencontrai mon rival... Ah! dame! je ne l'avais pas cherché, mais fallait voir comme mes poings allaient!... La chose faite, j'entrai au cabaret et j'en sortis gris comme un tonneau. Le lendemain, c'en était fait de l'amour et de la Louison;... j'y pensais comme à une pipe de l'an dernier.

Au bout d'un mois de cette vie solitaire, que rien n'avait inter-

rompue, pas même une visite de Valentin, trop occupé de sa candidature au grade de chef de bataillon pour songer à George, qu'il avait à peine entrevu à son passage à Paris, M. de Francalin reçut une lettre timbrée de Bruxelles. Il courut se cacher à Herblay, pour la lire.

« C'est encore moi, mon ami, et je viens vous donner des nouvelles de personnes qui ne vous oublient pas. Un jour ne se passe pas sans que votre nom ne soit prononcé; une heure se passe-t-elle sans que vous pensiez à nous?

« Notre vie est ici très tranquille jusqu'à présent. Quelques lectures, des promenades dans la campagne, deux ou trois petites excursions dans les villes curieuses qui nous entourent, la remplissent. M. de Réthel paraît se soumettre, sans trop de chagrin, à cet exil auquel je l'ai condamné. Il lit beaucoup; les journaux de Paris l'émeuvent quelquefois. Il sort alors, et se fatigue à marcher. Sa promenade favorite est le champ de bataille de Waterloo, où il va souvent à cheval. Quand il rentre, il est plus calme; mais ce caractère primesautier a des révoltes si rapides! Il lui faudrait de nouvelles habitudes, et elles ne sont pas encore nées.

« Ces temps-ci, peut-être partirons-nous pour un voyage en Suisse par le Rhin. Si M. de Réthel se trouve bien de cette course, nous pousserons jusqu'en Italie ou dans le Tyrol. Le voisinage de Paris m'effraie. Il nous vient parfois des visites dans le goût de celles que nous recevions à Herblay; elles agitent mon malade et diminuent dans son esprit les bienfaits de l'isolement. Je veux l'en éloigner. J'ai pensé sérieusement à le mener en Amérique. C'est mettre l'Océan entre les boulevards et nous; mais là-bas j'aurais peur qu'il n'enrôlât une troupe d'aventuriers et ne partît pour le Texas ou Mexico! Et puis j'hésite à faire ce grand voyage. A mon âge, le cœur se serre à la pensée de quitter la France et tout ce que j'y aime.

« Le nom d'Herblay s'est rencontré sous ma plume... Cher Herblay! y retournerai-je jamais?... En visitez-vous quelquefois les doux paysages? Toute campagne me paraît triste auprès de celle-là. Quand je ferme les yeux, il me semble la voir; les moindres accidens du coteau et de la rive, la fumée du village, le clocher de pierres grises, le rideau noir de la forêt, tout se reflète en moi. Je vois *la Tortue* sur l'eau, je vois Canada la perche ou l'aviron à la main, je vois la queue blanche de Tambour qui furète, je l'entends qui jappe... Vous souvient-il de votre dernier mot à M. de Réthel? Serez-vous heureux maintenant?... Ah! que je sais de gens qui le seraient à peu de frais! Un petit coin de l'horizon leur suffirait, et ils laisseraient le reste de la terre aux ambitieux...

« J'en étais là de ma lettre quand l'arrivée de M. de Réthel m'a

interrompue. Il revenait de la ville, où il avait rencontré une de ses vieilles connaissances de Paris. M. de Réthel avait dans les yeux quelque chose que je connais et que je redoute : j'y lisais les mouvemens impétueux de son cœur. Je l'ai questionné, il m'a répondu par monosyllabes; mais comme j'insistais : « Ce n'est rien, m'a-t-il dit, c'est un assaut, j'en viendrai à bout! » Il a mis une grande douceur dans ces paroles, avec un regard douloureux qui me navrait. Les larmes me sont venues aux yeux. « Quel mal je vous fais! » a-t-il repris. Ah! c'est sur lui que je pleure! Sera-t-il toujours le maître des furieux assauts qu'il essuie? Donnez-moi un conseil, mon ami : que dois-je faire? Faut-il partir, et partir au plus tôt? Mais quel but indiquer à cette activité farouche, à cet âpre besoin d'agitation? quel aliment calmera cette fièvre? Je suis reconnaissante à M. de Réthel des efforts qu'il fait pour se vaincre : on y sent une âme généreuse en révolte contre mille passions. Hélas! j'ai bien peur que les passions ne soient les plus fortes!

« Ne croyez pas, à ce langage, que mon espoir soit perdu et mon courage à bout. Non, je lutterai, et n'épargnerai rien pour m'assurer la victoire. Ma conscience me crie bien haut qu'il ne faut pas céder. Elle n'est pas non plus sans me faire quelques reproches. Peut-être ai-je senti trop profondément une blessure qu'il eût été d'une femme vaillante et droite d'oublier; sous le coup de cette blessure, j'ai abandonné M. de Réthel et l'ai livré sans défense à toute la furie de ses instincts. J'étais une barrière, j'ai détruit cette barrière par ma fuite! Encore aujourd'hui n'ai-je pas des tressaillemens douloureux quand je songe au passé? Ah! que Dieu m'assiste pour que je triomphe de moi-même et de lui!

« Si nous partons, mon ami, vous le saurez; si nous quittons l'Europe, vous viendrez à Bruxelles : c'est bien le moins que je vous embrasse une dernière fois, si la mer doit nous séparer. »

Le trouble dans lequel cette lettre jeta M. de Francalin est inexprimable. Il la relut dix fois, et toujours il voyait l'Océan entre Mme Rose et lui. Il voulait partir pour la Belgique, et craignit de le faire de peur de la contrarier. Canada, qui le rencontra, n'osa pas lui parler, tant il avait le visage attristé. George allait et venait de la Maison-Blanche à Herblay, repassant en esprit chaque mot de cette lettre où sa vie était comme suspendue. Quel conseil pouvait-il donner à celle qui poussait vers lui un cri de détresse? Et lui-même n'était-il pas décidé à partir pour l'Amérique, si Mme Rose y fuyait?

Cet état de fièvre dura trois jours. Le quatrième au matin, George prit le chemin d'Herblay. Ses pieds l'y conduisaient d'eux-mêmes. Comme il montait la côte les yeux à terre, Tambour partit comme une flèche en aboyant. George leva les yeux et vit au loin les fenê-

tres de la petite maison d'Herblay toutes grandes ouvertes au soleil. L'idée que Mme Rose était peut-être de retour lui vint au cœur. Il poussa un grand cri et se mit à courir; puis il s'arrêta, n'osant plus marcher. « Si c'était encore un rêve! » pensa-t-il. Cependant les rideaux s'agitaient joyeusement, chassés par la brise. Tambour aboyait toujours. George s'élança vers la maison. Une femme était sur la porte qui lui tendait les mains. George les prit et fondit en larmes.

VIII.

Mme Rose était rentrée seule à la maison d'Herblay. Le premier moment d'effusion passé, elle raconta à M. de Francalin quels motifs l'avaient ramenée si peu de jours après sa lettre. Le soir même du jour où elle avait écrit, un homme qu'elle croyait avoir vu à Herblay avant son départ pour la Belgique s'était présenté chez M. de Réthel. Mme Rose était assise auprès d'une fenêtre qui ouvrait sur le jardin où M. de Réthel avait conduit cet homme. L'entretien paraissait animé. Quelques mots, souvent interrompus par la marche, arrivaient jusqu'à Mme Rose; elle comprit bientôt qu'il s'agissait d'une tentative nouvelle dont le plan était proposé à M. de Réthel. Elle était heureuse néanmoins de voir que le comte se défendait d'y prendre part. La voix des interlocuteurs s'abaissait et s'élevait avec des alternatives de vivacité et d'emportement. On voyait que la conversation s'échauffait. Tout à coup l'étranger s'arrêta : « Je vois ce que c'est, dit-il, vous avez peur! Ne nous vendez pas seulement, nous agirons sans vous. » Plus prompte que l'éclair, la main de M. de Réthel tomba sur le visage de cet homme. « Battez-moi, dit le sombre sectaire, et marchez pour montrer que vous n'êtes pas un traître! — Eh bien! répondit M. de Réthel, j'irai si loin que pas un de vous n'osera me suivre! »

— Je n'avais pas une goutte de sang dans les veines, continua Mme Rose. « Vous avez tout entendu, me dit M. de Réthel quand il rentra, je n'ai donc rien à vous expliquer. » Sa voix était brève et impérieuse comme celle d'un homme qui a peur des contradictions. « Qu'allez-vous faire à présent? lui dis-je. — Demain, je vous le dirai; ce que je sais seulement, c'est que l'honneur me défend de reculer. » L'honneur! où le plaçait-il, mon Dieu! Ce n'était déjà plus le même accent et le même regard; l'homme des anciens jours venait de reparaître. Le lendemain, il resta dehors toute la journée. Je le vis à peine quelques minutes. « Dormez, me dit-il le soir; j'ai affaire dans la ville, je rentrerai un peu tard. » Il m'embrassa et sortit. A mon réveil, j'appris que M. de Réthel était parti. On me remit une lettre par laquelle il me priait de retourner à Herblay. « Au

moins n'y serez-vous pas seule, » disait-il. Il ajoutait que je recevrais de ses nouvelles prochainement. Je n'ai pas perdu une minute pour regagner Paris, où je n'ai pu trouver aucune trace de l'arrivée de M. de Rhétel; comprenant bien que toutes mes recherches seraient inutiles, je me suis rendue à Herblay. Je ne croyais pas y revenir de sitôt. J'ai bien des sujets de tristesse, et cependant je ne sais quel mouvement de joie m'a fait tressaillir quand j'ai découvert les noyers du village et le toit de ma maison.

George remarqua avec chagrin que le visage de Mme Rose portait la trace des épreuves qu'elle subissait depuis déjà longtemps. Elle devina ce qui se passait en lui et sourit. « La campagne me remettra, » dit-elle. Dès le jour même, elle avait revu Canada, la Thibaude, Jeanne et le petit Jacques, qui lui demanda des nouvelles de son grand ami. — Il m'a promis de me mener à la guerre, dit-il d'un air déterminé, je n'entends pas qu'il m'oublie. — Mme Rose l'embrassa. — Il m'a chargée de voir comment tu courrais, répondit-elle. — Et, prenant des oranges dans un panier, elle les jeta au loin dans une prairie. Jacques s'élança à la poursuite des oranges, et Tambour courut après Jacques. Les rires des enfans qui se roulaient dans l'herbe et les aboiemens joyeux du chien remplissaient la campagne. — Ah! je me sens renaître! dit Mme Rose.

On était alors en plein été. Le bleu du ciel était éclatant; la rivière prenait le soir des teintes magnifiques. Mme Rose voulut revoir tous les coins qu'elle avait parcourus; elle était comme un voyageur qui revient dans sa patrie après une longue absence. Elle était allée prendre du lait dans cette ferme; elle avait cueilli des fraises dans ce taillis; elle avait lu tout un matin au pied de ce saule; c'était là que la pluie l'avait surprise un soir d'hiver; en passant sur cette berge, un coup de vent avait emporté son mouchoir, que Tambour avait cherché dans l'eau. Le plus petit brin d'herbe lui semblait beau. La première fois qu'elle mit le pied sur *la Tortue*, elle fut prise d'une joie folle.

Un jour elle s'avisa de rassembler tous les enfans pauvres dont les mères travaillaient aux champs et de les mener chez la Thibaude, qui était blanchisseuse de son état.

— Eh! mère Thibaude, lui dit-elle, voilà des petits que je vous confie... Gardez-moi tout ça et donnez-leur une bonne miche de pain pour leur goûter.

— Eh! bonté du ciel! où voulez-vous que je le prenne, ce pain-là? dit la mère Thibaude, qui aimait les enfans, bien qu'elle eût la main brusque.

— Donnez toujours, répondit Mme Rose; le boulanger est de mes amis, et c'est moi que cela regarde.

Quand elle vit tous les enfans rassemblés autour d'un grand panier rempli de morceaux de pain jusqu'au bord, Mme Rose battit des mains et voulut qu'on ajoutât une grande jatte de lait à ce régal. Les enfans se pressaient autour d'elle comme des poussins. — Je prétends que chaque jour il y en ait autant, dit-elle; ce qui restera sera pour votre peine, mère Thibaude.

Tout compte fait, c'était un petit revenu bien clair pour la blanchisseuse. — Ce sont encore vos distractions d'autrefois qui recommencent, dit George.

— Ah! répondit Mme Rose, si je dois quitter ce pays, je veux au moins que mon souvenir y reste.

Malgré le mouvement qu'elle se donnait et les retours de gaieté qui la faisaient rire pendant ses longues courses, on voyait bien qu'une pensée constante préoccupait Mme Rose: elle ne manquait jamais de demander à Gertrude si le piéton n'avait rien apporté pour elle. Elle cherchait souvent dans les journaux un nom qui ne s'y trouvait plus. Le silence de Canada lui faisait croire que le pêcheur savait quelque chose. Elle l'interrogea. — Dame! répondit Canada, on m'a raconté que M. de Réthel était à Paris.

— On vous l'a raconté seulement? dit Mme Rose.

Canada cligna de l'œil en regardant de côté et d'autre d'un air embarrassé. — Voyons, poursuivit Mme Rose, est-ce bien à moi que vous cacherez la vérité?

— Eh bien! dit le pêcheur vaincu, je puis vous dire à vous, mais à vous seulement, qu'il est venu ici un jour ou deux après votre retour; il a vu Tambour aussi, qui l'a parfaitement reconnu, bien qu'il eût une blouse comme un ouvrier. Il s'est caché pour vous regarder, tandis que vous vous promeniez au bord de l'eau. M. de Réthel était pâle à faire peur. Il m'a fait jurer de l'aller voir là-bas s'il me faisait appeler, et m'a glissé deux ou trois pièces d'or dans la poche, comme c'est son habitude.

Mme Rose prit entre ses mains les rudes mains de Canada, et attachant sur lui ses yeux humides : — Me promettez-vous, en retour de l'amitié que je vous ai toujours montrée ainsi qu'à tous les vôtres, de me prévenir s'il vous appelle?

Canada se mordait les lèvres en hésitant : — C'est manquer à ma parole, dit-il.

— Je suis sa femme et je vous en prie, reprit-elle.

— Eh bien! je vous le promets... Puis-je donc oublier que vous m'avez donné du pain quand je n'en avais pas?

Vers la fin de la semaine, Canada parut un matin à Herblay. — J'ai une lettre de M. de Réthel, dit-il; la voici. — Et il tira mystérieusement un papier du fond de sa poche. Cette lettre, très brève,

engageait Canada à se trouver à Paris le jour même. Mme Rose regarda le pêcheur.

— Que pensez-vous que cela veuille dire? lui demanda-t-elle.

Canada tourna son bonnet vingt fois dans ses mains : — On ne peut pas savoir, dit-il enfin; le plus sûr est d'y aller.

— Oh! c'est bien à quoi je suis décidée. Savez-vous seulement où est M. de Réthel? reprit Mme Rose, qui déjà avait jeté un châle sur ses épaules.

— Oh! pour ça, oui!

Sans perdre une minute, Mme Rose écrivit deux lignes à M. de Francalin pour lui annoncer son départ. — Demain vous aurez de mes nouvelles, ajouta-t-elle. Une voiture vint qui la conduisit sur-le-champ à Paris avec Canada. Les quelques mots qu'elle put tirer de Canada pendant la route lui firent bien voir que le moment qu'elle avait redouté était proche. Elle ne savait même pas si elle arriverait à temps pour essayer un effort suprême. Une sorte de fièvre l'agitait; elle regardait à tout instant par la portière pour voir si Paris était encore loin.

Le pêcheur prit un fiacre à la barrière et poussa droit à la rue du Faubourg-Saint-Denis. — C'est ici, dit-il en arrêtant le cocher devant une maison d'assez pauvre apparence; demandez à présent M. Laforêt.

Mme Rose jeta ce nom au portier en tremblant. — Montez! lui dit cet homme, qui l'examina curieusement.

Elle remercia Dieu et grimpa l'escalier. Le cœur lui battait à l'étouffer. Qu'allait-elle dire pour sauver Olivier d'une dernière folie, la plus périlleuse de toutes? Canada la suivait à grand'peine. Il lui cria de s'arrêter devant une porte située au troisième étage, et frappa trois coups d'une certaine façon. M. de Réthel ouvrit lui-même. A la vue de sa femme, il fronça le sourcil et regarda Canada.

— C'est elle qui l'a voulu, dit le pêcheur; est-ce qu'on ne se jetterait pas à la rivière, si elle l'exigeait?

Tambour, qui avait suivi la voiture en courant, se glissa entre les jambes de Canada et sauta sur M. de Réthel. Malgré la gravité de la situation, le comte ne put s'empêcher de sourire.

— Si M. de Francalin était ici, ce serait comme à la Maison-Blanche, dit-il.

— Il va venir, répliqua Mme Rose; il se joindra à moi pour vous supplier de renoncer à toute entreprise nouvelle.

— Ah! pourquoi êtes-vous venue? J'espérais vous éviter cette dernière secousse.

Il y avait dans le visage du comte un mélange d'attendrissement et de résolution qui frappa Canada lui-même. Mme Rose s'empara

des mains de son mari. — Si vous m'avez aimée un jour, écoutez-moi, je vous en prie, dit-elle d'une voix suffoquée; n'y a-t-il rien qui puisse vous arrêter? n'aurez-vous donc pas pitié de moi?

Tous les traits de M. de Réthel se contractèrent.

— Ah! quelle femme Dieu m'avait donnée! s'écria-il en l'embrassant avec violence.

— Eh bien! si je tiens quelque place dans votre affection, dans votre estime, prouvez-le-moi en restant!...

En ce moment, neuf heures sonnèrent à une horloge voisine. M. de Réthel boutonna sa redingote par un mouvement fébrile. — Eh bien! dit-il, pas plus que vous je ne crois à un résultat sérieux. Je vais tout tenter pour dégager ma parole; si je réussis, vous ferez de moi ce que vous voudrez.

— Vous me le jurez?

— Je vous le jure.

Les amis du comte étaient dans une pièce voisine. Il y passa; Mme Rose s'assit sur une chaise, la tête entre les mains. Toute sa vie lui revint à l'esprit en quelques minutes. Elle avait lutté; elle allait vaincre peut-être. C'était une existence toute nouvelle qui allait commencer. Quelques larmes tombèrent de ses yeux. — Eh bien! dit-elle en relevant sa tête par un mouvement de fierté, j'aurai fait mon devoir.

Au bout d'un quart d'heure, étonnée du silence qui régnait partout, elle s'approcha de la porte par laquelle le comte était sorti. Elle prêta l'oreille et n'entendit rien, elle frappa un coup léger, puis deux; personne ne répondit. Effrayée déjà, Mme Rose poussa la porte. La pièce dans laquelle elle pénétra était vide; un papier plié en forme de lettre était sur une table. Mme Rose y jeta les yeux et lut son nom. M. de Réthel lui déclarait qu'il était lié par un serment. Une lutte pouvait seule le dégager. S'il en sortait vivant, il jurait de nouveau d'être tout à elle. Il l'engageait, en finissant, à se rendre rue de Clichy, où elle serait en sûreté et où Canada lui porterait des nouvelles. L'écriture de cette lettre était rapide et violente comme celle d'un homme pressé. La tête de Mme Rose tomba sur sa poitrine avec accablement. — Ah! pourquoi l'ai-je quitté? dit-elle.

Une porte était dans un coin de cette pièce qui donnait sur un escalier noir. Elle s'y jeta et le descendit rapidement. La rue était déjà toute en rumeur quand elle y parvint. Personne ne put rien lui dire sur la direction qu'avait prise M. de Réthel. Elle se décida alors à obéir à la recommandation de son mari. Rendue rue de Clichy, elle se hâta d'envoyer un exprès à Maisons pour prier M. de Francalin de la joindre au plus vite. Chaque bruit qu'on entendait dans la rue la faisait tressaillir. Elle avait le visage collé aux vitres. Sa

pensée revenait sans cesse au séjour qu'elle avait fait à Bruxelles pendant un mois. Elle se reprochait comme un crime de n'avoir pas entraîné M. de Réthel au bout du monde. — Ah! répétait-elle à tout instant, j'aurais peut-être été malheureuse, mais il eût été sauvé!

Vers midi une voiture s'arrêta à la porte, et M. de Réthel en descendit soutenu par Canada. Il avait été frappé de deux coups de feu, l'un à la jambe, l'autre à la poitrine. Mme Rose le reçut plus pâle qu'une morte, mais ferme et active comme une sœur de charité.

— Je me reproche de vous avoir trompée, dit Olivier. Et pourquoi?...

— Oublions tout cela, et que Dieu vous sauve! répondit-elle.

Un médecin vint amené par Canada. M. de Réthel le pria de lui dire la vérité, et rien que la vérité.

— L'une des blessures est grave, très grave, répondit l'homme de la science; cependant on peut encore conserver quelque espoir; mais si la fièvre arrive, je ne réponds de rien.

— Merci, dit M. de Réthel.

Il demanda à Mme Rose si M. de Francalin était prévenu. Sur sa réponse affirmative, il la remercia. — J'aurais été fâché de partir sans le revoir, dit-il.

Une heure ou deux après, George entra. M. de Réthel se souleva sur le coude pour le recevoir. — Vous souvient-il de ce que je vous disais un soir à la Maison-Blanche? Il y a une destinée, dit-il en souriant à demi.

Mme Rose, qui avait les yeux gros de larmes, essaya de le raffermir dans un espoir qu'elle ne partageait pas.

— Vous n'avez jamais que de bonnes intentions et de bonnes paroles, dit Olivier; mais voilà M. de Francalin qui vous dira qu'avant de partir pour Bruxelles, j'avais déjà fait mon testament.

Comme il achevait ces mots, George entendit une espèce de gémissement, et sentit sous sa main un museau velu qui le caressait doucement.

— Tambour! s'écria-t-il.

— Ah! voilà ce que je craignais, dit Canada en frappant du poing sur un meuble.

George se pencha sur Tambour, qui se plaignait et léchait sa main. Une longue traînée de sang partait de la chambre voisine, où on l'avait enfermé, et finissait aux pieds de M. de Francalin. Le pauvre chien avait reçu une balle en plein corps, il tremblait de tous ses membres; George s'agenouilla auprès de lui.

— Ah! ce n'est pas ma faute, dit Canada; vous savez combien, Tambour et moi, nous étions bons amis; il a voulu me suivre; le cœur

m'a manqué pour lui jeter des pierres; il s'est mis dans l'émeute; il a attrapé une balle. Comme nous portions M. de Réthel, j'ai senti quelque chose qui se frottait contre mes jambes; c'était Tambour, il pouvait à peine se traîner; un camarade l'a pris et l'a porté là. Ce n'est pas que je veuille rien dire contre M. de Réthel, mais la blessure de ce pauvre chien, ça m'a fait autant de mal que la sienne. Nous vivions là-bas comme des camarades!

Du revers de sa main Canada essuya une grosse larme. Le chien remuait faiblement la queue toutes les fois qu'on prononçait son nom. Il regardait son maître, et la vie s'en allait de ses yeux. Un frisson le prit, il voulut se lever, posa sa tête entre les genoux de M. de Francalin, lui lécha la main une dernière fois et tomba mort.

Un instant George resta la tête cachée entre ses mains. Il avait le cœur gros. — Pardonnez-moi, monsieur, dit-il enfin; si vous avez été chasseur, vous me comprendrez!

— Moi, dit le comte, j'ai pensé à vous en voyant tomber le chien; il y a bien des hommes qui ne valaient pas Tambour.

M. de Réthel se coucha sur le dos, les yeux au plafond, et fit signe qu'il désirait garder le silence. Son bras était hors du lit, et quelquefois on l'entendait battre la retraite avec ses doigts contre le mur. Vers le soir, une fièvre ardente se déclara. Olivier tourna le visage du côté de la chambre dans laquelle on avait allumé deux bougies. — C'est fini, dit-il tranquillement.

Mme Rose lui demanda comme une grâce qu'on fît venir un prêtre. — Faites, dit-il, n'ai-je pas juré que la lutte terminée, je vous appartiendrai tout entier?

Quand le prêtre eut été ramené par Canada, qui était allé le chercher à Saint-Louis-d'Antin, M. de Réthel voulut que tout le monde se rangeât autour de son lit, et fit signe à Mme Rose d'approcher.

— Moi que le démon de l'orgueil et de la révolte a perdu, je vous demande pardon de tout le mal que je vous ai fait, dit-il d'une voix haute et claire.

Mme Rose se mit à pleurer. — Ne pleurez pas, reprit-il, je sens bien que si j'étais vivant et debout, je recommencerais!... Seulement je m'en irais malheureux, si je croyais que vous m'en voulez encore.

— Non, dit Mme Rose.

— Eh bien! dit alors M. de Réthel, laissez-moi vous adresser une prière. Je sais que vous aimez la petite Jeanne; c'est comme si vous l'aviez adoptée. Promettez-moi de veiller sur Jacques et de l'aimer. Il vous souvient d'un soir où il grimpait au sommet d'un arbre.... Je me suis senti remué jusqu'au fond des entrailles en le recevant

dans mes bras... Ah! je pensais à un autre enfant!... Me le promettez-vous?

— Je vous le jure, dit Mme Rose, qui sanglotait.

Il l'attira vers lui et l'embrassa sur le front. — A présent, laissez-moi tous, ajouta-t-il.

Au bout d'une demi-heure, le prêtre se retira. M. de Réthel était tombé dans une sorte d'assoupissement. Quelquefois il prononçait des paroles confuses et sans suite, et agitait ses bras. Quand il ouvrait les yeux, on y voyait le feu de la fièvre mêlé aux ombres de la mort. Mme Rose était agenouillée au pied du lit. George se tenait dans un coin, osant à peine respirer. Canada regardait M. de Réthel, dont l'agonie se prolongeait. Vers minuit, le comte se dressa tout à coup. — Canada! s'écria-t-il, la mort vient, mets-moi debout!

Canada obéit sans parler. Le comte resta debout une minute, les yeux tout grands ouverts et le front haut; puis sa tête s'appesantit, et il s'affaissa lourdement dans les bras de Canada.

Mme Rose se mit à genoux et pria longtemps, le front caché dans les plis du drap. Quand elle se leva, elle tendit la main à George. — Madame de Réthel vous remercie de tout ce que vous avez fait pour celui qui n'est plus. A présent j'ai besoin d'être seule, dit-elle.

M. de Francalin resta quelques jours sans revoir Mme Rose, que Mme de Bois-Fleury avait conduite à Beauvais, et dont la santé avait été ébranlée par le spectacle de cette mort violente. Vers la fin du mois, étant à la Maison-Blanche, il reçut une lettre par laquelle Mme de Bois-Fleury le prévenait qu'elle partait pour l'Italie, un changement d'air et un climat plus doux ayant été recommandés à sa compagne. Elle ajoutait en terminant que si son neveu ne les avait pas oubliées, il les trouverait dans un an à Rome ou à Beauvais.

Au bas de la lettre, il y avait ces deux mots : *Au revoir!* écrits de la main de Mme Rose.

George porta ces deux mots à ses lèvres avec un élan passionné. Il courut dans sa chambre, et ouvrant une cassette dans laquelle il avait serré le ruban donné par Canada et le portrait de Mme Rose, il y ajouta la lettre de Mme de Bois-Fleury.

— Un an! encore un an! ô mes chers trésors, aidez-moi donc à passer cette année, dit-il.

Puis, se ravisant tout à coup : — Jacob, s'écria-t-il, vite préparez mes malles; demain nous partons pour l'Italie.

AMÉDÉE ACHARD.

ARLES

ET

LE TYRAN CONSTANTIN

UNE PAGE DE L'HISTOIRE DE NOS PÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

Si come ad Arli, ove 'l Rodano stagna,
Fanno i sepolcri tutto 'l loco varo.....
(*Infern.*, IX, v. 112.)

Ces vers se sont présentés à ma mémoire toutes les fois que j'ai traversé les champs de la Crau. Dante a raison : Arles et sa campagne sont un vaste sépulcre où gisent les débris d'une des plus grandes époques qui ait passé sur le monde. C'est là, entre ces rochers et le Rhône, entre cet amphithéâtre qui semble défier les âges et cette nécropole hérissée de tombes, dont l'image poursuivait Dante à travers les cercles de son enfer, — c'est là qu'au ve siècle s'éteignit la domination romaine, déjà disparue de l'Italie. Elle avait pris naissance en Gaule, non loin de là, dans les murs de Narbonne et d'Aix. Comme le sang reflue au cœur d'un mourant, elle revenait finir près de son berceau.

Ce n'est point à Rome qu'il faut aller méditer sur la destinée des empires. La ville éternelle ne sait point mourir. A la Rome de Mars a succédé la Rome de saint Pierre, à la cité des consuls et des empereurs celle des papes, au siècle d'Auguste et des Antonins celui de Léon X. Chaque époque brillante y a laissé son empreinte, chaque grandeur sa ruine, et dans cette confusion de monumens et de

souvenirs la pensée s'égare, l'émotion nuit à l'émotion. Rome n'est point un tombeau, elle ressemblerait plutôt à un musée de la mort.

J'aime mieux Arles, la petite Rome gauloise, *gallula Roma Arelas*, comme disaient nos pères. Un pieux silence l'environne. Elle s'élève mélancoliquement au-dessus du delta du Rhône, comme le cippe funéraire d'un seul peuple et d'une seule époque. Dernière métropole d'une puissance qui embrassa tout l'Occident, elle clôt dans notre monde les temps romains : voilà sa gloire, et aucune autre n'est venue se mêler à celle-là. Il y a dans cet isolement d'un grand souvenir je ne sais quelle majesté sombre qui le grandit encore, et lui imprime une consécration religieuse.

De même que la Rome des bords du Tibre, celle du Rhône peut raconter ses guerres, ses révolutions, ses jours malheureux ou prospères et ses aventures héroïques. Elle peut évoquer de son sein d'illustres ombres, et d'abord Maximien Hercule, Fausta, le grand Constantin et ses enfans, Crispus, Constance, Constantin II. Constantin aima le séjour d'Arles, qu'il reconstruisit en partie, qu'il couvrit de monumens, et à qui il donna son nom, qu'elle n'a point gardé. Cette tour ruinée, en saillie sur le Rhône, est un reste du palais de Fausta : là s'accomplit le prologue des tragédies domestiques qui firent de la famille du premier empereur chrétien une nouvelle famille des Atrides. Constance y naquit : là-bas se trouvait la porte triomphale, maintenant détruite, sous laquelle le triste successeur de Constantin ne passait jamais sans baisser la tête, tant il se supposait grand ! Ce port renferma les flottes de Jules-César armées pour la punition de Marseille, et cet amphithéâtre entendit la voix de Majorien proclamant l'amnistie des Gaules.

Je me suis adressé à des ombres plus modestes, et les souvenirs dont j'ai recherché la trace parmi ces décombres n'ont pas fait tant de fracas à travers les siècles. Qui connaît aujourd'hui le tyran Constantin et le moine Constant, son fils, et le terrible Breton Gérontius, leur ami, leur soldat et leur assassin, et les deux Espagnols Didyme et Vérinien, neveux de Théodose, dont la tête servit d'enjeu aux calculs d'un tyran qui voulait se faire légitime? Personne ou presque personne assurément. Pourtant l'histoire de ces hommes est la nôtre. Ils furent les acteurs d'un drame sanglant représenté au ve siècle dans les murs d'Arles, sous les yeux et avec le concours de nos pères, au milieu des plus rudes secousses qui aient jamais ébranlé une société. A ce seul titre, leur histoire mériterait quelque intérêt. Peut-être aussi y trouvera-t-on des leçons utiles dont nous ferions bien de profiter, tous tant que nous sommes, soldats ou citoyens, gouvernans ou gouvernés.

I.

Le monde romain, si laborieusement reconstruit par l'épée et les lois de Théodose, retombait en poussière sous la main de ses fils. Enfans débiles d'esprit et de corps, qui n'étaient pas destinés à devenir jamais hommes, Arcadius et Honorius avaient porté sur les trônes d'Orient et d'Occident des caractères, des goûts, des procédés de gouvernement exactement pareils : même impatience avec même incapacité de régner, même aversion secrète pour les tuteurs qu'ils avaient reçus de leur père, et dont ils contrariaient l'administration par des complots de palais, même soumission enfin pour les eunuques auxquels ils obéissaient en croyant leur commander. Avec tant de points de ressemblance, ces frères se haïssaient cordialement. Tout devenait entre eux sujet de convoitise et d'envie : leur lot dans le partage de l'empire, l'éclat de leurs capitales, la grandeur et le nombre de leurs provinces, la force de leurs armées, le chiffre de leurs revenus; et comme ce sentiment misérable était le seul qui donnât quelque prise aux tuteurs sur des caractères si rétifs, les tuteurs se gardèrent bien de le combattre, et ils en vinrent à se détester eux-mêmes plus encore que leurs pupilles. L'antagonisme de Rufin et de Stilicon fut pour le monde romain une source inépuisable de maux. Sous l'excitation de ces haines de ministres et de princes, la vieille rivalité de Rome et de Constantinople se ranima. L'Occident fit une guerre de vexations commerciales, de prohibitions, de confiscations à l'Orient, qui la lui rendit. On passa de là à la guerre des armes, et les trésors ainsi que le sang des Romains s'épuisèrent en pure perte sur la frontière des deux empires. Enfin on se jeta, d'une rive à l'autre de l'Adriatique, Alaric et les Goths, comme dans une lutte à mort deux ennemis désespérés invoquent à leur aide la peste et le poison.

Les nécessités de cette querelle parricide obligèrent Stilicon à dégarnir la Gaule de ses meilleures troupes, pour mettre l'Italie à l'abri d'une attaque des nations barbares, tandis que ses propres armées seraient en Illyrie. Il y avait dans cette mesure, sous quelques couleurs qu'on la présentât, un côté si blessant pour l'orgueil de la Gaule, si compromettant pour sa sûreté, que le tuteur d'Honorius n'osa en confier l'exécution qu'à lui-même. Parti de Milan en plein hiver par les Alpes rhétiennes pour gagner les sources du Rhin, il descendit le cours du fleuve jusqu'à la mer, visitant sur la rive gauche les grands établissemens militaires fondés jadis par Auguste, ces camps permanens considérés depuis quatre siècles comme le boulevard de l'extrême Occident. Le boulevard fut démantelé. Tout ce que

les camps du Rhin et les garnisons du nord des Gaules renfermaient de soldats vigoureux et aguerris en fut retiré et dirigé sur l'Italie; Stilicon rappela aussi de la Bretagne une des légions qui protégeaient cette île contre les irruptions périodiques des Pictes et des Scots. Tout cela ne se fit point sans récriminations et sans plaintes de la part des provinces gauloises, inquiètes et humiliées; mais le ministre d'Honorius, tout entier aux entraînemens de sa passion, ne voyait plus rien que sa guerre d'Illyrie : il lui sembla même que la diminution des forces romaines sur la rive gauche du Rhin allait se trouver plus que compensée sur la rive droite par de nouvelles alliances, formées, sous ses auspices, entre l'empire romain et les deux peuples germains de qui dépendaient surtout la sûreté de la Gaule et la paix de l'Europe occidentale.

Ces deux peuples, qui tenaient la Gaule sous leur main, étaient les Alamans et les Franks, dont les redoutables confédérations avoisinaient le Rhin dans tout son cours : les Alamans, depuis sa sortie des Alpes jusqu'au confluent du Mein; les Franks, depuis ce point jusqu'à la mer. Ils étaient le grand épouvantail de l'Occident, l'avant-garde de toutes les invasions, les instigateurs de tous les pillages. Les dernières guerres civiles de Rome les ayant introduits dans les affaires intérieures du gouvernement romain, on les avait vus figurer en grand nombre et avec beaucoup d'ardeur sous le drapeau du tyran Eugène, principalement les Franks, qui semblaient partager la haine de leur compatriote Arbogaste contre Théodose. Stilicon lui-même, à son départ d'Italie, n'était point sans inquiétude sur les dispositions de ces peuples turbulens; mais il fut bientôt rassuré. Non-seulement les Franks et les Alamans mirent à demander le renouvellement de leurs traités d'alliance avec l'empire (traités qui, étant personnels aux empereurs, se renouvelaient à chaque changement de règne) un empressement qu'ils n'avaient jamais montré; mais la présence de Stilicon parut exciter dans toutes leurs tribus une admiration enthousiaste. Son voyage sur le Rhin ressemblait à une marche triomphale. Le fleuve était couvert de barques d'où partaient des acclamations et des cris de bienvenue que la rive germanique répétait au loin. Les rois barbares briguaient l'honneur de le saluer à son passage comme des cliens. « Nous avons vu, disait Claudien, le Sicambre, prosterné devant notre général, étaler sur la poudre sa fauve crinière... Ces terribles, qui faisaient métier de nous vendre nos loisirs, et nous marchandaient à prix d'or une paix honteuse, l'attendent de nous maintenant, et nous livrent pour otages leurs enfans. » Ces démonstrations inaccoutumées tournèrent à la gloire personnelle de Stilicon, et servirent à l'aveugler sur les suites heureuses de ce voyage. A en croire ses flatteurs et ses partisans poli-

tiques, c'était une vraie conquête de la Germanie, accomplie par sa seule présence. « Il a fallu aux Drusus et aux Germanicus, disaient-ils, de longues années de combat pour dompter les Germains; Stilicon n'a eu besoin que de paraître. Il se montre, et déjà le Rhin ne sépare plus deux terres ennemies; le voyageur indécis demande, en parcourant ses bords, quelle est la rive romaine. »

Sans doute la personne même de Stilicon était pour beaucoup dans l'accueil qu'on lui faisait. Le nom justement célèbre de l'ami de Théodose, du tuteur d'Honorius, du Vandale vice-empereur de Rome, avait dû piquer vivement la curiosité des Germains, et ainsi s'expliquait leur empressement à le voir; mais l'ardeur qu'ils montraient à confirmer leurs anciennes capitulations et à se lier plus étroitement avec l'empire tenait à des causes plus sérieuses, plus profondes, à une situation particulière de la Germanie dans les dernières années du IVe siècle. L'arrivée des Huns à l'ouest des Palus-Méotides et leurs progrès incessans vers le Danube mettaient en émoi depuis vingt-cinq ans tout le nord de l'Europe. Des races slave et gothique, les premières frappées dans les contrées voisines de la Mer-Noire, l'inquiétude et le trouble avaient gagné de proche en proche jusqu'aux peuples germains les plus reculés vers l'Océan. L'instinct barbare leur faisait reconnaître dans ces nomades irrésistibles, devant qui les Visigoths avaient fui comme un troupeau de daims, et que les fiers Ostrogoths reconnaissaient pour maîtres, les futurs dominateurs de la barbarie. Sous l'impression vague de ces terreurs, la Germanie occidentale se préparait à une lutte dont l'époque ne semblait pas bien éloignée. Les peuples se groupaient par masses suivant leurs intérêts ou leurs affections; on refaisait ou défaisait les anciennes alliances, on en contractait de nouvelles; ce fut alors que l'intérêt, sinon l'affection, porta les Alamans et les Franks à se ranger du côté de l'empire. Comme aux annonces d'un grand cataclysme de la nature on voit les animaux les plus sauvages, chassés de leurs forêts par la peur, se rapprocher de l'homme, et chercher protection jusque dans les villes, ainsi ces peuples farouches venaient s'appuyer à ce corps organisé des nations romaines qu'ils avaient si souvent tenté de détruire. La suite prouva bien que leur désir d'alliance était sincère et médité. Deux frères, rois ou princes des Franks, Marcomir et Sunnon, ayant voulu rompre la paix jurée avec l'empire et agiter leurs tribus, les Franks se chargèrent eux-mêmes de les châtier. L'un d'eux, livré aux gouverneurs romains de la frontière, fut retenu quelque temps en prison, puis relégué en Étrurie, où il mourut; l'autre essaya de venger l'injure de son frère, mais sans succès, et il périt par la main des siens.

Cependant les Huns, dans leur extension progressive vers le midi,

avaient atteint le Bas-Danube, et, campés dans les plaines voisines du fleuve, pesaient sans intermédiaire sur le monde romain. Les masses de population européenne qu'ils avaient déplacées et refoulées dans leur marche encombraient maintenant la moyenne vallée entre le lit du fleuve et les Carpathes. C'était un pêle-mêle de tribus slaves et teutoniques, principalement de Goths, qui se croisaient, se heurtaient, s'agitaient en tous sens, comparables à une fourmilière en désordre. Les postes romains établis tout le long de la rive droite avaient peine à contenir dans ses limites cette foule incertaine, tumultueuse, incapable de se rasseoir, et que la moindre impulsion devait faire déborder au dehors. Deux débouchés, le cas échéant, s'ouvraient à elle, l'un au sud, et par-delà le Danube, vers les Alpes juliennes et l'Italie, l'autre à l'ouest, en remontant le cours du fleuve, vers la Germanie et les Gaules. L'événement qu'il était aisé de prévoir ne se fit pas attendre longtemps.

Les Huns avaient amené avec eux en Europe des nations de différentes races, déjà leurs sujettes en Asie, ou que, rencontrant sur leur route, ils avaient entraînées de gré ou de force dans leur tourbillon. Au nombre de ces dernières figuraient les Alains, qui habitaient le grand steppe du Caucase, promenant leurs maisons roulantes et leurs troupeaux du Palus-Méotide à la Mer-Caspienne : plusieurs tribus de ce peuple, enlevées par les Huns à leur passage dans le steppe, suivaient la horde conquérante plutôt comme vassales que comme alliées. L'Alain, à la taille élancée, aux cheveux blonds, aux yeux bleus, aux traits réguliers et droits, n'avait ni la laideur repoussante ni l'horrible férocité du Hun; il passait même pour doux et sociable, réputation qui ne s'accordait guère avec la rudesse sauvage de ses mœurs. Transplanté du Caucase au pied oriental des Carpathes, il parcourait maintenant les prairies du Pruth et du Danube, armé d'une énorme lance et d'un plastron de grosse toile revêtu d'écailles de corne, et étalant sur ses épaules une casaque de cuir humain : décoration étrange qui était chez cette nation un privilége de la bravoure, car tout guerrier qui avait tué un ennemi avait le droit de l'écorcher et d'en tanner la peau, pour en faire, suivant le cas, un manteau d'honneur pour lui-même ou une housse pour son cheval. Ce digne vassal des Huns ne vivait pas toujours en bonne intelligence avec ses maîtres, et parfois il s'élevait entre eux des discussions dans lesquelles l'Alain courait à sa lance, et le Hun à ses flèches. Par suite d'un dissentiment de ce genre survenu en l'année 405, deux grandes tribus alaines résolurent de quitter secrètement le camp des Huns. Une belle nuit, sous la conduite de leurs chefs ou rois Goar et Rispendial, elles s'esquivèrent, et, tournant le coude que forment les Carpathes à leur extrémité

orientale, elles arrivèrent dans la moyenne vallée du Danube, avec l'impétuosité d'esclaves fugitifs qui viennent de briser leurs fers.

Le choc fut si violent contre cette fourmilière humaine qui remplissait la vallée, et la terreur si grande des deux côtés, qu'une partie des tribus força la rive droite du Danube et se jeta en Pannonie, se croyant poursuivie par les Huns; l'autre partie s'enfuit en remontant la rive gauche du fleuve, de sorte qu'il s'établit deux courans d'émigration dans les directions que j'indiquais tout à l'heure, l'un vers les Alpes et l'Italie, l'autre vers le Haut-Danube et le Rhin. Je n'ai point à m'occuper de la colonne qui alla se verser sur l'Italie, je dirai seulement que, depuis le temps des Cimbres et des Teutons, pareil danger n'avait pas menacé la péninsule romaine. C'était un ramas de toutes les races du Nord, conduit par Rhadagaise, prêtre et roi de sa horde, païen féroce qui avait voué solennellement toute la population de Rome en sacrifice à ses dieux. Stilicon fut le Marius des nouveaux Cimbres. Ayant attendu Rhadagaise dans les défilés de l'Étrurie, il l'enferma près de Fésules, sur une colline où celui-ci s'était retranché, fit périr toute son armée par la famine ou par le fer, et l'obligea lui-même à se tuer. C'était la seconde fois que Stilicon couvrait les approches de Rome : deux ans auparavant, il avait vaincu, à la bataille de Pollentia, Alaric, qui menaçait aussi la ville éternelle, et il lui avait imposé la paix. Une grande part revint dans ces deux victoires aux légions que Stilicon avait tirées des camps du Rhin : elles sauvaient Rome aux dépens de la Gaule.

La colonne que le mouvement d'impulsion avait portée vers l'Occident, et qui remontait le Danube, renfermait dans ses rangs des tribus sarmates ou slaves, mais surtout des Germains orientaux, restes des anciennes confédérations des Marcomans et des Quades, désignés sous le nom générique de Suèves. Cédant eux-mêmes au courant qu'ils avaient décidé, les Alains marchaient à quelque distance. Les émigrans, chemin faisant, s'incorporaient, bon gré, mal gré, tous les Barbares qui se trouvaient à leur portée, soit Slaves, soit Germains; ils entraînèrent aussi quelques Illyriens sujets de Rome. Quoique placée hors de leur passage, et de force d'ailleurs à résister s'ils eussent voulu user de violence, la nation des Vandales-Astinges, qui habitait près des sources du Marosch, se laissa gagner par l'exemple et se leva tout entière pour émigrer; mais au lieu de suivre sur la rive gauche du Danube la route des Alains et des Suèves, elle passa le fleuve et se dirigea vers le lac Pelsod, dans le voisinage duquel campait un autre rameau de la même famille, les Vandales-Silinges, cantonnés en ce lieu par le grand Constantin en 335. Or les Astinges, en quittant les sources du Marosch, avaient eu la fantaisie d'emmener avec eux des frères dont ils étaient sépa-

rés depuis si longtemps, et ils venaient les chercher dans leur domicile. On eût pu croire que les Silinges, fédérés de l'empire et mêlés aux habitudes de la vie romaine pendant trois quarts de siècle, étaient tant soit peu conquis à la civilisation : il n'en était rien, et au premier mot de leurs frères ils partirent sans balancer, tant l'esprit de vagabondage et le goût des aventures étaient innés chez cette race des Vandales! Astinges et Silinges formèrent une division à part et comme une troisième horde dans l'émigration. Ces bandes, qui s'en allaient chercher ensemble une patrie vers le soleil couchant, se furent bientôt liées et concertées pour une expédition commune. La Gaule et la Germanie se rencontraient toutes deux au bout de leur course. Entre ces deux pays, l'un riche et l'autre pauvre, leur choix ne fut pas douteux : ils décidèrent que la Gaule serait attaquée de deux côtés à la fois, afin de diviser les garnisons romaines de la frontière qu'ils savaient d'ailleurs presque réduites à rien. Les Alains et les Suèves se chargèrent d'attaquer par le Rhin supérieur, entre le lac de Constance et les Vosges; les Vandales, par le Rhin moyen, à l'endroit où le Mein se jette dans ce fleuve, et en face des remparts de Mayence. Ils ne doutaient point que les Germains de la rive droite, Alamans et Franks, ne vinssent avec empressement se joindre à eux et ne leur facilitassent le passage du fleuve. Les rôles ainsi distribués, chacun prit la direction convenue, et tandis que les hordes suève et alaine se rapprochaient des Vosges, les Vandales, repassant le Danube, entrèrent dans les montagnes de la Thuringe et gagnèrent la vallée du Mein.

Leur étonnement fut grand au débouché de cette vallée, lorsqu'ils virent en face d'eux les Franks, qui, bien armés et en bon ordre, étaient venus leur barrer le chemin. Les habitudes connues des Franks rendaient la surprise naturelle, et les Vandales avaient bien pu se tromper dans leurs calculs. Quand ils se furent assurés que l'opposition était sérieuse, et que les Franks se portaient réellement pour champions de la Gaule, ils n'hésitèrent pas à les attaquer; mais ils furent battus et mis en fuite avec une perte que les historiens évaluent à plus de vingt mille guerriers : leur roi Godégisile resta parmi les morts. Hors d'état de reprendre l'offensive après un tel désastre, la horde vandale rebroussa chemin et regagna toute découragée le pied des montagnes de la Thuringe. Tandis que ces choses se passaient, les hordes combinées des Alains et des Suèves s'approchaient du Rhin supérieur, où le même spectacle frappa leurs yeux; seulement c'étaient les Alamans qui fermaient ici l'accès du fleuve et se proclamaient champions de l'empire romain. Moins ardentes ou moins présomptueuses que la horde vandale, celles-ci s'arrêtèrent à distance pour observer et délibérer en commun. Le conseil

des chefs dans cette délibération se trouva fort divisé : les uns voulaient qu'on se battît, les autres qu'on ne se battît pas. Suèves et Alains ne s'entendaient guère, et les Alains eux-mêmes se partagèrent en deux camps. Le roi Goar trancha la question en passant avec tout son peuple du côté des Alamans, en devenant, par la plus imprévue des péripéties, l'ennemi de ses compagnons et le compagnon de ses ennemis. Il ne restait à l'autre roi alain, Rispendial, et aux rois suèves qu'un parti à prendre, celui de rejoindre les débris de la horde vandale, et c'est ce qu'ils firent. Ayant reconstitué par leur union une force capable de prendre l'offensive, les confédérés revinrent au confluent du Mein, battirent les Franks, les balayèrent de la rive et franchirent le Rhin en face de Mayence : leur passage s'opéra le dernier jour de l'année 406, date funèbre écrite en traits de sang dans les annales de la Gaule.

Mayence, prise d'assaut et saccagée, éprouva toutes les horreurs d'une guerre barbare. En vain les habitans crurent trouver un refuge dans l'église, sous la sauvegarde de la religion : ils y furent égorgés par milliers; le sang ruisselait comme une rivière sur le pavé, et l'autel fut souillé de cadavres. C'était là le traitement annoncé à toute ville des Gaules qui oserait et ne saurait pas se défendre. Maîtresses de cette clé du Rhin, les hordes se répandirent sur toute la zone riveraine, pillant, incendiant, massacrant; rien n'échappait aux convoitises de ce dénûment sauvage pour qui tout était nouveauté et richesse, et les dépouilles des chaumières allaient s'entasser pêle-mêle, avec celles des palais, dans les chariots de bagages. Les pillages se succédaient jusqu'à ce que tout fût enlevé ou détruit, et ce qui avait pu échapper au fantassin vandale ou suève, la légère cavalerie alaine était là pour le reprendre. Aucune force romaine organisée ne tenait la campagne et n'arrêtait ces dévastations, car sitôt que les légions, ou plutôt les cadres vides qui depuis dix ans portaient ce nom sur la rive gauche du Rhin, avaient vu le fleuve franchi et Mayence aux mains des Barbares, elles avaient déserté des camps où elles ne pouvaient point se défendre. Une partie se dissémina dans les châteaux-forts et les villes garnies de bonnes murailles, l'autre alla se rallier au maître des milices Chariobaude et au préfet du prétoire Liménius, dans leur résidence de Trèves.

Sans doute cette métropole de la préfecture des Gaules, défendue par les eaux de la Moselle et solidement fortifiée, aurait pu résister longtemps à des Barbares inexperts dans l'art des siéges; mais que serait devenue, pendant ce blocus du préfet, l'administration de la Gaule et de ses deux diocèses, la Bretagne et l'Espagne, ainsi que les relations de ces grandes provinces avec l'Italie? Liménius et Chariobaude jugèrent que le parti le plus sage était de faire retraite vers la Loire ou le Rhône, sous la protection de leur petite armée, qui se

grossirait en chemin, et ils évacuèrent Trèves avec la caisse publique, les archives de la préfecture et le corps des employés de l'office prétorien. Il paraît que la préfecture ambulante fit halte en divers lieux avant de se fixer, et qu'Autun, l'antique et illustre capitale des Éduens, la posséda pendant quelque temps; mais elle n'y resta point, Liménius l'y trouvant encore trop exposée aux surprises des Barbares. Lyon même ne lui parut pas assez sûr, et il ne s'arrêta que dans les murs d'Arles. Au reste, nulle autre ville, dans ce désarroi général des Gaules, ne semblait plus propre à devenir le siége du gouvernement romain. — Résidence du grand Constantin et de quelques-uns de ses successeurs, décorée, agrandie par leurs soins, Arles était devenue pour les provinces gauloises du midi une métropole de fait, sinon de droit. Voisine de la mer et protégée non-seulement par le Rhône, mais aussi par la nature même du pays, entrecoupé d'étangs et de canaux, elle offrait de faciles moyens de défense et de ravitaillement, et une flotte de galères perpétuellement à l'ancre sous les terrasses du prétoire impérial pouvait mettre à couvert, en cas de danger, la vie du préfet avec l'honneur de la préfecture. Ainsi Rome, en retraite devant la barbarie, se repliait sur elle-même, et ce n'était pourtant pas en Gaule qu'elle devait ressentir les premiers symptômes de mort.

Pendant ces évolutions de la préfecture des Gaules, les Barbares pillaient de fond en comble la zone territoriale riveraine du Rhin. Des haute et basse Germanies, ils passèrent dans la Belgique, qu'ils commençaient à traiter de la même façon, lorsque, par une inspiration soudaine, ils s'arrêtèrent, rallièrent leurs détachemens épars, et la horde, concentrée de nouveau, partit tout d'un trait dans la direction du nord-est au sud-ouest, traversant la Gaule en diagonale jusqu'au pied des Pyrénées. Elle voulut passer en Espagne, mais elle trouva les défilés, les *ports*, comme nous disons encore aujourd'hui d'un vieux mot ibérien, qui signifie passage, bien fortifiés et vaillamment défendus. C'était le peuple de ces montagnes qui en avait seul la garde en vertu d'une ancienne coutume respectée par le gouvernement romain, et que l'Espagne regardait comme un droit. Les braves et agiles montagnards, embusqués dans des lieux inaccessibles, repoussèrent si bien toutes les tentatives des Barbares, que ceux-ci, découragés et prompts d'ailleurs à changer d'avis, renoncèrent à leur entreprise. L'histoire ne nous dit pas quelles raisons les y avaient poussés si soudainement. Trouvèrent-ils trop de mécomptes dans le pillage des Gaules, et cette province si souvent ravagée avait-elle paru à de misérables sauvages une trop chétive proie? Craignirent-ils que les Germains, qui commençaient à pénétrer par la brèche qu'eux-mêmes avaient faite, ne vinssent les troubler dans leur conquête et leur en disputer le butin? Enfin les Gau-

lois, intéressés à les éloigner, leur avaient-ils dépeint l'Espagne, vierge encore de toute guerre barbare, comme une contrée bien autrement riche et fertile que la Gaule, et dans laquelle Alains, Suèves et Vandales pourraient s'établir à l'aise et vivre grassement sans appréhender ni Germains, ni Romains? Tous ces motifs concoururent vraisemblablement à leur faire adopter cette résolution, que l'intrépidité des montagnards avait fait échouer. Quoi qu'il en soit, les Barbares, irrités de leur défaite et de la perte de leurs espérances, se rejetèrent sur la Gaule avec une sorte de fureur.

Toutes les calamités qui désolaient naguère les provinces du nord s'apesantirent sur le midi : la Novempopulanie, l'Aquitaine, la Lyonnaise, provinces si privilégiées entre toutes par leur éloignement de la frontière, connurent à leur tour les angoisses d'une invasion barbare. L'Aquitaine, « cette moelle des Gaules, ce paradis de l'Occident, » comme on aimait à l'appeler, ne fut bientôt plus qu'un lieu de désolation, d'autant plus déplorable que ses habitans ne savaient ni se protéger eux-mêmes ni souffrir. Les uns cherchaient leur sûreté dans les villes, d'autres les désertaient. Les riches se construisaient dans les lieux écartés, parmi les rochers et les marais, des retraites faciles à défendre, où ils se transportaient avec leur famille, leurs meubles et leurs cliens; mais la faim venait les y forcer au défaut de l'ennemi. Comme on ne labourait guère et que les Barbares se chargeaient de moissonner, la disette marcha bientôt de pair avec l'incendie et le massacre. Toulouse, longtemps assiégée, dut son salut à l'héroïque énergie de son évêque, Exupérius, qui vendit tout ce qu'il possédait et jusqu'aux vases sacrés de son église pour nourrir les pauvres qui défendaient la ville. Il sortit de ce siége si pauvre lui-même et son église si dénuée, qu'il était réduit à porter le vin de l'eucharistie dans un pot de verre et le pain dans une corbeille d'osier. On raconte qu'il resta pâle toute sa vie par suite des privations qu'il s'imposait à lui-même en nourrissant les autres. « Exupérius, dit à ce sujet un contemporain, ne souffrit jamais que de la faim d'autrui. »

On aurait pu croire que la tempête, en se transportant du nord au midi, laisserait respirer les provinces du Rhin, et que le malheur des secondes servirait au soulagement des premières : il n'en fut point ainsi. La frontière une fois ouverte et la Gaule en plein pillage, les peuples germains s'y précipitèrent de tous côtés. Ce furent d'abord des Gépides et des Hérules, bandes terribles, mais passagères, qui se fondirent avec le temps et disparurent du pays, puis les Burgondes, qui y restèrent. Sortis en grand nombre de la forêt hercynienne, ils se jetèrent sur l'Helvétie et s'y établirent par violence. L'empire n'avait eu jusqu'alors avec ces barbares que des relations

de bon voisinage; mais la rapine exerçait de trop fortes séductions sur l'esprit du Germain. Les Franks, ces braves champions qui avaient défendu la Gaule au prix de leur sang, ne résistèrent pas à la tentation de la piller eux-mêmes, quand ils la virent pillée par les autres. Les Alamans en firent autant : ceux-ci entrèrent dans la première Germanie, ceux-là dans la seconde, et saccagèrent Cologne et Trèves. Les tribus saliennes cantonnées sur le Bas-Escaut, qui étaient fédérées de l'empire depuis un demi-siècle, n'en saccagèrent pas moins les villes de la seconde Belgique : tout le monde voulait prendre part à la curée. Saint Jérôme, dans une lettre plusieurs fois interrompue par ses larmes (c'est lui-même qui nous le dit), retraçait ainsi le tableau de cette Gaule où il avait passé sa jeunesse, et qu'il aimait comme sa seconde patrie : « O déplorable république, s'écriait-il, la barbarie tout entière s'est donc conjurée contre toi ! Entre l'Océan et le Rhin, entre les Pyrénées et les Alpes, rien n'a été exempt de ses ravages. Mayence, cette noble ville, n'est plus qu'une ruine; Worms a péri après un long siége; Reims, Amiens, Arras, la cité des Morins, où finit notre monde, Tournay, Spire, Strasbourg, de villes romaines sont devenues germaines. L'Aquitaine et les provinces qui l'entourent sont dévastées, sauf quelques lieux fortifiés que la faim dépeuple au dedans, tandis que le glaive les presse au dehors. Est riche qui peut avoir du pain, est puissant qui ne traîne pas une chaîne à son pied... »

Nous trouvons dans les vers d'un poète gaulois témoin et victime de l'invasion un autre écho lointain et douloureux des souffrances de nos pères : « Hélas ! nous dit-il, quand la masse entière de l'océan sorti de son lit serait venue fondre sur nos campagnes, tout n'eût pas été englouti; quelques points auraient surnagé au-dessus des vastes eaux : ici tout a péri. Nos récoltes sont perdues jusqu'à la semence. Nos troupeaux? nous n'en avons plus, et nous cherchons la place où furent nos oliviers et nos vignes. Nos villas à demi dévorées par la flamme, la pluie les achève, et celles qui restent debout, en si petit nombre, sont vides et abandonnées : spectacle plus triste que la ruine ! Ni les châteaux assis sur les rocs à pic, ni les villes fortifiées sur de hautes montagnes, ni la ceinture profonde des fleuves autour de nos murailles, rien n'a pu nous protéger. La ruse a pénétré là où s'arrêtait la force, et nous avons souffert, tous tant que nous sommes, tout ce que des hommes peuvent souffrir. »

II.

Le contre-coup des événemens de la Gaule se fit sentir d'abord dans l'île de Bretagne. Ce diocèse de la grande préfecture du prétoire

des Gaules, séparé de sa métropole par un étroit bras de mer, comme le diocèse d'Espagne par la chaîne des Pyrénées, gardait avec le continent voisin des relations plus étroites fondées sur la confraternité des races et la ressemblance des idiomes, de sorte que tout mouvement qui éclatait en Gaule se propageait aussitôt en Bretagne, à charge de réciprocité. La turbulence des nations bretonnes était alors célèbre en Occident. Pendant le siècle qui venait de s'écouler, on les avait vues disputer aux Gaulois le triste privilége de se révolter périodiquement, et d'embarrasser le gouvernement romain par la création de ces empereurs tumultuaires qu'en langage politique on nommait *tyrans*. Une certaine licence habituelle aux garnisons de la Bretagne, que leur isolement aux confins de l'Occident rendait très difficiles à surveiller, et le relâchement de la vigilance administrative, dû à la même cause, favorisaient merveilleusement la disposition naturelle des insulaires. Bourgeois et soldats s'excitaient, se secondaient à qui mieux mieux, et une idée de révolte avait toujours chance de réussir, qu'elle partît d'une ville ou d'un camp.

Le motif ou le prétexte ordinaire des provinciaux dans leurs rébellions contre le gouvernement romain était sa partialité, vraie ou fausse, pour l'Italie, car les provinces se prétendaient toujours sacrifiées aux intérêts de la vieille métropole de l'empire, surtout quand l'Italie possédait le siége de l'administration impériale. Dans la circonstance présente, l'accusation banale était devenue un fait malheureusement trop réel. Un concert de malédictions s'éleva donc contre Honorius et son tuteur dans tout l'extrême Occident, et plus avaient été grands les services rendus par les légions gauloises à Fésules et à Pollentia, plus les regrets étaient amers, plus la Gaule était en droit de se plaindre qu'on l'eût volontairement sacrifiée. L'origine de Stilicon, fils d'un père vandale, venait donner aux accusations une singulière gravité, toute personnelle au ministre. Comme les Vandales figuraient au premier rang des envahisseurs de la Gaule, on ne manqua pas de dire que l'invasion était son ouvrage; qu'il l'avait conçue, méditée, préparée, en dégarnissant la frontière du Rhin, tandis qu'il excitait les Barbares ses frères à prendre les armes; que pour prix de cette trahison ceux-ci devaient le placer, lui ou son fils Eucher, sur le trône impérial, après en avoir renversé Honorius. Le marché était conclu, le gage livré, et après la Gaule ce serait le tour de la Bretagne et de l'Espagne. Ces absurdes calomnies ne se répétaient pas seulement en Gaule, où la vivacité des souffrances justifiait en quelque façon l'exagération des plaintes; elles avaient cours en Italie, où les ennemis du ministre s'en faisaient une arme pour le perdre, et on entendait répéter, comme une vérité, dans la lâche cour de Ravenne, que le sauveur de Rome avait livré l'empire aux Vandales.

Sous l'ardeur de ces excitations, les Bretons se soulevèrent. La révolte cette fois commença par les soldats; des bourgeois s'y mêlèrent, et bientôt elle devint générale. On fit main-basse sur les fonctionnaires romains. Le vicaire du préfet du prétoire, représentant du gouvernement impérial au-delà du détroit, fut assailli dans sa résidence d'Eboracum, aujourd'hui York, obligé de fuir ou peut-être tué. Après de tels excès, il n'y avait plus qu'à changer d'empereur; on brisa, on traîna dans la boue les images d'Honorius, et un manteau de pourpre, pillé vraisemblablement dans la garde-robe du vicaire, alla, par la main d'un séditieux, couvrir les épaules d'un autre séditieux, nommé Marcus, que les soldats proclamèrent en l'élevant selon l'usage sur un bouclier. Ce qu'était ce successeur improvisé des Jules et des Claude, l'histoire semble l'avoir ignoré; elle nous dit seulement que les mêmes soldats qui l'avaient proclamé le tuèrent au bout de quelques jours, parce qu'il ne sut pas s'accommoder à leur humeur, ce qui ferait supposer que Marcus était de condition civile, et au fond assez honnête homme. Un premier interrègne suivit ce premier meurtre; puis soldats et bourgeois se réconcilièrent, et d'un commun accord ils désignèrent pour remplacer Marcus un natif breton, nommé Gratianus, « un municipal de l'île, » comme s'expriment les historiens. Sorti des rangs de la société britanno-romaine, Gratianus voulut, à ce qu'il paraît, établir un gouvernement régulier, faire cesser le désordre dans les villes, la licence dans l'armée, mais il ne régna que quatre mois, et l'épée d'un soldat l'envoya rejoindre son prédécesseur dans les gémonies d'Eboracum.

L'épreuve n'était pas faite pour encourager les candidats bourgeois, et, aucun des chefs militaires ne se présentant, survint un second interrègne dont l'anarchie se serait prolongée indéfiniment sans une faveur du hasard. Les manipulaires d'une cohorte découvrirent dans leurs rangs un autre manipulaire parfaitement obscur, qui n'avait pas même eu dans les derniers événemens le mérite de la turbulence, mais qui s'appelait Constantin. Ce nom leur parut de bon augure. C'était en effet dans l'île de Bretagne que le célèbre fils de Constance Chlore avait reçu la pourpre d'une troupe de soldats en révolte; c'était de là qu'il était parti pour soumettre la Gaule, l'Espagne, l'Italie, tout le monde romain enfin à son obéissance. Moitié par lassitude de l'interrègne, moitié par raillerie, ils présentèrent leur camarade à la cohorte, puis à la légion : bientôt le nouveau Constantin fut agréé et proclamé par toute l'armée, tant l'idée parut plaisante. Le peuple imita les soldats, et il ne manqua pas de gens qui se rangèrent à ce choix par une inspiration superstitieuse, une sorte de foi dans les concordances de l'histoire. Le simple soldat accepta sérieusement le rôle qu'on lui offrait par déri-

sion et se promit d'être pour tout de bon empereur et maître. Le plus pressé était d'enlever les soldats à l'oisiveté qui perpétuait leur indiscipline et de les empêcher de trop réfléchir à ce qu'ils venaient de faire; Constantin le comprit, et il signifia à l'armée son prochain départ pour la Gaule, d'où il fallait, disait-il, chasser au plus tôt les Barbares.

Ce début, qui dénotait de la hardiesse et du patriotisme, ferma la bouche aux plus malveillans. On se mit sans retard aux préparatifs de l'expédition : l'armée fut partagée en deux corps, sous le commandement de deux officiers de mérite, Justinus et Néviogaste, celui-là romain, l'autre frank. Lui-même choisit ou plutôt on lui donna pour conseiller et tuteur un Breton nommé Gérontius, qui avait acquis une certaine importance durant les troubles. C'était un homme d'humeur ombrageuse et violente, plein de son propre mérite et capable de tout quand sa vanité était blessée, mais expérimenté à la guerre, et dans lequel les événemens révélèrent le génie d'un vrai général. Soit qu'il eût manqué de décision pour s'emparer du pouvoir au moment favorable, soit plutôt que sa rudesse et sa sévérité lui eussent aliéné le cœur du soldat, Gérontius n'était pas empereur de droit, mais il crut bien l'être de fait quand il se vit le directeur ou le surveillant de ce ridicule césar auquel il n'accordait que du mépris. Lorsque tout se trouva prêt pour l'entrée en campagne, la flotte appareilla, et Constantin alla débarquer à Gessoriacum, dans le même port où le fils de Constance, en l'année 306, avait pris terre avec les légions de Bretagne.

L'armée dut bientôt reconnaître qu'au fond son choix n'était pas aussi mauvais qu'elle avait peut-être pensé le faire. Sans être assurément un homme de génie, Constantin ne manquait pas d'intelligence; doué de fermeté et de finesse, il sut déconcerter les prétentions insolentes des hommes qui voulaient le traiter en soldat grossier et ignorant, tandis qu'il gagnait l'affection de ses anciens camarades par une affabilité qui ne manquait point de grandeur. De Gessoriacum, où il plaça son quartier-général, ses émissaires se répandirent dans tout le nord des Gaules; il entra en relation d'un côté avec les décurions des villes et avec les garnisons romaines qui s'étaient maintenues sur divers points des provinces du nord, de l'autre avec les Alamans et les Franks. Justinus lui servait de lien avec les Romains, Néviogaste avec les Barbares. Toutes ses négociations réussirent. Les villes lui ouvraient leurs portes, les campagnes lui fournissaient des recrues, les garnisons romaines s'entendaient avec lui pour balayer la zone du Rhin des brigands qui l'infestaient; enfin les Franks et les Alamans déposèrent les armes. De sages mesures achevèrent la pacification de ces provinces si cruellement déchirées depuis bientôt un an; il fit alliance avec les Burgondes, qui entrèrent dans la fédéra-

tion de l'empire, et il laissa aux Alamans, sous certaines conditions, une partie des terres dont ceux-ci s'étaient emparés dans la première Germanie.

Quand l'œuvre de délivrance fut assez avancée du côté du nord, Constantin se tourna vers le centre et l'ouest des Gaules, que les Alains, les Vandales et les Suèves ne craignaient pas de venir piller presque sous ses yeux, tant Liménius leur avait fait croire à l'impunité. Il eut le bonheur de dégager l'Armorique comme il avait dégagé les contrées rhénanes, et l'Armorique, on peut le supposer sans invraisemblance, reconnut ce service en se déclarant pour lui. Restaient encore les provinces du midi, qui, placées sous la main du préfet du prétoire, semblaient des victimes vouées à l'impuissance ou à la lâcheté de ce représentant du gouvernement romain. Uniquement occupé à garantir sa résidence, il avait concentré aux environs d'Arles tout ce qu'il possédait de troupes, et ce qui s'étendait hors de ce rayon était livré impitoyablement à la merci des Barbares. Ces malheureuses contrées enviaient le destin des provinces du nord; elles appelaient à grands cris le tyran, qui ne demandait pas mieux que de leur obéir, mais qui ne se dissimulait pas la gravité d'une guerre dans laquelle il irait engager sa personne et son armée entre deux adversaires capables de se réunir contre lui, les Barbares et Liménius. Les derniers mois de l'année 407 et les premiers de l'année 408 se passèrent, suivant toutes probabilités, en instances d'un côté, en hésitations de l'autre. Au printemps suivant, Constantin se décida enfin à marcher directement sur Arles.

Depuis plus d'un an que l'invasion de la Gaule était consommée, cette province n'avait reçu de l'Italie, malgré ses incessantes supplications, ni un homme ni un denier. Honorius, tout entier aux intrigues de la cour de Ravenne et aux trames qu'il ourdissait lui-même pour perdre Stilicon, la laissait se débattre, comme elle pourrait, sous le poids de ses maux. Liménius avait beau écrire lettres sur lettres, ses dépêches restaient sans réponse, ou pour tout reconfort la chancellerie impériale lui conseillait la patience; mais sitôt que le fils de Théodose eût commencé à comprendre que l'obscur soldat, le ridicule tyran qui prétendait prendre sa place, était un homme de sens et d'énergie, qu'une moitié de la Gaule lui devait déjà son salut, et que l'autre voulait le lui devoir, il sortit brusquement de sa torpeur, et une anxiété fébrile succéda à sa trop longue quiétude. Il se trouvait à Rome au moment où lui parvint la dépêche par laquelle Liménius lui annonçait les préparatifs de guerre et le prochain départ du tyran. Mandant aussitôt près de lui Stilicon, qui était à Ravenne, il lui enjoignit d'envoyer, toute affaire cessante, une armée au-delà des Alpes, quelques difficultés que présentassent les circonstances, car Alaric, campé sur la frontière illyrienne, venait

de rompre la paix, et d'un jour à l'autre les Goths pouvaient être au cœur de l'Italie. Stilicon se soumit à un ordre qui ne souffrait point de réplique; il ne s'agissait d'ailleurs que d'une très courte expédition, non assurément pour chasser les Alains, les Vandales et les Suèves, Honorius et sa cour ne s'inquiétaient pas de si peu, mais pour fermer au tyran l'accès d'Arles et de la préfecture du prétoire.

Stilicon se mit à l'œuvre, et en quelques jours, grâce à son activité ordinaire, une petite armée d'hommes agiles et déterminés se trouva prête : il l'équipa comme pour une course. Elle se composa principalement des Barbares de la bande de Sâr, chef visigoth qui, après avoir déserté sa nation par suite d'une querelle avec Ataülf, beau-frère d'Alaric, était venu se mettre à la solde d'Honorius. Il servait dans l'armée romaine, avec ses hommes et ses idées à lui, sur un pied d'indépendance presque absolu, prenant à forfait une expédition comme on prend un marché, la menant à sa guise, et figurant sous le drapeau de l'empereur moins en ami de Rome qu'en ennemi des Goths. C'était d'ailleurs un soldat intrépide, doué d'une force et d'une taille de géant, et qui n'avait pas son pareil pour les coups de main. Aussi les généraux romains ne l'employaient guère qu'à cet usage. Stilicon le chargea d'enlever Constantin au moment où celui-ci, dans sa marche sur Arles, traverserait la vallée du Rhône. Sâr accepta la commission, et se fit fort d'amener le tyran mort ou vif aux pieds de l'empereur. Gagnant alors à petit bruit le versant occidental des Alpes et sans rencontrer d'obstacles de la part des montagnards, il se tint blotti avec sa troupe dans une des vallées qui débouchent sur le Rhône, observant ce qui se passait et guettant l'apparition de l'armée gallo-bretonne. Sa marche s'effectua avec tant de promptitude et de secret, que personne en Gaule ne la connut, sauf Liménius et le maître des milices Chariobaude. Quand il fut averti soit par ses éclaireurs, soit par des espions gaulois, que le tyran avait dépassé Lyon et Vienne, puis entrait à Valence, il descendit précipitamment vers le Rhône et alla se poster sur la route au-dessous de cette dernière ville, dans un lieu qui lui parut convenir à une embuscade.

L'armée de Constantin ne tarda pas à se montrer au-delà de Valence. Elle était divisée en deux corps marchant séparément, et que suivait à quelques journées de distance la réserve composée en majeure partie d'auxiliaires germains. Constantin et son quartier-général se trouvaient à la queue du premier corps, commandé par Justinus; Néviogaste conduisait le second, et la réserve avait à sa tête Gérontius et un général frank nommé Édowig. Ces troupes s'avançaient sans trop de précaution, comme dans un pays dont la population leur était favorable, car Lyon les avait accueillies

en libératrices, et Vienne, ainsi que Valence, s'était empressée de leur ouvrir ses portes. Justinus, placé à l'avant-garde du premier corps, vint donc donner en plein dans l'embuscade de Sâr. Attaqué à l'improviste, il se laissa troubler, sa troupe voulut fuir; mais, embarrassée par les obstacles du terrain, elle fut coupée, culbutée dans le Rhône ou massacrée. Justinus périt en combattant. Constantin, qui réussit à s'échapper, regagna Valence, où il se renferma avec ce qu'il put rallier de fuyards. Sur ces entrefaites arriva le second corps d'armée commandé par Néviogaste, qui, avant d'en venir aux mains, voulut s'expliquer avec le général de l'empereur, et lui fit proposer une conférence que celui-ci accepta. Un lieu assez voisin du camp romain fut choisi pour l'entrevue; on convint de l'heure, et les garanties et sermens d'usage furent échangés mutuellement; mais lorsque, sous la sauvegarde de la foi jurée, Néviogaste s'y rendait avec confiance, des hommes apostés par Sâr fondirent sur lui et le tuèrent. La division gauloise, privée de son chef, fit retraite dans le plus grand désordre jusqu'au-delà de Valence, et le général d'Honorius vint mettre le siége devant cette ville, persuadé qu'il tenait déjà Constantin. Celui-ci ne perdit point courage, et, par une défense vigoureuse, laissa à la division de Néviogaste le temps de se reformer et à la réserve celui d'arriver.

Le siége durait depuis sept jours sans beaucoup de progrès de la part des assiégeans, lorsqu'on apprit que la réserve approchait. La présence de Gérontius, esprit plein de ressource et de décision, sembla changer subitement la face des choses, en inspirant autant de découragement à l'ennemi que de confiance aux assiégés. Sâr, qui n'était venu en Gaule que pour un coup de main, pour surprendre, tuer ou enlever le tyran, et non pour faire une guerre en règle contre des forces supérieures, jugea sa mission terminée. Comme le temps pressait, il se mit à piller les campagnes voisines, entassant dans ses chariots tout ce qui tomba sous sa main; puis il leva le siége et reprit le chemin de la montagne avec autant de promptitude que le permettait l'énorme quantité de butin qu'il traînait après lui. Sa richesse faillit le perdre. Les mêmes montagnards qui l'avaient laissé entrer sans opposition, lorsqu'il était à peu près nu, l'attaquèrent au retour quand ils le virent si riche; ils se mirent en *bagaudie*, suivant le mot des historiens, c'est-à-dire en état de brigandage, et tous, alertes, acharnés à leur proie, faisant pleuvoir sur sa troupe perpétuellement rompue des avalanches de rochers, enlevant ses bagages, égorgeant ses traînards, ils finirent par l'emprisonner dans un vallon sans issue. Pendant ce temps, Gérontius le suivait à la piste et allait bientôt l'atteindre. Il était perdu, lui et les siens, si les montagnards n'eussent consenti à les laisser partir

au prix de tout leur butin. C'est dans cet équipage que Sâr regagna l'Italie, ridiculement dévalisé et battu après tant de fanfaronnades et de promesses sans effet.

Constantin, sorti de Valence, reprit sa marche le long du Rhône. Il croyait avoir au moins une bataille à livrer avant d'arriver devant Arles, car l'armée qui gardait cette métropole était assez nombreuse pour en défendre les approches; mais il se trompait : Liménius et Chariobaude ne l'attendirent point. Soit qu'une terreur panique se fût emparée d'eux après la déconvenue de Sâr, soit qu'ils ne se fiassent qu'à demi à la fidélité de leurs soldats, les deux représentans d'Honorius jugèrent à propos de mettre à couvert en leurs personnes la dignité de l'administration romaine : ils s'embarquèrent inopinément pour l'Italie. Ce départ, trop semblable à une fuite, devint le signal de grands excès dans les murs d'Arles et de plusieurs autres villes de la province. Les familiers du préfet, les partisans déclarés du gouvernement central, les serviteurs dévoués de l'empereur Honorius, furent chassés et pillés, quelques-uns même perdirent la vie. L'évêque d'Arles eut peine à sauver la sienne. Signalé à la défaveur publique pour son attachement à la maison de Théodose, il se vit expulsé de son siége par une émeute des habitans et banni de la ville. Celui d'Aix, plus malheureux encore, fut assailli dans son église et massacré. L'effervescence gagnait de proche en proche, et la province aurait eu à déplorer les plus grands maux, si les troupes prétoriennes, privées de leurs chefs, n'eussent mis fin à l'anarchie en faisant leur soumission au tyran. Entré dans la métropole des Gaules au milieu d'acclamations universelles, l'ancien manipulaire des légions de Bretagne alla s'installer au palais des césars, sous ces voûtes fatales qui avaient abrité jadis Maximien Hercule et Fausta.

III.

Arles, bâtie au-dessous de la bifurcation du Rhône, était alors une ville riche et populeuse. Le principal bras du fleuve la coupait en deux parties, du nord au midi, ou plutôt elle formait deux villes distinctes, l'une s'élevant en pente douce sur les rochers de la rive gauche, l'autre s'étendant à plat dans la grande île créée par les atterrissemens du Rhône. Celle-là était la cité gauloise et gallo-romaine, colonie de la sixième légion de Jules-César et embellie par les monumens des empereurs païens; celle-ci devait sa fondation au premier empereur chrétien. Un pont de bateaux les reliait l'une à l'autre à travers le fleuve. Vers l'extrémité occidentale de la vieille ville, un château fortifié dressait sa masse imposante de briques et

de pierres et ses tours en saillie sur le lit du Rhône : c'était le palais impérial, ouvrage de Constantin, que surmontait une coupole ou *trulle*, qui lui donna son nom au moyen âge (1). Des terrasses qui le dominaient, l'œil embrassait au loin la double cité, sa double enceinte de murs crénelés et de tours, et dans la campagne au nord, les files longues et pressées de tombeaux qui composaient comme une troisième cité, la cité des morts. Au centre des habitations, à l'orient du palais, on apercevait le forum quadrangulaire entouré d'arcades et décoré de colonnes et de statues, puis l'église métropolitaine, un des premiers sanctuaires du culte chrétien dans les Gaules, les thermes, le théâtre, et près de l'enceinte méridionale, sur le point culminant du rocher, l'amphithéâtre couronnant la ville comme un diadème. Plus bas, en descendant vers le fleuve, on apercevait le port et ses flottes marchandes, qui venaient échanger les trésors de la Grèce et de l'Asie contre les denrées de l'Occident, puis, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, les mille canaux qui sillonnaient la campagne, la fosse de Marius et les étangs où le Rhône se décharge avant d'arriver à la mer.

L'hôte nouveau qui ramenait sous les voûtes du Trulle le nom de Constantin était Gaulois de naissance, et sa famille résidait en Gaule. Elle se composait de deux fils. L'aîné, qui était moine, s'appelait Constant; l'autre, encore adolescent, se nommait Julien : il semble que cette obscure famille des Gaules, par une sorte d'instinct prophétique, avait pris à tâche de se modeler en tout sur la maison du premier empereur chrétien. On ignore quelles circonstances avaient conduit Constant dans un cloître; mais il y vivait paisiblement, quand la prodigieuse fortune de son père l'en vint tirer. Constantin, qui avait besoin d'un lieutenant et d'un successeur, appela à lui ce fils aîné, lui fit mettre bas le froc, le nomma césar et le maria; Julien, trop jeune pour figurer encore dans le gouvernement, reçut le titre de *nobilissime*, suivant l'usage des maisons impériales. Quand il eut ainsi organisé la sienne, Constantin fit appel à tout ce que la Gaule renfermait d'hommes considérables afin de se constituer par leur moyen une administration. Un grand nombre accoururent, principalement des provinces du centre et du sud-est, les uns mus par le désir patriotique d'assister un pouvoir qui avait commencé la délivrance du pays et pouvait seul la mener à bonne fin, d'autres dans une vue plus systématique, celle de fonder, sous un empereur national, un empire gaulois séparé de l'Italie, sans cesser d'être romain, ce qui avait été à toutes les époques le rêve de la Gaule. Je passe

(1) Château de la *Trouille*. Le palais de Constantin à Byzance, surmonté aussi d'un dôme, portait vulgairement le nom de *Trulle*. On peut consulter là-dessus le *Glossaire* de Ducange.

sous silence les ambitieux et les intrigans, qui se présentèrent d'eux-mêmes. Parmi ceux que leur nom, leur condition, leur vie passée, signalaient particulièrement à l'attention du nouveau césar, se trouvèrent trois personnages dont je dois parler avec quelque détail : le Lyonnais Apollinaris, l'Arverne Decimus Rusticus, et un ancien moine, nommé Héros, que la voix publique désignait pour succéder au métropolitain d'Arles, chassé de son église, ainsi que je l'ai raconté plus haut.

Il n'y avait pas dans toute la province lyonnaise de nom plus ancien et plus considéré que ce nom des Apollinaires, auquel le poète évêque de Clermont, petit-fils de celui dont nous parlons ici, donna sa plus haute consécration historique. Les dignités publiques, et non-seulement les charges provinciales et municipales qu'on appelait *petites*, mais les charges de l'état, les *grandes*, telles que les préfectures du prétoire et les vicariats, les maîtrises des milices, la préfecture de Rome, semblaient être le patrimoine de cette famille, qui compta plus d'un patrice parmi ses membres. L'aïeul de Sidoine avait servi utilement la Gaule dans sa cité, au barreau et sous les drapeaux de l'empire, pendant les règnes de Valentinien et de Gratien, et il y avait acquis la réputation d'un homme honnête, modéré, de bon conseil. En s'attachant à Constantin, il vit surtout l'homme qui tirait son pays de la ruine. Une particularité le distingua dans la longue succession des Apollinaires : c'est qu'il fut le premier chrétien de sa race, restée jusqu'alors obstinément païenne, soit par respect pour la tradition, soit par prétention aristocratique et affectation de vieille noblesse, car la noblesse provinciale, s'attachant à singer en toutes choses le patriciat romain, restait souvent païenne pour se vieillir. Sidoine, de qui nous tenons ces détails, nous vante d'ailleurs dans son aïeul l'indépendance du caractère et la franchise de la parole : « Il sut, nous dit-il, donner, sans danger pour lui-même, un exemple ordinairement bien périlleux, celui de la liberté sous les tyrans. »

Constantin le chargea de la préfecture des Gaules, tandis qu'il prenait Decimus Rusticus pour son maître des offices. Quoique lié avec Apollinaire d'une affection qui datait de l'enfance, son camarade sur les bancs de l'école, son frère sous la tente et son collègue dans les charges publiques, Rusticus était d'une tout autre humeur que son ami. Né en Auvergne, il appartenait à cette race de montagnards durs, opiniâtres et quelquefois cruels, qui furent les héros de la Gaule indépendante contre les Romains, et devaient être encore ceux de la Gaule civilisée contre les Barbares. L'Arverne Decimus nous apparaît dans l'histoire comme un esprit systématique et absolu. Il semble avoir été un des types de ce parti gallo-romain qui

voulait briser l'unité entre l'Italie et la Gaule, avoir son empire, avoir son empereur sous la fédération romaine, tout en conservant les lois, la civilisation, la religion de Rome. C'était ce parti actif et remuant qui entretenait une agitation perpétuelle dans les Gaules toutes les fois que ce grand pays n'était pas le siége de l'empire occidental, c'était lui qui suscitait des tyrans, et il portait à la maison de Théodose une inimitié implacable. Si Apollinaire aimait dans Constantin le libérateur de la Gaule, Rusticus estimait surtout le tyran. Constantin, en le nommant son maître des offices, lui confiait la surveillance des autres fonctionnaires et la police générale de l'état : chargé d'organiser la nouvelle administration, il y plaça vraisemblablement beaucoup d'hommes qui lui ressemblaient.

Quant à Héros, le troisième personnage dont j'avais à parler, c'était un homme savant et pieux, qui avait suivi la discipline monastique sous la direction même de saint Martin, et se fit plus tard un renom parmi les docteurs de l'église dans la querelle du pélagianisme. De grands saints, et en particulier saint Augustin, professaient pour lui une estime profonde. Avait-il connu Constant dans les monastères de Ligugé et de Marmoutier, à l'époque où tous deux portaient le froc? ou le souvenir de leur commune profession suffit-il pour les rapprocher? On ne saurait le dire; mais ils se lièrent bientôt d'une amitié fidèle : Constantin fut pour Héros un protecteur, et celui-ci le paya d'un dévouement qui ne se démentit point dans le malheur. Le nom grec d'Iléros paraît indiquer qu'il était né dans une des colonies grecques de la côte, peut-être dans Arles même, où les idiomes hellénique et latin se parlaient concurremment, et où la liturgie admettait encore au VIe siècle des chants alternatifs dans les deux langues. Quoi qu'il en soit de l'origine d'Héros, les habitans d'Arles le désirèrent pour évêque, et se trouvèrent en cela d'accord avec Constantin. Héros à son tour, par l'autorité du nouvel empereur et par sa propre influence, fit nommer à l'évêché d'Aix un autre disciple de saint Martin, appelé Lazare, son compagnon au cloître, son second dans les luttes théologiques contre la doctrine de Pélage. Lazare, qui osa monter sur ce trône épiscopal encore sanglant, sut y rétablir la paix.

Tout en donnant ses soins aux affaires civiles, le tyran n'avait pas oublié ce qu'il devait à la Gaule et ce que la Gaule attendait d'abord de lui. A peine installé, il s'était mis en campagne contre la horde alano-vandale, qu'il balaya de la frontière narbonnaise, puis il l'attaqua résolument corps à corps, et la défit dans une grande bataille. Elle essaya de se rallier, mais il la poursuivit de proche en proche, jusque dans l'angle que forment à l'extrémité sud-ouest des Gaules les Pyrénées et l'Océan, et il l'y tint comme assiégée.

Les Barbares effrayés demandèrent la paix. On reprocha plus tard à Constantin de ne les avoir pas forcés dans leurs derniers retranchemens, où il eût pu les exterminer; mais il craignit, avec raison sans doute, de pousser à bout des peuples si féroces et de leur rendre par le désespoir le courage qu'ils avaient perdu. Il leur accorda donc ce qu'ils demandaient, la paix et des terres, et leur assigna pour cantonnement le territoire où il les avait acculés, leur imposant en retour la loi ordinaire des fédérés, savoir : l'obligation de rester dans leurs limites, de n'avoir d'amis que ses amis, d'ennemis que ses ennemis, de lui fournir des contingens auxiliaires, et de ne causer aucun trouble aux villes ni aux campagnes des Gallo-Romains. La convention fut jurée de part et d'autre, et la horde mit bas les armes. Elle avait été d'ailleurs menée si rudement, le nom de Constantin lui inspirait un tel respect, qu'elle le fit sans arrière-pensée. Quant à lui, après avoir mené à bonne fin la guerre barbare, il crut pouvoir songer à la guerre civile et se prémunir contre une nouvelle attaque d'Honorius. Il envoya des troupes dans les Alpes, fit occuper les passages et réparer les forts qui tombaient en ruine; des travaux pareils, effectués sur la ligne du Rhin, complétèrent la défense des Gaules. Ainsi garanti contre les menaces du dehors et salué par les bénédictions du dedans, le nouveau pouvoir sembla dès-lors inébranlable.

Tout réussissait comme par enchantement à ce favori de la fortune, ce soldat d'hier qui tenait aujourd'hui sous sa main la Bretagne et la Gaule; toutefois il lui manquait l'Espagne pour être l'égal des césars transalpins, ses prédécesseurs légitimes ou tyrans, Postume, Maximien Hercule, Constance Chlore et le grand Constantin lui-même à son début. Or cette infériorité lui pesait, et il ne rêva bientôt plus que la conquête de l'Espagne. Son ambition en cela se trouvait d'accord avec l'intérêt politique des partis qui voulaient l'indépendance de la Gaule, et de plus avec l'orgueil gaulois, car la Gaule, centre et métropole de l'extrême Occident, regardait la péninsule ibérique comme une de ses dépendances naturelles. L'empire gaulois n'était complet qu'avec ses deux appendices, la Bretagne et l'Espagne, et comme pour le créer fort et durable, il fallait le créer complet, les amis de l'indépendance gauloise opinaient dans la circonstance pour qu'on fît sans délai la guerre à l'Espagne. L'intérêt politique disait la même chose. Il était dangereux en effet, quand on avait tout à redouter de l'Italie, de garder à sa porte une province romaine, théodosienne passionnée, qui était déjà un foyer d'intrigues et de complots contre l'ordre politique reconnu par la Bretagne et la Gaule. Deux armées romaines, descendant au même instant des Pyrénées et des Alpes, pourraient mettre fort mal à l'aise l'empire gaulois et son empereur,

Voilà ce qu'on répétait de toutes parts. Enfin la haine contre Théodose et sa famille, très vive de ce côté des Alpes, y trouvait aussi de quoi se satisfaire : conquérir l'Espagne, c'était abaisser la patrie de Théodose et briser l'orgueil de sa maison.

Ce grand empereur, comme on sait, était né en Galice d'une famille indigène, qui prétendait remonter à Trajan, et s'étendait en rameaux nombreux sur tout l'occident de l'Espagne. Le pays était donc peuplé de parens d'Honorius qui formaient dans l'aristocratie ibérienne une sorte de tribu royale à laquelle tout le monde voulait être affilié de près ou de loin. La constitution de la société espagnole, où la grande propriété existait plus vaste encore qu'en Italie, et presque autant qu'en Afrique, favorisait les prétentions de cette aristocratie, et donnait une base solide à sa puissance. En Galice, en Lusitanie, en Bétique, il n'était pas rare de voir une seule famille posséder la moitié d'une province, avoir assez de cliens pour en former une armée et de revenus pour faire la guerre à ses frais. Dans cette foule de parens plus ou moins directs, mais tous très ardens à soutenir le nom de Théodose, Honorius comptait quatre cousins germains, fils d'un frère de son père : on les appelait Didyme, Vérinien, Lagodius et Théodosiole. A d'immenses propriétés et à une clientèle non moins grande, ils joignaient la fierté de leur sang et la ferme volonté de ne point déchoir. Les deux aînés surtout, Didyme et Vérinien, étaient connus pour des hommes entreprenans qui tenaient déjà une partie de l'Espagne sous leur influence, et avaient su se rattacher les garnisons romaines, peu nombreuses il est vrai, qui stationnaient dans cette province. Tout cela créait pour l'empereur et pour l'empire gaulois une sorte de nécessité de conquérir l'Espagne, tant pour se fortifier eux-mêmes que pour ravaler Honorius et affaiblir l'Italie.

Au reste, Didyme et Vérinien épargnèrent à Constantin le soin de chercher un prétexte en armant les premiers et en faisant occuper les passages des Pyrénées par leurs cliens : l'empereur gaulois y vit un défi, et se hâta de préparer une expédition, dont il remit le commandement à son fils Constant. C'était pour le césar une excellente occasion d'apprendre la guerre, et Constantin le plaça sous la direction de Gérontius, maître aussi habile que dur et impérieux. Il lui donna pour conseiller dans l'administration civile son préfet du prétoire Apollinaire. Comme on ne doutait point du succès de la campagne, Constant reçut une maison digne d'un césar et un office d'employés et d'agens préposés au gouvernement de l'Espagne; il emmena même sa femme avec lui. Dès que tout fut prêt, la guerre commença. Les chefs espagnols avaient compté sur la difficulté des passages autant que sur la fidélité de leurs cliens; mais ces mêmes

ports des Pyrénées, qui avaient été pour les masses inorganisées des Alains et des Suèves une barrière insurmontable, cédèrent à la bravoure disciplinée des Gaulois. Les provinces orientales de la Péninsule furent bientôt à feu et à sang. Au reste, le moine défroqué ne se montra pas trop emprunté sous le manteau de général; les leçons de Gérontius lui profitèrent malgré leur rudesse, tandis que l'esprit conciliant et les sages mesures d'Apollinaire lui ménageaient d'autres succès près des populations espagnoles. Le ridicule de sa métamorphose fut en partie effacé.

Des provinces de l'est, la guerre passa successivement dans celles du centre et de l'ouest, pour se resserrer enfin dans les montagnes de la Galice et dans la haute chaîne au pied de laquelle coule le Tage. C'était le boulevard de l'aristocratie ibérienne et le berceau de la famille de Théodose; on s'y battit donc avec acharnement, mais le génie militaire de Gérontius et l'intrépidité de ses troupes surmontèrent tous les obstacles. D'ailleurs la défense manqua d'unité par suite de la jalousie des deux frères, chefs principaux de la guerre, qui ne cessaient de se contrarier dans leurs opérations : il fallut la mauvaise fortune pour les réunir. Bientôt aussi le peuple espagnol se lassa de suivre des hommes qui se battaient pour leurs priviléges, et les parens de Théodose se virent réduits peu à peu aux laboureurs de leurs domaines. Dans cette situation désespérée, ils surent tenir encore longtemps. Constant les traquait de montagne en montagne, ardent à leur poursuite et désireux de les prendre vivans; mais Didyme et Vérinien lui échappaient toujours pour reparaître bientôt, et ce jeu coûta cher à l'armée gauloise. Enfin un traître dévoila la retraite des deux fugitifs et les livra avec leurs femmes pour de l'argent. Théodosiole et Lagodius, mettant bas les armes, gagnèrent la côte orientale, où ils s'embarquèrent furtivement : l'un se rendit à Constantinople, l'autre en Italie. Ce fut la fin de la guerre : les garnisons romaines firent leur soumission comme le peuple, et l'Espagne reconnut le gouvernement de Constantin. Cæsar-Augusta, aujourd'hui Saragosse, devint la résidence du césar, qui y fixa sa cour et le siége de son administration. Quant à Gérontius, il conserva le commandement supérieur de l'armée. De concert avec lui, le césar prit une mesure que justifiaient peut-être les droits de la conquête et le besoin pour la Gaule de rester maîtresse des communications avec son diocèse à peine pacifié, mais qui eut le tort de blesser au vif les Espagnols. Elle consistait à retirer des mains des habitans les ports des Pyrénées pour en remettre la garde à des soldats de l'armée gauloise. Constant le fit et choisit pour ce service de confiance un corps de Barbares auxiliaires, organisés jadis sous les auspices d'Honorius, et appelés de son nom *honoriaques,* braves soldats, propres à tout, sauf à garder de riches cités et des campagnes opulentes.

L'ancien disciple de saint Martin, devenu de moine soldat et conquérant au rebours de son maître, n'avait pas, malgré tant de succès, l'âme pleinement satisfaite. Il lui fallait encore montrer sa gloire à la Gaule qui peut-être en avait douté, entrer dans Arles triomphalement, passer sous les portes monumentales et traîner lui-même aux pieds de l'empereur ses deux captifs chargés de chaînes; tel était le rêve de son orgueil. Il reçut donc avec joie l'ordre de partir pour la Gaule, où son père avait à l'entretenir d'affaires importantes, et mit à son départ une telle précipitation, qu'il n'emmena point sa femme, laquelle, nous dit un vieil auteur, resta au palais de Saragosse avec tout l'attirail de la dignité impériale. L'histoire nous a envié le récit des pompes qui accompagnèrent la réception du césar dans la métropole de l'empire gaulois; mais elle dépassait, à ce qu'il paraît, tout ce qu'il avait lui-même désiré. Son père, au milieu des acclamations publiques, lui plaça sur le front le diadème des augustes, se l'associant pour collègue dans la plénitude du pouvoir souverain. Quant aux deux Espagnols, Constantin les fit conduire en prison et mettre sous bonne garde jusqu'à ce que certains événemens dont nous allons rendre compte eussent décidé s'ils devaient vivre ou mourir. Le tyran des Gaules voyait en effet dans ces parens d'Honorius, dans ces neveux du grand Théodose tombés vivans entre ses mains, un nouvel instrument de fortune, des otages précieux dont la conservation ou la perte devait servir à de nouveaux projets d'ambition : c'était là l'affaire pressante pour laquelle il avait mandé son fils. Pour bien faire comprendre les projets du tyran des Gaules et cette nouvelle fortune à laquelle il aspirait, j'ai besoin de donner quelques explications théoriques sur la nature même et sur les conditions nécessaires du pouvoir impérial d'après la constitution romaine.

D'après le droit politique romain, l'empire était *un;* ses divisions, ses partages n'étaient pas autre chose que des séparations administratives, des limites de juridiction établies pour les besoins du gouvernement. Quels qu'en fussent le nom et le nombre, on n'y voyait point un morcellement de territoire, et l'intégrité du monde romain ne s'en trouvait point affectée. Tel était le principe fondamental de la constitution, qui ne périt qu'avec elle.

De même que l'empire, la puissance qui le gouvernait était *une*, quels que fussent le nombre et les titres des gouvernans; qu'il y eût un auguste, ou deux, ou trois, ou bien deux augustes et deux césars, comme dans la tétrarchie de Dioclétien, peu importait. Les gouvernans, césar ou auguste, ne faisaient qu'exercer en commun un pouvoir unique, chacun dans la sphère que la volonté de tous lui assignait : le césar avec une action limitée, l'auguste avec la plénitude de l'autorité souveraine, l'un et l'autre sur les territoires qui

leur étaient confiés. Unité et indivisibilité, c'était là, pour la puissance impériale, une condition tellement absolue, qu'une loi faite par un empereur devenait à l'instant même obligatoire pour les autres et applicable par tout le monde romain, au moins quant à ses dispositions générales, les dispositions particulières gardant seules un caractère administratif purement local. La loi était en effet considérée comme l'émanation de la puissance impériale elle-même, résultat d'une même volonté, exprimée par un au nom de tous. Cette théorie de l'unité et de l'indivisibilité du pouvoir impérial reposait sur l'axiome juridique que le prince était le peuple lui-même, volontairement, légalement transformé. Or, le peuple étant de sa nature un et multiple, le prince conservait virtuellement son unité dans la multiplicité. Ceci est bien subtil assurément; mais quiconque a étudié les jurisconsultes romains sait que tout s'enchaînait dans leur système avec une rigueur de logique qui ne reculait devant aucune conclusion.

Une conséquence pratique de la théorie dont je viens de parler était celle-ci : qu'aucun empereur ne régnait légitimement, s'il n'était reconnu, agréé par les autres, admis par eux dans la jouissance du pouvoir commun, et cette reconnaissance mutuelle, cette participation consentie à un même droit, s'appelait, en langage juridique, *unanimitas*. Unanimité et légitimité étaient synonymes. L'unanimité avait pour formule l'adoption : l'empereur agréé par les autres passait dans leur famille à titre de fils ou de frère, et prenait leur nom. Hors de là, il n'y avait plus que des tyrans, produits illégitimes de la révolte, dont les actes étaient nuls et les lois exclues du reste de l'empire, rescindées, rayées des codes après leur mort. La poursuite de l'unanimité avait ses règles et ses formules. Le poursuivant par droit d'usurpation (je ne parle ici que de ce cas), expliquant à sa manière les circonstances de sa révolte (car il avait toujours accepté l'empire malgré lui), s'excusait près de ses collègues et sollicitait leur consentement tardif. Si la demande était repoussée, le poursuivant faisait ordinairement la guerre. Si elle était admise, il recevait de l'auguste régnant une lettre dans laquelle celui-ci le traitait de frère ou de fils, et le déclarait césar en signe d'adoption. Bientôt arrivait un délégué porteur du manteau impérial et d'un rescrit qui élevait le césar au rang d'auguste et de collègue de l'empereur régnant. L'investiture opérait sa transformation légale, et le faisait passer de la condition de tyran à celle de successeur légitime des césars.

Le principe de l'unanimité, excellent au point de vue de la conservation de l'empire, n'était pas moins favorable à la tranquillité des provinces. S'il ne suffit pas à les garantir de la guerre civile, qui

éclata trop souvent, même entre des empereurs unanimes, il les prémunit du moins contre l'état de guerre permanent et la création de nouvelles sociétés politiques, qui eussent été la conséquence inévitable du morcellement. La société romaine y trouva une sauvegarde plus encore que le territoire romain. Il se présenta cependant des circonstances assez fréquentes, surtout au déclin de l'empire, où certaines provinces, ayant plus d'intérêt à l'isolement qu'à l'union, soit parce que le gouvernement central était faible, soit parce qu'il était oppressif, se donnèrent des empereurs particuliers. Dans ce cas, elles préféraient d'ordinaire les tyrans aux princes légitimes, parce que l'unanimité ramenait tôt ou tard les provinces séparées sous l'ascendant de Rome, si elles étaient situées en Occident, sous celui de Constantinople, si elles appartenaient à l'Orient. Chaque fois qu'une scission s'opérait dans l'empire, cette question vitale était agitée : elle le fut souvent en Gaule, et presque toujours elle y aboutit à l'établissement de *tyrannies,* c'est-à-dire à la complète séparation. Dans cette occurrence, la Gaule commençait par associer à son mouvement l'île de Bretagne et l'Espagne, ses appendices, puis elle s'organisait un gouvernement à la manière romaine et suivant les lois romaines, car nul ne songeait à abdiquer ce beau titre de *Romain,* l'opposé de *Barbare* et le synonyme de *civilisé.* Plusieurs de ces empereurs gaulois, qualifiés de tyrans en Italie, furent de grands princes, justes et sages au dedans, redoutés au dehors. Il existait donc en Gaule un parti dont les tendances étaient pour la rupture de l'unité politique sans aller jusqu'à celle de l'unité sociale. Tant que les empereurs d'Occident avaient résidé à Trèves, ce parti, n'ayant plus de raison d'être, s'était dissous, ou ne s'était montré que par sa persistance à vouloir imposer à tout l'empire d'Occident des choix faits en Gaule et en Bretagne; mais lorsque Théodose eut ramené en Italie le siége du gouvernement occidental, le parti de la séparation se releva plus ardent, plus exclusif que jamais. Il embrassa de prime abord la cause du tyran Constantin, il travailla à son succès, il se rallia à son gouvernement, il vit dans ce soldat favorisé de la fortune un instrument pour son propre triomphe, et, ainsi que je l'ai dit, tout nous fait supposer que le maître des offices, Decimus Rusticus, était un des chefs de ce parti.

Mais si les provinces se trouvaient quelquefois appelées par leur intérêt à se donner un tyran plutôt qu'un prince légitime, ce n'était pas le compte des tyrans eux-mêmes, à qui ce titre bâtard pesait, et qui n'avaient rien de plus à cœur que d'obtenir l'unanimité dès que leur puissance paraissait bien établie. Cette fantaisie avait passé par la tête du soldat gaulois, dont l'ambition croissait en proportion de sa fortune. Maître de la Bretagne, il avait désiré la Gaule; maître

de la Bretagne et de la Gaule, il avait convoité l'Espagne; maintenant il voulait être empereur de plein droit, et se voir inscrit dans les fastes consulaires en compagnie des fils de Théodose. La capture de Didyme et de Vérinien le mettait sur la voie d'un arrangement, si Honorius tenait le moins du monde à la vie de ses parens et à l'honneur de sa maison. Résolu à tenter l'aventure, et sans attendre même l'arrivée de son fils et la remise des prisonniers entre ses mains, il avait fait partir secrètement pour Ravenne quelques affidés chargés de sonder Honorius et de lui faire au besoin les propositions suivantes : Constantin s'engageait à lui rendre ses parens sains et saufs immédiatement, et à lui envoyer en Italie une armée gauloise, dont il disposerait pour ses propres besoins, si Honorius le reconnaissait pour empereur légitime et pour frère. Une telle proposition pouvait à bon droit sembler étrange au lendemain de la guerre d'Espagne et de la part d'un homme qui venait d'abaisser, de dépouiller, d'anéantir autant qu'il était en lui la maison de Théodose, et l'on devait penser qu'elle n'obtiendrait rien qu'un refus humiliant; mais Constantin connaissait Honorius et les affaires de l'Italie. Il savait bien qu'il s'adressait à un homme aux abois, qui s'était perdu à force de perfidie, d'imprévoyance et de lâcheté, à un malheureux capable de tout subir, comme il l'avait été de tout faire. Stilicon, le sauveur de Rome, l'effroi d'Alaric, venait d'être assassiné dans Ravenne par les ordres de l'empereur au mois d'août de cette même année 408; l'Italie n'avait plus ni chef ni armée, et bientôt Alaric s'était présenté aux portes de Rome. Constantin vit tout de suite ce que cette situation avait de favorable à son projet, et ses envoyés étaient déjà sur le chemin de Ravenne. Il les avait fait partir à l'insu de Decimus Rusticus, qu'il ne voulait mettre dans la confidence que plus tard, si l'ambassade réussissait; au moins c'est ce qu'il est permis de supposer d'après les faits de l'histoire. Quant à ces prisonniers, ces gages du succès, ces précieux otages, au moyen desquels il croyait tenir Honorius, il recommanda probablement à son fils d'avoir pour eux dans leur prison tous les ménagemens que leur condition réclamait, et surtout de les bien garder.

AMÉDÉE THIERRY.

(*La seconde partie à un prochain n°.*)

LE

CHEVALIER SARTI

HISTOIRE MUSICALE

VIII.

MORT DE BEATA. — CHUTE DE VENISE.[1]

I.

Sous prétexte de servir la passion du chevalier Sarti et d'enlever Beata, Zorzi et Villetard avaient organisé un vrai complot politique. On voulait s'emparer de plusieurs personnages importans de la république, tels que François Pesaro et le sénateur Zeno, dont on connaissait l'hostilité contre les idées nouvelles, et intimider par un coup d'audace les ennemis de la démocratie et de l'alliance française. C'est Zorzi qui avait abordé Beata sur la place Saint-Marc, où il faillit l'enlever, et c'est lui aussi qui avait eu l'idée de la mascarade des rois mages, dont l'apparition au *Salvadego* avait causé à Beata une si grande émotion. Pendant ce temps-là, les autres conjurés, disséminés dans les différentes salles du casino, s'efforçaient de mettre à exécution le plan qui avait été conçu par Zorzi, sans se douter que depuis plusieurs jours ils étaient surveillés par la police de l'inquisition. Les deux portes du casino étaient gar-

(1) Voyez les livraisons des 1er janvier et 15 août 1854, 1er et 15 août 1855, 15 avril et 15 juin 1856, et du 15 février 1857.

dées à vue par des sbires déguisés, et c'est à l'une de ces entrées que Zorzi reçut dans le côté droit un coup de stylet qui fit manquer l'entreprise. L'instinct de Beata ne l'avait pas trompée, c'était bien Lorenzo qui se trouvait à la table de jeu au moment où la fille du sénateur s'y était arrêtée au bras du chevalier Grimani. Ce masque, qui la poursuivait d'un regard impitoyable, c'était le chevalier Sarti, qui l'avait attendue à la sortie de son palais, et qui n'avait perdu ses traces que sur la place Saint-Marc. Il n'y a pas de déguisement qui puisse cacher aux yeux d'un amant la femme qu'il aime. La taille élégante de Beata, sa démarche noble et les molles langueurs de sa contenance auraient suffi au chevalier Sarti pour lui révéler la présence de la *signora*, quand même l'encombrement de la place Saint-Marc ne lui eût pas permis de l'approcher assez pour respirer le parfum de sa blonde chevelure. Après la scène muette de la salle de jeu, Lorenzo, ayant ramassé l'or qu'il venait de gagner, était sorti du casino pour aller changer de déguisement et prendre le costume de l'un des rois mages. Il fut arrêté à la porte du *Salvadego* et conduit sous les plombs du palais ducal.

Le chevalier y passa une nuit horrible. Aucune explication ne lui fut donnée sur les imputations dont il était l'objet. Le sénateur Zeno avait-il voulu se débarrasser d'un jeune téméraire qui avait osé lever les yeux sur sa fille, ou bien le chevalier Grimani aurait-il eu quelques soupçons du complot qui se tramait contre sa fiancée? Pourquoi Beata avait-elle opposé une si vive résistance au masque qui l'avait abordée sur la place Saint-Marc en lui parlant un langage dont elle ne pouvait méconnaître l'origine? Est-ce que l'odieux mariage qui allait s'accomplir et auquel on voulait la soustraire ne lui répugnait pas autant que se l'était imaginé le pauvre Lorenzo, qui avait cru trouver dans une fille de Venise une de ces créatures chimériques nées d'un souffle de la fantaisie? Qu'était-ce donc que la vie de ce monde, si rien ne résistait au contact du malheur, et si un caractère aussi noble que celui de Beata pouvait succomber lâchement aux préjugés d'une société avilie? — Ah! les femmes! se disait Lorenzo, ce sont des monstres de volupté et de sentiment, d'égoïsme sordide et d'abnégation héroïque, moitié anges et moitié démons, où la vérité et le mensonge, la force et les plus honteuses faiblesses se combinent et s'entremêlent d'une si étrange manière, qu'on ne sait si on doit les bénir ou les mépriser, les haïr ou les adorer!

Le lendemain de la nuit qui suivit son arrestation, Lorenzo essaya d'obtenir du geôlier qui vint lui apporter un déjeuner plus que frugal quelques éclaircissemens sur sa situation. On ne lui répondit que par des monosyllables insignifians, en lui recommandant la patience et la soumission aux ordres de la seigneurie.

— Mais de quoi m'accuse-t-on? répliqua Lorenzo avec vivacité.

— Je l'ignore, répondit le familier de l'inquisition, et ma mission n'est point de m'enquérir de la cause qui m'amène ici tant d'illustres convives.

— Pensez-vous qu'on me retienne long-temps dans ce lieu de misère?

— *Dio lo sà*, répondit le geôlier en se retirant et en fermant la porte avec fracas.

Les prisons si connues dans l'histoire sous le nom de *plombs* de Venise étaient des espèces de mansardes placées sous le toit du palais ducal et recouvertes en feuilles de zinc ou de plomb. C'étaient des cellules où l'air et l'espace étaient assez rigoureusement mesurés. Le plus grand supplice qu'éprouvaient ceux qui s'y trouvaient renfermés, c'était, après l'incertitude du sort qui les attendait, une chaleur étouffante pendant l'été et un froid excessif en hiver. Casanova, dans ses *Mémoires*, plus véridiques qu'on ne pense, a laissé une description des plombs de Venise dont on ne peut contester l'exactitude. Dans ce palais mauresque, bâti en 1355, par le doge Marino Faliero, sur les débris de celui qui avait été construit à l'origine de la république en 807 par Angelo Partecipazio, se trouvaient réunis tous les pouvoirs, tous les rouages du gouvernement de Venise, depuis le représentant viager de la souveraineté sur son trône d'or, le grand-conseil, le sénat, l'inquisition, les tribunaux, jusqu'à l'exécuteur des ordres rigoureux pourchassant devant lui les *anime dannate*, et qui, après avoir traversé le pont des Soupirs, les faisait descendre de cercle en cercle dans ces puits ténébreux, *bolgie infernali*, où l'on entendait :

> Diverse lingue, orribili favelle,
> Parole di dolore, accenti d'ira (1).

Peu de jours après l'arrestation du chevalier, qui avait eu lieu à la fin du mois de février 1797, le geôlier, qui s'était montré d'abord si laconique, entra un matin dans la cellule de Lorenzo, qu'il trouva plus triste et plus abattu que la veille. — Eh bien! *signore*, lui dit-il, car on voit à vos manières distinguées que vous appartenez sans doute à quelque illustrissime famille de Venise, que faites-vous donc là accroupi sur la fenêtre par un temps aussi froid? Par *san Marco benedetto*, n'allez-vous pas contracter aussi cette vilaine maladie du désespoir qui ne sert à rien, et qui a laissé ici tant de victimes? Tenez, ajouta-t-il avec un air de bonhomie, voici de quoi vous distraire un peu. Ce sont quelques vieux livres qui m'ont été légués par un de vos prédécesseurs qui n'a quitté ces combles où l'on voit briller au moins la lumière que pour descendre dans un lieu moins favorable à la lecture.

(1) Dante, *Inferno*, chant III.

Le geôlier remit alors à Lorenzo trois ou quatre volumes reliés avec un certain luxe.

— Vous êtes bien légèrement vêtu pour la saison où nous sommes, reprit le geôlier avec sollicitude, et puisqu'on a égaré le manteau que vous portiez au moment de votre arrestation, j'ai cru pouvoir vous offrir cette robe de chambre en velours qui vous tiendra un peu plus chaud que votre bel habit de soie. C'est un cadeau que m'a fait une *gentildonna* en reconnaissance des petits services que j'ai pu rendre à son mari, qui a été six ans mon pensionnaire. Voyons, continua-t-il, enveloppez-vous à l'instant dans cette bonne douillette, et croyez bien qu'on n'est pas un Turc pour être chargé d'une si pénible mission.

Ces prévenances, ces attentions presque délicates de la part d'un gardien de ces tristes demeures étaient fort extraordinaires. Lorenzo, enveloppé dans la riche robe de chambre qu'on lui avait apportée, et dont les cordons de soie entremêlés de fils d'or entouraient plusieurs fois sa taille, se mit à feuilleter les livres que le geôlier avait déposés sur une petite table aux pieds vermoulus qui, avec une chaise et un lit délabré, formait tout le mobilier de sa chambre. Ces volumes contenaient les dialogues de Platon, *la Divine Comédie* et *la Nouvelle Héloïse*. Ce choix d'œuvres préférées, fournies par le hasard, étonna le chevalier. Il lut quelques pages du *Phédon,* du *Philèbe,* où le maître essaie de donner une définition du souverain bien, qu'il ne faut pas confondre avec le plaisir, et se plut davantage à la lecture de la *République,* où la description de la fameuse caverne, image de la vie humaine, avait une certaine analogie avec l'état de son âme et de sa situation; mais la froide dialectique de Socrate et de son divin disciple, ces subtilités d'un art suprême, qui avaient pu intéresser le chevalier Sarti alors qu'il était libre et plein d'espérances, n'étaient pas de nature à le distraire longtemps de l'unique objet qui remplissait son cœur. C'était Beata, Beata dans les bras de son époux et radieuse de bonheur, qu'il avait sans cesse devant les yeux! Son imagination exaltée lui retraçait tous les détails de ce mariage inique. Il voyait la fiancée à l'église prononçant le mot irrévocable, assise au banquet au milieu de ses nombreux amis, et puis se glissant furtivement dans la chambre nuptiale,... horrible pensée dont il ne pouvait supporter l'obsession!

— La voilà, s'écria-t-il avec désespoir, cette noble patricienne que je croyais au-dessus de la caste odieuse où elle est née, la voilà qui répudie devant Dieu les sentimens de sa jeunesse! Rendue à elle-même et dépouillée de l'éclat que lui avait prêté mon fol enthousiasme, la fille du sénateur Zeno n'est plus qu'une femme comme les autres, une esclave des préjugés et des somptuosités de la société. Tout sourit maintenant à ses désirs. Après une jeunesse en-

chantée par un amour passager, qui aura déposé au fond de son âme quelques souvenirs voilés qu'elle pourra évoquer dans les jours d'ennui sans se compromettre aux yeux du monde, la voilà en pleine possession de tous les avantages de la vie, tandis que moi, pauvre insensé, qui avais pris au sérieux une fantaisie de *gentildonna*, je suis condamné peut-être à passer mes jours dans une prison d'état! Ah! que n'ai-je suivi les conseils de l'abbé Zamaria! Le culte de l'art m'aurait guéri d'une passion funeste qui empoisonnera toute mon existence.

Dans les premiers jours du mois de mars, le geôlier Girolamo, dont les prévenances pour le chevalier Sarti devenaient de plus en plus délicates, entra dans sa cellule avec un vase rempli de branches de lilas. — Je vous apporte, lui dit-il d'un air tout joyeux, les prémices du printemps. Je sais par une longue expérience que la vue des fleurs produit toujours une impression agréable sur les prisonniers, et comme je tiens à ce que vous soyez content de mes petits services, j'ai fait venir de Murano ces premières pousses de lilas dont l'odeur parfumera votre chambrette. Dame! monsieur le chevalier, on n'a pas de ces attentions-là pour tout le monde.

Tout en remerciant Girolamo de sa bonne volonté, le chevalier ne parut pas étonné qu'on eût de pareils soins pour un détenu sans appui et sans nom. Sans expérience de la vie, et l'imagination frappée du lâche abandon dont il se croyait l'objet, Lorenzo était resté presque insensible à ces témoignages réitérés d'un cœur compatissant qui cherchait à lui alléger le poids de la solitude. Il ne s'était pas demandé une seule fois, dans son aveuglement, quelle main pieuse et discrète avait pu introduire dans une prison aussi rigoureuse des livres si bien choisis pour les besoins de son esprit et tant de douceurs incompatibles avec le régime de ces lieux sinistres. Cette riche robe de chambre dans laquelle il était enveloppé, ce linge blanc qui recouvrait son grabat, ces fleurs qui répandaient dans sa cellule un parfum d'espérance et de liberté, ne parlaient-ils pas assez clairement? Le hasard est-il donc si intelligent, qu'on puisse lui attribuer les effets d'une âme miséricordieuse? Un peu désappointé de l'inutilité de ses efforts pour distraire son prisonnier, qu'il voyait toujours plongé dans une morne tristesse, Girolamo, en se retirant, dit à Lorenzo avec un accent tout particulier : — S'il y a des anges en paradis, monsieur le chevalier, il y a sur la terre des femmes qui leur ressemblent.

En effet c'était l'âme de Beata qui avait opéré ces miracles; c'était elle qui, avec le concours du chevalier Grimani, constamment généreux, et par le crédit de sa propre famille, avait obtenu d'adoucir la captivité de Lorenzo, et de faire pénétrer dans ces tristes lieux un rayon de sa pieuse sollicitude. Ce n'était plus cette femme timide

que le moindre mot équivoque faisait tressaillir, et qui cachait son amour comme un avare cache son trésor; marchant la tête haute et le front rayonnant d'innocence, la fille du sénateur Zeno ne s'était interdit aucune démarche pour intéresser les amis de son père au sort du chevalier Sarti. Elle avait gagné le geôlier à prix d'or et en lui promettant de lui faire obtenir un emploi supérieur à celui qu'il remplissait, s'il consentait à faire tenir à son prisonnier les objets dont il pourrait avoir besoin. Munie d'un ordre des inquisiteurs d'état que lui avait procuré, non sans de grandes difficultés, le chevalier Grimani, Beata allait tous les matins s'informer auprès de la femme du geôlier de la santé de Lorenzo, plus d'une fois même elle avait supplié Girolamo de lui permettre de monter avec lui dans la cellule qui renfermait toutes les joies de sa vie; mais Girolamo répondait par un refus invariable à une demande qu'il n'eût pu satisfaire qu'au péril de sa tête. L'arrestation du chevalier Sarti avait été pour Beata une de ces catastrophes qui transforment et mûrissent promptement les caractères qui les subissent. Cette nature élégante et fière s'était laissé envahir par un sentiment vague, plein de charme et de rêverie innocente, où la pitié avait au moins autant de part que l'attrait mystérieux du sexe. Lorsque plus tard elle sentit s'élever du fond de son cœur ce trouble délicieux qui nous enivre et nous transporte au-dessus de nous-mêmes, elle en fut effrayée et s'efforça de le refouler dans sa source, ou tout au moins de le contenir dans de justes limites. Gouvernant sa vie avec la prudence et la dignité qui lui étaient propres, elle crut avoir atteint le but qu'elle désirait en conciliant son amour pour Lorenzo avec les exigences de sa position, son rêve de bonheur avec son devoir de fille et de patricienne. Elle s'endormit ainsi, pendant quelques années, comme un alcyon sur la cime des flots amers, bercée par leurs murmures décevans; mais survint un orage qui souleva les eaux de l'abîme, et Beata se réveilla en sursaut, tout émue du danger qu'elle avait couru. Après avoir vu Lorenzo renvoyé du palais de son père, elle chercha pour son cœur, fortement éprouvé, des consolations dans l'art, dans la poésie, que Lorenzo lui avait fait comprendre, et dans les cérémonies de l'église, qui sont elles-mêmes un long poème en action, racontant les plus grands miracles de l'amour.

Beata resta pendant quelque temps encore dans une sorte d'indécision douloureuse, attendant je ne sais quel coup du sort qui vînt éclaircir sa destinée. L'arrestation du chevalier Sarti mit un terme à ces cruelles perplexités, et Beata sortit de ces épreuves du malheur avec une résolution inébranlable; on aurait dit que ce n'était plus la même femme timide, réservée, tendre, compatissante, mais fière, et tenant à dérober au vulgaire le secret de son ravissement

intérieur; le voile était déchiré, et le souffle de l'amour avait élevé son cœur au-dessus des vanités de la société.

Un soir que Beata était seule avec son père dans le grand salon du palais Zeno, elle contemplait le noble vieillard assis devant une table, où il examinait des papiers d'état qu'on venait de lui apporter. Une lampe posée sur la table du sénateur éclairait à peine ce vaste salon carré, rempli de portraits de famille parmi lesquels se trouvait celui de la mère de Beata. La *gentildonna*, émue à l'aspect de cette tête blanche qui succombait sous le poids des soucis politiques, s'approcha de son père en silence et tomba à ses genoux, qu'elle mouilla de larmes. Le sénateur, presque aussi touché que sa fille, l'attira doucement sur son cœur, et lui baisant le front avec une effusion qui ne lui était pas habituelle :

— Oui, oui, ma fille, je vous comprends, lui dit-il d'une voix étouffée, je ne vous forcerai jamais à contracter une alliance qui ne répond pas à vos désirs.

Ce n'était pas là la réponse que Beata avait espéré tirer de la bouche de son père. Lorenzo était toujours en prison, et malgré ses démarches incessantes et les nombreux appuis qu'elle avait acquis à sa cause, elle n'avait pu réussir encore à l'arracher de sa captivité. Un mot de son père aurait peut-être aplani toutes les difficultés, et c'est ce mot qu'elle n'osait lui demander ouvertement, essayant de le faire jaillir, par ses caresses, de son cœur paternel. Le sénateur Zeno, eût-il deviné tout l'intérêt que prenait sa fille au chevalier Sarti, n'était pas homme à faiblir sur une question aussi grave. Les circonstances où se trouvait la république exigeaient toute la vigilance et toute la rigueur de l'autorité.

Les jours s'écoulaient, et les événemens extérieurs de la guerre devenaient de plus en plus menaçans pour Venise, sans que les démarches de Beata en faveur du chevalier Sarti eussent amené aucun résultat. Sa santé, déjà fort altérée, aurait eu besoin de repos et de cette sérénité d'esprit qu'elle avait perdue et qu'elle ne devait plus retrouver. Dans cet état d'alanguissement, que venait augmenter encore la tristesse profonde où elle voyait son père plongé, l'âme de cette noble fille se repliait sur elle-même, comme si elle eût cherché pour ainsi dire à condenser ses espérances, à donner une forme plus arrêtée aux vagues aspirations vers un idéal entrevu, à ces hymnes que chante la jeunesse à la beauté du jour, à ces douces chimères de la poésie dont elle s'était nourrie jusqu'alors. Beata allait donc souvent à l'église, et particulièrement à *San-Geminiano*, située au fond de la place Saint-Marc, et qui n'existe plus aujourd'hui. Elle y était attirée par le souvenir de la scène touchante qui s'y était passée une année auparavant, lorsque Lorenzo, caché derrière un

pilier, s'était précipité sur le livre de prières que Beata avait laissé tomber à terre dans un moment de contrition.

Une après-midi où elle se sentait plus désolée qu'elle ne l'avait jamais été, parce que depuis plusieurs jours elle n'avait pu pénétrer chez le geôlier Girolamo, dont la conduite commençait à éveiller les soupçons des inquisiteurs d'état, Beata se rendit à l'église San-Geminiano. On était dans le mois d'avril, et rien ne laissait espérer à Beata la délivrance possible du chevalier Sarti. Il devait y avoir ce jour-là à San-Geminiano je ne sais plus quelle cérémonie à laquelle devaient prendre part plusieurs jeunes élèves des *scuole* de Venise. Beata, qui était connue du maître de chapelle et du plus grand nombre des jeunes personnes qu'il avait sous sa direction, monta à la *cantoria*, tribune grillée qui se trouvait derrière le maître-autel. Un orgue de petites dimensions était placé en avant de la tribune, qu'il divisait ainsi en deux compartimens, dont chacun était occupé par un chœur de voix virginales. Après quelques préludes sur l'orgue exécutés par le maître de chapelle, auprès de qui Beata était assise ayant à ses côtés sa caméristé, les jeunes filles commencèrent à chanter des litanies de Lotti, célèbre compositeur de l'école de Venise dont les cendres reposaient dans l'église même de San-Geminiano. Chacun de ces chœurs, à deux parties et sans accompagnement, disait une strophe que l'autre reprenait ensuite avec la même onction pénétrante, et puis les deux groupes confondaient leurs accens isolés dans un ensemble harmonieux. Ces pieuses lamentations, d'une harmonie aussi pure que les voix qui les murmuraient, ces doux accords qui se dilataient lentement et répandaient dans le vaisseau de l'église une sonorité mystérieuse si bien appropriée au sens des paroles liturgiques, cette poésie de la prière qui remonte au berceau du genre humain et qui résume en quelques mots accessibles à tous les plus grandes vérités de l'ordre moral, produisirent sur Beata une impression profonde et décisive. Son cœur s'entr'ouvrit, comme si une secousse violente en eût brisé les ressorts et qu'un rayon de miséricorde en eût éclairé les replis les plus cachés. Elle tomba à genoux presque machinalement, et un déluge de larmes vint inonder son visage, fatigué par les angoisses. Saisie tout à coup d'un besoin d'expansion et de prière plus fort que sa volonté, ce qui est bien le signe de la vraie douleur, Beata, sans proférer un mot et comme dominée par l'émotion qui remplissait son âme, fit signe au maître de chapelle de se lever de son siége et se mit à sa place. C'était pendant un de ces momens de silence où le chœur se taisait pour laisser aux fidèles quelques minutes de recueillement. Beata promena hardiment ses doigts sur l'un des claviers du petit orgue, et en tira une succession d'accords dont elle n'avait pas trop conscience, mais qui répondaient à ces divins murmures du sentiment,

venas divini susurri, que la parole est impuissante à traduire. Elle tremblait, pleurait amèrement, et, dans cet état d'exaltation extraordinaire, Beata ne put s'empêcher de donner un libre cours à sa douleur en chantant ce qui lui venait à l'esprit. Elle se rappela ou plutôt son cœur lui dicta une belle phrase d'un *Miserere* de Stradella, pour une seule voix de ténor, qu'elle avait souvent chanté avec l'abbé Zamaria. Cette phrase de quelques mesures seulement, mais touchante et pathétique, Beata se l'appropria avec une telle puissance d'émotion religieuse, qu'elle la fit éprouver à toutes les personnes qui l'entouraient. On ne s'expliquait pas cet étrange épisode qui venait interrompre la cérémonie du jour.

— *Miserere meî, Domine*, disait-elle en levant ses beaux yeux au ciel, comme pour y chercher la force qui lui manquait, tout en regrettant les joies de la terre. — *Miserere meî secundum magnam misericordiam tuam.* Puis, reprenant les premières paroles qui exprimaient le grand besoin de son cœur défaillant, *Miserere meî... miserere meî, Domine*, s'écria-t-elle à plusieurs reprises en poussant un sanglot qui retentit dans l'église, et produisit un étonnement général. Chacun se demandait tout bas ce que cela voulait dire, lorsqu'au milieu de la stupeur silencieuse qui avait succédé à cette scène émouvante qui s'était passée derrière le treillage de la *cantoria*, on vit un inconnu fendre la foule qui remplissait la grande nef, en criant tout haut comme un insensé : — *C'est elle... c'est elle... je l'ai reconnue à sa voix, c'est l'ange de ma vie... laissez-moi passer!*

Celui qui causait un pareil scandale n'était autre que le chevalier Sarti, sorti de prison depuis quelques jours.

II.

La république de Venise, resserrée presque aux limites de ses lagunes, berceau de sa puissance, n'avait plus alors que peu d'instans à vivre. Travaillée au dedans par le parti démocratique que les agens de la France y avaient suscité, pressée au dehors par les armées ennemies qui occupaient ses provinces de terre ferme, elle attendait que le sort se fût prononcé sur elle sans essayer de se le rendre favorable par une détermination courageuse qui l'eût au moins amnistiée devant l'histoire. C'est en vain que des hommes énergiques, comme François Pesaro et le sénateur Zeno, conseillaient depuis longtemps au gouvernement de la seigneurie de secouer les ténèbres dont il était enveloppé et d'opposer au danger imminent qu'ils lui signalaient une résistance plus efficace que des ruses diplomatiques. Ce gouvernement de vieillards, qui possédait plus de ressources qu'il n'en fallait pour braver les menaces de Bonaparte et tenir en échec sa fortune, retombait toujours dans cette léthar-

gie fatale qui a perdu la république. Cependant ni le caractère du chef de l'armée française, ni la portée de son génie et l'influence qu'il pouvait avoir un jour sur les destinées du monde, n'avaient échappé à la sagacité de l'aristocratie vénitienne. Dès les premiers rapports que les ambassadeurs de Venise eurent avec cet homme redoutable, ils furent frappés de l'étendue et de la profondeur de son coup-d'œil, et communiquèrent au sénat l'impression qu'ils en avaient reçue. « La variété des objets, disent les commissaires envoyés près du général Bonaparte dans le mois de juin de l'année 1796, la finesse de ses observations, l'étendue de ses vues, la manière dont il les développait, ses aperçus sur les intérêts de sa nation et des autres, tout cela nous autorise à penser, non-seulement que cet homme est doué de beaucoup de talent pour les affaires politiques, mais qu'il doit avoir un jour une grande influence dans son pays (1). » Depuis cette conférence, les événemens de la guerre n'avaient que trop confirmé les prévisions des deux patriciens. Le 25 mars 1797, le procurateur François Pesaro et le *sage de terre ferme*, Jean-Baptiste Cornaro, furent envoyés à Goritz, où se trouvait le général Bonaparte, pour se plaindre de l'oppression qu'exerçait l'armée française sur les provinces de la république. Dans cette longue entrevue, les commissaires vénitiens eurent lieu de se convaincre que le sort de leur pays dépendait de l'intérêt qu'aurait Bonaparte à le sacrifier à son ambition, dont ils avaient sondé l'égoïsme implacable.

De retour à Venise, François Pesaro propagea l'alarme, et, avec le concours de son ami le sénateur Zeno et des autres partisans d'une alliance ouverte avec l'Autriche, il poussa le gouvernement à prendre des mesures énergiques. On ordonna secrètement la levée en masse des paysans du Véronais et du Bergamasque, dont la diversion pouvait être funeste à l'armée française. A la première nouvelle qu'eut le général Bonaparte de ces préparatifs d'armement, il envoya à Venise un de ses aides de camp, Junot, avec une lettre menaçante pour le doge, Louis Manini. Junot fut introduit dans le grand conseil, présidé par le doge, le 15 avril 1797. Il lut à haute voix la lettre du général en chef, puis le ministre du directoire, inspiré par les conseils de Villetard, son secrétaire, demanda la mise en liberté de tous les partisans de la France qui remplissaient les prisons de la république. C'est à l'occasion de ces événemens politiques que le chevalier Sarti sortit des plombs de Venise, où il était resté enfermé un peu plus de six semaines.

Rendu à la liberté, Lorenzo fut bientôt instruit, par la voix publique, de tout ce qui s'était passé pendant le temps de sa captivité.

(1) Ces commissaires étaient les patriciens Nicolas Bataja et Nicolas Erizzo. Voyez Daru, t. VII, p. 19.

Il apprit alors quelle avait été la conduite admirable de Beata, la rupture de son mariage avec le chevalier Grimani, les démarches hardies et compromettantes qu'elle n'avait pas craint de faire en faveur des prisonniers. Tout Venise était persuadé que c'était à l'influence de la noble fille du sénateur Zeno qu'on devait l'élargissement des victimes de l'inquisition. Saisi de honte et de remords d'avoir pu méconnaître un seul instant le caractère angélique de cette femme, qui se montrait à lui sous une face toute nouvelle, le chevalier Sarti courut au palais Zeno, résolu à tout braver pour implorer son pardon. Hélas! il trouva la maison tout en deuil! L'abbé Zamaria était mort depuis quelques jours. Cet esprit charmant, qui reflétait la gaieté bénigne et l'insouciance du peuple vénitien, s'était éteint sans douleur, comme *una lucciola di mare* qui s'est épuisée à bourdonner et à s'ébattre autour du rayon de lumière qui l'avait porté. Plusieurs fois il avait demandé à voir son cher Lorenzo, dont il ignorait la captivité. Beata avait ordonné aux domestiques de lui cacher un malheur qui aurait attristé inutilement ses dernières heures, qui furent douces et sereines. N'ayant trouvé au palais que le vieux Bernabo, dont l'accueil froid et morose fut loin de l'encourager à renouveler la tentative, le chevalier Sarti eut le pressentiment qu'il pourrait rencontrer Beata à l'église San-Geminiano, où il y avait, ce jour-là, une cérémonie extraordinaire. Après l'avoir cherchée inutilement dans tous les coins et recoins de l'église, Lorenzo reconnut sa voix, et, traversant la foule comme un fou, il monta précipitamment à la *cantoria*, où il vit Beata entourée de toutes les jeunes *scolare* qu'elle avait émues, et qui pleuraient avec elle en ignorant la cause de sa douleur. L'arrivée de Lorenzo, le désordre de ses traits et de ses paroles, l'étonnement, le ravissement de Beata à la vue du chevalier qu'elle croyait encore et pour longtemps sous les plombs, donnèrent à cette scène la signification qui lui manquait. Ce fut bientôt l'histoire de tout Venise, et au milieu de cette ville remplie de soldats, de bruits et d'anxiété, on ne s'entretenait que de l'amour touchant et romanesque du chevalier Sarti pour la fille du sénateur Zeno.

Les partisans de la révolution, qui, depuis l'apparition de Junot à Venise, avaient relevé la tête et parlaient haut comme les maîtres futurs de la république, exaltaient la conduite généreuse de Beata. Fille d'un patricien, disaient-ils avec enthousiasme, elle n'a point dédaigné les vœux du chevalier Sarti, qui lui doit tout, jusqu'à la liberté qu'il vient de récupérer. Voilà un signe éclatant du triomphe des idées nouvelles, ajoutaient-ils, et il appartenait à notre brave chevalier de pénétrer le premier dans le cœur de l'aristocratie. Ces propos et d'autres encore témoignaient de la popularité du chevalier Sarti parmi la jeunesse qui formait le noyau du parti démocratique.

L'imagination de Lorenzo, le charme de sa personne, la position singulière où il se trouvait entre l'aristocratie qui avait accueilli sa jeunesse et les instincts de sa nature avide de mouvement, de justice et de lumière, lui avaient acquis un grand nombre d'amis dévoués. On s'intéressait à son amour comme à un épisode du drame politique dont on attendait avec impatience le dénoument.

La délivrance inespérée du chevalier Sarti fut, pour la fille du sénateur, un événement qui précipita la crise où son âme était engagée. En voyant apparaître Lorenzo au moment où elle laissait échapper ce cri de miséricorde qui avait retenti dans l'église San-Geminiano, il lui semblait que Dieu, dont elle venait d'invoquer le secours, avait répondu à son appel. Étourdie d'abord par ce coup inattendu, puis enivrée du bonheur de savoir Lorenzo hors de tout danger, Beata, après ces secousses réitérées, qui lui avaient donné une énergie dont on ne la croyait pas capable, retomba dans une sorte de langueur qui effraya son père. La lutte intérieure qu'elle soutenait depuis si longtemps avait épuisé les forces de la *gentildonna*. La mort récente de l'abbé Zamaria, la situation de la république, la tristesse que son père et tous les siens en éprouvaient, achevèrent de briser sa constitution. Ses relations avec la famille Grimani étaient rompues, et ce n'est pas sans étonnement que leurs amis communs apprirent que l'alliance projetée entre les deux illustres familles était sacrifiée à M. le chevalier Sarti. La malignité du monde aristocratique, qui se trouvait offensé d'une préférence aussi choquante, n'épargna pas les suppositions blessantes pour expliquer une inclination si peu digne d'une patricienne. De telles injures, si elles fussent parvenues jusqu'aux oreilles de Beata, n'auraient point atteint le but que s'en proposaient les méchans. Son âme, après de nombreuses hésitations, était entrée dans un ordre d'espérances qui la plaçait au-dessus des misères de la vie. La lumière s'était faite en elle, et le mot suprême, le *fiat lux*, avait été prononcé par l'amour. Ses doutes s'étaient dissipés, les contradictions de son cœur et de sa raison, dont elle avait eu tant à souffrir, de ses devoirs comme fille et de sa tendresse pour Lorenzo, s'étaient enfin conciliées dans une vérité supérieure qu'elle entrevoyait depuis longtemps. Dieu, en se révélant à elle dans une de ces visions du sentiment qui témoignent autant de son existence que le spectacle merveilleux du monde extérieur, Dieu lui avait expliqué l'énigme de sa destinée. Aussi, dans la défaillance physique où elle était tombée depuis quelque temps, Beata éprouvait une douceur infinie, une sécurité profonde. Elle avait désormais une conscience nette du but où elle aspirait. Loin de répudier aucune des illusions de sa jeunesse, elle s'en faisait un appui pour se raffermir dans sa nouvelle croyance. Ce qui n'avait été jusqu'alors pour Beata que le pressentiment d'une nature bien douée lui parut une certi-

tude, et le bonheur qui échappait ici-bas à son âme contristée, elle crut l'entrevoir dans un meilleur avenir. Dieu enfin, tel que Beata l'avait senti surgir de son cœur ému, loin d'être la contradiction du sentiment qui avait rempli sa vie, en était la conséquence et le couronnement.

Un soir, Beata, se trouvant plus faible que les jours précédens, était restée dans sa chambre seule avec son père, dont l'inquiétude pour la santé de sa fille était devenue extrême. On avait déjà consulté plusieurs médecins, qui tous avaient déclaré que ce n'était qu'une maladie de langueur pour laquelle il fallait surtout des distractions. Le sénateur était assis au chevet de la *gentildonna,* dont il contemplait les traits altérés avec une tristesse silencieuse. Une lampe ombragée de fleurs posée sur un guéridon éclairait à demi cette scène simple comme les grandes douleurs de la vie. La tête blanche du vieux sénateur Zeno s'inclinait sur le lit où reposait Beata, et de son regard attendri il semblait interroger le cœur de sa fille. Aucune explication n'avait eu lieu entre eux depuis la rupture du mariage projeté avec le chevalier Grimani. Comme cela arrive souvent en pareilles circonstances, le sénateur était presque le seul à ignorer ce qui était connu de tout Venise. Son esprit était trop préoccupé de la situation de la république et trop imbu des préjugés de l'aristocratie pour avoir deviné que l'inclination de Beata pour le chevalier Sarti était la véritable cause du mal qui avait dévoré une santé aussi florissante. Cependant l'effet produit sur sa fille par le renvoi du chevalier Sarti et par sa détention sous les plombs du palais ducal n'avait pas échappé à la sagacité du sénateur. Sans attacher au chagrin de Beata plus d'importance qu'il n'en avait à ses propres yeux, il comprenait que l'éloignement d'un jeune homme intelligent, qu'elle avait vu grandir à ses côtés comme un frère et dont elle avait soigné l'enfance, avait dû lui être extrêmement pénible.

— Comment vous trouvez-vous, ma fille? dit le sénateur en prenant la main de Beata, qui avait la moiteur de la fièvre.

— Je me sens beaucoup mieux, mon père, répondit la *gentildonna* d'une voix affaiblie. Tout me donne lieu d'espérer que je serai bientôt en état de me rendre à Cadolce, dont le bon air achèvera de me guérir.

— Que Dieu vous entende, ma fille! répliqua le sénateur en portant la main de Beata à ses lèvres. Après un moment de silence et d'attendrissement comprimé : — Vous savez, dit le sénateur, que le chevalier Sarti a été mis en liberté?

— Oui, mon père, j'ai appris cette bonne nouvelle qui m'a rendue bien heureuse!

Un nouveau silence succéda à cet aveu, qui surprit le sénateur par la fermeté d'accent que Beata avait mise dans ses paroles. Ils

se regardèrent tous deux, le père et la fille, comme deux êtres qui se seraient révélé involontairement un secret important.

— Je ne doute pas, ma fille, répondit lentement le vieux sénateur, que le sort du chevalier Sarti ne doive vous intéresser; mais je suis bien certain aussi que vous n'avez jamais oublié que vous êtes l'héritière d'une grande maison.

— Hélas ! je n'ai que trop sacrifié à ces chimères de la vanité humaine, dit Beata d'une voix plus ferme encore. Je sais ce que je vous dois, mon père; mais je sais également ce que je dois au sentiment profond que Dieu a gravé dans mon cœur.

Le sénateur eut à peine le temps d'exprimer l'étonnement qu'il éprouvait, lorsque Bernabo vint l'avertir qu'un messager d'état lui apportait l'ordre de se rendre immédiatement au palais ducal.

Cette scène domestique se passait dans la soirée du 30 avril 1797, quinze jours après la délivrance du chevalier Sarti. Les événemens politiques s'étaient compliqués depuis d'une façon sinistre. L'insurrection de Vérone au 17 avril et les épisodes sanglans qui s'en étaient suivis avaient excité l'indignation du général Bonaparte, qui venait de déclarer la guerre à la république. Vérone avait été reprise par l'armée française, Padoue occupée, et une division s'avançait jusqu'aux bords des lagunes. La consternation était dans la ville de saint Marc. Le rapport des commissaires envoyés récemment près de Bonaparte était parvenu au doge dans la soirée du 30 avril, et ce rapport ne laissait plus aucun doute sur les intentions du général en chef relativement à la constitution de Venise. Le doge épouvanté, au lieu de communiquer ce rapport au sénat, comme le prescrivait la constitution, réunit dans ses appartemens un conseil privé de quarante-trois personnes, parmi lesquelles se trouvaient François Pesaro et Marco Zeno (1). Il était dix heures du soir quand le sénateur, quittant précipitamment la chambre de sa fille, arriva au palais où siégeait éperdu le dernier représentant d'une illustre république de patriciens. Il monta péniblement l'escalier des Géans, et, traversant une longue file d'appartemens somptueux, il pénétra jusqu'à celui qu'occupait le souverain de Venise.

Adparet domus intus, et atria longa patescunt;
Adparent Priami et veterum penetralia regum.

Louis Manini, tenant à la main le rapport des commissaires, était assis sous un baldaquin orné d'arabesques d'or et sculpté de ses armes. Les quarante-trois personnes qu'il avait réunies formaient un demi-cercle autour de son trône chancelant. Un silence profond régnait dans cette assemblée clandestine, dont chaque membre ap-

(1) Voyez Daru, t. VII.

préciait l'importance et l'illégalité. On se regardait avec terreur, et personne n'osait prendre la responsabilité de proposer le premier une mesure de salut.

— La gravité des circonstances, dit enfin le doge d'une voix oppressée, a fait juger cette réunion nécessaire pour que chacun de vous pût indiquer les moyens les plus convenables d'exposer au grand conseil la situation de la république; mais avant de faire vos propositions, je vous prie d'entendre le chevalier Daniel Delfino.

Le chevalier Delfino, prenant alors la parole, raconta que, pendant son ambassade à Paris, il avait eu l'occasion de faire la connaissance d'un financier qui avait une grande influence sur le général en chef de l'armée française. Or, comme ce financier se trouvait maintenant en Italie, le chevalier Delfino proposait de l'aller trouver et de réclamer ses bons offices pour apaiser la colère de Bonaparte et en obtenir de meilleures conditions pour la république.

A cette incroyable puérilité d'un vieux diplomate qui, pour sauver son pays contre une armée envahissante, n'avait rien de mieux à proposer qu'une intrigue d'antichambre, le procurateur François Pesaro s'écria avec indignation : « Ce sont des armes qu'il nous faut, et non pas de vaines paroles! Défendez-vous donc, si vous voulez au moins être dignes de la mort qu'on vous prépare. » Cette sortie vigoureuse d'un noble caractère ne fit qu'accroître la terreur de l'assemblée, dont François Capello exprima les sentimens secrets en disant que, personne ne connaissant encore le traité de Leoben, qui venait d'être signé entre la France et l'Autriche, il était prudent de ne pas s'écarter du système de temporisation qu'on avait suivi jusqu'alors.

Un murmure approbateur s'éleva dans l'assemblée à ce conseil pusillanime d'un patricien qui avait été aussi ambassadeur à la cour de France lorsqu'éclata la grande révolution de 1789, dont il avait apprécié admirablement l'esprit novateur, tant il est vrai que, dans la vie publique comme dans la vie privée, l'intelligence est une faible garantie de la sagesse des hommes! Enfin le doge, déployant le rapport des commissaires qu'il avait à la main, se mit en devoir d'en lire le contenu d'une voix entrecoupée par des sanglots. Lorsqu'il fut arrivé à ce passage du rapport où le général Bonaparte dit aux commissaires de la république : « Je viens de conclure la paix avec l'empereur. Je pouvais aller à Vienne, j'y ai renoncé. J'ai quatre-vingt mille hommes... Je ne veux plus d'inquisition, plus de sénat... *Je serai un Attila pour Venise* (1). » — Misérable! s'écria tout à coup le vieux sénateur Zeno, qui ne put contenir plus longtemps l'indignation amassée dans son cœur, misérable bandit, digne re-

(1) Voyez Daru, *ibid.*

présentant d'une révolution perverse! Il ose porter la main sur un édifice politique qui a résisté à tant d'orages, et qui est une merveille de la civilisation! Ah! si Dieu veut exaucer les vœux que je forme contre le soldat audacieux qui nous tient un pareil langage, c'est lui qui sera traité un jour comme un Attila; c'est lui que le monde civilisé expulsera de son sein comme un perturbateur du repos public. Puisque vous ne savez pas vous défendre, je lègue la vengeance de ma patrie à la vieille aristocratie de l'Europe. »

Ces paroles, et l'accent avec lequel elles furent prononcées, produisirent sur l'assemblée un effet extraordinaire. La lecture du rapport fut interrompue; chacun cherchait à deviner sur la physionomie de son voisin l'impression qu'il avait reçue. Sur ces entrefaites, on vint apporter au doge une lettre du commandant de la flottille, qui annonçait que l'ennemi avait commencé les hostilités contre les Vénitiens. En effet on entendait dans le lointain des coups de canon qui retentissaient sourdement dans ce palais du patriciat comme la voix du destin. Le doge, plus tremblant que jamais, marchait à grands pas dans la salle du conseil, en disant tout haut, et les larmes aux yeux : « Cette nuit même, nous ne sommes pas sûrs de dormir tranquillement dans notre lit. » Alors François Pesaro laissa échapper de sa poitrine oppressée ces mots, que l'histoire a recueillis : « Je vois que c'en est fait de ma patrie. Je ne puis la secourir, mais un galant homme trouve une patrie partout. » Après quelques secondes d'un silence de sinistre augure, le sénateur Zeno se leva de son siége, et, tendant la main à son ami, il lui dit avec une tristesse profonde qui fut partagée par tous ceux qui étaient dignes de le comprendre :

> Venit summa dies et ineluctabile tempus
> Dardaniæ. Fuimus Troes, fuit Ilium et ingens
> Gloria Teucrorum (1).....

Il était quatre heures du matin quand le sénateur Zeno rentra dans son palais, l'âme navrée de tout ce qui venait de se passer. Il se rendit immédiatement dans la chambre de sa fille, qu'il trouva entourée de serviteurs et de deux médecins qu'on avait mandés pendant une crise qui avait excité les plus vives inquiétudes. Le sénateur s'assit au chevet de Beata, et à la vue de ce beau visage endolori, le pauvre père ne put contenir son émotion, de grosses larmes silencieuses s'échappèrent de ses yeux. Il passa le reste de la nuit à veiller à la conservation du seul bien qui lui restât désormais.

(1) « Hélas! il est venu, ce jour..., le dernier jour de cet empire! Ilion n'est plus, ils ne sont plus les Troyens et leur gloire immense. »

III.

Cependant une amélioration sensible s'était produite dans la santé de Beata au commencement du mois de mai. La crise qu'elle avait traversée paraissait être un effort de la nature pour ressaisir la plénitude de ses facultés. Très faible encore, mais soutenue par l'espoir d'une convalescence prochaine, Beata se disposait à partir pour la terre ferme. Tout était prêt à la villa Cadolce pour la recevoir. Une après-midi, se sentant comme vivifiée par l'éclat d'un beau soleil de printemps, Beata manifesta le désir de faire une courte promenade pour essayer ses forces, disait-elle, et se préparer à entreprendre un plus long voyage. On fit préparer une gondole découverte qu'on remplit de ouate, et sur laquelle on jeta un large tapis de velours bleu, à franges d'or. Des coussins de satin rose lui formaient une espèce de lit de repos sur lequel elle put s'étendre sans trop de fatigue. Beata mit ce jour-là une robe blanche et un fichu de crêpe noir, vêtement simple qu'elle aimait à porter, parce qu'il plaisait à Lorenzo. Son père voulut l'accompagner, mais elle le pria de n'en rien faire et de la laisser aller seule avec Teresa la camériste. Beata emporta un grand bouquet de fleurs diverses; elle en détacha une branche de chèvrefeuille qu'elle mit à son sein pardessus le fichu de crêpe noir. Étendue dans la barque, ayant en face d'elle la bonne Teresa, qui lui était si dévouée, ses beaux cheveux blonds déroulés sur les coussins de satin rose qui soutenaient son corps amaigri, la fille du sénateur offrait comme une image mélancolique de Venise expirante. Elle luttait contre la destruction dont elle sentait les atteintes en se disant tout bas avec la jeune captive du poète :

Je ne veux pas mourir encore...

Beata se fit conduire à Murano et s'arrêta longtemps en face de la charmille *di San-Stefano,* qui lui rappelait à la fois des souvenirs poignans et le plus beau jour de sa noble vie. Puis elle ordonna à l'un de ses gondoliers de lui chanter la jolie complainte qui avait excité l'hilarité de son amie Tognina, voulant compléter le tableau de son rêve de bonheur :

La luna è bianca...
Il sole è rosso...
Lo sposalizio si farà.
La luna dice al sole :
« Il lume tuo mi schiarerà...
« E Gesu Cristo ci benirà...

— Oui, oui, répondit Beata avec un sourire de tristesse, il nous bénira dans ce monde ou dans l'autre.

— Ah! *signora,* répliqua Teresa, que l'exclamation de sa maîtresse avait émue, pouvez-vous penser à la mort, quand tout vous parle de la vie et des félicités qui vous attendent!

Après avoir satisfait au désir de son cœur ingénu, Beata retourna paisiblement à Venise. La journée était déjà fort avancée. Le soleil, qui commençait à quitter l'horizon, projetait sur la ville merveilleuse ces beaux rayons jaunes d'un soir d'été, qui sont comme le dernier adieu du jour qui s'en va. Les cloches de Saint-Marc tintaient dans le lointain, et leurs notes mélancoliques étaient en harmonie avec l'aspect de la nature et les sentimens de Beata. Au lieu de franchir le petit canal *de' Mendicanti,* qui est en face de Murano, faisant un détour par l'*isola di San-Pietro,* la barque qui portait un si précieux trésor traversa lentement le canal *di San-Marco,* qui forme l'entrée magnifique de cette longue voie triomphale qu'on appelle *il Canalazzo.* Il était à peu près huit heures du soir. Les ombres s'allongeaient derrière la gondole silencieuse, dont le sillage ressemblait à un brasier d'étincelles d'or. A gauche, la belle église *di San-Giorgio-Maggiore* se dégageait de la pénombre qui enveloppait l'île tout entière, tandis que le quai des Esclavons, la *Riva dei Schiavoni,* était rempli d'une foule curieuse qui faisait face à la mer, comme si elle eût été frappée de quelque spectacle inattendu. Tous les regards étaient dirigés sur la gondole de Beata, dont la pâleur et la défaillance inspiraient une douloureuse compassion. Arrivée près de la *Piazzetta,* Beata crut apercevoir Lorenzo au milieu d'un groupe de personnes qui se tenaient sur le *traghetto.* Elle fit approcher la gondole, et, ayant reconnu en effet le chevalier Sarti entouré de plusieurs de ses amis, elle posa une main sur son cœur, et de l'autre elle lui envoya un baiser, comme pour lui dire un éternel adieu,... puis la barque disparut dans l'ombre de la nuit naissante. Un cri d'admiration s'éleva du milieu de cette foule attendrie par le témoignage d'un amour si profond et si naïf.

Ce fut là le dernier effort de la pauvre Beata. Au lieu du soulagement qu'elle avait espéré, sa faiblesse ne fit que s'accroître de jour en jour, et bientôt il ne resta plus le moindre doute sur sa fin prochaine. Elle ne souffrait pas, elle s'éteignait comme une flamme qui n'a plus d'aliment. L'intérêt qu'on prenait à cette noble créature était si grand à Venise, surtout parmi les partisans de la révolution qui allait s'accomplir, que la foule encombrait le palais Zeno pour avoir de ses nouvelles. Le chevalier Grimani fut l'un des premiers à accourir auprès de la femme qui lui avait été destinée, et dont il avait pu apprécier le caractère élevé. Après avoir reçu les sacremens de l'église avec une sérénité qui excita l'admiration du prêtre et des serviteurs de sa maison qui assistaient à cette pieuse cérémonie, Beata éprouva un soulagement moral dont son pauvre

corps ressentit pendant quelques heures la douce influence. Sans se faire aucune illusion sur son état, elle profita des instans de répit que lui accordait la nature pour accomplir un vœu de son cœur : elle pria son père de faire venir le chevalier Sarti. Le sénateur acquiesça au désir de sa fille sans hasarder la moindre observation. On n'eut pas besoin d'aller chercher bien loin le chevalier, car, depuis huit jours, il n'avait pas quitté le palais, où Teresa l'avait introduit et le tenait caché par pitié; mais avant qu'il fût permis à Lorenzo d'entrer dans la chambre de la *signora,* Beata fit un effort pour se vêtir de la robe blanche et du fichu de crêpe noir qu'elle portait le jour de la promenade à Murano. Elle mit aussi une branche de chèvrefeuille à sa ceinture, et fit placer près de son lit une Bible et *la Divine Comédie* de Dante Alighieri. Lorsque tous ces préparatifs furent terminés et que Beata put lire sur tous les objets dont elle s'était entourée l'expression de son âme, le sénateur Zeno, précédant le chevalier Sarti dans la chambre de sa fille, lui dit avec émotion :

— Venez contempler votre ouvrage, monsieur le chevalier!

— Non, mon père, répondit Beata, c'est l'ouvrage de Dieu.

Le sénateur se retira en laissant la camériste Teresa avec Beata et le chevalier. La chambre était remplie de fleurs et éclairée comme s'il se fût agi d'une fête nuptiale. — Asseyez-vous là, près de moi, Lorenzo, dit Beata avec un sourire charmant.

Lorenzo, tombant à genoux, saisit la main de Beata, la couvrit de baisers et de larmes. — Pourquoi pleurez-vous, mon ami? lui dit-elle avec douceur. J'ai un si grand plaisir à vous voir, et j'ai tant de choses à vous dire! Asseyez-vous, Lorenzo, et écoutez-moi.

Lorenzo se releva avec peine, et s'assit tout près du lit de Beata. La camériste, qui se tenait debout derrière le chevet de sa maîtresse, allait se retirer dans le fond de la chambre, lorsque Beata lui dit : — Tu peux rester, car je n'ai plus de secrets pour toi, ma bonne Teresa.

— Savez-vous, mon ami, reprit Beata après avoir appuyé sa tête languissante sur sa main droite pendant que Teresa prenait soin d'écarter de son visage les longues mèches de ses cheveux dénoués, savez-vous qu'il y a bien longtemps que j'aspire au bonheur que je goûte en ce moment! Dès le jour où la Providence vous a conduit à la villa Cadolce, dès ce jour bienheureux qui est le premier de mon existence morale, je me suis sentie attirée vers vous par une force invincible contre laquelle je n'ai cessé de lutter. Je vous vois encore apparaître dans le salon de mon père pendant cette belle nuit de Noël, je vous vois avec vos cheveux blonds et la grâce touchante du jeune âge, et je sens toujours au fond de mon cœur le doux frémissement que me firent éprouver les réponses naïves qui s'échappaient de vos lèvres innocentes. Quoique je fusse plus âgée que vous de quelques

années, je n'étais pas moins ignorante sur la nature des sentimens qui peuvent nous agiter. Je n'avais jamais rien senti de semblable à ce que votre présence me fit éprouver. J'étais à la fois charmée et confuse en vous voyant. Absent, je m'inquiétais de vous et je vous recherchais; présent, vous me troubliez jusqu'à la confusion de moi-même. Je ne savais comment gouverner mon pauvre cœur. Élevée par des hommes, puisque je n'ai pas connu ma mère, hélas! habituée dès l'enfance à contenir l'expression de mes pensées, je n'avais personne autour de moi à qui je pusse demander un conseil. Mon amie Tognina était d'un caractère trop opposé au mien pour m'encourager à lui ouvrir mon âme. Sa gaieté bruyante effarouchait ma timidité naturelle. Un jour que je me promenais avec elle dans une allée ombreuse du parc de Cadolce, elle me fit tressaillir par les questions indirectes qu'elle me faisait à votre sujet. Ce fut aussi pendant le soir de ce même jour qu'après avoir entendu chanter à Guadagni l'admirable morceau de Gluck :

Che farò senza Euridice?
Dove andrò senza il mio bene?

je vous vis pleurer à la porte du salon où nous étions tous réunis, et puis disparaître tout à coup. Vos larmes me touchèrent, je fus inquiète, je sortis du salon pour m'assurer de ce que vous étiez devenu, et en vous apercevant accoudé derrière le citronnier de la grande allée, je sentis dans tout mon être une commotion si profonde, qu'elle éveilla mon instinct. Je compris alors pour la première fois ce que j'étais pour vous, et quel genre d'intérêt vous m'aviez inspiré : je devins triste, soucieuse de l'avenir, et mécontente de moi-même. J'eus honte de ma faiblesse, je cachai mon secret au fond de mon cœur avec l'inquiétude d'un coupable, et je pris la ferme résolution de vous éloigner de moi ou de réprimer vos illusions par la froideur de mon maintien. Ce que j'ai souffert, mon ami, dans cette lutte homicide contre le sentiment le plus pur de la nature, Dieu seul le sait. Ma position était affreuse. Fille unique d'un patricien austère qui a conservé toutes les idées des temps qui ne sont plus, fiancée à un homme de mon rang et qui était digne de mon affection, je me sentais captivée par un enfant pour ainsi dire que j'avais vu croître à mes côtés, et dont j'avais pris plaisir à développer la belle intelligence. Que penserait-on de moi? Que dirait le monde si l'on venait à découvrir ma faiblesse pour un jeune homme confié à ma sollicitude? L'idée qu'on pourrait mal apprécier le sentiment étrange que j'éprouvai pour vous me rendait surtout malheureuse! Le moindre regard, la moindre parole un peu équivoque qu'on m'adressait à votre sujet me faisaient rougir. Je ne savais quelle contenance prendre pour ne pas trahir le secret

de mon cœur. Plus je faisais d'efforts pour étouffer une passion insensée qui ne pouvait que troubler ma vie, et moins je réussissais à vous oublier. Pardonnez-moi, Lorenzo, ces aveux, qui n'ont rien de blessant pour vous, car c'est votre âge, bien plus que la condition où Dieu vous a fait naître, qui me paraissait un obstacle infranchissable. D'autres sujets de tristesse vinrent encore aggraver ma position, ajouta Beata d'une voix plus faible en baissant les paupières. Je me reprochai la trop grande sévérité de ma conduite à votre égard, et je craignis d'avoir contribué peut-être à vous jeter dans un monde indigne de vous.

A cette manière discrète et touchante de lui rappeler les fautes qu'il avait commises, le chevalier Sarti, saisissant avec transport la main de Beata, qu'il pressa contre son front humilié : — Ah! *signora,* dit-il avec douleur, je n'étais pas digne de troubler par mes erreurs une âme aussi pure que la vôtre!

— La lettre que je reçus de vous quelque temps après, continua la *gentildonna* en entr'ouvrant ses beaux yeux et en laissant errer sur ses lèvres pâles un sourire de joie enfantine, cette lettre, qui ne m'a pas quittée depuis, ajouta-t-elle en tirant de son sein un papier tout froissé, me rendit en partie le calme intérieur que j'avais perdu. Je fus touchée de l'expression de vos sentimens, je fus heureuse d'avoir été comprise, mais je n'eus pas le courage de vous répondre, ni la force de prendre une résolution. Contente du présent, j'oubliai l'avenir et les inextricables difficultés de ma position, et mon cœur se remplit de vagues et lointaines espérances. Je laissai courir le temps, jouissant avec délices des témoignages discrets de votre affection, dont je me rappelle les moindres particularités. La promenade à Murano, que nous fîmes ensemble avec Tognina, est surtout présente à mon souvenir. A partir de ce jour, le plus beau de ma vie, ma destinée fut irrévocablement fixée. En écoutant les belles paroles qui sortaient si abondamment de votre bouche inspirée, j'éprouvai je ne sais quel ravissement intérieur où mon âme s'éleva à la hauteur des idées que vous veniez d'exprimer avec tant d'éloquence; je dérobai à vos regards les larmes de bonheur que je ne pus m'empêcher de verser, et je revins à Venise comme transfigurée par la poésie de vos nobles sentimens. J'hésitais cependant à rompre le silence que j'avais imposé à mon cœur depuis tant d'années. Mon père, qui avait en moi une si grande confiance, et dont je craignais avant tout d'affliger la vieillesse, m'obligeait à garder vis-à-vis de vous une extrême réserve. J'ai eu pendant un moment quelques lueurs d'espérance sur les intentions de mon père à votre égard, et je compte parmi les instans heureux de ma vie les quelques jours qui précédèrent votre départ pour l'université de Padoue. Hélas! mon illusion fut de courte durée. Je ne vous dirai pas, mon ami,

tout ce que j'ai souffert pendant votre longue absence, ni les innocens stratagèmes qu'il m'a fallu employer pour retarder mon mariage avec le chevalier Grimani : je ne vous rappellerai pas non plus tout ce qui est survenu depuis votre retour à Venise, ajouta Beata en posant sur ses yeux la main qui lui restait libre; mais pour que vous puissiez comprendre la conduite que j'ai tenue depuis le jour fatal où vous avez quitté le palais de mon père, je dois vous dire ce qui se passait dans mon âme pendant que je luttais ainsi contre la destinée que je m'étais faite.

En prononçant ces dernières paroles, Beata, fatiguée par les efforts qu'elle venait de faire, fut prise d'une toux sèche et si persistante, qu'on fut obligé de la soulever de son lit et d'humecter ses lèvres de quelques gouttes d'essence. Le chevalier tremblait en tenant dans ses bras le corps épuisé de cette femme adorée qui lui dit en tournant vers lui ses yeux presque éteints : — Si vous manquez déjà de courage, mon ami, que sera-ce donc plus tard!

Lorenzo, pour toute réponse, se mit à sangloter si fort, que Teresa, effrayée, sonna le médecin qui veillait dans l'antichambre. La crise ne dura pas longtemps. Beata, soulagée, fut remise dans la position qu'elle avait auparavant, et le médecin se retira ainsi que les domestiques qui l'avaient suivi.

« Mon ami, reprit la *gentildonna* avec un doux et charmant sourire qui vint éclairer subitement ce beau visage déjà flétri par la souffrance, après le bonheur de vous avoir connu, je vous dois encore les plus pures jouissances que j'aie goûtées dans ce monde. Oui, cher Lorenzo, j'ose vous le dire aujourd'hui pour la première fois, le sentiment que vous m'avez inspiré a été pour moi la source d'une vie nouvelle. Vous avez réveillé mon âme endormie et vous lui avez communiqué une impulsion pour laquelle je vous devrai une éternelle reconnaissance. C'est un devoir pour moi de vous raconter comment s'est opéré, dans les dispositions secrètes de mon cœur, un si grand changement.

« Vous le savez, mon ami, ayant perdu ma mère de très bonne heure, j'ai été élevée par des serviteurs dévoués, sous la surveillance de mon père et de l'abbé Zamaria, qui prit un soin tout particulier de mon instruction. On m'enseigna plus de choses que les femmes de mon temps et de ma condition n'avaient coutume d'en apprendre, et les livres eurent plus de part à mon éducation que l'instinct de la nature. Je manquai de cette discipline qu'insinuent dans le cœur d'un enfant les baisers de la femme qui lui a donné le jour, et dont rien ne saurait remplacer la tendresse. Heureusement les arts et surtout la musique, ce langage mystérieux du sentiment qui nous révèle ce que la parole est impuissante à exprimer, vinrent tempérer par leur douce influence ce qu'il y avait de trop sévère, de

trop aride peut-être dans la nourriture qu'on donnait à mon esprit.

« Vivant au milieu d'une société brillante qui ne pensait qu'au plaisir, adorée de mon père, qui, pour me rendre plus digne de l'héritage qu'il me destinait, aimait à m'entretenir du spectacle de l'histoire et des problèmes redoutables qui touchent au gouvernement des hommes, sa principale occupation, je grandissais comme une plante qu'on soigne trop et à qui l'on mesure l'air vivifiant, ou comme un oiseau qui, dans la cage d'or où il est éclos artificiellement, ignore les vicissitudes de la liberté. Soumise aux devoirs de mon sexe, à ceux de ma position, j'accomplissais tout ce qui m'était prescrit par les bienséances du monde que j'avais sous les yeux sans en comprendre bien le sens. Les arts, la littérature et même les pratiques extérieures de la religion me paraissaient des distractions aimables, l'ornement nécessaire d'une société polie. Ainsi s'écoulaient les jours paisibles de mon existence, et mon âme, bornée dans ses désirs, parce qu'aucun accident de la route n'avait éveillé encore sa noble curiosité, ne s'élevait pas au-dessus de l'horizon de la vie matérielle.

« C'est alors que la Providence vous conduisit à la villa Cadolce. Je pris soin, à mon tour, de votre éducation, et, sous la haute surveillance de l'abbé Zamaria, je me plaisais à cultiver votre belle nature et à en faire jaillir les sources généreuses. On eût dit que mon cœur inoccupé avait saisi avec empressement l'occasion de satisfaire ses besoins d'affection, que vous étiez pour moi comme un jeune frère sur lequel une sœur plus âgée aime à exercer ses instincts de maternité. Je ne vous dirai pas, mon ami, quel bonheur j'éprouvai à voir se développer chaque jour votre intelligence si docile aux soins qu'on lui prodiguait, de quel ravissement je fus saisie lorsque je vis éclater dans vos yeux et sur votre front si pur l'étincelle de la vie morale. Une émotion confuse et inexplicable m'agitait à votre aspect, une joie intime et délicieuse qui doit ressembler au tressaillement de bonheur qu'éprouve une mère alors qu'elle voit l'âme de son enfant se dégager — *qual mattutina stella* — des limbes de l'instinct me pénétrait aussi aux moindres paroles que je vous entendais proférer. Il me semblait que tout se renouvelait au dedans de moi, qu'une sève printanière circulait dans mes veines, et que mon cœur s'emplissait d'un souffle régénérateur. Éclairée par cette lumière intérieure que je ne savais comment qualifier, je promenais sur le monde des regards curieux. Chaque chose m'apparaissait sous un aspect nouveau. La société, les arts et la nature me parlaient un langage que je comprenais pour la première fois, et l'horizon de la vie s'était agrandi tout à coup devant mon âme enchantée.

« Ah! Lorenzo, quels jours d'inexprimable félicité succédèrent pour moi à ce réveil de mon cœur! Quels momens délicieux je passai à la villa Cadolce en assistant aux leçons que vous donnait l'abbé

Zamaria avec un entrain et une ardeur de jeune homme! Combien j'étais heureuse de vous sentir à mes côtés pendant ces promenades charmantes que nous faisions à Vicence, à Padoue et sur les bords de la Brenta! Je n'ai point oublié la visite que nous fîmes à la villa Grimani et la scène qui s'ensuivit le soir, sous la charmille. En chantant avec mon amie Tognina le duo si frais et si élégant de Clari que le cher abbé Zamaria accompagnait sur la mandoline, je croyais exprimer mes propres sentimens; j'étais comme enivrée de l'écho de mon âme, et, en contemplant la lune qui s'égayait au-dessus de nos têtes et dont la lumière mystérieuse éclairait discrètement ce paysage enchanté, je compris ce qu'était la poésie de la vie. Je vous voyais, Lorenzo, sans vous regarder. L'inquiétude que vous éprouviez me révéla l'existence d'un sentiment analogue au mien, et lorsque la barque des ouvrières en soie remonta le canal de la Brenta et que leurs voix mélodieuses emplirent le silence de cette nuit sereine en chantant la jeunesse et la brièveté des jours qui nous sont accordés, mon cœur s'ouvrit tout entier à la douce espérance. Je ne savais trop ce que je voulais, ni vers quel avenir tendaient mes aspirations; mais j'étais heureuse de vivre, et tout souriait à ma faible raison, qui n'apercevait rien au-delà de la sphère étoilée et des heures fugitives.

« J'emportai mon bonheur à Venise. Malgré les sages conseils de mon oncle, ce prêtre vénérable qui a tant souffert et qui avait pour vous une si grande affection, malgré les pressentimens et les scrupules de ma conscience, je m'abandonnai aux rêves décevans qui charmaient mon imagination. Je résolus de surveiller mon cœur, de vivre à côté de vous sans trahir ma faiblesse, et de laisser faire la destinée. Ma timidité naturelle, la réserve que m'imposait une situation unique, la tendresse de mon père, la sévérité de ses idées, les engagemens qu'il avait contractés pour mon avenir, et d'autres circonstances que j'ai oubliées n'empêchaient pas mes illusions de se maintenir, de s'enraciner, pour ainsi dire, dans la substance de mon être et de m'envelopper de nuages d'or qui me cachaient la réalité. Je vous admirais, Lorenzo; votre intelligence si vive, l'ardeur de connaître qui s'était emparée de vous, la tournure romanesque de votre imagination, et, — je puis tout vous dire maintenant, — l'élégance de votre personne, l'expression de vos traits me causaient une émotion de tendresse et d'orgueil. J'étais fière de vos succès dans le monde, je vous voyais grandir dans la vie avec une joie secrète, vos goûts devenaient les miens; les livres que vous préfériez, je m'efforçais aussi de les comprendre, et le paradis était dans mon cœur. Mais comment vous expliquer, mon ami, ce que j'ai éprouvé le jour où Tognina nous conduisit à Murano? Cette journée bénie du ciel décida de ma destinée. En entendant sortir de votre bouche tant

de belles paroles, en vous écoutant définir la poésie, que vous appeliez l'*essence* de tout ce qu'il y a de grand et de beau sur la terre, je fus comme éblouie de l'éclat de votre esprit. Je ne pus contenir l'impression de ravissement que vous aviez produite en moi; je me dérobai à vos regards, et, appuyée sur la fenêtre du *camerino*, je savourai la béatitude d'un rêve de bonheur. Les autres incidens de cette soirée mémorable achevèrent d'élever mon esprit jusqu'à l'idéal que vous m'aviez fait entrevoir, et je revins à Venise en bénissant la Providence de vous avoir conduit sur mon chemin.

« Vous savez le reste, — ajouta Beata, visiblement fatiguée de l'effort qu'elle venait de faire. — Votre départ pour l'université de Padoue, la tristesse de l'absence, l'irritation de mon père contre vous et les malheurs qui en furent la suite, tout vint m'accabler à la fois. Je résistai pendant quelque temps à la pression des événemens par la patience et l'inertie naturelle de mon caractère; je me réfugiai dans mon for intérieur, et je fortifiai mon âme par la lecture des livres qui vous étaient chers, surtout par celle de *la Divine Comédie*, dont vous m'aviez fait connaître tant d'admirables passages. Par un artifice de la douleur que vous ignorez sans doute, je m'identifiai avec l'adorable Francesca da Rimini, dont le sort me paraissait digne d'envie; je me mis à chanter aussi la musique qui vous plaisait; enfin j'évoquai toutes les forces de mon être pour vivre avec votre pensée, et cela ne me suffisait pas! Je sentais au dedans de moi un vide affreux que je ne savais comment combler. J'eus recours alors à la prière solitaire et aux pratiques de la religion, que je n'avais jamais négligée, mais qui n'avait jamais été pour moi un objet de méditation. Je ne trouvai pas d'abord dans le recueillement ni dans le spectacle des cérémonies du culte l'apaisement que j'y avais cherché. Il me fallut de plus grandes douleurs pour faire jaillir de mon âme l'étincelle divine qui m'entr'ouvrit le royaume des éternelles espérances. L'événement qui eut lieu la nuit dans ce palais et votre arrestation au casino du *Salvadego* me donnèrent une force de résolution dont je ne me croyais pas capable. En vous apercevant agenouillé à mes pieds dans la *cantoria* de San-Geminiano pendant que mon pauvre cœur vous cherchait sous les plombs du palais ducal, je vis clairement que ce miracle ne pouvait être que l'œuvre de Dieu.

« Je ne suis pas une savante comme vous, mon ami. Je ne pourrais pas analyser l'espèce de révolution qui s'est faite en moi depuis les derniers événemens que je viens de rappeler. Ce que je puis seulement vous affirmer, c'est que l'émotion que j'ai ressentie dans l'église San-Geminiano a achevé d'initier mon esprit aux mystères de béatitude infinie que la journée passée à Murano m'avait fait pressentir. La poésie dont vous avez rempli mon âme ce jour-là m'a fait comprendre Dieu; l'amour m'a rendue chrétienne. Ah! soyez mille

fois béni, Lorenzo, pour tout le bien que vous m'avez fait! Sans vous, je serais restée une créature bien misérable! Vous avez éveillé les plus nobles instincts de ma nature, vous avez suscité dans mon cœur le besoin d'aimer, et le sentiment profond que vous m'avez inspiré a été la cause de tout le bonheur que j'ai pu goûter dans ce monde; il me sera un titre, je l'espère, devant la miséricorde de Dieu. Je regrette pourtant la vie... — ajouta Beata, dont la respiration haletante indiquait l'épuisement, — oui, je regrette la vie que j'aurais partagée avec vous et la douce lumière du ciel qui aurait éclairé notre bonheur! Cher Lorenzo, pourquoi Dieu ne s'est-il pas révélé plus tôt à mon âme insouciante? Il m'aurait donné le courage de surmonter tous les obstacles qui nous séparent sur cette terre!... Mais que sa volonté soit faite. Nous nous reverrons dans un monde meilleur. N'est-ce pas, Lorenzo, que vous croyez avec moi à cette vie future qu'ont pressentie les poètes et les philosophes de tous les temps, me disiez-vous, et qui nous est promise par le maître divin qui a dit: « Il sera beaucoup pardonné à qui a beaucoup aimé? » Ah! je le sens mieux que je ne puis l'exprimer, ce monde que nous traversons si rapidement ne peut être qu'un passage, une station, que sais-je? une épreuve qui nous est imposée par le créateur de tant de merveilles! Toutes choses ici-bas nous parlent d'un juge rémunérateur du bien et du mal, tout nous atteste la destinée immortelle de notre âme. L'éclat du jour, les magnificences de la nature, nos désirs infinis et la rapidité des heures qui nous sont départies, l'idéal de justice et de beauté qui s'élève et subsiste en nous malgré les iniquités et les imperfections des hommes que nous avons sous les yeux, l'insatiable curiosité de notre esprit jointe à la faiblesse de nos organes, des aspirations vers le bonheur et la perfection dans un être fragile et périssable..., tout cela peut-il se concevoir sans une vie future? Non, cher Lorenzo, Dieu n'a pu mettre dans mon cœur le sentiment profond que vous m'avez inspiré pour m'abandonner ensuite! Vous l'avez dit, vous l'avez dit, cher compagnon de ma courte existence: l'amour est le souverain maître de la vie et de la mort; il a élevé mon âme jusqu'à la poésie qui m'a fait connaître la grandeur de Dieu, comme le dit aussi Béatrice dans ces beaux vers que vous m'avez fait connaître :

Questo decreto, frate, sta sepulto,
Agl' occhi di ciascun il cui ingegno,
Nella fiamma d'*amor* none è adulto (1). »

Une pâleur mortelle, suivie d'un affaissement qui dura quelques

(1) « Cette loi est incompréhensible pour celui qui n'a pas été éclairé par l'amour. » (Dante, *Paradiso.*)

minutes, avertit le chevalier que la pauvre Beata était suspendue dans l'abîme par un dernier souffle de vie. Il sanglotait bruyamment en pressant la main déjà froide de la *gentildonna* contre ses lèvres, et il allait appeler du secours, lorsque Beata, entr'ouvrant péniblement ses beaux yeux, lui dit tout bas, comme si elle eût deviné sa pensée : « Pas encore, mon ami... j'ai une prière à vous adresser. Tenez, lui dit-elle en lui offrant une mèche de ses cheveux qu'elle avait cachée dans un Évangile qui était sous sa main, conservez cela en souvenir de moi. Lorenzo, ô vous que j'ai tant aimé, ne m'oubliez pas! Quel que soit le nombre de jours qui vous sera départi par la Providence, que mon nom reste doux à vos lèvres! Réjouissez-vous, comme dit le saint prophète, *de la femme de votre jeunesse.* »

Puis, tirant de son sein un christ en ivoire, qu'elle embrassa avec effusion, elle le présenta au chevalier en lui disant : « Imitez-moi, mon ami, et que nos âmes se confondent à travers Jésus-Christ! »

Le chevalier s'empressa de satisfaire au désir de Beata, qui, ayant remis le crucifix sur sa poitrine, ajouta : « Maintenant je suis heureuse, nous nous reverrons... je vous attendrai, je serai la *stella mattutina* que vous invoquerez dans les grandes difficultés de votre vie, Lorenzo... » murmura-t-elle de ses lèvres contractées par le frisson de la mort.

A ce spectacle, le chevalier se mit à crier : « Au secours! au secours! » Les domestiques, les médecins, un prêtre et le sénateur Zeno entrèrent précipitamment dans la chambre de la *gentildonna* agonisante. Le sénateur s'approcha du lit de sa fille, qui, faisant un effort suprême, s'écria : « Jésus, mon Dieu! ayez pitié de moi... » Ce furent les dernières paroles qu'elle put articuler. Lorenzo, éperdu, se précipita sur la main glacée de Beata, et dit dans une sorte d'extase : — *Ita ne'* Beata *nell' alto cielo, nel reame ove gl' angeli hanno pace!* « Beata s'est envolée comme un ange dans le royaume des cieux (1)! »

Beata était morte dans la nuit du 10 au 11 mai 1797. Quelques jours après, le 16 mai, une flottille amenait sur la place de Saint-Marc une division de l'armée française, et la république de Venise avait cessé d'exister.

Telle fut la jeunesse du chevalier Sarti, dont plus tard j'achèverai de raconter la vie.

P. Scudo.

(1) Dante, *Vita Nuova.*

HISTOIRE NATURELLE

DE L'HOMME

DU CROISEMENT DES RACES HUMAINES.

I. *Essai sur l'Inégalité des races humaines*, par M. de Gobineau. — II. *The Races of men*, by Dr Knox. — III. *La Terre et l'Homme*, par M. A. Maury.

Existe-t-il plusieurs espèces d'hommes, ou bien les différences présentées par les diverses populations du globe ne sont-elles que des caractères de race (1)? Je ne veux pas aborder aujourd'hui l'examen de cette question, si vivement, parfois si violemment débattue, et qu'ont trop souvent obscurcie des passions dont la source n'était rien moins que scientifique. Ce n'est ni dans une seule étude ni à propos de deux ou trois livres qu'il est possible de la traiter, et d'ail-

(1) Parmi les savans qui se sont occupés des questions ethnologiques avec le plus d'ardeur, il en est un grand nombre qui ne se font pas une idée nette de ce que signifient les mots *espèce, variété, race*. A chaque instant, on voit ces expressions employées indifféremment, et souvent comme synonymes. De là vient en grande partie la confusion qui règne dans les discussions relatives aux races humaines. Sans entrer dans des considérations qui exigeraient de longs développemens, je crois devoir énoncer ici les définitions que j'ai adoptées de ces trois mots. — Je donne le nom d'*espèce* à l'ensemble des individus, plus ou moins semblables entre eux, qui sont descendus ou qui peuvent être regardés comme descendus d'une paire primitive unique. — La *variété* est tout individuelle et caractérisée par quelque trait saillant distinctif. — J'appelle *race* l'ensemble des individus provenant d'une même espèce, ayant reçu et transmettant par voie de génération certains caractères de variété. Il suit de là : premièrement que toute race remonte à une espèce qui lui sert de point de départ, — en second lieu que l'ensemble des races, soit primitives, soit dérivées d'une même espèce, constitue l'espèce elle-même, — enfin que tout changement portant sur une race quelconque porte sur l'espèce d'où est dérivée cette race.

leurs je n'en ai pas besoin. Je me bornerai donc à exprimer une conviction bien entière, et que mes recherches de naturaliste et d'ethnologiste fortifient chaque jour. — Oui, tous les hommes appartiennent à une seule et même *espèce*. Entre les populations les plus éloignées en apparence, il n'y a que des différences toujours moins grandes que celles dont les animaux domestiques nous offrent de si nombreux et si frappans exemples: de l'Européen au nègre du Congo, de la peau-rouge à l'Australien, il n'existe que des différences de *race*. A ce titre, tous les hommes sont frères, ou pour mieux dire cousins plus ou moins éloignés.

Que le lecteur se reporte par la pensée à ces expositions si riches en enseignemens de toute nature, qu'il se rappelle ce que sont nos chiens de rue et nos chiens de chasse, qu'il songe à la valeur relative de la rosse qui traîne nos chariots et du noble cheval arabe ou turcoman : il conclura de lui-même qu'entre les races animales dérivées d'une même espèce il peut sans doute exister une égalité réelle, bien que les caractères physiques soient différens, mais que presque toujours il en est qui possèdent un cachet décidé de supériorité ou d'infériorité. Les fils issus de mêmes parens, et à plus forte raison les cousins au premier, au second, au dixième degré, nous présenteraient des faits tout pareils. Ce n'est donc pas être infidèle aux croyances énoncées plus haut que d'admettre l'inégalité des races humaines, que de regarder quelques-unes d'entre elles comme supérieures, d'autres comme inférieures, et de les échelonner en conséquence (1). Quelques philanthropes exagérés ont nié qu'il en pût être ainsi. Ils ont affirmé l'égalité complète et actuelle du blanc et du noir, et accusé quiconque soutenait le contraire de favoriser l'esclavage (2). Sans entrer dans un pareil débat, sans répéter ce que j'ai déjà établi dans ce recueil (3), je me bornerai à dire que, pour combattre une institution détestable, il ne me semble nullement nécessaire de dénaturer les faits et de nier l'évidence.

Les races inférieures et supérieures dérivées d'une même espèce peuvent-elles s'unir de manière à donner naissance à des races nouvelles, à des races métisses? En présence des faits universellement connus, il peut paraître étrange qu'une telle question soit posée. Pourtant elle l'a été, et, qui plus est, elle a été résolue négativement pour les animaux par quelques hommes d'un vrai mérite d'ailleurs,

(1) Je ne parle ici que d'une inégalité de fait et tout actuelle. On verra plus loin que j'admets au contraire et sans réserve *l'égalité virtuelle*. Ces croyances découlent du reste tout naturellement des définitions que je viens de donner et de leurs conséquences immédiates.

(2) Voyez le *Bulletin de la Société d'ethnologie de Paris*.

(3) Voyez *La Floride, Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1843.

et pour l'homme par quelques ethnologistes, parmi lesquels nous citerons surtout le docteur Knox, qui joint à ses autres titres celui de correspondant de l'Académie de médecine de Paris. L'école américaine, qui admet l'existence d'espèces humaines distinctes, penche nécessairement vers cette doctrine, bien que l'évidence des faits lui arrache parfois les aveux les plus explicites et les plus en opposition avec cette manière de voir (1). Les uns et les autres sont loin d'ailleurs de s'accorder. Les zootechnistes ont sous les yeux des exemples trop palpables pour ne pas admettre la formation de races nouvelles; le docteur Knox et ses adhérens nient cette formation d'une façon plus ou moins absolue. Parmi les premiers, ceux qui rejettent l'influence du croisement attribuent d'une manière exclusive à la puissance des milieux les modifications, parfois si grandes, imprimées à l'organisme. Les seconds déclarent les milieux les plus énergiques incapables d'exercer une action de cette nature même dans les limites les plus restreintes. Je ne discuterai pas aujourd'hui ces assertions contraires, qui se détruisent mutuellement. A mes yeux, il est impossible de se refuser à admettre l'apparition de races nouvelles, formées tantôt sous l'influence du croisement, tantôt sous celle d'un changement de milieu, tantôt enfin, et le plus ordinairement, sous celle de ces deux agens réunis. Je n'ai aujourd'hui à parler que du premier cas, et me bornerai à rappeler quelques faits.

Ici on n'a vraiment que l'embarras du choix. Presque toutes les contrées de l'Europe possèdent un certain nombre de races domestiques dans la formation desquelles le croisement a joué au moins le principal rôle. Sans sortir de France, et pour m'en tenir à deux faits bien récens, je citerai la race des moutons charmoises et celle des porcs de Boulogne, dans l'arrondissement de Valenciennes. On sait comment M. Malingié a obtenu la première par une suite d'alliances ménagées avec discernement, d'abord entre les races berrichonne et tourangelle, puis entre les métis de ces dernières et des béliers mérinos et new-kents. En quelques années, cette race a été suffisamment assise pour exercer à son tour une influence modificatrice des plus heureuses. Ses béliers, unis aux chétives brebis du Haut-Limousin, ont donné des produits d'une valeur double de celle des mères (2); ils sont aujourd'hui recherchés jusqu'en Angleterre. Quant aux porcs de Boulogne et de Montreuil, ils proviennent d'une race locale profondément abâtardie, qu'on a relevée par le croisement avec les yorkshires et les new-leicesters. Les métis ainsi obtenus ont été mariés

(1) Voyez, dans l'ouvrage de MM. Nott et Gliddon, *Types of Mankind*, la partie intitulée *Hybridity of Animals*.

(2) Renseignement verbal fourni par M. L. de Lavergne.

ensemble, et sans remonter à la souche anglaise; il s'est ainsi formé sur place une race supérieure qui alimente annuellement un commerce considérable, principalement avec la Champagne (1).

L'existence de populations entières résultant du croisement des races humaines est un fait non-seulement de toute évidence pour le présent, mais que les études de la nature la plus variée retrouvent à chaque instant et de plus en plus dans le passé de l'humanité. Quelques influences locales peuvent, il est vrai, retarder le développement de ces races. Deux auteurs anglais, Etwick et Long, qui tous deux ont écrit une histoire de la Jamaïque, s'accordent à déclarer que dans cette île les mariages entre les mulâtres sont moins féconds que les alliances contractées par un de ces métis, soit avec un blanc, soit avec un nègre. M. le docteur Yvan m'a même assuré qu'à Java les métis de Malais et de Hollandais ne se reproduisaient pas au-delà de la troisième génération (2); mais entre ces faits tout exceptionnels et les conséquences qu'en ont tirées soit les ethnologistes américains, soit surtout le docteur Knox, il y a tout un abîme. Pour les réfuter, il suffit d'ouvrir le premier livre de voyage venu et surtout de citer quelques chiffres. En prenant pour exemple en Amérique les cinq états du Mexique, de Guatemala, de la Colombie, de La Plata et du Brésil, on trouve que les métis de toute sorte entrent pour un cinquième dans la population totale (3). M. d'Omalius d'Halloy, après avoir discuté toutes les données de ce problème, es-

(1) Je crois devoir me borner à ces deux exemples, sans entrer dans une discussion qui serait ici déplacée, et sans traiter tout au long la question des races obtenues par croisement. A ceux qui en nient l'existence, il est, on le voit, facile de répondre par des faits. Quant aux faits qu'ils invoquent à leur tour, il est en général aisé de les expliquer. Certains mécomptes dont on a fait grand bruit étaient faciles à prévoir. Lorsque par exemple on s'est laissé guider par les doctrines exclusives du Jockey-Club, lorsqu'on a voulu mêler à toutes nos races chevalines le sang du cheval anglais, on devait manquer bien souvent le but qu'on se proposait d'atteindre. Comment cette race tout artificielle, habituée à des soins minutieux, chez laquelle une éducation spéciale a développé outre mesure un tempérament nerveux et la faculté de dépenser en quelques minutes une somme énorme de force, aurait-elle pu venir en aide à nos races montagnardes, à qui l'on demande avant tout la sobriété, la rusticité, la patience, la résistance aux fatigues longues et soutenues? Ses qualités mêmes devenaient ici des défauts graves, et les plaintes qu'arrachait à nos agriculteurs de l'Auvergne ou des Ardennes le résultat de certains croisemens étaient parfaitement fondées. On avait agi contrairement aux données les plus élémentaires de la physiologie : l'insuccès était inévitable. — Toutes les fois au contraire qu'on a tenu compte de ces données, la réussite a couronné des tentatives intelligentes. L'histoire de presque toutes les grandes races domestiques est là pour attester cette vérité.

(2) Dans les autres colonies hollandaises, me disait encore le Dr Yvan, les croisemens entre les deux races sont indéfiniment féconds, comme ils le sont partout ailleurs entre toutes les autres races.

(3) Les chiffres qui donnent ce résultat ont été recueillis en 1824 et 1830.

time à environ 750 millions le chiffre des habitans de la terre entière et à 10 millions celui des métis (1).

Il faut bien remarquer que M. d'Omalius n'a fait entrer dans ses calculs aucune de ces races qui portent au plus haut degré le cachet d'une origine mixte, comme les Cafres ou les Malais, mais dont on ignore le point de départ. Il a tenu compte uniquement des métis, dont l'origine, remontant à l'époque moderne, est connue historiquement. Or ces derniers n'ont commencé à paraître qu'à la suite du grand mouvement qui vers la fin du xve siècle entraîna les populations européennes dans les régions lointaines. L'Amérique a été découverte en 1492, le cap de Bonne-Espérance doublé en 1497. Ainsi c'est en trois siècles et demi seulement que s'est formée cette multitude de mulâtres, de zambos, de chulos, de griquas, de métis de toutes races, qui entre dès à présent pour 1/75 dans la population totale du globe. Et encore ne mentionnons-nous ici que le résultat du croisement entre les races extrêmes. Que serait-ce si nous tenions compte des mélanges effectués chaque jour entre les races voisines et les rameaux d'une même race? Ce mouvement de fusion, déjà si rapide, ne peut que s'accélérer dans des proportions impossibles à prévoir sous l'influence de la facilité et de la fréquence croissante des communications. Il y a donc un intérêt bien réel à chercher quel en sera le résultat probable.

C'est ce qu'a voulu faire un écrivain qui possède évidemment beaucoup de savoir et de hardiesse d'esprit, mais qui, faute d'être naturaliste, devait presque nécessairement s'égarer. M. de Gobineau a ramené à l'étude des races humaines, aux résultats de leurs croisemens, l'histoire de toutes les grandes civilisations et des groupes politiques formés sous l'influence de ces dernières. Rattachant à une cause unique tous les ordres de faits moraux, intellectuels ou physiques, que peuvent présenter les peuples, il est remonté aux premiers temps de l'humanité, l'a suivie dans ses développemens et croit pouvoir prédire quand et comment elle finira. Chemin faisant, il a indiqué l'origine de toutes les sociétés, les a suivies dans leurs évolutions, précisé les causes de leur décadence et de leur dissolution. L'*Essai sur l'inégalité des races humaines* est ainsi devenu une esquisse d'histoire universelle prise au point de vue ethnologique. Or, lorsqu'une science est en voie de se former, — et l'ethnologie en est encore à peine là, — ces essais de synthèse, fussent-ils prématurés, ont toujours une valeur réelle. Ils font naître des rapprochemens, ouvrent des vues d'ensemble, conduisent à des idées générales, et par leurs défauts mêmes préparent l'avenir. A ces divers titres, l'ouvrage de

(1) *Élémens d'Ethnographie.*

M. de Gobineau mérite un sérieux examen, malgré l'inexactitude de la donnée fondamentale du livre et ce qu'il y a de paradoxal dans bien des assertions de l'auteur.

I.

« La chute des civilisations, dit M. de Gobineau, est le plus frappant et en même temps le plus obscur phénomène de l'histoire. » Ce phénomène a-t-il été expliqué? L'auteur ne le croit pas. A l'en croire, tous les historiens, tous les philosophes se sont mépris dans la recherche des causes qui amènent ces grandes décadences. Le fanatisme, le luxe, les mauvaises mœurs, l'irréligion, quelque répandus et universels qu'ils puissent être, ne sont que des espèces d'accidens sans influence sur la durée des empires; le mérite relatif des gouvernemens n'en a pas davantage. A plus forte raison, la nature du sol et des localités, le plus ou le moins de bonté des institutions, ne peuvent rien pour la grandeur ou la faiblesse des nations. Il en est de même des religions, et le christianisme, pas plus que le mahométisme, ne crée ni ne transforme l'aptitude civilisatrice.

On voit combien de discussions soulèveraient à elles seules ces quelques propositions. Peu de lecteurs, je pense, les accepteront dans le sens absolu qui leur est donné. Sans doute on a vu des peuples résister aux convulsions provoquées par les passions religieuses, d'autres supporter un excès de luxe sans s'épuiser, ou durer en dépit d'institutions mauvaises; mais ces maladies morales agissaient isolément, ou n'étaient que passagères, ou bien enfin n'atteignaient que quelques parties du corps social. Dès-lors pourquoi eussent-elles été nécessairement mortelles? Tous les jours, un individu guérit du choléra, un autre du typhus, un troisième de la peste : est-ce à dire que ces fléaux, même isolés, soient sans effet sur l'organisme, et que ce dernier résisterait de même à leur action combinée? Tous les jours surtout, un membre frappé de grangrène tombe, laissant plein de vie le corps d'où il s'est détaché; mais si le mal eût été général, qui ne voit quelles en auraient été les suites? Or, chez tous les peuples en décadence, dans toutes les sociétés en voie de décomposition, l'histoire nous montre non pas une seule, mais toutes ou presque toutes les causes de destruction que j'ai nommées se développant à la fois, agissant non sur quelques individus, mais sur les masses elles-mêmes. Dénier toute influence à de pareils agens de destruction me semble vraiment impossible.

Au reste, M. de Gobineau lui-même paraît avoir senti ce que ses propositions avaient de forcé et d'étrange. Au moment d'exposer sa propre théorie, il revient quelque peu sur ses pas et reconnaît qu'il

y a lieu de gémir lorsque la société est atteinte de ces terribles fléaux. C'est là une observation que j'aurai trop souvent à reproduire pour ne pas la faire dès le début. A chaque instant et pour les questions les plus fondamentales, l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, entraîné par sa plume, émet les opinions les plus absolues, qu'il amende quelques pages plus loin. Parfois la correction va jusqu'à la contradiction : de là résulte pour le lecteur une incertitude fatigante, et souvent une difficulté réelle à bien comprendre le fond de la doctrine même.

Les élémens de désorganisation signalés tout à l'heure ne sont redoutables, selon M. de Gobineau, que lorsqu'ils atteignent un peuple *dégénéré*. Cette expression a ici un sens tout spécial. Pour l'auteur, une population dégénère toutes les fois qu'elle porte atteinte à la pureté de son sang par le croisement avec une autre race. Plus les mélanges sont multipliés, plus la dégénérescence fait de progrès, et quand le nombre des croisemens dépasse certaines limites, la société ne peut plus se maintenir. Ici se montre la pensée fondamentale du livre. Dans la doctrine dont il renferme l'exposé théorique et l'application, la naissance, l'état stationnaire ou progressif, la grandeur ou la décadence, en un mot tous les phénomènes moraux, intellectuels ou physiques d'une tribu comme d'une nation sont uniquement des questions de race.

Lorsqu'un écrivain fait reposer tout un ensemble d'idées sur un mot, on doit s'attendre à ce qu'il précise exactement le sens de ce seul mot. M. de Gobineau ne l'a pas fait, et c'est un grand reproche à lui adresser. Il admet l'unité de l'espèce humaine, tout en déclarant que nous ne connaissons pas l'homme primitif, et sur ces deux points nous sommes entièrement de son avis. Il admet l'existence de trois races fondamentales, la blanche, la jaune et la noire; ici encore nous partageons son opinion. Ces trois races, dans leurs représentans les plus caractérisés, sont en effet les extrêmes de ces mille nuances qui servent d'intermédiaires entre les populations les plus éloignées; elles peuvent donc être regardées comme autant de types autour desquels se groupent les races secondaires; mais pour lui ces races ont quelque chose de tellement absolu, de tellement radical, qu'elles redeviennent de véritables *espèces,* dans le sens que les naturalistes donnent à ce mot. Partout, à chaque instant, M. de Gobineau combat à outrance l'idée qu'un milieu extérieur quelconque puisse influer en quoi que ce soit sur une population. Pour lui, tout est dans le sang. D'une race à l'autre, le sang diffère comme l'eau diffère de l'alcool; on peut les mélanger, mais les transformer, jamais : le croisement seul a produit toutes les différences ethniques constatées dans l'espèce humaine.

Telles sont les opinions professées à chaque page du livre, et pourtant, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'existence des trois types fondamentaux, c'est précisément à l'action du milieu et des agens physiques seuls que l'auteur a recours. Il est vrai qu'il remonte alors à l'origine des choses et admet d'une part que l'espèce humaine, récemment créée, n'ayant pas encore de caractères bien arrêtés, était par cela même plus aisément impressionable, — d'autre part, que les actions physiques résultant de cataclysmes encore récens avaient une énergie qu'elles ont perdue depuis. Ces deux hypothèses n'ont rien qui répugne à la raison, elles s'accordent même assez bien avec les résultats les plus récens des études géologiques; mais l'une ou l'autre conduit-elle à nier d'une manière absolue toute action modificatrice actuelle, imprimée par le milieu, subie par l'homme? Évidemment non. Les forces physiques, en les supposant amoindries, n'en existent pas moins, et n'ont pas changé de nature; l'homme est resté le même au fond. Par conséquent, les influences extérieures ont dû conserver encore une certaine puissance, et, venant à s'exercer sur l'homme, elles agiront encore dans une certaine mesure. Les modifications subies par l'être humain seront peut-être moins étendues et se manifesteront plus lentement, mais elles n'en seront pas moins réelles. Telle est la conclusion logique à laquelle conduisent les données mêmes d'où part M. de Gobineau, aussi bien que l'étude attentive de tous les faits recueillis chez les animaux ou chez l'homme sur cette difficile question.

Au reste, cet écrivain semble l'avoir senti lui-même, et, pressé par les faits, il rend hommage à la doctrine tant de fois combattue par lui dans un passage trop significatif pour que je ne le reproduise pas textuellement. « On ne saurait méconnaître que les circonstances locales peuvent au moins favoriser l'intensité plus ou moins grande de certaines nuances de carnation, la tendance à l'obésité, le développement relatif des muscles de la poitrine, l'allongement des membres inférieurs ou des bras, la mesure de la force physique. » Ici M. de Gobineau ne parle pas autrement que nous-même. Si des influences locales, c'est-à-dire des *influences de milieu,* peuvent rendre des populations entières grasses ou maigres, si elles donnent aux unes des membres longs et grêles, à d'autres des membres courts et gros, si elles élargissent ou rétrécissent la poitrine, si elles rendent héréditaires ces particularités d'organisation, ne créent-elles pas de véritables races? « Mais il n'y a là rien d'essentiel. » J'ai vainement cherché l'indication précise de ces traits essentiels qui seuls semblent pouvoir, d'après M. de Gobineau, caractériser une race; je ne l'ai trouvée nulle part. On voit à quelle contradiction s'est laissé entraîner, à quel vague s'est laissé aller

l'auteur d'un livre dont on ne peut d'ailleurs contester l'intérêt, pour ne pas avoir attaché un sens précis aux mots *race* et *espèce;* si j'insiste sur ce point, c'est qu'on pourrait adresser le même reproche peut-être à la majorité de ceux qui ont traité la question des races humaines.

Poursuivons notre examen. L'homme primitif, la race humaine primaire, laissa donc en disparaissant trois races secondaires, la noire, la jaune et la blanche. Par le croisement de ces races et de leurs métis se sont formées des races tertiaires, quaternaires, etc. Chacune d'elles apportait d'ailleurs dans ces alliances des élémens physiques, moraux et intellectuels fatalement différens. La race noire présente à un haut degré le cachet de l'animalité : ses facultés pensantes sont médiocres, ou même nulles; mais ses sens, développés outre mesure, donnent à la sensivité, et par suite au désir, une énergie, une intensité inconnues aux autres races. Par ces motifs, l'auteur voit en elle une race femelle (1). L'élément mâle est représenté dans l'espèce humaine par la race jaune, que caractérisent, indépendamment de ses traits physiques bien connus, un caractère apathique, l'amour de l'utile et du bien-être matériel. Du reste, pas plus que le noir, le jaune, livré à lui-même, ne peut s'élever au-dessus de l'état sauvage. La race blanche seule possède ce pouvoir. A elle appartiennent exclusivement l'initiative, l'instinct du progrès et la puissance organisatrice, la beauté physique, l'intelligence élevée et l'énergie morale, l'instinct de la liberté et le sentiment de l'honneur.

Dans la pensée systématique que nous voulons combattre, ces caractères sont absolus. En dehors du croisement, rien ne peut les modifier. De là résultent deux conséquences : la première, c'est que jamais une race ne saurait s'améliorer par elle-même, et que par conséquent il appartient à la race blanche seule de relever ses sœurs en leur infusant son sang privilégié; la seconde, que cette transfusion, en relevant l'élément inférieur, dégrade dans la même proportion l'élément supérieur. D'une race à l'autre, tout se passe comme si l'on mélangeait le dernier des breuvages au vin le plus exquis, et cela avec la même *rigueur matérielle*, si l'on peut s'exprimer ainsi. Par conséquent, le sang blanc se dilue par des croisemens successifs. A mesure qu'il diminue en quantité, son influence s'affaiblit

(1) M. de Gobineau s'est rencontré ici avec M. Gustave d'Eichthal, qui, par des considérations un peu différentes, est arrivé à la même conclusion; mais M. d'Eichthal regarde la race blanche comme représentant l'élément mâle de l'humanité, et, à vouloir entrer dans cet ordre de considérations, il me paraît évident que M. de Gobineau aurait dû adopter la même opinion, puisque d'après lui cette race seule est apte à développer les sociétés.

d'autant, et la race va s'abaissant de même. Jusqu'à présent, quelque discutable que soit la théorie, comme on va le voir, elle est du moins très claire. On comprend moins aisément pourquoi la dégradation fait des progrès lorsque deux races dotées d'une même proportion de sang blanc viennent à s'allier ensemble. C'est là pourtant ce qu'affirme l'auteur. A l'en croire, tout croisement de races, quelque égales qu'elles soient entre elles, abâtardirait encore forcément le produit, et le ferait descendre d'un degré de plus dans l'échelle ethnologique. Avant d'aller plus loin, il faut examiner ces idées générales.

L'inégalité des races humaines est un fait, nous l'avons montré plus haut; mais cette inégalité est-elle poussée chez quelques-unes d'entre elles jusqu'à l'inaptitude absolue? L'état sauvage est-il nécessairement, pour les noirs en particulier, le dernier mot de la civilisation? A la rigueur, on comprendrait cette opinion dans la bouche d'un partisan de la pluralité des *espèces*, mais non de la part d'un écrivain qui croit seulement à l'existence de *races*. Toutes les races qui se rattachent à une même espèce lui sont virtuellement égales, et sont de même égales entre elles. Ce sont autant de branches d'un même tronc. Certaines conditions les font diverger parfois outre mesure; des conditions nouvelles peuvent les ramener à côté de leurs sœurs et les rapprocher jusqu'au contact. C'est sur ce principe qu'est fondée en zootechnie la pratique de l'amélioration des races par elles-mêmes, méthode qui compte aujourd'hui tant de partisans. Sans doute cette méthode est plus lente que celle des croisemens avec des types supérieurs. Daubenton mit dix ans à obtenir de nos moutons indigènes une laine aussi fine que celle des mérinos d'Espagne, tandis qu'en cinq ou six générations un bélier de cette dernière race transforme complétement le mouton français; mais cette expérience célèbre, et bien d'autres faites depuis, prouvent que sous une direction éclairée la race animale la plus abâtardie peut se relever progressivement et donner des produits supérieurs. Ce qui est vrai des animaux l'est incontestablement de l'homme. En supposant que la race nègre ait partout commencé par l'état sauvage, il faut bien reconnaître, sans tomber dans les exagérations de quelques philanthropes plus zélés qu'éclairés, que sur quelques points de la Melanésie, et surtout en Afrique, elle a grandement amélioré son état primitif. Il est vrai que M. de Gobineau attribue la formation des moindres sociétés noires à l'influence de quelques gouttes égarées du sang régénérateur; mais c'est là une de ces assertions toutes gratuites auxquelles il est permis de ne pas s'arrêter.

Est-il vrai que le croisement soit par lui-même et nécessairement une cause de dégradation? Ici, à vrai dire, l'expérience sur les ani-

maux nous manque. Chaque jour, il est vrai, l'homme allie entre elles des races différentes, mais c'est toujours en vue d'un but déterminé, et en général pour relever l'une des deux. Les mêmes reproducteurs sont, à chaque génération, croisés de nouveau avec les métis déjà obtenus. Par conséquent, la race nouvelle se confond de plus en plus avec le type supérieur, et pour peu que le milieu s'y prête, elle finit par le reproduire. C'est juste ce qui se passe dans les colonies, où les mulâtres, devenus tiercerons, quarterons, etc., finissent par ne pouvoir plus être distingués des blancs.

Chez l'homme toutefois, cette marche constamment progressive vers la race supérieure n'est en définitive que l'exception. Les populations métisses, auxquelles a donné naissance le contact de la race blanche avec tous les peuples du monde, sont généralement refoulées sur elles-mêmes par le mépris qu'elles éprouvent pour leurs parens jaunes ou noirs, par celui que leur rendent leurs parens blancs. Partout les mulâtres, les zambos, etc., s'allient entre eux et au hasard pour ainsi dire. Il y a donc là des expériences toutes faites sur l'espèce humaine, expériences dont le résultat répond à la question que je posais tout à l'heure. Partout où des observations précises ont été faites, les métis se montrent supérieurs à la race colorée, presque égaux et parfois supérieurs, à certains égards, à la race blanche elle-même. Etwick, dans son *Histoire de la Jamaïque,* avait remarqué depuis longtemps que le sang le plus noble exerçait sur le produit une influence prépondérante, et les faits lui donnent pleinement raison. Aux Philippines, les métis sont très nombreux; ils dominent à Manille et forment une classe active, industrieuse, brave, qui a déjà arraché à la métropole de sérieuses et justes concessions. A peine est-il besoin de rappeler ce qu'étaient à Saint-Domingue ces hommes de couleur qui ont expié si cruellement leurs alliances avec les noirs. Les travaux publiés dans la *Revue* sur Haïti ne peuvent laisser en doute qu'ils ne fussent, à bien peu de chose près, les égaux des créoles blancs (1). Au Brésil, grâce à sa valeur intellectuelle et morale, la race croisée de blanc et de noir a su vaincre en grande partie le préjugé du sang, et elle est surtout remarquable par des aptitudes pour la culture des arts bien plus développées chez elle que chez les blancs de race pure (2). Dans ce même empire, nous trouvons une province entière habitée par une race croisée d'Européens et d'indigènes. Quel a été le résultat de ce mariage? Le cachet particu-

(1) Voyez les études de MM. Gustave d'Alaux et Lepelletier Saint-Remy, — 1er et 15 décembre 1850, 15 janvier, 1er février, 15 avril, 1er mai 1851, — 15 novembre 1845.

(2) M. de Lisboa, *Bulletin de la Société ethnologique;* M. Ferdinand Denis, *Histoire du Brésil.*

lier des Paulistas, leur caractère chevaleresque, leur bravoure, leur persévérance ont été racontés ici même et ailleurs (1). A en croire les témoins oculaires, ces métis de Ganayages semblent être aujourd'hui dans ces vastes régions les plus purs représentans de leurs ancêtres blancs, les vrais fils des Portugais de la grande époque, les véritables enfans des Gama et des Albuquerque.

On le voit, les faits contemporains se prêtent peu à la théorie nouvelle. Il y a plus : en partant des données mêmes qui lui servent de fondement, on devrait, ce me semble, arriver à des conclusions diamétralement opposées. En effet, l'écrivain que je combats n'accorde à l'homme noir que l'imagination et le sentiment des arts; il réserve à l'homme jaune les instincts positifs et une aptitude régulière, constante pour les choses utiles. Que reste-t-il au blanc primitif? A en croire l'*Essai sur l'inégalité des races*, le blanc manifesterait à peu près uniquement une énergie conquérante invincible reposant sur une très grande force physique et un amour effréné de la guerre. Joignons à ces qualités peu sociables un sentiment religieux assez borné, puisque le blanc croit pouvoir détrôner ses dieux et se mettre à leur place; ajoutons encore la beauté corporelle, et nous aurons recueilli tous les traits de cette grandeur physique et morale dont il est question à chaque page, et que le mélange doit abaisser. Y a-t-il là cependant de quoi expliquer le rôle attribué à la race blanche? Les faits invoqués à l'appui de cette opinion nous semblent conclure contre elle. Les *Aryans* primitifs, à en juger par ce qu'en dit l'auteur lui-même, vivaient dans une anarchie irrémédiable. Il nous sera toujours difficile de voir des missionnaires de la civilisation dans les Normands qui ravagèrent nos côtes, ou dans le *squatter* que la haine de tout frein exile au fond des forêts. Et pourtant les premiers seraient des espèces de demi-dieux réunissant tout ce que l'homme peut concevoir de grand, de noble, de beau; les seconds, des héros, dominateurs à juste titre de toutes les populations contemporaines; le troisième serait le digne héritier des uns et des autres, et, quoique bien dégénéré, il représenterait le dernier élément civilisateur que possède notre pauvre humanité décrépite.

En présence de cette conclusion, qu'il est permis de trouver étrange, on se demande quel est ce signe inniable de supériorité devant lequel s'efface tout le reste. J'ai lu le livre avec une attention croissante toutes les fois qu'il s'agissait de ce point de doctrine, et n'ai trouvé nulle part de réponse directe. Toutefois il me paraît que l'énergie guerrière séduit avant tout l'écrivain. Il se complaît à retra-

(1) *Un Souvenir du Brésil* (*Revue* du 15 septembre 1832), par Th. Lacordaire; *Histoire du Brésil*, par M. Ferdinand Denis.

cer les mœurs héroïques des races batailleuses, depuis celles des Aryans, sur lesquels nous savons si peu de chose, jusqu'à celles de ces Germains, de ces Scandinaves, toujours prêts à boire et à se battre. Parfois alors la vérité se fait jour, et au milieu de ces descriptions enthousiastes se glissent des aveux singuliers. L'orgueil farouche, l'insubordination indomptable de ces héros, ne peuvent se dissimuler entièrement aux regards de leur admirateur. S'il n'avait été entraîné par des idées préconçues, il se serait demandé quelle société pouvait s'élever sur de pareils fondemens, et la réponse ne se fût pas fait attendre. Ici encore les faits parlent bien haut. Nulle part M. de Gobineau ne nous montre et ne peut nous montrer un grand empire exclusivement composé de ses Aryans ou de ses Germains, exerçant autour de lui une attraction irrésistible, régnant par la paix autant que par la guerre, fondant en un mot une civilisation. Il ne peut pas même nommer une seule nation stable et assise composée d'élémens purement blancs, en donnant à ces mots la signification qu'il leur réserve. Pour pouvoir attribuer à cette race d'élite ce caractère suprême de supériorité, il est obligé de recourir à ces grands *tumuli*, à ces ruines mystérieuses que recèle l'Asie centrale, et de supposer que là existaient, antérieurement à toute histoire, de grandes populations blanches jouissant d'une civilisation avancée. Or, en admettant que les Tchoudes aient été les ancêtres de tous les peuples blancs, — hypothèse que je ne veux pas discuter, — en supposant encore qu'ils aient formé un ou plusieurs corps de nation comparables à ce que nous savons avoir existé ailleurs, les traces qu'ils ont laissées n'accusent-elles pas un état de choses bien inférieur aux grandes civilisations brahmaniques ou égyptiennes, sémitiques ou grecques, romaines ou modernes? Toutes ces civilisations pourtant, c'est l'auteur qui l'affirme, n'ont paru qu'après le mélange de la race blanche avec les races noire ou jaune. Le croisement n'a donc pas entraîné ici de suites bien regrettables; il semble au contraire avoir produit les résultats les plus heureux.

A vrai dire, il ne pouvait en être autrement. Les caractères de race, ne l'oublions pas, sont, dans l'ordre d'idées que je discute, quelque chose de fondamental qui ne se modifie ni par lui-même ni par l'action du monde extérieur. S'il en est ainsi, toute race qui reste isolée est nécessairement stationnaire. Or chacune des trois races primitives, prise isolément, était foncièrement incomplète et obéissait à des instincts exclusifs. Par suite, ses qualités, développées sans contrôle et poussées à l'excès, tournaient aisément en défauts; ses défauts devenaient des vices; rien de nouveau ne pouvait surgir. Par les croisemens, elles se sont complétées: les exagérations

se sont atténuées; des qualités nouvelles, jusque-là endormies à l'état de germe, se sont fait jour. Telle est la conclusion qui ressort évidemment des données premières posées dans le livre sur l'*Inégalité des races humaines*. Pour être en contradiction avec tout le reste de l'ouvrage, elle n'en est pas moins acceptée et même parfois développée par l'écrivain, qu'entraînent alors, sans qu'il s'en aperçoive, la logique et l'autorité des faits. Citons un exemple de cette contradiction, bien importante à signaler.

D'accord ici avec tout le monde, M. de Gobineau admet que les beaux-arts sont une des plus hautes manifestations de la nature humaine, et que la nation qui en a le sentiment, qui le voit s'étendre et se généraliser chez elle, s'élève et gagne au moins à certains égards. Or, toujours selon lui, l'art relève uniquement de la sensation, et voilà pourquoi le noir, avec son intelligence nulle, mais avec sa très grande puissance sensitive, est l'homme le mieux doué pour l'art; voilà aussi pourquoi le blanc, très intelligent, mais peu sensitif, n'en a aucun sentiment. Toutefois le noir ne peut arriver au beau, parce que sa faiblesse d'esprit arrête tout essor tant soit peu élevé. Ceci explique comment les populations noires, avec un sentiment si profond de l'art, en sont encore en poésie, en peinture, en musique, en sculpture, aux ébauches que nous connaissons. Vienne le blanc, et de cette union entre l'intelligence et la sensitivité naîtra le sentiment du beau en tout genre, le désir et le pouvoir de le réaliser. Les métis du blanc et du noir pourront seuls produire les chefs-d'œuvre des siècles passés et ceux de l'ère moderne; seuls, ils pouvaient enfanter la civilisation hellénique et le magnifique développement de l'art grec. Telle est la conclusion de l'auteur lui-même, et nous ne la contesterons pas; mais nous lui demanderons si cette fois encore le croisement a abaissé la race, et si les Grecs *à demi sémitisés* de Périclès étaient inférieurs aux Hellènes primitifs, frères supposés des Aryans et des Germains? Nous sommes certain qu'en dépit de sa théorie il reculerait devant une réponse affirmative.

Ainsi M. de Gobineau reconnaît formellement que le croisement peut avoir parfois une influence heureuse; mais là pour lui est l'exception, et il ne s'y arrête pas : là au contraire est pour nous la règle. Le croisement entre populations diverses, dans de justes proportions et sous l'empire de conditions convenables, est bien certainement un des moyens les plus efficaces pour relever une race humaine, souvent deux races à la fois, et pour cela il n'est pas nécessaire que le sang régénérateur arrive jusque dans les veines de tout un peuple. L'amélioration s'opère ici par les deux procédés dont nous avons parlé plus haut. Le croisement agit directement sur une partie de la nation

inférieure; la masse, entraînée en avant par l'impulsion qu'elle reçoit, grandit aussi et s'améliore tout en restant ethniquement la même. Telles sont les conséquences qui ressortent et des faits précis que j'ai déjà exposés et de l'histoire générale, qu'il nous reste à parcourir rapidement.

II.

Avant d'aborder ce terrain, je dois faire une observation importante. Le livre que je cherche à faire connaître renferme non-seulement des faits universellement admis, mais encore un grand nombre d'autres, qui sont très discutables. On y trouve surtout, et parfois quand il s'agit des questions les plus fondamentales, des assertions très inattendues, très contraires à toutes les notions généralement acceptées. Assez souvent l'auteur ne prend pas la peine de les étayer, même des plus légères preuves. Cette façon dogmatique de procéder a bien ses avantages; elle permet plus de rapidité et de concision, mais elle rend l'examen du livre bien plus difficile. Si j'avais à me préoccuper par trop de la vérité historique, j'aurais à rompre presque à chaque page l'enchaînement des faits et des idées; mais mon but est tout autre. Je désire surtout démontrer combien la doctrine de l'auteur est inexacte, combien peu est fondée la conclusion qu'il tire de l'histoire ethnologique des peuples. En acceptant ses propres données, je lui fais la partie belle, et mes conclusions n'en auront que plus de force. Je ne discuterai donc que rarement les faits, et seulement pour montrer qu'il n'y a rien d'exagéré dans mes observations.

Les races noire et jaune, déclarées d'avance radicalement incapables de s'élever au-dessus de l'état sauvage, devaient peu occuper M. de Gobineau. Aussi se borne-t-il, pour la première, à constater qu'elle était autrefois bien plus répandue que de nos jours. Ici l'on trouve déjà quelques assertions assez hasardées (1); mais du moins, dans ce qu'elle a de général, cette opinion s'accorde avec les résultats des dernières investigations ethnographiques. Il n'en est pas de même quand il s'agit de la race jaune. Celle-ci se serait développée en Amérique et aurait peuplé ce continent de multitudes innombrables. Un beau jour, ces masses, traversant le détroit de Behring, auraient débordé sur l'Asie et causé, environ cinquante siècles avant notre ère, le grand ébranlement qui rompit l'équilibre existant jusque-là, et ouvrit l'ère des grandes migrations et des mélanges. On conviendra qu'une semblable hypothèse était assez étrange pour

(1) M. de Gobineau fait remonter les populations noires primitives jusqu'aux bords de la Mer-Caspienne; il voit dans les géans et dans les Choréens dont parle la Bible des débris encore purs de cette race. Goliath n'était autre chose qu'un de leurs derniers descendans.

avoir besoin d'être étayée au moins de quelque semblant de preuves: mais elle est tout simplement énoncée comme un fait avéré, sans qu'il soit même question ni des opinions contraires, ni de cette masse de renseignemens déjà recueillis qui tous montrent dans l'Amérique une terre comparativement nouvelle et récemment peuplée, qui tous tendent à démontrer que, loin d'envoyer à l'ancien monde des hordes conquérantes, l'Amérique a reçu de celui-ci les habitans assez rares qu'on rencontra chez elle au moment de la découverte.

Quoi qu'il en soit, la race jaune, arrivant par le nord-est, se dirigea d'abord au sud-ouest, et alla, toujours au dire de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, se heurter contre les hauts plateaux de l'Asie, occupés alors par la race blanche. Celle-ci résista d'abord, et le flot d'envahisseurs se partagea en deux courans. L'un descendit au sud, et, par son mélange avec les noirs, donna naissance aux populations malaises et polynésiennes; l'autre, suivant les côtes de la Mer-Glaciale, atteignit, sans rien perdre de sa pureté, le continent européen et le peupla en entier jusqu'au fond de l'Espagne et de l'Italie. Bientôt cependant le nombre l'emporta sur l'intelligence, le courage et la supériorité physique individuelle. Les blancs, ébranlés, reculèrent et commencèrent ces grandes migrations qui allèrent partout conquérir et régénérer le monde. A ce moment naît l'histoire et apparaissent les empires d'où sortent les civilisations; celles-ci se sont succédé au nombre de dix seulement, savoir : les civilisations assyrienne, indienne, égyptienne, chinoise, grecque, italique, germanique, alléghanienne, mexicaine et péruvienne.

M. de Gobineau rattache médiatement ou immédiatement toutes ces civilisations à deux courans principaux de populations blanches qui, partis du même point, divergèrent dans trois directions principales. Du premier proviennent les peuples chamo-sémitiques, qui fondèrent la civilisation assyrienne; le second comprend les populations aryanes, qui, à elles seules, ont envahi et civilisé presque tout l'univers. Les Aryans proprement dits descendirent dans l'Inde, et de ce grand tronc se détachèrent d'abord les Aryans-Iraniens, qui allèrent continuer l'œuvre des Sémites, et les Aryans-Hellènes, qui devaient subjuguer un jour leurs frères aînés. Puis partirent de l'Inde des colonies, déjà quelque peu altérées, qui allèrent civiliser, en Chine, les hommes jaunes presque purs; en Égypte, les hommes noirs et les Chamites, profondément mélanisés. Enfin du grand tronc aryan sont encore sortis plus tard les Germains, fondateurs de la civilisation moderne. Les trois civilisations américaines ne sont que la faible expression de quelques relations incomplètes ou passagères entre l'ancien et le nouveau monde. Quant à la civilisation italique ou romaine, nous verrons plus loin ce qu'en pense l'auteur.

Les premiers mélanges de races accomplis aux bords du Tigre et

de l'Euphrate, dans les plateaux de l'Iran, sur les rives du Gange ou du Nil, eurent lieu entre des races pures ou presque pures. Ainsi s'explique, d'après la théorie que j'examine, l'énergique vitalité des anciens empires. Toutefois ils portaient en eux un germe de mort. En Chine, il est vrai, la race jaune, grâce à ses instincts utilitaires et calmes, est restée à peu près immobile sous l'empire des institutions que lui imposèrent les initiateurs blancs; dans l'Inde, le régime des castes, en conservant aux chefs de la nation une pureté de sang relative, introduisit dans la société un élément de durée presque indéfinie; mais partout ailleurs le blanc, d'abord séparé du noir, s'unit bientôt à son esclave, et son sang, de plus en plus dilué par des croisemens incessans, perdit ses vertus premières. La décadence commença. Un moment vint où, jusque dans les veines des plus hautes classes, le sang noir surpassa le sang blanc en quantité, et alors vint le moment de la ruine. Ainsi finirent ces antiques civilisations d'Asie et d'Afrique qui datent des premiers âges historiques, et qui, par la grandeur des vestiges qu'elles ont laissés en disparaissant, attestent encore la puissance des métis enfantés par les premiers croisemens des races primitives.

Les civilisations européennes ne pouvaient avoir ni la même énergie ni la même durée. Toutes ont eu pour base des peuples cent fois métis, auxquels venaient se mêler des élémens blancs déjà profondément altérés eux-mêmes. La Grèce primordiale par exemple apparaît à M. de Gobineau comme peuplée moitié d'habitans autochthones, descendus de ces peuples jaunes que nous avons vus sortir d'Amérique, et moitié de colons sémitiques. Abandonné à lui-même, ce double fond de population n'eût pu que s'abaisser de plus en plus; mais Deucalion, père d'Hellen et fils de Prométhée, rattache tous ses descendans à la race des Titans. Ceux-ci sont eux-mêmes fils d'Ouranos, et celui-ci n'est autre chose que Varounas, le dieu primitif des Aryans, antérieur et supérieur à Indra. Les Titans, grands-pères des Hellènes, sont donc de véritables Aryans. De cette source, la plus noble et la plus pure, est sorti le sang régénérateur qui seul pouvait enfanter la civilisation grecque. Les Aryans-Hellènes arrivèrent par le nord, dispersant et détruisant les peuples jaunes. S'avançant plus au sud, ils rencontrèrent les Sémites, et se croisèrent avec eux. De cet hymen, où le sang noir, adouci par la prédominance du sang blanc à peine nuancé de jaune, jouait un rôle considérable, résulta cette civilisation brillante dont aucune n'a égalé les merveilleux monumens, mais où manquait le sens pratique et utilitaire. Malheureusement, dans la Grèce méridionale, les croisemens répétés avec des peuples sémitiques et chamites amenèrent une prompte dégénérescence. Alors le nord, où le sang blanc était resté relativement pur, acquit une supériorité irrésistible. Ainsi s'explique l'ascendant

des Macédoniens à l'époque de Philippe et d'Alexandre; mais bientôt les conquêtes mêmes de ce dernier dispersèrent les dernières gouttes du sang aryan. Au milieu des races mélanisées de l'Asie et de l'Afrique, les civilisations grecque, persane, sémitique et égyptienne se fondirent en une sorte d'état bâtard sans caractère propre, incapable de rien produire de bon ou de beau, et la dégradation générale fit de rapides progrès.

Si l'on accorde à M. de Gobineau ses Pélasges-Mongols et ses Grecs-Aryans, si l'on néglige l'empire des Séleucides, et surtout celui des Lagides, si l'on prend pour unique terme de comparaison le siècle de Périclès, on pourra se trouver à peu près d'accord avec lui. L'histoire de la Grèce est certainement celle qui se prête le mieux à l'application de sa doctrine. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de l'Europe occidentale et de Rome. Ici les faits, un peu mieux connus, le dominaient davantage, et, quoiqu'il ait laissé encore une assez large part à l'hypothèse, il n'a pu les empêcher de conclure péremptoirement contre lui.

Et d'abord quels ont été les premiers habitans de l'Europe? On a vu déjà comment M. de Gobineau répond à cette question. Pour lui, ce ne sont plus seulement les Finnois, ce sont les représentans purs ou presque purs de la race jaune qui ont précédé tous les peuples européens dont parle l'histoire. A l'appui de cette opinion, il invoque des considérations tirées de plusieurs ordres de faits et attache surtout une grande importance aux ressemblances, fort curieuses en effet, qu'offrent entre eux certains instrumens, ustensiles ou monumens primitifs, observés en Europe, dans l'Asie septentrionale, et jusqu'en Amérique. De ces rapports entre des industries élémentaires, il conclut à l'unité de la race qui les exerçait, et naturellement il adopte, mais en les poussant jusque dans leurs dernières conséquences, les idées des antiquaires scandinaves sur les populations de l'âge de pierre. Les objections adressées à ses ingénieux devanciers s'appliquent également à lui, et bien plus encore; mais je crois inutile d'entrer ici dans une discussion où j'ai été précédé par de plus habiles. Je me bornerai donc à dire que l'interprétation donnée des mêmes faits par M. Maury me semble à la fois plus simple et plus naturelle. Des populations également sauvages, disposant de matériaux semblables, ont nécessairement dû se rencontrer dans les moyens de satisfaire à des besoins identiques. Pour expliquer ce résultat, il n'est pas nécessaire de supposer qu'elles appartenaient à la même race.

A ce fond exclusivement jaune, l'auteur de l'*Essai* ajoute divers peuples blancs, déjà profondément altérés, et qui, par leur croisement avec les premiers habitans du pays, ne tardèrent pas à s'abaisser. Parmi ces nouveau-venus, il compte entre autres les Slaves, *les*

plus abâtardis de tous ces métis, qui envoyèrent pourtant des colonies jusqu'en Italie et en Espagne, où de nouvelles alliances avec les populations locales les dégradèrent encore. Telle est l'origine attribuée aux Rhasènes ou Étrusques primitifs et aux Ibères. — Je ne dirai rien des premiers : nous en savons vraiment trop peu de chose. Quant aux seconds, j'ai pu les observer dans leurs descendans directs, dans ces Basques, que leurs hautes montagnes ont protégés contre les invasions de toute nature (1). Or le portrait qu'en a tracé M. de Gobineau est pour ainsi dire la contre-partie de ce que j'ai vu. Il les représente comme ayant une humeur taciturne, un caractère lourd et rustique, des habitudes sombres : je leur ai trouvé, en-deçà comme au-delà de nos frontières, une humeur profondément gaie, un esprit de repartie remarquable, un talent d'improvisation presque général, des habitudes sociables. En outre, contrairement à toutes les opinions reçues, et bien entendu sans les discuter, l'auteur regarde les Basques actuels comme ayant été produits par la fusion d'une foule de races distinctes qui seraient venues successivement chercher un refuge dans ces régions montagneuses; en conséquence il déclare que cette population manque complétement d'homogénéité. C'est précisément le contraire qui m'a vivement frappé. Lorsqu'une solennité quelconque appelait à Saint-Sébastien tous les montagnards des environs, il était impossible de ne pas voir dans cette multitude un peuple de cousins ou de frères.

Aux Ibères et aux Rhasènes vinrent se joindre dans l'ouest de l'Europe les Galls, Gaels, Celtes ou Kymris. Tout en reconnaissant à cette grande race une origine blanche, tout en lui attribuant certaines aptitudes, M. de Gobineau se montre fort sévère à son égard. Entraîné par les faits qu'accumulent la tradition et l'histoire, il retrouve d'abord en elle les traits physiques et les principaux caractères moraux qu'il a vantés chez les Aryans, les Iraniens, les Hellènes; il prouve combien les populations gauloises étaient éloignées de l'état sauvage et de la barbarie; puis, revenant en quelque sorte sur ses pas, il nous montre dans les Celtes une race surtout agricole, industrielle, commerçante, et dont la renommée militaire se fonde uniquement sur quelques invasions qu'effectuèrent presque par nécessité quelques peuplades exilées. En un mot, il fait des Galls un peuple foncièrement utilitaire, accusant une forte immixtion de sang jaune et frappé par conséquent d'un cachet ineffaçable d'infériorité.

Cette conclusion me paraît peu en harmonie non-seulement avec les faits universellement admis, mais encore avec la donnée fondamentale et la manière habituelle de procéder de l'écrivain. On com-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes,* 15 mars 1850.

prendrait qu'il eût montré dans les populations gauloises subjuguées par les Romains les métis dégénérés des premiers Galls : la préexistence d'une race entièrement jaune aurait expliqué à son point de vue cette dégradation; mais rien dans l'ouvrage ne vient motiver l'opinion exprimée sur la race gallique, considérée en elle-même et abstraction faite de tout mélange. Peut-être, à son insu, M. de Gobineau a-t-il été dominé par une idée qui se développera plus loin. Pour pouvoir rapporter aux seuls Germains toute la civilisation occidentale, pour pouvoir attribuer à ce rameau privilégié de la race blanche tout ce que les temps modernes ont produit de grand, de bon ou de beau, il fallait bien que ses prédécesseurs n'eussent eu que peu ou point de mérites, et cette idée préconçue, dont l'auteur ne s'est certainement pas rendu compte, l'a conduit parfois à peindre sous les couleurs les plus défavorables, lorsqu'il s'agit des Galls, précisément ce qu'il admire et pare des teintes les plus poétiques dès que les Germains sont en scène.

Pour justifier ce reproche, il suffira de signaler la manière dont sont appréciées les religions des deux peuples. Sans doute M. de Gobineau ne peut méconnaître entièrement ce qu'avaient d'élevé et de spiritualiste certains dogmes et certains rites druidiques. Il signale lui-même ce que le corps sacerdotal gallique, voué à la contemplation et à l'étude, façonné aux fatigues et aux austérités, étranger à l'usage des armes et supérieur à la société laïque qu'il est chargé de diriger, offre d'analogies avec les *puoritas* des premiers Hindous, c'est-à-dire avec les prêtres les plus parfaits des âges passés; mais en même temps il nous parle d'un culte morose et chagrin, d'une religion qui repose en entier sur de sombres superstitions et réclame des scènes mystérieuses et tragiques. Il peint des couleurs les plus sombres les sacrifices humains s'accomplissant dans des *forêts humides* où tombent à peine *quelques pâles rayons de lune* et renvoyant le Gall *hébété d'épouvante*. Il reproche amèrement aux druides de ne pas avoir imité les *puoritas* en publiant leurs dogmes secrets, et les peint s'abrutissant de plus en plus par une ignorance réelle et un charlatanisme coupable.

S'agit-il des Germains ou de leurs descendans, tout s'embellit au contraire, et c'est à peine si le tableau conserve quelques ombres. Les forêts où le fils des Roxolans croit sentir la présence de ses dieux s'éclairent des *feux du soleil couchant*, et n'ont plus que majesté et grandeur. Ces dieux eux-mêmes se spiritualisent et ne se révèlent qu'à l'imagination. Il est vrai que les Longobards se prosternent devant un serpent d'or, que les Saxons vénèrent le groupe mystérieux formé par le lion, l'aigle et le dragon, mais c'est seulement parce qu'ils croient trouver dans ces objets une émanation de leurs divinités! Il est vrai encore que les tribus germaniques adop-

tèrent la déesse Nerthus et le sanglier de Freya, mais M. de Gobineau assure que ce fut de leur part un acte politique et de pure condescendance pour les instincts inférieurs des races conquises. Enfin, si chez le Germain on immole aussi des hommes, ce n'est plus par suite de croyances religieuses : le prêtre est le vengeur de la société; il n'y a pas là de sacrifice, mais une punition qui anoblit à la fois la victime et le sacrificateur. — Après ce dernier trait surtout, il me paraît difficile de ne pas reconnaître en M. de Gobineau un juge quelque peu prévenu.

A l'époque de la fondation de Rome, les races européennes s'étaient de plus en plus mélangées, et partout le sang jaune avait exercé sa funeste influence. En Italie, la confusion ethnique était pire encore. Ici, à côté d'aborigènes, presque tous Celtes abâtardis ou Rhasènes à peine mélangés de Slaves, on trouvait des Venètes qui se rattachaient à ce même tronc, des Sicules sortis de la Sicile, des Ibères venus d'Espagne, des Celtibères arrivés par les Gaules, etc. — Vers le xe siècle avant notre ère, des colonies grecques, déjà fortement sémitisées, s'étaient arrêtées sur les côtes, avaient apporté des élémens nouveaux et accru cette confusion ethnique. Dans le IIIe siècle, les Grecs tyrrhéniens abordèrent à leur tour au milieu de ces populations si mélangées; mais, plus purs que les précédens, ils renouvelèrent le sang des Rhasènes et jouèrent, sous le nom de Lucumons, un rôle considérable. Bientôt en guerre avec leurs voisins, ils s'agrandirent de plus en plus, et auraient, dit l'auteur, pris la place que tinrent plus tard les Romains, s'ils n'avaient laissé échapper de leur sein un germe fécond qui devait les étouffer. Pour entamer la confédération latine, ils jetèrent sur la rive gauche du Tibre et sur le premier point venu une petite colonie sous les ordres de deux aventuriers. Ceux-ci appelèrent à eux tous les gens sans aveu, qui arrivèrent de toutes parts et de toute race. A ce ramassis de bandits les véritables fondateurs imposèrent une aristocratie tirée de leur sein et un gouvernement calqué sur le leur propre. Tels furent donc les commencemens de Rome, de cette ville qu'attendaient de si grandes destinées, et qui pourtant, si M. de Gobineau est dans le vrai, aurait dû être frappée de dégradation dès son origine par suite de l'hétérogénéité de ses élémens ethniques.

Rome étrusque grandit par des procédés fort analogues à ceux qui lui avaient donné naissance : elle conquit et s'assimila quelques tribus voisines, elle accueillit les vaincus et les fuyards de tout pays, ajoutant ainsi chaque jour à cette confusion de races qui aurait dû la perdre d'après la nouvelle théorie. Et pourtant quel fut le résultat de ces croisemens? Il en sortit, on le sait, une race rustique, il est vrai, et inférieure en culture intellectuelle à la race étrusque tyrrhénienne, mais pleine d'énergie et de vitalité, amoureuse de la liberté

au dedans, de la domination au dehors, et qui chassa bientôt avec ses rois l'aristocratie lucumone, c'est-à-dire le seul élément de progrès qu'elle possédât, si l'on admet les idées que nous discutons.

Cette perte de ses citoyens blancs les plus purs arrête-t-elle un instant Rome naissante? L'histoire est là pour répondre. Le Latium d'abord, les Lucumons ensuite, puis l'Italie entière, y compris les Galls de l'Ombrie, tombent tour à tour sous sa loi. La Rome étrusque est devenue la Rome italiote. — M. de Gobineau trouve ces progrès tout simples! Avec sa théorie, ils sont au contraire inexplicables. Puisque la population romaine était le résultat du croisement de toutes ces races, puisqu'elle n'avait reçu aucun élément particulier propre à la relever, elle était ethniquement moins pure que chacune des nations qu'elle attaquait. Or nous voyons cette population, de plus en plus mélangée, acquérir chaque jour des forces nouvelles, devenir irrésistible, et quand elle se mesure avec les fils des Roxolans eux-mêmes, avec ces Germains placés si haut dans l'esprit de l'auteur, c'est encore elle qui l'emporte. — Le croisement a-t-il eu ici de bons ou de mauvais résultats? a-t-il produit une race supérieure ou inférieure? Je laisse le lecteur lui-même répondre à ces questions.

La force d'expansion régulière et contenue, la puissance d'assimilation ne sont-elles pas les caractères d'une race profondément énergique et d'une civilisation puissante? Et pourtant c'est tout au plus si M. de Gobineau trouve une nation dans Rome, c'est à peine s'il accorde qu'il y ait eu une civilisation romaine! Dans la première, il voit à chaque instant les élémens sabins, sicules, grecs ou gaulois, et leur fusion, si évidente pourtant, lui échappe sans cesse. En parlant de la seconde, il dit volontiers *la culture romaine*. Il lui reproche tout, hommes et choses, et je ne vois pas qu'il ait rien trouvé à louer. Mais alors, pourrait-on demander, comment se fait-il que Rome ait pu grandir? comment se fait-il même qu'elle ait pu vivre? Cette question, l'auteur n'a pas songé à la poser, et en vérité, pour qui regarde les mélanges ethniques comme dégradant et abaissant nécessairement l'espèce humaine, la réponse était difficile.

Après avoir subjugué l'Italie, Rome subjugua le monde, et, qui plus est, elle le *romanisa*. Cependant, et M. de Gobineau insiste lui-même sur ce point, ses élémens premiers avaient disparu : aux métis de blancs et de jaunes s'étaient joints ou substitués les métis de Sémites et de Chamites. Au temps des Caligula et des Néron, le sang national primitif était dilué au point de ne pas laisser de vestiges. Rome avait-elle pour cela perdu son ascendant, et quand elle rencontrait des chefs dignes d'elle, ne reparaissait-elle pas tout entière? Les règnes des Trajan et des Marc-Aurèle sont là pour nous montrer comment elle retrouvait alors ses instincts et ses forces. Pour interpréter ce phénomène social, je me servirai d'une comparaison toute

physiologique employée par l'auteur à un point de vue un peu différent. Les nations naissent et croissent à peu près comme le corps humain. Celui-ci, soumis au *tourbillon vital* (1), grandit et se développe en perdant à chaque instant quelque chose de sa substance, mais en gagnant plus qu'il ne perd. Il résulte de là que tout ou presque tout en lui est changé au bout d'un temps donné, et cependant l'individualité persiste. Que l'enfant soit robuste et vivace, et les alimens, quelque nombreux et variés qu'on les suppose, viendront prendre place sans peine dans cet organisme, toujours le même malgré ses transformations incessantes. Tel est le spectacle offert par ces petites bourgades qui devinrent la ville éternelle. Dès le début, et bien plus encore à partir de l'expulsion des Tarquins, Rome déploie une individualité caractéristique. Il n'y a plus dans ses murs d'Ibères, de Galls, de Rhasènes; il n'y a plus que des Romains, et tout ce qu'elle s'adjoint revêt rapidement le même caractère. Qu'importe dès-lors que ses élémens premiers viennent à disparaître ou à s'effacer? L'avenir est assuré.

Cependant, comme tout ce qui a vie sur terre, Rome devait vieillir et mourir. A qui s'enquiert des causes de cette décadence et de cette fin, M. de Gobineau répond uniquement par les mélanges ethniques. C'est un peu comme si l'on expliquait la vieillesse et la mort de l'homme par la variété de ses alimens. Or la physiologie nous enseigne que cette variété est nécessaire, que l'usage d'une nourriture trop simple équivaut à l'inanition. En serait-il de même pour les peuples, et l'action d'une race n'agissant que sur elle-même, ne recevant rien du dehors, conservant par conséquent sa pureté entière, aboutirait-elle à la mort? Non, sans doute; mais un semblable régime social aurait inévitablement pour suite au moins un sommeil semblable à celui qui a frappé les populations chinoises et la société brahmanique elle-même, cette fille aînée des purs Aryans.

Rome mélangea tous les peuples, et par ce crime, que l'*Essai* déclare irrémissible, elle amena une dégradation ethnique universelle qui nous eût plongés depuis longtemps dans je ne sais quels abîmes de misère et d'avilissement, si la race qui devait à elle seule renouveler toutes les civilisations passées et faire accomplir à l'humanité sa dernière évolution n'eût à son tour paru sur la scène du monde. Connue des écrivains chinois sous le nom de *khou-té,* des poètes hindous sous celui de *khétas,* cette race était un peuple vratya, c'est-à-dire rebelle aux lois du brahmanisme, mais de même souche que les Aryans primitifs. Abandonnant leur première patrie, située au nord de l'Himalaya, ces peuples se dirigèrent vers l'ouest et portè-

(1) Voyez les articles sur les *métamorphoses* dans la *Revue* du 1er et 15 avril 1855, 1er et 15 juin, et 1er juillet 1856.

rent successivement les noms de Gètes, de Scythes, de Sakas, de Sarmates, de Saxnas, de Saxons, dénominations qui toutes désignent une ou plusieurs branches du même tronc. Un des rameaux les plus puissans, celui des Roxolans, vint, après bien des vicissitudes et des changemens de nom, s'établir autour de la Baltique et dans la presqu'île scandinave (*Skanzia,* terre des Sakas). Devenus bientôt très nombreux, ils émigrèrent en divers sens, comme autant d'essaims qui quittent une ruche trop pleine.

A partir de ce moment commence l'ère de la régénération. Si les Cimbres et les Teutons résistent si vaillamment aux Romains, c'est que le sang scandinave s'est mêlé dans leurs veines au sang finnisé des Celtes. Si les tribus de Reims et de Beauvais sont aux yeux de César les premiers des Gaulois, c'est qu'une colonie norvégienne est arrivée jusque-là et a relevé leur sang celtique. La supériorité des Belges, des Suèves, des compagnons d'Arioviste, n'a pas d'autres causes. Enfin, si les soldats de Vercingétorix rivalisent d'énergie avec les populations d'outre-Rhin, c'est toujours, d'après M. de Gobineau, uniquement parce qu'une colonie de métis celtes et scandinaves s'était implantée de gré ou de force dans le pays des Arvernes peu de temps avant la venue de César.

L'auteur considère comme des Scandinaves purs ou presque purs, au moins dans les chefs qui les menaient au combat, les Goths, les Vandales, les Longobards, les Burgondes, les Franks et surtout les Saxons. Toujours d'ailleurs il mesure l'influence exercée par ces divers peuples d'après le plus ou le moins de sang aryan qui coule dans leurs veines. La même règle lui sert à apprécier les vertus, les aptitudes, les qualités de toute nature des individus. Un chapitre spécial est destiné à montrer combien sous tous ces rapports le Scandinave, l'*Aryan-Germain,* l'emporte sur le Celte et toutes les autres races occidentales. Je ne discuterai pas un panégyrique qui commence par cette déclaration : « L'homme est l'animal méchant par excellence, » et où l'écrivain, en vertu de ce principe, explique, excuse et glorifie presque la conduite de ces hordes qui semaient autour d'elles le massacre et la dévastation. Je me bornerai à dire qu'ici plus qu'ailleurs on trouve la trace des préventions que j'ai déjà signalées, et la preuve de la fascination qu'exercent sur M. de Gobineau la beauté du corps, des traits et de la chevelure, la force musculaire, l'amour effréné de la bataille, l'esprit d'indépendance poussé jusqu'à l'insociabilité.

Pressé de tous côtés par les masses germaniques, le monde romain avait cédé et s'était laissé pénétrer en tout sens. Alors commença une lutte dont l'auteur de l'*Essai* esquisse les phases principales en se plaçant toujours au même point de vue; alors aussi se présente un fait sur lequel il glisse rapidement, qui au contraire me paraît

être des plus graves et conclure péremptoirement contre ses idées.

Dans cette guerre entre le germanisme et la romanité, cette dernière, quoique bien caduque, n'est d'abord vaincue que sur le champ de bataille; partout ailleurs c'est elle qui dompte ses vainqueurs, trop peu nombreux pour faire autre chose que dominer matériellement. Tant que ce rapport subsiste, la civilisation se maintient; mais à mesure que se prononce davantage l'élément extra-romain, c'est-à-dire *aryan-germain,* pour parler comme l'auteur, ou *barbare,* pour employer le langage ordinaire, la société, loin de s'élever, s'affaisse davantage, et alors commencent ces terribles temps du moyen âge qui préparèrent la société moderne par un procédé justement comparé à celui qui servit à rajeunir le vieil Œson. Plus tard, quand les ténèbres se dissipent, où se montrent les premières lueurs du jour nouveau? Est-ce dans les régions les plus fortement aryanisées? est-ce en Norvége, en Angleterre, dans ce Hanovre où, au dire de M. de Gobineau, se conserve plus pur que partout ailleurs le vieux sang aryan-germanique? Personne n'ignore que c'est précisément le contraire. La barbarie n'a jamais été aussi complète, la renaissance s'est montrée d'abord dans les contrées les moins germanisées, dans celles qui conservaient le plus de sang hellène, romain, celtique et même sémitique, par conséquent dans celles qu'auraient dû abaisser à tout jamais les mélanges ethniques les plus multipliés et les plus complexes.

C'est là ce que contesterait probablement M. de Gobineau, car il trouve en Europe, du IXe jusqu'au XIIIe siècle, *trois contrées dominant moralement toutes les autres,* et ces centres sont : la Haute-Italie, où règnent les Longobards; les contrées moyennes du Rhin, où les Germains, presque partout ailleurs envahis par la race slave, se sont conservés à peu près purs; enfin la France septentrionale, où commandent les Franks.

Cet appel fait à l'histoire me semble aisé à réfuter. Remarquons d'abord que l'auteur ne compte parmi les centres moralement dominateurs ni la France méridionale, où la culture gallo-romaine, de nouveau florissante, fut si déplorablement écrasée par les croisés du nord, ni l'Espagne, où les Almoravides et les Almohades avaient développé une civilisation si remarquable au milieu de populations bien mélangées pourtant. En outre, si ces idées sont vraies, on est en droit de s'étonner que, parmi les centres indiqués, ne figurent aucun des lieux où la race civilisatrice avait conservé le plus de pureté, tels que la Scandinavie ou l'Angleterre. Enfin, sur les trois points cités dans le livre sur l'*Inégalité des races,* deux au moins ont été représentés comme peuplés de multitudes profondément avilies par le croisement; le nombre des envahisseurs scandinaves était relativement fort petit. Le réveil si prompt de ces populations au contact de

la race blanche témoignerait donc en faveur des idées que j'ai soutenues bien plus qu'il ne serait favorable à celles que je combats.

L'auteur reconnaît, il est vrai, que l'Italie d'abord et la France ensuite donnèrent le signal de la grande renaissance d'où date l'ère moderne; mais il est aisé de comprendre que le caractère essentiellement helléno-romain de ce mouvement ne saurait lui plaire. Bien loin d'y trouver un progrès, il y voit le signe de la résurrection ethnique du passé, le présage d'une confusion de sang *qui nous ramènera à une romanité nouvelle,* en fondant toutes les races : il y voit, par conséquent, le présage d'une rapide et inévitable dégradation. Déjà, à l'en croire, le mal a fait de terribles progrès et se propage de plus en plus en remontant vers le nord. L'Italie, l'Espagne, la France méridionale et centrale, la Grèce, la Turquie, les contrées danubiennes sont toutes gangrenées à des degrés divers; l'Autriche se défend en vain, grâce à ses Magyars, qu'on est quelque peu surpris de trouver si rapprochés des Scandinaves; la Prusse n'est pas plus heureuse; la Russie, toute peuplée de Slaves, est condamnée d'avance. En somme, les seuls points où un reste de vie se débat encore contre le triomphe infaillible de la *confusion romaine* est le territoire que circonscrirait une ligne partant de Tornéo, enfermant le Danemark et le Hanovre, descendant le Rhin jusqu'à Bâle, enveloppant l'Alsace et la Haute-Lorraine, suivant à peu près le cours de la Seine et se repliant pour embrasser l'Angleterre et l'Islande.

Ainsi donc il n'y a plus rien à espérer de l'Europe. Sur tout son territoire, la fusion des races, c'est-à-dire la dégénérescence ethnique, qui entraîne toutes les autres, est accomplie ou sur le point de s'accomplir, et l'agonie de ses sociétés a déjà commencé. Est-il quelque autre point du globe où l'humanité régénérée puisse enfanter des civilisations nouvelles? L'Amérique en particulier réserve-t-elle au genre humain des destinées encore inaperçues? M. de Gobineau ne le pense pas. Les races américaines sont pour lui les restes, les traînards de la grande invasion jaune dont nous avons parlé plus haut. A ce titre, elles ne peuvent pas par elles-mêmes s'élever au-dessus de l'état de tribus errantes et sauvages. Leurs instincts sont d'ailleurs foncièrement mauvais. Sur ce point, l'auteur accepte sans discussion tout ce qu'ont dit de pire des aborigènes américains les voyageurs qui, comme MM. Spix et Martius, n'ont guère vu que les débris des tribus traquées depuis la conquête, ou leurs descendans abrutis par la persécution et un véritable esclavage. Ce n'est pas à l'aide de pareils témoignages ni sur de semblables spécimens qu'il faut apprécier ces malheureuses populations. Autant vaudrait juger de la race celtique d'après les écrits de certains orangistes et les exploits nocturnes des *white-boys* irlandais. C'est aux premiers voyageurs, aux anciens missionnaires, qu'il faut s'adresser. Ne citons

qu'un pays et qu'un seul peuple, les Séminoles, dont le nom revient parfois dans les journaux; qu'on lise l'histoire de l'expédition de Sotto, qu'on parcoure les voyages de Bartram en Floride, et on restera convaincu de tout ce qu'il y a de peu fondé dans les appréciations qui nous occupent.

M. de Gobineau se tient dans une sage réserve au sujet de la civilisation alléghanienne, dont nous ne savons à peu près rien; il est bref et sévère dans ses jugemens sur les civilisations péruvienne et mexicaine. Examinant ensuite ce qu'il faut attendre des colonies européennes, il a naturellement le plus profond dédain pour ces Portugais, ces Espagnols, déjà cent fois métis, qui ont encore abaissé leur sang et leur race par de nouveaux croisemens avec les nègres ou les Américains. Au nord seulement, il aperçoit un groupe blanc relativement pur, celui des Anglo-Américains; mais là aussi le mélange des races a porté ses fruits. Quoique fier encore de son vieux nom de Saxon, l'habitant des États-Unis n'est qu'un fils bien dégénéré des anciens Scandinaves. Cependant il a conservé l'énergie native de sa race, et le chasseur du Kentucky, appuyé sur son *rifle*, représente pour les peuples mélanisés du sud le Longobard, le Frank, le civilisateur des siècles passés. A lui donc est réservée la conquête légitime de tout le nouveau continent; mais là s'arrêtera sa puissance. Chaque jour, de plus en plus noyée dans le flot d'émigrans irlandais, allemands, français, italiens, etc., la population des États-Unis marche vers l'anarchie ethnique tout aussi bien que les nations européennes. Tout se réduira donc pour elle à une prise de possesion matérielle que rien ne saurait empêcher, si ce n'est peut-être une guerre éclatant dans son propre sein; mais elle est déjà trop viciée pour rien enfanter de nouveau, trop affaiblie pour nous retenir sur la pente qui mène à l'abîme.

L'humanité, d'après M. de Gobineau, ne vit que par la race blanche; encore faut-il entendre par là le grand tronc aryan presque seul. Or en réalité cette race a disparu. Après avoir passé l'âge des dieux, où elle était entièrement pure, l'âge des héros, où les mélanges étaient modérés de nombre et de force, l'âge des noblesses, où des facultés grandes encore n'étaient plus renouvelées par des sources taries, elle s'est acheminée vers la confusion définitive par suite de ses hymens hétérogènes; elle n'est plus représentée que par des hybrides. Le sang aryan, sans cesse dilué, atteindra bientôt les termes extrêmes de sa division. Alors s'ouvrira l'ère de l'unité. Dans chaque homme, le principe blanc sera aux élémens inférieurs dans le rapport de 1 à 2, proportion d'autant plus déplorable qu'elle viendra à la suite d'une infinité de mélanges, c'est-à-dire de flétrissures. Alors aussi règnera en tout et partout une médiocrité absolue bien proche du néant. « Les nations, non, les troupeaux humains, acca-

blés sous une morne somnolence, vivront dès-lors engourdis dans leur nullité comme des buffles ruminans dans les flaques stagnantes des Marais-Pontins... Nos honteux descendans céderont à la vigoureuse nature l'universelle domination de la terre, et la créature humaine ne sera plus devant elle un maître, mais seulement un hôte, comme les habitans des forêts et des eaux. »

J'ai cité textuellement, pour ne pas être accusé de forcer les idées de l'écrivain. On voit quel avenir il prédit à l'humanité. Sans trop faire les glorieux, nous pouvons espérer autre chose. Nos ancêtres, Aryans ou Germains, étaient bien autrement que nous soumis à la nature. On n'est pas près de se laisser écraser par elle quand on vient d'inventer les *steamers*, les locomotives, les télégraphes électriques, les agens anesthésiques, c'est-à-dire quand on est parvenu à anéantir les distances, à se passer du temps, à supprimer la douleur.

Heureusement ce misérable état ne sera pas de longue durée. A en croire l'auteur de l'*Essai*, un des effets du mélange des races est de réduire les populations à un chiffre de plus en plus petit. Si Babylone et Ninive sont aujourd'hui désertes, la cause en est avant tout aux croisemens. Ainsi l'humanité se dégrade et s'efface dans la même proportion. On peut donc prévoir quand elle finira. Or la famille aryane elle-même était profondément altérée au commencement de notre ère. Six ou sept mille ans avaient suffi pour flétrir dans son essence cet élément indispensable à toute société, pour semer en tout lieu des germes de décrépitude. La fusion si largement commencée se continue depuis dix-huit siècles. Aujourd'hui elle s'est créé des moyens d'action bien autrement puissans que par le passé, et l'amalgame complet de toutes les races mettra certainement à s'accomplir moins de temps qu'il n'en a mis à se préparer. Alors l'espèce, entièrement souillée et par cela même frappée de stérilité, disparaîtra de ce monde. Ainsi l'existence de l'homme aura présenté une durée d'environ douze à quatorze mille ans, partagée en deux périodes : la première, qui est passée, a vu la jeunesse, la vigueur, la grandeur de l'humanité; la seconde, déjà commencée, en verra la défaillance, la décrépitude et la fin.

Telle est la conclusion du livre que j'examine. Je n'ai pas besoin de dire qu'ayant combattu les prémisses, je ne saurais adopter les conséquences. L'humanité a commencé, elle finira, je ne le mets pas en doute; mais rien dans son passé n'autorise encore une science quelconque à former même une simple conjecture sur l'époque et le mode de cette extinction. Les chiffres que j'ai cités plus haut, et que j'aurais pu multiplier aisément, prouvent que les métis des races les plus éloignées, ceux du blanc et du noir, du blanc et du rouge, se multiplient rapidement, alors même que le préjugé et les mœurs s'opposent à la formation d'une race mixte.

Bien loin de démontrer l'infériorité de cette race, les faits nous apprennent qu'elle acquiert rapidement les aptitudes de la souche supérieure, et que parfois elle en présente de nouvelles, et de la nature la plus élevée, qui lui appartiennent en propre. Rien par conséquent ne motive le long cri de détresse arraché à M. de Gobineau par la fusion prochaine des familles humaines.

Ici je suis heureux de me rencontrer avec M. Maury, l'auteur d'un excellent petit livre où l'histoire des races humaines occupe une large place. Le mouvement accéléré qui semble précipiter ces races les unes vers les autres ne pouvait lui échapper; mais, instruit par une juste appréciation du passé, il ne s'est pas effrayé de ces tendances. L'histoire ethnographique lui montre, à l'origine et à l'âge des peuplades ou des tribus, de petits groupes humains exclusivement chasseurs, pêcheurs, pasteurs et nomades, ou sédentaires et agriculteurs, employant toute leur intelligence à satisfaire des besoins simples comme leur genre de vie. Tant que l'isolement persiste, il voit ces rudimens de société rester stationnaires, parce que, rien ne révélant à l'homme de nouveaux cercles d'idées, il ne sent en aucune manière la nécessité d'innover. Vienne le contact, vienne le mélange, et plus tard l'union : à l'instant, la scène change. Les nations naissent, la société se complique, de nouveaux besoins surgissent, et en même temps les moyens d'y satisfaire. L'adresse, l'esprit de ruse et de ressource des chasseurs, la hardiesse calme, le génie maritime des pêcheurs, l'esprit contemplatif et réfléchi des pasteurs, l'habileté manuelle, l'instinct commercial des agriculteurs se trouvent en présence et se font de mutuels emprunts. Les causes de travail se multiplient, et l'intelligence, sans cesse sollicitée, s'élève et s'étend en tous sens. Ainsi se sont formées les civilisations passées, ainsi naîtront les civilisations à venir; mais celles-ci, héritières de leurs sœurs aînées, se développeront évidemment sur une base plus large et plus haute. Si à certains égards elles restent inférieures à leurs devancières, si elles ne reproduisent pas certaines œuvres merveilleuses de grandeur ou de perfection, si elles n'élèvent pas une autre Babel, ne creusent pas de nouvelles caves d'Ellora, ou ne sculptent plus de Vénus de Milo, que prouvera ce fait, sinon que l'homme ne peut atteindre à la fois à tous les points extrêmes de son horizon?

La race blanche, incontestablement supérieure à toutes les autres, a bien évidemment reçu une mission providentielle, celle de rapprocher, de mélanger toutes les familles humaines en multipliant leurs rapports. M. Maury pense que l'homme, ainsi placé en face de conditions chaque jour nouvelles, développera toutes ses aptitudes, toutes ses facultés. En ceci encore je partage sa manière de voir.

Toutefois, sans admettre en entier les idées de M. de Gobineau sur la fusion complète des races et la formation d'une population commune à la terre entière, M. Maury présume que cette population, possédant un même développement d'intelligence, accomplira partout ce qui aura été accompli quelque part. Je ne crois à rien de semblable. Les inégalités les plus choquantes disparaîtront, les caractères trop disparates s'effaceront, je n'en doute pas : les races inférieures se relèveront ou périront sans que leurs initiateurs aient pour cela à s'abaisser; mais l'unité, l'uniformité, sous quelque forme que ce soit, ne sera jamais le résultat de cette action. L'influence des milieux maintiendra toujours dans notre espèce une certaine variété. Tant que la terre aura un équateur et des pôles, un ancien et un nouveau continent, une Europe et une Australie, il existera des races humaines physiquement différentes et distinctes de caractère et d'instincts, comme elles le seront par leurs besoins.

Nous assistons au début d'une crise à la fois physique et morale, qui s'étendra tôt ou tard à tout le genre humain. Sous l'action des influences extérieures et du croisement opéré sur une immense échelle, nous voyons déjà poindre des races nouvelles. Celles-ci se caractériseront avec le temps, et il se produira quelque chose d'analogue à ce qui s'est passé à l'aurore des sociétés antiques, quand avaient lieu les grandes migrations dont l'histoire a conservé la tradition. Seulement aujourd'hui les élémens sont tout autres, et si le résultat général peut être prévu, nul ne saurait soupçonner encore ce que sera la nouvelle humanité résultant de la fusion des peuples modernes. De toutes les questions que provoque cet avenir, une seule me semble pouvoir être posée. Ces races futures seront-elles jamais vraiment égales, et tout en accomplissant leurs évolutions spéciales, atteindront-elles un même niveau? Il est au moins permis d'en douter. L'égalité n'est guère de ce monde; on ne la voit pas dans nos familles, qui comptent à peine quelques individus, tous soumis à des conditions d'existence presque rigoureusement identiques. Comment s'établirait-elle entre les groupes humains placés dans des milieux si peu semblables? L'inégalité de ces groupes est un fait qui me semble devoir durer tout autant que l'homme lui-même, et qui n'a d'ailleurs rien de bien affligeant en soi. Qu'importe que telle race soit inférieure, telle autre supérieure? L'essentiel est que toutes s'élèvent et s'améliorent dans leurs voies propres. Par cela seul, l'espèce aura été perfectionnée, l'humanité aura grandi.

A. DE QUATREFAGES.

LA TOSCANE

SOUS LA MAISON DE LORRAINE

Storia civile della Toscana, del 1737 *al* 1848, di Antonio Zobi; 6 vol. Firenze 1850.

Si, dans les événemens humains, on tient plus grand compte de l'intelligence qui s'y déploie que du bruit qu'ils font et des masses qu'ils remuent, on ne verra rien de plus brillant au moyen âge que l'histoire de ces républiques italiennes, si petites de territoire et si fécondes en génie. A peine le déluge des invasions germaniques, scandinaves et musulmanes commence-t-il à s'apaiser, qu'on voit ces communes libres sortir les unes après les autres du milieu de l'inondation, comme des îles déjà fertiles et prêtes à produire. Venise, la première, sillonne l'Adriatique de quelques barques qui se changeront bientôt en redoutables galères. Milan, dès le xe siècle, relève ses remparts, et dès sa naissance est un obstacle aux empereurs allemands. Gênes et Pise, à la même époque, sont déjà libres, et s'enrichissent par le commerce. Florence ne tarde pas à leur succéder dans cette rapide éclosion. Ces villes, en sortant du tombeau, se ressouviennent à l'instant qu'elles étaient presque toutes, quelques siècles auparavant, des municipes romains. Elles se choisissent donc des consuls, et, sous divers noms, des curies et des sénats. Au moment même où partout ailleurs la féodalité se complète, se resserre et enveloppe tout, elles en brisent le réseau autour d'elles, l'empêchent de se rattacher à son centre allemand, qui lui donnerait l'unité et la force, et invoquent une lumière de liberté qui n'était alors qu'à Rome. Puis, voulant concilier dans leur sein les élémens

ennemis, elles essaient une foule d'institutions ingénieuses, de formes politiques compliquées, pour tâcher d'éliminer, en les balançant, les passions violentes transmises par la barbarie, et l'on voit chez elles se presser, dans l'espace de trois siècles, les changemens d'état qui en ont coûté dix aux grandes nations de l'Europe.

Ce prompt développement des communes italiennes tient à la situation même qui les faisait renaître. Ailleurs les communes, bien plus ruinées qu'en Italie, se ranimaient lentement et se rattachaient aussitôt à la royauté, leur protectrice; il se formait ainsi dans chaque état deux grands systèmes, celui des feudataires et celui des communes, relevant du roi l'un et l'autre et destinés à se fondre peu à peu; l'église favorisait cette conciliation générale, la commandait même à l'occasion, et ainsi se préparait l'unité politique des monarchies européennes. En Italie, d'autres circonstances nécessitaient une solution plus brusque, et peut-être, à tout prendre, moins coûteuse. Le chef de la féodalité italienne, l'empereur d'Allemagne, n'y siégeait point; il n'y venait que comme un conquérant, pour lever des impôts, avec des armées qui parlaient une autre langue et qui avaient conservé la barbarie grossière des anciens envahisseurs. Au lieu de coopérer avec l'église, qui, après tout, était l'agent principal du débrouillement de ce chaos, il voulait l'absorber dans l'empire et en faire une autre féodalité. C'est pourquoi l'église, à tout risque, suscita la résistance populaire. Ce mouvement se propagea par des explosions successives; les communes, agissant à part, et chacune en son temps, ne purent se relier entre elles, parce que, au lieu de combattre sous la protection d'un maître, c'était le maître même qu'elles combattaient. Elles firent donc des républiques indépendantes, et ce fut là le principe de la destinée spéciale de l'Italie, de ses progrès et de ses gloires d'alors, de ses souffrances, de ses troubles et de ses efforts d'aujourd'hui. Ce fut un archevêque de Milan, Héribert, qui fonda pour ainsi dire l'esprit primitif des républiques italiennes; ce fut lui qui le premier leur souffla une haine enthousiaste contre la domination étrangère; ce fut lui qui poussa les bourgeois à ces guerres d'extermination et de démolition qu'ils firent aux seigneurs des campagnes et à leurs châteaux-forts; ce fut lui qui, par l'institution du *carroccio*, leur donna un symbole sacré de liberté, une arche d'alliance qui les suivait dans les batailles, et autour de laquelle ils se faisaient tuer, parce qu'elle représentait la patrie même et ses lois.

Ainsi dès les premières origines on voit surgir en Italie les deux grands faits qui dominent toutes nos histoires, la lutte des peuples contre la féodalité, l'action politique de l'église; mais celle-ci, à la faveur de cette lutte, et pour la mieux soutenir, pénètre dans l'état, s'em-

pare d'une immense influence, envahit la propriété du sol et la juridiction civile, de sorte qu'après le premier combat qui doit subjuguer la féodalité à l'aide de l'église, il faudra quelque jour en livrer un autre pour reconquérir sur l'église même sa puissance temporelle, désormais plus nuisible qu'utile. Mais combien ce spectacle séculaire est là plus vif qu'ailleurs, plus varié dans ses péripéties, plus abondant dans ses résultats! Que d'énergie universelle et en tout sens, dans la Toscane surtout, aujourd'hui si molle, alors si robuste et si passionnée, dans cette belle Florence, la plus italienne des républiques d'Italie, et qui, par sa situation, semblait particulièrement prédestinée à porter la gloire et la grandeur politique de la nation! Agricole et manufacturière, Florence n'avait point, comme le remarque Sismondi, ces grands intérêts commerciaux au dehors qui séparaient jusqu'à un certain point Venise et Gênes de la vie intérieure du pays, et affaiblissaient en elles le sentiment de la patrie commune. Elle semblait devoir absorber, par la force de son esprit et l'ardeur de ses résolutions, toutes les communes et principautés isolées qui étaient sorties de la même impulsion originaire, et elle l'essaya en effet. Dans toute son histoire antérieure aux Médicis, on voit comme une race à part, avec un caractère spécial d'énergie et de solide intelligence qui rappelle l'ancienne Rome; dans ses révolutions comme dans ses écrivains et ses artistes, on croit sentir toujours cette vigueur étrusque, qui est restée empreinte et éternisée dans le génie de Dante, de Michel-Ange et de Machiavel. Avant 1215, elle avait déjà détruit en partie ces châteaux fortifiés sur les hauteurs, d'où les seigneurs descendaient pour piller la plaine et rançonner voyageurs et marchands. Montebuoni, Monte di Croce, Monte Orlandi, Monte Cacciolli et bien d'autres avaient été rasés. Forcés de se faire citoyens, les nobles avaient apporté dans la ville leurs habitudes indomptables; ils y rebâtissaient d'autres forteresses, d'autres donjons énormes, d'où ils se lançaient des flèches par dessus les toits, de rue à rue; toute rixe devenait bataille, parce que, selon la vieille coutume barbare, les familles étaient solidaires pour chacun de leurs membres et devaient embrasser leurs querelles. Ainsi les guerres privées, la *faida* germanique, prenaient droit de cité et n'avaient fait que changer de théâtre. De là tant d'efforts, tant d'essais de constitutions pour arriver à obtenir un peu de justice dans les tribunaux et d'ordre dans l'administration. En dépit des mesures acerbes par lesquelles on se persécutait de part et d'autre, ce peuple n'eut cependant jamais cette jalousie envieuse qu'on attribue aux démocraties, et qui se déclare bien plutôt entre les aristocraties d'origine différente ou de divers degrés. Dans ses essais législatifs, il cherchait toujours la conciliation quand elle était pos-

sible. En forçant les nobles à se faire citoyens sous cette égalité morale qui n'est que la dignité commune de la race humaine, il aimait à les avoir à sa tête toutes les fois qu'ils consentaient à être justes et à oublier les traces mal effacées de la conquête. Le podestat devait être issu d'une très ancienne noblesse. La réforme de 1328 plaçait encore cent vingt nobles dans le conseil de la commune. Les *Ordinamenti di Giustizia*, si sévères à l'égard des nobles, ne furent que la suite d'excès de toute sorte et de querelles meurtrières, et ils furent proposés par un des plus illustres citoyens, Giano della Bella, noble lui-même. Si donc la république florentine ne sut pas se constituer et s'étendre comme elle l'aurait dû, si, après trois siècles d'agitation, elle fut forcée de se rallier à une famille dont l'influence finit par tout corrompre, c'est parce que, là comme ailleurs, la féodalité ne sut pas ou ne voulut pas se transformer en aristocratie politique; elle préféra, au grand rôle d'un patriciat fondé sur l'assentiment populaire, de vains priviléges, des tyrannies locales, et cette turbulence opiniâtre dont il restait encore, comme nous le verrons bientôt, des traces singulières au milieu du XVIIIe siècle.

Comment se fait-il que cette histoire de la Toscane, le plus beau sujet des temps modernes, n'ait pas de nos jours, au réveil des sciences historiques, été reprise à fond par un écrivain muni de toutes les données nouvelles que tant de recherches et de systèmes sur le moyen âge nous fournissent? L'histoire florentine de Machiavel restera toujours un chef-d'œuvre littéraire; mais ce n'est plus là l'histoire comme il nous la faut. D'ailleurs Machiavel n'avait pas l'intelligence des âges chrétiens, parce qu'il y touchait de trop près, et parce que, dans la ferveur de la renaissance, on ne pensait plus que dans l'antiquité et par l'antiquité. Aussi, non-seulement par les discours à la façon de Tite-Live qu'il met dans la bouche de ses personnages, mais même par ses réflexions propres, il se trompe fréquemment d'époque, et ses anachronismes d'idées nous transportent trop souvent dans l'ancienne Rome, au lieu de nous faire pénétrer dans l'intimité chrétienne de la vie florentine. Un historien nouveau placerait la Toscane au milieu de ce mouvement féodal et sacerdotal qui s'agitait comme une mer immense sur la surface de l'Europe; comprenant la féodalité et l'église, il apprécierait leur action réciproque; éclairé par la science économique, qui a pénétré dans l'histoire, il exposerait le tableau de cette résurrection de l'industrie et du commerce, il révélerait la puissance des monopoles et les vastes opérarations qui créaient une aristocratie bourgeoise au milieu des castes militaires; il suivrait le développement des esprits parmi les agitations fécondes de la place publique, depuis Brunetto Latini, qui le premier enseigna à ses concitoyens des principes de politique ration-

nelle, jusqu'à Guichardin, longue période où les poètes, les historiens, les artistes, les érudits éclipsent, chacun en son temps, tout ce que l'Europe peut présenter d'analogue. Il y a là de quoi déployer, sur les choses et sur les hommes, dans l'ordre politique et dans l'ordre moral, tout ce que l'esprit le mieux nourri peut contenir d'idées, d'expérience et de talent, et nous pourrions peut-être ajouter que l'histoire du moyen âge restera très imparfaite aussi longtemps qu'on n'aura pas montré sous un plus grand jour qu'on n'a fait jusqu'ici la force, les effets immédiats et l'influence prolongée de la précoce émancipation des villes italiennes, et en particulier de celles de la Toscane.

En attendant l'exécution d'une œuvre si digne d'éveiller les meilleures ambitions littéraires, les documens s'assemblent peu à peu. M. Zobi, dans son *Histoire civile de la Toscane*, a voulu y apporter son contingent de recherches, mais il ne commence qu'au XVIIIe siècle, à l'avénement de la maison de Lorraine; son histoire forme ainsi la continuation de l'*Histoire du Grand-Duché*, de Galluzzi. Rédigé sous la forme décousue d'annales, ce livre ne supporte point une lecture suivie; il nous fatigue souvent de réflexions par trop banales, et lorsqu'il arrive à l'époque contemporaine et aux récens efforts de l'Italie, il exhale un esprit partial, animé d'antipathies qui se conçoivent sans doute dans la chaleur du mouvement et dans l'expectative d'un grand but à atteindre, mais qui conviennent peu à l'historien et qui lui ôtent beaucoup de notre confiance. Cependant, après ces critiques, il faut reconnaître que des points de vue nombreux et intéressans y sont ouverts sur la vie intérieure du pays, sur son régime politique et administratif, surtout dans la période de cinquante ans qui précède la révolution française. Des qualités précieuses et trop rares aujourd'hui, la bonne foi des recherches, le courage de tout dire, le dédain des ménagemens et des réticences, y corrigent d'ailleurs l'âcreté de certaines appréciations qui tiennent au point de vue personnel et aux circonstances du moment. Le défaut même du plan général facilite l'étude des questions spéciales de législation et d'administration, qui sont traitées séparément et exposées en pleine connaissance de cause. Un grand nombre de documens, recueillis pour la première fois dans les archives de la Toscane, y servent à éclaircir des situations et à prouver des faits qu'on découvre avec surprise à une époque si rapprochée de nous, et auxquels on ne croirait pas sans d'aussi bons témoignages. Nous allons donc y puiser quelques-uns des faits généraux que les princes lorrains trouvèrent devant eux quand ils prirent le gouvernement de la Toscane, et contre lesquels ils luttèrent jusqu'à la fin, contractant ainsi, par nécessité et par habitude, l'esprit de réforme qui les dis-

tingua en leur temps, et poursuivant ces réformes avec des intentions justes et prévoyantes à la vérité, mais aussi quelquefois avec la précipitation qui ne laisse point mûrir les choses, avec l'enivrement systématique qui ne sait plus où il faut s'arrêter. Nous saisirons ainsi à leur début quelques difficultés dont aujourd'hui même le gouvernement toscan n'a pas encore triomphé.

Les révolutions qui ne s'accomplissent que par des secousses populaires s'arrêtent ordinairement à la superficie de la société, c'est-à-dire aux institutions politiques apparentes. Il faut qu'elles aient été préparées par une longue élaboration de détail pour pénétrer jusque dans le droit civil, qui lui-même est éminemment le droit politique, puisqu'il est la vraie base des institutions; alors seulement elles sont profondes, stables et complètes. Les révolutions florentines n'avaient pas eu cette profondeur; elles n'avaient pas atteint le droit civil, ou du moins elles ne l'avaient pas modifié généralement sur tout le territoire. Il y restait des fiefs très anciens, d'origine impériale allemande, ou même lombarde et salique, modifiés, il est vrai, dans leur caractère primitif par des traités volontaires ou forcés avec les républiques de Florence et de Sienne, mais qui néanmoins conservaient encore dans cet état mixte leurs prérogatives essentielles. En dépit de leurs longues guerres, en dépit des règlemens de 1289, qui avaient dépouillé les nobles de toute juridiction, l'esprit de cet antique régime n'était pas éteint, et à peine la république fut-elle définitivement abolie, que les Médicis devenus souverains, se croyant habiles, s'empressèrent de le réveiller autour d'eux, dans l'espoir de s'en faire un appui. Cosme Ier jugea qu'il «fallait renfermer les bourgeois dans leurs occupations de commerce et attirer à sa cour les seigneurs des autres pays d'Italie, en leur conférant des fiefs.» Plus tard, ses fils étendirent cette faveur aux nobles de Florence et de Sienne, diminuant ainsi leur propre pouvoir pour imposer des oppresseurs à de petits districts. Il y eut donc des fiefs anciens ou impériaux, et des fiefs modernes ou grand-ducaux. La Toscane se vit de nouveau couverte d'une cinquantaine de ces suzerainetés dangereuses où le maître, trop rapproché du sujet, est amené presque irrésistiblement à des habitudes vexatoires et tyranniques, et bientôt on les vit d'une part tourmenter les populations vassales, de l'autre entraver sans cesse l'administration supérieure.

Les cantons écartés et montagneux présentèrent souvent des exemples de ces *prepotenze* dont M. Manzoni a si vivement raconté le drame dans l'un des admirables épisodes des *Fiancés*. Les feudataires, alliés à toute la noblesse du voisinage et formant caste avec elle, dédaignaient et persiflaient la bourgeoisie. Le peuple, sans recours contre les vexations, reconnaissait par expérience l'impuis-

sance du gouvernement, et contractait l'habitude des vengeances particulières. Les liens sociaux entre les diverses classes étaient rompus. Vassaux et bourgeois, imitant contre les nobles les rébellions des nobles eux-mêmes contre le gouvernement, recoururent à la force brutale et se livrèrent à de sanglantes représailles. Les lois, les poursuites judiciaires, la police, restaient impuissantes, et n'avançaient que pour reculer honteusement ensuite. La campagne se remplissait de bandits qui attaquaient les voyageurs sur les routes et donnaient l'assaut aux maisons des riches.

Il y eut au milieu même du XVIIIe siècle, vers 1753, un exemple remarquable de cette vie de brigandage de quelques feudataires. Le Mont-Sainte-Marie, situé sur la limite de l'état de l'église et du grand-duché, était un fief d'une certaine famille Bourbon, qui l'avait reçu des anciens empereurs d'Allemagne. C'était un site sauvage et âpre, très favorable aux bandits qui s'y réfugiaient, protégés en même temps par l'horreur du lieu et par les priviléges du fief. Les marquis de Sainte-Marie se servaient de ces gens-là lorsque l'envie leur prenait de faire des *braveries* et de diriger des attaques de côté et d'autre. Plus d'une fois on les avait vus à la tête de semblables bandes. Cette famille était divisée en quatre branches. Celle dont nous parlons, appelée la branche de Città di Castello, vivait pauvrement et fièrement dans ce fief. Elle était connue spécialement pour son caractère indomptable et ses féroces habitudes. Neuf frères, unis par l'audace et par les mêmes passions, avaient à leur tête Giovanni Battista, homme ardent et résolu. Un autre, Raimondo le dominicain, mauvais sujet expulsé du couvent pour ses mœurs licencieuses, était bien digne de son frère; le troisième, Piero, n'était pas moins distingué. Ces deux derniers furent plus tard condamnés aux galères perpétuelles par les tribunaux du pape, comme coupables d'homicide sur des soldats pontificaux et sur leurs propres compagnons de brigandage.

Une autre branche de cette famille, habitant Cortone, était plus riche; mais cette fortune devait passer par les femmes à d'autres familles qui lui étaient alliées. La perte d'une si belle espérance et d'un si opulent héritage fut, aux yeux de Giovanni Battista et de ses frères, un légitime *casus belli*. De l'injure ils passèrent bientôt aux violences. Le gouvernement adressa des plaintes et des avertissemens à Giovanni et mit hors la loi les *bravi* qu'il avait à son service. Giovanni n'en fut que plus rebelle, et se jeta ouvertement dans la profession de chef de brigands. Ses courses et ses pillages s'étendaient sur les territoires d'Anghiari, Monterchi, Castiglione, Cortone. Prisonnier dans cette dernière ville, ses frères firent sonner le tocsin dans les villages pour rassembler leurs compagnons, qui, au nombre

de plus de cent, sous la conduite de *fra* Raimondo, arrivèrent de bon matin à Cortone, prirent d'assaut le prétoire et délivrèrent Giovanni. L'ex-dominicain voulait encore tuer un fonctionnaire qui se trouvait là, mais Piero empêcha cette criminelle extravagance. Les incursions multipliées, les dégâts que ces brigands exerçaient dans les hameaux et dans les fermes voisines tenaient en alarmes Città di Castello et San-Sepolcro. Des mesures énergiques devenaient nécessaires : le gouvernement envoya des troupes et occupa le château du Mont-Sainte-Marie. Alors nos braves se retirèrent dans les états du pape et se mirent sous la protection du droit d'asile dans un couvent de franciscains, d'où ils s'élançaient encore pour piller les alentours. Le gouvernement toscan demanda l'extradition, qu'il ne put obtenir parce qu'un cardinal toscan, jaloux du ministère, protégeait les frères Bourbon de Sainte-Marie. Toutefois il fallut quitter le couvent de Buonriposo; mais, après une courte retraite à Venise, ils reparurent dans le grand-duché et recommencèrent de plus belle leurs glorieuses expéditions. Un beau jour, on vit Giovanni, Piero et Filippo (un autre frère) escalader le Montamiata, situé au midi et à l'extrémité de la province de Sienne. Là est le bourg de Pian-Castagnaio, fief que les Médicis avaient accordé aux Bourbon del Monte de Florence. Suivis d'une vingtaine de brigands armés jusqu'aux dents, ils se précipitent sur les habitans, qui s'épouvantent et fuient; ils s'emparent du bourg, mettent tout à bris et à sac, donnent l'assaut au prétoire; puis, repoussés, ils tuent le fermier des rentes féodales du marquis Andréa et se retirent avec leur butin dans l'état de l'église, à Acquapendente.

On voit quelles étaient trop souvent alors les conséquences de tous ces droits d'asile, priviléges et immunités du brigandage. Le gouvernement toscan ne trouva pas d'autre moyen de se défaire de ces routiers que de mettre leur tête à prix. Un de leurs bandits fut traîtreusement assassiné à Terni, et le prix du sang fut payé. Que firent alors les frères de Sainte-Marie? Ils ne craignirent pas de recourir à l'empereur grand-duc lui-même en sa qualité de chef de l'empire, non pour se soumettre, mais pour demander des réparations à raison des priviléges de leur famille violés par le ministère. Cette audacieuse réclamation donna lieu à une très longue procédure, qui se prolongea pendant huit ans. Les malheureux, coupables ou non, que les frères de Sainte-Marie accusaient furent arrêtés, et plusieurs d'entre eux moururent en prison avant qu'on eût prononcé la sentence, qui d'ailleurs fut peu sévère pour les survivans.

Tel était l'état social que les grands-ducs de la maison de Médicis avaient fait renaître pour étouffer l'ancienne liberté florentine, et qui se manifestait encore par d'aussi odieux résultats deux siècles

après leur avénement et quinze ans après celui de la maison de Lorraine. Ces choses-là ne se voyaient plus en France depuis près d'un siècle; les grands jours de Clermont les avaient extirpées dans les lieux les plus écartés dès 1665. Le grand-duc François connaissait les procédés traditionnels de la monarchie française à l'égard de la féodalité, et dans sa double qualité d'empereur et de grand-duc il était admirablement placé pour en abattre les plus grands abus dans ce pays, en attendant un ordre civil plus homogène. Sous l'inspiration de Pompeo Neri, il comprit que le mal était dans l'essence même du principe féodal, principe d'indépendance locale et d'autorité prétendue paternelle du seigneur sur les sujets; il résolut donc d'ôter aux feudataires tout ce qui tranchait encore de la souveraineté. La juridiction des feudataires fut assimilée à celle des juges royaux; encore ne purent-ils l'exercer eux-mêmes, mais ils furent obligés de déléguer des juges admis effectivement aux offices royaux. Ces derniers étaient d'ailleurs soumis à la même hiérarchie que les juges institués par le gouvernement, et il y avait appel de leurs jugemens au civil comme au criminel. On voit ici une imitation assez timide et bien tardive des procédés employés dès le XIIIe siècle par les rois de France pour arriver au même résultat. C'est ainsi que nos rois enlevèrent aux seigneurs leurs justices patrimoniales, en multipliant les cas royaux, en établissant les appels, en exigeant des délégués instruits des formes de la procédure, et en arrachant pièce à pièce à la féodalité les droits régaliens dont elle usait mal. Mais qu'était-ce que ces réformes, si faciles à éluder, si on ne détruisait pas en même temps par la police ces nids de vautours, où le brigandage trouvait l'impunité dans le privilége du fief? Les magistrats de Florence et de Sienne furent donc autorisés à étendre leur surveillance sur ces retraites redoutables. Il fut défendu aux seigneurs d'y donner asile aux condamnés, aux contumaces, aux contrebandiers, aux mauvais sujets, aux débiteurs civils; il leur fut enjoint de les arrêter dès qu'ils s'y présenteraient, et ainsi fut dissoute leur milice pillarde. En outre on réprima les vexations d'un autre ordre, et on fit sentir au peuple une protection d'en haut, en défendant aux feudataires de s'ingérer dans ce qui concernait les finances de l'état, les impôts des communes, l'administration des biens des hôpitaux ou des communautés inféodées; leurs propres biens furent soumis aux charges communales. Il est bien probable en effet que de tels hommes devaient abuser étrangement de leur influence sur de pauvres vassaux tremblans, sur des voisins sans défense, dans les questions de répartition d'impôts, d'emploi des fonds communs, et autres difficultés de ce genre.

La répression de la *prepotenza,* l'abolition des souverainetés lo-

cales, n'étaient point le dernier terme des projets de l'empereur grand-duc sur la noblesse toscane. L'habile jurisconsulte Pompeo Neri et le comte de Richecourt, l'un de ses meilleurs conseillers lorrains, nourrissaient des desseins plus élevés; ils ne voulaient point abolir la noblesse, mais la régénérer, et lui donner une base morale conforme aux pressentimens nouveaux qui à cette époque fermentaient partout dans les consciences. Il ne sera point sans intérêt peut-être de nous arrêter sur ces plans, imparfaits sans doute dans l'exécution, mais dont la pensée était prévoyante, et qui s'essayaient obscurément dans un petit état de l'Italie. Aujourd'hui encore on se préoccupe en plusieurs régions de l'Europe des moyens d'arrêter la décomposition des castes anciennes, que l'on considère comme un lest nécessaire à la barque fragile de nos sociétés modernes, lancées dans une mer ténébreuse et inconnue. On parle des avantages suprêmes des substitutions, du droit d'aînesse, des priviléges; on annonce des majorats, des duchés héréditaires, une nouvelle noblesse décrétée. En Prusse et dans d'autres contrées de l'Allemagne, les représentans de l'aristocratie de naissance demandaient récemment des lois pour conserver dans leurs familles les propriétés inaliénables, pour distinguer plus nettement leur corporation au milieu du grand corps national, pour leur attribuer des droits politiques exclusifs et des fonctions assurées, promettant en revanche l'influence morale, l'exemple des hauts sentimens, et la puissance qu'impriment au gouvernement l'esprit de suite et la politique de tradition. Ces réclamations ont reçu un accueil qui laisse peu d'espérances de succès. En Toscane, il y a cent ans, on essayait des idées plus vraies, et qui, adoptées et perfectionnées dans les grands états de l'Europe, auraient peut-être, en rajeunissant et en transformant l'esprit aristocratique, introduit avec moins de secousses l'ordre nouveau qui demandait sa place.

Le peuple florentin avait, nous l'avons déjà dit, déclaré, pendant l'époque républicaine, de rudes guerres à la noblesse féodale. Il l'avait humiliée, en partie détruite; il la forçait à entrer dans ses corporations de métiers. On dirait de loin une furie égalitaire qui brandit son niveau de fer sur toutes les têtes. De près et en détail, il n'en est rien. Le peuple de Florence, abandonné à lui-même, avait comme tous les peuples l'instinct aristocratique; il allait de lui-même à toute supériorité. Presque toutes ses révolutions sont conduites ou inspirées par les grandes familles. En lisant Machiavel, d'ailleurs assez superficiel à cet égard, on croirait parfois qu'il n'y a réellement que des questions de famille, depuis les Buondelmonti et les Uberti du XIIIe siècle jusqu'aux Albizzi, Alberti et Medici du XVe. Le peuple reporte facilement sur les enfans d'un homme illustre l'espérance

des mêmes vertus et des mêmes services. Il faut qu'il soit bien déçu pour s'en détacher; il cherche alors une illustration nouvelle, et telle est la constitution vraie de l'aristocratie. Seulement c'est un travail pénible que de gagner toujours ce qu'on a acquis, d'égaler ses aïeux et de mériter ce qu'on a. Les familles cherchent à immobiliser et à perpétuer par la loi les distinctions qu'elles ont obtenues de l'acclamation populaire, et comme la richesse est une puissance qui mène à tout, elles profitent de leur influence acquise pour fortifier leurs dynasties par des priviléges de propriété. Ainsi l'aristocratie se construit en sous-œuvre un fondement matériel, pour remplacer son principe originaire, qui, étant moral et supposant des efforts continuels, semble trop souvent crouler sous elle. Telle est la marche que suivirent, jusqu'à un certain point, les familles puissantes de Florence et de Sienne; mais ce fut surtout après le renversement de la république que cette constitution artificielle de la noblesse toscane se développa. Les grands-ducs de la maison de Médicis, ayant exilé, ruiné, ou fait périr les meilleures races patriciennes de la république, jugèrent nécessaire de se créer une noblesse à eux; ils favorisèrent les substitutions, les fidéicommis; une partie considérable du territoire fut grevée de ces liens qui enchaînent la terre à telle ou telle famille, pour donner à celle-ci l'indépendance, le luxe et le repos, comme gages de la prospérité générale.

Le gouvernement réformateur du grand-duc François résolut, sinon d'abolir tout d'abord, au moins de circonscrire ces priviléges et d'en affaiblir toutes les conditions. Premièrement il allégua que les substitutions, portant presque toutes sur des biens ruraux, nuisaient à l'agriculture, grand objet aussi de ses sollicitudes. « Ceux qui en jouissent, disait-il, n'étant qu'usufruitiers, ne s'inquiètent que du revenu annuel; ils négligent nos plantations méridionales si riches (mûriers, oliviers, etc.), qui imposent des sacrifices pour un avenir lointain, et qui pour le moment n'augmentent progressivement que la valeur du fonds; ils négligent les grandes améliorations foncières dont les résultats sont aussi fort éloignés et souvent incertains; ils découragent le cultivateur fermier ou métayer, dont ils tirent avec rigueur tout ce qu'il est possible d'en tirer, rompant ainsi le lien si moral et si fructueux qui attache des générations de travailleurs à des propriétaires unis à eux par le même intérêt et par des souvenirs héréditaires. » La loi défendit donc de substituer des terres; cette charge ne fut plus applicable qu'aux capitaux des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique et aux objets d'art, pierres précieuses, manuscrits rares, etc. La faculté d'établir de nouvelles substitutions fut accordée aux seules familles nobles, disposition qui ne semble pas en préparer seulement l'extinction ultérieure, qui en neutralise aussi l'effet politique, parce que, pour former une aristocratie

terrienne solide, il faut le nombre et le recrutement. Mais le point important était celui-ci : toutes les substitutions établies ou à établir étaient limitées à quatre générations, de sorte qu'après le dernier jouissant, le fonds restait libre aux mains de son héritier légitime. Le principe de la perpétuité et de la longue tradition par la transmission privilégiée de la richesse était ainsi ébranlé, contredit, puisque après les quatre générations l'œuvre de la tradition restait interrompue, et cessait au moment même où le temps commençait à la consacrer.

Après avoir affaibli de la sorte et rétréci la base artificielle de la noblesse, le gouvernement essaya de la relever et de l'agrandir sur son principe moral. Sous les Médicis, ni ses richesses, ni ses priviléges ne l'avaient rendue puissante ni populaire. Altière et inerte, corrompue et superbe, elle était devenue une preuve vivante de l'inutilité de ces moyens tant vantés et de la fausseté de ces théories qui font résulter le mérite de la position plutôt que la position du mérite. Le comte de Richecourt, qu'elle n'aimait pas, et le sénateur Ruccellai, conçurent le projet d'une loi destinée à stimuler en elle les sentimens qu'elle devait avoir, et à l'arracher à cette langueur qui en faisait un embarras pour l'administration plutôt qu'un soutien pour l'état et un exemple pour les citoyens. Si le moyen qu'ils imaginèrent était fautif, la pensée en était haute. Ce n'est pas le premier jour qu'une bonne pensée trouve sa forme pratique. Les vérités sont éternelles, mais dans la mobilité des choses humaines elles ont à s'adapter à des faits toujours changeans; elles cherchent un corps où se loger, et ce corps éphémère se dissout; elles cherchent des institutions à vivifier, et ces institutions tombent; elles passent de forme en forme et n'en trouvent jamais une qui les reçoive tout entières et leur offre une demeure fixe. L'idée d'une classe dépositaire et propagatrice des meilleurs sentimens de l'humanité a brillé à l'imagination des plus beaux et des plus purs génies; elle possédait Fénelon, dont les vues semblaient partout répandues au temps dont nous parlons ici. L'esprit de la nouvelle loi toscane est assez clairement révélé, dit M. Zobi, dans ces mots de l'article 25 : « Comme celui-là ne mérite pas de compter parmi les nobles qui fait des actions ou observe des façons de vivre peu conformes à sa dignité, nous voulons que le patriciat et la noblesse se perdent par les délits et par l'exercice de professions viles et indignes, de manière que si quelqu'un se trouve placé présentement dans une situation si préjudiciable, ou dans de pareilles professions, il ne peut, ni lui, ni ses fils, être inscrit sur les nouveaux registres, et de même à l'avenir les inscrits seront, pour les mêmes causes, déchus des prérogatives de la noblesse, selon la teneur de notre présente déclaration. » On ouvrait donc une espèce de *livre d'or* de la noblesse toscane; y mettre son nom, c'était sou-

scrire l'engagement d'être tous et toujours nobles de cœur autant que de naissance. Quoique approuvée et soutenue par Pompeo Neri, Pio dal Borgo et le sénateur Ruccellai, qui l'avait rédigée, cette loi fut mal accueillie par la noblesse. Il y avait en effet des objections très raisonnables à y opposer; cependant M. Zobi n'attribue ce mauvais accueil qu'à l'aversion des Toscans pour le Lorrain Richecourt, à qui on en attribuait la principale inspiration. Invités itérativement à présenter leurs titres et leurs preuves de noblesse, ils laissèrent passer les délais. Il fallut les avertir que, faute d'inscription, ils ne pourraient profiter des priviléges accordés par la loi des substitutions et de quelques autres distinctions relatives à la pompe des funérailles, auxquelles une vieille coutume faisait attacher un grand prix. Alors ils accoururent en foule, et les registres se remplirent de titres, de blasons et d'arbres généalogiques, sauf à corriger par l'usage les obligations trop difficiles et les mesures trop inquisitoriales.

On comprend sans peine les défauts pratiques d'une semblable institution. Déclarer « déchus de la noblesse ceux dont les actions et la manière de vivre ne seraient point conformes à ce qu'exige cette dignité, » c'était rendre nécessaire un droit de censure du corps sur chacun de ses membres, et ce droit ne pouvait s'exercer que par une magistrature censoriale munie de pouvoirs effectifs. Quelque chose de semblable était proposé naguère, si nous avons bonne mémoire, par quelques membres de la noblesse prussienne. Cette procédure sur les mœurs ne serait acceptée de personne aujourd'hui que la conscience ne veut relever que d'elle-même, et avec raison, car les motifs de l'honnêteté sont placés plus haut que cela; ce serait y ajouter un intérêt inférieur touchant d'assez près à l'hypocrisie. Dans son but politique surtout, cette conception est fausse, car de quoi s'agit-il? De se faire une influence de sa valeur morale. Une influence sur qui? Sur la nation entière. C'est donc à la nation de la reconnaître, si l'on veut qu'elle s'y rende. Cela nous ramène à cette aristocratie naturelle et acclamée par le public. Un autre défaut de la loi, c'était de faire de la noblesse, par cet enregistrement, une corporation rigoureusement fermée. Si on la fermait pour qu'elle cessât de se recruter et pour la faire disparaître peu à peu par l'extinction des familles, à quoi bon la concentrer, l'exposer, par sa séparation du corps de la nation, aux rivalités et aux haines et en faire une oligarchie sans raison d'être? Il valait mieux, après avoir restreint ses priviléges, la laisser se fondre dans le corps de la nation. Voulait-on au contraire la perpétuer? Il fallait lui laisser réparer ses pertes, soit qu'elle se recrutât elle-même par cooptation, soit que des conditions d'anoblissement permissent de forcer le passage. D'ailleurs une corporation fermée, sanctuaire privilégié des vertus et de

l'intelligence, est une pure utopie. Dès qu'on adopte le principe matériel et fortuit de la naissance, il faut y ajouter l'autre principe matériel de la richesse transmise avec la naissance : ces deux choses se tiennent en politique, et dès-lors on renonce à la prédominance du principe moral, qui élève la personne plutôt que la race, et la race seulement autant qu'elle transmet la valeur personnelle.

Il y avait donc de l'incohérence dans la loi toscane, chose d'ailleurs fort commune dans les lois qui expriment les transitions sociales. Elle admettait une autre contradiction encore en établissant une espèce de privilége intermédiaire et bourgeois, car elle accordait à un certain nombre de familles florentines et siennoises le droit exclusif de siéger dans les magistratures inférieures. Il faut voir sans doute dans tout cela la part des expédiens et des nécessités du moment. Quoi qu'il en soit, dans tout cet ensemble de mesures relatives aux abus féodaux et à la constitution d'une noblesse transformée et régénérée, on ne peut méconnaître un esprit élevé de réformes progressives, qui justifia tout d'abord la haute position où la maison de Lorraine venait de parvenir. Il n'y avait rien de nouveau dans ces idées, mais il était nouveau d'en essayer la pratique par raison, dans la vue pure et désintéressée du plus grand bien pour un petit état fort soumis, tandis que partout ailleurs les améliorations, s'il s'en faisait, ne procédaient guère que des besoins administratifs, de la crainte des catastrophes, de l'envahissement réciproque des pouvoirs ou des jalousies ministérielles. On y reconnaît une initiative bienveillante et pleine de mesure, avec une sagesse calme et ferme, qui semble regarder au loin dans l'avenir, et y voir que de grandes choses approchent, auxquelles il est urgent de se bien préparer.

Néanmoins dans la réforme des abus longtemps accumulés il est rare qu'on arrive à temps pour tout résoudre par les sages tempéramens de la loi. Des droits acquis, des obligations contractées sous l'empire de la législation qu'on veut détruire, entravent et ajournent les résultats, et les révolutions viennent trancher les nœuds qu'on n'a point défaits assez vite. L'abolition des substitutions de biens ruraux n'avait point encore, en 1789, libéré toutes les terres; Léopold, animé du même esprit que son père François, souffrait impatiemment ces liens qui enchaînaient les progrès agricoles, mais il ne pouvait les rompre. Ce fut l'introduction du code civil français qui força les obstacles et rendit toutes les terres à la liberté des contrats. Il en fut de même de la législation féodale. Léopold travailla à détruire les derniers restes du pouvoir des seigneurs; plusieurs fiefs furent supprimés d'un commun accord; la juridiction des vicaires féodaux, institués par François, fut encore resserrée; les taxes sur les vassaux furent diminuées; ceux-ci purent citer devant les tribunaux royaux

du voisinage, en matière civile, leurs propres seigneurs, lors même que l'objet litigieux était situé sur le territoire du fief, mais il y eut encore de vives et longues oppositions. Certains seigneurs, pour échapper à ce droit nouveau de leur patrie, la renièrent, et se prétendirent feudataires de l'empire et indépendans du grand-duché; les vassaux, au contraire, réclamaient la protection de ce dernier, la seule efficace, parce qu'elle était plus rapprochée et toujours présente; les conseils impériaux de Vienne appuyaient et encourageaient sous main les prétentions des seigneurs pour se faire des partisans en Toscane. En 1779, les vassaux de la famille Bardi de Florence se soulevèrent; il y eut une petite guerre civile dans la paisible et solitaire vallée qu'ils cultivaient; ils chassèrent à main armée les officiers de leur seigneur et les sbires pontificaux qu'il avait appelés à son secours. Le chef des Bardi fut appelé devant le grand-duc pour rendre compte des vexations qu'il avait exercées sur les sujets du grand-duché; sa réponse fut que son fief était un fief impérial. Pendant ces disputes, le sang coulait, et l'opiniâtre feudataire porta sa cause devant le conseil aulique de Vienne, qui lui donna raison contre Léopold. Alors on voit intervenir dans cette affaire l'empereur Joseph II lui-même, qui conseille à son frère d'en appeler à la diète des princes électeurs pour suspendre au moins les effets d'une sentence si fâcheuse, qui pouvait arrêter toutes les réformes de la Toscane; mais cette diète avait pour principe de favoriser la prétention des fiefs impériaux, de sorte que le grand-duc allait probablement échouer encore dans ce dernier recours, quand tout à coup l'heure de 1790 vint à sonner, et la révolution française emporta quelques années plus tard le fief des Bardi comme tous les autres. Telles étaient les difficultés toujours renaissantes à l'encontre des plus urgentes réformes. Il n'y a pas jusqu'au marquis du Mont-Sainte-Marie qui ne reparût à cette époque, comme en 1753, pour relever le drapeau du droit féodal : c'étaient Giovanni Battista et ses redoutables frères. Ils recommençaient à infester, sous Léopold comme sous François, les campagnes voisines; heureusement on sut les soumettre au droit nouveau, en mettant dans leur château une garnison de la milice toscane. Que de grandes catastrophes s'expliquent merveilleusement par ces petites révolutions obscures qui se passaient, à la veille de 1789, jusque dans ces vallées inconnues, et sur ces rochers incultes d'un coin de la Toscane!

Parallèlement à ces réformes politiques, peu connues malgré leur importance, il s'en essayait d'autres dans l'ordre religieux, qui ont fait grand bruit, parce qu'elles furent poussées, sous Léopold, jusqu'à l'imprudence, et compromises par la mesquinerie des détails. M. Zobi en expose minutieusement les premières origines. Une erreur fort répandue par les historiens en attribue l'initiative à Léo-

pold, qu'on suppose avoir obéi aux inspirations philosophiques de Joseph II. Elles commencèrent en réalité sous l'empereur François; elles ne furent point inspirées primitivement par l'esprit de système et le génie inquiet de tel ou tel prince; elles étaient l'effort et l'expression d'un sentiment répandu dans les classes lettrées, et principalement parmi les jurisconsultes. Elles étaient la conséquence d'un mouvement général de la société européenne, où le développement de l'ordre civil, l'établissement d'une vaste administration laïque, qui étendait son réseau sur toutes choses, le besoin de savoir et d'examiner propagé par les livres, appelaient invinciblement une liberté rationnelle, incompatible avec le régime mixte qui avait été fécond en bienfaits pour le moyen âge, mais qui avait donné tout ce qu'il contenait, et qui devait cesser. Ce fut sous François que la Toscane vit attaquer avec vivacité les prérogatives du saint siége, la puissance de l'inquisition, le droit d'acquérir en main-morte, et provoquer la suppression de ceux des monastères qu'on jugeait inutiles. Il est vrai que François, empereur d'Allemagne en même temps que grand-duc de Toscane, résidant à Vienne et non à Florence, occupé surtout des soins de l'empire et retenu par les susceptibilités de Marie-Thérèse, avait beaucoup de ménagemens à garder avec Rome, et qu'il entama les questions pour les laisser le plus souvent suspendues; mais le choix des ministres qu'il préféra, leurs écrits, leurs principes, leurs projets approuvés par lui, découvrent assez l'esprit de son gouvernement, et prouvent qu'il s'inspirait à cet égard de l'esprit de Louis XIV et des traditions gallicanes.

Ses trois principaux ministres furent le comte de Richecourt, Pompeo Neri et Giulio Ruccellai. Richecourt, Lorrain d'origine, Français par l'esprit, mal vu des Toscans comme étranger, longtemps soutenu par l'empereur contre toutes les menées, avait l'influence prépondérante. Homme habile, instruit, actif, ambitieux, il avait quelque chose du caractère et du génie de Colbert, étendant, comme celui-ci, ses regards pénétrans sur toutes les parties de l'administration. « Il avait, dit M. Zobi, compris à fond la situation économique de l'état, les besoins des peuples, les désordres des administrations publiques; bien plus, il avait scruté les moyens de développer les ressources intrinsèques du pays, de satisfaire ces besoins, de mettre un frein à ces désordres et d'y remédier. » La colonisation de la Maremme, la réduction de la dette publique, la punition rigoureuse des agens infidèles, épuisèrent ses efforts; l'absence du maître fit tout échouer. Comme Colbert, il se fit haïr des solliciteurs, parce qu'il était avare de la fortune publique; laborieux et sentant sa supériorité, il voulait tout voir, tout faire par lui-même. Aussi on le rendit responsable de toutes les blessures que font les réformes, ses rivaux parvinrent à le faire tomber en disgrâce, et cette disgrâce, comme pour Colbert,

hâta la fin de sa vie. Pour dernier trait de ressemblance, de même que Colbert fut le vrai promoteur de l'affaire de la régale et des quatre articles gallicans de 1682, Richecourt fut aussi l'un des plus ardens adversaires des priviléges ecclésiastiques et l'un des plus constans défenseurs de l'indépendance civile; il osa enfreindre les lois de l'inquisition, forcer ses prisons, en arracher les captifs, et quand il fut question de limiter les acquisitions du clergé, il ouvrit le premier l'avis plus radical de vendre une partie des biens des couvens pour éteindre une portion de la dette publique.

Pompeo Neri avait dans sa jeunesse rempli à Pise une chaire de droit public, pendant qu'un autre réformateur du même esprit, mais plus célèbre parce qu'il fut porté sur un plus grand théâtre, Tanucci, futur ministre du roi de Naples, y enseignait le droit civil. Pendant dix années qu'il passa à Milan, Neri s'était lié avec Beccaria et les autres savans et philosophes de la Lombardie. C'est dans ces noms, alors populaires, et par conséquent dans l'opinion du temps, qu'il faut chercher la cause réelle de toutes ces premières tentatives d'émancipation, qui, pour avoir été insuffisantes ou mal conduites, devinrent plus tard des élémens de la révolution française. Le caractère de son esprit était la prudence et les ménagemens, par là il était en concordance avec les vues de François; mais Léopold, dont il combattait les mesures précipitées ou extrêmes, se refroidit envers lui, et le regretta peu quand il mourut.

Moins circonspect que Neri, le sénateur Ruccellai unissait néanmoins à la hardiesse une grande dextérité; il allait vite, mais par des détours; il savait envelopper les choses, et avait pour principe qu'il est quelquefois bon de mettre dans la rédaction des lois un vague et une latitude favorables aux interprétations inattendues qu'on pourrait vouloir un jour leur donner. Il avait des sentimens religieux qui n'amortissaient nullement la verdeur de son opposition au clergé. Ce fut lui qui exposa, dans un mémoire à la régence, la théorie souvent employée depuis, d'après laquelle « l'église, considérée comme propriétaire, n'est qu'une association autorisée, dont les lois de l'état ont fait une personne morale, laquelle personne morale dépend par conséquent des lois qui l'ont faite, aussi bien que toutes les autres associations et corporations autorisées, » d'où il suit que si l'état déclare la personne morale dissoute, ses propriétés tombent en déshérence, et l'état peut s'en emparer.

Ainsi, en Toscane comme ailleurs, un antagonisme déjà très animé entre le pouvoir civil et la puissance ecclésiastique se manifestait de lui-même; un ordre nouveau cherchait spontanément à se dégager de l'ordre ancien. Si les vues particulières des princes lorrains donnaient plus d'activité à cette fermentation, longtemps étouffée par les grands-ducs de la maison de Médicis, il y avait aussi une opinion

indigène déjà formée, et qui soufflait dans le même sens. Les ministres de François ne manquaient pas d'ailleurs de rattacher leurs projets à une tradition déjà ancienne, quoique interrompue par les événemens, à des actes qui remontaient aux plus beaux temps de la république. Ils rappelaient que, dès 1346, les magistrats s'étaient déjà fatigués de rencontrer trop souvent sur leur chemin une puissance indépendante de l'état, qui s'ingérait dans les affaires purement civiles, et qu'ils avaient puni sévèrement les agens du saint office pour arrestation arbitraire. On avait même fait alors un règlement remarquable qui limitait les pouvoirs de l'inquisition, supprimait une partie de ses agens, fermait ses prisons, et, pour rendre ces dispositions stables, fondait un corps spécial et permanent de magistrats nommés *les quatorze défenseurs de la liberté*, chargés d'examiner « tous les actes de juridiction émanés de la puissance ecclésiastique. » C'était en principe l'attribution même du parlement de France, aujourd'hui dévolue au conseil d'état, de vérifier avant la publication les bulles et décrets du saint siége, qui auparavant étaient exécutoires partout par le seul fait de la promulgation à Rome. En 1415, ce règlement, devenu lettre morte par l'influence des guelfes, fut renouvelé. Par un statut célèbre, il fut défendu à tous les citoyens de recourir à une juridiction étrangère, et aux tribunaux de la république d'admettre aucun acte émané d'une autre autorité que celle de la commune de Florence, sans l'autorisation expresse de la seigneurie. Au commencement du siècle suivant, deux papes de la maison de Médicis, Léon X et Clément VII, renversèrent facilement cette barrière, devenue d'ailleurs sans objet, puisqu'ils exerçaient eux-mêmes et l'autorité politique à Florence et l'autorité pontificale à Rome. Quand l'état fut définitivement transformé en monarchie, la pensée du statut de 1415 fut de nouveau reprise par Cosme Ier, qui établit en 1546 un corps de magistrature permanent, reproduisant par ses attributions l'ancien collége des quatorze défenseurs de la liberté; mais Cosme songeait peu à la liberté, il ne voulait que se défendre lui-même contre Paul III, son ennemi. Abolie par Cosme III, relevée derechef par Jean Gaston, cette importante institution ne fut plus qu'une arme aux mains de l'arbitraire. L'idée qu'elle exprimait n'en était pas moins devenue, dans toutes ces alternatives, plus précise, plus générale; c'était une véritable tradition, et à l'avénement de la maison de Lorraine il y avait à cet égard, dans le gouvernement toscan, un principe établi comme dans tous les autres gouvernemens catholiques de l'Europe.

Partout en effet ces gouvernemens travaillaient alors à dégager l'ordre civil, à renfermer le pouvoir clérical dans le domaine de la croyance, et à dénouer cet entrelacement de deux puissances indépendantes qui luttaient sur le même sol, avec des prétentions mal

définies, ou laissées volontairement dans un vague éternel; partout aussi on mettait une limite aux propriétés toujours croissantes du clergé, et même on commençait à en discuter le principe. En France, on lui disputait son immunité, on voulait le soumettre à l'impôt du vingtième, on lui interdisait les nouvelles acquisitions, et à ce propos on écrivait des livres, on interrogeait le droit naturel, le droit public, l'histoire : discussion de sinistre augure! C'était en 1749, et quarante ans plus tard la conclusion en fut tirée. Gênes en 1762, et successivement le duc de Modène, la petite république de Lucques, le duc de Parme, l'électeur de Bavière, Marie-Thérèse d'Autriche pour le Milanais, le roi de Portugal, établissaient ou renouvelaient la même interdiction. Tandis que le clergé, se prétendant simple dépositaire au nom de l'église, qui reçoit toujours et n'abandonne jamais, défendait comme choses sacrées tous ses droits, toutes ses exemptions, ses juridictions, ses propriétés, d'autre part, dans la chaleur du combat, le pouvoir civil le menaçait jusque dans son organisation intérieure. Ce lourd traité de Febronius, que Joseph II faisait enseigner dans ses écoles, était devenu comme l'arsenal d'une insurrection théologique contre Rome; il s'agissait déjà de rompre le lien qui rattache les églises nationales à leur centre. Joseph en Autriche, Léopold en Toscane, pénétraient jusque dans la sacristie, réglaient les cérémonies de la messe et corrigeaient le rituel, et déjà ces réformes, tournant au puéril et au ridicule, avaient provoqué des insurrections populaires et fait verser du sang, quand la révolution de France, prenant les choses de plus haut et dans un plus large embrassement, vint réconcilier les deux puissances adverses en les écrasant l'une contre l'autre. Ce fut seulement sur cette ruine que la lumière se fit, et malgré quelques nuages inévitables dans une atmosphère si vague et si mobile, l'organisation française des choses ecclésiastiques apparaît seule aujourd'hui comme un système approprié aux circonstances : tant les solutions simples sont difficiles à trouver, et tant il est vrai que la sagesse humaine, cherchant en vain à trier ses traditions et ne sachant ce qu'il en faut perdre ni ce qu'il faut en garder, n'y voit clair trop souvent qu'à la lueur de l'incendie qui les consume!

C'était pourtant un bel exemple qu'avaient donné aux gouvernemens contemporains ces princes de Lorraine transportés en Toscane. S'ils commirent des fautes, si François, trop occupé en Autriche, voyait les choses de trop loin et semblait manquer de résolution, si Léopold, les regardant de trop près, se laissait éblouir par des minuties et n'apercevait plus la limite qu'il faut garder, si enfin on peut supposer que, dans leurs entreprises sur la noblesse et sur le clergé, ils songeaient surtout à fortifier leur pouvoir et à concentrer dans leurs mains toute autorité politique et administrative, on ne

peut cependant méconnaître dans l'ensemble de leur conduite un amour désintéressé du mieux, un sentiment du devoir royal tel qu'on l'entendait alors, et un bon et volontaire accueil de cette portion d'idées utiles et bienfaisantes qui, au milieu d'une grande corruption, se faisaient pourtant jour de toutes parts au XVIIIe siècle. C'était d'ailleurs comme un penchant contracté et transmis dans leur famille depuis que le père de François, rétabli en Lorraine à la paix de Ryswick, mais dans une situation précaire et sans avoir seulement le droit de relever les remparts de sa capitale, s'était tourné tout entier au gouvernement paternel, aux progrès de l'instruction, des beaux-arts et de la richesse publique. On connaît le bel éloge qu'a fait Voltaire de ce prince, « l'un des moins grands souverains de l'Europe et celui qui a fait le plus de bien à son peuple, » qui trouva la Lorraine désolée et déserte, la repeupla et l'enrichit, qui releva la noblesse de la misère où la guerre l'avait réduite, et cherchait les talens « jusque dans les boutiques et les forêts pour les mettre au jour et les encourager, » et dont les excellentes qualités n'avaient pas peu servi à préparer à son fils le chemin du trône de l'empire.

Cet esprit, ce goût d'administration pacifique et d'activité intelligente, ils le portèrent en Toscane, où il produisit aussitôt des essais de réformes et d'améliorations dans tous les recoins de l'économie et de l'organisation publique. Et cependant ces cinquante années de travaux n'avaient produit aucun résultat complet. Les Médicis, pendant deux siècles de pouvoir absolu, avaient plongé la nation dans une si profonde torpeur, qu'elle opposait au bien qu'on voulait lui faire, non-seulement l'inertie, mais la résistance même. Ne serait-ce point parce que les réformes, même les plus justes, ne s'opèrent bien que quand la société les comprend, les approuve, en indique la mesure par son assentiment ou sa critique, en un mot quand elle y prend part, quand elle est consultée et constituée pour cette consultation? Sans doute, dans des circonstances extraordinaires, surtout après de grands périls, on voit quelquefois une main absolue saisir tous les pouvoirs et réaliser de grandes créations; mais cette main ne fait alors que dégager et exécuter des conceptions déjà débattues et éclaircies, elle ne fait que consolider les révolutions qu'elle termine, et c'est encore la pensée publique qui la conduit. Il n'en est plus ainsi lorsque, à la place de cette dictature temporaire, on voit à l'œuvre un pouvoir absolu de longue durée, qui, après avoir accoutumé la société au silence, à l'indifférence et à l'ignorance de ses propres intérêts et de sa propre situation, s'apprête à expérimenter quelque idée nouvelle sur cette masse inerte qui ne sent point son mal. La pensée de ce pouvoir n'est plus alors qu'une pensée individuelle; il marche seul avec elle; mille entraves invisibles l'arrêtent à chaque instant; il dévie ou il outre-passe, il n'est ni appuyé ni suivi, et quelque jour,

marchant toujours seul dans les ténèbres de son omniscience, il pose le pied là où il y a un abîme.

Où en est aujourd'hui la Toscane? Après avoir, pendant un siècle, fait les expériences les plus contraires par la précipitation et par des lenteurs funestes, par des élans irréfléchis et par d'impuissans efforts pour rebrousser chemin contre le courant, saura t-elle saisir le moment propice pour fonder enfin ce concours régulier et ce travail commun du gouvernement et de la nation, dont l'absence laisse un si grand vide et crée de si grands dangers? Jamais l'occasion ne fut si favorable ni si pressante. D'un côté, les rêves extravagans se sont évanouis dans leur propre fumée; de l'autre, l'impossibilité de saisir un point fixe dans le passé, de résister à un torrent que les obstacles ne font qu'élargir, n'est pas moins évidente. Ce ne sont plus seulement les peuples qui crient à l'Italie de marcher : les gouvernemens eux-mêmes, et les plus resserrés dans le principe d'autorité, la pressent d'instances et même de menaces, tant il paraît urgent de coordonner pendant le calme des institutions assez solides pour supporter les orages de l'avenir, et de chercher la stabilité même dans le mouvement commun qui emporte le monde. Or, il ne faut pas s'y tromper, au fond de ces réformes plus ou moins restreintes que l'Europe exige, il y a le principe de la liberté de la pensée humaine, qui en est l'âme, et qui ne se laissera pas éluder. Cette liberté, qui n'est que le besoin des convictions sincères, n'est plus seulement dans le désir des hommes éclairés; elle est un fait déjà victorieux, présent partout, même dans le silence imposé aux peuples; il faut la reconnaître et la régler au grand jour, si mieux on n'aime la voir éclater en désordres par des éruptions souterraines. Jusqu'à ce moment, elle s'emparera, pour s'en faire des armes nouvelles, de toutes les concessions accordées d'une main défiante et avare; sûre d'elle-même, à chaque pas qu'on fera vers elle de mauvaise grâce, elle se sentira plus forte, et sa puissance de fascination redoublera. Autant donc il est nécessaire de bien voir le but où l'on est entraîné, autant il est nécessaire d'y marcher résolûment et de bonne foi. Espérons que le gouvernement de la Toscane, animé des bons instincts des règnes précédens, instruit par leurs erreurs, saura y puiser en même temps la force et la mesure, et rehausser au niveau que son histoire lui assigne ce peuple si riche en intelligence, et qui peut si bien encore, sans agrandir son territoire, conquérir le genre de grandeur qui fut propre à ses pères : *Magna parens frugum, Saturnia tellus, — Magna virûm !*

LOUIS BINAUT.

D'UN NOUVEL IMPOT

SUR LES

VALEURS MOBILIÈRES

I. — DE L'IMPÔT DIRECT SUR LES DIVIDENDES DES ACTIONS INDUSTRIELLES.

Au premier aspect, rien ne paraît plus juste et plus simple que d'imposer les valeurs mobilières, et l'on entend souvent répéter cette phrase : « Pourquoi un homme qui place 100,000 francs en valeurs mobilières, et en retire un revenu assez considérable, ne paie-t-il aucun impôt, tandis que celui qui place une somme semblable en propriété immobilière, dont il n'obtient qu'un produit net assez minime, est obligé de supporter des impôts de plusieurs sortes? »

Mais, lorsqu'on examine avec soin cette prétendue anomalie, on est amené à reconnaître qu'elle est bien moins réelle qu'on ne l'avait imaginé, et que l'imposition nouvelle à laquelle on voudrait soumettre les valeurs mobilières est beaucoup moins juste et beaucoup moins simple à établir qu'on ne l'avait cru d'abord.

En effet, si l'on y regarde de près, on voit que, sauf quelques exceptions (1), les valeurs qu'on appelle *mobilières* ne sont, si nous pouvons nous exprimer ainsi, que de *petites coupures* d'actes de propriétés, propriétés qui, comme toutes les autres, paient leur part d'impôt, et qui ne sont même pas toutes industrielles.

(1) Les valeurs des entreprises financières, sous quelque dénomination qu'elles soient organisées.

Ainsi, pour prendre un exemple qui rende notre pensée plus saisissable, qu'est-ce qu'une action d'une société organisée pour l'exploitation d'une mine?

Évidemment, c'est un titre qui constitue le porteur de cette action propriétaire d'une part aliquote de la *propriété indivisible* de la mine. Or les mines, qu'elles soient exploitées par des sociétés ou par de grands propriétaires, sont soumises, par la loi du 21 avril 1810, à deux sortes d'impôts : une *redevance fixe*, et une *redevance proportionnelle au produit de la mine*. Si donc on établit un impôt quelconque sur le *dividende* de l'action, c'est-à-dire sur le produit net, c'est un *troisième* impôt qu'on fait peser sur la mine de la société, et dont ne sera pas chargée la mine d'un propriétaire particulier qui, dans le même bassin, quelquefois en concurrence, possédera à lui seul une concession : de sorte que ce troisième impôt sera établi contre ce qui doit être le plus encouragé, contre ce qui seul, avec la division de nos fortunes, a produit les grands progrès de notre industrie, contre l'*association des petits capitaux*, tandis que la grande propriété s'en trouvera affranchie!

Ce que nous disons d'une société formée pour l'exploitation d'une mine n'est pas moins vrai pour les sociétés de desséchement de marais, d'exploitation de certains immeubles, de forges, de manufactures, d'entreprises maritimes, enfin pour *toutes les sociétés industrielles*.

A côté d'un propriétaire de hauts-fourneaux, d'un manufacturier, d'un armateur, qui ne seront soumis qu'aux impôts directs ou indirects qui peuvent aujourd'hui grever leur industrie, l'*association* qui exercera précisément la même industrie sera grevée d'un *impôt* de plus, par cela seul que ce sera une *association*. Cet impôt, prélevé *directement sur le dividende*, sera, quoi qu'on puisse dire, un impôt sur le revenu; mais, moins équitable que celui que l'Angleterre supporte si impatiemment, au lieu d'*être général* et de frapper tous les revenus, il n'atteindra que les revenus des *associations*.

On voit déjà ce qu'a de peu fondé cette phrase si souvent répétée dans le monde : « Pourquoi les actions des entreprises industrielles ne sont-elles pas imposées? » La réponse est facile : « C'est parce que ce ne sont que des titres de propriété d'industries, lesquelles paient déjà leur part d'impôt à l'état. » Et, quant à la différence de produit entre les valeurs mobilières et les valeurs immobilières, elle vient uniquement de la différence des risques à courir par les possesseurs, car, pour les entreprises comme pour les états, l'élévation du taux de l'intérêt d'un capital engagé est toujours en raison des risques que ce capital croit avoir à supporter.

Maintenant, si l'on envisage spécialement les grandes entreprises

dont les succès et la prospérité ont certainement fait soulever la question d'impôt qui nous occupe, on se heurte, il faut bien le dire, non plus seulement contre une question d'équité, mais aussi, ce qui est encore plus grave, contre une question de loyauté dans l'exécution d'un contrat.

Qu'est-ce en effet qu'un acte de concession d'un chemin de fer? C'est un contrat synallagmatique dans lequel l'état d'un côté, une compagnie de l'autre, stipulent qu'un grand travail d'utilité publique sera exécuté par la compagnie à ses risques et périls, et que, en paiement du prix de ce travail, l'état lui abandonne pour un temps déterminé la perception d'un tarif établi sur la nouvelle voie de communication qu'elle doit créer et exploiter.

La perception du tarif est donc bien le prix du travail exécuté, ou, si l'on veut, un mode de remboursement d'un capital avancé à l'état. Cela est si vrai, que si, en France comme en Belgique, l'état avait voulu construire et exploiter lui-même les chemins de fer, il aurait dû, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en *solder le prix* aux entrepreneurs et aux ouvriers, et pour cela il lui aurait fallu, sans aucun doute, contracter des emprunts. Enfin, pour l'exploitation, il aurait eu chaque jour à payer les frais d'un nombreux personnel et d'un immense matériel.

C'est pour s'exonérer de toutes ces dépenses que l'état a concédé à des compagnies la perception des tarifs établis par lui, et bien souvent, les produits de cette perception n'ayant point paru devoir être suffisans pour qu'elles pussent rentrer, pendant la durée de leur concession, dans leur capital avec des intérêts convenables, l'état y a joint des *subventions en argent.*

Le dividende des actions créées par la compagnie n'est que le *produit net* de la perception du tarif concédé, déduction faite des frais de toute sorte. Or n'est-il pas évident qu'en établissant un impôt *sur ce dividende*, l'état fait la même chose que s'il enlevait ou une partie du tarif, ou une *partie des subventions* qu'il a lui-même accordées à cause de l'insuffisance présumée des produits du tarif, c'est-à-dire une partie *du prix du travail exécuté,* une partie du *capital avancé?*

Il y a des compagnies dont la subvention a été divisée en annuités à longs termes. Il y en a (les paquebots de la Méditerranée par exemple) dont la subvention va décroissant chaque année. Il pourrait arriver que l'impôt égalât la subvention, et qu'ainsi l'état reprît d'une main ce qu'il donnerait de l'autre. Il faut donc l'avouer, l'établissement d'un impôt sur le dividende, ou, en d'autres termes, *un partage des produits avec l'état* en dehors des cas stipulés par les cahiers des charges est une altération profonde du contrat de con-

cession. Et cela a d'autant plus d'importance que tous les actes de concession stipulent en faveur de l'état la faculté de rachat des chemins de fer, et que le *prix* de ce rachat doit être calculé sur le *montant du produit net*, c'est-à-dire du dividende, de telle sorte que l'impôt sur le dividende viendrait exonérer l'état d'une partie du montant du prix de rachat dont lui-même a déterminé la base.

Enfin on peut se demander pourquoi le prêteur de l'état, qui a mis ses capitaux en travaux, pour lesquels même il a eu des chances à courir, aurait à supporter une retenue dont serait affranchi le prêteur qui a placé ses capitaux en rentes inscrites au grand livre de la dette publique. Évidemment il y aurait dans tout cela quelque chose de contraire à la loyauté que l'état (qui doit être le plus honnête homme de France, comme disait le baron Louis) est tenu de mettre dans toutes ses transactions. L'état ne peut donc pas établir un impôt sur le dividende des compagnies qu'il a organisées par des actes de concession, sans porter atteinte à ces actes mêmes.

Ici l'on rencontre une objection qui se présente au nom d'un principe exact, nous le reconnaissons, mais dont on fait une fausse application : « L'état, dit-on, n'abdique jamais son droit de souveraineté; l'établissement d'un impôt est un acte de souveraineté qui ne peut être subordonné même au contrat que lui-même a passé. » Oui, sans doute, cela est vrai, mais à une condition : c'est que l'acte de souveraineté soit *général*.

Ainsi qu'un nouveau système d'impôt remplace celui que nous devons à la sagesse de nos pères, que l'impôt *sur le revenu*, que pour notre part nous repoussons, soit établi en France, l'impôt frappant alors tous les revenus, quelles qu'en soient les sources, il est évident que les revenus provenant des diverses concessions consenties par l'état seront et devront être atteints comme tous les autres revenus, comme les revenus de la rente inscrite sur le grand livre de la dette publique (1). L'acte de souveraineté, dans ce cas, s'étend à tout et à tous; il frappe également dans sa généralité toutes les valeurs, et n'en rompt pas l'équilibre; enfin il n'a pas pour but, ou au moins pour conséquence spéciale, d'atteindre ce qui a fait précisément l'objet de contrats passés entre l'état et des particuliers.

Mais au lieu d'un impôt général sur tous les revenus, si l'on venait, comme il s'est trouvé aussi des voix dans les chambres pour le réclamer, établir uniquement un impôt sur la rente, n'est-il pas manifeste que l'acte, n'atteignant plus qu'une espèce de revenus, qu'une espèce de valeurs qui précisément a fait l'objet d'une con-

(1) En Angleterre, l'impôt sur le revenu frappe tous les revenus sans exception, la rente comme les valeurs industrielles, les produits d'une profession libérale comme ceux de la terre.

vention, perdrait son caractère de généralité, et descendrait au niveau d'une violation de contrat?

Ces principes, nous sommes heureux de le proclamer, le gouvernement en a fait dans deux circonstances une application éclatante. Lors de la réduction du 5 pour 100, il n'a pas proposé de mettre un impôt sur la rente, il a offert le remboursement, et ainsi respecté le contrat.

Lors de l'établissement du droit du dixième sur le prix des places des voyageurs, l'impôt a été établi en dehors du tarif; on a encore respecté le contrat.

Mais sans nous étendre davantage sur ces considérations, qui nous entraîneraient au-delà des limites que nous nous sommes tracées, nous ne dirons plus, pour ce qui concerne les compagnies de chemins de fer, qu'une chose qu'on paraît souvent ignorer : c'est qu'elles paient déjà à l'état, soit en vertu de lois générales, soit en exécution des clauses de leurs cahiers des charges, une part d'impôt fort considérable. Nous avons voulu nous rendre compte de ces charges pour une entreprise qui nous était particulièrement connue, et voici ce que nous avons trouvé pour la compagnie de l'Ouest en 1856 :

En vertu de lois générales :			
Impôt foncier, mobilier et des patentes		189,575 fr.	1,934,150 fr.
Droit de licence		12,000	
Timbre des actions et obligations		261,575	
Impôt du 10e	2,496,000 fr.		
Perçu sur le public	1,024,000		
Perçu sur les actionnaires (1)	1,472,000 fr.	1,472,000	
		1,934,150	
En exécution du cahier des charges et payé en argent :			
Télégraphie, personnel		13,000 fr.	117,382
Frais de surveillance et de police		104,382	
		117,382 fr.	
Total en argent			2,051,532 fr.
En services rendus :			
Réduction du prix des places pour les militaires et marins		1,700,000 fr.	1,953,000
Poste		253,000	
		1,953,000	
Total général			4,004,532 fr.

(1) Bien que la loi ait permis d'ajouter au prix des places et du trafic de la grande vitesse le montant de l'impôt *du dixième,* il se présente beaucoup de circonstances dans lesquelles on ne saurait augmenter le prix du tarif perçu sans porter une grande perturbation dans la circulation et sans diminuer le trafic. C'est pourquoi la compagnie

Ainsi, dans une année pendant laquelle les actionnaires auront touché 12 millions, l'état, soit en argent, soit en services rendus qu'il lui aurait fallu payer, aura touché 4 millions, c'est-à-dire *le quart* de tout le produit net. En d'autres termes, il aura eu pour sa part 13 fr. 33 cent. par chaque action, tandis que l'actionnaire aura touché 40 fr. Et si l'on ajoute 1,024,000 fr. payés par les voyageurs et le trafic de grande vitesse, l'état aura retiré de cette grande

entreprise.	3,075,532 fr.	en argent,
et.	1,953,000 fr.	en services rendus.
Total.	5,028,532 fr.	

On voit tout ce qu'il y a d'erroné dans cette pensée, que les entreprises de chemins de fer ne sont soumises à aucune sorte d'impôts. Elles en supportent au contraire de considérables; seulement, comme ces impôts sont nécessairement prélevés avant la distribution des dividendes, les hommes qui n'examinent pas sérieusement les choses s'imaginent que les capitaux engagés dans ces entreprises ne paient pas leur part de tribut. C'est absolument comme si l'on disait à un propriétaire qu'on verrait toucher le prix d'un fermage qu'il n'a aucune charge à supporter, parce que ce fermage arrive dans ses mains déduction faite de tout ce qui a grevé la terre et l'agriculture.

Enfin, et nous terminerons sur ce point par cette considération : l'*impôt direct* sur une valeur, sur une propriété quelconque, a pour effet immédiat d'enlever au possesseur de cette propriété, au moment de l'établissement de l'impôt, une partie du capital, laquelle est exactement le montant du chiffre même de l'impôt capitalisé d'après le taux de l'intérêt du placement. Et c'est pour cela que les lois d'*impôts directs* doivent être en quelque sorte *immuables* et dans la répartition et dans le chiffre.

Ainsi, sur une action dont le dividende donnera par exemple 50 francs et qui sera cotée à la Bourse à 5 pour 100, 1,000 francs, établir un impôt d'un dixième, c'est-à-dire de 5 francs, c'est absolument comme si l'on enlevait le dixième du capital, autrement dit 100 francs, au porteur de l'action au moment de l'établissement de l'impôt. L'impôt en effet n'ayant pas évidemment pour conséquence de faire baisser le taux de l'intérêt, et 5 pour 100 étant dans l'exemple choisi l'intérêt qu'exigent les capitaux pour entrer dans l'entreprise, il en résulte que les acquéreurs qui viendront après l'établissement de l'impôt ne donneront plus de l'action que 900 francs, au

de l'Ouest a eu à supporter une part si considérable dans cet impôt. C'est ainsi, quoi qu'on en dise, que les impôts de consommation atteignent toujours plus ou moins la production, les prix résultant de la liberté du marché. Or pour les banlieues surtout les chemins de fer eux-mêmes sont soumis à cette règle.

lieu de 1,000 francs : ils n'auront en réalité rien à supporter, puisque le prix de l'achat sera diminué, comme on voit, du montant de l'impôt capitalisé d'après le taux de l'intérêt du placement. En établissant aujourd'hui un impôt direct sur le dividende des valeurs industrielles, on diminue donc à l'instant la valeur des capitaux engagés dans les grandes entreprises, c'est-à-dire des capitaux qui ont eu confiance dans la fortune de la France (1), tandis qu'on n'atteint pas ces capitaux flottans et de spéculation qui ne sont pas fixés, ni les capitaux qui pourront entrer plus tard dans nos affaires.

Pour nous résumer sur cette première question d'un impôt direct *sur les dividendes* des actions industrielles, nous dirons :

Que c'est après tout un *impôt sur le revenu*, seulement inéquitablement établi, puisqu'il ne frappe que sur les *associations de capitaux*, sans atteindre les industries semblables à celles exploitées par les associations : c'est donc en définitive un impôt contre l'association;

Que pour les grandes entreprises qui existent en vertu d'*actes de concession*, c'est-à-dire de contrats passés entre l'état et des particuliers, l'*impôt direct* sur le dividende a de plus l'immense inconvénient d'être une diminution du prix stipulé, et ainsi une profonde altération du contrat, sans le consentement d'une des parties;

Enfin que l'impôt direct a pour conséquence immédiate d'opérer une dépréciation considérable dans la valeur du capital engagé aujourd'hui dans les entreprises industrielles, et cela au grand détriment de la fortune publique.

II. — DU DROIT DE MUTATION.

Si l'impôt direct sur le dividende des valeurs mobilières est contraire au principe d'égalité; si, pour les sociétés formées par suite d'actes de concession, il est de plus une profonde altération du contrat; s'il est dangereux pour la fortune publique, n'est-ce pas au contraire rentrer dans l'application d'un principe général de nos lois d'impôt que de soumettre ces valeurs, quelle qu'en puisse être la forme, à un droit de mutation? Nous répondrons, sans hésiter, que l'établissement d'un droit de mutation est à nos yeux parfaitement légal, qu'il ne blesse pas les principes au nom desquels nous

(1) Si l'on suppose que l'impôt produise 30 millions, c'est une dépréciation immédiate de 600 millions dans les valeurs industrielles qui circulent, c'est-à-dire dans le capital industriel du pays, sans compter même la dépréciation résultant des craintes d'un accroissement ultérieur d'impôts.

avons repoussé l'*impôt direct* sur les dividendes. La seule question ici est dans les avantages ou les inconvéniens qui peuvent résulter de l'*augmentation* de ce droit, c'est simplement une question de conduite.

Nous disons : « de l'augmentation de ce droit, » car cet impôt de mutation sur les valeurs mobilières, dont on paraît ignorer l'existence, subsiste depuis fort longtemps; il est perçu tous les jours, et dans quelques cas il atteint un maximum qu'on ne saurait dépasser. Ainsi, par la loi du 15 mai 1850, « les *mutations par décès* et les *transmissions entre vifs*, à titre gratuit, d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique sont soumises aux droits établis pour les successions ou donations. Il en est de même des mutations par décès de fonds publics et d'actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances étrangers dépendant d'une succession régie par la loi française, et des transmissions entre vifs *à titre gratuit* de ces mêmes valeurs au profit d'un Français. » Enfin, d'après les dispositions de l'article 10, « les *transmissions* de *biens meubles* à titre gratuit entre vifs et celles qui s'effectuent par décès sont assujetties aux diverses quotités de droits établis pour les *transmissions d'immeubles* de la même espèce. »

On le voit, pour toutes les mutations qui s'opèrent par suite de *donation* ou de *décès*, il y a une assimilation complète entre les *valeurs mobilières* et les *valeurs immobilières;* mais en dehors de ces deux espèces de mutations qu'il atteignait, le législateur de 1850 certes n'ignorait pas qu'il existait une quantité innombrable de transmissions de valeurs mobilières, dont quelques-unes avaient à supporter le droit de mutation établi par les art. 4 et 69 de la loi du 22 frimaire an VII, mais dont un grand nombre, par leur forme même, échappait à ce droit. Ces valeurs, il ne les a pas laissées passer inaperçues, il les a toutes soumises à un impôt dont nous examinerons tout à l'heure le caractère, et par la loi du 5 juin 1850 (article 14) il a disposé « que chaque titre ou certificat d'action dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1er janvier 1851, sera assujetti au timbre proportionnel de 50 centimes pour 100 francs du capital nominal pour les sociétés dont la durée n'excédera pas dix ans, et de 1 pour 100 pour celles dont la durée dépassera dix années. » L'avance en doit être faite par les compagnies, auxquelles l'article 22 réserve la faculté de s'affranchir de l'obligation imposée par l'article 14, en contractant avec l'état un *abonnement* pour toute la durée de la société. Et l'article 15 stipule (ceci mérite d'être remarqué) « qu'au moyen du droit établi par

l'article 14, les cessions de titre ou de certificat d'actions seront exemptes de tout droit, de toute formalité d'enregistrement. » En réalité donc, pour les mutations facultatives de chaque jour, la loi considère les valeurs mobilières comme des effets de commerce.

Ainsi s'agit-il de mutation par donation entre vifs, ou par suite de décès, il y a *assimilation complète* entre les *valeurs mobilières* et les *valeurs immobilières*, l'impôt est le même; mais est-il question de ce mouvement incessant de transmissions facultatives, il y a au contraire *assimilation complète* entre les *valeurs mobilières*, quel qu'en soit l'objet, et les *effets de commerce*.

Pourquoi cette différence? La raison en est simple, c'est que dans le premier cas l'impôt, il faut bien le reconnaître, n'arrête pas l'acte de transmission, car l'acte est *nécessaire* par la volonté du donateur pour assurer la propriété au donataire, ou par la volonté inflexible de la nature, qui désigne le jour de l'ouverture des successions. L'acte ne saurait donc *échapper* à la loi, qui a pu sans inconvénient s'en saisir. D'un autre côté, la valeur mobilière ne peut pas se dérober dans ces deux circonstances; elle n'aurait aucun avantage à fuir à l'étranger, car, sous quelque forme qu'elle existât, elle serait toujours obligée de se soumettre, puisque toujours on la retrouverait ou dans la donation, ou dans la succession. Enfin, perçu au jour de la donation ou de l'ouverture de la succession, l'impôt par ce fait individuel, si nous pouvons ainsi dire, n'altère pas le taux de la valeur tel qu'il est fixé par le marché, et dès-lors ne fait subir aucune dépréciation aux capitaux engagés dans les valeurs semblables.

Dans le second cas, au contraire, l'impôt serait une entrave apportée au mouvement incessant de transmission qui, pour les valeurs mobilières, est un des élémens nécessaires de prospérité, presque de vie. Pour éviter cette entrave, les capitaux pourraient abandonner le marché où ils la rencontreraient. Enfin, quel que fût le mode de perception, l'impôt, qui frapperait les transactions de chaque jour, amènerait évidemment une diminution dans le taux des valeurs du pays, c'est-à-dire dans la fortune publique. C'est pour cela que le législateur de 1850, qui n'avait pas craint d'assimiler les *valeurs mobilières* aux *valeurs immobilières*, lorsqu'il s'agissait d'acquitter les droits de donation et de succession, n'a pas hésité non plus à ne considérer ces mêmes *valeurs mobilières* que comme *des effets de commerce* pour les transactions de tous les jours, et, dans un grand intérêt public, il s'est borné à leur imposer un simple timbre, en quelque sorte comme un droit de circulation après le paiement duquel elles ont toute liberté.

A-t-il bien fait? Oui, s'il est vrai que la richesse mobilière s'augmente par la facilité de la transmission des valeurs qu'elle crée, s'il

est vrai qu'un impôt de mutation soit une entrave à cette facilité de transmission, enfin s'il est vrai que les capitaux se porteraient de préférence sur les valeurs et sur les marchés où ils ne rencontreraient pas cette entrave.

Que la richesse mobilière s'accroisse, se multiplie en quelque sorte par la rapidité de la transmission de ses valeurs, voilà, croyons-nous, ce qui n'a pas besoin d'être démontré. Pour ne pas le reconnaître, il faudrait n'avoir jamais regardé ce qui se passe tous les jours sur une place quelconque. Sans aucun doute, les actions des entreprises industrielles sont, comme nous l'avons dit, de véritables coupures de titres de propriété; mais aussi, grâce précisément à la facilité de leur transmission, elles participent de la nature des valeurs commerciales. En effet, lorsque des valeurs industrielles sont toujours négociables sur un grand marché, bien qu'à des taux essentiellement variables, elles sont dans une certaine mesure comme des capitaux disponibles, tant la réalisation en devient aisée. Supposez au contraire que ces valeurs soient d'une négociation difficile, — le produit restant le même, augmentant si l'on veut, — à l'instant elles sont dépouillées d'une partie de leur caractère, ce ne sont plus que des titres de propriété immobilisés en quelque sorte; elles ne peuvent plus faire l'office de capitaux disponibles, et perdent dès-lors une partie de leur puissance productive.

Or qu'on examine ce qui a lieu, surtout dans les momens d'abondance, de confiance. Combien d'entreprises se créent chaque jour, naissent pour ainsi dire du mouvement incessant des valeurs mobilières, par cela seul que chaque jour on peut acheter, vendre les titres de ces valeurs presque avec la même facilité que l'on va échanger un billet de banque contre du numéraire, par cela seul qu'au moyen de ventes et de rachats à terme on peut emprunter sur un titre, par cela seul que le capital y trouve pour un temps, si court que ce soit, un emploi avant de se fixer!

Eh bien! qu'on supprime tout cela, ou seulement qu'on y mette une entrave, et l'on verra bientôt : d'abord notre marché (qui devenait le premier du monde) peu à peu délaissé par les capitaux disponibles, qui trouvaient dans ces opérations de chaque jour des bénéfices suffisans, en attendant qu'ils se décidassent à entrer dans quelques entreprises; puis ces entreprises se formant plus rarement, plus difficilement en présence des craintes que nous avons signalées et des difficultés de réalisation des capitaux lorsqu'ils y seront une fois engagés; enfin le prix des capitaux augmentant et le change tournant contre nous.

Voilà ce que la théorie et le raisonnement pouvaient indiquer au législateur de 1850, mais aussi ce que *sa propre expérience* lui en-

seignait dans une certaine mesure. En effet, la commission chargée d'examiner précisément la loi du 5 juin avait proposé diverses dispositions qui soumettaient au droit de *timbre proportionnel* de *un centime* par *chaque franc* de rente *le transfert* des rentes nominatives sur le grand-livre de la dette publique et le renouvellement des titres de rentes au porteur, titres qui ne devaient être accompagnés de coupons que pour cinq années.

Dans une discussion qui lui fait honneur, M. A. Fould, ministre des finances, avait dit que ces dispositions allaient encourager les capitalistes, qui connaissaient la valeur relative des placemens, à sortir des fonds français pour rechercher les valeurs étrangères; mais malgré ses efforts les propositions de la commission avaient été votées par l'assemblée législative. Heureusement les résolutions de l'assemblée, avant d'être converties en lois, devaient subir l'épreuve d'une *troisième lecture*. Lors de cette dernière délibération, le ministre revint, apportant le tableau du cours des différentes valeurs depuis le vote de l'assemblée. Il montra que, tandis que les rentes françaises avaient baissé, les fonds étrangers, non-seulement les fonds anglais, mais les fonds russes, espagnols, etc., avaient gagné tout ce que les nôtres avaient perdu; il fit également voir que le *change* avait augmenté contre notre place, enfin que les demandes de conversion de titres nominatifs en titres au porteur, afin d'échapper à ces droits répétés de mutation, s'étaient présentées dans une proportion infiniment plus considérable que jamais.

Cette fois les propositions de la commission furent rejetées.

Ainsi, dans l'espace de quelques semaines, le simple vote d'une mesure qui n'était pas encore devenue loi, une simple menace avait déjà produit de désastreux effets. C'est que rien au monde n'est aussi mobile, aussi fluide, si l'on peut ainsi dire, que le capital; tout obstacle qu'il rencontre sur son chemin le fait bientôt changer de route. Or, si l'on ne peut nier qu'un impôt de mutation sur les valeurs industrielles serait une entrave à cette libre circulation, qu'on a tant d'intérêt à conserver, on ne saurait méconnaître non plus les fâcheuses conséquences de cette entrave. C'est ce que la loi de 1850 a compris, et c'est pourquoi elle a voulu considérer ces valeurs mobilières, tant qu'elles restent pour ainsi dire sur le marché, comme des valeurs commerciales, comme des effets de commerce.

Mais cet impôt de mutation, sur quelles valeurs serait-il établi? frapperait-il tout ce qu'on nomme valeurs mobilières? Alors ce serait les transactions du commerce tout entier qu'on atteindrait, et évidemment il n'en peut être question. On veut, dit-on, principalement s'adresser aux valeurs des grandes entreprises industrielles, sans toucher à la rente sur l'état. Pourquoi cette différence entre la

rente et les autres valeurs mobilières, les valeurs surtout qui sont créées, comme nous l'avons dit, en représentation de prêts véritables faits à l'état en vertu de ses propres contrats?

Si l'on ne consent pas à mettre cet impôt de mutation sur la rente, c'est sans aucun doute par crainte de porter atteinte au crédit de l'état. On n'ignore pas que le jour où il faudrait faire appel au public pour quelque emprunt, cet impôt viendrait peser d'un poids qui ferait fléchir le montant du capital obtenu par la négociation.

Mais est-ce que par hasard l'industrie en a fini avec le crédit? est-ce qu'elles ont terminé leur œuvre, ces grandes entreprises auxquelles l'état a confié l'exécution d'immenses travaux? est-ce qu'elles n'ont plus d'emprunts à contracter? est-ce qu'après tout ce n'est pas au profit, au nom presque de l'état qu'elles agissent? Ne sont elles pas en quelque sorte ses instrumens? Et n'est-il pas vrai qu'atteintes dans leur crédit, n'obtenant que des capitaux moindres pour la *même somme de produits bruts*, elles n'exécuteront qu'une moindre somme de travaux, et seront dans l'impuissance de se charger de ces artères secondaires qui auraient un jour vivifié les parties les plus reculées du territoire? C'est la propriété immobilière dont la valeur est doublée, décuplée quelquefois par ces nouvelles voies de communication, qui aura le plus à souffrir, et paiera en définitive d'un prix énorme le préjugé qui la pousse trop souvent à se plaindre de l'accroissement de la richesse mobilière, comme si elle n'était pas la première à en recueillir les fruits.

N'est-ce pas d'ailleurs une chose assez singulière que ce soit précisément à une époque où la propriété territoriale se plaint de son *immobilisation*, où, par des moyens dont quelques-uns sont à nos yeux contraires à sa nature même, elle cherche, comme on dit, à se mobiliser, à faire des lettres de gages pour lesquelles elle rêve d'incessantes transmissions, à une époque où elle demande aux capitaux disponibles la formation de crédits fonciers, l'émission d'obligations à intérêt minime, d'annuités à longs termes, n'est-ce pas une chose singulière qu'on veuille en même temps mettre une entrave à la transmission de ces valeurs dont on réclame la création, et qui seules pourraient produire du moins une partie de ce qu'on souhaite? La propriété immobilière n'a, selon nous, que deux choses à désirer : d'abord, c'est que les grands travaux publics qui doivent accroître sa prospérité dans une si magnifique proportion se poursuivent avec activité, et rencontrent chaque jour de nouvelles facilités d'exécution ; ensuite que, par l'augmentation de la richesse mobilière, le taux de l'intérêt des capitaux diminue et fasse refluer vers l'agriculture tous les bienfaits du crédit.

Tout ce qui peut porter atteinte à ces deux faits est un malheur

pour la propriété immobilière, elle serait insensée de ne pas le voir.

Mais à supposer qu'on veuille établir un impôt de mutation sur les valeurs industrielles, comment serait-il perçu? Ici on rencontre dans la pratique bien des difficultés. La perception s'établirait-elle sur le montant des bordereaux des agens de change? Il y aurait évidemment là quelque chose d'inquisitorial, et qui pourtant laisserait échapper une immense quantité de transactions. Serait-ce par un droit établi sur une moyenne de mutations présumées, droit que les compagnies *seraient tenues* de racheter par *abonnement*, pour que leurs valeurs fussent admises à *la cote* du marché français? Alors ce serait, sous un nom déguisé, un véritable *impôt direct* sur le dividende. Cette disposition serait encore pour certaines compagnies en contradiction formelle avec l'esprit du contrat qu'elles ont passé avec l'état, en contradiction même avec le texte qui prévoit le cas de négociation de leurs valeurs. Il n'est pas en effet une seule de ces entreprises qui ait pu concevoir que, lorsque l'état l'autorisait à créer des actions, des obligations, c'est-à-dire à faire appel au crédit pour réunir les capitaux nécessaires à l'exécution des travaux qui lui étaient confiés, il pourrait lui être interdit un jour de faire coter la valeur de ses titres sur le marché français, en d'autres termes qu'il pourrait lui être interdit de s'adresser au crédit.

L'abonnement serait donc facultatif? Mais alors il serait évidemment refusé par les assemblées générales des actionnaires, et cela pour deux raisons :

La première, c'est que ces assemblées sont principalement composées d'actionnaires qui ont, dans une certaine mesure, engagé leurs capitaux à titre de placement, et ils ne consentiraient pas facilement à prélever sur le dividende des actions, c'est-à-dire sur leur revenu, le prix de mutations profitables surtout à la spéculation, à la *création* de nouvelles entreprises;

La seconde, c'est que ce prix ne serait pas seulement celui du droit de mutation des actions, mais encore devrait comprendre le prix du droit de mutation des obligations.

Ainsi, dans l'état actuel des choses, quant à l'impôt du timbre, quoiqu'il paraisse faible sur chaque titre, comme les compagnies doivent à leurs prêteurs le paiement intégral de l'intérêt du prêt, cet impôt grève en définitive *uniquement* les actions, qui sont obligées de l'acquitter et pour elles-mêmes et pour les obligations, et de la sorte supportent une charge assez lourde. On a vu que pour la compagnie de l'Ouest, qui a *trois cent mille actions*, cet impôt monte déjà aujourd'hui à 261,000 fr., et il doit encore augmenter, puisque, pour l'exécution des nouveaux travaux qui lui restent à exécuter, la compagnie aura de nouveaux emprunts à contracter.

L'abonnement serait donc refusé, et l'on retomberait alors dans le mode de perception des droits sur les bordereaux des agens de change, chose possible à la rigueur, mais qui aurait le double inconvénient d'augmenter encore le nombre déjà si grand des affaires qui se traitent en dehors du *parquet*, et de ne pas atteindre les opérations les plus importantes.

Comment en effet l'impôt pourrait-il être prélevé sur ces mutations qui s'opèrent chaque jour, même sans déplacement de titres, chez tous les grands banquiers auxquels des cliens donnent l'ordre de vendre certaines valeurs que précisément d'autres cliens leur donnent l'ordre d'acheter? C'est le *cours moyen* qui règle le prix de la transaction, tout se borne dans ce cas à des écritures. Pour saisir ces actes, il faudrait donc compulser les registres ou attendre que chaque maison de banque vînt apporter son tribut et déclarer ce qu'elle a fait en ce genre.

Les transmissions de titres de la main à la main passeraient aussi hors de la portée de la loi.

Enfin il est facile de prévoir que les grands capitalistes (et les hommes spéciaux l'ont déjà indiqué) sauraient transporter, tout en restant à Paris, la réalisation de leurs opérations sur une autre place; les *cours de compensation*, comme on les appelle, seraient déterminés pour nos valeurs par notre marché, mais le mouvement de transmission se ferait ailleurs, et échapperait ainsi à l'impôt. Ce ne seraient que les petits capitaux qui le supporteraient, et le produit en serait sans doute bien faible.

On est donc toujours placé, quand on veut saisir ces actes de transmission quotidienne de valeurs mobilières, de valeurs au porteur, entre ces deux écueils, ou de ne rien faire de bien sérieux, et qui vaille d'être fait, ou de faire quelque chose qui arrête ou ralentisse le mouvement, entrave le développement de la puissance industrielle, et en définitive tourne au détriment de la fortune publique et du marché français.

« Les capitaux, avons-nous plus d'une fois entendu dire, ont trop de disposition aujourd'hui à se jeter dans les entreprises étrangères; il serait préférable pour notre pays de les voir dépensés dans tous les grands et nombreux travaux qui nous restent encore à faire. » Croit-on donc les retenir par les moyens que nous discutons? Nous qui ne partageons pas toutes les craintes qu'inspire ce mouvement de création d'entreprises étrangères dont le siége est à Paris, qui nous rappelons ce que l'Angleterre a su retirer de profit pour nous avoir aidés (1), et qui ne saurions vouloir de cette muraille de la

(1) S'il est un fait incontestable, c'est que les valeurs représentatives d'entreprises

Chine que quelques braves gens seraient presque tentés de nous proposer, nous éprouvons pourtant ce vif désir de voir d'abord employer sur notre sol toutes les forces productives de notre pays, et c'est pour cela aussi que nous redoutons tout ce qui peut leur être une entrave, tout ce qui peut gêner cette incessante transmission de la richesse mobilière qui semble s'accroître en raison de son mouvement, tout ce qui peut lui enlever précisément une partie de sa puissance de production.

Quant à la lacune que pourrait laisser dans les ressources de l'état l'absence de cet impôt, sur lequel le budget aurait compté, il ne nous appartient sous aucun rapport de dire ce qu'il peut y avoir à faire; mais nous nous demandons si en présence de l'admirable progression des produits des impôts indirects, on ne pourrait pas attendre que le vide fût comblé, ce qui ne saurait tarder, si on y laissait librement couler *cette source inépuisable de richesse qu'on nomme crédit* (1).

Pour nous, en entendant l'empereur annoncer que, *conformément au vœu exprimé plusieurs fois par le corps législatif, il faisait étudier l'établissement d'un nouveau droit sur les valeurs mobilières,* il nous a semblé que les hommes qui avaient pu méditer sur ces matières étaient conviés en quelque sorte à dire leur pensée. C'est uniquement ce que nous avons essayé de faire ici, sans aucune autre prétention que celle d'apporter notre faible tribut pour cette difficile étude.

Cte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

quelconques, pourvu qu'elles donnent des produits sérieux, finissent, quelle qu'en soit l'origine, par être absorbées par le pays sur le sol duquel elles ont été établies. Si donc des capitaux étrangers sont venus créer un établissement avantageux, il est certain que dans un temps donné les valeurs qui représenteront cet établissement passeront dans les mains des habitans du pays, surtout s'il s'agit d'une de ces grandes créations qui, comme un chemin de fer, frappent tous les yeux. Or, si l'entreprise offre une augmentation de capital aux fonds qui y sont engagés, il en résultera que cette augmentation, cette *prime,* pour parler le langage du jour, sera en définitive payée par les capitaux du pays à ces capitaux étrangers dont nous venons de parler, qui retrouveront leur liberté et rentreront enrichis sur le sol natal. C'est ce qui est arrivé lorsque nous avons commencé nos travaux de chemins de fer : l'argent anglais nous a sans doute alors rendu un service; plus tard il s'en est retourné, emportant le prix que nous avons payé à sa hardiesse, à sa confiance. Ce qu'a fait l'Angleterre au début de nos travaux, la France le fait aujourd'hui. Seulement, il faut le dire, l'Angleterre était plus avancée pour son propre compte que nous ne le sommes nous-mêmes.

(1) Discours d'ouverture de la session de 1857.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

28 février 1857.

En quelques jours, les grands débats de la politique se sont réveillés dans le parlement d'Angleterre, et la session législative a commencé en France. Ce n'est point la reine Victoria qui a ouvert les chambres britanniques, le discours royal a été lu par commission, tandis qu'à Paris c'est le chef de l'état qui a rassemblé le sénat et le corps législatif aux Tuileries pour inaugurer leurs travaux. Dans ces premiers actes, il y a toute la différence des institutions; l'intérêt politique n'est point en Angleterre dans le discours de la reine, quelque importance qui s'y attache : il est dans les discussions qui se succèdent au sein des chambres, et qui décident souverainement de la marche des choses. En France, la politique tout entière se concentre dans l'allocution de l'empereur, qui jette un coup-d'œil sur ces dernières années, et résume l'état du pays au double point de vue des intérêts extérieurs et des affaires intérieures. Il y a cependant un trait commun à ces deux discours, qui ne font en cela que refléter la situation actuelle. Dans l'un et dans l'autre, une place unique et absorbante n'est plus réservée à ces affaires d'un ordre général qui intéressent toute l'Europe, ou peuvent réagir sur l'ensemble de la politique. La question de Neuchâtel reste dans le domaine des négociations, et tout indique que dans la prochaine conférence le roi de Prusse répondra à la modération de la Suisse par un égal esprit de conciliation. Les démêlés des deux grandes puissances de l'Occident avec le royaume de Naples ne se sont pas aggravés, s'ils ne se sont point apaisés. En ce qui touche les affaires d'Orient surtout, la reine de la Grande-Bretagne et l'empereur des Français n'ont eu à constater que le dénouement de la guerre, la fin des conflits secondaires qui se sont élevés. A vrai dire, de la question d'Orient telle qu'elle est apparue dans ces dernières années, il ne reste en quelque sorte qu'un épisode : c'est l'organisation des principautés. Puisque c'est la seule affaire demeurée incertaine, puisqu'elle va être débattue dans les assemblées locales des provinces du Danube avant de revenir à une conférence européenne, et qu'ainsi elle n'est point finie, disons encore un mot sur les conditions dans lesquelles la question se présente.

Il y a un fait à remarquer, c'est la vivacité avec laquelle les journaux autrichiens s'obstinent dans leurs polémiques sur les principautés danubiennes. Tandis que les journaux de Londres commencent à revenir de cette surprise que causait l'autre jour à lord Clarendon l'expression modérée de l'opinion du gouvernement français, la presse autrichienne poursuit sa guerre contre une idée, contre l'éventualité de la réunion de la Moldavie et de la Valachie. Jusqu'ici cependant, on ne peut l'avoir oublié, il ne s'est agi que de garantir la manifestation libre du vœu des populations roumaines sur cette question comme sur toute autre. L'Autriche elle-même a souscrit à cette condition dans la conférence de Constantinople; le grand-vizir Rechid-Pacha s'est résigné à une nécessité, et lord Stratford de Redcliffe n'a eu rien à objecter. Théoriquement, le droit est sorti incontesté des délibérations diplomatiques; reste le fait, souvent fort différent du droit. Malheureusement il n'est point douteux que depuis le premier instant, dans les principautés mêmes, il y a eu toute sorte d'influences en jeu, influences des agens étrangers, influences des autorités locales, pour paralyser l'expression de la pensée publique. C'est particulièrement l'histoire de la Moldavie, dont le caïmacan actuel, M. Balche, se flatte naturellement de devenir hospodar moldave par le maintien de la séparation des deux provinces. Tous les efforts de M. Balche, depuis qu'il est chef provisoire du pouvoir, ont tendu et tendent encore à neutraliser le progrès des idées favorables à l'union. Il a opéré des destitutions en masse, il a remplacé tous les fonctionnaires suspects de sympathies unionistes. Cela ne suffisait point, à ce qu'il semble; il y a quelque temps, le caïmacan de la Moldavie, agissant plus ou moins spontanément, a dû changer son ministère. Et quels ont été les membres du nouveau cabinet? Le ministre des finances est M. Vogoridès ou le prince Vogoridès, ainsi appelé parce que son père a rempli en Turquie des fonctions auxquelles est accidentellement attaché ce titre. M. Vogoridès est depuis peu établi dans le pays. Il a usé, dit-on, de son influence à Constantinople pour déterminer la nomination du caïmacan actuel. Du reste, il est fort peu versé dans les finances. Son grand titre, c'est qu'il se dit chargé de la mission de travailler contre l'union et de faire échouer ce qu'il appelle les idées de la France. Il en est de même du nouveau ministre des travaux publics, M. Istratty, homme plus capable et connu par des publications séparatistes qui lui ont valu les éloges de l'Autriche et de la Turquie. M. Istratty a un frère évêque qui aspire à être métropolitain, et on a espéré ainsi intimider le métropolitain actuel, favorable à l'union. Des nouveaux ministres, celui dont le nom a surpris le plus peut-être est le président du conseil ministre de l'intérieur, M. Nicolas Cantacuzène. Le nouveau président du conseil a déjà figuré dans la politique sous le prince Ghika; mais il avait disparu dans des circonstances d'un ordre si particulier, si grave, qu'on croyait peu à sa rentrée dans les conseils du gouvernement. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'il se retrouve dans ce cabinet avec M. Vogoridès, qui a été son adversaire sur un tout autre terrain. Ils sont rapprochés aujourd'hui par un sentiment commun d'hostilité contre la réunion.

Le nouveau ministère ainsi composé n'est point resté inactif, on le conçoit. Les journaux autrichiens qui se plaignent de la pression exercée par un article du journal officiel de France sont-ils bien sûrs que les agens de l'Autriche soient entièrement étrangers à ce travail organisé contre l'expres-

sion libre des vœux des populations roumaines? Cela est allé si loin, qu'on a eu un moment la pensée de réclamer, aux termes de l'ancien règlement organique, l'institution d'un nouveau gouvernement provisoire, composé des présidens des principaux corps de l'état. Cette pensée a été écartée, parce que le nouveau firman de convocation des divans et la présence prochaine de la commission européenne dans les principautés ont paru des garanties suffisamment protectrices pour la liberté des populations. Il est évident que des faits comme ceux qu'on a vus récemment ne pourraient se produire sous les yeux des représentans des puissances, et que le vœu public retrouvera le droit de se formuler sans contrainte, de telle sorte que la question pourra arriver entière devant la conférence qui se réunira à Paris. On a dit que la France était seule de son opinion; qu'en sait-on? Le Piémont ne combattra pas sans doute sur le Danube les idées qu'il soutient en Italie; la Prusse est favorable à la fusion des deux provinces; la Russie, sans s'être prononcée nettement, est loin d'avoir repoussé tout projet d'union; peut-être l'opposition de l'Angleterre elle-même tend-elle à s'affaiblir. S'il en était ainsi, est-ce la France qui serait seule? Dans tous les cas, quand on en sera là, la question d'Orient, dans les termes actuels du moins, aura parcouru toutes ses phases; elle aura fait son évolution complète, et alors peut-être d'autres questions seront nées déjà, qui créeront pour l'Europe d'autres préoccupations et d'autres devoirs.

Maintenant, en dehors de ces questions d'un ordre général, où l'Angleterre et la France ont été solidaires, et d'où elles sont sorties toujours alliées, sinon aussi intimement unies, sous quel jour apparaît la situation respective de ces deux grands pays à l'ouverture de la session qui vient de commencer? Politiquement, le chef de l'état n'avait point à constater en France des faits qui n'existent pas, des événemens qui n'ont pas eu lieu. Dès que la paix était rétablie, il ne pouvait que tourner ses regards vers le développement des forces intérieures, vers toutes les questions qui touchent à la situation matérielle du pays. Or, sous ce rapport, l'empereur, en constatant dans son discours les progrès qui s'accomplissent, ne dissimule pas les difficultés tenant au développement même de ces intérêts matériels, qui ne sont qu'un des côtés de la vie publique. Il montre les malaises des populations, l'incessante et irrésistible élévation du prix de toute chose, les pénibles déplacemens d'intérêts, l'exagération de la spéculation. Une partie du discours impérial est surtout à remarquer, c'est celle qui traite des finances, et dans cette partie on peut signaler certains faits principaux. D'abord le gouvernement décline l'intention de recourir de nouveau au crédit. Les derniers emprunts suffiront pour couvrir les dépenses de la guerre, et les services publics pourront être assurés sans nécessiter un autre emprunt prochain. Le décime de guerre établi il y a deux ans pourra même être supprimé à partir du 1er janvier 1858. Malgré cette suppression, malgré une allocation pour l'établissement des paquebots transatlantiques et aussi malgré l'augmentation des plus faibles traitemens des petits employés civils, le budget de l'année prochaine pourra être présenté en équilibre, moyennant des réductions de dépenses; mais en compensation du décime de guerre supprimé, l'empereur annonce qu'il fait étudier la question de l'établissement d'un nouveau droit sur les valeurs mobilières. Ce projet est un de ceux qui ont le plus préoccupé

dans ces derniers temps le monde de l'industrie et de la finance. Il n'est point douteux qu'en ces matières on doit se proposer surtout une répartition équitable des charges publiques, et que si une compensation est nécessaire pour assurer les services de l'état, le gouvernement et le corps législatif sont dans le devoir de la trouver. Il est utile d'ailleurs que de telles questions soient étudiées pour que l'impôt puisse être établi, s'il est juste et possible, ou pour que le pays soit définitivement éclairé, si le droit nouveau sur les valeurs mobilières n'est ni juste dans son principe ni de création facile. Peut-être, à vrai dire, pourrait-on transporter ces questions, qui touchent à la situation des finances, sur un autre terrain, et se demander s'il ne serait pas possible d'arriver à l'équilibre par un autre chemin, en proportionnant les dépenses au mouvement progressif des recettes. Depuis le rétablissement de l'empire, ainsi que le fait connaître le chef de l'état, il y a eu dans les revenus indirects un accroissement de 210 millions, abstraction faite de tout impôt nouveau. D'un autre côté, les emprunts contractés pour la guerre ont mis à la charge de l'état une somme annuelle de 75 millions environ, affectée au service des intérêts. Ne pourrait-on pas trouver dans ces divers chiffres les élémens d'une solution très simple dont le pays et le gouvernement recueilleraient les fruits? Toujours est-il que l'empereur a posé toutes ces questions devant l'opinion et devant le corps législatif, et c'est à celui-ci maintenant de répondre à l'appel du chef de l'état en étudiant le budget qui lui sera présenté.

Quant à la politique de l'Angleterre, elle est tout entière, disions-nous, dans les discussions du parlement. Ces discussions en effet ont pris depuis quelques jours une assez grande importance; elles ont embrassé toutes les questions aujourd'hui pendantes, en même temps qu'elles mettent à nu la situation diverse des partis. C'est d'abord au sujet de la guerre avec la Perse que les débats se sont élevés; mais ici il y a des négociations ouvertes qui se poursuivent assidûment à Paris entre lord Cowley et l'ambassadeur persan Ferouk-Khan, la négociation semble même être sur le point d'arriver à un dénoûment favorable : toute interpellation était dès-lors prématurée. Les opérations agressives de l'amiral Seymour dans les mers de Chine, le bombardement de Canton, ont soulevé des discussions plus vives. C'est lord Derby qui a soutenu le débat dans la chambre des lords; M. Cobden vient à son tour d'engager la lutte dans la chambre des communes. La motion de censure proposée et défendue par lord Derby avec une rare éloquence n'a pas moins été repoussée par la chambre haute après un discours de lord Clarendon. Au surplus, on n'ignore pas que le gouvernement a toujours un grand avantage dans les débats qui touchent à la politique extérieure, où le patriotisme britannique se confie volontiers aux dépositaires du pouvoir exécutif. Le cabinet anglais a vaincu ses adversaires jusqu'ici, et il a également triomphé à la chambre des communes, dans la discussion du plan financier présenté par le chancelier de l'échiquier, sir Cornwall Lewis; le ministère a obtenu une majorité de 80 voix. Quelle conjecture peut-on tirer cependant de ce résultat? S'ensuit-il que le cabinet de lord Palmerston soit inébranlable? D'abord il faut toujours tenir compte de l'imprévu. En outre, si l'on examine l'état des partis, il y a une tendance évidente des tories et des peelites à se réunir, ce qui constituerait une force dangereuse, tandis que

l'appui de lord John Russell, qui a grossi la majorité ministérielle dans la discussion du plan financier, est un appui fort précaire. Rien ne le prouve mieux que la faible majorité de 13 voix obtenue par le cabinet sur une question de réforme électorale. La plus grande garantie pour lord Palmerston, c'est que les partis, malgré leurs essais de coalition, sont travaillés par trop de divisions pour opposer une force compacte au ministère, et surtout pour lui assurer un successeur.

Au moment où nous vivons, quand de grandes questions diplomatiques ne sont pas dans l'air, les affaires de finance et d'industrie, cela est visible, passent au premier rang. Elles obsèdent les esprits, elles réagissent sur les mœurs, elles décident de la fortune des gouvernemens. Chaque temps a sa mode : le monde se fait aujourd'hui volontiers commerçant, industriel, financier, spéculateur; mais jusqu'où peut-il aller dans cette voie? Qui viendra jeter le jour sur cet amas de grandes entreprises et d'opérations équivoques? Sous quelle multitude de formes l'esprit de spéculation peut-il se produire? Suivez M. Proudhon, un terrible guide en ces matières, il vous en donnera quelque idée dans son *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, œuvre que l'auteur signe dans une édition nouvelle, après l'avoir publiée une première fois sans y mettre son nom; il vous montrera tout ce qui peut entrer d'élémens inavoués, bizarres, factices, dans ce qu'on nomme le mouvement de la richesse publique. Il y a deux hommes en M. Proudhon : il y a le théoricien qui s'enivre de ses lubies socialistes, qui parle de féodalité industrielle, d'empire industriel, de république industrielle, et arrive par les procédés les plus imprévus à des reconstitutions de la société dont on n'aperçoit pas bien le caractère; mais il y a aussi l'observateur sagace, pénétrant, implacable. Quand il s'empare d'un sujet, il le décompose avec une singulière vigueur d'ironie et d'éloquence, et il ne laisse point de faire de dangereuses blessures. Ce n'est point par un caprice tout à fait arbitraire que M. Proudhon a pris la Bourse pour objet de cette monographie : c'est que la Bourse en effet est le point central vers lequel tout converge dans les régions économiques; c'est là que tout vit, que tout s'agite. L'histoire de la Bourse pourrait devenir, à quelques égards, l'histoire des mœurs, des tendances, des idées à un moment donné. Elle montrerait surtout comment, à côté des opérations vraies, justes et fécondes de l'industrie et du crédit, il s'est créé progressivement tout un ensemble de pratiques insidieuses, insaisissables, dont tout l'art consiste à se confondre avec l'industrie légitime, à s'abriter sous des noms d'emprunt et à se représenter comme les auxiliaires indispensables du crédit. Autrefois, et dans l'esprit même de l'institution, les bourses étaient des lieux de réunion où les commerçans venaient traiter leurs affaires, et où se négociaient les effets publics; c'étaient des asiles légalement ouverts à toutes les transactions. Des règlemens précisaient la nature de ces transactions, le rôle des agens chargés de servir d'intermédiaires était déterminé, et ces agens devaient rester dans leur sphère. C'est là le fait primitif, le point de départ; mais ce fait primitif s'est singulièrement étendu et compliqué. Avec le temps, on a vu se développer autour de ces élémens essentiels tout ce qui constitue le jeu moderne. On n'a plus seulement négocié sur des opérations réelles, sur des effets publics; on a spéculé sur ce qui n'existait pas, on a organisé ce vaste prélèvement d'un gain aléatoire sur des échanges factices.

Auprès des agens publics et accrédités qui ne peuvent intervenir ostensiblement et directement dans un certain genre d'opérations, il y a des légions de satellites clandestins battant la campagne. Le jeu est interdit, il est vrai, mais on invente des marchés nouveaux, des ventes fictives, des engagemens à terme, et pour alimenter cette passion, il se trouve tout à propos des combinaisons ingénieuses qui excitent le joueur en lui offrant aux taux les plus usuraires le moyen d'attendre encore, d'aller de mois en mois, de prolonger souvent son agonie. Des sociétés se sont formées sous le prétexte fort plausible de développer le crédit, mais en réalité avec le principal objet de favoriser ce mouvement improductif, de vendre et d'acheter, c'est-à-dire de manœuvrer avec des capitaux concentrés pour vendre le plus cher possible et acheter au meilleur marché possible. Ces sociétés ont leurs adhérens, leurs cliens, et même leurs journaux. Depuis quelques années, des procès singuliers ont révélé de temps à autre comment on manipule la matière, comment on lance une affaire.

C'est ainsi qu'à côté du développement légitime de l'industrie sérieuse et du vrai crédit, il s'est formé tout un monde étrange et confus dont les conditions échappent à toute définition, qui a un langage et des mœurs à part, un monde où il y a les habiles et les pauvres dupes, où on voit des fortunes subites et insolentes et des ruines misérables. C'est la spéculation se superposant au travail et aux affaires véritables. Ce n'est pas qu'il y ait là un fait entièrement nouveau. Il y a quelques années, un publiciste anglais écrivait sur *la bourse de Londres* un livre qui a été traduit, les mêmes pratiques se sont vues il y a longtemps chez nos voisins; mais en Angleterre l'esprit de spéculation est contenu par une certaine vigueur de sentiment moral, et en France, on ne peut le nier, le mal est allé en empirant. Comment y remédier? Voilà la difficulté. Si on veut recourir à des moyens administratifs, économiques, en cherchant à saisir la spéculation pour la frapper d'impôts ou de droits nouveaux, on risque d'atteindre le vrai crédit lui-même, l'industrie sérieuse, dans la confusion singulière qui s'est faite. Le remède le plus efficace, — il n'y en a point d'autre peut-être, — serait évidemment dans la conscience publique retrempée et fortifiée. C'est la conscience qui met un frein à l'excès des spéculations, qui réduit à leur valeur les fortunes de hasard, et qui peut seule assainir un monde envahi par les mœurs industrielles; mais cette conscience publique n'est-elle pas malade, elle aussi? En examinant bien, on pourrait peut-être remarquer un fait curieux. Il y a certainement aujourd'hui un mouvement de réaction contre l'excès des spéculations; seulement cette réaction, si l'on nous permet le terme, est une affaire de goût et d'esprit, elle ne passe pas dans la pratique et ne devient pas une règle de conduite. On va entendre de beaux discours contre la domination des intérêts matériels, on y applaudit même, et en sortant on s'informe de ce qu'a fait la Bourse. On fait des comédies sur les hommes d'argent, et on va dîner avec les financiers, on porte des toasts en leur honneur. On fait la leçon aux peuples et aux rois, sans compter les évêques, dans un journal politique, et en même temps on travaille à endoctriner les petits capitaux dans les journaux industriels. Cette contradiction est peut-être un des problèmes les plus curieux du moment actuel.

D'démêler l'histoire contemporaine à travers tant d'élémens pressés et con-

fus, c'est assurément la plus difficile des œuvres. Cette histoire n'est point finie, elle est pleine de problèmes, elle se complique à chaque instant de faits nouveaux, ou elle touche par tous les côtés à des passions encore vives; c'est un vrai champ de bataille. L'esprit ne reprend sa sérénité qu'en se retournant vers le passé, où il retrouve d'autres événemens et d'autres hommes. Est-ce donc que cette sérénité de l'esprit ressemble à de l'indifférence au spectacle d'un monde qui s'éloigne trop du nôtre pour nous intéresser et nous émouvoir? Non, l'intérêt est d'une autre nature, mais il existe. Il est du moins certaines parties de l'histoire qui gardent toujours un attrait profond, parce que, sans offrir un aliment aux passions actuelles, elles éclairent la suite des choses et sont pour ainsi dire le commencement du temps présent. Pourquoi s'est-on proposé si souvent d'analyser, de décrire la marche des institutions politiques, les transformations de la monarchie, le progrès des classes? C'est qu'évidemment ces évolutions étaient autant d'étapes conduisant au seuil du siècle actuel et expliquant jusqu'à un certain point tout ce que les contemporains ont vu. Il en est de même de cet autre grand fait qu'on nomme la formation de l'unité nationale française. M. d'Haussonville, on ne l'a pas oublié, s'est attaché à l'un des épisodes les plus saillans de ce séculaire travail de formation en écrivant avec autant de zèle que d'habileté l'*Histoire de la Réunion de la Lorraine à la France*. Il continue aujourd'hui comme il a commencé, en publiant un volume nouveau, qui est le troisième de cette instructive histoire. L'auteur ne s'est point contenté des faits ou des détails connus, il a puisé dans les archives des affaires étrangères de France, dans les archives de cour et d'état à Vienne, et il y a recueilli des lumières nouvelles qui éclairent certaines grandes figures comme celle de Mazarin, et toute cette galerie de princes de la maison de Lorraine. Certainement dans un tel sujet ce qui frappe avant tout, c'est le résultat, c'est la France se complétant par une province qui lui était si adhérente, c'est l'unité nationale triomphant de l'esprit local. On ne saurait nier cependant, pour l'honneur de la justice et de la vérité, que ce travail d'assimilation ne cache souvent bien des abus crians de la force. Quelque logiques, quelque nécessaires même que soient ces grands faits, il y a des résistances généreuses, il y a les tressaillemens de ce sentiment d'indépendance qui appartient aux petits comme aux grands, et qui ne cède qu'à une longue pression. Préméditée depuis longtemps, poursuivie à travers les péripéties de trois ou quatre règnes, l'incorporation définitive de la Lorraine n'est consommée qu'à la mort de Stanislas Leczinski, il y a un siècle à peine, après les coups redoublés de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV. C'est cette lutte que M. d'Haussonville décrit en remettant habilement au jour des scènes souvent peu connues où sont en jeu tous les ressorts de la politique de la France et de l'Europe.

Il y a ici un intérêt de plus, celui qui s'attache à la destinée de ces princes lorrains, famille singulière qui est sur le point d'arriver au trône de France avec les Guises, qui court sur toutes les routes ou sur tous les champs de bataille de l'Europe avec le duc Charles IV, et qui, avec le petit-fils du duc Charles V, finit par monter au trône des Habsbourg, où elle est encore. Quelle figure plus curieuse que celle de ce Charles IV, vrai personnage de roman, batailleur et léger, trahi par ses alliés les Espagnols, qui l'envoient prisonnier

à Tolède, cerné dans ses états par Louis XIV, qui finit par le déposséder, et toujours occupé de ses plaisirs, se perdant dans les intrigues d'amour, signant une fois par mois des promesses de mariage tantôt à la fille d'un apothicaire, tantôt à la fille de quelque grande maison lorraine! Charles IV perd son duché par l'esprit d'aventure; son successeur Charles V prépare l'avénement de sa famille au trône des Habsbourg par la fermeté de son caractère, par ses mœurs sévères et simples, par les talens militaires qu'il montre dans les campagnes contre les Turcs, sous les murs de Vienne, à côté de Sobieski. Pénétrant politique autant que vigoureux soldat, le duc Charles V a laissé un testament qui n'est point précisément un code de morale, et qui est resté après tout la règle de conduite de la maison de Habsbourg-Lorraine, principalement en Italie. La politique professée au nom de l'Autriche par le duc Charles était bien simple : elle consistait à se glisser en Italie et à y rester, à renfermer Venise dans ses lagunes, à réduire les chefs des autres états, y compris le pape, au rôle de gouverneurs, et à dominer partout. Nous voilà tout à fait sur le chemin qui conduit à notre temps.

L'aspect des choses a-t-il donc tellement changé au-delà des Alpes? Des questions de gouvernement intérieur sont nées, il est vrai; les passions révolutionnaires sont venues compliquer la situation de la péninsule. Diplomatiquement, les mêmes questions subsistent, les mêmes rivalités sont en jeu. Au point de vue national surtout, il reste toujours ce fait, que les circonstances ont étendu et aggravé : la domination étrangère, que l'Autriche ne peut s'appliquer qu'à adoucir. Le jeune empereur François-Joseph, en se rendant récemment dans la Lombardie, où il est encore et où il s'est trouvé un moment entouré des principaux membres de son cabinet, M. de Buol, M. de Bruck, M. de Bach, l'empereur François-Joseph, disons-nous, a voulu évidemment donner à son voyage un grand caractère politique. Il ne s'est pas borné à lever les séquestres qui pesaient sur les biens des émigrés, à dissoudre la cour exceptionnelle qui siégeait à Mantoue, à promulguer les plus larges amnisties. Selon tous les témoignages, il s'enquiert de l'état réel des populations, de leurs besoins et de leurs intérêts. Le gouvernement autrichien aurait eu à délibérer sur des projets importans, qui touchent à l'administration de la Lombardie. L'archiduc Ferdinand-Maximilien serait à la veille d'être nommé vicaire impérial en Italie avec des pouvoirs très étendus, il tiendrait une cour à Milan; en un mot, les possessions autrichiennes au-delà des Alpes recevraient une organisation distincte, où une part plus grande serait faite à l'élément civil, peut-être à l'élément national. L'empereur d'Autriche, en agissant ainsi, suit assurément la meilleure des politiques, et l'accueil qu'il reçoit des populations lombardes ne peut que s'en ressentir heureusement. Malgré tout cependant, un peu plus d'esprit de conciliation de la part du gouvernement autrichien ne change pas la nature des choses. Que la plus futile querelle s'élève, aussitôt les animosités se réveillent. C'est ce qui est arrivé récemment à Mantoue. A la suite d'une altercation pour une chanteuse, un malheureux a été accablé par des officiers autrichiens qui ont fait usage de leurs armes. De là une émotion qui s'est rapidement propagée, et dont l'expression est arrivée jusqu'à l'empereur lui-même. Bien d'autres faits attesteraient au besoin cette promptitude de l'instinct national, et mettraient à nu cet antagonisme permanent

entre la population civile et l'armée allemande. Ce n'est pas tout : le voyage de l'empereur François-Joseph devait nécessairement avoir de l'importance sous un autre rapport, au point de vue des relations de l'Autriche et du Piémont; il devait ou aggraver ou adoucir la tension qui existe entre les deux états. Il est bien clair que jusqu'ici c'est la première de ces alternatives qui se réalise.

Depuis quelque temps, la guerre est ouverte entre la presse piémontaise et les journaux autrichiens; les organes officiels des gouvernemens ont eux-mêmes pris part à ces polémiques. L'Autriche menace le Piémont et parle le langage de la force qui se croit en mesure d'infliger un châtiment; le Piémont répond en invoquant le droit, l'histoire, l'opinion de l'Europe et ses propres résolutions. Chose plus grave, cet échange de récriminations a fini par une démarche directe du cabinet de Vienne, qui a signifié diplomatiquement ses griefs au gouvernement piémontais, et celui-ci réplique à son tour avec autant de vigueur que d'habileté par une note signée de M. de Cavour. Or, sur quoi se fonde cette démarche quelque peu comminatoire de l'Autriche? Les journaux piémontais se livrent parfois, il est vrai, à de véritables excès de polémique, qui sont aujourd'hui un des griefs du cabinet de Vienne; mais le gouvernement du roi de Sardaigne ne saurait en être rendu responsable : il y a des lois qui donnent aux cabinets étrangers le droit de réclamer des poursuites contre les organes de la publicité. De plus, il faut en convenir, si dans le cas présent la presse piémontaise, qui est libre, qui n'engage qu'elle-même, s'est livrée à des diatribes particulièrement acerbes, elle n'a fait que suivre les journaux autrichiens, dont le langage a plus de gravité, parce qu'ils ne disent que ce que le gouvernement les autorise à dire. Par une singularité remarquable, dans ce duel qui s'est récemment engagé entre les journaux officiels de Milan et de Turin, c'est le cabinet piémontais qui a été provoqué; il s'est borné à se défendre. Autre fait : des Lombards se sont cotisés pour élever sur une place publique un monument en l'honneur des soldats de l'armée sarde tués dans la guerre de 1848, et la municipalité de Turin a donné une sorte de sanction officielle à cette pensée en s'y associant, en acceptant l'offrande. Sans nul doute la municipalité de Turin aurait dû éviter de placer le gouvernement dans l'alternative de la dissoudre ou de paraître solidaire d'un acte compromettant; encore est-il vrai que rien n'indique l'origine lombarde de cette manifestation. Quant aux souscriptions faites pour acheter des fusils et des canons, le gouvernement piémontais a prohibé l'achat de fusils destinés à un mouvement insurrectionnel, et il a expliqué lui-même l'armement de la citadelle d'Alexandrie par des nécessités de défense nationale.

Il est un dernier grief qu'on ne dit pas, et qui n'est peut-être pas le moins sérieux. Le roi Victor-Emmanuel n'a point envoyé complimenter l'empereur François-Joseph pendant son séjour à Milan, ce qui n'est pas en effet d'une rigoureuse correction d'étiquette monarchique. Malheureusement il en est ici comme dans la politique intérieure de l'Autriche, un incident compromet tout. Lorsque la levée des séquestres eut rendu facile un rapprochement auquel le cabinet de Turin était disposé, un sénateur piémontais s'est trouvé tout à coup expulsé de Milan, ce qui n'était pas non plus un procédé très bienveillant, et sans invoquer des motifs politiques de circonstance, il était peut-être permis au roi Victor-Emmanuel de se souvenir que lorsqu'il avait

été cruellement éprouvé, il y a deux ans, par la mort des deux reines, l'empereur d'Autriche ne s'était point cru tenu à ces déférences que les souverains observent d'habitude entre eux. Que prouve tout cela au fond? C'est que si le Piémont n'aime pas l'Autriche, l'Autriche n'aime pas le Piémont, et le supporte impatiemment en Italie. C'est de tradition, et M. de Cavour ne fait que tenir aujourd'hui le langage tenu avant lui par ses prédécesseurs, par M. della Margherita lui-même. L'Autriche a voulu saisir l'occasion de la présence de l'empereur à Milan pour faire une manifestation diplomatique qu'elle peut juger utile à son ascendant en Italie; elle n'ira pas plus loin sans doute, parce qu'elle ne serait appuyée ni par la France ni par l'Angleterre, et moins encore peut-être par la Russie. Pour le Piémont, il peut voir le plus clairement du monde que sa vraie force est dans la modération; le gouvernement du roi de Sardaigne ne l'ignore pas, les partis l'oublient souvent à Turin. Ils croient être très libéraux et servir très efficacement l'indépendance italienne par des excès de parole et des manifestations d'une opportunité douteuse; ils n'arrivent qu'à créer des embarras, ils font de la politique un système de taquineries qui après tout peut bien finir par fatiguer un grand gouvernement, ils entretiennent une agitation factice, dangereuse pour le cabinet de Turin lui-même, entraîné parfois au-delà des limites qu'il s'imposerait volontiers, et réduit aussi à répondre d'actes plus capricieux que réfléchis alors qu'il ne peut défendre réellement les intérêts italiens, dont il est l'organe, que par une ferme modération, et les intérêts libéraux, qu'il représente, que par le plus prudent esprit de conservation.

Telle est la situation de l'Italie que les mêmes problèmes s'agitent dans tous les pays italiens. Partout la lutte existe entre une politique de résistance outrée et des idées plus modérées, plus libérales, et elle se poursuit avec des chances diverses que la révolution épie pour se faire jour. Il y a un petit état où un esprit de sage réforme semble pénétrer dans les conseils du gouvernement et amène une sorte de pacification, un affranchissement graduel : c'est le duché de Parme. Le mouvement n'est pas sans doute très prononcé et n'est point sans restrictions; pourtant il se décèle par certains actes et par certains faits. D'abord l'occupation autrichienne a cessé, les troupes impériales ont quitté Parme au commencement de ce mois. En outre il s'agite une question assez grave pour le duché, quoique simplement commerciale en apparence; c'est celle de l'union douanière de Parme avec l'Autriche. Le traité qui consacre cette union est sur le point d'expirer; il s'agit de savoir si la ligue douanière sera abandonnée, ou si elle sera renouvelée. Elle a été dénoncée il y a déjà quelques mois. L'Autriche, on le comprend, tient au renouvellement de son traité, non-seulement parce qu'il favorise son industrie manufacturière et ses finances, mais encore parce que cette union a une portée politique. Les intérêts parmesans au contraire se plaignent d'une combinaison qui les sacrifie à l'industrie autrichienne, qui a été ruineuse pour les finances du duché, et il faut bien qu'il en soit ainsi, puisque l'Autriche offre d'élever le chiffre des compensations pécuniaires qu'elle devait aux états qui faisaient partie de l'union. De plus, les raisons politiques qui déterminent le cabinet de Vienne doivent nécessairement avoir beaucoup moins de prix à Parme. Le gouvernement du duché a donc toute sorte de motifs pour résister, et il résiste jusqu'ici. Le voyage que M. de Buol vient de faire à Parme

avant de retourner à Vienne n'était point évidemment étranger à cette affaire. En résistant jusqu'au bout, le gouvernement parmesan aura certainement l'appui de l'opinion et des intérêts du duché. Au point de vue purement intérieur, on pourrait aussi noter quelques symptômes favorables. Il y a quelque temps, dans une réception publique, la duchesse régente faisait appel à la représentation des communes; elle se montrait décidée à accueillir toutes les idées d'amélioration. Il y a un fait certain : depuis que le pouvoir lui est échu, la régente actuelle s'est appliquée à dégager et à raffermir son petit état; ses actes laissent voir l'intention de ne point le laisser absorber par l'Autriche, et le désir du bien, ce qui est déjà un progrès sensible.

De tous les états italiens, celui qui reste dans la situation la plus compliquée, c'est le royaume de Naples, et ici les complications sont d'autant plus grandes que l'imagination ajoute souvent à la réalité, que les difficultés intérieures sont devenues le point de départ d'un démêlé diplomatique qui existe encore : démêlé fort singulier en vérité, que tout le monde voudrait voir finir et qu'on ne sait comment terminer. Depuis que la France et l'Angleterre ont rompu diplomatiquement avec Naples, y a-t-il quelque amélioration dans les Deux-Siciles? L'attitude indépendante et assez haute du roi Ferdinand a semblé le relever et a satisfait un certain instinct national, cela n'est pas douteux. Il n'est pas moins vrai que depuis quelque temps il y a toute une série de faits amenés par une sorte de fatalité, et qui dénotent une situation assez troublée. D'abord c'est une insurrection qui éclate en Sicile; bientôt une odieuse tentative de meurtre est dirigée contre le roi lui-même par un soldat. Des explosions de poudrières ou de bateaux à vapeur et d'autres accidens semblables qui ne paraissaient pas entièrement l'effet du hasard sont venus frapper les imaginations. Il y a eu des paniques, des arrestations. Certes il faut faire la part de l'exagération dans tout ce qui vient de ce pays, où une certaine obscurité semble plaire au gouvernement comme à ses ennemis. Tout n'est point fiction cependant, puisque récemment l'archevêque de Naples ordonnait des prières pour la tranquillité publique. Il y a des esprits qui se font l'illusion de croire que la rupture des rapports de la France et de l'Angleterre avec Naples a fait tout le mal, et que, par le rétablissement de la situation diplomatique antérieure, tout serait fini. La rupture n'a point créé le mal, elle en a été le résultat et le symptôme. On a pu s'engager dans une voie sans issue en prenant des moyens périlleux ou impuissans pour remédier à une situation critique; cette situation n'existe pas moins, et même aujourd'hui, quand les relations diplomatiques seraient purement et simplement renouées, pense-t-on que tout fût fini, qu'il n'y eût plus aucun péril pour l'ordre en Italie et pour le roi Ferdinand lui-même dans les conditions où se trouvent les Deux-Siciles? Ce qu'on nomme la question napolitaine existerait encore.

Ce n'est pas d'ailleurs que le roi de Naples ferme les yeux sur cette situation, et refuse absolument de prendre des mesures propres à raffermir son trône et à rassurer l'Europe. Il y a peu de temps, il nommait une commission chargée d'aller examiner l'état des provinces, d'étudier leurs besoins. Un autre acte récent semblait avoir pour objet de répondre, quoique fort indirectement, à un des vœux des puissances européennes : c'est une conven-

tion signée avec M. Buschental, ministre de la Confédération Argentine, et dont le résultat devait être de vider les prisons de Naples, en assurant un lieu de refuge en Amérique à tous les détenus politiques. Ces détenus devaient être transportés aux frais du gouvernement napolitain; à leur arrivée dans la république argentine, ils devaient recevoir des concessions de terres, des sommes stipulées pour leur premier établissement et former des espèces de colonies; seulement ils ne pouvaient revenir en Europe. Tout cela a échoué, les détenus n'ont pas voulu souscrire à ces arrangemens. On dit que récemment à Naples, dans une réunion diplomatique où se trouvait le ministre des affaires étrangères, M. Carafa, on discutait sur le nombre de détenus qui avaient accepté : les uns portaient le chiffre à 50, d'autres le réduisaient à 4. M. Carafa avoua que ce dernier chiffre était le vrai. Aujourd'hui le traité Buschental est à peu près abandonné, de sorte que voilà encore un expédient manqué. Maintenant quelle sera l'issue de ces incertitudes? Le roi de Naples n'est pas évidemment le moins intéressé à rendre un rapprochement possible et à mettre un terme à cet état de rupture qui, après lui avoir donné l'occasion de montrer une certaine fermeté, n'est pas propre à endormir les inquiétudes et à décourager les mécontentemens autour de lui.

Tous les troubles politiques semblent se donner rendez-vous dans le Nouveau-Monde, et s'y produisent sous des formes aussi étranges que violentes. L'absence d'institutions et de mœurs publiques ouvre une large carrière aux passions individuelles les plus effrénées; la faiblesse des pouvoirs de hasard qui se succèdent laisse sans défense le droit public et la sécurité des étrangers. C'est ce qui explique les révolutions intérieures qui agitent sans cesse les républiques hispano-américaines, et les réclamations permanentes que les puissances européennes ont à poursuivre. Depuis bientôt deux ans, le Mexique est en proie à une crise qui ressemble encore plus à la convulsion d'une agonie qu'à une révolution véritablement politique. Il y a aujourd'hui dans la république mexicaine un congrès souverain occupé depuis un an à faire une constitution, et qui se livre aux discussions les plus oiseuses. A Mexico, il y a un président dit *substitué*, qui est le général Comonfort, tandis que le président *propriétaire* est le général Alvarez. On n'a pas oublié ce que c'est que le général Alvarez : c'est un vieil Indien qui s'est mis à la tête de la dernière révolution contre Santa-Anna, et qui depuis, fatigué de la vie civilisée, s'est retiré dans le sud, d'où il prétend encore parfois imposer sa volonté en invoquant son titre de président. Où est le pouvoir dans tout cela? On ne le sait guère. Pendant ce temps, les insurrections se succèdent. Tantôt c'est au nord le soulèvement d'un chef énergique, de Vidaurri, qui a tenu pendant quelques mois le gouvernement central en échec; tantôt ce sont les insurrections qui ont éclaté au nom du parti conservateur à Puebla et à San-Luis de Potosi, et qui ne sont pas encore entièrement assoupies.

C'est dans ces circonstances que se sont produites récemment, à quelques lieues de Mexico, des scènes sanglantes qui ne peuvent manquer de réveiller une querelle déjà mal apaisée l'an dernier entre l'Espagne et la république mexicaine. Il est sans doute toujours un peu difficile de se reconnaître dans les obscurités d'une si grande anarchie; voici cependant les faits tels qu'ils apparaissent. Il y a quelque temps, le général Alvarez a demandé au congrès mexicain l'annexion à l'état de Guerrero, dont il est depuis longtemps le chef,

de divers districts tels que ceux de Cuernavaca et de Cuantla, et, sans doute pour appuyer sa demande, il s'est avancé à la tête d'une force d'Indiens vers ces districts qui ont reçu le nom de *Tierra caliente*, où sont répandues de riches propriétés appartenant principalement à des Espagnols. Malgré tout, le congrès a résisté à ces prétentions, et le président *substitué,* le général Comonfort, a peut-être encouragé cette résistance, dans l'espoir secret que le chef du sud irrité viendrait avec ses Indiens en finir avec l'assemblée. Il n'en a point été ainsi, Alvarez ne s'est point occupé du congrès, mais alors ont commencé les actes de vandalisme qui ont coïncidé avec l'arrivée des Indiens dans la *Tierra caliente.* Des fermes ont été saccagées par des bandes qui se sont répandues dans la campagne; des malheureux ont été massacrés, et, chose singulière, un Français qui se trouvait là a été épargné; les Espagnols seuls ont été traités sans pitié; contre eux, la guerre à mort a recommencé. Maintenant, d'où vient cette haine furieuse qui s'assouvit encore dans le sang? Elle ne date point d'aujourd'hui, elle remonte au temps de l'indépendance. Entre les républiques nouvelles de l'Amérique, le Mexique s'est toujours distingué par une sorte d'aversion contre ses anciens maîtres. Un jour même, en 1829, une loi vint décréter l'expulsion en masse des Espagnols. Ce sentiment, qui à une certaine époque a été principalement fomenté par les agens des États-Unis, est surtout le propre du parti démocratique, et toutes les fois que ce parti triomphe, les mêmes haines se font jour, comme cela est arrivé depuis la dernière révolution. Peu après la disparition de Santa-Anna, au milieu de la plus complète anarchie, on célébrait à Mexico l'anniversaire de l'indépendance en déclamant au théâtre les plus violentes injures contre l'Espagne et les Espagnols. Il en était ainsi, lorsque s'élevait l'an dernier la question des traités relatifs aux diverses dettes reconnues par le Mexique au profit de sujets de l'Espagne. Par un décret, on peut s'en souvenir, le congrès mexicain mettait tout simplement le séquestre sur les propriétés espagnoles, à quoi le cabinet de Madrid répondait en faisant paraître une force navale devant la Vera-Cruz. L'affaire s'était assoupie cependant, elle vient de se réveiller par les sauvages excès commis dans les districts de Cuernavaca et de Cuantla. Or ici il s'élève une autre question. Quelle est la part de responsabilité du gouvernement, que ce gouvernement soit celui du président propriétaire ou celui du président substitué, qu'il s'appelle Alvarez ou Comonfort? Alvarez, il est vrai, nie toute participation à de tels actes; mais s'il ne les a pas ordonnés, il ne les a ni empêchés ni réprimés, et, dans tous les cas, il ne paraît pas douteux que ses bandes d'Indiens n'y aient contribué. Les attentats de la *Tierra caliente* ont été commis presque en présence de ses lieutenans, qui sont tout au moins restés inactifs, et qui n'ont point été fâchés peut-être de voir les Espagnols expier l'opposition qu'ils avaient faite à l'annexion du district de Cuernavaca à l'état de Guerrero. D'un autre côté, l'anarchie de cette malheureuse république explique seule comment de semblables crimes peuvent se produire à quelques lieues de Mexico. Le général Comonfort, qui est le moins coupable, à coup sûr, a envoyé quelques troupes après l'événement. Son impuissance est si grande, qu'il a eu de la peine à obtenir d'Alvarez qu'il rappelât ses Indiens et les ramenât vers le sud. Il a fallu négocier: le vieux chef, le rusé cacique, réclamait de l'argent. Quoi qu'il en soit, voilà une querelle nouvelle entre le Mexique et l'Espagne. Le cabinet de Madrid

fait partir, dit-on, toute une expédition navale; il ne peut manquer évidemment d'assurer la protection de ses nationaux, et ce qui serait mieux encore, ce serait que le gouvernement mexicain accordât spontanément la réparation due à de si grands attentats.

Ce n'est point là tout à fait l'histoire de la Nouvelle-Grenade, et pourtant dans les affaires de la république néo-grenadine il y a le même mélange d'incohérences intérieures et de querelles avec des états étrangers. Seulement ici l'anarchie semble perdre un peu de son intensité, et les démêlés avec les états étrangers ont un autre caractère. La Nouvelle-Grenade a été depuis quelques années tellement éprouvée par les dominations démocratiques et les insurrections, que l'élection d'un nouveau président était certes pour elle un périlleux défilé; elle en est sortie mieux qu'on n'aurait pu le croire. Il y a déjà quelque temps, en effet, que l'élection a eu lieu, et le nouveau président va prendre possession du pouvoir dans un mois. En ce moment même se réunit à Bogota le congrès qui doit vérifier les opérations de ce scrutin d'où est sorti le nom de M. Mariano Ospina. Divers candidats se disputaient le pouvoir dans ces élections. M. Ospina, qui a été élu, est un conservateur prononcé, d'une probité reconnue, d'une singulière fermeté de caractère, qui a figuré déjà dans l'administration conservatrice du général Herran, et qui s'est surtout signalé par son opposition contre les administrations radicales des dernières années. Il avait pour concurrent M. Manuel Murillo, candidat du parti démocratique, esprit aussi chimérique que violent, qui s'est enivré de toutes les idées les plus extrêmes de l'Europe. M. Murillo a été ministre des finances durant la présidence radicale du général Lopez; il a profité de son passage aux affaires pour bouleverser le pays. Il était l'un des créateurs et le patron de ces sociétés démocratiques qui avaient fini par jeter la terreur dans Bogota. M. Murillo est encore l'oracle du radicalisme grenadin. Il restait une dernière candidature, celle du général Mosquera, homme considérable par son nom, par sa position, qui a été déjà président, et qui, dans les dernières insurrections, contribuait à abattre la dictature révolutionnaire du général Melo. Malheureusement le général Mosquera a trop incliné vers une certaine fraction du parti radical dont il n'a pas obtenu l'appui, et ses alliances nouvelles lui ont fait perdre les votes du parti conservateur, dont il était jusque-là l'un des chefs. Le résultat de tout ce mouvement électoral a été de donner 95,000 voix à M. Ospina, 80,000 voix à M. Manuel Murillo, et 25,000 suffrages seulement au général Mosquera. En apparence, la nomination de M. Mariano Ospina serait donc pleinement rassurante, puisqu'elle est le triomphe des opinions conservatrices; mais si on observe en même temps la minorité assez menaçante obtenue par M. Murillo, il est évident que les passions révolutionnaires ont encore une force singulière dans la Nouvelle-Grenade. Jusqu'à ces derniers temps, on a pu craindre de voir se renouveler à l'ouverture de la session les scènes qui eurent lieu en 1849, à une époque où le congrès dut choisir sous le poignard le candidat démocratique. Que, par une fortune plus heureuse, M. Ospina monte paisiblement au pouvoir, sa situation ne laisse point d'être étrangement difficile. Le règne prolongé des idées démocratiques a eu pour résultat d'amener une véritable dissolution du pays; le radicalisme s'est servi du pouvoir pour tout décomposer, l'administration, la police, les finances,

l'armée; c'est à peine si la Nouvelle-Grenade a cinq cents soldats sur pied, la plupart des impôts ont été abolis, le pouvoir exécutif a été complétement désarmé. Si le nouveau président cherche à réagir contre tout cet ensemble anarchique, ne sera-t-il pas renversé par une révolution? S'il veut gouverner avec les lois actuelles, il risque de se débattre dans des impossibilités contre lesquelles il luttera inutilement.

Voilà pour l'état politique du pays. Quant aux affaires extérieures, la Nouvelle-Grenade se trouve être à la fois en querelle avec l'Angleterre et les États-Unis : avec l'Angleterre pour une vieille dette reconnue en faveur d'un sujet britannique, M. Mackintosh, dette qui remonte au temps de la guerre de l'indépendance, et qui a été déjà l'objet de plusieurs arrangemens. Sans entrer dans des supputations de chiffres, on peut certes dire que la Nouvelle-Grenade a payé de fait plus qu'elle ne devait; mais elle porte la peine de son impuissance à remplir au moment voulu ses engagemens. De là ces transactions onéreuses dont un agent étranger s'empare un jour pour faire la loi à des gouvernemens obérés. C'est ce qui est arrivé. Le ministre anglais, M. Griffith, a rompu, il y a quelques mois, tout rapport diplomatique avec la Nouvelle-Grenade. Il n'a point cependant quitté Bogota, attendant encore l'effet d'une intervention officieuse du ministre de France pour amener un arrangement, et pendant ce temps le gouvernement anglais a envoyé quelques vaisseaux devant Carthagène, afin d'imposer au cabinet de Bogota une prompte décision, et de le contraindre au besoin. La querelle avec les États-Unis n'est pas moins grave et elle est plus compliquée, car les griefs de l'Amérique du Nord sont plus nombreux, comme aussi elle peut avoir de bien autres conséquences, car au fond il s'agit de la possession de l'isthme de Panama. On se souvient peut-être de cette scène sanglante qui eut lieu l'an dernier à Panama, entre des Américains du Nord et des noirs. C'est là un des griefs dont le cabinet de Washington poursuit la réparation, et ce n'est pas le seul. Les Américains du Nord se plaignent d'un droit de tonnage mis sur les navires étrangers dans les ports grenadins, d'un impôt établi sur les correspondances par l'isthme de Panama. Le fondement des plaintes du cabinet de Washington est des plus fragiles sans doute, mais les Américains ont la force; ils ont vivifié cet isthme qu'ils occupent aujourd'hui, ils peuvent parler en maîtres, et, chose bizarre, il y a quelque temps, le gouvernement de Panama était obligé de demander à une frégate des États-Unis de vouloir bien débarquer quelques matelots pour rétablir l'ordre, ce qui était, après tout, introduire l'ennemi dans la place. A quoi cela tient-il, si ce n'est à cet étrange système qui a réduit la Nouvelle-Grenade à la faiblesse par l'anarchie?

CH. DE MAZADE.

Œuvres anatomiques, physiologiques et médicales de Galien (1). — Tout est difficile dans une édition et dans une traduction des œuvres de Galien : le texte est incertain, les éditions, quoique nombreuses, sont remplies de fautes, les manuscrits sont mal copiés et souvent incomplets, le grec n'est

(1) Traduites sur les textes imprimés et manuscrits, accompagnées de sommaires, de notes, de planches, et précédées d'une introduction, par le Dr Ch. Daremberg. Tomes Ier et IIe, Paris, Baillière, 1854-1856.

pas excellent ni facile à comprendre, le système philosophique de l'auteur est compliqué et prétend accorder Hippocrate, Aristote et Platon, tout en admettant, sur la nature de l'âme principalement, un matérialisme peu dissimulé. Les attaques contre les sectes qui divisaient alors les écoles de médecine sont nombreuses et souvent obscures, car l'amour de la vérité ne domine pas toujours seul. Si la science de l'auteur est infinie, si ses idées générales sont étendues, si les sujets qu'il traite sont nombreux, sa connaissance de l'anatomie est imparfaite, et quand il parle d'un organe, il dit rarement où et comment il l'a observé, de sorte qu'on ne sait s'il s'agit de l'homme, du singe ou d'un autre mammifère supérieur, et que l'on peut confondre l'obscurité avec l'ignorance. Enfin les éditions variées et les commentaires des érudits de a renaissance ne peuvent éclairer tous ces points délicats, car l'impartialité est d'une origine très moderne, et les érudits d'autrefois étaient les plus passionnés de tous les hommes. Toutes ces difficultés diverses, M. Daremberg est habitué à les vaincre. Ses traductions d'Hippocrate, d'Oribase et de Rufus d'Éphèse ont démontrée et perfectionné son habileté dans l'art de traduire et de rendre clair en français ce qui est souvent obscur en grec, sa connaissance de l'état des sciences dans l'antiquité et de l'histoire des théories. Il pourrait dire, comme Galien : « J'ai démontré dans des leçons publiques et particulières.... que je n'étais inférieur à personne, pour ne pas dire plus, dans la connaissance de toutes les sectes. » Galien en effet n'est pas seulement un praticien habile et le médecin éclairé de Marc-Aurèle et de Lucius Verus, il est surtout un critique et un philosophe. Dans le plus étendu des traités que publie M. Daremberg, *de l'Utilité des parties du corps*, la description scientifique n'intervient que pour appuyer un système de philosophie, ou, comme on dit aujourd'hui, de *téléologie*. C'est un exposé de l'anatomie du temps appliquée à la démonstration de la dangereuse théorie des causes finales. Le but de l'ouvrage est de prouver la vérité de ce principe d'Aristote : la nature ne fait rien en vain, principe qui paraît assez raisonnable, mais dont la preuve est difficile, tellement que la plupart des raisons alléguées par Galien ont été successivement ébranlées par les progrès de la science, et qu'aucune peut-être ne reste entière aujourd'hui. Les assertions plus récentes même ne reposent pas toujours sur des réalités incontestables, tant l'accord est difficile entre la métaphysique et l'expérience.

Les deux premiers volumes de la traduction de Galien ont seuls paru jusqu'ici à deux ans de distance, et M. Daremberg fait espérer que la publication sera terminée dans le courant de l'année 1857. Les deux volumes que nous attendons contiendront, l'un la vie de Galien et une introduction sur sa philosophie et ses doctrines médicales, l'autre quelques ouvrages de l'auteur, tels que le *Traité du Pouls* et les commentaires sur les livres chirurgicaux d'Hippocrate, sur les opinions d'Hippocrate et de Platon, etc. On aura ainsi tous les élémens d'une étude sur la médecine depuis Hippocrate jusqu'à Galien, et ce sera aussi le moment de tenter une exposition un peu étendue des doctrines de ce dernier comme de ses adversaires. PAUL DE RÉMUSAT.

V. DE MARS.

LES

ANGLAIS ET L'INDE

DERNIÈRE PARTIE.[1]

LES GRANDES VILLES DE L'INDE. — DEUX MOIS SUR LE GREAT-TRUNK-ROAD.

I. — CALCUTTA.

The city of palaces! ce nom ambitieux, certains quartiers de Calcutta le justifient pleinement, et il existe peu d'entrées de ville plus belles que celle de la capitale du Bengale par le pont d'Alipore : devant vous, un champ de verdure grand comme quatre ou cinq Champ-de-Mars, au milieu duquel s'élèvent les remparts de Fort-William; à droite, la ligne des palais de *Chowringhee-Road;* à gauche, le Gange chargé de nobles vaisseaux, et comme fond du tableau le palais du gouverneur-général, d'une architecture peut-être incorrecte, mais dont la masse énorme est dans le lointain d'un effet tout grandiose. Quelques statues élevées par la reconnaissance publique aux grands hommes de l'Inde, distribuées au hasard aux abords de la ville, ne témoignent pas, il faut l'avouer, d'un goût plus avancé en matière d'art que les monumens de *Trafalgar square.* Il y a surtout vers les bazars une colonne dédiée au général Ochterlony, surmontée d'un melon colossal, unique en son genre et de l'effet le plus prodigieux. Malgré l'imperfection de ces tentatives monumentales, le premier

(1) Voyez, sur le service civil de l'Inde, sur l'instruction et le système pénal, sur le commerce et le budget, sur l'armée, la *Revue* du 15 novembre, 15 décembre 1856, 15 janvier et 15 février 1857.

aspect de Calcutta est réellement splendide; mais il ne faut pas s'aventurer de vingt-cinq pas en dehors des limites des quartiers élégans, si l'on ne veut tomber des palais dans des huttes aussi misérables que peuvent l'être celles des habitans de Tombouctou. Ici la civilisation, là la barbarie! Voici le XIXe siècle sous les espèces d'un bel équipage et d'une jeune miss parée des dernières modes de Paris; cet Indien à moitié nu monté sur un char primitif et criard appartient au siècle du roi Porus, des conquêtes de Bacchus, des équipées terrestres du dieu Brahma, que sais-je?

Le contraste est surtout frappant le jeudi soir à la promenade des bords du Gange. Au milieu d'un joli jardin, la musique d'un régiment de l'armée royale en galant uniforme jette aux échos les harmonies de Rossini ou de Meyerbeer. Aux alentours est rassemblée une cohue de dandies à cheval, de briskas et de phaétons remplis de femmes élégantes qui savourent à la fois la brise du soir et les mélodies européennes. Appuyez un peu sur la gauche, à cinquante pas d'un chapeau de Mme Laure ou d'un cheval de pur sang, aux bords de la rivière, une foule cuivrée fait ses ablutions dans les eaux sacrées, et si vous regardez bien au milieu des flots, vous découvrirez sans doute quelque cadavre d'Hindou qui descend le fleuve du Gange après avoir descendu le *fleuve de la vie*, comme chante Robin des Bois. Cette juxtaposition des mœurs modernes et des habitudes primitives de l'Inde des brahmes se rencontre à chaque instant dans la ville des palais. A quelques pas des plus beaux hôtels sont des huttes misérables, des mares fétides, des foyers d'infection de toute sorte, d'où s'élèvent des miasmes impurs qui déciment les populations, car Calcutta, malgré son importance politique et commerciale, est restée en dehors des améliorations publiques introduites déjà depuis des années dans la plupart des villes des colonies anglaises. Le gaz, que possèdent le Cap et Sydney, n'éclaire point encore la *city of palaces*, l'arrosement y est fait à bras d'hommes et de la manière la plus parcimonieuse; quant aux soins de propreté, au nettoyage des rues et des ruisseaux de la cité, municipalité et habitans restent étrangers à ce service d'utilité publique, exclusivement confié au zèle et aux bons soins de la population animale de la ville, population aussi nombreuse que variée dont il faut dire quelques mots.

Tous les descendans du corbeau de l'arche semblent s'être réunis à Calcutta; on les compte par centaines, par milliers, sur les arbres, les terrasses, où du matin au soir ils adressent au ciel le concert monotone et criard de leurs croassemens. Habitués à la tolérance, ces noirs oiseaux sont d'une impudence sans limite, et si dans le salon ils n'hésitent pas à satisfaire un impérieux besoin sur un

meuble favori, ils hésitent encore moins à profiter d'une opportunité favorable pour dérober au garde-manger quelque plat de choix. Si sûrs même sont-ils de l'indulgence acquise à leurs méfaits, qu'il n'est pas rare de les voir, juchés sur le dos des bœufs et moutons qui paissent dans la plaine, se tailler d'un bec indiscret beefsteaks et côtelettes, sans accorder la moindre attention aux réclamations les plus énergiques des propriétaires de la chose.

A la saison des pluies, les *argeelah,* ou *butcher's bird,* ou *philosophes,* oiseaux grands comme de petits hommes, au long bec, au jabot rougeâtre, au crâne pelé, à l'aile noire, viennent partager avec les corbeaux les travaux de l'assainissement de la cité. C'est assurément l'un des traits les plus originaux de la physionomie de la capitale du Bengale que cette population d'énormes emplumés, sans peur sinon sans reproche, qui circulent d'un pas majestueux dans les rues, sur les promenades, au milieu des carrosses et de la foule, et semblent parfaitement au fait de la disposition légale qui frappe d'une amende de 5 livres sterling quiconque s'avise de toucher une plume de leur aile, je ne dis pas, et pour cause, un cheveu de leur tête. Je ne crois pouvoir donner une meilleure idée des services importans que rendent ces bipèdes à la communauté anglo-indienne qu'en reproduisant la légende d'un dessin publié par le *Punch* indien (*Dehli Sketch*) il y a quelques années. Aux bords heureux du Gange se trouvent deux *philosophes,* le premier hâve et maigre, en véritable équipage de gastronome sans argent, le second adossé contre un arbre, le ventre gonflé, la face douloureuse. « Eh bien! mon ami, *how do you do!* dit le premier. — Ah! mal, très mal, répond le second, le gros babou de la nuit dernière me pèse horriblement sur l'estomac. »

Pour compléter cet aperçu des variétés de la population zoologique de Calcutta, il faut mentionner, au moins pour mémoire, les cancrelats, les lézards, surtout les rats, hôtes inféodés du palais du nabab aussi bien que de la hutte du pauvre hindou, et enfin les chacals qui, à la nuit, envahissent la ville par bandes et saluent les habitans de sérénades dont la maussade harmonie fait presque regretter les concerts diurnes des corbeaux.

Je pense ne pas m'écarter de l'ordre le plus logique en passant sans transition de ces plaies du Bengale aux domestiques indiens. Du jour où l'étranger a mis le pied sur les rives du Gange, il ne s'appartient plus, il est devenu la propriété, la chose d'une douzaine au moins de sauvages qui, sous prétexte de domesticité, prennent possession de sa maison et de sa personne, et s'attachent à ses pas, qu'ils ne quittent pas plus que son ombre : témoin l'aventure de ce gouverneur-général nouveau débarqué qui sortit par un beau

matin pour payer à la nature, dans le parc de Barrackpore, un de ces tributs que paient même les gouverneurs-généraux, et fut fort étonné, en se retournant, de trouver derrière lui son porteur d'ombrelle (*chatti wallah*) au port d'armes, aussi fier et majestueux que s'il eût monté la garde sur les marches du trône d'Aurengzeb.

Le personnel si nombreux de domestiques que l'Européen doit entretenir dans l'Inde est un sujet qui a été trop souvent traité pour que je dresse ici la liste des *konsommah, ketmadar, bérat, misti, métor,* etc., qui composent l'établissement même le plus modeste. Ce luxe d'une domesticité de douze ou quinze individus n'est après tout que le strict nécessaire, ainsi que le prouve l'aventure suivante dont je garantis l'authenticité. Avant d'aller plus loin, pour excuser les détails intimes de ce récit, je dois prier le lecteur, en manière de préambule, de se rappeler certains passages de l'immortelle comédie du *Malade imaginaire*. Un de mes amis était retenu au lit par un rhumatisme qui ne lui permettait de remuer ni pieds, ni mains, ni dos. Le ventre étant ballonné, la langue épaisse, à la nuit il avale quelques pilules et s'endort sous la garde de son *bérat* de toilette, de deux *bérats de punkah* et du *métor*, le *goujat* de son armée domestique : quatre humains ou à peu près, et pas un cheveu de plus que l'indispensable pour un homme de condition perclus. Que l'on en juge : vers minuit, coliques et tranchées, cris du malade, entrée du *bérat* de toilette et de ses deux confrères qui, malgré toutes les supplications de leur maître, restent impassibles et se seraient plutôt fait hacher en morceaux que d'usurper sur les fonctions du *métor*, si bien que, pressé par l'aloès, en présence de ses trois serviteurs consternés, plus malheureux que Tantale au milieu des ondes, mon pauvre ami dut faire ce qu'il n'avait pas fait depuis plus de trente ans, comme il me l'avoua le lendemain, et non sans rougir!

Cette déplorable aventure démontre assez que le plus modeste bachelier ne peut entretenir dans l'Inde moins d'une douzaine de domestiques : rusés coquins qui ne comprennent pas ou plutôt ne veulent pas comprendre un seul mot des langues de l'Europe, ne savent pour la plupart ni le nom d'une rue, ni le nom même de leur maître, et sont de plus doués du zèle le plus fougueux et le moins réfléchi; socialistes d'ailleurs du pourpre le plus foncé avec des apparences de soumission et de respect au milieu desquelles le pauvre blanc peut, sans exagération, se comparer aux premiers chrétiens livrés aux bêtes. De là des mystifications quotidiennes et lamentables dont le premier venu doit trouver mille exemples dans sa vie privée. Appelez-vous un domestique pour lui donner une lettre à porter : le papier à peine remis, il est parti pour où? Dieu le sait, mais assurément ni vous ni lui n'en savez rien. Monté en voiture

dans l'intention de rendre une visite, vous avez piloté tant bien que mal votre cocher à travers le dédale des rues de la ville, et croyez avoir reconnu la maison amie : le *durwan* ou portier en turban rouge se dresse près du marchepied de votre équipage; mais vos tribulations sont loin de toucher à leur terme, car ce portier n'a pas la plus faible idée du nom de son maître. *Judge sahib, collector sahib, captain sahib, bibi sahib* ou *miss baba,* suivant la position sociale ou le sexe de l'hôte de la demeure, son intelligence ne va pas au-delà! Aussi est-il d'usage de se faire précéder partout de sa carte de visite, mais cette précaution est loin de remédier à tous les inconvéniens de la stupidité des portiers hindous, car il vous arrive souvent, en cherchant Brown, de rencontrer Smith, sans toutefois jamais tomber, grâce aux traditions de l'hospitalité anglo-indienne, sans jamais tomber, dis-je, de Charybde en Scylla.

Que l'on se garde bien de prendre acte de cette impuissance des domestiques natifs à s'incruster dans la cervelle quelques mots des langues de l'Europe pour les déclarer naïfs et sans art. Les maîtres de la fourberie héroïque et comique, Mercure et Scapin, trouveraient sinon des maîtres, du moins des rivaux parmi la domesticité du Bengale. Quel cordon bleu plus habile à manier l'anse du panier que ce *konsommah* qui pourvoit aux dépenses de votre table, et dont il vous faut solder les comptes sans murmures et surtout sans réductions, si vous ne voulez faire sur vous-même et sur vos amis l'expérience du supplice de la faim? Le docteur Swift, dans les recommandations si minutieuses qu'il adresse aux domestiques ses contemporains, n'a pas prévu les mille et une ruses que le serviteur indien met en avant pour justifier ses écoles buissonnières : le repas, la prière, les maladies, les obsèques d'un parent ou d'un ami. Un cuisinier que j'ai gardé, il est vrai, peu de temps à mon service avait le choléra de trois jours l'un; mon *bérat* de toilette, serviteur que son extrême laideur me rendait cher, avait conduit madame sa mère trois fois au bûcher sans que je me fusse cru en droit de lui faire la moindre remontrance à ce sujet.

Ajoutons, pour terminer un crayon ressemblant de la domesticité indienne, qu'elle est loin de mériter la réputation d'improbité qui lui est échue en partage. Il est presque sans exemple que des vols importans aient été commis par des domestiques chez leurs maîtres. Toute leur industrie s'exerce sur de vieux bas, des mouchoirs hors de service, quelques roupies oubliées dans la poche d'un gilet ou sur le coin d'une table. La chose est d'autant plus à remarquer que pendant neuf mois de l'année les maisons dans l'Inde restent littéralement ouvertes nuit et jour, portes et fenêtres. Aussi je n'hésite pas à dire qu'eût-on à son service une douzaine d'Européens, pris

sans certificat valable, sans recommandation d'aucune sorte, comme l'on prend les domestiques dans l'Inde, l'on devrait certainement, en fin d'année, décerner le prix de moralité à la peau noire et non pas à la peau blanche. Cette probité relative des serviteurs indiens, que je me plais à constater, ne prend pas sa source, sauf de bien rares exceptions, dans des sentimens de reconnaissance pour le maître dont ils mangent le sel, mais bien dans la crainte du châtiment légal. La reconnaissance est un sentiment étranger à l'immense majorité de la race asiatique. D'ailleurs les relations de maître à domestique, telles qu'elles existent dans l'Inde, ne sont pas faites pour inspirer à ces derniers l'affection et le dévouement. Les rapports du maître avec ses serviteurs ne sortent jamais des limites de leur service : vous ignorez même où demeurent des hommes à vos gages depuis des années. Arrivés le matin, ils vous quittent le soir sans que vous sachiez ni d'où ils sont venus ni où ils vont, car il y a entre l'Européen et l'Hindou une muraille plus que chinoise, que des relations de tous les jours, même pendant des années, ne sauraient franchir. Dussiez-vous rester vingt ans dans l'Inde, ce que je ne vous souhaite pas, ami lecteur, vous ne verrez jamais de l'Indien que l'écorce, ce que l'on en voit dans les rues, et rien au-delà. La chose ne manque pas d'originalité à certains jours.

Aux fêtes, par exemple, de la Churuck Poojah, déesse d'assez mauvais renom, qui se célèbrent dans le mois de *chaïtrac,* le dernier mois de l'année hindoue, fin mars et mi-partie avril, du matin au soir et du soir au matin les roulemens du tambour, les éclats des tam-tam, les sons discordans des clarinettes, le bruit confus de mille voix humaines, annoncent les processions étranges qui sillonnent incessamment les rues. En tête de la bande, des tambours empanachés de plumes d'autruche, des fifres, des violes à corps de citrouille, tous ces instrumens malfaisans dont la sauvage harmonie poursuit vos oreilles jusque dans les retraites les plus profondes. Vient ensuite un cortége de personnages fantastiques dont le crayon le plus extravagant ne saurait donner qu'une faible idée, et au milieu duquel s'avancent les *sannyassis*, héros de la fête dignes à tous égards de ce bizarre entourage. Celui-ci s'est passé au travers du bras une longue pique, de la bouche de cet autre sort une énorme langue toute plantée d'aiguilles; en voici un troisième dont le dos est lardé de flèches ni plus ni moins que l'est de lard l'estomac d'une poularde à la financière. Ce ne sont là toutefois que des épreuves préliminaires, le petit jeu en attendant le grand, réservé pour le dernier jour de la fête. A ce jour-là, le *sannyassi* mérite définitivement les bonnes grâces de la divinité en se faisant accrocher par le dos à une sorte de potence, et en planant ainsi suspendu au-dessus d'une

foule idolâtre qui le salue de ses cris et de ses applaudissemens.

Toutes les réjouissances publiques de la population native ne portent pas ce caractère de superstition brutale et sauvage, et à certains jours on la voit accourir pour assister à des sortes de jeux olympiques, où l'exercice de la lutte joue le plus grand rôle. La lutte est en effet un des plaisirs favoris des natifs, et il est de *fashion* parmi les riches babous, au lieu d'une écurie de course ou d'une meute de chasse, d'entretenir des athlètes qu'ils engagent les uns contre les autres pour des sommes souvent considérables. Une vaste cour entourée de bâtimens à un étage, aux toits en terrasse, écuries, magasins ou usines, est le cirque improvisé où se célèbrent ces jeux renouvelés des Grecs. Pressée sur cinq et six rangs et couvrant la plate-forme des toits, la foule suit avec un intérêt palpitant tous les incidens du *sport,* et ces milliers de corps nus, de têtes brunes, de chevelures noires, suspendus entre ciel et terre, ne sont certainement pas un des traits les moins curieux du tableau. Au milieu de la cour, une enceinte entourée d'une petite palissade, et dont le sol a été fraîchement remué, renferme les lutteurs et leurs maîtres, ces derniers, de vénérables personnages, en robes de mousseline, en turban de cachemire ou de soie brodée d'or, les autres nus sauf un caleçon infinitésimal et offrant aux yeux des proportions dignes de l'antique. Quant à la lutte elle-même, comme je ne suis point initié aux secrets de l'art, le spectacle m'en a paru assez maussade; mais j'étais évidemment le seul de cet avis, à en juger par l'émotion de la foule au moment du combat et par les applaudissemens frénétiques dont elle saluait les athlètes vainqueurs.

La munificence des riches babous, qui défraie les dépenses de ces divertissemens publics si chers à la population native, s'exerce aussi à certains jours au profit de la société européenne de Calcutta. Voici quelques traits d'un *rout* anglo-indien qui ne manquent pas d'originalité. Par un singulier caprice de l'amphitryon, il fallait, pour arriver aux salles de réunion, suivre un véritable cours d'histoire universelle illuminé en verres de couleur, car l'allée qui conduisait à l'habitation était ornée de statues de carton peint empruntées aux époques les plus diverses de l'histoire de l'homme : Adam et Ève chassés du paradis, Hercule terrassant l'hydre de Lerne, Romulus et Rémus sous leur louve, Coriolan, François Ier, lord Nelson, l'empereur Napoléon, le duc de Wellington, la reine Victoria, et au milieu de toute cette belle compagnie, fort étonnées de s'y trouver, certaines célébrités filantes de 1848, dont je ne rappellerai pas les noms, Dieu merci oubliés aujourd'hui. La salle de bal, resplendissante de lumières, présentait des détails de décoration assez curieux. Au plafond, au-dessous des lustres et des girandoles, étaient suspendus des pois-

sons et des perroquets d'écorce d'arbre, des nénuphars de papier fort ressemblans, qui se balançaient en manière d'épées de Damoclès au-dessus de l'assemblée. Trois palais miniature, avec parc, jardin de plaisance, ménagerie et habitans, s'élevaient en évidence, comme morceaux de choix, sur une estrade, et une illumination *a giorno* faisait ressortir les traits distinctifs de ces chefs-d'œuvre de l'art allemand : allées de sciure de bois, cascades de verre, arbres de mousseline. Quelques symphonies exécutées par des artistes pleins de bonnes intentions ouvrirent la fête, et servirent d'introduction au *nautch,* ou danse des bayadères. Quoique j'eusse peu d'illusions sur la chorégraphie native, la maussaderie de ce spectacle dépassa et au-delà mes préventions. Le chant monotone, la musique dolente, qui accompagnent le tournoiement incessant de la danseuse, dont les mouvemens ne manquent pas toutefois de grâce et de laisser-aller, composent un ballet plein de couleur locale sans doute, mais qui ne me semble pas offrir d'autre attrait... Voilà pour l'art. Quant à la femme, la bayadère, avec ses cheveux glacés d'huile de coco, ses dents pourries par l'usage du bétel, ses mains peintes de *henné,* ne réalise pas, à mon avis, un type de beauté bien désirable. Et puis,... et puis,... à quinze jours de distance, vous retrouvez, plus débile, plus infirme, plus mélancolique à voir que ce pauvre comte de la triste figure dont les précoces rhumatismes effraient le spectateur au second acte de *Lucrèce Borgia,* un ami que vous avez laissé dans la plus luxuriante santé... Et ce n'est pas pour avoir soupé à la vigne du saint père, si je puis emprunter sa phrase à M. Victor Hugo.

Des rafraîchissemens choisis, un souper fort bien servi, avaient été préparés par les soins de l'amphitryon, et nous eûmes la preuve que l'on faisait honneur à son champagne. Au plus beau de la danse des bayadères, des hurrahs frénétiques, partis de la salle aux rafraîchissemens, vinrent ébranler les murailles de la maison, et nous apprîmes bientôt que ces acclamations saluaient un toast porté par de loyaux Américains au président Fillmore, à mistress Fillmore et à tous les petits Fillmore. — *And God bless them!* cria une voix retentissante habituée à dominer le mugissement des flots. Tout peu républicain que je suis, je puis affirmer que je m'associai à cette patriotique et bruyante invocation.

Il est temps de dire quelques mots de la société européenne de Calcutta, et comme transition je saisis au vol ce dialogue, qui se tient en ce moment entre deux Anglo-Indiens, s'est tenu il y a cinq minutes, se tiendra dans cinq minutes encore : *No gaieties going on. — None. — What stupid place is Calcutta? — The most stupid place in the world.* Pour ne pas décider à la légère, j'ajouterai, en preuve à l'appui de ce sévère jugement, la liste des plaisirs publics de la

ville des palais en 1855, pendant le mois de novembre, l'un des mois les plus gais de l'année, liste que je traduis littéralement du *Bengal sturkum,* l'organe le plus influent de la publicité indienne.

« Mercredi 10 novembre, midi, réunion des actionnaires du *Bengal Coal Company.*

« Jeudi 7 novembre, sept heures du soir, réunion des membres de la Société d'éducation fondée par M. de Béthune.

« Lundi 22 novembre, midi, réunion des actionnaires des docks de Howrah.

« Jeudi 25 novembre, concert au bénéfice de M. Valadarès.

« Samedi 27 novembre, leçon du docteur Woodehouse sur le télégraphe électrique. »

Que celui auquel il faut d'autres plaisirs que des réunions d'actionnaires ou des leçons sur le télégraphe électrique ne s'achemine pas vers la cité des palais, car je ne vois pas un *iota* à ajouter à ce menu de gaietés publiques détaché de la feuille anglo-indienne.

Calcutta est en effet une ville d'affaires par excellence, au sein de laquelle, sauf quelques militaires, il ne se trouve pas d'oisifs. Fatigué du travail du bureau, l'administrateur ou le marchand se trouve peu disposé à sortir de chez lui le soir. Le climat, les habitudes de l'Inde se prêtent peu d'ailleurs aux réunions nocturnes. Pendant neuf mois de l'année, si vous voulez jouir de quelque fraîcheur, il faut être debout à la pointe du jour et rentré au lever du soleil, si bien que, vers dix heures, les plus éveillés même préfèrent les plaisirs du lit à ceux du théâtre ou du bal. De plus, la morgue officielle, la froideur britannique, les désastres commerciaux, les distinctions de la peau, ont divisé la société de Calcutta en coteries pleines de rivalités où la déesse de la discorde règne en souveraine, et exige, comme holocauste de toute réunion, le sacrifice d'un dindon et d'un jambon arrosés de champagne, le dindon, le jambon et le champagne formant une véritable trinité symbolique de l'hospitalité anglo-indienne. De là une monotonie dans le peu de plaisirs que se donnent les Européens de Calcutta, une absence de vie, de gaieté, dans les réunions, dont je ne peux donner une meilleure idée qu'en citant le fait d'un beau jeune homme servant un soir à une société de vingt personnes en intermède musical d'après-dîner le chant de *la Marseillaise,* et qui, debout près d'un piano, exhalait l'hymne républicaine de la même voix dolente dont il eût soupiré une romance de troubadour; mais au lieu de nous arrêter plus longtemps à des plaisirs assez peu réjouissans, il est mieux de piquer droit au *Bengal club,* le club le plus fréquenté de Calcutta, où l'étranger peut admirer avec quelle supériorité la race anglo-saxonne comprend et pratique la vie en commun entre hommes.

Il est huit heures; le dîner est servi dans une salle à manger aux murs revêtus de stuc et magnifiquement éclairée. La table couverte de cristaux et d'argenterie est soumise à l'action d'énormes *punkhas* (éventails), qui caressent d'une brise délicieuse la tête des convives. Derrière la chaise de chaque dîneur, un domestique au teint cuivré, en robe et en turban blanc. Toutes les fenêtres sont ouvertes, il y en a au moins dix-huit, et au dehors, sous un beau ciel des tropiques, s'étend une plaine à perte de vue au milieu de laquelle se dessinent les ouvrages du fort William et les mâts des navires à l'ancre dans les eaux du Gange. C'est un coup d'œil à la fois étrange et splendide qui donne à l'arrivant une haute idée des luxes de l'Inde. Et puis entre les convives les manières sont franches et cordiales, aussi éloignées du sans-façon que de la raideur. Votre voisin de droite, ce haut personnage du conseil ou des secrétaireries du gouvernement de l'Inde, dont la démarche solennelle et le majestueux port de tête vous ont paru jusque-là si imposans, vous le retrouvez à la table du club ce qu'il est réellement, un *gentleman* instruit, bien élevé, obligeant, qui n'a d'autre défaut que de se prendre à certaines heures au sérieux, et sa femme aussi! La riche santé que celle de votre voisin de gauche, ce monsieur pansu aux joues rubicondes! Assurément ce type d'excellente graisse est au jour de son débarquer, ou les voyageurs ont étrangement calomnié le climat de l'Inde!..... Profonde erreur, cette royale fourchette bâtie sur le modèle du Silène, sinon du Bacchus indien, appartient à la *landed gentry,* race robuste qui plante de l'indigo, déjeune à la fourchette, goûte à deux services, dîne comme vous pouvez voir, et dépasse la soixantaine en dépit du climat du Bengale et des alcools.

Le *Bengal club,* outre les ressources de sa table publique et de ses salles de réunion, offre à ses membres des chambres et même des appartemens, si bien qu'un garçon qui y prend ses quartiers n'a point à s'occuper des détails du ménage, si fastidieux partout, plus encore dans l'Inde qu'ailleurs, et réalise en un mot un phalanstère non prévu par Fourier et ses disciples, où l'élégance et les comforts de la vie ne sont toutefois qu'une faible compensation de la monotonie de jours qui se suivent et se ressemblent.

Après avoir parlé du *Bengal club,* je dois, pour ne pas faire acte d'ingratitude, dire quelques mots d'une autre société anglo-indienne au sein de laquelle j'ai passé des jours heureux et noblement employés. Si donc le lecteur n'est point fatigué de ces esquisses, je le prierai de tenter sous ma conduite une excursion avec le *Tent's club* sur les bords du Gange, à la suite des cochons sauvages ou même d'un tigre.

Pour voir à leur avantage, sous le jour le plus favorable, les An-

glais, ces hommes si timides et si froids, il faut sans contredit les étudier *inter pocula* ou un jour de *sport*. C'est surtout alors que brillent les nobles qualités de la race anglo-saxonne, sa mâle énergie et sa loyale franchise. Les *meetings* du *Tent's club* ont lieu de la fin de décembre à la mi-avril. Son établissement se compose d'une *mess-tent* (tente publique où les repas sont servis) et d'une douzaine d'éléphans. Malgré toute ma répugnance à mettre indiscrètement en scène des compagnons de plaisirs ou de dangers, qu'il me soit permis de citer ici les noms pittoresques de quelques-unes de ces nobles bêtes, véritables amis de l'homme : *la Belle-Lune, la Pomme-Grenade, l'Étoile-du-Matin*, *le Fils-du-Soleil* et enfin *le Rosier-Fleuri,* du haut duquel j'eus, pour la première fois de ma vie, l'honneur de faire face à un tigre.

Après avoir passé la nuit sous une tente qu'il a eu soin d'envoyer à l'avance dès l'aurore, le chasseur est debout. La tasse de café, le cigare, une visite aux chevaux, les soins de la toilette et du déjeuner, et le moment du départ est arrivé. Le coup d'œil que présente alors le camp est plein d'originalité, non pas que l'uniforme des *sportsmen* du *Tent's club,* chemise de flanelle, culotte de peau ou de velours, bottes à revers, chapeau *solah,* soit des plus élégans; mais il y a là, en guise de meute, une douzaine d'éléphans avec leurs *mahouts;* trente chevaux, montés ou conduits à la main, piaffent et hennissent; chaque cavalier est suivi d'écuyers et de varlets qui, comme au bon vieux temps, et mieux qu'au bon vieux temps, portent ses lances de rechange et sa gourde pleine de thé, de grog ou de champagne, qu'une enveloppe de flanelle mouillée maintient à une température équitable.

Le théâtre du *sport* est généralement peu distant des tentes. Les éléphans rangés en bataille dans la jungle s'avancent lentement en frappant le sol de leur trompe, tandis qu'à la lisière les cavaliers, la lance au poing, attendent le débuché du cochon sauvage. Pressé par la ligne des batteurs, effrayé de leurs cris retentissans, après mille ruses, l'animal se décide à quitter son asile de hautes herbes et de palmiers nains. Le voilà parti, qui roule dans la plaine comme une énorme boule noire; les cavaliers, le fer en avant, le pressent de toute la vitesse de leurs chevaux, et bientôt le sort de l'infortuné quadrupède est décidé : il est mort de la mort des braves, son flanc ouvert saigne par vingt ouvertures. Honneur à qui a porté le premier coup, à qui a gagné le *first spear!* La course en terrain découvert ne se prolonge guère plus de dix minutes; mais comme le terrain est généralement fort mauvais, il n'est pas rare qu'elle soit illustrée de catastrophes équestres. Ce ne sont pas là au reste les seuls dangers qui dans ce noble *sport* mettent à l'épreuve les nerfs

du cheval et du cavalier : il arrive souvent que le cochon poursuivi se retourne résolûment, et, chargeant galamment ses ennemis, ne leur laisse qu'une victoire chèrement achetée par de profondes blessures. Le cochon mort devient la proie d'une multitude de natifs, qui viennent faire curée à coups de hache, tandis que les chasseurs s'éloignent de ce répugnant spectacle pour chercher d'autres victimes.

Vers midi, le soleil est à son zénith, les chevaux sont haletans, les estomacs creux, les gosiers embrasés, toutes les gourdes à sec; il est temps de procéder au *tiffin*, et les cantines sont ouvertes sous l'ombrage imparfait du premier bouquet d'arbres à portée. En un clin d'œil, les chasseurs harassés sont étendus sur des bottes de paille, avec des viandes froides, des pains, des bouteilles au long col, un rocher de glace qui pleure au soleil; mais ce qui donne surtout un cachet original à ce tableau, c'est la présence d'une nuée de natifs qui, accourus des quatre points cardinaux, viennent s'accroupir sur trois ou quatre rangs, à vingt pas des déjeuneurs, et là, immobiles et muets, dévorent de leurs grands yeux noirs les visages pâles dont l'étrange accoutrement et l'appétit homérique défraieront pour de longues soirées sans doute la causerie du village.

Comme je l'ai dit plus haut, les membres du *Tent's club* font non-seulement la guerre aux cochons sauvages, mais encore au roi des forêts, au tigre lui-même. Ma première rencontre avec ce héros de la jungle m'a laissé de si profonds souvenirs, que je prendrai la liberté, sans la moindre arrière-pensée toutefois de concurrence au brave capitaine Gérard, de donner un daguerréotype complet de ce jour solennel de ma vie de *sportsman*. Dans les premiers jours de janvier 1853, le télégraphe électrique qui relie Calcutta à Diamond-Harbour annonçait assez régulièrement qu'un tigre réfugié dans le voisinage avait croqué son homme. Une chasse à sa poursuite fut organisée par le *Tent's club*, et je m'y rendis comme hôte de mon digne ami F... Le samedi 15 janvier fut un jour de buisson creux, et le dimanche tirait à sa fin, sans que nous eussions eu des nouvelles du gibier, quand des amis vinrent nous avertir que des pas frais de tigre avaient été vus dans une jungle peu distante, aux bords du fleuve. Cette jungle, formée de palmiers nains de trois pieds et demi de haut environ, s'étendait sur un espace d'environ trois quarts de mille de long sur un quart de mille de large. Les éléphans furent disposés en ligne, à intervalles égaux, à travers la jungle, et nous marchâmes à l'ennemi dans un profond silence, suivis d'une queue de natifs, attirés par la curiosité du spectacle.

A peine en mouvement, nous levâmes un cochon sauvage qui fut respecté de tous les chasseurs, sans que notre bienveillance lui ren-

dît grand service, car à peine avait-il disparu sous les hautes herbes, que nous l'entendîmes pousser des cris désastreux assez semblables à ceux d'un lièvre à l'agonie. Le pauvre diable de cochon, dans sa fuite, venait de tomber sous les griffes du tigre. La chose ne lui souriait que médiocrement, à en juger par ses cris frénétiques. Les chasseurs suivaient tous les détails de cette scène avec une haletante curiosité, lorsque les éléphans firent entendre un cri d'alarme dont je ne saurais donner une meilleure idée qu'en le comparant au sifflet d'une machine à vapeur lorsque l'eau gazéfiée s'en échappe; ils battirent ensuite le sol de leur trompe, qu'ils replièrent soigneusement au-dessus de leurs têtes. Ces préparatifs de combat suggérés par l'instinct naturel à nos montures étaient des indices certains du voisinage de l'ennemi. Ce fut un moment solennel, un moment d'émotion que je me rappellerai toute ma vie. J'étais à l'extrême gauche dans un *howdah*, porté par *le Rosier-Fleuri*, en compagnie de mon ami le capitaine J... Une première fois je vis couler sous l'épais branchage des palmiers quelque chose de fauve, mais prudemment je gardai mon feu. La fortune me récompensa de ce sang-froid en me montrant le tigre, à la plus belle portée, dans une clairière, qui se retirait au petit pas devant la ligne des chasseurs. J'eus le premier feu, mon ami J... le second. Après avoir essuyé ce premier salut, le tigre fit environ cent pas de retraite, puis, prenant un parti héroïque, s'élança sur la ligne des éléphans, majestueux, l'œil en feu, le poil hérissé, et poussant une série de rugissemens auprès desquels la valse infernale de *Robert le Diable* n'est bien décidément que de la petite musique. La brave bête s'avança ainsi jusqu'à dix pas de notre centre au milieu d'une volée de balles et des cris enthousiastes des chasseurs. Là, sans doute frappé à mort, le tigre se détourna de sa course, et franchit la ligne entre les deux éléphans de l'extrême droite. J'étais tellement saisi d'admiration, d'admiration c'est le mot, que pendant cette dernière phase du combat je ne pensai point à y prendre une part active, et, spectateur immobile, dévorai du regard tous les détails de cette noble lutte de l'homme aux prises avec la nature sauvage : *wheel on the right forwards*, cria une voix retentissante, commandement qui fut exécuté au milieu d'un immense hurrah britannique. A quinze pas environ du lieu de notre changement de front, le tigre, étendu sur le flanc droit dans une clairière, rendait le dernier soupir sans grands efforts. Quoiqu'il eût reçu sept balles, pas une goutte de sang ne souillait sa peau. C'était une tigresse de trois ans, *a maid*, à ce que m'assura un vieil amateur; elle mesurait huit pieds trois quarts du museau à l'extrémité de la queue.

Il est temps de rentrer *intra muros*, et de dire quelques mots du

passé de Calcutta, passé qui date d'hier et dont les souvenirs disparaissent avec une effrayante rapidité. Calcutta n'est point la première capitale qu'ait eue le Bengale; Gaur, Rajmahal, Dacca, Nuddeah, Moosherabad, ont successivement tenu le premier rang parmi les cités de la vallée du Gange, et il n'est pas impossible que les caprices du fleuve forcent un jour à transporter en dehors des murs de Calcutta le siége de la métropole commerciale de l'Inde anglaise. Il y a cent ans à peine, l'emplacement où s'élève aujourd'hui la cité des palais était couvert d'une jungle épaisse habitée seulement par des tigres et des buffles sauvages. Ce fut vers le milieu du dernier siècle que John Charnock, directeur à cette époque des comptoirs de la compagnie, transporta le siége de l'établissement anglais d'Ulibarria à Calcutta, qui dut son nom, soit à l'ancienne pagode, dédiée dans le voisinage de la ville actuelle à la déesse Kali, et connue sous le nom de *Khali-Ghaut,* soit au fossé limite de l'établissement européen, connu en langage natif sous le nom de *Kalh-Kitta.* Les factoreries européennes du Bengale, danoises, françaises, hollandaises, s'élevaient sur la rive droite du fleuve; mais la profondeur de l'eau, plus grande sur la rive gauche que sur la rive droite, décida sans doute le choix de l'emplacement du nouvel établissement européen. La position offrait de plus ce grand avantage de n'être point exposée aux dévastations des hordes mahrattes, qui, dans leurs expéditions, ne traversaient jamais la rivière. Les monumens du premier âge de Calcutta ont presque entièrement disparu. Les bâtimens de la douane s'élèvent sur l'emplacement du vieux fort, et le marquis de Hastings, pour ne pas laisser subsister le témoignage écrit du jour de la plus grande humiliation que la puissance anglaise ait subie dans l'Inde, a fait disparaître une colonne élevée aux victimes de la catastrophe du *Black-Hole* par les survivans de cette nuit terrible. Le fort William, construit sur la rivière en aval de la ville, fut commencé en 1757, après la bataille du Plassey, et bâti sur les plans d'un ingénieur français nommé Boyer, dans d'assez vastes proportions pour pouvoir contenir en cas d'attaque toute la population européenne. L'habitation du gouverneur-général se trouvait à l'intérieur du fort, et ce fut seulement en 1799, sous l'administration du marquis de Wellesley, que fut commencé le palais actuel du gouvernement. Si les bâtimens les plus anciens de Calcutta datent à peine d'un siècle, les quartiers et rues de la ville semblent avoir été nommés aux meilleurs temps de la tour de Babel. L'hindostani, le bengali, le portugais, l'anglais, se coudoient dans ce vocabulaire étrange. Ainsi *Alipore, Chowringhee, Cossittolah, Mourgiattah, Hare-Street!* désignations dont les antiquaires futurs auront grand'peine à retrouver les étymologies.

C'est à peine d'ailleurs si quelques fugitifs souvenirs lient dans l'Inde le jour présent à la veille, et les générations qui s'y succèdent ne laissent derrière elles que des traces bientôt oubliées de leur passage. En effet, il n'existe point de vieillards dans la colonie anglaise de l'Inde. A soixante ans au plus, qui a échappé aux dangers du climat et de la guerre va demander à l'Europe un asile pour ses vieux jours. Aussi ne rencontrez-vous jamais dans la société anglo-indienne de bonnes dames causeuses ou de vieux officiers heureux de revivre de souvenir à leurs beaux jours et d'en transmettre les traditions à la jeunesse. Disons aussi que, plus encore aujourd'hui qu'au temps passé, grâce aux promptes communications avec l'Europe, l'Inde n'est qu'un lieu d'exil, une Sibérie tropicale sur le sol de laquelle l'Européen ne s'acclimate pas, et qu'il quitte du jour où il a assuré le pain de sa vieillesse ou de son âge mûr. Sans doute il est des familles dont plusieurs générations ont passé dans les rangs du service de l'honorable compagnie, mais, même pour ces officiers héréditaires, sans exception d'ailleurs élevés dès leur bas âge en Europe, l'Inde n'est jamais qu'une terre étrangère; leur patrie, la terre des souvenirs de leur jeunesse, leur *home*, c'est l'Angleterre. Quant aux familles que les liens du sang rattachent au sol, aux enfans d'Européens et de natives, désignés dans le pays sous le nom d'*Eurasians*, cette race frêle et chétive s'abâtardit dès les premières générations. Il ne faut pas toutefois méconnaître, au point de vue politique, l'importance de cette impossibilité de fusion entre la race conquérante et la race conquise. L'élément de dissolution qui a amené la ruine de toutes les colonies européennes n'a point acquis jusqu'à ce jour dans l'Inde des proportions redoutables, et il est plus que probable que la domination anglaise ne s'y verra jamais aux prises avec une race métis humiliée, énergique et ambitieuse; mais, pour ne tirer que les conséquences immédiates de ce fait singulier de l'ordre physique, il faut conclure qu'aujourd'hui, pas plus qu'aux premiers jours de la conquête, l'Européen n'a pris racine sur le sol de l'Inde, et que de tous les membres de la communauté anglo-indienne, officiers civils et militaires, marchands et spéculateurs, il n'en est pas un seul qu'un héritage inespéré ou une belle spéculation ne ramenât immédiatement en Europe. Aussi, au milieu de cette population de transition, de ces exilés qui n'ont jamais planté un arbre dans l'espérance de jouir de son ombrage ou d'en faire jouir leurs enfans, de ces générations qui se suivent et se remplacent comme les flots de la mer à une haute marée, hommes et choses atteignent promptement une vieillesse prématurée, et l'on ne doit pas s'étonner que les souvenirs et les traces de la société des premiers jours de la conquête soient plus rares à Calcutta que ne le sont en Europe les souvenirs et les traces de la société du moyen âge.

Société étrange cependant, race brutale et généreuse, prompte au bien et au mal, prête à tous les sacrifices et à tous les excès, que celle de ces vieux nababs dont les caractères excentriques semblent empruntés au roman ou à l'histoire des boucaniers : non pas que, *laudator temporis acti*, je veuille jeter la pierre à la génération du jour et à ses sages plaisirs, les thés religieux, les distributions de bibles polyglottes et les bazars philanthropiques, en exaltant outre mesure les rudes compagnons dont les exploits ont presque donné un monde à une patrie ingrate et oublieuse; mais il y a dans cette société des premiers jours de l'Inde des épisodes dramatiques, des instincts généreux qui fourniraient sans contredit un intéressant sujet de récit à une plume habile. Dans le gouvernement, les rivalités, les haines personnelles compromettent le salut de l'empire, et ses plus hauts dignitaires n'hésitent pas à avoir recours entre eux à l'argument de l'épée et du pistolet; dans la vie privée, des excès constans de table et de jeu *short and merry;* est la devise que chacun met en pratique. Tout Européen vit entouré, comme un véritable patriarche, d'une douzaine de noires beautés. Voici l'éditeur d'un journal plein de scandales qui raconte froidement la tentative d'assassinat qui a eu lieu contre lui la veille, et si vous regardez à la première page, vous y trouverez la très singulière annonce que voici : « Vente à l'amiable de deux jeunes garçons caffres appartenant à un abbé portugais et jouant parfaitement du cor de chasse. » Enfin, pour terminer par un trait saillant ce croquis hâtif des jours passés, un des amis du gouverneur Vansittart l'institue par testament héritier de ses dettes, et ce dernier accepte et fait honneur à ce legs, au moins singulier.

C'est à cette période d'agitation qu'il faut remonter pour arriver à l'origine de la presse anglo-indienne : la première feuille anglaise, *Hickey's Gazette*, du nom de son fondateur, parut dans l'Inde en 1780; mais la presse anglo-indienne n'acquit une importance relative qu'au jour de son émancipation par lord Metcalf, en 1838. Cette mesure, devant laquelle le gouvernement de l'Inde recula avec terreur pendant plus de cinquante ans, et que lord Metcalf prit sans instructions précises, peut-être malgré des instructions précises, est loin cependant d'avoir amené à sa suite tous les désastres dont même de bons esprits ne manquaient pas de prédire qu'elle serait accompagnée. La presse anglaise compte des organes dans toutes les grandes villes de l'Inde, et l'on peut citer, parmi ses publications quotidiennes et périodiques les plus importantes, le *Bengal Hurkuru*, l'*Englishman*, le *Friend of India*, la *Revue de Calcutta*, le *Madras Advertiser*, le *Bombay Times*, le *Dehli Gazette*, le *Dehli Sketch*, sorte de *Punch* indien dont les dessins sont souvent pleins de sel et de malice. La presse anglo-indienne s'adresse exclusivement à la communauté eu-

ropéenne, dont elle représente les intérêts; aussi, sauf aux jours de l'arrivée des malles d'Europe, le journal indien révèle à chaque ligne au prix de quels efforts d'invention l'éditeur est parvenu à remplir ses colonnes. A une première page d'annonces en succède invariablement une seconde toute remplie de correspondances particulières, dont les pseudonymes ambitieux de *Néo Junius, fiat lux*, ou *justitia*, dissimulent mal la pauvreté. Quelques nouvelles locales, des emprunts à la presse européenne couvrent tant bien que mal le blanc des deux autres feuilles. Comme toutes les publications périodiques faites en dehors des grands centres de la vie politique, loin de l'influence vivifiante des hommes d'état, les journaux indiens ne reçoivent que de seconde et troisième main les grands sujets de discussion qui remuent le monde, et leur polémique propre est circonscrite ordinairement dans des questions d'intérêt local, de promotions subalternes, de petits scandales auxquels des publicistes même habiles, et la presse coloniale en compte dans ses rangs, ne sauraient donner grand intérêt. Pour éveiller la curiosité publique, le journaliste anglo-indien accueille sans long examen tout ce qui peut l'aider à remplir son cadre, et accorde ainsi une préférence pleine de périls aux choses militaires. Il n'est point de lieutenant conduit par ses fredaines devant une cour martiale, de brebis galeuse, *black sheep*, chassée de son régiment par le mépris de ses camarades, qui ne trouve dans certains journaux indiens des avocats sympathiques tout disposés, quelles que soient les fautes du délinquant, à le poser en victime digne d'intérêt d'un pouvoir injuste et arbitraire. De plus, s'agit-il d'une expédition militaire, l'officier qui veut prendre la peine de tenir le journal indien au courant des événemens peut, en revanche, se poser dans les colonnes en petit César et distribuer autour de lui le blâme et l'éloge. De là certaines réputations guerrières faites à coups de plume, dont la renommée s'est étendue jusqu'en Europe.

Si cette intervention continue de la presse anglo-indienne dans les choses militaires présente de véritables dangers, il faut reconnaître, d'un autre côté, que les abus de pouvoir, les scandales commerciaux sont devenus beaucoup moins fréquens depuis qu'une presse émancipée surveille dans l'Inde, d'un œil jaloux, les intérêts de tous. Il faut aussi ajouter que le zèle avec lequel les feuilles quotidiennes ont soutenu la cause des grands travaux d'utilité publique a beaucoup contribué à faire sortir le gouvernement de l'Inde de la honteuse léthargie dans laquelle il s'était endormi pendant près d'un siècle. Si de belles routes, des chemins de fer, des lignes de télégraphes électriques, d'admirables travaux d'irrigation commencent à couvrir le pays, la presse anglo-indienne peut s'attribuer une bonne

part de ces améliorations. En résumé, la liberté de discussion dont jouit aujourd'hui la communauté européenne de l'Inde a sans doute rendu le gouvernement plus difficile, elle met bien souvent en péril la discipline de l'armée; mais ces dangers ne sont pas sans compensation, et, quoique nous ne nous piquions certes pas de servir la cause du progrès quand même, nous conclurons en disant que l'expérience et surtout le bon sens éminemment pratique de la race anglo-saxonne, chez laquelle le plus violent *thunderer* ne vit jamais plus que ne vivent les roses, ont justifié la mesure d'émancipation prise par lord Metcalf.

Nous ne saurions quitter la presse de l'Inde sans dire quelques mots des publications périodiques écrites en langues orientales. Les missionnaires protestans de Sérampour furent les premiers qui introduisirent l'élément natif dans la presse anglo-indienne. Ils publièrent pour la première fois en 1819 un journal en langue bengali, qui avait pour but spécial de servir la cause de la propagande religieuse. Pour répondre aux attaques que l'organe des sociétés bibliques lançait contre la religion hindoue, des *pundits* organisèrent bientôt diverses publications; mais la presse hindoue resta vouée exclusivement à la polémique religieuse jusqu'en 1830, époque où les journaux en langues natives commencèrent à donner des nouvelles de l'Europe. La presse hindoue, qui compte non-seulement des représentans à Calcutta, mais encore dans toutes les grandes villes de l'Inde, a adopté les formes multiples de la publicité européenne, et ses organes sont quotidiens, hebdomadaires, bi-mensuels et mensuels. Elle aborde les sujets les plus variés, politique, science, littérature, et compte même des feuilles qui ont, comme le *Punch* de Londres, pour unique spécialité de châtier les ridicules contemporains (1). Des personnes compétentes nous assurent que l'influence de la presse native sur les populations est fort peu considérable, et qu'elle ne compte de lecteurs que parmi le *Young Bengal*, qui, né d'hier comme le *Young England*, est déjà bien cacochyme aujourd'hui.

Si maintenant, pour résumer ces observations sur la communauté anglo-indienne de la ville des palais, nous devions parler en termes amers de sa moralité, nous garderions le silence, car le silence, à

(1) Le prix de l'abonnement est d'une roupie par mois pour le journal quotidien, et varie pour les autres publications de une demi-roupie à un quart et même un huitième de roupie, prix bien modeste, si l'on pense qu'il s'agit d'un abonnement mensuel au *Bidyacul podruma* (*l'Arbre de toutes les Sciences*), au *Sambad Rasaraj* (*le Roi de la Satire*), ou au *Sambad Bhashkar* (*le Soleil*). *Le Soleil*, qui est généralement reconnu comme le journal le plus important de la communauté indigène, tire seulement à 400 exemplaires, faible circulation que n'explique que trop ce que nous avons dit du déplorable état de l'éducation dans la société indienne.

notre avis, est la seule critique qu'un voyageur qui comprend ses devoirs puisse se permettre contre ceux dont il a mangé le sel, suivant la métaphore orientale. D'ailleurs les touristes atrabilaires sont une espèce trop commune parmi la gent voyageuse pour que nous soyons très soucieux de grossir leurs rangs et de refaire ces tableaux d'abominations et de désolations que des *misses* puritaines ou des John Bulls renforcés ont donnés comme la plus fidèle expression des Anglo-Indiens peints par eux-mêmes. C'est là en effet un des caractères les plus étranges de nos voisins d'outre-mer que cette impitoyable énergie avec laquelle ils portent le scalpel au plus profond des viscères de la famille anglaise; amour de la vérité, disent les uns; habitude d'oiseau mal élevé qui ne respecte pas son propre nid, disent les autres. Sans prononcer entre ces deux opinions, également fondées peut-être, nous croyons n'être que vrai en disant que la communauté anglo-indienne des bords du Gange n'est ni plus mauvaise ni meilleure que son aînée des côtes de la Manche, et que l'adultère, les orgies, les transactions scandaleuses n'y sont pas plus à l'ordre du jour qu'ils ne le sont à Londres ou à Paris. Si le vice brutal de l'ivrognerie y est plus répandu qu'en Europe, il faut aussi faire la part des ardeurs du climat, des ennuis de la vie même dans les plus grands centres, où les jours se suivent et se ressemblent avec une désespérante monotonie. Nous n'hésitons donc pas à le dire, certains récits de voyageurs anglais, anglais surtout, ont étrangement calomnié la société des exilés des trois présidences. La moralité commerciale de l'Inde, si attaquée, vaut même beaucoup mieux que sa réputation, et dans les catastrophes récentes où ont péri tant d'intérêts respectables, l'entraînement des spéculations a eu beaucoup plus de part que la fraude, à n'en juger que par l'événement et le petit nombre de fortunes impures faites dans ces désastres. Il est au reste un caractère distinctif de la société anglo-indienne, c'est la libéralité avec laquelle elle répond à tous les appels faits à sa générosité. Du cap Comorin au pied de l'Himalaya, toutes les bourses s'ouvrent à l'envi avec une prodigalité sans bornes devant une idée généreuse, une infortune respectable : c'est là un trait saillant de la famille européenne de l'Inde, que ses détracteurs les plus acharnés ne sauraient lui refuser sans nier l'évidence, et que nous aimons à signaler comme le meilleur complément de nos observations.

II. — BÉNARÈS.

D'excellens wagons, qui ne le cèdent en rien pour les comforts et l'élégance aux voitures les mieux entendues des chemins de fer de

l'Europe, conduisent le voyageur en quelques heures de Calcutta à Ranneegunge (130 milles); là il doit se résigner à adopter un mode de locomotion d'une civilisation moins avancée, et dont l'introduction dans l'Inde, soit dit à la honte du système de *statu quo* qui a si longtemps dominé dans les conseils de l'honorable compagnie, date à peine de quelques années. Jusqu'à ces derniers temps, c'est à bras d'hommes, dans un palanquin, avec mille lenteurs et encore plus de fatigues et d'ennuis, que le voyageur parcourait toute l'étendue des possessions anglaises. Depuis l'ouverture du *Great-Trunk-Road,* des compagnies ont établi des communications par voitures publiques sur tout l'espace qui sépare Calcutta des grands centres de Dehli et d'Agra, des importantes stations militaires de Meerut et d'Umballah; ces véhicules sont particuliers à l'Inde. Imaginez une petite citadine à quatre roues peinte en vert, garnie à l'intérieur d'un matelas, de coussins et de filets qu'un voyageur prudent ne manque pas de remplir de provisions de bouche, car il ne faut compter qu'avec toute réserve sur les ressources que la route peut offrir à un estomac vide ou à un gosier altéré. Des auvens de toile attachés au toit de la voiture en protégent l'intérieur contre les rayons obliques du soleil à son lever ou à son déclin; l'impériale, entourée d'une grille, reçoit le bagage du touriste et son domestique. Majestueux sur le siége est un cocher enturbané qui porte fièrement, sur une bandoulière de drap rouge, une plaque de cuivre où sont gravés ces mots : *North Western Dawk Company,* ou *Inland Transit Company,* insignes des associations rivales. Enfin dans les brancards un cheval au flanc retroussé, d'aspect mélancolique, rétif neuf fois sur dix, s'il ne se décide à quitter son écurie qu'après mille difficultés, poursuit sa carrière, une fois commencée, à un triple galop que viennent souvent interrompre les plus déplorables catastrophes. On a maintenant une idée à peu près exacte de l'appareil qui conduit par le *Great-Trunk-Road* à Bénarès, Lucknow, Agra, Dehli, et que nous n'abandonnerons que pour aller faire le curieux pèlerinage d'Hurdwar.

Il ne sera peut-être pas hors de propos de dire ici quelques mots de la vie et des plaisirs du voyageur sur cette longue route. Pendant neuf mois de l'année, les chaleurs torrides qui suivent immédiatement le lever du soleil forcent le touriste à s'arrêter dès le matin et à se réfugier dans les *bungalows* que le gouvernement anglais entretient sur le *Great-Trunk-Road* de distance en distance; mais il ne faut pas s'exagérer les ressources de ces établissemens. Des murs blanchis à la chaux, une table, un lit, deux chaises, un lavabo à cuvette de cuivre, composent uniformément le mobilier de ces asiles publics. Quant aux ressources culinaires, il est facile d'en dresser le menu : du riz, des œufs et une poule qui chante encore à l'arrivée du voya-

geur, et qui ne se présente devant lui qu'écrasée à la crapaudine, les pattes jointes en manière d'invocation comme pour s'excuser de l'aliment insipide et coriace qu'elle offre à son appétit. Disons toutefois que ces établissemens hospitaliers sont généralement tenus avec une grande propreté, et que le voyageur expérimenté doit bénir l'asile au toit de chaume où des *punkahs* et des *tatties* (nattes en herbes odorantes) viennent le défendre contre l'ardeur du soleil et des vents chauds. Les sites pittoresques et les souvenirs historiques qu'il rencontre sur la route ne compensent pas, il faut l'avouer, l'ennui de ces longues journées de solitude. Peu accidentée jusqu'à Bénarès, la voie macadamisée s'étend à travers une longue suite de plaines uniformes dont les collines du Rajmahal interrompent à peine la monotonie. Quant aux monumens, aux ruines, nulle contrée au monde n'en est plus dépourvue. Des huttes primitives de bambous, des populations cuivrées à moitié nues s'offrent incessamment aux regards. Il semble que le temps passé n'ait laissé aucune empreinte sur ce sol oublieux et sur ces races plus oublieuses encore, et que sans transition cette terre et ces hommes soient arrivés au XIXe siècle comme ils étaient au sixième jour, lorsque le Créateur lança le monde dans l'espace.

La scène change à Bénarès, où le voyageur retrouve dans toute leur gloire cette religion mystérieuse et ces folles superstitions qui comptent encore aujourd'hui plus de deux cents millions d'adeptes. La ville de Bénarès, cette Jérusalem de la religion des brahmes et ce foyer de la science hindoue, est bâtie, comme chacun sait, sur la pointe du trident de *Shiva,* au contraire de tous les autres points de notre globe sublunaire, qui reposent sur les dix mille têtes du serpent *Ananta,* et par ce seul fait elle se trouve protégée contre les tremblemens de terre; mais ce privilége, tout considérable qu'il est, n'est pas le seul dont jouissent les habitans de la cité chérie du dieu Brahma : un pèlerinage dans ses murs vous assure indulgences plénières, et quiconque a le bonheur d'y fermer les yeux, échappant aux transmigrations redoutables dont la loi hindoue est si prodigue, se trouve absorbé immédiatement au plus profond de la divinité... *Ainsi soit-il!* Ces croyances, qui pour la population de tout le continent indien sont encore à l'état de dogme incontesté et incontestable, expliquent le nombre immense de pèlerins qui visite chaque année Bénarès, et la population de plus d'un million d'âmes réunie en ses murs.

Vu du fleuve, l'ensemble de la cité sainte est quelque chose d'imposant et de bizarre. Sur la rive droite du Gange, une plaine basse s'étend à perte de vue, tandis que sur la rive gauche la ville s'élève en amphithéâtre et présente une longue suite de construc-

tions monumentales d'une architecture peut-être bizarre, mais dont l'ensemble n'est pas dépourvu de majesté. Ces édifices, palais, temples ou forteresses, car on ne saurait d'abord en définir le caractère, ces édifices, dis-je, flanqués de tours, avec un haut portail, de longues et étroites fenêtres, un panache de tourillons et de pavillons chinois, dominent fièrement la rivière, et communiquent avec elle par des escaliers monumentaux, *ghauts,* suivant le nom consacré, presque tous comparables pour la grandeur de leurs proportions au magnifique escalier de Versailles. Des centaines de temples hindous, peints de couleurs tranchantes, avec des coupoles en mitre d'évêque, des ornemens bizarres, des dorures à profusion, adoucissent la sévérité de ce tableau, que termine majestueusement la mosquée d'Aurengzeb, monument de conquête qui s'élève en vainqueur sur une éminence aux limites de la ville.

Mais c'est surtout au lever du soleil que le panorama de la cité sainte présente aux yeux du voyageur un spectacle plein d'animation et de fantaisie. Les escaliers géans sont couverts d'une population de baigneurs qui monte et descend comme le flux et reflux sur la plage : au milieu de ses rangs pressés, des taureaux sacrés avec leur accent circonflexe sur le dos circulent d'un pas lent plein de dignité. Des gardiens d'un aspect récalcitrant, en turban rouge, le sabre au côté, assis dans des tribunes au bas du *ghaut,* surveillent d'un œil anxieux la foule des baigneurs, et exigent même des plus pauvres le tribut de quelques *cowries.* Une innombrable multitude d'hommes, de femmes, d'enfans, frétille dans les ondes, tandis qu'aux dernières marches des *ghauts* des milliers de petits pots de cuivre déposés par les baigneurs reflètent en éclats brillans les rayons du soleil. Quoique le très petit nombre se hasarde seul au milieu des eaux, les catastrophes ne laissent pas d'être assez fréquentes parmi eux. Tous ces accidens ne doivent pas être attribués à des imprudences ou au hasard. Des malfaiteurs habiles dans l'art de plonger saisissent et entraînent, dit-on, sous les eaux les femmes et les enfans pour s'emparer de leurs pendans d'oreille et de leurs bracelets, et l'on assure que l'un de ces scélérats a mené victorieusement pendant plusieurs années cette épouvantable industrie en s'affublant d'une peau de crocodile. Souvent aussi des fanatiques viennent chercher une mort volontaire au milieu du fleuve sacré, suicide qu'ils accomplissent en s'attachant autour du cou de grandes jarres de terre. Ainsi équipés, ils s'abandonnent au courant de la rivière, et apprennent bientôt par expérience que « tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle s'emplit. » La scène pleine de mouvement que j'ai tenté d'esquisser, scène digne de l'étude d'un peintre qui voudrait représenter l'Inde des brahmes sous ses plus

éclatantes couleurs, se reproduit jusqu'aux murs de la mosquée d'Aurengzeb; mais du haut des minarets de ce temple, la cité sainte se présente sous un tout autre aspect. Toutes les maisons de la ville avec leurs toits plats se déploient en une immense surface sous vos pieds, les cours des maisons sont toutefois si étroites, les rues sont si profondes, que cet immense amas de pierres habité par plus d'un million d'individus n'offre aux yeux qu'une vaste solitude, un désert, animé seulement par quelques bandes de perroquets et de pigeons, hôtes familiers des minarets de la grande mosquée.

Les rues les plus étroites, les plus sombres, les plus infectes de Londres et de Paris ne sauraient donner une idée des rues de Bénarès. De hautes et sinistres maisons presque sans fenêtres, à portes basses, bordent tristement un fond de dalles humides que le soleil n'éclaire jamais. Partout une odeur de sentine, quelque chose d'oppressif dans l'air vous annonce que vous traversez des régions où les démons de la peste et du choléra siégent en permanence. Au milieu de ces foyers de pestilence circule une population hâve, terreuse, couverte de loques indescriptibles; à chaque pas, vous vous trouvez en présence d'un bœuf sacré, aussi fier que pouvait l'être Apis aux plus beaux jours de sa puissance, et tout prêt à défendre à la pointe de ses cornes le privilége du haut du pavé. La présence de ces animaux, qui pullulent presque autant dans la ville indienne que les chiens dans les bazars de Constantinople, est une véritable calamité, contre laquelle l'autorité anglaise ne peut prendre que des mesures secrètes, car les habitans regardent avec une vénération tout égyptienne ces quadrupèdes, qu'ils nourrissent pieusement. Il est en effet de croyance avérée parmi les Hindous que si on lâche un taureau sacré à la mort d'un parent ou d'un ami, l'animal emporte à la pointe de ses cornes tous les péchés du défunt, auquel cette manière d'expiation évite de revenir à la vie pour des milliers d'années sous les espèces désagréables d'un ver de terre ou d'un crapaud. Aussi n'est-ce qu'à la dernière extrémité, alors seulement que la population bovine a par trop augmenté, que les magistrats se décident à délivrer la cité de ces hôtes importuns. A la nuit, des hommes de police font main-basse sur les quadrupèdes, qu'ils conduisent dans des jungles voisines, où des léopards incrédules et des tigres esprits forts ont bientôt fait justice des prétentions des bœufs dieux. Ajoutons en passant qu'au rez-de-chaussée des maisons se trouvent des boutiques misérables de tissus, de verroteries, de grains, que dans des antres obscurs des marmitons presque nus, d'un aspect diabolique, cuisinent toute sorte de mets impossibles. Telle est à peu près la physionomie de ces rues où le voyageur, sous une indicible impression de tristesse, salue d'un regard ami la forme et la couleur des

pommes de terre amoncelées en lots à l'étalage des marchands de légumes, seuls vestiges de civilisation européenne qui s'offrent à ses yeux dans cette cité d'un autre âge!

C'est en circulant à travers ces rues étroites, au milieu d'une population de femmes voilées, de pèlerins à moitié nus, de fakirs plus nus encore, de lépreux, d'aveugles, de mendians du plus dégoûtant aspect, que l'on arrive au temple connu sous le nom de *Vishvayesa*, et l'un des plus fréquentés de la ville : temple formé de plusieurs pavillons de pierre rouge, aux bizarres sculptures, aux dômes dorés, réunis dans l'enceinte d'une haute muraille. L'intérieur de l'édifice présente le plus singulier assemblage de bœufs sacrés, de fidèles ahuris qui courent à travers les galeries en s'aspergeant d'eau et en poussant incessamment, avec les plus étranges modulations, le cri : *Ram, ram*. Une boue épaisse couvre le sol dallé; vingt cloches sont en branle. A la porte d'un des pavillons où je me présente se dresse devant mes yeux, comme une effrayante apparition, un nègre littéralement nu, la face rongée d'un hideux ulcère, qui d'un geste bienveillant m'engage à en franchir le seuil. L'aspect dégoûtant de cette repoussante bête, l'odeur infecte du lieu, le tintamarre infernal qui éclate à mes oreilles, m'engagent à ne pas prolonger mon séjour en cet antre, et je me dirige vers la rue accompagné d'un sage brahmine, cordon sacré en sautoir, chevelure rasée sauf une mèche, nez et ventre également proéminens, qui me passe autour du col un collier de fleurs sacrées. Des amis bienveillans m'avaient heureusement mis en garde contre ce véritable présent des Grecs. Une quinzaine auparavant, deux jeunes gens peu curieux de se promener par les rues revêtus des insignes d'une victime expiatoire avaient jeté par mégarde les colliers offerts au col d'un enfant de basse caste, et cette prostitution des fleurs sacrées exaspéra tellement la populace, que les visiteurs eurent beaucoup de peine à se soustraire à une véritable lapidation. Je mets donc prudemment les fleurs dans ma poche, quitte à m'en débarrasser plus tard. Un *backchich* me délivre de la compagnie du sage brahmine, et je peux me diriger en toute sécurité vers le domicile du fabricant dont les admirables broderies et les riches brocarts ont eu tant de succès à l'exposition de Paris. Les magasins, il faut l'avouer, ne paient pas d'apparence. Un escalier aussi raide qu'étroit conduit le visiteur dans une chambre basse dont les murs, peints à la chaux, ne présentent d'autres ornemens qu'un portrait lithographié de sa majesté la reine Victoria et un brevet de médaille d'argent de l'exposition de Londres, signé par le prince Albert. Un drap blanc étendu sur le sol et deux chaises composent tout l'ameublement de cette chambre, où vont s'étaler sous vos yeux éblouis des tapis de velours brodés d'or, des étoffes,

des bijoux d'un admirable travail, trésors qui paieraient la rançon d'un roi et dépassent de beaucoup le budget d'un simple voyageur.

Il n'existe pas de résident européen dans la ville de Bénarès; toute la communauté à peau blanche est réunie à la station, à 4 milles environ de la cité native, et reliée avec elle par une excellente route macadamisée, infestée de tribus de singes sacrés que protége le respect superstitieux des natifs, et qui règnent en maîtres sur les bords des *tanks*, les toits des maisons et les arbres des jardins. La station est bâtie, sans plan régulier, aux environs des édifices qui renferment les tribunaux, les caisses publiques, la prison, le collége et les lignes militaires. Les maisons à un étage, blanchies avec soin, avec leurs persiennes vertes et le vaste jardin qui les entoure, présentent un coup d'œil élégant, mais qui se reproduit incessamment dans tous les chefs-lieux de district de l'Inde. Et l'uniformité n'est pas seulement dans les rues : élémens sociaux, occupations, plaisirs, sujets de conversation, rien ne varie dans ces petites colonies européennes échelonnées au milieu du vaste empire indo-britannique. Le personnel officiel d'un chef-lieu de district se compose invariablement d'un *commissioner*, d'un juge, d'un collecteur, d'un magistrat, de quelques assistans, et des officiers d'un ou de plusieurs régimens, tous gens dont la vie pourrait facilement se réduire aux termes d'une formule géométrique. La promenade au lever du soleil, les travaux de l'office et le *tiffin;* à quatre heures, le billard public ou le bain (les plaisirs de la poule et de la natation conduisent jusqu'à six heures); une promenade à cheval ou en voiture sur les grandes routes environnantes, et l'heure du repas du soir est arrivée : tel est l'éternel menu de cette vie, dont quelques grands dîners, des parties de chasse ou un bal viennent seuls varier la monotonie. Aussi que Mme la *commissioner* n'abuse pas trop de son droit de préséance, que mistress brigadier *** pardonne au collecteur d'avoir la moitié de l'âge et le double du traitement de son mari le colonel et C. B. (traduisez *compagnon du Bain* et prononcez *ci bi*); que la station ait échappé en masse à la contagion de la distribution des bibles, cette maladie anglaise, et il ne reste plus rien à servir dans la communauté sur le tapis de la discussion, sinon : la bière reçue de Calcutta aux derniers jours par le juge : — *very sound indeed;* le *claret* importé directement de Bordeaux par la *mess-rather thin;* les selles de mouton produites par tel ou tel club (1), ou enfin, sujet incessant de conversation et d'anxiétés, la glacière, qui pendant les longs mois

(1) Il est d'usage dans les stations anglo-indiennnes que les résidens s'associent par trois ou quatre pour entretenir un troupeau de moutons. Un ou deux animaux, suivant les besoins, sont tués par semaine et distribués entre les membres du *Mutton-Club*.

de chaleur doit servir aux seuls véritables plaisirs de la communauté européenne.

Sans doute les charmes du foyer domestique, les mille et un intérêts d'une vie toute consacrée à la famille, pourraient donner à cette existence la variété, l'imprévu, les émotions qui lui manquent; mais là encore que de rudes désappointemens viennent frapper au cœur l'exilé! Si à peine il connaît ses enfans, jamais il n'est connu d'eux : dès leur plus bas âge, dans l'intérêt de leur santé, il doit les envoyer en Europe, et des joies de la paternité la seule qui ne lui soit point refusée, c'est celle de payer les comptes élevés que les chefs des maisons d'éducation de Londres et d'Édimbourg ne manquent pas de lui adresser régulièrement; mais ces tristesses de la vie intime de l'Inde, le touriste doit les deviner, car autour de lui tout est joies et fêtes. Ses lettres d'introduction une fois remises, du *commissioner* au plus jeune enseigne c'est à qui organisera à son intention grands dîners et parties de chasse. Fêté, choyé, reçu partout comme un vieil ami, le voyageur européen trouve dans l'Inde, n'en déplaise à M. Scribe, la *terre classique de l'hospitalité.*

III. — LUCKNOW.

Eh! voici, ami lecteur, le glorieux appareil dans lequel vous visiterez les curiosités de la ville de Lucknow, si votre bonne étoile vous a muni d'une lettre de recommandation pour ce général hospitalier et bienveillant auquel de glorieux services ont valu le titre de « Bayard de l'armée des Indes, » et le poste lucratif et important de résident diplomatique près le roi d'Oude (1). Comme escorte, deux cavaliers irréguliers au turban rouge, vêtus d'une tunique brune, de pantalons jaunes et de bottes fortes, armés de sabres et de carabines, montés sur des chevaux pleins de feu, ouvrent passage dans les rangs de la foule au magnifique éléphant qui vous sert de monture, monture vraiment royale, richement caparaçonnée d'un drap rouge brodé d'or sur lequel repose un *howdah* d'argent aux coussins de velours. Un noir serviteur muni d'un parasol et un *mahout* armé d'un redoutable trident complètent cet équipage digne d'Alexandre à son entrée dans Babylone, avec lequel une veste de chasse et un chapeau rond ne laissent pas de faire un assez triste contraste. Pour rendre à César ce qui appartient à César, nous commencerons nos pérégrinations par les palais du roi d'Oude.

(1) Ce poste, depuis l'année 1855, époque de l'annexion du royaume d'Oude à l'empire anglo-indien, a naturellement cessé d'exister. Voyez sur le roi d'Oude la *Revue* du 1er janvier 1856.

Le marquis de Carabas lui-même, ce propriétaire d'assez célèbre mémoire suivant la tradition, aurait pu, non sans raison, gémir de l'inégalité des dons de la fortune, si le hasard l'avait conduit dans la cité de Lucknow. Partout, à chaque pas, vous vous trouvez en présence de monumens publics, palais, maisons de plaisance, mosquées sépulcrales, qui portent les insignes de la royauté native : deux poissons en guise d'armoiries à la façade, et deux parasols dorés sur le sommet de l'edifice. Ce qui explique cette richesse de l'apanage royal, c'est la coutume adoptée par chaque souverain de faire construire à son avénement un nouveau palais. Aussi la plupart de ces édifices construits d'hier tombent en ruines, et l'entretien des palais du roi lui-même laisse beaucoup à désirer. Quant au mobilier des demeures royales, on ne saurait rien imaginer de plus mesquin : des murailles peintes à la chaux ou décorées d'arabesques ternies, des sophas fanés, des tapis éraillés, et dans les appartemens favoris des bassins peuplés de poissons rouges, des pendules sans mouvement et sans voix, des collections de lithographies à bon marché dont les sujets forment souvent les plus bouffons contrastes. Pour n'en citer qu'un exemple, je parlerai d'un pavillon où une série de tableaux représentant les batailles de la guerre de la Péninsule se trouve régulièrement entremêlée de dessins dont les sujets sont empruntés à l'histoire d'Atala et de Chactas, auquel sa peau brune et son costume plus que léger ont valu sans doute droit de cité dans le boudoir royal. Tout cela est bien loin de cette Inde des contes arabes, que le voyageur emporte naïvement dans sa cervelle. Vous pouvez toutefois saisir au passage certains détails de la vie intime de cette royauté indienne et déchue qui ne sont pas sans intérêt. Les logemens réservés au harem occupent plus de la moitié des bâtimens dans toutes les habitations royales, car le roi de Lucknow est sans contredit l'un des plus grands polygames de la terre; son sérail se compose de cinq cents femmes, et il y a un mois à peine qu'il a eu la curieuse idée de parfaire quatre fois en un jour les cérémonies du mariage, cérémonies religieuses bien entendu, conformément aux rites de la loi musulmane. Parmi les divertissemens qui arrachent quelquefois aux délices du *zénana* ce représentant couronné de l'Inde du bon vieux temps, il faut placer au premier rang les combats d'animaux. C'est dans le palais où sont reçus les étrangers que se célèbrent ces jeux, et malgré ce qu'ils ont de cruel, je regrette vivement de n'y avoir pas assisté. L'arène qui sert de théâtre ne rappelle en rien les cirques gigantesques des Romains. C'est une petite cour de quelques centaines de pieds carrés, dominée par des murailles élevées, sur laquelle ouvre au premier étage une galerie protégée par d'épais barreaux, d'où le spectateur peut saisir sans danger tous les détails de

la lutte. Au rez-de-chaussée, une douzaine de loges qui servent de domicile aux gladiateurs à quatre pattes, héros de ces fêtes, n'étaient habitées, lors de ma visite, que par trois tigres; mais un signe du maître suffirait à remplir ces vides, car le tigre abonde sur les territoires d'Oude, et il n'est pas rare de rencontrer, dans les rues de Lucknow, quelques-uns de ces animaux menés en laisse comme des chiens ou attachés à la chaîne à la porte des maisons. Le propriétaire d'une villa située sur la route des cantonnemens anglais a eu la singulière fantaisie d'ériger, en guise de loge de concierge aux limites de son jardin, deux pavillons habités chacun par un tigre, dont les yeux brillans et les rugissemens profonds doivent à la nuit occasionner plus d'un vertige au passant nouveau-venu en ces lieux.

Un voyageur anglais, qui visita la ménagerie du roi d'Oude il y a quelques années, raconte avoir vu dans une loge voisine des tigres un mammifère du *genus homo*, ou tout au moins quelque chose de fort approchant, que le gardien lui présenta sous le nom de *junglee ke admee* (homme sauvage), bipède qui faisait depuis plusieurs années l'un des plus beaux ornemens de la ménagerie, et dont les habitudes ne se distinguaient en rien de celles de ses confrères à quatre pattes. Muet comme la hyène de la loge mitoyenne, il ne manquait pas, à l'instar du tigre son voisin de droite, de faire régulièrement la sieste après son repas de viande crue. Ce citoyen de la république des bois, qui en vaut bien un autre, avait été trouvé dans un antre à loups situé au plus profond d'une forêt frontière des royaumes d'Oude et de Nepaul. Les loups, qui abondent en ces contrées, enlèvent souvent des enfans dans les villages, et le petit captif ne succombe pas toujours sous la dent de son ravisseur. Il est nombre d'exemples d'enfans élevés par une louve au milieu d'une portée de louveteaux dont ils ont pris, pauvre humanité! toutes les habitudes. Un officier du service de la compagnie me racontait, au sujet de ces Romulus indiens, l'histoire suivante, que je livrerai au lecteur sans commentaires.

Dans le village de Chuprah, situé à l'est de Sultanpore, vivaient un homme, sa femme et leur enfant, âgé de trois ans. En mars 1843, la famille sortit un matin pour aller vaquer aux travaux des champs. L'enfant avait alors au genou droit une large cicatrice provenant d'une brûlure qu'il s'était faite en tombant dans le feu quelques mois auparavant. Pendant que ses parens travaillaient la terre, l'enfant se roulait sur l'herbe à quelque distance, lorsqu'un loup bondit sur lui de la jungle voisine, le saisit par les reins et l'emporta au galop, malgré les cris et les poursuites du père et de la mère. Des recherches faites le lendemain et les jours suivans sous la direction du père par ses amis et ses voisins furent sans résultat, et l'on dut

renoncer à toute espérance de trouver vestige de l'enfant enlevé.

Six ans s'étaient écoulés sans que la mère, qui avait perdu son mari dans l'intervalle, eût entendu parler de son enfant. L'on était alors au mois de février 1849. Deux cipayes, venus en congé à la ville de Singramow, peu distante de Chuprah, quittèrent un beau matin leur domicile pour aller se promener sur les bords de la petite rivière qui traverse la ville. Assis au bord de l'eau, ils savouraient la brise du matin, lorsqu'ils virent, à leur grand étonnement, trois petits loups en compagnie d'un jeune garçon qui, sortis prudemment de la jungle, s'avancèrent vers la rivière, où ils commencèrent à étancher leur soif. Les cipayes, remis de leur première stupeur, se lancèrent à la poursuite de la petite troupe, et parvinrent à saisir l'enfant au moment où il s'introduisait dans un antre où les trois louveteaux l'avaient précédé. Il tenta d'abord de se défendre à coups de dents contre ses capteurs; mais ces derniers l'amarrèrent solidement et l'amenèrent à leur logis, où pendant vingt jours ils le nourrirent de viande crue et de gibier. Trouvant alors les frais de table de leur hôte trop élevés, ils se décidèrent à le conduire au bazar de Kholepoor, où des personnes charitables avaient promis de se charger de son entretien.

Un cultivateur de Chuprah, qui vit le jeune garçon au bazar, raconta, à son retour dans le village, les détails de la capture des deux cipayes, et l'histoire arriva ainsi jusqu'à la veuve. Cette dernière ne perdit point de temps pour se rendre au bazar, et là reconnut sur le corps du jeune garçon, non-seulement la cicatrice au genou droit et celle des dents de la louve sur les reins, mais encore un signe à la cuisse avec lequel son fils était venu au monde. Convaincue de l'identité de la pauvre créature, elle la ramena avec elle au village, où tous ses voisins n'hésitèrent pas à la reconnaître pour son fils. Pendant plusieurs mois, la mère chercha par des soins assidus à ramener l'enfant à des habitudes humaines; mais ses efforts ne furent couronnés d'aucun succès, si bien que, dégoûtée, elle se décida à l'abandonner à la charité publique. L'enfant fut alors recueilli par les domestiques de l'officier qui me racontait cette étrange histoire, et ceux-ci le traitaient comme ils eussent pu traiter un chien mal apprivoisé. Il vécut ainsi environ un an. Son corps exhalait une odeur sauvage fort désagréable; ses coudes et ses genoux étaient endurcis comme de la corne, sans doute par suite de l'habitude de marcher à quatre pattes qu'il avait contractée au milieu des louveteaux ses compagnons d'enfance. Toutes les nuits, il se rendait dans les jungles voisines, et ne manquait jamais de prendre sa part des charognes qu'il pouvait rencontrer sur son chemin. Il marchait généralement sur ses deux jambes, mais prenait sa nourriture à quatre pattes

en compagnie d'un chien paria avec lequel il entretenait des relations d'intimité. Jamais on ne le vit rire ou on ne l'entendit parler. Il mourut presque subitement après avoir avalé une grande quantité d'eau.

Il est temps de quitter l'homme sauvage, et, après cette longue digression, de revenir aux diverses curiosités que le palais de sa majesté d'Oude offre au voyageur. La transition ne demande au reste que peu de préparations oratoires, car le potentat indien, qui aime beaucoup les bêtes à l'instar de Shahabaham, — Shahabaham, le plus vrai de tous les caractères qui soit jamais sorti de la plume de ce fertile et charmant auteur, M. Scribe, — le roi de Lucknow, dis-je, entretient une oiselerie avec une collection magnifique de perroquets, une fauconnerie dont les veneurs improvisent fort obligeamment, moyennant *backchich,* au profit du visiteur européen, une chasse au pigeon ou au héron, et enfin une ménagerie de daims au milieu desquels se trouvent des antilopes et des boucs dressés au combat. Deux mots seulement de ce plaisir assez puéril de la royauté indienne. A peine en présence, comme de galans paladins, les deux boucs se précipitent l'un sur l'autre, et leurs têtes baissées s'entrechoquent avec un bruit tel que l'on s'étonne de n'en pas voir sortir immédiatement ce que la nature y a mis en guise de cervelle. Beaucoup plus gracieux est le combat des antilopes. Ces jolies bêtes aux formes élégantes enlacent immédiatement leurs cornes allongées, et luttent avec une énergie, une souplesse, des bonds capricieux, des ruses de guerre, qui feraient honneur à des athlètes accomplis.

Si chaque roi d'Oude, à son avénement, prend soin de se faire bâtir un nouveau palais, l'usage veut que les cérémonies du couronnement soient accomplies dans un édifice spécial où se trouve une salle du trône théâtre de bien des tragédies. Les murs portent encore les traces du combat que l'autorité anglaise fut obligée de livrer en 1839 pour empêcher une *rannee* ambitieuse de mettre la couronne sur la tête de son fils favori, à l'exclusion de l'héritier légitime, le roi actuel. Le trône, tout entier d'argent, incrusté de pierres précieuses, est un assez respectable morceau d'orfévrerie autour duquel veille une collection de sentinelles de la tournure la plus prodigieuse. Les costumes débraillés du carnaval de Paris ne peuvent donner une idée du délabrement de l'uniforme des soldats du roi d'Oude. Des shakos tromblons au fond avarié, des plumets impossibles, des vestes rouges sans manches, et, en manière de compensation, des manches rouges sans veste, des pantalons couverts d'arabesques de toutes couleurs, et qui offrent souvent les plus déplorables lacunes, — ce n'est là vraiment qu'un crayon imparfait de ces fantastiques militaires auprès desquels les mendians espagnols les plus déguenillés

peuvent être considérés comme des hommes bien mis. La population du royaume d'Oude fournit cependant la plus grande majorité des cipayes de l'armée du Bengale, dont l'on peut voir des spécimens de la meilleure tenue à la porte de la résidence anglaise; mais si le gouvernement régulier et le trésor bien rempli de l'honorable compagnie peuvent métamorphoser en soldats d'une allure tout européenne les hommes primitifs dont se recrutent ses légions, ce prodige dépasse la science politique des conseillers corrompus et ignorans qui dirigent les affaires du royaume d'Oude, et ses pauvres soldats, souvent en arrière de plusieurs années de paie, avant de penser à se couvrir le ventre, doivent exercer toute leur industrie pour arriver à le remplir.

Déguenillée comme elle l'est, l'armée n'est pas toutefois la partie la plus vicieuse de la chose publique dans le royaume d'Oude. La perception des impôts ne peut s'accomplir qu'avec l'aide de la force militaire; toutes les routes sont infestées de scélérats de la pire espèce. Quelques jours seulement avant mon arrivée, on était parvenu à saisir un chef de voleurs connu sous le nom de *Jaggernauth-Chuprassee*, dont depuis plus de dix ans les crimes répandaient dans la contrée la terreur et la désolation. Ce monstre, qui avait commencé sa carrière par un fratricide, se livrait envers ses victimes à des cruautés qui dépassent l'imagination. Enterrer ses prisonniers vivans, leur remplir de poudre la barbe, les cheveux, les narines, les oreilles, et y mettre le feu, c'étaient les pratiques constantes et favorites de cette bête fauve. Quelques jours avant d'être arrêté, il avait coupé les index d'un captif et envoyé ce sanglant message à sa famille, en ajoutant qu'elle recevrait sa tête, si à un jour donné il ne lui avait pas été payé une rançon de 400 roupies, menace que son arrestation l'empêcha d'exécuter. Il est facile de comprendre qu'un pareil état de choses rende tout progrès impossible, et que les territoires d'Oude, les plus favorisés peut-être du continent indien, ne présentent partout que misère et désolation. L'autorité forte et respectée de l'honorable compagnie ne saurait attendre heureusement, pour faire triompher ici l'humanité et la civilisation, le jour où le dernier roi indépendant d'Oude aura pris place sous une de ces mosquées sépulcrales qu'il nous reste maintenant à visiter (1).

Les tombeaux des rois de Lucknow sont en grand nombre dans la ville, et quelques-uns fort dignes d'intérêt. Le tombeau d'Asuphuh-Dowlah, aïeul du roi Naseer-ul-Din, s'élève dans l'*imambarah* ou ca-

(1) Nous devons faire remarquer que ces lignes étaient écrites avant le mois de décembre 1855, époque où lord Dalhousie termina sa longue et prospère vice-royauté en annexant les territoires d'Oude au domaine anglo-hindou. L'expérience a complétement justifié cette mesure, vivement critiquée aux premiers jours.

thédrale, au milieu de la solitude d'une des plus vastes salles du monde. Le tombeau de Naseer-ul-Dowlah, père du dernier souverain d'Oude, est un monument beaucoup plus coquet, et dont l'entretien, chose rare dans l'Inde, ne laisse rien à désirer. Un portique monumental, surmonté de minarets, conduit le visiteur dans un jardin de l'aspect le plus riant, tout garni de jets d'eau, de fleurs, de statues. A droite et à gauche au milieu du mur d'enceinte s'élèvent des monumens qui reproduisent en petit les formes du *Tarje* d'Agra, et en fond de tableau la mosquée sépulcrale avec ses murs d'une éclatante blancheur et son toit hérissé de clochetons élégans aux dômes dorés. Dans la grande salle, autour du tombeau, un caprice royal a rassemblé une bizarre collection de bric-à-brac, où l'on remarque en première ligne les systèmes d'éclairage les plus divers : le simple quinquet, la lampe Carcel, des lustres à girandoles, des chandeliers titans de cristal armés de globes de toutes couleurs, jaunes, verts, violets, rouges. Viennent ensuite d'assez curieuses pièces d'argenterie représentant des femmes à queue de paon, un satyre en uniforme classique, deux tigres d'émail vert presque de grandeur naturelle, et sur la muraille, au milieu de faisceaux de sabres rouillés et de pistolets hors de service, des tableaux mécaniques représentant un chemin de fer ou un bateau à vapeur sur une mer agitée. Ce singulier capharnaüm est situé à l'une des extrémités de la ville, et en revenant à la résidence, nous aurons occasion de saisir au passage quelques traits particuliers de cette cité et de cette population vraiment orientales.

Lucknow doit prendre rang parmi les cités les plus peuplées du monde, et l'on reste au-dessous de la vérité en évaluant sa population à cinq cent mille individus. Aussi partout dans les rues se presse une foule compacte dont votre éléphant et votre escorte ouvrent les rangs non sans peine. Au milieu de cette multitude couverte de haillons, l'on retrouve cependant quelques scènes qui rappellent les luxes de l'Inde au bon vieux temps. Un dignitaire de l'empire, vêtu de mousseline blanche, coiffé d'un coquet turban orné d'une aigrette d'oiseau de paradis et d'une plaque de diamans, s'avance sur un éléphant richement caparaçonné, entouré d'une vingtaine de serviteurs déguenillés armés de longs fusils, de sabres et de boucliers. Ou bien encore c'est un palanquin mystérieux et doré gardé par des eunuques le cimeterre au vent, et devant lequel la foule s'écarte avec respect. Voilà pour le spectacle de la rue. Quant aux mœurs des habitans, du haut de votre monture vous marchez au niveau du premier et seul étage des maisons, et il vous est facile, sans assistance de diable boîteux, de pénétrer au plus intime des pauvres ménages qui les habitent, pauvres ménages en vérité, dont

des lits de sangle et quelques pots de cuivre composent tout le mobilier! Mais ce qui donne un cachet particulier aux rues de Lucknow, ce sont les noires beautés, ornées de leurs plus beaux atours, qui se pressent à chaque balcon, je pourrais dire à chaque fenêtre, et dont le plus chaste ne saurait méconnaître les philanthropiques intentions; puis surtout des traits efféminés, de longues chevelures, des yeux qui voudraient être provoquans, et qui servent d'enseigne à un crime dont le nom ne s'écrit pas en Europe, et qui s'étale en plein soleil dans cette Sodome indienne.

On ne saurait quitter Lucknow sans visiter le palais de Constantia, construit par le général Martin, un de ces heureux aventuriers qui vinrent dans l'Inde lorsque le fameux arbre aux roupies portait encore toutes ses feuilles, — feuilles dont il sut récolter une abondante moisson. Quelques mots d'abord de cet heureux soldat de fortune. Le général Martin, fils d'un ouvrier, naquit à Lyon en 1732, et accompagna dans l'Inde, en qualité de simple soldat, le comte de Lally, gouverneur de Pondichéry. La sévérité de la discipline, quelques peccadilles, l'ambition peut-être, l'engagèrent à passer au service du gouvernement de Madras, où bientôt son intelligence de la profession des armes l'éleva au grade d'enseigne dans un bataillon composé de prisonniers français. Cette troupe ayant été envoyée dans le Bengale, Martin, habile ingénieur, fut désigné pour lever les plans des provinces nord-ouest. Pendant une résidence qu'il fit à Lucknow, il lia connaissance avec le nabab-vizir Sujah-u-Dowlut, et ce dernier, séduit par ses talens, demanda à la compagnie des Indes la permission de l'attacher à son service. Cette faveur obtenue, Martin fut mis à la tête du parc d'artillerie et des arsenaux du roi d'Oude, en conservant toutefois son rang de capitaine et ses droits à l'avancement dans l'armée du Bengale. Dans cette nouvelle position, l'aventurier lyonnais, appuyé sur l'amitié du vizir, exerça sur les affaires de l'état une toute puissante influence, qu'il sut tourner au profit de sa fortune. Ses appointemens élevés, son intervention dans le maniement des deniers publics, des spéculations commerciales qui ne furent pas toutes de bon aloi, s'il faut en croire la tradition, qui l'accuse d'avoir vendu à plusieurs reprises de fausses perles pour de vraies et du cristal au prix du diamant, lui permirent de réaliser une fortune de plus de 330,000 liv. st. Il atteignit en 1796, à l'ancienneté, le grade de major-général dans l'armée du Bengale, et mourut en 1800 de la pierre, maladie qui tourmenta les quinze dernières années de sa vie. Son testament, l'un des plus volumineux qui soit jamais sorti de la plume d'un testateur, révèle un homme à idées nobles et généreuses. Sans oublier sa famille, ses dernières volontés ont doté richement des établissemens d'éducation fondés à

Lucknow, à Calcutta et dans sa ville natale, établissemens qui, par reconnaissance pour leur patron, ont pris le nom de Lamartinière.

Le palais de Constantia, qui s'élève à quelque distance de Lucknow, et renferme une maison d'éducation dont la succession du général défraie libéralement l'entretien, est sans contredit l'une des plus curieuses constructions que l'on puisse imaginer. Il est difficile, même après une minutieuse visite, de deviner la destination première de ce gigantesque assemblage de briques et de mortier. Deux galeries semi-circulaires à un étage se rattachent au corps principal de l'édifice surmonté d'une série, — cinq étages, je crois, — de petits pavillons, de terrasses superposées comme un véritable château de cartes, et ornées à profusion de statues de toute sorte, bergers Louis XV, Chinois et Chinoises, empereurs romains, dieux de l'Olympe et sages de la Grèce. Du haut de cette Babel, on découvre une vue vraiment magnifique : au revers du monument, la ville de Lucknow déploie le magique panorama de ses dômes dorés, de ses minarets élégans, de ses mille monumens, qui, vus de loin, comme toutes les choses de l'Orient doivent être vues, se présentent sous un aspect plein d'originalité et de magnificence. Devant la façade du palais s'élève une grande colonne dont le fût devait, dit-on, servir de tombeau au général. L'on raconte en effet qu'avant sa mort, désireux d'ajouter une somme considérable à son immense fortune, il entra en marché avec le roi de Lucknow, dont sa bizarre villa excitait les désirs; mais ces négociations avortèrent, et le général, bien persuadé que les droits de ses héritiers, quelque bien établis qu'ils fussent, ne seraient qu'une barrière impuissante contre la convoitise d'un despote indien, résolut de mettre son palais sous la protection des préjugés religieux avec lesquels les musulmans regardent les lieux où un corps humain a trouvé sa dernière demeure. Il ordonna donc par testament de déposer sa dépouille mortelle dans les caveaux de Constantia. Un sarcophage de marbre blanc renferme les cendres de l'heureux aventurier, il est entouré de quatre statues de carton peint représentant des cipayes en habit rouge, le casque en tête, appuyés sur leurs armes, dans l'attitude de la douleur officielle. Un buste de marbre blanc enfoncé dans la muraille représente le général coiffé à l'oiseau royal, avec un jabot et de petites épaulettes, et surmonte une tablette sur laquelle est gravée l'épitaphe suivante : *Here lies Claude Martin. He was born at Lyons. A. D.* 1732. *He came to India a private soldier, and died a major general.*

IV. — AGRA, SIRDANAH, DEHLI.

Jusqu'aux murs d'Agra, le voyageur n'a pas rencontré sur sa route de souvenirs de ces puissans empereurs mogols dont le nom est arrivé en Europe entouré d'une auréole de gloire et de magnificence, et au cœur de l'Inde, c'est presque avec raison qu'il peut se demander s'il ne faut pas ranger parmi les fictions historiques les victoires et les conquêtes des Akbar et des Aurengzeb. Ces doutes se dissipent devant le fort d'Agra, commencé par l'empereur Akbar en 1563, et fini, dit-on, en quatre ans, fort dont les remparts de pierre rouge ne le cèdent en rien à ces gigantesques débris du passé que le voyageur étonné retrouve dans les déserts de la Haute-Égypte et de la Syrie. Une route dallée conduit à travers les profondeurs d'épaisses murailles à la partie du fort qui domine la ville et la rivière. Quelques cipayes désœuvrés, des objets de campement, un parc d'artillerie, ne peuvent animer cette immense forteresse, construite pour renfermer une armée, et c'est au milieu d'une vaste solitude de ruines mélancoliques, à la suite du noir serviteur préposé à la garde des trésors enfouis dans ces remparts, que le visiteur arrive au palais construit par Shah-Jehan. Une méchante porte de bois fermée d'un cadenas protége seule de sa cloison ce véritable Louvre indien, dans lequel vous pénétrez par les salles de bain réservées au monarque. Quoique l'entretien de ces salles laisse beaucoup à désirer, délabrées comme elles le sont, elles révèlent toutefois aux yeux du touriste ébloui l'étrange magnificence de ces luxes de l'Inde d'autrefois, dont il a tant entendu parler, et dont il a si peu jusqu'ici retrouvé les traces.

Le sol est dallé de marbre blanc, les murs sont revêtus alternativement de plaques d'émail brun avec des fleurs de porcelaine en relief, et de petits miroirs. Des peintures azur et or d'un goût délicieux couvrent le plafond, mille niches revêtues de marbre sont creusées dans la muraille pour servir d'abri aux lumières. L'eau se répand en nappe dans une coquille de marbre aux exquises ciselures. Les autres appartemens du palais ne le cèdent en rien à ces bains magnifiques. Partout le marbre, les ornemens les plus délicats, des colonnes incrustées de pierreries : c'est un luxe fou, inoui, que celui de ce palais aérien et désert. La salle affectée aux audiences publiques du monarque, ouverte aux quatre vents, recouverte d'un dôme doré que supportent d'élégantes colonnettes de marbre émaillées de mosaïques de cornalines, de turquoises, d'émeraudes, de rubis, réalise toutes les merveilles des contes arabes. Devant vous, un jardin suspendu, digne de Sémiramis, avec des fontaines jaillissantes au

bassin de marbre, des bosquets de roses et de jasmins, — et si vous détournez les yeux de ce coquet tableau, vous dominez à vol d'oiseau un des plus beaux panoramas qu'il soit possible d'imaginer : une immense et verdoyante plaine au milieu de laquelle s'élèvent les merveilleux édifices du *Tarje* et du tombeau d'Akbar, et que le flot argenté de la Jumna sillonne de ses replis capricieux. A la vue de ces beaux lieux, le plus prosaïque ne peut se défendre d'un mouvement d'enthousiasme : involontairement, sous son regard ébloui, cette solitude s'anime, les roses sont en fleurs, l'eau jaillit dans ces fontaines desséchées, une foule respectueuse entoure le grave et noir personnage, couvert de pierreries, qui dicte la loi aux peuples de l'Inde. A la vue de ces beaux lieux, disons-nous, le plus prosaïque n'a pas besoin de grands efforts d'imagination pour se trouver en plein *durbar* de celui qui prenait les titres de « étoile de justice, soleil de puissance, roi des rois, empereur des empereurs, » suivant l'étiquette consacrée.

Adjacente à ce palais des *Mille et une Nuits,* dans l'enceinte des remparts, se trouve une autre habitation royale de construction antérieure. La pierre rouge a seule été employée dans cet édifice, dont quelques salles offrent d'élégantes sculptures et de gracieuses proportions. Par malheur, presque tous ces bâtimens tombent en ruine, et il ne reste de suffisamment conservée que la partie du palais consacrée aux prisonniers d'état, une série de petites cellules obscures, ouvrant sur un long corridor, au milieu duquel se trouve un profond abîme de véritables oubliettes qui, suivant mon guide, servaient de dernier asile aux sultanes qui avaient fait quelques *mistake* (traduisons faux pas). Nous ne saurions quitter le fort sans visiter la mosquée connue sous le nom de *Motee-Musjeed* et bâtie par Shah-Jehan en 1656. Cet édifice, tout entier de marbre blanc, sol, murailles et dômes, ne renferme d'autres ornemens que des bas-reliefs représentant des fleurs d'un exquis travail, et la simplicité chaste et majestueuse de son ensemble ne le cède qu'à cette merveille de l'art indien, le Tarje. A la porte de la mosquée, sous un hangar, se trouve une collection de prodigieux tambours, de tam-tams monstres, qui donnent la plus effrayante idée de la musique des empereurs mogols.

Je regrette d'avoir à terminer le récit de ma visite au fort d'Agra en rapportant un acte de vandalisme commis par le marquis de Hastings, et dont lord William Bentinck se rendit complice. Par l'ordre du marquis de Hastings, il y a quelque vingt ans, la plus belle cuve de marbre de l'un des bains royaux fut enlevée pour être expédiée en Angleterre et offerte en présent au prince régent. Lord William Bentinck compléta cette honteuse dévastation en faisant passer sous

le marteau de l'*encanteur* les mosaïques, les marbres du bain condamné. Dieu merci, la spéculation ne fut pas assez heureuse pour que l'on pût songer à vendre en détail ces admirables reliques des maîtres de l'Asie, idée que quelque parcimonieux administrateur eût bien pu avoir!

Pour réparer le tort que les oubliettes du palais et les renseignemens de mon noir cicérone ont pu faire dans l'esprit de mes belles lectrices aux mœurs conjugales des empereurs mogols, je prendrai la liberté de les conduire sans transition au magnifique tombeau élevé au bord de la Jumna par l'empereur Shah-Jehan à la mémoire de la sultane Nourmahal, et connu sous le nom de Tarje d'Agra. La mort de cette belle sultane fut entourée, s'il faut en croire la tradition, de circonstances surnaturelles qui expliquent le culte et la fidélité que son mari garda à sa mémoire. En travail d'accouchement, Nourmahal reposait sur son lit entourée de ses filles, lorsque l'on entendit soudain l'enfant geindre dans ses entrailles. Ces cris frappèrent de terreur l'assistance et la sultane, qui, voyant là un avertissement d'en haut, envoya immédiatement chercher l'empereur et lui dit que jamais mère n'avait survécu à un pareil présage, et qu'elle sentait sa fin approcher. Or, avant de mourir cependant, elle avait deux demandes à lui adresser : la première, de ne pas se remarier pour que les enfans d'un autre lit ne vinssent pas disputer aux siens leur légitime héritage; la seconde, qu'il mît à exécution sa promesse de lui bâtir un mausolée dont la magnificence fît passer son nom à la postérité. Nourmahal mourut quelques instans après cet entretien, et l'empereur, fidèle à son serment, fit élever à sa mémoire un temple où l'art et les magnificences de l'Orient ont dit leur dernier mot. Quelle plume pourrait rendre justice à l'harmonie des formes de cette poétique mosquée, bâtie au bord du fleuve, sur une terrasse flanquée de quatre tours, au milieu d'ombrages d'une éternelle verdure? Quel pinceau pourrait reproduire la blancheur neigeuse de ces dômes aux élégantes proportions, ces suaves portiques enguirlandés d'arabesques de marbre noir et relevés de colonnes élancées? A l'intérieur de l'édifice comme à l'extérieur, tout est marbre, marbre blanc! Les dalles qui couvrent le sol, les parois de la muraille, les ouvertures mêmes par lesquelles pénètre une lumière mélancolique, sont de marbre, et l'on donnera une idée du travail prodigieux de ces fenêtres en disant que chacune d'elles renferme plus de 800 petites ouvertures. Au milieu de la mosquée, une grille de marbre, découpée comme de la guipure, protége deux cénotaphes correspondant exactement aux tombes de l'empereur et de sa compagne, qui s'élèvent dans un caveau souterrain du monument. Des guirlandes de fleurs en mosaïque, des

versets du Coran tracés en marbre noir ornent les parois des cénotaphes, et un obligeant cicérone veut bien me traduire l'un de ces versets, terminé par l'expression d'un vœu que le prophète n'a pas exaucé : *Et protége-nous contre la tribu des infidèles!* Mais c'est surtout à la lueur des torches que la voûte profonde apparaît dans toute sa féerique magnificence. Les flammes se jouent sur les surfaces polies du dôme et de la muraille, à travers les festons de la grille qui entoure les deux cénotaphes, en mille reflets chatoyans et capricieux. Vous avez sous les yeux une véritable scène de conte de fée, à laquelle il ne manque, je le dis à regret, qu'un génie bienfaisant et ailé, qui, sortant des flancs du tombeau au milieu d'une fumée odorante, viendrait offrir au visiteur une lampe d'Aladin, ou tout au moins la classique poignée de pierres précieuses. Une dame anglaise, saisie d'enthousiasme à la vue de ces merveilles, s'est, dit-on, écriée qu'elle mourrait avec joie si elle était certaine d'obtenir de la douleur de son mari un aussi splendide mausolée. Ce propos, s'il n'est pas vrai, me paraît presque vraisemblable, et de toutes les tombes qu'il m'ait été donné de voir, le Tarje est la seule qui me semble pouvoir le justifier. Peu d'époux peuvent toutefois illustrer leurs regrets d'une manière aussi magnifique. Le Tarje, construit avec des marbres que l'on fut obligé de chercher à 2 et 300 milles d'Agra, dans le district de Jeypore, ne put être achevé qu'après vingt-deux années, pendant lesquelles 20,000 ouvriers travaillèrent à la construction du monument. Les dépenses s'élevèrent à 3,174,802 livres sterling (environ 80 millions de francs). Quelques auteurs prétendent qu'un Français nommé Austin de Bordeux, connu dans l'Inde sous le nom de *Merveille-de-l'âge,* peut réclamer la paternité de ce chef-d'œuvre, sans rival au monde.

Le tombeau élevé au village de Secundra, à 5 milles d'Agra, par l'empereur Djahan-Guîr à son père Akbar, s'il ne peut être comparé au Tarje, renferme d'admirables détails. Il se compose de trois ou quatre terrasses superposées, hérissées de petits pavillons, dont l'ensemble, d'un goût peut-être incorrect, n'en est pas moins très original. Le corps du monarque repose dans le soubassement du monument et correspond avec un cénotaphe qui s'élève dans une salle à ciel ouvert située à la partie supérieure de l'édifice. Dallée de marbre et de jaspe, cette salle est entourée d'une muraille de marbre découpée à jour, en festons, en rosaces, en fleurs, en ornemens exquis, dont la perfection ne le cède qu'au merveilleux travail de la grille de marbre du Tarje.

Agra ne se recommande pas seulement à la curiosité du voyageur par les souvenirs du passé : la prison centrale, dont il a été tracé une rapide esquisse dans une autre partie de ces études, est un éta-

blissement des plus intéressans. Il ne faut pas non plus passer sous silence les diverses maisons d'éducation qui dépendent de la mission catholique des provinces nord-ouest. Depuis longues années, les missionnaires français et italiens ont labouré le champ ingrat de l'Inde centrale, et durs et périlleux furent leurs premiers labeurs, exposés comme ils l'étaient à la cruauté de princes fanatiques, à l'inclémence du climat, aux attaques mêmes des bêtes fauves, hôtes de la jungle. Un bon petit père capucin de la mission d'Agra m'a conté à ce sujet deux anecdotes que je veux livrer au lecteur dans toute leur naïveté. Un des premiers fondateurs de la mission cheminait un soir vers sa cabane, lorsqu'il se trouva tout à coup en présence d'un tigre du plus menaçant aspect. Dépourvu de tout moyen de défense, le vaillant père prit résolûment son parti, coiffa le capuchon de sa robe, et s'élança sur le tigre, qui, effrayé, s'éloigna au grand galop, comme s'il eût eu non pas un capucin, mais le diable à ses trousses. Une autre fois le même apôtre, pour échapper aux poursuites d'un autre tigre, fut obligé de se réfugier sur un arbre; mais l'animal affamé, ou curieux de tâter du capucin, s'établit en sentinelle au pied de l'arbre. Longue et pleine d'anxiétés fut l'attente du pauvre père lorsqu'enfin, sous l'inspiration de son patron, il eut l'idée de mettre le feu à sa robe de bure et de la lancer, ainsi métamorphosée en tunique de dessus, au tigre, qui s'éloigna incontinent, si bien que le moine put regagner son domicile dans un costume défectueux sans doute, mais tous les membres intacts du moins.

Ces anecdotes, passées à l'état de tradition historique dans l'évêché d'Agra, et qui après tout n'ont rien de trop invraisemblable, donnent une idée des dangers de toutes sortes que rencontrèrent les premiers missionnaires dans ces pays barbares. Les choses ont changé depuis, et quoique le gouvernement de la compagnie ne témoigne pas d'une bien grande sollicitude pour les laborieux ouvriers de la foi catholique, il n'oppose du moins aucun obstacle à leurs pieux travaux. La mission d'Agra, outre une fort belle église, possède plusieurs maisons d'éducation pour les enfans des deux sexes. L'établissement des filles, dirigé par des dames françaises de l'ordre de Jésus et Marie, ne le cède en rien, pour la régularité et la bonne tenue, aux couvens les mieux organisés de l'Europe. Il se divise en trois catégories distinctes : la première, destinée aux enfans riches; la seconde, aux orphelines catholiques des soldats de l'armée de l'Inde; la troisième, aux enfans indiens catholiques. Malheureusement les dépositaires du pouvoir de l'honorable compagnie, sous l'influence de préjugés encore bien puissans en Angleterre, n'accordent qu'un insuffisant patronage aux efforts vraiment

civilisateurs des dames de Jésus et Marie. Ainsi le gouvernement de l'Inde ne paie pour les orphelines militaires qui sont confiées au couvent d'Agra qu'une faible subvention de 2 roupies par mois, 24 roupies (60 francs) par an! somme tout à fait insuffisante pour pourvoir même à la nourriture de l'enfant, et qui laisse la plus grande partie de ses dépenses à la charge du couvent. Cette parcimonie, indigne des hommes éclairés qui président aux destinées de l'Inde, n'est pas la seule à signaler. Les chapelains catholiques attachés aux stations militaires, dont la congrégation est souvent plus nombreuse que celle des ministres protestans, ne reçoivent par mois qu'un faible salaire de 80 roupies, tandis que les appointemens mensuels de leurs collègues protestans dépassent souvent 7 et 800 roupies. Il est à espérer que l'esprit de véritable libéralisme qui tend chaque jour à dominer davantage dans les conseils de l'honorable compagnie fera bientôt justice de ce choquant état de choses. Il ne s'agit pas ici de grever d'une somme considérable le budget de l'Inde; quelques milliers de roupies suffiraient pour satisfaire les justes réclamations du clergé catholique de l'Inde. Les plus exigeans d'entre les chapelains militaires ne rêvent pas en effet au-delà d'un salaire de 150 à 200 roupies par mois, qui leur donnerait les moyens de vivre sans être obligés de compter sur la générosité des soldats irlandais, ce qu'ils ne peuvent faire aujourd'hui, quelque parcimonieuse que soit leur existence. Les établissemens qui dépendent de la mission d'Agra ne sont pas tous dans la ville. Des succursales ont été fondées à Missourie, sous le climat salubre des montagnes de l'Himalaya, et à Sirdanah, village peu distant de Meerut, dans les domaines de la *Begum-Sumroo,* femme vraiment extraordinaire, dont il ne sera peut-être pas hors de propos de dire ici quelques mots.

Il y aurait sans contredit un sujet d'histoire émouvante et romanesque dans la vie de cette femme de rare intelligence et de robuste énergie, qui prit une part active aux luttes dont fut précédée la dissolution du vaste empire des Mogols. Fille mahométane de la caste des Squadanees, qui s'enorgueillit de descendre du prophète, elle épousa, fort jeune, un aventurier de Saltzbourg du nom de Reinhard, auquel sa morne contenance avait fait donner le sobriquet de *Sombre.* Ce Reinhard, venu dans l'Inde comme soldat d'un régiment français, passa d'abord au service anglais, puis à celui de divers princes natifs, et à l'époque de son mariage il commandait plusieurs bataillons européens composés de ce rebut d'aventuriers qui se réunissent autour des empires à l'agonie, comme les vautours autour des cadavres, troupes turbulentes toujours prêtes à vendre leurs services au plus offrant, et qui, au jour de la bataille, attendent prudemment,

loin du feu, que la victoire ait prononcé entre les combattans. Reinhard mourut en 1778, et le vœu des officiers et soldats porta au commandement du bataillon sa femme, la *Begum-Sumroo,* à l'exclusion d'un fils du premier lit laissé par Reinhard, homme d'une incapacité notoire. Dans ce poste périlleux, où elle fut confirmée par l'empereur Shah-Allum, la *begum* eut souvent à donner des preuves d'une résolution toute virile. Une fois entre autres, l'officier chargé du commandement actif des bataillons, Allemand de naissance, nommé Paules, venait d'être assassiné : les symptômes les plus alarmans d'insubordination éclataient parmi les soldats et les officiers, lorsque deux jeunes esclaves, pour aller rejoindre leurs amoureux, soldats européens, mirent le feu à la maison où elles étaient renfermées avec d'autres femmes de la suite de la begum et ses objets précieux, puis s'échappèrent au milieu du tumulte de l'incendie. Les deux esclaves ayant été découvertes dans le bazar d'Agra quelque temps après, la begum, à la suite d'une instruction sommaire, les fit fouetter et ensevelir vivantes dans des fosses ouvertes à l'avance devant sa tente, exemple terrible qui conquit pour plusieurs années le respect de cette soldatesque effrénée à l'autorité de son chef enjuponné.

En 1778, la begum embrassa la religion catholique, et épousa en 1793 un gentilhomme français, M. de Levassoult, qui se trouvait à cette époque à la tête des bataillons au service du Scindiah. Une catastrophe vraiment romanesque termina cette union. Les nobles sentimens de M. de Levassoult, ses manières raffinées, lui firent bientôt prendre en profond dégoût une position qui l'obligeait à un contact de tous les jours avec des hommes sans éducation et sans principes; il ne pouvait de plus se dissimuler que la préférence de la begum lui avait attiré la haine acharnée des plus influens de ses officiers. Tous ces motifs le portèrent à entrer en relation avec l'autorité anglaise, à laquelle il demanda un sauf-conduit en vertu duquel il pût se retirer avec sa femme sur le territoire de Chandernagor. Le sauf-conduit fut accordé, mais les bataillons, instruits des négociations de Levassoult, levèrent immédiatement l'étendard de la révolte et partirent en armes pour le saisir avant qu'il eût pu mettre à exécution ses projets de retraite. Instruit de l'approche des rebelles, le couple partit au milieu de la nuit, la begum en palanquin, Levassoult à cheval. La position était terrible; l'officier français ne pouvait se dissimuler les affreux traitemens qui l'attendaient, lui et sa femme, si un sort contraire les faisait tomber entre les mains des soldats révoltés. Aussi annonça-t-il à la begum qu'il était déterminé à ne pas se laisser prendre vivant, et cette dernière lui affirma sous serment que cette résolution suprême était aussi la sienne.

Après quelques heures d'une course haletante, les fugitifs duren comprendre que les rebelles approchaient rapidement et les atteindraient sous peu. Levassoult, monté sur un bon cheval, eût pu fuir promptement en abandonnant sa femme; mais son cœur se révolta à cette lâcheté, et il lui demanda si elle était toujours résolue à échapper par la mort aux indignités qui lui étaient réservées. La begum, pour toute réponse, montra à son mari un poignard qu'elle tenait d'une main ferme, et l'on continua de fuir, mais sans succès. Les vociférations des révoltés retentissaient à peu de distance; les porteurs épuisés du palanquin ralentissaient leur course, lorsque de ses flancs dorés s'exhala un cri d'agonie, et les yeux terrifiés de Levassoult virent les mousselines dont le corps de sa femme était enveloppé se teindre de sang. Immédiatement le gentilhomme français saisit un pistolet à l'arçon de sa selle, et, l'appuyant à son crâne, se fit sauter la cervelle. Les soldats, qui arrivèrent aussitôt, insultèrent odieusement son cadavre. Quant à la begum, soit que la résolution lui eût manqué, soit que ses forces eussent trahi son courage, le poignard, en glissant sur les côtes, ne lui avait fait qu'une légère blessure, et elle fut ramenée en triomphe au camp par les soldats, qui l'accablèrent d'abord d'insultes, mais qui bientôt, par un de ces reviremens si fréquens dans les soulèvemens populaires et militaires, vinrent la prier de reprendre le commandement. Elle le conserva jusqu'en 1802, année où le gouvernement anglais lui garantit par traité la libre jouissance de ses propriétés. La vie active de la begum finit à cette époque, et elle ne fut plus occupée, pendant le reste de ses jours, qu'à dépenser ses immenses revenus en actes d'une générosité princière. Le fils de son premier mari laissa une fille qui fut mariée au colonel Dyce, et donna le jour à ce nabab indien dont les malheurs domestiques et les prodigalités ont longtemps défrayé la chronique scandaleuse de Londres et de Paris. Le palais de Sirdanah, où la begum exerça longtemps une hospitalité magnifique, et qui s'élève au milieu de vastes jardins, est maintenant dans un état complet d'abandon. Le riche mobilier qu'il renfermait a disparu en masse dans une vente publique, et il ne reste plus, pour orner les murailles de ces vastes salles désertes, qu'une collection assez bizarre de portraits où l'on remarque d'abord la begum en turban rouge, en robe de mousseline, le houkah à la bouche, avec un profil de polichinelle pain d'épice où le peintre assurément n'a pas fait acte de flatterie; Dyce Sombre, au teint de lis et de rose, revêtu d'un uniforme d'attaché fort ressemblant; enfin, au milieu d'une série d'habits rouges, les généraux Allard et Ventura, les derniers représentans de ces chevaliers d'aventure dont le courage et les talens militaires ont tenu longtemps en échec la course

triomphante de l'étoile de l'Angleterre en ces contrées lointaines, race martiale, digne d'un nom dans l'histoire de l'Inde, où elle n'est plus représentée aujourd'hui.

Il est temps de reprendre l'ordre chronologique du voyage, et, revenant sur nos pas, d'entrer dans les murs de Dehli, où le voyageur se trouve, comme à Agra, en présence des souvenirs de la puissance des empereurs mogols. Riche est la mine de renseignemens et de chefs-d'œuvre que les antiquaires et les savans exploiteront peut-être un jour au milieu de ces plaines où s'est élevée la Rome indienne : nous n'aurons pas l'exorbitante prétention d'empiéter sur leurs domaines, et c'est toujours à vol d'oiseau que nous visiterons le Dehli d'aujourd'hui, en ne disant que quelques timides mots du Dehli d'hier.

Le fort de Dehli, bâti sur un plan assez semblable à celui du fort d'Agra, renferme dans son enceinte le palais qui sert d'asile à l'humble et dernier représentant des empereurs de l'Inde. La seule partie du palais accessible aux étrangers se compose de salles de marbre entourées de jardins d'une assez vaste étendue, mais le tout dans un déplorable état de désordre et d'abandon. En effet, malgré les sommes considérables que l'empereur dépossédé reçoit de l'honorable compagnie des Indes, si nombreuse est sa famille, telle est la dilapidation de toute administration asiatique, que des princes du sang royal même ont à peine les moyens de pourvoir aux dépenses de la plus modeste existence. Malgré ce dénûment de la famille impériale, vous retrouvez aux portes du palais, dans les cours de la forteresse, cette foule de serviteurs oisifs qui sont l'un des luxes et l'une des plaies de l'Inde. J'aime à croire toutefois qu'une demi-douzaine d'artistes réfugiés sous un hangar où ils se livrent au plus exécrable sabbat n'appartiennent pas à la musique impériale; mais il y a autour de vous des gardes du corps armés d'arcs et de carquois, des lettrés, des porteurs d'éventail, des veneurs, de sages brahmines, même des eunuques qui se reconnaissent facilement à leurs traits flétris et à leur démarche dolente. Je distingue parmi eux une variété de l'espèce, l'eunuque chasseur, un monstre armé d'un fusil qui porte fièrement à la main les dépouilles de deux pauvres tourterelles qu'il vient d'assassiner dans les jardins. Un serviteur de la couronne, d'un galbe peu opulent, vêtu d'une tunique rouge flétrie, armé d'une canne à pomme d'argent et affligé d'un œil avarié, vous fait, moyennant *backchich,* les honneurs de cette demeure d'une royauté déchue, et, par un singulier phénomène d'ubiquité, vous retrouvez, sans avis préalable, cet individu à l'autre extrémité de la ville, aux portes de la grande mosquée (*Jumna-Musjeed*), tout disposé à continuer ses fonctions de cicérone. C'est

la même tunique flétrie, la même canne à pomme d'argent, le même œil avarié : il n'y a pas à douter de l'identité du personnage.

Si le fort et le palais, l'appareil militaire et le luxe de la cour ne présentent plus à Dehli que l'ombre flétrie d'une grandeur passée, la religion de Mahomet a conservé dans cette cité indienne toute sa puissance et son prestige, et c'est à tous égards un magnifique édifice que la grande mosquée qui s'élève sur un monticule d'où l'on domine la ville. On arrive au portique du temple par un escalier monumental sur les marches duquel s'étalent des boutiques d'étoffes, de comestibles, d'oiseleurs avec des milliers de pigeons, l'oiseau chéri du prophète. Des galeries soutenues de colonnes sculptées entourent la cour de la mosquée, dont vous embrassez d'un coup d'œil tous les détails. Devant vous s'ouvre cette vaste cour, dallée de marbre blanc, ornée d'un large bassin où coule une eau limpide. Comme fond du tableau, on a la mosquée de pierre rouge avec ses minarets pittoresques, ses dômes gracieux, ses salles profondes, où l'on pénètre par trois arcades gothiques. Le jour tirait à son déclin, l'œil perçait mal les profondeurs d'une demi-obscurité, et je ne pus m'expliquer un assemblage nuageux de formes indécises qui semblaient flotter au niveau des dalles de marbre; mais les attitudes si diverses qui distinguent la prière turque m'eurent bientôt donné la clé de cette énigme, et les croyans prosternés la face contre terre s'étant relevés à la voix de l'iman, l'édifice se remplit comme par enchantement d'une foule vêtue de blanc, ayant un aspect d'ombres vraiment fort poétique.

C'est en dehors de la ville actuelle surtout que la puissance des empereurs mogols se révèle dans sa majesté. Sur plusieurs lieux, la terre est jonchée des débris du passé, et une suite non interrompue de ruines gigantesques vous conduit au *Kutub,* monument excentrique dont tout voyageur curieux de ses devoirs est tenu d'aborder le faîte. L'aspect de la route ne manque pas d'originalité : sous les murs de la ville, des pélerins natifs sont établis dans des tentes bariolées qu'entourent des chevaux, des chameaux, des éléphans au piquet, et une fois dans la campagne, vous rencontrez à chaque pas des bandes d'ânes chargés de gâteaux de bouse de vache qui, vu la rareté du bois, servent de combustible aux habitans de Dehli; des Arabes du désert, des tribus de *gypsies* montées sur des chameaux, ou bien encore de petites voitures à deux roues surmontées d'un dais sous l'abri duquel il vous semble qu'un humain peut à peine s'asseoir, et où, par un phénomène inexplicable de compression, une famille entière se trouve souvent entassée.

Le *Kutub* est situé à environ 7 milles de Dehli; c'est un gigantesque pilier de pierres rouges qui se dresse en cône tronqué à une hauteur

de 242 pieds sur une base d'environ 45 pieds de diamètre. Il est divisé en quatre balcons situés à hauteurs inégales, et les entablemens qui les supportent, sculptés avec un art exquis, donnent à ce curieux débris du passé un cachet extraordinaire de monument élevé par des Titans et embelli par le ciseau de quelque artiste de premier ordre. Tout à l'entour du *Kutub* s'étendent des galeries soutenues par des colonnes d'une architecture primitive, couvertes de sculptures excentriques, quelquefois même fort lascives, mais toutes religieusement mutilées. Ces mutilations et quelques inscriptions conduisent les savans à admettre que le *Kutub* fut bâti au XIIIe siècle par l'empereur Kutub, le premier de la dynastie afghane, pour servir de minaret à une mosquée construite sur les ruines et avec les ruines de vingt-cinq temples hindous. Un escalier tournant conduit au faîte de ce singulier édifice, et le panorama vraiment magnifique qui de son sommet se déploie sous vos yeux est une ample récompense des fatigues d'une ascension de plus de deux cents marches. Partout à l'horizon des vestiges imposans de puissance et de splendeur. Quels récits émouvans de victoires et de catastrophes, de sublimes dévouemens, de trahisons ou de crimes raconteraient ces froides pierres! Quelle voix de prédicant peut parler plus éloquemment du néant des grandeurs humaines que cette plaine à perte de vue couverte de masses informes qui ont été d'imprenables forteresses, de magnifiques palais, des tombes royales! Histoire pleine de vicissitudes en effet que celle de cette Dehli sous les murs de laquelle les jeux de la force et du hasard ont cent fois décidé du sort d'un empire de cent millions d'âmes, et qui pendant des siècles a vu tous les trésors de l'Asie affluer dans son enceinte! Il y a cent ans à peine, en 1739, les murs de cette Babylone ont été témoins des horreurs d'un sac devant lequel pâlissent les plus tristes pages des annales européennes. Je ne puis résister à l'envie de reproduire ici le récit pittoresque de cette journée terrible, ainsi qu'il m'a été fait par un aimable et savant cicérone, infatigable lecteur des annales de l'empire mogol.

Lorsque l'armée de Nadir-Shah eut paru sous les murs de Dehli, l'esprit de trahison et les menées jusque-là secrètes des vizirs ne tardèrent pas à se révéler, et l'empereur Mahomet ne put se dissimuler les dangers qui le menaçaient au sein même de son palais. Dans sa douleur, il s'écria qu'un ennemi déclaré était moins à craindre que de perfides amis, et prit l'héroïque résolution de se rendre auprès du monarque persan et de faire appel à sa générosité. Son attente ne fut pas trompée, et Nadir-Shah, touché de cette marque de confiance, accepta pour rançon de l'empire une somme de 25 crores de roupies, environ 30 millions sterling.

Pendant que les magistrats s'occupaient de lever cette énorme contribution de guerre sur les habitans, le manque de vivres commença à se faire sentir dans la cité, dont les troupes persanes interceptaient les communications avec la campagne, et Nadir-Shah, pour prévenir des désastres, ordonna d'ouvrir les greniers publics et de vendre les grains à un prix déterminé. Une foule immense se porta immédiatement dans les marchés, et surtout au bazar royal. Là, au milieu de la multitude, un soldat persan ayant tenté de s'emparer de quelques pigeons qui se trouvaient à l'étalage d'un marchand, ce dernier poussa un cri hideux, et s'écria d'une voix tonnante que Nadir-Shah avait ordonné à ses troupes de piller la cité. La populace, excitée par ces paroles, attaqua immédiatement les soldats persans, qui s'efforçaient de leur côté de protéger leur camarade. Des malveillans profitèrent de ce tumulte pour répandre le bruit que Nadir-Shah était mort, et que l'heure était venue de prendre une éclatante revanche sur les troupes persanes. Cette fausse nouvelle circula avec la rapidité de l'éclair, et les habitans, trompés, attaquèrent les soldats étrangers partout où ils purent les rencontrer. A la nuit, les Persans furent obligés de battre en retraite, après avoir perdu plus de deux mille hommes.

Ce fut vers minuit seulement que Nadir-Shah reçut la nouvelle de ces événemens. Immédiatement il se porta, à la tête de ses troupes, jusqu'à la mosquée de *Roshin-ul-Dowlut*, et là s'arrêta pour attendre le jour. Pendant cette halte, un Hindou caché derrière une terrasse ayant tué d'un coup de fusil un homme placé près du shah, la colère de ce dernier ne connut plus de bornes, et quoique le tumulte fût apaisé, il ordonna à la cavalerie de parcourir les rues, à l'infanterie de visiter les maisons, et de tuer sans pitié tous les habitans qu'ils rencontreraient. Cet ordre fut exécuté dans toute sa rigueur, et à deux heures de l'après midi plus de cinquante mille victimes étaient tombées sous le glaive ou les balles, sans que les massacreurs fussent arrivés au cœur de la cité. Telle était la terreur qui paralysait les pauvres habitans, que les hommes jetaient loin d'eux leurs armes, sans songer à défendre leur vie et celle de leurs femmes, et offraient comme des moutons la gorge au sabre des meurtriers. Plus d'un soldat persan mit en pièces une famille entière sans rencontrer la moindre résistance. Les Hindous, suivant leur coutume barbare, renfermaient dans les maisons leurs femmes, leurs enfans, leurs trésors, y mettaient le feu, et se précipitaient ensuite au milieu des flammes. Des milliers se noyèrent volontairement dans les puits. Quoique partout la mort se présentât sous son plus hideux aspect, les malheureux habitans semblaient plutôt la désirer que la craindre.

Pendant ce terrible carnage, le roi de Perse demeurait assis dans la mosquée de *Roshin-ul-Dowlut*. Sa contenance était si sombre et si terrible, que ses esclaves seuls osaient l'approcher. Enfin l'empereur Mahomet, entouré de ses *omrahs*, parut dans le divan. Les *omrahs* se prosternèrent le front dans la poussière, et Nadir-Shah leur ayant demandé ce qu'ils voulaient : « Épargne la ville ! » crièrent-ils d'une seule voix. L'empereur ne dit pas un mot, mais un torrent de larmes inondait son visage. Le tyran, touché de cette douleur muette, rengaîna son sabre en disant : « Pour toi, prince Mahomet, je pardonne. » Et il envoya à ses troupes l'ordre de cesser le massacre.

Ce terrible châtiment de la révolte de la veille n'avait pas toutefois apaisé la colère du roi de Perse, et il fit main-basse sur les richesses de l'empereur mogol. Il s'empara au trésor public de 4 millions sterl. et de 2 millions sterling au trésor privé, des diamans de la couronne, évalués à 30 millions sterl., y compris le fameux trône impérial, d'une valeur de 12 millions sterl., enfin de la garde-robe et des armures du monarque vaincu, estimées à 7 millions sterling. Outre cela, il fut levé sur la ville une contribution en espèces de 8 millions sterl. et de 10 millions en bijoux, si bien que, sans tenir compte des chevaux, des chameaux et des éléphans dont les vainqueurs retinrent possession, la rançon de la cité impériale dépassa la somme énorme de 62 millions 1/2 de livres sterling !

Notons, avant de quitter les hauteurs du Kutub, qu'un daguerréotypeur, à la besogne pendant mon séjour sur la plate-forme, a tiré plusieurs épreuves où mon chapeau rond et ma veste de chasse figurent de la manière la plus distincte, et que ce caprice du hasard leur vaudra peut-être l'honneur de représenter aux yeux de quelque antiquaire futur le costume authentique de Kutub ou de Nadir-Shah.

Il est temps de rentrer à Dehli, où j'ai donné rendez-vous à des marchands qui doivent m'apporter les divers objets d'industrie indienne pour lesquels les artistes de cette capitale sont encore sans rivaux, des étoffes d'or, des écharpes brodées, des châles d'un délicieux travail, surtout des miniatures d'une exquise finesse. L'artiste enturbanné, qui m'apporte lui-même ses chefs-d'œuvre et qui m'arrive dans un cabriolet vert à un cheval, est un des spécimens les plus effrayans des funestes influences de l'opium qu'il m'ait été donné de rencontrer. Il a quarante ans à peine, et ses traits flétris, sa peau collée sur les os, ne seraient pas déplacés sur les épaules d'un octogénaire. Rien ne manque à la décrépitude de cette vieillesse anticipée, et l'on ne peut s'expliquer par quel miracle ces mains tremblantes et ces yeux éteints parviennent à guider le pinceau avec une délicatesse de touche digne de Mme de Mirbel.

V. — HURDWAR.

A partir de Meerut, le voyageur dont la course se dirige vers le versant est des montagnes de l'Himalaya doit renoncer aux comforts relatifs de la petite voiture dans laquelle il a parcouru le *Great-Trunk-Road,* et avoir recours à cet exécrable et primitif véhicule, le palanquin. Ramenons un peu à sa plus fidèle expression ce véritable luxe de l'Inde, dont tant d'honnêtes gens se font une magnifique idée : une boîte de six pieds de long sur deux pieds et demi de large, que quatre humains ou soi-disant portent sur leurs épaules avec une vitesse moyenne de trois nœuds à l'heure et un cahotement incessant, accompagné d'une sorte de bêlement plaintif, qui finit par donner, sinon le mal de mer, du moins une sorte de vertige. Joignez à ces agrémens qu'un porteur de flambeaux, dont l'usage, lune ou non, renforce votre attelage, prend particulièrement à tâche de vous jeter aux yeux les éclairs de sa torche, et vous avez l'image à peu près fidèle d'un mode de locomotion auprès duquel les coucous, les voiturins et les coches, ces modestes appareils qui n'existent plus en Europe qu'à l'état de souvenir, semblent le dernier mot de la civilisation et du progrès. Disons encore que si dans le palanquin vous n'avez pas à redouter les excès de chevaux indomptés, les caprices de votre attelage de bipèdes sont souvent fertiles pour vous en mésaventures. Que la nuit soit obscure ou pluvieuse, qu'il y ait fête au village voisin, et sans avis préalable votre boîte et votre personne sont déposés au milieu de la grand'route, au mieux sous un arbre, et il vous faut attendre le retour volontaire de vos porteurs pendant des nuits entières souvent, en compagnie de féroces humeurs, de rêves de bêtes fauves attirées autour de votre souricière par l'appât d'un délicat souper, à moins que, voyageur aguerri aux déboires, et c'est le plus sage, vous n'acceptiez philosophiquement une halte imprévue qui vous donne quelques heures de profond repos.

Ma bonne étoile de voyageur a pris soin de me réserver une compensation de tous ces ennuis, et a conduit ma course errante en temps favorable pour assister aux fêtes du pèlerinage d'Hurdwar, l'un des pèlerinages les plus fréquentés par la population de l'Inde. Quoique plus d'une semaine doive encore s'écouler jusqu'au jour de la grande solennité, le 12 avril, des limites de Meerut à Hurdwar, à plus de trente lieues à la ronde, les routes sont littéralement couvertes de monde. C'est une file continue de piétons, d'éléphans, de chameaux, de chariots à bœufs, une véritable immigration : des flancs de mon palanquin, je peux me croire au milieu d'une nation entière en voyage, et plus nombreux sans doute n'étaient pas les Hébreux

lorsqu'ils quittèrent l'Égypte pour la terre promise. Seulement la ressemblance s'arrête là, car il n'y a pas le moindre pharaon aux trousses de cette multitude. Rien mieux que cette foule pressée sur une longue route ne peut donner une idée de l'innombrable population de l'Inde, et de la puissance qu'exercent sur elle, malgré cent ans de domination étrangère et chrétienne, les préjugés d'une religion imbécile. Toutes les races de l'Inde sont représentées par échantillon dans cette cohue : le vaillant Rajpoot aux formes herculéennes, le timide Bengali, les hommes du Punjab, les Arabes du Scinde. Et quelles mœurs que celles de ces pèlerins! Celui-ci arrive des extrémités de la présidence de Madras et ne porte avec lui pour tout bagage qu'un bâton et un pot de cuivre. Dans ce chariot traîné par des bœufs, entassés l'un sur l'autre plus que ne le sont des harengs dans une caque, se trouvent une vingtaine d'individus, hommes, femmes et enfans, qui ont voyagé ainsi depuis des mois; une longue file de chameaux amène ces pèlerins des déserts de la Haute-Asie. Voici une troupe de femmes, vêtues de robes sombres et d'allures suspectes, qui parcourent la route en poussant des cris inouis dont les sons discordans dominent les éclats de tambour avec lesquels des voyageurs charment les ennuis d'une halte. Enfin dans ce palanquin aux flancs dorés s'épanouit quelque riche babou, qui a abandonné le soin de ses affaires temporelles pour s'occuper de ses affaires spirituelles et venir rendre hommage au dieu Gange.

Des scènes étranges et pleines de couleur locale annoncent aux voyageurs les abords du camp des pèlerins. Sur les rebords de la route, de hideux mendians étalent avec complaisance aux regards des passans des lèpres repoussantes, de venimeux ulcères, des membres inexplicables. Des hommes saints, les cheveux couverts d'ordures et dépourvus de costume, appellent la charité avec des cris forcenés, ou bien encore ce sont des bœufs sacrés et phénomènes, avec un caparaçon couvert de coquillages et une cinquième jambe attachée à l'épaule ou à la croupe, prodige cousu de fil blanc dans toute l'acception du mot, qu'acceptent sans inventaire ces populations crédules. La plus abondante récolte d'aumônes est semée sur un tapis étendu près d'un *sannyassi* qui eu la curieuse idée de se coucher au milieu de la route, sous plusieurs pouces de terre, dont sa face et sa poitrine sont couverts, exercice pneumatique dont la victorieuse concurrence ruine un pauvre bœuf sacré qui à quelques pas de là offre en vain à l'attention des fidèles une jambe inutile fort artistement soudée à sa nuque.

La réunion d'Hurdwar participe à la fois de la solennité religieuse, de la foire commerciale et du carnaval. Parmi les croyances superstitieuses qui se rattachent à ces lieux consacrés, une des plus répan-

dues est celle de la toute-puissante efficacité spirituelle d'un bain pris dans les eaux du Gange aux premiers jours d'avril, à l'endroit où Vishnou, partant du pied gauche, suivant la tradition, commença l'enjambée célèbre qu'il termina dans l'île de Ceylan, prodige de gymnastique qui dépasse de cent coudées le pouvoir locomoteur que les contes de Perrault prêtent aux bottes célèbres du chat botté et du petit Poucet. Les livres saints assignent pour théâtre à ce pas mythologique l'endroit où le Gange, après avoir côtoyé le versant des montagnes Sirwali, se décide enfin à lancer ses eaux dans les plaines de l'Inde. La réputation de sainteté de ces lieux est si bien établie, que la configuration du terrain ayant obligé les ingénieurs à faire la prise d'eau de cette grande œuvre, le canal du Gange, presqu'à l'endroit même désigné par la tradition native, les brahmes prétendirent longtemps que tous les efforts de l'art seraient impuissans, qu'un dieu comme le Gange ne se laisserait pas déranger dans sa course par les travaux des hommes, qu'en un mot l'eau ne coulerait jamais dans les artères du canal. Inutile d'ajouter que le dieu-pioche a eu raison du dieu mythologique, et qu'aujourd'hui le flot bienfaisant du canal du Gange met à l'abri des atteintes de famines périodiques une population de plusieurs millions d'individus, témoignage glorieux de la puissance européenne dans l'Inde! Disons aussi que tous les douze ans les fêtes du pèlerinage prennent un caractère particulier de sainteté, et que, par un heureux hasard, nous sommes dans une de ces années favorisées.

Il ne sera pas inutile, avant de tenter l'esquisse de la scène extraordinaire que présente le camp des pèlerins, de donner ici une description exacte des lieux. Au sortir de la chaîne de l'Himalaya, sur un espace de quelques milles, le Gange suit le contour sinueux des collines qui servent d'avant-garde aux montagnes géantes de l'Asie, et ce n'est qu'à Hurdwar qu'il prend son cours vers les plaines de l'Inde. L'on comprend aisément que le législateur des premiers jours ait formulé en une légende mythologique les sentimens de reconnaissance que les populations éprouvaient d'instinct pour le fleuve dont le flot bienfaisant vient porter la fertilité dans leurs champs desséchés. L'escalier qui conduit aux lieux sacrés s'ouvre en un triangle dont la base repose au milieu des eaux, entre deux temples bâtis sur le modèle des temples de Bénarès, flanqués de tours, avec un soubassement en manière de forteresse et un bas étage surmonté de coquets pavillons aux dômes dorés. La piété des princes natifs a depuis des siècles élevé en cet endroit de nombreux édifices, dont la ligne imposante se développe presque sur les bords de la principale artère du canal du Gange. A l'arrière de ces monumens, des collines escarpées bordent en amphithéâtre une plaine immense qui s'étend

vers le sud, et au milieu de laquelle le Gange roule fièrement ses eaux argentées.

Aussi loin que la vue peut atteindre, dans les plaines, aux flancs abrupts de la montagne, des pèlerins ont établi leur domicile temporaire. Là sont réunis les abris les plus divers que la patience et l'industrie de l'homme aient inventés pour le défendre contre les élémens : des tentes élégantes aux couleurs bizarres, des huttes de branchage, une couverture, ou quelques haillons suspendus à des bambous. Souvent même l'avant-train d'une charrette sert d'abri à une vingtaine d'individus. La prudence de l'autorité anglaise a pris soin de tracer à l'avance la configuration du camp : du point central où se trouvent les tentes bien alignées du régiment de cipayes chargé de maintenir l'ordre, rayonnent les diverses rues dont le camp est sillonné, et qui se trouvent couvertes jour et nuit d'une foule aussi dense que peut l'être la multitude réunie sur la place de la Concorde à une heure de feu d'artifice. L'étrange puissance des superstitions primitives a réuni dans cette plaine déserte hier une population de plus de deux millions d'individus! Si serrés sont les rangs de la multitude dans cette Babylone improvisée, que l'éléphant est la seule monture du haut de laquelle on puisse visiter le camp sans courir de véritables chances d'asphyxie. C'est quelque chose de vraiment merveilleux que la sagacité avec laquelle ces nobles bêtes tracent leur route à travers ce flot humain. Les natifs ont tant de confiance dans la prudence et la bonté de ces véritables amis de l'homme, que, surpris dans une position comfortable de repos, ils n'hésitent pas, sans se déranger, à laisser passer littéralement l'énorme colosse au-dessus de leurs têtes.

Quoique des échantillons de toutes les races de l'Inde soient réunis dans ces quelques milles carrés, la foule ne présente aucune variété de traits ou de costumes. Il y a là une cruelle uniformité de vêtemens blancs, de hideux haillons, d'yeux noirs et de teints pain d'épice. Certaines scènes toutefois offrent un véritable caractère d'originalité : un révérend ministre (*low church*) dans le costume le plus correct, vêtement noir, cravate blanche, prêche sous l'abri d'une tente les vérités de l'Évangile à une foule qui a, je le crains bien, des oreilles pour ne pas entendre et des yeux pour ne point voir. Ici un cheval, effrayé à la vue d'un éléphant, s'enfuit en emportant à sa queue l'asile improvisé de plusieurs familles, ou bien encore c'est un chameau indocile qui, réduit à trois jambes comme il l'est par la prudence de son maître, n'en trace pas moins à travers les frêles habitations une course plus destructive que ne pourrait l'être celle d'un boulet. Des milliers de cuisiniers cuisinent en plein air ou sous l'abri de quatre planches toutes sortes de fri-

tures nauséabondes; à l'étalage de cent boutiques de confiseurs s'élèvent des monceaux de sucreries d'un aspect peu engageant, et dont les natifs sont si friands, que l'on raconte qu'à un jour de victoire un gouverneur-général, lord Ellenborough, ne crut pouvoir mieux récompenser ses cipayes qu'en leur faisant servir double ration de sucre d'orge. Notons encore pour mémoire des boutiques de grains, d'étoffes de toutes sortes, d'objets de sculpture d'un goût tout primitif, et sous l'abri des arbres des jardins les écuries de marchands de chevaux venus de Caboul. Je distingue parmi leurs animaux plusieurs chevaux d'un blanc nuancé de rose, avec des yeux rougeâtres, sortes d'albinos de l'espèce chevaline que les princes natifs recherchent avec passion. Voici enfin une scène qui rappelle les splendeurs des cours indiennes d'autrefois. La foule vient de s'ouvrir devant un peloton de cavaliers à tournure martiale, armés de longs fusils à mèche. Ces soldats servent d'avant-garde au rajah de Békaneer, prince du Rajpootana, l'un des derniers représentans de l'indépendance indienne, qui vient baigner aux lieux sacrés, avec tout l'appareil d'une cour souveraine, non-seulement sa personne, mais encore la dépouille mortelle de son père et de son grand-père, car il porte, dit-on, dans un sachet autour du col les cendres de ces vénérables personnes. Une longue file de chameaux chargés de pèlerins suit immédiatement le groupe de cavaliers, et précède le fils du rajah, un bambin de huit ou dix ans, qui, monté sur un éléphant richement caparaçonné, s'avance majestueusement au milieu d'un cortége de serviteurs portant masses et cannes à pomme d'argent, éventails de plumes de paon, etc.

Le soleil monte à l'horizon et commence à chauffer mon crâne à une température rouge; quatre 9 alignés ne représenteraient certes pas en mètres cubiques les flots de poussière que j'ai avalés depuis l'aube du jour. L'heure du déjeuner va sonner; ce sont là motifs suffisans pour m'engager à terminer ma visite au camp des pèlerins et à reprendre le chemin des tentes européennes où j'ai trouvé le plus bienveillant accueil. J'aurai d'ailleurs à traverser sur ma route une des parties les plus curieuses du camp, celle réservée aux *sannyassis* ou hommes saints. Sous tous les climats, dans toutes les croyances, il s'est rencontré des sectes austères qui ont rendu hommage à la Divinité par la mortification des sens et la privation de tout bien-être matériel. Nulle part toutefois le renoncement aux bonnes choses de ce monde n'a été pratiqué avec des formes extérieures comparables en brutalité et en cynisme à celles adoptées par les cinq ordres religieux qui se divisent les milliers de dévots de profession que compte la population de l'Inde, savoir : les *nerhanees,* les *nerunjunees,* les *baïragees,* les *punchalees* et les *oodassees.* Chacun de ces ordres a

son organisation régulière, ses généraux, son état-major; mais les adeptes ne se réunissent jamais, et c'est dans un endroit désert, au bord d'un étang ou au fond d'une caverne, réduits à vivre des aumônes des fidèles, que ces fanatiques, au milieu des pratiques les plus singulières, « attendent la mort sans désirer la vie, comme un domestique à gages attend son salaire, » suivant les paroles des livres saints.

Ce n'est pas toutefois sans études préliminaires que l'on arrive à cet état de grâce, et qui veut entrer dans les rangs de l'une des sectes de *sannyassis* doit faire son apprentissage en compagnie de quelque solitaire de sainteté reconnue, puis se livrer, sous sa direction, à des pratiques souvent fort originales. Certains hommes de plus de raison que de foi, qui, dégoûtés par les épreuves de la vie ascétique, sont revenus à leur profession première, ont donné de curieux détails sur les exercices de ce soi-disant noviciat religieux. L'un d'eux, un berger, racontait qu'étant allé chercher le pain spirituel près d'un *baïragee* borgne et vénéré, ce dernier lui recommanda de rester des heures entières les yeux fixés vers le ciel. La recommandation fut littéralement suivie, et le pauvre néophyte devint la proie d'une si violente ophthalmie, que son directeur spirituel put lui annoncer que bientôt il n'aurait plus rien à envier à son maître, car lui-même n'avait perdu l'œil qui lui manquait qu'à la suite des tortures volontaires auxquelles il avait soumis ses rayons visuels. Cette révélation fit tomber les écailles qui couvraient les yeux endoloris de l'apprenti *baïragee,* et, avec le bon sens d'un véritable Gros-Jean, il renonça à la profession de saint homme pour revenir à ses moutons. Un autre a déclaré qu'à l'exemple de son directeur, il demeurait des journées entières assis sur ses talons, bouchant hermétiquement de ses dix doigts ses narines, sa bouche et ses oreilles, ne s'occupant que du soin de ne jamais rejeter l'air par le même orifice qui l'avait inhalé. Des professeurs de sainteté émérites forcent leurs disciples à demeurer des heures entières ensevelis dans la terre jusqu'au cou, à se déchirer la chair à coups de fouet, à rester assis sur des siéges garnis de clous, etc. Il y a toutefois quelques compensations aux tortures volontaires que s'imposent les saintes gens; ainsi l'on assure que les *sannyassis* sont on ne peut mieux venus auprès de la plus belle moitié de l'espèce indienne, et qu'il suffit que le bâton et les sandales, insignes de la profession, soient déposés à la porte d'une hutte pour que le mari même le moins débonnaire s'abstienne de troubler de sa présence une mystique entrevue.

Le camp des *baïragees,* situé aux abords du canal, présente quelques épisodes caractéristiques qui illustrent d'une manière frappante ces folles coutumes. Ils sont là des douzaines de hideux animaux!...

Hélas! pardon, sagace éléphant, chien, ami de l'homme, cheval, compagnon de ses plaisirs et de ses travaux, d'être forcé par la pauvreté de la langue d'appliquer à cette variété de l'espèce humaine le nom générique sous lequel vous êtes ordinairement désignés, car je ne vois dans le règne animal que les quadrumanes, et parmi eux seuls encore les singes, qui se mordent la queue, que l'on puisse assimiler rationnellement à ces repoussans et stupides mammifères. Ils sont là, dis-je, par douzaines, sur les rebords de la route, aux portes des huttes, presque tous aussi peu vêtus qu'Adam avant sa faute, le corps souillé de cendres ou peint de couleurs bizarres, avec toute sorte de postures fantastiques et ridicules. Celui-ci, en signe d'hommage à la Divinité, a étendu depuis des années son bras droit vers le ciel, si bien que le pauvre membre ankylosé et décrépit est devenu incapable de mouvement. Il y a si longtemps que cet autre tient les deux poings fermés, que les ongles passent à travers la paume de la main, au milieu d'une suppuration infecte. Ce saint homme, ou, avec plus de fidélité d'expression, ce dindon au gris plumage demeure à la même place depuis l'âge de puberté, debout sur une patte, le poitrail appuyé sur une manière de balançoire. Le quartier-général de ces fanatiques est digne de leurs habitudes intimes : sous l'ombrage d'un arbre multipliant (*ficus indica*) s'élève une sorte d'autel sur lequel reposent quelques plats de cuivre garnis de riz et de fleurs. Aux quatre coins de la pierre, plus laids et plus hideux que les plus hideux magots chinois, sont accroupis quatre fakirs *in naturalibus* : un chœur de fidèles célèbre les louanges de la Divinité à grand renfort de hurlemens, de roulemens de tambours, d'éclats d'instrumens de cuivre; à la nuit, des torches de résine éclairent d'une sombre lueur cette scène vraiment diabolique, que le plus farouche pinceau serait inhabile à reproduire.

Des haines implacables divisent ces diverses sectes religieuses, et l'autorité anglaise doit exercer une incessante surveillance pour prévenir des rencontres que termineraient infailliblement de sanglantes catastrophes. Les dispositions les plus strictes sont donc prises pour qu'au jour de la grande solennité, les processions des ordres rivaux ne puissent arriver en même temps au *ghaut* sacré. En cas de collision toutefois, l'autorité anglaise, comme me l'a dit un de ses représentans, au lieu d'avoir recours immédiatement à la force des armes, se contenterait d'amener sur le théâtre de la lutte une douzaine d'éléphans, et les combattans, quel que fût leur acharnement, devraient bientôt céder la place devant une charge vigoureusement conduite de ces *policemen* redoutables et improvisés.

Le 12 avril, à six heures du matin, la procession des *baïragees* devait quitter le quartier-général de l'ordre pour se rendre au *ghaut*

sacré. Les limites du camp, situées, comme je l'ai dit, sur le quai du canal du Gange, étaient gardées par une compagnie du régiment irrégulier des *Goorkhas*. La tournure martiale de ces soldats, tous hommes de la montagne, bien pris dans leur petite taille, me rappelle celle de nos voltigeurs basques. Ils portent l'uniforme vert foncé de la brigade des *riffles*, et en guise de sabre un coutelas qui dans leurs mains devient, dit-on, une arme terrible. Les dépositaires de l'autorité et leurs hôtes, tous montés sur des éléphans, ont pris place à portée de ce détachement sur une vaste place que la procession doit traverser. Une multitude immense est réunie en cet endroit, et ce n'est qu'avec mille efforts que des cavaliers irréguliers au turban vert, à la tunique écarlate, peuvent préserver contre les envahissemens de la foule la place réservée au défilé des *baïragees*. A six heures précises, des éclats tumultueux s'élèvent dans la direction du camp des *gaïragees*, les *Goorkhas* quittent la position d'observation qu'ils occupaient au travers du quai; la procession vient de se mettre en marche. En tête s'avancent une douzaine d'éléphans richement caparaçonnés, chargés de fakirs fort peu vêtus, qui soutiennent des étendards géans avec des hampes de plus de vingt pieds et des flammes de soie de couleurs tranchantes, grandes comme des voiles de navires. A vingt pas de cette avant-garde, un éléphant magnifique porte sur son dos, dans les flancs d'un panier d'argent, l'un des chefs de l'ordre, homme d'un certain âge, aux traits dignes et austères, enveloppé dans les plis d'un magnifique cachemire rouge. Toujours et partout Robespierre en habit bleu barbeau et en culotte de nankin précédant à la fête de l'Être suprême la masse déguenillée des sans-culottes! Derrière ce dignitaire viennent immédiatement plusieurs chevaux conduits à la main, richement caparaçonnés et destinés à être offerts en présens aux brahmines gardiens des lieux sacrés. Une bande de musiciens armés de monstrueuses trompettes, de féroces tamtams, d'impitoyables cymbales, marche fièrement en tête de la masse des *baïragees*, qui s'avance en un bataillon de plus de trois mille hommes dont les hurlemens accompagnent dignement l'infernale symphonie qui les précède. Il faudrait le crayon d'un Callot pour donner une idée de ces personnages extravagans avec leurs cheveux épars ou nattés de la façon la plus bizarre, leurs faces tatouées de raies de toutes couleurs, drapés dans des couvertures d'une couleur jaunâtre ou le corps souillé de cendres! Et cependant le Pâris chargé de distribuer la pomme à toutes ces laideurs eût, sans contredit, réservé le choix de ses préférences pour une file de deux cents hommes environ qui, se tenant par la main, marchaient deux à deux processionnellement dans l'état le plus complet de nu-

dité. Jamais l'homme, même au plus chaud d'une orgie de carnaval, même dans les tristes enceintes d'une maison de fous, ne m'a semblé plus laid, plus ridicule que sous les espèces de ces deux cents fakirs, et sans partager les fougueuses colères d'un digne ministre, mon compagnon de *howdah*, j'aurais, je l'avoue, récompensé avec joie d'un bon repas le roquet hargneux qui eût fait irruption au milieu de toutes ces nudités. Le défilé des *baïragees* terminé, il s'agissait de ne pas perdre de temps pour arriver aux lieux sacrés en même temps que la procession; aussi, sans délai, nous dirigeâmes nos intelligentes montures vers le *ghaut* par un chemin détourné.

L'aspect de ces lieux était en vérité quelque chose d'étrange et de grandiose. Une innombrable foule couvre de ses replis la surface des eaux, les toits des temples et des maisons. Partout où l'œil peut s'étendre, il ne rencontre à l'horizon d'autre espace vide que l'escalier sacré protégé par un triple cordon de sentinelles. Au milieu du fleuve, de riches natifs, des visiteurs européens dominent du haut de leurs éléphans ce prodigieux panorama, où l'observateur peut saisir au passage quelques scènes pleines de couleur locale. Un gros brahmine, triple menton, abdomen florissant, véritable triton, à la conque près, gambade au milieu des eaux en poussant des cris de joie comme un enfant. Plus gracieuse est la rencontre de deux jeunes filles, les seules jolies filles qu'il m'ait été donné de voir dans cette population de deux millions d'individus, qui s'embrassent tendrement et s'offrent réciproquement le liquide sacré de leur main droite. Des enfans conduisent leurs parens, aveugles ou affaiblis par l'âge, au sein du bain purificateur. Voici un pieux Énée, aux formes herculéennes, qui porte à califourchon sur sa cuisse une petite vieille, centenaire au moins, à en juger par son corps décrépit et tremblottant, ses yeux qui pleurent au soleil, les petits cris fêlés qu'elle mêle aux acclamations de la foule. Sur des sortes de tréteaux presque au niveau du flot sont établis des enfans vêtus d'une robe écarlate, avec un casque de papier doré, orné, en manière de plumet, d'un éventail de plumes de paon, et qui reçoivent d'assez abondantes aumônes. Enfin des sentinelles en habit rouge, les reins ceints d'un pagne, défendent à la foule l'abord des endroits dangereux de la rivière, et, chose singulière, ne font pas respecter la consigne en se servant du bâton dont ils sont armés, mais bien en menaçant les baigneurs aventureux de leur jeter de l'eau au visage, menace devant laquelle tous, sans exception, reculent avec une terreur digne de Gribouille.

Je surveillais avec une incessante curiosité ces scènes d'un autre âge, lorsque l'avant-garde des *baïragees* parut au sommet du *ghaut*. En un clin d'œil, leur flot envahisseur couvre toutes les marches de

l'escalier sacré : c'est une fourmilière humaine, une avalanche de têtes noires, de corps bruns, au milieu desquels tranche l'uniforme éclatant des cipayes, qui là du moins font usage de leurs bâtons, dont ils s'escriment complaisamment à droite et à gauche. Les éléphans de la procession ont pénétré dans la rivière par un chemin détourné, et les fakirs se précipitent du haut de leurs montures au milieu des eaux avec une folle ardeur. Il y a là une immense saturnale, avec deux millions d'acteurs, dont le récit minutieux remplirait un volume, et que le pinceau seul de Decamps pourrait reproduire dignement sur la toile. Notons pour terminer que ce qui distingue particulièrement cette foule, c'est son caractère inoffensif et bon enfant, son respect pour l'autorité : le voyageur européen peut circuler au plus épais de ses rangs sans entendre de brutales apostrophes ou rencontrer des regards haineux.

Il ne sera peut-être pas sans intérêt de dire un mot de la vie européenne au milieu de ces populations primitives; j'ai d'ailleurs une dette de reconnaissance à acquitter envers le digne hôte auquel je suis redevable d'avoir assisté aux fêtes du pèlerinage d'Hurdwar sans avoir eu à supporter toute sorte de privations. Dans le charmant jardin du *bungalow* où était établi son quartier-général, M. R., le collecteur du district, avait pris soin de faire dresser au milieu des arbustes en fleurs de vastes tentes à l'usage des visiteurs, auxquels il prodiguait l'hospitalité la plus aimable et la plus libérale. Peu d'épisodes, dans une vie passablement errante, m'ont laissé de plus agréables souvenirs que les quelques jours que j'ai passés au camp d'Hurdwar, et je conserverai longtemps la mémoire de ces longues et intéressantes promenades au camp des pèlerins, de ces gais repas, de ces whists de santé qui remplissaient si complètement la journée, vie facile et comfortable, qui n'est pas sans avoir eu ses émotions tragiques. Un matin au déjeuner, un mahout vint raconter qu'en passant sur la route, à un demi-mille environ du camp, il avait aperçu sur le rebord du chemin un tigre au repos qui semblait surveiller les passans avec un intérêt tout gastronomique. La véracité indienne est si sujette à caution, il y eût eu tant d'audace à la bête fauve de venir se montrer à portée de fusil d'un camp de deux millions d'hommes, que même les *sportsmen* les plus énergiques n'accordèrent pas la moindre foi à ce renseignement. Le lendemain, à la même heure, un homme de police nous annonça en toute hâte que ledit tigre, après avoir tué un homme, s'était réfugié dans une jungle voisine. En cinq minutes, le repas était terminé, les fusils prêts, et, montés sur des éléphans, nous nous dirigions vers l'endroit indiqué; mais la gloire de venger la victime ne nous était pas réservée, des chasseurs plus heureux nous avaient devancés à la jungle,

et nous n'arrivâmes sur les lieux que pour entendre les coups de fusil qui annonçaient la mort du redoutable monstre.

Nous ne pouvons mieux terminer ces études sur les Anglais et l'Inde que par cette esquisse du pèlerinage d'Hurdwar : si nous ne sommes pas resté inférieur au sujet, nous aurons illustré d'une manière complète en ces quelques pages l'un des plus grands faits des temps modernes, l'empire de l'honorable compagnie des Indes! N'est-ce pas une scène vraiment extraordinaire que cette multitude innombrable de pèlerins attirés, au XIXe siècle, des extrémités les plus éloignées du continent indien au pied des montagnes de l'Himalaya par la puissance de puériles superstitions? n'est-ce pas une chose unique dans les annales du monde que cette population conquise de plus de deux millions d'individus au milieu de laquelle un état-major d'une demi-douzaine de magistrats de race étrangère, appuyés d'un millier de baïonnettes natives, suffisent pour maintenir un ordre absolu? Ce glorieux épisode d'histoire intime parle en termes bien éloquens des hauts faits de la race anglo-saxonne en ces contrées lointaines, et si devant un pareil spectacle le rhéteur peut s'apitoyer en termes ronflans sur le sort de ces populations qui portent le joug de la domination étrangère, l'observateur impartial doit reconnaître que la Providence a pris en pitié les blessures saignantes de l'Inde le jour où elle a permis que le grand édifice de la puissance anglaise s'élevât sur les ruines vermoulues des gouvernemens natifs. Est-ce assez toutefois pour les conquérans de l'Asie d'avoir fait succéder des années de paix profonde aux années de luttes intestines? Est-ce assez de l'ordre matériel absolu qui, sous l'empire de leurs lois, règne dans le plus grand empire qu'ait jamais vu le monde? Non, sans doute. Pour justifier les faveurs de ce dieu des batailles, qui a remis entre ses mains le sort de plus de cent cinquante millions d'hommes, l'Angleterre a d'autres devoirs à remplir. Il faut relier entre eux par des lignes de fer les grands centres du nord et du sud, il faut ouvrir des routes dans tous les districts, creuser des canaux partout. Il reste à formuler un bon système d'éducation pour les natifs, à organiser surtout une police honnête et vigilante... De la besogne pour des siècles enfin!... Et cette grande tâche achevée, il sera temps de penser à assurer l'émancipation, ou tout au moins des droits politiques aux populations, de l'Inde.

Mor FRIDOLIN.

ARLES

ET

LE TYRAN CONSTANTIN

UNE PAGE DE L'HISTOIRE DE NOS PÈRES.

DERNIÈRE PARTIE. [1]

IV.

La cour de Ravenne présentait un honteux spectacle de lâcheté, de corruption et de discorde. Tant que Stilicon avait vécu, cette cour s'était unie pour le combattre et le perdre; mais elle n'avait pas tardé à se diviser après la victoire, et elle repliait maintenant sur elle-même son activité malfaisante. Bloquée dans les lagunes du Pô, presque sans communication avec le reste de l'empire, elle semblait se dédommager de son inaction au dehors par un débordement d'intrigues et de complots de palais qui ne laissaient plus respirer Honorius. C'étaient à chaque instant de nouvelles factions, religieuses, politiques, militaires, qui se disputaient le prince, s'arrachaient la prééminence dans ses conseils et se culbutaient l'une l'autre. A l'époque où les agens secrets de Constantin arrivèrent à Ravenne, deux grands partis divisaient la cour, le conseil et l'empereur, le parti des eunuques et celui des généraux, presque tous d'origine barbare. Honorius passait de l'un à l'autre au gré des événemens qui agitaient l'Italie. Le vent soufflait-il à la paix, les eunuques étaient tout-puissans : ils tranchaient du maître, leur visage, leurs paroles respiraient l'arrogance et le dédain; mais que tout à coup le clairon se fît

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

entendre sur quelque point de l'Italie, qu'Alaric marchât sur Rome ou sur Ravenne, cette ridicule importance s'évanouissait, les généraux prenaient le dessus, et exerçaient leur omnipotence avec une rudesse qui ne lui donnait pas de longues chances de durée. Leurs adversaires, gens cauteleux et souples, experts en petites trahisons et sûrs des sympathies de leur empereur, n'avaient pas de peine à renverser ces dominateurs intolérans sitôt que le danger ne les rendait plus nécessaires. A la tête du parti des eunuques figurait naturellement le grand-chambellan Eusebius, confident intime du prince; le parti des généraux avait pour chef le Frank Allowig, comte des domestiques, soldat fidèle, mais d'une loyauté un peu sauvage, et qui ne parlait dans le conseil que la main sur la garde de son épée. La rivalité de ces deux hommes jetait la plus grande acrimonie dans les discussions politiques; grâce à eux, le conseil devenait comme un champ clos où l'on ne s'épargnait ni l'injure ni la menace, et où tout avis parti d'un côté se trouvait infailliblement combattu par l'autre. Connaître ces partis et louvoyer au milieu de leurs querelles n'était pas le moindre embarras des négociateurs que quelque affaire importante amenait à la cour de Ravenne.

Constantin, en homme habile, avait choisi pour les siens des eunuques chargés de s'adresser au grand-chambellan; il supposait que d'eunuque à eunuque on s'entendrait plus aisément, et que l'or, les cadeaux, les promesses prodigués à cette sorte de gens aplaniraient bien des difficultés. En cela, il ne se trompa point. Le parti des eunuques fut pour lui. Par un hasard qui ne se rencontrait jamais ou presque jamais, les généraux barbares opinèrent aussi en sa faveur. Le contradicteur ordinaire d'Eusebius, le comte Allowig, fit même valoir avec chaleur les avantages d'une alliance avec les Gaules telle qu'on la venait proposer : cet homme, qui portait une épée, rougissait sans doute de la vie oisive et lâche qu'on le condamnait à mener devant l'ennemi, et honorait au fond de son âme le brave soldat qui avait gagné un trône à la pointe du glaive. Cet accord merveilleux entre les deux fractions de son conseil surprit Honorius, et le disposa bien pour les négociateurs. Il écouta sans trop de colère les propositions du tyran, qu'en toute autre circonstance il eût traité de brigand et de traître, titres que les empereurs légitimes n'épargnaient guère à ses pareils dans les proclamations publiques et jusque dans les lois. Sans recourir à l'argument pénible de la nécessité, le fils de Théodose pouvait justifier à ses propres yeux et colorer à ceux du monde l'acte humiliant qu'on lui demandait, et Constantin lui fournissait lui-même un prétexte honnête, celui de sauver la liberté et peut-être la vie de deux parens qui s'étaient dévoués si noblement à sa cause. N'était-ce pas pour lui un devoir sacré? Et si, en refusant de traiter avec le tyran, il privait l'Italie de l'assistance

des Gaulois, dont elle avait tant besoin, ne lui reprocherait-on point avec raison de sacrifier l'empire à un orgueil de famille? Voilà ce que se dit vraisemblablement Honorius, et après s'être convaincu lui-même de générosité, il congédia les ambassadeurs avec un message verbal pour leur maître, dans lequel il en faisait pressentir un second, officiel et solennel cette fois, qui contiendrait la reconnaissance du tyran. Bientôt en effet un haut personnage de la cour de Ravenne se mit en route pour la Gaule chargé de la réponse favorable de l'empereur.

Les choses en étaient là, lorsqu'un matin les deux Espagnols furent trouvés morts dans leur prison, et l'on ne put douter, aux traces manifestes de violence, qu'ils n'eussent été victimes d'un assassinat. Qui en était coupable? qui avait commis ce crime odieux contre des hommes sans défense? L'histoire ne s'explique pas sur ce point, elle se borne à dire en termes généraux que Didyme et Vérinien furent tués dans leur prison; mais nous essaierons de dissiper par quelques observations l'obscurité mystérieuse dont s'enveloppent les documens contemporains. Et d'abord est-ce Constantin qu'il faut accuser? serait-il raisonnable d'attribuer au tyran des Gaules un meurtre qui venait compromettre des négociations commencées, qui tranchait peut-être à la racine toutes ses espérances? Quand son intérêt évident était de conserver, au moins jusqu'à l'entière réalisation de ses vues, le gage qu'il avait entre les mains, par quelle aberration de calculs, par quelle folie de cruauté l'aurait-il fait disparaître? On ne le comprend pas, et, en l'absence d'une affirmation de l'histoire, c'est une hypothèse qu'il faut absolument rejeter. Il est vrai que ses ennemis (et il en eut de cruels, comme on verra) élevèrent cette imputation contre lui; mais il y répondit en protestant hautement de son innocence, soit en face d'Honorius, soit en face de la Gaule. Ajoutons que l'idée de traiter avec un homme de la vie de ses proches dans l'intention de les faire égorger ou étrangler dès qu'il aurait reçu le prix du marché, que cette idée abominable et honteuse ne s'accorde nullement avec ce que nous savons du caractère vaniteux, mais honnête de Constantin. Les argumens qui absolvent le père sont applicables au fils, dont le crime, s'il en eut un, fut d'avoir mal gardé ses prisonniers. Mais, au défaut des deux tyrans, la pensée se reporte naturellement sur le maître des offices, à qui sa charge donnait l'intendance des prisons, et qui pouvait seul jouir d'un libre accès près de captifs de cette importance. Les mêmes considérations qui portaient le tyran des Gaules à les épargner purent conduire Rusticus à les perdre. En déjouant les projets de son maître et coupant la trame ourdie loin de lui et à son insu, mais dont il avait saisi les fils, le dur et fanatique Arverne crut peut-être servir la cause de l'empire gaulois. Aux yeux de ce politique cuirassé de raisons d'état, ce qu'il

y avait de lâche et de cruel dans un pareil acte disparut sans doute pour ne laisser place qu'à ce qu'il y avait d'utile : Didyme et Vérinien avaient été pour Constantin l'enjeu d'une combinaison qui devait rapprocher la Gaule de l'Italie; Rusticus fit de leur mort l'appoint d'un calcul contraire. Voilà ce qu'on peut légitimement supposer, et ce qui semble trouver sa justification dans les événemens qui suivirent. Si la prudence ne permit pas à Constantin de punir son ministre immédiatement, du moins l'éloigna-t-il de sa personne quelques mois après, tout en le ménageant, car il pouvait en avoir tout à la fois peur et besoin; plus tard aussi Honorius le fit rechercher et mettre à mort comme s'il eût eu contre lui quelque sujet particulier de vengeance. Autant en un mot il répugnerait au bon sens d'admettre la culpabilité de Constantin, autant celle de son ministre paraît répondre aux faits de l'histoire.

On peut croire qu'à la nouvelle de cet acte hardi le tyran des Gaules ressentit un violent accès de colère; il sut pourtant se contenir et étouffer pour l'instant tout fâcheux éclat au dehors. Au reste, si Décimus en était réellement l'auteur, et si tel avait été son calcul, le profond politique s'était bien trompé. Soit que le bruit de l'événement n'arrivât pas à Ravenne assez tôt pour qu'Honorius pût contremander son ambassade, soit qu'il le jugeât assez indifférent en face des nécessités qui pesaient sur lui et d'heure en heure devenaient plus menaçantes, il ne changea rien à ses promesses verbales, et Constantin reçut la lettre tant souhaitée où le fils de Théodose l'appelait collègue et frère. Le haut fonctionnaire italien chargé de la dépêche apportait aussi le manteau de pourpre et les autres insignes impériaux dont Constantin devait recevoir par ses mains l'investiture. La mort de Didyme et de Vérinien, quelles que fussent les explications qu'on lui en donnât et avec quelque confiance qu'il les reçût, ne l'empêcha point de passer outre à l'accomplissement de sa mission. Toute la Gaule fut conviée à la cérémonie, qui se célébra dans les murs d'Arles avec un appareil extraordinaire de magnificence, et, en vertu de cette solennelle adoption, le simple soldat des légions de Bretagne se trouva empereur légitime, frère d'Honorius, oncle de Théodose II, et fils du grand Théodose, dont il avait si rudement traité la famille. C'était pour lui trop de bonheur et d'orgueil, et son bon sens, qui l'avait si bien conduit jusqu'alors, se laissa obscurcir par les fumées de la vanité. Sans attendre que le renouvellement de l'année lui permît d'inscrire régulièrement son nom dans les fastes consulaires, impatient d'un honneur qui le confondait avec tout ce que Rome républicaine et impériale avait compté de plus grand, il se fit lui-même consul, pour l'année courante 409, en compagnie de son frère Honorius. Ce consulat de fantaisie ne dépassa point les limites de la Gaule, mais il y fut généralement reconnu.

Nous possédons encore une inscription trouvée à Trèves, dans laquelle il est relaté, et où l'empereur-consul prend le prénom de Flavius, signe de son admission dans la maison de Théodose.

Il y a pour tout gouvernement né d'une révolte un moment critique, celui où, définitivement établi et sûr du présent, il veut fonder l'avenir, se faire légitime, et passer du terrain du fait dans la sphère plus élevée du droit. Ce passage est pour lui plein de périls. Il y perd une partie de ses anciens amis, dont il blesse les sentimens ou les intérêts. Les amours-propres froissés crient à l'ingratitude, à la perfidie, à la trahison publique; les partis qui l'appuyaient se retirent de lui, et il faut qu'il compte dès-lors avec ceux qui l'ont fondé comme avec ses plus dangereux ennemis : c'est ce qu'éprouva Constantin après sa métamorphose. Il négligea plusieurs de ses compagnons d'aventure par oubli, par préoccupation de sa nouvelle fortune; il en écarta d'autres volontairement : tous devinrent ses ennemis. Il s'entoura d'hommes nouveaux, qui captèrent sa confiance. On voit paraître dans son intimité un général Justus, qui ne figure point dans les événemens antérieurs, et Jovius, noble Gaulois, ancien dignitaire d'Honorius et familier de la cour de Ravenne, qu'il prend pour son intermédiaire entre cette cour et lui. Décimus Rusticus était de trop désormais dans le palais d'Arles; il l'envoya en Espagne comme préfet du prétoire de Constant, et rappela en Gaule, près de sa personne, le prudent et inoffensif Apollinaire. Gérontius eut sa part dans les mesures de méfiance. Soit qu'on pût lui reprocher quelques critiques trop acerbes sur ce qui venait de se passer, soit que Constant lui eût gardé rancune de la rudesse de ses leçons et voulût vivre désormais en empereur émancipé, Gérontius se vit enlever la maîtrise des milices d'Espagne, qui fut transférée à Justus; on le dédommagea par un commandement encore très considérable, mais qui cachait mal une disgrâce. La plus grande faute en tout cela fut de laisser Gérontius à la tête de son armée quand on se disposait à le frapper.

La vengeance suivit de près l'injure. Le Breton, blessé au cœur, ne réclama point, ne se plaignit point, mais il employa le temps qui lui restait à corrompre son armée. Quand il fut prêt, il investit Saragosse, enleva l'impératrice femme de Constant et l'attirail de la représentation impériale, et transporta le tout à Tarragone, dont il fit sa place d'armes. Ce fut la proclamation de sa révolte. Il lui fallait un empereur pour servir de drapeau et de centre aux insurgés; Gérontius dédaigna de l'être lui-même, et, après avoir cherché autour de lui, il mit la main sur un de ses plus obscurs cliens, de ses valets, comme dit l'histoire, qui, après avoir servi parmi les gardes du corps ou domestiques d'Honorius, ne pouvant se passer de maître, s'était attaché à celui-ci. Il se nommait Maxime. C'était d'ail-

leurs un homme sans ambition comme sans mérite, doux et timide de caractère, et qui n'aimait rien tant que le repos. Il n'accepta qu'en tremblant l'offre que lui faisait Gérontius, moins séduit par l'éclat de la pourpre qu'effrayé de la main qui la lui présentait. Après l'avoir affublé d'un manteau impérial, probablement de celui que Constant avait laissé au palais de Saragosse, on le proclama césar et auguste. Quand Gérontius se fut ainsi procuré le simulacre dont il avait besoin pour rallier les soldats, il appela les Espagnols aux armes; il invita l'aristocratie ibérienne et le peuple à venir se joindre à lui pour punir le meurtrier de leurs compatriotes, l'infâme qui osait se dire fils de Théodose, quand il avait persécuté et presque anéanti sa famille, le fourbe qui reniait ses compagnons comme il avait trompé Honorius. Si ce n'étaient là les paroles exactes du Breton, c'en était le sens. Sous le feu de ces provocations, l'Espagne s'agita; les chefs ibériens descendirent de leurs montagnes, les cliens reprirent les armes. Une marche hardie sur Tarragone pouvait seule arrêter le mal à son principe; Constant l'essaya, mais il fut battu, et l'armée gauloise dut regagner précipitamment les Pyrénées après avoir éprouvé de grandes pertes. Constant revint à la charge; il força de nouveau les passages de la montagne; il attaqua Gérontius, le battit à son tour, et prouva au maître que l'élève avait profité de ses leçons. Les deux rivaux se disputèrent ainsi les provinces situées au pied méridional des Pyrénées; la guerre se prolongea avec des succès balancés, et l'Espagne incertaine ne s'arma plus qu'avec lenteur.

L'humiliation de cette lutte à partie égale entre lui et le misérable moine dont il s'était tant moqué rendit Gérontius comme fou de colère. Il ne rêva plus que bouleversement et ruine, et une idée infernale lui traversa la tête. Pour créer de l'occupation aux troupes gauloises sur leur propre territoire, il imagina de lancer contre Constantin et contre sa métropole cette horde d'Alains, de Vandales et de Suèves qui vivait en paix depuis deux ans dans le cantonnement que l'empereur des Gaules lui avait concédé, et qui restait maintenant spectatrice indifférente de la guerre civile. Il écrivit aux chefs de ces Barbares; il envoya des émissaires dans leurs campemens pour les exciter à reprendre les armes; il leur promit enfin son concours s'ils voulaient attaquer la Narbonnaise. Dans ses espérances de destruction universelle et de vengeance, Gérontius voyait déjà Constantin aux abois, obligé de rappeler l'armée de Constant, et lui Gérontius chassant cette armée l'épée dans les reins, la traquant, l'étreignant entre les troupes d'Espagne et les Barbares comme dans un étau, et s'emparant de ses ennemis. Sa négociation près des Barbares ne réussit qu'à moitié : Vandales, Alains et Suèves, certains de l'impunité, sortirent bien de leur cantonnement; mais, plus curieux de

butin que de combats, ils laissèrent la Narbonnaise en repos pour se jeter sur l'Aquitaine, qui était sans défense. La dévastation s'étendit donc encore une fois sur ce beau pays, et l'Armorique, que les pillages de 407 n'avaient fait qu'effleurer, comme nous l'avons dit, devint le rendez-vous de ces bandes affamées. Un cri d'effroi partit de toute la côte de l'Océan: les lettres des municipalités, les députations des provinces, se succédaient sans interruption au palais d'Arles pour demander assistance, supplier ou plutôt sommer l'empereur d'envoyer au plus tôt des troupes sur les lieux.

Celui-ci, placé entre la guerre civile et la guerre barbare, ne savait que devenir lui-même; il n'osait détacher un homme de peur de découvrir sa capitale. La seule ressource encore en son pouvoir était d'appeler de nouvelles troupes d'outre-Rhin, et il envoya le Frank Edowig, le meilleur des généraux qui lui restaient fidèles, négocier chez les Alamans et les Franks la levée d'une armée auxiliaire, mesure dangereuse, et peu faite pour rassurer les Gaules dans la circonstance présente, où le barbare ami n'était guère moins suspect que le barbare ennemi. D'autres soucis presque aussi cuisans venaient dans l'âme de Constantin se mêler à celui-là. Honorius réclamait instamment l'armée qui lui avait été promise, et dont il ne pouvait plus se passer, car Alaric, après avoir assiégé Rome et touché la rançon de la ville éternelle, venait assiéger Honorius lui-même. Y avait-il une rançon possible pour un empereur? et l'homme qu'il avait consenti à nommer son frère le laisserait-il tomber sans la moindre assistance au pouvoir des Goths? A chaque lettre venant de Ravenne, Constantin s'excusait et promettait pour gagner du temps, honteux de lui-même, et n'osant avouer son impuissance après tant de promesses et de sermens échangés à la face du monde. Ses tergiversations, mal interprétées, lui attirèrent chez les Italiens la réputation d'un aventurier sans foi et d'un homme de néant.

La popularité dont avait joui un instant ce favori de la fortune tombait pièce à pièce, au dedans comme au dehors. L'idole des Gaulois était devenue l'objet de leurs dénigremens et de leurs attaques. Son désir irréfléchi d'unanimité, quand les circonstances n'en faisaient pas un besoin public et qu'on n'y pouvait apercevoir que la satisfaction d'une vanité personnelle, sa conduite vis-à-vis de ses anciens compagnons d'armes, enfin les engagemens qu'il avait pris si imprudemment avec l'Italie, toutes ces fautes lui méritaient le blâme des gens sensés. On se plaignait, en jouant sur les mots, de « l'inconstance de Constantin (1). » C'était la formule des plus modérés. Pour le peuple, qui oublie si facilement les services rendus et ra-

(1) « In Constantino inconstantiam.... » (Sidon. Apollin.).

baisse avec tant de plaisir les grandeurs qu'il a faites, le libérateur des Gaules n'était plus que l'ancien manipulaire, un homme incapable et grossier, pour qui la puissance suprême n'avait été qu'une occasion de mener en grand la vie d'un goujat d'armée, un animal immonde qui passait sa vie dans l'ivresse, et changeait le palais des césars en un cabaret. On s'excitait mutuellement par des propos contre le chef qu'on s'était librement donné, et comme la Gaule ne pouvait plus s'en prendre à l'Italie de son administration actuelle, force lui fut de s'en prendre à elle-même. Arles, comme naguère Ravenne et Milan, se vit accusée, maudite par les provinces. « A quoi bon un gouvernement central? disait-on de toutes parts; chacun ne pouvait-il pas s'administrer à sa guise? L'expérience prouvait que la métropole transalpine avait encore moins d'entrailles pour les provinces que la métropole italienne, puisqu'elle les voyait périr sous ses yeux sans daigner leur tendre la main. C'était aux provinces de pourvoir à leur propre salut. »

Cette manie de tout dissoudre, de tout briser à la moindre souffrance, de chercher toujours le remède dans l'aggravation du mal, avait son plus haut point d'exaltation dans l'île de Bretagne. Exempte des calamités qui donnaient à la Gaule le droit de se plaindre, la Bretagne se plaignit plus aigrement. La dernière entre toutes les provinces de l'empire gaulois qui eût dû attaquer ce gouvernement, puisqu'il était son ouvrage, elle fut la première à le renverser. On vit se renouveler dans les municipes bretons les tristes scènes dont ils avaient été le théâtre en 407 : le prétoire du vicaire violé, les images de Constantin jetées dans la boue, les magistrats de l'empire gaulois destitués, poursuivis, assommés, comme l'avaient été trois ans auparavant ceux du gouvernement italien. On alla plus loin, car on ne voulut plus d'empereur. On crut qu'on se gouvernerait beaucoup mieux sans la Gaule comme sans l'Italie. Les curies des villes municipales, les conseils provinciaux devinrent des centres administratifs qui s'échelonnèrent et se lièrent les uns aux autres. Les anciens chefs nationaux qui s'étaient maintenus indépendans de la domination romaine dans les contrées montueuses de l'ouest reparurent à la tête de leurs clans : on se fédéra, et il se constitua une espèce de république aristocratique sous des chefs mi-partis indigènes purs, mi-partis britanno-romains. Quand l'île se fut ainsi organisée, elle déclara qu'elle se séparait du gouvernement de Rome, et ne reconnaissait plus d'autre pouvoir que celui qu'elle venait de se donner. Une députation fut nommée pour aller signifier cette déclaration au représentant de l'empire, et afin de donner à l'empereur des Gaules une marque suprême de son dédain, ce ne fut pas à lui, mais à Honorius que la Bretagne adressa le message. La députation qui le portait fit son entrée dans les murs de Ravenne à la fin de l'année 409

ou au commencement de l'année suivante, pendant la dernière campagne d'Alaric en Italie, celle qui aboutit à la prise de Rome. Au milieu de cet ébranlement du monde croulant de toutes parts, l'insolente signification des Bretons fut à peine remarquée : Rome ne pouvait rien pour eux, ils ne pouvaient rien pour elle, et Honorius accepta le message purement et simplement. Il y ajouta seulement un conseil qui, sous une apparence amicale, ne manquait point d'ironie : « C'est bon, dit-il aux députés; mais je recommande à l'île de Bretagne de se bien garder contre les Pictes et les Scots. » Ce fut là tout, et la Bretagne fut détachée du grand corps de l'empire romain, dont elle avait fait partie pendant trois siècles et demi. La recommandation n'était pas inutile, car les Pictes et les Scots se hâtèrent d'accourir pour profiter du désordre qui régnait dans les affaires de l'île : ils furent repoussés, et les Bretons crièrent victoire. Malheureusement le triomphe ne fut pas long.

Ainsi s'opéra dans l'empire occidental le premier démembrement; ainsi fut prononcée par une contrée romaine la première renonciation à ce qui était considéré jusque-là comme la vie des nations civilisées. L'erreur des Bretons fut d'avoir cru que dans la situation où la conquête romaine avait amené le monde, il pouvait se recréer des nationalités indépendantes entre l'empire et les Barbares : erreur non moins funeste aux Bretons eux-mêmes qu'à l'empire, dont elle accéléra la dissolution. Quoi qu'il en soit, l'exemple fut contagieux pour la Gaule. « A l'instar des provinces bretonnes, dit un historien du temps, les Armoriques et les autres cités maritimes se soulevèrent, et, après avoir chassé les magistrats romains, s'établirent en états indépendans. » Ce second déchirement, qui n'eut pas un caractère permanent comme le premier, s'étendit sur toute la zone riveraine de l'Océan sans pénétrer bien avant dans l'intérieur : néanmoins la Gaule entière en fut ébranlée. Au reste, la même ardeur fiévreuse qui s'était emparée des Bretons et leur avait fait remporter des succès passagers contre les Pictes et les Scots entraîna la Gaule maritime à la délivrance de son territoire. La population se trouva debout en un clin d'œil. Paysans et citadins, soldats romains, germains, taïfales, Saxons fédérés, en garnison ou en cantonnement dans le pays, tout le monde s'arma, tout le monde fit adhésion au nouveau gouvernement. On courut sus aux Barbares de la horde partout où on les rencontra, et on en fit un grand carnage. Réduite à la défensive, la horde dut bientôt se replier sur son territoire, où les Gaulois n'osèrent point la forcer.

Effrayés d'un état de choses si nouveau et dégoûtés de la Gaule à ce qu'il paraît, les Barbares suèves, alains et vandales, revinrent à leur ancien projet sur l'Espagne, et cette fois ils prirent mieux leurs mesures. Il se produisit alors un fait monstrueux, qui nous prouve

à quel point tout sentiment du devoir, toute idée de la règle s'étaient obscurcis dans cette société en ruine, où la loi n'avait plus de sanction, ni la vie publique de lendemain. Les chefs de la horde, voulant passer en Espagne sans être inquiétés, s'abouchèrent avec les officiers du corps des honoriaques, qui gardaient les défilés au nom de l'empire gaulois. J'ai dit ce qu'était ce corps d'élite organisé par Honorius avec des recrues barbares, et estimé dans l'armée romaine pour sa bravoure et sa fidélité. Tant que l'administration de l'Espagne avait été régulière, que la solde des garnisons s'était payée à jour dit, les honoriaques avaient rempli honnêtement leur mission, la frontière avait été bien défendue et les villes espagnoles garanties de toute entreprise partie de la Gaule; mais lorsque par suite de la guerre civile qui embrasait la péninsule, l'argent et les vivres vinrent à leur faire défaut, ils se mirent à piller d'abord pour se nourrir, puis pour piller. Descendant de leurs postes dans la plaine, ils dépouillaient les campagnes, rançonnaient les villes, et celles qui se refusaient à ce tribut ignominieux, ils les traitaient comme ils eussent fait en pays ennemi. Palentia fut prise d'assaut et saccagée, et sa riche campagne transformée en désert. Dans le nombre des terres dévastées par ces brigands, il s'en trouva qui appartenaient au domaine impérial; or toucher à celles-là, c'était se rendre coupable d'un crime que tout empereur, quel qu'il fût, Maxime, Honorius ou Constantin, ne manquerait pas de punir au moins pour l'exemple. En réfléchissant aux conséquences de leur action, les honoriaques eurent peur et songèrent à se garantir contre les sévices du gouvernement soit romain soit gaulois. Ils en étaient là quand des émissaires de la horde, qui n'ignoraient ni les méfaits des honoriaques, ni leurs appréhensions très fondées, vinrent s'aboucher avec eux. Ils leur demandaient le libre passage des ports moyennant certaines conditions, dont la principale était le partage du butin et celui des terres qu'ils pourraient conquérir en commun. Des pourparlers eurent lieu; les propositions des rois de la horde, débattues par les honoriaques comme celles d'un marché ordinaire, finirent par être acceptées, et le traité fut conclu.

Le 28 septembre, d'autres disent le 13 octobre de l'année 409, les ports furent livrés aux Vandales et à leurs confédérés, qui les franchirent paisiblement. On vit alors un odieux spectacle, celui d'une garnison romaine écartant à grands coups de flèches et de javelots les malheureux Espagnols accourus du fond de leurs vallées pour prêter main-forte à ceux qui étaient chargés de les défendre. Grossie par l'adjonction des honoriaques, la horde vint fondre sur l'Espagne comme un torrent, évitant d'abord avec prudence les provinces du nord-est, qu'occupaient les armées de Gérontius et de Constant, et portant son effort principal sur l'ouest et le midi. On aurait pu croire

que la Gaule, sous l'oppression de ces Barbares, avait atteint la limite des calamités imaginables; l'Espagne prouva le contraire : elle eut la peste en même temps que la guerre et la famine. Les écrivains du temps veulent y joindre encore les agens du fisc, qui, levant des impôts, au nom tantôt de Gérontius, tantôt de Constant, et impitoyables dans leurs recherches, faisaient main-basse sur tout ce qu'on croyait sauver en l'apportant dans les villes. La faim sévit avec une telle violence dans les enceintes fermées, que les hommes s'y mangèrent les uns les autres. Les contemporains nous racontent la lamentable histoire d'une femme, mère de quatre enfans, qui les tua l'un après l'autre, les fit cuire, et les mangea; mais, dénoncée au peuple, elle fut prise elle-même et assommée à coups de pierres. Les bêtes, habituées à se repaître de cadavres, quittaient leurs forêts pour attaquer les vivans; les plus forts avaient peine à s'en garantir, et quand ces animaux avaient une fois goûté le sang humain, ils tombaient dans une sorte de fureur et de rage, et on ne pouvait plus les éloigner. Cette guerre des bêtes contre les hommes, prédite autrefois par les prophètes comme le quatrième des fléaux dont Dieu frapperait la terre près de périr, sembla un indice de la fin du monde; les populations épouvantées crurent voir se lever sur leurs têtes le dernier jour du genre humain.

La dévastation de l'Espagne se prolongea pendant l'année 410 tout entière; enfin en 411 les Barbares, que ravageaient aussi la famine et la peste, venues à leur suite, voulurent laisser reposer le pays : ils rappelèrent dans leurs villages les campagnards fugitifs, ils les invitèrent à reprendre les travaux des champs, eux-mêmes commencèrent, suivant le mot des historiens, à préférer le labourage à la guerre; mais, ne pouvant s'entendre entre eux pour le partage amiable des provinces, ils en firent des lots qu'ils tirèrent au sort. Les Vandales astinges et les Suèves eurent pour leur part la Galice; les Alains, la Lusitanie avec la province de Carthagène, et les Vandales silinges, la Bétique, qui prit d'eux le nom de Vandalousie, changé depuis en celui d'Andalousie. Sauf quelques points, comme la Galice, où se formèrent de petits états qui maintinrent leur indépendance par les armes, oppresseurs et opprimés se rapprochèrent, et la lassitude produisit la paix. Ainsi dix-huit mois de la présence des Barbares en Espagne avaient suffi pour que cette belle contrée, dont la richesse avait allumé leur convoitise, devînt pour eux-mêmes un objet de pitié.

V.

Le malheur de l'Espagne fut pour la Gaule une bonne fortune. A la vue du fléau que les Pyrénées versaient sur leur pays, les Espa-

gnols réunis autour de Gérontius se dispersèrent, chacun se hâtant de courir à la défense de sa province, de sa ville, de son foyer, et Gérontius lui-même, réduit à la défensive, ne songea plus à attaquer les autres. La Gaule se trouvant ainsi dégagée de ses deux grands périls, Constantin put respirer un peu. Il profita de ce temps de relâche pour songer au devoir de conscience dont le retard lui pesait tant, à l'accomplissement de sa convention avec Honorius. Le vieux soldat n'était ni ingrat ni perfide, quoi qu'en pût dire l'Italie, et l'idée de passer pour tel aux yeux du monde, d'être réputé un homme de néant, lui semblait plus dure que la mort. Il lui tardait donc que les explications les plus catégoriques, tant sur ce sujet que sur le meurtre de Didyme et de Vérinien, dont la calomnie persistait à le charger malgré ses protestations, missent au grand jour son honnêteté, ainsi que son désir sincère d'être utile à Honorius. Il dépêcha dans cette intention à Ravenne, au mois de février ou de mars 410, l'homme qui était actuellement le plus avant dans sa confiance, ce Jovius dont j'ai parlé. On ne pouvait mieux choisir le négociateur d'une affaire si délicate. Noble entre les plus nobles des Gaules, esprit fin et lettré, courtisan aux manières élégantes, Jovius connaissait à fond la cour de Ravenne, où il avait vécu de longues années; il était en relation avec tous les hommes, au fait de toutes les intrigues. On l'y reçut comme un vieil ami. Il venait d'ailleurs poser nettement la question vitale pour l'empereur, l'envoi d'une petite armée en Italie de la part de son maître, et s'entendre avec le gouvernement italien sur les moyens d'exécution. Jovius, grand partisan de l'unanimité en même temps qu'ami fidèle de Constantin, travailla à dissiper les méfiances des courtisans et à calmer les rancunes de l'empereur; tout le monde au reste était désireux de le croire, car la face des choses s'assombrissait de plus en plus; Alaric devenait plus pressant; il semblait enfin prêter l'oreille à cette voix intérieure qui lui criait de prendre Rome. Comme à toutes les époques de grand danger, les généraux barbares dominaient; Allowig, qui voulait à tout prix une armée, se montrait plus favorable que jamais à l'empereur des Gaules, dont il ne souffrait pas aisément qu'on attaquât la loyauté. Les eunuques se taisaient, et Honorius, toujours irréfléchi et léger, passait tour à tour d'un abattement puéril à une assurance plus puérile encore.

Les moyens d'exécution n'étaient point faciles à combiner, attendu que les Goths, qui tenaient toute l'Italie centrale, pouvaient, à la moindre information, se porter sur le Pô et surprendre la petite armée gauloise à la descente des Alpes. Il fallait guetter le moment opportun où il serait possible que cette armée traversât l'Italie dans toute sa largeur, des Alpes à Ravenne, sans risquer d'être exterminée au passage. Le plan arrêté en commun était effectivement celui-ci :

l'armée gauloise, descendant la vallée du Pô jusqu'à Ravenne, devait faire sa jonction avec l'armée italienne sous les murs de cette ville, débloquer l'empereur, et alors commencerait en Italie une campagne qui changerait sans doute la face des choses, on s'en flattait du moins; mais pour l'exécution de ce plan, qui ne manquait pas d'habileté, il fallait que les routes fussent libres. L'empereur se mit donc à négocier une trève avec les Goths, trève qu'Alaric accorda sans se trop faire prier, parce que lui-même avait dessein de faire venir de la frontière illyrienne en Italie le dernier ban de la nation des Visigoths, sous la conduite d'Ataülfe, frère de sa femme. Chacun trouvant son intérêt secret à la conclusion d'un armistice, il fut convenu et juré de part et d'autre, et les choses prirent en Italie un aspect plus tranquille. Ce fut, suivant toute apparence, l'instant que choisit Jovius pour regagner la Gaule et presser le départ de cette armée sur laquelle reposaient tant d'illusions.

On eût dit que la destinée suscitait toujours comme à plaisir quelque nouvel obstacle contre les bonnes intentions de l'empereur des Gaules pour empêcher l'accord fraternel des deux collègues. Cette heureuse trève, qui les accommodait si bien, fut rompue presque aussitôt que jurée : elle le fut par l'épée de Sâr, à l'insu et malgré le désir d'Honorius. Ce partisan indisciplinable n'avait pas tardé à se brouiller avec l'empereur des Romains, comme il l'avait fait avec ses compatriotes les rois visigoths, et il courait maintenant l'Italie sous son propre drapeau, roi de sa bande et ne reconnaissant de gouvernement que sa volonté. Lorsqu'il apprit qu'à la faveur de la trève qui venait de se conclure, Alaric faisait entrer en Italie les dernières tribus de la nation des Goths sous la conduite d'Ataülfe, son ennemi mortel, l'idée d'une vengeance facile se présenta à son esprit, et il courut leur tendre une embuscade sur la route, espérant enlever ou tuer Ataülfe par surprise. Il n'y réussit point, mais il mit le désordre parmi ses compatriotes, dont un grand nombre perdirent la vie. Cette aventure jeta Alaric dans la plus violente colère : dédaignant d'abaisser ses récriminations jusqu'à un chef de bandits, le roi goth s'en prit à l'empereur. Il n'ignorait certainement point que Sâr n'était plus au service de Rome, que la trève par conséquent ne le regardait en rien, que de plus cet homme était incapable de subordonner ses fantaisies à aucune règle; toutefois, comme le roi goth, ayant opéré sa jonction avec Ataülfe, n'avait plus besoin de la trève, il lui plut d'en attribuer la rupture aux Romains. Il trouva d'ailleurs expédient d'arrêter par un bon exemple les embauchages qu'on pratiquait journellement dans son armée et jusque sous ses yeux, en rendant l'empereur responsable de la conduite des déserteurs barbares, alors même que ceux-ci, comme dans la circonstance présente, auraient quitté le service romain. Pour toutes

ces raisons, il fit grand bruit de la violation de la trève, cria au parjure, prit le ciel à témoin de la nécessité où les Romains l'avaient mis de les punir, et alla assiéger Rome pour la dernière fois. On sait comment il y entra, et comment il la quitta après deux jours de pillage, l'âme toute troublée et comme poursuivi par une furie vengeresse. Le sac de la ville éternelle avait eu lieu le 24 août; Alaric mourut environ deux mois après, à Cosenza, dans l'Abruzze, laissant le trône des Goths à cet Ataülfe, dont les démêlés avec un autre Goth avaient amené la plus grande catastrophe de l'ancien monde.

Constantin, du fond de la Gaule, avait assisté à ce terrible spectacle sans oser aventurer ses troupes en Italie. Quand il vit les Goths occupés dans le midi de la presqu'île à piller la Grande-Grèce et la Campanie, il jugea le moment favorable pour passer les Alpes, et avertit par un message Honorius de sa prochaine arrivée dans la vallée du Pô, à la tête d'une armée pleine d'ardeur. Sans doute qu'en prenant lui-même la conduite de ses troupes, l'empereur gaulois voulait donner à son collègue et frère un témoignage plus éclatant de son bon vouloir, et rendre plus efficace le secours qu'il lui portait; peut-être aussi le vieux soldat, plein de confiance dans ses talens militaires, se voyait-il déjà le libérateur de l'Italie, comme il avait été un instant celui de la Gaule. Quoi qu'il en soit, sa présence, qui n'avait été ni discutée ni même prévue lors des conférences, alarma l'esprit ombrageux d'Honorius. Il s'était passé d'ailleurs à l'intérieur de la cour de Ravenne certains événemens qui avaient compromis la cause de l'empereur des Gaules. Jamais cette cour n'avait été en proie à plus de fluctuations. Si le siége et la prise de Rome élevèrent d'abord au comble l'influence d'Allowig, l'éloignement d'Alaric vers le midi, puis sa mort inopinée et presque fatale ne tardèrent pas à rendre le pouvoir aux eunuques en même temps que le courage à l'empereur. Eusebius profita de ce retour de fortune pour tâcher d'abattre son rival; jamais il n'avait paru plus maître du prince, jamais il n'avait traité avec plus d'insolence le parti militaire et le comte des domestiques, son représentant. Celui-ci sentait s'allumer dans son cœur une colère sauvage. Un jour que le grand-chambellan l'avait blessé par on ne sait quelle parole injurieuse, il le fit prendre par des soldats, amener devant l'empereur, dépouiller de ses vêtemens, et battre de verges jusqu'à ce que le malheureux eût rendu l'âme. Ceci se passait sous les yeux de la cour : c'était une leçon que le comte des domestiques donnait à l'empereur, et dont l'empereur profita à sa manière. Il se tut, et bientôt il parut avoir tout oublié.

Cette petite exécution, comme on le pense bien, rétablit l'équilibre, et le pouvoir revint aux mains des généraux; mais l'arrivée de Constantin en Italie fournit à leurs adversaires l'occasion d'une revanche.

Exploitant de leur mieux les terreurs du prince, les eunuques les exagérèrent encore. Il ne fut plus question à la cour que de périls, de trahisons, de complots. « Que venait faire en Italie, disait-on tout bas, ce meurtrier de Didyme et de Vérinien, ce protégé du comte des domestiques, sinon attaquer l'empereur et le renverser du trône avec l'assistance d'Allowig? Allowig avait tout préparé. » On plaignait Honorius, on l'engageait à se bien garder, on feignait de veiller avec un redoublement de sollicitude sur sa personne. Il n'y avait dans de telles imputations, on le devine assez, ni vérité ni apparence de bon sens. Constantin avait assez à faire en Gaule sans aller tenter une usurpation en Italie avec une poignée d'hommes entre les Italiens indignés de sa fourberie et les Visigoths, qui ne l'auraient pas ménagé. Toutefois les eunuques le répétèrent, et Honorius le crut. Il supposait d'ailleurs que ce brutal comte des domestiques, qui s'était porté tout récemment sous ses yeux à un acte d'insolence si effréné, ne pouvait être qu'un traître et un ennemi, et il résolut de s'en défaire au plus tôt. Un jour donc qu'il faisait sa promenade habituelle hors des murs de Ravenne, à cheval et accompagné de ses gardes, le comte des domestiques marchant devant à quelque distance, suivant l'étiquette de sa charge, il s'arrêta et fit signe aux soldats de frapper Allowig par derrière. Celui-ci continuait à chevaucher, inattentif et préoccupé, lorsque les gardes tombèrent sur lui l'épée nue, le renversèrent de cheval et l'achevèrent sur la place. On raconte qu'à cette vue l'empereur, mettant pied à terre, s'agenouilla dévotement et rendit grâce à Dieu de l'avoir délivré du plus cruel de ses ennemis. Tel était ce vieil enfant, bien digne d'attacher son nom à l'humiliation de Rome et à l'agonie de l'empire romain.

Cette tragédie se jouait à Ravenne, tandis que Constantin et l'armée gauloise, après avoir franchi le pas de Suse, suivaient par Milan et Brixia la route qui conduisait à Vérone, et de Vérone se dirigeait par Mantoue sur Ravenne. Ils n'apprirent qu'à Vérone la révolution qui venait de s'opérer au palais impérial et la catastrophe d'Allowig. Les rêves de gloire, si Constantin en avait eu, se dissipèrent alors, et l'empereur gaulois réfléchit à loisir sur l'imprudence de sa conduite. Ravenne s'armait sans doute, et des dispositions se prenaient de toutes parts pour couvrir la résidence impériale contre son approche; effrayé du péril où il avait si légèrement engagé sa personne et son armée, il rebroussa chemin, et regagna les Alpes cottiennes avec tant de précipitation, que sa marche eut toute l'apparence d'une fuite. Ce fut une seconde faute dont ses ennemis triomphèrent. Les courtisans qui voulaient avoir sauvé la vie de l'empereur, non-seulement en découvrant le complot, mais en prenant d'excellentes mesures stratégiques pour le déjouer, purent présenter ce brusque départ de Constantin comme un aveu de son crime.

Tandis que Constantin se détruisait ainsi lui-même par des démarches irréfléchies, Gérontius sortait victorieux de tous ses embarras. Cet homme inépuisable en ressources, non-seulement avait su se garantir des Barbares qui dévastaient l'Espagne, mais il avait tiré parti de leur présence; il s'était accommodé avec eux, et les hordes suève, vandale et alaine étaient devenues pour lui une pépinière de soldats. Grâce à ces recrues, il se recomposa une armée, et au printemps de l'année 411 il était prêt à passer en Gaule, où le rappelait l'impopularité croissante de Constantin. Constant essaya la même manœuvre qu'en 409 : il prit l'offensive et pénétra hardiment en Espagne, mais il fut battu à plate couture, refoulé au-delà des Pyrénées et poursuivi jusqu'en Gaule l'épée dans les reins. Telle était la frayeur qui emportait son armée, qu'elle ne se rallia point sous les murs d'Arles, qu'elle ne s'arrêta pas même à Valence, et que Constant ne parvint à en réunir les débris que dans le voisinage de Vienne. Il se jeta dans cette ville, assez médiocrement fortifiée, et s'y renferma. La place était d'ailleurs bien choisie pour servir de point de ralliement aux milices que pouvaient envoyer le Lyonnais et l'Auvergne, et recevoir les auxiliaires alamans et franks qu'Edowig, non sans peine à ce qu'il paraissait par sa longue absence, avait enrôlés sur les bords du Rhin, et dont l'arrivée prochaine était annoncée. Constant croyait avoir tout le temps désirable pour refaire son armée, attendu que le siége d'Arles, suivant son calcul, devait retenir d'abord Gérontius; mais il avait compté sans l'audace et l'indomptable activité du Breton. Celui-ci, laissant Arles derrière lui, remonta la vallée du Rhône, fut bientôt aux portes de Vienne, et avant que les habitans et la garnison revinssent de leur surprise, il donnait l'assaut, enlevait la place et faisait égorger sous ses yeux le moine défroqué, son élève. Retournant alors sur ses pas avec la même célérité, il mit le siége devant Arles.

Arles, bien plus forte que Vienne, se trouvait aussi mieux défendue : elle renfermait une armée pleine de résolution que l'empereur des Gaules animait encore de sa présence. Constantin, instruit par les revers et rentré en lui-même, avait laissé de côté les prétentions vaniteuses qui l'avaient conduit si rapidement à sa ruine. L'ancien tyran, redevenu ce qu'il était à son début, tâchait de faire oublier les fautes de l'empereur légitime : affectueux pour ses vieux compagnons de bonheur et de malheur, simple et doux avec le soldat, humain avec les habitans, il éprouva dans ces momens suprêmes un retour à la popularité qui l'avait abandonné. On le plaignait, et dans l'intérieur de la ville tout le monde se dévoua à le servir. Quant à Gérontius, il ne s'abusait point sur les difficultés du siége; mais il était décidé à réussir, à tout entreprendre pour tenir enfin sous sa main son chef devenu son ennemi, et dans le cœur de cet homme violent,

les obstacles ne faisaient qu'irriter la passion. Ses travaux d'approche et de circonvallation, habilement dirigés, avançaient à coup sûr, quoique avec lenteur, et le temps s'écoulait dans ce travail opiniâtre, lorsqu'un ennemi qu'on n'aurait jamais deviné parut à l'improviste dans le voisinage de son camp : c'était une armée romaine commandée par un général romain nommé Constance.

VI.

Rien dans les événemens de cette époque ne semble suivre une marche logique : tout y est brusque, inattendu, et l'on dirait que le monde ne marche plus que par soubresauts, comme va le pouls d'un mourant. L'Italie, tout à l'heure si bas, est maintenant pacifiée. Grâce à l'amour qu'une fille de Théodose, sœur utérine d'Honorius, Galla Placidia, prise par Alaric au siége de Rome, a su inspirer au roi barbare Ataülfe, les Italiens sont ménagés, les Goths se montrent disposés à la paix, et Honorius respire dans sa prison de Ravenne. Le gouvernement romain profita de ce temps de répit pour envoyer au-delà des Alpes une armée chargée d'observer ce qui se passait en Gaule, et de ramener, s'il était possible, ce malheureux pays sous l'unité italienne. L'expédition se prépara et s'exécuta sans bruit; Honorius, contre son habitude, en avait confié le soin à un homme capable de la faire réussir, général expérimenté, administrateur conciliant, esprit prudent et mesuré, tel en un mot qu'il le fallait pour une mission qui réclamait plutôt un pacificateur qu'un vengeur.

Descendu des Alpes par la vallée de la Durance, à ce qu'on peut croire, Constance vint camper dans la plaine de Crau, à peu de distance du camp de Gérontius, sans démonstrations hostiles, sans sommations, sans menaces, se contentant d'examiner et d'attendre. Gérontius en fit autant. Dans cette attitude d'observation mutuelle, des pourparlers avaient lieu chaque jour aux avant-postes des deux armées. Les soldats se reconnaissaient, s'interrogeaient avec intérêt, avec curiosité, et les légions de Bretagne, d'Espagne et de Gaule ne voyaient pas sans émotion flotter les enseignes de Rome, de cette mère commune des peuples, profanée aujourd'hui par les Barbares, mais que son malheur semblait rendre plus respectable aux yeux de ses fils. Constance, attentif à provoquer ces sentimens, les encourageait par des promesses d'amnistie. Chaque jour, à chaque heure, des bandes de déserteurs s'esquivaient des retranchemens de Gérontius pour se rendre près de Constance, et l'armée bretonne, désorganisée, menaçait de se dissoudre sans coup férir. Dans cette nécessité pressante, Gérontius voulut jouer le tout pour le tout : il présenta la bataille à son rival, et sortit de ses lignes au bruit des

trompettes, mais une partie de ses troupes passa, enseignes déployées, du côté des Romains; le reste se débanda; une poignée d'hommes fidèles resta seule auprès du général abandonné. Gérontius tombait aux mains de Constance, s'il ne s'était enfui de toute la vitesse de son cheval; ce ne fut même qu'à grand'peine qu'il atteignit les passages orientaux des Pyrénées et le territoire espagnol. Après son départ, les deux armées se confondirent, et les assiégés, du haut de leurs murs, purent contempler un bizarre spectacle : les Romains et les Bretons occupant côte à côté les lignes de circonvallation élevées autour de la ville d'Arles, et Constance reprenant tranquillement les travaux du siége où Gérontius les avait quittés.

Cependant le Breton fugitif, rentré en Espagne dans le plus déplorable appareil, ne trouva sur sa route, depuis la frontière jusqu'à Tarragone, qu'un accueil froid et dédaigneux. A Tarragone, ce fut bien pis. L'armée de réserve, qu'il avait laissée dans cette place et dont il comptait se servir pour recommencer la guerre, le reçut avec des démonstrations d'une telle malveillance, que, ne se croyant pas en sûreté dans le camp, il en sortit précipitamment et se réfugia dans sa maison. Tombé de la haute estime que son génie lui avait acquise, Gérontius, humilié et vaincu, n'était plus pour la soldatesque de son armée que le général redouté de tous, le chef dur et hautain, l'impitoyable observateur de la discipline, toujours armé de la menace et du fouet. Fière d'être redoutée à son tour, cette tourbe sans vergogne le suivit à distance jusqu'à sa maison, qu'elle voulut forcer. Gérontius s'y barricada avec l'aide de ses domestiques, principalement d'un esclave alain qui s'était voué à sa personne. Tous, décidés à se bien défendre, repoussèrent vigoureusement les assauts qu'on leur livra du dehors. Le siége (car c'en était un véritable), commencé vers le soir, se prolongea toute la nuit avec un incroyable acharnement de la part des soldats, une égale opiniâtreté de la part des défenseurs. Tous les coups portaient du dedans au dehors, et le bras de Gérontius frappait si rudement, l'œil de l'Alain visait si juste, que pas une flèche, pas un javelot n'était perdu. Des monceaux de cadavres s'entassèrent bientôt devant la porte et sous les fenêtres de la maison; Gérontius et son esclave étaient las de tuer : l'histoire dit qu'ils avaient mis hors de combat trois cents de leurs ennemis.

Au point du jour, les assiégeans, désespérant de forcer l'entrée, lancèrent sur le faîte et contre les portes des torches et des tisons enflammés : l'incendie éclata de toutes parts. Les serviteurs de Gérontius perdirent courage à ce spectacle, et s'enfuirent par une issue secrète et de difficile accès qui conduisait dans la campagne; l'Alain toutefois refusa de les suivre, et Gérontius resta seul avec ce fidèle esclave et sa femme Nannychie. Il aurait pu s'échapper aussi : vi-

goureux comme il était, il avait l'espoir de se sauver, quand même les assiégeans l'eussent aperçu, mais il ne voulut point quitter sa femme, qui l'aimait tendrement et le suppliait de ne la point abandonner vivante aux mains de ces misérables. Cependant les soldats pénétraient dans l'intérieur de la maison à la faveur de l'incendie, et la flamme et le combat resserrèrent de plus en plus les assiégés. Entouré d'un cercle de feu, Gérontius continuait à se battre. Nannychie, les cheveux épars, le visage baigné de larmes, embrassait ses genoux, le conjurant de la tuer sans plus attendre; l'esclave alain réclamait la même grâce, et d'après les usages de sa nation, il suppliait son maître de lui couper la tête. Gérontius, hors de lui, l'épée levée, mais hésitant à frapper, mesurait les progrès du feu; il frappe enfin sa femme d'abord, puis l'esclave, et se précipite lui-même sur le fer rougi de leur sang. Il tomba percé de part en part, mais, craignant que le coup qu'il venait de se porter ne fût pas mortel, il saisit d'une main encore ferme le poignard qui pendait à son côté, et se l'enfonça dans le cœur.

Avec Gérontius finit la révolte d'Espagne. Le ridicule empereur Maxime n'avait pas attendu la mort de son patron pour s'enfuir et aller se mettre sous la protection des Vandales. Il y vécut plusieurs années, supportant philosophiquement son retour à une vie obscure, garantie par sa bassesse. C'est ce que nous dit un contemporain qui l'a connu. Un jour pourtant, on ne sait à quel propos, et vraisemblablement dans un accès de folie, Maxime reprit ce chiffon de pourpre auquel il semblait n'avoir jamais tenu, et des gens encore plus insensés lui rendirent les titres de césar et d'auguste; mais les Romains, qui étaient redevenus à cette époque les maîtres de l'Espagne, ou du moins de quelques-unes des provinces espagnoles, ne le jugèrent plus digne d'être épargné après un tel acte de démence : ils se le firent livrer et le tuèrent.

De tous les personnages que la révolte de l'île de Bretagne avait amenés au premier rang de la scène politique, il ne restait plus que Constantin et son plus jeune fils, le nobilissime Julien, renfermés dans les murs d'Arles, où ils se défendaient énergiquement. J'ai dit que l'ancien tyran des Gaules avait su, dans son infortune, ranimer autour de lui l'affection dont il avait été jadis l'objet; du moins, dans l'enceinte de sa métropole assiégée, habitans et soldats, fidèles à sa cause, supportaient sans se plaindre les souffrances et les privations. L'espérance soutenait leur courage, car on attendait toujours Edowig malgré le retard que ce général mettait à paraître, soit qu'il eût été arrêté par des obstacles imprévus, soit que, effrayé du changement qui venait de s'opérer en Gaule, il eût pris du temps pour se consulter et observer le cours des choses. Enfin on annonça qu'il arrivait. Il entra en effet dans la vallée du Rhône, du côté de

Lyon, mais avec les seuls auxiliaires barbares : aucun Gaulois n'était venu se joindre à lui. L'opinion nationale, qui avait accueilli avec tant de faveur, en 407, un empereur et un gouvernement séparé de l'Italie, se prononçait aujourd'hui dans un sens opposé. Un état de choses qui conduisait à de pareils désordres ne semblait pas mériter qu'on versât plus longtemps son sang pour lui; au moins était-ce là le sentiment d'un grand nombre d'hommes, et leur opposition suffit pour paralyser tout mouvement efficace en faveur de Constantin. Déjà même plus d'un notable de la Lyonnaise et de l'Auvergne, compromis dans le parti du tyran, cherchait à se rapprocher de l'empereur légitime et marchandait son pardon. Grâce à ces bonnes dispositions, Constance ne manquait point d'avertissemens utiles, et il connut en temps opportun la marche d'Edowig sur Arles, ainsi que les lieux où l'on pouvait lui couper la route.

J'ai parlé de la prudence de Constance : au milieu de Barbares qui calculaient peu ou mal et pour qui la vivacité de l'attaque constituait presque toute la science militaire, la prudence était une véritable force; mais Constance semblait la pousser à l'excès. A la nouvelle de la marche d'Edowig, il se laissa troubler. Craignant de s'exposer dans ses lignes entre une armée fraîche et nombreuse et cette garnison qui se défendait si vaillamment, et d'avoir lui-même un double siége à soutenir, comme Jules-César dans les lignes d'Alésia, il résolut, dit-on, de décamper et de regagner au plus tôt les Alpes. Les conseils de ses amis le rassurèrent, et il adopta définitivement le meilleur parti, celui d'aller au-devant d'Edowig, afin de le combattre seul à seul et à son avantage avec ce que son armée avait de meilleur en infanterie et cavalerie. Après avoir habilement masqué son départ, il passa le Rhône, et alla se poster dans un lieu qu'on croit être situé près de la ville de Beaucaire. La route romaine en cet endroit se resserrait entre des rochers et le fleuve, et un bois épais, étendu sur les coteaux voisins, permettait de dresser une embuscade à coup sûr. Constance y fit filer sa cavalerie sous la conduite du général goth Ulfila; lui-même se tint avec l'infanterie dans une petite plaine où venait déboucher la route après son étranglement. Edowig, moins bien informé que son adversaire, donna tête baissée dans le piége. Constance le laissa s'engager jusqu'au bout dans le défilé, puis, à grand fracas de trompettes et de clairons, il le fit charger de front par son infanterie, sur le flanc par sa cavalerie. La troupe d'Edowig, rompue, écrasée, culbutée dans le Rhône, fut mise en pleine déroute : il y eut dans les rangs des Barbares un sauve-qui-peut général; les uns voulaient passer le fleuve à la nage et furent entraînés par le courant, d'autres se portaient vers le coteau, où la cavalerie les intercepta et les tailla en pièces.

Edowig, parfaitement au fait des lieux, s'enfonça dans le bois par

des sentiers détournés, et à la faveur du jour qui tombait gagna l'intérieur du pays. Il se dirigeait sur la villa d'un noble gaulois, nommé Ecdicius, à qui il avait rendu service dans plus d'une occasion, et qui l'appelait son ami. Il le trouve, l'aborde avec confiance, lui raconte son désastre, et lui demande, au nom de leur vieille connaissance, un abri sous son toit et du pain. Ecdicius l'accueille à bras ouverts, le reçoit à sa table, le cache; mais le lendemain matin il se présentait au quartier-général de Constance avec la tête de son ami au fond d'un sac. C'était un cadeau que le noble gaulois venait offrir au représentant du gouvernement romain. Son infâme espérance fut trompée. Au lieu des félicitations qu'il cherchait et des honneurs sur lesquels il avait compté sans doute, il n'entendit de la bouche de Constance que ces paroles qui ne s'adressaient point à lui : « La république rend grâce à Ulfila de l'exploit d'Ecdicius. » On eût dit que l'honnête Romain craignait de se rendre lui-même complice d'un crime si odieux en en louant l'auteur. Le Gaulois, tout interdit, demanda qu'il lui fût permis du moins de demeurer dans le camp romain, seul endroit où il pût désormais vivre en sûreté : « Non, répondit fièrement Constance, l'homme qui comprend, comme toi, l'hospitalité ne sera jamais mon hôte. » Ecdicius s'éloigna, et nous ne savons point ce qu'il devint.

Le siége d'Arles reprit et se continua avec ardeur chez les uns, avec découragement chez les autres. Les habitans, pour qui tout espoir de secours était évanoui, parlèrent de se rendre à de bonnes conditions; les soldats eux-mêmes se montraient disposés à traiter, et Constance promettait, dans ses proclamations et ses messages, l'amnistie la plus complète, si la ville ouvrait d'elle-même ses portes. Constantin ne cherchait point à combattre ces désirs d'arrangement, et d'un autre côté la sauvegarde de l'empereur des Gaules et du nobilissime son fils était aux yeux des assiégés la première condition de toute capitulation acceptable. Néanmoins, pour rendre à la ville et à l'armée une entière liberté d'agir comme elles l'entendraient, sans se préoccuper de son sort, Constantin résolut d'abdiquer. Il déposa sa pourpre et son bandeau royal, et, quittant le palais pour n'y plus rentrer, il vint déclarer au peuple et aux soldats qu'il avait cessé d'être leur empereur; cette scène eut lieu probablement au forum. Une grande résolution semblait l'animer, et tandis que des parlementaires sortaient de la ville pour aller au quartier-général romain débattre les clauses d'un arrangement définitif qui garantirait, avec la vie de l'ancien empereur, celle des assiégés et la conservation de leurs biens, Constantin prit avec son fils Julien le chemin de l'église métropolitaine, où une autre scène l'attendait. Les portes étaient ouvertes, et l'intérieur de la basilique présentait une

sorte de pompe inaccoutumée. Dès qu'il parut sur le seuil, l'évêque s'avança à la tête de son clergé et le reçut solennellement : il venait sur sa demande rendre, à cette heure suprême, un dernier service à celui qui avait été son empereur, un dernier témoignage d'attachement à celui qui avait été son ami. Quand il fut entré dans l'église, Héros le conduisit en silence au lieu fixé pour les ordinations, et lui fit signe de s'agenouiller. Un diacre était là portant sur un plat d'argent, suivant l'usage, les ciseaux qui servaient à la tonsure ecclésiastique; l'évêque les saisit, coupa les cheveux de Constantin, et l'ordonna prêtre. Celui-ci l'avait ainsi voulu, soit qu'il crût sa tête plus à l'abri sous ce caractère sacré, soit qu'en proie à de si violens orages, il rêvât pour les jours que Dieu lui réservait encore cette paix du cloître dont il avait privé son fils pour leur malheur à tous deux. La cérémonie se terminait quand les portes de la ville s'ouvrirent aux Romains, qui entrèrent dans Arles, trompettes sonnantes et enseignes déployées; la paix était faite.

L'ancien empereur et son fils se trouvèrent donc prisonniers de Constance en vertu d'une capitulation qui leur assurait solennellement la vie. Constance les traita avec ménagement; mais, ne sachant que faire d'eux, il les envoya à Ravenne, sous une escorte de soldats, pour y être mis à la disposition d'Honorius. Constantin revit donc cette même route qu'il parcourait naguère dans un appareil si différent, lorsqu'il allait porter secours fraternellement à celui qui n'était plus aujourd'hui ni son frère, ni son collègue. A trente milles environ de la résidence impériale, d'autres soldats, conduits par un officier du palais, arrêtèrent les deux Gaulois et leur escorte; l'officier, porteur d'un mandement signé d'Honorius, prit possession des prisonniers et les fit décapiter sur-le-champ. Il y avait dans cet acte un parjure flagrant et public, une violation d'un traité solennel, et le fils de Théodose sentit le besoin de se justifier à la face du monde. Il déclara donc « qu'en mettant à mort le brigand gaulois et son fils, il avait rempli le devoir d'un bon et fidèle parent, et puni lui-même un parjure, car ces hommes avaient tué traîtreusement ses deux cousins Didyme et Vérinien dans le même temps qu'ils traitaient avec lui de leur liberté. »

Chez les Romains, les supplices politiques ne se terminaient pas à la mort, et le crime d'usurpation n'était pas expié tant qu'il restait quelques lambeaux du malheureux tyran que le sort des armes avait trahi. Les têtes de Constantin et de Julien, fichées au bout de deux piques, furent promenées d'abord à Ravenne, où on les exposa le 18 septembre de l'année 411, puis dans les grandes villes d'Italie: elles passèrent ensuite la mer pour aller figurer dans les murs de Carthage à ce charnier humain où le grand Théodose avait fait sus-

pendre jadis les têtes des tyrans Maxime et Eugène, ces autres produits de l'impatience gauloise et de la turbulence britannique. L'Italie triompha de la victoire de son prince, qui n'était heureux que dans les guerres civiles, et les historiens répétèrent à qui mieux mieux l'adage inventé contre nos pères : « Gaulois, race inquiète et toujours empressée de se faire ou un prince ou un empire (1), » et cet autre, qui regardait nos voisins d'outre-Manche : « Bretagne féconde en tyrans, *ferax tyrannis Britannia.* »

Les vengeances ne s'arrêtèrent pas là, malgré l'humanité de Constance, qui s'interposa plus d'une fois entre la Gaule et les rigueurs de la cour de Ravenne. Décimus Rusticus fut traqué longtemps dans les montagnes d'Auvergne, où il s'était réfugié, pris enfin et mis à mort non pas seulement comme meurtrier probable de Didyme et de Vérinien, mais surtout comme chef du parti national gaulois. Quant à Apollinaire, qui ne s'était montré dans cette crise ni exclusif ni passionné, il revint à Lyon quand la tempête fut passée, et y termina paisiblement ses jours.

On peut étouffer une entreprise mal conçue, mais on n'étouffe pas la nécessité qui l'a produite. Rome eut beau rétablir l'unité, l'unité était frappée au cœur. La Gaule ne cessa point de vouloir un empire ou un empereur à elle, légitime ou tyran, et quand les révoltes ne suffisaient pas pour les constituer solidement, elle invoquait l'épée des Barbares. C'est ainsi qu'à l'aide des Visigoths elle imposa à tout l'empire d'Occident Avitus, beau-père de Sidoine Apollinaire et membre de cette noblesse arverne qui, avec l'aristocratie lyonnaise, fit longtemps la loi dans les Gaules. Plus l'Italie s'affaiblissait, plus le mouvement d'indépendance locale ou le désir de domination générale se fortifiait à l'ouest des Alpes. Quant à la ville d'Arles, elle conserva après la chute de Constantin, sous le gouvernement unanime, le rang que les événemens de 407 lui avaient donné. Elle continua d'être le siége de la préfecture des Gaules, diminuée désormais de l'île de Bretagne, et vit s'opérer sous ses yeux le passage du monde ancien au monde moderne; elle vit Rome, déjà pillée par les Goths et prise par les Vandales, devenir sujette des Ruges, puis le nom même des césars aboli. Elle restait debout cependant, ombre solitaire du passé et métropole sans empire, lorsqu'un Barbare, roi d'Italie, la céda à un autre Barbare, roi de Toulouse.

AMÉDÉE THIERRY.

(1) « Gens hominum inquietissima, et avida semper vel faciendi principis vel imperii. » Vopisc. *in Saturnin.*

UN POÈME

DE LA VIE MODERNE

EN ANGLETERRE

AURORA LEIGH, by Elisabeth Barrett Browning; 1 vol. in-8o, Chapman and Hall, London 1857.

Nous parlons rarement de poésie et d'œuvres poétiques : ce n'est point cependant par indifférence personnelle pour cette forme si élevée et si étendue du génie humain, c'est par la crainte que nos lecteurs ne partagent ni notre enthousiasme ni notre plaisir. Il nous semble toujours apercevoir le geste de dépit du lecteur et lui entendre poser cette question menaçante : « Quel rapport cela a-t-il avec notre vie et nos mœurs, avec notre manière de parler et d'agir? Les mots de droit et de devoir, d'amour et de vertu, résonnent, il est vrai, à mon oreille; mais je ne saurais les faire descendre jusqu'à mon humble individu, et il me semble que s'ils ont un sens pour moi, je ne le connaîtrai que dans une planète supérieure, et lorsque j'aurai quitté les conditions de la vie terrestre. En attendant, je suis un profane, un personnage sublunaire, et je suis forcé de rester dans la situation, peu idéale j'en conviens, où le sort m'a placé. Si les poètes n'ont rien à me dire qui me touche directement, s'ils n'ont à me présenter aucun miroir qui réfléchisse une image à peu près exacte de mon individu, pourquoi perdrais-je mon temps dans leur compagnie? Et s'ils sont si dédaigneux de ma chétive personne, qu'ils ne puissent consentir à parler un langage que je puisse en-

tendre, pourquoi ne serais-je pas aussi dédaigneux qu'ils le sont, et ne répondrais-je pas à leurs impertinentes sublimités en les laissant se parler à eux-mêmes? Faites des soliloques, mes amis, faites des soliloques. »

Faites des soliloques! Les poètes suivent ce conseil, ils chantent pour eux, et ils se chantent eux-mêmes, eux, leur personne physique, leurs affections, leurs émotions, leurs rêveries. Alors cependant un nouveau dialogue s'engage : « Eh quoi! la poésie, — ce fleuve immense aux eaux sacrées, qui jadis réfléchissait dans ses flots, radieux comme la lumière et mouvans comme la vie, les paysages, de ses rives, les combats des héros, les beaux visages des déesses et des nymphes, et le ciel entier avec ses astres, — par quel miracle ne peut-elle plus réfléchir qu'une seule image à la fois, et s'est-elle rapetissée au point de n'être plus que la fontaine de Narcisse? La voilà maintenant devenue comme un miroir déposé dans l'appartement d'une jolie femme. Vous y regardez complaisamment votre visage pour y surprendre la douceur de tel sourire, le rayonnement de tel instant de bonheur, les traces laissées par les larmes versées; que sais-je? bien pis encore, pour y surprendre mélancoliquement les rides et les plis qui se forment, la beauté qui s'efface... Égoïstes, c'est toujours votre personne que réfléchit la poésie! Était-ce là sa mission? Impartiale, impersonnelle, saintement indifférente, la voilà devenue partiale, personnelle, tristement passionnée. La poésie ainsi diminuée est-elle bien toujours la poésie? A-t-elle le droit de m'importuner de vos aventures, et n'ai-je pas assez des miennes? Elle est peut-être bonne pour vous, mais laquelle de mes douleurs et de celles des autres hommes guérira-t-elle? Et que m'importe après tout que vous soyez beau ou laid, bon ou méchant, heureux ou malheureux? Gardez pour vous et fermez à double tour de clé cette folle passionnée qui, dans ses ardeurs amoureuses ou jalouses, donne le scandaleux spectacle de s'en aller raconter aux passans les séductions ou les faiblesses cachées de son amant. »

Tel est le double reproche que l'on peut entendre faire chaque jour à la poésie de notre temps; l'une et l'autre accusation sont fondées, mais la première a seule une importance sérieuse, et elle a en outre cet avantage d'être répétée moins souvent que la seconde, et par des lèvres moins vulgaires. Bien loin de reprocher aux poètes leur égoïsme, leurs sentimens subjectifs, comme on dit aujourd'hui, nous leur conseillerions au contraire de ne pas franchir ce domaine intime, et de ne pas prêter l'oreille à d'autres voix qu'à celles qui chantent en eux. A cette condition, mais à cette condition seulement, ils seront vrais, touchans, humains; bien plus, c'est à cette condition seulement qu'ils me renverront un écho affaibli de mes pro-

pres sentimens et me reproduiront quelque chose de ma manière de vivre. Tout leur fait une loi de cet égoïsme qu'on leur reproche tant, le milieu dans lequel ils vivent, les élémens dont se compose notre société, les nécessités mêmes de l'art. Ils doivent être égoïstes s'ils veulent être vrais et s'ils veulent intéresser. La raison en est assez curieuse; elle est même instructive et peut expliquer pourquoi de toutes les formes poétiques la poésie lyrique a seule pu prospérer de nos jours.

Quand la poésie n'est pas purement lyrique, elle n'est pas tout entière dans le poète : il y en a une partie qui est tout extérieure, étrangère à lui, nationale ou humaine, et dont peuvent se vanter à bon droit les plus vulgaires de ses contemporains. La poésie épique et la poésie dramatique, quand elles se produisent, supposent donc, tout comme la grande peinture ou la grande sculpture, un milieu historique particulier, une société où la poésie n'est pas tout entière dans l'âme du poète, où il y a une concordance merveilleuse entre ses pensées et celles de ses contemporains, et où de toutes parts de belles formes et de beaux types se présentent à lui comme heureux de s'offrir pour servir à l'expression de ses rêves. Qui ne voit, par exemple, qu'une bonne partie de la poésie de Shakspeare appartient au moyen âge expirant, qu'une bonne partie de la poésie de Calderon appartient au catholicisme espagnol, et que l'Italie de la renaissance a fourni à l'Arioste ses palais, ses paysages et ses fêtes? Le génie du poète ne s'exprime aisément en dehors de la forme lyrique que lorsqu'il a sous la main une assez grande quantité de symboles et d'images pour donner un corps à ces milliers d'âmes qui parlent en lui, en un mot lorsque son époque est poétique elle-même. Un exemple éclaircira notre pensée. Le poète pense noblement : s'il veut exprimer sa pensée d'une manière impersonnelle, et s'il ne veut pas créer cependant un personnage abstrait et de convention, il doit incarner cette pensée dans un contemporain et la placer sur ses lèvres. Son langage, quelque élevé et nouveau qu'il soit, doit cependant être assez familier aux hommes de son temps pour qu'ils n'en soient pas étonnés. Quand les gentilshommes de Shakspeare causent entre eux, j'écoute des pensées plus élevées que celles des gentilshommes anglais du temps d'Élisabeth et rendues avec un accent qu'ils n'avaient pas et que nous n'avons pas, hélas! dans la vie ordinaire; mais je me dis que ces pensées et cet accent n'étaient pas en complète désharmonie avec certains spectateurs choisis qui, s'ils n'ont pas parlé ainsi, auraient pu cependant parler ainsi; je me dis encore qu'un heureux concours de circonstances permettait à ces spectateurs de s'élever à ce raffinement d'âme, le titre, la naissance, la richesse, l'habitude des cours, des combats, et

de tout ce qui peut donner à la vie de la noblesse et de la grâce. Le dernier mendiant du moyen âge, s'il n'avait pas parcouru comme Dante les cercles du monde mystique, ne trouvait cependant rien dans les visions du poète qui fût en contradiction avec ce que son âme avait obscurément rêvé. Ainsi, lorsque le poète ne veut pas se contenter d'exprimer ses pensées personnelles, il faut qu'autour de lui il trouve des formes séduisantes, des personnages auxquels il puisse prêter la noblesse de son langage, des cœurs capables de sa puissance d'affection; en un mot, il faut qu'il trouve en dehors de lui une image des choses idéales. La poésie impersonnelle suppose donc toujours un milieu où le poète peut aisément se faire l'interprète d'autres sentimens que les siens, et où il trouve en abondance autour de lui des sourires, des regards, des attitudes, des gestes qui lui permettent d'envelopper les plus délicates nuances de sa pensée.

Mais aujourd'hui où trouver la poésie ailleurs que dans son âme et çà et là dans la nature? Si la poésie voulait s'aviser, comme à d'autres époques, de reproduire nos mœurs et notre manière de vivre, à quels singuliers résultats n'arriverait-elle pas! Prise en masse, notre époque n'a rien que de très prosaïque; la vulgarité y abonde, le mesquin y pullule; ni le bien, ni le mal de nos jours n'offrent de ressources à l'imagination du poète, et ne peuvent se traduire en types capables de rester dans la mémoire des hommes. Que faire, par exemple, des vices de cette population innombrable qui agiote, tripote, se démène et s'agite pour arriver non pas même à la gloire du crime, mais à la plate notoriété du déshonneur? Pure canaille tout cela, indigne du moindre intérêt! Que faire des vertus de cette honnête population qui travaille consciencieusement, qui ne fait point le mal volontairement, mais qui le laisse faire, qui ne sait point haïr, mais qui sait détester, qui ne sait pas souffrir, mais qui sait *endurer,* qui aime par habitude et par raison, à laquelle ni la joie ni la douleur n'arrachent un accent, une vibration, une larme : monde d'honnêtes gens parfaitement recommandables, mais parfaitement indignes de tout autre sentiment que celui d'une banale estime? Il n'y a rien d'ingénieux, rien d'*imaginatif,* nulle perversité grandiose, nulle irrésistible chimère chez nos coquins; il n'y a rien d'héroïque, ni d'idéalement vertueux chez nos honnêtes gens. Vices et vertus ont le même caractère et méritent la même terrible dénomination : insignifiance. Quant à l'aspect général de notre société, il n'est pas non plus bien séduisant. Rien ne lui ressemble plus que l'aspect de nos villes modernes. Imaginez Paris et Londres par une soirée d'hiver; que voyez-vous? Une suite indéfinie de rues régulières, sans rien de brusque et d'imprévu, pas d'étoiles au ciel, des lumières blafardes et artificielles à l'ombre desquelles errent les gardiens de

la sûreté publique, une chaussée garnie d'un doux tapis de boue liquide dans laquelle piétinent les passans, et d'où ils sortent tous fort prosaïquement crottés. Telle est aussi notre société, régulière et uniforme comme nos rues, ayant pour tout idéal de gouvernement une bonne police, aussi morne qu'une nuit pluvieuse, ni très morale, ni très immorale dans ses mœurs générales, n'ayant aucune audace ni aucune fantaisie. On peut défier le poète le mieux doué d'exprimer la manière de vivre de cette société, et d'y trouver en nombre suffisant les formes nécessaires au revêtement de ses pensées. S'il veut encore malgré son temps être poète, qu'il ne s'adresse pas au monde social, qu'il s'enferme en lui-même; là, il a quelque chance de trouver la poésie qu'il chercherait vainement ailleurs. Quand extérieurement la matière poétique manque, et que la société générale est prosaïque, où la poésie peut-elle se trouver, sinon dans l'âme de l'individu?

Cette apparition de la poésie individuelle constitue un fait historique de la plus grande importance. Elle constate la disparition de tous les grands élémens poétiques dans la société, de toutes les grandes institutions religieuses, en un mot la disparition de l'idéal de la vie des peuples. Elle indique que le poète n'est plus aidé dans l'expression de ses sentimens par les actes de ses contemporains, et que dans sa recherche de l'énigme du monde la foi de ses semblables ne lui est d'aucune ressource. Il est seul et doit tout tirer de lui-même. Alors il arrive que ses chants, inspirés par un sentiment tout personnel, et qui n'a pas rapport à la vie de la plupart de ses contemporains, étonnent plus qu'ils ne ravissent. La foule écoute surprise ces accens d'un compatriote, plus inconnus pour elle que ceux d'un idiome étranger. Elle n'y retrouve ni ses soucis, ni ses préoccupations, ni sa vie affairée et grossièrement active; si elle bat des mains, c'est par politesse, pour ne point paraître ignorer ce qu'elle ignore parfaitement; elle bat des mains par la même raison qui pousse un parvenu à montrer une bibliothèque dont il ne lit jamais aucun livre. Et au fond cependant les dédains de la foule ont quelque chose de légitime: si le poète ne lui dit rien de sa vie, quelle communication peut s'établir entre eux, quels liens sympathiques, quelle communauté de pensée? Voyez au contraire de quelle faveur croissante de siècle en siècle la foule entoure le roman, ce genre véritablement moderne, et qui a déjà remplacé toutes les autres formes littéraires par lesquelles s'était exprimée la pensée humaine, alors qu'elle aimait à porter son regard sur des choses plus belles que la réalité. Le roman est notre épopée à nous, épopée d'un âge sans héroïsme, sans idéal, et d'un âge très compliqué. Seul il nous reproduit quelques-uns des traits de notre existence, seul il est

susceptible d'en exprimer les vulgarités et les bassesses. D'accord avec les instincts de la foule, il n'a pas pour elle de dédains aristocratiques; il parle son langage, il ne recule pas devant la description d'une batterie de cuisine et d'un costume fané, il ne rêve pas de l'éden ou de l'empyrée, il parle de la rue, du salon ou de la mansarde. Son idéal, quand par hasard il en a un, ne dépasse pas de beaucoup le rêve assez prosaïque et généralement facile à satisfaire de Mme X..., ou la chimère de bonheur assez plate après laquelle le jeune Z... court depuis huit jours, et qu'il rencontrera très prochainement, je le lui promets, s'il a seulement quelques semaines à perdre et quelques paires de bottes à user sur les pavés de Paris. Si vous arrêtez le premier passant venu, et que vous lui demandiez quel est l'homme auquel il voudrait ressembler, vous êtes sûr de voir sortir de sa bouche le nom d'un héros de roman. Je ne sais en vérité qui a pu nous accuser d'orgueil, nous sommes bien modestes au contraire; nos aspirations ne vont pas plus loin que le désir de ressembler à tel personnage que nous nous représentons fort bien sans le secours d'aucun rêve intérieur et avec nos yeux de chair et de sang.

Ne disons cependant pas trop de mal du roman, il est trop en rapport avec nos mœurs pour qu'il ne soit pas dangereux d'en médire. Il nous offre à tous un idéal facile et à la portée de notre main. C'est lui qui a fourni à bon nombre de femmes leur provision de sentimens, à bon nombre de jeunes gens leur petit bagage d'illusions; c'est grâce à lui que tant de gens ont eu un type de perfection qu'ils ont désiré atteindre, prétention qui leur a prêté un air intéressant. Il y a donc une concordance merveilleuse entre le roman comme genre littéraire et notre vie moderne; ce que nous désirons, c'est aussi ce que ses personnages désirent; la réalité dans laquelle nous marchons est aussi celle dans laquelle se crottent ses héros, le miroir qu'il nous présente réfléchit bien notre visage. Il y a plus, nos sentimens, nos amours, nos haines, ne peuvent être enveloppés et représentés que sous cette forme; sous toute autre, ils seraient ridicules. Allez donc mettre en poème dramatique la Bourse, ou les joies et les infortunes de vos voisins, vous obtiendrez le même succès et vous ferez preuve d'autant de goût que si vous mettiez en prose les monologues d'Hamlet, ou si vous coupiez l'Iliade en chapitres de roman. La nature de nos sentimens en un mot est telle qu'elle résiste à une expression poétique.

Je sais toutes les objections qu'on peut faire, et surtout que les poètes ne se décourageront pas, et continueront leurs tentatives de *poétisation* de la vie contemporaine. Je n'ai qu'un mot à dire à ce sujet. J'ai été frappé de voir quelquefois des hommes parfaitement ho-

norables et méritans, mais simples bourgeois d'ailleurs, porter la décoration de la Toison-d'Or, et leur audace m'a toujours frappé. Ils en étaient parfaitement dignes, je le crois; seulement cette distinction avait été inventée pour d'autres personnages qu'eux et pour des personnages animés de passions et de pensées qui ne seront jamais les leurs. Il est certaines choses qui n'ont toute leur valeur que lorsqu'elles ont rencontré un possesseur légitime et naturel. Or, toutes les fois qu'on parle devant nous de mêler la poésie à notre vie contemporaine, nous ne savons pourquoi nous pensons involontairement à ce spectacle blessant de la Toison-d'Or portée par nos modernes bourgeois.

Est-ce à dire cependant que toute poésie ait disparu d'au milieu de nous? Non, sans doute; çà et là on rencontre des hommes et des femmes qui pensent avec élévation, qui sentent avec passion et expriment avec force ce qu'ils ont senti, et qui, lorsque nous voulons les caractériser, appellent invinciblement sur nos lèvres l'épithète de poétiques. Jamais à aucune époque il n'y a eu peut-être autant d'hommes tourmentés d'une fièvre généreuse, aussi noblement inquiets, et auxquels puisse mieux s'appliquer le nom d'*idéalistes*. Seulement ce ne sont que des individus, les masses ne participent en rien à ce caractère poétique; la vie générale n'est nullement en rapport avec cette disposition de l'âme et n'en est nullement affectée, et ces individus eux-mêmes ne sont poétiques que d'une manière tout *individuelle*, d'une manière lyrique, si nous pouvons nous exprimer ainsi. Leur poésie est tout intérieure et abstraite. Il y a un désaccord profond entre leurs pensées et leurs actes; les aspirations seront grandes, les habitudes seront forcément vulgaires; les paroles seront éclatantes d'éloquence, les gestes témoigneront d'une vie contrainte, anti-naturelle; en un mot, le milieu extérieur dans lequel devra s'agiter tout ce peuple de sentimens et de pensées sera grossier et mesquin. Une foule de circonstances concourront à établir ce désaccord : les exigences matérielles de la vie, qui sont devenues et qui deviendront de plus en plus l'affaire importante de l'existence, l'absence forcée de loisirs qui en résulte, l'extrême réserve que commande l'indifférence générale, l'indignité de sentimens des cœurs qui vous approchent, la rareté extrême des personnes auxquelles on peut confier, sans crainte de passer pour chimérique ou emphatique, les secrets d'une âme tourmentée, la solitude forcée qu'engendrent de telles contraintes, et le désenchantement qui en est la conséquence, et qui vous rend odieux à la fin, en les enveloppant de ses teintes grises, les sentimens qui vous étaient le plus chers. Toutes ces circonstances *déplaisantes* (seule épithète qui puisse être appliquée au milieu dans lequel nous sommes condamnés

à vivre) ne sont point propres à développer en nous les élémens poétiques qui y sont contenus; cependant, si en dépit de ces circonstances ils persistent à vouloir se produire hors de notre âme, ils n'en sortiront que déformés, chétifs, aussi amincis et réduits que possible. Du despotisme des vulgarités prosaïques naîtra une poésie d'un genre particulier, maladive et malsaine, misanthropique et mélancolique; les sentimens torturés, refoulés, se plaindront et crieront, et les derniers accens de la poésie naîtront ainsi du triomphe de la prose, que, dernière misère, ils seront chargés de constater : si bien que la poésie n'aura plus alors d'autre raison d'exister que cette plainte même de ne plus se rencontrer nulle part. Elle ne vivra plus que pour accuser sa disparition, et, plus malheureuse que Cérès à la poursuite de Proserpine, elle ira par toute la terre criant son nom, demandant si par hasard on ne l'a point rencontrée; ombre à la poursuite d'une ombre, écho répétant le bruit d'un écho!

L'histoire littéraire de notre siècle est là d'ailleurs pour constater que la poésie n'est et ne peut être qu'une œuvre personnelle. Les deux grandes manifestations poétiques de notre époque sont l'Allemagne et l'Angleterre depuis Byron jusqu'à nos jours, et l'une et l'autre témoignent de cette tendance invincible. Les conceptions poétiques allemandes, même dans ce qu'elles ont de plus général, sont des conceptions absolument individuelles et abstraites. Le poète expose à ses contemporains sa manière de comprendre la vie et le monde, il leur chante son propre système, mais il n'est pas pour ainsi dire en rapport de communauté de croyance avec eux. Cependant au premier abord, et quand on n'y regarde pas de très près, ce phénomène est moins frappant pour la poésie allemande que pour toute autre, car si elle n'a pas de rapport immédiat et direct avec la vie extérieure et les mœurs des contemporains, elle en a un plus éloigné avec les instincts de la race au milieu de laquelle elle est née. C'est ce rapport occulte et mystérieux entre les instincts nationaux et les conceptions des poètes qui a conquis à cette poésie savante la grande popularité qui ne s'accorde et ne s'est accordée jusqu'à présent qu'aux œuvres naïves et spontanées. En outre, la poésie allemande n'a jamais déserté entièrement le terrain populaire, si nous pouvons nous exprimer ainsi : née de la plus profonde analyse, elle a toujours respecté cette condition de l'art qui exige un rapport étroit entre les conceptions du poète et les idées connues de la foule, et elle a toujours fait un grand effort pour envelopper des pensées abstraites, tout à fait neuves et audacieuses, que l'homme le plus lettré aurait eu peine à comprendre, si elles lui avaient été présentées nues, dans de vieilles histoires que savait par cœur le dernier enfant des villages allemands. Traditions populaires, légendes, contes nationaux

ont été le revêtement extérieur des conceptions poétiques, et ont préservé la poésie de cette sorte d'isolement abstrait et de solitude lyrique dans lesquels se sont complu les poètes d'autres pays. Là encore, et pour la dernière fois, il y a eu un certain rapport, à la fois intime et familier, entre les poètes et la foule.

La séparation est bien plus marquée en Angleterre. Les poètes allemands exprimaient encore des pensées et des sentimens individuels, qui s'adressaient aux masses et qui étaient enveloppés d'un vêtement national. Les poètes anglais n'expriment plus que des sentimens individuels qui s'adressent à des individus ou à des fractions infinitésimales de la société, à des partis, à des sectes, que sais-je? quelquefois même à de simples coteries littéraires. Le dernier mot de la poésie est dit sous trois formes différentes par trois grands poètes, Wordsworth, Byron et Shelley. Tous trois disent adieu à la société qui les environne, et se réfugient au sein de la nature ou dans la solitude de leur esprit.

Byron, mécontent de ce qu'il voit, et ne trouvant même pas autour de lui la corruption qu'il désire, se sépare d'une société dont il méprise également les vices et les vertus, imagine un monde romanesque qui n'a aucun rapport avec le monde réel, et le peuple de ses chimères et de ses rêves. Il n'exprime rien que ses désirs, ses imaginations et ses déceptions. Le résumé de tous ses chants, c'est que nous sommes putréfiés de civilisation, que nos libertés constitutionnelles ne valent pas les libertés de la nature, que nos droits politiques ne valent pas l'indépendance sauvage, que nos raffinemens les plus délicats ne valent pas les francs élans des instincts spontanés. Nous sommes embrouillés dans un écheveau inextricable de droits et de devoirs qui enlèvent toute beauté à nos actions; nos vertus s'en ressentent, elles n'ont plus rien de désintéressé et de majestueux, elles portent un air cafard qui leur est commandé par les vices d'autrui, un air renfrogné d'officier de justice et de magistrat pédantesque; quant à nos vices, rusés et mesquins, ils sont ce qu'ils doivent être dans une société encombrée de lois artificielles, de coutumes, détritus des siècles, de préjugés, conséquences d'une vie où ne se laissent jamais apercevoir l'égalité ou l'inégalité de la nature, mais bien une égalité et une inégalité de convention.

Nous périssons par trop de civilisation, la vie en est étouffée, — voilà le cri éternel de Byron. Wordsworth, plus calme et plus confiant dans les desseins de la divine Providence, refuse de croire que la poésie est morte à tout jamais. Que fait-il cependant? Il se retire, lui aussi, de la société et s'en va dans la solitude chercher la poésie là où il croit qu'elle peut se trouver encore. Il entame avec la nature une conversation singulièrement intime et subtile, et fait subir

à chaque objet un interrogatoire minutieux pour lui arracher son secret. Convaincu que la poésie doit être encore quelque part dans ce monde, il emploie pour la découvrir une patience, une dextérité, une sagacité extraordinaires. Jamais pêcheur, jamais chasseur habile n'ont été mieux pourvus de ruses, n'ont mieux connu les courans propices et n'ont mieux su battre les buissons. Sur le bord des lacs, à travers les halliers, sur les fossés des grandes routes, Wordsworth, candidement ingénieux, innocemment rusé, s'en va à la chasse au sonnet. S'il rencontre une lueur furtive, il la note; si l'eau se ride sous un frisson imperceptible, il est content; s'il aperçoit un insecte habile à se sauver de l'océan de rosée contenu dans une feuille d'arbre, son cœur de poète déborde d'émotions élégiaques; mais les jours où il a le bonheur de rencontrer quelque voiturier ou quelque meunier qui ait à lui faire part d'une joie ou d'une douleur humaine, si petites qu'elles soient, ces jours-là sont marqués d'un caillou blanc. Ce sont les jours des rencontres homériques, les jours où il peut chanter le *redeunt saturnia regna* de la poésie. Que de soin et de vigilance pour poursuivre les faibles traces d'une poésie rebelle et qui fuit toujours! Quel empressement à profiter de toute occasion! quels accens de reconnaissance pour le peu d'émotions que la nature a bien voulu lui donner! Le cœur finit par être touché de cette piété et de cette candeur qui ne veulent rien laisser perdre des beautés de l'œuvre divine; mais cette poésie si originale et qui passe de l'idéalisme le plus quintessencié au réalisme le plus descriptif, qui cherche des émotions naturelles par des moyens artificiels, est elle-même une preuve de la décadence de la poésie générale. Elle constate deux choses, la disparition des larges, grandes et faciles émotions poétiques, et la difficulté pour le poète de trouver la poésie ailleurs qu'en lui-même. L'originalité de Wordsworth consiste en ceci : qu'il n'a pas voulu croire entièrement à la poésie subjective, qu'il a pensé qu'elle existait dans les objets naturels, si elle n'existait pas toujours dans la société humaine. Vains efforts! c'est son âme même que le poète nous donne, c'est son image que reflètent les lacs, ce sont ses sentimens qui glissent mystérieux avec les rayons furtifs de la lumière, et ce que vous prenez pour le bruit confus du silence des nuits, c'est le murmure même de son cœur. Il est impossible d'être plus individuel, plus subjectif en ayant autant la bonne volonté de conserver aux choses extérieures leurs droits poétiques, si nous pouvons nous exprimer ainsi.

Glaneur patient de toutes les parcelles et de tous les fétus de beauté qu'il rencontre, Wordsworth enfin semble avoir écrit pour ruiner sa propre croyance et pour démontrer combien sont rares, épars, hachés menu, les élémens poétiques qui existent encore dans

le monde. Avec Shelley, nous arrivons au triomphe complet de la poésie subjective et des conceptions purement personnelles. Plus noblement passionné que Byron et aussi dédaigneux que lui du monde qui l'entoure, il ne vit qu'avec les fantômes de son imagination. Byron avait des passions de chair et de sang, et ces passions prêtaient à ses chimères quelque chose de tumultueux qui donne l'illusion de la vie; Shelley n'a que des passions d'esprit, et ses créations se posent devant lui comme d'irrésistibles et puissantes hallucinations. Ses personnages sont des symboles, des visions de l'âme; il ne s'inquiète pas, comme Wordsworth, d'interroger minutieusement la nature, de chercher le rapport exact qui unit les sentimens à l'objet qui les fait naître, il parle à la place de la nature, et écoute dans le tumulte des orages, ou dans le frémissement voluptueux des forêts, les accens des tempêtes de son âme et la voix de ses rêves de bonheur. Toute la nature ne parle que de lui, par lui et pour lui. Le vent du nord souffle âpre comme sa destinée; quand les roses s'effeuillent, ce sont ses émotions sensuelles qui tombent, et quand les astres s'allument, ce sont ses nouveaux désirs, idéalement radieux, lumineusement austères, qui apparaissent. Oh! que nous sommes loin de la petite Angleterre, des mœurs anglaises, des croyances anglicanes! Nous voilà dans la société d'une âme qui a pris possession de l'univers entier, si bien que nous ne pouvons plus avancer d'un pas sans entrer dans ses domaines, et que nous faisons pour ainsi dire partie du troupeau d'ombres muettes qui composent la suite de ce roi du monde idéal. Mais un phénomène contradictoire se produit alors : à force d'être personnel et subjectif, Shelley devient pour ainsi dire impersonnel; à force d'absorber la nature, il s'absorbe lui-même en elle. De même, à force de dédaigner le monde extérieur contemporain et de s'en tenir au monde intérieur qu'il habitait, il rejoint la réalité elle-même. Son triomphe est d'avoir atteint quelques-uns des secrets de la vie moderne en se précipitant tête baissée dans l'idéal abstrait. Personne n'a mieux exprimé que lui nos pressentimens, nos désirs, et ces appels désespérés de l'âme orpheline de toute croyance, veuve de tout amour, vers un avenir meilleur et une beauté morale inconnue. Seulement c'est toujours notre vie intérieure qu'il chante, notre vie lyrique, et encore la partie de cette vie qui s'adresse à l'avenir, non celle qui s'adresse à un présent méprisé, dont il ne s'occupe que pour nous dire combien il en souffre et combien sans lui seraient moins lourdes les ailes de son esprit.

De ces trois grands poètes dérivent tous les poètes anglais contemporains. Ajoutez-y John Keats, le poète favori de mistress Browning, Keats, qui de tous les poètes anglais a le mieux compris peut-être cette

idée de Goethe, qu'il suffit à une pensée d'être exprimée musicalement pour être poétique, dont les sentimens pudiques et chastes s'enveloppent et se cachent sous des flots de douce harmonie. La liste ainsi sera complète. L'influence des trois grands poètes que nous avons nommés a été fort inégale : celle de lord Byron s'est heureusement arrêtée au monde qui pouvait la ressentir sans trop de dangers, et n'a guère agi que d'une manière indirecte; celle de Wordsworth a été accidentelle; la plus considérable des trois a été celle de Shelley, et il faut constater le fait à la louange des écrivains et des poètes de la Grande-Bretagne. Chez nous, l'influence de Byron, qui a été si puissante, l'aurait été bien davantage encore, s'il eût été notre compatriote. Les écrivains et les poètes anglais ont vite compris que ces chimères sataniques n'étaient point faites pour eux, et que ces déguisemens romanesques, convenables peut-être pour un Gordon, ne feraient que les affubler disgracieusement; aussi n'y a-t-il pas trace dans les poètes anglais modernes d'imitation directe de Byron (1). Pareille chose pour Wordsworth, dont l'influence a été fort restreinte, comme il convenait à un poète qui semble fait pour un tout petit monde, semi-ecclésiastique, semi-laïque. Dans Shelley au contraire, les écrivains trouvaient le type d'un poète dégagé de tout costume de caste et de secte, dont les sentimens ne tiraient leur noblesse que d'une source divine, dont les conceptions n'étaient dues à aucune méthode artificielle, bonne seulement pour celui qui l'emploie; en un mot, ils trouvaient en lui ce qu'ils ne trouvaient pas dans Byron, ce qu'ils ne trouvaient qu'à demi dans Wordsworth : un confrère. C'est lui qui les a initiés à ces mystères d'Isis de la poésie qu'ils chantent aujourd'hui avec une si fiévreuse ardeur; c'est lui qui leur a appris à se servir des formes matérielles comme de symboles, à attacher un sens moral à chaque apparence charnelle; c'est lui qui leur a révélé l'hymen de la matière et de l'esprit. Il a été le hiérophante véritable de cette poésie qui considère toutes les formes de ce monde comme des signes visibles, des inductions d'après lesquelles on peut conclure à des réalités invisibles, des auxiliaires qui nous aident à épeler un langage spirituel; de cette poésie qui, selon le mot expressif de mistress Browning, sait découvrir sur le visage d'un paysan italien attentivement étudié les traits de l'Antinoüs, comme on découvre une statue grecque quand on l'a dépouillée de la terre qui la souillait, et par derrière cet Antinoüs deviner et surprendre un ange caché. Ces *enroulemens* infinis de la beauté, ces échelles et ces hypostases

(1) Là où l'on retrouve le mieux l'écho direct, quoique bien affaibli et bien *vulgarisé* déjà, des sentimens byroniens, c'est dans les romans de Bulwer, et principalement dans ceux de la première période.

de l'invisible et de l'idéal, ce symbolisme platonique, ces manifestations gracieuses de la vie, — attitudes, sourires, charme des visages humains, — considérées comme les rêves et les pressentimens de la vie véritable qui est cachée en nous ainsi que le papillon dans la chrysalide, tout ce que chantent aujourd'hui les poètes anglais, c'est dans Shelley qu'ils l'ont appris. Depuis M. Tennyson et M. Browning jusqu'aux derniers venus, M. Alexandre Smith et M. Sidney Dobbell, ils dérivent tous de lui en partie. Comme lui, ils sont entièrement *subjectifs*, lyriques, personnels. Si leurs chants donnent souvent une forte impression de réalité, ne vous laissez pas abuser : cette réalité est celle des images dues à la force de la vision intérieure, ce n'est pas la réalité des faits extérieurs et de la vie familière.

Cette vie familière, si chère aux anciens poètes anglais, si connue d'eux, les poètes modernes ne nous en disent plus un mot. Ils ne nous entretiennent que d'une vie idéale. Ils sentent bien eux-mêmes ce qui leur manque pour être en rapport complet avec leur temps, et ils s'efforcent de mettre en scène des personnages contemporains. Dans l'année qui vient de s'écouler, deux tentatives ont été faites pour élever notre vie moderne dans les régions de la poésie, toutes deux remarquables à divers titres, et de mérite inégal : le poème de *Maud*, de M. Tennyson, et l'*Aurora Leigh*, de mistress Browning. Vains efforts! le poème de M. Tennyson n'est qu'une autobiographie morale, dont les rares personnages passent comme des ombres à peine aperçues. On dirait que M. Tennyson a craint, s'il les accusait davantage, s'il leur donnait une personnalité, de laisser apercevoir leur vulgarité, et qu'il a jugé plus convenable de les noyer dans un clair-obscur poétique, afin que le lecteur pût rêver à son aise et les imaginer tels qu'il lui plairait. Le personnage principal est un pauvre fou, malheureux par abandon et par solitude, qui n'a jamais rien su du monde, et n'a jamais eu d'autres compagnons que les visions qui passent fugitives dans son cerveau malade et les ressentimens amers qui logent dans son cœur ulcéré. Autour de lui viennent se grouper une jeune fille indistincte comme un rêve, qui est un prétexte pour le poète d'agiter les rosiers et les myrtes jusqu'à ce que ses vers soient saturés de parfums, et un frère hautain qu'on aperçoit vaguement à la lueur rapide de deux épées qui se croisent. Çà et là il est fait mention de certains détails de notre vie moderne : il y a bien une banqueroute, mais c'est le *souvenir* d'une banqueroute; il y a une fête, mais nous n'y assistons pas, et nous n'en voyons que les reflets; la guerre de Crimée nous renvoie le retentissement lointain de ses canonnades : sons et échos perdus dans l'air, voilà tout ce que le poète a mis dans son œuvre de la vie moderne. Je me trompe,

le poème contient un passage sur notre époque, une invective véhémente contre la société contemporaine, qui a pour but de prouver que cette société est absolument dénuée de grandeur, et qu'elle n'a pas même les vertus boutiquières.

La tentative de mistress Browning est bien plus remarquable et a été plus heureuse; *Aurora Leigh* est bien sous plus d'un rapport un poème moderne. Mistress Browning ne partage en aucune façon les opinions que nous avons émises; elle se refuse à croire que notre vie soit aussi prosaïque qu'on le prétend. « La perspective, dit-elle en vers admirables, nous fait défaut; oui, mais chaque âge apparaît aux âmes contemporaines absolument inhéroïque. Le nôtre, par exemple, le nôtre, les penseurs le flagellent (demandez à Carlyle), et les poètes abondent, qui dédaignent de le toucher du bout du doigt: un âge d'étain, — métal mélangé, argent plaqué; — un âge d'écume, lie d'un généreux passé; un rapetassage de vieux habits, un siècle de pure transition, ne signifiant rien du tout, ou signifiant seulement que le siècle qui suivra sera honteux de nous, s'il plaît à Dieu. Ce sont là de fausses pensées selon nous, et les fausses pensées enfantent de mauvais poèmes. Chaque siècle, par cette raison qu'il est contemplé de trop près, est mal vu par ceux qui vivent au milieu de lui. Supposons le mont Athos taillé, comme Xercès l'avait projeté, en une colossale statue : les paysans qui auraient ramassé du bois mort dans son oreille auraient aussi peu soupçonné sa forme humaine qu'un troupeau de boucs rongeurs broutant auprès d'eux dans les mêmes broussailles. Il leur aurait fallu reculer de plusieurs milles avant que l'image gigantesque leur fût apparue avec son profil humain bien en relief, son nez et son menton bien accusés, sa bouche murmurant vers le ciel des chansons silencieuses, et nourrie sur le soir du sang des soleils expirans, son grand torse et sa main gigantesque laissant perpétuellement échapper, comme un don de royale largesse, une rivière aux flots d'argent sur les pâturages des campagnes environnantes. Il en est ainsi des temps dans lesquels nous vivons, toujours trop grands pour être vus de près..... S'il y a place pour les poètes dans ce monde un peu encombré, je le crois, la seule œuvre qu'ils aient à faire est de représenter leur époque, — non celle de Charlemagne, — cette époque qui vit si vite, aux pulsations si précipitées, cette époque batailleuse, menteuse, fiévreuse, calculatrice, pleine d'aspirations, qui dépense plus de passion, plus de chaleur héroïque entre les glaces de ses salons que Roland avec ses chevaliers à Roncevaux. Détourner dédaigneusement les yeux de nos ameublemens modernes, de nos habits noirs et de nos robes à volans pour soupirer après les toges antiques et le pittoresque, cela est fatal et de plus insensé. Le roi Arthur lui-même était un personnage fort ordinaire pour lady Geniévre. »

Nous sommes en partie de l'avis de mistress Browning. Oui, il est fort inutile de soupirer après le pittoresque et les toges antiques; si le poète n'a rien à nous dire de notre vie, le mieux pour lui est de garder le silence. Oui, cette tendance invincible des poètes à se tourner vers un passé éteint est la meilleure preuve de leur impuissance et de leur stérilité; mais ne serait-ce pas aussi une preuve de la difficulté qu'ils éprouvent à revêtir nos passions et nos mœurs d'un costume poétique? Est-ce que les conditions de notre époque ne les placeraient pas dans cette situation — de consentir à se taire ou de chercher la poésie là où elle a résidé autrefois? Mistress Browning n'est pas de cet avis. La poésie existe toujours, pense-t-elle, et si nous ne savons pas la découvrir, c'est par myopie naturelle. Pour le prouver elle a fait un long poème où sont reproduits minutieusement nos petits soucis de chaque jour, le ton de nos conversations, notre style épistolaire, où elle a mêlé avec un art infini les couleurs de la vie vulgaire et celles de la vie idéale. Le résultat auquel elle est arrivée détruit-il cependant les opinions qu'elle combat? Voyons un peu. Mistress Browning, voulant présenter une image aussi ressemblante que possible de la vie moderne, a été naturellement amenée à unir deux formes littéraires opposées, le roman et le poème; mais elle ne les a pas si bien fondues ensemble, que nous ne puissions les voir distinctes l'une de l'autre et se contrariant mutuellement. Le roman, qui ne se paie pas de pensées et d'images, ne sert là que de thème à la poésie, et disparaît pour ainsi dire sous ses broderies. C'est en vain que mistress Browning voudrait multiplier les incidens et les épisodes: l'instinct naturel lui dit que la poésie n'a pas besoin de tant de complications et de recherche de mise en scène, que la poésie vit de sentimens simples, qu'une aventure ou un personnage lui suffisent, et que si elle voulait composer un roman, il était plus simple de l'écrire en prose.

Telle est la singulière impression que laisse *Aurora Leigh :* on y sent les difficultés de l'auteur aux prises avec la tâche qu'elle s'est imposée. Si la fable du poème est trop compliquée, il n'y aura plus place pour la poésie; si la poésie domine trop, adieu à la prétention de présenter une image impersonnelle de la société actuelle! Heureusement la nature de l'auteur, essentiellement éloquente, lyrique, l'a emporté sur le but poursuivi. La fable du roman, quoique très entortillée, est cependant très maigre, et la poésie au contraire se répand à flots de toutes parts. Les incidens, les épisodes et les personnages ne sont guère qu'un prétexte, qu'une matière poétique, ou mieux qu'une sorte de force motrice qui donne aux émotions l'occasion d'éclater. La fable d'*Aurora Leigh* est moins que le libretto d'un opéra, moins que le scenario d'un ballet; le poème véritable, ce sont les effusions, les transports, les méditations de la subtile et

profonde Aurora. Nulle part il n'y a dans ce poème cette union intime entre la narration et la poésie qui est le suprême triomphe des grands poètes impersonnels. La poésie ne sort pas directement de l'aventure et de l'incident racontés, elle sort indirectement des réflexions que l'aventure inspire au poète, d'un retour de l'auteur sur lui-même. Ainsi la tentative de mistress Browning pour marier ensemble le poème et le roman aboutit, malgré l'auteur, à l'annihilation du roman, c'est-à-dire de la partie impersonnelle de l'œuvre, et au triomphe du lyrisme, c'est-à-dire de la poésie personnelle. Maintenant les personnages de mistress Browning sont-ils poétiques? Oui, certainement; mais comment le sont-ils? Ils sont lyriquement et non dramatiquement poétiques; ils sont poétiques par leur nature d'âme et la tournure de leurs pensées, non par leurs actions; ils sont poétiques à la condition de penser et de parler toujours, de ne jamais agir. La poésie qui est dans leurs pensées ne passe pas dans leurs actions, et la grandeur de leurs sentimens n'est pas en rapport avec les accidens qui traversent leur vie. Ce sont des aventures assez vulgaires après tout que celles que mistress Browning prête à des personnages aussi fièrement doués qu'Aurora et Romney Leigh; ils méritaient mieux certes de la destinée, et avaient droit à des infortunes ou à des félicités plus grandes. Tant que nous considérons les personnages en eux-mêmes, dans leur nature subjective, ils nous paraissent des titans; ils vont bouleverser le monde et en changer les lois; oui, mais nous serons fort désenchantés lorsque nous verrons les moyens que la société leur offre pour la réalisation de leurs rêves. Pauvre Romney! pauvre Aurora! Romney s'est proposé un but sublime, il veut travailler à la réconciliation des classes opposées, et lorsque l'heure de l'action sera venue, il lui faudra se contenter d'établir un simulacre de phalanstère. Aurora est possédée de la soif de l'idéal, elle marche d'un pied ferme vers les sommets inaccessibles; descendue de son Sinaï pour embrasser le monde, elle cherche un éditeur et fait imprimer ses rêves in-octavo. S'ils veulent rester poétiques, mieux vaut que ces personnages n'agissent pas, car les moyens d'action qu'ils ont à leur portée ne sont pas en rapport avec les mobiles qui les animent. Ainsi le poème de mistress Browning confirme les deux points que nous avons voulu mettre en lumière : — le spectacle de la société moderne n'offre pour ainsi dire aucune ressource au poète; — la seule poésie de notre temps est et doit être forcément lyrique, individuelle, intime. Si, au lieu de dire que le monde était toujours poétique, mistress Browning avait dit que l'âme humaine était toujours poétique, son langage eût été plus vrai peut-être, et eût été mieux en rapport avec la donnée de son poème, qui nous présente l'emblème de désirs sublimes aux prises avec de mi-

sérables difficultés, et qui constate involontairement le désaccord profond, si sensible aujourd'hui, entre la vie intérieure et la vie mondaine.

Le poème de mistress Browning contient quelques descriptions de la vie du monde heureux, et ces descriptions, toutes brillantes, tout étincelantes qu'elles soient de diamans, de reflets d'étoffes soyeuses, de girandoles et de lustres, nous laissent parfaitement froids. Il n'en est pas de même de la partie de son poème consacrée à décrire les misérables allées où grouille toute une population hâve et affamée. De toutes les peintures de notre monde extérieur, ce sont les plus frappantes et les plus poétiques. C'est un fait remarquable que celui-là : lorsque les poètes modernes veulent suivre les conseils de mistress Browning et s'attacher à la peinture de notre société, le tableau de la misère humaine envahit aussitôt l'attention, et enlève tout intérêt aux autres descriptions de l'état social. Involontairement l'artiste et le poète, lorsqu'ils descendent de leur idéal abstrait et qu'ils regardent notre société, arrêtent plus longtemps leurs yeux sur ce repoussant spectacle que sur les palais des riches et les fêtes des heureux. Là seulement, quand ils entrent dans le monde extérieur, ils trouvent la matière d'une sombre et sauvage poésie; là seulement la réalité est accusée et se présente avec des couleurs bien tranchées. La misère possède aussi un autre avantage poétique : elle peut être affreuse, elle n'est jamais vulgaire; elle peut faire ressentir une impression pénible, elle n'est jamais ennuyeuse. En dehors de ces raisons purement esthétiques, les artistes obéissent peut-être aussi à leur insu à cette tendance invincible de l'époque qui nous pousse à porter nos regards vers les fanges d'en bas. Quelle que soit la raison du fait d'ailleurs, il existe, et à chaque œuvre nouvelle il ne manque jamais de se présenter implacablement. Le monde des heureux a, paraît-il, cessé d'être intéressant et poétique; mais Lazare l'est toujours. Dès qu'il se présente, tous se rangent sur son passage, et toute autre préoccupation que celle de sa personne disparaît; les perles n'ont plus d'éclat, les fleurs n'ont plus de parfums. C'est un singulier spectacle et propre à faire réfléchir que l'apparition perpétuelle de cette tête de mort à notre banquet épicurien, et ce spectacle, nous l'avons revu encore dans le poème de mistress Browning.

Ce poème ne porterait aucun nom d'auteur, qu'il révélerait le cœur et l'esprit d'une femme; il est en vérité une nouvelle preuve de l'heureuse impuissance où sont les femmes, même d'un rare génie, d'échapper à leur nature. L'esprit a beau être cultivé, raffiné, subtil : l'instinct naïf l'emporte et s'impose à chaque instant au jugement. La vérité et la beauté abstraite suffisent à l'homme, et lorsqu'il a

pris le parti de les poursuivre, il s'attache obstinément à elles, sourd à toutes les voix qui ne sont pas les leurs. L'homme d'une ferme volonté peut se passer du monde extérieur. C'est là ce qui le rend capable de toutes les mornes victoires de l'intelligence, ce qui le rend métaphysicien, savant, dominateur politique. Il peut vivre solitaire et remplacer l'amour par l'orgueil. Il n'en est pas de même des femmes : la destinée, qui leur a donné pour armes principales la tendresse et la séduction, leur a nécessairement refusé les bénéfices de la solitude et de l'orgueil. Elles semblent ne pouvoir contempler la vérité et la beauté en elles-mêmes et sans le secours d'un intermédiaire. La nature leur refuse de rester sourdes aux voix qui les appellent, et leur ordonne de jeter sur la route à tout ce qui les réclame leur pitié et leur pardon; elle leur ordonne de rester fidèles à la vie, à la vie partagée avec des êtres vivans, à la vie sentie dans son intégrité et non divisée arbitrairement en vie morale et en vie physique, comme le fait le sexe pédantesque et fort. Tel semble être pour elles le but de l'existence. De là toutes ces facultés qui portent témoignage d'une nature qui ne peut s'abstraire des êtres environnans; cette prédominance de l'instinct qui entraîne vers un objet défini sur la réflexion qui permet de le dédaigner ou de le rapporter à un tout général; cette abondance de détails, signe d'une nature facilement séduite et captivée; ces flots d'impressions, indice certain que la volonté ne domine pas le cœur; cette mobilité d'esprit et cette inquiète ardeur que l'on peut observer dans tous les écrits remarquables des femmes. Ajoutez-y la curiosité, qui a toujours pour raison d'être véritable l'envie, le désir de vivre. Toutes ces qualités brillent de leur éclat le plus vif dans le poème de mistress Browning, et la conception première en est à chaque instant dérangée. En vain elle s'efforce d'être calme, de marcher droit au but marqué d'avance : son ardeur, noblement contenue, s'échappe comme un parfum subtil, inutilement renfermé dans un vase de cristal, s'exhale malgré la volonté de son jaloux possesseur. Sa curiosité la porte vers tout objet qui passe et lui inspire le désir de savoir son secret; tout lui est occasion de se répandre et d'exprimer son amour, sa haine ou son mépris. Les détails surabondent, et l'on marche avec l'auteur au but fixé, non en droite ligne, sur une route noblement sévère, majestueusement bordée de paysages classiques, et partagée en étapes régulières, mais en zigzags, à travers un méandre aimable et compliqué, en écoutant les longues confidences et en partageant les émotions multipliées d'un cœur inépuisable. On a beaucoup discuté de notre temps sur la différence des sexes, sur le rôle véritable de la femme dans le monde; mais en vérité si quelque chose pouvait trancher cette difficile question, ce seraient assurément les livres écrits par les femmes. Ils répondent tous et presque tous sur le même

ton : « Le but des femmes, quoi qu'elles fassent, quelque hauts que soient leurs désirs et leurs ambitions, ce n'est pas la vérité abstraite, ni l'idéal abstrait; c'est la vie. »

Or il se rencontre justement que cette conclusion semble aussi celle de mistress Browning. Son poème a pour but de montrer le triomphe de l'amour sur l'orgueil et la supériorité de la vie sur l'art. Aurora Leigh a cru devoir consacrer toute son existence à l'art; il lui paraissait indigne de donner à un autre fiancé qu'à ce fiancé immortel les émotions de son jeune cœur. Pour compagnon de sa vie, elle choisit donc l'art; c'est à lui seul que s'adresseront désormais ses sentimens, ses pensées et ses prières, et toutes les belles images, dépouilles opimes que sa fantaisie triomphante conquerra sur la nature extérieure, elle les tressera en guirlandes et les suspendra, comme des offrandes votives, aux murailles du sanctuaire qu'elle élèvera à ce dieu vainqueur. Moins curieuse que Psyché, elle se résignera à ne jamais contempler les traits de l'invisible amant; jamais ne tombera la fatale tache d'huile qui pourrait la séparer de lui. Aurora est pleine d'espérances, et ne soupçonne pas qu'elle pourra un jour n'adresser à ce dieu invisible que des chants pleins de regrets et de larmes amères. Quand elle refuse la main de son cousin Romney Leigh, en lui annonçant la résolution de se consacrer tout entière au but pour lequel la nature l'a créée, elle ne soupçonne guère qu'elle va précisément manquer à la nature et se détourner de ce même but vers lequel elle tend, qu'elle aura besoin d'un miroir sensible pour refléter l'idéal vers lequel elle aspire, et qu'elle brise en ce moment ce miroir dans ses mains. L'expérience se chargera de punir cette pensée d'orgueil, de lui enseigner que l'effort artificiel et solitaire est impuissant, qu'il nous faut un auxiliaire sensible, et que l'éternel idéal ne se laisse jamais saisir par des mains féminines, si ce n'est dans la personne de ceux que nous aimons. Le moment viendra où vous vous repentirez de cet excès d'orgueil, Aurora, et ce sera le jour où, après des années, vous vous apercevrez que vous n'avez fait que converser avec votre cœur en croyant converser avec l'idéal, le jour où vous direz, comme le poète : *Non son che io era*, où vous ne reconnaîtrez plus votre image qu'à la majesté du front et à l'éclat du regard, ce charme qui s'éteint le dernier de tous, afin d'illuminer, comme une lampe funèbre, le sépulcre vivant où gît une beauté éteinte! Ce jour, vous vous écrierez dans la solitude de votre cœur :

« O mon Dieu! mon Dieu! ô suprême artiste, qui, en retour de toutes ces merveilleuses beautés de ton œuvre, ne nous demandes comme récompense qu'un mot... ce seul nom : « Mon père! » Oh! toi seul tu sais combien elle est terrible à de pauvres femmes, la solitude près d'un foyer silencieux pendant les nuits d'hiver, combien il est amer pour elles d'entendre l'écho lointain, trop lointain, des voix humaines se répandant en éloges sur nos

œuvres, louant notre vif sentiment de l'amour et l'abondante passion de notre cœur féminin, de notre cœur, qui ne pourrait pas battre dans nos vers comme il le fait s'il n'était pas aussi présent sur nos lèvres veuves de baisers et présent dans nos yeux mouillés de pleurs inessuyés, parce qu'il n'y a auprès de nous personne pour demander pourquoi ils sont humides... Rester assise seule, et penser pour unique consolation que ce même soir des amans fiancés, se penchant l'un vers l'autre, écoutant doucement à demi distraits, à demi attentifs, les battemens de leur cœur et le bruit de leur haleine, liront avec bonheur quelqu'une de vos pages, et s'arrêteront avec un frémissement, comme si leurs joues s'étaient touchées lorsque telle ou telle stance, répondant à l'état de leur âme, leur semblera rendre leur amoureuse préoccupation, et leur fera dire : « C'est là ce que je sens pour toi... — Et moi pour toi... — Comme ce poète connaît bien ce qu'est l'amour infini ! »

L'accent délicieusement féminin de ce passage vibre dans la plus grande partie des pages du poème; mais ce n'est pas seulement par la passion et la force du sentiment que le sexe de l'auteur se révèle : on le découvre à mille ingénieux tours de pensées, à l'exquise finesse de certains détails, à la délicatesse des aperçus, à ces tendresses de langage avec lesquelles l'auteur parle de ses pensées, à ces caresses, à ces sourires avec lesquels elle accueille ses propres sentimens, à tous ces gracieux riens si pleins de sens, comme le dit l'auteur lui-même, avec lesquels les mères consolent ou charment leurs enfans. Le passage où l'auteur parle de l'influence heureuse des mères sur le caractère des enfans exprime bien cette poésie insaisissable du tact et de la grâce qui n'appartient qu'aux femmes. La mère d'Aurora était une Italienne qui mourut jeune, et dont les caresses manquèrent à sa fille. Aurora en convenait elle-même : « Si elle avait vécu, disait-elle, ses baisers auraient apaisé de bonne heure les inquiétudes de mon cœur. »

« Mon cœur sentait profondément l'absence d'une mère, et j'allais dans le monde comme un agneau bêlant, oublié à la nuit, lorsque les portes de la bergerie se sont refermées sur le troupeau, aussi inquiète qu'un oiseau dont le nid a été abandonné, et qui grelotte à cause de quelque chose qu'il ignore, mais qui lui manque. Moi, Aurora Leigh, j'étais née pour rendre mon père plus triste et pour m'attrister moi-même. Les femmes seules connaissent la manière d'élever des enfans, elles ont une manière simple, tendre, heureuse d'attacher une ceinture, d'arranger de petits souliers, d'enchaîner ensemble de jolis petits mots qui n'offrent aucun sens, et de placer un sens profond dans des mots complètement vides. Toutes ces choses, quoique des bagatelles, sont les hochets de corail avec lesquels l'enfant s'exerce à la vie. Les enfans apprennent ainsi par de jolis petits jeux la sainte passion de l'amour sans devenir prématurément mornes et solennels, et, s'habituant à voir comme dans un buisson de roses cette flamme divine de l'amour brûler sans détruire une seule fleur, ils deviennent familiers avec l'amour, et n'ont de

lui aucune crainte. Tel est le bien que font les mères. Les pères aiment aussi bien; le mien m'aimait autant, je le sais; mais ils aiment avec plus de pesanteur d'esprit, avec des âmes qui ont plus de conscience de leur responsabilité, et ainsi, aimant moins follement, ils aiment aussi moins sagement.»

La jeunesse d'Aurora, prématurément assombrie par l'absence de ces petits soins qu'elle décrit si délicatement, fut bientôt attristée encore par la mort de son père, austère Anglais dont l'amour, dit sa fille, avait transformé la nature commune sans compléter entièrement la métamorphose commencée, et qui, avant de mourir cependant, apprit à la jeune Aurora « ce qu'il connaissait le mieux, l'amour et le chagrin. » Il fallut quitter la radieuse Italie avec ses bleues collines et ses belles églises pour une nouvelle patrie, l'Angleterre. Tristes apparurent à la vue de l'enfant les falaises glacées. « Pourrait-elle jamais trouver un foyer parmi ces vilaines petites maisons rouges qu'on apercevait dans le brouillard? Les cieux eux-mêmes semblaient bas et *positifs,* comme si l'on avait pu les toucher avec la main, et on avait presque envie de le faire, tellement ils ressemblaient peu au cristal céleste du palais de Dieu. » L'enfant arrive à la résidence de la famille paternelle, et la sœur de son père lui souhaite la bienvenue. Triste compagnie pour un enfant que celle de cette tante, véritable vieille fille anglaise : front étroit qu'on aurait dit rétréci volontairement pour réprimer les caprices de pensées accidentelles et malséantes; nez sec et fin; bouche douce, amère aux extrémités, et parlant d'amour resté sans récompense; yeux sans couleur qui autrefois avaient pu sourire, mais qui jamais, jamais ne s'étaient oubliés dans ce sourire; joues conservant encore une rose des étés expirés! Toute sa vie s'était usée ennuyeusement dans d'ennuyeuses occupations et d'inutiles vertus, et semblable à un oiseau en cage, né en cage, et qui s'imaginerait que sauter de perchoir en perchoir est pour tous les autres oiseaux le dernier terme du bonheur, elle ne soupçonnait pas que l'existence pût être taillée sur un autre modèle que celui de la décence sociale. C'est sous la tutelle de cette tante qu'est tombée la vive et passionnée Aurora; déjà triste, sa vie s'attriste encore de cette compagnie morose, de l'éducation modèle qu'il lui faut subir, de la tisane morale que lui présentent incessamment dans un vase anglican les doigts glacés de sa tante. C'est une personne toute de convention, cette excellente dame; son affection est conventionnelle; elle aime jusqu'à tel degré, et pas au-delà; sa haine est conventionnelle; elle hait jusqu'à tel degré, et alors elle s'arrête, de crainte de manquer à son devoir envers le prochain et d'outrepasser ce que, sans interprétation casuistique, lui permettent son *prayer book* et ses livres de morale religieuse. Aurora subit sans trop de dangers cette éducation et cette

compagnie pire pour un jeune esprit qu'une solitude absolue; sa nature élastique et ardente la préserve et lui permet de résister à cette pression. « Je résistais, dit-elle, grâce à mes relations avec l'invisible; je tirais de la nature ma nourriture élémentaire et la chaleur nécessaire, semblable à la terre enveloppée dans la froide nuit qui sent encore les feux du soleil, ou à l'enfant qui dans les ténèbres trouve avec certitude le sein où il s'allaite. »

Heureusement cette solitude est animée de temps à autre par un jeune cousin d'Aurora, Romney Leigh, dont l'affection et la tendresse grandissent d'année en année. Aurora et Romney sont parens non-seulement par les liens du sang, mais par les liens de l'âme; tous deux ont l'esprit élevé et ardent, et tous deux se sont tracé un but digne d'être poursuivi. Cependant la différence du but à atteindre met entre eux une distance qui sera difficilement franchie. Aurora dépeint en deux traits et la nature de son cousin et la nature du but qu'il poursuit : « Nous étions trop rapprochés, nous voyions trop intimement les différences qui nous séparaient. Romney Leigh portait toujours ses yeux en bas pour y chercher les vers de terre; moi je regardais en haut pour découvrir les dieux. Sa nature à lui était celle d'un dieu cependant; les dieux regardent toujours en bas, peu curieux d'eux-mêmes. Et certainement il est bien que je me rappelle aujourd'hui que dans ces jours lointains moi aussi j'étais un ver de terre, et qu'il daigna jeter les yeux sur moi. » Aurora est éprise d'un idéal abstrait; le spectacle des navrantes réalités de ce monde remplit d'angoisses l'âme de Romney. Un audacieux et chaste *evohé* est près de s'échapper à chaque instant des lèvres éloquentes d'Aurora; Romney n'entend que pleurs et grincemens de dents. Il ne veut pas écouter d'autres voix que celles qui lui parlent des douleurs de ses semblables, il ne veut pas que son cœur palpite sous d'autres sentimens que ceux de la pitié et de la charité. Sa poésie à lui ne sera pas dans les livres, elle sera toute dans la vie et dans l'action, dans les protestations d'un cœur mâle contre les tyrannies sociales, dans les paroles de consolation adressées aux misérables. Quoiqu'il ait les yeux tournés constamment du côté des vers de terre, comme dit Aurora, Romney n'est pas le moins idéaliste des deux; il rêve même bien mieux qu'Aurora en un sens la gloire de l'artiste, s'il est vrai que cette gloire consiste à mettre en harmonie ce qui est discordant. Frappé des discordances de notre état social moderne, Romney nourrit l'ambition de travailler à y ramener l'harmonie, et il exprime ses impressions en termes plus poétiques dans leur amertume que tous les poèmes qu'a rêvés Aurora.

« Oh! choisissez une plus noble tâche que celle-là, vous belle Aurora aux yeux humides, au sein palpitant, aux lèvres frémissantes! Nous sommes

jeunes, Aurora, vous et moi. Le monde..... Regardez autour de nous..... ce monde dans lequel nous venons d'être jetés est horriblement gros des péchés de toutes les générations disparues. La pioche de la civilisation grince horriblement sur les os des squelettes et ne peut retourner une motte de terre qui ne soit pas fétide. Tout succès entraîne un insuccès partiel; tout progrès implique la perte de quelque chose que nous laissons derrière nous; tout triomphe, quelque chose d'écrasé sous les roues des chariots; tout gouvernement, quelque mal. Les riches créent les pauvres, lesquels maudissent les riches, et les uns et les autres, riches et pauvres, supérieurs et inférieurs, agonisent ensemble dans le spasme social amené par la crise des âges. Voilà un siècle qui tire sa mission de lui-même! Nous avons franchi les bornes du temps, il n'y a plus rien à contempler, rien, si ce n'est le riche et Lazare, tous deux dans les tourmens et séparés par un gouffre intermédiaire, où il n'y a point de sein d'Abraham sur lequel on puisse se reposer. Qui donc, étant homme et humain, pourrait contempler d'un œil sec et calme de telles choses et ne jamais tourmenter son âme pour inventer quelque grand remède? Un remède à ces maux, n'y en a-t-il donc point ni sur la terre, ni dans le ciel? »

Romney est un idéaliste politique, et, comme tous les idéalistes de notre époque, un utopiste et un réformateur social. C'est un fait à remarquer que cette tendance invincible qui entraîne tant d'esprits noblement doués vers la contemplation des misères sociales. Le champ de l'idéal s'est bien rétréci : autrefois l'idéal dominait dédaigneusement le monde et en façonnait à son gré les réalités; aujourd'hui les âmes les plus désireuses et les plus éprises du bien ne soupçonnent l'existence possible d'un idéal que par la contemplation des discordantes réalités. Romney est dans le poème de Mme Browning le type de l'Anglais des derniers temps, ce type que nous avons vu se produire sous des formes si excentriques, — aristocrate radical, anglican chartiste, chrétien socialiste, — qui sous toutes ces formes essaie de répondre le mieux possible aux nouvelles aspirations et aux nouveaux besoins, si puissans et si invincibles, qu'ils forcent les plus rebelles à les reconnaître, et qu'ils poussent les lèvres des plus obstinés Anglais à prononcer des paroles telles que celles-ci, qu'on peut lire dans la correspondance récemment publiée de sir Charles Napier : « Le chartisme est battu, mais non vaincu; Dieu nous préserve qu'il le soit jamais! »

Romney sollicite la main d'Aurora, mais en vain. Les sentiers qu'ils parcourent pourront bien se rejoindre un jour, mais sont maintenant trop éloignés l'un de l'autre. A vrai dire, Romney Leigh, s'il s'exprime sincèrement et en véritable Anglais, s'y prend bien maladroitement en revanche pour conquérir le cœur d'Aurora. — Soyez mon soutien dans la lutte que je vais entreprendre, lui dit-il. Aidez-moi dans mon œuvre. L'orgueil d'Aurora est blessé; ainsi elle ne sera jamais pour Romney qu'un moyen, jamais elle ne sera le but même

de ses désirs. — Ce que vous aimez, Romney, répond-elle, ce n'est pas une femme, c'est une cause. Ce que vous voulez, ce n'est pas une épouse, c'est un auxiliaire pour une fin qui ne regarde que vous. Votre cause est noble, votre fin est excellente; mais je me sens indigne et de l'une et l'autre, et je comprends l'amour autrement. « Vous avez une femme que vous aimez déjà, avec laquelle vous êtes déjà marié, votre théorie sociale. Soyez bénis tous deux. Pour moi, je ne suis pas assez résignée pour être la femme de chambre d'une épouse légitime. Ai-je l'air d'une Agar, dites-moi? » A ces paroles ironiques Romney répond non moins ironiquement qu'il est désolé de lui avoir parlé d'amour sur ce ton, et qu'au lieu de lui dire noblement : « Venez, créature humaine, aimez-moi, et partagez ma tâche, » il aurait mieux fait de tourner un compliment où il aurait introduit les Muses et les Grâces. A tout prendre, ils ont l'un et l'autre une disposition d'âme qui exclut le véritable amour; ils ne se demandent pas de se sacrifier l'un à l'autre, ils veulent rester libres et se sacrifier l'un et l'autre à un but abstrait. En un mot, ils ont l'égoïsme propre aux idéalistes. Ils se séparent donc tous deux blessés et un peu étonnés peut-être de voir qu'aucun des deux ne consent à s'immoler et à prendre l'autre comme sa suprême fin.

Les années se sont écoulées, la vieille tante est morte, et libres tous les deux, Aurora et Romney marchent chacun dans sa voie. La célébrité qu'elle poursuit, Aurora l'a obtenue à demi, mais au prix de quelles douleurs solitaires, de quel travail incessant mal récompensé par de stériles succès et par les louanges de lèvres indifférentes! Romney, non moins solitaire qu'Aurora, quoique plongé dans les tempêtes de la vie active, est devenu membre des communes, orateur en renom, fondateur de phalanstères et d'établissemens philanthropiques. C'est là tout ce qu'Aurora sait de lui depuis l'heure où ils se sont séparés; mais un jour elle reçoit une visite qui lui en apprend davantage. Elle voit entrer chez elle une belle dame anglaise, type accompli de perfection artificielle, une de ces dames « si douces parce qu'elles sont si véritablement orgueilleuses, si maîtresses d'elles-mêmes, et cependant si gracieuses et si conciliantes, qu'il faut un certain effort pour dire la vérité en leur présence! » — « Elle prononça son nom tout à fait simplement comme s'il signifiait peu de chose, mais quelque chose cependant : — lady Waldemar. » La longue conversation entre les deux femmes est belle et pleine de finesse. Hardiment, et avec une sorte d'ardeur cynique, lady Waldemar confie à Aurora son amour pour Romney Leigh : « J'ai fait ce que j'ai pu pour me guérir, dit-elle; je suis allée deux fois à Paris, j'ai joué quelque peu, j'ai essayé d'apprendre l'allemand, tout cela en vain. Je m'exprime grossièrement, n'est-ce pas? Ah! oui, la grossièreté de la nature, la grossièreté de l'amour, voilà qui mate

notre orgueil. Nous belles dames, si parfaitement drapées dans des flots de velours, nous ne sommes pas pour cela des figures de cire. Nous avons intérieurement un cœur, chaud, vif, imprudent, audacieux, aussi prompt à n'importe quel acte insensé que le cœur de quelqu'une de ces couturières en détresse pour lesquelles travaille et soupire Romney. Nous gagnons l'amour ainsi que les autres fièvres comme le commun des mortels. L'amour ne se laisse pas piper par notre esprit, ni dépasser par la vitesse de nos équipages; le mien a persisté en dépit de tous mes efforts. » Lady Waldemar humilie son orgueil devant celui d'Aurora, et implore presque sa protection et ses bons offices. Quelque grande que soit la fierté, on est si petit quand on aime, et pour peu que la nature soit basse, on est capable de tant de lâchetés! Or l'âme de lady Waldemar n'est pas à la hauteur de son rang. Pour posséder Romney, non-seulement elle s'associera à ses travaux et se plongera dans les labyrinthes de la statistique, mais elle aura recours aux stratagèmes les plus noirs et aux artifices les plus condamnables. J'aime et je mens, répond-elle hardiment à Aurora, qui lui rappelle que le mensonge est incompatible avec l'amour. Ce Romney, tant aimé et poursuivi avec tant d'acharnement, va cependant lui échapper. Il se mariera, et son mariage sera le scandale de tout le *West-End*. Fidèle à ses principes, pensant qu'ils doivent être non-seulement crus par l'intelligence, mais autant que possible *vécus* d'une manière sensible, il épousera une pauvre fille du peuple qu'il a secourue jadis dans sa détresse et qu'il a aimée pour sa douceur et sa docilité. On ne peut mieux prêcher d'exemple la fraternité démocratique et la réconciliation des classes.

Le jour même où elle a reçu la visite de lady Waldemar, Aurora Leigh sort pour un voyage d'exploration à la recherche de Marian Erle, la plébéienne fiancée de l'aristocratique radical Romney. Cela peut bien s'appeler pour elle un voyage d'exploration; elle passe à travers un monde qu'elle a jadis refusé de connaître, le monde des vers de terre pour lequel Romney dédaignait les idéalités brillantes avec lesquelles Aurora aspirait à vivre. Nous ne retrouverons point là, ô poète, les pittoresques collines et les ruisseaux des muses. Le voile baissé sur les yeux, Aurora passe dans les allées infectes. Un enfant chétif, éclairé par un rayon de soleil égaré dans cet antre, jette un petit ricanement à son approche. Du haut d'une fenêtre, une femme aux pommettes rougies, au costume débraillé, à la bouche insolente et lascive, mêle aux atroces invectives qu'elle adresse à une personne invisible des insultes contre Aurora: « Eh bien! où allons-nous, madame, avec ces damnés petits pieds? Ah! ah! vous cachez votre visage comme si c'était votre bourse; puisse notre choléra vous saisir et rendre votre visage aussi bleu qu'il est blanc! » — « Le Christ ait pitié de vous, dit Aurora, vous devez avoir été

bien misérable pour être aussi cruelle. » Elle vide sa bourse sur le pavé, et aussitôt de toutes les cavernes voisines sort une population grouillante et tumultueuse, pareille aux sales bouillonnemens de quelque infâme sortilége cuisant dans une marmite de sorcière. Aurora passe rapidement et monte un escalier délabré et obscur. Devant elle enfin se présente la fiancée de Leigh, fleur poussée sur un fumier, et dès les premiers regards Aurora se sent prise de sympathie. « De si douces fleurs, pense Aurora, peuvent-elles sortir d'aussi grossières racines? Ce peuple d'en bas peut-il pécher ainsi, blasphémer ainsi qu'il le fait, sentir si mauvais... pouah ! et cependant avoir de telles filles? »

Marian, à vrai dire, n'était pas précisément belle, mais tout en elle séduisait par un charme enfantin et une radieuse innocence, regard, sourire, douceur des traits, tout jusqu'aux fossettes des joues. Rendant à Aurora la sympathie qu'elle lui avait inspirée, Marian raconte son histoire, une histoire horriblement vulgaire, vieille comme la souffrance, et toujours émouvante. Elle était née d'un père brutal et d'une mère souvent battue. Lorsque l'enfant eut grandi, un jour sa mère, qui avait été plus battue que de coutume, ayant l'âme remplie d'amertume malfaisante, la prit par la main, et sortit avec elle. Lorsqu'elles furent arrivées au terme de leur course, l'enfant releva la tête et vit un homme qui la contemplait avec des yeux de bête de proie : « Enfant, enfant, le *squire* vous parle, répondez-lui, le *squire* est bien bon! Soyez aimable avec lui. » A ces mots, l'innocence opéra en elle comme une révélation obscure, la peur la saisit, et, s'échappant des mains de sa mère, elle courut tant qu'elle put et jusqu'à ce qu'elle tombât dans un fossé du chemin. Un paysan la recueillit dans son chariot, tout en proie à la fièvre et au délire, et la conduisit à l'hôpital de la ville voisine. Sa maladie fut relativement un temps de bonheur. Lorsqu'elle fut entrée en convalescence, elle entendit la même personne qui l'avait soignée dire froidement : — Vous partirez la semaine prochaine. — Partir, et pour aller où?... C'est au moment où elle se posait cette terrible question que Romney fit son apparition dans la salle des malades. Il parcourut les rangs, adressant à tous de sa voix douce des paroles de consolation; mais après s'être approché de Marian et avoir entendu son histoire, sa voix devint plus douce encore. « Pauvre enfant, ayez confiance en Dieu, dit-il; il est meilleur pour nous que ne le sont bien des mères. » Il emmena la jeune fille avec lui et prit soin d'elle. Un an s'était passé depuis cette époque, la voix de Romney résonnait claire comme au premier jour dans le cœur de Marian, et l'affection de Romney, aidée de ses théories démocratiques, s'était transformée en un véritable amour. Il faut lire dans mistress Browning cette description de la vie d'hôpital; cela est fin, doucement coloré, éclairé d'un rayon, comme les pauvres

intérieurs qu'aime parfois à peindre Rembrandt. On voit les reflets incertains de la lumière sur les draps et les rideaux blancs, on entend les pas furtifs et les chuchotemens des gardes-malades; toutes les douces impressions de la maladie et de la convalescence ont été saisies et rendues avec la délicatesse d'un esprit véritablement poétique qui sait tirer de toute chose, même de la plus vulgaire, la grâce qui lui appartient.

Donc le mariage va se célébrer. Laissons l'auteur raconter l'étrange scène. Nous avons dit que si mistress Browning a reproduit quelques-uns des traits de notre société extérieure, c'est surtout dans la peinture de ces horreurs sociales.

« La moitié de Saint-Giles en vêtemens de frise avait été conviée à se rencontrer avec Saint-James en étoffes dorées, et après l'union à l'autel à venir à Hampstead-Heath manger un festin de noces. Il va sans dire que les pauvres gens vinrent sans se faire prier; boiteux, aveugles, infirmes d'une pire espèce encore, malades, pauvres diables au cœur brisé, misérables d'une espèce pire encore, toutes les humeurs peccantes de la blessure sociale, accumulées ensemble, coulèrent sur Pimlico, étonnant de leurs miasmes l'air inhabitué à une telle infection. Vous auriez dit une génération finie, morte de la peste, secouée de ses tombeaux et jetée sous le soleil, portant encore les traces des fatigues de la mort. Quel tableau! les jours de fête des misérables sont un spectacle plus triste que les obsèques des rois.

« Ils se traînèrent, obstruant les rues, et inondèrent l'église à flots épais et lents, comme du sang qui coule. En voyant ce spectacle, les nobles dames se dressèrent dans leurs bancs, plusieurs pâles de crainte, d'autres rouges de haine, celles-ci simplement curieuses, celles-là parfaitement impertinentes, tandis que quelques-unes demandaient avec un mépris étonné : « Qu'allons-nous voir, qu'allons-nous voir encore? » Les unes étouffaient sous le bord brodé de leurs mouchoirs parfumés le sourire, mal placé dans un saint lieu, qui fleurissait sur leurs délicates lèvres de rose; les autres se passaient des sels avec des confidences d'yeux et un haussement simultané d'épaules, accompagné d'un frémissement simultané de soie moirée, tandis que tout le long des ailes de l'église la masse noire et vivante rampait lentement de la rue vers l'autel, comme des serpens aux reins brisés rampent et sifflent hors de leur trou, avec des enroulemens pleins de frissons, et se rejetant de droite à gauche et de gauche à droite par intervalles, et sous l'action de la souffrance. Quel horrible faisceau de têtes se dressait de tous côtés devant vous au-dessus de cette masse pressée! Vous ne voyez pas habituellement des physionomies comme celles-là en plein jour : elles se cachent dans des caves pour ne pas vous rendre fou, comme l'est devenu Romney Leigh; des physionomies! appellerons-nous des physionomies celles de ces hommes, de ces femmes, et aussi de ces enfans? des enfans à la mamelle suspendus comme un haillon oublié sur le sein de leurs mères, pauvres petites bouches où le lait maternel est essuyé par les coups de leurs mères avant qu'elles apprennent à blasphémer? Des figures! appelons-les plutôt des vices se transformant en désespoir à force de s'ulcérer, et des chagrins qui se pétrifient en vices. Pas une marque

«du doigt de Dieu qui soit restée imprimée intacte sur leur personne; tout ruiné, perdu, l'aspect physique déguenillé comme le vêtement, la volonté dissolue comme les actes, les passions relâchées et pataugeant dans la boue, dans l'attitude convenable pour donner un croc-en-jambe au premier pas libre et franc... »

A ce déploiement d'horreurs succède une scène singulière. La fiancée n'arrive pas, et la société, à la fois élégante et sordide, qui s'est réunie dans l'église commence à s'impatienter, lorsque tout à coup Romney, pâle et tremblant d'émotion, une lettre à la main, annonce le bizarre événement. La fiancée a disparu, elle s'est enfuie. A cette nouvelle, grande rumeur dans la foule déguenillée qui croit déjà à une fourberie de Romney; éclats de rage qu'on a peine à apaiser. La lettre de Marian, toute pleine de tendresse et d'affection, n'explique pas sa fuite; nulle part elle ne confesse qu'elle est indigne de lui; elle se justifie par des raisons secondaires, par la crainte d'empoisonner sa vie, par la honte qu'elle aurait de profiter d'un moment d'affectueux enthousiasme qui pourrait être suivi de regrets. Il y a un mystère certainement dans cette lettre, un secret qu'elle ne dit pas. Pour le moment, une chose est bien claire : la fuite de Marian Erle laisse le champ libre à lady Waldemar.

Et lady Waldemar met le temps à profit. Aurora la revoit quelque temps après dans une soirée où l'auteur nous déroule une conversation moderne avec ses élégances et ses négligences, et nous fait passer en revue quelques-uns des types, non, disons mieux, des nuances de la société contemporaine : sir Blaise Delorme, un vieux tory anglais entêté et bien résolu à n'écouter aucune des nouvelles opinions subversives du jour; un jeune Allemand tout fraîchement sorti des universités hégéliennes, plein de théories sur le progrès de l'espèce humaine, et, au grand scandale de sir Blaise, plein de mépris pour la gérontocratie; lord Howe, un radical né aristocrate, d'un cœur sympathique, d'un esprit un peu confus, incertain dans ses opinions, mais constant dans ses vœux, tous favorables au bonheur de son espèce. Lady Waldemar, heureuse et fière, s'approche d'Aurora et se fait un malin plaisir de lui parler de Romney. Elle se sait mésestimée d'Aurora, mais elle a su pénétrer son secret; sous l'orgueilleuse froideur et l'impassibilité glaciale de la jeune femme, elle a découvert l'amour. Elle exécute donc sur sa rivale une de ces vengeances féminines d'autant plus cruelles qu'elles sont plus délicatement acérées. Romney va tout à fait bien; le phalanstère prospère, et aux jeunes filles de l'établissement on a donné à lire le dernier livre d'Aurora; Romney est remis de la crise que lui causa la fuite de cette malheureuse... Aurora a été peut-être fâchée de l'événement; elle s'intéressait à la jeune fille, les poètes ont un goût bien naturel pour les aventures

romanesques. Aurora a-t-elle entendu parler d'elle? Et la malicieuse vengeance va son train. « La charmante femme! écrit Aurora à son retour, me rappeler et noter sa conversation m'affecte singulièrement; avec quelle adresse elle a parlé de manière à me faire de la peine! Dépit de la femme! Vous portez une armure d'acier; une femme s'approche, sort un étui de son sein, en tire l'aiguille la plus fine comme si c'était une rose, et vous pique soigneusement entre les ongles, au-dessous des cils, dans les narines. Une bête féroce ainsi torturée rugirait; mais un homme, une créature humaine ne peut pas, ne doit pas trahir la moindre émotion; non, il ne le peut sans honte. »

Oui, lady Waldemar a découvert le secret d'Aurora; sans se l'être avoué à elle-même, Aurora aime Romney. La nature héroïque de ce héros d'un poème vivant a fini par se révéler à elle dans toute sa beauté. Peut-être l'infortune qui a brisé le cœur de Romney entre-t-elle aussi pour beaucoup dans ce ravivement d'une vieille affection? Il est malheureux, il a besoin d'un cœur sur lequel appuyer le sien. Serait-il possible que, par dépit ou lassitude, il allât chercher le cœur de lady Waldemar, qui ne sera bientôt qu'un amas de cendres tièdes, débris d'un feu sensuel! Mais Aurora Leigh à son tour sera vengée de cette indigne rivale. A Paris, qu'elle traverse avant d'aller en Italie consoler ses ennuis présens et se reposer des fatigues de la vie, elle apprend l'horrible secret. Un jour qu'elle traversait d'un pas fiévreux les rues de Paris, l'esprit obsédé par les fantômes de Romney, de Marian Erle, de lady Waldemar, tout à coup un de ces fantômes perçus seulement par l'œil intérieur se transforme en réalité. Marian Erle est à Paris. Pendant plusieurs semaines, Aurora poursuit sans l'atteindre, au milieu de ce labyrinthe humain, la fuyante apparition. Enfin la rencontre désirée a lieu, et Aurora retrouve Marian, non plus seule, mais en compagnie d'un bel enfant. Marian lui raconte sa lamentable histoire. Lady Waldemar est venue la trouver; elle a fait appel aux meilleurs sentimens de son cœur, elle lui a démontré que si elle aimait véritablement Romney Leigh, elle devait le fuir, que ce mariage, qu'il accomplissait plutôt encore par orgueil que par amour, empoisonnerait le reste de sa vie; puis elle lui a offert un libre passage pour les colonies, si elle donnait à Romney cette marque de dévouement. Seule, sans conseils, en proie à toutes les perplexités du cœur, Marian a consenti à partir sous la protection d'une femme de chambre confidente de lady Waldemar. Les chemins de fer et le bateau à vapeur sont rapides. Quelques heures après, Marian était en France, abattue, malade, la tête perdue; elle a été livrée par l'indigne confidente de lady Waldemar, et ce bel enfant tant aimé est le fruit de cette honte innocente et de cette infâme trahison.

Avant de partir pour l'Italie, où elle a emmené avec elle Marian et son enfant, Aurora Leigh écrit à un ami de Romney. Si le mariage est accompli, qu'on cache soigneusement à Romney le crime de sa femme; sinon, que la révélation soit faite et le châtiment infligé à qui l'a mérité. Puis elle écrit à lady Waldemar une lettre pleine d'une fierté terrible et étincelante comme un glaive de combat.

« Pesez bien mes paroles. Si, heureusement pour vous, vous êtes la femme de Romney Leigh, si vous avez atteint le but pour lequel vous avez vendu ce gâteau empoisonné qui s'appelle votre âme, après avoir déshonoré votre naissance, je vous ordonne d'être sa fidèle et véridique épouse ! Tenez chaud son foyer et nette sa table, et lorsqu'il parlera, que votre obéissance soit prompte; broyez en poussière sous ses pieds vos misérables désirs et vos besoins vulgaires, broyez-les bien, car même ainsi la terre pourra le blesser. Il fut écrit autrefois : Vous n'accouplerez pas ensemble le bœuf et l'âne, le noble avec l'ignoble; oui, mais vous, remplissez vos fonctions aussi bien que peuvent le faire de tels misérables êtres. Vous ne le tourmenterez pas, remarquez bien, vous ne le tourmenterez pas. Lorsqu'il sera triste, vous ne le querellerez pas; lorsqu'il sera d'humeur emportée, vous ne lui résisterez pas. Apprenez à le tromper par d'apparentes sympathies et ne lui laissez pas voir de trop près votre face, de peur qu'il ne lise sous vos traits sourians. Payez le prix de vos mensonges par la nécessité où vous serez de mentir toujours. C'est une tâche aisée pour une femme de ta sorte, un million de nouveaux mensonges ne te damneront pas beaucoup plus.

« Si vous faites cela, vous serez à l'abri de moi et de Marian; vous respirerez aussi doucement que l'enfant qui repose ici près de moi. Vous ne remuerez pas les dangereuses cendres. Manquez à mes ordres sur un seul point, laissez-nous voir notre Romney blessé, mécontent, tourmenté dans sa demeure : nous ouvrons la bouche, et un tel bruit suivra, que la trompette du jugement dernier vous paraîtra moins terrible. Vous n'aurez plus de joueurs de flûte après cela derrière vous; Romney (je le connais) vous chassera comme quelqu'un qui ne lui est rien, et le monde déclarera qu'il a bien fait, et les femmes, même les pires de toutes, replieront leurs robes dans les rues pour ne point vous frôler en passant. Ainsi je vous avertis; je suis... Aurora Leigh. »

Aurora et Marian Erle passent ensemble en Italie de longues et tristes journées. Aurora se reporte en esprit vers toutes les anciennes joies d'autrefois, maintenant fanées et flétries comme les feuilles en automne. Sous ce ciel radieux de sa première patrie, elle ressent doublement l'amertume de sa situation; le passé n'est plus, ce passé innocent de l'enfance; l'avenir ne viendra jamais, jamais peut-être, malgré les silencieuses exhortations que la fière Aurora donne à son âme : « Je ne suis pas tant une femme, que je ne puisse une fois être un homme, et, comme Alaric, ensevelir mes morts et déposer les trésors de mon âme dans le lit désormais desséché du passé, et

puis rouvrir le fleuve de la vie et laisser couler ses flots porteurs des riches navires de commerce et des barques du plaisir pleines de chants et d'étoffes soyeuses. Soufflez, vents, et protégez-nous. » A l'horizon qui se déroule tristement devant son âme, Aurora cherche toujours une image chérie : la pensée d'un amour qui pouvait être, qui fut sur le point d'être une réalité et qui ne sera plus qu'un souvenir peut-être, la poursuit. Enfin un jour un point lumineux apparaît à cet horizon, si longtemps interrogé en vain. Romney arrive à temps pour recevoir les derniers adieux de Marian Erle et pour adopter, avec Aurora, son enfant orphelin.

Les cinquante dernières pages du livre sont de la plus grande beauté et dépassent en accens passionnés tout ce que nous avons lu depuis longtemps dans les œuvres poétiques modernes, nous oserions presque dire depuis Byron et Shelley. C'est une longue conversation dont malheureusement il n'est possible de rien extraire, et qu'il faut lire dans son ensemble pour en ressentir l'émotion graduée, entre Aurora et Romney Leigh. Tristes, mais non désespérés par l'amère expérience, brisés par la vie, mais non découragés, ces deux êtres éloquens et nobles passent en revue les jours qui ne sont plus, et avouent tous deux tour à tour qu'ils se sont trompés.— Oui, vous aviez raison, Aurora, le jour où vous m'avez repoussé et où vous m'avez prédit la misérable fin de mes ambitions. Oui, l'amour, quand il n'est pas guidé par un but supérieur, n'est qu'une passion vulgaire; la charité qui borne ses désirs à satisfaire un besoin matériel, et qui ne voit pas au-delà des besoins du corps, mérite à peine le nom de vertu, et pourrait être rangée parmi les vices. Oui, l'idéal nous domine, et rien ne nous réussit, s'il n'en est pas l'inspirateur premier; notre vie n'est noble qu'à la condition d'être tout intérieure et morale, et de plonger ses racines dans cet élément poétique invisible où vous avez respiré, Aurora, où j'ai refusé de vous suivre, où je vous ai reproché de vouloir vivre. — Vous vous êtes trompé, Romney, et moi aussi, je me suis trompée; j'ai été malheureuse par trop d'enthousiasme solitaire, et j'ai failli dépenser tout mon cœur en immatérielles affections. J'ai voulu l'idéal sans chercher à le réaliser; je l'ai dédaigné lorsqu'il marchait à mes côtés, je l'ai accusé de trop regarder à terre, de donner trop d'importance aux réalités grossières. Romney, vous le rappelez-vous? j'ai dit à mon idéal : Je ne te connais pas. Je l'ai reconnu depuis et je l'ai aimé, et je vous aime, ô Romney. Ah! l'art est grand, mais l'amour est plus grand encore.

Telle est la conclusion de mistress Browning; on pourrait justement l'appeler la glorification de la vie. Les deux héros sont punis pour n'en avoir vu chacun qu'une face, ils sont guéris de toutes

leurs blessures le jour où ils reconnaissent que leurs préférences étaient partiales et aveugles. La vie est ainsi rétablie dans son intégrité, glorifiée dans son essence et dans sa manifestation extérieure: l'idéal se reconnaît chimérique sans la réalité, la réalité se reconnaît grossière sans l'idéal, et tous deux se reconnaissent inféconds sans l'amour, qui, seul, peut les réunir. Idéal, réalité, amour, l'existence de cette trinité indivisible, coexistante, coagissante, est le dogme que glorifie le poème de mistress Browning. Ceux qui nient l'existence de l'une ou l'autre de ces trois personnes, ou qui croient à leur action séparée, sont des hérétiques, des âmes en dehors de l'orthodoxie naturelle, et ils seront punis de leur hérésie, comme l'ont été Aurora et Romney Leigh.

C'est dans cette conception, bien plutôt que dans sa tentative d'envelopper dans la poésie notre vie moderne, que réside l'intérêt du poème de mistress Browning. *Aurora Leigh* est-il une peinture extérieure de nos mœurs, ou une inspiration individuelle et purement lyrique? En dépit de tous les efforts de mistress Browning, qu'avons-nous vu dans ce long et beau poème? L'histoire intime de deux âmes, une double autobiographie morale. La réalité extérieure n'y apparaît que sous la forme repoussante des misères sociales et sous la forme terne et banale des conversations mondaines. Et cependant que mistress Browning continue sa tentative : son poème, quoiqu'il se passe tout entier dans les régions de l'âme, est bien en un sens un poème de la vie moderne. Il nous présente bien comme dans un miroir impartial et calme les difficultés qui assaillent l'âme dans notre société; il ne rend pas, il est vrai, la réalité plus poétique et l'idéal plus saisissable qu'ils ne le sont parmi nous, mais il nous explique pourquoi notre réalité est si vulgaire et pourquoi notre idéal est si vague et si abstrait. C'est que l'amour nous fait défaut, l'amour, ce véritable lien qui unit aux créatures extérieures le *moi* orgueilleux et rebelle! Nous restons égoïstes en face des choses, et les choses se vengent à leur tour de notre égoïsme en nous empestant de leurs miasmes et en présentant à nos yeux des formes grimaçantes, repoussantes, laides et prosaïques à plaisir. Sortons donc de nous-mêmes et répandons notre âme au dehors, employons notre idéal comme force d'impulsion pour la lutte : il le faut pour notre santé morale et pour notre salut social, et si vous pensez que cela n'est pas encore assez pour nous déterminer à agir, il le faut même pour notre plaisir et notre divertissement, afin que le monde extérieur devienne un peu plus agréable à contempler, qu'il y ait moins de vilaines âmes dans la société et de chenilles dans la nature.

Émile Montégut.

LES SENSATIONS

DE JOSQUIN

I. — LES ORGUES DE FRIBOURG.

J'étais à Berne; on prononça devant moi le nom de Fribourg : aussitôt un souvenir de jeunesse me monta au cerveau, comme une de ces odeurs pénétrantes qu'on a respirées dans un temps éloigné, qui se représentent tout d'un coup, et qui feraient croire que l'odorat a de la mémoire. Je me souvins des orgues de Fribourg, — ainsi qu'on se souvient de ces livres merveilleux, le *Robinson Crusoé* par exemple, — qui dans mon esprit étaient notées à l'égal des grandes merveilles de l'univers. Dans quel livre de voyageur enthousiaste ai-je puisé cette admiration pour les orgues de Fribourg? Il m'était impossible de donner une forme exacte à mes souvenirs; le nom, si joli par lui-même, de *Fribourg* ne chatouillait-il pas ma curiosité?

J'irai demain à Fribourg : il y a une douzaine de lieues; mais qu'importe, si je dois entendre un instrument incomparable, tel que n'en possède pas le monde entier? La diligence qui fait le service de Berne à Fribourg est autrement disposée que nos diligences françaises du côté de l'impériale, où se logent habituellement ceux qui sont curieux de respirer et de voir la belle nature. Il y a deux impériales, une sur le devant, une sur le derrière; au milieu sont placés les paquets, malles et bagages des voyageurs. Je ne recommanderai pas à mon plus méchant ennemi de prendre l'impériale de derrière, où je fus invité à monter. Ne pouvant me faire entendre

en allemand (et eussé-je parlé l'allemand, il en eût été de même à cause de la langue bernoise, qui est tout à fait distincte de l'allemand de Munich), je me confiai à la probité renommée des messageries suisses. Hélas! non-seulement je pus à peine jouir de la belle nature, que je n'entrevoyais que par échappées, entre le faible espace qui sépare les paquets du cabriolet de derrière; mais, victime d'un soleil ardent particulier à ces pays de montagnes neigeuses, je fus enveloppé d'une poussière telle que je n'osais plus ouvrir la bouche, et qu'un homme qui passerait un jour et une nuit dans la halle aux farines n'en rapporterait pas davantage dans la trame de ses habits. Ceci est un des moindres inconvéniens des voyages; si les touristes n'avaient pas autre chose à raconter, il serait inutile de les écouter et de les lire. Cependant, malgré cette déclaration, il ne faut pas croire que ce qui m'arriva à Fribourg fût d'un intérêt puissant; tout le monde peut éprouver ces petits désagrémens de la vie de voyage.

J'avais une lettre de recommandation pour un bourgeois de Fribourg; mais je n'allai chez lui qu'après avoir acquis la certitude que seul il m'était impossible d'entendre les fameuses orgues, car voici ce que j'appris à l'auberge : l'organiste ne joue de l'instrument qu'à la condition d'être écouté d'une certaine société qui, pour se faire accorder l'entrée de l'église, paie une somme quelconque qui va sans doute à ce que nous appelons catholiquement la *fabrique*. Ce n'est pas l'organiste qui exige la rétribution, c'est le chapitre, si toutefois on peut appeler ainsi les desservans du pays fribourgeois.

Ne voyant apparaître aucune société d'Anglais, ne trouvant pas le couvert mis à l'auberge, je grimpai chez mon bourgeois, qui justement allait commencer à déjeuner ou à dîner, car les repas sont tellement nombreux par-là que j'en ai oublié les titres. Je fus reçu, il faut le dire, d'une façon cordiale, grâce à ma lettre d'introduction: mais je mangeai sans grande tranquillité, préparant dans mon esprit une façon adroite de parler des orgues. Les orgues, je le prévoyais, allaient être un singulier dessert pour mon hôte, homme rouge à gros ventre et d'une santé trop parfaite. Il faisait peut-être encore plus chaud dans l'intérieur de Fribourg que sur la route de Berne. Le soleil inondait la ville, personne ne sortait, et il fallait un enthousiasme aussi prononcé que le mien pour me lancer en curieux dans une ville escarpée, en plein midi. Je frémissais pour mon hôte, qui certainement devait se proposer de m'accompagner, et qui offrait trop de prise au soleil avec son gros ventre et ses grosses joues roses. Il était presque aussi imprudent de le mener par la ville que de faire deux lieues sur la route avec une motte de beurre : je risquais de voir fondre mon digne Fribourgeois. Enfin, comme les enthousiastes sont au fond des égoïstes et qu'ils ne s'inquiètent pas

si leurs caprices, leurs manies, leur admiration font tort à quelqu'un, j'ouvris dans la conversation un horizon borné par les fameuses orgues.

Heureusement pour moi je touchais une corde patriotique, suisse par excellence et cantonale au plus haut degré. Mon hôte fut touché du récit d'un homme qui se détournait de douze lieues avec une forte provision d'admiration pour une merveille locale. Il me raconta monts et merveilles de l'instrument et de l'instrumentiste, qui imitait une tempête de la nature comme jamais organiste n'y avait réussi. L'orage, le tonnerre, les éclairs avaient été étudiés avec un soin tout particulier par le musicien, et il rendait ces tourmentes avec une telle vérité, qu'il vous donnait le frisson. Quoique ne croyant pas un mot de certaine histoire qui court les biographies : — Il est un peu comme Joseph Vernet, dis-je, qui se faisait attacher au grand mât d'un navire pendant une tempête pour en mieux saisir les effets. — Et je riais en dedans du curieux spectacle que présenterait un organiste attaché à un clocher; mais il faut toujours flatter les enthousiasmes cantonaux. D'ailleurs le Fribourgeois y mit une complaisance à toute épreuve; il ne se fit pas prier pour sortir par cette chaleur caniculaire, et vraiment il n'eût pas plus souffert dans une poêle à frire. En chemin, il s'arrêta pour me faire entrer dans un hôtel d'apparence somptueuse où ne peuvent raisonnablement descendre que des agens de change en faillite. Au premier étage de cet hôtel est une terrasse qui donne sur les montagnes environnant Fribourg; des gorges profondes, des ponts hardiment suspendus, une verdure un peu crue, telle est la nature du lieu, mais là ne gît point l'intérêt. Pour flatter les voyageurs et piquer la curiosité blasée des Anglais, l'aubergiste du lieu a imaginé d'embellir la nature. Les fenêtres sont composées de carreaux de diverses couleurs qui permettent de saisir le point de vue sous des aspects d'une coloration varié. On peut regarder ce site sauvage d'une façon jaune, ou rouge, ou violette, ou indigo, ou verte, ou blanche, ou noire; il y a même des couleurs composées qui laissent voir le précipice *couleur de chair*. A Passy, à Neuilly, à Aulnay, partout aux environs de Paris vous rencontrez de petits pavillons bourgeois, soit avec des couvertures de chaume, soit avec une décoration orientale, dont les fenêtres laissent entrer le jour sous des colorations aussi variées. Ainsi nous n'avons rien à envier aux Suisses; la seule différence est que nos petits propriétaires ne regardent que des jets d'eau, de misérables parterres de fleurs, des imitations de grottes en roches à travers leurs verres de couleur, tandis que l'aubergiste fribourgeois vous invite à regarder de la sorte une situation pittoresque.

Il y avait devant ces carreaux toute une famille française, père,

mère, bonne et enfans, qui se croyait au Panorama, et poussait des exclamations à chaque nuance diverse qu'elle abordait.

— Oh! papa, le rouge! s'écriait avec un ton admiratif le petit garçon.

— Et le gris pâle! disait la mère, on dirait qu'il neige.

Le chef de la famille analysait les différens verres de couleur, passait de l'un à l'autre, et revenait de temps en temps vers le violet.

— C'est celui-ci, ma femme, disait-il, qui est le meilleur; ce violet est admirable!

— Justine, ôtez-vous donc de là, disait la bourgeoise à la bonne, qui, sur le balcon, devant la fenêtre, regardait la nature avec ses yeux.

— Vous voyez bien que vous gênez madame, ajouta le mari; cette fille est singulière. Vous ne verrez peut-être jamais cela de votre vie, et vous ne regardez seulement pas.

La bonne rentra, mit son œil à un carreau de couleur pour obéir, et revint aussitôt s'asseoir dans l'antichambre, comme si cette barbarie la froissait. Si les touristes bourgeois avaient pu comprendre cette leçon, ils auraient admiré le sens droit de cette paysanne française qui regardait naturellement la nature.

— Ne craignez-vous pas que nous ne soyons en retard pour les orgues? dis-je à mon hôte, sans oser lui parler de ce système de coloration baroque qui est encore une curiosité du pays. En chemin, il me pria de prêter la plus grande attention à l'orage et au talent de l'orageux organiste. J'ai bien des préventions contre la musique imitative; mais je renfermai mon raisonnement, qui tendait toujours à dresser la tête. A quoi bon chagriner un hôte si aimable, couvert de sueur pour moi, et qui n'avait pas approfondi les tentatives musicales modernes? Il est si simple dans la vie de dire aux gens : *Je pense comme vous,* et de sous-entendre : *Je ne pense pas comme moi,* qu'avec cet innocent jésuitisme on arrive à la tranquillité la plus parfaite dans la conversation, et qu'on est cité comme un homme charmant dans le monde. Les raisons pour lesquelles je n'admets pas en musique l'imitation des bruits de la nature auraient demandé une heure de discussion : mon hôte n'y eût rien compris; m'eût-il compris, il serait resté convaincu que l'orage de l'organiste de Fribourg est ce qu'il y a de plus élevé, musicalement parlant.

Comme j'allais entrer dans l'église, le Fribourgeois me dit qu'il m'attendrait sur la place; malgré la chaleur accablante qui semblait augmenter, je n'insistai pas, sentant combien il devait être pénible pour un habitant de la ville de recevoir autant d'orages sur le corps, car l'organiste joue le même morceau depuis une centaine d'années de père en fils, vu que les effets ont été combinés de façon

à faire valoir les différens jeux de l'instrument, et que depuis le premier orage, qui fut exécuté en dix-sept cent et tant, on a désespéré d'en inventer un plus terrifiant. — Faites bien attention, me dit mon hôte en me faisant des recommandations, l'orage est le dernier morceau. — Au fond, je n'étais pas fâché d'être délivré de mon hôte, qui, s'il eût été présent, était un de ces hommes qui vous poussent le coude à chaque instant pour vous faire partager leurs admirations : *Eh bien?* ou *comment trouvez-vous cela?* ou *superbe! n'est-ce pas?* L'admiration est une fleur discrète qui s'épanouit au dedans de l'homme, pour ensuite attacher un petit sourire particulier sur les lèvres; du moins je ressens ainsi les beautés musicales, et pourvu que mon voisin ne m'interroge pas, je le laisse volontiers manifester de bruyans bravos ou d'énormes claquemens de mains d'une sincérité douteuse.

Quand j'entrai dans l'église de Fribourg, l'organiste commençait son morceau par un début sans importance, en se servant des jeux les moins puissans, afin de conserver tout son éclat pour le finale. Les orgues de Saint-Denis m'ont habitué à de plus brillans effets: aussi mon attention vague fut-elle attirée par de petits tableaux singuliers que je voyais accrochés aux murs. C'étaient des gens malades dans leur lit, des moribonds, des animaux blessés que le pinceau a reproduits, en n'oubliant pas de faire intervenir dans un coin du tableau une sainte Vierge qui, du haut de son trône de nuages, envoie un regard favorable vers ceux qui l'implorent. Généralement on lit au bas de ces singulières peintures : *Ex voto*. Cette coutume existe dans toute la France sous différentes formes, soit qu'on fasse dire des messes à l'intention d'un malade, soit qu'on fasse brûler des cierges, soit que les marins accomplissent un vœu en suspendant à la voûte de la chapelle le modèle d'un petit navire, soit qu'on fasse toucher à des reliques des objets ayant appartenu à des malades; mais à Fribourg les paysans des environs croient à l'influence d'une représentation exacte de leur invocation à la Vierge. Si un de leurs parens tombe malade, ils veulent que le peintre représente l'appartement où le malade est couché; si un cheval est atteint d'une maladie épidémique, il faut l'image exacte du cheval. L'*ex-voto* qui me frappa le plus fut celui d'une femme étendue par terre sur le dos, les mains jointes en l'air; près d'elle était une charrette jaune-serin traînée par des bœufs peints en rouge-vermillon, qui se détachaient sur un fond vert-pomme. La Vierge lançait un regard sur cette femme, évidemment blessée en tombant de sa charrette.

Ces dessins étaient coloriés avec une telle grossièreté d'exécution, qu'elle leur prêtait une puissance à laquelle atteignent rarement les chefs-d'œuvre. La naïveté ne se conserve dans toute sa pureté

qu'avec une certaine barbarie, et les esprits non civilisés, les enfans, les sauvages, sont bien plus vivement frappés par la brutalité des moyens que par les suaves finesses des grands artistes. Les enfans ne peuvent être touchés que par la simplicité; ainsi les sept couleurs du prisme leur paraîtront toujours plus belles que les couleurs composées; c'est ce qui explique pourquoi quelques joujoux d'un sou, les *moulins*, les *forgerons*, l'*homme à cheval*, sortis de la fabrication de Notre-Dame-de-Liesse, sont presque des œuvres de génie à cause de leur effet infaillible sur certains sens des enfans. Le système de la coloration de ces joujoux est surtout remarquable par le choix des tons, jaune, rouge et vert, employés par les ouvriers. Les yeux de l'enfant ne sont pas élevés encore à saisir les complications de tons des grands maîtres : ils ne sentiraient pas les modulations si diverses qu'un peintre fait subir à la gamme des sept couleurs primitives. Au contraire l'enfant saisit vivement le jaune et le rouge, deux des couleurs les plus vivantes; il les retient, il en meuble facilement son cerveau, et, avec le blanc et le noir, elles formeront désormais la base de ses idées de coloration.

Les paysans offrent par de certains côtés une grande ressemblance avec les enfans : l'art, pour être compris des gens de la campagne, doit se produire sous un jour simple et naïf. C'est ce qui me fit penser aux joujoux de Notre-Dame-de-Liesse en regardant les peintures accrochées aux murs de l'église de Fribourg. C'est le même procédé; les peintures sont peut-être encore plus naïves que les joujoux.

Je ne saurais guère décrire les impressions produites par ces peintures, dont l'effet sur moi est toujours aussi puissant que si je n'avais pas étudié les principaux chefs-d'œuvre de toutes les écoles. Je suis heureux d'avoir conservé ces précieuses sensations d'enfance qui tombent une à une comme les feuilles à la fin de l'automne, et qui laissent l'homme aussi désolé que les troncs noirs et humides des arbres pendant l'hiver; mais combien est distincte l'impression des joujoux de celle des *ex-voto!* Les joujoux excitent une douce gaieté, tandis que ces peintures d'église, avec leur représentation des douleurs et des accidens de la vie, laissent après elles quelque chose de triste que mon esprit applique du reste à toutes les reliques.

Heureusement l'orgue faisait entendre un petit motif qui est plein de sérénité, une sorte de valse allemande dont le rhythme trouvera toujours un écho en moi. Tous ceux qui étaient dans l'église se levèrent, et je compris que la tâche de l'organiste était finie. Il n'avait pas joué l'orage, et je me félicitai d'avoir échappé à ce fameux morceau, de tradition depuis cent cinquante ans. Je sortis : mon hôte m'attendait sur la place; je ne le trouvai pas trop maigri.

— Eh bien? me dit-il.

— L'organiste est très fort, dis-je un peu à contre-cœur; mais il n'a pas joué l'orage.

— Comment? s'écria le Fribourgeois, il n'a pas joué l'orage? C'est impossible.

— Je vous assure...

— Il est dans son tort, et certainement cela ne se passera pas ainsi. Il doit jouer l'orage par un traité; nous le payons assez cher pour qu'il joue cet orage... Cela attire beaucoup d'étrangers dans la ville.

— Croyez-vous que cet orage soit de toute nécessité?

— Certainement... Au surplus, dit le Fribourgeois, je m'en vais lui donner une petite leçon, car j'aperçois là-bas notre organiste.

J'avais attiré sans le vouloir l'orage sur la tête du musicien. — Je vous en prie, dis-je, n'en faites rien.

Mais mon hôte ne voulait rien entendre; l'organiste venait à nous et ne pouvait nous éviter. — Comment, monsieur! dit le digne Fribourgeois d'une voix un peu émue, vous n'avez pas joué l'orage aujourd'hui? A quoi pensez-vous?

— Pardonnez, monsieur, dit l'organiste, j'ai terminé comme d'habitude par l'orage.

Et il s'éloigna. Je restai muet, certain de la mauvaise opinion qui allait germer dans l'esprit de mon hôte. — C'est singulier, murmurai-je.

— Je savais bien, dit le Fribourgeois en reprenant sa bonne humeur, qu'on avait joué l'orage.

Toute la journée je fus un peu inquiet d'avoir si mal compris la signification de la musique de l'organiste; comment avais-je pu laisser passer le grondement du tonnerre, l'éclair, la répercussion par les échos, sans en être frappé? Ces pensées me tourmentaient et me revenaient sans cesse. L'homme est un ruminant comme le bœuf; qu'importe qu'il mâche et remâche des idées quand l'autre mâche de l'herbe? Pour moi, le travail des impressions est très fatigant; elles montent et descendent du cerveau, c'est un va-et-vient continuel, elles changent de forme, et avant qu'elles se soient tassées en forme de pelote, je puis dire que la digestion m'en est pénible.

Je partis le soir de Fribourg, mécontent de moi-même et toujours ruminant mon orage. Heureusement il y avait en face de moi dans la voiture une toute jeune demoiselle rose et blonde qui me faisait plaisir à regarder; elle tenait un livre à la main, et j'avais également un livre : c'était déjà presque de la franc-maçonnerie. De temps en temps elle lisait et refermait son livre; ma curiosité était fort éveillée. Si je pouvais seulement voir le titre sans être remarqué!

car connaître le livre d'une femme, c'est connaître presque la femme; mais rien n'était plus difficile : le cahot de la voiture, le livre qui se présentait à moi à l'envers, la brusquerie avec laquelle la jolie personne le fermait et l'ouvrait, tous ces motifs ne servaient qu'à irriter ma curiosité de plus en plus. Je me disais que ce volume ne devait pas intéresser la jeune fille au plus haut point, puisqu'elle n'y faisait que jeter les yeux par saccades : en France, j'aurais deviné à la minute quelle était la nature du livre au papier, à l'impression, au format, à la couleur de la couverture; mais mon séjour trop court en Suisse ne m'avait pas donné encore ces inductions bibliographiques. D'un autre côté, je surpris des regards que ma jolie voisine jetait à la dérobée sur mon volume, et qui poussaient également une sorte de reconnaissance. Bien certainement le démon de la curiosité montrait aussi ses cornes au-dessus de la tête de la jeune personne; elle avait peut-être comme moi le sentiment qu'on connaît un homme par ses lectures. Je fis une sorte d'avance en arrangeant mon volume de telle sorte qu'il était permis à ma voisine de lire facilement le titre de ***Revue suisse,*** qui s'étalait majestueusement en gros caractères sur la première page du livre, et cependant je ne livrai le secret de ma lecture qu'avec une certaine crainte, celle de passer pour un Suisse, non pas que j'aie de la répugnance pour les hommes de cette nation, mais aussitôt hors de France, le sentiment national nous revient d'une telle force que ceux-là même qui en sont le moins doués deviennent des Français un peu ***chauvins***. Les étrangers qui ont visité l'Europe, et qu'on rencontre en chemin, vous confirment dans cette bonne opinion, que la France est la plus spirituelle, la plus polie, la plus complaisante de toutes les nations, et on mord avidement à cette pomme enivrante; mais je pris le parti de ne pas m'inquiéter de cette ***Revue suisse,*** comptant qu'après les premières paroles mon accent servirait à prouver que j'étais bien réellement Français. D'ailleurs le volume que je portais me servait merveilleusement, une revue n'engage à rien, et ne témoigne pas d'un goût particulier pour certaines œuvres de l'esprit plutôt que pour certaines autres. Une revue contient de l'histoire, de la politique, du roman, de la poésie, des voyages, des propos de salon et de théâtre; c'est un arsenal complet de déguisemens. Est-ce par une concordance d'idées que la jolie personne ferma les yeux en laissant son volume sur ses genoux, penchés de telle sorte que le livre tomba entre nous deux? Je me baissai précipitamment, et dans une demi-obscurité qui me retint une grosse minute la tête au fond de la voiture, j'eus le temps de lire le titre; mais quel désenchantement fut le mien! c'était une ***Histoire romaine***. Un éclair me traversa l'esprit; j'avais pour vis-à-vis une sous-maîtresse de pension. Que de

pédantisme à dépenser! car la connaissance réciproque de nos livres n'était au fond qu'un moyen certain de conversation. Que dire d'une *Histoire romaine* écrite par un Suisse tout à fait inconnu? Et même cette histoire, fût-elle composée par un des universitaires les plus célèbres de France ou par l'Allemand le plus philosophe, m'amenait à la certitude d'une défaite complète; mon esprit s'est peu tourné vers les grands citoyens de Rome, à peine pourrais-je me tenir dans de pompeuses *admirations* de ces *grands caractères*. Si encore ma voisine avait eu en main un grand médecin comme Zimmermann, un grand moraliste comme Lavater, un grand philosophe comme Bonnet, un grand malade comme Jean-Jacques, même un romancier comme Toppfer, il y a dans ces hommes des motifs de conversation pour une nuit; mais cette absurde *Histoire romaine* me coupait la parole et jetait sur la jolie dormeuse un triste vernis d'enseignement qui me déplaisait.

Elle dormait toujours, ou elle feignait de dormir; j'attendis avec impatience qu'elle voulût bien rouvrir ses yeux d'un bleu un peu pâle. C'est ce qui peut arriver de plus agréable dans un voyage qu'une liaison avec une femme du pays qu'on traverse : les musées, les palais, les cascades, les grottes, les montagnes, les précipices, peuvent intéresser un moment; mais on ne connaît guère un pays, si l'on n'y a pas aimé un peu. La physionomie du pays vous reste bien mieux dans la tête après un petit amour, si court qu'il soit. Oh! Lina! gentille Lina! tu feras toujours d'Anvers la ville la plus séduisante de l'univers!

En venant de Strasbourg à Bâle, j'avais fait la connaissance d'un Hollandais très singulier qui voyageait pour son plaisir, et qui avait la rage des renseignemens poussés au plus haut degré. Tout ce qu'il voyait était écrit sur son carnet, il ne tarissait pas en questions, et chaque réponse était couchée sur le registre : les productions du pays que nous traversions, le foin, l'avoine, le colza, le tabac, il inscrivait tout, sans oublier ses dépenses. Il inscrivit aussi mon nom de Josquin, et ce qui le frappa le plus, quand je signai sur le registre de l'église de Bâle, fut qu'il avait écrit *Gosquin;* aussitôt il corrigea cette erreur d'orthographe. Ce Hollandais aimait la littérature et m'étonna beaucoup en me récitant des vers d'Auguste Barbier. Jusque-là j'avais souri de son innocente manie de notes perpétuelles, lorsque nous visitâmes le musée de Bâle. C'est là une des grandes affaires des voyageurs, le musée, la bibliothèque, la cathédrale, et quand on a jeté un coup d'œil sur les chefs-d'œuvre sortis de la main des hommes, on s'ennuie à mourir, il n'y a plus qu'à partir. On s'ennuie parce qu'on ne sait pas voyager : n'est-il pas plus intéressant de rôder par les rues détournées, loin du centre de la ville, et de regarder en l'air

si on n'aperçoit pas une tête de jeune fille curieuse? Saluez-la à la française, en souriant, et vous verrez passer sur sa figure mille émotions qui valent mieux à regarder que tous les musées de l'Europe. La belle affaire que de dire à trois cents lieues : J'ai compté tant de Raphaël, tant de Rubens! Que m'importe? Et nous nous moquons des provinciaux qui montent sur la colonne et qui vont entendre l'*écho* dans les souterrains du Panthéon!

Nous étions entrés dans le musée de Bâle, moi surtout plein de curiosité. Il est rempli de tableaux d'Holbein, le maître que je regarde comme le roi des peintres. Ses portraits exacts et calmes vous meublent le cerveau de savans à physionomie accentuée qu'on n'oublie plus quand on les a vus; de tous les peintres, c'est celui qui rend le mieux la physionomie de son époque. La garde du musée était confiée à une jeune fille, fraîche enfant de seize ans, qui nous conduisait à travers les salles; je traversai assez rapidement la salle des dessins, sauf à y revenir plus tard, et j'allai me goinfrer des peintures d'Holbein dans la salle qui suivait. J'étais trop sous le coup de mon admiration pour remarquer que le Hollandais ne me suivait pas; d'ailleurs il était si minutieux, qu'il devait emplir son carnet de descriptions de dessins. Quant à moi, mes sensations sont alertes et subtiles; je *vois* en une seconde, et je ne ressemble guère à ces amateurs qui vont tous les jours passer une heure en contemplation devant un tableau. Il y a si peu de *pensée* dans l'exécution du peintre, que je suis à peu près certain que ce n'est pas par une réflexion assidue que je la découvrirai : bienheureux sont ceux qui voient des mondes dans une peinture! Je n'y crois guère.

Tout à coup j'entendis dans la salle voisine un bruit sur le plancher qui ne pouvait provenir que d'une course précipitée, et la jeune fille qui nous servait de guide entra un peu émue, la figure rouge, dans la pièce où je me trouvais. Évidemment elle fuyait le Hollandais : je ne fis pas mine de m'en apercevoir, et je continuai à regarder les Holbein. Le Hollandais reparut flegmatique comme d'habitude, tenant son cahier de notes; il vint de mon côté et trouva le moyen de pincer la taille de la jeune fille, qui jugea à propos de n'en rien manifester, se fiant sur ma présence. Il y avait une troisième salle que j'explorai d'abord seul, et, ainsi que tout à l'heure, la demoiselle prit la fuite, toujours poursuivie par le Hollandais, que cette fois j'avais observé, et qui tentait de l'embrasser. — Cet homme là, pensais-je, n'aime guère la peinture et se soucie fort peu des Holbein.

Cinq heures plus tard, la nuit en diligence, j'excusais mon Hollandais et je le trouvais presque un homme de sens : en présence de peintures et d'une jeune fille, il choisissait la jeune fille. Il oubliait

les chefs-d'œuvre sortis de la main des hommes pour une enfant timide : cette babiole d'aventure avec une femme laissait plus de traces dans l'esprit du Hollandais que s'il avait regardé sérieusement les portraits d'Holbein. Il faut être bien jeune pour s'intéresser aux questions de peinture, aux questions archéologiques, dont le premier sot peut vous contester la certitude. La femme est autrement difficile à déchiffrer que la langue assyrienne, et on n'a pas trop de quarante ans pour l'étudier et arriver à l'épeler.

La petite blonde, que je supposais maîtresse de pension, dormait toujours, et je ne trouvai qu'un moyen de l'éveiller : ce fut de relever le rideau de serge qui nous garantissait de la poussière, et qui laissa entrer par la portière un soleil ardent qui commença par se jeter, comme un amant empressé, sur les joues de la dormeuse. Elle se réveilla sous ces chauds baisers; alors je pus lui remettre son *Histoire romaine,* en lui faisant remarquer que je l'avais ramassée. La conversation s'ouvrit là-dessus. C'était une jeune demoiselle de Vevay qui revenait en vacances, et qui devait aller plus tard à Berne. — J'y demeure, lui dis-je. — Ah! vraiment? s'écria-t-elle, et elle me raconta qu'elle allait souvent le soir se promener à un certain endroit, près de l'Aar. Un fat eût pris cette parole pour une sorte de rendez-vous; mais la jeune fille causait innocemment et pour le plaisir de causer. Elle était questionneuse autant que deux Françaises, et elle voulait savoir d'où je venais; quand elle apprit que j'étais allé à Fribourg pour entendre les orgues, elle manifesta un profond étonnement. — Comment! dit-elle, vous demeurez à Berne, et vous allez à Fribourg pour entendre les orgues? On ne vous a donc pas dit que les orgues de Berne sont bien supérieures?

C'était un coup de massue. Avoir fait vingt-quatre lieues inutilement quand la merveille était sous ma main! Heureusement j'avais entamé la connaissance d'une aimable personne, mais il n'y avait pas cinq minutes qu'elle m'avait fait cette réponse, lorsque la voiture s'arrêta à un relais, dans un village, et qu'un gros paysan se présenta pour recevoir ma jolie compagne, qui s'arrêtait dans cet endroit.

Le reste de la route me parut bien long.

II. — GRITTI.

De retour à Berne et me promenant dans la Grande-Rue le jour de marché, je fus frappé de la physionomie singulière des paysans, des marchands, et de la foule considérable qui se pressait, plus nombreuse que de coutume, à cause de la foire aux domestiques. Tout ce peuple blond, qui a l'air indolent, maladroit au premier abord, et

dont les statistiques ont démontré une moyenne de production plus grande que chez les autres nations, ces vieillards plus ridés qu'ailleurs (sans doute par l'air vif des montagnes), cette analogie dans les gestes et dans l'expression de la physionomie, cet étonnement allemand peint sur toutes les figures, cet air ensommeillé sous lequel se cache une grande finesse, ces bras ballans en apparence, qui, à un moment donné, se prêtent mieux qu'ailleurs aux rudes travaux des champs, cette vieille ville et ces vieilles enseignes du moyen âge, ces ours de pierre habillés en chevaliers, ces galeries basses qui permettent de se promener dans presque tout Berne sans se mouiller, forment un aspect curieux pour un homme qui a peu quitté la France.

L'avantage de la France sur les autres nations, c'est l'extrême diversité des tempéramens ainsi que des facultés. On a dit que la France était une nation propre à s'assimiler les qualités des différens peuples, et, par les observations qu'il m'a été donné de contrôler, je crois la remarque juste. Ces absorptions n'ont sans doute pas peu contribué à la variété des physionomies. Voilà pourquoi la femme française est si variée, non-seulement au physique, mais au moral. De même qu'il y en a de brunes et de blondes, on peut retrouver chez la Parisienne les qualités de l'Italienne et les défauts des femmes du Nord. Au contraire, hors de France, et surtout en Suisse, je retrouve chez la femme une unité de type qui, étudiée d'un peu près, offre peut-être quelques variétés, mais qui au premier abord déconcerte l'étranger. J'ai regardé deux ou trois cents paysannes sur le marché, et je n'en ai vu pour ainsi dire qu'une seule, la même.

J'en étais là de mes réflexions, lorsque j'aperçus une petite marchande de salade qui sourit en me voyant passer. C'était une petite brune aux yeux noirs qui ressemblait à s'y méprendre à une grisette de la rue Saint-Denis. Comme je venais d'arborer le costume national des étudians de l'université, en achetant chez le chapelier en renom de Berne une petite casquette blanche à galon rouge, je crus d'abord que je ne portais pas assez cavalièrement ma coiffure de *studiosus*. Cependant le chapelier m'avait assuré qu'elle m'allait parfaitement, et j'étais sorti de sa boutique entièrement persuadé de l'élégance de cette casquette, qui mérite d'être décrite par la singulière position qu'elle occupait sur mon chef. Grimpée tout en haut du crâne, la casquette semblait aussi hardie que ces singes qui font des grimaces sur la bosse d'un chameau. Il m'était interdit d'affecter l'air sombre en l'enfonçant jusqu'à mi-oreilles, car ces casquettes, très droites, doivent se poser sur la tête sans la protéger contre les intempéries des saisons. L'œil seul est à demi couvert par une pe-

tite visière insolente qui suit la forme du front et se rabat brutalement sur le sourcil. A cette casquette j'avais joint une paire de besicles, que la république suisse n'a point encore interdites aux étudians, ainsi que le fit jadis le roi de Bavière pour son université. Mes cheveux étaient suffisamment longs et plats, ma redingote boutonnée jusqu'au menton, un beau foulard semé de coquelicots était jeté négligemment autour du cou; ma canne à la main, je me croyais un parfait étudiant, lorsque le sourire un peu malicieux de la petite marchande de salade vint me troubler. Je m'éloignai sans rien dire, portai la main à la casquette blanche à galon rouge, et la trouvai toujours dans la position de singe malicieux que le chapelier m'avait vantée comme le suprême bon goût.

Au bout de quelques pas, je rebroussai chemin, ayant au bras mon excellent ami Christen, qui me faisait les honneurs de la ville. La petite marchande de salade me préoccupait; dans ses yeux noirs, dans sa coquetterie, j'avais retrouvé Paris, et je voulais avoir raison de son sourire. Y avait-il une sorte de provocation? Me prenait-elle réellement pour un de ces jeunes gymnasticiens qui passent leur vie à courir la ville et les amours faciles? Quel est le singulier ressort qui avertit une femme que l'homme qui pense à elle va venir tout à coup? C'est encore là un des mystères inexplicables de l'amour, même de la simple galanterie. J'étais à cent pas de la petite marchande de légumes, sous les arcades du côté opposé des maisons, lorsqu'elle leva subitement la tête et sourit encore une fois à la parisienne. Mon cœur eut une légère palpitation. Je me sens rarement provoqué par une jolie personne sans éprouver une sorte de trouble; mais, voulant être bien certain qu'il n'y avait ni hasard ni moquerie, je passai et repassai près de cinq fois devant l'étalage, au grand étonnement de mon ami, que ces allées et retours inquiétaient fortement. Au début d'une aventure, j'ai pour système de ne jamais me confier à celui qui m'accompagne, de peur de chagriner son amour-propre. Si une femme envoie un coup d'œil furtif dans la direction de deux amis, et que l'un, s'en apercevant, se confie à l'autre, il peut arriver que l'autre se gendarme, prétende que ce regard lui est adressé; ce sont matières à brouille. Je recueillis ainsi dans cette promenade divers sourires auxquels je répondis de mon mieux, jusqu'à ce que, quittant tout à coup le bras de Christen : — Attendez-moi, lui dis-je.

Et je m'élançai à travers les étalages, cherchant une marchande de fleurs. Il est singulier que je ne pense aux fleurs que quand je suis à peu près amoureux; alors je deviens frénétique de bouquets. Aussi le lecteur est bien averti qu'il y aura toujours quelques bouquets dans ces sortes de mémoires : je ne crains pas de me répéter,

le tout est la façon dont on fait le bouquet. Je jetai un coup d'œil sur les étalages voisins, et n'y trouvai point ce que je cherchais, sauf des paquets de fleurs communes qui semblaient plutôt préparées pour un herboriste que pour un galant. Toujours en quête d'un bouquet, je jetai un regard en arrière, et j'aperçus Christen qui me suivait de l'œil avec les signes de la plus vive curiosité. Je lui fis signe de m'attendre, et tout en fendant la foule des acheteurs, je revins un peu chagrin, désespéré de n'avoir pas trouvé un fleuriste convenable, sauf celui que je jugeai fournisseur en titre des herboristeries de Berne. — Bah! me dis-je, dans ces sortes de complimens, l'intention est tout. — Et j'achetai un *batz* un pauvre petit bouquet humide que je sauvai peut-être des tortures de l'infusion. M'étant approché de la jolie marchande de salade, le cœur palpitant, un nuage devant mes lunettes et la voix troublée : — Mademoiselle, vous êtes charmante; permettez-moi de vous offrir ces fleurs. — Elle rougit considérablement, sourit, répondit par un mot allemand que je ne compris pas; mais à la façon dont elle reçut le bouquet, je compris qu'elle n'était pas fâchée. Cependant je me sauvai immédiatement, ayant remarqué la curiosité des marchandes voisines, peu habituées à ce manége amoureux en plein marché.

— Que faisais-tu avec ton paquet de bourrache, Josquin? me demanda Christen.

— De la bourrache! m'écriai-je.

— A peu près.

— Qu'importe? elle a été bien reçue.

— Je crois qu'on te regarde, dit Christen.

— Oui?

— On détache une fleur du bouquet, on la met dans son fichu.

— Vrai! est-il possible? m'écriai-je tout ému et tout pâle assurément, car les petites audaces que je commets dans la vie ne durent pas plus de cinq minutes. Passé ce temps, la défaillance arrive. Je pourrais commettre des actions considérables dans les cinq premières minutes; ensuite je me trouble, je ne saurais les soutenir, et j'ai peur des hardiesses, qui ne sont pas dans ma nature. Aussi n'osais-je même plus regarder la marchande de salade, j'étais tremblant, je trouvais mes fleurs bêtes, je pensais que tout le marché bernois se moquait de moi. Mes oreilles sifflaient, il me semblait entendre un formidable éclat de rire suisse partir de toutes ces bouches placides : « Il a donné des fleurs de bourrache! » criait tout le monde d'un ton goguenard. — Allons-nous-en, dis-je à Christen en le prenant par le bras, et je l'entraînai sous les galeries de pierre sans oser jeter un regard en arrière vers ma petite marchande.

Après une course assez longue : — N'est-ce pas qu'elle est jolie?

— Christen ne répondant pas, je crus qu'il était jaloux de ma conquête. — Ah! tu ne la trouves pas jolie? — Christen fit entendre une de ces exclamations douteuses qu'on a inventées pour faire plaisir aux gens et qui n'ont jamais prouvé une approbation positive. — Si elle ne parlait pas allemand, je l'aurais prise pour une Parisienne.

— Que t'a-t-elle répondu?

— Je n'en sais rien, quelque chose comme *wasmussauf*.

— Cela ne veut rien dire.

— Je suis certain que c'était un mot aimable.

— Oh! le fat!

— Pourquoi fat? N'a-t-elle pas pris mon bouquet? Toi-même as remarqué qu'elle en gardait une fleur dans son corsage.

— A Berne, ces petites manœuvres n'ont pas d'importance.

— Alors je veux retourner vers la petite marchande.

— Que lui diras-tu?

— Je la verrai et je lui parlerai.

— En quelle langue?

— Tu as raison, Christen, jamais nous ne pourrons nous entendre. Cependant ce serait une bonne occasion d'apprendre l'allemand; j'ai toujours rêvé de déchiffrer l'anglais avec une Anglaise qui saurait m'inspirer une forte passion... Une fois hors du collége, toutes les femmes aimées devraient servir de grammaire et de dictionnaire.

— Ne t'avise pas d'apprendre l'allemand avec la petite marchande de salade, ce serait vouloir apprendre le français avec une chaudronnière d'Issoire; il y a peut-être plus de différence entre l'allemand de Berne et l'allemand de Berlin qu'entre le français de Paris et le français de Quimperlé.

— Eh bien! je me lancerai dans la pantomime. Quand on s'aime, on se comprend toujours. Imagine-toi, mon cher Christen, que tu as rencontré une charmante sourde et muette : son malheur ne fait que redoubler ton amour; comment lui exprimeras-tu ta passion, sinon par des gestes éloquens? La petite marchande et moi, nous ne pouvons nous entendre par le langage; je me charge de me faire comprendre par des gestes, ce n'est pas difficile.

— En effet, rien n'est difficile à l'amour.

— Et, comme tu as l'air de te moquer de ton ami, cher Christen, je t'avertis que je te laisse aller seul chez ton tailleur, où je te retrouverai; je n'aime pas à t'avoir derrière moi à interpréter mes gestes. La petite marchande a accepté mon bouquet il y a une demi-heure; il n'en faut pas plus pour prendre racine, je veux la revoir...

— Et lui parler, dit Christen en s'éloignant.

Certain que Christen ne m'observait pas, j'allai du côté de la Grande-Rue en enfilant les galeries couvertes, et bientôt j'aperçus

de loin les cheveux noirs de la petite marchande, qui tranchaient par leur couleur au milieu de toutes les chevelures blondes. Appuyé contre un pilier qui me masquait à moitié, je réfléchis au rôle que j'allais jouer dans cette pantomime en plein air. C'est une langue peu variée que celle de la mimique : envoyer des baisers avec la main sent trop le commis-voyageur en goguette; l'œil enivré, mettre la main sur le cœur, cela rappelle les danseurs de l'Opéra et leurs sourires de convention. En de pareilles circonstances, tout homme qui analyse la conséquence de ses actions ne vaut pas un homme pendu. Il faut couvrir une niaiserie par une imprudence, une faute par une audace, et ainsi de suite parler, marcher, s'étourdir soi-même sans jamais réfléchir. Celui qui s'écoute alors se sent plus ridicule qu'un homme qui se regarderait danser dans une glace : il y a paralysie morale, comme il y aurait paralysie des jambes. La vie est un ensemble d'actions ridicules entre lesquelles se glisse rarement un acte sérieux et vraiment grand. Au lieu de m'entretenir avec la petite marchande, ainsi que j'en avais l'intention, je restai contre le pilier, absorbé dans mes réflexions sur la niaiserie des choses humaines; voilà où mènent la timidité et l'esprit d'analyse. Cinq minutes d'audace, et je devenais heureux en rencontrant le regard de la jolie brune du marché, je ne philosophais pas sur le néant de nos actions, au contraire je trouvais la vie pleine de charmes. J'ai souvent remarqué que ceux qui se gendarment contre la puérilité des faits et gestes des hommes en évidence sont devenus pessimistes par la raison qu'ils n'ont pas eu le courage de commettre ces puérilités. Je serais parti très triste de mon observatoire, si la petite marchande de salade ne m'y eût deviné; dans son doux regard, je lus : Merci pour votre bouquet! Et je m'en allai retrouver mon ami, un peu plus heureux que devant.

Je surpris Christen en train de discuter sur la façon de disposer une demi-douzaine de brandebourgs triomphans qui devaient donner un nouveau lustre à une redingote noire âgée seulement d'une saison; il apportait à ces brandebourgs une importance telle qu'elle triompha de ma timidité. — Puisqu'il s'occupe autant de sa toilette, pensais-je, je peux lui avouer combien la marchande de salade me tient au cœur. — Ayant attendu la fin de cette importante discussion :

— Où en es-tu? me dit Christen.

— Je suis gêné de ne pas comprendre ce damné bernois; la petite demoiselle ne semble pas me repousser, mais j'avoue que le langage par geste est insuffisant.

— Veux-tu de moi pour truchement?

— Ah! mon ami, quel service tu me rendras!

— Que faut-il dire à la demoiselle?

— Tout ce que tu voudras; mets-toi un moment à ma place, tu as remarqué mon état depuis ce matin, peins-le de ton mieux.

— *Ein junger Franzose ist plotzlich auf ihrer Schœnheit verliebt worden; ihr schwarzes Auge hat ihn entflammt; für ihn seid ihr das schœnstes Mædchen von Bern, und für sie sterbe er von Liebe.* Trouves-tu cela convenable!

— Traître, tu sais bien que je ne te comprends pas.

— Eh bien! en français vulgaire, je lui dis : « Un jeune Français s'est épris subitement de vos charmes; votre œil noir l'a enflammé; il vous trouve la plus jolie femme de Berne, et il meurt d'amour pour vous. »

— C'est une déclaration bien banale.

— La langue allemande lui donne un charme que tu ne soupçonnes pas. Remarque que j'affecte de parler un allemand aristocratique, et qu'habituée au patois, la petite marchande sera émerveillée de quelques mots qu'elle ne comprendra qu'à moitié.

— Ensuite que lui diras-tu?

— J'attendrai sa réponse.

— Tu as raison, allons la voir.

En nous revoyant, la petite marchande, qui causait avec une grande fille assez laide, la poussa légèrement du coude pour lui faire remarquer sans doute que depuis le commencement du marché elle était poursuivie par les assiduités du *studiosus* en casquette blanche à galon rouge.

— Attends un peu, dis-je à Christen, que cette fille aux cheveux de filasse la laisse seule.

Nous faisons un tour dans le marché; mais nous étions à peine en marche, que je m'aperçus que la petite marchande avait quitté ses salades pour s'attacher à nos pas. Accompagnée de son amie, elle feignait d'inspecter les étalages des autres marchands, et nous suivait à peu près.

— Parbleu, dit Christen, l'occasion est trop belle; il y a assez longtemps que tu me tourmentes pour aller visiter les caves de Berne : nous pouvons inviter la petite marchande de salade à venir avec nous.

— Cela se fait-il?

— Je n'y vois aucune hardiesse.

Comme en ce moment nous nous trouvions en face d'une cave béante qui s'ouvre sur la Grande-Rue, je courus à la petite marchande, et par un geste éloquent je lui montrai la cave, portai la main à ma bouche en renversant la tête, puis m'inclinai pour l'engager à s'aventurer avec nous dans le noir séjour.

Les caves de Berne ont une réputation telle qu'il est peu d'étran-

gers, parmi ceux qui se trouvent dans la ville les jours de marché, qui ne s'y soient aventurés. Tout le long de la Grande-Rue s'ouvrent deux fois par semaine des portes à deux battans qui laissent voir seulement d'abord une longue succession de marches descendantes, se perdant dans le demi-jour pour aboutir à une obscurité complète. De ces caves partent des cris et des chants joyeux de paysans qui ont terminé leurs affaires au marché. A la longue, l'œil habitué peut apercevoir une lueur tremblante « au fond du sanctuaire. » Ce sont des chandelles dans des chandeliers de bois posés sur des tables où ruisselle un petit vin blanc plein de gaieté; ces caves ont deux ou trois étages dont le mobilier consiste en énormes tonneaux empilés les uns sur les autres. Des œufs durs, des gâteaux, du vin blanc, des cigares, constituent les divertissemens du lieu, mais la bonne humeur et les chansons font oublier cette frugalité, et le paysan suisse trouve toute l'année le même plaisir à descendre dans les caves de Berne que jadis des familles de province à l'idée seule de visiter le caveau du Sauvage au Palais-Royal.

La petite marchande me répondit par un geste de refus, toujours en souriant.

— Elle ne veut pas, dis-je un peu attristé à mon ami.

— Que cela ne nous empêche pas de descendre.

Avec *elle*, j'aurais pu trouver le lieu tout à fait fantastique, ces misérables chandelles lançant des lueurs blafardes et éclairant capricieusement les figures des buveurs; sans elle, je descendis mélancoliquement les marches humides d'un escalier sans fin. Les tables étaient à moitié prises par les paysans; je m'assis sur un banc de bois, frappé désagréablement par l'atmosphère humide de la cave, le manque de poésie de ses habitués, et les accens gutturaux d'une langue que je ne comprenais pas. Combien la faculté qu'on est convenu d'appeler *observation* est fertile en nuances et manque d'exactitude! Heureux, j'aurais peuplé cette cave de reflets bizarres; mécontent, je la voyais avec les yeux de la vulgaire réalité, un regard vitreux et froid. Autant j'avais désiré descendre dans ces caves, que mon imagination remplissait de jeux d'ombres fantastiques, autant à l'heure présente je regrettais les clartés de la Grande-Rue, le mouvement des paysans en plein soleil, les étalages du marché, et surtout le sourire de la jolie marchande de salade.

— Christen! m'écriai-je, monte vite en haut, et prie-la de descendre.

De l'endroit où j'étais assis, je venais d'apercevoir tout en haut de l'escalier le profil de la petite marchande, qu'un remords avait sans doute pris, et qui regardait dans l'intérieur pour essayer de nous retrouver. Christen grimpa vivement les escaliers et les redes-

cendit aussitôt, tenant sous le bras la jolie fille émue, les joues en feu, et sur les lèvres son aimable sourire.

— Mademoiselle, soyez la bienvenue, dis-je en lui prenant la main et en la faisant asseoir près de moi. Voulez-vous boire avec nous?

— *Wollen sie nicht auch ein Schluck mit trinken?* dit Christen, traduisant ma question.

Elle fit un signe de tête affirmatif, et nous voilà à vingt pieds sous terre à choquer joyeusement nos verres pleins d'un petit vin couleur de légèreté.

En face, à côté et derrière nous étaient des paysans qui nous regardèrent une seconde et qui rentrèrent aussitôt dans leur boisson placide; seulement l'un d'eux dit à la petite marchande qui avait déposé son bouquet sur la table : — *Was hast du da für ein hübsches Meie ausgelest?*

— *I ha's nit ausgelest, i ha's überko*, répondit la jeune fille, ce que Christen m'assura vouloir dire : — Tu as fait là un beau bouquet? — Je ne l'ai pas fait, je l'ai reçu.

L'entretien en resta là, et j'en fus charmé, car je craignais que la fréquentation de cette cave par un Français et une Bernoise n'entraînât les paysans à des commentaires sans nombre. La petite marchande était habillée à la mode populaire bernoise, c'est-à-dire qu'elle avait la taille emprisonnée dans un corsage noir échancré tout à coup au-dessous de la gorge pour être suivi de cette étoffe bouffante et empesée qui trompe souvent sur les poitrines des Suissesses; sa jupe blanche rayée de noir était plutôt courte que longue : pour ses cheveux, elle les portait à sa fantaisie et devait passer peu de temps à enrouler une grosse natte autour de sa tête. Au comble de mes désirs, je commençais à n'être plus satisfait; les quelques phrases prononcées en allemand depuis son arrivée me rendaient aussi ridicule qu'un éléphant flairant un harmonica. Toute mon éloquence se figeait devant cette damnée langue allemande. — Je voudrais bien lui dire quelques mots aimables, dis-je à Christen.

— Je m'en vais la prévenir que tu désires lui parler. *Mein Camarad sagt er mœchte wohl...*

— Ne l'écoutez pas, mademoiselle, dis-je en l'interrompant; tu es insupportable, Christen.

— Parle-lui alors!

Ayant regardé dans le fond de la cave, où des paysans étaient attablés avec des Bernoises peu farouches, je remarquai que l'un d'eux avait le bras passé autour de la taille de sa voisine, ce qui ne semblait nullement choquer l'assemblée; je l'imitai, et la petite marchande de salade ne parut point trop formalisée de cette hardiesse. C'était le moment ou jamais de lui couler de douces et mystérieuses

paroles dans l'oreille. Elle semblait attendre. — Christen, dis-lui que je l'aime...

Christen prit la parole. — *Mein Freund hat sie sehr lieb.*

La petite marchande de salade rougit plus fort que jamais.

— Elle ne répond rien? demandai-je.

— Que veux-tu qu'elle réponde?

— Lui as-tu bien dit que je l'aimais?

— Certainement, en toutes lettres?

— Dis-lui combien il est difficile de faire des déclarations à trois.

— Désires-tu que je m'en aille? demanda Christen.

— Ne te formalise pas, mais avoue que ma position est gênante.

— *Mein Camarad...*, dit Christen.

— Attends un peu; tu ne me dis pas ce que tu traduis.

— Je suis à tes ordres, que faut-il dire?

— Que je la prie de ne pas s'offenser du bouquet que je lui ai envoyé ce matin.

Christen prit la parole, et la demoiselle lui répondit en riant. Je jugeai ce rire d'un bon augure.

— Eh bien! Christen?

— La salade te remercie de ton amitié.

— Je ne veux pas qu'on l'appelle la *salade,* mais savoir son nom?

— Elle s'appelle Gritti, dit Christen.

Ayant épuisé tous les moyens de conversation, je jugeai que la séance avait été pénible; aussi bien la petite marchande jetait ses regards vers le haut de l'escalier.

— *Ich muss auf dem Mœrktt,* dit-elle.

— Qu'est-ce, Christen?

— Il faut qu'elle aille mettre en ordre son étalage, car le marché va finir.

— Adieu, mademoiselle, dis-je en lui serrant la main. — Christen, demande-lui quel jour on pourra la revoir.

— Au prochain marché, mardi prochain, me fit-elle répondre par mon ami.

Ce fut ainsi que nous remontâmes les escaliers, moi la conduisant par la main et légèrement effrayé du nouveau rendez-vous que je venais de prendre. Par la conversation qui s'était établie, je commençais à frémir des difficultés d'une aventure amoureuse en pays étranger. Ah! s'il eût été question d'un amour sérieux tel qu'il s'en rencontre rarement dans la vie, je n'eusse pas hésité à recourir aux moyens les plus aventureux, même à me faire naturaliser citoyen bernois; mais pour une petite marchande de salade que j'ai rencontrée sur le marché, qui m'a souri tout d'un coup comme un rayon de soleil le matin, était-ce vraiment la peine de se fatiguer l'esprit de com-

plots embarrassans? Je me suis souvent repenti de vouloir prolonger mes sensations; l'œuf en est joli, transparent à la lumière, tranquille et pur comme dans un nid : vouloir faire éclore cet œuf, c'est imiter les polissons qui grimpent au haut des arbres, s'emparent du nid malgré les cris et les battemens d'ailes de la pauvre mère effarouchée; arrivés au bas de l'arbre, ils s'aperçoivent qu'ils ont écrasé tous les œufs et ne recueillent rien de leurs déprédations. Bien souvent il en a été ainsi de mes aventures, charmantes à la naissance, et qui ont donné des résultats amers au dénoûment. « Je laisserai là la petite marchande, pensais-je; je ne veux ni la chagriner ni me chagriner. Tous deux nous avons bu une toute petite goutte de galanterie, juste assez pour nous faire sourire quand nous y penserons : vider le verre, le remplir, le vider encore, ce serait vouloir goûter à la lie. » Fort de ma résolution, j'allai continuer en compagnie de Christen mes explorations dans la ville : du haut de la plate-forme où va se promener les soirs d'été la haute société de Berne, j'avais souvent suivi des yeux le cours de l'Aar, qui baigne la ville basse. Une petite île sépare tout à coup l'Aar. On arrive à cette île par un pont assez élevé à escaliers; dans cette île sont des bains qu'on ne manque pas d'indiquer aux étrangers. Ces bains sont plutôt des cafés où l'on va boire du vin de Neuchâtel, du *Neubürger,* servi par des jeunes filles en costume oberlandais. Du reste, toutes les maisons de bains à Berne sont des lieux de divertissement autant que des lieux d'hygiène : de très bons cuisiniers y sont établis, qui ont peu de talens à déployer pour accommoder les excellentes truites des lacs voisins. Les familles bourgeoises vont y prendre leurs ébats le dimanche comme les Parisiens à Romainville. Situées dans la ville basse, dans une rue étroite peu fréquentée, la plupart de ces maisons servent également de lieux de rendez-vous. Les amoureux peuvent y communiquer en sûreté par un certain nombre de portes habilement disposées, et les jaloux y auraient fort à faire. Ces renseignemens, que me donna Christen, me travaillèrent le cerveau pendant quelques jours, et m'amenèrent à me promener de nouveau sur le marché.

Ce fut aux bains de l'Aarzieli que j'invitai à dîner le mardi suivant la petite marchande de salade. Elle pouvait y venir en toute confiance, Christen étant de la partie. Elle accepta et promit qu'à une heure précise, aussitôt le marché terminé, elle viendrait nous rejoindre. Une heure ayant sonné et la demoiselle ne paraissant pas :

— Christen, as-tu bien indiqué la maison?

— Il n'y en a pas d'autre dans le voisinage.

Après cinq minutes d'attente : — T'avait-elle promis de venir?

— Assurément.

— Voici un quart qui sonne; si nous allions au-devant d'elle?

— Je ne sais par où elle viendra.

— Comment! tu ne lui as pas demandé son adresse?

— Je n'y ai pas songé.

— Ah! Christen, que tu es maladroit!

— Alors fais tes affaires toi-même! dit Christen impatienté.

— Voilà que tu me reproches quelques mauvaises phrases amoureuses en allemand qui n'ont même pas décidé Gritti à accepter ce dîner!

Nous étions ainsi à discuter comme deux hommes qui font le pied de grue sur la porte d'une auberge, attendant un compagnon pendant que le dîner brûle. La mauvaise humeur, aussi triste conseillère que la faim, m'amena à considérer Christen sous un jour défavorable : il me parut que le sarcasme se jouait en toute liberté sur sa physionomie; il attendait comme moi sur le pas de la porte, mais sans impatience. Ses sourcils n'étaient pas froncés, j'aurais voulu voir ses lèvres pincées, son pied frapper irrégulièrement le pavé. Christen n'était pas assez inquiet pour la situation; s'il avait fait claquer plusieurs fois sa langue, s'il avait lâché quelques jurons, je l'aurais tenu pour innocent; mais une patiente tranquillité faisait qu'il s'appuyait contre le mur avec le calme d'un lézard qui se chauffe au soleil. Pour moi, je faisais dix pas en avant, retournant la tête à chaque instant; je frappais avec ma canne tantôt les murs, tantôt mes mollets, et mon irritation était assez grande pour empêcher mes jambes de se révolter contre le fâcheux emploi de ma volonté. Ma casquette de *studiosus* elle-même souffrait des agitations qu'elle recouvrait plus directement, et je livrais de grands combats à la visière afin qu'elle entraînât le reste de la coiffe à couvrir le dépit qui régnait sur ma physionomie.

L'irritation ressemble aux éclairs faisant mille zigzags dans les nuages. Christen se tenait toujours appuyé contre le mur comme ces malheureux voyageurs que la foudre surprend au pied d'un arbre. Il appelait ma colère et ne paraissait pas s'en douter. En ce moment, certaines lignes sarcastiques que j'avais cru saisir autour de sa bouche me dévoilaient sa coupable conduite. « Il sait qu'elle ne viendra pas, » pensais-je; voilà comment j'expliquais sa résignation. Plusieurs fois, en passant devant lui, je l'étudiai du coin de l'œil, on eût dit la statue de l'indolente tranquillité. « C'est pour mieux cacher sa conduite, » me disais-je, car ses conversations en allemand avec la petite marchande de salade ne m'apprenaient rien de positif : il me servait de truchement, se chargeait de mes paroles galantes, les transmettait à Gritti et m'en donnait la réponse; mais qui me prouvait la loyauté de ses traductions? N'introduisait-il pas à la

place des jolis mots français amoureux quelques froideurs à l'allemande dont il était le maître absolu? Déjà ces doutes m'étaient venus à l'esprit et avaient été dissipés à l'instant par l'amitié qui régnait entre nous; mais aujourd'hui n'étaient-ils pas justifiés par l'absence de Gritti?

— Elle ne viendra pas, dit tout à coup Christen.

Cette affirmation me rappela à la raison; je vis que mon ami n'y mettait pas de détours, et je trouvai à sa figure une telle sérénité, que je pris son bras.

— Allons dîner, dis-je.

La gaieté du vin blanc et les joyeux propos de Christen chassèrent toute espèce de rancune; nous bûmes à la santé de Gritti.

— Au prochain marché, dit Christen, je lui ferai des reproches, et je lui demanderai sérieusement où elle demeure.

— Non, pas de reproches! n'effarouche pas Gritti. Qui sait les motifs qui ont pu l'empêcher de venir au rendez-vous? Ah! pourquoi ne sais-je pas l'allemand? Au fait, ne pourrais-tu pas m'écrire un petit registre amoureux en allemand et en français?

— Je ne demande pas mieux; mais quand Gritti te répondra, tu n'en seras pas plus avancé. Et la prononciation?

— J'ai mon idée; dans les restaurans parisiens, quand un Anglais craint de ne pas se faire comprendre, il appelle le garçon, et s'il a envie d'une caille rôtie, il lui montre l'endroit de la carte où est écrit « caille rôtie. » C'est une sorte de carte qu'il sera bon de dresser pour la montrer à Gritti.

— Si tu veux l'embrasser, tu lui montreras le mot allemand.

Et nous voilà à rire aux éclats de cette idée.

— Non, dis-je, pour le baiser, je le prendrai en français sur ses joues allemandes, et nous nous comprendrons toujours; mais j'ai d'autres questions à lui faire.

— Lesquelles?

— Plus tard nous verrons, je ne sais. — Puis, revenant à ma première idée : — Il est étonnant qu'on n'ait pas pensé à imprimer pour les voyageurs pleins de sentiment des guides où la passion se peindrait en traits de flamme avec traduction interlinéaire, car la galanterie est un besoin de notre existence, comme la nourriture, le sommeil, l'air et la lumière. Certainement on imprime tous les jours des livres moins utiles.

C'est ainsi que se passa le dîner, en conversations plaisantes, qui, si elles ramenaient quelquefois le souvenir de Gritti, attachaient à son nom des paroles gaies et joyeuses.

Le lendemain, il y avait bal à Laengui, et je n'eus garde d'y manquer. Je recommande à tout voyageur curieux, qui arrive dans une

ville de province ou dans un pays étranger, de s'inquiéter du lieu où l'on danse. C'est dans les bals publics que se saisissent plus clairement les manifestations du peuple, sans hypocrisie dans ses plaisirs. Le bal me représente la dernière cour d'amour; je comprends que les prêtres aient écrit assez de livres contre ce divertissement pour en faire une bibliothèque; j'y cours en observateur attentif, afin d'analyser les différences d'aimer de chaque peuple. A Berne, j'y avais un double intérêt, j'espérais rencontrer au bal de Laengui l'aimable Gritti. Hélas! Gritti n'y était pas, mais à sa place beaucoup de servantes et de demoiselles de diverses professions relatives à la couture. Le chef d'orchestre était une énorme Bernoise dont le violon était appuyé sur des coussins naturels qui semblaient devoir l'empêcher de manier l'archet avec agilité, et cependant Mme Marthy (car tel était son nom) apportait à la direction de son orchestre un entrain qui se communiquait aux valseurs eux-mêmes. Combien je regrettais l'absence de Gritti, que j'aurais priée de m'initier aux délicatesses et à la gravité de la valse allemande! Ma qualité de faux *studiosus* me permettait de me mêler aux groupes des étudians et de ces servantes dont Goethe a dit : « La main qui tient le balai toute la semaine est celle qui caresse le mieux le dimanche. » Gritti, petite Gritti, pourquoi n'es-tu pas venue au bal? Et je trouvai dans son absence une sorte de dure compensation qui la rendait encore plus séduisante. Gritti ne venait pas au bal de Laengui parce que sans doute sa position l'en empêchait. Quoique marchande de salade en plein air, elle appartenait à une caste plus relevée que celle des servantes.

Le petit dépit que j'éprouvais retomba sur les brandebourgs inaugurés par Christen ce jour-là même. Christen relevait la tête, se carrait, souriait d'un air fat aux servantes du bal, et il était facile de voir combien chacun de ses gestes du corps et de la physionomie était marqué au coin des brandebourgs.

— Comment trouves-tu cette valse? me demanda Christen, qui me savait enthousiaste de ce rhythme tourbillonnant.

— Je trouve que tes brandebourgs sont trop neufs pour ta vieille redingote.

Christen se recula comme s'il avait marché sur un serpent.

— Des brandebourgs neufs et brillans ne font que ressortir l'éraillement de coudes blancs. Christen, tu manques de logique; il fallait gratter les brandebourgs avec du verre pour qu'il s'en détachât quelque filoche... C'est une déplorable invention; il n'y a plus qu'à Berne qu'on ose encore porter ces ornemens de housard.

— J'en ai vu à Strasbourg, dit Christen triomphant.

Mon ami, qui avait peu voyagé, regardait Strasbourg comme la capitale de la France; j'essayai de lui démontrer son erreur.

— Avoue que tu es de mauvaise humeur, dit Christen; mais il s'était servi de la forme la plus maladroite en me disant d'avouer ce qui était vrai. Tout le reste de la journée, je fus d'une humeur massacrante, et plus tard je me suis repenti des taquineries que je lui fis subir pendant mon séjour à Berne.

Le lendemain, Christen et moi avions oublié la querelle à propos de brandebourgs, et il fut convenu que mon ami irait porter mes dernières paroles à Gritti, car le jour de mon départ approchait, et déjà je me repentais d'avoir perdu un temps considérable à m'occuper de la petite marchande.

— Un rendez-vous! s'écria Christen en revenant du marché. Mlle Gritti te recevra aujourd'hui, à deux heures de relevée, dans son boudoir de l'Herrengasse.

— Qu'est-ce que ce boudoir au nom barbare?

— Cela veut dire que la Gritti demeure rue des Messieurs ou rue des Pasteurs. Traduis le mot à ton choix.

A deux heures, ayant laissé Christen au café, je me dirigeai vers l'Herrengasse, non sans une certaine émotion. Mille doutes et mille questions amoncelées cherchaient à me paralyser par avance; mais je les repoussai cruellement, sans vouloir écouter leurs malicieuses suppliques. En présence d'une aventure étrange, j'ai l'habitude de l'aborder les yeux fermés, et si j'ai peu de qualités, je revendique celle-là surtout. Le premier obstacle qui se présenta fut l'absence d'un concierge; Gritti demeurait au fond d'une petite place, dans une maison dont l'entrée consistait en un couloir assez étroit, avec murs de planches. Au bout du couloir était un escalier de pierre descendant à un jardin composé de fleurs et de légumes. Le jardin me confirma que j'avais trouvé la réelle demeure de la petite marchande de salade; cependant je flairais la maison, regardant le premier étage et diverses constructions sans magnificence, occupées sans doute par des ouvriers. — Où frapper? me disais-je. Qui demanderai-je, et en quelle langue le demanderai-je? — Heureusement pour moi, j'entendis un éclat de rire féminin qui partait du corridor : c'était sans doute Gritti qui par ce signal m'indiquait son appartement. Une clé est à la porte, je frappe, j'entends un son de voix qui peut vouloir dire : *Entrez;* j'ouvre la porte, et je me trouve en présence de Gritti et de trois ou quatre jeunes filles qui me regardent avec curiosité. — Bonjour, mesdemoiselles. — Je salue, je m'assieds, je regarde Gritti, toujours souriante, occupée ainsi que ses compagnes à gratter avec du verre une corne molle qui produisait des sortes de petits cornets enroulés. Un jeune collégien, que sa mère a forcé à inviter une des plus élégantes femmes du bal, coquette et décolletée, n'est pas plus embarrassé de son maintien que

je ne l'étais à cette heure devant Gritti. — Que vais-je lui dire? me demandais-je. Et cette question terrible s'agrandissait de minute en minute. Je voulais faire quelques gestes de la main pour lui dépeindre le plaisir que j'avais de la revoir, et mon bras, se révoltant contre ma volonté, restait ballant comme une marionnette inoccupée. Cependant : — Que faites-vous là, mademoiselle? dis-je en montrant les cornes que les demoiselles grattaient. Pour toute réponse, Gritti se tourna vers ses compagnes et leur répondit en allemand. Sans doute on se moquait du Français. En même temps j'anathématisai Christen, qui m'avait laissé partir avec l'idée de la situation fâcheuse dans laquelle infailliblement je devais tomber.

Je fis un geste éloquent qui signifiait : Attendez. J'ouvris la porte et m'enfuis sans m'inquiéter des commentaires que ce départ subit allait nécessairement faire naître. En cinq minutes, je me rendis auprès de Christen, qui m'attendait tranquillement au café. Quoique ma course eût été rapide, j'avais pris des dispositions assez habiles pour que Christen ne pût supposer le réel motif qui m'amenait. Lui demander de me servir encore une fois d'interprète, c'était lui donner trop d'importance et retomber dans les doutes qui m'avaient assailli si vivement; cependant il me semblait impossible de se passer de truchement, et je n'avais pas d'autre ami à Berne que Christen. Pouvais-je lui confier l'échec de ce premier rendez-vous, mon émotion, mon embarras et ma fuite précipitée? Il y avait dans ces détails assez de comique pour venger mon ami des brocards que j'avais dirigés contre ses brandebourgs. Rappelé en qualité d'interprète, Christen se jugerait indispensable et profiterait de l'infériorité de ma situation.

— Cher Christen, je viens te chercher pour prendre part à une légère collation que je désire offrir à Gritti et à ses amies.

— Comment as-tu été reçu?

— A merveille, et je veux te présenter. J'ai craint de te laisser seul ici à t'ennuyer. Pouvons-nous emporter de ce café du vin, des gâteaux?

— Certainement; mais quelles sont les demoiselles à qui tu veux me présenter?

— Des marchandes sans doute, comme Gritti; elles travaillent ensemble.

— Partons, dit Christen.

Les bras chargés de bouteilles et les poches bourrées de gâteaux, nous voilà en route pour l'Herrengasse, moi m'applaudissant de cette inspiration qui me permet tout à la fois de me servir de Christen et de m'en débarrasser. S'il a quelque caprice pour Gritti, je le détourne au profit d'une des demoiselles présentes; en même temps

je l'emploie à traduire mon amoureuse conversation. Quand je reparus chez la Gritti, la chambre n'avait pas changé d'aspect : beaucoup de feuillage sur le plancher, et les demoiselles s'occupant à marier des feuilles avec des dessins en corne. — Chère Gritti, je vous présente mon ami Christen, qui veut bien prendre part à notre collation. — Je m'étais décidé à parler en français, comme si la petite marchande me comprenait, car j'avais senti que les paroles prononcées aident beaucoup à l'accentuation et à la précision des gestes. Je ne sais si les grands acteurs de ballet emploient ce moyen, mais la parole donne une vive impulsion au geste, et il ne suffit pas de *penser* fortement les sentimens qu'on veut exprimer par l'attitude du corps, il faut encore que l'acte plus mécanique de la parole vienne se joindre aux mobiles intérieurs qui dirigent nos mouvemens. Christen avait déposé sans façon les bouteilles et les gâteaux sur la table, croyant sérieusement que cette collation était annoncée. Gritti ne parut pas se formaliser de cette liberté; si elle se fût avisée de se plaindre, et que Christen eût prêté l'oreille à ses discours, j'étais décidé à accuser Gritti de coquetterie ou de mensonge pour me tirer d'affaire. Il me parut même que la petite marchande de salade ne semblait pas indifférente à ce procédé; mais Christen fit la grimace en apercevant les compagnes de Gritti.

— Je ne suis pas absolument satisfait de boire aux beaux yeux de ces demoiselles, dit-il.

— Elles sont charmantes!

Christen poussa un soupir.

— L'amitié est exposée à de rudes épreuves! — Puis il ajouta : — Bah! buvons!

Sur un mot de Gritti, les demoiselles sortirent, apportèrent des verres et disparurent. J'étais assis sur une chaise devant une table assez large qui me séparait de Gritti. Aussitôt ses compagnes sorties, la petite marchande jette à terre tout le feuillage qui encombrait la table; elle range tout ce qui l'entourait.

— Va t'asseoir auprès d'elle sur le canapé, dit Christen.

— Comment! encore un canapé ici? m'écriai-je.

Dans aucune partie de l'Europe, je n'ai vu autant de canapés qu'à Berne : il n'y a pas de chambre qui n'en contienne deux ou trois. La plupart des voyageurs se sont étonnés de l'importance des ours de Berne et de la vénération dont l'opinion publique les entourait sous toutes les formes : bronze, pierre, marbre, bois ou pain d'épices. En effet, extérieurement, Berne appelle la curiosité par ses ours vivans et par ses ours sculptés sur les places publiques et sur les fontaines, sur les horloges et sur les cannes; mais intérieurement le canapé est aussi vénéré que l'ours. Je m'étonne même que l'ours

traité de *citoyen* bernois, jouissant en cette qualité d'une pension de douze cents francs par an, payable en viandes crues et succulentes, n'ait pas droit à un de ces canapés dont on peut voir des échantillons aux fenêtres des patriciens de la Grande-Rue, où de grands coussins, invariablement rouges, accoudés sur la balustrade, rompent la monotonie grise de la couleur des maisons. La petite marchande de salade avait aussi son canapé, et rien dans sa chambre ne correspondait à ce meuble d'homme inoccupé. Je pris place, avec un certain battement de cœur, sur ce canapé que Gritti m'avait indiqué elle-même, et je m'occupai de remplir les verres et de disposer les gâteaux en face de chacun de nous. En ce moment j'étais heureux, les souvenirs de ma jeunesse d'étudiant voltigeaient gaiement par la chambre, qui me rappelait le quartier latin, les grisettes de la rue des Noyers et toute cette folle vie parisienne, dont se souviennent encore, après trente ans, les notaires et les substituts de province. Le soleil s'était mis de la partie; ses rayons, profitant de l'ouverture d'un court rideau entr'ouvert par le vent, se glissaient tantôt sur la table et tantôt au milieu des feuillages. Christen se mit à entonner la belle chanson populaire : *Den lieben langen Tag hab' ich nur Schmertz und Plag,* dont la mélodie est pleine de mélancolie allemande. Une large phrase musicale solennelle, qui commande l'attention, ouvre cette mélodie, et se change par un rhythme savant en une inspiration tendre à laquelle il est difficile d'échapper.

— Gritti, voulez-vous être mon *Schatzli?* dis-je en lui prenant la main.

Elle semblait émue, sa poitrine se soulevait irrégulièrement. De ma phrase, elle n'avait compris que le joli mot *Schatzli;* pour toute réponse, elle me tendit son verre, en m'invitant à y tremper mes lèvres. Je ne sais guère ce qui se passa en moi pendant quelques secondes; une émotion inexprimable s'était emparée de moi, mes lèvres avaient pris feu à ce verre, et une douce flamme parcourait tout mon corps. Quand je revins à moi, Christen avait disparu, et je me trouvai seul près de Gritti, dont je tenais toujours les mains dans les miennes. Tout à coup une vision diabolique se dressa dans un coin de la chambre : un grand rideau jaune, à moitié fermé, laissait voir une alcôve et un lit. Ce rideau trop court ne pendait pas jusqu'à terre, et j'aperçus deux pieds d'hommes qui se voyaient sous le rideau. Je pâlis, une sorte de terreur et de confusion me fit lâcher les mains de Gritti, qui, libre de ses mouvemens, se recula aussitôt à l'extrémité du canapé. D'un geste, je lui montrai les deux jambes de l'homme caché, et Gritti ne parut pas comprendre tout d'abord. Revenu de ma première terreur, j'allai droit à l'alcôve, tirai brusquement le rideau et me trouvai en présence d'une grosse paire de bottes vides,

qui annonçaient, par la forme et la tournure, un locataire vulgaire. — Qu'est-ce que ces bottes? demandai-je à Gritti. — Pour toute réponse, elle rit aux éclats et se moqua de mon émotion. D'un coup d'œil, elle comprit que je voulais avoir raison de ses rires, et poussa la table de telle sorte qu'elle établit entre nous une sorte de barricade. La coquette petite marchande de salade voulait engager une lutte; mais au même moment un violent coup frappé à la porte, le nom de Gritti prononcé par une voix mâle tout à fait allemande, la firent changer de physionomie. A son tour, sa figure exprima une telle terreur, que je pus à peine comprendre son geste, qui me désignait la fenêtre ouverte. Je fis le geste de sauter par la fenêtre, et Gritti secoua la tête affirmativement. Aujourd'hui je peux à peine résumer les mille sensations qui s'emparèrent de moi en moins d'une seconde. J'allai jeter un coup d'œil à cette fenêtre, qui ne me représentait comme issue la plus désirable qu'une jambe ou un bras cassé. Heureusement il se trouvait une échelle. Je descendis le cœur palpitant, et je ne fus pas médiocrement surpris de trouver au bas, arrivée avant moi, ma casquette, que Gritti avait jetée pendant ma descente.

J'étais dans un jardin potager, d'où je ne cherchais qu'à fuir, lorsque j'aperçus Christen, étendu sur le gazon, près d'un petit jet d'eau. Au bouleversement de ma physionomie, il comprit qu'un événement étrange s'était passé. — Eh bien? dit-il.

— Ah! Christen, quelle aventure! — Et je lui racontai en peu de mots la découverte de la paire de bottes et la malencontreuse visite de l'étranger qui appelait Gritti d'une voix familièrement brusque.

— Il faut en avoir le cœur net, dit Christen en se dirigeant vers l'escalier de pierre qui conduisait à l'intérieur de la maison.

— Non, je ne veux pas compromettre Gritti... Partons d'ici sans nous faire remarquer.

— Aurais-tu peur?

— Non, et la preuve, c'est que je resterai ici si tu le désires; je n'ai pas quitté de l'œil la fenêtre par laquelle je suis descendu; personne n'y a regardé.

— Voici Gritti elle-même, dit Christen.

En effet la petite fleuriste descendait l'escalier avec une certaine émotion qui empourprait ses joues. Christen lui demanda ce qui était arrivé, et elle répondit tout simplement : Rien. Sans doute elle ne voulait pas donner d'explications. Pour moi, j'étais redevenu timide et je suivais du regard chaque mouvement de Gritti, qui pour échapper à notre attention cueillait des fleurs. Quand elle en eut ramassé un petit bouquet, elle me le présenta d'une manière si simple, il y avait dans ses yeux un sentiment si singulier de regrets et elle nous

quitta si mélancoliquement, que je fus remué jusqu'au plus profond de mon être. Je courus à elle, lui pris la main :

— Chère Gritti! dis-je.

Elle détourna la tête.

— Christen, viens donc lui parler... Il y a quelque mystère... Dis-lui combien je voudrais la revoir, mais pas ici.

— Je vais l'engager à venir dimanche à la campagne avec nous.

— Oh! oui!

Christen et Gritti s'entretinrent quelque temps en allemand. — Dimanche, à deux heures, tu viendras la prendre. Gritti désire que nous la laissions seule.

En chemin, Christen m'apprit que la petite fleuriste s'était fait prier pour donner un nouveau rendez-vous; mais elle avait avoué que je ne lui déplaisais pas, et elle me priait de garder son bouquet, comme elle garderait le mien.

Ces aventures mystérieuses, l'aveu de Gritti, son trouble et son bouquet m'avaient rendu tout à fait amoureux. — Allons, dis-je à Christen, je ne quitterai pas la ville sans parler le bernois. Et pendant deux jours j'étudiai une sorte de dictionnaire amoureux; l'allemand me semblait la langue la plus douce du monde. Le dimanche suivant, j'allai dans l'Herrengasse, je vis avec une certaine inquiétude que la porte de la maison était fermée. Je frappai, on ne me répondit pas. Je revins chez Christen, le cœur serré comme aux approches d'un grand malheur. Je devins d'une humeur massacrante jusqu'au marché suivant, qui me parut vide et désert, car la Gritti n'était pas à sa place ordinaire. Je poussai Christen à demander de ses nouvelles aux marchandes voisines, et on répondit que Gritti avait quitté la ville pour quelque temps. Moi-même, mes affaires me rappelaient en France, et j'embrassai Christen en le chargeant de me donner des nouvelles de la jolie petite Bernoise, ce qu'il fit exactement huit jours après d'une façon laconique : « La Gritti va se marier. »

CHAMPFLEURY.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

VI.

NERVA, TRAJAN ET ADRIEN.

Statue et caractère de Nerva. — Forum de Domitien terminé par Nerva. — Bas-reliefs de la colonne et de l'arc de triomphe de Trajan, ses guerres. — Statues de captifs, triomphes de Trajan. — Trajan ami des lettres, ses bibliothèques, la basilique et le forum de Trajan. — Double renaissance. — Autres monumens de Trajan, sa piété, sa modestie. — Le grand cirque, les gladiateurs, tribut payé au temps. — Figure et caractère de Trajan. — La légende protége sa basilique et sa colonne. — Adrien succède à Trajan, Plotine. — Adrien spirituel et méchant; il en a bien l'air. — Temple de Vénus et de Rome, meurtre d'Apollodore. — Monumens dans les provinces, voyages d'Adrien. — Monumens réparés et détruits, politique jalouse d'Adrien. — Portraits de Sabine et d'Antinoüs, l'art égyptien à Rome. — La villa Adriana, la Grèce à Rome. — Crimes, maladie et mort terrible d'Adrien, son mausolée.

Nous sommes arrivés au commencement du second siècle de l'empire (1). Voici enfin un souverain parfaitement honnête, Nerva; un souverain honnête et grand, Trajan. — La vertu monte à Rome sur le trône impérial, elle s'y est fait attendre cent ans.

Nerva ne régna pas beaucoup plus d'une année, mais il régna bien et adopta Trajan. Son nom doit être prononcé avec respect et avec reconnaissance par la postérité. Les portraits de Nerva, surtout sa statue du Vatican, donnent l'idée d'un vieux sénateur intègre. Sa figure est maigre et longue, calme et digne. Il est assis, ce qui convient à un vieillard maladif que ses jambes ne pouvaient plus porter. Nerva a l'air sévère et n'a pas l'air dur. Il fit abattre les ridicules arcs de triomphe de Domitien; il punit de mort les délateurs

(1) Voyez les livraisons du 15 octobre, 1er novembre, 15 décembre 1856, 15 janvier, 15 février 1857.

du règne précédent et les esclaves qui avaient dénoncé leurs maîtres; c'était justice. En même temps il fut humain, et l'on pourrait dire charitable; non-seulement il donna des terres aux citoyens pauvres, mais pour leur venir en aide il vendit, outre ses propriétés privées et une partie du domaine et du garde-meuble impérial, des palais, des vêtemens de luxe, des vases d'or et d'argent. On croit presque lire la vie de saint Ambroise vendant les vases sacrés pour nourrir les pauvres; en agissant ainsi, Nerva ne cherchait point la faveur du peuple, car par une sage et courageuse économie il supprima des jeux, des spectacles, et même des pompes religieuses. On ne voit pas que les prétoriens aient été pour quelque chose dans l'élection de Nerva, ni qu'il ait rien fait pour les acheter. Celui qu'il leur avait donné pour chef voulut les soulever contre lui. Ils demandèrent à Nerva des têtes; le veillard leur offrit tranquillement la sienne, découvrit sa gorge et leur dit de frapper : c'était sa manière de désarmer les conspirations. D'autres mécontens avaient conjuré sa perte; il le sut, les fit asseoir à côté de lui au théâtre et leur présenta des épées, en leur demandant si la pointe en était bonne. Simple comme Vespasien, mais aussi libéral que Vespasien était avare, il paraît avoir préféré de même aux splendides demeures du Palatin les jardins de Salluste, où il mourut. On croit qu'il fit don aux citoyens de ceux de Lucullus, purifiés par un si noble emploi des crimes et de la mort de Messaline, et il écrivit sur la porte du palais impérial : *ædes publicæ*, propriété publique. Nerva, dans un règne si court, n'eut pas le temps de beaucoup construire, et d'ailleurs tout ce dont il pouvait disposer appartenait aux indigens. Le forum qui porte son nom fut réellement l'œuvre de Domitien. Nerva ne put que l'achever, mais le nom de Domitien était si exécré, qu'on donna de préférence à son forum le nom justement honoré de Nerva. J'ai voulu m'associer à cette équitable injustice, et j'ai renvoyé à ce moment le peu que j'avais à dire sur ce forum ainsi que sur le temple de Minerve qui s'y trouvait, et le faisait appeler aussi forum palladien.

Le temps a épargné une partie du mur d'enceinte, des bas-reliefs, une statue de Minerve, à laquelle le forum était dédié, et deux colonnes. Au commencement du XVIIe siècle, Paul V fit abattre le portique du temple, dont il restait sept magnifiques colonnes et où on lisait une inscription en l'honneur de Nerva. Des marbres qui provenaient de cette destruction, il orna sa fontaine du Janicule; c'est un des mille exemples du vandalisme des temps éclairés, qui ont fait, j'en donnerai la preuve, beaucoup plus de mal aux monumens que les temps barbares.

Les bas-reliefs sont d'un goût très pur et supérieurs à la statue de Minerve. La sculpture en bas-relief conserva plus longtemps la

tradition du beau que la sculpture en ronde-bosse. On le voit dans diverses églises de l'époque barbare. De même la perfection du bas-relief devance au xve siècle la perfection de la statuaire. Il en est ainsi des ornemens, des arabesques sculptés. Ce qui était le moins difficile est ce qui a duré le plus tard et ce qui a reparu le plus tôt.

Les bas-reliefs du forum de Nerva représentent des femmes occupées des travaux d'aiguille, auxquels présidait Minerve. Quand on se rappelle que Domitien avait placé à Albano, près du temple de cette déesse, un collége de prêtres qui imitaient la parure et les mœurs des femmes, on est tenté de croire qu'il y a dans le choix des sujets figurés ici une allusion aux habitudes efféminées de ces prêtres.

Le forum palladien nous a ramené à Domitien. Oublions-le cette fois tout à fait, pour nous occuper des grands monumens de Trajan, — sa colonne, sa basilique, son forum, — et de l'excellent souverain dont ils portent le nom. Son monument le plus historique est la colonne, parfaitement conservée, couverte de bas-reliefs qui retracent ses campagnes, dont le sommet portait sa statue, et dont la base couvrait son tombeau. Trajan était tout entier dans cet admirable monument, piédestal de sa puissance, trophée de sa gloire, gardien de sa cendre.

La colonne Trajane a donné le premier exemple et a été le type plusieurs fois reproduit des colonnes triomphales, de la colonne Antonine à Rome, de celle de la place Vendôme à Paris. L'idée de ce monument est pleine de grandeur. D'un soubassement sur lequel sont figurés des trophées, s'élance une colonne en marbre autour de laquelle s'enroulent des bas-reliefs représentant les principaux événemens des guerres de Trajan dans la vallée du Danube, et cette suite de bas-reliefs historiques vient aboutir au sommet de la colonne, où était placée la statue impériale. On peut juger de l'effet majestueux que produisait cette statue par celle de saint Pierre, qui l'a remplacée. La spirale continue que forment les bas-reliefs montait vers l'empereur victorieux comme l'hommage du monde, et venait mourir à ses pieds. Nous ne connaissons point par les livres les détails de ces guerres, nous n'avons pas les mémoires de Trajan ni ce qu'avaient écrit sur sa vie et ses victoires Marius Maximus, Fabius Marcellinus, Aurelius Verus, Statius Valens, ni le poème sur la guerre dacique composé en grec par Caninius Rufus; mais les bas-reliefs de la colonne Trajane sont un magnifique supplément à l'histoire et à la poésie. Ce sont comme divers chapitres de la vie militaire du successeur de Nerva, qui semblent un grand livre roulé à la manière antique, *volumen,* et contiennent comme un récit monumental de ses conquêtes dans un pays que les armes françaises ont récemment visité quand elles ont rencontré vers la Dobrouscha le *mur de Trajan.*

Cette expédition était très importante. Sous Domitien, les populations du Danube, gouvernées par Décebale, avaient méprisé les aigles romaines. Elles apprirent sous Trajan à les respecter de nouveau, et une porte fut fermée pour longtemps à l'invasion. Le Danube fut romain. Il se forma là une population qui s'appelle encore roumaine et parle, aux extrémités de l'Europe, une langue née du latin, comme l'italien, le français, le provençal, l'espagnol, à tel point que, dans un livre sur les *Origines de la Langue française,* j'ai dû m'occuper d'un idiome usité en Valachie. Le souvenir de Trajan est resté populaire dans ces contrées, et il y est devenu presque mythologique. Le tonnerre s'appelle la voix de Trajan, et la voie lactée le chemin de Trajan. C'est la légende de la conquête et de l'apothéose.

Vingt-quatre tableaux sculptés forment comme une épopée historique en vingt-quatre chants. Ils racontent ou plutôt font voir d'abord le passage d'un fleuve; puis les Romains abattent les arbres d'une forêt pour les besoins de l'armée et pour prévenir les embûches de l'ennemi. Vient ensuite une ambassade des Daces : les ambassadeurs portent la toge, car déjà les mœurs romaines avaient pénétré chez ces peuples par cette infiltration rapide dont on voit tant de preuves dans l'histoire, depuis Marbode, qui voulait introduire chez ses Germains la discipline des conquérans et un simulacre de l'empire, jusqu'au Goth Théodoric, qui devait se faire le continuateur et le restaurateur de la civilisation et de la culture latines; mais les propositions des Barbares n'ont pas été acceptées, car ils égorgent leur bétail et combattent. Trajan, après une première victoire, fait respecter les femmes et les enfans. Les Daces, que leur revers n'a point intimidés, osent attaquer les Romains dans leur camp fortifié. Deux espions viennent raconter ce qu'ils ont vu. On passe un second fleuve. Un soldat romain amène un paysan, les mains liées derrière le dos, pour avoir des renseignemens sur les forces ennemies ou pour le faire servir lui-même d'espion. Une grande bataille est livrée. Nouveau passage de fleuve, nouvelle ambassade. Deux têtes sont portées sur des piques, des têtes d'espions ou de traîtres. Peut-être est-ce une allusion à ce Dace qui fut envoyé pour assassiner Trajan, et dont il n'est fait mention que dans l'abréviateur Zonaras. Les soldats romains, irrités, brûlent les maisons des Daces. Ils font le camp; ils en sont sortis, et on les voit attaquer l'ennemi dans ses retranchemens. On reconnaît parmi eux des alliés barbares à leurs pantalons pareils à ceux que portent les statues de Daces prisonniers dont je parlerai bientôt. Cette fois les Romains ont rencontré une ville à laquelle ils donnent l'assaut, et dont la résistance est représentée avec une grande énergie. Un roi dace a été pris, il est aux pieds de Trajan; mais ses sujets ne se rendent pas pour cela, et ils brûlent leur ville. Quelques-uns semblent prendre du poison. Le blé

que les Romains ont pu sauver est apporté dans le camp. Trajan fait à ses soldats la distribution de vivres appelée *congiaire*.

Après cet avantage, les Romains coupent des arbres et se fortifient de nouveau, ils radoubent leurs bâtimens pour pénétrer plus avant ou se ménager une retraite par le fleuve; l'ennemi fait un dernier effort et vient encore une fois les attaquer dans leur camp : il est repoussé. Découragés enfin, les chefs apportent des présens et demandent la paix, tandis que la cavalerie romaine poursuit les fuyards dispersés dans la forêt. La tête du roi Décebale est montrée aux soldats dans le camp comme elle sera bientôt montrée dans le Forum romain. Enfin une dernière scène, vive et pathétique, représente les Barbares se retirant devant le vainqueur et entraînant leurs troupeaux dans une région de montagnes, comme l'indique un torrent, loin des lieux habités; on en est averti par la présence de diverses bêtes sauvages. Un homme et une femme qui fuient se retournent; ils regardent sans doute une dernière fois du côté où était leur village détruit, leur maison brûlée, leur pays envahi et asservi; c'est ainsi que les derniers musulmans exilés de Grenade se retournaient pour contempler la riante vega, de ce point qui s'appelle encore aujourd'hui le *Soupir du Maure*.

Les bas-reliefs narratifs de la colonne Trajane nous donnent le spectacle d'une expédition romaine, et nous font faire pour ainsi dire cette campagne avec Trajan. Nous voyons comment on jetait sur un fleuve un pont de bateaux liés deux à deux, comment on palissadait le camp avec des planches taillées en pointe, comment on s'avançait à l'assaut en faisant la tortue, c'est-à-dire chaque soldat se couvrant de son bouclier, de manière que tous les boucliers rapprochés formassent un toit qui protégeait les assaillans contre les projectiles de l'ennemi; on pousse contre une muraille un bélier qui a vraiment une tête de bélier; des balistes placées sur des chars lancent des traits; c'est une véritable artillerie, et même une artillerie à cheval. Les anciens lançaient aussi des globes de feu dont la nature n'est pas très bien connue, et des balles de plomb au moyen des frondes. Les frondeurs étaient de vrais tirailleurs (1). On exagère donc un peu, sans parler des flèches et des javelots, quand on dit que dans l'antiquité on se battait toujours corps à corps; ce qui est vrai, c'est que l'arme blanche était l'arme importante et décisive, et que le reste était accessoire. Enfin les sculptures de la colonne Trajane sont elles-mêmes une expression puissante de l'énergie guerrière ranimée dans l'empire par l'exemple d'un prince vraiment guerrier. Ce n'est point

(1) Dans les siéges représentés sur les bas-reliefs de Ninive, des balles sont lancées avec une espèce de cuiller : celles-là ne devaient pas être bien redoutables; mais les balles recevaient de la fronde une grande vitesse et par suite une grande force, puisque les poètes pouvaient oser dire qu'elles se fondaient en traversant les airs.

l'exquise pureté des cavaliers du Parthénon, mais c'est la vigueur et la sévérité de l'art romain.

Il est difficile de bien apprécier le caractère de cette sculpture, et il est impossible d'embrasser la suite des faits qu'elle retrace, en la considérant d'en bas; mais les bas-reliefs ont été gravés, et, ce qui vaut encore mieux, moulés en plâtre : quelques-uns de ces plâtres se trouvent à l'académie des beaux-arts de Saint-Luc, et dans la salle du Vatican où est la *Bataille de Constantin,* peinte à fresque par Jules Romain, un élève de Raphaël, Polydore Caravage, a reproduit plusieurs groupes importans de la colonne Trajane. A Rome, on peut souvent compléter l'étude des monumens anciens en visitant les monumens modernes; tout se tient dans sa longue histoire. C'est ainsi que les arabesques des loges vaticanes remplacent pour nous et nous font connaître les décorations des palais de Néron, restituées et perfectionnées par le génie de Raphaël. De même entrez sous le portique de l'église des Saints-Apôtres, et vous trouverez là, encadré par hasard dans le mur, un aigle qu'entoure une couronne d'un magnifique travail. Vous reconnaîtrez facilement dans cet aigle et cette couronne la représentation d'une enseigne romaine, telle que les bas-reliefs de la colonne Trajane vous en ont montré plusieurs; seulement ce qui était là en petit est ici en grand.

Pour achever le tableau de la vie militaire de Trajan, il faut aller regarder d'autres bas-reliefs empruntés à son arc de triomphe par Constantin, qui en a décoré le sien. Les uns se rapportent également à sa victoire sur Décebale, d'autres à ses victoires en Arménie et chez les Parthes. On voit Trajan haranguer ses soldats avec cette attitude simple et digne dont nous parle Pline. Sur ce point, le panégyrique de l'écrivain est confirmé par le témoignage de la sculpture. L'humanité du bon empereur, tant et si justement célébrée par son aimable ami, est aussi attestée par un de ces bas-reliefs qui représente Trajan distribuant des alimens aux nécessiteux, parmi lesquels, le premier, il comprit les enfans pauvres et les orphelins. On y voit encore une chasse, simple et mâle divertissement très cher à Trajan et digne d'estime, quand on le compare aux amusemens extravagans ou cruels de Domitien.

Constantin a aussi enlevé à un arc de triomphe de Trajan les statues de prisonniers daces que l'on voit au sommet du sien. Ce vol a été puni au XVIe siècle, car, dans ce qui semble un accès de folie, Lorenzino, le bizarre assassin d'Alexandre de Médicis, a décapité toutes les statues qui surmontaient l'arc de Constantin, moins une, la seule dont la tête soit antique. Heureusement on a dans les musées, à Rome et ailleurs, bon nombre de ces statues de captifs barbares avec le même costume, c'est-à-dire le pantalon et le bonnet, souvent les mains liées, dans une attitude de soumission morne,

quelquefois avec une expression de sombre fierté, car l'art romain avait la noblesse de ne pas humilier les vaincus; il ne les représentait point à genoux, foulés aux pieds par leurs vainqueurs; on ne donnait pas à leurs traits étranges un aspect qu'on eût pu rendre hideux, on les plaçait sur le sommet des arcs de triomphe, debout, la tête baissée, l'air triste.

Summo tristis captivus in arcu.

Ce pouvait être une place d'honneur, car c'est celle des soldats qui représentent la gloire de nos différentes armes sur l'arc de triomphe du Carrousel. Deux statues de chefs barbares personnifient surtout énergiquement ces races, qui luttaient contre la conquête romaine et gardaient leur fierté jusque dans la défaite. Ces statues en basalte noir se voient au fond de la cour du palais des Conservateurs, au Capitole; l'un des deux Barbares a un nez court et écrasé qui le rapproche des races tartares et rend plus farouche encore l'expression de son visage féroce. Malgré l'analogie de ces deux statues avec celles des captifs daces qui ornaient l'arc de triomphe de Trajan, je ne veux pas croire qu'elles en proviennent, car l'une d'elles a certainement les poignets coupés. Le vainqueur a mutilé le corps sans pouvoir dompter l'âme. Dans l'enfoncement obscur où ils sont placés, derrière une grille en fer qui les sépare des spectateurs, ces noirs et terribles personnages apparaissent comme une menace du monde opprimé.

Plusieurs arcs de triomphe furent élevés à Trajan, l'un dans le grand Forum, un autre dans le sien. Il les méritait bien, car sa vie fut une suite de guerres presque toutes heureuses. Le sénat lui avait accordé de triompher autant de fois qu'il lui plairait. Trajan n'abusa point de la permission. Pline, qui parle de sa première entrée triomphale dans Rome, a fait dans son panégyrique une vive peinture de l'enthousiasme universel, et elle doit être vraie : après avoir eu Domitien, on avait Trajan. Pendant ses guerres d'Asie, on l'attendait avec transport. Martial, qui avait tant chanté Domitien, célébrait d'avance le triomphe de Trajan, il voyait déjà tous les arbres du Champ-de-Mars et toutes les maisons illuminées, car les illuminations jouaient un grand rôle dans les fêtes de la Rome ancienne comme de la nouvelle. Rome tout entière lui apparaissait dans la voie Flaminienne,

Totaque Flaminiâ Roma videnda viâ,

ainsi qu'elle y est tout entière en effet de nos jours, non pour voir le triomphe de Trajan, mais pour voir passer le carnaval, car la voie Flaminienne s'appelle aujourd'hui le Corso; mais cette attente générale et empressée dont Trajan était l'objet, dont Martial était le très

fidèle, quoique assez indigne interprète, cette attente ne devait pas être remplie. Trajan devait mourir en Cilicie, sans revoir Rome, où ne triompha que son image. Sa cendre seule devait y rentrer pour aller prendre sa place sous la colonne à la fois triomphale et sépulcrale qu'il s'était bâtie. La gloire militaire de Trajan nous a conduits à ses arcs de triomphe, sa mort nous ramène à son tombeau.

La colonne et la basilique trajanes, le forum trajan, furent l'œuvre d'un architecte grec nommé Apollodore. On reconnaît la perfection de l'art grec, dans la construction de la colonne, à la manière dont se joignent les tambours de marbre superposés, dans l'intérieur desquels est taillé l'escalier. L'idée première du monument est peut-être grecque, comme l'architecte. Celui-ci peut l'avoir empruntée à une colonne qui portait à Alexandrie le nom de Paneion; mais le Paneion servait seulement à voir ce qui se passait dans la ville, nulle pensée guerrière et triomphale ne s'y joignait, et c'est là ce qui fait si romain le monument d'Apollodore (1).

Une inscription qui se lit encore à la base de la colonne apprend que pour créer son forum et sa basilique, Trajan supprima une colline qui unissait le Capitole au Quirinal, et il voulut que la colonne qu'il élevait indiquât par sa hauteur l'abaissement du sol, qui était de 100 pieds. La colonne Trajane a tout juste 100 pieds romains. C'est un gigantesque étalon métrique. On s'en est servi pour déterminer avec précision le mille romain, et par là on a retrouvé des localités voisines de Rome dont la distance était indiquée par les auteurs. Les inégalités naturelles aplanies, une destination utile unie à la perfection des matériaux et à la beauté de l'art, on conviendra que tout cela est bien romain.

Trajan n'était pas un lettré, c'était un patricien et un soldat, mais il aimait et favorisait les lettres. Il mit au pied de sa colonne deux bibliothèques comme sous la protection de sa gloire, consentant même à ce que par là les trophées sculptés sur la base du monument triomphal fussent cachés; on reconnaît cette modestie, cette insouciance de toute vanité qui le caractérisait. L'une de ces bibliothèques était grecque, et l'autre latine. Trajan y avait fait placer, ou dans la basilique voisine, les statues des écrivains célèbres, et c'était un grand honneur d'y être admis. Cet honneur s'accordait encore au VIe siècle; on sait qu'il fut décerné à un poète nommé Merobaude et à notre Sidoine Apollinaire. Ces hommes, dont l'un portait un nom qui trahit son origine barbare, dont l'autre fut un bel esprit et un évêque de la Gaule, eurent tous deux le plaisir de voir leur statue figurer dans la bibliothèque de Trajan avec les écrivains dont ils étaient les derniers descendans.

(1) En Grèce, on plaçait sur une colonne les statues des athlètes victorieux.

La basilique dont je viens de parler est la basilique ulpienne. — Trajan s'appelait Ulpius. — Un certain nombre de colonnes ont été mises en place et relevées par les Français. C'était un des plus beaux monumens de Rome, remarquable par son toit en bronze, comme nous l'apprend Pausanias, qui l'admirait. Nous savons qu'on y prononçait encore des affranchissemens au VIe siècle. Était-ce un hommage au souvenir de celui sous lequel les Romains avaient pour la première fois depuis l'empire respiré librement (1)? Pline disait : « Dans le même forum se rencontrent le principat et la liberté. » Pline avait raison jusqu'à un certain point; cependant cette liberté qu'il vante ne valait pas celle des esclaves affranchis dans la basilique ulpienne, et qui du moins était irrévocable; c'était une concession que l'on pouvait retirer, une liberté viagère qui n'avait d'autre garantie que la volonté et la vie du prince : il n'y a de vraie liberté que dans les institutions libres. Le forum de Trajan embrassait la basilique, la colonne, la bibliothèque, un arc de triomphe, et plus tard un temple, celui de Trajan lui-même; deux portiques demi-circulaires enveloppaient une des extrémités du forum de Trajan. On en voit encore un reste considérable; mais il faut l'aller chercher dans l'intérieur des maisons du voisinage, où il est caché. Tout cela formait un ensemble d'une incroyable magnificence. Les débris de la basilique et du forum sont d'une beauté architecturale supérieure à ce qu'a produit l'époque des Flaviens. Le style est plus large, les ornemens s'épanouissent avec une élégance plus majestueuse. Il semble voir aussi les âmes se dilater et s'épanouir, et la renaissance de la félicité publique se réfléchir dans cette renaissance de l'art qui fut l'œuvre d'Apollodore.

On est vraiment stupéfait d'admiration quand on recompose dans son esprit cette basilique, ce forum, ces portiques, qu'on relève ces immenses colonnes de granit dont une est gisante aujourd'hui sur la Place-Trajane, et qu'on se représente ce que devait être cette architecture dont il reste de si admirables débris, quand on réédifie ces quatre forums qui se touchaient, tous remplis d'édifices ornés de statues, qu'on va par la pensée de celui-ci à ceux de César, d'Auguste, de Nerva, à l'ancien forum, si magnifique, et que le forum nouveau de Trajan effaçait, qu'on se promène en imagination à travers un quartier composé de monumens et un labyrinthe de merveilles. Pline, qui, dans son panégyrique de Trajan, abuse de l'éloge envers un prince qui le mérite, le loue à la fois d'avoir peu et d'avoir beaucoup bâti. Cependant il faut choisir. J'ai grande envie d'admirer Trajan autant que possible, mais je ne puis dire comme son panégyriste qu'il fut réservé dans la construction des nouveaux édifices,

(1) C'était plutôt à cause du voisinage de l'*atrium libertatis*.

et à la page d'après me récrier sur sa diligence inouie à élever des temples. Les dissipations insensées des Néron et des Caligula avaient rendu leur manie de bâtir un vrai fléau, un tort envers l'état sévèrement relevé par les historiens, et dont Pline veut justifier son héros, qui n'avait pas besoin de cette justification. Par la sage administration de Trajan, l'ordre était rentré dans les finances, les impôts avaient été réduits, et il put construire de superbes monumens sans mériter aucun reproche. Pline lui adresse une louange plus vraie, celle d'avoir entretenu les édifices anciens tout en en construisant de nouveaux, et d'avoir même réparé les maisons des particuliers. C'était là un genre de construction digne de l'âme paternelle de Trajan. Il en était de même du temple qu'il éleva à son père adoptif Nerva. Pline dit avec esprit : « Si Tibère dressa des autels à Auguste, ce ne fut que pour avoir un prétexte d'accuser d'impiété ceux qui attaqueraient la mémoire de ce prince; si Néron plaça Claude au ciel, ce fut plutôt pour se moquer des immortels que pour l'honorer; enfin si Titus déifia Vespasien, et Domitien Titus, ils ne voulaient que se faire regarder l'un comme fils, l'autre comme frère d'un dieu. » Il ajoute : « Pour toi, quand tu mets Nerva au rang des immortels,... c'est parce que tu es persuadé que les dieux ont rendu cette justice à ses vertus. » Ceci nous fait comprendre ce que les Romains éclairés pouvaient entendre par l'apothéose. On déclarait que l'on croyait le mort reçu dans le ciel, admis à partager avec les dieux une immortalité bienheureuse. C'était comme une canonisation païenne, mais réservée seulement aux souverains et aux héros. Le catholicisme, et c'est sa gloire, canonise des mendians et des servantes. Je ne sais pas ce que pensait Trajan du salut de Nerva; mais dans le temple qu'il lui consacra je vois un hommage de sa piété filiale et reconnaissante, et là encore je retrouve sa belle âme.

Domitien avait réparé la voie Appienne au-delà des Marais-Pontins, Trajan jeta une voie dallée à travers ces marais; aussi, dans un des bas-reliefs enlevés à l'arc de Trajan pour orner l'arc de Constantin, on reconnaît la *voie* elle-même, figurée par une femme qui tient une roue, et à laquelle Trajan tend la main pour la relever. Trajan, plus occupé de l'utilité publique que de sa propre renommée, se plut souvent à continuer ou à réparer ce que d'autres avaient fait; il étendit les thermes de Titus et restaura un aqueduc construit par Auguste. Il ajouta au port de Claude, près d'Ostie, un bassin qui avait un demi-mille de circonférence, et le peuple l'appelle encore *il Trajano*. La branche occidentale du Tibre est son ouvrage: Trajan ouvrit au fleuve ce lit artificiel en creusant un canal : c'est aujourd'hui la principale communication de Rome avec la mer. Juvénal a exprimé avec un peu d'emphase l'immensité des travaux combinés

de Claude et de Trajan : « Enfin les vaisseaux entrent dans les bassins qu'embrassent des jetées dont les bras prolongés s'avancent au milieu de la mer et laissent loin derrière eux l'Italie. » L'expression est forte, mais l'exagération même du poète montre aussi bien que les restes existans du double port l'impression que devait produire l'œuvre de Claude, encore agrandie par Trajan.

Il agrandit également le cirque, ajouta à sa magnificence, et dans une inscription se félicita de l'avoir fait assez vaste pour qu'il suffît au peuple romain. Le cirque couvrait alors 4 arpens et pouvait contenir 250,000 spectateurs. Il devait plus tard en contenir encore davantage, car ce monument de la passion nationale, celle-là innocente, pour les courses a toujours été en augmentant d'étendue depuis les rois jusqu'aux derniers empereurs et a suivi le mouvement de la population romaine, dont aux diverses époques il est, pour ainsi dire, la mesure. Le caractère d'un souverain se manifeste dans tout ce qu'il entreprend; un changement introduit par Trajan dans la disposition de la loge de l'empereur lui fait honneur, et a mérité le juste éloge que Pline lui adresse. Auguste avait construit cette loge de façon à être, s'il le voulait, à l'abri des regards du public. Trajan fit abattre cette espèce de rempart de la majesté impériale, de manière à être constamment en vue du peuple, qui aimait à le voir. Grâce à ce changement, 5,000 personnes de plus purent jouir du spectacle des courses.

On voudrait que la mémoire d'un empereur aussi humain que Trajan ne fût liée au souvenir d'aucun divertissement cruel; mais il faut payer tribut à son temps, et les combats de gladiateurs étaient trop chers au peuple romain, ils étaient entrés trop avant dans ses mœurs pour qu'un empereur païen songeât à les supprimer ou même à les restreindre. Trajan ne le pouvait faire et ne le fit point. Pline, le plus doux des hommes, le loue d'avoir « donné un spectacle, non de ceux qui peuvent amollir l'âme, mais de ceux qui sont propres à enflammer le courage, à familiariser avec de nobles blessures et à nous inspirer le mépris de la mort. » C'est l'opinion de Cicéron, qui était aussi humain que Pline et Trajan. Du moins ce dernier n'imita pas Domitien dans la tyrannie que celui-ci faisait peser même sur les plaisirs sanglans du peuple, et Pline put le louer de n'avoir point gêné la liberté des applaudissemens, de n'avoir point fait un crime aux citoyens de prendre en aversion quelque gladiateur, de ce que jamais un spectateur n'avait été donné lui-même en spectacle. Où en était-on venu, bon Dieu! pour qu'il y eût là matière à admirer?

Il est une classe de monumens élevés par Trajan qui échappent à ces études, mais qu'il faut signaler parce qu'ils ont une importance historique, parce qu'ils nous font connaître un des traits particu-

liers de son gouvernement. Ce sont les monumens qu'il éleva hors de Rome dans les différentes provinces et jusque dans les pays nouvellement conquis sur les Barbares.

Trajan, né en Espagne, était un provincial, le premier qui soit arrivé à l'empire. Aussi fut-il moins exclusivement romain que ses prédécesseurs. On put dire de lui qu'il avait bâti dans tout l'univers. Il existe un arc de Trajan à Bénévent et un autre à Ancône. Il construisit sur le Rhin un pont de vingt arches et un immense rempart au-delà du Danube. Trajan comprit qu'il n'était pas l'empereur de Rome, mais l'empereur du genre humain.

Déjà les monumens dont il fut l'auteur nous ont appris à le respecter et à l'aimer. Il a mérité que Dion Cassius dît de lui que dans aucun d'eux il n'a versé le sang; il ne s'agit pas du sang des gladiateurs, bien entendu, qui pour l'historien ne comptait pas. Si dans cette disposition d'esprit nous arrivons aux bustes du sage et bienveillant empereur, du guerrier victorieux, notre première impression sera une surprise et un mécompte.

On voit à Rome beaucoup de portraits de Trajan. Pendant un règne long et glorieux, l'amour du peuple dut multiplier ses images, et à sa mort nul n'eut l'idée de les détruire. Il est peu d'empereurs dont les traits soient mieux connus. Eh bien! surtout au premier abord, la figure de Trajan, ce qui est rare, n'annonce pas ce qu'il a été. Il n'a presque point de front, rien d'héroïque ni de clément dans l'expression du visage. On ne retrouve pas cet air de noblesse et de douceur dont parle Pline, décidé d'ailleurs à tout admirer dans celui qu'il célébrait, même ses cheveux blanchis avant l'âge, où le panégyriste voyait une preuve de sagesse. C'est ainsi qu'il loue Nerva pour avoir rappelé les pantomimes, et Trajan pour les avoir chassés. *Utrumque rectè*, dit-il, ce qui peut se traduire par la locution italienne : *e sempre bene*. Un bas-relief de Trajan à Saint-Jean de Latran montre la noblesse unie à la fermeté et à l'intelligence, aucun de ses portraits ne fait voir la douceur dont parle Pline; mais, en y regardant bien, on découvre dans cette figure, au premier coup d'œil assez ordinaire, quelque chose d'uni, de modeste, qui convient au Trajan de l'histoire, et cette droiture, cette bonne foi qui, au dire de Pline, se voyait dans ses regards, dans son geste, dans tout son extérieur; *quanta in oculis, habitu, gestu, toto denique corpore fides*. On finit par éprouver une certaine satisfaction chaque fois qu'on se retrouve en présence de la physionomie sans prétention de cet homme qui porta la sagesse dans le pouvoir et la simplicité dans le triomphe. L'instinct militaire et conquérant de la vieille Rome vivait dans cette âme paisible et forte. Comme il le disait, après avoir vaincu les Parthes, il eût voulu suivre jusque dans l'Inde les pas d'Alexandre. Trajan cependant ne ressemblait point à Alexandre, bien qu'il en parta-

geât la moins intéressante faiblesse, car il était trop grand buveur. Du moins, voulant qu'elle ne nuisît à personne, il avait défendu d'exécuter les ordres qu'il donnerait après ses repas. Au reste, il n'y avait pas plus de ressemblance entre le génie de ces deux hommes qu'il n'y en a entre la tête en somme peu remarquable de Trajan et la tête héroïque du demi-dieu macédonien. Trajan, à ses faiblesses près, — l'amour du vin n'était pas la seule et la plus déplorable, et Pline a été mal inspiré quand il a vanté sa continence, — Trajan était un homme de la trempe de Washington, plus guerrier, parce qu'il avait été avant d'arriver à la puissance un général romain et non un planteur de Virginie. De même il repoussait par devoir les ennemis de son pays, car la guerre contre les populations qui menaçaient les frontières de l'empire était moins une guerre offensive qu'une défense anticipée. Seulement le métier lui plaisait, et il serait allé volontiers avec son air modeste et froid jusque dans l'Inde, s'il l'avait fallu. Washington, tout modéré qu'il était et ami de la paix, quand il vit, durant sa présidence, son pays menacé à la fois par l'Angleterre et par la France, tint tranquillement tête à la France et à l'Angleterre.

Sans doute, devant les images de Trajan, on regrette que ce modèle des empereurs n'ait pas un front plus vaste, un aspect plus imposant; du moins ses traits respirent la candeur et l'honnêteté. Pour moi, je le retrouve mieux dans le plus médiocre de ses portraits que dans celui que Pline nous a laissé; cette déclamation élégante et un peu recherchée va mal à la simplicité de celui qui en est l'objet. Pline peint mieux Trajan dans ses lettres que dans son panégyrique. Pline, qui a quitté sa belle maison de l'Esquilin pour aller remplir les fonctions de propréteur en Asie, consulte Trajan sur toutes les affaires qui lui semblent un peu difficiles. C'est dans cette occasion qu'il lui écrivit la fameuse lettre où il demande à l'empereur ce qu'il doit faire des chrétiens. La conclusion de Trajan, qu'il faut punir ceux qui s'obstinent dans la confession de leur foi, est selon moi de toute iniquité, elle est contraire à la liberté de penser et de manifester sa pensée : or à mes yeux cette liberté est la plus sacrée de toutes; mais je ne puis nier qu'avec la manière de voir des Romains, non-seulement sous l'empire, mais même sous la république, cette iniquité ne fût inévitable. Les anciens ne s'étaient pas élevés à l'idée vraie de la liberté de l'individu. Leur liberté, c'était surtout le droit pour la cité de ne pas être opprimée. Seulement, si nous avons une idée supérieure de nos droits, ils savaient souvent mieux faire respecter les leurs. Trajan, ses principes romains admis, montra certainement dans cette affaire une grande modération d'esprit et un vrai désir de ne pas persécuter. On voit que ce qu'il redoutait surtout dans les chrétiens, c'étaient les membres d'une as-

sociation. Il témoigna des inquiétudes de même nature contre des associations d'artisans. Ici se produit le principe de centralisation absolue qui était le principe de l'empire, et l'horreur des associations indépendantes, propre à tout gouvernement reposant sur la centralisation.

Dans les réponses de Trajan à Pline, qui du reste sont toujours des modèles de bon sens, de gravité, de cette noble concision qu'on a si bien appelée *imperatoria brevitas,* on voit ce qu'était cette centralisation de l'empire romain. Pline s'adresse à l'empereur sur les plus minces intérêts d'une ville d'Asie; l'empereur répond et décide toujours, soit qu'il s'agisse d'un bain que les habitans de Prusium voudraient construire, soit que les citoyens d'Amasie demandent la permission de faire couvrir un ruisseau fétide. Il est admirable sans doute à Trajan de trouver le temps de prononcer sur tout cela, il fait preuve d'une prodigieuse activité administrative; mais quel périlleux système que celui où il est besoin que le souverain fasse tout, et dont la perfection suppose un empereur parfait!

On peut dire que Trajan fut cet empereur : comme homme public, je ne sais pas s'il est un reproche qu'on puisse lui adresser; mais lui-même pouvait-il accomplir ce qu'il dit à Pline être son dessein, *s'occuper du sort des hommes dans chaque lieu?* Évidemment non, et pendant ses campagnes j'imagine que bien des intérêts locaux durent demeurer en souffrance, bien des villes attendre la construction d'un bain ou la réparation d'un égout.

Mais c'était la faute du système, non de l'homme. Le système était mauvais, l'homme excellent. Il fut digne de porter le nom de très bon, qu'on n'avait avant lui donné qu'à Jupiter, et qui lui convenait beaucoup mieux qu'à Jupiter; il mérita qu'après lui on adressât aux empereurs qu'on voulait le plus flatter cette louange : « Plus heureux qu'Auguste, meilleur que Trajan. » Le moyen âge, qui a traduit souvent en légendes bizarres les grands souvenirs de l'antiquité, a consacré celui que Trajan avait laissé par une légende extraordinaire et touchante. Il a cru, et cela honore les consciences de ce temps-là, qu'un si bon empereur ne pouvait être damné. Un instinct de tolérance que je me sens fort disposé à respecter dans sa naïveté a fait attribuer à Dieu un miracle pour ne pas lui attribuer une injustice. Le pape saint Grégoire, touché des vertus de Trajan, avait demandé qu'il fût sauvé, et l'avait obtenu. Des docteurs ont combattu pour l'irrémissibilité de la damnation; mais des saints ont accepté le pardon de Trajan. L'église grecque a mis dans son rituel cette phrase : « O Dieu, pardonne-lui comme tu as pardonné à Trajan par l'intercession de saint Grégoire. » L'*ange* de l'école, qui est à la fois un saint et un docteur, a cherché à expliquer comment on pouvait admettre sans hérésie cette tradition charitable, et c'est pourquoi un

autre théologien disciple de saint Thomas, qui était de plus un grand poète et un poète très orthodoxe, Dante, n'a pas hésité à placer Trajan dans son *Paradis*.

Je ne suis pas sorti de mon sujet en racontant cette belle légende, car c'est à elle qu'un des plus remarquables monumens de Rome, la colonne Trajane, et ce qui reste de la basilique ulpienne doivent peut-être leur conservation. Au XIIe siècle, la municipalité de Rome prit, par un arrêté, des mesures pour protéger ce qui subsistait des édifices construits par Trajan à cause des vertus de cet empereur, qui lui avaient mérité le ciel.

Entre Trajan et son successeur Adrien, la différence est grande. Adrien eut des dons brillans et beaucoup d'esprit; mais il ne fut point un bon empereur, et il fut un empereur cruel. On ne l'a pas assez dit, et Gibbon l'a trop oublié. Cependant son biographe nous apprend qu'il débuta par faire mourir quatre personnages considérables, ce qui le rendit d'abord très odieux, et que dans la suite il en mit beaucoup d'autres à mort, soit ouvertement, soit par des moyens cachés. Adrien fut donc loin d'être un bon prince, quoiqu'il ne fût pas dénué de bonnes qualités; mais il était mobile, divers et ondoyant, comme parle Montaigne, d'un génie envieux, triste, lascif, rusé, dit son historien, et réunissant tous les contrastes. Son visage lui-même, qui semble mobile comme son âme, ses portraits, d'une expression si diverse, où on lit tour à tour et quelquefois tout ensemble l'intelligence et la méchanceté, la dureté et la finesse, font bien comprendre cette nature complexe, où le mauvais dominait. Tel est l'Adrien de l'histoire : ce n'est pas tout à fait celui qui a cours dans les livres, mais c'est le vrai. On vient de voir que j'admire volontiers ce qui mérite l'admiration; l'admiration toutefois n'a de prix et de sens que lorsqu'elle distingue ce qui doit être distingué. Il ne faut pas que l'histoire ressemble à ces personnes accommodantes qui disent un peu de bien de tout le monde, et ne veulent se brouiller avec personne, ce qui ôte toute valeur à leurs éloges. C'est ce qu'on a fait trop souvent pour Adrien, qui était un assez méchant homme, un souverain assez ordinaire, et que l'on place sur la même ligne que le grand souverain qui l'a précédé, Trajan, et les deux saints du paganisme qui l'ont suivi, Antonin le Pieux et Marc-Aurèle, formant de ces quatre règnes ce qu'on appelle le siècle des Antonins, quoique Adrien ne soit pas plus un Antonin que Trajan, et, ce qui est plus important, ne ressemble en rien aux Antonins.

Trajan ne voulait point adopter Adrien. Dion Cassius dit même qu'il ne l'avait point adopté, et que lorsqu'on apprit à Rome que l'empereur venait de mourir en Asie, l'impératrice Plotine, qui aimait Adrien, le fit élire. Quelques-uns prétendirent qu'on avait remplacé Trajan mort dans son lit par un imposteur qui désigna le pro-

tégé de Plotine, jouant ainsi, longtemps avant Regnard, la farce du *Légataire universel*. Ceci doit être une fable. Ce qui est hors de doute, c'est l'influence de Plotine sur le choix du nouvel empereur. Plotine donna le premier exemple de l'intervention des femmes dans les destinées de l'empire; nous verrons cette influence reparaître au temps d'Alexandre Sévère et d'Héliogabale.

Bien que Dion dise expressément que Plotine avait pour Adrien un *attachement amoureux,* il se pourrait que sa prédilection ait été innocente. Adrien était parent de son mari et avait épousé sa nièce; elle n'avait point d'enfant, et son cœur de tante put s'intéresser à ce séduisant neveu. Il en coûterait de mettre une passion coupable sur cette honnête figure, car Plotine a l'air d'une honnête et bonne femme. Le peu qu'on sait d'elle confirme cette impression et le témoignage de Pline. En montant pour la première fois l'escalier du palais, elle dit : « Je prie les dieux qu'ils m'en fassent sortir telle que je vais y entrer. »

Pour Adrien, c'est autre chose; il n'a pas l'air bon, et on vient de voir qu'il ne l'était point. Bien que du même pays et de la même famille, il ne ressemble pas plus à son prédécesseur par les traits du visage qu'il ne lui ressemblait par l'âme. Trajan est tranquille et posé; Adrien est évaporé, inquiet. Espagnols tous les deux, ni l'un ni l'autre n'a le profil romain ni une physionomie vraiment romaine, Adrien encore moins que Trajan. Avec ses moustaches et ses favoris, il a l'air d'un moderne; sa figure, sans gravité, est une figure spirituelle. Le premier des empereurs, il porta la barbe pour cacher une cicatrice, comme on l'a dit de François Ier, auquel il ressemble un peu de visage. François Ier protégeait les artistes, ainsi qu'Adrien avait la prétention de le faire; mais il ne les jalousait point, ne se donnait point pour les surpasser, et ne fit point mourir Benvenuto Cellini par rivalité de métier, comme Adrien fit mourir Apollodore.

Nous rencontrons tout d'abord ce trait, qui, à lui seul, suffirait pour le faire détester. Adrien avait toutes les prétentions, celle de la poésie, de la prose, de la critique, de l'astrologie. Il faisait des vers obscurs à l'imitation d'un certain Antimaque qu'il voulait qu'on mît au-dessus d'Homère; il affectait de n'aimer que les vieux auteurs, préférant Ennius à Virgile. Il s'était exercé dans tous les arts : il peignait, il modelait, il chantait et jouait de la lyre. Il paraît avoir été un amateur universel, mais il voulait être plus habile que les artistes de profession, et quand il n'y parvenait pas, il se plaisait à les décrier, à les rabaisser, à les écraser; *ut doctior, risit, contempsit, obtrivit,* dit Spartien. Cela n'était pas très généreux, car ceux qu'il traitait ainsi auraient pu lui répondre ce que dit le sophiste Favorinus, à qui ses amis demandaient pourquoi il avait changé sur une critique de l'empereur un mot qu'il aurait pu défendre : « Com-

ment voulez-vous que je ne reconnaisse pas pour le plus docte des mortels un homme qui a trente légions? »

Adrien était aussi architecte et architecte distingué, s'il fut réellement l'auteur du temple de Vénus et de Rome, le plus vaste et l'un des plus beaux temples romains; mais ce temple, qui fait honneur à l'artiste, fut pour l'empereur l'occasion d'une action indigne, le meurtre d'Apollodore. Adrien était allé un jour avec Trajan voir les grands travaux que dirigeait l'illustre Grec, et, ayant lâché quelque sottise, Apollodore lui dit brusquement, faisant allusion à ses peintures : « Jeune homme, va peindre tes citrouilles, car tu n'entends rien à ceci. » Le jeune homme, devenu empereur, exila Apollodore, puis, ayant construit le temple de Vénus et de Rome, lui envoya le plan et lui demanda son avis; l'exilé manqua cette excellente occasion de faire sa cour et d'être rappelé. C'était une de ces mauvaises têtes que le malheur ne corrige pas. Il indiqua à l'empereur une disposition qui aurait permis d'avoir les machines dont on se servait dans les jeux à la portée de l'amphithéâtre, et ajouta : « Quant aux sanctuaires des deux déesses, tu ne leur as pas donné assez de hauteur; si les déesses voulaient se lever, elles ne le pourraient pas. » Adrien, blessé de l'épigramme, envoya tuer Apollodore. C'est exactement ainsi qu'eût agi Néron, si l'on eût blâmé sa manière de déclamer ou de chanter. Quand on regarde attentivement la figure d'Adrien, on s'explique et ces amertumes contre ses rivaux et cette sanguinaire vengeance d'un bel-esprit piqué. Sa bouche, fine et mauvaise, s'entr'ouvre comme pour lancer un sarcasme à qui ne peut répliquer, ou pour répondre à un mot dur prononcé autrefois par une sentence de mort. Il y a au Capitole deux bustes d'Adrien, placés à côté l'un de l'autre, qui résument toute sa conduite avec les artistes : le premier sourit d'un air triomphant à ceux qui l'applaudissent, l'autre va dicter l'arrêt de mort de ceux qui l'ont critiqué.

De ce temple de Vénus et de Rome, dont on reconnaît très bien l'emplacement, il reste d'énormes colonnes, quelques très beaux ornemens et les deux sanctuaires adossés l'un à l'autre où étaient placées les statues des deux déesses. Vénus figurait là comme mère d'Énée et protectrice du peuple romain. On ne saurait nier que la disposition du double édifice, auquel on montait par deux étages de degrés, qu'entourait un portique immense soutenu par de magnifiques colonnes de granit dont on peut juger par celles qui gisent aujourd'hui sur le sol, on ne saurait nier que cette disposition ne fût heureuse et originale. Ce qui subsiste du temple de Vénus et de Rome atteste le goût et la magnificence d'Adrien; mais le meurtre d'Apollodore gâte tout.

Ce temple était vraisemblablement le plus grand de Rome. Toute la plate-forme avait cinq cents pieds en longueur, le temple lui-même

trois cent trente-trois. C'est à peu près la longueur de Sainte-Sophie et plus de la moitié de celle de Saint-Pierre. Le colossal envahit toujours de plus en plus l'architecture de l'empire. Un gouvernement qui ressemble aux gouvernemens de l'Orient appelle un art qui prend les dimensions de l'art oriental. La situation du temple de Vénus et de Rome était très bien choisie. D'un côté il dominait la Voie-Sacrée et le Forum, de l'autre il regardait le Colisée. Pour construire ce vaste édifice, on fut obligé de transporter le colosse de Néron; c'est alors qu'il fut placé devant l'amphithéâtre; on y employa vingt-quatre éléphans. La base du colosse se voit encore.

Pour se former une idée de l'activité d'Adrien par les monumens dont il fut l'auteur, il faudrait faire comme lui, sortir de Rome, parcourir le monde, aller visiter tour à tour chaque partie de l'empire romain, car Adrien était toujours en voyage, entraîné par une humeur inconstante et un esprit curieux; partout, on doit le reconnaître, il laissait des traces de sa présence : des aqueducs, des ponts, des fontaines, des édifices de toute sorte; à Athènes, le temple de Jupiter Olympien, qu'auprès du Parthénon l'on regarde à peine parce qu'il n'est que romain; à Nîmes, une basilique en l'honneur de Plotine, à laquelle il devait l'empire. Il restaurait un temple d'Auguste en Espagne et relevait le tombeau de Pompée en Égypte. A cet égard, Adrien marche d'un pas plus décidé dans la route que Trajan avait ouverte. Celui-ci avait commencé à s'occuper des provinces; son successeur les parcourut incessamment. Trajan était un provincial empereur, Adrien fut un empereur cosmopolite; mais Rome étant le seul théâtre de cette histoire, j'y retourne pour y chercher les œuvres et les souvenirs d'Adrien.

Il y répara et restaura beaucoup. On cite le Panthéon, les thermes d'Agrippa, le forum d'Auguste. A ce moment, les monumens se sont tellement multipliés à Rome, que désormais les réparations tiendront une grande place dans les ouvrages des empereurs, des plus mauvais comme des meilleurs, de Caracalla comme de Septime-Sévère. Adrien était un esprit vif et ardent qui avait toujours besoin de faire quelque chose, qui aimait à briller; puis il voulait séduire l'opinion, que les cruautés par lesquelles il inaugura son règne avaient soulevée : il voulait se faire absoudre en se faisant admirer. Il faut lui savoir gré de cette vanité où entrait quelque grandeur et de ce remords salutaire qui embellit Rome et l'empire. Du reste, si Adrien conserva et répara, il détruisit aussi. Il fit abattre, au grand regret de tout le monde, un théâtre que Trajan avait bâti dans le Champ-de-Mars, et si bien abattre, qu'on ne sait où était ce théâtre; il fit aussi démolir un pont que Trajan avait jeté sur le Danube. On voit là des marques du caractère jaloux d'Adrien, et il est permis d'en

signaler un autre indice dans une mesure que les modernes ont trop vantée, l'abandon des conquêtes de Trajan sur le Danube et sur l'Euphrate. De plus il y a dans les musées de Rome deux portraits qui accusent sa mémoire, celui de Sabine et celui d'Antinoüs.

Adrien fut soupçonné d'avoir empoisonné sa femme Sabine. Son union avec elle avait été l'origine de sa grandeur. Sabine, à en juger par ses bustes, avait, au plus haut degré, ce que nous appelons la distinction. Elle diffère en cela de sa mère Marciane et de sa sœur Matidie. Ces princesses, auxquelles on éleva des temples, ont une physionomie assez vulgaire : Matidie, l'air boudeur d'une petite provinciale. Sa mère Marciane, sœur de Trajan, a été louée par Pline pour sa candeur et sa simplicité; il a dit d'elle que c'était une personne *vraie* avant qu'on l'eût dit d'une femme célèbre : *illa tua simplicitas, tua veritas, tuus candor agnoscitur.* Tout cela se retrouve dans les bustes de la sœur de Trajan; mais, chez toutes ces femmes de l'honnête famille Ulpia, on ne découvre aucune élégance. Leur coiffure n'est pas tout à fait aussi laide que celle des princesses flaviennes, mais elle est encore bien singulière. C'est ce que Stace appelle un monticule de cheveux, *suggestumque comæ*, et que Juvénal a décrit quand il montre les femmes-romaines construisant, étage par étage, l'édifice élevé de leur coiffure. Sabine abuse moins que sa mère et sa sœur de cette mode bizarre. C'était évidemment une personne de goût (1), aimant l'esprit; elle s'entourait d'une société familière dans laquelle se trouvaient des hommes de lettres, à en juger par l'historien Suétone, qui en faisait partie. Ils furent punis par Adrien à cause de cette intimité, qu'il n'avait pas permise. Ces paroles de Spartien montrent qu'Adrien ne reprochait rien de grave à Sabine, et que c'était à ses yeux un tort d'étiquette, tout au plus de légèreté. Il se plaignait qu'elle fût d'un caractère chagrin et rude, *morosa et aspera.* L'expression des traits de Sabine dément l'imputation d'Adrien. Cependant il est possible que cette bouche fine et fière ait quelquefois laissé échapper une irritation que la conduite de son époux justifiait. Du reste, elle l'accompagnait dans ses voyages, au moins elle fit avec Adrien celui d'Égypte, car on lit le nom de Sabine sur une des jambes du colosse d'Aménophis, parmi ceux des curieux venus là pour entendre le son que rendait, au lever du soleil, cette statue, à laquelle les Grecs avaient donné le nom du héros homérique Memnon. Si la figure ingrate de la fille de Titus augmente les torts de Domitien, la noble et spirituelle beauté de Sabine rend plus inexcusable encore chez Adrien un égarement qu'il faut

(1) Une statue du Vatican la représente dans un costume qui serait bien étrange pour nous, mais qui ne l'était point tant à Rome, avec une de ces tuniques presque transparentes dont parlent Horace et Juvénal.

bien rappeler, car comment parler à Rome des images célèbres qui se rapportent à son règne sans nommer Antinoüs?

C'est un mortel étrange que ce Bythinien, à la figure belle et sombre, dont Adrien fit un dieu après l'avoir laissé mourir pour lui avec un dévouement qui relève un peu cette honteuse mémoire. Dion raconte qu'Adrien ayant besoin pour ses enchantemens, car il avait aussi des prétentions à la magie, de l'âme d'un suicidé, Antinoüs s'immola pour lui fournir ce qu'il cherchait. La reconnaissance de l'empereur n'eut point de bornes. Un astre nouveau s'étant montré alors dans le ciel, il déclara que c'était l'âme d'Antinoüs qui apparaissait au firmament, appela de son nom une ville d'Égypte, Antinopolis, et, dit Dion Cassius, remplit le monde de ses images. Il y en a plusieurs à Rome qui sont célèbres. Je n'y comprends point le prétendu Antinoüs du Belvédère, qui est très certainement un Mercure; je parle de l'Antinoüs du Capitole, du magnifique buste en bas-relief de la villa Albani, du buste colossal de la salle ronde au Vatican, de l'Antinoüs qui est au musée de Saint-Jean de Latran. Antinoüs est souvent représenté avec un caractère idéal et des attributs divins qui rappellent son apothéose : à Saint-Jean de Latran, en Bacchus jeune; au Capitole, en Adonis, selon M. Braun (1). L'idéal nous est fort nécessaire pour nous faire accepter le favori d'Adrien divinisé.

Il est naturel qu'Antinoüs, qui s'était, disait-on, précipité dans le Nil, ait été représenté sous les traits d'un dieu égyptien. Dans une statue placée maintenant au Musée-Grégorien, le sculpteur a su combiner avec une habileté très remarquable l'art égyptien et l'art grec, dont le caractère est si différent, et, malgré cette différence, les marier et les fondre en un tout harmonieux. La figure conserve quelque chose de la raideur obligée et de la pose hiératique des statues égyptiennes, et cependant le sentiment de la nature et de la vie s'y montrent visiblement. La physionomie triste d'Antinoüs sied bien à un dieu d'Égypte, et le style grec emprunte à ce reflet du style égyptien une grandeur sombre.

Dans la salle du Vatican où est cet Antinoüs, on a rassemblé un certain nombre de statues, la plupart du temps d'Adrien, qui n'ont pas, à mes yeux, le même mérite, mais qui sont toutes des traductions de l'art égyptien en art grec. L'alliance, la fusion de la sculpture égyptienne et de la sculpture gréco-romaine est un des traits les plus saillans de ce cosmopolitisme si étranger à d'anciennes traditions nationales, et dont Adrien, par ses voyages, ses goûts, ses monumens, fut la plus éclatante manifestation. L'invasion de l'art

(1) La mort vient d'enlever ce savant, que rendent si regrettable sa fin prématurée, des travaux très variés, parmi lesquels se placent au premier rang sa *Mythologie de l'Art* et son ouvrage sur *les Musées et les Ruines de Rome*, enfin une ardeur infatigable d'âme et d'étude difficile à remplacer.

égyptien, qui eut lieu sous son règne, est comme le dernier terme de ce long effort de l'Égypte pour pénétrer dans la civilisation européenne, effort dont l'origine se perd dans les âges antiques, et dont c'est peut-être l'occasion de tracer rapidement l'histoire.

Si haut qu'on remonte le passé, on trouve l'Égypte à l'horizon de la Grèce, comme un astre levé depuis longtemps et entouré de nuages, comme un vieux monde antédiluvien dont on a une vague tradition, et qui inspire un certain respect. L'Égypte était pour la Grèce ce qu'était pour les hommes du moyen-âge l'antiquité classique entrevue à travers la nuit des temps barbares et un peu ce qu'étaient pour eux les souvenirs bibliques. On croyait qu'il y avait eu aux bords du Nil une civilisation qui avait précédé la civilisation grecque et d'où elle était en partie venue, que là était l'origine des sciences et des arts. L'Égypte pour les Athéniens du temps de Platon, c'était l'antiquité; c'était aussi l'Orient, berceau des mythes et des mystères. Jusqu'à quel point les Grecs s'exagéraient-ils ce qu'ils devaient à l'Égypte? C'est ce qui n'est pas encore bien éclairci; mais ils pensaient lui devoir beaucoup.

L'art grec et l'art égyptien se rencontrèrent avant qu'Alexandrie eût été fondée, et quand il n'y avait de grec en Égypte que la colonie de Naucratis; déjà sous Nectanebo, un peu avant Alexandre, l'art hellénique avait atteint et modifié le vieil art égyptien, et Rome fournit de cette antique influence un curieux exemple dans deux lions de basalte (1), sur la base desquels on lit écrit en hiéroglyphes le nom du roi Nectanebo. Dans cette sculpture bien égyptienne, on sent déjà le souffle de l'art grec. La pose de ces lions est la pose raide et monumentale des lions à tête humaine de Louxsor; la crinière est encore de convention, mais la vie est exprimée, les muscles sont accusés avec un soin et un relief que la sculpture purement égyptienne n'a pas connus.

Ce fut dans Alexandrie, ville égyptienne gouvernée par des rois grecs, ville grecque sur la terre d'Égypte, que se trouvèrent décidément en présence les deux civilisations et les deux arts. Les civilisations ne se mêlèrent point, ni les littératures. Les Égyptiens demeurent Égyptiens, et les Grecs, Grecs. Quoi qu'on en ait dit, en philosophie l'école d'Alexandrie est purement grecque, ou du moins très peu orientale. Théocrite et Callimaque ignorent la langue et l'écriture de l'Égypte, et les prêtres égyptiens continuent de tracer des hiéroglyphes sans se soucier qu'il y ait au monde un Homère ou un Hérodote; mais dans l'art il n'en est pas tout à fait de même, et chose singulière, la présence de l'art grec, qui partout ailleurs,

(1) Ces lions ornaient la fontaine de l'*Acqua Felice*, sur la place *dei Termini*. On les a transportés dans le Musée-Grégorien.

à Rome par exemple, est une cause de perfectionnement, un principe de beauté, est en Égypte une cause de décadence, un principe de laideur. La statuaire égyptienne et la sculpture hiéroglyphique du temps des Ptolémées se reconnaissent tout d'abord à leur infériorité, quand on les compare à ce qu'elles étaient sous les pharaons. Je ne reviendrai pas sur les causes de cette anomalie. J'ai eu l'occasion de les indiquer en passant dans une autre partie de ces études; mais on peut constater le fait sans sortir de Rome, en allant regarder successivement les admirables hiéroglyphes de l'obélisque de Thoutmosis III qui décore la place de Saint-Jean-de-Latran, et ceux qui datent du temps des Ptolémées, au Musée-Grégorien.

Quand l'Égypte fut devenue province romaine, les Romains se trouvèrent en contact avec elle, et la sculpture qu'ils avaient reçue des Grecs fut appliquée au bout d'un certain temps, et surtout sous Adrien, à reproduire à sa manière les types égyptiens. J'en ai déjà dit un mot à propos d'une statue d'Antinoüs : j'y reviendrai tout à l'heure; mais il faut auparavant indiquer quelles avaient été avant cette époque les importations de l'art égyptien à Rome et ses influences.

D'abord l'Égypte put influer indirectement sur les Romains par l'intermédiaire des Étrusques. Les Étrusques, les premiers maîtres des Romains, étaient entrés avant eux en relation avec l'Égypte. Pour la retrouver presque à chaque pas, il suffit de parcourir le musée étrusque du Vatican. La fleur de lotus y reparaît sans cesse dans les ornemens des vases en terre et en bronze. La porte du tombeau étrusque dont on a eu l'heureuse idée de placer dans ce musée un *fac simile* exact est une porte égyptienne aussi bien que les portes des tombes qui existent dans plusieurs parties de l'ancienne Étrurie. Toujours dans le même musée, les peintures copiées des sépulcres de Tarquinii offrent une scène funèbre parfaitement semblable à celles qui sont représentées dans l'intérieur des tombes égyptiennes. Parmi les ornemens sacerdotaux trouvés dans un tombeau étrusque à Cervetri, et qu'on admire dans la vitrine centrale du Musée-Grégorien, on reconnaît des figures dont la ressemblance avec certaines figures symboliques égyptiennes est trop grande pour être fortuite, entre autres des femmes avec de grandes ailes éployées qui descendent jusqu'à leurs pieds. Enfin des scarabées, sur lesquels se lisent de véritables hiéroglyphes, achèvent de prouver les communications de l'Étrurie et de l'Égypte, comme les vases, les portes, les peintures sépulcrales, les bijoux étrusques rendent indubitable l'action de l'art égyptien sur l'art étrusque.

Outre ce qui a pu venir de l'Égypte aux Romains par cette voie indirecte, eux-mêmes ont conquis et gouverné ce pays après les

Grecs. Quels produits de l'art égyptien a introduits dans Rome cette conquête?

Les Romains ne daignèrent prendre aux Égyptiens que leurs obélisques. Ces fortes masses de granit leur plaisaient. Ils s'en servirent pour décorer leurs cirques, une fois pour orner une sépulture impériale, une autre fois pour fournir une grande aiguille à un cadran solaire, une autre enfin pour simuler le mât du vaisseau dont ils avaient donné la forme à l'île Tibérine. Outre les obélisques enlevés à l'Égypte, les Romains en commandèrent pour leur propre compte, comme le prouve celui de la place Navone, que j'ai mentionné, et qui porte écrit en caractères hiéroglyphiques les noms des Flaviens. Quant aux statues égyptiennes, les Romains ne semblent pas s'en être souciés beaucoup. Celles qu'on a trouvées à Rome provenaient en général des temples consacrés à des divinités égyptiennes, et y avaient été apportées avec le culte de ces divinités par suite de l'invasion de la religion d'Isis et de Serapis, invasion tantôt combattue, et tantôt tolérée, dont je ferai plus tard l'histoire (1).

Au temps d'Adrien, la sculpture égyptienne fut l'objet d'une plus grande faveur. Adrien en goûta le mérite, grâce à son éclectisme universel, et par son ordre ou pour lui plaire, les artistes firent de l'égyptien comme ils faisaient du grec. On a rassemblé dans une salle du Musée-Grégorien une collection de ces contrefaçons romaines de la sculpture de l'Égypte. Sauf l'Antinoüs dont j'ai parlé, les produits de cette sculpture d'imitation, bien que datant d'une époque encore brillante de l'art romain, ne sauraient le disputer à leurs modèles. Pour s'en convaincre, il suffit de les comparer aux statues vraiment égyptiennes qui remplissent une salle voisine. Dans celles-ci, la réalité du détail est méprisée et sacrifiée; mais les traits fondamentaux, les linéamens essentiels de la forme sont rendus admirablement. De là un grand style, car employer l'expression la plus générale, c'est le secret de la grandeur du style, comme a dit Buffon. Cette élévation, cette sobriété du génie égyptien ne se retrouvent plus dans les imitations bâtardes du temps d'Adrien. Les divinités de l'Égypte n'ont pas plus conservé leurs types que leurs attributs. En voulant singer l'égyptien, on tombe dans la raideur sans arriver au sublime, et au lieu de quelque chose de puissant et d'expressif, on produit quelque chose d'insignifiant et de mort : copies effacées où disparaissent dans la sécheresse et la froideur la grandeur sévère et la vie énergique, bien qu'enveloppée, de la statuaire égyptienne.

Tel fut l'art égyptien à Rome sous Adrien. L'art grec, ce modèle

(1) Parmi ces statues, il faut signaler les lions qui gardent l'escalier du Capitole, et qui, bien différens de ceux dont j'ai parlé, quoique très beaux aussi, sont purement égyptiens.

constant et jamais égalé de l'art romain, ne pouvait manquer d'être de mode à une époque où, selon l'expression de Juvénal, Rome était devenue une ville grecque, et sous un empereur qu'on appelait dans sa jeunesse *le petit Grec,* on devait chercher à le reproduire; mais la sculpture du temps d'Adrien se reconnaît à je ne sais quoi de poli, de glacé, qui est à Phidias ce que Fléchier est à Bossuet.

Adrien était dans toute la force du mot un touriste. Je l'ai dit, il y avait en lui de l'homme moderne. Sa curiosité était infatigable; il voulait tout voir et tout lire sur ce qu'il avait vu. Je ne sais nul autre personnage dans l'antiquité dont on ait raconté qu'il avait gravi une montagne pendant la nuit pour aller voir un lever de soleil. Or c'est ce qu'Adrien fit deux fois : l'une de ces deux ascensions était celle de l'Etna, que nous tous qui avons été en Sicile devions faire après lui. Cette passion pour les lieux célèbres qui nous pousse à travers le monde, sans autre but que d'aller voir ce dont nous avons entendu parler, cette passion toute moderne inspira à l'empereur Adrien la pensée de rassembler dans sa villa de Tivoli des imitations et des souvenirs de ce qui l'avait le plus frappé dans ses voyages, et surtout dans son voyage d'Athènes. Athènes était pour les Romains ce que Rome est pour nous. On voyait dans cette villa le Pœcile, le Prytanée, l'Académie d'Athènes et aussi le temple de Sérapis, à Canope. Adrien y avait placé la vallée de Tempé et jusqu'à la région fabuleuse des enfers. C'était un peu comme le palais de Sydenham, où l'on passe de la cour égyptienne à la cour grecque et à la cour mauresque. On reconnaît encore plusieurs de ces reproductions savantes : le Pœcile avec son double portique, le bassin sur lequel on imitait les fêtes de la ville égyptienne de Canope. M. Canina pensait que les principaux monumens imités dans la villa d'Adrien étaient disposés de manière à rappeler la situation relative des monumens originaux dans la ville d'Athènes; mais il ne faut pas y chercher, je crois, une imitation trop fidèle. Spartien dit qu'Adrien *donna des noms célèbres* aux différentes parties de sa villa, ce qui n'indique point l'intention d'une reproduction exacte. La vallée de Tempé et surtout les enfers ne pouvaient être bien ressemblans.

Aujourd'hui ces imitations, alors modernes, de ce qui était déjà des antiquités sont devenues des antiquités à leur tour. Les curieux vont visiter la villa Adriana comme Adrien était allé visiter Canope ou le Pœcile. Grâce à lui, on trouve réunis dans un petit espace des débris qui rappellent un double passé. Ces débris, entremêlés de grands arbres et dominés par les montagnes de la Sabine, forment un ensemble plus pittoresque et plus poétique, je pense, qu'au temps d'Adrien. Ce qu'il y avait d'artificiel dans cette collection de copies et d'étiquettes a disparu. Les détails savans se perdent dans une émotion de ruines qui enveloppe tout d'un charme

mélancolique et indéfinissable. Enfin ce besoin de rassembler ainsi des souvenirs empruntés à divers climats et à plusieurs âges, qui a donné naissance à la villa Adriana, fait comprendre comment, tandis que s'en allait l'énergique sentiment de la vieille patrie romaine, commençait à poindre dans les âmes ce sentiment collectif qui devait embrasser l'humanité. Chez Adrien, c'était seulement un intérêt d'imagination, un amusement égoïste de la curiosité qu'on ne saurait confondre avec la sympathie universelle, mais qui l'annonçait.

Voici une bien remarquable justice de la Providence. « Après ses voyages, Adrien, dit Aurélius Victor, voulut se retirer dans sa villa pour jouir de tout ce qu'il y avait fait. » Il ne méritait pas d'en jouir, car, repris par la cruauté qui marqua les commencemens de son règne, il avait fait périr encore deux hommes innocens, et il trouva dans sa villa, œuvre de sa vie, résumé de ses voyages, espoir de ses dernières années, la malédiction d'une de ses victimes qui l'y attendait et le supplice de ne pouvoir mourir. Ceci mérite d'être raconté.

Adrien avait commencé à souffrir de la maladie qui devait lui être fatale, quand il fit mettre à mort un vieillard de quatre-vingt-dix ans, Servianus, avec son petit-fils Fuscus, qui en avait dix-huit. On ne voit pas ce qui put porter Adrien à cette cruauté, à moins qu'il ne se souvînt après trente ans que Servianus avait fait connaître autrefois à Trajan les désordres de son neveu et ses dettes. Ce serait une bien longue rancune; mais le meurtre d'Apollodore montre qu'Adrien était rancunier. Quand on alla égorger Servianus, le vieillard se fit apporter du feu, et ayant brûlé quelque encens, il s'écria : « Dieux immortels! témoins de mon innocence, je ne vous demande qu'une chose, c'est qu'Adrien, quand il le voudra, ne puisse mourir! » Servianus fut exaucé, et ce fut dans sa villa de Tivoli qu'Adrien, arrivé à un état qui lui rendait la vie insupportable, éprouva le genre de châtiment qu'avaient appelé sur lui les dernières paroles de Servianus.

Citons Dion Cassius, qui avait vu une lettre d'Adrien dans laquelle il disait quel tourment c'est de désirer la mort en vain. Adrien était atteint d'un double mal, l'hydropisie et des pertes de sang continuelles. Il crut s'être guéri par des sortiléges, mais bientôt l'eau revint, le sang recommença à couler, et comme « son état allait empirant et qu'il éprouvait une mort de chaque jour, il voulut mourir et il implora souvent le poison et le glaive; mais il ne put obtenir de personne qu'on lui obéît, bien qu'il promît des richesses et l'impunité. Alors il envoya chercher Mastor, un barbare de la nation des Iazyges qui, ayant été pris à la guerre, lui était utile dans ses chasses à cause de son courage et de sa force; par offres et menaces, il décida cet homme à lui promettre qu'il le tuerait, et il marqua au-dessous de sa mamelle gauche, avec certaine couleur, un lieu que son

médecin Hermogène lui avait désigné, afin qu'étant frappé là mortellement, il pût expirer sans souffrir. Et cela même n'ayant pu lui réussir, car Mastor, troublé de ce qu'il allait faire, s'était enfui plein de terreur, Adrien gémit amèrement sur cette maladie et sur son impuissance à recevoir la mort, lui qui avait pu la donner aux autres.»

Adrien languit quelque temps encore dans la villa qui vit ce long supplice, et dont le charme ne put l'adoucir : supplice mérité, que retracent les beaux débris de cette villa, aujourd'hui en ruines, parmi lesquels croissent de grands cyprès, et que rappellent aussi les portraits d'Adrien. Sa bouche, qui avait dicté d'homicides arrêts, semble encore s'entr'ouvrir pour laisser passer le sang qui devait l'inonder à ses derniers momens. Cette mort, semblable à celle que la tradition attribue à Charles IX, lui aussi ami des arts et faisant des vers, cette mort fut celle de l'aimable Adrien. Le sénat, toujours courageux contre les empereurs défunts, refusait de décerner à celui-ci les honneurs divins; il ne les accorda qu'aux larmes d'Antonin et aux menaces des soldats. Les cendres de l'empereur mort à Baies, qui avaient été déposées provisoirement dans une villa de Cicéron, furent apportées à Rome et placées dans le mausolée colossal qu'Adrien avait fait construire pour les recevoir.

Sauf le temple de Vénus et de Rome, conçu dans sa vanité d'artiste et comme un défi adressé à Apollodore, Adrien n'a point élevé à Rome de monument qui eût un but d'utilité publique, point d'aqueduc, point de basilique, de bibliothèque, de forum, comme Trajan. Presque tout ce qu'il bâtit, il l'a fait dans un sentiment personnel; j'en excepte le temple de Trajan et celui de Plotine; il ne pouvait du reste se dispenser de cet acte de reconnaissance, quand il en érigeait à sa tante Marciane, à sa cousine Matidie, à toutes les femmes de sa famille, excepté à Sabine, son épouse. Son mausolée était une œuvre d'orgueil et d'égoïsme : il voulut, comme Auguste, reposer dans une de ces gigantesques sépultures de l'Orient. Il avait dû voir dans ses voyages la fameuse tombe de Mausole, une des sept merveilles du monde. Le mausolée d'Adrien était encore un souvenir et une reproduction d'un édifice célèbre, comme les constructions de sa villa.

Le pont qu'il bâtit fut entrepris aussi dans une pensée purement personnelle. Tout à côté était le pont triomphal qui conduisait à la voie Aurélia; le sien, inutile au public, ne conduisait qu'à son tombeau : c'est le pont qu'on traverse pour aller à Saint-Pierre; à une arche près, qui est moderne, rien n'y a été changé que les parapets. Les anges du Bernin ont remplacé des statues probablement d'un meilleur goût qui le décoraient. Les autres ponts de la Rome antique n'ont pas été aussi bien conservés; mais chaque pont de la Rome moderne correspond à l'un d'entre eux, et même, quand on a établi un pont en fil de fer, on lui a donné pour base les piles du Ponte-Rotto,

élevé au moyen âge sur les fondemens du *pons Palatinus*, qui fut achevé sous la censure de Scipion l'Africain. Scipion l'Africain et un pont en fil de fer, voilà de ces contrastes qu'on ne trouve qu'à Rome! De même les trois aqueducs qui abreuvent la ville sont trois aqueducs antiques réparés; les routes d'aujourd'hui suivent la plupart du temps le tracé d'une voie romaine; dans l'intérieur de Rome, sans parler du Corso, que nous savons être la voie Flaminienne, plus d'une rue moderne marque la direction d'une rue antique, comme plusieurs églises indiquent la place d'un temple. Rome, qui a tant changé d'aspect, est pourtant, à quelques égards, la Rome d'autrefois. Il en est surtout ainsi pour les voies de communication, ce qui se continue le mieux à travers les siècles par l'habitude de passer au même endroit.

Du reste, il fallait bien qu'Adrien songeât à se donner une sépulture. Le mausolée d'Auguste était rempli, et il ne se souciait pas d'aller en intrus dans le temple des Flaviens remplacer Domitien.

L'œuvre d'Auguste fut surpassée par son imitateur. Le soubassement du mausolée d'Adrien est un carré dont chaque côté a presque un tiers de plus que celui du mausolée d'Auguste. On a appelé au moyen âge tout l'édifice *la masse d'Adrien* (*la mole d'Adriano*). C'est en effet une masse imposante que cette énorme tour sur laquelle l'œil s'arrête toujours avec admiration, soit qu'on la voie s'élevant sévère et majestueuse au-dessus du lit profond où coulent les eaux jaunes du Tibre, prêtes à s'enfoncer tortueuses entre les rives abruptes que garnissent des maisons noires et délabrées, soit qu'aperçue d'un autre côté, au bout de grands prés sauvages, elle dessine, en regard du dôme de Saint-Pierre, sa silhouette robuste sur le ciel enflammé du couchant. Et cependant nous n'avons aujourd'hui que le squelette du monument : quand au VIe siècle Procope le vit encore dans toute sa magnificence, il était revêtu de marbre de Paros, entouré de colonnes, et une saillie circulaire portait des statues admirables au dire de l'historien; on peut en juger par le faune Barberini, qui orne maintenant la belle collection de Munich. Procope vit les premières mutilations de cet édifice, déjà devenu une forteresse, ce qu'il n'a pas cessé d'être jusqu'à nos jours : les troupes grecques qui le défendaient lancèrent des statues sur les assaillans; ces assaillans étaient des Goths. Ce ne furent pas les Goths qui furent les barbares ce jour-là.

On a dit que le buste colossal d'Adrien, conservé au Vatican, est un fragment de la statue impériale qu'on suppose avoir été placée au sommet de l'édifice, de même qu'une statue d'Auguste se dressait au faîte de son mausolée; mais il me semble que cette statue d'Adrien n'eût pas été en rapport avec le monument (1). D'ailleurs il paraît

(1) Elle était dans la niche placée à l'entrée du mausolée.

bien que celui-ci était surmonté par la *pigna*, cette énorme pomme de pin en bronze qu'on voit dans les jardins du Vatican. L'emploi d'une pomme de pin pour décorer un tombeau n'a rien d'extraordinaire; la pomme de pin formait l'extrémité du thyrse bachique. Un tel ornement rappelait le culte de Bacchus et les mystères où ce dieu jouait un rôle funèbre. J'ai signalé ailleurs le sens des bacchanales représentées sur les tombeaux, et qui font allusion à la vie future révélée dans l'initiation à ces mystères.

Ceci rend raison de cette célèbre *pigna* qu'au moyen âge l'on avait placée à l'entrée de l'ancienne basilique de Saint-Pierre, comme on le voit dans une curieuse peinture de l'église de Saint-Martin; elle avait frappé Dante, qui lui compare la tête d'un géant. Ceux qui avaient mis là ce symbole bachique en ignoraient le sens païen; cela n'était pas toutefois aussi singulier que de figurer, comme on a fait au XVe siècle, des sujets mythologiques, tels que l'aigle enlevant Ganymède et Jupiter en cygne auprès de Léda, sur la grande porte en bronze de Saint-Pierre, où l'on peut s'en édifier encore. Il semble au moins qu'une telle tolérance aurait dû rendre moins sévère pour quelques nudités beaucoup plus innocentes qu'un zèle bien grand et un peu tardif a fait, dans ces dernières années, voiler par d'affreux et ridicules petits jupons.

L'intérieur du mausolée d'Adrien était massif, sauf deux chambres sépulcrales, les corridors inclinés qui y conduisaient et les soupiraux; c'est exactement la même disposition que dans la grande pyramide d'Égypte, où il n'y a non plus que deux chambres sépulcrales avec quelques vides au-dessus pour diminuer la pesée de l'énorme amoncellement, des corridors et des soupiraux traversant cette masse et destinés à renouveler l'air, — analogie des pyramides avec ces grands monumens funèbres, et preuve nouvelle que les pyramides étaient des tombeaux. A côté de la *pigna*, dans le jardin du Vatican, sont deux paons en bronze qui proviennent également du mausolée d'Adrien. Je pense qu'ils y avaient été placés en l'honneur des impératrices dont les cendres devaient s'y trouver. Le paon consacré à Junon était le symbole de l'apothéose des impératrices, comme l'oiseau dédié à Jupiter, celui de l'apothéose des empereurs, car le mausolée d'Adrien n'était pas pour lui seul, mais, comme avaient été le mausolée d'Auguste et le temple des Flaviens, pour toute la famille impériale. Des inscriptions placées à l'extérieur indiquaient les noms de ceux dont les restes avaient été déposés dans le mausolée. Ces inscriptions existaient encore à la fin du XVIe siècle; le pape Grégoire XIII les fit arracher, et employa le marbre des tablettes à décorer Saint-Pierre. Détruire des inscriptions pour avoir quelques morceaux de marbre de plus, c'est vraiment une des plus

grandes barbaries qu'on puisse commettre, surtout aux yeux d'un *membre de l'Académie des inscriptions*. Les papes qui ont placé tant d'inscriptions à tous les coins de Rome auraient au moins dû respecter celles que l'antiquité a laissées.

Un pèlerin allemand du moyen âge a recueilli les épitaphes des divers personnages de la famille des Antonins qui ont pris successivement place dans le mausolée d'Adrien : injustice du hasard ! celle de Marc-Aurèle avait péri, celle de Commode était conservée.

Le mausolée d'Adrien a, dans les temps modernes, une histoire encore plus importante et plus longue que le Colisée. Depuis le ve siècle, ce tombeau gigantesque a été la forteresse de Rome. Bélisaire la défendit contre les Goths. Au xe siècle, elle fut occupée par Théodora et Marozia, ces femmes qui donnaient la papauté comme Plotine donnait l'empire, et par Crescentius, ce précurseur de Colà Rienzi, qui, quatre siècles plus tôt, rêva aussi la résurrection de la république romaine. Clément VII y a été assiégé par les troupes de Charles-Quint, et, si l'on en croit Benvenuto Cellini, de là fut tiré par lui le coup qui termina les jours du connétable de Bourbon. Aujourd'hui le monument que se disputèrent tous les chefs des factions romaines au moyen âge est un corps-de-garde français; dépouillé de tout caractère historique, il a perdu même le privilége d'être le théâtre de la girandola, ce feu d'artifice qu'on tire le lendemain de Pâques, et qui, éclairant par intervalles cette masse sombre et faisant resplendir les noires eaux du Tibre, produisait un effet que rien ne peut remplacer. Le sommet de la ruine antique est déshonoré par une habitation moderne : au-dessus des créneaux dont le moyen âge l'avait hérissée, on aperçoit un cadran d'horloge entre des persiennes. Elle a perdu son nom dans l'usage ordinaire et s'appelle le château Saint-Ange à cause de la statue de bronze érigée en mémoire de l'archange Michel, qui de là, pendant une peste, apparut un jour au pape saint Grégoire, remettant son glaive dans le fourreau pour avertir que la contagion allait cesser; légende poétique, mais moins belle que les paroles du général français qui, sommé de se rendre, répondit : Je me rendrai quand l'ange de bronze remettra son épée dans le fourreau. De tous ces souvenirs, le plus touchant est celui des deux premiers Antonins, dont les cendres ont consacré le mausolée d'Adrien. Chaque fois que les yeux s'arrêtent sur le plus grand des édifices romains encore debout dans son entier, on se félicite qu'il soit resté un pareil monument de la mémoire de ces deux hommes, mémoire la plus pure et la plus sainte qu'il ait été donné à des souverains de léguer aux hommages de l'histoire et aux bénédictions du genre humain.

J.-J. Ampère.

LE ROMAN

EN 1857

L'écrivain sincère qui veut dire franchement ce qu'il pense des œuvres de son temps est placé dans une condition singulière. S'il s'occupe des hommes célèbres, des poètes, des historiens, dont la renommée est consacrée depuis longtemps, et se permet de parler d'eux avec une entière liberté, on l'accuse d'irrévérence, et parfois même on le traite d'impie. Ceux mêmes qui tout bas lui donnent raison sont les premiers à le blâmer tout haut. Pour donner à leur colère plus de grandeur et d'autorité, ils invoquent au besoin l'amour de la patrie. — Ce n'est donc pas assez d'avoir contre nous l'injustice de l'étranger? Vous n'attendez pas que les nations voisines décrient nos grands hommes, vous leur donnez le ton. Étrange manière d'aimer, d'honorer son pays! — Cette accusation ridicule trouve de nombreux échos, et la foule ignorante finit par croire que discussion franche est synonyme de méchanceté. Ceux qui signalent les faiblesses des grands hommes répondraient en vain qu'ils les signalent dans l'intérêt de la génération nouvelle, et que la sincérité dans le blâme se concilie très bien avec l'admiration. Cet argument ne leur réussit guère. Tout à l'heure on les accusait de méchanceté, maintenant on les accuse d'hypocrisie. Pour admirer les belles œuvres du génie, il faut posséder un cœur généreux, et la pratique de la discussion tarit la source des grandes pensées chez ceux mêmes que le ciel avait le plus heureusement doués. Toute admiration qui n'est pas absolue est une admiration mensongère. Ceux qui ont voué leur vie à ce vilain métier qu'on nomme la critique ont parfois recours à l'éloge pour se faire pardonner leurs méchans quolibets. Comme ils désespèrent de trouver chez le lecteur la sécheresse d'âme où ils

se complaisent, avec une perfidie qu'on ne saurait flétrir trop sévèrement, ils feignent l'émotion, l'attendrissement, ils font semblant d'éprouver des sentimens qu'ils n'ont jamais connus, et le lecteur crédule se laisse abuser par quelques lignes de louange au point d'ajouter foi à la sincérité du blâme. Dieu merci, les grands hommes ont fait justice de cette odieuse comédie, leurs amis ont le mot d'ordre, et les yeux de la foule sont à tout jamais dessillés. Il est défendu de parler librement des écrivains célèbres ou illustres. Quand ils se trompent, il faut se taire sous peine de passer pour un mauvais citoyen. Le génie a ses priviléges, et quiconque s'avise de les contester est montré au doigt comme un envieux pour qui le bonheur d'autrui est une douleur cuisante. Le silence est donc le seul moyen de vivre en paix, d'échapper à la colère des illustres et de leurs courtisans.

S'occupe-t-on des talens nouveaux, qui n'ont pas encore conquis la même renommée, on s'expose à des reproches d'un autre genre. Si les écrivains dont les moindres pages sont lues avidement prétendent se dérober à la discussion en invoquant l'inviolabilité du génie, les talens nouveaux, qui redoutent le silence, ne pardonnent pas la sévérité. Que la critique se taise, ils diront qu'elle ne comprend pas sa mission, qu'elle oublie le premier de ses devoirs, qu'elle néglige d'encourager ceux qui essaient de se frayer une voie nouvelle. Sans doute l'indulgence serait plus commode pour ceux qui écoutent et pour ceux qui parlent; mais quel profit les talens nouveaux recueilleraient-ils de paroles emmiellées? Ils croiraient avoir touché le but et se laisseraient aller à la paresse; la renommée leur échapperait, ils se plaindraient de leur obscurité, et s'aviseraient trop tard des dangers de l'indulgence. Il faut donc, à l'égard des talens nouveaux, tempérer la louange par les avertissemens : c'est la seule manière de les encourager utilement: mais la chose est si vraie, que les écrivains qui débutent refusent d'en convenir. Ils ont pris la plume pour devenir célèbres, et s'ils réclament la discussion, c'est uniquement pour réaliser leur projet. Ce qu'ils demandent, c'est un hymne, une fanfare en l'honneur de leurs premiers essais. Quant aux conseils, ils seraient assez mal venus. C'est une denrée depuis longtemps dépréciée, comme diraient les économistes, car l'offre dépasse la demande. Pour accepter des conseils, il faut posséder une vertu qui n'est pas prônée parmi nous, la modestie. A voir le train que suivent les choses, le sens de ce mot sera bientôt perdu. Douter de soi-même, n'est-ce pas inviter à partager ce doute injurieux? Marcher d'un pas ferme et résolu vers un but ignoré ou défini, n'est-ce pas la méthode la plus sûre pour inspirer sympathie et confiance? En présence d'une théorie si bien accréditée, que signifie la discussion

indépendante, aussi étrangère à l'envie qu'à la complaisance? Elle n'a guère plus de valeur qu'une cinquième roue pour un carrosse. Si nous prenions au sérieux la méthode accréditée, pour ne pas blesser les talens nouveaux qui ont l'épiderme tendre, nous éviterions d'en parler. Heureusement cette théorie, séduisante pour l'orgueil, n'est pas universellement acceptée par la génération nouvelle; elle rencontre des incrédules parmi ceux mêmes qui n'ont pas encore conquis la célébrité. La présomption n'a pas envahi tous les cœurs. Douter de soi-même est encore un mot compris de quelques intelligences. Parmi les jeunes écrivains, il s'en rencontre qui souhaitent, qui appellent les conseils, et leur petit nombre ne doit pas nous décourager : nous pouvons du moins espérer que nos paroles ne seront pas perdues.

La critique la plus sincère, la plus bienveillante ne réussit pas à susciter des œuvres nouvelles : c'est une vérité depuis longtemps démontrée; cependant la discussion n'est pas aussi inutile qu'on se plaît à l'affirmer. Si elle n'agit pas directement sur les écrivains, qui trop souvent la dédaignent et refusent d'en tenir compte, elle agit sur le public, elle modifie, elle réforme le goût, et ceux mêmes qui la traitaient comme un vain assemblage de paroles s'inclinent à leur insu devant la discussion, quand la faveur se retire des œuvres d'abord prônées avec fracas, et dont l'indigence est devenue manifeste. D'ailleurs, dans la critique comme dans les autres applications de l'intelligence, le temps joue un grand rôle, et pour peu qu'on porte ses regards en arrière, on s'aperçoit que le mouvement littéraire de ces vingt-cinq dernières années n'a pas été purement spontané. Si l'expansion de l'imagination a pris la meilleure part de l'attention, la résistance que les doctrines nouvelles ont rencontrée parmi les spectateurs et les lecteurs lettrés est un fait réel, aussi évident que l'expansion même de l'imagination. Si le public sait aujourd'hui que le théâtre moderne de la France n'a pas la même valeur que le théâtre anglais du XVIe siècle, le théâtre espagnol du XVIIe, le théâtre allemand du XVIIIe et du XIXe, la critique a bien quelque chose à revendiquer dans cette notion aujourd'hui populaire. Ceux qui se plaignent de la vivacité des argumens à l'aide desquels leurs œuvres ont été battues en brèche s'abusent étrangement. Si la lutte se fût engagée avec moins d'ardeur, leur nom n'aurait pas acquis l'importance qu'il garde encore aujourd'hui. Les œuvres qui font trop vite leur chemin sont rarement appelées à une longue durée. La résistance est pour la force vraie ce que l'air des montagnes est pour les poumons capables de se dilater librement. Quant aux œuvres qui ne tiennent pas contre l'épreuve de la discussion, elles ne doivent nous inspirer aucun regret. *Le Cid* est demeuré après le

pamphlet de Scudéri et le jugement de l'Académie ce qu'il était quand Pierre Corneille écrivit le dernier vers de cette fière tragédie. L'invective, la raillerie peuvent blesser le génie, mais ne l'arrêtent pas.

Si le théâtre moderne de la France ressemble à une expédition d'Argonautes obligés d'avouer qu'ils n'ont pas conquis la toison d'or, à qui la faute? Est-ce que les avertissemens ont manqué aux poètes nouveaux? est-ce qu'ils n'ont pas entendu crier à l'heure du départ qu'ils faisaient voile vers un trésor imaginaire? Leur déconvenue a pu affliger ceux qui partageaient leur espérance; elle n'a pas étonné ceux qui avaient prêté l'oreille aux avis qu'ils dédaignaient. Ils se disaient assurés de leur conquête, ils connaissaient le but, ils savaient la route à suivre. Ils sont partis pleins de confiance et d'orgueil, mais ils n'ont pas rapporté la toison d'or. Ceux qui les attendaient au rivage, et qui savaient d'avance l'issue de leur aventure, n'ont témoigné aucune joie en voyant leur prophétie se vérifier. Si le public est aujourd'hui de leur avis, ce n'est pas leur faute, mais la faute de la vérité. Les poètes qui avaient annoncé des prodiges pendant les dernières années de la restauration, et qui pendant dix-huit ans ont eu leurs coudées franches pour les réaliser, imputent vainement à l'amertume de la critique le discrédit où leurs œuvres sont tombées. Le seul tort de la critique est d'avoir prévu ce qu'ils ne prévoyaient pas, d'avoir affirmé vingt ans d'avance que le public ne consentirait pas longtemps à prendre la forme poétique pour la poésie même. Aux plus beaux jours de *Lucrèce Borgia*, quand le parterre et les loges se méprenaient, croyant trouver dans cette fantaisie dramatique l'image fidèle de l'histoire, elle disait déjà : « Le public se trompe, ses yeux ne tarderont pas à se dessiller. Les scènes qui se déroulent devant lui n'appartiennent ni à l'histoire ni à l'humanité. » Cette protestation sincère a subi l'épreuve de la raillerie. Ce qui s'appelle aujourd'hui bon sens s'appelait alors ignorance. Avec l'aide du temps, la vérité a fait son chemin. Personne aujourd'hui, parmi les spectateurs capables de penser par eux-mêmes, ne croit plus à la fécondité des doctrines qui avaient promis de tout régénérer. Quant à ceux qui ne sont pas doués de cette faculté et se contentent de suivre le courant de l'opinion, ils partagent aujourd'hui sur *Lucrèce Borgia* l'avis de la critique.

Ce n'est donc pas chose inutile que d'appliquer une méthode rigoureuse à l'analyse des œuvres d'imagination. On se moque d'abord de ceux qui croient deviner l'opinion de la foule à vingt ans de distance, on les enveloppe dans le même dédain que les prophètes d'almanach, puis un beau jour on s'aperçoit qu'ils avaient raison, et pour se consoler de n'avoir pas été aussi clairvoyant, on fait semblant d'oublier qu'ils avaient parlé. On dit fièrement : « Le théâtre moderne a fait

son temps, il nous faut maintenant un théâtre nouveau, » comme s'il s'agissait de la coupe d'une robe ou d'un gilet. On a l'air de croire que le succès des œuvres dramatiques est une question de mode, et n'a rien à démêler avec le développement de la pensée humaine. Les écrivains voués à la discussion accueillent sans étonnement et sans dépit ces paroles, qui affirment la vérité en la déguisant; ils savent que si la mode joue quelquefois un rôle dans le changement des formes littéraires, ce rôle n'est jamais de longue durée. Si le théâtre moderne de la France a fait son temps, ce n'est pas que le public soit avide de nouveauté, c'est que le théâtre moderne n'a pas tenu ses promesses. Qu'il les accomplisse, et le public ne demandera rien de plus. Les esprits chagrins qui étaient arrivés par l'étude à prévoir ce que nous voyons seront les premiers à faire amende honorable. Que la toile se lève sur un drame où la vérité humaine se concilie avec la vérité historique, ils ne protesteront pas. Leurs vœux seraient comblés, quelle raison auraient-ils de se plaindre? L'image des lieux et des temps associée à l'image des passions, qui ne relèvent ni des temps ni des lieux, aurait de quoi satisfaire les plus difficiles.

Au temps de Lesage, le roman était l'image de la société; aujourd'hui nous avons changé tout cela. A l'exemple des médecins novateurs imaginés par Molière, qui plaçaient le cœur à droite, nous avons interverti l'ordre naturel des choses, nous avons répudié les enseignemens du bon sens. Le roman n'est plus l'image de la société. Cette méthode vulgaire a fait son temps, et la société semble vouloir se modeler sur les personnages que nous offre le roman. On a pris au sérieux les types les plus extravagans créés par les écrivains modernes, et l'on rencontre des jeunes gens qui de bonne foi se croient à l'abri de tout reproche, parce qu'ils mettent fidèlement en pratique les préceptes posés dans un roman à la mode. Leur seul regret est de n'avoir pas encore trouvé l'occasion de s'élever jusqu'à la hauteur de leur modèle. Je n'invente rien, je me borne à transcrire ce que j'ai entendu. Si folle que soit cette pensée, il n'est pas permis de la révoquer en doute. Les désœuvrés de notre monde cherchent dans le roman une règle de conduite. La passion sincère est livrée aux plus cruelles épigrammes; le dévouement est un objet de risée. Pour obtenir les applaudissemens, les natures les plus bienveillantes se parent d'une perversité menteuse, et mettent leur gloire à se calomnier. Le spectacle serait plaisant, si trop souvent il n'était digne de pitié, car à force d'imiter par forfanterie un méchant modèle, plus d'un arrive à se pervertir sérieusement. Le vice, qui n'était d'abord que sur les lèvres, finit par envahir le cœur, et le fanfaron de dépravation se trouve à son insu dépravé tout de bon. Il serait temps de revenir au procédé de Lesage et de peindre

franchement les hommes qui, sans se préoccuper des types créés par le roman, s'abandonnent encore aux sentimens que suscite dans leur âme l'amour dédaigné ou partagé. Il est vrai que le nombre de ces modèles sincères, qui vivent librement et pour leur compte, est singulièrement diminué. Cependant il en reste encore assez pour exercer le talent de plus d'un peintre. Si les personnages vraiment spontanés, ne relevant que d'eux-mêmes, ne se comptent point par milliers, ce n'est pas une raison pour déserter la tâche. Le choix est plus difficile, mais le but n'est pas moins glorieux qu'au temps de Lesage, et j'aime à croire que la vieille méthode sera bientôt remise en honneur. Je le crois d'autant plus volontiers, que les personnages réels, modelés sur les personnages imaginaires, ont introduit dans notre société un mortel ennui, et que les désœuvrés seront forcés de revenir au naturel, ne fût-ce que pour essayer de se désennuyer. C'est une chance dont nous devons tenir compte, et quand la vie réelle sera redevenue ce qu'elle était autrefois, quand elle sera rendue aux luttes sincères de la passion, au libre épanouissement du ridicule, les écrivains qui traitent le roman seront obligés de se réfugier dans la vérité, les récits extravagans seront accueillis avec une souveraine indifférence.

Je n'oserais conseiller la résurrection du roman historique, car *Ivanhoé*, malgré l'admiration unanime qu'il avait excitée en Europe, n'a pas donné au conteur écossais de rivaux sérieux. L'auteur de cet admirable roman avait pris la peine d'étudier l'histoire avant de mettre en scène les personnages du passé. Cette méthode laborieuse n'était pas à la portée d'un grand nombre d'esprits. Aussi avons-nous vu les imitations se multiplier en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, sans pouvoir égaler le solide mérite, le charme tout puissant d'*Ivanhoé*. L'auteur, mort depuis vingt-cinq ans, n'a livré son secret à personne. Non-seulement il était pourvu d'une immense érudition, mais il était doué d'une imagination inventive, et sa plume retraçait les épisodes les plus émouvans sans jamais recourir aux grands coups de théâtre. Il demeurait dans les limites de la vérité. Malheureusement la plupart des écrivains qui ont tenté de populariser parmi nous le roman historique n'ont pas agi avec la même discrétion. Je ne veux pas croire que cette méprise soit sans remède. Cependant *Ivanhoé* nous a valu tant de travestissemens du passé, qu'il serait plus sage peut-être d'attendre quelque temps avant de renouveler l'épreuve. L'histoire vraie compte encore parmi nous des partisans trop peu nombreux pour qu'il n'y ait pas témérité à choisir dans le passé des personnages de roman. Quand la vérité historique sera populaire, l'imagination pourra s'en emparer sans danger; elle l'interprétera sans la dénaturer.

Gil Blas, il est vrai, défie l'imitation aussi bien que *Ivanhoé;* aussi je n'engage personne à tenter cette périlleuse aventure. Je recommande la méthode, je ne propose aucun modèle. Il s'agit d'observer la société moderne, et de voir comment s'y est pris Lesage pour peindre la société de son temps. Les acteurs créés par son imagination ont pris rang parmi les types poétiques les plus vrais, parce qu'il ne cherchait pas en lui-même l'étoffe de ses personnages, et ne les dessinait qu'après avoir regardé longtemps autour de lui. Aussi la sobriété dans l'invention lui était facile. L'extravagance ne le tentait pas, parce qu'il n'avait pas besoin de recourir à l'extravagance. L'étude de la vie réelle avait simplifié sa tâche et doublé ses forces.

Notre langue possède un modèle précieux de narration passionnée, dont les écrivains de nos jours ne paraissent pas faire assez de cas : je veux parler de *Manon Lescaut.* Si le style de l'abbé Prévost n'est pas d'une correction parfaite, il y a dans son récit un mérite inestimable, et qui devient plus rare à mesure que les romans se multiplient : l'auteur ne dit rien de trop, il raconte ce qu'il a vu, ce qu'il a senti, et ne s'inquiète pas du développement que prendra la fable imaginée par lui. Ce n'est pas qu'il agisse avec imprévoyance, car il sait très bien où il va et par quel chemin il veut passer; mais il ne tient pas à écrire un nombre de pages marqué d'avance, et pourvu qu'il émeuve, il croit avoir accompli sa tâche. La méthode suivie de nos jours par les romanciers qui se proposent la peinture de la passion diffère profondément de la méthode adoptée par l'abbé Prévost. Ils veulent savoir, avant de prendre la plume, s'ils pourront tirer d'un sujet donné cinq cents pages ou mille pages, et, quand ils ont déterminé l'espace que doit occuper leur pensée, rien ne leur coûte pour réaliser leur dessein, pour accomplir leur espérance. Qu'un épisode soit amené naturellement ou viole toutes les lois de la vraisemblance, peu leur importe. Ils ne consentent pas à toucher le but avant l'heure marquée. S'ils ont franchi trop rapidement les premières étapes, ils s'arrêtent en chemin pour ne pas arriver trop tôt. Or il n'y a pas de narration passionnée qui puisse s'accommoder d'un tel procédé. Pour se conformer à la maxime antique : « Rien de trop, » maxime dont le respect donne tant de prix aux œuvres de l'intelligence, il faut consentir à sacrifier les pages les plus élégantes, les plus ingénieuses, si ces pages, lues attentivement, paraissent inutiles. Je ne crois pas que *Manon Lescaut* soit un livre longtemps médité, et pourtant cet admirable récit n'offre pas une page qui ne soit animée d'un sentiment vrai et ne montre les personnages sous un aspect nouveau. Le roman, une fois commencé, ne s'arrête pas un seul instant. Le lecteur ne sent jamais le besoin

de sauter un chapitre parasite pour connaître plus tôt le dénoûment. C'est que le développement donné par l'abbé Prévost au sujet qu'il avait choisi est en parfaite harmonie, en parfaite proportion avec le sujet même. Les romans qui s'écrivent de nos jours sont conçus avec une prévoyance qui n'a rien à démêler avec la vérité poétique. Les exceptions qu'on pourrait citer, et qui malheureusement ne sont pas nombreuses, ne détruisent pas la justesse de la remarque. Avec un épisode qui pourrait devenir une aquarelle charmante et pleine d'intérêt, on veut couvrir une toile de vingt pieds, et l'intérêt s'évanouit. On a sous la main de quoi émouvoir pendant une heure, on prodigue les incidens pour tenir l'attention suspendue pendant trois jours, et l'on gaspille une donnée vraie en essayant d'en tirer parti; on ne mesure pas son ambition à ses forces. L'attention du lecteur languit, se décourage, et l'excès des moyens employés aboutit à l'impuissance.

Il y a parmi nous des natures heureusement douées, des esprits ingénieux qui semblaient appelés à dominer la foule par leurs inventions, et qui aujourd'hui ont remplacé la popularité par l'indifférence ou l'oubli à force d'agrandir l'espace qui s'ouvrait devant eux. Pour ceux qui ont assisté à leurs débuts, c'est un légitime sujet de regret. Si *Manon Lescaut* était remise en honneur, si elle reprenait dans l'estime des écrivains le rang qui lui appartient, les choses se passeraient autrement. Les pages inutiles deviendraient moins nombreuses, et le récit, enfermé dans un espace plus étroit, intéresserait plus sûrement. Le talent de narration n'est pas d'ailleurs le seul mérite qui recommande l'abbé Prévost. Il y a chez lui une pénétration singulière. Il devine les motifs honteux des actions qui se donnent pour courageuses. Il n'invente pas de sentimens inattendus; il étudie avec une égale attention ceux qui se révèlent spontanément et ceux qui cherchent à se cacher. Son éloquence est d'autant plus abondante, qu'il n'essaie jamais de représenter des scènes purement imaginaires. Il embellit, il agrandit ses souvenirs, mais il ne tente pas de créer des personnages de toutes pièces. Aussi, malgré la différence qui sépare *Manon Lescaut* de *Gil Blas,* quoique la peinture de la passion ne puisse être confondue avec la peinture des ridicules, il est permis d'affirmer que le récit de l'abbé Prévost n'est pas sans quelque parenté avec le récit de Lesage. Doués de facultés diverses, les deux écrivains se rencontrent sur le terrain de la philosophie. Ils prennent la nature humaine pour point de départ, et nous trouvons presque chaque jour des types pareils à ceux qu'ils ont mis en scène. Desgrieux et l'archevêque de Grenade sont également vrais, et la société où nous vivons donne raison à Lesage comme à l'abbé Prévost. L'ignorance et la vanité demandent encore des conseils pour savourer la louange; plus d'un cœur généreux marche au

déshonneur en essayant de tirer de la fange une femme indigne de son amour qu'il espère réhabiliter.

Le roman revêt toutes les formes, son action sur l'esprit public est presque aussi puissante que celle du théâtre, et quoique très souvent il méconnaisse toutes les conditions littéraires, il doit être surveillé avec une attention vigilante. Neuf fois sur dix, la poétique n'a rien à voir dans les ouvrages qui portent ce nom, et si l'on ne s'attachait qu'à l'étude des questions techniques, on pourrait très loyalement négliger de s'en occuper; mais en raison même de la frivolité de ses allures habituelles le roman présente plus d'un danger, et la critique méconnaîtrait ses devoirs, si elle passait sous silence les tendances qui se manifestent dans ce genre de travail. C'est un appât offert au désœuvrement, et la plupart des idées fausses qui s'accréditent dans la foule n'ont pas d'autre origine que le roman. Il y a vingt ans, les récits qui prenaient cette forme se proposaient l'étude des passions. Nous avons vu des tentatives heureuses auxquelles nous avons applaudi. L'effort était sérieux et méritait des encouragemens. Aujourd'hui les choses ont pris une autre face; l'étude des passions paraît à peu près oubliée. Les romanciers qui jouissent dans la foule d'une popularité incontestée ne racontent que des aventures. Les livres qu'ils publient cherchent moins l'émotion que l'étonnement. Toute la poétique du genre se résume en trois mots : exciter la curiosité. Le désœuvrement s'accommode assez bien de cette poétique, je suis obligé de le reconnaître; mais si la curiosité demeure pendant quelques années la loi suprême du roman, l'esprit public sera perverti pour longtemps. Je ne demande pas qu'on introduise dans les récits d'imagination un enseignement dogmatique; cependant je ne puis m'empêcher de rappeler que toute narration doit porter en elle-même une moralité implicite. Or la peinture des joies et des souffrances de la passion satisfait à cette condition impérative, tandis qu'un livre où se déroulent des aventures sans nombre et sans fin ne laisse dans l'âme du lecteur qu'une impression stérile. Si les désœuvrés n'y prennent garde, s'ils continuent d'encourager sans relâche le roman d'aventures, ils se trouveront un jour pris au dépourvu, et resteront face à face avec l'ennui, qui les épouvante. La peinture de la passion est une source inépuisable d'émotions, tandis que les romans d'aventures ne sauraient se renouveler à l'infini. Aussi les désœuvrés, s'ils comprenaient leurs vrais intérêts, se détourneraient dès à présent de ces livres informes, où les dons les plus heureux sont gaspillés avec une prodigalité fanfaronne, et prennent la place des conceptions sérieuses.

A l'époque où florissait ce qu'on était convenu d'appeler le roman intime, on se plaignait à bon droit des raffinemens, des subtilités

auxquels les écrivains se laissaient entraîner; mais ces raffinemens, ces subtilités valaient mieux cent fois que les aventures imaginées par les écrivains de nos jours. Il y avait dans ces œuvres qui soulevaient alors tant d'objections, et souvent des objections très légitimes, un sincère désir d'aborder les questions les plus hautes, et si plus d'une fois l'ambition de l'écrivain a été trompée, s'il lui est arrivé d'embrouiller les fils qu'il espérait démêler, d'obscurcir ce qu'il voulait éclairer, au moins devons-nous reconnaître qu'il était guidé par des intentions élevées. Il se trompait, mais son erreur même obligeait le lecteur à le traiter avec déférence. S'il tentait imprudemment de résoudre en quelques pages les problèmes les plus difficiles, qui ont occupé depuis longtemps les philosophes et les hommes d'état, et si son espérance était trahie, nous étions forcés de rendre justice à la générosité de son dessein. Aujourd'hui tout est changé. Il ne s'agit plus de récits inventés pour mettre en lumière les vices de la société moderne. Les romanciers qui visent à la popularité sont animés d'intentions plus modestes. Ils ne veulent qu'amuser. Ils dédaignent avec un soin prudent toutes les questions qui touchent aux fondemens de la société où nous vivons. Ils s'interdisent la réflexion comme un danger. Ils racontent pour raconter, et croiraient manquer à tous les devoirs de leur profession, s'ils prenaient pour guide une idée préconçue. Quand on s'avise de leur demander ce qu'ils se proposent, c'est à peine s'ils comprennent l'objet d'une telle question. Une idée préconçue, à quoi bon? Ils savent combien ils veulent écrire de pages. Cette prévoyance suffit à tous leurs besoins. Exiger davantage, c'est se montrer pédant. Le roman dont je signalais tout à l'heure les témérités était d'un ordre plus haut. Il dogmatisait souvent sans opportunité, sans profit pour le lecteur, mais du moins il avait un but. S'il ne prenait pas toujours la route la plus sûre, il ne marchait pas au hasard. Aujourd'hui l'anarchie règne dans le roman comme au théâtre. L'unique loi est d'étonner, de divertir à tout prix, et le développement d'une pensée incarnée dans un récit n'éveille chez les romanciers applaudis qu'un dédain railleur. Pour que cette forme littéraire reprenne le rang qui lui appartient, il faut absolument renoncer aux habitudes que je viens de signaler. Tant que l'émotion sera sacrifiée à l'étonnement, tant que les aventures usurperont la place de la passion, il ne faut pas espérer pour le roman de régénération sérieuse. L'expérience a prouvé que les questions philosophiques et sociales demandent une discussion spéciale, et ne se prêtent pas aux caprices de l'imagination. C'est une leçon qui ne sera pas perdue; mais en interdisant au roman la forme dogmatique, nous lui accordons le droit de toucher aux questions les plus hautes. Il s'agit seulement de

transformer les idées en personnages, au lieu de transformer les personnages en argumens.

Parmi les écrivains de notre temps qui paraissent le mieux comprendre la nécessité de régler le développement d'une pensée d'après la nature de cette pensée même, nommons d'abord M. Octave Feuillet. Il arrive rarement qu'il franchisse les limites assignées au sujet qu'il a choisi. Habitué à l'analyse des sentimens les plus délicats, il ne traite jamais une donnée qui ne repose pas sur l'observation. Seulement on peut lui reprocher d'attribuer parfois à ses lecteurs une trop grande clairvoyance. Comme il se contente difficilement, comme il veut aller au fond des choses, il finit par croire très intelligible ce qu'il a pénétré par un effort puissant de réflexion. C'est un défaut que je signale sans regret, et qui ne paraît pas contagieux. A proprement parler, M. Octave Feuillet ne pèche que par excès de sincérité. Il sonde l'âme humaine et ne veut rien cacher de ce qu'il a découvert. Si l'expression trahit sa volonté, s'il ne dit pas toujours clairement ce qu'il pense, s'il manque parfois de simplicité, il compte pourtant parmi les écrivains les plus élégans de la génération nouvelle, et chez lui le charme du style n'est jamais séparé de la vérité de la pensée. Il ne dit rien qui puisse être démenti; seulement il ne choisit pas toujours l'expression la plus transparente, et sa pensée perd à cette méprise une partie de sa valeur. Les meilleures compositions de M. Octave Feuillet, celles qui ont obtenu l'approbation unanime des connaisseurs, ne sont comprises qu'à demi par les lecteurs frivoles. *La Crise*, *Rédemption* et *Dalilah*, dont le succès n'a pas été douteux un seul instant, seraient devenues populaires, si les sentimens attribués aux personnages étaient rendus dans une langue plus limpide. Ce n'est pas assurément que l'auteur ignore les secrets de l'art d'écrire : il choisit, il assortit les images avec une habileté que chacun se plaît à reconnaître; mais il a pour les artifices du style une trop vive prédilection, et ne parle pas assez souvent la langue de la vie familière. Pour tout dire en un mot, il ne s'efface pas assez derrière ses personnages. Lors même qu'il a sous la main une vérité qui doit pénétrer dans tous les cœurs, au lieu de chercher l'expression franche de Molière, il se laisse tenter par *les Fausses Confidences* ou par *le Mariage de Figaro*. Les femmes applaudissent, parce qu'elles ont de tout temps préféré le demi-jour de l'expression à l'expression évidente et lumineuse, l'épigramme à demi voilée à la raillerie mordante. Ceux qui ont vécu dans le commerce des esprits francs et des libres penseurs ne partagent pas la sympathie des femmes pour le style amoureux des réticences, et je crois que M. Feuillet agira sagement en abandonnant la coquetterie pour la simplicité.

La Petite Comtesse, une de ses dernières compositions, nous offre un récit émouvant; cependant je préfère à *la Petite Comtesse Rédemption* et *Dalilah.* Il y a dans ces deux ouvrages une étude plus sérieuse et plus profonde des angoisses de la passion. Dans ses premiers essais, M. Octave Feuillet se préoccupait trop évidemment de M. Alfred de Musset. Maintenant il a trouvé sa voie, et les fautes que je lui reproche lui appartiennent tout entières. S'il parle encore par la bouche de ses personnages, s'il n'a pas réussi à déguiser les sentimens qui l'animent, à se transformer chaque fois qu'un personnage nouveau entre en scène, ce n'est pas qu'il soit dominé à son insu par le démon de l'imitation, c'est qu'il attache trop d'importance aux artifices du style. Qu'il écrive quelques récits pareils à *la Petite Comtesse,* et son talent se dégagera peu à peu de toutes les ruses de la coquetterie. La vérité de la pensée le conduira nécessairement à la simplicité du style. J'ignore s'il lui sera donné de concevoir et de mener à bonne fin des ouvrages de longue haleine; mais ce qu'il a fait jusqu'ici nous a révélé un esprit charmant, plein de finesse, de pénétration, et ce serait grand dommage si la flatterie venait à l'égarer. Les gages qu'il a donnés sont des gages précieux, mais il n'a pas fait encore tout ce qu'il peut faire. Il y a dans *Rédemption* et dans *Dalilah* des pensées très élevées, des sentimens très vrais, qui agiraient bien autrement sur l'âme du lecteur, si l'expression était plus franche, si l'auteur avait usé des images avec plus de sobriété. L'erreur qui paraît dominer M. Feuillet dans ses meilleures compositions, et même dans la plus récente, dans *la Petite Comtesse,* c'est qu'il n'y a pas de forme littéraire qui se puisse comparer à la forme lyrique. Aussi, toutes les fois qu'il trouve l'occasion de placer un trope ingénieux ou hardi, il s'empresse d'en profiter, et ne s'aperçoit pas qu'il exercerait sur la foule une action plus puissante, s'il consentait à lui parler une autre langue, s'il mettait dans la bouche de ses personnages les mots que chacun prononce, au lieu de leur attribuer une habileté qui dénonce la présence de l'auteur. M. Feuillet a donné trop de preuves de bon sens pour ne pas chercher à conquérir ce qui lui manque. Les suffrages obtenus par *la Petite Comtesse* ne doivent pas l'abuser : il n'a pas encore complétement touché le but. Il plaît aux délicats, il n'est pas encore compris de tous. Il n'a pas cédé à la tentation de parler quand sa pensée se taisait, c'est un grand point; il appartient à la minorité laborieuse, et n'a rien à démêler avec la littérature industrielle : il lui reste à mettre l'expression d'accord avec la pensée. Qu'il se résigne à présenter des sentimens vrais sous une forme plus simple; qu'il répudie Marivaux et Beaumarchais pour s'en tenir à l'étude de Molière : l'approbation des connaisseurs et de la foule aura bien vite marqué son vrai rang.

M. About a écrit sur la Grèce contemporaine un livre curieux, qui ne donne pas de ce pays une idée très avantageuse, mais qui serait, au témoignage de voyageurs bien informés, l'image fidèle de la réalité. Cet heureux début lui a suggéré la pensée très naturelle de présenter sous une forme plus animée les renseignemens qu'il avait recueillis, et c'est à cette pensée que nous devons *le Roi des Montagnes*. Ce récit a réussi et devait réussir, car il est amusant, et se recommande surtout par une qualité qui séduira toujours les lecteurs français : on y trouve de l'esprit comptant. Si j'avais à marquer l'origine de cette manière leste et rapide, je serais obligé de remonter jusqu'aux romans de Voltaire : non pas que je veuille établir aucune comparaison entre le style de *Zadig* et le style du *Roi des Montagnes*, tous les hommes lettrés désavoueraient un tel caprice. L'auteur de *Zadig* ménage le trait et s'arrête toujours à temps; l'auteur du *Roi des Montagnes*, doué d'une heureuse nature, habitué à voir le côté plaisant de toute chose, se contente trop facilement de la première raillerie qui se présente, et ne choisit pas la forme de sa pensée avec un discernement assez sévère. Il y a donc entre *Zadig* et *le Roi des Montagnes* la différence du tableau à l'ébauche. Cependant ces deux ouvrages appartiennent à la même famille. Si l'élève eût consenti à suivre son maître jusqu'au bout, à profiter de ses leçons sans paresse, sans hésitation, au lieu d'une ébauche ingénieuse, il est probable qu'il nous eût donné un tableau. Tel qu'il est pourtant, ce récit, malgré ses imperfections, qui frapperont tous les yeux attentifs, obtiendra la bienveillance et le sourire de ceux mêmes qui sont habitués à des lectures plus sérieuses. Je ne veux pas mettre en doute la moralité du narrateur, qui traite légèrement des péchés très peu véniels. Le ton de raillerie qui règne dans toutes les pages indique assez clairement qu'il ne prend pas parti pour son héros. Toutes les aventures qu'il raconte sont très gaiement racontées, et sa bonne humeur nous gagne. Il n'y a pas de lecteur morose qui ne se déride en écoutant Hadgi Stavros, philosophe pratique s'il en fut, qui saisit avec une admirable promptitude le côté utile de toutes les questions. C'est un coquin digne de la corde, mais un coquin spirituel, que le danger n'a jamais effrayé, qui trouverait un bon mot au pied de la potence, qui a fait du doute la loi souveraine, qui se défie de tous, et n'a foi qu'en lui-même. A tout prendre, malgré son effronterie, qui n'a pas de bornes, il n'excite jamais la colère. Chacun rend justice à son intelligence. Tant d'esprit dépensé pour faire le mal, sans élever Hadgi Stavros au rang des hommes de bien, lui assigne parmi les gens de son espèce une place à part. On sent que s'il voulait renoncer à son vilain métier, il jouerait sans peine un rôle important, et lutterait avec les hommes habiles et laborieux qui n'ont rien à redouter de la loi.

Cependant, si *le Roi des Montagnes* offre une lecture amusante, on a droit de s'étonner qu'un tel livre ait été conçu par un écrivain aussi jeune que M. About. Cette mordante ironie, qui attaque sans pitié toutes les actions de la vie, n'est pas d'ordinaire le partage de la jeunesse. Pour découvrir si habilement, pour montrer avec tant de finesse le côté ridicule ou du moins le côté dangereux de toutes les croyances, il faut avoir vécu longtemps, et M. About est à peine entré dans la virilité. C'est une question que chaque lecteur se pose dès qu'il connaît l'âge de l'auteur. Son livre est plein de bonne humeur, et pourtant, quand on a tourné la dernière page, on ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse. Pourquoi *Zadig* n'éveille-t-il pas un sentiment pareil? C'est que Voltaire n'essaie pas un seul instant de nous donner les acteurs de son récit pour des acteurs réels. L'amertume de l'ironie est tempérée par les artifices de l'imagination. Dans *le Roi des Montagnes,* tout se réunit pour nous persuader que nous sommes en face de la réalité. L'imagination joue un rôle si modeste, que nous prenons pour vrai tout ce qui est raconté, et le triomphe du coquin finit par nous attrister. La crédulité de ses dupes a beau nous amuser tant que dure la lecture, le sens moral reprend le dessus, et le découragement succède à la gaieté. On se demande ce que deviendrait la vie des peuples, si Hadgi Stavros trouvait de nombreux imitateurs, si la finesse de ses reparties excitait une admiration contagieuse; mais je ne veux pas insister sur ce point, car ce serait montrer pour une œuvre légère trop de sévérité. D'ailleurs il y a lieu de penser que M. About n'a pas songé un seul instant aux conséquences philosophiques de son récit. Il a trouvé dans ses souvenirs de voyage l'étoffe d'un roman plein de gaieté; il a écrit d'une haleine les chapitres dont tous les élémens étaient réunis d'avance, et traiterait volontiers de pédans tous ceux qui s'aviseraient de le morigéner. Je consens donc à prendre son récit pour un simple jeu d'esprit, et je m'empresse de reconnaître qu'il a fait preuve d'une grande dextérité dans le maniement de l'ironie et dans la disposition des incidens.

Qu'il me permette pourtant de lui soumettre une objection qui n'a rien à démêler avec la morale. Le botaniste allemand dont il se donne comme l'écho, comme le secrétaire fidèle et désintéressé, me paraît un peu trop français. Hermann Schultz, chargé par la ville de Hambourg d'une mission scientifique, me semble mieux connaître les salons de Paris que les habitudes bourgeoises de la famille. Pour le fils d'un aubergiste, à qui sa tante a donné un habit rouge brodé d'argent, il est un peu trop dégourdi. M. About, en transcrivant le récit d'Hermann, n'a pas respecté assez scrupuleusement la naïveté germanique. Puisqu'il avait résolu de ne pas parler en son nom, puisqu'il voulait nous donner comme les confidences d'un botaniste alle-

mand ses souvenirs personnels, il eût agi avec plus d'adresse en respectant le caractère du narrateur. Le portrait d'Hadgi Stavros, tracé par un personnage qui n'aurait pas respiré l'air des salons de Paris, qui ne serait pas sceptique à la manière de Zadig, serait plus original, plus intéressant. A part les premières pages, où nous voyons Hermann Schultz dans toute sa simplicité native, le récit tout entier est trop évidemment écrit par M. About. J'aurais aimé à voir la corruption, l'effronterie, la friponnerie racontées par un homme crédule, confiant, étonné de ce qu'il entend. Dès que le narrateur saisit à demi mot les intentions du héros dépravé dont il nous offre la vie, le lecteur à son insu accueille sans étonnement la dépravation, et le coquin est bien près de passer honnête homme. M. About, dans *le Roi des Montagnes,* a montré trop de finesse pour ne pas comprendre la valeur de cette objection. C'est une objection purement poétique, étrangère à toute pruderie. Ce n'est pas la cause de la vertu que je plaide en ce moment, c'est la cause du goût, qui se trouve confondu avec le bien par la nature même des choses. Si Hermann Schultz s'étonnait plus souvent de ce qu'il raconte, Hadgi Stavros garderait son caractère, et le lecteur comprendrait mieux ce que l'auteur pense du *Roi des Montagnes.* Au lieu de s'identifier avec le botaniste allemand, M. About a choisi le parti contraire; il a fait du fils de l'aubergiste un sceptique français qui ne s'étonne de rien, qui raconte en souriant les traits les plus effrontés, qui traite avec tant de bienveillance le coquin qu'il a connu, que les âmes candides peuvent à la rigueur douter de sa droiture. Le plus grand nombre des lecteurs ne saurait s'y tromper, je ne l'ignore pas. Cependant, en demeurant dans le domaine poétique, je persiste à croire que le caractère d'Hermann Schultz, dessiné avec autant de soin que celui d'Hadgi Stavros, aurait donné au *Roi des Montagnes* plus d'intérêt et de vérité. Il me reste à souhaiter que M. About ne se laisse pas égarer par le succès de cet amusant récit, et ne s'en tienne pas, comme il l'a fait jusqu'ici, à de spirituelles ébauches. Il possède dès à présent tout ce qu'il faut pour réussir; il dépend de lui de marquer sa place parmi les écrivains qui préfèrent une solide renommée aux applaudissemens des salons. Qu'il produise plus lentement, qu'il se ménage, qu'il ne jette pas son esprit aux quatre coins de l'horizon, et nous serons heureux de louer ses œuvres laborieuses, comme nous louons aujourd'hui ses boutades et ses ébauches.

Les premiers essais de M. Henry Murger ont été accueillis par la jeunesse avec une vive sympathie; les hommes d'un âge mûr s'étonnaient un peu de la popularité si rapidement acquise par le nouveau venu. Chez quelques-uns, l'étonnement allait même jusqu'à la colère. *La Vie de Bohême* excitait l'indignation des esprits moroses qui

voient dans la gaieté une raillerie. Quant à ceux qui ne comprennent pas le bonheur sans une longue sécurité, ils ne se gênaient pas pour crier au scandale. S'endormir et s'éveiller avec l'espérance, ne rien posséder, se confier dans l'avenir, narguer la sottise opulente, compter sur le travail, sur la gloire, supporter la pauvreté sans impatience, sans découragement, c'était en effet un exemple dangereux. Les personnages dessinés par M. Henry Murger étaient mal élevés et professaient des maximes pernicieuses. Sa *Vie de Bohême* fut donc jugée avec une extrême sévérité par les gens du monde, qui n'ont jamais connu l'inquiétude, dont les journées sont remplies par des visites inutiles, des promenades sans but, mais qui ne veulent pas être troublés dans leur ennui. Pourvu d'ailleurs qu'ils excitent l'envie, ils se disent heureux. *La Vie de Bohême* ne pouvait plaire à cette classe de lecteurs; mais les objections mêmes qu'elle avait soulevées servirent à populariser de plus en plus le nom de l'auteur, et ses amis s'abusèrent bientôt sur la mesure de son talent. De la part des oisifs et des heureux de ce monde, une sévérité qui allait jusqu'à l'injustice; de la part de ceux qui ne possédaient pour toute richesse que l'intelligence et le courage, une indulgence qui parfois dégénérait en engouement. Aujourd'hui la colère s'est apaisée, l'admiration est moins bruyante; le talent de M. Murger est estimé ce qu'il vaut, et n'a plus à redouter ni le dédain ni les éloges exagérés. Ses premiers essais, qui laissaient sans doute beaucoup à désirer pour la correction, se recommandaient par la franchise. Il y avait dans le dialogue un accent de vérité qui frappait tous les juges clairvoyans. J'entends dire par ceux qui ont connu l'auteur que dans *la Vie de Bohême* la mémoire joue un rôle plus important que l'imagination, qu'il n'a presque rien inventé : je ne suis pas en mesure de contrôler cette affirmation; mais lors même qu'elle serait légitime, il resterait encore à M. Murger une part assez belle, — avoir bien vu, avoir bien raconté. Que l'invention domine le souvenir, ce n'est pas moi qui le contesterai; toutefois le souvenir fidèlement transcrit, le souvenir vivant et coloré, vaut mieux que l'invention maladroite. Aussi je ne crois pas que *la Vie de Bohême* soit une œuvre à dédaigner.

Dans *le Pays latin*, M. Murger s'est efforcé d'atteindre à la correction, à l'élégance qui lui manquaient; il a voulu réfuter les reproches qui lui étaient adressés en châtiant son langage. S'il n'a pas complétement réussi dans cette difficile entreprise, il a du moins prouvé aux plus incrédules qu'il ne faisait pas fi de l'art d'écrire, comme ses détracteurs se plaisaient à le répéter. Il n'a rien négligé pour acquérir par l'étude ce que l'intelligence la plus heureuse ne saurait deviner. Il sentait le besoin de justifier le succès de son premier livre en produisant une œuvre sous une forme plus pure. Le désir de mieux

faire éclate à chaque page. Souvent même l'ambition de l'auteur ne s'arrête pas à temps. Dans la crainte de blesser les délicats en parlant trop simplement, il devient subtil et perd de vue la clarté. Des idées qui garderaient toute leur grâce native en gardant leur simplicité se transforment à son insu, quand il essaie de les traduire dans une langue savante. Le maniement des images, qui ne lui est pas familier, ralentit la marche de son récit. Cependant, malgré ce défaut purement technique, *le Pays latin* devait réussir, et a réussi. Les personnages, plus sérieux que dans *la Vie de Bohême,* ne sont pas dessinés avec moins de franchise. Les pages laborieuses dont je parlais tout à l'heure ne sont pas en assez grand nombre pour altérer le caractère de la composition. Si le récit n'avance pas toujours assez vite, il intéresse toujours. Moins naïf, moins spontané que dans son premier ouvrage, le talent de M. Murger garde encore une physionomie à part. Si l'auteur n'a pas eu le temps d'achever son éducation littéraire, on reconnaît avec plaisir qu'il y a chez lui un fonds excellent. S'il n'a pas étudié les modèles avec assez de soin, il possède ce qui ne se trouve pas dans les livres, l'art d'observer les hommes, de pénétrer les motifs de leurs actions. Et puis, dans les scènes qu'il raconte, les personnages sont animés d'une passion sincère. Ils vivent et ne posent pas; ils parlent pour exprimer ce qu'ils sentent. Le tort de l'auteur est de vouloir parler moins simplement que ses personnages. On s'est demandé pourquoi il prenait toujours le sujet de ses compositions parmi les souvenirs de sa jeunesse, pourquoi il n'essayait pas de peindre un monde plus élevé que le monde du quartier latin. La réponse est facile : il ne veut pas dessiner au hasard des figures qu'il ne connaît pas. Il représente de son mieux ce qu'il a vu. Plus tard, quand il aura étudié d'autres passions, d'autres mœurs, quand le monde fermé à sa jeunesse lui aura livré ses secrets, il changera certainement le thème de ses récits. Les œuvres qu'il a signées, sans le placer encore parmi les plus habiles, lui ont concilié l'estime de tous ceux qui aiment la sincérité dans les créations littéraires comme dans les relations de la vie. J'aime à croire d'ailleurs qu'il n'a pas dit son dernier mot.

Le nom de M. Amédée Achard était connu depuis quelques années comme celui d'un conteur ingénieux, mais qui attachait plus d'importance aux détails spirituels qu'à la composition proprement dite. *La Robe de Nessus* a forcé le public de changer d'avis à son égard. Si la fable de ce récit n'est pas encore aussi simple qu'on pourrait le souhaiter, il faut cependant reconnaître qu'elle est conçue avec adresse et ne franchit jamais les limites de la vraisemblance. C'est tout à la fois une étude de mœurs et une étude de caractère. Le sujet, traité par un esprit morose, deviendrait facilement lugubre; sous la

plume de M. Achard, il est devenu pathétique, et l'émotion n'est jamais navrante. Il s'agit d'un fils de famille ensorcelé par une courtisane. Au premier aspect, cette donnée semble vulgaire, et plus d'une fois déjà elle a été développée sous des formes diverses. Je ne dirai pas que M. Achard l'a tout à fait rajeunie, mais je puis du moins affirmer qu'il l'a franchement acceptée et s'est appliqué à la sonder sans s'effrayer de la profondeur de l'abîme qui s'ouvrait devant lui. Se ruiner pour une courtisane est chose fort triste assurément, aimer une femme indigne d'affection est cent fois plus triste encore. Un homme jeune et courageux retrouve dans le travail, sinon l'équivalent du patrimoine qu'il a follement dissipé, du moins l'indépendance et la dignité. Les plaies du cœur se cicatrisent lentement, et souvent même refusent de se fermer. M. Achard a placé son héros entre une femme tendre et dévouée, dont la tendresse, le dévouement, demeurent longtemps méconnus, et une créature sans nom qui met sa beauté au service du mensonge. Toutes les angoisses d'un cœur généreux trompé dans son espérance, et qui s'obstine dans sa crédulité, sont retracées avec une vérité poignante. Je regrette pourtant que l'auteur ait peint la courtisane avec plus de soin que la femme pure. Il me répondra peut-être que le titre même de son livre l'obligeait à prendre ce parti. Je suis d'un autre avis; je pense que son récit aurait gardé toute sa valeur, si les deux figures dont je parle eussent été dessinées avec le même soin et modelées avec le même relief.

Tous ceux qui ont lu *la Robe de Nessus* rendent justice aux intentions excellentes de l'auteur, et pour ma part je n'ai jamais mis en doute le but moral de cet ouvrage. Qu'il me soit permis pourtant de blâmer la prolixité des descriptions. Si la richesse de l'ameublement joue un rôle important dans la vie des courtisanes, puisqu'elles mettent leur vanité à dépouiller leurs dupes pour s'entourer de velours et de soie, qu'elles mentent pour un bracelet, qu'elles pleurent pour un collier, qu'elles s'évanouissent pour une rivière de diamans, il ne faut pas oublier pourtant que l'importance du cadre diminue l'importance des personnages, et M. Achard ne paraît pas s'en être souvenu assez constamment. A côté d'une page émouvante qui révélait le sérieux désir de peindre la douleur humaine, sans rien négliger pour tirer de cette peinture même un utile enseignement, nous trouvons trop souvent plusieurs pages où l'ébène et le palissandre, le satin et le lampas sont célébrés avec une complaisance exagérée. Je sais que c'est la mode parmi les écrivains de nos jours : ceux qui vivent d'une vie modeste tiennent à parler de l'opulence comme s'ils la connaissaient familièrement. Souvent même dans leurs descriptions ils vont bien au-delà de la réalité la plus dispendieuse; ils étonnent de leurs caprices les banquiers et les princes, ils prodiguent l'or et

les pierreries, et ne pensent pas à se demander combien coûterait ce luxe effréné. M. Achard, en écrivant *la Robe de Nessus*, a cédé comme tant d'autres à cette tentation contagieuse : il a voulu montrer qu'il n'ignorait pas l'aspect de la richesse. Il enveloppe les pieds de sa courtisane dans les plis d'un cachemire indien, il appuie sa tête sur la mousseline et la dentelle. Quelques lecteurs s'en émerveillent comme d'un trait de vérité; pour ma part, je pense qu'il convient toujours de traiter avec la plus grande sobriété les détails de la vie extérieure. Un écrivain dont le goût et la sagacité sont universellement reconnus blâmait autrefois les festons et les astragales. Le conseil qu'il donnait à ses contemporains est encore de mise maintenant. Les festons et les astragales sont passés de mode; mais le palissandre et le citronnier, la mousseline et la dentelle tiennent aujourd'hui beaucoup trop de place dans le roman. Les sentimens les plus vrais, les idées les plus élevées, sont amoindris par cette fâcheuse habitude. Prouver qu'on sait la nature humaine semble peu de chose; prouver qu'on possède sur le bout du doigt tous les détails d'un riche ameublement, d'une toilette opulente, paraît un devoir impérieux. M. Achard, en peignant les angoisses d'un cœur abusé, a montré assez de finesse et de pénétration pour renoncer sans regret aux descriptions que je blâme. Pour intéresser les lecteurs et même les lectrices, il n'est pas besoin de raconter les merveilles d'une robe en point de Chantilly. Qu'il se renferme donc résolûment dans l'étude des caractères, et réserve pour l'émotion les paroles qu'il dépensait pour l'éblouissement. En suivant le conseil que je lui donne, il perdra peut-être le suffrage de quelques lecteurs frivoles, qui préfèrent volontiers dans un livre ce qui brille à ce qui émeut, mais il sera amplement dédommagé de leur désertion par les applaudissemens des hommes de goût. Il y a dans *la Robe de Nessus* des pages qui pourraient disparaître sans aucun préjudice pour le récit, et je dirai même que le récit gagnerait en les perdant. J'ai lieu de penser que M. Achard sait à quoi s'en tenir sur la valeur des pages que je lui signale : il les a écrites pour plaire à la foule. Aujourd'hui, je l'espère, il vise plus haut : il veut des suffrages plus difficiles à conquérir, il comprend ce que vaut la sobriété dans les descriptions.

Les dernières œuvres de MM. Octave Feuillet, Henry Murger et Amédée Achard méritent d'autant plus d'attention qu'elles se recommandent par une pureté qui ne se trouvait pas dans leurs premiers essais. Dans ce groupe ingénieux, celui qui m'inspire la plus vive sympathie est l'auteur de *la Petite Comtesse*. Si je lui ai reproché de pousser parfois la finesse jusqu'à la subtilité, ce n'est pas que je méconnaisse la grâce et l'intérêt de ses conceptions, son ardent désir de présenter sa pensée sous la forme la plus exquise; mais sur

la pente où il s'est engagé, le pied glisse facilement, et je voudrais le voir revenir vers les sentiers où l'on marche d'un pas plus sûr. Il possède dès à présent tout ce qu'il faut pour émouvoir et pour charmer. Je lui souhaite seulement un plus vif amour pour la simplicité. Qu'il se défie des applaudissemens que les salons ne manquent jamais de prodiguer aux œuvres qui affectent leur langage, et si leur faveur lui fait défaut pendant quelques mois, il en sera dédommagé par l'approbation de juges plus sérieux et plus compétens. *Maurice de Treuil* et *Mademoiselle du Rosier,* pour l'élégance du langage, pour l'enchaînement des incidens, valent mieux que *la Robe de Nessus;* c'est un progrès évident qu'il serait injuste de méconnaître (1). M. Amédée Achard n'est pas un esprit du même ordre que M. Octave Feuillet, il n'a pas étudié comme lui les faiblesses du cœur; mais quand il rencontre une donnée vraie, il sait en tirer parti : il pose habilement ses personnages, et engage le dialogue sans embarras. Si j'avais un reproche à lui adresser, ce serait de ne pas apporter un goût assez sévère dans le choix des idées qu'il développe; on dirait qu'il se mêle trop souvent au mouvement de la vie, et néglige de se recueillir avant de prendre la plume. *Les Buveurs d'Eau,* comparés à la *Vie de Bohême,* révèlent chez M. Henry Murger l'étude des bons modèles, et marquent dans sa vie littéraire un progrès évident; *Hélène* et *Lazare* sont des récits traités avec un soin jaloux, et je regrette pour ma part que l'auteur n'ait pas ajouté quelques pages nouvelles à ses souvenirs de jeunesse. Les choses vraies sont si rares, qu'on doit les saisir avec empressement, et encourager en toute occasion ceux qui n'ont qu'à feuilleter leur passé pour nous offrir des tableaux émouvans. Quant à M. About, dont j'apprécie toute la vivacité, je crains qu'il ne se laisse aller à la dérive. Je ne crois pas qu'il ait de route tracée. Il suit le courant et aborde sans souci où le vent le pousse. Qu'il soit heureux en vivant ainsi, ou qu'il regrette parfois d'avoir vécu sans se préoccuper du lendemain, c'est une question qu'il ne m'appartient pas de trancher. Ce qu'il m'est permis d'affirmer, c'est que les pages signées de son nom nous permettent d'espérer des pages meilleures. Dès qu'il voudra se proposer un but déterminé et ne plus faire l'école buissonnière, il prendra sa place parmi les vrais écrivains; à l'heure où je parle, c'est un improvisateur amusant.

Les œuvres que je viens d'étudier me suggèrent une conclusion que le lecteur n'aura pas manqué de prévoir. La génération nouvelle s'applique avec trop de persévérance aux parties épisodiques de la

(1) *Mademoiselle du Rosier* a paru dans la *Revue* du 15 avril 1856, *Maurice de Treuil* dans les livraisons du 15 septembre, du 1er et du 15 octobre.

vie humaine, et néglige les conceptions qui relèvent d'une idée mère largement développée. Elle excelle dans la peinture des détails, elle possède un regard pénétrant, et rend bien ce qu'elle a vu; mais elle éparpille son intelligence sur un trop grand nombre d'objets, et ne prend pas soin de concentrer ses souvenirs. Il y a vingt ans, on exagérait le développement; on voulait que toute pensée, quelle qu'en fût la valeur, fournît un millier de pages. Aujourd'hui on ne prend pas la peine de choisir une donnée qui se prête à de nombreuses modulations. Je parle, bien entendu, des écrivains sérieux, car si je tenais compte des faiseurs, mon affirmation serait dépourvue de tout fondement. Nous avons des romans en vingt volumes, dont la dernière page nous promet un reste complémentaire en dix volumes, et parfois même la dernière page de ce complément nous fait une promesse nouvelle. Dans le domaine de la vraie littérature, le seul qui mérite de nous occuper, je voudrais voir se produire des œuvres moins nombreuses, mais plus importantes. Il se fait encore des récits ingénieux, des récits pathétiques; il se fait bien peu de récits qui soulèvent une discussion sérieuse. Les écrivains qui savent inventer escomptent leur avenir, au lieu d'attendre patiemment le jour où leur pensée, fécondée par la méditation, donnerait des fruits plus abondans. Je ne dis pas que l'imagination soit appauvrie dans notre pays. Je dis seulement qu'au lieu de produire de grandes œuvres comme elle le pourrait avec le secours du temps, elle se complaît trop souvent dans les œuvres qui ne demandent qu'un mois de travail. Je me hâte de reconnaître que la nouvelle génération littéraire ne doit pas supporter toute la responsabilité de la faute que je signale. Si elle écrit des œuvres de courte haleine, ce n'est pas que l'haleine lui manque; c'est qu'elle se trouve en face d'une génération de lecteurs dont l'attention se fatigue rapidement : elle mesure ses efforts sur les habitudes de ceux qui l'écoutent. C'est là sans doute une excuse, ce n'est pas une justification. C'est aux esprits capables d'inventer qu'il appartient d'élever le niveau du goût public. Qu'ils produisent des œuvres de longue haleine, qu'ils concentrent leurs facultés sur une donnée féconde, au lieu de consumer leur vie dans la peinture des détails, et le goût public sera bien forcé de se réformer. Ceux qui pensent par eux-mêmes, ceux qui trouvent pour leurs émotions, pour leurs souvenirs, une forme que la foule ignore, doivent dominer la foule. C'est à eux qu'appartient le gouvernement des esprits dans le domaine du goût : dès qu'ils obéissent au lieu de commander, ils oublient leur mission et leur dignité.

GUSTAVE PLANCHE.

FRANTZ

SCÈNES PASTORALES

AVRIL.

C'est moi qui décoche à ta vitre
Ce rayon d'or leste et joyeux
Dont le feu, sur ton noir pupitre,
Tombe et rejaillit dans tes yeux.

Ferme, en chassant ton rêve sombre,
Ce livre jaune où tu t'endors;
Fuis gaîment la ville et son ombre
Pour me suivre aux prés, d'où je sors.

Je suis le printemps! Dieu m'envoie,
Plein de musique et de couleurs,
Pour semer la vie et la joie
Dans les âmes et dans les fleurs.

FRANTZ.

Je fuirai sans regrets ce toit sombre et mon livre,
O printemps; mais je veux du moins,
Sous ton jeune soleil qui m'invite à le suivre,
Marcher sans guide et sans témoins.

Je hais tous les sentiers que le passant me omme,
Tout lieu d'où je suis revenu;

Je veux dans ce désert, loin des traces de l'homme,
Je veux voir de près l'inconnu.

L'ESPRIT DE L'AÏEUL.

Toi qui cherches ton passage,
Fier de le trouver tout seul,
Si ton cœur est resté sage,
Prends le bâton de l'aïeul.

Quelque jour, entre deux routes,
Hésitant, chargé d'ennui,
Si tu t'assieds, si tu doutes...,
Laisse-toi guider par lui.

Tu peux sur sa rude écorce
T'appuyer en sûreté;
Il a donné de sa force
A tous ceux qui l'ont porté;

Il n'a pas conduit ses maîtres
Vers les orgueilleux sommets;
Mais, par lui, de tes ancêtres
Le pied n'a tremblé jamais.

Ceux-là n'avaient pas l'envie
De fuir tout le genre humain,
Et, pour traverser la vie,
Ils prenaient le droit chemin.

Par la montagne et la plaine,
Partout où le blé mûrit,
Ils creusaient, sans perdre haleine,
Le sillon qui te nourrit.

Posant leur sceptre de frêne
Sur le seuil de la maison,
Ils rentraient, l'âme sereine,
Sans rêver d'autre horizon.

Fais comme eux; viens, abandonne
L'oisif orgueil; il te perd...
La nature qui t'est bonne,
C'est le champ, non le désert.

I.

Vois, par-dessus la haie où chantent les fauvettes,
Dans le foin verdoyant aux teintes violettes,
Cachés jusqu'aux genoux et montant de là-bas,
Les faucheurs, alignés, marchant du même pas.
En cercle, à côté d'eux, frappent les faux tournantes;
Le fer siffle en rasant les tiges frissonnantes,
Et, dans le vert sillon tracé par les râteaux,
L'herbe épaisse à leurs pieds se couche en tas égaux.

A l'ombre, au bout du pré, chacun souffle à sa guise;
Le travailleur s'assied, et sa lame s'aiguise,
Et l'on entend, parmi les gais refrains, dans l'air,
Tinter sous le marteau l'acier sonore et clair.

Toi, qui fuis ces labeurs que la sagesse envie,
Pourquoi, sans t'arrêter, passer devant la vie,
Voyageur poursuivi par ton rêve importun,
Et refuser ta part dans le bonheur commun?

BERTHE.

Nouez les ronces aux charmilles
Et l'aubépine à l'églantier;
Tendez vos rêts, ô jeunes filles,
Entre les buissons du sentier.

A ce bel étranger morose
Qui voit les fleurs sans les cueillir,
Fermez, d'une chaîne de rose,
Le chemin qu'il prend pour nous fuir.

FRANTZ.

Au rossignol chanteur préparez une cage,
Tressez pour l'enfermer le jonc et le glaïeul;
Mais au loup, s'il se montre, ouvrez vite un passage :
Je suis méchant, et je veux rester seul!

BERTHE.

Ton cœur vaut mieux que tes paroles;
Tes regards sont tristes, mais doux;
Il faut qu'ici tu te consoles,
Loin des bois où vivent les loups.

Si la faux t'effraie et te pèse,
Prends du moins ce râteau léger;
Avec nous tu peux, à ton aise,
Faner l'herbe de ce verger.

Le goûter, au fond des corbeilles,
Va nous offrir, dans un moment,
Blanche crême et fraises vermeilles,
Et pain bis mêlé de froment.

FRANTZ.

Là-haut, dans les pays où je veux aller vivre,
Il est des fleurs sans nom, il est des fruits divins,
Et du tronc de chaque arbre un miel qui vous enivre
Jaillit à flots plus purs que tous les vins.

BERTHE.

Nos prés ont des fleurs aussi douces.
Essaie un jour de leur odeur.
Pose un peu sur ton front boudeur
Ces couronnes que tu repousses.

A côté de nous reste assis
Sur ces pelouses favorites;
Laisse à nos fraîches marguerites
Effacer tes pâles soucis.

Pourquoi t'enfuir, à perdre haleine,
Vers ces sommets, à l'horizon,
Quand on est si gai dans la plaine,
Quand le feu flambe à la maison?

Voici la nuit, le ciel se couvre,
Le dernier char vient de partir;
Vois, là-bas, la grange qui s'ouvre;
L'éclair brille pour t'avertir.

Viens donc, un râteau sur l'épaule,
Comme nous, joyeux et chantant,
Respirer, sous l'ombre du saule,
L'odeur des foins que j'aime tant.

Les chars et les faucheurs sont rentrés à la ferme,
Sur le pré ras tondu le buisson se referme;

Mais du gazon plus vert renaît le bouton d'or,
Et l'immense bercail va se peupler encor.

Les vaches, les taureaux, détachés de la crèche,
Las de l'obscure étable et de la paille sèche,
Mugissent de plaisir, et, pressant leurs pas lourds,
Frottent leurs bruns naseaux sur le sol de velours.
Sautant de leur cavale à l'inculte crinière
Qu'enivrent l'air plus tiède et l'odeur printanière,
Les pâtres étourdis, voleurs de nids d'oiseaux,
Tressent à leurs captifs des prisons de roseaux.
Le chien jappe aux jarrets de la génisse blonde,
Le groupe des chevreaux s'éparpille à la ronde;
Et là-bas, au soleil, s'étend, calme et serein,
Et dort le taureau noir luisant comme l'airain.

II.

Les blés hauts et dorés, que le vent touche à peine,
Comme un jaune océan, ondulent sur la plaine;
D'un long ruban de pourpre, agité mollement,
L'aurore en feu rougit ces vagues de froment,
Et, dans l'air, l'alouette, en secouant sa plume,
Chante, et comme un rubis dans le ciel bleu s'allume.

Mais déjà la faucille est au pied des épis.
Les souples moissonneurs, sur le chaume accroupis,
Sont cachés tout entiers, comme un nageur sous l'onde;
Leur front noir reparaît parfois sur la mer blonde.
Plongeant leurs bras actifs dans les flots de blé mûr,
Ils avancent toujours de leur pas lent, mais sûr;
Leur fer tranchant et prompt, à tous les coups qu'il frappe,
Rétrécit devant eux l'or de l'immense nappe.
Derrière eux, le sillon reparaît morne et gris,
Les bleuets sont tombés et les pavots fleuris;
Et le soleil de juin, piquant comme la flèche,
Sur leur couche de paille à l'instant les dessèche.

Le sol brûle; on dirait que la flamme a passé
Sur le terrain, déjà blanchâtre et crevassé.
Les faux marchent toujours, allongeant derrière elles
Les rangs d'épis tombés en réseaux parallèles,
Et qui semblent de loin, tissu fauve et doré,
Des toiles de lin neuf qu'on blanchit sur le pré.

Dans l'air lourd plus de voix, hors le bruit des cigales
Frappant le ciel cuivré de leurs notes égales.
Entre les moissonneurs plus de joyeux propos;
Il est temps que midi sonne enfin le repos.
L'œuvre languit; la main, en essuyant la tempe,
Retombe mollement avec l'eau qui la trempe.
Les yeux cherchent; voici, travailleurs aux abois,
Que vous voyez venir, par le sentier du bois,
Les rouges tabliers, les corbeilles couvertes
D'un linge blanc qui luit entre les feuilles vertes.
Des cris ont salué l'espoir du gai repas.
Vers l'ombre, au bout du champ, chacun marche à grands pas:
On s'assied. Les grands pains sont étalés sur l'herbe.
Le maître fait les parts, trônant sur une gerbe.
La fermière a servi les rustiques apprêts
Et rempli d'un vin clair les écuelles de grès.

Mais déjà, sous le chêne où la mousse l'invite,
Pressant comme la soif, le sommeil descend vite.
Près de l'homme endormi, les marmots en éveil
Font leur moisson d'ivraie et de pavot vermeil.

Là, debout, lui montrant sa terre et sa chaumière,
Le fermier prend la main de la brune fermière.

FRANTZ.

Vois ces riches moissons; vois, sous ces flots de blé,
Notre champ qui se dore :
D'une moisson d'amour le printemps a comblé
Mon cœur plus riche encore!

Viens! pour payer les fleurs que tu m'offrais hier,
Qu'aujourd'hui tu me donnes,
Je veux, en épis mûrs, à ton front doux et fier
Rendre ici des couronnes.

BERTHE.

Quand tu fuyais, sombre et cherchant
Un désert et des fleurs nouvelles,
Je t'ai dit : Ma vigne et mon champ,
Mes prés, en cachent de plus belles.

Rien, dans ces lointains merveilleux,
Ne vaut les fruits, les blés qu'on sème

Dans le sillon de ses aïeux,
Et qu'on partage à ceux qu'on aime.

FRANTZ.

C'est par toi que ces champs ont porté fruits et fleurs,
Ma belle ménagère.
Tu prends avec amour ta part de mes labeurs,
La mienne est plus légère.

Ces travaux sont moins durs que n'étaient mon repos,
Ma solitude oisive;
Je sens, à tes côtés, mon cœur jeune et dispos;
Ta gaîté me ravive.

BERTHE.

Avant de trouver ton appui,
Mon cœur, sous sa gaîté frivole,
Succombait à ce vague ennui
Qu'une mère à peine console.

Mais aujourd'hui je sens par toi,
Sous ton regard qui me caresse,
Un bonheur pur de tout effroi,
Calme et fort comme ta tendresse.

Sur les chars empourprés des derniers feux du jour,
Gerbes et moissonneurs sont rentrés dans la cour.
Déjà, dans l'avenue, en face de la grange,
Sonne la cornemuse, et la troupe s'y range.

Le plus vieux, qui maintient le rite coutumier,
A réglé le cortége et marche le premier.
Il porte, heureux trésor acquis par tant de peine,
La couronne d'épis sur une croix de chêne.
Un ruban d'écarlate enroule au bois grossier
Les fleurs que l'été mêle au froment nourricier,
Et l'emblème sacré de joie et d'abondance
Du travail et de Dieu parle avec évidence.

On part; la voix éclate, et les vieilles chansons
Escortent noblement le bouquet des moissons.
Le soir dore les murs de la ferme qui brille.
Là, debout sur le seuil, le père de famille
Attend paisible et fier tout son peuple assemblé,
Et reçoit dans ses mains les prémices du blé.

Bientôt les épis d'or et la croix qui les porte
Comme un signe de Dieu sont cloués sur la porte;
Ils y doivent rester jusqu'à l'autre saison,
Pour garder de tout mal les champs et la maison.

Or, pour les moissonneurs, la journée étant faite,
Commence le plaisir de la rustique fête,
La danse et le repas où le maître joyeux
Écoute leurs chansons et s'assied avec eux.

FRANTZ.

La maison, tout en fête, avec amour décore
L'heureux char des moissons qui s'est rempli pour nous;
La maison, tout en fête et plus joyeuse encore,
A vu l'épouse entrer et sourire à l'époux.

Dieu fait mûrir les blés; c'est la femme économe
Qui mélange un sel pur au pain de chaque jour;
C'est elle, en souriant, qui donne au cœur de l'homme
Son aliment sacré d'allégresse et d'amour.

Comme ce blond froment, elle est l'or véritable;
Elle est le chaste orgueil du maître et du manoir,
Le joyau qu'on admire, accoudé sur la table,
Le flambeau du foyer quand le ciel se fait noir.

La maison, tout en fête, avec amour décore
L'heureux char des moissons qui s'est rempli pour nous;
La maison, tout en fête et plus joyeuse encore,
A vu l'épouse entrer et sourire à l'époux.

III.

Hier on cueillait à l'arbre une dernière pêche,
Et ce matin voici, dans l'aube épaisse et fraîche,
L'automne qui blanchit sur les coteaux voisins.
Un fin givre a ridé la pourpre des raisins.
Là-bas voyez-vous poindre, au bout de la montée,
Les ceps aux feuilles d'or dans la brume argentée?
L'horizon s'éclaircit en de vagues rougeurs,
Et le soleil levant conduit les vendangeurs.

Avec des cris joyeux ils entrent dans la vigne;
Chacun, dans le sillon que le maître désigne,

Serpe en main, sous l'arbuste a posé son panier.
Honte à qui reste en route et finit le dernier!
Les rires, les clameurs stimulent sa paresse.
Aussi, comme chacun dans sa gaîté se presse!
Presqu'au milieu du champ, déjà brille, là-bas,
Plus d'un rouge corset entre les échalas.
Voici qu'un lièvre part; on a vu ses oreilles.
La grive au cri perçant fuit et rase les treilles.
Malgré les rires fous, les chants à pleine voix,
Tout panier s'est déjà vidé plus d'une fois,
Et bien des chars, ployant sous l'heureuse vendange,
Escortés des enfans, sont partis pour la grange.

Au pas lent des taureaux, les voilà revenus,
Rapportant tout l'essaim des marmots aux pieds nus.
On descend, et la troupe à grand bruit s'éparpille,
Va des chars aux paniers, revient, saute et grapille,
Près des ceps oubliés se livre des combats.
Qu'il est doux de les voir, si vifs dans leurs ébats,
Préludant par des pleurs à de folles risées,
Tout empourprés du jus des grappes écrasées!

BERTHE.

Vois ces garçons frais et joyeux;
Le plus beau, c'est encor le nôtre;
Comme il sourit de ses grands yeux!
Comme il nous cherche l'un et l'autre!

Depuis que Dieu me l'a donné
Ce fils, ta souriante image,
Je crois, dans mon cœur étonné,
Que je t'aime encor davantage.

FRANTZ.

Oui, notre âme agrandie est plus pleine d'amour;
Dieu nous a fait largesse.
Ma maison et mon cœur ont reçu dès ce jour
La suprême richesse.

Sois bénie à jamais avec ton fruit charmant,
O branche maternelle!
Viens t'enlacer au cou du père et de l'amant,
Viens tous les jours plus belle!

Baise aux bras de l'époux notre ange au front vermeil,
Ce fils qu'on nous envie,
Et qui fait rayonner d'espoir et de soleil
L'automne de ma vie.

L'ENFANT.

L'enfant est roi parmi nous
Sitôt qu'il respire;
Son trône est sur nos genoux,
Et chacun l'admire.
Il est roi, le bel enfant!
Son caprice est triomphant
Dès qu'il veut sourire.

C'est la gaîté du manoir,
Jadis solitaire;
Ses yeux éclipsent, le soir,
Notre lampe austère.
C'est la primeur du verger,
L'agneau blanc cher au berger,
La fleur du parterre.

Il fait de ses cheveux d'or
L'anneau qui nous lie;
Il fait qu'on espère encor,
Il fait qu'on oublie.
Lorsqu'un orage a grondé,
Que les pleurs ont débordé,
Il réconcilie.

C'est pour lui qu'on a semé,
Qu'on remplit la grange;
Le pain blanc reste enfermé
Pour le petit ange.
C'est pour lui, joyeux garçon,
Que chacun dit sa chanson,
Pour lui qu'on vendange.

FRANTZ.

Suivez les chars au pas des taureaux familiers,
Chanteurs! Bénissez Dieu, la saison est féconde;
La maison sera pleine ainsi que les celliers;
La famille est nombreuse, et la vendange abonde.

Laissez grandir l'enfant, laissez vieillir le vin,
Pour qu'au déclin des jours ce fils, en qui j'espère,
Verse une ardeur encore avec ce jus divin
Dans le sang rajeuni de l'aïeul et du père...
Laissez grandir l'enfant, laissez vieillir le vin!

IV.

Les vapeurs de novembre et le soir qui commence
Répandent leur fraîcheur dans notre plaine immense.
Un reste de clarté, sur un nuage ardent,
Découpe le profil des grands monts d'occident.
A l'abri des sommets baignés de vapeur rose,
Le soleil, déjà las, s'incline et se repose.
Mais l'homme, infatigable à l'œuvre du labour,
Profite jusqu'au bout de sa force et du jour;
Il pousse, avec lenteur, ses bœufs dont le poil fume.
Dans l'air qui s'épaissit, tout blanchi par la brume,
On entend des bouviers traîner le long refrain.
Ah! qu'il est beau de voir sur le même terrain,
Foulant du même pas les herbes disparues,
Six paires de grands bœufs traînant leurs six charrues!
Comme des chars de guerre, ils marchent alignés,
Tirant de tout l'effort de leurs fronts résignés;
Si doux qu'on les excite avec une caresse.
Inutile au bouvier, l'aiguillon se redresse.

Mille oiseaux à l'entour, dans les sillons ouverts,
Attardés par l'appât, vont becquetant les vers.
Linot, bergeronnette et mésange hardie
Sous les pieds des taureaux courent à l'étourdie,
Voltigent sur leurs fronts, effleurent leur poitrail.
La paix règne entre tous dans ce champ du travail.

Au vent frais de la nuit, le bois prochain frissonne,
Et jette au sillon noir l'or des feuilles d'automne.
La sorbe aux grains ambrés tremble au bout du buisson.
Le seul bruit qui domine est la vieille chanson,
La voix du laboureur, lancée à toute haleine,
Qui plane et qui s'étend jusqu'au bout de la plaine.

CHANT DE LABOUR.

Plus loin! creusez encore un plus vaste sillon,
Mes fiers taureaux, avant de rentrer à l'étable;
Ma voix excite encor d'un paisible aiguillon
Votre lenteur infatigable.

Le travail presse, amis! il faut qu'il dure encor;
Il faut de l'héritage avoir atteint les bornes,
Avant que ce sommet cache le globe d'or
Qui luit en face entre vos cornes.

Retournons bien ce sol du levant au couchant;
Qu'il offre un lit fécond au grain que l'on y sème!
Je veux, pour de longs jours, fertiliser mon champ
Avant de m'y coucher moi-même.

LES OISEAUX DE PASSAGE.

Plus loin toujours, ô laboureurs,
Poussez le soc de vos charrues;
Plus loin, oiseaux avant-coureurs,
Lancez vos ailes dans les nues!
Voici l'hiver et ses horreurs;
Passez, corbeaux, cygnes et grues.

Dans nos bois, où rôdent les loups,
Un vent noir déjà siffle et gronde.
Cherchez un asile plus doux,
Un ciel où la lumière abonde.
Volez, oiseaux, précédez-nous;
Allez trouver un meilleur monde!

S'il est des pays sans hivers,
Des flots que nul vent ne déchire;
S'il est des jardins toujours verts,
Où les yeux ne font que sourire,
Où les cœurs sont toujours ouverts...
Oiseaux, revenez me le dire!

Pour vous suivre et sous ce ciel d'or
Guérir le mal dont je succombe,
Mon âme a déjà pris l'essor;
J'ai les ailes de la colombe.

J'arriverai! dussé-je encor
Franchir l'épaisseur de la tombe!

Mais là-bas, arrêtés au milieu du sillon,
Les bouviers, à genoux, plantent leur aiguillon.
Tandis qu'au-dessus d'eux les corbeaux et les cygnes
Dans les sentiers du ciel passent en longues lignes,
Sur la feuille jaunie un cortége nombreux
Serpente, au bord du bois, le long du chemin creux :
C'est la famille en deuil et d'amis entourée
Qui porte au champ des morts l'aïeule vénérée.

Les voilà disparus dans le funèbre enclos,
Et déjà l'on entend, au milieu des sanglots,
— Le prêtre ayant fini son oraison dernière, —
La terre, — ô bruit affreux! — retombant sur la bière.

Or, seuls dans leur sentier, revenant à l'écart,
Les époux l'un de l'autre ont cherché le regard.

FRANTZ.

Ah! je voudrais verser mon âme tout entière
Au sillon que voilà,
Et dormir à jamais sous cette morne pierre,
Si tu n'étais pas là,

Si ma vie en son deuil n'était pas enchaînée
Aux bras de nos enfans...
Mais mon cœur sera fort contre la destinée;
C'est toi qui le défends.

J'ai vu crouler sous moi le sol de ma colline;
Mais l'arbre y vit toujours,
O mère de mes fils, car j'ai pris ma racine
Dans nos saintes amours.

Reçois donc à cette heure, avec ma plainte amère
D'un bonheur envolé,
Tout mon cœur dans un mot : Dieu m'a repris ma mère,
Et tu m'as consolé!

BERTHE.

Et moi dans un mot je rassemble
Les plus saints noms et les plus doux;
J'ai mon père et ma mère ensemble
Et mon frère en toi, mon époux!

Pourvu que ton cœur m'y réponde,
Notre champ est mon univers;
J'ai mon paradis en ce monde
Tant que tes bras m'y sont ouverts;

Tant que Dieu garde et que prospère
De nos fils le riant essaim;
Tant que je puis, devant leur père,
Les presser tous contre mon sein.

Par eux, dans le deuil où nous sommes,
Laisse ton cœur se ranimer;
Vis pour en faire un jour des hommes,
Moi je leur enseigne à t'aimer.

FRANTZ.

A genoux, mes enfans, priez, pleurez près d'elle;
Que nos morts soient joyeux!
Sa voix fait tressaillir la terre maternelle
Pleine de vos aïeux.

Donnez-leur, ô mes fils, à tous ces morts augustes,
Vos premières douleurs.
Vous devez un sang pur aux vertus de ces justes;
Qu'ils aient au moins vos pleurs!

Leur austère travail a fondé ce domaine,
Ce champ qui vous nourrit;
Leur sagesse a glané dans la sagesse humaine
Le pain de votre esprit.

Par eux ont survécu ces chênes dont l'ombrage
Orne encor ce beau lieu;
Par eux l'antique foi, pour suprême héritage,
Vous transmit le vrai Dieu.

Demandons nos vertus au tombeau de l'ancêtre!
Offrons-lui nos remords!
Dieu sème au fond des cœurs le bien qui doit y naître
Dans la saison des morts.

LE SEMEUR.

La terre est assez labourée,
Des entrailles du champ ôtez le soc d'airain.

Notre âme est assez déchirée,
Des cœurs qu'il brise encore ôtez le noir chagrin.
Et vous, divin semeur, parcourez la contrée;
La terre est assez labourée,
Versez, versez à flots les germes du bon grain.

Prêtez au sillon la semence,
Donnez aux morts chéris leur gîte hospitalier.
La vie est là qui recommence.
Ce champ pour une graine en rapporte un millier.
L'hiver, tout va dormir sous un linceul immense;
Prêtez au sillon la semence,
Le printemps du Seigneur viendra tout réveiller.

A LA TERRE.

Tu permets au travail de presser ta mamelle,
Patiente nourrice, et depuis six mille ans
Tu gardes à tes fils ta richesse éternelle,
Tu livres sans compter les trésors de tes flancs.

Tes bois nous sont ouverts, ta plus belle parure!
Nous fouillons dans tes os de marbre et de métal.
Aux besoins du réel tu donnes sans mesure,...
Mais tu portes aussi ta moisson d'idéal!

Tes saisons pour notre âme ont d'indicibles charmes,
Je les admire en toi,... mais ils viennent d'ailleurs!
S'ils font naître si bien le sourire ou les larmes,
C'est qu'ils ouvrent nos yeux à des mondes meilleurs.

Sois soumise au travail, ô terre, et sois bénie!
Donne à flots tes épis au pain de tous les jours;
Mais conserve tes bois, sources de l'harmonie,
Et garde aussi tes fleurs, dont vivent les amours.

Par les vertus des morts qu'à tes champs nous donnâmes,
Fais grandir la beauté, la sagesse en tout lieu;
Tu dois nourrir les fruits et les fleurs pour les âmes,
Et les âmes pour Dieu.

VICTOR DE LAPRADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1857.

Ce n'est point précisément l'animation qui manque aujourd'hui dans les affaires du monde. Cette animation, il est vrai, diffère de celle d'un temps de guerre ouverte, et n'a point le caractère d'une émotion ardente, presque fiévreuse; elle est plutôt dans le mouvement incessant des choses, dans les incidens qui se multiplient, dans cet ensemble de questions qui viennent à la fois révéler l'activité permanente de la politique et montrer la vie ou les tendances des peuples sous les aspects les plus divers. Écartons, si l'on veut, la plus grande des affaires contemporaines, celle d'Orient, puisque aussi bien elle ne subsiste désormais que par la réorganisation toujours incertaine des principautés, et que les Russes ont mis tout récemment une sorte d'amour-propre à faciliter la délimitation de la Bessarabie, qui est aujourd'hui accomplie. Il reste encore un certain nombre de questions qui embrassent tous les intérêts et touchent à tous les ressorts de la politique. Tandis qu'un acte de pacification vient d'être signé à Paris entre l'Angleterre et la Perse, les hostilités récemment ouvertes sur les côtes de la Chine par les autorités britanniques ne semblent pas tendre à la même fin, et cette guerre chinoise va provoquer la dissolution du parlement anglais à la suite d'une discussion où le cabinet de Londres est tombé en minorité. Vainqueur dans la chambre des lords, le ministère a été battu dans la chambre des communes, et il fait appel au pays. D'un autre côté, le litige survenu entre la Prusse et la Suisse au sujet de Neuchâtel se débat maintenant au sein d'une conférence réunie à Paris et occupée à préparer les élémens d'une transaction devant laquelle plieront sans nul doute les prétentions opposées. Au même instant, un conflit diplomatique inattendu, quoique assez naturel peut-être, surgit entre l'Autriche et le Piémont, lorsque l'on croyait presque à un rapprochement prochain entre les deux pays; de vieilles querelles se réveillent entre l'Allemagne et le Danemark, toujours sur ce point délicat et obscur de la situation des duchés allemands dépendant de la monarchie danoise, et si l'on regarde au-delà des mers, vers le Nouveau-Monde, on voit le Mexique, où des attentats sanglans contre des

Espagnols appellent le cabinet de Madrid à poursuivre une réparation, où l'immixtion des États-Unis appellera peut-être quelque jour l'Europe à intervenir. Ainsi marche le monde, toujours occupé à se créer des conflits ou à les dénouer. De toutes ces questions, il en est qui commencent à peine; d'autres devront être nécessairement résolues dans un délai assez court, comme celle de Neuchâtel. Au premier rang, parmi les choses actuelles, sont les affaires de l'Angleterre et les récens débats du parlement. Ici l'on touche à des points de politique intérieure en même temps qu'aux intérêts du commerce et de la prépondérance de la Grande-Bretagne dans l'extrême Orient.

Lorsque le parlement anglais s'ouvrait il y a plus d'un mois, on pressentait vaguement que de grandes discussions allaient s'élever, et que le ministère aurait à se défendre contre des coalitions puissantes d'opinions et de talens; mais sur quel terrain allaient s'engager ces luttes? Les difficultés nées de l'interprétation du traité de paix avec la Russie venaient d'être pacifiquement dénouées par la conférence de Paris. On ne se pressait pas d'aborder les affaires d'Italie, ou du moins ces affaires étaient effleurées plutôt que traitées dans une sorte d'escarmouche entre lord Palmerston et M. Disraeli. Il restait deux questions d'un intérêt supérieur pour la politique anglaise, la guerre avec la Perse et les hostilités dirigées contre la Chine. C'est sur ces deux points que se concentraient tous les efforts d'une opposition composée d'élémens assez divergens. Or, avant d'aller plus loin, en quoi consistent et dans quels termes se trouvaient ces deux questions, dont une seule a pu être soustraite jusqu'ici à la juridiction parlementaire par une négociation qui vient d'aboutir heureusement à un traité de paix?

On n'a point oublié peut-être d'où est née la guerre de l'Angleterre avec la Perse. Il y a quelque temps déjà, un agent britannique à Téhéran, M. Murray, se mettait en lutte ouverte avec le gouvernement du shah, et finissait, après des discussions irritantes, par amener son pavillon et prendre ses passeports. Ce n'était encore qu'un prélude, lorsque la Perse, se croyant menacée du côté de l'Afghanistan, envoyait une armée pour faire le siége de la ville d'Hérat, qui tombait bientôt devant les forces persanes. L'aventure de M. Murray, le siége et la prise d'Hérat, la préoccupation des intérêts britanniques dans l'Afghanistan, peut-être le dessein secret de prévenir la Russie dans ces contrées ou de lutter d'influence avec elle, toutes ces raisons suffisaient à l'Angleterre pour déclarer la guerre à la Perse et pour envoyer une escadre avec des troupes dans le Golfe-Persique. A la prise d'Hérat les Anglais répondaient par la prise de Bushir. C'est vers cette époque qu'un ambassadeur persan, Ferouck-Khan, se rendant en France, s'arrêtait à Constantinople, où il se trouvait engagé dans une difficile négociation avec le représentant britannique, lord Stratford de Redcliffe, pour le rétablissement de la paix entre les deux pays. Malheureusement lord Stratford de Redcliffe est un négociateur mieux organisé pour soutenir les querelles que pour les apaiser; il se retranchait dans des conditions aussi hautaines que rigoureuses. Cette négociation rompue à Constantinople, Ferouck-Khan est venu la renouer à Paris avec lord Cowley, et ici la paix a pu être signée. Ce résultat est dû à l'esprit de conciliation des deux négociateurs, et aussi, il faut le dire, à l'entremise du gouvernement français, au ministre des affaires étrangères, qui, sans intervenir officiellement, n'a cessé de s'employer à adoucir les différends, à rapprocher les par-

ties, pour faciliter un dénoûment dont le cabinet de Londres, si nous ne nous trompons, n'est point le dernier à lui tenir compte. La paix a été conclue, disons-nous, à la suite de concessions mutuelles. En effet, l'Angleterre n'a plus insisté sur la destitution du sadrazam ou premier ministre du shah, avec qui M. Murray avait eu sa querelle; elle renonce à cette protection des sujets persans qui a été la cause de la dernière rupture diplomatique; elle n'a point soutenu jusqu'au bout les prétentions qu'elle avait d'abord pour l'admission de ses consuls, et s'est bornée à obtenir le traitement de la nation la plus favorisée. Enfin elle doit rendre les territoires qu'elle occupe. D'un autre côté, M. Murray retournera comme ministre britannique à Téhéran et y recevra les honneurs qui lui sont dus. Hérat restera une ville indépendante, l'indépendance de l'Afghanistan est également reconnue. Peut-être aussi l'Angleterre et la Perse se sont-elles mises d'accord sur la politique à suivre en commun dans ces contrées. Au moment où les chambres s'ouvraient à Londres, cette négociation était commencée à Paris. Le cabinet anglais était donc fondé à éluder toute discussion publique malgré d'assez pressantes sollicitations; le parlement était obligé de céder devant un grand intérêt national. Le ministère anglais a pu ainsi échapper par la négociation à un débat qui s'ouvrira dans des conditions bien meilleures pour lui après la fin d'une guerre couronnée par un traité favorable.

Mais s'il en était ainsi de la guerre avec la Perse, la question des hostilités ouvertes contre la Chine dans la rivière de Canton restait entière. Si l'on va au fond de cette affaire, il est impossible de ne point reconnaître que jamais conflit n'a éclaté pour un motif plus futile, à moins que l'Angleterre n'ait eu le dessein prémédité de forcer définitivement l'entrée de la Chine, ce que le cabinet de Londres n'avoue pas. De quoi s'agissait-il effectivement à l'origine? Toute la question était de savoir si un petit navire, la lorcha l'*Arrow*, était dans des conditions telles que la protection britannique lui fût assurée, et si les autorités chinoises, en visitant cette embarcation, ont violé les traités et les priviléges de la nationalité anglaise. Seulement, cette première difficulté une fois créée, le gouverneur anglais de Hong-Kong, sir John Bowring, s'est armé d'un autre grief; il a saisi l'occasion de faire triompher un droit depuis longtemps réclamé par la Grande-Bretagne et obstinément refusé par la Chine, le droit d'admission des Anglais à Canton. Le gouverneur de cette dernière ville, le mandarin Yeh, a eu recours à toutes les subtilités évasives de la diplomatie chinoise; il n'a voulu reconnaître ni la nationalité britannique de l'*Arrow*, ni le droit d'admission réclamé par sir John Bowring; il a résisté en un mot. De là le conflit. L'amiral Seymour, recourant à la force, a bombardé Canton. Qu'en est-il résulté? De grands désastres sans doute, un état de guerre qui met en péril des intérêts immenses et la vie de milliers d'hommes, une absence complète de sécurité pour les populations étrangères, livrées aux passions de la multitude dans les villes chinoises où elles sont admises. Et cependant il est très vrai que la nationalité britannique de la lorcha l'*Arrow* n'était rien moins que constatée. Si le traité de Nankin stipule l'admission des étrangers dans la cité de Canton, il est très vrai aussi que cette admission a toujours été jugée comme une question d'opportunité, de telle sorte que, pour des griefs douteux ou sujets à discussion, les autorités anglaises ont été conduites à une exécution

sanglante, et qu'aujourd'hui le cabinet de Londres s'est vu obligé d'approuver les actes de ses agens sous peine de créer aux Chinois l'illusion d'une victoire qui ne ferait qu'exalter leurs passions fanatiques contre les étrangers, et de laisser sans protection la vie et la propriété de ses nationaux. Le plus sérieux argument qui puisse être produit contre les autorités britanniques en Chine, c'est lord Palmerston lui-même qui l'a jeté dans la discussion, lorsqu'il a dit que l'Angleterre s'était entendue avec la France et les États-Unis pour envoyer des plénipotentiaires dans le Céleste-Empire. S'il en était ainsi, pourquoi se hâter? Pourquoi substituer une action isolée, brusque et violente à une démarche qui pouvait avoir d'autant plus d'efficacité qu'elle s'appuyait sur les forces de trois des plus grandes nations du monde?

C'est sous cet aspect que les affaires de Chine se présentaient dans le parlement. Elles prêtaient à la critique sans nul doute. Aussi les motions de censure se sont-elles succédé. La première, comme on sait, a été proposée à la chambre haute par lord Derby, qui a montré une rare puissance de parole. Lord Derby a été vaincu par le fait, mais les coups qu'il a portés au ministère dans la chambre des lords n'ont peut-être pas été entièrement étrangers au résultat de la discussion de l'autre assemblée. Dans la chambre des communes, c'est M. Cobden qui a pris l'initiative en réclamant une enquête et en proposant un blâme contre la politique suivie en Chine. Ici lord Palmerston s'est trouvé en face de tous les talens réunis, des hommes principaux des partis. M. Disraeli a parlé dans le même sens que lord John Russell, et M. Roebuck s'est rencontré avec M. Gladstone et sir James Graham dans une même pensée d'opposition. Lord Palmerston a vainement combattu; il a eu beau tracer un portrait peu séduisant du mandarin Yeh, mettre en présence la barbarie chinoise et les intérêts du commerce britannique, la fortune lui a été contraire : quand le vote est venu, la majorité s'est tournée contre lui, et cette majorité, il faut le dire, ne trouvait pas seulement sa puissance dans le nombre. Après une telle manifestation, il ne restait plus au chef du cabinet qu'à quitter le pouvoir ou à dissoudre le parlement : il a choisi cette dernière alternative. C'est là une conséquence un peu imprévue de la diplomatie du mandarin Yeh, et ce n'est pas la première fois au surplus qu'une grande question extérieure décide de l'existence d'un cabinet ou d'un parlement. On ne saurait s'y méprendre cependant : il est bien clair que le dernier vote de la chambre des communes ne peut avoir pour résultat d'affaiblir l'action de l'Angleterre devant un empire comme la Chine, dont la puissance ne se mesure pas heureusement au nombre de ses habitans. Bien des hommes qui ont adhéré à la motion de censure n'agiraient point autrement que ne le fait le cabinet de Londres, parce que la première loi en fin de compte, c'est de sauvegarder la dignité européenne, les intérêts compromis, la vie des nationaux anglais.

Si on y regarde de près, cette question de Chine est venue bien à propos; elle a été la pointe d'une arme habilement aiguisée contre le ministère, et dans une affaire spéciale où des fautes évidentes ont été commises, lord Palmerston a peut-être porté la peine de toute une politique. Le chef actuel du cabinet de Londres jouit à un certain point de vue, on n'en peut douter, d'une grande popularité; dans sa longue carrière, il s'est fait l'homme du patriotisme britannique. Il y a longtemps cependant que la politique de lord Palmerston est l'ob-

jet des méfiances de bien des hommes d'état anglais. Elle a suscité à la Grande-Bretagne des inimitiés nombreuses, et elle n'a pas toujours été à l'abri de ce reproche, que lui adressait M. Cobden, d'être arrogante avec les faibles, humble avec les forts, de se servir de toutes les armes, et d'intervenir partout. Lord Palmerston a expié en un jour, et dans une question donnée, les excentricités de sa politique, et sa défaite a été un baume pour bien des blessures. Maintenant lord Palmerston se relèvera-t-il par la dissolution du parlement? que va-t-il résulter de cet appel au pays? L'Angleterre, avec des pensées très fixes sur certains points, est mobile dans ses impressions. Selon toute apparence, le gouvernement obtiendrait aujourd'hui la majorité; peut-être aussi dans quelques jours, la première émotion un peu calmée, cette majorité se trouvera-t-elle diminuée. Ce qui vient de se passer dans la Cité de Londres, au sujet de la candidature qu'on voulait offrir à lord Palmerston, ne prouve pas que l'opinion soit absolument dévouée au chef du gouvernement. Une chose est remarquable dans cette lutte qui va s'ouvrir, c'est l'absence de tout caractère politique, pour ainsi dire. Il n'y a point de principes en jeu, point de partis disciplinés et unis pour faire triompher une idée, une opinion. C'est une force pour lord Palmerston, dira-t-on; c'est peut-être aussi une faiblesse, parce qu'une majorité sans lien moral, mobile et fuyante, n'offre pas un très solide point d'appui, et dans tous les cas, au milieu de ce morcellement des opinions, lord Palmerston se trouvera toujours en présence des hommes les plus considérables du parlement, qui recommenceront la lutte dans la chambre nouvelle. Ces coalitions, où il y a souvent plus de chefs que de soldats, sont un danger sans doute. Il en sera vraisemblablemen ainsi tant que les partis, autrefois si puissans en Angleterre et aujourd'hui décomposés, ne se seront pas reconstitués.

Ces questions ne s'agitent point parmi nous. La France est l'alliée de l'Angleterre, mais elle ne l'imite pas; elle est son alliée très indépendante sous plus d'un rapport, et si elle a, elle aussi, des intérêts extérieurs sur lesquels elle se rencontre souvent avec la Grande-Bretagne, elle a une vie intérieure dont les formes et le caractère se rattachent à un tout autre ordre d'idées et d'événemens. Quels sont aujourd'hui les points saillans de cette vie intérieure? Il en est peu sans doute. Le corps législatif, depuis qu'il est réuni, n'a pas eu à montrer une grande activité. Voici cependant une affaire d'une certaine importance qui va lui être soumise, une affaire de finance qui soulève plus d'un problème : c'est celle de l'impôt projeté sur les valeurs mobilières. La question vient d'être étudiée par le conseil d'état, qui s'est réuni plusieurs fois sous la présidence même de l'empereur, et de cette élaboration il sort un projet dont les dispositions principales sont aujourd'hui publiques. Le droit établi par une loi de 1850 pour la circulation et le timbre des actions et obligations serait porté de 5 centimes à 15 centimes pour 100 francs du capital réel réglé tous les trois ans d'après le cours moyen. Ce droit serait annuel et obligatoire. En outre, un règlement d'administration publique déterminerait le mode d'application de ce droit aux valeurs étrangères négociées en France. Le conseil d'état s'est donc prononcé, et a formulé cette pensée d'un impôt sur les valeurs mobilières qui préoccupait depuis quelque temps déjà. Maintenant c'est au corps législatif d'examiner la question, de la traiter à son tour et de la résoudre. Toutes les objections pourront se pro-

duire. Que le gouvernement cherche les moyens de suffire aux charges publiques, rien n'est plus simple assurément. Au fond, ce qu'il y a de plus grave peut-être, c'est cette nécessité de recourir, pour la marche régulière des budgets, à des créations d'impôts qui semblent habituellement réservées pour les circonstances extraordinaires. C'est là aussi ce qui fait l'importance de cette question, en apparence purement financière.

La surface des choses est calme sans doute aujourd'hui en France; la vivacité des luttes politiques s'est émoussée. Est-ce à dire qu'il n'y ait absolument aucun travail, aucune préoccupation intime, ou que tout se résume dans des questions matérielles et financières? De ce mouvement même des choses matérielles, il se dégage parfois des révélations instructives, comme aussi il est des questions qui touchent de plus près à des intérêts de l'ordre le plus élevé. On n'en est point à le remarquer, les affaires religieuses ont pris depuis quelques années dans les luttes et les polémiques de tous les jours une place qu'elles n'avaient pas, qui était tout entière aux querelles des partis. De là des incidens assez fréquens où des prélats ont été quelquefois mêlés. Aujourd'hui c'est M. de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, qui se trouve mis en cause pour des actes dont on ne peut dissimuler la gravité, puisqu'il y a un appel comme d'abus porté devant le conseil d'état. Rien n'est plus délicat, sans contredit, que tout ce qui a trait aux rapports entre les chefs supérieurs de l'église et le clergé inférieur. Le mieux serait de s'en occuper le moins possible. Il y a cependant une limite à cette réserve, c'est lorsque certains actes vont au-delà des lois consacrées. M. l'évêque de Moulins, pour tout dire, est accusé notamment d'exiger des curés inamovibles qu'il institue une sorte de démission anticipée, afin d'éluder les dispositions du concordat qui garantissent civilement l'inamovibilité. Les plaintes qui se sont élevées et qui ont trouvé un certain écho sont-elles fondées? Il paraît bien clair qu'il y a une sorte d'engagement de la part des curés au moment de leur nomination, et dans ce cas le plus simple eût été de produire cet engagement même. Le conseil d'état est saisi aujourd'hui de la question, et il n'est point douteux que l'autorité du concordat prévaudra, si elle a été méconnue. Pourquoi d'ailleurs le clergé chercherait-il à méconnaître et à diminuer la valeur du concordat? En réalité, il agirait contre lui-même et contre la société. Quelle a été en effet l'influence de cette grande transaction entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil? Depuis que le concordat existe en France, la paix s'est faite, et n'a cessé de régner. Les conflits entre l'église et l'état ont été peu nombreux. La religion a retrouvé son empire. Qu'on observe au contraire les pays soumis à une autre loi : les luttes, les froissemens sont incessans, les rapports sont laborieux. Il y a toujours un pouvoir qui opprime ou qui est opprimé. L'esprit de modération qui a présidé au concordat a produit en France le respect mutuel dans l'indépendance des deux pouvoirs. C'est un résultat assez considérable pour qu'on doive y tenir.

Depuis quelque temps, on parlait moins de l'Italie en Angleterre comme en France. Ce n'est pas qu'on fût absolument rassuré sur les conditions de cette malheureuse péninsule, où couvent toujours mille passions généreuses mêlées à des aspirations insensées ou coupables; mais le vent n'était pas aux excitations, l'émotion née à la suite du congrès de Paris commençait à s'apaiser. On cherchait plutôt comment pourrait s'aplanir ce différend qui a

fait aux deux grandes puissances de l'Occident et au royaume de Naples une situation où les gouvernemens ne peuvent rester et d'où ils ne peuvent sortir; on s'efforçait de découvrir des symptômes meilleurs, lorsque tout à coup a éclaté entre l'Autriche et le Piémont cette guerre nouvelle qui a commencé par des polémiques de journaux, et qui vient de continuer par un échange de notes diplomatiques dont nous laissions l'autre jour pressentir le sens au moment où elles étaient livrées à la publicité européenne. M. de Buol rassemble tous les sujets de plainte de l'Autriche : langage acerbe des journaux piémontais, manifestations des autres contrées de l'Italie en faveur du gouvernement de Turin, c'est-à-dire contre le gouvernement impérial, souscriptions pour les cent canons destinés à l'armement de la forteresse d'Alexandrie, don des Milanais pour l'érection d'un monument à l'armée sarde. Tous ces griefs sont soigneusement réunis et résumés avec une certaine raideur dans la note que le chargé d'affaires impérial à Turin, le comte de Paar, a reçu la mission de communiquer à M. de Cavour. Le président du conseil du roi Victor-Emmanuel, usant à son tour du même procédé, a chargé l'agent piémontais à Vienne, le marquis Cantono, de lire à M. de Buol la réponse qu'il a faite à sa communication. La note de M. de Cavour a eu un succès qu'on ne saurait contester; elle a paru l'œuvre d'un esprit habile, qui sait être modéré quand il le veut sans cesser d'être ferme, et qui n'est jamais plus fort que lorsqu'il est sur son vrai terrain, celui d'une politique dégagée de toutes les exagérations des partis. La politique exposée dans la note piémontaise est une politique dévouée sans doute à l'indépendance de l'Italie et aux idées libérales, mais en même temps décidée à respecter les traités, à ne s'affranchir d'aucune des obligations du droit public, et à n'aller au-devant d'aucune rupture systématique. C'est ce qui la distingue de toutes les politiques insurrectionnelles et révolutionnaires. Dans ces termes mêmes, les réfutations opposées par M. de Cavour à M. le comte de Buol ne laissent pas d'être embarrassantes pour le gouvernement impérial. Pourquoi l'Autriche ferait-elle un crime au cabinet de Turin du langage de la presse sarde, lorsque la législation en vigueur dans le Piémont met à sa disposition des moyens répressifs dont elle n'use pas? Pourquoi même s'en plaindre à la rigueur, puisque les journaux piémontais ne passent pas le Tessin, et que leur influence se trouve ainsi préventivement annulée dans les possessions de l'Autriche? Les journaux sardes sont souvent violens, cela n'est point douteux; les journaux autrichiens ne l'ont pas été moins dans ces derniers temps, ainsi que nous le disions récemment, et il y a ceci à considérer, que rien ne s'écrit dans l'empire d'Autriche qui n'ait l'autorisation directe ou indirecte du gouvernement. Au pis aller, c'est une querelle de journaux, dont l'importance diminue à mesure que les cabinets s'en occupent moins. Il y avait un passage plus délicat dans ces confidences diplomatiques. Des manifestations ont eu lieu dans diverses contrées de l'Italie pour honorer l'initiative que le gouvernement piémontais a prise l'an dernier au sujet de la péninsule : le cabinet de Vienne a pu être secrètement blessé, et il met aujourd'hui sa blessure à nu; mais ici encore, pourquoi l'Autriche cherche-t-elle absolument à voir une hostilité dans ces manifestations, puisqu'elle s'est évidemment inspirée de la politique recommandée par le congrès de Paris dans les actes récens qui ont signalé le pas-

sage de l'empereur François-Joseph en Lombardie? Quant à la souscription milanaise pour l'érection d'un monument à l'armée sarde, M. de Cavour réduit cette affaire aux plus insignifiantes proportions, en effaçant le caractère originel du don, et en assurant d'ailleurs que ce monument ne portera aucune inscription de nature à exciter les susceptibilités du gouvernement impérial.

Le plus simple examen des deux documens diplomatiques qui ont été mis au jour éveille, ce nous semble, une impression naturelle : c'est que de la part de l'Autriche l'effort a évidemment dépassé le but, c'est qu'il y a une disproportion singulière entre les petits froissemens que M. de Buol énumère et la démarche diplomatique assez grave que le cabinet impérial vient de faire. C'est une querelle sans motifs actuels ou récens, qui éclate trop tard, surtout dans un temps inopportun, au moment où le gouvernement piémontais, satisfait par la levée des séquestres, était prêt à se rapprocher du gouvernement autrichien et à renouer des rapports plus réguliers que ceux qui ont existé depuis quelques années. Au lieu d'un rapprochement devenu possible, c'est la menace d'une rupture plus sérieuse, et cette menace vient de l'Autriche. Jusqu'ici il n'y a qu'une communication diplomatique, un peu comminatoire, il est vrai; mais après la réponse de M. de Cavour le cabinet de Vienne se laissera-t-il entraîner jusqu'à retirer sa légation de Turin et à rompre toute relation avec le Piémont? L'Autriche se trouve malheureusement ici entre une sorte d'inconséquence si elle s'arrête, et une extrémité qui ne serait qu'une seconde faute ajoutée à la première, si elle va plus loin. A quoi servirait en effet une rupture? Diplomatiquement, elle isolerait l'Autriche; elle ne pourrait que rendre plus délicate et plus sensible une situation déjà assez difficile. Ce n'est point en France évidemment que le cabinet de Vienne peut trouver un appui pour des essais d'intimidation et de pression vis-à-vis du royaume de Sardaigne. L'Angleterre lui serait encore moins favorable, et c'est alors que cette alliance accidentelle dont on a vu récemment l'ombre s'évanouirait. L'Autriche a pu penser qu'elle aurait au moins l'approbation de la Russie, elle l'a cru; c'était une illusion un peu trop fondée sur l'oubli du passé. Le gouvernement russe a pu blâmer d'une façon générale les excès de la presse : c'est dans l'ordre de sa politique; au fond, il serait plutôt porté à être l'allié du Piémont, qui a été son ennemi, que l'allié de l'Autriche, qui ne l'a pas combattu les armes à la main, — de telle façon qu'une rupture complète avec Turin ne ferait qu'embarrasser l'Autriche en ajoutant des difficultés de plus à sa situation diplomatique. Il y a un fait bien plus sensible encore, si l'on se tourne vers l'Italie. A qui profiterait réellement cette rupture au-delà des Alpes? Si ce n'est pas un combat à main armée, ce n'est plus qu'un état d'antagonisme reconnu et accepté devant l'opinion. Or, dans ces conditions, tous les dangers seraient pour l'Autriche, tous les avantages seraient pour la Sardaigne, qui n'a rien à craindre. Le Piémont ne pourrait que voir s'accroître sa popularité, son influence en Italie, sans être menacé d'ailleurs par l'esprit révolutionnaire, qui viendrait se briser contre l'inébranlable solidité de la monarchie de Savoie. Le cabinet de Vienne ne peut ignorer que tout ce qui éloigne le Piémont de l'Autriche n'est point essentiellement une cause d'affaiblissement pour le gouvernement sarde. Peut-être même, si on se laissait aller à cer-

tains désirs à Turin, serait-on plus satisfait secrètement de cet antagonisme que d'un rapprochement. Voilà comment, au point de vue de ses rapports diplomatiques en Europe et de sa situation particulière en Italie, l'Autriche a commis une faute par sa dépêche du mois de février, et elle en commettrait une plus grande encore par une rupture complète, devant laquelle s'arrêtera la prudente habileté des conseils de l'empereur François-Joseph.

Dans le travail universel de la politique de l'Europe, les affaires du Danemark n'occupent point, si l'on veut, une des premières places; elles apparaissent même parfois comme une énigme à travers les obscurités d'une histoire intérieure assez complexe et les inépuisables commentaires d'une diplomatie laborieuse, et cependant tous ces intérêts qui s'agitent au nord ont un poids dans la balance; ils se rattachent par plus d'un côté à l'ordre général, dont ils sont un des élémens. En un mot, ce qu'on nomme la question danoise peut devenir aussi une question européenne au même titre que les affaires de Neuchâtel ou les relations de l'Autriche et du Piémont en Italie. Il est à peine nécessaire de rappeler d'où viennent ces complications, legs onéreux des dernières commotions du continent. Elles se sont aggravées, il y a quelques mois, par l'immixtion diplomatique des cabinets de Vienne et de Berlin, qui sont intervenus à Copenhague au nom des duchés allemands liés à la monarchie danoise. La Prusse et l'Autriche sont allées peut-être plus loin qu'elles n'auraient voulu; elles ont servi dans leurs démarches moins un intérêt politique supérieur que les passions et les exigences de cette petite et violente féodalité du Holstein, toujours irritée contre tout ce qui vient de Copenhague; puis, comme pour sortir d'embarras, elles ont fini par laisser planer sur le Danemark la menace de le réduire par la pression de la confédération germanique tout entière. Le Danemark à son tour, non sans avoir longuement discuté avec lui-même, vient de répondre à ces représentations diplomatiques par de nouvelles notes et de nouveaux mémorandums. Le petit royaume du Nord soutient son rôle en défendant les droits de son indépendance, sans faiblir devant l'intimidation, comme aussi sans décliner les transactions possibles. Un envoyé danois fort mêlé à ces affaires, M. de Bulow, a été chargé d'aller appuyer à Vienne et à Berlin les considérations développées par M. de Scheele dans ses dépêches, et en même temps le cabinet de Copenhague vient de s'adresser aux autres gouvernemens de l'Europe, à la France, à l'Angleterre, à la Russie. C'est tout un épisode diplomatique qui se poursuit, et qui semble prendre aujourd'hui un aspect assez grave. Plusieurs questions, comme on sait, faisaient l'objet des réclamations des cours de Vienne et de Berlin. La Prusse et l'Autriche demandaient l'exécution définitive d'un article du traité de paix de 1850, qui prescrit la fixation de la frontière entre la partie allemande des états du roi de Danemark et la partie non allemande, c'est-à-dire entre le Holstein et le Slesvig; elles déniaient au gouvernement danois et au conseil supérieur de la monarchie le droit de disposer des domaines situés dans le Holstein et le Lauenbourg, en réservant la libre disposition de ces domaines aux états provinciaux. Enfin, chose plus grave, et qui est la difficulté essentielle, elles revendiquaient pour les duchés le droit d'être consultés sur la constitution commune que le roi de Danemark a donnée le 2 octobre 1855 à tous ses états.

Or sur ces divers points, et notamment sur le dernier, les deux puissances allemandes ne dépassaient-elles pas les limites d'une intervention légitime? Si la frontière n'est pas encore fixée entre le Holstein et le reste des états danois, ce n'est point en vérité la faute du Danemark. Dès la signature de la paix, il nommait un délégué, en lui donnant tous les pouvoirs nécessaires pour procéder à un arrangement immédiat; mais alors il s'est trouvé que le commissaire autrichien était sans instructions, le commissaire prussien pour sa part avait des instructions tellement vagues et confuses qu'il s'est jeté dans une sorte d'étude d'archéologie ou de diplomatique ancienne pour rechercher ce qu'il appelait la véritable *frontière historique*, ne tenant compte ni des faits acquis, ni des changemens consacrés par le temps. La commission s'est dissoute sans avoir rien fait, et le gouvernement danois se déclare aujourd'hui prêt à reprendre ce travail. Si d'un autre côté la question des domaines a soulevé des difficultés, le cabinet de Copenhague ne refuse pas absolument d'offrir des garanties nouvelles aux intérêts provinciaux; mais ce qui ne peut être admis, ce que le cabinet danois n'admet pas effectivement, c'est que l'Autriche et la Prusse puissent réclamer pour les duchés un droit de consultation sur l'organisation constitutionnelle de la monarchie. S'il en était ainsi, c'est-à-dire si les duchés devaient être consultés, le même droit ne pourrait être refusé au royaume proprement dit. Le Holstein, tout imbu d'esprit féodal et aristocratique, enlèverait à la constitution tout ce qu'elle a de libéral; le royaume, où les tendances libérales et même démocratiques dominent, mettrait un zèle égal à écarter tout ce qui lui paraîtrait suspect d'aristocratie ou d'absolutisme. De la constitution, il ne resterait bientôt plus rien; l'organisation générale de la monarchie tomberait par morceaux, et le pays serait précipité dans d'inévitables convulsions. Voilà pour les conséquences intérieures; c'est précisément pour remédier à ce danger que le roi de Danemark a été conduit à octroyer une constitution commune sans consulter les représentations particulières de ses divers états, et ce qu'il n'a pas fait avant la promulgation de la constitution, il ne peut le faire après. Le roi de Danemark, dit-on, à la suite des événemens de 1848, s'est engagé diplomatiquement avec la Prusse et l'Autriche, agissant comme mandataires de la confédération germanique. Il s'est engagé, il est vrai, à donner aux duchés une constitution particulière, à régulariser par une loi politique commune les rapports constitutionnels des diverses portions de la monarchie, et c'est ce qu'il a fait, dans la plénitude de son indépendance, en tenant compte des intérêts provinciaux des duchés, mais aussi en accomplissant certaines réformes. Aller au-delà, attendre le mot d'ordre de Vienne ou de Berlin, c'eût été aliéner tous les droits de la souveraineté et marquer du sceau indélébile de la pression étrangère cette organisation nouvelle à laquelle on travaillait.

La Prusse et l'Autriche d'ailleurs se rendent-elles un compte bien exact de la position qu'elles ont prise, du titre en vertu duquel elles agissent, quand elles menacent le Danemark du fantôme de la diète de Francfort, peut-être de l'occupation des duchés ou de l'envoi d'un commissaire fédéral? Il ne peut être ici question de la diète, il ne s'agit nullement d'une querelle née à France fort entre le pouvoir central de la confédération et un prince allemand qui méconnaîtrait ses obligations fédérales. La question est tout entière entre ce

corps collectif qu'on nomme la confédération germanique, que la Prusse et l'Autriche représentent ici, et le roi de Danemark, — c'est-à-dire entre deux souverainetés également indépendantes, dont l'une prétend se servir de son poids et de sa force pour imposer à l'autre un système de politique. C'est là justement ce qui donne à ces démêlés une portée européenne, et c'est ce qui a motivé l'appel adressé par le Danemark aux autres puissances. En réalité, sous prétexte de stipuler pour les duchés, l'Allemagne cherche à s'introduire subrepticement dans les affaires danoises. Et que résulte-t-il de ces tentatives? En prétendant aider à la pacification du Danemark, la Prusse et l'Autriche créent des embarras de toute sorte au cabinet de Copenhague. L'opposition du Holstein, se sentant appuyée par une influence étrangère, redouble d'efforts hostiles. On peut voir aussi ce qui vient de se passer dans la dernière session de la diète provinciale du Slesvig. Cette diète, élue sous l'empire d'une loi malheureusement conçue et promulguée par le ministère Œrstedt, se compose en majorité de membres appartenant à la portion méridionale du duché et liés d'opinions comme d'intérêts à l'opposition aristocratique du Holstein. Pendant la session qui vient de finir, elle s'est montrée invariablement inspirée du même esprit de colère passionnée et d'hostilité aveugle contre le gouvernement. Elle a repoussé ou mutilé les projets ministériels les plus utiles, les plus justes, et même les plus urgens au point de vue moral et matériel; elle a renouvelé toutes les querelles au sujet de l'emploi de la langue allemande, et elle a fini par refuser de voter la part due par le Slesvig dans les dépenses de l'ensemble de la monarchie, malgré les protestations du commissaire royal et de la minorité de l'assemblée. Les cabinets de Vienne et de Berlin ne sont peut-être pas éloignés de sentir aujourd'hui qu'en prêtant le secours de leur influence à toutes ces manifestations véritablement factieuses de l'opposition allemande des duchés, ils se sont engagés dans une voie pleine de périls. Le représentant de l'Autriche à Francfort avouait récemment, dit-on, que tout le monde était plus ou moins dans le faux, et qu'il n'y avait de solution possible que si l'affaire était présentée sous un autre aspect. Le président du conseil de Prusse, M. de Manteuffel, de son côté, est le premier à reconnaître les difficultés qui entourent le gouvernement danois et à exprimer le désir d'un arrangement; il ne se dissimule pas que la question peut se compliquer singulièrement, si elle est portée à Francfort. Il n'est pas jusqu'au parti de la croix qui ne recule, parce qu'il commence à comprendre que toutes les passions allemandes, principalement surexcitées dans certains états secondaires en vue de la popularité, pourraient bien finir par tourner contre la Prusse elle-même. Si l'Autriche et la Prusse sont bien inspirées, elles s'arrêteront; si l'affaire est portée à Francfort, elle prend par la force des choses un caractère européen. Ainsi apparaît sous un double aspect cette question danoise, qui n'est pas aujourd'hui la moins compliquée. Au point de vue intérieur, elle est une source de troubles et d'embarras pour le Danemark; au point de vue diplomatique, elle peut devenir le principe de difficultés nouvelles en Europe, et à tous ces titres elle est également grave.

La Hollande a été depuis quelque temps le théâtre d'une lutte singulière entre le parlement et le ministère. Les chambres sont animées d'un esprit de libéralisme modéré, le cabinet depuis sa naissance n'a cessé d'être soupçonné de vues réactionnaires : de là des rapports difficiles et d'incessans conflits.

Cette lutte n'est point finie; elle s'est engagée vivement il y a deux mois, si l'on s'en souvient, à l'occasion de la discussion du budget. On peut se souvenir aussi que le ministre de l'intérieur, M. Simons, finissait par voir la majorité se tourner contre lui dans le vote des dépenses de son département. Il en était ainsi lorsque survenait une suspension momentanée des travaux parlementaires. Le ministre de l'intérieur, soutenu par ses collègues, ne se retirait point d'abord devant les témoignages de défiance des chambres. Il se mettait à l'œuvre, au contraire, pour préparer la loi tant attendue sur l'instruction publique. M. Simons n'a point tardé à voir cependant que sa position était insoutenable, et il a insisté pour quitter le pouvoir. Il a été remplacé à l'intérieur par le ministre des cultes réformés, M. van Rappard, qui a eu lui-même pour successeur dans son ministère un jurisconsulte d'Amsterdam, M. Wiardi Beckman. M. van Rappard est un homme d'une longue expérience, calme et habile Il n'a point été à l'origine partisan de la réforme constitutionnelle de 1848; il passe pour s'y être résigné depuis. On pouvait craindre que ce revirement ministériel n'eût encore pour effet d'ajourner la question de l'instruction primaire. Il n'en a rien été, et dès la reprise récente des travaux parlementaires, M. van Rappard a présenté un projet qui est en ce moment soumis à la seconde chambre. Le nouveau projet ressemble en partie à celui qui est resté en suspens dans la session dernière, et qui a été retiré à la suite de l'avénement du ministère actuel; il y a aussi quelques différences. Les deux points essentiels sur lesquels le projet nouveau diffère de celui de l'an dernier sont la disposition prescrivant aujourd'hui que les enfans doivent être élevés dans la pratique des vertus « chrétiennes et sociales, » tandis que l'ancien projet se servait de termes plus vagues, et la faculté qui serait accordée d'instituer des écoles spéciales sauf l'autorisation du gouvernement, avec l'assentiment des autorités locales et des états-généraux. De nombreuses critiques se sont élevées dans la presse et dans les bureaux de la chambre contre cette dernière disposition, dans laquelle on ne voit qu'un prolongement à l'infini de la lutte sur la question de l'instruction primaire. Quoi qu'il en soit, la chambre est saisie, et le travail de ses bureaux vient d'être communiqué au gouvernement, qui a devant lui quelques semaines pour répondre. Ainsi ce n'est que dans quelque temps que la discussion pourra s'ouvrir.

Cette discussion mettra-t-elle fin à une difficulté qui depuis deux ans pèse sur la situation intérieure de la Hollande? conduira-t-elle à une dissolution du parlement ou à une nouvelle modification du ministère dans le cas où le système proposé ne triompherait pas? Ce sont là encore autant de points incertains. En attendant que ces luttes recommencent, le cabinet de La Haye ne laisse point d'avoir à faire face à des difficultés d'une autre nature. Pour le ministre de la justice, il y a la défense laborieuse d'un projet récent sur l'organisation judiciaire qui a soulevé de nombreuses contradictions. Pour le ministre des colonies, c'est une autre question : le règlement de la presse aux Indes-Orientales. Ce règlement, promulgué à Batavia il y a quelques mois, est jugé trop préventif et trop répressif tout à la fois, et peu compatible avec les idées dominantes en Hollande, peu en harmonie aussi avec ce qui se pratique aux Indes depuis longtemps. Les plaintes des publicistes et des éditeurs se sont traduites par des pétitions qui ont eu de

l'écho dans la presse et dans la seconde chambre elle-même. Une commission parlementaire a été nommée en effet pour examiner la question malgré les efforts du ministre des colonies, et aux termes d'une motion de M. van Zuylen van Nyevelt, la chambre doit statuer aussitôt que cette commission aura achevé son travail. Comme on voit, la lutte est à peu près permanente et s'étend à toutes les questions. Quand elle s'apaise d'un côté, elle renaît de l'autre, et toujours le ministère et la chambre se retrouvent en présence. Quel sera le vainqueur? On ne peut le dire encore. C'est dans de telles circonstances que serait nécessaire la présence d'hommes concilians. Un de ces hommes, M. Rochussen, vient cependant de donner sa démission de député. C'est un esprit versé dans les matières financières et les affaires coloniales. On peut se rappeler qu'en des temps difficiles il a été d'abord ministre des finances, puis gouverneur-général des Indes néerlandaises. Ses lumières manqueront dans la seconde chambre des états-généraux de la Hollande.

Les problèmes politiques sont certainement assez nombreux aujourd'hui dans le monde. Pour l'Europe même, il n'est point d'affaire plus sérieuse peut-être que ce qui va se passer aux États-Unis et dans une des républiques voisines, au Mexique, à l'occasion de ces récens massacres qui mettent l'Espagne dans la nécessité de réclamer une satisfaction. Aux États-Unis, un nouveau président monte en ce moment au pouvoir : c'est M. Buchanan. Son prédécesseur, M. Pierce, s'en va assez obscurément, après avoir montré plus de bonnes intentions que de supériorité, et plus de faiblesse que d'esprit d'initiative. Le danger pour M. Buchanan, c'est qu'on attend bien plus de lui et qu'il a été justement élu pour servir avec plus d'énergie les desseins d'un parti dont toutes les aspirations tendent à la conquête, à l'agrandissement de l'Union, en même temps qu'au maintien et on pourrait dire à la propagation de l'esclavage. M. Buchanan, en entrant en fonctions, a choisi tout d'abord ses ministres, parmi lesquels se trouve définitivement le général Cass, qui devient le secrétaire d'état pour les affaires étrangères de la nouvelle présidence. Le général Cass est connu pour ses idées avancées et même excentriques parfois. Il est vrai qu'il prononçait, il y a quelques jours, une harangue assez diplomatique pour rassurer un peu le monde sur ses projets, pour protester surtout de son désir de vivre en bonne intelligence avec l'Angleterre. Sa nomination ne serait pas moins un symptôme assez significatif, si les hommes ne changeaient pas souvent avec les positions. M. Buchanan lui-même ne sera pas évidemment le ministre qui dans la conférence d'Ostende proclamait solennellement la légitimité de la conquête de Cuba. Sans rien préjuger encore de l'ère politique qui s'ouvre aujourd'hui pour les États-Unis, il ne faut point s'exagérer en effet les changemens de systèmes qui se produiront. Ces changemens ne peuvent être ni aussi soudains, ni aussi décisifs qu'on le pense. La politique suivie jusqu'ici ne peut prendre subitement des allures inattendues parce que d'autres hommes arrivent au pouvoir. Seulement, comme les tentations sont nombreuses et comme les passions démocratiques sont toujours dans l'attente, il reste à savoir si le nouveau président, eût-il l'intention d'être modéré, parviendra à contenir cette exubérance d'activité expansive et à régler ces ambitions que rien ne peut assouvir. Pour le moment, M. Buchanan va trouver à son entrée au pouvoir un certain nombre de questions à résoudre. Le traité négocié par M. Dallas

avec l'Angleterre au sujet des affaires de l'Amérique centrale a éprouvé un assez mauvais sort à Washington, et la ratification se trouve par le fait au moins ajournée, si elle triomphe des hostilités qui se sont déclarées contre un tel arrangement. La situation même des républiques centro-américaines est une complication permanente, et il ne faudrait peut-être qu'un retour de fortune en faveur de Walker pour ramener à ce bizarre aventurier toutes les sympathies *yankees*. Il est surtout un point vers lequel vont se tourner tous les regards, toutes les pensées aux États-Unis : c'est cette malheureuse république mexicaine, dévorée d'anarchie et obligée aujourd'hui de faire face à de trop justes réclamations de l'Espagne.

Tout semble se préparer en effet dans cette partie du Nouveau-Monde pour de sérieux événemens, dont la querelle avec l'Espagne ne peut être que l'occasion ou le prétexte, et dans ces circonstances les États-Unis auront certainement un rôle. On sait les actes de barbarie commis contre quelques Espagnols non loin de Mexico, à Guernavaca; on sait aussi les premières démarches tentées par le chargé d'affaires de la cour de Madrid pour obtenir la réparation de ces crimes. Depuis ce moment, la question a fait un pas de plus et s'est compliquée. Le gouvernement espagnol, comme il ne pouvait s'empêcher de le faire, a pris en main la défense de ses nationaux, et il envoie des forces de terre et de mer dont le gouverneur de Cuba paraît devoir au besoin prendre le commandement. Le ministre des affaires étrangères de la reine Isabelle vient d'adresser aux agens espagnols accrédités au dehors une circulaire où il expose les faits accomplis au Mexique en même temps qu'il annonce l'intention de demander par voie de réparation le châtiment des coupables et une indemnité pour les victimes. Tandis que le gouvernement de Madrid prenait ces résolutions, les choses allaient plus vite au Mexique. Le chargé d'affaires espagnol, après des notes réitérées d'une extrême vivacité, et qui ont fini par dégénérer en ultimatum, le chargé d'affaires espagnol, disons-nous, M. Sorela, a rompu toute relation avec le Mexique et a pris ses passeports. Aujourd'hui, entre ces deux pays, il n'y a d'autre moyen d'en finir que la force ou une médiation. Certes l'Espagne a toute sorte de droits à poursuivre le redressement des violences qu'ont subies ses nationaux; il y a là des actes crians et menaçans pour la sécurité de tous les étrangers. Malheureusement le représentant de l'Espagne s'est peut-être un peu hâté, surtout si, comme on l'assure, le gouvernement mexicain ne refusait pas une satisfaction si visiblement due, s'il ne s'est arrêté que devant le ton hautain et impératif de M. Sorela. Il eût été facile au chargé d'affaires d'Espagne de suspendre à toute extrémité ses rapports avec le cabinet de Mexico en attendant les instructions de son gouvernement, au lieu de prendre la responsabilité d'une rupture complète, peut-être irréparable. Il en résulte une situation dont à Madrid même on ne saurait méconnaître tous les dangers.

Que va faire le gouvernement espagnol ainsi engagé? Il peut tirer vengeance du Mexique par la force, cela n'est pas douteux; mais est-il certain que l'ouverture des hostilités ne soit point le signal d'un déchaînement de toutes les passions barbares contre les Espagnols dans un pays où sévit la plus désolante anarchie? D'après toutes les apparences, si les choses étaient poussées à cette extrémité, l'Espagne débarquerait des troupes à la Vera-Cruz

pour vaincre la résistance du gouvernement mexicain, ou suppléer à son impuissance dans la protection de la vie et des propriétés des sujets espagnols. Seulement rien n'est résolu par cette occupation : c'est ici que commence au contraire peut-être un danger d'une autre nature qui touche aux intérêts de tous les pays et à l'équilibre même du Nouveau-Monde. Une guerre déclarée par l'Espagne peut livrer le Mexique aux États-Unis. Déjà le bruit a couru d'un traité signé entre les agens de l'Union et la république mexicaine. Plusieurs fois depuis quelque temps on a parlé de ces arrangemens en vertu desquels les États-Unis fourniraient au Mexique une assez forte somme, tantôt pour la cession de l'isthme de Tehuantepec, tantôt pour la cession de la Sonora et de la Basse-Californie, tantôt enfin avec une garantie sur les biens du clergé. Rien ne prouve encore qu'un traité semblable ait été signé. Une seule chose est certaine, c'est que les États-Unis épient l'occasion et ne la laisseront pas échapper. Le Mexique est l'éternel objet de leurs convoitises, et c'est leur politique de seconder toutes les résistances aux puissances européennes. Il n'est point douteux que l'agent américain à Mexico, M. Forsyth, a déjà cherché à exploiter la querelle avec l'Espagne, et de son côté le gouvernement mexicain n'est point malheureusement éloigné d'écouter ces suggestions. Le président, M. Comonfort, se rassurait récemment, dit-on, en songeant qu'il trouverait toujours vingt-cinq ou trente millions de dollars aux États-Unis pour résister, si on le poussait à bout. Ce que serait un pareil traité, il est facile de le pressentir : le Mexique n'existerait plus; il existe à peine aujourd'hui, tant la dissolution est universelle. Il y a surtout un fait remarquable et terrible, c'est le déchaînement constant de l'élément sauvage : les Indiens saccagent les villes, tandis que les insurrections se multiplient dans d'autres parties du pays, et le gouvernement envoie des généraux qui attendent eux-mêmes, en face des insurgés, l'heure de se prononcer. A Tépic, l'agent consulaire britannique a été récemment dévalisé par les chefs d'un *pronunciamiento;* on lui a pris plus de 200,000 piastres, et il pourrait bien naître de là une nouvelle querelle avec l'Angleterre au moment où un ancien démêlé vient d'être à peu près aplani. Ainsi, avec son anarchie intérieure, avec des menaces de conflits de toute sorte, et avec le dangereux appui des États-Unis, le Mexique se trouve exposé à une lutte où son indépendance achèverait de disparaître. C'est là le germe d'événemens qui commencent, et qui, s'ils peuvent être conjurés encore, sont du moins de nature à intéresser l'Europe, si souvent distraite par de plus futiles querelles.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LES HÉRITIERS DE SILVIO PELLICO.

I. *Spilbergo e Gradisca, scene del carcere duro in Austria, estratte dalle Memorie di Giorgio Pallavicino*, Turin 1855. — II. *The Austrian Dungeons in Italy, a narrative of fifteen months' imprisonment and final escape from the fortress of S. Giorgio*, by Felice Orsini, *translated from the unpublished manuscript*, by J. Meriton White, Londres 1856.

Sans être un écrivain de premier ordre, Silvio Pellico a eu la bonne fortune bien rare d'être rangé de son vivant parmi les classiques et de se voir

jugé comme d'ordinaire on ne juge que les morts. Le livre des *Prisons*, son meilleur, j'allais dire son unique titre de gloire, mérite sans doute à plusieurs égards la faveur dont il est encore aujourd'hui l'objet : la simplicité attachante du récit nous captive, et la mansuétude évangélique de l'auteur ajoute l'attendrissement à l'intérêt; mais quiconque, jugeant avec sa raison, résiste aux entraînemens de son cœur éprouve à cette lecture je ne sais quel malaise indéfinissable, et se sent, après l'avoir achevée, moins fort, moins homme qu'auparavant. On n'est vraiment homme en effet qu'à la condition de concevoir pour le mal une de ces haines vigoureuses dont parle Molière, et qui sont le commencement du bien, quand elles n'en sont pas la conséquence. Rien de mieux que de se résigner au mal, s'il vient d'une cause supérieure, immuable, éternelle : c'est pour ce cas, et pour ce cas seulement, que la religion chrétienne a fait de la résignation une vertu. Courber la tête devant l'injustice, se soumettre à la volonté discutable de nos pareils, de ceux qui nous oppriment par le droit du plus fort, ce ne saurait être ni une vertu ni un devoir. Notre devoir à tous, c'est de renouveler, en faveur du bien, de l'indépendance, de la liberté, l'immortelle protestation que Galilée faisait entendre au nom du vrai : *E pur si muove*. La charité chrétienne ne prescrivait pas à Silvio d'abaisser le caractère italien aux pieds de l'Autriche. C'est ce qu'il a fait pourtant, et il n'y aurait encore que demi-mal, si le succès de son livre n'avait tenté les imitateurs : nous avons vu en France un de ses compagnons de captivité, M. Andryane, délayer sa touchante élégie en quatre volumes mal écrits, partout empreints d'une sentimentalité de mauvais goût et d'une résignation affectée qui décèlent le copiste maladroit.

Grâce à Dieu, cette école a fait son temps. Aujourd'hui, si un ancien prisonnier de l'Autriche prend la parole, ce n'est plus pour parler avec tendresse de ses geôliers et nous donner des impressions de cachot semblables à celles que peut éprouver un homme libre dans un voyage autour de sa chambre. Les nouveaux écrivains ne s'interdisent plus les malédictions et les imprécations, même ils en sont peut-être trop prodigues : réaction naturelle, inévitable contre la résignation énervante de l'école de Silvio. Deux ouvrages surtout, bien que d'une médiocre étendue et d'une valeur littéraire très contestable, nous paraissent devoir être signalés ici comme caractérisant cette réaction. L'un nous montre l'auteur retrouvant sa colère des anciens jours pour raconter des infortunes déjà vieilles de trente ans : le temps ne lui a point apporté l'oubli; sa rancune est implacable comme son souvenir. L'autre nous offre le spectacle instructif d'un homme qui trouve jusqu'au fond d'une prison les moyens d'exercer son activité dévorante, qui devient libre parce qu'il a *voulu* le devenir, et qui rencontre pour complice de sa fuite tout un peuple sujet de ses ennemis.

Je dirai peu de chose de M. George Pallavicino et des cent pages qu'il vient de détacher de ses mémoires, encore inédits. Comme citoyen, il a le mérite de ne point trembler, ainsi que Pellico, au souvenir des cachots du Spielberg, où ils ont souffert simultanément; loin de se retirer de la politique, il y a pris depuis sa délivrance, il y prend encore aujourd'hui une part active. Député libéral au parlement de Turin, il est au premier rang des ennemis de l'Autriche, il propage avec ardeur les idées récemment émises par M. Manin, qui propose, comme on sait, de réunir tous les états de la

péninsule sous les lois de Victor-Emmanuel, proclamé roi d'Italie..... après la victoire. Comme écrivain, il est, je le crains, un peu en arrière de son temps. N'est-il pas bien tard pour nous ramener dans ces sombres cellules du Spielberg dont nous connaissons déjà les moindres recoins? On regrette, en lisant ce récit, le talent de Silvio, on regrette même les détails d'Andryane, et l'on chercherait vainement la raison d'être de ce nouvel écrit sur un sujet rebattu, si l'auteur ne nous avertissait qu'il cède, après vingt ans de silence, au besoin de se réhabiliter aux yeux de ses contemporains. Peine inutile! le temps a plus fait pour M. Pallavicino que ne fera toute son éloquence. Compromis dans la conjuration de 1821, il eut le tort de se laisser attendrir un moment par des juges perfides qui, pour lui arracher des aveux, lui représentaient sa vieille mère éplorée et sans appui; il laissa échapper contre ses amis quelques mots accusateurs. Il reconnaît sa faute, il en gémit, il la déplore; n'a-t-il pas le droit d'ajouter qu'elle causa peu de mal et fut bientôt réparée? Dès l'interrogatoire suivant, il feignit la folie pour infirmer ses paroles précédentes, et l'on ne voit pas que Silvio, Maroncelli, Villa et tant d'autres dont il n'avait point prononcé le nom, aient été mieux traités par leurs juges que Confalonieri et Castillia, les seuls qui eussent à se plaindre de son imprudence. Sur ce point, je donne volontiers à M. Pallavicino cause gagnée. Pourquoi faut-il que, par une légèreté impardonnable à son âge, il ait attaqué la mémoire de ce Confalonieri qui lui avait si généreusement pardonné! Je croirais volontiers qu'une admiration complaisante a placé cette illustre victime sur un piédestal trop élevé; mais si l'opinion publique se modifie un jour, ce ne sera pas sur les attaques intéressées et les récriminations tardives de M. Pallavicino.

Ce qu'il y a de nouveau dans l'écrit qui nous occupe, c'est la seconde partie, où nous voyons quel est, dans l'empire d'Autriche, le sort d'un prisonnier auquel le gouvernement accorde un adoucissement de régime. M. Pallavicino était malade; ses nerfs, gravement attaqués, faisaient craindre des accès de folie, et le médecin demandait qu'il fût transféré dans une autre prison, sous un climat moins rigoureux. L'empereur François fit droit à cette requête et donna des ordres en conséquence. Au bout d'un an, il ne fallut rien moins qu'une nouvelle manifestation de la volonté impériale pour que ces ordres fussent exécutés. Par les soins du ministre de la police, le moribond fut conduit en poste à Gradisca. Or Gradisca vaut le Spielberg : la seule différence est dans la douceur relative du climat humide de l'Esclavonie. Du reste, même mobilier incomplet et incommode, même nourriture détestable et insuffisante, même obligation du travail manuel. Au Spielberg du moins, les prisonniers politiques, traités plus durement que les voleurs, n'étaient pas confondus avec eux; à Gradisca, sans doute pour lui faire expier l'adoucissement apporté à sa position, M. Pallavicino dut subir la compagnie d'un coquin émérite, depuis cinquante ans endurci dans le crime, et, afin de n'être pas exposé à sa brutalité, dissimuler toute répugnance pour ses propos obscènes ou vulgaires, pour ses actes les plus cyniques et les plus dégoûtans. S'il fallait en croire le narrateur, il aurait obtenu sur son estimable compagnon un succès oratoire qui lui ferait le plus grand honneur. Il avait quelque argent dont le voleur Ribberschegg convoitait la possession : « Ta bourse! dit un jour ce dernier, ou je déclare que tu as des livres dans ta

paillasse! » Céder, c'était renoncer aux petites jouissances qui rendent seules le séjour de la prison supportable; se laisser dénoncer, c'était compromettre de braves gens. M. Pallavicino trouva un moyen terme : il fit un sermon en trois points, apparemment sur la convoitise, à la suite duquel le vieux voleur tout ému se serait écrié : « Je veux me confesser! » L'expédient était étrange, il fut couronné d'un plein succès, et M. Pallavicino put se croire appelé à faire des conversions.

Cette illusion dont il se berça, et qui ne paraît pas encore dissipée, put contribuer à lui rendre moins pénible le séjour de Gradisca. Il y trouva du reste d'autres consolations moins chimériques, celle notamment de se voir entouré d'âmes charitables qui compatissaient à son malheur et violaient les règlemens à leurs risques et périls, tantôt pour lui faire passer de l'argent et des livres, tantôt pour ajouter à sa ration quotidienne un utile supplément. On aime à constater ces témoignages de la bonté naturelle à l'homme jusque dans les fonctions les plus propres à l'endurcir. Ils nous consolent de certaines persécutions si répugnantes pour celui qui les subit, si dégradantes pour celui qui les exécute, qu'il est impossible même de les indiquer. M. Pallavicino les indique cependant, et il a tort, car de pareilles hardiesses touchent de près au ridicule. Faut-il donc croire que son portrait, tracé par M. Andryane d'une main peu bienveillante, et contre lequel il proteste avec tant de véhémence, n'est pas une caricature?

Ce récit s'arrête, plutôt qu'il ne finit, quand il plaît à l'auteur. S'il a voulu, comme il est permis de le penser, pressentir l'accueil que le public ferait à ses mémoires, c'est un devoir de lui dire la vérité. Les descriptions, les scènes du Spielberg sont usées aujourd'hui : il faut donc sacrifier courageusement toute cette partie. Si toutefois M. Pallavicino a dans ses notes beaucoup d'épisodes comme celui de Gradisca, s'il les anime de son ardent patriotisme, qu'il poursuive la publication commencée : pour peu qu'il se modère et s'observe, pour peu qu'il apprenne à discerner ce qui intéresse les autres de ce qui l'intéresse lui-même, il obtiendra la sympathie de ses lecteurs.

M. Félix Orsini, le dernier venu de ces narrateurs infidèles à la manière du maître, a du moins le mérite de ne pas appeler notre attention sur un passé déjà connu et trop éloigné de nous. Son histoire est d'hier : il y a un an à peine que s'est accomplie sa prodigieuse évasion. Autant qu'on peut en juger par une traduction, puisque l'original italien de ces mémoires n'a pas encore vu le jour, le prisonnier de Mantoue n'est ni un penseur ni un écrivain; hâtons-nous d'ajouter qu'il ne prétend point à la gloire littéraire; son livre est d'un homme d'action, c'est à ce point de vue qu'il convient de prendre l'œuvre et l'auteur. En un pays heureux et calme, dans une situation régulière, M. Orsini serait peut-être, qu'on me passe le mot, un aventurier peu digne d'attention; c'est seulement dans la malheureuse Italie qu'il faut faire plus d'état de ces esprits à l'envers que leur patriotisme aux abois pousse aux plus extrêmes démarches. Quand les entreprises raisonnables sont impossibles, est-il donc étonnant que l'irritation se traduise chez les plus exaltés en tentatives hasardeuses qu'on doit condamner pour les résultats qu'elles produisent et le tort qu'elles font à la cause italienne, mais qu'on serait tenté d'excuser, si l'on ne regardait qu'à l'intention?

Quelques mots sur la vie passée de M. Orsini nous feront connaître par

un frappant exemple l'existence singulière et l'incurable folie de ces conspirateurs aveugles qui croient agir quand ils s'agitent. Né dans les Romagnes en 1819, habitué dès son enfance à entendre maudire le gouvernement des prêtres, sous lequel il vivait, il entra dès l'âge de vingt-deux ans dans les sociétés secrètes. Trois ans après, en 1844, il était jeté en prison, — son père l'y avait précédé sans pouvoir le rendre plus circonspect, — et condamné aux galères à perpétuité, *pour avoir conspiré contre tous les gouvernemens de l'Italie*. Conduit, comme un forçat qu'il était, à Cività-Castellana, il passa quelques mois dans cette forteresse, ancienne maison de plaisance d'Alexandre VI, et où l'on conserve encore la chambre de ce pape avec les peintures obscènes qui la décoraient. Il allait être dirigé sur Cività-Vecchia, sa destination définitive, lorsque l'amnistie de Pie IX (juin 1846) vint inopinément le rendre à la liberté. Loin de profiter, comme Silvio Pellico, de la leçon qu'il venait de recevoir, M. Orsini reprit son existence de conspirateur au point où il l'avait laissée en entrant en prison. Il se fait expulser de Florence, et, par son obstination à rentrer en Toscane, force le gouvernement du grand-duc à le faire reconduire, chargé de chaînes, à la frontière des États-Romains. On le trouve prenant part aux mouvemens insurrectionnels des Abruzzes, il est à Rome sous la dictature de Mazzini. Après la chute de la république romaine, il est à Gênes, à Nice, dans le duché de Modène, pris, repris par les géndarmes, par les carabiniers, et leur échappant toujours. Enfin les autorités piémontaises se débarrassent de sa turbulence en l'embarquant pour l'Angleterre.

Pourquoi M. Orsini omet-il dans son récit l'acte le plus honorable peut-être de sa vie politique, je veux dire sa coopération à la défense de Venise? Apparemment ce n'est là à ses yeux qu'un épisode insignifiant dans l'existence d'un conspirateur. N'ayant été, sous les ordres du général Ulloa, qu'un soldat que son incontestable courage n'a pu faire sortir de son obscurité, il estime peu les services qu'il a pu rendre alors à la patrie italienne, comparés à ceux qu'il croit lui avoir rendus en acceptant de M. Mazzini des missions secrètes pour révolutionner l'Italie au lendemain de la défaite. Qu'elles sont étranges les aberrations de la conscience humaine, quand une raison calme et sûre ne vient pas nous éclairer!

A Londres, où il passa cinq mois dans l'intimité de M. Mazzini, l'ancien prisonnier du pape reçut ses instructions et se retrempa pour de nouvelles luttes. Il repartit bientôt (mars 1854) et se rendit en Suisse sous le nom de Tito Celsi. Le mouvement qu'il essayait d'organiser ayant échoué, comme tant d'autres, il fut forcé de se cacher dans les montagnes; il entendit plus d'une fois les balles siffler à ses oreilles, coucha audacieusement au milieu des gendarmes et des tirailleurs qui le cherchaient, se sauva en France, revint en Suisse au mois de juin suivant pour préparer une nouvelle et non moins infructueuse expédition, et fut enfin arrêté sous son pseudonyme de Tito Celsi. Accusé d'avoir introduit des armes dans le pays, il est conduit à Coire. Cette fois encore il échappe aux gendarmes malgré leur vigilance extrême, se cache à Zurich, et prend le nom de George Hernagh, moins pour échapper aux poursuites que pour achever sa tâche interrompue. Le 1er octobre de la même année (1854), il partait audacieusement pour Milan, muni e nouvelles instructions de M. Mazzini.

Quelles étaient ces instructions? C'est ce que M. Orsini ne dit pas, et ce qu'il est fort difficile de conjecturer. Pourquoi de Milan se rendre à Venise, à Trieste, à Vienne et jusqu'à Hermanstadt, au fond de la Transylvanie? Voulait-on sérieusement que le hardi voyageur s'enrôlât dans l'armée autrichienne, ou n'était-ce qu'une feinte pour couvrir le but véritable au cas d'une arrestation? Il ne serait pas impossible que M. Kossuth eût voulu associer la Hongrie aux projets conçus pour l'Italie, et peut-être les deux proscrits souhaitaient-ils de porter la désorganisation dans l'armée autrichienne, afin de frapper l'ennemi commun au cœur. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ces beaux plans n'étaient que chimères : on avait compté sans la vigilante police du saint-empire. A peine arrivé à Hermanstadt, M. Orsini est arrêté; bien qu'on ne trouvât sur lui ni dans ses effets rien de compromettant, on n'eut garde de le relâcher. Sans savoir qui il était, la police avait flairé le conspirateur; l'ordre d'arrestation était parvenu à Hermanstadt douze heures avant lui.

Je n'entrerai point dans le détail des souffrances que M. Orsini dit avoir subies à cette époque de sa captivité. Ce que nous aimons à reconnaître, c'est que, avec une louable sincérité, il dit le bien comme le mal, et ne cherche point à assombrir le tableau. De son récit, on peut conclure en somme que le régime des prisons autrichiennes s'est adouci, et que plusieurs complaisances sont autorisées aujourd'hui, qui étaient sévèrement interdites au temps de Silvio Pellico. Quoi qu'il en soit, d'Hermanstadt il fut ramené à Vienne, puis à Mantoue. La première partie de ce voyage fut très pénible. Le Danube n'était plus qu'une épaisse couche de glace, et le prisonnier voyageait tout le jour sans qu'il lui fût accordé un moment de répit pour réchauffer ses membres engourdis. Plus heureux, les gendarmes qui l'accompagnaient se relayaient toutes les cinq ou six heures. Dans les hôtelleries où l'on passait la nuit, M. Orsini, quoique malade, était gardé à vue, et à chaque issue de la chambre un soldat montait sa faction, la baïonnette au bout du fusil. On n'eût pas fait plus pour M. Mazzini lui-même.

La police put facilement se convaincre à Vienne, par les interrogatoires, qu'elle avait mis la main sur un de ces hommes qui font beaucoup de bruit pour rien, et qui ont plus d'audace que d'habileté. Poussé dans ses derniers retranchemens, M. Orsini avoua qu'il ne s'appelait point Hernagh, mais il refusa de dire son véritable nom. Était-ce pour ne pas faire connaître son passé? Il aurait dû comprendre que ses réticences mêmes feraient supposer pis encore. Voulait-il, comme il le dit à la police, éviter à sa famille l'humiliation de savoir un des siens dans les fers? C'était oublier que le crime fait la honte et non pas l'échafaud. Une seule de ses réponses nous met sur la trace de son véritable génie : il se donna pour Toscan, et demanda à être envoyé dans son prétendu pays. « Pour m'y conduire, dit-il, on m'aurait fait passer dans des contrées que je connaissais bien et où je pouvais avoir chance de m'échapper. »

Sans tenir compte de sa demande, on l'écroua au fort Saint-George, dans cette place de Mantoue qui donna tant de mal au général Bonaparte en 1796. Il était renvoyé devant la cour spéciale de justice instituée après les événemens de 1848 pour juger les prisonniers politiques. Ce tribunal avait déjà bien mérité du gouvernement autrichien en condamnant à mort, en faisant exécuter une foule de patriotes. Les noms de ces infortunées victimes reve-

naient en mémoire à M. Orsini, et l'avertissaient qu'il entrait dans une de ces prisons au seuil desquelles il faut laisser toute espérance. La surveillance dont il y fut l'objet confirma cette triste impression : treize visites régulières toutes les vingt-quatre heures, sans compter les visites extraordinaires et imprévues, devaient le forcer à se tenir éternellement sur le qui-vive et faire évanouir d'avance tout projet d'évasion. Au prix de ce malheur, le plus grand de tous pour un homme qui ne rêvait que liberté reconquise et nouveaux périls à braver, qu'étaient des privations, des souffrances de toute sorte? La compassion de ses geôliers, au surplus, lui en épargna quelques-unes. Son robuste appétit ne se contentait point de la ration quotidienne, et il n'avait pas encore d'argent pour l'augmenter à ses frais : ces hommes, ordinairement cupides, qui s'engraissent des dépouilles des détenus y pourvurent avec désintéressement, et plus tard ne voulurent point être indemnisés.

M. Orsini parle longuement de la cour de justice et des interrogatoires multipliés qu'il eut à subir. Il serait peu convenable, au moment où le jeune empereur d'Autriche vient de dissoudre ce tribunal, de répéter des accusations sans doute exagérées. J'ai peine à croire, par exemple, que les juges autrichiens apostent de faux témoins. A quoi bon, puisque la procédure n'est pas publique, et qu'on n'en doit compte qu'à l'autorité supérieure? C'est bien assez de ces vices radicaux dans l'administration de la justice : secret des débats, suppression du droit de défense, refus de faire connaître à l'accusé le code criminel, et de lui accorder les plus simples garanties qui sont de droit commun. La cour spéciale de Mantoue, étant purement civile, s'est toujours montrée plus douce dans les formes que les tribunaux militaires. C'est à l'habileté de ses membres, et non à la bastonnade, qu'elle devait les aveux arrachés aux inculpés. Il est vrai que, pour le résultat final, la différence était moindre entre les deux juridictions : trop souvent une condamnation à mort témoignait de leur égal désir de plaire. Pendant que M. Orsini était au fort Saint-George, le colonel Calvi, un des défenseurs de Venise, avec lequel le prisonnier entretenait ces relations murales si connues par les récits de Silvio Pellico, fut pendu presque sous ses yeux.

Ce nouvel acte d'excessive rigueur l'aurait rappelé au sentiment vrai de sa position, alors même que la tolérance qu'on lui témoignait aurait pu un instant le lui faire perdre. Sans doute il lui était permis de chanter, de siffler, de lire et d'écrire; on laissait à sa disposition des livres qui devaient pourtant jouir d'une médiocre faveur auprès de ses juges, Jean-Jacques Rousseau par exemple, et Shakspeare; mais si, comme dit le poète anglais, tout est bien qui finit bien, il est vrai aussi que rien n'est bien que ce qui finit bien, et la perspective de la potence était peu propre à rendre le prisonnier sensible aux adoucissemens de régime que l'Autriche semble avoir tacitement consentis, si elle ne les a prescrits officiellement.

M. Orsini n'était pas homme à gémir et à méditer longtemps d'une façon en quelque sorte platonique. Ses méditations se traduisaient bien vite en actes. « Je ne veux pas finir comme Calvi, il faut donc m'échapper. » Telle fut, à la nouvelle de cette exécution, sa première et désormais son unique pensée. Après avoir donné quelques larmes à son malheureux ami, il court à son lit, enlève les draps, attache à un bout la tasse qui lui servait à boire, et, grimpant à la fenêtre, il mesure la distance qui le sépare du sol. Elle était

considérable, et la tasse revint mouillée; il y avait donc au pied de la muraille un fossé plein d'eau. Cependant rien ne l'arrête : il est sur son terrain, c'est là qu'il faut le voir à l'œuvre.

Ceux qui se figurent que pour s'évader d'une prison il n'y a qu'à scier des barreaux et à descendre par une échelle de cordes n'entrevoient que le dénoûment, et courraient risque de rester captifs jusqu'à la fin de leurs jours. M. Orsini s'y prit comme s'il n'avait fait autre chose de sa vie. Affaibli par le régime auquel il était soumis, son premier soin devait être de recouvrer ses forces. Il y parvint en se livrant avec assiduité à des exercices gymnastiques et en buvant d'excellent vin. Rien de plus nécessaire pourtant que de dissimuler cette transformation; il continua donc de se montrer docile et résigné. « Je bois, disait-il à ses geôliers, pour charmer les derniers jours qu'il me reste à vivre; ne voulez-vous pas, en me tenant compagnie, m'aider à oublier ma fin prochaine? » Les geôliers n'avaient garde de refuser pareille aubaine : d'ordinaire les prisonniers, plus économes de leurs rares deniers, boivent eux-mêmes leur vin. Un quart d'heure se passait ainsi, et souvent plus. Ce n'était certes pas du temps perdu. « Combien y a-t-il de sentinelles par ici?» demandait négligemment l'amphitryon. Était-il possible de ne pas répondre à un si galant homme? Si d'ailleurs quelque geôlier moins aviné ou plus avisé que les autres gardait le silence, M. Orsini avait des moyens sûrs de lui délier la langue. « Avant de marcher au supplice, disait-il, je dicterai mes dernières volontés, et je vous laisserai ma garde-robe. » A ces mots, les yeux avides de son interlocuteur s'écarquillaient. « Dieu! quel grand homme! s'écriait-il, jamais une plainte, jamais un mouvement de mauvaise humeur ou de colère! » De ces exclamations l'on passait facilement *inter pocula* à dire la disposition du lac qui entoure Mantoue, celle des portes et des ponts, l'heure à laquelle les unes et les autres sont fermés. M. Orsini put même sans danger essayer de la corruption : ses gardiens ne crurent jamais qu'il parlât sérieusement. Dans leurs rapports au président de la cour, ils disaient à l'envi : « Le n° 3 est si bon, si doux, qu'il semble n'aimer personne autant que ses juges et nous. On lui laisserait la porte ouverte, qu'il ne voudrait pas s'échapper. »

Cet excès de bonne réputation faillit faire perdre au n° 3 le fruit de tant de peines et d'efforts. Probablement pour lui être agréable, on le réunit, dans une cellule commune, à d'autres prisonniers. Il dut se soumettre et dire adieu à ses beaux rêves de liberté. Pendant quatre mois entiers, il ne cessa de protester de son désir d'être seul, et comme ce souhait insolite aurait pu paraître suspect, il le motivait par l'intention de poursuivre en paix un ouvrage commencé. On finit par faire droit à sa requête, on le rendit à la solitude; mais un surcroît de précautions lui fit assigner la plus formidable de toutes les cellules; la fenêtre était distante du sol de sept pieds à l'intérieur, de cent quatre à l'extérieur; deux grilles parallèles d'énormes barreaux croisés et scellés en fermaient l'ouverture; au pied de la forteresse, un fossé profond, et au-delà un mur d'enceinte haut de vingt pieds.

Le découragement que de pareils obstacles devaient produire dura peu : M. Orsini s'occupa de se procurer des scies. Comment les mêmes geôliers qui avaient refusé de favoriser son évasion par la porte consentirent-ils à lui procurer les moyens de s'en aller par la fenêtre? Il y a là des mystères

d'inconséquence ou plutôt d'influences que le narrateur s'abstient de nous faire connaître, pour ne pas les révéler en même temps à l'Autriche, et nous ne pouvons en savoir que ce qui s'en dit parmi les Italiens. Tel gardien sourd aux sollicitations discrètes du prisonnier n'aurait pas su résister aux doux accens d'une sirène, gagnée à peu de frais par les agens de M. Mazzini.

Une fois les scies en sa possession, M. Orsini se mit à l'œuvre. Ce n'était pas chose facile que de scier de grosses barres de fer, perché sur le barreau le plus élevé d'une chaise, et dans un équilibre impossible à tenir longtemps. A peine engagé dans ce travail, le prisonnier fut obligé de le suspendre, car il avait été frappé d'un double danger qui le menaçait. D'abord il devait craindre que le bruit éternel des cloches de Mantoue ne l'empêchât d'entendre les pas de ses geôliers. Or, la fenêtre étant en face de la porte, il courait risque d'être surpris avant d'avoir pu descendre de sa chaise. Ensuite il pouvait prendre fantaisie à quelqu'un d'entre eux de visiter les barreaux de la fenêtre. Pour parer au premier danger, il eut la patience de passer des jours entiers l'oreille collée contre la porte, afin de s'accoutumer aux moindres bruits venant du corridor; puis il consacra d'autres longues et nombreuses journées à se tenir attentif auprès de la fenêtre, l'oreille droite contre les barreaux et la gauche vers la porte. Par ces soins minutieux, il rendit son ouïe si fine, que, malgré le tintamarre des cloches, il entendait marcher au loin et même respirer. Quant à la sécurité dont il avait besoin par rapport à la visite possible de ses barreaux, un autre se fût contenté de remarquer que cette visite n'avait jamais lieu; mais les surveillans pouvaient se raviser, et c'était une éventualité qu'il fallait conjurer à tout prix. « Pourquoi, dit-il un jour, n'examinez-vous jamais mes barreaux? Vous n'y manquiez point quand j'étais au n° 3. — Nous ne vous connaissions pas si bien alors, signor Orsini. — A merveille; mais vous savez que mon affaire est faite : il serait donc sage de me surveiller de près, de peur que je ne m'échappe. — Ah! non, répondaient les geôliers. *Il signor* Orsini est un homme, il ne craint pas la mort. D'ailleurs regardez ces barreaux! Nous ne prenons tant de précautions qu'avec les Barrabas; mais avec un homme tel que vous, ce serait mal, bien mal! » Là-dessus le prisonnier leur offrait un verre d'eau-de-vie, plaisantait avec eux, et ils s'en allaient en répétant : *O che grand' uomo! che grand' uomo!*

Le grand homme eut bientôt la preuve qu'il n'avait pas inutilement prodigué son vin et pris ses précautions. Une maladroite tentative d'évasion d'un détenu nommé Redaelli ayant mis tout en l'air au fort Saint-George, l'ordre fut donné d'apporter une rigueur inusitée dans les perquisitions. La chose était grave pour M. Orsini, car il avait commencé de scier ses barreaux. Néanmoins il fit bonne contenance. Même les geôliers lui disant qu'ils lui épargneraient l'injure de leurs visites minutieuses : « Prenez garde, répliquait-il, je vous échapperai d'entre les doigts. » Les geôliers riaient d'un gros rire bête, avalaient un grand verre de vin, et s'en allaient sans rien vérifier.

Pendant ce temps, le travail continuait. Malgré les scies cassées, malgré la difficulté que M. Orsini éprouvait à se tenir sur le haut de sa chaise, malgré l'engourdissement qui le prenait aux pieds et aux mains, un barreau à séparer du mur ne lui coûtait guère plus de quatre jours. Avec un peu de cire et de mie de pain brûlée, il faisait une espèce de ciment couleur de fer pour consolider provisoirement à leur place les barreaux sciés. Que de

fois, pendant ces heures laborieuses, le désespoir s'empara de son âme! Les visites, les bruits du corridor, la fatigue, l'obligeaient à s'arrêter presque à chaque instant, et néanmoins, sous l'impulsion d'une volonté forte, le travail recommençait, de plus en plus pénible, la seconde grille étant assez éloignée de la première pour augmenter sensiblement les difficultés.

La fenêtre ouverte, il fallait des cordes pour descendre. Des draps, des serviettes en étaient la matière indiquée; mais ceux qu'on laissait aux prisonniers pour leur usage étaient visiblement insuffisans, et s'en procurer d'autres ne paraissait pas chose facile. M. Orsini essaya. Le jour venu où l'on devait, suivant l'usage, changer son linge, il se tint assidûment à sa table, en apparence très occupé à lire et à composer. Un geôlier entre, lui apporte des draps propres et le prie de lui remettre les autres. « Laissez-moi finir ces pages, et je vous les donnerai. En attendant, déposez ici votre paquet. » A cette réponse la confiance aveugle des surveillans ne permettait aucune objection. La porte se referme, les draps sont aussitôt cachés par l'heureux possesseur : un peu plus tard les hommes de service étaient relevés par d'autres, et le tour était joué. Le nouveau-venu se présente. « Vous a-t-on changé de draps? dit-il. — Sans doute, » répond M. Orsini. Il ne fut plus question de rien restituer. Avec quatre draps et plusieurs serviettes, l'échelle se trouva bientôt achevée. Désormais tout était prêt : restait à attendre le moment propice pour l'exécution.

Ici encore se présentaient d'assez graves obstacles. Si les nuits orageuses de février et de mars avaient permis à M. Orsini de travailler à la fenêtre sans être entendu des sentinelles, elles avaient en même temps rempli d'eau les fossés; or, comme il devait y tomber dans sa chute, il comprit la nécessité d'attendre que ces fossés fussent à sec. Le moindre bruit l'eût trahi, et s'il s'était présenté tout mouillé pour passer le pont, il aurait infailliblement éveillé l'attention des factionnaires qui en gardaient l'entrée. D'autre part il fallait que le beau temps coïncidât avec le premier quartier de la lune, qui lui donnerait seul assez d'obscurité pour qu'il pût s'aventurer au dehors, le long d'un drap blanc, sur le mur noirâtre de la prison. Un accident imprévu faillit lui faire manquer l'occasion. Dans sa précipitation à descendre de sa chaise à l'approche des geôliers, il se fit un matin une grave entorse. La douleur, si forte qu'elle fût, n'était rien; mais ce retard inévitable ne pouvait-il amener la découverte de ses préparatifs? Cette crainte le décida, au bout de quelques jours, à braver la souffrance, qui n'avait pas encore disparu. Le 29 mars 1855, toutes les conditions nécessaires se trouvant réunies, il attache à sa corde les objets qu'il voulait emporter avec lui, habits de rechange, livres, manuscrits, etc., et les descend au fond du fossé. Il s'était procuré quelques oranges, sachant bien que, s'il se blessait en tombant, il n'éprouverait pas de plus cruelle torture que la soif. Sur le soir, il se suspend à son échelle, dans sa prison, pour en éprouver la solidité; puis, après l'avoir de nouveau cachée, il se met au lit et attend la visite de nuit. S'il fallait l'en croire, la fatigue l'aurait emporté sur le besoin de se tenir en éveil, et il aurait profondément dormi. La visite a lieu comme à l'ordinaire; on ne remarque rien des choses insolites qui auraient dû frapper des yeux moins prévenus. A peine les geôliers dehors, M. Orsini se lève et s'élance à la fenêtre; il avait hâte d'en finir. Son passage à travers les barreaux ne s'effectue pas

sans peine; pour abréger, il n'avait scié que ce qui lui avait paru rigoureusement nécessaire. Se tenant alors suspendu à la corde qu'il venait d'assujettir solidement à un trou fait dans le mur, il met ses oranges dans ses poches, — elles l'avaient gêné au passage des grilles, et il s'était vu forcé de les déposer sur le bord de la fenêtre, — il se fait de la muraille un point d'appui pour les pieds et commence sa périlleuse descente dans l'attitude d'un marin, le long d'une corde garnie de nœuds. Il était déjà à quatre-vingt-quatre pieds de sa cellule lorsqu'il sentit la force lui manquer. « La douleur que me causait, dit-il, la tension des muscles était si violente que je ne pouvais la supporter plus longtemps. Je vis alors une corniche qui semblait m'inviter à y appuyer les pieds. Malheureusement la corde me glissa entre les doigts, malgré tous mes efforts pour la retenir. Je regardai en bas, et, m'imaginant dans l'obscurité que je n'étais plus qu'à six pieds du sol, je me laissai aller de manière à tomber à quatre pattes. Ce calcul fut l'œuvre d'une seconde; mais beaucoup plus long fut le temps que je mis à tomber, car j'étais encore à une hauteur de plus de vingt pieds. Le coup fut terrible. Je perdis connaissance. En revenant à moi, je sentis une douleur poignante au genou et à la jambe droite. Je crus m'être brisé ce membre. Au bout de quelques instans, je portai une orange à mes lèvres, et je revins à la vie. Quoique la souffrance fût atroce et ne semblât pas diminuer, je recouvrai, par un effort de volonté, assez de force pour changer de bas, de chemise, de pantalon. On a dû trouver sous ma fenêtre les vêtemens que je laissai, avec des peaux d'orange. Je levai les yeux. Si c'était à refaire, me dis-je, je ne tenterais pas l'aventure une seconde fois. »

La réflexion était assez naturelle; mais comme, à tout prendre, il était plus facile désormais de fuir que de rentrer en cage, M. Orsini se traîna, plutôt qu'il ne marcha, vers l'ouverture par laquelle les eaux du lac peuvent être introduites dans le fossé. Il y trouva trop de boue et de vase pour s'y pouvoir risquer. De l'autre côté, toute issue était fermée; impossible donc de parvenir jusqu'aux roseaux pour s'y cacher jusqu'à ce bienheureux coup de cinq heures auquel les portes du pont sont ouvertes à la circulation. Forcé de rebrousser chemin, le fugitif essaya inutilement de grimper sur les arches sous lesquelles il avait passé : la douleur qu'il ressentait au pied le fit retomber sans force au fond du fossé. Plusieurs tentatives de ce genre, entreprises avec ce courage qu'inspire le désespoir, ayant également échoué, le malheureux Orsini finit par perdre toute espérance, tout désir de salut. En ce moment-là il lui eût été indifférent d'être repris. Vaincu par la fatigue et l'épuisement, il dormit une heure. A son réveil, le jour commençant à poindre, il se traîna comme il put le plus près possible de l'endroit où passaient ceux qui allaient traverser le pont. Dans sa détresse il ne pouvait plus rien pour lui-même; sa dernière chance était que, au risque de se compromettre, quelque âme charitable vînt le tirer de là. Combien n'était-il pas plus probable que parmi ceux à qui il s'adresserait il trouverait un dénonciateur!

Le premier qu'il vit arriver était un jeune homme de vingt ans. « Tirez-moi de ce fossé! s'écrie l'infortuné; j'y suis tombé, étant ivre, la nuit dernière. » Le jeune insouciant passe outre, sans faire attention à cette singulière requête. Deux personnes le suivent de près, même demande. « *Povero signore,* disent ceux-ci, si nous essayions de vous tirer de là, nous nous met-

trions dans l'embarras sans vous mettre vous-même hors d'affaire. » D'autres plus hardis s'arrêtent : ils saisissent un bout de corde dont le prudent Orsini s'était pourvu et qu'il s'empresse de leur jeter; ils se mettent en mesure de le hisser. Tout à coup ils lâchent pied, le laissent retomber au fond du fossé et se sauvent : ils avaient entendu les pas de nouveaux arrivans. A chacun le fugitif renouvelait sa demande. Enfin un robuste paysan s'approche, s'arrête, écoute et paraît mieux disposé. Il essaie à lui seul de retirer M. Orsini : ses efforts n'y suffisaient point. Par bonheur, c'était un dimanche, il y avait sur le pont plus d'affluence qu'à l'ordinaire. Le paysan ne se laisse pas intimider; il trouve de braves gens disposés à lui prêter main-forte; et à eux tous ils amènent sur le bord le prétendu ivrogne au moment où, les forces venant à lui manquer tout à fait, il allait retomber au fond du fossé. Il était six heures moins un quart; c'était à six heures que les geôliers devaient entrer dans la cellule pour la visite du matin!

Restait le pont à traverser. « Apprenez, dit M. Orsini à ses sauveurs en les remerciant, apprenez que je suis un prisonnier politique. » Ces bons cœurs s'en doutaient peut-être; en tout cas, loin de s'effrayer à cette nouvelle, ils mirent tout leur soin à ce que l'Autriche ne reprît pas sa victime. Après avoir jeté la corde dans le lac, ils marchèrent en avant et laissèrent M. Orsini derrière eux pour ne pas éveiller l'attention Celui-ci les suivit de loin et péniblement; à chaque pas, il regardait autour de lui. Il boitait, il était couvert de boue et de poussière, ses mains étaient ensanglantées. Quand il eut la certitude de n'être plus en vue des sentinelles, il rejoignit ses généreux compagnons, qui le cachèrent jusqu'au soir dans les roseaux, au bord du lac.

Comment il en sortit, c'est ce que nous ignorons, car il se refuse à le dire pour n'exposer personne aux vengeances de l'Autriche. Ce qu'il y a de certain et en même temps d'admirable, c'est qu'ayant été forcé par la maladie de rester assez longtemps caché à Mantoue ou dans les environs, il ne trouva pas un dénonciateur, pas même un bavard ou un imprudent, parmi ceux qui durent être mis dans le secret. Les perquisitions, les menaces, les promesses de la police n'y purent rien. L'allégresse parmi les Mantouans, même les moins révolutionnaires, fut extrême; on eût dit que l'évasion d'un prisonnier obscur était un événement public.

Bientôt, grâce à cette complicité universelle, M. Orsini put passer en Suisse, et de là en Angleterre. « Arrivé, dit-il, sur le sol anglais, je me sentis renaître. Pour la première fois depuis mon arrestation, je pus dormir tranquille. L'atmosphère anglaise est humide et brumeuse; si je lève les yeux, je ne vois que pluie, neige et nuages, mais je respire, je suis indépendant, je suis libre, et quand je me rappelle mon agonie de prisonnier, d'esclave, alors que je me fatiguais les yeux pour voir un coin de ce ciel bleu et profond de ma chère Italie à travers les barreaux de ma cellule, je me sens pénétré de reconnaissance pour la permission de rester dans la libre Angleterre jusqu'à ce que le travail incessant de mes concitoyens et la mort de quelques-uns d'entre eux me permette de retourner dans mon pays avec mes frères exilés, pour y répandre les bénédictions des institutions libres. »

Ainsi voilà un homme à peine échappé des plus horribles souffrances et d'un supplice probable, parlant avec enthousiasme de cette liberté précieuse dont il a été si longtemps privé, le voilà rêvant déjà aux moyens de

la risquer de nouveau! Et qu'on ne s'imagine pas que ce soit là une bravade passagère, un vain désir de poser en conspirateur, en homme d'action devant ses contemporains : non, cette pensée se retrouve à chaque page du livre, en maint endroit, plus nettement, plus énergiquement exprimée. M. Orsini a donné d'assez éclatantes marques de son courage, de sa témérité même, pour qu'on ne l'accuse pas de n'être brave qu'en paroles. Puisse son évasion, si habilement préparée, si intrépidement accomplie, puisse cet impérieux besoin d'affronter de nouveaux dangers convaincre les malveillans que ce n'est point le cœur qui manque à l'Italie! Malgré les conditions désastreuses au milieu desquelles ce pays se débat aujourd'hui, M. Orsini n'y est point une exception. Les Italiens ont prouvé par les héroïques combats de la campagne de Lombardie, par leur attitude au milieu des troupes françaises sous l'empire, et surtout par la continuité de leur résistance passive depuis cinquante ans, qu'ils ne méritent pas le reproche de lâcheté. Ce qui leur manque, c'est de savoir unir leurs forces et en faire un sage et utile emploi. En attendant ce progrès si désirable et si nécessaire, ce ne sont pas des indices à dédaigner sur l'état de l'Italie que les plaintes encore vives, après vingt ans, de ce prisonnier du Spielberg à qui l'âge et les souvenirs n'ont pas glacé le cœur, que les impétueux élans de ce conspirateur acharné, qui croit n'avoir point fait assez pour sa patrie tant qu'il n'aura pas versé pour elle jusqu'à la dernière goutte de son sang, et surtout l'active complicité de ces bourgeois des villes, de ce peuple des campagnes, qui, s'il n'a pas su toujours se rallier pour prendre part aux batailles de la liberté, se montre du moins si empressé à en sauver les victimes. L'Italie a prouvé, quoi qu'on en dise, qu'elle n'est pas la terre des morts : il lui reste, pour se relever comme nation, à tirer parti des forces vitales dont la nature ne s'est pas montrée moins prodigue à son égard qu'envers tous les grands peuples.

F.-T. PERRENS.

Œuvres inédites de Leibnitz (1). — Le mérite de l'intéressante publication que poursuit depuis trois années déjà M. Foucher de Careil n'est pas, jusqu'à présent du moins, de rien changer à ce que l'on savait de la vie ou de la doctrine de Leibnitz. La biographie du grand homme, si souvent retracée depuis Fontenelle et Brucker, a été en quelque manière épuisée en 1842 par M. Guhrauer, de si regrettable mémoire, et M. Guhrauer lui-même n'a guère fait alors que coordonner, avec le talent qui lui appartenait, les nombreux travaux de ses devanciers. Quant à la doctrine, quant à la suite des inventions et des idées, ces véritables événemens de la vie des philosophes qui ont le bon esprit de ne vouloir être que des philosophes, on peut dire que déjà au dernier siècle le gros recueil de Dutens, dans lequel se sont fondus tous les recueils précédens, et notamment ceux de Raspe, de Desmaizeaux et de Bousquet, les avait complétement fait connaître. Leibnitz en effet n'est-il pas tout entier dans la *Théodicée,* les *Nouveaux Essais*, les *Lettres à Clarke* et la *Correspondance avec Bernouilli,* et quand on a médité ces chefs-d'œuvre, ne connaît-on pas le beau génie auquel ils sont dus? Bien des opuscules inédits ont vu le jour depuis lors; mais aucun, pas même le plus important

(1) Publiées par M. Foucher de Careil, 2 vol. in-8°, Paris, Durand, 1857.

de tous, *la Monadologie,* que publia Erdmann en 1814, n'a rien ajouté de bien notable à ce que l'on connaissait de l'immortel auteur de la *Théodicée.* MM. Guhrauer, Grotefend, de Rommel, Pertz, Gerhardt de Salzefeld, en donnant successivement dans ces dernières années le *Projet d'expédition en Égypte*, les *Écrits allemands*, la *Correspondance avec Arnauld* et *avec le landgrave de Hesse*, enfin de nombreux fragmens historiques et mathématiques, ont fait beaucoup pour la préparation de l'édition complète que le monde savant attend encore; mais leurs curieuses recherches n'ont pas abouti à révéler une seule idée vraiment nouvelle du grand philosophe. La publication de M. de Careil est du genre de ces dernières, et c'est ce qu'il faut commencer par se dire pour la juger ensuite tout ce qu'elle vaut. Lui demander davantage et s'attendre à y trouver quelque chose d'intellectuellement inédit, si je puis m'exprimer de la sorte, ce serait s'exposer à un mécompte préjudiciable à l'estime même que l'on doit faire du travail du nouvel éditeur.

Le mérite de la publication de M. Foucher de Careil, et dans ces limites il est, à notre avis, de premier ordre, c'est d'éclairer certaines parties de la croyance philosophique de Leibnitz d'un jour sinon nouveau, du moins singulièrement saisissant et pur. S'il y avait jusqu'ici, — pour les lecteurs superficiels s'entend, pas un des autres n'avait pu s'y tromper, — quelques doutes sur le vrai caractère de la philosophie leibnitienne, ces doutes aujourd'hui sont levés, et les nouveaux opuscules achèvent de mettre l'originalité du puissant penseur de Leipzig dans une complète lumière. Les critiques notamment à qui la lecture de la *Théodicée* n'avait pas suffi à démontrer que Leibnitz n'était ni un fataliste, ni un panthéiste, devront, après ce que vient de donner M. Foucher de Careil, renoncer tout à fait à la belle idée qu'ils ont eue de voir dans l'héritier de Descartes un élève des *rose-croix* et un théosophe de l'école d'Alexandrie. Les nouveaux opuscules ne permettront plus du moins à personnne de se figurer un Leibnitz différent de celui qui s'est peint lui-même dans tant de chefs-d'œuvre.

C'est encore la bibliothèque de Hanovre, cette inépuisable mine qui ne cesse depuis Feller de satisfaire à la curiosité des éditeurs de Leibnitz, qui a fourni à M. Foucher de Careil les intéressans papiers qu'il publie. Est-ce la fin, et après tant de recherches les matériaux d'une édition complète sont-ils donc tous réunis? Leibnitz a tant pensé et tant écrit, et sur tant de sujets, qu'il est difficile de répondre à la question. Nous inclinerions, quant à nous, vers la négative, et vraisemblablement les tiroirs magiques de la bibliothèque de Hanovre gardent encore pour les bibliophiles à venir des surprises de plus d'un genre. Comment se fait-il, par exemple, que parmi tant de pieux et curieux leibnitiens, pas un, à notre connaissance, n'ait décrit le meuble unique que le grand homme avait devant lui lorsqu'il travaillait, et qu'il y a quelques années j'ai vu encore au milieu d'une des salles de la bibliothèque de Hanovre? Je veux parler d'une armoire dont la construction toute spéciale explique d'une manière frappante l'un des secrets de la composition littéraire de Leibnitz. C'est un casier en deux pièces, roulant sur des charnières, et qui, lorsqu'il est ouvert, offre une double rangée, horizontale et perpendiculaire, de petits compartimens étiquetés et pouvant recevoir chacun un certain nombre de notes. La tradition rapporte que Leibnitz, qui lisait presque toujours une plume à la main, avait sur sa table quantité

de petits papiers sur lesquels il écrivait les maximes ou opinions qui l'arrêtaient dans ses lectures, et qu'il jetait à mesure dans les compartimens divers du meuble aide-mémoire ouvert devant lui. Ce procédé de travail n'explique-t-il pas à merveille l'abondance et l'exactitude extraordinaires de citations dont les ouvrages du grand philosophe sont pleins, et l'espèce de mosaïque de souvenirs et de réflexions que, d'abord qu'on les ouvre, ils offrent à la vue? Si dans la *Théodicée* notamment la plus prodigieuse érudition s'allie san jamais la refroidir à la plus constante et à la plus sublime inspiration, l'armoire-casier de Hanovre n'y est-elle pas pour quelque chose?

Quoi qu'il arrive cependant, il faut rendre justice à M. Foucher de Careil : il sera difficile désormais de découvrir à Hanovre rien de plus intéressant ni de plus authentique que les lettres et opuscules qui, grâce à lui, viennent de voir le jour. L'authenticité d'abord, premier et essentiel mérite de ces papiers, est au-dessus de tout soupçon : ce sont pour la plupart des autographes. Ils portent d'ailleurs chacun d'un bout à l'autre de leur texte cette signature du génie qui désespérera toujours la contrefaçon. L'aîné des Bernouilli s'avisa un jour, — dans ce temps-là les affaires de la science étaient les grandes affaires, — de proposer aux géomètres, ses contemporains, un problème très difficile, dont la solution, quelqu'excellent mathématicien que lui-même il fût, l'avait longtemps arrêté. Il vint plusieurs réponses, mais une entr'autres de si grande façon que chacun l'admirait. Elle était anonyme. De qui est-elle? se disait-on; mais Bernouilli : « Cela est de Newton; ne voyez-vous pas la griffe du lion? » Les pièces que vient de publier M. Foucher de Careil sont toutes reconnaissables à ce même signe, et quand l'intelligent éditeur n'aurait trouvé à Hanovre que des copies, l'origine pour cela n'en serait pas plus suspecte : elles portent toutes la griffe du lion.

La plus remarquable de ces pièces, et celle aussi que nous signalerons pardessus tout aux amateurs de l'érudition et de la philosophie, est une *Réfutation* complétement inédite de Spinoza, opuscule destiné à détruire tout à fait la fausse idée que quelques critiques allemands, à la suite de Lessing, ont essayé de donner du sentiment de Leibnitz sur la liberté humaine. Il était déjà fort clair, comme nous l'avons dit, que Leibnitz n'avait jamais été panthéiste; mais après avoir lu sa réfutation de Spinoza, il n'est plus possible même de supposer qu'à aucun moment de sa vie le grand philosophe ait eu le moindre goût pour une telle chimère. La *Réfutation de Spinoza* forme, dans la publication qui nous occupe, une brochure à part; le reste se compose de deux volumes remplis des pièces les plus curieuses, mais dont on comprendra qu'il ne nous soit guère possible d'indiquer que les titres. Ce sont d'abord de nombreuses *lettres,* toutes en effet complétement inédites, à Foucher, à Bayle, à Fontenelle, à Hobbes, à Arnauld et à Fardella, qui augmentent d'une manière souvent très heureuse la correspondance déjà si riche de Leibnitz. Ce sont ensuite des fragmens ou mélanges du plus grand intérêt sur le cartésianisme, sur divers articles du *Dictionnaire* de Bayle, sur le système de Locke, etc., qui peuvent servir à confirmer ou à éclairer certains passages importans de la *Théodicée* ou des *Nouveaux Essais.* Enfin nous mentionnerons encore des traductions abrégées du *Phédon* et du *Théétète,* ouvrages qui sont peut-être de la jeunesse de Leibnitz, et de la même date par exemple que les thèses sur *le Principe d'individuation* et sur *l'Art*

combinatoire. Ces derniers opuscules, quoi qu'il en soit, démontrent par un monument sensible, comme le remarque très bien M. de Careil, que Leibnitz avait étudié de très près les ouvrages de Platon, et que la source la plus haute de son inspiration est là.

M. Foucher de Careil cependant ne s'est pas borné à publier les curieux écrits dont nous venons de donner le bien rapide sommaire, il les a fait aussi précéder d'*introductions* enrichies de notes qui lui font personnellement beaucoup d'honneur, et qui témoignent que chez lui l'intelligence du commentateur s'allie de la manière la plus heureuse au goût du bibliophile. Une de ces notes surtout, qui, par son étendue et l'importance du sujet qui y est traité, porterait plus justement le nom de *mémoire*, mérite d'être signalée à l'attention des métaphysiciens et des naturalistes : je veux parler d'une remarquable étude sur la *loi de continuité* qui termine le second volume, et dont il est intéressant de dire quelques mots.

On sait ce que Leibnitz entendait par la *loi de continuité*. La nature, suivant lui, ne fait pas de sauts. Tous les êtres qu'elle contient ne forment entre eux qu'une seule chaîne dans laquelle les différentes classes tiennent si étroitement les unes aux autres ou sont séparées par des différences si insensibles, qu'il est impossible de fixer précisément le point où quelqu'une finit ou bien commence. « Qui sait, disait-il par une prédiction de génie qui, peu d'années après lui, devait se réaliser, qui sait si l'on ne découvrira pas quelque jour des zoophytes, créatures équivoques entre la bête et la plante, qui combleront visiblement l'abîme que nous supposons exister entre le règne animal et le végétal ? » Cette grande vue l'avait charmé ; il y revient sans cesse dans ses écrits, et on l'y voit à chaque instant répéter que le principe de continuité est en physique une méthode aussi certaine et aussi puissante que l'est le calcul des différences en algèbre et en géométrie.

M. Foucher, dans sa note sur ce sujet, après avoir montré, à l'aide des textes tant anciens qu'inédits de Leibnitz, ce qu'il entendait précisément dire en s'exprimant ainsi, fait suivre cette exposition préliminaire, déjà par elle-même remarquable, d'un mémoire original sur le fond de la question, qui, au triple point de vue de l'histoire, de la critique et de l'analyse, nous a paru offrir un grand intérêt. Historiquement, M. Foucher de Careil prouve par des textes décisifs que la loi de continuité était connue d'Aristote, et que Platon ensuite l'avait poétisée à sa grande manière ordinaire dans sa théorie du *perpétuel devenir*. Au point de vue critique, il démontre fort bien que la loi de continuité, entendue comme l'entendait Leibnitz, n'a rien de commun avec l'idée du développement indéfini de la substance première, qui est l'âme du panthéisme. Analytiquement enfin, M. Foucher de Careil fait une application de ce fameux principe à la solution d'une des antinomies de Kant, qui révèle en lui une connaissance et un usage assez rares des procédés les plus déliés de la dialectique. A tous ces titres, on le voit, le morceau dont nous parlons mérite d'être lu avec plus d'attention qu'on n'en accorde d'ordinaire aux préfaces ou aux appendices d'éditeurs; mais puisque nous en signalons ainsi les qualités, nous sera-t-il permis de faire sur le fond du débat une réserve qui manque, à notre avis, au curieux travail de M. Foucher de Careil, et qui en compromet les conclusions?

La grande idée qu'a eue ou qu'a fait revivre Leibnitz de concevoir une

échelle métaphysique reliant entre eux par des différences infiniment petites tous les êtres de la création n'est pas restée, comme on sait, à l'état de pure abstraction dans ses écrits. Après que Trembley, par ses merveilleuses expériences, eut réalisé la prophétie de la découverte des *animaux-plantes* et démontré que le polype était à la fois un animal, puisqu'il se meut, et un végétal, puisqu'il pousse des bourgeons, Bonnet imagina de matérialiser, si je puis ainsi dire, la loi transcendantale énoncée par Leibnitz, et il affirma qu'il existait une échelle continue et réelle des êtres reliés entre eux, sans hiatus, par des espèces mitoyennes et de transition, ne laissant dans la nature aucun vide ni intervalle. C'est ainsi que le singe forma le passage de l'homme à l'animal, la chauve-souris celui des quadrupèdes aux oiseaux, l'anguille celui des reptiles aux poissons, le ver à tuyau celui des insectes aux coquillages, le polype enfin celui des plantes aux insectes. Bonnet eut des disciples, et ceux-ci, renchérissant sur leur maître, comme celui-ci l'avait fait sur Leibnitz, poussèrent le système à bout, et prétendirent que toutes les espèces sont dérivées d'une seule, que toutes les classes ne sont que des ébauches successives de toutes les autres, et qu'il faut voir dans les êtres inférieurs de la création autant de chrysalides d'un prototype toujours le même, qui ne fait que passer du ver à l'homme par une série ascendante d'états divers infiniment peu différenciés l'un de l'autre. Or, il faut l'avouer, entre les conséquences les plus extrêmes de cette théorie et le principe, quelque purement transcendantal qu'on voudra le supposer, de Leibnitz, la distance est si médiocre, que la logique a bientôt fait de la parcourir. Surtout, disait Leibnitz, il n'y a dans la nature « ni vide, ni cahots, » et il attendait du microscope la démonstration expérimentale de son principe. De là à parler comme Bonnet ou ses disciples il n'y a qu'un pas, et il est impossible de ne pas reconnaître à la théorie de la continuité effective des êtres une origine toute leibnitienne.

Or cette théorie, que je vois M. Foucher de Careil s'appliquer partout à laver du reproche de panthéisme, mais que je ne l'entends nulle part, à aucun autre titre, répudier ou combattre, cette théorie depuis quarante ans au moins est soumise à des objections très graves qu'il est regrettable que M. Foucher de Careil ait omises : je veux parler des objections de Cuvier. Je sais qu'il est une école métaphysicienne et physiologiste qui fait peu de cas des admirables travaux de Cuvier, et qui est en train de faire venir la mode de ne plus tenir compte de lui. A la bonne heure, mais le nouvel éditeur de Leibnitz est un esprit plus sérieux, et je suis fâché, tenant comme il fait pour la théorie de la continuité des êtres, qu'il n'ait rien dit de la difficulté qu'il y a à la mettre d'accord avec la diversité de structure, de composition, de type et de plan des individus de différentes espèces, avec la fixité de ces mêmes espèces et avec l'impossibilité de certaines combinaisons d'organes : principes tous démontrés par Cuvier, à l'aide de l'anatomie et de l'histoire des fossiles, de manière à les mettre au-dessus de toute espèce de doute, et qui conduisent à la nécessité fatale d'admettre dans l'échelle des êtres ces interruptions, ces intervalles, ces cahots, ces *hiatus*, ces *saltus* que repoussait Leibnitz. Il est impossible de méconnaître les grands faits mis à ce sujet en lumière par Cuvier et de ne pas confesser avec lui que la structure anatomique des êtres, qui est la même pour tous les individus d'une classe, est absolument différente

dans tous les individus d'une autre classe; que la nature, les fossiles l'ont bien prouvé, depuis qu'elle fait des individus d'une espèce, les a toujours faits semblables, et qu'elle n'a jamais mêlé les formes d'un type avec celles d'un autre; que l'idée d'espèces équivoques, intermédiaires entre les règnes de la nature, est une idée aussi poétique que le sont les imaginations de la mythologie, et qu'enfin jusqu'à ce quelqu'un ait découvert le squelette du sphinx, de Pégase, du minotaure, de la chimère, du griffon ou de la licorne, il n'y a pas moyen d'admettre l'unité de plan ni de création du règne animal. Ces faits, s'ils ne renversent pas tout à fait la célèbre théorie de la continuité, obligent d'en modifier et d'en restreindre singulièrement l'esprit et l'étendue, et il nous semble qu'un commentateur aussi distingué de Leibnitz que l'est M. Foucher de Careil aurait bien fait de ne pas les passer sous silence. Le beau mot du poète antique :

Simia quam similis turpissima bestia nobis!

demeure toujours vrai, et cette ressemblance horrible de l'homme avec la bête couvre un mystère que la métaphysique et la physiologie ne doivent pas se lasser de poursuivre, car elles l'éclairciront peut-être. Il est dangereux néanmoins, dans l'étude de telles questions, de se payer d'hypothèses, quelque spécieuses qu'elles soient, et lors même qu'elles sont revêtues de l'imposante sanction du génie, car ce n'est pas le roman de la nature qu'il s'agit d'écrire, mais son histoire.

Cette critique est la seule peut-être qu'après un examen attentif des *Œuvres inédites* de Leibnitz on se trouve conduit à formuler. Les amis de la philosophie ne peuvent d'ailleurs qu'applaudir à cette publication. Les moindres écrits de l'auteur de la *Théodicée* offrent un modèle que les philosophes de notre époque, tout ensevelis qu'ils sont dans l'étude des manuscrits ou des livres, ne sauraient trop méditer. Leibnitz, lui aussi, était un éclectique, mais d'une sorte toute particulière. Qui a plus lu et mieux su lire que lui? Mais il ne lisait pas pour venir seulement raconter au public ce qu'il avait lu; il lisait « pour prendre le meilleur » de ce que ses devanciers avaient dit, et « aller plus avant; » semblable à l'abeille qui exprime au hasard le suc de toutes les fleurs, non pas pour le recueillir en un tas inutile, mais pour en tirer le miel, il étudiait tout, mais pour s'inspirer de tout.

Puissent les jeunes amis de la philosophie, car c'est à eux surtout que la publication de M. Foucher de Careil s'adresse, profiter du précepte en action que Leibnitz leur y donne! Ils le verront là, comme partout, n'appeler à son aide le trésor des connaissances de ses prédécesseurs que pour l'épurer et l'augmenter. Qu'ils méditent ce grand exemple. Il y a bien longtemps déjà qu'on leur dit : « Lisez et éditez; » il est temps qu'ils se disent à eux-mêmes que la lecture n'est pas la science, et qu'il n'y a rien de plus inédit que ce qu'ils ont dans l'esprit. La vraie devise d'une école philosophique digne de son nom n'est pas « lisons, » mais « pensons. »

CHARLES GOURAUD.

V. DE MARS.

L'AGRICULTURE

ET

LA POPULATION

Il y a deux ans bientôt, je disais, à propos de la cherté des denrées alimentaires (1): « Je voudrais croire qu'il y a eu augmentation dans la demande plutôt que diminution dans la production; malheureusement je ne puis. La consommation a sensiblement augmenté à Paris et sur les autres points où se font de grands travaux publics extraordinaires; dans l'ensemble, elle ne s'est pas accrue. Un fait incontestable le prouve : le progrès de la population s'est à peu près arrêté. De 1841 à 1846, la population avait monté en cinq ans de 1,170,000 âmes; de 1847 à 1851, elle n'a monté que de 383,000; nous ne saurons que l'année prochaine quel aura été le progrès de 1851 à 1856, mais les résultats connus par la comparaison des naissances et des décès permettent d'affirmer qu'il ne sera pas beaucoup plus sensible. »

Le dénombrement officiel de 1856 n'a que trop vérifié cette prévision : l'accroissement de la population nationale n'a été, dans cette nouvelle période quinquennale, que de 256,000 âmes.

Ce résultat inoui a paru si peu vraisemblable, qu'il a soulevé quelques doutes sur l'exactitude du recensement. Ces sortes d'opérations, par leur immensité, peuvent en effet donner lieu à une foule d'erreurs. Ce sont les maires qui les exécutent sous la direction des préfets, et

(1) Dans la livraison du 1er juillet 1855 de la *Revue des Deux Mondes*.

chacun sait combien notre organisation municipale offre peu de garanties, soit pour une recherche scrupuleuse, soit pour une parfaite sincérité. On craint toujours que des intentions fiscales ne se cachent sous la demande de ces renseignemens statistiques, dont tout le monde ne comprend pas la nécessité; cette crainte est, jusqu'à un certain point, justifiée par les faits, en ce sens que le nombre des habitans d'une commune détermine l'assiette de certains impôts, l'impôt sur les boissons par exemple; on se croit donc et on est réellement, dans quelques cas, intéressé à dissimuler la vérité. Même avec les meilleures intentions du monde, le mouvement de ce qu'on appelle les populations flottantes est une cause perpétuelle de confusion. Autrefois on prenait pour base des dénombremens le domicile; depuis quinze ans, on a adopté une règle plus positive, la résidence, mais même avec cette nouvelle base de nombreuses questions se présentent. Où compter les individus absens pour une cause temporaire de leur résidence habituelle? où compter les troupes de terre et de mer qui changent de garnison, celles qui partent pour l'extérieur ou qui en reviennent? Le temps lui-même est une difficulté : en principe, ce dénombrement devrait se faire partout le même jour; mais en réalité il traîne toujours plusieurs mois, et on sait qu'en fait de statistique la vérité d'aujourd'hui n'est pas celle de demain. Enfin les circonstances politiques ne sont pas non plus sans influence. Les hommes spéciaux n'attachent pas une foi entière aux deux dénombremens de 1841 et de 1851, le premier ayant été exécuté au milieu d'une grande agitation populaire excitée par les journaux du temps contre le recensement, le second ayant été fait par des autorités incertaines, au milieu d'une grande inquiétude de l'avenir et à la veille d'un coup d'état.

Ces causes et beaucoup d'autres font des dénombremens une œuvre difficile et chanceuse. Il ne faut pourtant pas s'en exagérer la portée. Depuis trente ans environ, cette opération se répète tous les cinq ans, et à force de se reproduire, elle va toujours en se perfectionnant. Les occasions d'erreur sont aujourd'hui parfaitement connues, on s'applique avec succès à les éviter. On a organisé de nombreux moyens de contrôle. Les travaux des statisticiens, en permettant de comparer les procédés suivis chez nous avec ceux des autres peuples, ont fait connaître les lacunes et les moyens d'y porter remède. On a introduit des classifications par sexe, par âge, par profession, qui rendent plus facile la rectification des erreurs. Chaque dénombrement est l'objet d'un travail spécial de révision, soit de la part de l'administration, soit de la part des savans qui s'occupent de ces matières. On n'est pas sans doute arrivé à la perfection, mais on y marche, et les résultats acquis, sans atteindre une précision impos-

sible, ont du moins une certitude suffisante pour qu'on puisse asseoir une opinion.

Il existe d'ailleurs un moyen de comparaison excellent : c'est le tableau annuel des naissances et des décès d'après les registres de l'état civil. A chaque dénombrement, il y a un écart sensible entre le résultat du dénombrement même et celui des naissances et des décès; mais cet écart, qui s'explique par l'excédant de l'émigration sur l'immigration, va toujours se réduisant, et bien que des oscillations assez marquées aient eu lieu antérieurement, on peut dire qu'aujourd'hui la différence entre les naissances et les décès, accrue de l'émigration probable, coïncide, à quelques milliers près, avec les dénombremens. Ainsi, d'après les registres de l'état civil depuis un demi-siècle, la population en 1851 aurait dû être de 35,922,000 âmes; le recensement a donné 35,783,000 : différence, 139,000 âmes seulement en cinquante ans. L'excédant de l'émigration sur l'immigration suffit parfaitement pour remplir ce vide. Être arrivé là, c'est être bien près d'une précision mathématique.

Depuis 1851, la même correspondance se retrouve. Voici en effet le tableau annuel des naissances et des décès depuis cette année :

	Naissances.	Décès.
1851....	969,000	837,000
1852....	965,000	812,000
1853....	937,000	795,000
1854 (1).	883,000	954,000
Totaux.	3,754,000	3,398,000
Excédant des naissances sur les décès :	356,000	

Nous n'avons pas encore tous les chiffres de 1855, mais nous savons déjà, par les départemens dont les relevés sont connus, que cette année se soldera comme la précédente par un excédant notable de mortalité. Il suffit que cet excédant soit de 100,000 pour ramener l'accroissement de population en cinq ans à 256,000, chiffre donné par le recensement, même sans tenir aucun compte de l'émigration. Ce calcul n'est pas et ne peut pas être d'une exactitude rigoureuse, parce que le recensement, étant fait au mois de juin, comprend les six derniers mois de 1851 et les six premiers de 1856, tandis que les relevés de l'état civil se donnent par année; mais on voit que l'erreur, s'il y en a une, ne peut jamais être bien considérable.

Quelques personnes ont soupçonné que la portion de l'armée d'Orient qui n'était pas encore rentrée en France au 15 mai 1856,

(1) On n'a encore pour cette année que les relevés de quatre-vingt-trois départemens, mais les trois départemens qui nous manquent ne peuvent pas amener de différences importantes.

jour fixé pour le recensement des troupes de terre et de mer, avait été omise, ce qui donnerait lieu à une addition que les uns évaluent à 95,000 hommes, les autres à 80,000. En supposant que cette omission ait réellement été faite, l'accroissement de population ne serait encore que de 335 à 350,000 âmes en cinq ans, ce qui laisserait subsister toutes les observations sur le fait même du ralentissement. Cependant il y a tout lieu de croire qu'il n'en est rien ou à peu près rien. Le rapport frappant entre le relevé des registres de l'état civil et le résultat du dénombrement serait déjà une raison suffisante pour écarter cette conjecture. D'autres faits, qu'il serait trop long de rapporter ici, prouvent en outre que, sur beaucoup de points, sinon partout, on a compté comme présens des corps de troupes qui ne l'étaient pas, mais qui avaient leurs dépôts dans la ville recensée, ce qui est conforme aux principes ordinairement suivis et rappelés, soit dans le décret du 9 février 1856, qui a ordonné le recensement, soit dans la circulaire ministérielle du 14 mars, qui en a réglé l'exécution.

Je ne parle pas des doubles emplois qui sont toujours assez nombreux, quoi qu'on fasse, et qui compensent et au-delà les omissions possibles, parce que c'est là un compte tout technique qui n'intéresse que les hommes spéciaux. Il suffit, pour la grande majorité des lecteurs, de savoir en gros à quoi s'en tenir sur le degré de confiance que mérite l'exactitude de l'opération.

Il est enfin à remarquer que le produit du dénombrement n'a eu rien d'imprévu pour les observateurs attentifs qui suivaient de l'œil le mouvement de la population. On a vu que je l'avais moi-même annoncé d'avance. Dans les localités intéressées, départemens, arrondissemens, cantons et communes, on n'a pas élevé le moindre doute quand le résultat a été connu. Même sur les points, malheureusement très nombreux, où la population a diminué au lieu d'augmenter, tout le monde touchait en quelque sorte du doigt cette diminution. Le manque de bras et la hausse des salaires en donnent à tout moment la démonstration. Dans les campagnes, on voit des villages entiers presque dépeuplés. Dans la plupart des villes, le voyageur le plus superficiel ne peut qu'être frappé de la quantité extraordinaire de vêtemens de deuil qu'il rencontre, car c'est bien la mort qui a fait les principaux vides, ce n'est pas, comme on pourrait le croire, l'émigration. L'émigration en Algérie, en Californie, en Amérique, n'enlève pas plus de 10,000 têtes par an en moyenne, et elle est à peu près compensée par les étrangers, Belges, Allemands, Suisses, etc., qui viennent s'établir en France, et surtout à Paris. Il y a bien un autre genre d'émigration qui fait beaucoup plus de ravages, l'émigration à l'intérieur, le dépeuplement des campagnes au profit

des villes; mais ce n'est pas de celle-là qu'il s'agit pour le moment : l'émigration à l'extérieur peut seule avoir quelque influence sur le chiffre total, et cette influence est à peu près nulle.

Un ralentissement marqué depuis dix ans, et surtout depuis cinq, une fois bien constaté, il reste à en apprécier le véritable caractère. Une population qui s'accroît lentement, et même une population qui reste stationnaire ou qui diminue, n'est pas dans tous les cas un phénomène à déplorer. Il peut arriver au contraire que ce soit un symptôme heureux, quand il coïncide avec une augmentation de production et de bien-être. Le genre humain a beaucoup plus souffert jusqu'ici par la surabondance que par la rareté de la population; c'est l'excès de population qui produit la misère. Avant 1847, la France était déjà un des pays de l'Europe où la population s'accroissait le moins vite, et tout n'était pas à regretter dans cette lenteur, puisque la prospérité générale marchait plus rapidement. Cette fois il n'y a pas moyen de se faire illusion : la brusque interruption qui vient de se produire a quelque chose de violent et d'excessif qui frappe au premier coup d'œil, et quand on y regarde de plus près, on découvre l'action des causes les plus douloureuses.

Jusqu'aux premières années de ce siècle, les philosophes politiques ont généralement professé sur cet important sujet des idées incomplètes. Uniquement frappés de l'importance d'une grande population pour la puissance des états, ils insistaient sur ce point sans s'inquiéter assez de la condition même des peuples. A leur exemple, les gouvernemens encourageaient aveuglément le progrès des mariages et des naissances. Un homme de génie, Malthus, qui a été depuis indignement calomnié, est le premier qui ait relevé cette erreur. Né dans un pays où l'excès de population amenait sous ses yeux de violentes souffrances, l'Angleterre, il a écrit un livre célèbre dont beaucoup de gens parlent sans l'avoir lu, et où il démontre avec la dernière évidence le danger de cette préoccupation exclusive. Ce n'est pas la population proprement dite qu'il faut s'efforcer de multiplier, c'est la quantité des subsistances. L'homme a une puissance organique de multiplication qui n'a pas besoin d'être excitée et qui doit au contraire être contenue par la raison, car elle tend toujours à dépasser les moyens d'existence, et dans ce cas c'est la maladie et la mort qui se chargent de rétablir l'équilibre. Telle est en peu de mots la théorie de Malthus, théorie d'une vérité frappante, et dont l'auteur doit certainement compter parmi les principaux bienfaiteurs du genre humain.

Malheureusement il n'est pas d'homme dont les idées, si justes qu'elles soient, ne puissent être défigurées par la passion ou par la légèreté, et Malthus a eu plus que tout autre ce triste privilége. Les

premiers qui l'ont trahi sont parmi ses propres sectateurs. Lui, si sage et si modéré, il a eu la douleur de voir professer sous son autorité des idées aussi odieuses qu'absurdes. Ses adversaires en ont profité ou s'y sont laissé prendre, et de ces déplorables exagérations est sortie une polémique qui dure encore, et qui a fini par obscurcir singulièrement sa doctrine. Le seul moyen de rentrer dans le vrai est de relire Malthus lui-même; on verra que, loin de prêcher la dépopulation et le vice, il s'est tenu dans l'exacte mesure. « La plus grande objection, dit-il, qu'on ait faite à mes principes, c'est qu'ils contredisent le commandement primitif du Créateur, l'ordre de croître, de multiplier et de remplir la terre. Ceux qui m'opposent cette objection n'ont pas lu mon ouvrage, ou n'ont fait attention qu'à quelques passages détachés, sans en saisir l'ensemble. Je suis pleinement persuadé que c'est le devoir de l'homme d'obéir à ce commandement, et je ne crois pas qu'il y ait un seul passage de mon écrit dont on puisse inférer le contraire, lorsqu'on le lit à sa place et avec intelligence. Tous les commandemens donnés à l'homme par Dieu sont subordonnés aux lois de la nature, dont il est l'auteur. Si, par une opération miraculeuse, l'homme pouvait vivre sans nourriture, nul doute que la terre ne fût rapidement peuplée. Dieu lui-même a mis des règles à la multiplication de l'espèce; nous devons, en qualité de créatures raisonnables, et pour obéir à sa volonté, nous conduire d'après ces règles. »

Au lieu de se montrer opposé au développement de la population, Malthus montre donc dans quelles conditions ce développement peut se produire. « Supposons, dit-il, qu'on dise à un fermier de garnir sa terre de bestiaux, on lui donnera à coup sûr un fort bon conseil; mais on entendra évidemment parler de bestiaux sains et en bon état, non de bêtes affamées et maladives, et on ne saurait considérer comme un ennemi de l'accroissement des troupeaux celui qui conseillerait avant tout au fermier de mettre sa terre en état de les nourrir. » Réduite à ces termes, qui sont les seuls vrais, la thèse de Malthus ne soulève aucune objection sérieuse. Il est évident qu'une population plus nombreuse que les moyens de subsistance ne peut être dans un pays qu'une cause d'épidémie et de mortalité. A défaut du bon sens, mille exemples le démontrent. Ce qui importe par-dessus tout, c'est la longueur moyenne de la vie; la densité de la population ne vient qu'après. Toute une science s'est formée depuis Malthus, et sous l'influence de ses principes, pour la comparaison perpétuelle de ces deux élémens. Pour que le développement de la population ne soit pas un mal en soi, il faut qu'il soit proportionné au progrès des subsistances, et le moyen que Malthus propose pour maintenir cette proportion désirable n'est pas moins

avoué par la religion que commandé par la raison : c'est ce qu'il appelle en anglais *moral restraint,* assez mal traduit jusqu'ici par contrainte morale, et que j'aime mieux traduire par *continence volontaire,* non assurément une continence absolue, un célibat systématique, mais une abstention réfléchie, dans le cas unique où l'on a tout lieu de croire que l'on ne mettra au monde qu'un enfant misérable, ce qui n'entraîne en aucune façon la désobéissance au précepte divin toutes les fois qu'on a la conviction du contraire. Il n'y a rien là qui ne soit conforme aux préceptes de la morale : l'église elle-même recommande la chasteté comme une vertu.

Quant à l'abus qui peut être fait de cette sage prescription, Malthus n'en est nullement responsable. « J'appelle *moral restraint,* dit-il formellement, *l'abstinence du mariage jointe à la chasteté;* le libertinage et tout ce qui peut être contraire à la génération, en dehors de la chasteté, appartient à la classe des vices. » Le mot même qu'il emploie, quoique mal choisi, suppose une contrainte, une surveillance exercée sur soi-même, une privation imposée par un devoir, ce qui aurait dû couper court à tous les abominables commentaires qu'on a faits.

En même temps que sa théorie de la population, et comme conséquence de cette théorie, Malthus a fait le procès à la charité légale, telle qu'elle était organisée en Angleterre de son temps. Cette seconde partie de son opinion n'est pas moins irréprochable que la première. Ce qu'il combat par des argumens invincibles, c'est le *droit* du pauvre à être secouru dans tous les cas; il prouve que ce droit ne peut pas exister, puisqu'il est d'une satisfaction impossible quand la quantité des subsistances ne suffit pas pour nourrir tout le monde, et que les secours donnés au pauvre sans travail ont précisément pour effet d'augmenter la somme de la misère en réduisant la quantité de la production. Tous ces résultats sont mathématiques. S'ensuit-il que Malthus repousse absolument la charité même publique? En aucune façon: il montre seulement le danger de cette charité; en prouvant qu'on ne peut donner aux uns sans ôter aux autres, et que l'aumône mal faite multiplie les pauvres, il n'a d'autre but que de mettre en garde contre des entraînemens irréfléchis, sans attaquer le principe même de la charité, ou en le rendant plus sublime encore, s'il est possible, en même temps que plus éclairé. Ce qui le prouve, c'est que ses élèves mis à l'œuvre n'ont pas proposé de supprimer la taxe des pauvres, et se sont contentés d'en modifier l'application dans un sens plus rationnel et plus juste.

Examinons maintenant, à la lueur de la théorie de Malthus, ce qui se passe en France depuis un demi-siècle. En 1790, la population de la France, d'après un recensement ordonné par l'assemblée consti-

tuante, était de 26 millions et demi, y compris le département de Vaucluse, qui n'a été ajouté que plus tard. Vingt-cinq ans après, en 1815, elle était, suivant toutes les apparences, de 29 millions et demi, différence en plus 3 millions; trente ans après, en 1846, elle était de 35,400,000, différence 6 millions; dix ans après, en 1856, elle est de 36 millions; différence 600,000 âmes : d'où il suit que, pendant la période révolutionnaire et impériale, la population s'est accrue en moyenne de 120,000 âmes par an, — pendant la période de la restauration et de la monarchie constitutionnelle, de 200,000, — et dans les dix ans écoulés depuis 1846, de 60,000. Or, d'après Malthus, la puissance virtuelle de multiplication est telle chez l'homme, que, si elle n'était pas arrêtée par le défaut des subsistances, la population pourrait doubler en vingt-cinq ans; elle aurait pu être à ce compte en France de plus de cent millions en 1846. Ce qui l'a empêchée d'arriver si haut, c'est le défaut des subsistances. Nous savons en effet que, de 1790 à 1846, la production agricole a seulement doublé. D'un autre côté, si la population avait marché exactement du même pas, elle aurait été en 1846 de 53 millions; elle n'était cependant que de 35 et demi. D'où vient cette nouvelle différence? D'une amélioration progressive dans les conditions de la vie moyenne. La répartition des subsistances entre les habitans donnait en 1790, je suppose, 100 francs par tête; la même répartition en 1846 donnait 150 francs. En ajoutant la production industrielle et en supposant par exemple que cette production fût en 1790 de 50 francs par tête et en 1846 de 150, l'aisance moyenne aurait doublé; c'est en effet ce qui a dû arriver, et si nous tenons compte de l'élément indiqué par Malthus comme la véritable mesure de la prospérité des peuples, la longévité moyenne, nous trouvons que, dans cet intervalle, la durée de la vie chez les Français a passé de 28 ans à 39.

Si enfin nous voulons rechercher quelle est, dans le cours de ces cinquante-six ans, la période où la vie moyenne s'est le plus accrue, nous trouverons qu'elle coïncide avec celle où l'ensemble de la population a monté le plus vite, c'est-à-dire de 1815 à 1846. Si les choses s'étaient passées avant 1815 comme après, l'accroissement de population aurait été en tout de 11 millions d'âmes au lieu de 9, et la durée moyenne de la vie se serait augmentée de 15 ans au lieu de 11. Ce double progrès allait en s'accélérant à mesure qu'on avançait; telle était la situation de la France dans les années qui ont immédiatement précédé 1847, que la population s'augmentait chaque année de 200,000 âmes, et qu'en même temps la durée moyenne de la vie s'accroissait d'un an tous les trois ans.

Ces résultats étaient satisfaisans. Auraient-ils pu l'être davantage? Assurément. Dans presque tous les pays qui nous entou-

rent, en Angleterre, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, le progrès de la population était plus rapide que chez nous, et si la durée moyenne de la vie ne s'accroissait pas partout également, elle dépassait sur quelques points, en Belgique par exemple, la mesure française. Quand on étudie ce qu'on appelle la population spécifique, on trouve que la Belgique contenait 147 habitans par cent hectares, l'Angleterre 130, la Hollande 90, l'Allemagne 80, l'Italie 80, la France 68 seulement. Cette différence sensible tenait sans nul doute aux grandes pertes d'hommes que nous avions souffertes pendant les guerres de la révolution et de l'empire, et qui n'avaient pu encore être complétement réparées par trente ans de paix; mais les autres peuples avaient souffert aussi des pertes du même genre, quoique moins sensibles, et il fallait qu'à cette cause apparente il s'en joignît quelque autre, qui agît même pendant la paix. La continence volontaire prêchée par Malthus avait certainement sa part dans ce résultat, et il n'y avait là rien que de sage et de légitime. La France est le pays où les conseils de Malthus ont été le plus attaqués; c'est en même temps celui où ils sont le plus instinctivement suivis. Je voudrais attribuer à cette seule cause le petit nombre des naissances, qui restait presque stationnaire, et qui paraît même avoir diminué depuis 1789; malheureusement il faut faire aussi la part du second obstacle préventif signalé par Malthus, et qui n'est autre que le vice. La population française, si vive, si ardente, si mobile, se livre facilement aux penchans nuisibles qui ont aussi pour effet de diminuer les mariages et les naissances, qui en outre finissent par attaquer les forces vitales et par abréger la vie. C'est là un danger toujours présent, toujours menaçant, qu'il faut surveiller d'autant plus près qu'il se confond aisément, pour l'observateur superficiel, avec la continence volontaire, dont il est la coupable parodie. Cette influence délétère s'exerçait sans aucun doute et contribuait à ralentir le progrès national.

L'agriculture a sans doute fait de grands progrès en France depuis 1790, puisqu'elle a doublé ses produits; mais elle aurait pu en faire davantage. Le moment de sa plus grande prospérité a été la période de trente années qui a précédé 1847, puisqu'elle fournissait à un accroissement annuel de population de 200,000 âmes, et à une amélioration constante du régime alimentaire. On pouvait cependant, même dans cette période, concevoir mieux encore. La production s'augmentait en moyenne d'environ 2 pour 100 par an, et il n'est pas de cultivateur qui ne sache qu'on peut attendre une progression plus rapide sans se jeter dans les chimères des utopistes. Sur beaucoup de points du pays, on atteignait jusqu'à 5 et même 10 pour 100, quand toutes les circonstances étaient favorables. Sans rappe-

ler ici pourquoi elles ne l'étaient pas également partout, je me contenterai de remarquer que parmi les principaux obstacles figuraient l'excès de la centralisation et l'abus des dépenses militaires. Quoi qu'il en soit, c'était sans comparaison l'époque la plus florissante que la France eût jamais vue que les dernières années de la monarchie parlementaire, et s'il était possible de rêver mieux, il était raisonnable de se montrer *satisfait*, comme on disait alors. Arrivent la disette de 1847 et la révolution de 1848, tout change; l'excédant des naissances sur les décès, qui avait été de 237,000 âmes en 1845, descend à 62,000 en 1847, et tombe jusqu'à 13,000 en 1849, année du choléra. Le progrès de la population se ralentit, la durée moyenne de la vie ne s'accroît plus. Ce nouveau mouvement s'aggrave encore après 1851, sous la double influence de la disette et de la guerre. Dans les années 1854, 1855 et probablement aussi 1856, la somme des décès l'emporte pour la première fois sur les naissances; la population recule au lieu d'avancer.

Rien n'est plus curieux à observer que l'effet des circonstances politiques sur le mouvement de la population. Il a suffi de l'inquiétude universelle jetée dans les esprits en 1848 par la menace d'atteintes à la propriété pour diminuer sensiblement le nombre des naissances. C'était là un effet de la prévoyance que Malthus aurait déploré tout le premier, sinon en lui-même, du moins dans sa cause. La même inquiétude a certainement contribué à augmenter le nombre des décès. Quiconque a conservé le souvenir des terribles agitations de ce temps ne saurait s'en étonner. Il est extrêmement remarquable que les deux années qui depuis longtemps avaient présenté le chiffre de décès le plus considérable, 1832 et 1849, aient suivi de près deux révolutions. Dans l'un et l'autre cas, la mortalité a pris le nom de *choléra;* mais très probablement elle n'aurait pas été aussi grande en temps prospère. Toutes les industries nationales se sont arrêtées, et la première de toutes, l'industrie agricole, a plus souffert que toute autre de l'incertitude de l'avenir.

Cette crise violente a duré environ deux ans. Dès 1850, la France reprend confiance en elle-même; l'excédant des naissances sur les décès, qui était tombé à 13,000 en 1849, remonte brusquement à 187,000 en 1850, redescend à 112,000 en 1851, par suite de nouvelles incertitudes, se relève à 144,000 en 1852, se maintient à 141,000 en 1853; ce n'était pas encore l'équivalent de 1845, mais enfin c'était beaucoup mieux que sous la république, et on pouvait espérer un progrès continu, quand surviennent quatre mauvaises récoltes successives. Le mouvement rétrograde se déclare alors, et la mort, dans ce perpétuel combat, l'emporte de beaucoup sur la vie. Il est très difficile d'apprécier ce que la France a perdu depuis quatre

ans par cette succession de mauvaises années; dans tous les cas, on peut l'évaluer à plusieurs milliards.

Cette perte a commencé par la récolte de 1853, mais elle a été d'abord peu sensible à cause des réserves de 1852, qui ont servi à combler une partie du déficit; elle ne s'est déclarée sérieusement que l'année suivante. On ne peut guère l'évaluer, pour les céréales, à moins de 10 ou 12 millions d'hectolitres par an; l'importation arrive presque à ce chiffre, et il s'en faut de beaucoup que l'importation remplisse tous les vides, l'élévation permanente des prix prouve le contraire. Or 10 ou 12 millions d'hectolitres, c'est, aux prix ordinaires, de 200 à 240 millions par an, et aux prix actuels un tiers environ en sus, ce qui donne, pour quatre ans, au moins un milliard. La perte sur le vin est plus forte encore : elle s'élève à plus de la moitié de la récolte ordinaire, ou 20 millions d'hectolitres par an, soit, à 20 fr. seulement l'hectolitre, 1,600 millions en quatre ans. La soie a diminué de près des trois quarts par suite d'une maladie incompréhensible qui atteint le ver dans la source de sa reproduction. Le bétail enfin, cette portion si précieuse du capital agricole, a souffert dans une proportion inconnue, mais certaine, du déficit de nourriture causé par la rareté et la mauvaise qualité des fourrages, la maladie persistante des pommes de terre et l'insuffisance des céréales. Tous les cultivateurs se souviennent d'épizooties terribles qui à plusieurs reprises ont enlevé les moutons par troupeaux entiers. Le gros bétail n'a pas été aussi profondément atteint, mais un symptôme significatif semble indiquer que là aussi les existences ont diminué. Les bestiaux maigres étaient autrefois à meilleur marché que les bestiaux gras; aujourd'hui les deux prix se rapprochent et se confondent presque, si bien que l'industrie des engraisseurs, qui consistait à acheter des bêtes maigres pour les revendre grasses, ne peut plus s'exercer. La conséquence de ce fait est doublement sensible; la qualité de la viande y perd, et, ce qui est plus grave, pour avoir la même quantité de viande avec des bestiaux maigres qu'avec des bestiaux gras, on est forcé d'en abattre beaucoup plus.

La diminution de production, qui a été l'effet naturel des circonstances atmosphériques, aurait certainement suffi pour exercer une action sensible sur la population; un concours particulier de circonstances a achevé de l'aggraver. Au moment où l'agriculture avait le plus besoin de toutes ses ressources pour lutter contre l'influence funeste des saisons, elle s'est vue privée à la fois de bras et de capitaux par la guerre et par un autre genre d'attraction, le *luxe*. Il y a peu à insister sur la guerre, son action est évidente; on n'enlève pas impunément soit au travail, soit au mariage, la fleur de la population virile. Le nombre des hommes de vingt à trente ans étant en tout

d'environ 3 millions, une armée de 500,000 hommes en prend le sixième, une perte de 100,000 en enlève 1 sur 30. En même temps que les hommes, la guerre a absorbé pour 2 milliards environ de capitaux, qui se seraient répartis en temps ordinaire sur les industries utiles, et dont l'agriculture aurait eu sa part. Le vide produit par ces 2 milliards n'est pas moins sensible dans les campagnes que celui des bras, les capitaux y manquent généralement.

Pour montrer avec quelque précision les caractères et les conséquences du luxe, il est nécessaire d'aborder le second fait que le dénombrement de 1856 a mis en lumière, l'immense mouvement de déplacement qui pousse la population des départemens pauvres vers les départemens riches, et surtout vers les grandes villes.

Cinquante-quatre départemens ont vu leur population diminuer au lieu de s'accroître depuis 1851; 32 seulement se sont accrus, et sur ces 32, il en est 12 environ où l'augmentation a été considérable. Parmi les départemens qui ont perdu, les plus frappés sont ceux de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Meurthe, du Bas-Rhin, de la Meuse, des Vosges, de l'Ariége, etc.; celui de la Haute-Saône a perdu à lui seul le dixième de son effectif. Parmi les départemens qui ont le plus gagné, figure au premier rang celui de la Seine, qui s'est accru de 305,000 âmes en cinq ans. Un accroissement aussi gigantesque était tout à fait sans exemple. Cette nouvelle agglomération s'est concentrée presque tout entière dans la banlieue de Paris, dont la population a presque doublé, et dans les 8e et 12e arrondissemens, formés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Jacques. Les autres grandes villes de France, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Saint-Etienne, se sont aussi fortement accrues, et jusque dans les plus petites villes, cette tendance s'est fait généralement sentir.

Comme la lenteur dans le progrès de la population, le mouvement de déplacement n'est pas nouveau, mais il a pris depuis 1851 des proportions extraordinaires. Il n'était pas encore arrivé, sauf dans cinq ou six départemens placés sous l'influence de causes particulières, que la population diminuât, tandis qu'elle a diminué cette fois sur les deux tiers du territoire. Le réseau des chemins de fer, en s'étendant, a pu contribuer à accélérer ce mouvement, mais sans le créer, et pour qu'il soit arrivé à ce point, il faut qu'il ait des causes plus profondes et plus générales.

Quelques-unes de ces causes n'ont rien que de juste. L'homme n'est point un végétal attaché au sol qui l'a vu naître, il est doué de la faculté de locomotion et maître de l'exercer à son gré. Il est naturel, il est utile que chaque ouvrier use de sa liberté pour se porter du point où ses services ne sont que faiblement rémunérés sur

celui où ils le sont davantage. Quand les choses sont livrées à leur cours naturel, le salaire se mesure à la quantité de la production, et si le salaire s'accroît sur un point, c'est qu'on y produit plus. Il est donc de l'intérêt public comme de l'intérêt privé que les bras y affluent. Ces considérations générales avaient en France une application particulière. Le nombre des bras employés à la culture y était trop élevé pour le résultat obtenu; on y trouvait environ 40 têtes de population rurale par 100 hectares, tandis que l'Angleterre n'employait que 30 têtes sur la même étendue pour produire le double. En même temps, l'insuffisance de la population industrielle nuisait aux progrès de l'agriculture en bornant ses débouchés. Ce rapport nécessaire entre la richesse industrielle et la richesse agricole est maintenant généralement connu et accepté.

Les bras qui s'éloignent de l'agriculture pour se porter vers l'industrie obéissent donc à la loi même du progrès. Les cultivateurs français qui se plaignaient autrefois de manquer de bras avaient certainement tort, puisque ces plaintes coïncidaient avec une augmentation constante de population même rurale, avec un progrès correspondant de la production et un bas prix quelquefois excessif des denrées alimentaires. Un plus juste équilibre entre les forces industrielles et les forces agricoles s'établissait peu à peu par la nécessité même; les deux branches du travail national marchaient du même pas et se prêtaient un mutuel secours. L'usage des machines commençait à pénétrer dans la culture, et si elles n'entraient que lentement dans les habitudes, faute d'instruction et de capital, le travail les remplaçait en attendant. Aujourd'hui tout est brusquement bouleversé. Au lieu d'une transformation progressive, nous avons une violente perturbation L'agriculture a perdu tout à coup un nombre immense de bras, sans que l'industrie proprement dite les ait gagnés, et la production souffre sous toutes ses formes.

Cette crise tient à la diminution positive de la population laborieuse depuis trois ans. Quand l'ensemble de la population s'accroît, une branche du travail peut gagner sans que l'autre perde beaucoup; mais quand la population diminue, il n'en est pas de même. Le nombre des hommes valides est en France de 8 millions environ, dont 6 millions de cultivateurs. Que 600,000 hommes désertent la culture, c'est une diminution de 10 pour 100, et si en même temps l'équivalent de ces 600,000 hommes est emporté par le choléra et la guerre, l'industrie n'a rien gagné; les bras enlevés d'un côté n'ont fait que remplir le vide opéré de l'autre par la mort. Si, parmi ces 600,000 hommes, la moitié seulement a disparu, mais que l'autre ait été détournée accidentellement vers des occupations improductives, le résultat est identique : ils manquent également à la produc-

tion agricole, sans que la production industrielle en ait conquis un seul.

J'ai dû poser des chiffres hypothétiques pour faire bien comprendre le jeu des faits. J'ignore de combien les populations rurales ont réellement diminué, je sais seulement que cette réduction a été énorme. Même dans les départemens où le dénombrement a accusé une dépopulation sensible, le vide apparent est plus grand que ne l'indique le document officiel. On a porté partout comme présens dans les communes, en vertu des circulaires ministérielles, les ouvriers absens pour une cause temporaire, et qui sont considérés comme devant revenir à leur résidence habituelle, y compris ceux employés aux chemins de fer et aux travaux de Paris. Cette circonstance fait présumer que le déplacement, si considérable qu'il soit d'après les chiffres officiels, doit avoir en réalité des proportions beaucoup plus fortes. Il est en outre à remarquer que l'émigration et la mortalité ont surtout porté sur les hommes adultes, qui emportent avec eux la force effective. En fait, beaucoup de travaux ordinaires des champs n'ont pu être exécutés depuis plusieurs années, faute de bras.

Je ne voudrais pourtant pas que les cultivateurs s'en prissent à l'industrie de ces embarras. Rien n'annonce que l'industrie ait pris dans ces derniers temps un développement subit. Tout le monde sait que la plupart des matières premières, comme la soie, la laine, l'alcool, deviennent extrêmement rares et chères, ce qui a dû ralentir un grand nombre de manufactures. La production métallurgique a seule fait de grands progrès, grâce à l'exécution continue des chemins de fer; mais il ne paraît pas que cette destination ait pris beaucoup plus de bras qu'à l'ordinaire. Au lieu de faire trop de chemins de fer, nous n'en faisons pas assez. Nous sommes de plus en plus en arrière de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne. Tels qu'ils sont, les chemins de fer nous ont rendu d'immenses services; sans eux, la disette eût été dix fois plus formidable, et nous devons avant tout désirer qu'ils s'étendent de plus en plus, même dans l'intérêt de l'agriculture. On n'y consacre pas plus de 300 millions de nouveaux capitaux par an tout compté, et le progrès constant du trafic montre assez combien ils sont utiles.

Je ne suis pas également sûr du profitable emploi des 300,000 âmes concentrées à Paris. Là est, avec la guerre, la dérivation vraiment regrettable. Non que les agglomérations urbaines, quand elles se forment naturellement, soient toujours mauvaises : Londres a presque deux fois plus d'habitans que Paris, et l'influence de ce grand centre de production et de consommation sur toutes les industries anglaises, sur l'agriculture en particulier, n'a rien que d'avanta-

geux. Seulement Londres s'est ainsi peuplé peu à peu, par sa force propre, sans aucune excitation artificielle, et il n'en est pas de même de Paris, surtout depuis 1851. La concentration des dépenses publiques sur ce point, déjà excessive depuis longtemps, a dans ces cinq ans passé toutes les bornes. Il résulte d'un document officiel publié par le ministre des finances que, sur un total de 2 milliards 379 millions de paiemens faits par le trésor public en 1855, le département de la Seine a absorbé à lui seul 877 millions. En 1850, il avait été payé dans le même département 497 millions, et c'était déjà bien assez. S'il est naturel que le siége du gouvernement soit le théâtre de dépenses exceptionnelles, il faut cependant que ce privilége ait ses limites.

Cette centralisation de l'argent du budget à Paris a cette conséquence fâcheuse, entre beaucoup d'autres, qu'elle y entretient un luxe extravagant. Pendant que les capitaux manquent en province pour les emplois les plus productifs, ils se perdent à Paris dans une foule de dépenses improductives. Le luxe de Paris est, à beaucoup d'égards, une des splendeurs de la France : même au point de vue des intérêts positifs, il contribue à y attirer une foule d'étrangers qui viennent nous apporter leur tribut de tous les coins du monde; mais cette richesse, beaucoup plus apparente que réelle, s'évanouit presque aussi vite qu'elle se crée : elle est d'ailleurs essentiellement chanceuse, aléatoire, et le moindre choc suffit pour la réduire à néant, on l'a bien vu après la révolution de 1848. Si donc il était vrai, comme je le crains, que la nouvelle population parisienne fût uniquement alimentée par le luxe, et que ce luxe lui-même eût trouvé son principal encouragement dans les dépenses démesurées du budget, ce serait à coup sûr une des situations les plus dangereuses pour l'avenir, en même temps qu'une des plus nuisibles pour le présent à la véritable production.

La cherté croissante et universelle nous avertit de cette rupture dans l'équilibre national; la nature des choses résiste à la violence qui lui est faite. Le surcroît de bien-être que la population des départemens vient chercher à Paris est lui-même un fait trompeur : ce bien-être n'a rien que de légitime quand il coïncide avec une augmentation de production; mais quand il s'associe à une production décroissante, il aggrave le mal. Quand, par exemple, on donne le pain à Paris au-dessous du prix coûtant, la population de Paris y gagne assurément, le reste de la France y perd, car le prix même du blé prouve qu'il est rare, insuffisant, et plus on en mange sur un point privilégié, moins il en reste pour les autres. Ce n'est pas en abaissant le prix de la viande ou du pain au moyen des ressources publiques qu'on peut le réduire sérieusement, mais en augmen-

tant la masse de la production, et c'est à coup sûr un fort mauvais moyen d'augmenter la production que d'employer la puissance du budget à faire concurrence au travail rural. Toute cette population produisait beaucoup et consommait peu quand elle se livrait à la culture; aujourd'hui elle produit peu et consomme beaucoup : la conséquence est inévitable.

Les agglomérations de population dans les grandes villes ont en France des dangers particuliers; si l'on doit les accepter quand elles se produisent d'elles-mêmes, on ne doit pas les exciter artificiellement. Ces masses sommeillent aujourd'hui, mais elles peuvent se réveiller à tout moment, et on sait combien leurs réveils sont terribles. De même que la politique, la morale est ici, comme toujours, complétement d'accord avec la science économique. Les populations urbaines, qu'il ne faut pas confondre absolument avec les populations industrielles, et en particulier avec celles des capitales, sont beaucoup plus accessibles que les autres aux entraînemens désordonnés. Ce fait est surtout très sensible en France, et a une action marquée sur le mouvement de la population. Tous les chiffres de la statistique s'unissent pour montrer que la vie moyenne est plus courte, la proportion des mariages moins élevée, le nombre des naissances plus faible, le rapport des enfans naturels aux enfans légitimes plus considérable, le chiffre des morts-nés plus fort, dans les villes que dans les campagnes, et à Paris que dans les autres villes.

C'est donc bien réellement un fait déplorable que ce déplacement qui a enlevé à l'agriculture tant de bras sans compensation. Dans les départemens les plus rapprochés de Paris, comme l'Oise, la Somme, Seine-et-Marne, le Calvados, l'Eure, etc., la diminution de la population perd beaucoup de sa gravité. Il y a eu augmentation de richesse, même agricole, dans un rayon d'environ cinquante lieues autour de la capitale; l'énorme surcroît de consommation qu'une agglomération inouie a provoqué sur ce point a profité surtout aux provinces les plus rapprochées. Le déficit de récolte y a été d'ailleurs peu sensible; outre les avantages particuliers à cette région du territoire, où les violentes variations du climat sont plus rares qu'ailleurs, la somme des capitaux employés de longue main à l'agriculture y a triomphé jusqu'à un certain point des intempéries. La même observation peut s'appliquer aux départemens de l'ouest en général, qui sont en progrès évident sous tous les rapports, ainsi qu'à ceux du sud-est, où les dépenses de la guerre ont attiré un immense courant de capitaux, de sorte que la moitié environ du territoire a gagné au lieu de perdre; l'augmentation totale y a été de 600,000 âmes, ou l'équivalent de l'accroissement normal. Malheureusement le poids des circonstances pénibles que nous avons

traversées n'en a que plus porté sur l'autre moitié, l'est, le sud-ouest et le centre; ces 43 départemens, déjà beaucoup moins peuplés que les autres, ont perdu ensemble 350,000 habitans, dont moitié par la mortalité et moitié par l'émigration, ce qui, ajouté aux 450,000 qu'ils auraient dû gagner, donne un déficit total de 800,000 âmes.

Le déficit de récolte a été énorme dans cette seconde région, il a généralement dépassé le quart et sur beaucoup de points la moitié du produit normal. La hausse des denrées agricoles, si profitable aux contrées de la France qui ont un excédant à exporter, y a été un fléau de plus pour les cultivateurs, réduits eux-mêmes à faire venir du dehors une partie de leurs subsistances. Voilà surtout pourquoi une portion de la population a péri et une autre a émigré. A l'intensité près, qui a été infiniment moindre, parce que la population était moins pressée et la perte de récolte moins complète, c'est la même crise qu'en Irlande il y a dix ans.

Ce qui prouve que des causes particulières ont opéré chez nous, c'est que le reste de l'Europe, malgré les mauvaises années, qui ont été à peu près les mêmes partout, n'a pas également souffert. En 1851, l'Angleterre était déjà deux fois plus peuplée que la France, et sa population monte toujours; pendant que les décès excèdent chez nous les naissances, l'excédant des naissances sur les décès est d'environ 360,000 âmes par an dans les îles britanniques, ce qui fait ressortir entre les Anglais et nous, bien que leur territoire soit moins étendu, une différence de 430,000 nouveaux êtres vivans pour 1854 et probablement aussi pour 1855. Il est vrai que les progrès de la production n'ayant pas pu suivre ce progrès de la population, l'émigration à l'extérieur a dû en enlever la plus grande partie; mais cette émigration n'est pas sans influence sur la puissance de l'Angleterre : elle répand dans tous les coins du monde la race anglo-saxonne et crée des empires nouveaux. Nous savons d'ailleurs que, depuis deux ans, elle a diminué de moitié. En même temps l'importation des denrées agricoles ne s'accroît pas en proportion de l'accroissement de population, et, bien que la consommation moyenne des Anglais soit bien supérieure à la nôtre, leurs progrès agricoles sont tels que le prix de la viande et du pain, beaucoup plus élevé autrefois chez eux que chez nous, est maintenant égal et plutôt au-dessous. La prospérité agricole est de plus en plus la base indestructible de cette puissance colossale, la plus grande que le monde ait jamais vue, sans en excepter l'empire romain, car Rome n'a jamais commandé qu'à 100 millions d'hommes, tandis que l'Angleterre commande à 200 millions.

La petite Belgique, dont le territoire n'est que le vingtième du

nôtre, a passé en cinq ans, de 1851 à 1855, de 4,427,000 âmes à 4,607,000; différence, 180,000. Si nous avions marché aussi vite, nous aurions gagné 1,500,000 âmes. En Prusse, les dénombremens sont triennaux; en six ans, du mois de décembre 1849 au mois de décembre 1855, la population a monté de plus de 900,000 âmes. Si nous avions marché aussi vite, nous aurions gagné 2 millions. Je ne connais pas encore les chiffres des autres états, mais je suis convaincu que partout, à l'exception peut-être de l'Espagne, de la Turquie et de la Russie, le surcroît de population aura été plus considérable qu'en France, ou, en d'autres termes, que la production agricole y aura fait plus de progrès, car il faut toujours en revenir à la loi de Malthus, que le mouvement de la population se règle en fin de compte sur la quantité des subsistances.

Vainement on voudrait essayer de se persuader que, si la population n'a pas monté chez nous, l'aisance moyenne s'est accrue. Si la réduction ne tenait qu'à la diminution des naissances, la confusion serait possible; mais l'accroissement du nombre des décès ne permet pas de s'y tromper. Bien que la population fût moins nombreuse en France que dans beaucoup d'autres parties de l'Europe, elle l'était encore trop pour la richesse produite, puisque la maladie et la mort sont venues la refouler dans de plus étroites limites. C'est bien l'obstacle *répressif* de Malthus qui a agi. On ne peut pas espérer de guérir le mal en le dissimulant : voilà pourquoi j'ai cru nécessaire de le montrer dans toute sa triste vérité.

Le progrès de notre commerce extérieur ne prouve rien contre cette démonstration. Il suffit de regarder aux denrées importées pour y voir plutôt un indice de malaise que de richesse. Le commerce extérieur est un signe de prospérité, lorsqu'il coïncide avec une augmentation de la production intérieure; sinon, c'est une marque d'appauvrissement. Les céréales, les soies, les vins, les bestiaux, les viandes salées, qui entrent aujourd'hui en France plus que par le passé, viennent remplir un vide survenu dans la production nationale. Les produits industriels exportés pour les payer auraient servi à la consommation intérieure ou à d'autres échanges, si ce déficit ne s'était pas produit. En Angleterre, l'introduction des denrées alimentaires est une richesse, parce qu'elle vient s'ajouter à une production intérieure toujours croissante. Chez nous, c'est le contraire, du moins pour le moment. Rien n'est plus complexe que ces phénomènes; les mêmes apparences cachent souvent des différences profondes. Il n'y a rien à en conclure contre la liberté commerciale, car, le déficit une fois déclaré, on est fort heureux qu'il soit comblé du dehors; mais il vaudrait mieux qu'il n'y en eût pas. Supposons un pays où toute la récolte en blé viendrait à manquer à la fois : ce

pays ne pourrait vivre qu'en achetant à ses voisins des quantités immenses de céréales, et par conséquent en leur vendant en échange tout ce qu'il pourrait vendre, en s'imposant même les plus rudes privations et en s'endettant pour l'avenir. Son commerce extérieur se serait considérablement accru; serait-ce un signe de richesse?

L'accroissement du produit des impôts indirects est plus difficile à expliquer; là aussi cependant il y a beaucoup à dire. Outre que cet accroissement tient en partie à de nouveaux impôts, il a été fortement activé, depuis trois ans, par les dépenses extraordinaires de la guerre, les expositions, les grands travaux publics, etc. Quand on regarde à la manière dont il se distribue entre les départemens, on trouve que ceux où l'état a le plus dépensé sont ceux où l'accroissement des recettes a été le plus marqué. L'excédant de 200 millions signalé entre 1851 et 1856 est presque complétement payé par huit ou dix départemens : la Seine, la Seine-Inférieure, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Rhône, etc. Les départemens dont la population a diminué et où l'état ne fait que très peu de dépenses ne présentent au contraire qu'un bénéfice insignifiant. La nature même des recettes pourrait donner lieu à des observations. Ainsi il m'est impossible de considérer comme un signe de richesse l'augmentation vraiment prodigieuse dans la consommation du tabac. Voilà bien près de 200 millions qui s'en vont littéralement en fumée tous les ans, et qui ne servent qu'à empoisonner peu à peu une grande partie de la nation, car l'action délétère du tabac sur l'organisme n'est peut-être pas sans influence sur le ralentissement du travail et de la population. Je ne nie pas d'ailleurs la tendance à consommer; c'est la tendance à produire qui me paraît en déclin. Or l'une ne peut se satisfaire longtemps sans l'autre. Une nation peut vivre quelque temps, comme un particulier, en dissipant ses épargnes antérieures et en entamant son capital; mais un pareil jeu ne peut durer, et il arrive un moment où il faut compter, quoi qu'on fasse.

J'ai indiqué le mal : quels sont les remèdes? Quelques personnes, dont les intentions valent mieux que les lumières, demandent une intervention plus active de l'état dans les intérêts agricoles. C'est avec ces perpétuelles invocations à l'intervention de l'état qu'on nous a menés où nous en sommes. A part quelques concours et quelques fermes-écoles, l'état ne peut rien. On a eu assurément tort de supprimer le concours universel annoncé pour cette année. Ces brusques revirements ont des effets déplorables : beaucoup d'éleveurs s'étaient préparés, soit en France, soit au dehors, dont les dépenses vont être à peu près perdues; il ne faut pourtant pas donner à ce concours plus de regrets qu'il n'en mérite. Ces pompeuses exhibitions ne prouvaient rien et ne portaient que bien peu de fruits; une de plus ou de moins n'importe guère. Il y avait quelque chose de profondément

faux dans cette apparition de l'agriculture, cet art si utile et si modeste, au milieu des splendeurs du luxe le plus ruineux. Ces animaux, couchés sur leur fumier, si soigné qu'il fût, cadraient mal avec ces voûtes magnifiques, si bien que des maladies épidémiques se sont déclarées parmi eux et en ont emporté beaucoup; le grand air des champs, avec ses rudesses salubres, leur convient mieux que la température chaude et malsaine des palais, même les plus immenses. Ce ne sont pas d'ailleurs les fêtes de ce genre qui nous manquent : le concours annuel de Poissy empruntera cette année un éclat particulier à la suppression de l'exposition universelle; beaucoup d'animaux anglais y viendront, dit-on, et les concours régionaux, plus véritablement utiles que ceux de Paris, parce qu'ils sont plus près des cultivateurs, s'organisent en ce moment sur tous les points du territoire.

Un exemple nouveau montre combien il faut peu compter sur l'efficacité de certains remèdes. Une loi récemment rendue a affecté 100 millions à des prêts publics pour travaux de drainage. Cette loi n'a pas encore pu s'exécuter, soit que l'argent ait manqué, soit pour toute autre cause, et il en est résulté jusqu'à présent ce singulier effet, que la plupart des entreprises de drainage commencées ou en projet se sont arrêtées : tout le monde attend l'argent de l'état. Plus on veut venir au secours des intérêts privés, plus on s'expose à les rendre inertes.

D'autres proposent des mesures contre la spéculation : rêves impuissans! La spéculation est inévitable, elle a même son utilité. Tout ce qu'on peut faire, c'est de favoriser le moins possible l'aliment qui la nourrit, la variation excessive des valeurs de bourse. La spéculation a sans doute ruiné beaucoup de joueurs pour en enrichir quelques-uns; elle a, par des fortunes subites sur un coup de dé, contribué à décourager le travail et l'économie, qui sont les seuls producteurs; mais ce n'est pas elle qui a absorbé tous les capitaux dont l'agriculture déplore la perte. Ces capitaux sont venus surtout s'enfouir dans les emprunts publics que la guerre a nécessités, et qui forment de beaucoup la plus grande partie des émissions nouvelles. Puisque la guerre était engagée, ils n'avaient rien de mieux à faire : avant tout, l'honneur du drapeau et le salut de notre brave armée. On oublie trop de quelle épreuve nous sortons à peine, et combien cet effort gigantesque a dû épuiser une nation beaucoup moins riche malheureusement que son alliée.

Le véritable remède est plus simple : il consiste tout uniment à ramener les dépenses publiques, qui ont dépassé 2 milliards par an depuis trois ans, au chiffre de 14 ou 1,500 millions, qui a suffi dans d'autres temps, et plus bas encore s'il est possible; à suspendre tous les travaux publics sans utilité, en accroissant d'autant la dotation

des plus utiles; à éviter avec soin tout emprunt public nouveau, toute institution nouvelle de crédit, toute excitation artificielle au luxe; à réduire les dépenses militaires au strict nécessaire, maintenant que la guerre est finie, Dieu merci! et à attendre avec patience et confiance l'effet infaillible de ces mesures réparatrices. J'ajouterais bien, si je l'osais, qu'une intervention plus active des citoyens, sinon dans la gestion de leurs intérêts politiques, puisque la constitution s'y oppose, du moins dans celle de leurs intérêts administratifs et financiers, me paraîtrait le plus sûr moyen de garantir ce retour vers une meilleure économie des forces publiques; mais je ne me dissimule pas que la disposition universelle des esprits y est peu favorable, et je ne voudrais pas, en combattant les chimères d'autrui, proposer à mon tour la mienne. Après avoir abusé de la liberté jusqu'à la folie, la France ne veut même plus user de celle que lui laissent ses institutions nouvelles; il faut, pour le moment du moins, en prendre son parti. Le devoir n'en est que plus grand pour ceux qui la gouvernent de ménager cette nation, naguère intraitable, qui se livre aujourd'hui avec un si complet abandon.

Dans toutes nos grandes crises historiques, le paysan français, si bien personnifié par Jacques Bonhomme, a toujours fini par nous tirer d'affaire. Remontez aux croisades, aux guerres féodales, aux guerres contre les Anglais, aux guerres de religion, aux guerres d'Italie, aux guerres de Louis XIV, aux guerres de la révolution et de l'empire : c'est Jacques Bonhomme qui répare sans cesse le mal fait par d'autres. C'est encore Jacques Bonhomme qui a supporté tout le poids de la dernière révolution et de la dernière guerre, c'est lui qui a héroïquement subi sans se plaindre l'épreuve douloureuse de la disette, bien plus meurtrière dans les campagnes que dans les villes; c'est lui qui ne se lasse pas de fouiller le sol natal *avec une opiniâtreté invincible,* comme dit La Bruyère, et qui en tirera certainement de nouveaux fruits. Ses rangs se sont sans doute bien éclaircis depuis quelque temps, mais il en reste assez, pourvu qu'on ne les disperse pas davantage. Il ignore les jouissances du luxe, les gains du jeu, les ambitions fiévreuses, et possède encore les mâles vertus et les instincts producteurs de ses pères. Laissez-le faire; il vous rendra bien vite sans faste et sans bruit, sinon ce que vous avez perdu, du moins ce que peuvent créer de richesses nouvelles le travail et l'économie. Si les autres classes de la société française, riches, bourgeois, artisans des villes, valaient pour leurs rôles ce que Jacques Bonhomme vaut pour le sien, ce n'est pas l'Angleterre, c'est la France qui serait depuis longtemps le premier peuple de l'univers.

LÉONCE DE LAVERGNE.

UNE

AMBASSADE AMÉRICAINE

AU JAPON

I. *Narrative of the Expedition of an American squadron to the China seas and Japon, performed in the years* 1852, 1853 *and* 1854 *under the command of commodore M. C. Perry*, by Francis L. Hawks; New-York, 1856. — II. *A Visit to India, China and Japon in the year* 1853, by Bayard Taylor; New-York, 1855.

Depuis quelques années, on s'occupe beaucoup du Japon. Anglais, Français, Russes, Américains, tous les peuples qui entretiennent des relations avec l'extrême Orient ont fait paraître leurs pavillons dans le port de Nagasaki ou dans la paisible baie de Yédo. Il semble que le monde entier ait conspiré contre ce singulier pays, qui s'obstine à vivre seul dans sa lointaine retraite, et repousse d'une humeur si jalouse les regards de l'étranger. Plusieurs fois déjà on avait tenté de rétablir les communications interrompues au commencement du XVIIe siècle entre le Japon et l'Europe; les Hollandais eux-mêmes, que la proscription avait épargnés en leur laissant le petit établissement de Decima, auraient désiré que le gouvernement japonais modifiât sa politique extérieure. Ces tentatives officieuses et ces conseils timides avaient échoué. Les États-Unis ont inauguré la nouvelle croisade : l'expédition qu'ils ont envoyée à Yédo en 1852 sous les ordres du commodore Perry marquera dans l'histoire du Japon une date décisive, et l'empressement avec lequel les autres peuples maritimes se sont élancés sur les traces de l'escadre américaine atteste que l'on est aujourd'hui bien résolu à se faire ouvrir les portes de l'empire japonais.

A défaut des Hollandais, qui, dans la crainte de compromettre leur monopole, ne pouvaient guère intervenir vigoureusement en faveur des nations occidentales, c'était aux États-Unis qu'il appartenait de frapper le premier coup. Ils expédient chaque année dans le nord de l'Océan-Pacifique un grand nombre de navires baleiniers; leur commerce et leur navigation ont pris dans ces parages un grand essor, depuis surtout que leur immense territoire, successivement peuplé de l'est à l'ouest, s'est prolongé jusqu'à la mer par la conquête de la Californie et fait face à l'archipel japonais. L'Angleterre s'était chargée de la Chine; les États-Unis devaient naturellement, sous la pression de leur intérêt commercial, tenter au Japon la même aventure. S'ils n'ont point tout à fait réussi, on est forcé de reconnaître qu'ils ont obtenu, pour leur début, un résultat considérable. Leur ambassadeur a été admis en présence de diplomates japonais, expressément délégués pour le recevoir au nom de l'empereur; il a conclu un traité en bonne et due forme, traité dont on peut contester l'utilité immédiate au point de vue des relations commerciales, mais qui n'en constitue pas moins un acte diplomatique très régulier, destiné à rattacher le Japon par les liens d'un contrat sérieux à la grande famille des peuples. Les États-Unis se montrent très fiers, et ils en ont le droit, de cette entreprise, qui offrait de graves difficultés et pouvait en cas d'échec les placer vis-à-vis de l'Europe, comme vis-à-vis du Japon, dans une situation embarrassante, sinon périlleuse.

Le journal de la mission confiée au commodore Perry a été récemment publié par ordre du sénat américain; on y trouve le récit détaillé des négociations engagées avec les autorités japonaises. Indépendamment de la publication officielle, on peut consulter les impressions de voyage d'un vaillant touriste, M. Bayard Taylor, qui a fait partie de l'expédition. Ces deux écrits méritent de ne point passer inaperçus. Lors même que l'ouverture de relations officielles avec le Japon ne figurerait point au nombre des faits les plus remarquables de l'histoire contemporaine, on ne saurait voir sans intérêt l'amiral *yankee* face à face avec les diplomates de Yédo; c'est en effet un curieux tableau. Aussi une place à part est-elle réservée dans les archives des chancelleries au traité de Kanagawa.

I.

Le 24 novembre 1852, le commodore Perry, à bord du bateau à vapeur le *Mississipi*, partit du port de Norfolk. Les autres navires composant son escadre devaient le rallier dans les mers de Chine. Nous n'avons point à raconter les incidens, peu variés d'ailleurs, du

long voyage qu'il eut à accomplir pour se rendre à sa destination; transportons-nous sans délai sur le théâtre des événemens. Le 8 juillet 1853, le commodore, ayant son pavillon sur la frégate à vapeur *Susquehannah*, et accompagné du *Mississipi*, du *Plymouth* et du *Saratoga*, arriva en vue du cap Idzu. Après une navigation de quelques heures, l'escadre doubla le cap Sagami, remonta le chenal qui forme l'entrée de la baie de Yédo, et à la tombée du jour elle prit son mouillage en face de la ville d'Uraga.

Dès que les navires eurent pénétré dans la baie, l'amiral ordonna le branle-bas de combat. Il était peu probable que les Japonais eussent l'idée de provoquer une lutte; cependant la précaution pouvait n'être pas inutile, et en tout cas ces quatre navires, arrivant avec leur tenue de guerre, — les gabiers armés dans les hunes et les canonniers à leurs pièces, — présentaient un aspect imposant qui devait, dès la première heure, exercer sur les dispositions des autorités japonaises une influence salutaire. Tandis que l'escadre longeait la côte, plusieurs embarcations chargées de soldats tentèrent de se porter sur son passage; mais elles arrivèrent trop tard, la vapeur les avait distancées, et elles étaient obligées de virer de bord, toutes honteuses de ne recevoir pour réponse à leurs interpellations que l'insolente fumée qui s'échappait des *steamers*. Les bateaux pêcheurs et les jonques de commerce qui croisaient dans la direction de l'escadre, et dont le nombre infini annonçait l'approche d'un grand port, s'écartaient respectueusement, et formaient en quelque sorte la haie pour faire place à ces visiteurs inattendus qui, en dépit des lois de l'empire, s'aventuraient si hardiment dans leurs eaux. A un signal de deux coups de canon tirés d'un fort, l'amiral donna l'ordre de laisser tomber l'ancre. Bien que l'on fût très près de terre, la sonde indiquait un fond de trente-cinq brasses. Les navires se rapprochèrent encore de la côte, et ils mouillèrent au moment où un troisième coup de canon retentit dans la baie.

Une flottille d'embarcations japonaises se mit immédiatement en mouvement, et se disposa à entourer les quatre navires pour leur fermer toute communication avec la terre. La plupart des bâtimens européens qui avaient précédé dans les ports du Japon l'escadre américaine avaient dû subir cette démonstration réglementaire, qui les condamnait à une sévère quarantaine. Plusieurs canots s'approchèrent même du *Saratoga*, mais on les repoussa vigoureusement. L'un de ces canots se dirigea vers la frégate amirale; l'officier qui le commandait insista pour être admis à bord. Il s'exprimait en hollandais et faisait mille questions auxquelles l'interprète se borna à répondre que le commodore n'entrerait en pourparlers qu'avec le gouverneur d'Uraga. Le Japonais répliqua que le gouverneur ne

pouvait venir en personne, les lois du pays ne lui permettant pas de se rendre sur les navires en rade, mais que le vice-gouverneur, présent dans le canot, était prêt à conférer avec un officier américain d'un grade correspondant au sien. Le commodore finit par accepter cette proposition, et il délégua un officier du *Susquehannah*, le lieutenant Contee, pour entendre le vice-gouverneur. Celui-ci monta donc à bord. Dans cette première entrevue, on lui fit connaître que le commodore était porteur d'une lettre adressée à l'empereur du Japon par le président des États-Unis, et qu'il désirait qu'un haut dignitaire fût chargé de venir prendre une copie de cette lettre, et de fixer, d'accord avec lui, un jour pour la remise officielle de l'original. Le vice-gouverneur, Nagazima Saboroske (il faut nous habituer à ces noms japonais), rappela que, d'après les lois de l'empire, Nagasaki était le seul point ouvert aux relations avec les étrangers, et que l'escadre devait s'y transporter sans délai. L'observation était prévue et la réponse toute prête : — Le commodore est venu exprès à Uraga, parce que ce port est plus rapproché de la capitale Yédo, et il n'ira point à Nagasaki; il se présente en ami et s'attend à être traité comme tel; il ne veut point que ses navires soient entourés par un cordon d'embarcations japonaises; ces embarcations doivent immédiatement prendre le large, sinon elles seront dispersées par la force. — A cette déclaration catégorique, le vice-gouverneur se leva vivement, et donna du haut de l'échelle quelques ordres. La plupart des embarcations s'éloignèrent de la frégate. En même temps un canot du *Susquehannah* alla donner la chasse aux retardataires, de sorte qu'en un clin d'œil les abords de l'escadre furent complétement dégagés. Quant à la remise de la lettre du président, le vice-gouverneur fit savoir qu'il n'avait point qualité pour traiter une question aussi importante, mais que le lendemain matin le commodore recevrait la visite d'un haut dignitaire qui serait en mesure d'en conférer utilement.

Ce début avait eu pour résultat d'apprendre aux Japonais que leurs nouveaux hôtes ne seraient pas d'humeur à endurer les procédés soupçonneux et peu courtois qui jusqu'alors avaient été employés à l'égard des navires étrangers. Le commodore avait dédaigné d'entrer en pourparlers avec un fonctionnaire d'ordre inférieur, qui ne lui paraissait pas même digne d'être admis en sa présence; il avait signifié résolument qu'il ne voulait pas entendre parler de Nagasaki; il s'était débarrassé sans le moindre délai de la ceinture de gardes-côtes qui, selon l'usage, étaient venus s'enrouler autour de son escadre. Le malheureux vice-gouverneur d'Uraga devait se sentir mal à l'aise devant cette vigueur inaccoutumée. Il faut croire cependant que les Japonais avaient été prévenus de la prochaine visite

du commodore Perry, et qu'ils connaissaient l'objet de la mission américaine, car, tout en maintenant strictement le blocus autour de ses propres côtes, le cabinet de Yédo est au courant des faits qui s'accomplissent dans les diverses parties du monde, et plus d'une fois, aux questions qui leur furent adressées, les officiers de l'escadre virent bien que leurs curieux interlocuteurs étaient assez exactement informés non-seulement des mouvemens de la politique européenne, mais encore des découvertes les plus remarquables de la science moderne. Indépendamment de ses rapports avec l'établissement hollandais de Decima, le gouvernement japonais a recours, pour observer ce qui se passe au dehors, aux journaux et aux livres étrangers, et il ne serait pas surprenant qu'il eût à Yédo un bureau de traduction parfaitement organisé, où se rédige un sommaire plus ou moins arriéré de l'histoire contemporaine.

Le 9 juillet, au lever du jour, un bateau s'approcha du *Susquehannah;* il contenait des artistes qui parurent très activement occupés à dessiner les formes, nouvelles pour eux, des navires américains. C'était, en effet, pour la première fois que des bâtimens à vapeur abordaient ces parages du Japon. Ces dessinateurs étaient évidemment attachés à la police, ils venaient prendre le signalement de l'escadre; mais on ne jugea point à propos de les troubler dans l'exercice de leurs innocentes fonctions, et les Américains posèrent volontiers devant eux. — A sept heures, le haut dignitaire dont la visite avait été annoncée se présenta, accompagné d'une suite nombreuse. C'était Yezaïmen, gouverneur d'Uraga. La veille, le fonctionnaire qui était venu à bord du *Susquehannah* avait déclaré que les lois du Japon s'opposaient à ce que le gouverneur s'aventurât en mer : il paraît que la nuit avait porté conseil, et le gouverneur reconnut sans doute que, dans de si graves conjonctures, sa grandeur ne devait point l'attacher au rivage. C'était pour le commodore un indice précieux de la flexibilité des usages japonais et un encouragement à ne point se laisser rebuter dans la suite des négociations par une première difficulté. Le gouverneur d'Uraga était vêtu d'une belle robe de soie brodée avec bordures en or et en argent, et il portait les insignes qui distinguent les nobles du troisième degré. Lorsque l'interprète qui faisait partie du cortége et qui s'exprimait en hollandais eut décliné les titres et qualités du visiteur, le commodore, qui entendait se réserver pour les grandes occasions, pensa qu'un simple gouverneur, un noble de troisième classe, n'était point un assez haut personnage pour qu'il dût le recevoir en personne, et il chargea trois officiers de son état-major, les capitaines Buchanan et Adams et le lieutenant Contee, de donner audience à Yezaïmen. — Comme on s'y attendait, le gouverneur re-

produisit, contre la présence irrégulière de l'escadre dans le port d'Uraga, les objections que son subordonné avait émises la veille, et il insista vivement pour que le commodore reprît au plus tôt le chemin de Nagasaki; mais on lui signifia nettement que si on n'envoyait pas un personnage d'un rang convenable pour recevoir la lettre adressée à l'empereur, le commodore débarquerait avec ses matelots, et irait lui-même, quelles que pussent être les conséquences, porter cette lettre à Yédo. A cette menace, Yezaïmen ne songea plus qu'à gagner du temps, et il sollicita un délai pour consulter son gouvernement. Il demanda quatre jours; le commodore lui en accorda trois, et il était presque généreux, car il suffisait de quelques heures pour obtenir une réponse de Yédo.

Le gouverneur n'était pas au terme de ses tribulations. Remonté sur le pont du *Susquehannah,* il aperçut des canots américains disséminés dans toutes les directions pour sonder la baie. Il hasarda une observation en invoquant les défenses édictées par la loi japonaise. — Mais cela est prescrit par les lois américaines, et il faut bien que le commodore obéisse aux lois de son pays. — Le malheureux Yezaïmen, dont la quiétude venait d'être si fatalement troublée par l'arrivée de cette maudite escadre, s'inclina devant l'argument, et les sondages continuèrent de plus belle. Les canots s'approchaient audacieusement du rivage; les officiers braquaient leurs longues-vues de tous côtés pour découvrir au plus loin les mystères de cette région étrange, qui avait pour leurs regards l'attrait du fruit défendu; ils contemplaient les forts japonais, armés çà et là de quelques méchans canons dont une seule bordée de frégate eût aisément éteint le feu; parfois un corps de troupes se rangeait sur la rive et se mettait en bataille comme s'il s'agissait de repousser un débarquement. Les Américains s'amusaient de ces innocentes et inutiles démonstrations. A deux ou trois reprises cependant leur croisière dans la baie faillit être inquiétée par des jonques qui tentaient de se placer en travers et de fermer le passage; mais ces incidens n'eurent aucune suite, et en peu de jours le commodore, après avoir amplement constaté le droit d'aller et de venir qu'il s'arrogeait dans les eaux japonaises, eut la satisfaction d'apprendre, par les rapports de ses officiers, que la baie d'Uraga offrait un excellent mouillage, et que les navires du plus fort tonnage pouvaient remonter sans péril dans la direction de Yédo.

C'était le 12 juillet qu'expirait le délai de trois jours accordé par le commodore. Les Japonais furent exacts. A dix heures du matin, le gouverneur Yezaïmen se représenta à bord du *Susquehannah,* où il fut reçu par les capitaines Buchanan et Adams. Les premières paroles échangées révélèrent un malentendu qui s'était produit, lors

de la précédente conférence, au sujet de la remise de la lettre adressée à l'empereur par le président des États-Unis. Le commodore avait entendu qu'il remettrait d'abord une copie de la lettre, puis que le gouvernement japonais lui enverrait un haut dignitaire pour recevoir l'original. Les Japonais avaient compris que la copie et l'original seraient délivrés en même temps. De là une discussion très longue entre les officiers américains et Yezaïmen. Celui-ci déclara d'ailleurs que le gouvernement était disposé à déléguer un fonctionnaire pour recevoir, au nom de l'empereur, la lettre du président, et que l'on construirait sur le rivage un pavillon où aurait lieu la cérémonie; « mais, ajouta-t-il, il ne sera donné aucune réponse dans la baie de Yédo. La réponse de l'empereur, transmise à Nagasaki, parviendra aux Américains par l'intermédiaire des surintendans hollandais ou chinois. » Cette restriction ne pouvait, en aucune manière, convenir au commodore, qui s'empressa de rédiger le mémorandum suivant, recommandé aux plus sérieuses méditations du gouverneur :

« Le commandant en chef n'ira point à Nagasaki, et il ne recevra aucune communication par l'intermédiaire des Hollandais ou des Chinois. Il est porteur d'une lettre du président des États-Unis, lettre qu'il est chargé de remettre soit à l'empereur du Japon, soit au ministre des affaires étrangères, et il n'en remettra l'original à nul autre. Si cette lettre amicale du président n'est pas reçue et s'il n'y est point fait une réponse convenable, le commandant en chef considérera son pays comme insulté, et il décline à l'avance toute responsabilité pour ce qui pourra s'ensuivre. Il attend une réponse sous peu de jours, et il ne recevra cette réponse qu'à proximité de son mouillage actuel. — Baie d'Uraga. »

Dès que ce mémorandum lui eut été notifié, Yezaïmen demanda encore le temps de réfléchir, et il quitta la frégate, promettant qu'il reviendrait le soir. Pendant les conférences, le commodore s'était renfermé dans son salon, où ses officiers venaient à chaque incident, c'est-à-dire à chaque instant, lui demander des instructions. La partie n'était pas égale pour Yezaïmen, qui se trouvait seul à faire tête aux capitaines Adams et Buchanan, et qui n'avait point la ressource de rentrer dans la coulisse aux momens critiques et d'y chercher une solution ou un mot d'ordre. Il avait ainsi bravement lutté durant près de trois heures, non-seulement contre ses deux interlocuteurs, mais encore contre cet adversaire invisible qui puisait dans le mystère même dont il s'entourait l'autorité et le prestige d'un oracle. Le mémorandum, que le commodore avait pu écrire fort à son aise et sans se préoccuper d'objections qu'il ne devait pas entendre, fut le coup de grâce pour Yezaïmen, qui, lui aussi, avait bien le droit de recueillir ses idées et de rentrer sous sa tente. Il est probable qu'il

y avait à Uraga quelque haut personnage de la cour, envoyé pour suivre de plus près les préliminaires des négociations et pour diriger Yezaïmen; autrement celui-ci n'aurait pu s'engager à rendre réponse dans la soirée.

Il reparut en effet vers trois heures, et la conférence fut reprise. Après de nouveaux débats, et grâce aux sentimens de conciliation qui se manifestèrent de part et d'autre, on finit par tomber d'accord sur la nature et l'ordre des cérémonies officielles. Le commodore consentit à ce que l'original et la copie de la lettre du président fussent remis en même temps et à ce que cette remise eût lieu entre les mains d'un dignitaire japonais, d'un grade égal au sien, expressément accrédité par rescrit impérial. Il fut entendu que la cérémonie se bornerait à un échange de civilités et de complimens et qu'il n'y serait point question d'affaires. Enfin le commodore n'insista point pour obtenir une réponse immédiate à la lettre du président; il devait revenir dans quelques mois chercher cette réponse. De leur côté, les Japonais ne parlèrent plus de Nagasaki, ni de Hollandais, ni de Chinois; ils acceptèrent la baie de Yédo pour siége des conférences ultérieures que pouvaient amener les propositions contenues dans la dépêche américaine. — Ces points réglés, on décida que l'entrevue solennelle aurait lieu le surlendemain, et le gouverneur fit connaître que les dispositions nécessaires avaient été prises à terre. Les Américains remarquèrent que l'endroit désigné était trop éloigné de leur mouillage, et ils exprimèrent le désir que l'on choisît un lieu plus rapproché. Yezaïmen promit de s'occuper de ce détail et de rendre réponse le lendemain; puis on se mit à table, formalité qui n'est jamais oubliée dans les travaux diplomatiques, et les Japonais, délivrés des émotions pénibles qu'ils avaient éprouvées pendant ces longues discussions, se livrèrent sans réserve à leur joyeuse humeur et à leur goût nouveau pour le *whiskey*.

Le 13, Yezaïmen vint annoncer que le prince de Idzu, conseiller de l'empire, était arrivé à Uraga, et il exhiba la lettre impériale qui accréditait ce haut dignitaire. Voici la traduction de cette lettre : « A son altesse Toda, prince de Idzu. Je vous envoie à Uraga, pour recevoir la lettre qui m'est adressée par le président des États-Unis et qui a été apportée par l'amiral. Vous reviendrez ensuite à Yédo, et vous me remettrez la lettre. » C'était court, mais en règle; le sceau de l'empereur se trouvait apposé au bas de cette prose laconique. Le *bref* de sa majesté était enveloppé dans une couverture de velours et renfermé dans une cassette de bois de sandal. Yezaïmen, après avoir produit ce précieux document, rappela que le prince d'Idzu n'avait mission de traiter aucune affaire et qu'il était chargé seulement de prendre la lettre. Il déclara ensuite que les préparatifs pour la réception du lendemain étaient presque terminés et qu'on ne pou-

vait choisir un autre emplacement. Le commodore s'attendait à cette déclaration; mais il avait eu soin de faire sonder ce côté de la baie, et il s'était assuré que les *steamers* y trouveraient assez d'eau pour se tenir à portée de canon du rivage. On fixa l'heure de l'entrevue, le nombre d'hommes qui devaient accompagner le commodore, les costumes, les saluts à échanger; aucun détail de l'étiquette ne fut oublié, et tout fut discuté, concerté avec une entente et une précision merveilleuses.

Le jour de l'entrevue officielle, le 14 juillet, arriva enfin. Les Japonais avaient complété à la hâte leurs préparatifs. Une nombreuse flottille de bateaux était rangée en bon ordre dans la baie au fond de laquelle devait s'effectuer le débarquement. La plage, où s'élevaient deux pavillons, semblait parée comme pour une fête. L'extérieur des forts était tapissé d'étoffes élégamment découpées en forme d'éventails et couvertes d'inscriptions ou de dessins qui représentaient les armes impériales. Mille pavillons aux couleurs brillantes flottaient aux angles; de grands mâts, portant la flamme et laissant tomber jusqu'à terre d'éclatantes banderoles, étaient disposés symétriquement sur la façade des pavillons. Le soleil du matin vint éclairer ce joyeux tableau, qui, de loin, ressemblait à un décor d'opéra. Vers huit heures, le *Susquehannah* et le *Mississipi*, ayant à bord les détachemens de l'escadre qui avaient été désignés pour former l'escorte du commodore, levèrent l'ancre et se dirigèrent à petite vapeur vers la baie de Gorihama, où ils prirent leur mouillage dans la situation la plus favorable pour combattre au besoin le feu des forts et pour dominer la plage. Le commodore n'avait aucune raison de suspecter la bonne foi des Japonais, mais il voulait être prêt à faire face à tout événement; le branle-bas avait été exécuté à bord des deux navires, et les canonniers étaient à leurs postes. Le gouverneur d'Uraga, sur le pont du *Susquehannah*, put assister à ces préparatifs. C'était lui qui remplissait dans cette solennité le double rôle de maître des cérémonies et d'introducteur des ambassadeurs. Il s'était donc porté avec empressement à la rencontre des bâtimens américains, et, secondé par le vice-gouverneur Saboroske, il allait présider à tous les détails matériels de la fête.

Dès que les deux navires eurent jeté l'ancre, on amena les canots qui devaient porter à terre le commodore et son escorte. Les Japonais avaient offert leurs embarcations; mais cette proposition fut écartée. En moins d'une demi-heure, quinze canots, dépliant à l'arrière le pavillon étoilé des États-Unis, furent prêts à recevoir les officiers, matelots et soldats de marine qui avaient été désignés et dont le nombre s'élevait à près de trois cents. Le capitaine Buchanan prit la tête de la petite escadre, qui se dirigea à force de rames vers le rivage. Le commodore Perry s'embarqua dans le der-

nier canot, et son départ fut annoncé par un salut de dix-sept coups de canon. De leur côté, les troupes japonaises se mettaient en ligne. Le front était occupé par des bataillons d'infanterie et par des détachemens armés d'arcs ou de lances. A quelque distance en arrière, on apercevait des escadrons de cavalerie. Plus loin, à travers les vides laissés entre les troupes, se pressait une population nombreuse, avide de contempler les envoyés des terres lointaines. L'armée japonaise, réunie à Gorihama, pouvait compter environ 5,000 hommes. Les soldats paraissaient convenablement équipés; les uniformes étaient propres et bien tenus; fantassins et cavaliers étaient rangés en assez bon ordre. S'il faut en croire les récits américains, cette armée eût été peu redoutable; on sentait qu'elle était plutôt destinée à la parade qu'au combat, et elle manquait de l'aplomb militaire et de l'air martial qui distinguent une vaillante troupe; mais les affaires avaient pris la tournure la plus pacifique, et il n'y avait pas à craindre que les Japonais, résignés à accueillir les Américains comme des hôtes, méditassent la moindre trahison.

Le commodore, guidé par Yezaïmen, se dirigea vers la tente où devait avoir lieu l'entrevue. Deux matelots, choisis parmi les plus robustes, portaient le pavillon des États-Unis et le guidon de l'amiral. Deux mousses étaient chargés des boîtes qui renfermaient la lettre du président et les autres documens officiels qui allaient être remis aux plénipotentiaires japonais. Enfin deux nègres, armés jusqu'aux dents, se tenaient à droite et à gauche de l'amiral et lui servaient de gardes du corps. C'étaient les plus beaux nègres que l'on eût trouvés dans l'équipage. La narration officielle ne nous dit pas pourquoi le commodore avait pris de pareils satellites, et nous chercherions vainement dans l'exhibition de ces deux nègres, si beaux qu'ils fussent, un effet de couleur locale. La population noire des États-Unis ne s'attendait sans doute pas à être représentée dans ce défilé à un poste d'honneur. — Les plénipotentiaires japonais, Toda, prince d'Idzu, et Ido, prince d'Iwami, étaient dans la salle d'audience lorsque le cortége américain fit son entrée. Ils se levèrent aussitôt, saluèrent gravement sans prononcer aucune parole, et se rassirent pendant que l'amiral et les principaux officiers prenaient place dans les fauteuils qui avaient été disposés pour eux. Le prince d'Idzu était un homme d'environ cinquante ans; il avait les traits intelligens et la physionomie aimable; son collègue, de dix à quinze ans plus âgé, paraissait au contraire de très mauvaise humeur. Peut-être la cour de Yédo avait-elle réuni à dessein ces deux figures de diplomates. Sa véritable pensée à l'égard des Américains était écrite sur le visage renfrogné du prince d'Iwami; le prince d'Idzu avait pour mission de sauver les formes. Les hauts dignitaires étaient magnifiquement vêtus de robes de soie, dont le tissu disparaissait

sous des broderies en or et en argent. Comme étiquette, tout était irréprochable.

L'ambassadeur des États-Unis et les plénipotentiaires japonais se trouvaient donc en présence. L'étonnement devait être égal de part et d'autre, mais combien différentes les pensées secrètes qu'inspirait aux représentans des deux puissances ce rapprochement solennel! Le commodore éprouvait en portant ses regards autour de lui une légitime fierté. Avant lui, aucun officier européen n'avait été admis à fouler si près de la capitale le sol du Japon, ni à voir face à face des princes de la cour de Yédo, expressément investis de la délégation impériale. Son entrée dans la salle d'audience était pour le Japon, pour le monde entier, un grave événement, et pour lui-même un triomphe. Quant aux princes d'Idzu et d'Iwami, ils comprenaient que leur pays était vaincu, humilié par la seule présence de ces étrangers, qui jusqu'alors avaient été traités avec tant de dédain, et qu'il fallait aujourd'hui recevoir en grande pompe, en grand costume, avec tous les dehors de la plus parfaite égalité. Que devait penser la population, vainement éloignée des abords de la tente par un triple rang de troupes, en voyant ces démonstrations inaccoutumées? L'orgueil des plénipotentiaires était soumis à une rude épreuve, et jamais peut-être princes japonais n'eurent à accomplir de corvée aussi pénible. Certes le sujet prêtait aux réflexions, et il est à croire que les préoccupations des personnages réunis dans la salle d'audience étaient en effet très vives, car il s'écoula près d'un quart d'heure dans le silence le plus complet. Enfin l'interprète se décida à demander si le commodore était disposé à remettre ses dépêches, et il montra une boîte où elles devaient être déposées. Le commodore fit aussitôt avancer les deux mousses porteurs des dépêches, puis les deux nègres, qui, après avoir déplié les feuillets et montré les sceaux, placèrent le paquet de lettres sur le couvercle de la boîte désignée par l'interprète. Celui-ci s'approcha ensuite des plénipotentiaires; il reçut des mains du prince d'Iwami un rouleau qu'il remit directement au commodore, en indiquant que c'était l'accusé de réception. Ces différentes formalités, auxquelles les interprètes eurent seuls à prendre part, furent suivies de quelques minutes de silence. Le commodore tâcha d'engager la conversation; il pria son interprète de faire connaître qu'il partirait sous deux ou trois jours pour les îles Liou-tchou et pour Canton, et qu'il se chargerait volontiers des dépêches du gouvernement de Yédo; il annonça son retour pour le printemps prochain. L'interprète japonais demanda si le commodore se représenterait avec ses quatre navires. — Assurément, et même avec un plus grand nombre, car les quatre navires ne forment qu'une division de l'escadre. — L'interprète fut sans doute médiocrement satisfait de cette réponse; il n'insista pas. On

échangea encore quelques mots sur la révolution de Chine; puis le gouverneur d'Uraga, Yezaïmen, déclara que l'objet de la conférence était rempli, et que l'on n'avait rien de plus à se dire. Le commodore se disposa à prendre congé des princes, qui se levèrent, saluèrent, et restèrent debout pendant que les Américains se retiraient.

Telle fut cette entrevue, qui dans l'histoire marquera le point de départ des relations diplomatiques ouvertes entre le Japon et l'étranger. Tout s'était passé suivant le programme préparé par Yezaïmen. Les princes n'étaient chargés que de recevoir les dépêches adressées à l'empereur; ils n'eurent garde d'excéder leurs pouvoirs. Pendant la conférence, ils ne jugèrent pas à propos de desserrer une seule fois les lèvres; ils laissèrent au gouverneur d'Uraga et aux interprètes le soin de soutenir le dialogue, et encore avons-nous vu que le dialogue n'était ni vif ni animé. Peut-être trouvera-t-on que ce rôle de personnages muets, qu'ils soutinrent jusqu'au bout avec un flegme imperturbable, était quelque peu dédaigneux pour le commodore. Pas un mot, pas même une tasse de thé! Les diplomates chinois, dans leurs premiers rapports avec les envoyés européens, s'étaient montrés plus communicatifs et plus familiers. Il y avait évidemment dans l'attitude plus que réservée des plénipotentiaires japonais un parti-pris qui révélait de la part de la cour de Yédo des dispositions peu favorables pour des négociations. Quant au commodore, il parut ne point s'étonner ni s'émouvoir de cette attitude; il avait obtenu une conférence avec tous les honneurs dus à son rang; il avait remis ses dépêches et s'était fidèlement acquitté de sa commission. Il n'exigeait pour le moment rien de plus, mais il devait revenir au printemps, et il comptait bien qu'alors, ses canons aidant au besoin, la glace serait rompue.

Nous ne reproduirons pas ici la lettre écrite à l'empereur du Japon par le président des États-Unis, ce document ayant été déjà publié (1); nous préférons donner la traduction des lettres que le commodore Perry adressa lui-même à l'empereur, et qu'il remit dans l'entrevue du 14 juillet. La première de ces lettres n'est d'ailleurs que la paraphrase de la dépêche du président Fillmore.

Le commodore Perry à l'empereur.

A bord de la frégate à vapeur *Susquehannah*,
en vue de la côte du Japon, 7 juillet 1853.

« Le soussigné, commandant en chef de toutes les forces navales des États-Unis d'Amérique en station dans les mers des Indes, de la Chine et du Japon, a été chargé par son gouvernement d'une mission amicale, et il est muni de pleins pouvoirs pour ouvrir des négociations avec le gouvernement japo-

(1) Voyez l'*Annuaire des Deux Mondes* de 1851-52, p. 941 et 942.

nais au sujet de diverses questions qui se trouvent développées dans la lettre du président des États-Unis. Trois copies de cette lettre, ainsi que trois copies de la lettre de créance du soussigné, en anglais, en hollandais et en chinois, sont annexées à la présente. — L'original de la lettre du président et celui de la lettre de créance seront présentés par le soussigné en personne lorsque votre majesté aura daigné fixer un jour pour le recevoir. — Le soussigné a été chargé de faire connaître que le président est animé des sentimens les plus amicaux à l'égard du Japon, mais qu'il a été surpris et peiné d'apprendre que les citoyens des États-Unis, lorsqu'ils se rendent volontairement ou sont jetés par la tempête dans les domaines de votre majesté, sont traités comme s'ils étaient vos plus cruels ennemis. — Le soussigné se réfère à ce qui s'est passé pour les navires américains *Morrison, Lagoda* et *Lawrence*. — Les Américains, de même que toutes les nations chrétiennes, considèrent comme un devoir sacré d'accueillir avec bienveillance, de secourir et de protéger tous les naufragés qui abordent leurs côtes, à quelque nation qu'ils appartiennent, et telle a été la conduite des Américains à l'égard de tous les sujets japonais qui ont eu besoin de leur protection. — Le gouvernement des États-Unis désire obtenir de celui du Japon l'assurance positive que les étrangers qui désormais seront jetés par un naufrage sur les côtes du Japon, ou qui chercheront dans les ports de cet empire un refuge contre la tempête, seront traités avec humanité.

« Le soussigné est chargé d'expliquer aux Japonais que les États-Unis ne sont liés avec aucun gouvernement d'Europe, que leur législation n'intervient en aucune manière dans les affaires religieuses de leurs propres nationaux, et qu'à plus forte raison elle n'a rien à voir dans les affaires religieuses des autres pays. — Les États-Unis occupent un vaste territoire qui s'étend entre le Japon et l'Europe, et qui a été découvert par les Européens à peu près vers le même temps où ceux-ci ont pour la première fois visité le Japon. La portion du continent américain qui est la plus voisine de l'Europe a été d'abord cultivée par des émigrans venus de cette partie du monde, et sa population, après s'être promptement répandue sur la surface du territoire, est arrivée jusqu'aux rives de l'Océan-Pacifique. Nous avons maintenant de grandes cités d'où nous pouvons, à l'aide des navires à vapeur, nous rendre au Japon en dix-huit ou vingt jours; notre commerce avec toute cette partie du globe s'accroît rapidement, et les mers du Japon seront bientôt couvertes de nos navires.

« C'est pourquoi, la distance qui séparait les États-Unis et le Japon devenant moindre chaque jour, le président désire nouer des relations pacifiques et amicales avec votre majesté; mais il n'y aurait point d'amitié durable, si le Japon ne cessait point de traiter les Américains comme s'ils étaient ses ennemis. Quelque sage qu'ait pu être dans l'origine cette politique, elle est devenue imprudente et impraticable depuis que les rapports entre les deux pays sont plus aisés et plus rapides.

« En présentant ces argumens, le soussigné espère que le gouvernement japonais comprendra la nécessité d'éviter tout conflit entre les deux nations, et acueillera les propositions sincères d'amitié qui lui sont faites. La plupart des grands navires de guerre qui doivent visiter le Japon ne sont pas encore arrivés dans ces mers; ils sont attendus d'un moment à l'autre. Le soussi-

gné, pour mieux prouver ses intentions amicales, n'a amené que quatre petits bâtimens, avec l'intention, si cela était nécessaire, de se présenter à Yédo le printemps prochain à la tête d'une escadre beaucoup plus nombreuse; mais on pense que le gouvernement de votre majesté impériale rendra cette démarche inutile en accueillant les propositions très raisonnables et très pacifiques contenues dans la lettre du président, propositions qui seront expliquées avec plus de détails par le soussigné à la première occasion favorable.

« C'est avec le plus profond respect pour votre majesté impériale et en faisant des vœux bien sincères pour votre santé et pour votre bonheur que le soussigné se dit :

« M. C. PERRY. »

La lettre qui précède avait été écrite en mer; une seconde dépêche que le commodore remit en même temps, mais qui est datée de la baie d'Uraga 14 juillet, porte la trace des concessions que l'envoyé des États-Unis s'était vu obligé de faire lors des négociations engagées entre ses officiers et Yezaïmen. Ainsi non-seulement le commodore ne songe plus à être admis personnellement en présence de l'empereur, mais en outre il n'insiste point pour obtenir une réponse immédiate, et il laisse au cabinet de Yédo un répit de quelques mois pour l'examen de ses propositions que, dans sa première dépêche, il présentait sous la forme plus ou moins déguisée d'une sommation. Voici la traduction de la seconde lettre :

Le commodore Perry à l'empereur.

A bord de la frégate *Susquehannah*, Uraga,
baie de Yedo, 14 juillet 1853.

« Comme il a été représenté au soussigné que les propositions qu'il est chargé de soumettre au gouvernement du Japon sont si importantes et soulèvent des questions si graves, qu'un long délai est nécessaire pour les examiner et arriver à une décision, le soussigné, tenant compte de ces observations, se déclare disposé à n'attendre de réponse qu'à l'époque de son retour dans la baie de Yédo, c'est-à-dire au printemps prochain. Il espère fermement qu'alors toutes les affaires seront réglées à l'amiable et à la satisfaction des deux pays. Avec un profond respect,

« M. C. PERRY. »

En échange des deux dépêches dont on vient de lire la traduction, le commodore n'obtint pour le moment qu'un accusé de réception ainsi conçu :

« La lettre du président des États-Unis, ainsi que la copie de cette lettre, est reçue par les plénipotentiaires, et sera remise à l'empereur. On a fait connaître à maintes reprises que les affaires concernant les pays étrangers ne peuvent être traitées qu'à Nagasaki; toutefois l'amiral ayant fait observer qu'en sa qualité d'ambassadeur du président il considérerait comme une insulte

le refus de recevoir la lettre à Uraga (observation dont on reconnaît la justesse), ladite lettre est reçue à Uraga, contrairement à la loi du Japon. — Comme cette ville ne peut être le siége d'aucune négociation avec des étrangers, il n'y aura ni conférences ni cérémonies officielles. C'est pourquoi, la lettre ayant été reçue, vous pouvez partir. »

Les diplomates japonais, dont nous rencontrons ici pour la première fois la prose, ne s'étaient pas mis en frais de style. Pendant la conférence, ils n'avaient pas daigné dire un seul mot; par écrit, ils ne se montraient guère plus explicites. Leur accusé de réception n'était assurément pas de nature à inspirer au commodore de grandes espérances sur le succès de sa mission. Il annonçait des difficultés, des objections plutôt qu'une solution favorable. Il s'attachait à représenter comme anormale, exceptionnelle, et pour ainsi dire comme non avenue la conférence tenue à Uraga contrairement aux lois du Japon; il restreignait autant que possible les proportions que les Américains auraient été désireux de donner à cette conférence; enfin il se terminait par une signification de congé dont la forme, sèche et brève, devait à bon droit paraître brutale. On ne dit pas plus clairement : « Allez-vous-en, » et les Japonais auraient ajouté très volontiers : « Ne revenez plus. » Ils n'osèrent, mais ils avaient gagné du temps pour réfléchir à l'aise sur les demandes des États-Unis; ils ne s'étaient nullement engagés, et ils venaient d'obtenir l'éloignement momentané de ces visiteurs incommodes dont la subite apparition avait mis en émoi la cour de Yédo. Si le commodore, peu susceptible à l'endroit des protocoles, se déclarait satisfait du résultat de sa démarche, puisqu'il avait été, sinon accueilli, du moins reçu par les délégués de l'empereur (et c'était sans aucun doute un grand point), les plénipotentiaires japonais durent éprouver de leur côté un vif contentement à l'issue de ce premier acte des négociations, car ils avaient réussi à ajourner les explications délicates, et ils allaient être en mesure de faire connaître à leur souverain que les étrangers étaient partis.

Mais le commodore, tout en paraissant très flatté de la réception qui lui avait été faite, n'était pas homme à se résigner aisément à l'ordre de départ que lui avait notifié le document japonais. Il manœuvra donc de manière à constater qu'il ne se considérait pas comme tenu d'obéir immédiatement à l'injonction, et il résolut de promener son escadre dans la baie en remontant dans la direction de Yédo. Le gouverneur et le vice-gouverneur d'Uraga, qui, à l'issue de la conférence, l'avaient accompagné à son bord, furent bien surpris lorsque la frégate, après les avoir fidèlement déposés dans leurs canots par le travers de la ville, continua sa route, suivie des trois autres navires, et se dirigea vers l'intérieur de la baie.

L'escadre, défilant à petite vitesse, ne s'arrêta qu'à dix milles du mouillage d'Uraga. Le commodore prenait sa revanche. Que d'angoisses pour ces malheureux Japonais, qui s'attendaient à voir les Américains mettre le cap sur la pleine mer et la fumée des bateaux à vapeur se perdre dans la brume lointaine de l'Océan! Était-ce là l'exécution des promesses faites le matin même? Ces étrangers que l'on avait reçus à la condition qu'ils s'en iraient au plus vite voudraient-ils par hasard manquer à leurs engagemens, s'installer dans la baie de Yédo, effrayer et insulter par leur présence les palais de la cité impériale? Les plénipotentiaires japonais, qui se félicitaient déjà de leur triomphe diplomatique, durent éprouver un désappointement cruel. L'infatigable Yezaïmen accourut à force de rames, rejoignit la frégate à son nouveau mouillage, et demanda tout effaré des explications sur la manœuvre de l'escadre. On le rassura plus ou moins, et le lendemain le commodore, s'embarquant sur le *Mississipi,* poussa plus avant dans la baie, remontant, remontant toujours, jusqu'à ce qu'il fût en vue des faubourgs de Yédo. Là il eut la générosité de virer de bord. L'effet était produit. L'escadre regagna paisiblement Uraga, et le 17 juillet elle s'éloigna des rivages du Japon.

II.

Au sortir de la baie de Yédo, l'escadre se rendit aux îles Liou-tchou. Le commodore eut plusieurs entrevues avec les autorités de cet archipel, qui est considéré comme une dépendance du Japon. Il obtint la faculté d'établir à terre un dépôt de vivres et de charbon qu'il plaça sous la garde d'une vingtaine de matelots. Ce magasin fut immédiatement surmonté du drapeau américain, et avant de quitter le port, le commodore déclara, par une proclamation, qu'en attendant la réponse du cabinet de Yédo aux réclamations légitimes des États-Unis, il jugeait nécessaire de prendre possession d'une portion de territoire appartenant aux Japonais; en d'autres termes, il se saisissait d'un gage. Il motivait en outre cette occupation sommaire sur les manœuvres des Anglais, des Français et des Russes, dont les pavillons rôdaient depuis quelque temps autour du Japon, et qui auraient pu avoir la pensée de s'installer aux îles Liou-tchou. Le procédé n'était point fort régulier; il n'était même pas très loyal à l'égard des autorités de Liou-tchou, qui, en concédant l'établissement temporaire d'un dépôt de vivres, croyaient simplement accorder une faveur et faire acte de gracieuse hospitalité; mais le commodore n'y regardait pas de si près, et il faut reconnaître que les évolutions auxquelles se livraient les escadres de la Russie et de

l'Angleterre dans ces parages étaient de nature à justifier ses soupçons. Du reste, les négociations avec le Japon ayant abouti à un traité, le drapeau des États-Unis cessa de flotter sur Liou-tchou.

Cette île ne fut pas le seul point où le commodore songea à préparer un lieu de relâche et de ravitaillement à l'usage des bâtimens américains qui sillonnent en si grand nombre ces régions de l'Océan-Pacifique. Déjà, avant sa première apparition au Japon, il avait visité l'archipel Bonin, situé au sud-est du Japon, par les 26e et 27e degrés de latitude nord, et il avait fait à Port-Lloyd l'acquisition d'un terrain pour le cas où les États-Unis voudraient y créer plus tard un établissement maritime. En septembre 1853, il y expédia de nouveau un de ses navires, le *Plymouth*, commandé par le capitaine Kelly, qui prit officiellement possession, au nom des États-Unis, d'un groupe d'îles situé à peu de distance au sud des Bonin, et connu jusqu'alors sous le nom d'îles Baily. Le capitaine Kelly donna à ces îles le nom de Coffin, en souvenir d'un capitaine américain qui les aurait découvertes en 1823. Les mers du Japon sont ainsi peuplées d'un grand nombre d'îles plus ou moins désertes, qui ont reçu plusieurs baptêmes; les officiers anglais, américains, russes, français même, se font tour à tour les parrains de ces malheureux coins de terre qu'ils s'empressent d'inscrire sur leurs cartes comme autant de découvertes destinées à perpétuer leurs noms ou ceux de leurs navires. Ce n'est point là précisément le moyen de rendre la géographie plus claire, et il serait en vérité fort désirable que les nations maritimes s'entendissent pour mettre un terme à cette confusion des langues. — La visite des Américains à l'archipel Bonin, et particulièrement l'achat d'un terrain à Port-Lloyd, éveillèrent la susceptibilité du gouvernement anglais, qui crut y voir une tentative d'établissement définitif et une atteinte à ses droits, attendu qu'il se prétendait fondé à revendiquer l'archipel comme appartenant à la couronne britannique. Il est probable que les archives de l'amirauté sont remplies de procès-verbaux constatant que toutes les terres, toutes les îles, connues ou inconnues, ont été visitées un certain jour par quelque officier de la marine anglaise, qui y a planté un drapeau et prononcé la formule sacramentelle de prise de possession. Ces procès-verbaux dorment dans la poussière des cartons, tant que l'Angleterre ne croit pas avoir intérêt à user des droits d'occupation qu'ils lui confèrent; mais ils apparaissent tout d'un coup sitôt qu'il s'agit d'écarter une prétention rivale. Il ne nous semble donc pas surprenant que le gouverneur de Hong-Kong, sir George Bonham, se soit avisé, conformément aux instructions reçues de lord Clarendon, d'interpeller le commodore Perry sur le caractère de l'acquisition faite à Port-Lloyd pour le compte des États-Unis.

Cet incident donna lieu, en décembre 1853, à une correspondance assez curieuse, dans laquelle est retracée l'histoire de l'archipel Bonin. Dès 1675, l'île principale avait été visitée par les Japonais, qui la nommèrent Bune-Sima. En 1823, elle fut abordée par le capitaine américain Coffin, et en 1827 par le capitaine anglais Beechey. La découverte n'appartient donc pas aux Anglais, mais on peut supposer que le capitaine Beechey se livra patriotiquement et selon toutes les règles à la formalité de la prise de possession, détail que le capitaine américain, venu trois ans avant lui, avait complétement négligé. En 1830, cinq habitans des îles Sandwich, — deux Américains, un Anglais, un Génois et un Danois, — se mirent en tête de s'établir dans quelque île déserte de l'Océan-Pacifique, et, d'après les indications du consul anglais, ils se rendirent à l'archipel Bonin, accompagnés de vingt-cinq ou trente indigènes. A son arrivée, le commodore Perry trouva à Port-Lloyd huit Européens et une trentaine d'hommes de couleur, originaires des Sandwich. Au mois d'août 1853, la population tint une assemblée générale, s'intitula « colonie de l'île Peel, » vota une constitution et se donna un gouvernement composé d'un président et d'un conseil de deux membres. L'Américain Nathaniel Savory fut élu président de la petite république. Voilà donc l'objet si grave de la correspondance diplomatique engagée entre sir George Bonham et le commodore! Le cabinet de la reine d'Angleterre s'est occupé des îles Bonin, le Foreign-Office a écrit des dépêches sur ce pauvre archipel! En même temps les journaux anglais dénonçaient au monde l'impertinente prétention d'un amiral américain, osant acheter quelques acres d'une terre qui devait être, qui était britannique! Cette affaire est aujourd'hui tombée dans l'oubli, et il faut espérer que les grandes puissances permettront désormais à la famille de Robinsons établie à Port-Lloyd de vivre indépendante et tranquille, à l'abri de sa jeune constitution.

En janvier 1854, le commodore se retrouvait à l'île Liou-tchou, et il se disposait à retourner au Japon, le délai qu'il avait accordé au cabinet de Yédo pour la reprise des négociations étant expiré. A la veille de partir, il reçut de Batavia une dépêche par laquelle le gouverneur-général des Indes hollandaises, M. Duymaer van Twist, l'informait qu'il était chargé par le gouvernement japonais d'annoncer au gouvernement des États-Unis la mort de l'empereur du Japon et de faire connaître que les longues cérémonies du deuil impérial, ainsi que les formalités en usage à l'avénement d'un nouveau souverain, ajournaient forcément toute délibération sur la politique étrangère; le cabinet de Yédo exprimait donc le désir que l'escadre s'abstînt de reparaître dans les ports du Japon à l'époque qui avait

été fixée. Le gouverneur-général se bornait à transmettre cette communication, sans garantir l'exactitude de la nouvelle. Le commodore lui répondit de Napa, à la date du 23 janvier 1854, par un simple accusé de réception qui laissait pressentir qu'il n'en serait pas moins exact au rendez-vous donné dans la baie de Yédo. Cette mort de l'empereur, survenue si à propos pour fournir aux Japonais un prétexte d'ajournement, ne lui semblait pas naturelle, il craignait quelque piége; il savait que les autorités de Yédo étaient capables de tout imaginer pour conjurer son retour, et il ne voyait dans la mort de l'empereur qu'une maladie exagérée de diplomate. Au surplus, la nouvelle fût-elle vraie, il ne jugeait pas qu'il y eût là un motif suffisant pour l'empêcher de donner suite à son projet, annoncé depuis plusieurs mois. Il partit donc, et le 13 février son escadre, composée de sept navires, après avoir dépassé le mouillage d'Uraga, jeta l'ancre à 12 milles au-dessus de cette ville et à 20 milles environ de Yédo.

C'était aller trop loin, au gré des Japonais. Plusieurs officiers furent envoyés à bord du navire qui portait le commodore pour demander des explications et pour inviter les Américains à retourner à Uraga; mais on leur répondit que l'escadre se trouvait bien où elle était, et qu'elle n'en bougerait que pour remonter plus haut encore, jusqu'à Yédo. Le lendemain, les Japonais revinrent à la charge avec leur obstination ordinaire; ils indiquèrent un autre mouillage, en face d'un village nommé Kama-kura, où, disaient-ils, les commissaires délégués par l'empereur avaient ordre de recevoir l'ambassadeur des États-Unis. Ils n'obtinrent pas plus de succès. Ils demandèrent alors que l'un des officiers de l'escadre fût envoyé à Uraga pour conférer directement avec les commissaires sur le choix de la ville où s'ouvriraient les négociations. Pendant huit jours, sous un prétexte ou sous un autre, ils se présentèrent à bord, tournant et retournant en tous sens leurs argumens, faisant appel aux sentimens d'amitié dont on leur avait donné l'assurance, invoquant les ordres reçus de Yédo. Le commodore étant tombé malade, chaque matin les Japonais venaient aux nouvelles et manifestaient la plus vive sollicitude pour une santé qui leur était si chère! On consentit enfin à accorder l'entrevue préliminaire que les Japonais avaient sollicitée si instamment, et le capitaine Adams fut chargé de se rendre à Uraga et de remettre aux délégués de la cour de Yédo une note par laquelle le commodore exprimait de nouveau sa ferme intention de remonter presque en vue de la capitale, offrant de recevoir à son bord les membres de la cour impériale et de leur montrer les curieuses machines de ses *steamers*. En présence des efforts tentés pour le pousser vers Uraga, c'est-à-dire pour l'éloigner de Yédo, l'offre, en apparence si

polie, du commodore n'était qu'une amère dérision. Les commissaires impériaux, à la suite de leur entrevue avec le capitaine Adams, répliquèrent par une note qui reproduisait purement et simplement leurs premières propositions. Le commodore tint bon, et enfin, après plus de quinze jours de lutte, il fut convenu que les négociations auraient lieu dans un village (Yoku-hama) situé en face du mouillage de l'escadre. Les conférences devaient s'ouvrir le 8 mars; les Japonais se mirent donc à l'œuvre pour construire un pavillon destiné à recevoir le commodore. A en juger par la vivacité de cette première escarmouche, dans laquelle les autorités japonaises déployèrent, vainement il est vrai, tous leurs talens pour la temporisation et l'objection, le négociateur américain dut s'attendre à de longs et difficiles débats sur les propositions qu'il avait à cœur de faire triompher; mais il avait apprécié le caractère de ses antagonistes : il savait par expérience qu'il n'était point dans les habitudes du cabinet de Yédo de pousser la résistance jusqu'à la lutte ouverte; il était donc résolu à s'armer, lui aussi, de patience et d'obstination.

Le 8 mars, vers onze heures et demie du matin, vingt-sept canots, se détachant des navires de l'escadre, emportèrent cinq cents hommes, matelots et soldats de marine, qui se rangèrent en ligne sur le rivage en attendant le commodore. Celui-ci parut bientôt accompagné de son état-major, passa, au son des fanfares, entre la double haie que formaient ses troupes, puis, prenant la tête de la colonne, se dirigea vers le pavillon, où il fut accueilli par un grand nombre d'officiers et de fonctionnaires japonais qui l'introduisirent dans une vaste salle, à peu près semblable à celle qui avait été disposée à Gorihama pour la remise de la lettre du président. Au moment où il faisait son entrée, un salut de vingt et un coups de canon pour l'empereur et un second salut de dix-sept coups pour le plénipotentiaire Hayaschi furent tirés par les chaloupes, sur lesquelles on avait placé des obusiers. Le commodore avait voulu, comme à Gorihama, donner à cette cérémonie toute pacifique l'appareil imposant et bruyant d'une fête guerrière. Les troupes japonaises étaient peu nombreuses; mais les habitans des villes voisines se pressaient autour de l'espace réservé, et manifestaient le plus vif désir d'assister à cette solennité, dont le commodore avait préparé avec tant de luxe la mise en scène. La curiosité de ces populations ne trahissait aucun sentiment de malveillance; c'était une curiosité de bon aloi, sans arrière-pensée de crainte ni de menace, et les Américains, en défilant sous les yeux de cette foule que les injonctions répétées de la police indigène avaient quelque peine à maintenir dans l'ordre, n'eurent qu'à se féliciter de l'effet produit par la représentation extraordinaire que pour la seconde fois ils donnaient au peuple japonais.

Introduits sous le pavillon, le commodore, son état-major et ses interprètes furent invités à prendre place à gauche, sur les siéges qui avaient été préparés; — au Japon, la place d'honneur est à gauche. Presque immédiatement entrèrent les cinq commissaires impériaux qui se dirigèrent vers la droite. Dès qu'ils parurent, les officiers japonais présens dans la salle tombèrent à genoux, la tête penchée en avant, et ils gardèrent cette posture très respectueuse, mais peu comfortable, pendant toute la durée de l'entrevue. Quelques-uns même s'étendirent franchement, le front, la poitrine et les genoux collés au parquet. Les Américains, qui aiment les tours de force et d'adresse, ne purent s'empêcher d'admirer la flexibilité que les Japonais déployaient dans ces exercices de prostration, qui paraissaient exiger une souplesse et des membres de clowns. Les Japonais passent une partie de leur vie à saluer leurs supérieurs et à être salués par leurs inférieurs; leurs saluts sont interminables, ils les exécutent à tout propos, et toujours, même dans les circonstances les plus vulgaires, avec la plus sérieuse gravité de physionomie et de gestes. S'il faut en croire le récit américain, un peintre de genre ferait un joli tableau de deux Japonais qui s'abordent. Cette politesse extrême peut sembler fatigante ou ridicule, surtout aux yeux des Européens, qui ont peu à peu relégué dans des figures de danse la gymnastique des saluts profonds; mais les marques extérieures de respect que les mœurs japonaises imposent aux inférieurs dans leurs rapports avec les supérieurs attestent chez ce peuple un sentiment enraciné de hiérarchie et d'ordre qui a bien son mérite, si l'on considère l'influence qu'il exerce sur les liens de famille et sur les relations sociales. Au Japon plus encore qu'en Chine, la conservation de l'état repose sur une pyramide de saluts. Le salut, poussé parfois jusqu'à la prostration, est réellement une institution politique. Pour peu que l'on réfléchisse, on reconnaîtra combien doit être solide un gouvernement où les inférieurs n'osent pas lever les yeux vers leurs supérieurs et ne peuvent point les voir en face! Parmi les Japonais qui se tenaient humblement prosternés dans la salle d'audience à Yokuhama, très peu sans doute auraient été en mesure de décrire, ainsi qu'a pu le faire l'historiographe de l'ambassade américaine, le costume et la physionomie des cinq dignitaires délégués de la cour de Yédo. Ces nobles personnages portaient un vêtement de dessous assez semblable à un pourpoint et un pantalon très large en soie brochée, tombant jusqu'à mi-jambe. Ils avaient aux pieds des sandales, fixées par des bandelettes. Une robe de soie brodée, taillée en forme de camail, recouvrait le pourpoint et le pantalon. Ouverte sur le devant, elle laissait voir une ceinture dans laquelle étaient enveloppés deux sabres, dont les poignées, disposées dans le même sens,

faisaient relief sur l'ensemble du costume. Le droit d'être armé de deux sabres n'appartient qu'à la noblesse ou aux fonctionnaires d'un ordre élevé. On remarquait que, sur les cinq plénipotentiaires, trois seulement avaient une chemise dont l'étoffe blanche se détachait sous le pourpoint de soie : c'étaient les trois princes. Les princes et les personnages les plus éminens de l'empire ont seuls le droit de porter des chemises. Voici maintenant, par rang d'âge et de dignité, le signalement des délégués de la cour de Yédo : — Hayaschi, cinquante-cinq ans, assez bel homme, figure grave, mais bienveillante; manières très distinguées; — Ido, prince de Tsusima, cinquante ans environ, grand et gros, physionomie assez vive; — le prince de Mimasaki, quarante-six ans, figure agréable, caractère gai, aimant le mot pour rire : il professait des idées très libérales en matière de politique étrangère, se montrait disposé à accueillir les Européens, et, en attendant mieux, il se délectait à entendre la musique de l'escadre; — Udono, membre du conseil des finances, grande taille, figure mogole; — Matsusaki Michitaro, personnage énigmatique dont le rang et le rôle ne parurent pas clairement définis, soixante ans au moins, visage laid, teint jaune, vue très basse. — Tels étaient les cinq dignitaires en présence desquels se trouvait le commodore dans le pavillon de Yoku-hama. Pourquoi la cour de Yédo avait-elle laissé à l'écart les princes d'Idzu et d'Iwami, qui, lors du premier voyage de l'escadre, avaient présidé aux préliminaires des négociations? La relation américaine ne donne aucune explication à cet égard. Il est probable que ces deux princes, après avoir essuyé le premier feu de la diplomatie du commodore, ne furent point désireux de repasser par les mêmes épreuves. L'honneur de conférer avec l'envoyé des États-Unis ne dut pas être chaudement brigué parmi les seigneurs de la cour.

L'entrevue commença par un échange de politesses banales; puis les Japonais offrirent aux Américains des pipes, du thé servi sur des plateaux de laque, des gâteaux, etc. Après une légère collation, Hayaschi proposa de passer dans une autre pièce où les plénipotentiaires et le commodore, accompagné seulement d'un petit nombre d'officiers, seraient mieux à l'aise pour parler d'affaires. Les personnages qui devaient prendre une part directe aux négociations se retirèrent donc dans un salon attenant à la grande salle d'audience; chacun s'assit, et, avant d'engager la conversation, Hayaschi rappela qu'il était d'usage au Japon de parler très lentement. Il prévoyait qu'il aurait besoin de toute sa prudence et de toute sa réflexion pour le débat solennel qui allait s'ouvrir. Cette observation faite, il tendit au commodore un rouleau de papier qui contenait la réponse officielle à la lettre du président. Voici la traduction de ce document :

« Le retour de votre excellence, en qualité d'ambassadeur des États-Unis, était attendu, d'après les termes de la lettre de sa majesté le président, lettre que votre excellence a remise l'année dernière à sa majesté l'empereur de cet empire.

« Il nous est complétement impossible d'accueillir à la fois toutes les propositions de votre gouvernement : cela nous est formellement interdit par les lois de nos ancêtres. Cet attachement pour nos anciennes lois semble méconnaître l'esprit des temps nouveaux; mais pour le moment nous devons obéir à une impérieuse nécessité.

« L'année dernière, lors de votre première visite, l'empereur était malade. A sa mort, sa majesté l'empereur actuel est monté sur le trône. Les nombreuses occupations que lui impose son avénement absorbent encore tous ses instans, et il lui est impossible de songer à d'autres affaires. En outre, sa majesté l'empereur a promis aux princes et aux dignitaires de l'empire d'observer fidèlement les lois. Il est donc évident qu'il ne saurait, quant à présent, apporter aucun changement à l'ancienne législation.

« Dans le courant de l'automne dernier, lors du départ du navire hollandais, le surintendant du commerce hollandais au Japon a été prié de faire connaître cet événement au gouvernement de votre pays, et cette communication a été suivie d'une réponse par écrit.

« Récemment un ambassadeur russe est venu à Nagasaki pour transmettre un désir exprimé par son gouvernement. Il a depuis quitté ce port, attendu qu'il ne saurait être donné de réponse à aucune nation qui adresserait des demandes analogues à celles qui nous ont été soumises. Nous admettons toutefois l'urgence des propositions que vous nous faites de la part de votre gouvernement en ce qui concerne le charbon, le bois, l'eau, les provisions, le sauvetage des navires et des équipages en détresse, et nous sommes prêts à y adhérer complétement. Quand nous connaîtrons quel est le port choisi par votre excellence, nous y ferons les préparatifs nécessaires, ce qui prendra environ cinq ans. On peut néanmoins convenir tout de suite qu'à partir du commencement de la prochaine année japonaise (16 février 1855), on fournira du charbon à vos navires dans le port de Nagasaki.

« A défaut de précédent dans l'espèce, nous prions votre excellence de nous expliquer approximativement ce qu'elle désire quant au charbon; nous accueillerons ses propositions, si elles ne sont pas contraires à nos lois. Qu'entendez-vous par *provisions,* et quelle quantité de charbon voulez-vous obtenir?

« Enfin tous les produits de l'empire dont les navires pourront avoir besoin seront fournis. Les prix des marchandises et les articles d'échange seront fixés par Kurakawa Kahei et par Moryama Yenoske. Ces divers points réglés, le traité sera conclu et signé à la prochaine entrevue.

« MORYAMA YENOSKE. »

Cette réponse pouvait, jusqu'à un certain point, être considérée comme satisfaisante, car, bien qu'elle restreignît singulièrement le champ des négociations, elle signifiait que le gouvernement de Yédo était disposé à conclure un traité. Le commodore insinua

que s'il ne réussissait pas à accomplir l'objet de sa mission, les États-Unis enverraient probablement une nouvelle escadre, plus nombreuse, pour obtenir le redressement des griefs qu'ils avaient à faire valoir contre le Japon; mais, ajouta-t-il, j'espère bien que nous ne tarderons pas à nous entendre, et alors je m'empresserai d'envoyer aux États-Unis deux de mes navires pour empêcher que l'on n'en fasse partir d'autres qui devaient me rejoindre. Cet argument allait droit au cœur des plénipotentiaires. Le commodore leur remit ensuite une note, accompagnée d'un exemplaire du traité conclu avec la Chine. Je reproduis cette note, datée du 8 mars 1854.

« L'ambassadeur américain apprend avec satisfaction que le gouvernement japonais est disposé à conclure un arrangement amical avec les États-Unis. En ce cas, il serait beaucoup plus avantageux pour les deux pays, et particulièrement pour le Japon, qu'un traité fût conclu, même à court terme, parce que les citoyens et sujets des deux parties contractantes se trouveraient légalement tenus de se conformer aux stipulations de ce traité, ce qui préviendrait les malentendus et les discussions.

« C'est ce qui se pratique dans tous les pays, et telle est aujourd'hui la condition du monde, que les traités sont devenus nécessaires pour éviter les dissentimens et la guerre. L'obligation de respecter ces contrats est imposée non-seulement par des considérations d'honneur, mais encore par l'intérêt de la paix et de la prospérité de chaque pays. Sans les traités, les nations de l'Occident ne pourraient conserver entre elles de relations amicales.

« Bien que nous ayons dans l'escadre d'abondantes provisions de vivres, nous désirerions avoir chaque jour de la viande fraîche, des légumes, etc., et nous paierions les prix qui nous seraient demandés. Il nous serait également nécessaire d'obtenir du bois et de l'eau, et nous serions reconnaissans qu'on nous en fournît. La santé des officiers et de l'équipage exige qu'ils puissent descendre à terre. Jusqu'ici, par respect pour les lois japonaises, j'ai tenu la main à ce que personne ne débarquât, si ce n'est pour le service, mais j'ai la confiance que nous pourrons nous entendre pour autoriser quelques excursions dans le voisinage.

« Nous avons l'intention d'offrir au gouvernement impérial la copie des travaux hydrographiques auxquels se livrent nos officiers.

« Pour rendre ces travaux plus parfaits, nous aurions besoin de planter sur quelques points du rivage des poteaux destinés à mesurer les angles; on demande donc que les officiers qui débarqueront à cet effet ne soient pas inquiétés.

« On pense que les négociations à intervenir seraient plus faciles, si les questions et réponses auxquelles elles donneront lieu étaient consignées par écrit.

« M. C. Perry. »

En même temps que cette note, le commodore remit au prince Hayaschi une longue lettre qu'il avait écrite le 1er mars à bord du

Powhattan, et dans laquelle il rappelait avec détail les divers argumens qui devaient déterminer le gouvernement japonais à suivre l'exemple de la Chine et à conclure un traité avec les États-Unis. « Les Chinois, disait-il, ont retiré de grands avantages de ce traité... Près de trente mille sujets de l'empereur ont visité l'Amérique; ils y ont été bien accueillis, et nos lois leur ont permis de se livrer à toute espèce de trafic. Ils ont pu ériger des temples et pratiquer librement leur religion. Tous ont gagné de l'argent, et quelques-uns, après une courte absence, sont retournés en Chine avec des capitaux variant de 300 à 10,000 *taëls* (1)... Je n'oserais, en vérité, retourner aux États-Unis sans y apporter des réponses satisfaisantes sur toutes les propositions du président, et je dois rester ici jusqu'à ce que ces réponses me soient parvenues. » Cette double menace d'un séjour prolongé dans les eaux du Japon et de l'arrivée d'une seconde escadre était comme une double épée de Damoclès suspendue sur la tête des négociateurs japonais, et le commodore savait bien qu'il ne pouvait employer une meilleure arme pour amener à composition le cabinet de Yédo.

La conférence se prolongeait, et le commodore venait d'y introduire un nouveau sujet de discussion en demandant la faculté de faire ensevelir à terre un soldat de marine qui était mort l'avant-veille. Il faut se rappeler que l'on est au Japon pour s'expliquer qu'une pareille demande puisse rencontrer la moindre difficulté; mais au Japon rien n'est simple quand il s'agit des étrangers. La chose parut si grave que les plénipotentiaires exprimèrent le désir d'en conférer mûrement avant de donner une réponse définitive, et ils se retirèrent dans une autre pièce, laissant le commodore et ses officiers en tête-à-tête avec une légère collation qui avait été préparée. Peu d'instans après, deux des plénipotentiaires reparurent et se mirent à table. Leur bonne humeur permettait de compter sur une réponse favorable. — A la reprise de la séance, le prince Hayaschi fit remettre à l'amiral une note écrite dans laquelle il était dit que le corps du défunt pouvait être envoyé d'abord à Uraga, d'où il serait ultérieurement transporté, sur une jonque japonaise, à Nagasaki, et enseveli dans un temple disposé à cet effet pour les étrangers. Le commodore n'accepta point cette combinaison : il insista pour que l'enterrement eût lieu dans une petite île voisine de son mouillage, faisant savoir qu'en cas de refus il passerait outre. Le débat fut très long, et les plénipotentiaires ne concédèrent que très difficilement un coin de terre situé près d'un temple de Yoku-hama, en vue de l'escadre; encore exigèrent-ils qu'un officier japonais as-

(1) Le *taël* équivaut à 7 francs environ.

sistât aux cérémonies des funérailles. Ce point réglé, le commodore retourna à bord du *Powhattan.*

Le lendemain, un détachement, accompagné du chapelain de l'escadre et de l'interprète, porta à terre le corps du soldat, dont la dernière demeure avait été l'objet d'une si vive discussion. Les officiers japonais se montrèrent pleins de prévenances, et près de la fosse qui avait été creusée à proximité du cimetière de Yoku-hama, les Américains trouvèrent un prêtre bouddhiste vêtu de son costume de cérémonie et assis devant un petit autel qui était garni des divers ornemens de son culte. Le chapelain récita les prières protestantes, que les Japonais écoutèrent dans un profond recueillement. Quand les Américains se furent éloignés après avoir comblé la fosse, le prêtre bouddhiste officia à son tour. Il battit le gong, murmura ses litanies, brûla l'encens. Les Japonais pensaient-ils faire simplement acte de piété en consacrant la tombe de cet étranger que la mort venait de déposer sur leur rivage, ou bien voulaient-ils étouffer sous la psalmodie du chant bouddhique les échos profanes de la prière chrétienne? Il vaut mieux croire à l'inspiration d'un pieux sentiment et ne voir dans la présence du prêtre de Bouddha sur la tombe du soldat américain qu'un hommage touchant rendu à la mort. Les Japonais professent le plus grand respect pour les tombeaux.

La journée du 13 mars fut employée au débarquement des présens que le président des États-Unis envoyait à l'empereur du Japon. Le choix de ces présens avait été fait avec le plus grand soin. Il était essentiel de frapper vivement l'intelligence et l'imagination des Japonais, et ces cadeaux diplomatiques, destinés à la cour de Yédo, ne devaient pas évidemment ressembler à ceux qui, dans notre vieille Europe, entretiennent de temps à autre l'amitié des souverains. Il y avait bien, parmi les présens, une caisse d'armes, quelques montres, un télescope, des balances, des caves à liqueur, des bouteilles de whiskey et de marasquin, des paniers de vin de Champagne (fabriqué peut-être aux États-Unis), des boîtes de savon, mille objets de pacotille qui étaient là pour faire nombre et garnir l'étalage; mais ce qui devait surtout exciter l'attention des Japonais, c'était une collection complète d'outils et d'instrumens agricoles, un appareil télégraphique, enfin un chemin de fer avec une locomotive et un *tender.* Les Américains posèrent les fils du télégraphe entre le pavillon des conférences et un autre bâtiment situé à une distance d'environ deux kilomètres. Que l'on juge de la stupéfaction des Japonais, lorsqu'ils assistèrent à la manœuvre des appareils et virent leurs messages transmis d'un point à l'autre avec la rapidité de la pensée! En même temps on établissait les rails, qui formèrent une voie circulaire sur laquelle la petite locomotive, chauffée à toute vapeur, fut lancée avec

une vitesse de trente kilomètres à l'heure. Jusqu'au départ de l'escadre, les Japonais se pressèrent avidement autour du télégraphe et de la locomotive. Chacun voulait envoyer sa dépêche et demandait à prendre place sur le char qui était accroché au *tender*. Les Américains avaient touché juste dans le choix intelligent de leurs cadeaux. Leur exhibition industrielle obtint plein succès, et elle confondit d'admiration et d'étonnement un peuple qui, soit tradition, soit orgueil, est peu disposé à admirer ce qui vient du dehors, et dont l'esprit défiant semble inaccessible à la surprise.

Le commodore avait obtenu, pour les états-majors de l'escadre, la permission de faire quelques excursions dans la campagne. Les officiers en profitèrent et virent ainsi plusieurs villages. Partout ils recevaient un accueil bienveillant, car au Japon comme en Chine la prétendue aversion que les classes populaires éprouveraient pour les étrangers n'existe que dans l'imagination ou plutôt dans la politique des gouvernemens, obstinés à repousser toute influence extérieure et en particulier toute relation avec les Européens. Si les Japonais se montraient peu expansifs, s'ils refusaient de répondre aux questions qui leur étaient adressées, cette réserve extrême ne devait être attribuée qu'au mot d'ordre très rigoureux donné par les autorités du pays. En maintes circonstances, pendant leur séjour dans la baie de Yédo, les officiers de l'escadre eurent à remarquer avec quel soin les Japonais se cachaient les uns des autres lorsqu'ils conversaient avec un Américain, et surtout lorsqu'ils avaient l'audace d'accepter le plus minime cadeau, une pièce de monnaie ou un bouton! C'est que l'interdiction prononcée par le gouvernement à l'égard des étrangers ne peut être respectée qu'à l'aide d'un système d'espionnage établi à tous les degrés, et ayant l'œil sur le personnage le plus élevé comme sur le dernier des prolétaires. Aussi l'espionnage est-il réellement dans ce singulier pays une institution nationale. Chaque Japonais est doublé d'un espion; il doit voir ce que fait son voisin de droite et observer si son voisin de gauche le regarde. Cela explique comment les Américains, d'après leur propre aveu, ne purent recueillir que des informations très incomplètes sur les lois, les mœurs ou les habitudes du Japon.

Très réservés et presque impénétrables sur leurs propres affaires, les Japonais manifestaient pour tout ce qui concernait les Américains la plus indiscrète curiosité. Quand ils venaient à bord (et ils saisissaient les moindres prétextes pour visiter les différens navires de l'escadre), ils observaient tout, furetaient partout, demandaient sur toutes choses des explications, et à chaque instant on les voyait saisir leur pinceau et prendre des notes ou des croquis, afin de mieux garder en mémoire les objets qui les avaient frappés. Ils exa-

minaient particulièrement les canons et les armes, et ils passaient des heures entières à contempler les machines des *steamers*. Ils prenaient la mesure des canots, palpaient les cordages, tournaient autour du cabestan, suivaient la chaîne de l'ancre; en un mot, ils touchaient à tout, comme des enfans terribles. A terre, quand ils rencontraient un officier, c'était la même curiosité, s'acharnant après les moindres détails, cherchant à analyser, jusqu'au dernier bouton, le vêtement de l'Américain, observant ses pas et démarches, et couchant sur le papier le résultat de cette enquête infatigable. Les Japonais avaient le soin de toujours questionner et le talent de ne jamais répondre. Aussi, après le départ de l'escadre, les Japonais en savaient beaucoup plus long sur les États-Unis que les Américains sur le Japon. Ce n'était point précisément avec cette intention que le commodore avait pénétré si avant dans la baie de Yédo.

Les négociations ne marchaient pas très rapidement. Le 16 mars, les plénipotentiaires répondirent aux communications écrites que le commodore leur avait adressées le 8 et le 11, relativement à la conclusion d'un traité analogue au traité chinois; voici la note japonaise:

« A notre conférence du 8, vous nous avez remis une note dans laquelle sont exposées les vues du président, et le 11 nous avons reçu, en réponse à notre lettre, une autre note qui reproduit les idées que vous nous aviez exprimées déjà au sujet des relations de commerce qui existent aujourd'hui entre les États-Unis et la Chine. Nous avons examiné attentivement ces deux communications. Vous désirez savoir si nous sommes disposés à accepter un traité semblable à celui que la Chine a conclu. Les idées contenues dans votre note du 8 sont la reproduction de celles qui étaient exprimées dans la lettre du président, et vous demandez si nous y adhérons. Dans notre lettre, il vous a été clairement notifié que notre empereur venait de monter sur le trône, qu'il avait à régler de nombreuses affaires, et qu'il n'avait pas le loisir de s'occuper de négociations avec les étrangers. Ce fut pour ce motif que, pendant l'automne dernier, il pria le surintendant du commerce hollandais de porter ces événemens à votre connaissance, afin que vous puissiez en rendre compte aux États-Unis.

« Parmi les points dont vous nous proposez l'adoption, il en est deux qui nous paraissent très fondés, et qui doivent être concédés sans difficulté. Nous accorderons, d'une part, assistance et protection aux navires naufragés ou poussés vers nos côtes, d'autre part nous fournirons du charbon et des provisions de vivres aux bâtimens qui relâcheront dans nos ports; mais quant à l'ouverture du commerce telle qu'elle a eu lieu entre votre pays et la Chine, nous ne saurions assurément y consentir dès à présent. Les mœurs et les sentimens de notre population ne ressemblent en rien à ceux des autres contrées, et il serait extrêmement difficile de modifier à cet égard nos vieilles habitudes. Les Chinois étaient depuis longtemps en rapport avec les pays de l'Occident, tandis que nous n'avons eu jusqu'ici de relations de commerce qu'à Nagasaki, et seulement avec les Hollandais et les Chinois. Nous n'avons

jamais songé à trafiquer avec d'autres pays, et il en est résulté que nos opérations d'échange sont demeurées très restreintes.

« C'est pourquoi les bâtimens américains doivent commencer les transactions à Nagasaki à partir du premier mois de l'année prochaine. Ils se procureront dans ce port du charbon de bois, de l'eau, de la houille et d'autres articles; mais comme nos goûts et notre manière de procéder sont encore très dissemblables, comme nous n'avons pas les mêmes notions sur les prix et sur la valeur des objets, il est indispensable que nous nous observions mutuellement pendant un temps d'épreuve; puis, après un délai de cinq ans, nous pourrons ouvrir un autre port au commerce, ce qui sera avantageux à vos bâtimens. Nous conserverons de part et d'autre, comme exprimant nos vues respectives, un exemplaire de votre projet de traité et un exemplaire de celui que nous vous remettons.

« Kayei, 7e année, 2e mois, 17e jour (15 mars 1854). »

A cette note, qui reproduisait purement et simplement, et presque dans les mêmes termes, les idées exprimées dans la première réponse à la lettre du président, étaient annexées sept propositions qui devaient servir de base aux négociations futures. Le lendemain, 17 mars, le commodore eut une nouvelle entrevue avec les plénipotentiaires, et il insista sur la nécessité d'agrandir le champ du débat. Il déclara ne point vouloir accepter pour les Américains le port de Nagasaki, où depuis si longtemps les autorités étaient habituées à traiter avec tant de dédain les sujets hollandais; il demanda que trois ports au moins fussent ouverts immédiatement ou sous un bref délai aux navires des États-Unis; il ajouta qu'à aucun prix il n'accepterait pour ses concitoyens les conditions humiliantes auxquelles s'étaient soumis les Hollandais et les Chinois pour conserver la faculté d'entretenir avec le Japon un trafic presque insignifiant. — Les Japonais ne devaient point être surpris de ces prétentions, que leur avait fait pressentir l'attitude ferme et résolue de leur adversaire; mais ils s'étaient à dessein retranchés derrière une haie d'objections, espérant ainsi que leurs concessions successives auraient pour les Américains d'autant plus de prix qu'elles semblaient plus difficiles à obtenir. La narration américaine s'étend longuement et avec complaisance sur les luttes en apparence très vives qui s'engagèrent entre le commodore et les princes japonais. Chaque proposition rencontrait une objection insurmontable. Indiquait-on un autre port que Nagasaki, les princes se récriaient comme si les destinées du Japon étaient en jeu. Le commodore insistait, il invoquait d'excellentes raisons, et, pour conclure, il présentait l'épouvantail de cette seconde escadre qui allait venir des Etats-Unis, — argument suprême et toujours décisif. Les princes demandaient à délibérer entre eux sur une si grave affaire, ils se retiraient dans leur cabinet; puis, au bout de

quelques instans, ils reparaissaient pour annoncer eux-mêmes leur défaite : excellente comédie en plusieurs actes, que les diplomates de Yédo jouèrent jusqu'au dénoûment avec une gravité imperturbable, et dans laquelle ils semblaient, presque à chaque scène, se laisser arracher violemment des concessions dont ils avaient d'avance fait le sacrifice. Le rôle brillant était pour l'Américain; mais, quoique battus, les Japonais étaient contens de n'être pas poursuivis trop loin dans leur déroute, et ils surent en définitive manœuvrer si habilement, que leur adversaire put se croire autorisé à chanter victoire et à se reposer dans son triomphe, sans que la cour de Yédo eût à payer trop chèrement les frais de la guerre. — Le 21 mars, après de nombreux pourparlers, officiels et officieux (car, indépendamment des conférences auxquelles assistait le commodore, il y avait tous les jours dans la coulisse, entre les officiers américains et les interprètes japonais, des négociations très actives), on convint que le pavillon des États-Unis serait admis dans les ports de Simoda et de Hakodade, et dès ce moment on comprit de part et d'autre qu'il serait facile de s'entendre sur les termes d'un traité.

Le 24, le commodore fut invité à se rendre à terre pour recevoir les présens que l'empereur et les principaux dignitaires destinaient au président des États-Unis et à l'ambassade. Le pavillon de Yokuhama avait été transformé en un véritable bazar, où l'on avait exposé les plus riches produits de l'industrie japonaise. Les soieries, les laques, les porcelaines tenaient une grande place dans cette exhibition, qui attestait une extrême habileté de travail, et dont plusieurs collections apportées en Europe, notamment à La Haye, peuvent nous donner une idée. Tous les cadeaux étaient rangés avec ordre et réunis par lots pour chacun des destinataires. Parmi ceux qui échurent au commodore, on distingua deux collections complètes de monnaies du Japon; elles furent remises séparément et avec mystère par le prince Hayaschi comme une marque extraordinaire d'amitié et de confiance, les lois japonaises interdisant d'une manière absolue toute exportation de numéraire. La liste des présens était complétée par le don de deux cents sacs de riz, de trois cents poulets et de quatre chiens. Il paraît, d'après les informations qui furent prises, que le riz et les chiens figurent toujours parmi les présens qui proviennent de la munificence impériale.

Pendant que le commodore et ses officiers étaient occupés à examiner cette exposition, une bande de vingt-cinq individus fit bruyamment son entrée dans la salle. C'étaient d'immenses gaillards, très hauts de taille, très gras, très laids, et à peu près nus. Les yeux, le cou, la forme des membres, disparaissaient sous leur graisse, à travers laquelle pourtant on sentait vibrer les muscles.

Les Américains ne comprenaient rien à cette subite apparition. On leur expliqua qu'ils avaient en face d'eux les lutteurs les plus renommés du Japon. Les premiers et les hauts dignitaires ont un certain nombre de lutteurs attachés à leur personne, et c'est pour eux une grande gloire de posséder les plus forts hercules. Nos rois jadis n'avaient-ils pas leurs fous? Les lutteurs du Japon portent ordinairement un riche costume sur lequel sont brodées les armoiries de leur maître; mais quand ils doivent se livrer à leurs exercices, ils ne gardent qu'une légère ceinture autour des reins, et alors ils peuvent étaler avec orgueil leur vigoureuse difformité. Les Japonais invitèrent le commodore à les suivre dans la salle des conférences, qui avait été disposée pour un spectacle. Tous les lutteurs vinrent successivement en scène et engagèrent, deux par deux, des combats acharnés. Les uns se portaient d'affreux coups de poings, sous lesquels le sang coulait à longs flots; les autres, semblables à des taureaux furieux, se rencontraient tête baissée et se heurtaient en plein élan. C'était horrible à voir, bien que les Japonais parussent contempler avec un vif sentiment d'orgueil les exploits féroces de ces immondes créatures. Après chaque lutte, la musique de l'escadre faisait entendre une fanfare en l'honneur du vainqueur. — Cet épisode, que le narrateur américain raconte très longuement, nous gâte ces princes japonais, dont l'attitude, jusqu'alors pleine de réserve, et les manières distinguées et polies annonçaient des goûts plus relevés. Les Chinois possèdent des jongleurs très habiles et des clowns qui rivaliseraient aisément avec nos plus lestes, mais on ne voit point sur leurs théâtres ces représentations de la force brutale. S'il fallait juger de la civilisation d'un peuple d'après les spectacles qu'il affectionne, le peuple japonais devrait céder le pas à la nation chinoise, pour laquelle il professe cependant un si fier dédain. Quand les exercices des lutteurs furent terminés, le commodore fit procéder à son tour à la remise officielle des présens envoyés par le gouvernement des États-Unis, et les princes examinèrent de nouveau le télégraphe, le chemin de fer, les instrumens agricoles, qui depuis plusieurs jours excitaient la curiosité de la foule. Enfin, pour achever dignement cette laborieuse journée, on donna aux Japonais le spectacle d'une parade militaire, et un détachement de soldats de marine exécuta de nombreuses évolutions qui méritèrent les complimens des délégués de Yédo.

Le 27 mars, le commodore invita les plénipotentiaires et leur suite à une fête qu'il donnait à son bord. Le *Powhattan* avait été pavoisé pour cette circonstance solennelle; c'était la première fois peut-être que des princes japonais, des conseillers de l'empereur acceptaient l'hospitalité sur un navire étranger. Après avoir visité

le sloop *Macedonian*, où leur arrivée fut annoncée par un salut de dix-sept coups de canon, les plénipotentiaires se rendirent à bord de la frégate amirale. On les conduisit dans toutes les parties du navire; leur attention se porta principalement sur la machine, que l'on mit en marche, et sur l'artillerie. Ils écoutaient avec curiosité les explications qui leur étaient transmises par leur interprète, et qu'ils provoquaient eux-mêmes, sur le mécanisme de la vapeur, sur le tir des canons, etc., et on voyait, à leurs questions multipliées, que leur curiosité était intelligente. Les Japonais n'ont pas une grande réputation militaire, et les deux sabres qu'ils portent enfouis dans leur ceinture de soie brodée ne leur donnent pas une apparence bien terrible; mais comment seraient-ils demeurés indifférens en présence de ces formidables engins de destruction, qui pouvaient, d'un jour à l'autre, être employés contre eux? Il y avait là, pour les diplomates de Yédo, plus d'un grave sujet de réflexion, et sur leur physionomie égayée par l'appareil de fête qui les entourait, on eût surpris parfois la trace fugitive d'amers soucis. On se mit enfin à table. Les plénipotentiaires et les officiers supérieurs de l'escadre, ainsi que les interprètes, prirent place dans la cabine du commodore. Quant aux fonctionnaires et officiers subalternes qui composaient la suite, on avait disposé pour eux une table sur le pont, car les règles sévères de l'étiquette japonaise n'eussent point permis de les faire asseoir au même banquet que les princes. De part et d'autre, le repas fut des plus gais. Hayaschi conserva la gravité de son emploi : il se contenta de goûter à tous les mets, comme s'il voulait simplement se livrer à une étude sur la cuisine américaine; mais il n'en fut pas de même de ses collègues, qui burent et mangèrent largement, à la grande satisfaction de leurs hôtes. Les flacons de liqueurs, et surtout le marasquin, furent vidés avec une remarquable rapidité. Les Japonais apprécièrent également le vin de Champagne. Le plénipotentiaire Matsusaki manifesta en cette occasion un penchant décidé pour les idées européennes, et il se posa franchement en ami des vins étrangers. Il en vint même à ce point de gaieté qui inspire les idées tendres; après avoir maintes fois bu à la santé des États-Unis et du Japon, il lui fallut embrasser le brave commodore. Sur le pont, la scène n'était pas moins pittoresque. L'entente cordiale se révélait par une lutte d'appétit et par un concert d'exclamations bruyantes qui étouffaient les sons harmonieux de la musique du commodore. Il y eut à la sortie de table un beau moment. Les convives tirèrent de leur poche de grandes feuilles de papier dans lesquelles ils enveloppèrent les restes du festin. Ils firent plats nets. La table fut littéralement mise au pillage. Il paraît qu'il en est toujours ainsi dans les repas du pays, l'usage permet-

tant d'emporter tout ce qu'on n'a pas pu manger. En hommes prudens, les Japonais ont soin d'avoir toujours leurs poches pleines de papier : il y a le papier qui sert de mouchoir, le papier sur lequel on prend les notes, enfin le papier qui est destiné à recevoir les restes des plats. Les poches sont énormes. Les Américains s'amusèrent beaucoup des manœuvres gloutonnes de leurs hôtes, qui les quittèrent dans l'état le plus heureux du monde, et emportèrent du *Powhattan* les souvenirs les plus agréables et un second repas pour le lendemain.

Au milieu de toutes ces fêtes, dans lesquelles l'intimité allait croissant, le commodore ne perdait point de vue l'objet de sa mission. Il ne suffisait point de désigner les ports où désormais le pavillon des États-Unis serait admis, il fallait encore décider si les citoyens américains seraient autorisés à établir au Japon une résidence permanente, s'ils pourraient se promener dans la campagne, si le gouvernement des États-Unis instituerait des agens consulaires, si le traité serait exécuté immédiatement ou dans quel délai. Chacun de ces points fut discuté avec opiniâtreté; les plénipotentiaires firent une belle défense contre les prétentions du commodore, et ils réussirent à restreindre dans les plus étroites limites les concessions qui leur étaient successivement arrachées. Le traité, connu sous le nom de traité de Kanagawa, fut signé le 31 mars dans le pavillon des conférences, et la cérémonie se termina par un festin.

D'après le traité, les ports de Simoda et de Hakodade sont ouverts aux bâtimens des États-Unis; les Américains peuvent s'y procurer le bois, l'eau, les provisions, le charbon et autres articles dont ils auront besoin. Des garanties sont stipulées en faveur des naufragés. Les sujets des États-Unis résidant temporairement dans les deux ports ne doivent pas être soumis aux restrictions que subissent les Hollandais et les Chinois à Nagasaki, et ils ont le droit de circuler à une certaine distance des deux ports. Ils peuvent échanger des marchandises, en se conformant aux règlemens du pays, et seulement par l'intermédiaire des fonctionnaires japonais. Le gouvernement des États-Unis a la faculté d'instituer un consulat à Simoda, et il est assuré, quant au reste, d'obtenir le traitement de la nation la plus favorisée.

Ainsi les facilités commerciales concédées aux États-Unis se trouvaient réduites à la plus simple expression, et elles n'étaient pas de nature à ouvrir le marché du Japon. Le commodore, quoiqu'il s'estimât très heureux d'avoir amené le cabinet de Yédo à signer un engagement diplomatique, ne se dissimulait pas que le résultat des négociations ne répondrait pas entièrement à l'attente du peuple américain. On s'était imaginé à New-York que les murailles du Ja-

pon tomberaient comme par enchantement à la voix des États-Unis, et que, s'il y avait résistance, les canons de l'escadre auraient bientôt fait de pratiquer une brèche; on avait même raillé assez agréablement la pusillanimité ou la maladresse des Anglais et des Russes qui n'avaient pu encore se frayer la route vers Yédo, et les démocrates *yankees* se glorifiaient à l'avance de la grande conquête que la civilisation allait remporter sous leur invincible drapeau. Le commodore, qui alliait à l'esprit de résolution naturel à sa race la froide raison que donne aux plus audacieux le sentiment de la responsabilité, comprenait bien que les braves de New-York pourraient être tant soit peu désappointés; mais il avait accompli son devoir, et le but principal de sa mission était atteint. Le 4 avril, il envoyait à Washington le traité du 31 mars; le 12, après avoir fait manœuvrer son escadre presqu'en vue de la capitale, il quitta la baie; il visita successivement les ports de Simoda et de Hakodade, revint à Simoda le 7 juin, conféra de nouveau avec les plénipotentiaires sur l'exécution future du traité, et enfin le 28 il s'éloigna définitivement des rivages du Japon.

Je me suis appliqué à mettre en relief dans ce récit le caractère de la diplomatie japonaise en face de la diplomatie américaine. Dès l'arrivée de l'escadre, le cabinet de Yédo avait pris son parti, il était résigné à passer sous les fourches caudines des négociations; mais il se promettait bien d'épuiser tous les délais, toutes les ressources de la plus subtile procédure avant de signer sa défaite. On a vu avec quelle fidélité ses plénipotentiaires ont obéi à ce mot d'ordre, et comment, par une défense habile et opiniâtre, ils sont parvenus à ne laisser entre les mains de l'envoyé des États-Unis qu'un semblant de traité. Ils ont dû céder pourtant, et se départir, au moins en principe, de la vieille politique qui séparait presque absolument le Japon du reste du monde. L'avenir se chargera très prochainement peut-être de compléter le traité de Kanagawa. Les événemens dont la Chine est aujourd'hui le théâtre attirent l'attention de l'Europe vers l'extrême Orient. De gré ou de force, le Japon sera entraîné dans le mouvement universel qui tend à supprimer les barrières internationales partout où elles gênent encore l'invasion des idées modernes et les échanges du commerce. La mission à laquelle demeure honorablement attaché le nom du commodore Perry aura ouvert la route qui doit conduire un jour la diplomatie européenne à la cour de Yédo.

C. Lavollée.

THOMAS JEFFERSON

SA VIE ET SA CORRESPONDANCE

I.

LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

The Writings of Thomas Jefferson, being his Autobiography, Correspondence, Reports, Messages, Addresses, and other writings, official and private; published by the order of the joint committee of Congres on the library, from the original manuscriptes, deposited in the department of State; 9 vol., New-York 1853-1854.

Washington a conquis l'indépendance nationale et fondé le gouvernement de l'Union américaine; Jefferson a établi au sein de ce gouvernement le culte des libertés locales et l'empire des principes démocratiques. Washington a vaincu l'Angleterre et tiré les États-Unis de l'impuissance et de l'anarchie; Jefferson a vaincu le parti fédéraliste et étouffé dans son pays tout germe de centralisation et de monarchie. Washington a fait la révolution de 1776 et celle de 1789; Jefferson a fait celle de 1801. Si je ne me trompe, c'est ainsi que les radicaux américains établissent les états de service des deux hommes dont le nom et les exemples sont le plus souvent invoqués aux États-Unis.

Tout en se défendant avec une modestie calculée d'avoir accompli « à lui seul » d'aussi grandes choses, Jefferson a constamment cherché à faire regarder son avénement à la présidence en 1801 comme « une révolution pacifique, aussi réelle que celle de 1776, révolution non dans la forme des pouvoirs, mais dans les principes du gouvernement, qui a fait sortir le vaisseau de l'état du courant monarchique où l'avait engagé pendant le sommeil du peuple une faction d'éner-

gumènes, anglomanes, royalistes et aristocrates, et qui l'a replacé dans sa voie naturelle, la voie républicaine et démocratique. » Avoir chassé du pouvoir les amis de Washington, avoir donné pleine satisfaction aux passions que Washington avait cherché à modérer, c'est ce que Jefferson a fait valoir auprès de son parti comme son plus grand titre à la reconnaissance nationale. Tel n'a point été cependant son dernier mot sur ce qu'il avait fait pour son pays. Sans doute il avait senti lui-même que pousser les États-Unis sur leur pente, cela ne pouvait paraître aux hommes sensés et impartiaux une œuvre bien originale ni bien glorieuse, et, voulant se présenter devant la postérité avec des titres moins contestables ou moins compromettans, il a préparé pour son tombeau cette inscription : « Ci-gît Thomas Jefferson, auteur de la déclaration de l'indépendance américaine, du statut de la Virginie pour la liberté religieuse, et père de l'université de la Virginie. »

Bien des fonctions élevées et des actes importans sont à dessein omis dans cette épitaphe, qui ne touche qu'aux deux termes extrêmes d'une carrière longue et heureuse. En cherchant à retracer la vie et le rôle de Jefferson, nous le verrons successivement réformateur radical de la législation encore aristocratique de la Virginie et gouverneur de cet état, ministre du congrès à Paris au moment de la chute de l'ancien régime, et conseiller sagace des révolutionnaires français pendant qu'à leur exemple il se livrait lui-même aux rêveries les plus déréglées; — secrétaire d'état sous la présidence de Washington, vice-président sous celle de John Adams, et chef d'une opposition factieuse contre le gouvernement dont il était l'un des principaux et des plus habiles fonctionnaires; — deux fois président et ayant su manier avec assez de dextérité le pouvoir au profit de ses idées et de son parti pour le transmettre à l'un de ses lieutenans, puis se retirant dans sa terre de Monticello pour y vivre jusqu'à l'âge de quatre-vingt-trois ans, entouré du respect des générations nouvelles, et y mourir au milieu d'embarras financiers qui sont à la fois une marque de sa probité dans l'administration des deniers publics et de son désordre dans l'administration de ses affaires privées. Telle fut en résumé la destinée de cet homme singulier, politique aussi habile dans l'action que chimérique dans la spéculation, libre penseur humanitaire de l'école du XVIIIe siècle, qui a caractérisé lui-même ses opinions religieuses et politiques par ces paroles : « Je n'ai différé de Washington qu'en un point; j'avais plus de confiance que lui dans l'intégrité et la discrétion naturelle du peuple... Je ne suis pas d'accord avec Jésus-Christ sur tous les points. Je suis un matérialiste : Jésus-Christ avait pris le parti du spiritualisme. »

I.

Le 2 avril 1743, trente-sept ans après Franklin et onze ans après Washington, Thomas Jefferson naissait en Virginie, dans l'habitation rustique d'un planteur, aux avant-postes de la civilisation, sur le territoire montagneux et sauvage du comté de Goochland, dont son père avait été l'un des premiers occupans. Pierre Jefferson était un grand propriétaire, dont la famille, Galloise d'origine, était depuis longtemps déjà Américaine d'habitudes et de mœurs; c'était un hardi colon, d'un jugement droit, d'un esprit ferme, actif et curieux, qui avait réparé par la lecture les lacunes d'une éducation trop simple et trop rude, et qui savait assez le prix des lettres pour faire enseigner à son fils le français, le latin et le grec, chez un pasteur écossais, son voisin. Il mourut dans la force de l'âge, laissant à sa femme le soin de sept enfans, dont l'aîné, Thomas, n'avait que treize ans. L'illustre chef du parti démocratique aux États-Unis a pris soin de nous apprendre qu'elle était une Randolph, famille considérable en Amérique, et dont les membres « faisaient remonter leur origine à des temps reculés dans l'histoire d'Angleterre et d'Écosse. » C'est le seul détail qu'il nous ait laissé sur sa mère; puis, comme pour se faire pardonner cette petite réminiscence de sa noble origine, il s'est empressé d'ajouter avec une désinvolture qui à elle seule doit paraître à certains de ses partisans la marque d'un esprit supérieur : « A quoi chacun attachera d'ailleurs la créance et le prix qu'il voudra. »

A dix-sept ans, Thomas Jefferson fut envoyé à Williamsburg pour compléter ses études classiques au collége de *William and Mary*. C'était alors un grand et maigre jeune homme, la charpente osseuse, les traits accentués et un peu durs, le teint et les cheveux roux, l'air indépendant, éveillé et rusé; sachant déjà se servir de ses camarades pour obtenir de ses maîtres ce qu'il lui répugnait de demander directement; d'ailleurs bon compagnon, aimable, plaisant, toujours prêt à courir ces petites aventures qui font la joie et la popularité de la jeunesse, assez entreprenant auprès des jeunes filles, hardi chasseur, bon cavalier, et ne refusant jamais d'égayer une fête au son d'un violon, dont il jouait fort bien, disent ses panégyristes.

John Page, qui plus tard fut son compétiteur dans les élections pour la charge de gouverneur de la Virginie sans jamais cesser d'être son ami, était alors le confident le plus familier de ses joies et de ses peines. Jefferson lui écrivait de longues lettres où il lui racontait tout ce qui lui venait à l'esprit dans ce langage à la fois

burlesque et pédant qu'affectionnent les écoliers, parlant avec une gaieté plus impertinente que licencieuse de ses amies de Williamsburg, auxquelles il n'hésitait point à faire demander des jarretières brodées à son intention ou des nouvelles de leurs adorateurs, médisant d'un ton fort peu révérencieux du diable et de Job, de ses maîtres et de l'étude, déjà esprit fort par besoin de montrer sa verve, mais se souvenant encore des pieuses leçons de sa mère dans les momens où quelque souci passager le mettait d'humeur grave et sentencieuse, car il avait des soucis, comme tous ceux qui aiment sans savoir si leur amour est agréé. Au sortir du collége, à l'âge de vingt ans, il recherchait une jeune fille du nom de Rebecca Burwell, mais que, pour dérouter les indiscrets et se donner le plaisir du mystère, il appelait dans sa correspondance avec John Page tantôt *Belinda*, tantôt, en renversant l'ordre des lettres, Αδνιλεϐ, tantôt encore, en traduisant en latin un assez mauvais jeu de mot, *Campana in die* (*Bell in day*). Belinda était sans doute assez coquette, car Jefferson avait son portrait, ce qui ne l'empêcha point d'être éconduit. A en juger par ses propres récits, il avait du reste pour ce cher portrait des soins plus passionnés que délicats. Un soir il l'avait placé à côté de son lit; en se réveillant, il trouva tout sens dessus dessous dans sa chambre. « S'il y a en ce monde telle chose qu'un diable, il doit avoir été ici la nuit dernière et avoir trempé dans tout ceci. » Et en effet les rats avaient mangé son portefeuille, emporté ses belles jarretières de soie, et dévoré une demi-douzaine de ses plus charmans menuets; la pluie avait envahi son petit appartement, une mare s'était formée autour de sa montre, qui en « avait perdu la parole. » Et pour comble de calamité, le portrait de Belinda flottait dans l'eau. Dans son empressement à le faire sécher, il le déchira :

« C'est là, m'écriai-je, le dernier coup que Satan me réservait. Il savait qu'en tout autre point j'étais invulnérable, et il était décidé à tenter ce dernier et fatal expédient : *Multis fortunæ vulneribus percussus, huic uni me imparem sensi et penitus succubui!* J'allais verser des larmes amères, mais je me suis dit que cela était indigne d'un homme, et surtout d'un homme qui se rappelle τῶν ὄντων, τὰ μὲν ἐφ' ἡμῖν, τὰ δ' οὐκ ἐφ' ἡμῖν.

« Bien que la peinture soit effacée, il y a dans mon âme une image si vivante de sa personne, que je crains bien de penser à elle trop souvent pour la paix de mon esprit, trop souvent pour venir cet hiver à bout du vieux Coke (1). Eh! vraiment, Page, que le diable l'emporte, ce vieux Coke! Jamais en ma vie je n'ai été aussi fatigué d'un vieil ennuyeux scélérat. Eh quoi! ne s'attache-t-il point assez d'inquiétude à ces quelques instans que nous passons sur la terre sans que nous allions nous charger de mille

(1) Célèbre jurisconsulte anglais du temps d'Élisabeth, auteur des *Institutes du droit d'Angleterre*.

autres ennuis! Ou, comme le disait le père Job (qui, par parenthèse, commençait à gémir un peu sous l'affliction), « mes jours ne sont-ils pas en petit nombre? Qu'il me donne donc du relâche, qu'il s'éloigne de moi, et que je respire un peu avant que j'aille, pour n'en plus revenir, dans le pays des ténèbres et de l'ombre de la mort! » Mais les vieilles gens disent qu'il faut lire pour acquérir de la science, et acquérir de la science pour être heureux et admiré. *Pur jargon!* Y a-t-il en ce monde telle chose que le bonheur? Et quant à l'admiration, je suis sûr que celui qui se poudre le plus, qui se parfume le plus, qui se charge le plus de broderies et dit le plus de sottises est le plus admiré. »

Malgré sa passion, le jeune sceptique allait parfois jusqu'à faire profession de ne pas plus croire à l'amour qu'au bonheur et à l'admiration. « Faisons ensemble le tour de l'Europe, mon cher Page, cela nous prendra au moins deux ans, et si à notre retour nous ne sommes pas tous deux guéris de l'amour, c'est que le diable s'en mêlera. » Toute cette belle philosophie ne l'empêchait pas d'être fort tourmenté, d'envier le sort de Page, dont « le cœur était alors libre, » de jurer que « si Belinda refusait ses services, il ne les offrirait jamais à d'autres, » et de préparer de jolis projets de déclaration « bien émouvans, » qui, malgré de nombreuses répétitions, « n'aboutissaient au milieu du bal qu'à quelques phrases en désordre. » Avec le temps, il se remet cependant un peu : viennent alors avec la jeune fille des explications moins confuses, où il se montre étrangement préoccupé de ne pas déranger ses projets de voyage en Europe, de ne pas s'engager vis-à-vis du tuteur de Belinda, de concilier ses démarches secrètes avec les convenances, et d'étouffer certains scrupules assez honnêtes qui lui viennent à l'esprit sur ce qu'il n'a point « fait son siége dans les règles : » — « Je n'ai posé aucune question qui exigeât une réponse catégorique; mais j'ai fait entendre à Adviles que de telles questions lui seraient un jour adressées... Elle doit avoir la certitude que je lui ferai des propositions, et si elle a l'intention de les accepter, elle négligera celles des autres. Mon sort dépend des résolutions présentes d'Adviles. Par elle, je tomberai, ou je resterai debout. » Il « tomba, » sans que nous sachions bien pourquoi ni comment; mais le cas était déjà depuis longtemps prévu, et il était à l'avance parfaitement décidé à ne pas prendre trop tristement ses infortunes.

« Si elle consent, je serai heureux; sinon, il me faudra faire effort pour l'être autant que possible..... Le seul moyen de fortifier nos âmes contre le malheur, c'est de nous imposer une résignation parfaite à la volonté divine, c'est de regarder tout ce qui arrive comme devant arriver, et de nous dire que par notre inquiétude nous ne pouvons détourner le coup qui va nous atteindre, mais que nous pouvons ajouter à sa force après qu'il nous a frap-

pés..... De semblables considérations peuvent nous rendre capables de supporter avec un passable degré de patience le fardeau de la vie, et de marcher avec une résignation pieuse et inébranlable, jusqu'à ce qu'arrivés au terme de notre voyage, nous remettions notre dépôt entre les mains de celui qui nous l'a confié, et que nous recevions de lui la récompense proportionnée à notre mérite..... Si cette lettre venait à tomber entre les mains de l'une de nos joyeuses connaissances, ton correspondant et ses solennels principes exciteraient probablement beaucoup de rire et de raillerie; mais je crois pouvoir me hasarder à te l'envoyer. »

Singulier mélange de libertinage d'esprit et de dévotion! Je comprends que Jefferson se sentît un peu embarrassé de ses « solennels principes. » Dans sa bouche, ces saintes formules ressemblaient un peu à une recette contre la tristesse et l'inquiétude. Il était optimiste par tempérament et par système, et cinquante-trois ans après avoir oublié Mlle Rebecca Burwell, il avait le même parti pris de vivre satisfait et confiant, sans éprouver le même besoin de faire appel aux sentimens religieux pour s'affermir dans son dessein.

« Vous me demandez si je voudrais recommencer mes soixante-dix ou plutôt mes soixante-treize ans? A quoi je réponds sans hésiter : Oui, je trouve comme vous qu'à tout prendre ce monde dans lequel nous vivons est bon, qu'il a été organisé dans un sentiment de bienveillance, et que nous y recevons en partage plus de plaisir que de douleur. Il y a bien (qui pourrait le nier?) des esprits mélancoliques et hypocondriaques, tristes habitans de corps malades, toujours dégoûtés du présent et désespérant de l'avenir, qui vivent sans cesse dans l'attente du mal, parce qu'il peut arriver. Je rappelle à ces gens-là toutes les douleurs causées par des maux qui ne se sont jamais réalisés. Mon tempérament est sanguin et confiant. Je dirige ma barque, l'espoir en tête, laissant derrière moi la crainte. Mes espérances me trompent quelquefois, mais pas plus souvent que les tristes présages des mélancoliques. »

Cette confiance impétueuse dans l'avenir, qui inspire le mépris du danger parce qu'elle empêche de le prévoir, mais qu'il ne faut point confondre avec le courage, bien qu'elle en tienne parfois lieu, ce fut bien souvent le secret de la force et des fautes de Jefferson. La jeune ardeur qui l'animait encore dans ses vieux jours lui faisait aborder à vingt ans l'étude du droit, des mathématiques, de la physique, de l'histoire naturelle, de la philosophie, des arts et des lettres, avec cette curiosité encyclopédique qui est assez ambitieuse pour vouloir franchir les limites imposées par Dieu à la science humaine, et qui est trop impatiente pour les atteindre. Son goût naturel pour les plaisirs et les témérités de l'esprit trouva de bonne heure un aliment dans les leçons du docteur Small, savant professeur écossais de l'université de Williamsburg, et dans les conversations de

Fauquier, gouverneur de la Virginie, à qui le jeune étudiant avait plu par ce mélange de sérieux et de légèreté qu'on recherchait dans les salons du XVIIIe siècle. Fauquier était un homme de cour, libertin de mœurs et de principes, qui avait mis à la mode, dans le petit cercle des habitués de son palais, l'impiété railleuse, la morale relâchée, les goûts littéraires et les belles manières de Shaftesbury et de Bolingbroke; mais le joyeux correspondant de John Page devait être plus séduit que choqué par la gaieté licencieuse de cet aimable seigneur que, dans son gouvernement, les gens du monde regardaient comme un modèle de politesse et d'élégance. Tout en se défendant mieux que d'autres des vices de son patron, Jefferson semble avoir aussi mieux profité de ses brillans exemples, à en juger du moins par la réputation de bel air et de bel-esprit qu'il a toujours eue parmi ses compatriotes. Peut-être néanmoins un connaisseur comme Fauquier aurait-il trouvé dans le dilettantisme de son élève des élans d'enthousiasme un peu naïfs et attardés qui sentaient encore la province, et je doute que, malgré sa grande politesse, il eût pu s'empêcher de sourire en lisant cette lettre que Jefferson, « enhardi par d'anciennes relations de société, » écrivait en 1773 à un certain M. Mac Pherson, sans doute parent du spirituel mystificateur qui en Angleterre était depuis plusieurs années déjà convaincu d'avoir donné sa poésie pour celle d'Ossian :

« Les poèmes d'Ossian ont été et seront pour moi toute ma vie une source de plaisirs élevés et quotidiens. Les tendres et sublimes émotions de l'esprit n'ont jamais atteint sous la main de l'homme à un semblable degré d'élévation. Je confesse sans honte qu'à mes yeux ce rude barde du nord est le plus grand poète qui ait jamais existé. Rien que pour le plaisir de lire ses œuvres, je veux apprendre la langue dans laquelle il a chanté et posséder ses chants dans leur forme originale... Je vous prie donc de vouloir bien vous employer auprès de M. Mac Pherson afin d'obtenir en ma faveur l'autorisation de faire prendre une copie manuscrite des originaux qui sont entre ses mains. Je la voudrais écrite d'une belle main ronde, sur du beau papier, avec une bonne marge, reliée aussi élégamment que possible en parchemin, le titre sur le dos, et la tranche dorée ou marbrée. Peu m'importe la dépense... Le rayonnement chaleureux d'une belle pensée est pour moi d'un plus grand prix que l'argent. »

Il n'y avait nulle affectation dans ces mouvemens d'amour désintéressé pour les lettres, et si plus tard Jefferson se montre un peu plus préoccupé de se donner à bon marché les nobles plaisirs de l'esprit, c'est qu'on est au milieu de la guerre de l'indépendance, et que, dans ces temps critiques, il faut bien ou se refuser absolument toute fantaisie trop coûteuse, ou tourner habilement la difficulté. Voulant se procurer l'agrément d'avoir chez lui des concerts

économiques, il invente un procédé dont un Européen ne se serait certainement point avisé.

« S'il est une jouissance que j'envie à un peuple quelconque en ce monde, c'est bien celle d'entendre de la bonne musique, que l'on goûte dans votr pays. La musique, c'est la passion favorite de mon âme, et le sort m'a jeté dans un pays où elle est encore dans un état déplorable de *barbarie*... Les limites d'une fortune américaine ne nous permettent pas de prendre à notre service une troupe de musiciens; mais j'ai pensé que la passion pour la musique pouvait se combiner avec cette économie qui nous est imposée. Au nombre de mes gens à gages, j'ai un jardinier, un tisserand, un ébéniste et un tailleur; je voudrais avoir en outre un *vigneron*. Dans un pays comme le vôtre, où la musique est cultivée et pratiquée dans toutes les classes, je pense qu'il ne serait point difficile de trouver des ouvriers de ces diverses professions qui sussent jouer du cor de chasse, de la clarinette, du hautbois et du basson. On pourrait ainsi avoir un orchestre composé de deux cors de chasse, de deux clarinettes, de deux hautbois et d'un basson, sans rien ajouter à sa dépense domestique. »

Idée assez plaisante, qui ne pouvait naître qu'au sein de la « barbarie, » mais qui n'en est pas moins inspirée par un besoin élevé des jouissances que donnent les arts en parfaite harmonie avec les goûts et les prétentions de la bonne compagnie européenne au XVIIIe siècle! Jefferson ne voit l'Europe que de loin. Malgré son désir de l'imiter, il n'est ni bien vite ni bien exactement au courant de ce qui s'y passe; mais il suit le mouvement général qui emporte les esprits dans l'ancien monde, le souffle philosophique du XVIIIe siècle l'anime. C'est de lui qu'il tient cette passion pour les sciences, les arts et les lettres, cette curiosité avide et superficielle, cette confiance un peu présomptueuse dans la puissance intellectuelle de l'homme, tous ces traits qui lui donnent une physionomie si originale au milieu des planteurs virginiens qui l'entourent, esprits actifs, entreprenans, éclairés et ouverts, mais sages, simples, pratiques, attachés aux traditions anciennes, encore pieux par habitude sans être bien fervens, et dont l'indépendance et la hardiesse ne s'exerçaient guère qu'à défendre les droits des colonies contre la métropole et qu'à étendre les conquêtes de l'homme sur le désert.

Jefferson n'était point d'ailleurs un phénomène isolé en Amérique. Dans presque toutes les colonies anglaises, le salon du gouverneur royal était, avant la révolution, le centre d'une petite société polie et cultivée composée d'avocats, de professeurs, de magistrats, de hauts fonctionnaires, tous plus ou moins préoccupés de s'élever au niveau du monde lettré de la métropole, tous plus moins atteints par les idées et les passions du temps. La plus grande partie de la classe supérieure restait étrangère à leurs prétentions, mais subissait peu à peu l'in-

fluence de leurs conversations, de leurs écrits, de leurs leçons, de leurs discours, et sous cette influence les esprits s'élargissaient, les mœurs s'adoucissaient; partout se répandaient sans bruit ces sentimens de tolérance et d'humanité que les philosophes matérialistes du XVIIIe siècle n'ont assurément point inventés, mais qu'ils ont eu la gloire de mettre en honneur parmi les nations chrétiennes, qui trop longtemps avaient méconnu tout ce que renferme l'idée de charité.

Au XVIIe siècle, les puritains du Massachusetts, venus en Amérique pour y chercher un refuge contre les persécutions de l'église établie, donnaient eux-mêmes naissance à la colonie de Rhode-Island par leurs proscriptions religieuses; ils bannissaient les catholiques et les baptistes, pendaient les quakers et les sorciers, exterminaient les Indiens « comme des Cananéens et des Amalécites, » et condamnaient leurs prisonniers de guerre à un esclavage perpétuel. La charte de Rhode-Island proclamait de la façon la plus absolue le principe de la liberté religieuse, et la loi déclarait ce principe non applicable aux papistes! La loi imposait aux propriétaires d'esclaves nègres l'obligation de les affranchir après dix ans de servitude, et les mœurs n'en permettaient point l'exécution! Les catholiques, dont le Maryland avait été longtemps le seul asile dans tout l'empire britannique, y établissaient le principe de la liberté religieuse, « au profit de tous ceux qui croient en Jésus-Christ, » et les protestans, devenus peu à peu les maîtres du pays à la faveur de ce principe, l'abolissaient sans scrupule! Les anglicans de la Virginie fermaient les ports de la colonie aux non conformistes et punissaient l'hospitalité des fidèles qui leur donnaient refuge. Seuls, les quakers de la Pensylvanie accordaient sans restriction aux autres hommes les priviléges religieux qu'ils réclamaient pour eux-mêmes; presque partout en Amérique, les droits de la conscience n'étaient défendus que par des minorités opprimées, et même dans les colonies d'où devait sortir plus tard le mouvement abolitioniste, les protestations de quelques âmes généreuses contre l'esclavage restaient sans écho.

Au XVIIIe siècle, l'assemblée du Massachusetts votait des lois pour indemniser les descendans des quakers et des sorciers qui avaient subi la peine capitale; elle affranchissait les quakers et les baptistes des taxes ecclésiastiques, prohibait l'importation des esclaves de race indienne, et entrait en lutte avec le gouverneur sur la question de la peine de mort, qu'elle refusait d'appliquer aux faussaires. A plusieurs reprises, le jury de Boston reconnaissait à des esclaves le droit d'exiger de leur maître un salaire. En dépit des lois, les catholiques du Maryland pratiquaient librement leur culte, et plus de la moitié de la population de la Virginie était dissidente. Partout en Amérique, les droits de la conscience étaient respectés, sinon reconnus, et même dans

les colonies qui de nos jours résistent encore avec colère aux efforts des abolitionistes, l'émancipation des esclaves avait ses partisans.

L'influence lointaine de la philosophie du XVIIIe siècle n'avait point accompli à elle seule une semblable transformation. Le progrès des esprits, le développement naturel des sentimens de charité qui, même au milieu de l'âpreté religieuse des premiers temps, germaient dans quelques âmes d'élite, avaient eu leur part dans ce changement. L'esprit religieux s'était uni à l'esprit philosophique pour l'accomplir; il s'était approprié les principes que les moralistes modernes avaient empruntés au christianisme en l'attaquant; il avait donné satisfaction aux aspirations généreuses; il n'avait point, comme ailleurs, combattu les idées de tolérance et d'humanité sous prétexte qu'elles étaient défendues par les ennemis de la foi. Aussi le mouvement des âmes au XVIIIe siècle avait-il eu en Amérique un caractère bien moins violent et moins aventureux qu'en Europe. « On sait, dit M. Guizot, comment au XVIIIe siècle, poussée par le progrès de la richesse, de la population, de toutes les forces sociales, et aussi par le cours impétueux de sa propre activité, la pensée humaine tenta la conquête du monde. Les sciences politiques prirent leur essor, et au-dessus des sciences, l'esprit philosophique, superbe, intraitable, aspirant à pénétrer et à régler toutes choses. Sans emportement, sans secousse, plutôt en suivant sa propre pente qu'en se jetant dans des voies nouvelles, l'Amérique anglaise entra dans ce grand mouvement. »

Rien en effet dans l'Amérique anglaise qui ressemble à ce fanatisme dans l'incrédulité et à ces aveugles préjugés philosophiques qui remplaçaient en France les superstitions d'un autre âge, rien qui corresponde à cette impiété populaire qui annonçait les excès de la révolution française. Les hommes qui ont fait la révolution américaine n'étaient point tous des croyans : à des degrés divers, Jefferson, Franklin, Gouverneur Morris étaient de libres penseurs, mais sans intolérance, sans arrogance, sans ironie affichée, sans bruit, presque en secret, car les masses restaient pieuses. Pour ne point les choquer, il fallait parler avec respect des choses saintes; pour produire sur elles une vive impression, il fallait faire appel aux sentimens religieux, et les prières, les jeûnes publics étaient encore un moyen d'action pour les agitateurs populaires.

Dans l'ordre politique comme dans l'ordre religieux, l'invasion des doctrines étrangères fut contenue par les traditions nationales : aussi la littérature française n'a-t-elle exercé sur les idées politiques des révolutionnaires américains qu'une influence très indirecte. Les rapports entre les deux pays étaient trop rares, les habitudes d'esprit trop différentes pour que les conceptions sociales des sujets de

Louis XV pussent alors devenir populaires en Amérique. Sauf Montesquieu, nos écrivains y étaient peu lus et peu cités. Coke, Milton, Harrington, Locke, Grotius, et surtout la Bible, la grande charte, le *commonlaw*, l'histoire d'Angleterre, les chartes et les histoires locales, telles furent les autorités qu'invoquèrent les tribuns, les prédicateurs et les pamphlétaires qui excitèrent le peuple américain à combattre pour ses droits. Je n'ai jamais rencontré dans leur bouche ni le nom de Rousseau, ni l'expression de souveraineté du peuple. La doctrine que la volonté générale doit être toujours obéie, qu'elle est nécessairement raisonnable et juste, avait peut-être traversé certains esprits, mais vaguement et sans les dominer. Patrick Henry, le tribun de la Virginie, affectait de « s'incliner devant la majesté du peuple, » mais sans attacher à ses paroles un sens absolu et théorique. Otis, le tribun du Massachusetts, proclamait que « les hommes sont égaux, que les peuples ne sont pas faits pour les rois, et que leur consentement est nécessaire pour valider l'imposition des taxes. » Il osait rappeler que « la violation de ces principes avait coûté la tête à un roi d'Angleterre et le trône à un autre, » mais même au milieu des emportemens oratoires qui le conduisirent à la folie, la folle pensée que tout doit céder au grand nombre et que tout lui est permis ne lui vint jamais à l'esprit. Malgré leurs instincts démocratiques, les hommes qui ont fondé la république des Etats-Unis ne subordonnaient point la question du bon gouvernement à celle du gouvernement par les masses, et le triomphe de la volonté populaire était si peu la préoccupation exclusive des auteurs des premières constitutions locales, que Jefferson se croyait obligé, en 1816, de parler de leur science politique avec un dédain qui, pour être fort injuste, n'en est pas moins significatif : « Nous nous figurions alors que tout ce qui n'était pas la monarchie était la république. Nous n'étions point encore parvenus à l'idée mère que les gouvernemens sont républicains en raison de l'exactitude avec laquelle ils expriment et exécutent la volonté de leur peuple. Aussi nos premières constitutions n'étaient-elles dominées par aucun principe. »

II.

Au moment où éclata la lutte entre l'Angleterre et ses colonies, Jefferson était encore un joyeux étudiant, amoureux avant tout des lettres et du plaisir. Ce fut au spectacle de la résistance provoquée par les actes arbitraires du parlement qu'il ressentit ses premières émotions politiques. Il avait vingt-deux ans, et Patrick Henry, l'un de ses compagnons de plaisir, qu'une brillante plaidoirie contre un abus de la prérogative royale avait fait sortir tout à coup de l'ob-

scurité, siégeait pour la première fois dans la chambre des bourgeois de Virginie, lorsque l'acte du timbre vint répandre dans toute l'Amérique une morne stupeur qui semblait annoncer le désespoir et l'impuissance (mai 1765). Tels étaient encore dans le sein de l'aristocratie virginienne les sentimens de piété filiale à l'égard de la mère-patrie, que les membres les plus considérables et les plus sages de l'assemblée restaient silencieux et perplexes, n'osant aborder le sujet de la consternation publique. Malgré sa popularité naissante, Patrick Henry se sentait encore novice, inconnu et mal à l'aise au milieu de cette assemblée de patriciens, et il hésitait à prendre l'initiative du débat. Cependant la fin de la session approchait, et la taxe allait être perçue sans que la chambre eût protesté contre l'usurpation du parlement. Il prit son parti, écrivit à la hâte quelques lignes sur un vieux livre de droit, puis, se levant gauchement, il proposa d'une voix mal assurée ces résolutions célèbres contre l'acte du timbre qui mirent le feu à l'Amérique: « Seule, l'assemblée générale de cette colonie a le droit et le pouvoir d'imposer des taxes aux habitans de cette colonie; toute tentative d'investir de ce pouvoir une personne ou un corps quelconque autre que ladite assemblée générale tend manifestement à détruire à la fois les libertés britanniques et les libertés américaines. »

C'est par cette déclaration de principes que se terminait la proposition de Patrick Henry. De nombreuses interruptions accueillirent ses paroles; un débat violent s'engagea. D'un couloir de la chambre, Jefferson assistait, curieux et inquiet, à cette lutte parlementaire, où les conseils des sages et des puissans vinrent se heurter contre la fougue révolutionnaire d'un jeune orateur sans position dans le monde, sans expérience, presque sans culture. Patrick Henry était de ceux que la contradiction excite et que le tumulte enhardit. Il se remit bientôt de son trouble, s'anima peu à peu en s'entendant parler, s'abandonna à sa brillante imagination, et se redressant avec majesté, se dépouillant, pour ainsi dire, de sa laideur, et promenant sur l'assemblée un regard ardent et pénétrant, il l'entraîna à sa suite dans tous les détours d'une argumentation à la fois désordonnée et puissante, qui se résumait par de frappantes images ou de brusques explosions de colère et d'invective. « Il me semblait, dit Jefferson, entendre parler comme Homère avait écrit. Jamais en ma présence homme n'a parlé comme cet homme. » Il avait senti son cœur tressaillir d'enthousiasme en voyant son ami se lancer d'un bond jusqu'aux limites de l'insurrection, puis, averti par les clameurs de l'assemblée, s'y maintenir avec fermeté sans les franchir. « Tarquin et César ont eu chacun leur Brutus, Charles Ier a eu son Cromwell, et George III... — Trahison! s'écria l'orateur de la chambre. — Trahison, trahison! répétèrent de toutes parts les amis du gouverne-

ment... — profitera sans doute de leur exemple, » reprit fièrement Patrick Henry sans même prendre le soin de recommencer la phrase interrompue. L'assemblée vota ses propositions par 20 voix contre 19.

Telle fut la première scène politique à laquelle assista le jeune étudiant qui était appelé à devenir l'organisateur et le chef du parti républicain; tel fut le premier triomphe politique de ce Patrick Henry que la légende révolutionnaire représente comme le plus grand orateur du Nouveau-Monde. Petit-neveu de Robertson, après avoir été coureur de bois par passion de la liberté et de l'oisiveté, puis marchand et cultivateur par nécessité, Patrick Henry avait fait deux fois banqueroute pour avoir, derrière son comptoir, trop joué du violon, trop lu Tite-Live, et plus songé à observer le caractère de ses pratiques qu'à les faire payer. Gendre d'un aubergiste par amour et son associé par obligeance, il était resté longtemps un beau parleur de cabaret faute d'un plus noble auditoire, puis avait étudié le droit pendant six semaines, s'était fait avocat, et avait bientôt surpris, séduit et entraîné par les éclats d'une éloquence colorée ceux de ses rivaux qui se préparaient à rire de la grossièreté de ses vêtemens, de la difformité de sa taille, de la gaucherie de ses manières, de l'incorrection de son langage et des vices de sa prononciation. De tous les révolutionnaires américains, le plus artiste et le moins politique par tempérament; d'humeur à la fois indolente et hardie, sociable et capricieuse, enjouée et méditative; ignorant et sensible aux charmes des lettres; moraliste plein de sagacité, bien que paresseux d'esprit et bienveillant de cœur; généreux, sympathique, toujours tout entier à ses émotions, et les communiquant à ses auditeurs autant par l'ardeur du geste, du regard et de l'accent que par l'éclat des expressions ou la force des argumens; lutteur habile dans une assemblée un jour de bataille, mais presque toujours trop dominé par ses impressions pour agir en vertu d'un plan longuement suivi ou de principes bien arrêtés; également étranger à l'esprit de gouvernement et à l'esprit de parti, également amoureux de la popularité et de la patrie. Pendant dix ans, Patrick Henry fut dans les assemblées de la Virginie l'orateur de l'opposition sans en être le chef, plus soucieux de tenir l'opinion en éveil que de la diriger, d'enflammer l'imagination des masses que de prendre de l'ascendant sur ses collègues, toujours à l'avant-garde et les devançant de quelques pas, — l'un des premiers à prévoir et à souhaiter l'indépendance, l'un des premiers à partager les dangers de ceux qu'il excitait à la révolte, — tour à tour tribun et soldat, instigateur et compagnon d'armes des insurgés virginiens.

Quatre ans après lui, Jefferson, devenu avocat, entrait dans l'assemblée et venait s'y ranger parmi les plus fermes défenseurs des libertés américaines. Il n'avait ni la richesse d'imagination et d'é-

motion, ni l'abondance et l'ampleur de parole, ni la chaleur sympathique et l'enthousiasme soldatesque de Patrick Henri. C'était déjà un politique légiste, philosophe et homme du monde, l'esprit vif, net, actif, délié, fécond en argumens et en combinaisons, très généreux dans ses spéculations sur les droits de l'humanité, très sincère dans sa philanthropie, mais par nature plus décidé que dévoué, très hardi dans ses théories sur les droits des colonies, très confiant dans la justice et le succès de leur cause, mais sans aspiration forte vers l'indépendance, sans acharnement contre la couronne, sans fiel contre ses adversaires; — point encore aigri par la lutte, mais trouvant déjà quelque plaisir à s'exercer aux petites machinations de parti; — animé, séduisant, habile et ouvert dans ses rapports avec ses amis et ses affidés, quelquefois expansif jusqu'à l'indiscrétion dans le secret; — en public, soit embarras, soit prudence, naturellement contenu, exposant alors ses idées non sans facilité et sans clarté, mais avec une sobriété de développemens oratoires qu'il fut bien obligé d'ériger en système.

Malgré la bienveillance que lui portaient les principaux meneurs de l'assemblée, ses débuts furent loin d'être brillans. La chambre se préparait à répondre au discours d'ouverture du gouverneur, lord Botetourt, et c'était sans doute en Virginie, comme cela est encore en Angleterre, l'usage de réserver aux jeunes membres la *présentation* du projet d'adresse, pour leur donner dès le début de la session une occasion de se produire. M. Pendleton, une des lumières de la chambre, invita donc Jefferson à rédiger les résolutions destinées à servir de base à l'adresse. C'était une courtoisie de vétéran. « Mes résolutions, nous dit Jefferson, furent adoptées par la chambre, et Pendleton, Nicholas, moi et quelques autres, nous fûmes nommés membres d'un comité chargé de préparer l'adresse. Le comité me pria de la rédiger; mais lorsque je lui présentai mon projet, on trouva qu'il suivait de trop près le texte des résolutions, et que les divers points n'étaient pas suffisamment amplifiés. M. Nicholas surtout le combattit, et fut chargé par le comité d'en faire un plus développé. Les amplifications ne manquèrent point au sien, qui fut adopté. Étant à la fois *un très jeune homme et un très jeune membre*, cette scène fit sur moi une impression proportionnée à la sensibilité de cet âge. »

Jefferson ne se découragea point cependant, et fit un peu plus tard, dans la même session, un nouvel essai de ses forces. Ce fut au service d'une noble cause à laquelle il ne voulut jamais renoncer, mais pour laquelle il aurait peut-être déployé dans la suite un plus grand zèle, si, à son entrée dans la vie, il n'avait failli apprendre à ses dépens combien il était compromettant de la défendre. « J'avais attiré, dit-il,

l'attention du colonel Bland sur la malheureuse condition des esclaves nègres. C'était l'un des membres les plus anciens, les plus respectables et les plus capables; il chercha avec infiniment de mesure à faire étendre la protection des lois à ces pauvres gens. Je secondai sa motion, et, en ma qualité de jeune membre, je fus un peu plus épargné dans le débat; mais il fut dénoncé comme un ennemi de son pays et traité de la façon la plus inconvenante. »

De semblables orages n'étaient pas de nature à féconder le talent de Jefferson. Il avait instinctivement peu de goût pour ces joûtes oratoires où l'on se rencontre en champ clos, à ciel découvert, sans autre arme et sans autre armure que la parole, où il faut s'exposer de sa personne aux coups, les rendre sur l'heure sans prendre le temps de choisir son terrain ou de tourner l'ennemi, et s'attendre à ne sortir vainqueur de l'arène que meurtri et sanglant. Il se sentait mieux dans son élément au milieu de ces luttes plus sourdes et plus lointaines où les coups se méditent dans le silence et le secret du cabinet, et où le danger, non moins réel, est moins présent. Aussi abandonnait-il volontiers à ses amis politiques l'honneur d'exécuter des plans de campagne souvent conçus par lui.

De toutes les machines de guerre dressées par les citoyens américains contre les ministres de George III, les plus redoutables sans contredit, ce furent les comités de correspondance entre les colonies. La création en fut décidée, en 1773, dans un petit conciliabule dont Jefferson était l'un des meneurs les plus actifs. L'idée première n'était pas de son invention. A plusieurs reprises, les patriotes de Boston avaient cherché à la mettre en pratique; mais leurs tentatives avaient avorté, et c'était Jefferson qui, reprenant leur projet, avait le plus contribué à échauffer l'esprit de ses collègues en faveur d'un moyen d'action qui allait merveilleusement à ses instincts politiques. « On me proposa de présenter à la chambre le projet; mais, à ma demande, M. Carr, mon beau-frère et mon ami, fut chargé de ce soin. Je voulais lui offrir une occasion de faire connaître à l'assemblée sa grande valeur et son talent. »

Un an plus tard, réunion du même conciliabule aboutissant à un résultat analogue. En punition des émeutes sur le thé, le parlement avait ordonné la fermeture du port de Boston. Le bill venait d'arriver en Amérique; il ne produisait point sur les masses tout l'effet que l'opposition devait en attendre, leur apathie devenait inquiétante : il s'agissait d'exciter des esprits engourdis. En quête d'expédiens, les agitateurs virginiens se réunissent dans la bibliothèque de la chambre des bourgeois, et donnent carrière à leur imagination. L'idée de faire appel aux sentimens religieux du peuple se présente à eux, elle paraît excellente à tous, et l'on se décide à monter un

jeûne; mais grand embarras, ils ne sont rien moins que dévots, et ils ne savent comment s'y prendre pour parler le langage qui convient à la situation.

« Nous nous mettons, dit Jefferson, à fouiller dans l'histoire de la révolution d'Angleterre pour y retrouver les formules bibliques des vieux puritains, et à l'aide de quelques bouquins, en rajeunissant quelques phrases, nous parvenons à *cuisiner* tant bien que mal des résolutions fixant un jour de jeûne, d'humiliation et de prières, pour supplier le ciel de détourner de nous les maux de la guerre civile, de nous inspirer un ferme courage, et d'incliner à la modération et à la justice les cœurs du roi et du parlement. Et pour donner à notre proposition un plus grand air de solennité, nous nous rendons le lendemain chez M. Nicholas, dont le caractère grave et pieux était plus que les nôtres en harmonie avec notre langage, et nous le chargeons de l'affaire. »

L'affaire eut un plein succès. La chambre vota par acclamation; elle fut immédiatement dissoute. Les membres se retirèrent dans la salle d'une taverne pour délibérer sur les moyens de mettre à profit une semblable crise. Ils convinrent de recommander aux autres colonies la réunion d'un congrès général, de remettre à une convention populaire le soin de choisir les délégués, et de faire coïncider le jour du jeûne avec celui des élections. Le 1er juin 1774, les églises retentirent des plus patriotiques paroles. « Le peuple s'y pressait en foule, la consternation peinte sur les visages. Ce fut dans toute la colonie comme un choc électrique, réveillant tous les hommes et les remettant sur leurs pieds. Tous les comtés envoyèrent des députés à la convention. Moi-même je fus nommé par le mien. »

Dans tout le cours de sa carrière, Jefferson conserva cette intelligence des masses, cette habileté à les remuer, et cette répugnance à s'adresser aux assemblées publiques autrement que par écrit ou par intermédiaire. Aussi le bouillant et vaniteux John Adams, qui avait été un orateur plus fleuri et un politique moins habile que Jefferson, nous raconte-t-il dans ses mémoires, d'un ton à la fois victorieux et dénigrant, que son vainqueur dans les élections pour la présidence des États-Unis avait été l'un des membres les plus silencieux du congrès : « Je ne l'ai jamais entendu dire deux mots de suite. » Jefferson tirait vanité de son silence. Il avait pour la race des orateurs restés avocats dans la vie politique, « gens dont le métier est de tout mettre en question, de ne rien céder, et de parler à l'heure, » un dédain légitime, et il a adressé à ses compatriotes, sur l'abus des débats parlementaires et la surabondance des hommes de loi dans les assemblées nationales, d'excellens conseils posthumes qu'ils n'ont pas toujours suivis, mais qui, Dieu merci, sont encore à leur usage :

« Au milieu d'un débat oiseux et verbeux, siégeait à côté de moi l'un de

ces membres que dévore jusqu'à la rage la maladie de la discussion, homme d'un esprit ardent, d'une imagination vive et d'une riche faconde, qui ne pouvait sans impatience écouter d'autre logique que la sienne. Il me demanda comment je pouvais rester tranquillement assis à écouter en silence de mauvais raisonnemens qu'un mot suffirait à réfuter. « Réfuter est facile, lui répondis-je, mais réduire au silence est impossible. Lorsque je propose une mesure, je prends en main l'aviron, comme c'est mon devoir; mais en général je suis disposé à écouter. Lorsque les bons argumens et les objections valables ont déjà été produits par l'un des nombreux orateurs, cela suffit. Ai-je remarqué une omission, je me borne à la relever, sans répéter ce que d'autres ont déjà dit. » Avant la révolution, j'ai servi avec le général Washington dans la législature de la Virginie. Pendant la révolution, j'ai été le collègue du docteur Franklin dans le congrès. Je ne les ai jamais entendus parler plus de dix minutes de suite, et c'était sur le point capital, celui qui devait emporter la décision. Ils se bornaient à donner un coup d'épaule aux grandes questions, sachant bien que les petites suivraient d'elles-mêmes. En imitant ces exemples, on ferait en un jour ce qui prend une semaine; mais si le congrès actuel (celui de 1821) pèche par l'abus de la parole, comment pourrait-il en être autrement dans une assemblée où le peuple envoie cent cinquante avocats? Le corps législatif muet de Bonaparte, qui ne disait rien et faisait beaucoup, ne serait-il pas préférable à une assemblée où l'on parle beaucoup et où l'on ne fait rien? »

Heureux ceux qui peuvent impunément se livrer à de semblables boutades, et qui n'ont pas contre les institutions de leur pays de plus sérieux griefs! Jefferson pouvait louer à son aise les muets. Il était d'un pays où on ne le devient pas. Je ne sais si les muets trouveront quelque consolation dans les observations de John Adams, qui croyait avoir appris par expérience que le métier d'orateur est en définitive un très mauvais métier, plus compromettant que profitable, et qui ne convient nullement aux ambitieux. « L'éloquence dans les assemblées politiques n'est pas le moyen le plus sûr de faire son chemin et sa réputation. L'exemple de Washington, de Jefferson et de Franklin suffit à prouver que le silence et la réserve en public sont plus efficaces que l'argumentation et l'art oratoire. Un homme qui, jour par jour, vient justifier ses mesures et répondre aux objections de ses adversaires, devient trop familier au public, et s'attire inévitablement des ennemis par ses sarcasmes et ses reparties. »

Les exemples de John Adams sont mieux choisis que ses raisons. Dans la révolution américaine, aucun orateur n'a joué un aussi grand rôle que Jefferson, Franklin et Washington. La dissémination des assemblées locales, les règlemens du congrès, le caractère particulier de cette révolution, qui dut sa victoire non à une lutte intestine de classes et de partis, mais à une guerre étrangère, s'opposaient à ce qu'un homme d'état conquît la première place en Amérique

par la puissance de la parole. Chaque province, chaque ville avait son tribun. Les États-Unis n'avaient point de tribune nationale d'où un orateur pût parler au pays tout entier. Le congrès délibérait à huis clos; ceux de ses membres qu'il chargeait de proclamer les résolutions qu'il avait prises avaient seuls l'occasion de faire connaître leurs services au public. L'acte par lequel il consomma la révolution, en mettant fin aux hésitations du peuple, mit aussi fin à tout grand débat intérieur, ne laissa plus subsister qu'une question de droit international, qui ne pouvait se décider que sur les champs de bataille ou dans les chancelleries, et fit désormais dépendre le succès de la révolution, non de la véhémence des discours, mais du courage des soldats et de la dextérité des diplomates. Abstraction faite de l'inégalité des mérites, les patriotes qui, dans les délibérations secrètes du grand conseil national, firent prévaloir par leur éloquence la politique de l'émancipation des colonies, ne pouvaient prétendre à un renom aussi universel que l'heureux écrivain qui a annoncé au monde la déclaration de l'indépendance, l'habile négociateur qui l'a fait accepter par l'Europe, et le vertueux général qui en a imposé la reconnaissance à l'Angleterre.

Jefferson avait trente-trois ans lorsqu'il fut chargé par le congrès de rédiger la déclaration de l'indépendance. John Adams en avait quatre-vingt-six lorsqu'il expliquait, non sans dépit, comment un aussi jeune homme avait pu être revêtu d'une semblable mission :

« Cushing, Samuel Adams, Paine et moi, tous quatre délégués du Massachusetts au congrès, tous quatre sans fortune, nous nous rendions ensemble à Philadelphie, dans la même voiture, comme de pauvres pèlerins. A Francfort, nous trouvâmes plusieurs des plus zélés fils de la liberté de Philadelphie, venus à notre rencontre pour nous donner quelques renseignemens et quelques avis. « Prenez garde, nous dirent-ils; dans leur correspondance avec leurs amis de la Pensylvanie et du midi, les amis du gouvernement à Boston vous ont représentés comme de francs aventuriers, de vrais fous. Vous passez tous les quatre pour de pauvres diables, ne pouvant vivre que de leur popularité. On vous soupçonne tous d'avoir en vue l'indépendance. Gardez-vous donc de prononcer le mot ou de faire la moindre allusion à l'idée, soit dans le congrès, soit dans vos conversations particulières. Cela suffirait à vous perdre, car l'idée de l'indépendance est aussi impopulaire dans la Pensylvanie et dans tous les états du centre et du midi que l'acte du timbre lui-même. Personne n'ose en parler. Vous êtes d'ailleurs les représentans de l'état qui a souffert, Boston et le Massachusetts sont sous une verge de fer; vous avez été longtemps persécutés; vos sentimens ont été froissés, vos passions excitées; on vous croit trop chauds, trop zélés, trop confians. Il vous faut donc être très prudens. Ne mettez en avant aucune proposition hardie; n'ayez pas la prétention de vous placer à la tête du mouvement. La Virginie est l'état le plus peuplé. Les Virginiens sont fiers de leur antique origine. Ils croient avoir le droit de tout diriger, et les états du centre et du midi ne

sont que trop disposés à le leur reconnaître. Placez-les en tête de toutes choses. » Ces conseils avaient un tel cachet de sagesse et de bon sens, qu'ils laissèrent une profonde impression dans notre esprit. Les faits et les principes invoqués par nos amis de Philadelphie ont donné à toute la politique des États-Unis jusqu'à ce jour sa couleur et son caractère. Sans la conversation de Francfort, M. Washington n'aurait jamais commandé nos armées, et M. Jefferson n'aurait point été l'auteur de la déclaration de l'indépendance. Entré au congrès dans le courant de juin 1775, il avait apporté avec lui la réputation d'avoir de la littérature, de la science, et un heureux talent de composition. Bien qu'il fût très silencieux dans l'assemblée, il était si vif, si franc, si explicite, si prononcé dans les comités et la conversation, qu'il s'empara bientôt de mon cœur, et lorsqu'il s'agit de composer le comité chargé de préparer la déclaration de l'indépendance, je lui donnai ma voix, et je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour lui en procurer d'autres. Il obtint, je crois, une voix de plus que tous ses collègues, et fut ainsi placé à la tête du comité. Je le suivais immédiatement, ce qui me donna la seconde place. Le comité, composé de Th. Jefferson, de John Adams, de Benj. Franklin, de Roger Sherman et de Robert Livingston, se réunit, discuta le sujet, et nous chargea, Jefferson et moi, de mettre en œuvre les divers articles qu'il avait adoptés. Le sous-comité se réunit. Jefferson m'engagea à préparer la première rédaction. « Je m'y refuse absolument, répondis-je. — Et pourquoi? — Oh! j'ai bien des raisons. — Quelles peuvent être vos raisons? — D'abord vous êtes de la Virginie, et je suis du Massachusetts; vous êtes un homme du midi, et moi je suis un homme du nord; ensuite je me suis tellement compromis au service de l'idée de l'indépendance, je suis devenu si suspect et si impopulaire en la défendant, que tout projet venant de moi sera désapprouvé par le congrès. De plus, vous écrivez dix fois mieux que moi. — Eh bien! reprit Jefferson, si vous êtes décidé, je ferai de mon mieux. — Fort bien, lorsque vous aurez terminé votre travail, nous l'examinerons en commun. »

« C'est ce que nous fîmes en effet. A la lecture, je fus charmé de la fierté du ton et des beaux mouvemens d'éloquence qui abondaient dans la pièce de Jefferson. Je fus surtout enchanté de son morceau contre l'esclavage des nègres; je savais bien que ses frères du midi ne souffriraient pas que de semblables paroles obtinssent la sanction du congrès (1), mais je me serais bien gardé de les combattre. Il y avait bien quelques expressions dont je ne me serais pas servi, si j'avais tenu moi-même la plume, surtout celle de tyran appliquée au roi. Je trouvai cela trop personnel, trop passionné, trop dans le ton de la gronderie pour un document aussi grave et aussi solennel. Cependant, comme Franklin et Sherman devaient le revoir à leur tour, je pensai qu'il était plus convenable de ne pas biffer moi-même l'expression, et je consentis

(1) Jefferson prend soin de faire remarquer dans ses mémoires que « ses bons frères du nord s'étaient aussi sentis un peu atteints par ses attaques contre l'esclavage, car, bien qu'ils ne fussent eux-mêmes possesseurs que d'un petit nombre de nègres, ils avaient été souvent les pourvoyeurs des autres colonies. » Cette remarque, combinée avec celle de John Adams, est la meilleure critique de la violente diatribe que le congrès eut le bon sens et le bon goût de supprimer. Des marchands et des propriétaires d'esclaves n'avaient guère le droit de mettre la protection de la traite au nombre des crimes politiques de George III qui légitimaient la déclaration de l'indépendance.

à présenter la déclaration au conseil des cinq. Je ne me souviens pas d'y avoir fait ou suggéré la moindre altération, je ne me souviens pas non plus que Franklin ou Sherman aient adressé à Jefferson la moindre critique. Nous étions fort pressés, le congrès était impatient, et le document lui fut présenté écrit de la main de Jefferson et tel qu'il l'avait rédigé. Le congrès en retrancha un bon quart, effaçant ce qu'il y avait de mieux, et laissant tout ce qui pouvait présenter matière à objections. Je me suis longtemps demandé pourquoi la première ébauche de Jefferson n'avait jamais été publiée; je suppose que c'est à cause de sa véhémente philippique contre l'esclavage des nègres. On a eu raison de remarquer d'ailleurs que la déclaration de l'indépendance ne contenait pas une idée qui n'eût été cent fois rebattue depuis deux ans dans le congrès. »

Reproduit par Timothée Pikering dans un morceau historique écrit en 1823, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de l'indépendance, puis colporté par les journaux, le récit de John Adams arriva jusqu'à Jefferson. Il eut pour lui tout le piquant et l'attrait de la nouveauté. Les scènes auxquelles on le faisait assister, les paroles qu'on lui faisait prononcer, c'étaient là à ses yeux de véritables découvertes. Il se savait bien l'auteur de la déclaration de l'indépendance, mais non le petit protégé de John Adams. Il trouvait naturel qu'on lui apprît ce qui avait pu se passer à Francfort entre les fils de la liberté de Boston et ceux de Philadelphie, mais non qu'on lui révélât ce qu'il avait fait lui-même dans le congrès. Il écrivit à Madison pour rétablir la vérité, et nous avons ainsi deux récits opposés de l'un des plus grands événemens de l'histoire moderne, écrits par les deux hommes qui y ont pris la plus importante part : ils avaient vu différemment.

On dit que sir Walter Raleigh, prisonnier à la Tour de Londres et se consolant de ses souffrances en écrivant l'histoire du monde, fut un jour troublé dans son travail par un grand bruit de paroles : on se querellait dans la cour du donjon. La solitude rend curieux. Sir Walter envoya deux de ses gens pour voir ce qui se passait. Au bout d'un instant, ils revinrent, racontant l'histoire chacun à sa manière. En vain il les interrogea dans tous les sens, en vain il voulut les mettre d'accord : plus ils parlaient, plus la contradiction devenait évidente. Eux aussi ils avaient vu différemment. « Si je ne puis, dit l'historien, savoir la vérité sur ce qui s'est passé sous leurs yeux et sous mes fenêtres, comment raconter l'histoire du monde? » Et il jeta son manuscrit au feu. Je pourrais l'imiter, je préfère donner la parole à Jefferson. Je ne sais s'il a raison contre John Adams; mais ce que je sais bien, c'est qu'il a sur lui l'avantage de l'esprit, du bon goût et du bon ton.

« Ces détails sont parfaitement inexacts, la mémoire de M. Adams l'a évidemment trompé. A quatre-vingt-six ans, cela n'a rien d'étonnant, et moi,

qui en ai quatre-vingts, je ne voudrais pas abuser, pour le contredire, du petit avantage que me donne la différence, si mes souvenirs ne s'appuyaient sur des notes écrites par moi au moment même et sur les lieux. Voici donc la vérité. Le comité des cinq nommé par le congrès se réunit. Il ne fut pas un instant question de quoi que ce fût qui pût ressembler à un sous-comité. A l'unanimité on me pressa, moi et moi seul, de rédiger le projet. J'y consentis. Je l'écrivis; mais, avant de le remettre au comité, je voulus en donner communication au docteur Franklin et à M. Adams. C'étaient les deux membres au jugement et aux amendemens desquels j'attachais le plus de prix. J'ai encore le manuscrit original avec les corrections interlinéaires et autographes du docteur Franklin et de M. Adams. Elles sont fort peu nombreuses et ne portent que sur des mots. Je fis une copie du document, et je la présentai d'abord au comité, qui ne lui fit subir aucun changement, puis au congrès. C'est cette communication personnelle et volontaire de mon travail à M. Adams que sa mémoire a transformée en délibération d'un sous-comité. Il dit que la pièce ne contenait aucune idée neuve, et n'était qu'une compilation de lieux communs cent fois rebattus depuis deux ans dans le congrès. Tout cela peut être vrai, et je ne suis pas bon juge de la question. Qu'il me soit seulement permis de dire que je ne m'étais nullement cru obligé par ma mission à inventer des idées entièrement nouvelles, ni à développer des sentimens encore inconnus. Si M. Adams s'était imposé cette gêne, le congrès aurait perdu le profit de ses revendications hardies et frappantes des droits de la révolution, car c'est M. Adams plus qu'aucun autre, ce sont ses discours brûlans et confians qui nous ont encouragés et soutenus au milieu des difficultés qui nous environnaient, et qui pesaient sur nous comme l'action incessante de la gravité. Quoi qu'il puisse penser aujourd'hui de la déclaration de l'indépendance, je veux dire, à l'honneur de M. Adams, qu'il l'a soutenue avec habileté et avec zèle, et qu'il a intrépidement combattu pied à pied pour la défense du moindre mot. Quant à moi, je crus devoir en cette occasion rester un auditeur passif des opinions des autres, juges plus impartiaux que moi du mérite ou du démérite de mon œuvre... J'étais assis à côté du docteur Franklin, qui s'aperçut que je n'étais pas insensible aux mutilations qu'on lui faisait subir. « J'ai pour règle, me dit-il, d'éviter autant que possible les fonctions de rédacteur des papiers d'état qui sont destinés à être revus par un corps public. J'ai tiré cette leçon d'un incident que je vais vous raconter. Quand j'étais ouvrier imprimeur, l'un de mes compagnons, apprenti chapelier, ayant terminé son apprentissage, était sur le point d'ouvrir boutique pour son propre compte. Son premier soin fut d'avoir une jolie enseigne avec une inscription à l'avenant. Il la composa ainsi : *John Thompson, chapelier, fait et vend des chapeaux argent comptant*. Au-dessous, le portrait d'un beau chapeau. Cela fait, il voulut soumettre son idée à l'avis et aux amendemens de ses amis. « Le mot *chapelier* est une tautologie, lui dit le premier, puisqu'il est suivi des mots *fait des chapeaux*, ce qui indique assez l'état de chapelier.» Le mot fut retranché. « Pourquoi, dit le second, ne pas omettre *fait?* Peu importe aux pratiques qui fait les chapeaux. S'ils sont bons et à leur goût, ils les achèteront sans demander qui les a faits. » Il effaça le mot. Un troisième fit remarquer que *argent comptant* était inutile. Ce n'était pas la coutume du lieu de vendre à crédit. Tous les acheteurs s'attendaient à payer.

Argent comptant fut sacrifié; il ne restait donc plus de l'inscription que *John Thompson vend des chapeaux.* « *Vend des chapeaux!* lui dit un autre ami; allons donc! personne ne s'attend à ce que vous les donniez pour rien. A quoi bon ces mots? » Ils furent biffés; *chapeaux* partagea leur sort : il y en avait un peint sur l'enseigne, c'était bien assez. En définitive, l'inscription fut donc réduite à ceci : *John Thompson*, et au-dessous l'image d'un chapeau. »

III.

La déclaration de l'indépendance adoptée, Jefferson découvrit bien vite qu'il n'y avait plus pour lui rien de grand à faire dans le congrès. Il ne pouvait y rester sans s'amoindrir; il en sortit pour se consacrer à l'œuvre la plus importante qu'un citoyen étranger à l'armée et à la diplomatie pût alors accomplir, la réforme de la législation civile dans la Virginie, sa colonie natale. Depuis un an, cette réforme était impatiemment attendue par les politiques du nord de l'Union. Il y avait dans l'esprit et l'état social des colonies coalisées contre l'Angleterre de frappantes dissemblances. Au sud, le sol appartenait à de grands propriétaires entourés d'esclaves et de petits cultivateurs. Les substitutions et le droit d'aînesse perpétuaient les richesses et le pouvoir dans une aristocratie qui occupait presque toutes les fonctions publiques. Le culte anglican était celui de l'état. La société et l'église étaient constituées d'une façon hiérarchique. Au nord au contraire, l'esprit d'égalité régnait dans la société comme dans l'église. « Je crains beaucoup les effets de cette diversité de mœurs et d'institutions, écrivait John Adams à Joseph Hawley le 28 novembre 1775. Elle deviendra fatale, si de part et d'autre on ne met beaucoup de prudence, de tolérance, de condescendance. Des changemens dans les constitutions du midi seront nécessaires, si la guerre continue; ils pourront seuls rapprocher toutes les parties du continent. »

Ce n'était pas seulement dans le désir de rendre les États-Unis plus homogènes, et de faire cesser toute cause de division et de séparation, que John Adams souhaitait une semblable révolution intérieure dans le midi. Des passions moins pures se mêlaient à cette patriotique pensée, et lorsqu'il apprit que Patrick Henry partageait ses vues et se montrait disposé à les réaliser en Virginie, il savoura le mauvais plaisir qu'un plébéien envieux trouve dans l'humiliation des grands : « Les *dons,* les pachas, les nobles, les patriciens, les *sachems,* les nababs, appelez-les comme vous voudrez, soupirent, gémissent et se tourmentent; ils frappent du pied, ils écument, ils jurent, mais c'est en vain. Le décret est lancé, il ne saurait être rappelé; une liberté plus égale que dans toute autre partie du monde doit s'établir en Amérique. Cette exubérance d'orgueil qui a produit la domination insolente d'un petit, très petit

nombre de familles opulentes et accapareuses, sera rabaissée. Ils seront contraints à se tenir plus près des confins de la raison et de la modération qu'ils n'y sont habitués. Voilà tout le mal qu'ils auront à endurer. Cela leur sera bon dans ce monde et dans tous les autres. L'orgueil n'a été donné à l'homme que pour le tourmenter. »

Jefferson ne partageait pas ces passions haineuses; mais un sentiment plus orgueilleux et plus révolutionnaire encore que celui de John Adams l'animait : le mépris du passé, la prétention de refaire la société à l'image de ses idées. Il appartenait à l'aristocratie virginienne, et il se proposait de la détruire, non pour se donner une satisfaction de vainqueur, non pour mettre les lois de son état en harmonie avec celles des autres parties de l'Union, mais pour se donner une satisfaction de logicien, et pour mettre le droit civil en harmonie avec l'idée qu'il se faisait du gouvernement républicain. « Quand je quittai le congrès en 1776, ce fut avec la conviction que tout notre code devait être revu et adapté à notre forme républicaine de gouvernement. Il était nécessaire de le corriger dans toutes ses parties, en ne tenant compte que de *la raison.* »

Par *la raison,* Jefferson entendait la sienne. Le gouvernement républicain peut régir et a régi en effet des sociétés profondément diverses. L'esprit de Jefferson ne concevait pas la république sans la démocratie, ni la démocratie sans la puissance souveraine et incontestée du grand nombre. Tout ce qui dans la société virginienne pouvait contenir et limiter cette puissance, tout ce qui n'en relevait pas directement, tout ce qui pouvait conserver une existence indépendante et propre fut sacrifié dans son plan de révolution. Il ne se borna point à proposer à l'assemblée de la Virginie le rappel des lois, tombées d'ailleurs en désuétude, qui portaient atteinte au principe de la liberté religieuse; il lui demanda la séparation absolue de l'église et de l'état, parce qu'un clergé qui tient de l'état son salaire n'est pas dans la dépendance immédiate des masses. Il ne se borna point à recommander la suppression du droit d'aînesse, qui portait atteinte à la liberté de tester; il voulut annuler les substitutions par lesquelles les fondateurs de la Virginie avaient librement disposé de leurs biens et assuré la perpétuité de leurs familles, parce que les grandes fortunes héréditaires donnent un pouvoir que le peuple reconnaît, mais qui ne vient point de lui. « Je n'ai pas la prétention, a dit Jefferson, de m'attribuer à moi seul le mérite d'avoir fait adopter ces mesures, j'eus dans le débat d'habiles coadjuteurs; je me borne à rappeler que les mesures furent proposées et rédigées par moi. Je les regardais comme les divers élémens d'un système destiné à déraciner le moindre germe d'une aristocratie ancienne ou future et à poser les bases d'un gouvernement vraiment républicain. »

Si les grands propriétaires virginiens s'étaient placés en dehors du droit commun par la jouissance de priviléges fiscaux ou politiques, si dans la lutte contre l'Angleterre ils avaient séparé leur cause de celle du pays, s'ils s'étaient rendus odieux au peuple ou dangereux pour les défenseurs de l'indépendance américaine, je comprendrais l'empressement de Jefferson à miner leur prépondérance; mais en fait personne dans la colonie n'était exempt de l'impôt. Tout franc tenancier avait le droit de prétendre aux fonctions et à l'influence : le seul privilége des gentilshommes virginiens, c'était le prestige qui s'attache à la richesse, prestige naturel, dont l'opinion ne s'alarmait nullement, dont elle ne réclamait point la destruction, et qui jetait sur la colonie tout entière un éclat dont la cause de l'indépendance avait profité. C'était la classe supérieure qui avait fait la grandeur et la puissance de la Virginie, c'était elle qui avait entraîné les masses dans le mouvement révolutionnaire, et donné des chefs à l'armée et au congrès. Jefferson ne pouvait la regarder ni comme un ennemi à désarmer, ni comme une victime à sacrifier aux fantaisies populaires. Sans nécessité politique, il a prématurément brisé cette aristocratie qui avait été la gardienne des libertés publiques contre l'Angleterre, et qui pendant longtemps encore pouvait rester la gardienne des libertés publiques contre la démocratie.

La démocratie a besoin d'être contenue, sans quoi elle se livre à des emportemens qui la perdent. C'est pour elle une bonne fortune que de n'être pas entièrement livrée à elle-même, et de trouver à ses côtés un élément aristocratique qui, sans se mettre en opposition avec ses aspirations légitimes, ose combattre ses impatiences et ses excès. Elle est naturellement envahissante; elle tend naturellement à renverser toutes les barrières qu'on lui oppose. Ce que Jefferson a fait pour elle sans qu'elle le demandât, elle n'eût été que trop vite amenée à le faire elle-même; pourquoi a-t-il devancé son vœu? « Parce qu'il fallait, dit-il, profiter du moment où nos gouvernans étaient honnêtes et où nous étions unis pour établir nos droits essentiels sur une base légale. A partir de la conclusion de la guerre, nous commencerons à descendre la colline. On n'aura plus alors sans cesse besoin de faire appel à l'appui du peuple. On l'oubliera dès-lors, et l'on ne se préoccupera plus de ses droits. Il s'oubliera lui-même, il ne pensera plus qu'à faire de l'argent, il ne songera plus à s'unir pour faire respecter ses droits. Les chaînes qui n'auront pas été brisées à la fin de cette guerre subsisteront longtemps, et deviendront de plus en plus lourdes, jusqu'à ce qu'enfin nos droits revivent ou succombent au milieu des convulsions politiques. » Sombre prophétie, qui ne devient que trop vraie lorsque, la détournant de son chimérique objet, l'église anglicane et la grande propriété, on l'applique à l'esclavage! C'étaient là les chaînes qu'il fallait briser avant

que les idées de droit, de justice et de liberté mises en mouvement par la guerre de l'indépendance eussent perdu leur empire, avant que les esprits fussent rentrés dans leur ornière égoïste et matérialiste, et que le mal fût devenu assez invétéré et assez insupportable pour qu'on ne pût le guérir qu'au prix de convulsions sociales dans lesquelles les droits de l'humanité et l'unité de l'Amérique sont également exposés à succomber. L'esclavage, c'était le seul privilége odieux de l'aristocratie virginienne, le seul obstacle à l'amélioration du sort de la classe inférieure, la seule cause sérieuse de division entre les états du nord et ceux du midi, le seul germe de mort qu'il fût urgent d'extirper du sein de la jeune société américaine.

A ce fléau public, Jefferson n'a su opposer que de bonnes intentions. Ce réformateur téméraire, ce logicien impitoyable qui n'avait pas hésité à sacrifier brusquement à de fausses théories l'organisation traditionnelle de son pays, s'en remit à l'avenir du soin de renverser une institution détestable dont l'avenir ne pouvait que développer la force et les vices. Tout ce qu'il eut le courage d'entreprendre contre l'esclavage dans l'assemblée de la Virginie, ce fut de proposer en 1778 un bill prohibant l'importation des esclaves. Courage trop facile! Lui-même nous apprend qu'en fait l'importation des esclaves avait été suspendue par la guerre, et que le bill ne fut combattu par personne. Il était profitable pour tout le monde; c'était un règlement protectioniste en même temps qu'une mesure d'humanité. Les propriétaires virginiens étaient déjà et sont toujours restés les ennemis intéressés de la traite. Produisant eux-mêmes un nombre d'esclaves supérieur à leurs besoins et souvent à leurs ressources, ils se trouvaient placés dans la dure nécessité de vendre des hommes nés et élevés dans leur famille aux états qui, comme la Caroline du sud et la Georgie, manquaient encore de bras, et de spéculer sur les idées de justice alors répandues dans le monde, pour rendre ce monstrueux commerce plus lucratif. Supprimer l'importation, c'était supprimer la concurrence que les négriers faisaient aux éleveurs et donner à ceux-ci le monopole d'un trafic qui passe à bon droit pour le trait le plus odieux de l'esclavage en Amérique. Devenue générale aux États-Unis depuis 1808 par un acte du congrès, la prohibition des esclaves étrangers au sol a de plus en plus donné aux esclaves américains le caractère d'une marchandise, sans empêcher leur nombre de s'élever du chiffre de six cent quatre-vingt-dix-sept mille, qu'il avait atteint en 1790, à celui de trois millions deux cent mille, que donne le recensement de 1850. Jefferson avait prévu cette effrayante progression. Ce qu'il fallait faire pour l'arrêter, il l'a indiqué dans ses mémoires en racontant les travaux de la commission chargée de réviser les lois de la Virginie :

« Notre bill au sujet des esclaves ne fut qu'un digeste de toutes les lois qui les concernaient. Il n'y était nullement question d'un plan d'émancipation générale et future. On pensa qu'il valait mieux tenir ce plan en réserve, et ne tenter de le produire que par voie d'amendement et quand le bill serait présenté. On convint cependant des principes de l'amendement : donner la liberté à tous ceux qui naîtraient après un jour déterminé, puis les déporter à un âge convenable; mais on trouva que l'opinion publique n'était pas encore en état de supporter une semblable proposition; elle ne l'est pas davantage aujourd'hui. Le jour pourtant n'est pas éloigné où il faudra qu'elle la supporte et qu'elle l'adopte, sans quoi de plus grands maux s'ensuivront. Rien n'est plus clairement écrit dans le livre du destin : il faut que ces hommes soient libres, et il n'est pas moins certain que les deux races également libres ne peuvent vivre sous le même gouvernement. La nature, l'habitude, l'opinion ont établi entre elles des lignes indélébiles de démarcation. Il est encore en notre pouvoir de régler la marche de l'émancipation et de la déportation, d'accomplir la réforme paisiblement, et assez progressivement pour que le mal disparaisse d'une façon presque insensible, et que la place des nègres soit prise *pari passu* par des travailleurs blancs et libres. Si au contraire on abandonne la solution à la force des choses, la nature humaine doit frémir à la perspective qui s'ouvre devant nous. On chercherait en vain des exemples dans la déportation et l'extermination des Maures par les Espagnols. Ce précédent resterait bien au-dessous de notre cas. »

Au moment où Jefferson écrivait ces paroles à l'adresse de la postérité, comment parlait-il à ses contemporains? C'était en 1821. Les États-Unis sortaient à peine d'une crise terrible. Un nouvel état, le Missouri, demandait à entrer dans l'Union. Pour y être admis, serait-il ou non obligé de renoncer à l'esclavage? Telle était la question qui avait partagé l'Amérique en deux camps ennemis.

« Chaque état, écrivait alors Jefferson, a seul le droit de régler la condition des différentes classes d'hommes qu'il renferme. Aucun article de la constitution ne leur a enlevé ce droit pour le donner au gouvernement général... La vraie question pour les états affligés de cette malheureuse population, c'est de savoir si l'on fera présent à nos esclaves de la liberté et d'un poignard, car si le congrès a le pouvoir de régler la condition des habitans des divers états au sein de ces états, il pourra, en vertu du même pouvoir, décréter la liberté pour tous. Dans la situation actuelle, nous tenons le loup par les oreilles, et nous ne pouvons sûrement ni le tenir, ni le lâcher. Dans un des plateaux de la balance, la justice; dans l'autre, la sûreté de nos personnes... Au fond, la question du Missouri n'est pas une question morale, c'est une question de prépondérance,... c'est un coup de parti. Les chefs du fédéralisme n'ont pu conquérir le pouvoir en ralliant des partisans au principe monarchique, principe qui pouvait amener des divisions personnelles, non des divisions locales. Ils virent de bord aujourd'hui; ils jettent à la baleine un nouveau harpon. Ils profitent des sentimens vertueux du peuple pour amener une division de partis qui coïncide avec des divisions géographiques.»

Jefferson ne se bornait donc point à représenter les assemblées locales comme le seul instrument possible de l'émancipation; il manifestait des doutes sur la possibilité de l'émancipation elle-même, il accusait le congrès de vouloir s'en faire juge et les fédéralistes d'inventer au profit de leur parti des nouveautés dangereuses. Il y avait là un singulier manque de mémoire et de bonne foi. De tout temps, le congrès s'était reconnu impuissant à guérir le mal dans les états anciens, mais de tout temps il avait cherché à le circonscrire dans leurs limites, et le nom de Jefferson était resté attaché à la mesure la plus radicale qui eût jamais été proposée à cet effet. En 1784, alors que les passions publiques n'étaient point encore en jeu dans cette question, et qu'il n'y avait aucun danger à être franchement de son avis, il avait voulu que l'esclavage fût exclu de tous les états qui pourraient se former sur le territoire que l'Union possédait dans l'ouest, et après de longues hésitations le congrès n'avait adopté cette idée qu'en la mitigeant, et en restreignant l'exclusion à la région qui s'étend au nord-ouest de l'Ohio. Les mémoires de Jefferson sont aussi curieux par ce qu'ils omettent que par ce qu'ils renferment. On n'y trouve pas la moindre allusion à ce projet, dont celui qui l'avait présenté aurait pu se faire honneur. C'est qu'en 1821 Jefferson ne se souciait pas de cet honneur-là. L'institution de l'esclavage avait porté ses fruits dans la Virginie. « Cet état est dans une effroyable détresse, écrivait-il. J'ai vu vendre des terres pour le revenu d'une seule année, et l'on me dit qu'au-delà des montagnes, de bons esclaves se vendent pour 100 dollars et de bons chevaux pour 5. » Le seul moyen d'éviter une ruine complète, c'était d'ouvrir de nouveaux débouchés à des produits humains qu'on ne pouvait plus nourrir, et qui dépérissaient sur place; il fallait répandre le mal au dehors pour diminuer son intensité à l'intérieur. « Voilà des états de bonne volonté qui consentent à partager le mal avec nous. L'effort fait par un parti pour les en empêcher est regardé par l'autre comme le meilleur moyen de rendre le mal incurable en le concentrant, et de détruire toute chance d'une extirpation finale... Je sais bien une chose : c'est qu'en laissant les esclaves du midi se répandre dans l'ouest, on ne fera point partager leur misérable condition à un seul être humain de plus, que leur diffusion sur une grande surface les rendra individuellement plus heureux, facilitera leur émancipation en divisant le fardeau sur un plus grand nombre de coadjuteurs, et hâtera le moment où nous pourrons nous débarrasser de cette plaie. Ceux qui en souffrent l'attendent avec plus d'impatience que les bruyans politiques qui prétendent s'arroger le monopole de l'humanité. » Attente stérile, et qui restera toujours telle tant qu'à l'exemple de Jefferson, les hommes

d'état du midi sacrifieront la justice et la bonne politique sur l'autel de la popularité!

Dans les délibérations secrètes du congrès, dans ses conversations particulières, dans sa correspondance intime, dans ses mémoires posthumes, Jefferson a tenu à honneur de marquer explicitement son avis au sujet de l'esclavage. Il ne pouvait penser sans émotion et sans effroi aux misères que l'esclavage entraîne et aux terribles conséquences de l'antagonisme entre les deux races; il ne voulait pas en être responsable aux yeux de la postérité, mais il ne voulait pas davantage entrer en lutte avec l'opinion de ses contemporains. « Si nous ne faisons rien, écrivait-il à M. Tucker après le massacre des blancs à Saint-Domingue, nous serons les meurtriers de nos enfans. » Et pour s'absoudre à ses propres yeux de n'avoir rien fait, il sentait le besoin de se dire que « s'il était resté dans les conseils de son état, il n'aurait jamais laissé perdre la question de vue. »

Il se trompait lui-même. « Je tremble pour mon pays lorsque je songe que Dieu est juste, » avait-il dit aussi dans des *Notes sur la Virginie* rédigées à la requête de M. de Marbois et destinées à ne recevoir qu'une publicité de salon; mais lorsque le général de Chastellux lui demanda l'autorisation de les publier dans le *Journal de Physique,* Jefferson ne consentit à la donner qu'à la condition expresse de supprimer toutes les attaques contre l'esclavage. Le *Journal de Physique* pouvait tomber dans les mains du premier venu. Lui-même nous a appris qu'il était de ceux auxquels il répugne également de taire leur avis et de le publier, de se condamner à la réserve et de se compromettre. « Je n'ai jamais eu, en politique ou en religion, une opinion que j'aie craint d'avouer;... mais je n'aime pas à attirer l'attention, et je tiens à ne pas livrer mon nom aux journaux, car je trouve l'ennui causé par un peu de censure, même imméritée, plus vif que le plaisir d'être beaucoup loué. » Avec une singulière hardiesse d'esprit et de langage, Jefferson n'avait point de courage politique.

Le courage militaire lui manquait-il comme le courage politique? Ses ennemis l'ont beaucoup dit, et ils se sont appuyés sur sa conduite comme gouverneur de la Virginie pendant l'invasion de la province par les troupes anglaises en 1781. De l'aveu de tous, tant que le théâtre de la guerre fut éloigné, tant que la mission militaire du gouverneur se réduisit à pourvoir d'hommes, d'argent, de vivres, de munitions et de renseignemens l'armée du général Washington devant New-York, et celle du général Greene dans les Carolines, il fit preuve de beaucoup d'activité, de jugement et de décision. Puis, lorsque le danger se rapprocha, soit que les attaques de l'ennemi fussent réellement irrésistibles, soit que Jefferson les ju-

geât trop facilement telles, il resta impuissant et inactif. Arnold, suivi de quelques centaines de soldats, put impunément se jeter sur la Virginie comme sur une proie, pénétrer jusqu'au cœur d'une province qui se vantait de compter cinquante mille hommes de milice, occuper la capitale, chasser devant lui le gouverneur et l'assemblée, et se replier sur la côte après avoir tout saccagé sur son passage. Cette brusque invasion devint le signal d'une série de razzias qui coûtèrent plus de soixante-quinze millions de francs aux propriétaires virginiens, et mirent plus d'une fois la vie des patriotes en danger. L'assemblée, réunie à Charlotteville, faillit tomber tout entière entre les mains du colonel Tarlton. Surpris lui-même dans sa maison par un corps de cavalerie, Jefferson ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. « Croirait-on, a-t-il dit, que cette fuite est devenue, entre les mains des hommes de parti, la matière de je ne sais combien de volumes d'injures? On l'a chantée en vers, et l'on a dit en humble prose comment, oubliant le noble exemple du héros de la Manche et ses moulins à vent, je m'étais refusé à entrer seul en guerre contre une légion, et à accepter un combat dans lequel il eût été glorieux de vaincre. » Jefferson ne s'est jamais senti fort jaloux d'imiter don Quichotte, et il y aurait mauvaise grâce à le lui reprocher, si, dans un temps où tout citoyen se faisait soldat et où tout gouverneur pouvait se trouver transformé en général, il n'eût pas été forcé de reconnaître un peu trop tard son peu de vocation pour le métier des armes. « A la fin de la seconde année de mon administration, je me démis de ma charge. Le pays était sous le coup d'une invasion; les services militaires pouvaient seuls être utiles. Ne me sentant pas préparé par mon genre de vie et mon éducation au commandement des armées, je crus devoir ne point me placer sur le chemin de talens plus appropriés que les miens aux circonstances où se trouvait alors le pays. Je proposai donc moi-même à mes amis dans la législature de nommer gouverneur le général Nelson, qui commandait la milice de l'état. »

A tort ou à raison, les masses ne sont guère disposées à comprendre des actes d'abnégation de cette nature. Accusé par la clameur populaire de n'avoir pas su mettre le pays en état de défense, d'avoir trop veillé à sa sûreté personnelle et d'avoir abandonné au moment du péril un poste qu'il devait à la confiance de ses concitoyens, Jefferson fut un instant menacé d'être appelé à répondre de sa conduite devant l'assemblée générale. Bientôt pourtant la prise de Yorktown par Washington vint faire oublier à la Virginie les souffrances qu'elle avait endurées, dissiper l'irritation publique, et rendre l'opinion à des sentimens plus indulgens ou plus justes. La demande de mise en accusation n'eut pas de suite, et l'assemblée, émue de l'humiliation excessive qui avait été infligée à Jefferson, adopta

même une déclaration où, « afin de repousser toute censure imméritée, elle adressait ses remercîmens sincères à Th. Jefferson, écuyer, pour son administration impartiale, intègre et attentive, » mais en appuyant sur ses qualités civiles avec une insistance qui pouvait passer pour de la malice, et qui empoisonnait un peu la consolation donnée à l'ex-gouverneur. Il avait grand besoin de consolation. Les sarcasmes dont il avait été l'objet l'avaient profondément froissé, sa confiance en lui-même était ébranlée, et bien qu'il ait souvent cherché à faire plus de bruit qu'alors de sa passion pour la retraite, il ne se sentit jamais aussi sincèrement dégoûté de la vie publique. Monroe le pressait d'y rentrer; il s'y refusa.

« J'ai bien examiné mon cœur, répondit-il, pour savoir si j'étais radicalement guéri de toute ambition politique, et s'il n'en restait pas quelque atome caché qui pût venir me tourmenter un jour, lorsque je me serais définitivement renfermé dans les limites de la vie privée. Je me suis convaincu que la dernière fibre de cette passion avait été arrachée. J'ai recherché alors si j'avais le droit de me retirer. Je me suis dit que par un sacrifice constant de mon temps, de mon travail, de mes devoirs envers ma famille et mes amis, loin de gagner l'affection de mes concitoyens, seule récompense que j'aie jamais demandée, et dont je puisse sentir le prix, j'ai même perdu le peu d'estime dont j'avais joui autrefois. J'aurais pu me consoler de la désapprobation de braves gens mal renseignés; mais celle de leurs représentans a été un coup auquel je ne m'attendais pas. Sans doute elle a été suivie d'une déclaration qui me disculpe; mais cela n'empêche pas que j'aie été soupçonné aux yeux du monde, sans qu'on lui ait jamais rien dit publiquement qui puisse l'empêcher de supposer que j'ai été accusé de trahison du cœur en même temps que de faiblesse d'esprit. Je sens que cet outrage a fait à mon cœur une blessure que la tombe, qui guérit tout, pourra seule guérir. »

Peu de mois après, la tombe s'ouvrait à ses côtés, non pour lui, mais pour « la compagne chérie dont l'affection, toujours égale et toujours partagée, lui avait donné dix ans de bonheur. » Son désespoir fut profond et touchant. L'une de ses filles, Mme Randolph, a raconté comment il soigna et pleura celle dont la mort vint le rendre insensible aux cuisantes blessures dont il avait cru ne pouvoir trouver la guérison que dans son propre tombeau.

« Jamais femme n'a rempli les fonctions de garde-malade avec autant de tendresse et de sollicitude : lui, ses sœurs et ma tante Carr veillaient tour à tour ma pauvre mère. Elle languit pendant quatre mois, et pendant tout ce temps il se tint sans cesse auprès d'elle, ne quittant le chevet de la malade que pour aller écrire dans un petit cabinet dont la porte donnait sur le lit. Un instant avant la fin, sa sœur, Mme Carr, l'entraîna loin de la chambre dans un état voisin de la défaillance. Elle eut beaucoup de peine à l'amener jusque dans sa bibliothèque, où il s'évanouit et resta si longtemps couché et insensible, que l'on crut ne pouvoir point le rappeler à lui. Je ne fus pas témoin de la scène qui suivit; mais je n'oserai jamais décrire la violence de son cha-

grin, lorsque, le soir, j'entrai dans sa chambre à la dérobée. Il se renferma chez lui pendant trois semaines. Je ne le quittai pas un instant. Jour et nuit, il se promenait incessamment en long et en large, ne consentant à se reposer que lorsque ses forces étaient épuisées, et se jetant alors sur un grabat qu'on avait placé par terre au moment où il s'était trouvé mal. Il quitta enfin sa chambre, se fit amener son cheval, et depuis ce moment on le vit sans cesse errant dans les montagnes, dans les sentiers les plus écartés et dans les bois. Je fus souvent sa compagne dans ces tristes promenades et le témoin solitaire de ses brusques transports de douleur. »

Il retrouva enfin un peu de calme, et le 26 novembre 1782, deux mois après la mort de sa femme, il écrivait au chevalier de Chastellux :

« Votre lettre m'a trouvé sortant un peu de la stupeur d'esprit qui m'avait rendu aussi mort au monde que celle dont la perte l'avait causée. Votre lettre a rappelé à ma mémoire qu'il y a encore parmi les vivans des personnes à l'affection desquelles j'attache quelque prix... Avant cet événement, mon plan de vie était arrêté; je m'étais retiré dans les bras de la retraite, je me reposais de mon bonheur futur sur mes affections domestiques et sur mes travaux littéraires. Un seul événement a emporté toutes ces vues d'avenir, et laissé dans ma vie un vide que je ne me sentais pas le courage de combler. Un appel du congrès, qui m'oblige à passer l'Atlantique, m'a trouvé dans cet état d'esprit, et afin qu'au devoir vînt s'ajouter la tentation, j'ai appris en même temps, par son excellence le chevalier de la Luzerne, qu'un vaisseau de guerre sur lequel vous devez passer en France met à la voile dans le milieu de décembre. J'ai accepté la nomination, et ma seule préoccupation est aujourd'hui de surmonter tous les obstacles qui peuvent retarder mon départ, et m'empêcher de vous rejoindre et de faire le voyage avec vous; je mesure tendrement votre affection à la mienne, et je ne vous demande pas si vous consentez. »

« Résider à Paris auprès d'une cour polie, et vivre dans la société des *literati* du premier ordre, » c'était, depuis que les États-Unis avaient une diplomatie, le rêve favori de Jefferson. Par deux fois déjà, le congrès lui avait offert le moyen de le réaliser, et sa tendresse pour les siens, « qu'il ne voulait ni laisser derrière lui, ni exposer aux dangers de la mer et aux attaques des croiseurs anglais, » l'avait seule empêché, en 1776 et en 1781, de devenir collègue du docteur Franklin à Paris. Appelé en 1782, sur la proposition de Madison, son ami, à prendre part à la négociation de la paix avec l'Angleterre, il n'avait pu cette fois résister à la tentation. Après les malheurs politiques et domestiques dont il avait été frappé, « il sentait le besoin de changer de scène, » et il attendait avec impatience l'occasion de s'exercer sur un nouveau théâtre, lorsque son espoir fut déçu par la nouvelle de la conclusion de la paix. Il rentra chez lui triste et mécontent; mais, décidé à ne pas rester dans la retraite, il se fit envoyer au congrès par son état. Ce n'était évidemment pour lui qu'un pis-aller. Mal constitué, impuissant à faire exé-

cuter ses réquisitions, le congrès avait perdu depuis la paix le peu d'autorité dont il avait été nominalement revêtu dans les temps difficiles, et il s'agitait vainement pour la reconquérir. Jefferson ne pouvait s'y sentir à sa place, et au milieu des longs et monotones débats sur le système monétaire des États-Unis, sur le mode de ratification du traité avec l'Angleterre, et sur le gouvernement du territoire occidental, il songeait à l'Europe. Aussi, dans un rapport sur l'état des relations extérieures, s'empressa-t-il de faire ressortir avec force la nécessité de conclure des traités de commerce avec tous les peuples, et d'entamer promptement à ce sujet des négociations dont Paris devait être le centre, et auxquelles il se promettait d'assister. En vain les délégués du Massachusetts cherchèrent-ils à le dégoûter de la diplomatie en faisant réduire le traitement des ministres étrangers de 11,000 dollars à 9,000. Il n'était pas avide, et il était décidé à réussir. Ne pouvant toutefois proposer lui-même ses services au congrès, il se remit de ce soin à la complaisance de l'un de ses collègues virginiens. L'idée soumise au congrès obtint son assentiment, et une commission générale, composée de Jefferson, de Franklin et de John Adams, fut chargée de proposer simultanément des traités de commerce à l'Angleterre, à la ville de Hambourg, à la Saxe, à la Prusse, au Danemark, à la Russie, à l'Autriche, à la république de Venise, au saint-siége, au roi de Naples, à la Toscane, à la Sardaigne, à la république de Gênes, à l'Espagne, au Portugal, à la Porte, aux régences d'Alger, de Tripoli, de Tunis, et à l'empire du Maroc!

V.

Le séjour de Jefferson en Europe est l'une des portions les plus curieuses de sa vie, moins par ce qu'il y a fait que par ce qu'il y a vu et pensé. Un radical du Nouveau-Monde, l'esprit encore imbu des traditions anglo-saxonnes, venant juger l'Europe et lui emprunter en les modifiant les idées et les passions anarchiques qui surgissaient au sein de l'ancien régime, c'est un spectacle intéressant en lui-même et qu'il importe d'étudier avec soin pour comprendre le rôle que Jefferson joua plus tard dans son pays à la tête du parti démocratique. Ce fut en France qu'il apprit à détester la vieille organisation sociale de l'Europe et tout ce qui s'y rattachait encore en Amérique; ce fut en France qu'il prit en haine la puissance de l'aristocratie et du clergé qu'il avait jusque-là attaquée sans colère; ce fut en France qu'emporté par le mouvement philosophique du XVIIIe siècle, cet esprit naturellement aventureux s'enhardit jusqu'à la folie. Tout est mis en question sous ses yeux. Les grands problèmes de la science politique sont posés devant lui, et il les aborde avec une intrépidité présomptueuse et une assurance dogmatique

qui tiennent autant de la légèreté que de la force, et qui indiquent plus de goût que d'aptitude pour les généralisations philosophiques. Il veut se rendre compte de ses idées, de ses passions, de ses instincts, et il les exagère en les traduisant en maximes tranchantes et hasardées qu'il a le bon sens de ne pas prendre trop au sérieux; il se lance dans des théories qui auraient paru chimériques à Rousseau et anarchiques à Babeuf, sans perdre jamais entièrement en présence des faits, dans le conseil ou dans l'action, cet esprit politique et cette intelligence de la liberté qu'il avait reçus en héritage de ses pères, et qui ont manqué à tous les radicaux français.

Il arriva le 6 août 1784 à Paris, porteur de ses instructions. Franklin ne put s'empêcher de leur faire un accueil un peu ironique : « Vous voyez, écrivait-il à John Adams, qu'on nous a taillé bien de la besogne. Nous avons à conclure en deux ans des traités avec quelque chose comme une vingtaine de puissances : nous ne pourrons pas manger le pain de paresse, et de peur que nous ne nous laissions aller à trop manger, nos maîtres viennent de diminuer nos appointemens. J'approuve leur économie, et je vais l'imiter en diminuant mes dépenses. Nous avions trop bien traité nos compatriotes lorsqu'ils venaient ici. De retour chez eux, nos hôtes se sont empressés de raconter à notre désavantage notre libéralité excessive; on en a été choqué. A l'avenir, ils n'auront qu'à se contenter comme moi de bœuf rôti et de pudding. Les lecteurs des journaux du Connecticut ne seront plus épouvantés par les récits de notre extravagance. Pour ma part, si je pouvais me mettre à table en face d'un morceau de leur excellent porc salé et de leurs potirons, je ne donnerais pas un liard de toutes les recherches du luxe parisien. »

C'était surtout des recherches de l'esprit français que Jefferson était avide; il ne tarda pas à se convaincre qu'elles auraient à le dédommager de bien des déceptions, et à lui tenir lieu du plaisir de faire grande figure et d'accomplir de grandes choses pendant son ambassade. Les États-Unis étaient alors justement décriés dans le monde. Le congrès payait encore moins ses créanciers que ses agens; les négocians américains imitaient le congrès; les tribunaux américains protégeaient les négocians; les législatures locales encourageaient les tribunaux, blâmaient le pouvoir central de ne point approuver leur sympathie pour les banqueroutiers, refusaient d'obéir à ses réquisitions, et usurpaient ses fonctions sans pour cela mieux remplir les leurs. On pouvait croire et l'on croyait en Europe qu'il n'y avait plus en Amérique ni gouvernement ni justice. Le moment n'était pas opportun pour rechercher des alliances. Malgré le respect dont Franklin était entouré, et qui rejaillissait dans une certaine mesure sur ses collègues, leur situation était souvent désagréable et fausse. Assaillis par les réclamations d'anciens offi-

ciers français qui attendaient encore leur solde, mis en demeure par l'Angleterre et par la France d'expliquer la violation d'engagemens financiers et diplomatiques que les articles de confédération donnaient au congrès le droit de prendre, mais non d'exécuter, bafoués par les journaux de Londres, qui leur demandaient s'ils étaient assez nombreux pour représenter treize petites républiques rivales, exposés jusque dans les salons de Paris à entendre reprocher à leur gouvernement son impuissance et sa mauvaise foi, à leur pays son état de division et d'anarchie, ils n'avaient guère autre chose à faire que des vœux pour que l'excès du mal fît sentir à leurs concitoyens la nécessité du remède et l'urgence de réformer la constitution. « Au milieu de leurs belles qualités, s'écriait Jefferson, nos compatriotes ont un gros défaut : c'est l'infidélité à remplir leurs engagemens... Aussi le renom de l'Amérique dans l'ancien monde n'est-il pas très flatteur pour ses citoyens. Nous trouvons qu'il est très difficile de faire ici des arrangemens commerciaux. Il n'y a point de confiance en nous. On nous reproche surtout le non paiement de nos dettes et le manque d'énergie de notre gouvernement; ce n'est que depuis qu'il est question en Amérique d'augmenter les pouvoirs du congrès que je puis découvrir en Europe la moindre trace de respect pour les États-Unis. »

Ces paroles ont le ton d'une bien grande liberté d'esprit, mais les hommes de race anglo-saxonne ne courent guère le danger de pousser trop loin l'humilité nationale, et après d'amers aveux, il faut toujours s'attendre de leur part à de brusques retours d'orgueil patriotique. En dépit de l'Europe et de sa propre humeur, Jefferson restait bien convaincu de la supériorité de son pays sur tous les autres. « Quoi qu'on en dise, il n'y a point sous le ciel de gouvernement plus paisible et de peuple plus heureux et plus content... Si tous les maux qui peuvent sortir de notre forme républicaine de gouvernement à dater de ce jour jusqu'au jour du jugement dernier pouvaient être mis dans une balance et comparés à ceux que la monarchie impose à la France en une semaine et à l'Angleterre en un mois, la balance pencherait du côté de l'Europe. Par modestie, on se fait souvent injure; nos compatriotes abusent de cette vertu. Ils ne se doutent pas assez de leur supériorité. »

Exagération imprudente, qui dans toute autre bouche passerait pour de l'ironie. Jefferson la prenait fort au sérieux, et il attachait tant d'importance à trouver des argumens en faveur de sa thèse, qu'il invoquait à son profit les réformes comme les abus de l'ancien régime, l'édit de 1787 pour rendre l'état civil aux protestans comme la révocation de l'édit de Nantes, et au lieu de savoir gré à Louis XVI du premier pas qu'il avait fait pour se rapprocher du

principe de la liberté religieuse, il se donnait l'orgueilleux plaisir de montrer combien la France était encore éloignée du but que l'Amérique avait atteint. « L'édit sur les protestans, si longtemps attendu, vient enfin de paraître, écrit-il. En voici une analyse. Il reconnaît aux protestans le droit d'engendrer des enfans, le droit de mourir, le droit de nuire à la salubrité publique quand on ne les enterre pas (jusqu'ici les lois leur refusaient ces divers priviléges). L'édit ne les autorise ni à penser, ni à parler, ni à prier Dieu. Il énumère toutes les humiliations qu'ils continueront à subir, tous les fardeaux injustes qu'ils auront à supporter. Que faut-il penser de la condition de l'esprit humain dans un pays où une aussi misérable concession a causé des convulsions au sein de l'état? Et combien nous devons bénir notre situation, nous qui vivons dans un pays dont le plus ignorant campagnard est un Solon en comparaison des auteurs de cette loi! » Ce n'était pas seulement de la liberté de son pays et de l'esprit politique de ses concitoyens que Jefferson était fier; au moment où tant d'observateurs superficiels regardaient la révolution américaine comme avortée, et doutaient que la nouvelle république pût jamais se faire admettre dans la famille des nations, il avait foi dans l'avenir des États-Unis, et il parlait de leur force d'expansion avec toute l'insolence d'un annexioniste américain de nos jours. « Notre confédération est le nid destiné à peupler l'Amérique au nord et au sud; mais gardons-nous d'exercer trop tôt une pression sur les Espagnols. L'immense territoire qu'ils occupent ne peut être provisoirement en de meilleures mains; toute ma crainte, c'est qu'ils ne soient trop faibles pour le conserver jusqu'au jour où notre population sera en état de le leur enlever pièce à pièce. »

Ce sentiment hautain des grandes destinées de sa race ne suffisait pas à mettre Jefferson au-dessus des petites susceptibilités d'amour-propre national. Souvent blessé par les sarcasmes des journaux anglais, son patriotisme était même devenu singulièrement irritable, et se manifestait parfois avec une naïveté amusante à observer chez un homme aussi peu naïf. Les fermiers du New-Jersey mettaient depuis longtemps à leurs charrettes des roues dont la circonférence était d'une seule pièce. Un charron de Londres, auquel Franklin avait révélé ce fait, vint à prendre un brevet pour exploiter sa découverte. Je ne sais quel journal français lui en attribua tout le mérite, et affirma, dans son enthousiasme pour la merveille du jour, que l'ouvrier, homme fort lettré, avait puisé son idée dans Homère. Jefferson se crut obligé de prendre la plume : « Voilà encore, écrivait-il à M. de Crèvecœur, qu'ils nous volent une de nos inventions pour la donner aux Anglais... Si l'idée est d'Homère, nos fermiers ont seuls pu l'y trouver. Ce sont les seuls fermiers du

monde en état de lire Homère. Vous qui écrivez bien et facilement le français, envoyez promptement une ligne au journal afin de revendiquer l'honneur pour nos compatriotes. »

Les calomnies contre le climat de l'Amérique mises à la mode par l'*Histoire philosophique des deux Indes* le troublaient encore bien davantage. Elles avaient déjà excité l'impatience de Franklin et donné au grand art qu'il avait d'illustrer la vérité par des exemples une charmante occasion de s'exercer. Un jour, il donnait à dîner à Passy; la moitié des convives se composait d'Américains, l'autre de Français. Parmi ces derniers était l'abbé Raynal, qui s'empressa de développer sa théorie favorite avec son éloquence habituelle. A l'en croire, toutes les races d'animaux dégénéraient en Amérique, et l'homme lui-même n'échappait point à cette fatale influence. Franklin jeta un rapide coup d'œil sur ses hôtes : « Allons, monsieur l'abbé, lui dit-il, tâchons de régler aujourd'hui cette importante question. J'ai le plaisir de compter à ma table autant d'Américains que de Français; mes compatriotes sont tous assis du même côté, mes amis français se sont placés de l'autre. Les deux partis n'ont qu'à se lever; nous verrons chez lequel des deux peuples la nature a dégénéré. » Franklin avait su spirituellement profiter d'une singulière bonne fortune : ses Américains étaient tous grands et robustes; lui-même était d'une prestance imposante. Les Français de l'abbé Raynal étaient au contraire fort petits, et quant à l'abbé lui-même, il était remarquablement chétif. Obligé de décliner le défi, il ne voulut pas cependant s'avouer vaincu : « Cela ne prouve rien, monsieur le docteur, les grands hommes sont partout des exceptions. »

Jaloux d'un aussi beau succès et pressé de marcher sur les traces de son vénérable collègue, Jefferson voulut aussi entrer en lice pour la beauté des races américaines. Ce fut contre Buffon. Il s'agissait cette fois, non de l'homme, mais des animaux, et moins heureux que Franklin, Jefferson n'avait pas ses preuves sous la main. Pour démontrer à son illustre contradicteur qu'il faisait tort aux œuvres de Dieu dans le Nouveau-Monde, Jefferson pria le général Sullivan de lui procurer le squelette et la peau d'un élan d'Amérique. Il s'agissait de l'honneur du pays. Le général se mit en campagne avec autant de zèle et de vigueur que si on lui avait donné à enlever un corps d'armée anglais. La campagne coûta 1,000 francs. Avant d'en connaître les détails, Jefferson trouva que le chiffre était un peu gros; mais après avoir reçu le rapport du général, il dut se féliciter de n'avoir point à payer plus cher une expédition dont il récapitulait ainsi lui-même les beaux épisodes : « Les troupes mises en marche au mois de mars; — beaucoup de neige; — un troupeau attaqué; — un élan tué dans le désert; — une route percée; —

vingt milles parcourus la pioche à la main; — le cadavre traîné des frontières de l'état à la maison du général; — les ossemens nettoyés. — Enfin le brave homme s'est réellement donné beaucoup de mal, beaucoup plus que je n'aurais voulu; il l'a fait de bon cœur; je me sens son obligé. Et cependant, digne catastrophe d'une si belle tragédie, la caisse, les ossemens, tout est perdu. Ce chapitre d'histoire naturelle restera donc en blanc; mais j'ai écrit au général de ne point le remplir : je laisserai ce soin à mon successeur, lorsque je ferai ma révérence pour quitter Paris. »

Ce n'était point en France que Jefferson avait pu apprendre ces raffinemens un peu puérils de la petite vanité nationale. Il était alors de bon ton à Paris de tomber dans l'excès opposé. On ne disait plus : « Comment peut-on être Persan? » On commençait à dire : « Comment peut-on être Français? » et l'on se croyait bien à tort moins ridicule en médisant à tout propos de son pays qu'en le vantant sans mesure. Les révélations indiscrètes de quelqu'un de ses amis français avaient sans doute mis à nu devant Jefferson les plaies morales de la brillante société dans laquelle sa position le faisait vivre. Un an à peine après son arrivée à Paris, il était déjà au courant de ces mystères de la vie de famille que, même dans les pays où le relâchement des mœurs est le plus grand, il est toujours difficile à un étranger de pénétrer sans guide. « Vous êtes peut-être curieux de savoir, écrivait-il à M. Bellini, quelle impression ont produite sur un sauvage des montagnes de l'Amérique ces scènes si vantées du grand monde. Une impression très peu avantageuse, je vous l'assure. L'amour conjugal étant banni de tous les cœurs, le bonheur domestique, dont l'amour conjugal est la base, est ici entièrement inconnu. On le remplace par des intrigues qui nourrissent et fortifient toutes nos mauvaises passions, et qui ne donnent que de courts momens d'extase au milieu de jours et de mois entiers d'inquiétudes et de tourmens. Combien ces jouissances passagères sont inférieures à la félicité tranquille et permanente que les liens domestiques font goûter à presque tous les habitans de l'Amérique, les laissant libres de s'adonner à des occupations que la raison et la santé approuvent, et rendant vraiment délicieux les intervalles de repos! » Et ailleurs : « Croyez-moi, la morale à tirer de tout ce qu'on voit ici, c'est qu'il nous faut vivre en paix avec leurs personnes, mais en guerre avec leurs mœurs... Gardez-vous d'envoyer vos jeunes gens en Europe... Ils y apprendraient à regarder la fidélité conjugale comme une pratique indigne d'un homme de bonne compagnie. »

Jefferson n'était pourtant point un censeur assez intraitable pour ne pas trouver à la facilité et à la frivolité des mœurs françaises une explication et une excuse. « Pour un peuple dans leur situation, leur

manière de vivre est peut-être, après tout, la plus propre à donner le bonheur, » s'écriait-il avec l'indulgence d'un moraliste assez peu rigide. « Quelque trompeurs que soient leurs plaisirs, ils n'en sont pas moins la distraction la plus efficace qu'on puisse chercher au milieu de semblables maux; ils leur permettent d'oublier la dureté du régime sous lequel ils vivent. On a peine à comprendre au premier abord comment un aussi bon peuple, gouverné par un aussi bon roi et par des ministres aussi bien intentionnés, favorisé d'un si beau climat et d'un sol si fertile, soit rendu incapable de produire le bonheur humain par une seule malédiction, une mauvaise forme de gouvernement; mais c'est un fait... La France est le pays le plus riche et le plus mal gouverné de la terre; ses finances sont délabrées... De tous les états, c'est celui qui a le moins de crédit : elle ne pourrait emprunter un sou en Hollande. »

Il ne faut pas demander à Jefferson une connaissance bien approfondie des vices de ce régime, dont il peignait avec tant de force les mauvais effets. S'il avait été appelé à les corriger, il serait peut-être arrivé à les comprendre; mais il était de ceux qui ne voient juste et loin que lorsqu'il s'agit de se conduire. Tant qu'il se renfermait dans le rôle passif de spectateur, il se donnait en général le facile plaisir d'esprit d'observer avec partialité et avec légèreté, et de trouver dans les faits la confirmation des banalités révolutionnaires qu'il croyait utile de répéter à ses compatriotes. Pour les prémunir contre les séductions de la monarchie, il n'hésitait donc pas à mettre, sans plus ample examen, sur le compte de la royauté tous les maux de l'ancienne France. « Les rois, les nobles et les prêtres en sont seuls responsables, disait-il. Que ceux qui croient que les rois, les nobles et les prêtres sont de bons conservateurs du bonheur public viennent ici!... S'il entrait dans l'esprit de quelqu'un de nos concitoyens de souhaiter un roi, donnez-lui à lire la fable d'Ésope sur les grenouilles qui demandent un roi; si cela ne suffit pas à le guérir, envoyez-le ici; il retournera chez lui bon républicain... Nous devrions tous assiéger le trône de Dieu de nos prières pour qu'il extirpe de la face de la terre toute la classe de ces tigres et de ces lions humains, de ces *mammouths* qu'on appelle des rois. Périsse tout homme qui ne dira point d'eux : « Seigneur, délivre-nous de ce fléau! »

Jefferson n'était pas assez fanatique pour adresser ces belles tirades aux hommes par lesquels il tenait à être pris au sérieux, il se serait bien gardé d'envoyer de semblables déclamations à Washington; mais elles étaient bonnes pour la plèbe de ses correspondans américains. Ses correspondans français étaient traités avec un peu plus de respect; loin de leur prêcher le renversement de la monarchie et l'extirpation des *mammouths*, il leur recommandait la prudence dans les réformes, la mesure dans les désirs, l'esprit de conciliation et de com-

promis, la méfiance des nouveautés non encore éprouvées, et il leur proposait pour modèle non la république américaine, mais la monarchie constitutionnelle anglaise. Le 28 février 1787, peu de jours après la réunion de l'assemblée des notables, il écrivait à M. de La Fayette : « En gardant sans cesse devant les yeux le bon modèle de vos voisins, vous pourrez arriver pas à pas à une bonne constitution. Bien que le modèle ne soit point parfait, comme il a plus de chance de réunir beaucoup de suffrages que tout autre nouveau plan, il vaut mieux l'avoir en vue. Et quand même il faudrait acheter chaque progrès en remplissant d'or les coffres royaux, ce serait de l'argent bien employé. Il faut que le roi, qui a de si bonnes intentions, soit encouragé à répéter ces assemblées. Vous voyez combien, nous autres républicains, nous sommes portés à prêcher, lorsqu'une fois nous abordons la politique. » Et à la comtesse de Tessé, le 20 mars 1787 : « Si les notables veulent tenter des innovations pour lesquelles l'esprit public n'est point encore mûr, ils peuvent tout perdre et retarder indéfiniment le jour où l'on pourra atteindre le but auquel ils aspirent. »

Malgré ce sentiment de la supériorité du génie politique des Anglais, Jefferson n'éprouvait pour eux aucune sympathie; il les regardait encore comme des ennemis. L'hostilité naturelle qu'il avait conçue contre eux pendant la guerre de l'indépendance avait pris de jour en jour, depuis la conclusion de la paix, un caractère plus amer et plus systématique. La diplomatie américaine les avait trouvés sur son chemin dans toutes ses négociations. Grâce à leur malveillance et au mauvais renom qu'ils avaient partout donné aux États-Unis, les efforts de la commission générale pour contracter de nouvelles alliances en Europe étaient restés stériles, à ce point qu'elle avait vu arriver avec joie l'expiration de ses pouvoirs. Franklin était retourné à Philadelphie. Nommé son successeur à Paris, Jefferson n'éprouvait de la part du gouvernement et de la société polie que des marques de bienveillance. Envoyé en qualité de ministre plénipotentiaire à Londres, John Adams n'y rencontrait au contraire que mauvais vouloir et dédain. Le cabinet anglais se refusait non-seulement à exécuter le traité de 1783, à évacuer le territoire de l'Union et à ouvrir ses ports aux navires américains, mais encore à envoyer un ministre à New-York, et à rendre à la nouvelle république la politesse qu'il en avait reçue. En vain Jefferson, pour donner plus de poids aux réclamations des États-Unis, était-il allé rejoindre son collègue à Londres. Au bout de quelques semaines, il était revenu à Paris sans avoir rien obtenu, profondément irrité de l'accueil disgracieux que lui avaient fait le roi et la reine, et du peu d'égards que lui avaient montré ses compatriotes d'autrefois. « Sans manquer à son honneur et à sa dignité, le congrès ne peut pas renouveler ma

commission auprès de cette cour, lui écrivait le 1er mars 1787 John Adams; un plus long séjour ici me paraîtrait si peu compatible avec mon propre honneur et ma propre dignité, que si le congrès pouvait oublier la sienne, je n'oublierais pas la mienne, et je lui renverrais sa commission, à moins que sa majesté britannique ne consentît à envoyer un ministre au congrès. » L'humeur de Jefferson affectait des formes encore plus vives, et le 25 septembre 1787 il écrivait à John Adams, à propos des troubles de Hollande et de la guerre entre la France et l'Angleterre qui menaçait d'en sortir : « J'espère qu'on nous laissera libres de profiter des avantages de la neutralité. Et pourtant j'ai bien peur que les Anglais ou plutôt leur stupide roi ne nous obligent à en sortir, car je raisonne ainsi : en nous forçant à entrer en guerre avec eux, ils s'engagent dans une guerre dispendieuse sur terre et sur mer. Le sens commun indique donc qu'ils doivent nous laisser rester neutres : *ergo* ils ne nous laisseront pas rester neutres. Je n'ai pu encore découvrir d'autre règle générale pour prédire ce qu'ils feront que de rechercher ce qu'ils doivent éviter de faire. »

Jefferson ne confondait pas la neutralité et l'indifférence. Tout en reconnaissant en principe que « les États-Unis ne devaient prendre aucune part aux querelles de l'Europe, mais vivre en paix et en relations commerciales avec tous les peuples, » il pensait que son pays pouvait et devait avoir des préférences diplomatiques, aimer ses amis, haïr ses ennemis et le leur prouver pacifiquement. Il ne comprenait pas que l'on songeât en Amérique à « mettre le commerce de la France et de l'Angleterre sur le même pied. » — « Donner comme excuse d'une semblable impartialité que la reconnaissance ne doit jamais entrer dans les motifs de la conduite nationale, c'est ressusciter un principe qui a été enterré depuis des siècles avec ses semblables, la légitimité de l'assassinat, de l'empoisonnement, du parjure, etc. Tout cela pouvait être bon dans la nuit obscure des siècles qui sépare la civilisation ancienne de la civilisation moderne; mais au XVIIIe siècle tout cela est condamné et tenu pour exécrable. Je ne connais qu'un code de morale pour les hommes, qu'ils agissent seuls ou collectivement. Celui qui dit : « Je serai un coquin lorsque j'agirai en compagnie de cent autres, et un honnête homme lorsque j'agirai seul, » risque fort de n'être cru que dans sa première assertion. »

Morale excellente, mais que Jefferson a trop souvent oubliée pour qu'elle suffise à expliquer sa politique. Ce n'était pas seulement par devoir et par reconnaissance qu'il était attaché à la France; il l'aimait pour elle-même. Le « sauvage des montagnes de l'Amérique » avait été séduit par les attraits de la société française, par sa politesse aimable, son mouvement d'esprit, ses aspirations géné-

reuses vers la liberté. Il resta toujours sous le charme, et trente ans après son retour en Amérique, il terminait le récit de ce qu'il avait vu à Paris en s'écriant : « Je ne puis quitter ce grand et bon pays sans exprimer mon sentiment sur sa prééminence parmi toutes les nations de la terre..... Quand on le compare à d'autres pays, on lui trouve cette marque de primauté qui fut donnée à Thémistocle après la bataille de Salamine : chaque général vota pour lui-même la première récompense offerte à la valeur, et la seconde à Thémistocle. De même interrogez les voyageurs de toutes les nations. Demandez-leur : « Dans quel pays voudriez-vous vivre? — Dans le mien, où sont mes amis, mes parens, les premières et les plus chères affections, les premiers et les plus chers souvenirs de ma vie. — Et quel serait votre second choix? — La France. »

On se souvient souvent avec exagération des plaisirs passés, mais il n'y avait nulle exagération dans les souvenirs affectueux que Jefferson avait conservés de la France. Sa correspondance de Paris en fait foi.

« Comment trouvez-vous l'Angleterre? écrivait-il le 30 juin 1787 à Mme de Corny. Je sais que votre goût pour les arts et métiers vous donne une petite disposition à l'anglomanie. Les ouvriers anglais l'emportent certainement sur tous les autres dans quelques parties; mais soyez juste envers votre nation. Vos compatriotes n'ont pas, il est vrai, la patience de rester du matin au soir à polir une pièce d'acier, comme peut le faire un léthargique Anglais tout chargé de porter; mais comparez leur bienveillance, leur gaieté, leur amabilité, à l'humeur et aux manières hargneuses du peuple au milieu duquel vous vous trouvez, cela compensera amplement le manque de patience. J'espère que lorsque la splendeur des boutiques, la seule chose qui vaille la peine d'être vue à Londres, aura perdu le charme de la nouveauté, vous soupirerez après Paris et ses habitans, et vous sentirez que vous ne pouvez être nulle part aussi heureuse qu'en leur compagnie. »

« Je suis enchanté, dit-il ailleurs, des habitans de ce pays. Toutes les aspérités et les rudesses de l'esprit humain sont si parfaitement effacées, qu'il semble qu'on pourrait se glisser toute sa vie au milieu d'eux sans être une seule fois coudoyé... Je voudrais que, sans trop sacrifier la sincérité du langage, mes compatriotes voulussent bien adopter de la politesse européenne tout juste ce qu'il faut pour être prêts à tous ces petits sacrifices du *moi* qui rendent les manières européennes si parfaitement aimables, et qui soulagent la société des scènes désagréables auxquelles la grossièreté la soumet trop souvent... Si je voulais vous peindre les jouissances que me donnent leur architecture, leur peinture, leur musique, je manquerais d'expressions. »

Rien ne donne plus de force à la passion que d'être contrariée, ni plus de vivacité au plaisir que d'avoir été longtemps attendu. « Le génie des arts semblait avoir répandu ses malédictions sur le pays de sa naissance, » tel était le secret de l'enthousiasme et des joies que causaient à Jefferson les œuvres de l'art européen. Ce

n'était pas seulement lorsqu'il s'agissait des arts que Jefferson affectait ces airs d'amateur et de connaisseur. Il s'intéressait à tout, savait de tout, parlait de tout avec l'étourderie d'une jolie femme philosophe du XVIIIe siècle. Il jugeait la nomenclature chimique de Lavoisier du même ton qu'un opéra; il condamnait les théories physiques de Newton avec autant d'assurance que les institutions monarchiques. C'était également à ses yeux des erreurs vieillies dont le progrès des lumières devait faire justice. Rejeter avec un superbe scepticisme les opinions anciennes, accueillir avec un enthousiasme crédule les nouvelles, douter de ce que les hommes avaient toujours cru, et ne jamais douter de soi et de son temps, c'étaient les règles les plus saisissables de sa critique. Aussi croyait-il avec autant de religion à l'existence de certains *mammouths* vivans qu'un malicieux voyageur prétendait avoir rencontrés dans les montagnes du Nouveau-Monde qu'à la férocité des *mammouths* politiques de l'Europe, et il regardait sans hésitation comme démontré que les Peaux-Rouges descendaient des Carthaginois, et que les couches géologiques du globe étaient dues à une végétation analogue à celle qui produit les couches ligneuses des arbres. A en juger par un conseil qu'il donne à son neveu Peter Carr, jeune collégien qui sentait le besoin de se faire une religion, Jefferson apportait dans l'examen des questions théologiques plus de réserve, de prudence, de sérieux et de critique que dans la solution des problèmes scientifiques. « Résistez au penchant pour les nouveautés et les opinions singulières, lui écrivait-il; il est plus dangereux en cette matière qu'en toute autre. » Mais que l'on continue la lecture de la lettre, et l'on verra que ce ne sont là que les précautions oratoires d'un libre penseur insouciant, qui ne veut ni effaroucher son disciple, ni être responsable des faux pas qu'il pourra faire dans la voie où il l'engage. « Secouez toutes les craintes et tous les préjugés serviles par lesquels tant d'esprits faibles se laissent servilement écraser. Fixez votre esprit dans une ferme assiette, et citez devant son tribunal tous les faits, toutes les opinions... Ne vous laissez pas détourner de cet examen par la crainte des conséquences. S'il a pour résultat la croyance qu'il n'y a point de Dieu, vous rencontrerez des encouragemens à la vertu dans le plaisir et le charme que vous trouverez à la pratiquer, et dans l'amour des autres qu'elle vous procurera. Si vous découvrez des raisons de penser qu'il y a un Dieu, le sentiment que vous agissez sous son regard et qu'il vous approuve sera un grand encouragement de plus. Si vous êtes conduit à croire à une vie future, l'espoir d'une existence heureuse dans l'autre monde rendra plus ardent votre désir de la mériter. Si Jésus vous paraît avoir été un Dieu, vous serez consolé par la foi en son secours et en son amour. En un mot,

je vous le répète, il faut mettre de côté tout préjugé, et ne croire ni ne rejeter rien parce que certaines personnes l'ont rejeté ou cru. Votre propre raison est le seul oracle qui vous ait été donné par le ciel, et vous êtes responsable non de la rectitude, mais de la droiture de ses décisions. »

Peu importait donc au fond à Jefferson qu'on fût athée ou déiste, spiritualiste ou matérialiste, unitairien ou trinitairien, pourvu qu'on « n'eût pas cherché sa religion en dehors des inspirations de sa propre raison et des sentimens de son propre cœur, » et qu'on se fût refusé à admettre un ordre surnaturel, impénétrable à la raison, pourvu, en un mot, qu'on se fût fait soi-même une religion, c'est-à-dire qu'on eût une religion qui n'en fût pas une, car c'est méconnaître le caractère distinctif de la religion et la confondre avec la philosophie que de la faire descendre du génie de l'homme. De même qu'il croyait que, laissé à lui-même, l'esprit humain peut arriver à la vérité, à toute la vérité, et qu'il ne doit suivre aucun guide, n'accepter aucune règle, ne se soumettre à aucune autorité, de même il pensait que, laissée à elle-même, la liberté humaine va au bien, et que les sociétés doivent autant chercher à se passer de lois et de gouvernement que la pensée. Aussi y avait-il dans ses idées sociales presque autant de confusion et d'inconséquence que dans ses idées religieuses. L'homme lui paraissait naturellement enclin au bien; mais les gouvernemens, qui sont composés d'hommes, lui paraissaient fatalement enclins au mal. Les fautes des gouvernés s'expliquaient surtout à ses yeux par des erreurs d'esprit qui pouvaient presque toujours se corriger d'elles-mêmes, les abus des gouvernans par la perversité de leur cœur, qui avait toujours besoin d'être dominée par la crainte des soulèvemens populaires. Est-il nécessaire de dire que c'était singulièrement méconnaître le cœur humain? En arrivant au pouvoir, l'homme ne change pas de nature; il reste ce qu'il était en le subissant ou en y aspirant, un être essentiellement faillible et peccable, et il ne faut des freins pour contenir ceux qui ont à gouverner que parce qu'il en faut pour contenir ceux qui sont à gouverner. La prétention de Jefferson était de n'en imposer qu'aux premiers, de donner à l'autorité pour seule garantie les lumières du peuple éclairé par la presse, et à la liberté pour principale sauvegarde la méfiance des masses, usant et abusant du droit à l'insurrection. Aussi n'hésitait-il point à préférer l'absence de gouvernement à l'absence de journaux, à admirer l'état social des Indiens, et à regarder l'émeute comme une des plus précieuses institutions politiques de son pays.

« Le peuple est le seul censeur de ceux qui le gouvernent, et ses erreurs mêmes contribuent à retenir ceux-ci attachés aux vrais principes de leur in-

stitution. Punir ces erreurs trop sévèrement, ce serait supprimer la seule sauvegarde des libertés publiques. Le moyen d'empêcher ces interventions irrégulières du peuple, c'est de lui donner une connaissance parfaite de ses affaires par le canal des papiers publics, et de faire pénétrer ces papiers jusqu'au cœur de la masse tout entière. La base de nos gouvernemens américains étant l'opinion du peuple, le point capital est que l'opinion ne s'égare pas. Si donc j'avais à choisir pour nous entre un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas à préférer la dernière combinaison; mais je voudrais que tout homme reçût ces papiers publics et fût en état de les lire. Je suis convaincu que les sociétés qui (comme celles des Indiens) vivent sans gouvernement jouissent, à les prendre dans leur ensemble, d'un degré de bonheur infiniment plus grand que celles qui vivent sous les gouvernemens européens... Je me demande même si cette forme de la société n'est pas la meilleure de toutes... Parmi les Indiens, l'opinion tient lieu de loi, et elle est pour les mœurs un frein aussi puissant que les lois aient jamais pu l'être ailleurs. En Europe, sous prétexte de gouverner, on a divisé les nations en deux classes, les loups et les brebis. Je n'exagère pas. C'est un vrai tableau de l'Europe. Entretenez donc avec soin l'esprit public et l'ardeur de notre peuple, tenez son attention en éveil. Ne soyez pas trop sévère pour ses erreurs, mais corrigez-les en l'éclairant. Si jamais il en venait à laisser languir son attention sur les affaires publiques, vous et moi, le congrès et les assemblées, les juges et les gouverneurs, nous deviendrions tous des loups. »

C'était en réponse à ceux qui s'effrayaient et s'affligeaient trop, selon lui, des soulèvemens socialistes dont le Massachusetts venait d'être le théâtre, que Jefferson improvisait ces singulières doctrines; dans son empressement à représenter ce formidable déchaînement de mauvaises passions comme un symptôme rassurant pour l'avenir de son pays, il se serait volontiers écrié avec Pangloss : « Ceux qui ont dit que tout est bien ont dit une sottise. Il fallait dire que tout est pour le mieux. » — « Dieu nous garde, écrivait-il à ses amis, de rester jamais vingt ans de suite sans une semblable insurrection!... Je tiens pour avéré que de temps en temps une petite émeute est une bonne chose, et aussi nécessaire dans le monde politique que les orages dans le monde physique... L'arbre de la liberté a besoin d'être rafraîchi quelquefois dans le sang des tyrans et des patriotes... Il est vrai qu'en échouant les rébellions confirment généralement les empiétemens de droit qui les ont fait naître. L'observation de cette vérité doit rendre un honnête gouvernement républicain assez modéré dans la compression des révoltés pour ne pas trop en décourager le peuple. »

De semblables paradoxes sont plus dangereux pour les badauds qui s'y arrêtent en les lisant que pour les gens d'esprit qui les écrivent en passant. Ils n'empêchaient nullement Jefferson de parler d'un ton impitoyable des « misérables, » des « coquins, » des

« brigands » du faubourg Saint-Antoine tués devant la maison de Reveillon pour avoir trop sérieusement cru que « l'arbre de la liberté avait besoin d'être rafraîchi dans le sang des tyrans et des patriotes. » Les excès de ces bandes sanguinaires qui venaient de faire leur première apparition dans les rues de Paris lui inspiraient d'ailleurs plus de répugnance et de mépris que d'effroi. Les violences de la populace n'étaient à ses yeux que des accidens inévitables, communs à toutes les révolutions, et qui ne pouvaient rien contre celle dont il suivait les progrès avec la curiosité bienveillante d'un connaisseur sympathique. Seulement ce qui venait parfois le troubler dans ses prévisions optimistes sur l'issue de la révolution française, c'était l'état intellectuel et moral de ce peuple qui, par une brusque émancipation, sans éducation préalable, allait subitement passer d'une tutelle oppressive à une indépendance sans limite. C'était la confiance présomptueuse et presque puérile encore de ces réformateurs improvisés dans leur force et dans leur science politique; c'était la précipitation à la fois impétueuse et systématique de leurs allures, leur inexpérience de la liberté, leur ignorance des conditions auxquelles elle s'établit, le peu de goût naturel qu'ils avaient pour les institutions qui en sont la plus ferme garantie. « Jusqu'où pourront-ils aller en définitive dans la réforme radicale des abus, c'est ce qu'il est impossible de prévoir, écrivait-il à Washington le 4 décembre 1788. Selon moi, une influence dont aucun de leurs plans de réforme ne tient compte les déjouera tous, l'influence des femmes dans le gouvernement. Les mœurs de la nation leur permettent de visiter seules tous les gens en place, de solliciter pour les affaires de leur mari, de leur famille, de leurs amis, et leurs sollicitations mettent au défi les lois et les règlemens... » Et à Madison : « Le malheur est qu'ils ne sont pas assez mûrs pour recevoir les bénédictions auxquelles ils ont droit. Je doute par exemple que le corps de la nation, si l'on pouvait prendre son avis, fût disposé à accepter une loi d'*habeas corpus* dans le cas où elle serait offerte par le roi. » Et après la réunion de l'assemblée constituante : « Ils se flattent de faire une meilleure constitution que la constitution anglaise. Je crois qu'elle sera à la fois meilleure et pire : meilleure sur le chapitre de la représentation, qui sera plus égale, pire en ce que leur situation les oblige à conserver la dangereuse machine des armées permanentes. Je doute aussi qu'ils obtiennent le jugement par jury, parce qu'ils n'ont pas le sentiment de sa valeur..... Et je le regarde cependant comme la seule ancre efficace qui ait jamais été inventée par l'homme pour tenir un gouvernement attaché aux principes de sa constitution... Il n'y a jamais eu de pays où l'habitude de trop gouverner ait pris plus profondément racine et fait plus de mal... Nous sommes leur modèle,

modèle dans lequel ils introduisent les changemens rendus nécessaires par la différence des situations, et quelques autres qui ne sont ni nécessaires ni avantageux, mais auxquels ceux-là seront toujours tentés d'avoir recours qui sont versés dans la théorie et novices dans la pratique du gouvernement, qui ne connaissent les hommes que tels qu'on les voit dans les livres, et non tels qu'ils sont dans le monde... L'un de mes plus grands sujets d'inquiétude, c'est le grand nombre des membres de l'assemblée. En tous pays, en toutes circonstances, il est bien difficile à douze cents personnes réunies, à quelque classe qu'elles appartiennent d'ailleurs, de ne pas tomber dans le tumulte et dans la confusion. Et quand ces douze cents personnes font partie d'une assemblée qui n'a encore ni règlemens, ni habitude de l'ordre et de la discipline, quand par-dessus le marché il s'agit de Français, parmi lesquels il y a toujours plus de prêcheurs que d'auditeurs, il y a là un grand écueil à redouter..... Il est à craindre que leur impatience de rectifier toute chose à la fois n'effraie le cœur et ne l'amène à ne plus compter que sur la force. »

Quand on a raison, on a presque toujours plus raison qu'on ne le croit. Jefferson ne savait pas lui-même à quel point ses passagères inquiétudes étaient fondées. Au milieu des impressions un peu confuses et contradictoires qu'il recevait jour par jour des événemens qui s'accomplissaient sous ses yeux, ce qui dominait en lui, c'était la confiance, confiance enthousiaste qui se déployait de plus en plus à mesure que le flot révolutionnaire montait, emportant acteurs et spectateurs. « Il y a plaisir, dit Pascal, à être sur un navire battu par la tempête, lorsqu'on est assuré qu'il ne périra point. » Personne n'a plus vivement goûté ce plaisir que Jefferson, et lorsqu'il dut s'y arracher, il quitta le navire avec la conviction que l'orage le poussait vers le port. « La révolution française sera terminée dans un an, » se disait-il en s'embarquant à contre-cœur pour New-York le 8 octobre 1789. La révolution française durait encore lorsqu'il reprochait, en 1821, à ceux qui avaient eu la prétention de la gouverner de n'avoir pas suivi les conseils qu'il leur avait donnés au début de la crise, dans les premiers jours de juin 1789, alors que les états-généraux n'avaient encore rien fait ni rien compromis, mais qu'ils étaient déjà sur le point de se lancer dans les voies hasardeuses où depuis ils se sont égarés. Réunie depuis plus d'un mois, l'assemblée n'était pas encore parvenue à se constituer. La querelle qui s'était élevée entre les trois ordres sur la question de la vérification des pouvoirs s'envenimait de jour en jour. Les communes, irritées de la résistance que leur opposait la noblesse, et ne connaissant encore, dans leur inexpérience politique, d'autre moyen de vaincre un obstacle que de le briser, commençaient à concevoir le projet de supprimer violemment toute distinction entre les ordres,

projet révolutionnaire « dénotant, nous dit Jefferson, plus de courage que de calcul. » Non moins inhabile, la cour, dans sa stérile perplexité, ne savait plus que songer aux partis extrêmes. Tout annonçait une rupture entre ces divers pouvoirs qui, depuis si longtemps, avaient perdu l'habitude de faire en commun les affaires de l'état. Pour les empêcher de s'entre-détruire, il fallait à tout prix mettre fin à une situation violente qui, en se prolongeant, pouvait compromettre le principe récemment reconquis de l'intervention du pays dans ses affaires. Clore immédiatement les débats, remettre à des temps plus paisibles la discussion et l'élaboration d'une constitution détaillée, se borner pour le moment à l'acceptation pure et simple d'une charte royale confirmant en peu de mots le droit de la nation, se séparer immédiatement après l'avoir fait signer par le roi et par les membres des trois ordres, tel fut l'expédient proposé par Jefferson; mais laissons-le parler lui-même :

« J'étais fort alarmé, dit-il. Je regardais les chances de succès de cette grande réforme du gouvernement de la France qui devait entraîner et assurer une réforme générale en Europe comme mises à néant par les fautes des divers pouvoirs de l'état. J'étais lié avec les principaux patriotes de l'assemblée. J'appartenais à un pays qui avait passé avec succès par une semblable réforme; ils étaient disposés à me rechercher, et ils avaient quelque confiance en moi. Je les pressais avec instance d'avoir immédiatement recours à un compromis, d'assurer ce que le gouvernement était alors disposé à accorder, et de se reposer sur l'avenir du soin de faire naître l'occasion de compléter ce qui pourrait manquer. Il était alors bien entendu que le roi accorderait en principe 1° la liberté individuelle, 2° la liberté de conscience, 3° la liberté de la presse, 4° le jugement par jury, 5° la représentation législative, 6° la périodicité des réunions, 7° le droit d'initiative, 8° le droit exclusif de voter les taxes et d'en régler l'emploi, 9° la responsabilité des ministres. Munis de tels pouvoirs, ils auraient pu obtenir avec le temps tout ce qui serait devenu nécessaire à l'amélioration et l'affermissement de leur constitution. Ils en ont jugé autrement, et les faits ont prouvé leur lamentable erreur. Ils ne prévoyaient pas (et qui aurait pu les prévoir?) les tristes suites d'une persévérance qu'ils déployaient à bonne intention. Ils ne savaient pas qu'exploitée par un tyran usurpateur, leur force ne servirait qu'à mettre sous ses pieds l'indépendance et l'existence même des nations, et qu'après trente années de guerres civiles et étrangères, la perte de millions d'hommes, la ruine du bonheur privé, l'occupation de leur pays par les armées de la coalition, ils ne devaient obtenir rien de plus que ce qui leur avait été proposé. Et cela même le possèdent-ils sûrement? »

Jefferson n'avait peut-être pas le droit de juger aussi sévèrement la conduite de ses amis français, car il avait partagé leur enivrement d'esprit, et, tout en blâmant leurs fautes, il avait, au milieu du trouble jeté dans ses idées par la révolution française, rêvé de plus absurdes chimères que les leurs. Le même homme qui avait si

sagement et si sobrement indiqué les bases sur lesquelles il convenait d'établir la constitution française s'était demandé s'il ne serait pas utile et légitime d'y inscrire le droit de faire banqueroute tous les dix-neuf ans, et au moment où il parlait avec le plus de dédain de « ces politiques versés dans la théorie et novices dans la pratique du gouvernement, qui connaissaient l'homme tel qu'ils le voyaient dans leurs livres et non tel qu'il est dans le monde, » il se laissait éblouir par les fausses lumières de ces livres et entraîner par la hardiesse de ces théories. « Elles sont, disait-il, bien au-dessus de la portée des Anglais; apaisés et engourdis, pour ainsi dire, par une demi-réforme politique et religieuse, ils ne sont excités par rien de ce qu'ils voient ou de ce qu'ils sentent à mettre en question les préjugés subsistans. Un Français au contraire ne rencontre partout où il porte son regard, sur le trône comme sur l'autel, que de monstrueuses absurdités qui éveillent son esprit, l'excitent à penser et à examiner à fond toutes choses. Aussi les écrivains de ce pays, affranchis de tout préjugé par la surabondance même des préjugés qui les entourent, nous tireront-ils des erreurs avec lesquelles nous avons été bercés. »

Le principe qu'un peuple doit toujours rester fidèle à ses engagemens était l'une de ces erreurs avec lesquelles Jefferson avait été bercé, et dont il était revenu pendant son séjour à Paris. Il se flattait de s'en être affranchi sans le secours de personne. Las de marcher à la suite des autres penseurs révolutionnaires, il avait voulu à son tour ouvrir la voie à de nouvelles découvertes dans la science politique, faire faire de nouveaux progrès à l'esprit humain, et il s'était mis en devoir d'examiner si une génération d'hommes a le droit d'en lier une autre. « Cette question n'a encore jamais été abordée de front ni en Europe, ni en Amérique, écrivait-il à Madison le 6 septembre 1789, et cependant par son importance, elle mérite non-seulement d'être décidée, mais de prendre place parmi les principes fondamentaux de tout gouvernement. Les réflexions dans lesquelles nous sommes plongés ici sur les principes élémentaires de la société m'ont conduit par leur cours naturel à soulever cette question. Il faut y répondre par la négative, et c'est ce que l'on peut prouver. » Puis il développait longuement son idée. La voici, je crois, dans sa nudité et sa rigueur :

On ne peut transmettre un droit ou une obligation qu'on n'a point. On ne peut avoir un droit ou une obligation quand on n'est point. Les morts ne sont plus. Ils n'ont donc plus rien, ils ne doivent donc plus rien, ils ne peuvent donc plus rien transmettre. La part matérielle qu'ils avaient dans le domaine du monde leur survit seule, et le droit naturel l'attribue au premier occupant, mais sans faire renaître les charges dont ils pouvaient l'avoir grevée, et qui se sont

éteintes avec eux. La terre est le patrimoine, non des morts, mais des vivans. Les morts ne sauraient lier les vivans. Ce principe de la loi naturelle, la loi civile peut légitimement le modifier; elle peut, dans l'intérêt de tous, ressusciter des obligations et des droits éteints par la mort, et former de l'ensemble de ces droits et de ces obligations une personne morale qui s'appelle une succession; elle peut donner à cette succession des héritiers et des créanciers, et en créant au profit des premiers certains avantages, y mettre certaines conditions au profit des seconds. La société peut tout sur ses membres, mais le droit public ne saurait imiter le droit civil. Le droit civil ne s'applique qu'à des individus qui sont soumis à la société; le droit public s'applique à la société tout entière, qui ne relève pas d'elle-même. Une génération, c'est-à-dire une société tout entière qui en remplace une autre, entre naturellement en possession des biens laissés par ses prédécesseurs, mais sans succéder aux charges dont ils pouvaient l'avoir grevée et qui se sont éteintes avec eux. Cette génération, cette société nouvelle n'est soumise à aucune autorité supérieure en état de créer une succession politique. Nul ne peut lui imposer des dettes qu'elle n'a pas contractées, des engagemens qu'elle n'a pas pris, des lois qu'elle n'a pas faites, et dont le droit naturel l'affranchit. Une génération ne peut donc en engager une autre, et toute loi dont la durée dépasse celle de la génération qui l'a faite est contraire au droit. La durée d'une génération peut se calculer d'après les lois de la mortalité. En suivant les tables de Buffon, on trouve qu'au bout de dix-neuf ans la majorité des hommes arrivés à l'âge de raison et capables de s'engager fait place à une majorité nouvelle. Au bout de dix-neuf ans, toute constitution, toute loi, tout contrat national est donc nul. Tous les dix-neuf ans, la banqueroute, la révolution, le remaniement de la société est nécessaire et légitime.

Jefferson avait trop d'esprit de conduite pour se rendre lui-même aux yeux du public responsable d'une théorie choquant à ce point le bon sens. Aussi voulut-il que tout l'honneur de la produire dans le monde revînt à Madison. « Retournez ce sujet dans votre esprit, lui écrivait-il, et développez cette doctrine avec la puissance de logique qui vous est propre. Votre position dans les conseils de notre pays vous donne l'occasion d'appeler sur elle l'attention publique et de la faire entrer dans la discussion. A première vue, on pourra en rire et la regarder comme le rêve d'un théoricien; mais après mûr examen, on la trouvera solide et salutaire. » A première vue, Madison ne la trouva pas « de tous points compatible avec le cours des affaires humaines. » Sans oser contester en principe la doctrine de Jefferson, sans voir peut-être lui-même bien clairement en quoi l'idée fondamentale de son ami était fausse, il lui soumit quelques objections

pratiques, et avec un singulier mélange de déférence et d'ironie douce, il déclina l'honneur de développer une thèse au-dessus de la portée de ses compatriotes. Jefferson approuva sans doute la prudente réserve de son ami, car, tant qu'il resta activement mêlé à la vie publique, il ne pensa plus à sa théorie ou du moins il n'en parla plus; mais il avait une ténacité d'esprit au moins égale à la facilité avec laquelle il pouvait mettre de côté celles de ses idées qui menaçaient de devenir pour lui embarrassantes ou compromettantes. Après avoir volontairement négligé pendant vingt-quatre ans toutes les occasions que sa situation officielle lui donnait d'appliquer son idée, elle lui revint avec une force nouvelle dans sa retraite de Monticello, et le 24 juin 1813 il écrivait à son gendre, M. Eppes, représentant de la Virginie dans le congrès et président du comité des voies et moyens : « Cette lettre sera consacrée à la politique, car, bien que je ne me permette pas d'y penser souvent, elle vient parfois s'imposer à mon esprit et m'inspirer des idées que je suis alors tenté de poursuivre. Comme vous êtes à la tête du comité des finances, je viens me hasarder à vous dire quelques-unes de mes vues financières, mais ceci pour vous seul, et pour les personnes auxquelles vous pouvez vous fier : cela n'est pas fait pour un comité de composition mêlée. » Et il revenait sur sa doctrine qu'une génération ne peut en lier une autre, et que tout emprunt contracté pour plus de dix-neuf ans est un abus de pouvoir.

Quand on craint à ce point d'avouer ce qu'on dit, c'est qu'on doute un peu de la valeur de ce qu'on pense. A la rigueur, le mystère dont Jefferson entourait sa doctrine suffirait à la condamner; mais nous avons appris à nos dépens qu'il est aussi nécessaire de réfuter que légitime de mépriser de pareils sophismes. Au dire des médecins, de toutes les maladies la plus contagieuse, c'est la folie, et les politiques n'ont guère le droit de les contredire. Je n'ai pas la prétention d'avoir retenu la liste exacte des détestables paradoxes que nous avons vu ressusciter en 1848. Je crois cependant me rappeler que, dans la collection des copies de leurs grands maîtres que les socialistes nos contemporains ont voulu nous donner pour des originaux, ils ont oublié de placer l'œuvre de Jefferson. C'est un oubli qu'à l'occasion ils répareront sans doute avec d'autant plus d'empressement que l'erreur de l'illustre démocrate américain découle exactement du même principe que celles dont ils se sont fait les démonstrateurs. Cela est si vrai que je trouve dans *la Démocratie en France* de M. Guizot un passage écrit en réponse à M. Proudhon, qui répond en même temps à Jefferson. Voici ce qu'ont également oublié Jefferson et M. Proudhon :

« L'homme, ce n'est pas seulement les êtres individuels qu'on

appelle les hommes; c'est le genre humain, qui a une vie d'ensemble et une destinée générale et progressive : caractère distinctif de la créature humaine, seule au sein de la création.

« A quoi tient ce caractère? A ce que les individus humains ne sont pas isolés ni bornés à eux-mêmes et au point qu'ils occupent dans l'espace et dans le temps. Ils tiennent les uns aux autres; ils agissent les uns sur les autres par des liens et par des moyens qui n'ont pas besoin de leur présence personnelle et qui leur survivent, en sorte que les générations successives des hommes sont liées entre elles et s'enchaînent en se succédant.

« L'unité permanente qui s'établit et le développement progressif qui s'opère par cette tradition incessante des hommes aux hommes et des générations aux générations, c'est là le genre humain; c'est son originalité et sa grandeur; c'est un des traits qui marquent l'homme pour la souveraineté dans ce monde et pour l'immortalité au-delà de ce monde.

« C'est de là que dérivent et par là que se fondent la famille et l'état, la propriété et l'hérédité, la patrie, l'histoire, la gloire, tous les faits et tous les sentimens qui constituent la vie étendue et perpétuelle de l'humanité au milieu de l'apparition si bornée et de la dispersion si rapide des individus humains. »

La théorie de Jefferson supprime tout cela; elle abolit le genre humain. S'il s'était donné la peine de regarder jusqu'où allait son idée, il aurait sans doute hésité à l'accepter; mais il était un de ces esprits actifs et faciles qui se laissent éblouir par leurs propres vues, et qui n'appliquent le principe du libre examen qu'aux doctrines de leurs adversaires.

Dans presque toutes les carrières, il est certaines époques décisives où les opinions s'arrêtent et où les sentimens se fixent. Telle fut pour Jefferson l'époque de la révolution française. Aucun homme d'état américain n'en a plus profondément ressenti l'influence. Il emporta de Paris la plupart des idées qui jouèrent un rôle dans sa conduite en Amérique, idées désintéressées encore, dont il ne songea que plus tard à faire une politique. Comment il fut amené à les prendre pour arme et pour drapeau et à grouper autour d'elles une faction, comment son cœur s'altéra et s'aigrit dans la lutte, c'est ce que nous essaierons de montrer en racontant les origines, l'organisation et le triomphe du parti démocratique aux États-Unis.

CORNELIS DE WITT.

UNE

MISSION MÉDICALE

A L'ARMÉE D'ORIENT

II.

LES AMBULANCES ET LE SERVICE CHIRURGICAL.

Notre armée d'Orient possédait trois sortes d'établissemens de santé correspondant à trois degrés de traitement. Les infirmeries et les ambulances de tranchée étaient les premiers asiles des malades et des blessés; — ceux qui étaient atteints assez gravement passaient aux ambulances divisionnaires; — enfin les hôpitaux, situés hors du théâtre de la guerre, recevaient les malades dont l'état demandait une longue cure et des soins prolongés. — Ayant commencé mon inspection par la Crimée (1), j'eus à m'occuper d'abord des infirmeries et des ambulances, et mes premières observations se portèrent sur le service chirurgical.

I.

Ce n'est qu'après la prise de Sébastopol qu'on a pu établir définitivement les infirmeries régimentaires. Jusque-là, l'instabilité des bivouacs en avait empêché la complète installation. Seuls, les parcs d'artillerie et de génie, étant sédentaires, avaient des infirmeries

(1) Voyez la livraison du 15 février 1857.

sous baraques. Celle du parc d'artillerie du grand quartier-général ne laissait rien à désirer; le service y était habilement dirigé. A l'entour s'étendait un jardin, dont les légumes, exclusivement réservés aux malades, amélioraient et variaient leur régime alimentaire. Aussi cette infirmerie a-t-elle envoyé peu de malades aux ambulances et aux hôpitaux.

Les recrues arrivées pendant l'automne de 1855 allaient supporter à la fois un climat nouveau, un nouveau genre de vie, un hiver rigoureux; il était à craindre qu'elles ne fournissent de nombreux hôtes à nos établissemens hospitaliers. Dans cette triste prévision, le maréchal Pélissier fit donner à chaque régiment deux baraques pour ses infirmeries. J'aurais voulu aussi que, pour prévenir l'encombrement, on prît une grande mesure, celle d'envoyer à Constantinople 15,000 soldats malingres, trop accessibles aux maladies, qui auraient passé là un hiver doux, dans de bonnes conditions de bien-être. Il ne fut pas possible d'accéder à ma proposition. Du moins la réorganisation sous baraques des infirmeries, à 40 places par corps, donna à l'armée de nouveaux abris pour 2,400 malades.

L'installation intérieure variait selon les régimens. Beaucoup de baraques étaient calfeutrées et bien closes, mais d'autres étaient percées à jour; les jointures des planches laissaient entrer la pluie, et, en dépit d'un poêle toujours allumé, le froid restait vif et intense. On accusait le corps du génie, comme s'il pouvait tout faire. Il avait monté les baraques, fermé les jointures avec de la volige; si la sécheresse faisait disjoindre le bois, c'était, ce semble, l'occupant qui devait y remédier. Dans quelques infirmeries, les malades avaient pour lit une forte toile tendue sur un cadre de bois, ou des claies de branchages couvertes de petites paillasses; dans toutes les autres, ils étaient réduits à la planche malpropre du lit de camp. La plupart des baraques étaient badigeonnées intérieurement à la chaux et désinfectées par des chlorures. Ces moyens de salubrité étaient quelquefois négligés. Le régime alimentaire présentait les mêmes irrégularités. Dans telle infirmerie, une légère retenue sur les fonds du travail rétribué permettait d'améliorer et de varier la nourriture; dans telle autre, rien n'était changé au régime ordinaire du soldat; les modifications ne portaient guère que sur des réductions de ration. Ce qui manquait surtout, c'était la propreté. Une pareille indifférence est incompréhensible. Comment! il y avait dans chaque infirmerie quinze ou vingt hommes éclopés, ennuyés, désœuvrés, et on ne savait même pas les occuper à nettoyer leur logement! Et on tolérait des négligences qui compromettaient la santé des malades! Ne serait-il pas possible de mettre plus d'ordre dans le service hospitalier, et, tout en laissant une large part à la sollici-

tude des colonels, ne pourrait-on l'aider par des règlemens sagement conçus? En campagne sans doute, on fait comme on peut, on n'a pas toujours de grandes ressources; il faudrait pourtant veiller à ce que l'indispensable ne fît jamais défaut.

Dans deux ou trois infirmeries seulement, j'ai trouvé un registre spécial portant les noms de tous les hommes du corps que le feu de l'ennemi avait atteints depuis le commencement de la guerre, et indiquant le jour, le siége, la gravité, les suites de la lésion reçue. Il est regrettable que cet exemple ne soit pas plus généralement suivi, que cette mesure ne soit pas prescrite par une disposition réglementaire. L'authenticité de ces documens serait fort utile pour les statistiques et toute sorte de renseignemens. Ce serait en outre le livre d'or du régiment, ses titres de noblesse.

La bonne installation des infirmeries est d'une grande importance. Premier asile des malades et des blessés, elles devaient renvoyer aux ambulances divisionnaires ou aux hôpitaux ceux qui avaient besoin d'un long traitement. Dans une infirmerie mal installée, les plus simples indispositions peuvent devenir graves et dégénérer en longues maladies. Sous un climat salubre comme celui de la Crimée, la plupart des affections étaient d'abord légères. Elles pouvaient être arrêtées dès le début; un peu de repos, un peu de soin amenait de promptes guérisons. Si au contraire les précautions d'hygiène étaient insuffisantes, les ambulances s'encombraient. Ne pas laisser les indispositions s'aggraver, appliquer au premier moment les premiers remèdes, telle était l'utilité des infirmeries. Quant aux blessures de guerre, l'application des premiers appareils se faisait presque toujours dans les ambulances de tranchée.

A 1,600 mètres de Sébastopol, on rencontrait, cachée dans un pli de terrain, une petite ferme de chétive apparence. On ne pouvait la regarder sans un profond sentiment de respectueuse émotion. Cette ferme avait servi d'ambulance de tranchée pour les ouvrages de gauche. Placée tout d'abord, lorsqu'on commença le siége, dans la maison tant renommée du Clocheton, l'ambulance avait été contrainte par les boulets ennemis, qui l'inquiétaient sans cesse, de se retirer dans le pli de terrain où se trouvait la petite ferme. Souvent les brancards qui portaient les blessés s'y succédaient sans interruption; dans la nuit du 1er au 2 mai 1855, il en entra quatre cents. A mesure que les travaux du siége s'étendaient, l'ambulance s'agrandissait, groupant autour du bâtiment les tentes et les baraques. Un respectable aumônier de la flotte séjournait là avec le médecin. La science et la charité s'unissaient pour soulager les douleurs du blessé, le rendre à l'espérance et à la vie, ou adoucir sa dernière heure. Un terrain clos de murs servait de cimetière.

Chaque officier avait une fosse particulière; les soldats reposaient ensemble dans de grandes fosses communes : compagnons d'armes et de périls, la mort même ne les séparait pas. Après la chute de Sébastopol, cette ambulance devint un lieu de pèlerinage où chacun cherchait la tombe d'un ami. C'est bien là qu'on pourrait élever une chapelle en l'honneur de tant d'hommes courageux frappés obscurément dans les pénibles travaux du siége.

Deux grottes d'embuscade enlevées aux Russes dans le ravin du Carénage et dans celui de Karabelnaïa servaient d'ambulances aux tranchées de droite. Elles étaient à l'abri des boulets tirés de plein fouet; mais plus d'une bombe, roulant dans les ravins, vint éclater et faire des victimes à l'entrée de ces tristes retraites qu'habitait la souffrance. Un jour douteux pénétrait dans ces anfractuosités, et rendait très difficiles les opérations chirurgicales. La nuit, pour ne pas attirer l'attention de l'ennemi, on se contentait d'une misérable petite lampe suspendue à la voûte. Au milieu du bruit sourd et continu de la canonnade dominaient par intervalles les cris des oiseaux de proie, inquiétés dans leurs paisibles demeures, se précipitant de leurs rochers, emportant dans les airs quelques lambeaux de chair humaine. Après la prise de Sébastopol, on allait voir pieusement ces grottes peuplées de souvenirs lugubres; on se montrait la litière de paille encore sanglante où s'agenouillait le chirurgien pour extraire une balle ou arrêter une hémorrhagie. Qui dira jamais tout ce qui s'est passé là de triste et d'émouvant? Dans ces ambulances de tranchée, les plaies béantes, les membres brisés recevaient le premier pansement; le sang qui s'échappait en abondance était contenu par des moyens hâtifs; beaucoup n'entraient que pour mourir, après de navrantes agonies, avec un courage héroïque; les autres étaient transportés dans les ambulances divisionnaires.

Les quatorze divisions de l'armée de Crimée étaient pourvues chacune d'une ambulance. On a quelquefois simplifié le service en donnant à deux divisions une seule ambulance qui pouvait toujours être dédoublée. Les divisions étaient réparties en trois corps d'armée. A chaque corps était attaché un médecin principal. Chaque ambulance comptait huit docteurs en médecine, deux majors et six aides-majors. Le service pharmaceutique était confié à un ou deux pharmaciens militaires reçus dans une faculté. Le nombre des infirmiers s'élevait en proportion des malades reçus. Ce personnel se divisait au besoin. Quand une fraction de la division opérait un mouvement, elle était suivie par une fraction de l'ambulance, dirigée par le second médecin-major et deux aides. Le matériel, porté sur des prolonges ou à dos de mulet, était plus ou moins considérable selon les besoins présumés et la facilité des transports. On se trouvait sou-

vent forcé de laisser en arrière les caissons d'ambulance, et de partir avec un certain nombre de cacolets ou de litières pour rapporter les malades et les blessés.

Au début de la guerre, les ambulances divisionnaires étaient sous tentes. Les baraques arrivèrent plus tard et devinrent de plus en plus nombreuses. A la fin de 1855, elles pouvaient loger 4 ou 5,000 malades. A la même époque, le ministre de la guerre envoya 6,000 matelas neufs, une énorme quantité de couvertures, au-delà même des besoins, et un matériel considérable. Il n'était pas facile d'entretenir tout cela, les choses s'usant vite en campagne; à chaque instant, des difficultés imprévues arrêtent les meilleures intentions. Ainsi pendant la période rigoureuse de l'hiver 1855-56 il a été impossible de faire blanchir convenablement les draps de lit. Pour diminuer la grande consommation du linge à pansement, on voulait le faire laver de façon qu'il servît de nouveau, mais il n'y avait pas de buanderie. Il fallait le brûler pour préserver l'hôpital des émanations putrides qu'il répandait. Le chirurgien en campagne doit ménager la charpie et les compresses de toile, devenues chaque jour plus difficiles à renouveler à mesure que le coton est d'un emploi plus général et se substitue au fil de lin et au chanvre. Le coton cardé accrut nos ressources. Une compresse de ouate entretient une chaleur douce et uniforme; c'est un excellent mode de pansement qu'il est bon de recommander. Il est vrai que la ouate n'est pas absorbante, mais on obvie à cet inconvénient en plaçant entre la ouate et la plaie quelques brins de charpie.

Le régime alimentaire des ambulances divisionnaires était en principe celui des hôpitaux de France, sauf quelques modifications fortuites nécessitées par des faits imprévus. Le bouillon n'a jamais manqué. Outre la viande et les légumes, les ambulances recevaient des pâtes féculentes, des œufs, des pruneaux, des confitures, du chocolat et du vin. Elles ont même été pourvues de boîtes de lait conservé. Ce lait a la consistance du beurre; il suffit de l'étendre dans un volume d'eau trois ou quatre fois plus grand; il conserve ses qualités, même s'il reste exposé à l'air pendant quelques jours. Les médecins ont pu quelquefois distribuer du vin de Bordeaux provenant de dons nationaux.

On comprend que ces ambulances ont dû plusieurs fois se déplacer dans le cours de la guerre. Voici l'histoire de l'ambulance de la troisième division du deuxième corps. Par celle-là, on pourra juger des autres.

Le 20 septembre, à l'Alma, cette ambulance se scinde en deux parties. L'une s'établit sur le champ de bataille; l'autre suit la division. Quatre cents blessés, dont cent Russes, pansés dans la nuit,

sont immédiatement embarqués; quinze amputations sont pratiquées. Arrivée sous les murs de Sébastopol, l'ambulance s'installe dans une ferme tartare en ruines, et reçoit les premiers blessés du siége. Le 6 novembre, jour de la bataille d'Inkerman, une section s'en détache pour se rendre au camp du Moulin. Elle reçoit 400 blessés russes, et comme il est plus facile d'apporter des tentes que d'emporter les blessés, elle reste définitivement sur le champ de bataille avec une brigade de sa division. On l'avait établie provisoirement sur le lieu du combat sans se préoccuper du choix de l'emplacement. Plus tard le mauvais temps empêcha de la transporter ailleurs et même de l'agrandir. Elle était sur un terrain plat, dominé, resserré de tous côtés par les camps anglais et français; mais elle se trouvait à proximité des travaux de siége, à l'entrée du ravin du Carénage et à peu de distance de celui de Karabelnaïa. C'était sur cette ambulance divisionnaire que les ambulances de tranchée évacuaient la plupart des blessés. On y a fait jusqu'à cent trente grandes opérations en vingt-quatre heures, à la suite d'un de ces combats de nuit qui étaient si meurtriers et si fréquens dans l'hiver de 1855.

Cependant la 3e division du 2e corps avait fait des pertes cruelles et nombreuses. Ses chefs les plus vaillans étaient tombés à sa tête; son effectif était réduit à 3,000 hommes. Elle reçoit l'ordre d'aller sur la Tchernaïa et d'y remplacer la 1re division. Chaque division laisse ses ambulances et ses malades dans leurs positions respectives, le personnel médical et le matériel administratif se déplacent seuls, passant d'une ambulance dans une autre.

L'ambulance que la 1re division laissait à la 3e était dans une situation heureuse, sur le plateau d'Inkerman. Le sol était sec, élevé, légèrement incliné, soumis à la continuelle ventilation d'une brise bienfaisante. C'était un quadrilatère allongé, séparé en deux parties égales par un chemin empierré. L'enceinte était formée par une tranchée et par un amas de tonneaux remplis de terre servant de parapet. Les abris étaient des tentes-marquises, simples ou doubles, des tentes turques ou des baraques. Des vingt-quatre baraques, dix-sept avaient été fournies par les Anglais; mais, improvisées au début de la campagne, elles ne valaient pas celles que l'armée reçut plus tard. Basses, humides, mal aérées, elles n'étaient employées que par nécessité. La baraque affectée au logement des médecins se trouvait au milieu même de l'ambulance. Les médecins, après avoir subi pendant le jour l'infection miasmatique, y séjournaient encore pendant la nuit sans aucune nécessité. On ne saurait trop insister sur le danger et l'inutilité de pareilles imprudences. Les officiers de santé exagèrent presque toujours le sentiment du devoir. Ils restent à l'ambulance, même quand leur service est terminé. Ils se

feraient scrupule, en temps d'épidémie, d'une promenade à cheval, négligeant pour eux-mêmes les mesures préventives qu'ils conseillent à autrui. Cet excès d'abnégation peut priver l'armée d'hommes instruits et compromettre le service des malades. Rien n'empêche les officiers de santé de loger à 200 mètres de l'ambulance; les médecins de garde y passeraient seuls la nuit.

Il va sans dire que par momens le corps médical avait tant de besogne, que les forces humaines et l'activité la plus ardente n'y pouvaient satisfaire. Quelque nombreux qu'il puisse être, il devient forcément insuffisant au moment d'une bataille ou d'une épidémie. Lorsqu'une demi-journée de combat envoie à une centaine de médecins d'ambulance six ou sept mille blessés à la fois, pourront-ils placer assez tôt une simple compresse et une bande autour de chaque blessure? pourront-ils faire pour chacun les opérations qu'indique la chirurgie? Pour ces besoins, on avait créé en Crimée un personnel en sous-ordre qui a rendu les plus grands services. Notre mode de recrutement fait de notre armée une image vivante de notre société et en rassemble sous les drapeaux les divers élémens. Parmi les convalescens, nous rencontrions souvent des jeunes gens qui avaient reçu de l'instruction, des bacheliers, des avocats même. Un certain nombre d'entre eux auraient dû retourner dans leurs familles avec un congé de convalescence; mais nous retînmes ceux qui paraissaient capables d'aider les médecins. Ces nouvelles fonctions, en leur apportant quelque bien-être, accéléraient leur guérison; bientôt même, devenus tout à fait valides, ils retournaient à leurs corps, et d'autres les remplaçaient. Ces utiles auxiliaires portaient le titre de *soldats panseurs*. MM. Scrive, Thomas, Morgue, Lustreman, en Crimée et à Constantinople, les façonnaient avec un soin particulier et faisaient le plus grand éloge de leur promptitude et de leur habileté. Quand le typhus décima le corps médical, on craignit un moment de manquer de médecins. On pressait le ministre de la guerre d'en envoyer le plus possible; mais le ministre n'en avait plus à sa disposition, et le recrutement ne répondait pas aux besoins. Grâce aux soldats panseurs, on a pu triompher de cette grave difficulté. Sans leur précieuse assistance, le service médical eût été entravé. Ces agens subalternes ont montré un zèle, une aptitude, une intelligence qu'on ne trouve si communément, il faut le dire, que dans l'armée française. Ils étaient chargés de la tenue des cahiers de visite, de la distribution des alimens prescrits et des médicamens, de l'application des pansemens simples, cataplasmes, vésicatoires, etc. Ils préparaient avec une rare adresse les appareils à fracture; ils étaient même parvenus à panser, sous les yeux des chefs de service, les amputés d'une manière irréprochable. L'un d'eux par exemple a pu

arrêter deux fois par une compression bien faite une hémorrhagie foudroyante de l'artère fémorale, et donner ainsi au médecin le temps d'arriver pour lier le vaisseau. Toutefois il est nécessaire de limiter strictement le champ d'action des soldats panseurs; leur intervention doit être exclusivement manuelle; ils ne peuvent s'immiscer en rien à la direction du traitement. Ce sont des mains ajoutées aux mains du chef de service, rien de plus.

Les heureux résultats qu'a donnés cette institution des soldats panseurs improvisée en Crimée ne doivent pas être perdus. Ils amèneront la suppression définitive des sous-aides médecins. Ces sous-aides remplissaient avec négligence des fonctions qu'ils trouvaient trop infimes. Quoiqu'ils ne fussent pas docteurs, leur collet brodé les faisait prendre pour des savans, et trop souvent on leur confiait des directions médicales. Enlevés des bancs des écoles pour le service des armées, ils y perdaient le temps le meilleur pour l'étude. Leurs années de jeunesse s'écoulaient dans les camps, et quand ils en revenaient, ils ne se sentaient ni la force ni le courage de recommencer leurs études classiques pour s'acheminer vers le doctorat. Quand les facultés de médecine finissaient par leur accorder le diplôme, c'était le plus souvent en tenant plus de compte de leurs vieux services que de leur mérite scientifique. Elles peuplaient ainsi d'auxiliaires médiocres le corps de santé des armées.

Les Anglais, outre leurs infirmeries régimentaires, possédaient quatre ambulances, une à Inkerman, deux à Balaclava, une au monastère Saint-George. Le service médical, dirigé par le savant et habile sir John Hall, ne laissait plus rien à désirer à la fin de la campagne. Les infirmiers remplissaient avec zèle leurs fonctions sous l'impulsion active et intelligente de femmes hospitalières à la tête desquelles on remarquait la célèbre miss Nightingale. Beauté, jeunesse, fortune, elle avait tout sacrifié à la noble mission de soulager la souffrance. Cette jeune femme frêle qu'on voyait à cheval parcourant les ambulances confondait dans sa pieuse sollicitude les malades des trois armées alliées. A l'époque du typhus, elle fit aux ambulances françaises et sardes un don considérable de vin de Porto et de conserves de toute espèce.

Les ambulances anglaises étaient d'une remarquable propreté. On a vu que cette qualité ne se rencontrait pas dans les nôtres. Cette différence tient en partie à la position plus haute et plus indépendante du médecin militaire anglais, qui exerce une plus grande autorité pour l'exécution des mesures hygiéniques. Le régime alimentaire s'écartait de celui de nos ambulances. Le thé, la viande rôtie, les *puddings* y tenaient une large place. Le médecin pouvait ordonner la bière, les vins de toute sorte, le rhum, le cognac, et tout ce qu'il

jugeait convenable. Seulement, les *extra* devaient être prescrits dès la veille. Dans les magasins d'approvisionnemens de ces ambulances, j'ai vu même du vin de Champagne. On s'en servait pour arrêter certains vomissemens.

Les ambulances sardes ressemblaient beaucoup à nos établissemens hospitaliers; la plupart de nos règlemens y étaient adoptés. Le service médical des Sardes est, comme le nôtre, placé sous l'autorité de l'intendance militaire; il ne fonctionne pas, comme chez les Anglais, par sa propre initiative. Le savant médecin en chef, M. Comizetti, était bien secondé par des praticiens sages et expérimentés. Les ambulances étaient situées sur les hauts plateaux de Kamara, au-dessus du cap de Balaclava. Chacune se composait de 42 belles baraques d'une capacité moyenne de 36 lits, planchéiées et proprement tenues. Les lits étaient formés de deux chevalets en bois supportant trois planches, un matelas, un oreiller, une paire de draps et deux couvertures. Les officiers avaient de plus une paillasse, une table de nuit et une descente de lit. Les infirmeries régimentaires étaient installées sur le modèle des nôtres. En tout, on comptait 1,600 lits, nombre élevé pour une armée de 15 à 18,000 hommes. Jamais plus de 1,200 lits n'ont été occupés. L'armée piémontaise a été fort éprouvée par le scorbut; mais le typhus ne l'a atteinte que légèrement. Dans chaque section, une sœur de charité présidait à la distribution des alimens et des médicamens, surveillait les soins donnés aux malades, et dirigeait les infirmiers. A la cuisine, à la dépense, à la pharmacie, à la lingerie, à la buanderie, partout on trouvait une sœur intelligente et dévouée. Chaque jour, des sœurs allaient au marché de Balaclava faire des achats et des approvisionnemens. Leur ingénieuse charité avait doté les ambulances d'un poulailler de cinq cents poules que nourrissaient les débris de la table. Le traitement annuel de ces sœurs était de 500 francs; elles recevaient en outre deux rations journalières de vivres de campagne. Elles remplissaient à peu près les fonctions de nos infirmiers-majors. Les médecins sardes étaient encore assistés de soldats exercés à la phlébotomie, chargés des écritures et des cahiers de visite. A chaque ambulance était attaché un habile remouleur. C'est là aussi une excellente mesure, qu'il serait bon d'emprunter.

J'ai visité l'ambulance russe de la Belbec; elle était bien installée et pourvue d'un bon mobilier. Les lits étaient à deux places, avec matelas, draps et couvertures distincts. On économisait ainsi l'espace; il n'est pas sans danger pourtant d'accoupler les malades. Il y a un demi-siècle qu'en France on a renoncé à ce système anti-hygiénique. Les baraques, disposées pour 120 places sur quatre rangs de lits, étaient bien tenues; mais on négligeait le renouvellement de

l'air. Par le plus beau soleil, les portes et les fenêtres étaient hermétiquement fermées, l'atmosphère était lourde et méphitique; aussi le typhus a-t-il fait de nombreux ravages. Mon secrétaire, M. Benjamin Crombez, en a été atteint pour être demeuré seulement une heure dans cette ambulance. Il est singulier que le souvenir des désastres passés ne soit pas plus instructif et que les leçons les plus terribles soient perdues. En 1829, l'armée du Danube, attaquée par le typhus et la peste, perdit 60,000 hommes. Le nombre des soldats qui repassèrent le Pruth ne dépassa pas 10 ou 15,000 combattans (1). Comme les Anglais et les Sardes, les Russes étaient soignés par des femmes dévouées. Sur quelques lits, on voyait des soldats morts, le visage découvert; au chevet brûlaient de petites bougies; c'est sans doute quelque pratique religieuse : les malades voisins n'en paraissaient nullement émus.

Deux médecins russes, faits prisonniers de guerre avec les infirmiers de leur ambulance à l'attaque des ouvrages blancs sous Sébastopol, avaient été amenés au grand quartier-général. L'un, blessé à la tête, fut soigné à l'ambulance; l'autre, très bien portant et fort habile chirurgien, prit la direction d'un service spécial de blessés russes. Comme tous ses confrères, il pratiquait l'amputation par la méthode circulaire, en incisant les tégumens en arrière pour faciliter l'écoulement du pus, et en maintenant les lèvres de cette plaie par une mèche de charpie cératée, à l'imitation de M. Sédillot, de Strasbourg, pratique qui a donné d'excellens résultats. Les médecins russes parlaient français et vivaient avec nos médecins. Plus tard ils furent échangés contre des prisonniers de notre armée. Leurs infirmiers, qui les aidaient, étaient si habiles dans l'opération des ligatures artérielles et des pansemens, qu'il n'est pas survenu une seule hémorrhagie consécutive. Les Russes emploient aussi des soldats panseurs qui remplissent leurs fonctions de la façon la plus satisfaisante. Il faut remarquer encore que les soldats russes portent dans leur sac une compresse et une bande roulée, précieuse ressource qui permet l'application immédiate et bien efficace d'un premier appareil sur le champ de bataille même, où manquent souvent les objets de pansement.

II.

La plupart des opérations chirurgicales se faisaient aux ambulances; elles comprenaient principalement les extractions de balles, les amputations, les résections.

(1) *Campagnes des Russes dans la Turquie d'Europe, en* 1828 *et* 1829, par le colonel baron de Moltke.

Dans la campagne de Crimée, la gravité des blessures n'avait pas seulement pour cause les boulets et la mitraille, tant prodigués dans les siéges; elle tenait aussi au perfectionnement des nouvelles armes de précision et à la substitution des balles coniques aux balles rondes. Les balles coniques, animées d'une plus grande vitesse, entrent en droite ligne, et, broyant les os qu'elles rencontrent, y produisent des éclats plus nombreux et plus étendus. La résistance les déforme sans presque les faire dévier; elles s'allongent, s'aplatissent ou se séparent même en plusieurs morceaux plus souvent que les balles rondes. L'ouverture de sortie des balles coniques est presque toujours diamétralement opposée à l'ouverture d'entrée. Il est assez rare au contraire que le passage d'une balle ronde soit direct.

Porter le bistouri sur les ouvertures d'entrée et de sortie que les balles laissent dans le corps était une habitude et un précepte qui prévalaient encore en 1830, quand j'accompagnai l'armée qui allait conquérir l'Algérie. Les maîtres les plus autorisés recommandaient d'inciser largement la peau et les tissus sous-jacens, afin de favoriser l'épanouissement des parties lésées, d'en empêcher l'étranglement, et de prévenir les accidens qu'entraîne cet étranglement, par exemple la gangrène. Cette opération sanglante, appelée *débridement,* était bien plus douloureuse que la blessure faite par la balle; mais personne ne doutait qu'elle ne fût très efficace. C'était là, pour ainsi dire, un dogme médical. Dès les premiers combats livrés sur la terre d'Afrique, à Sidi-Ferruck et à Staoueli, je constatai avec étonnement qu'un grand nombre de plaies qui n'avaient pas été, faute de temps, agrandies par l'instrument tranchant se guérissaient sans mésaventure, plus vite même que les plaies où le bistouri avait passé. En Crimée, je remarquai avec satisfaction que le débridement des plaies ne comptait plus un seul défenseur. Quoiqu'il trouve encore des partisans dans les luttes académiques, il a été repoussé comme une doctrine « inutile et barbare. » C'étaient les termes dont je m'étais servi dans un ouvrage publié en 1836 (1). Rien n'est venu prouver que ce jugement fût erroné. J'avais même constaté que le débridement n'empêche pas certains accidens quand la blessure recèle des corps étrangers, tels que bourres, pièces d'équipement, morceaux de drap entraînés par le projectile, ou bien la balle même, soit tout entière, soit en partie, si le plomb, heurtant l'angle d'un os, s'est séparé en plusieurs fractions.

Quelquefois des *esquilles,* ou pièces d'os brisés, restent au milieu des chairs et les irritent comme de véritables épines. En ce cas, le meilleur remède à tenter est l'extraction de ces corps étrangers.

(1) *Clinique des Plaies d'armes à feu,* 1 vol. in-8°; Paris, J.-B. Baillière, 1836.

Doit-on confier aux seuls efforts éliminatoires de la suppuration, comme on le conseille encore de nos jours, le soin d'expulser les esquilles? Les échecs en ce genre sont si fréquens, qu'il est évidemment préférable de les enlever toutes le plus vite possible, qu'elles soient ou non adhérentes, afin de simplifier la plaie. Une plaie simple guérit régulièrement sans faire naître dans le cours du traitement une foule de complications fort douloureuses qui mettent à chaque instant en danger la vie du blessé. Lisfranc disait qu'il fallait faire une *guerre de partisan* à ces complications, c'est-à-dire les combattre le bistouri à la main. Mieux vaut encore prévenir ces luttes en retirant immédiatement les esquilles. La conservation des esquilles amène des suppurations intarissables, des souffrances presque continues, avec exacerbation à chaque élimination d'une pièce osseuse, qui épuisent la force vitale et que suivent le marasme, la résorption purulente, la diarrhée colliquative, la mort.

Au contraire, quand la plaie renferme non pas un éclat osseux, mais une balle ronde non déformée, et que le chirurgien n'en retrouve pas tout d'abord la trace, il fera plus sagement de ne pas multiplier les recherches et d'épargner des souffrances au malade. La présence d'une balle provoque moins d'irritation que les angles aigus d'une esquille; d'autre part, en raison de sa pesanteur, la balle finit par se rapprocher de la périphérie des membres, où il devient plus aisé de l'atteindre.

Si l'extraction des balles est souvent une opération difficile, c'est que, traversant des tissus dont la densité et par conséquent la résistance varie, le projectile s'écarte de son premier chemin. Une balle tombée obliquement sur une côte ne pénètre pas toujours dans la poitrine; elle peut rouler en cercle à la surface de cet arc osseux, sur lequel elle est retenue par la puissance élastique de la peau, qui neutralise sa force centrifuge. Quand la balle pénètre dans les tissus, elle les déchire par refoulement à la manière d'un coin. Arrivée à la fin de sa course, elle rencontre souvent dans la peau une résistance qu'elle ne peut vaincre, et elle reste sous l'enveloppe cutanée. En ce cas, on la saisit entre le pouce et l'index de la main gauche, et l'on incise la peau sur elle autant qu'il est nécessaire pour que, pressée par les doigts d'arrière en avant, elle s'échappe au dehors. Souvent elle résiste; alors il est inutile d'agrandir l'incision; il faut chercher la cause qui la retient. L'obstacle est dû à la présence d'une lamelle celluleuse, mince et transparente, dont les projectiles se coiffent par leur action de refoulement à la fin de leur course. C'est comme un petit sac; il suffit de l'ouvrir, et le plomb en sort aisément.

J'ai pu démontrer ce fait d'une manière péremptoire, et j'ai ap-

pelé ce sac *kyste primitif,* par opposition au *kyste définitif* qui s'organise autour des balles, lorsque, abandonnnées à elles-mêmes et laissées à demeure, elles prennent droit de cité au milieu de nos tissus. Ces hôtes singuliers peuvent séjourner à tout jamais dans leur kyste et rester à peu près inoffensifs. D'autres fois la pression exercée sur le kyste par le poids du plomb l'irrite, le ramollit; la balle s'ouvre un passage de proche en proche, le vide se ferme graduellement derrière elle par un travail de cicatrisation qui la pousse à son tour, et elle se met à voyager. Sa marche est lente, presque inaperçue. Seulement, au bout de quelques années, une balle qui était au bas des reins se retrouve près du talon.

Les plaies par armes à feu, étant essentiellement contuses, déterminent une forte réaction inflammatoire, qui, pouvant, à travers une série d'accidens, amener la gangrène, réclame souvent une médication énergique. En ce cas, le froid, la glace, que j'ai introduite dans le traitement des blessures, me paraît le meilleur agent thérapeutique. L'illustre Percy se servait de l'eau froide pour guérir les plaies d'armes à feu; j'avais suivi son exemple, et les beaux résultats que j'obtenais m'ont engagé à faire une étude approfondie de l'action des réfrigérans. Quand l'inflammation dépasse certaines limites, l'eau froide est insuffisante; il faut recourir alors à la glace, soit seule, soit même mélangée de sel marin pour augmenter l'intensité du froid, que l'on gradue selon la violence de l'inflammation traumatique. La glace ne doit jamais être en contact immédiat avec les tégumens. On commence par mettre sur la partie enflammée une simple compresse de toile trempée de temps à autre dans l'eau froide; on dépose ensuite dans les plis des morceaux de glace. Si la réfrigération ne procure qu'un soulagement médiocre sans anéantir une sensation de brûlure profonde et douloureuse, si, selon l'expression des malades, la glace semble s'échauffer, il faut augmenter le froid par l'addition du sel marin. Au reste, rien n'est plus facile que d'éviter l'abus des réfrigérans et les accidens qui en seraient la suite. Le contact du froid sur une partie enflammée détermine des sensations agréables, un soulagement non équivoque. Ces sensations sont des guides infaillibles, qu'on doit soigneusement interroger. Les réfrigérans sont continués tant qu'ils amènent du bien-être, et supprimés graduellement dès qu'ils font naître une désagréable impression de froid humide. Cette impression se produit dès que le foyer pathologique s'éteint; elle irait jusqu'à la plus vive douleur si l'on ne retirait la glace, qui soutirerait alors du calorique normal. Le malade est donc le meilleur juge à consulter. Cependant le médecin, avant l'application de la glace, doit apprécier l'état général du blessé. S'il trouve une constitution affaiblie par les fatigues

et les privations, s'il craint que les forces vitales épuisées ne fassent défaut, et qu'une réaction salutaire ne puisse avoir lieu, il donnera des boissons excitantes au lieu de réfrigérans; il entourera la plaie d'une forte couche de ouate pour entretenir la chaleur. L'emploi de la glace serait ici un monstrueux contre-sens.

Les adversaires de la méthode réfrigérante redoutent la gangrène, ou tout au moins les répercussions et arrêts de transpiration. Il est difficile de comprendre *à priori* qu'un membre puisse sans danger être couvert de glace pendant plusieurs jours, tandis qu'un simple glaçon, tenu quelques instans entre les doigts, amène un commencement de congélation, de vives douleurs, un sentiment de constriction insupportable. C'est que la glace agit, dans le second cas, sur une surface enflammée, dans le premier sur une région saine. L'inflammation communique à la région dont elle s'est emparée une résistance au froid très remarquable. Hunter, après avoir congelé l'oreille d'un lapin en l'entourant d'un cornet plein de glaçons, ne put congeler de nouveau cette même oreille prise d'inflammation. Ce fait est une révélation. Il faut distinguer la chaleur organique normale ou physiologique, celle de l'état de santé, de la chaleur anormale morbide produite par l'inflammation. Le calorique normal indispensable à l'exercice régulier des fonctions ne saurait être soutiré sans péril : on sait combien un simple refroidissement peut être dangereux. Quant au calorique engendré par l'inflammation, s'il est modéré, s'il ne dépasse pas un certain degré nécessaire à la guérison, on ne doit pas le diminuer. C'est quand il se produit avec excès qu'il offre des dangers et détermine une foule d'accidens. Il vaut mieux, dans ce cas, recourir aux applications réfrigérantes qu'aux saignées locales ou générales. Le froid est sédatif; il calme la douleur et prévient l'afflux du sang dans la partie lésée, tandis que les sangsues, par la succion, par leur piqûre douloureuse, attirent le sang et congestionnent la plaie. Le froid tonifie le malade, les saignées l'affaiblissent; le froid est l'agent le plus énergique qui puisse arrêter l'inflammation, en prévenir les écarts; les saignées sont souvent inefficaces. Le froid tend à localiser la phlegmasie, à l'emprisonner dans la blessure, à en prévenir les irradiations sympathiques sur les grands viscères, notamment sur le cœur, dont la réaction suscite la fièvre. L'inflammation a quelquefois une telle intensité, que j'ai dû appliquer pendant plusieurs jours sur des plaies compliquées d'étranglement des mélanges réfrigérans à 14 degrés au-dessous de zéro. Lors de l'insurrection de juin 1848, j'ai maintenu la glace pendant quarante jours sur la jambe d'un officier blessé. Le quart de la substance du tibia broyé par le projectile avait été extrait pour simplifier la plaie. L'amputation a pu être évitée, et quinze mois

plus tard cet officier quitta ses béquilles pour marcher librement. C'est là un des plus beaux triomphes de la chirurgie conservatrice.

Le traitement par la glace peut s'appliquer non-seulement aux blessures de guerre, mais aux lésions provenant d'accidens, aux entorses, contusions, fractures, et particulièrement aux hernies étranglées, qu'il guérit souvent sans opération, avec le plus grand succès. Il est prudent de borner ce traitement aux lésions *par cause vulnérante,* parce que là l'élément inflammatoire est franc, pur, dégagé de toute influence des prédispositions individuelles. Pratiqué sur des milliers de malades au Val-de-Grâce, où j'ai dirigé pendant dix années le service chirurgical, le traitement par la glace a fait ses preuves; la chirurgie militaire s'en est emparée et en tire un excellent parti.

Les bombes produisent des blessures toujours fort graves. Dans la poitrine et l'abdomen, elles font d'affreuses brèches que l'art est impuissant à réparer. Un boulet ou un éclat de bombe a-t-il emporté un membre, le blessé éprouve les effets d'une commotion générale, et, dès que la stupeur commence à se dissiper, la main du chirurgien devient indispensable pour régulariser la plaie. Si on l'abandonnait aux seuls efforts de la nature, les lambeaux violemment déchirés, parsemés de portions tendineuses d'inégale longueur et de pièces osseuses broyées, détermineraient presque toujours une gangrène mortelle. La rupture des artères peut entraîner des hémorrhagies et une mort presque immédiate. Le général R... est mort en peu d'instans, affaissé sur lui-même, à la suite d'une hémorrhagie provoquée par un biscaïen qui avait séparé en deux l'artère poplitée. On aurait pu lui sauver la vie en comprimant le vaisseau jusqu'à l'arrivée du chirurgien. Il y a des cas cependant où la violence même du coup apporte un remède efficace : l'arrachement d'un membre amène la rétraction du tissu artériel, et l'ouverture du tube, froncée, revenue sur elle-même, oppose une barrière à l'impulsion de la colonne sanguine.

Quelquefois les effets des bombes sont d'une horrible bizarrerie. Le général Pecqueux de Lavarande a été littéralement coupé en deux par une bombe qui a éclaté entre ses jambes. La tête est restée d'un côté, avec une moitié du tronc, un bras et une jambe. D'autres effets plus singuliers, qui n'avaient pas encore été signalés, ont été à plusieurs reprises observés pendant le siége de Sébastopol. On sait que les bombes, en parcourant leur parabole, s'annoncent par un sifflement particulier, que ce sifflement aide à s'en préserver, et qu'on a la sage habitude de se coucher par terre pour éviter les éclats. Il est arrivé qu'au moment où des soldats se courbaient pour se jeter sur le sol, la bombe, décrivant sa courbe, a suivi la convexité de l'épine

dorsale, qu'elle a écrasée dans toute sa longueur. La mort a été instantanée. D'autres fois, le choc étant moins violent, la colonne vertébrale a pu résister; la peau, à cause de son élasticité, n'a pas été entamée; des vaisseaux sanguins sous-cutanés ont seuls été déchirés. Dans ce cas, le sang s'accumule près du sacrum, au point le plus déclive. On a ponctionné la poche ainsi formée par la méthode sous-cutanée de M. J. Guérin, pour éviter les dangers de l'introduction de l'air dans les cavités closes. Il s'en est échappé un sang noir, altéré. La guérison s'est heureusement faite.

Autrefois, quand on trouvait sur le champ de bataille un cadavre ne présentant à l'extérieur aucune trace de blessure, on attribuait la mort au *vent du boulet*. Cette erreur n'a plus cours. D'une part, on voit un boulet enlever le sac des épaules d'un soldat, son képi, sa pipe même, sans laisser de marque de son passage. D'autre part, on trouve souvent sous la peau les viscères réduits en bouillie et les os broyés. Le vent du boulet ne saurait faire de tels désordres; c'est le boulet lui-même qui les produit, surtout dans ses derniers ricochets vers la fin de sa course. L'élasticité de la peau explique comment, malgré la rencontre du boulet et du corps, elle a pu rester intacte.

Le général Bosquet avait reçu sur la poitrine en arrière, immédiatement au-dessous de l'omoplate, un éclat d'obus. La peau ecchymosée n'avait pas été entamée; cependant trois côtes étaient fracturées par la face interne, à la manière d'un cerceau redressé avec exagération; il en était résulté une forte dépression très visible, et surtout fort appréciable au toucher. Cette fracture, compliquée probablement d'une déchirure au poumon, avait amené dans la poitrine un épanchement de sang qui, refoulant le tissu pulmonaire contre la colonne vertébrale, s'opposait à l'introduction de l'air dans les cellules bronchiques. Le général a été très habilement traité par M. Secourgeon, médecin en chef du 3e corps.

La partie de la science qui regarde les amputations est des plus importantes. Où faut-il les pratiquer? quand peut-on les éviter? Telles sont les deux questions sur lesquelles la campagne de Crimée a répandu de précieux éclaircissemens.

Pendant les guerres de l'empire, quel que fût le point vulnéré du bas de la jambe, fût-ce le talon, on pratiquait l'amputation à la jarretière, à quatre ou cinq travers de doigt au-dessous du genou. Le moignon se dissimule alors dans l'ampleur du pantalon, et l'amputé se sert d'une *jambe de bois,* sorte de pilon très simple, non sujet à dérangement. C'est là un avantage auquel beaucoup de chirurgiens ne veulent pas renoncer. Cependant depuis une vingtaine d'années des praticiens distingués ont établi en précepte que l'amputation doit se faire le plus bas possible, et, toutes les fois qu'on le peut,

immédiatement au-dessus des malléoles, c'est-à-dire des chevilles. A ce point, la circonférence de la jambe est moindre que plus haut, et la surface traumatique étant plus petite, on a moins d'inflammation, d'accidens ultérieurs à redouter; aussi les cas de guérison sont-ils nombreux. Ce précepte rentre d'ailleurs dans le principe général, qu'il faut toujours amputer le plus loin possible du tronc. La mission du chirurgien est avant tout de sauver la vie du blessé; sa conscience lui commande donc de préférer l'opération la moins redoutable. D'autres raisons militent en faveur de l'amputation sus-malléolaire. L'importante articulation du genou est conservée, et à l'aide d'un membre artificiel il est facile de dissimuler la mutilation. Cette considération n'est pas indifférente pour un jeune homme dont la carrière est à faire, ni même pour un officier supérieur commandant à cheval. Un lieutenant-colonel sur lequel j'ai pratiqué cette opération a pu continuer à servir, il est même aujourd'hui colonel. Il est vrai que la mécanique à fournir au soldat amputé au-dessus des malléoles coûte deux ou trois fois plus cher que le pilon classique; mais l'état ne sera jamais obéré pour si peu. Ainsi que je l'ai démontré en 1839, on peut enlever le pied en entier sans recourir à l'amputation de la jambe; on prend un lambeau de parties molles pour recouvrir la plaie sur le cou-de-pied, ou mieux encore au talon : dans ce dernier cas, l'amputé marche très bien, et sans mécanique, en appuyant le poids du corps sur son pilon posant sur une bottine à talon élevé.

J'ai rencontré quelques amputations pratiquées au milieu du mollet, et j'ai dû exprimer un blâme sévère. Le soldat ne doit jamais servir à des expérimentations, et le conseil de santé des armées a bien raison de maintenir la sage et traditionnelle prescription qui défend aux chirurgiens militaires d'employer des modes de traitement et d'opération que n'a pas sanctionnés l'expérience. L'amputation au milieu du mollet a de graves inconvéniens. Le volume de la jambe, plus considérable à cet endroit, donne une plaie plus large, et accroît ainsi les chances de mortalité. D'autre part, le moignon, trop long, se prête moins bien à l'application de la jambe de bois.

Une vérité que les faits nombreux observés en Crimée permettent d'affirmer aujourd'hui, c'est que toutes les fois qu'il n'est pas possible d'amputer la jambe, la désarticulation du genou doit être préférée à l'amputation de la cuisse. Celle-ci a moins souvent réussi que celle-là. Toutefois la désarticulation du genou doit être immédiate; c'est encore là un point acquis désormais à la science, qu'on en compromet le succès en la retardant. En effet le volume des os, même dans l'état de santé, n'est pas en harmonie parfaite avec la quantité des parties molles, et la disproportion devient plus grande quand le malade a perdu son embonpoint par suite de souffrances

prolongées et d'abondantes suppurations. La désarticulation du genou conserve aux amputés le libre jeu de l'articulation coxo-fémorale, et donne un point d'appui solide pour un membre artificiel.

Avant la guerre de Crimée, c'était un principe généralement accepté qu'une fracture du fémur déterminée par un coup de feu nécessite l'amputation. Il y a lieu de penser que, grâce à mes nouveaux appareils à fractures, on peut en appeler de cette sentence trop absolue (1). Ces appareils ont l'avantage de conserver au membre sa conformation normale sans le comprimer, sans l'atrophier, de maintenir la fracture dans l'immobilité la plus parfaite par la permanence de l'extension, de la contre-extension et de la coaptation, opérées à l'aide de liens élastiques qui remplacent parfaitement l'action contractile des doigts. L'inflammation s'apaise plus vite; la cuisse, presque complétement découverte, reste exposée à la salutaire influence de l'air et de la lumière. Le chirurgien, pendant toute la durée du traitement, peut suivre constamment de l'œil la marche de l'affection, se passer d'aides, appliquer des topiques et panser les plaies très facilement. En Crimée, à Constantinople, dans les grands services de nos plus habiles médecins, de MM. Lustreman, Thomas, Salleron, Maupin, Marmy, beaucoup de membres pelviens, cuisses et jambes, ont été sauvés par l'emploi de ces appareils à fractures. On avait d'abord soin d'extraire les esquilles détachées, dont la présence dans les chairs aurait entretenu une suppuration interminable et presque toujours mortelle. Après cette extraction, on donnait à la plaie une position déclive pour faciliter l'écoulement du pus, et on laissait la nature agir librement, sans contrainte. Plusieurs guérisons ont été obtenues, sans que l'extraction laissât de notables difformités. Le *cal* vicieux, ou soudure de fractures vicieusement consolidées, avec déformation des membres, a pu être redressé avec succès à l'aide de ces appareils, même après plusieurs mois. Le raccourcissement du fémur, proportionnel à la perte osseuse, peut le plus souvent se dissimuler par un haut talon de botte.

Les amputations de la cuisse sont d'autant plus graves qu'elles se rapprochent davantage du tronc; il est donc fort important de les éviter. Rappelons que, si la désarticulation du genou a besoin d'être immédiate, la désarticulation coxo-fémorale paraît ne pouvoir réussir au contraire qu'à la condition d'être pratiquée quelque temps après la blessure reçue. Cette remarque est fort importante, car il s'ensuit qu'on peut, qu'on doit même, à mon avis, tenter d'abord la conservation du membre. L'extrémité supérieure du fémur étant presque uniquement formée d'un tissu spongieux, plus facile à traverser que les os compactes, la balle, trouvant moins de résistance,

(1) J'ai lu une description de ces appareils à l'Académie des Sciences le 7 avril 1854.

y fait moins de dégâts. On peut donc appliquer là un appareil à fracture; on doit le faire, car on ne court pas de risques; si l'on échoue, il est toujours temps de recourir à l'amputation.

Pour les membres supérieurs, on peut éviter très souvent l'amputation et les conserver, non-seulement par les ablations d'esquilles, mais encore par les résections, procédé opératoire qui donne les plus admirables résultats. Ces résections, je les avais souvent pratiquées sur les champs de bataille, ou conseillées et expliquées dans des livres ou dans l'enseignement oral. C'est avec une vive satisfaction que j'ai vu les chirurgiens de Crimée, devenus sobres d'amputations, faire des résections toutes les fois qu'ils pouvaient, au lieu d'emporter le bras en entier. Les résections s'appliquent aux angles saillans des fractures survenues dans le corps des os longs ou à leurs extrémités articulaires. Il faut conserver le plus scrupuleusement possible le *périoste*, c'est-à-dire la membrane qui enveloppe les os; M. Flourens a démontré que cette membrane, qui sécrète le tissu osseux, le régénère, si elle reste en place. Le vrai triomphe de la résection, c'est quand on la pratique sur la tête de l'humérus. Un officier supérieur, M. Bertier, qui a subi cette opération, est aujourd'hui colonel du 86e régiment, et se sert fort bien de son bras opéré, quoiqu'il soit un peu plus court que l'autre. Un sergent-major, à qui j'avais fait il y a vingt-trois ans la même opération en Algérie, M. Plombin, est actuellement colonel du 1er régiment. Grâce à la résection, une fracture isolée du cubitus ou du radius n'entraîne plus nécessairement la perte du membre; il m'est arrivé d'enlever avec succès un de ces deux os presque entier. Les cas même où ils se trouvent fracturés simultanément ne sont pas toujours, à moins de complications graves, des cas d'amputation. On peut en dire autant des fractures du corps de l'humérus. Les résections ont l'avantage non-seulement de sauver le membre, mais d'être suivies de guérisons plus certaines. Observons de notre mieux les règles de la chirurgie conservatrice. C'est surtout pour les fractures de la main qu'il importe de se bien pénétrer de ce précepte et de l'appliquer dans toute sa rigueur. Il ne faut jamais oublier qu'un tronçon informe de doigt peut encore être fort utile. Il y a huit ans, en juin 1848, on m'amena un capitaine pour être amputé au poignet droit par suite d'un coup de feu. Je réussis non-seulement à éviter l'amputation, mais à conserver le petit doigt, la moitié de l'index et le pouce. Cet officier peut encore tenir son sabre, et il a continué à servir. Je l'ai rencontré en Crimée colonel d'un régiment; pour se faire reconnaître de moi, il m'a montré sa main.

On ne peut pratiquer aussi souvent les résections sur les membres inférieurs, surtout en temps de guerre, quand les blessés sont exposés à des transports longs et pénibles. Organe de support, le

membre inférieur a plus besoin de solidité que le bras. Des muscles très volumineux rendent moins accessibles à la main du chirurgien les esquilles du fémur que celles de l'humérus. La fracture comminative des deux os de la jambe est très souvent un cas d'amputation. Cependant, si le blessé peut être soustrait au danger des transports, s'il est traité dans un établissement bien approvisionné, on doit tenter la conservation. Quand le tibia ou le péroné est fracturé isolément, la résection ou même la simple extraction des esquilles suffit souvent pour amener la guérison. Les perforations du pied par les balles sont moins graves qu'on ne l'a cru pendant longtemps; par l'extraction des esquilles, on évite presque toujours l'amputation. En juin 1848, M. Thayer, aujourd'hui sénateur, a reçu une blessure analogue; l'extraction des esquilles et les réfrigérans longtemps continués ont amené une parfaite guérison.

L'ennemi le plus terrible qu'aient eu à combattre les médecins de l'armée d'Orient a été la *pourriture d'hôpital*. Ce fléau naît, comme le typhus, du méphitisme concentré et prolongé, si difficile à éviter dans les armées stationnaires étroitement cantonnées; il survient spontanément, se propage par l'air et envahit les plaies. Tant que les plaies ne sont pas entièrement cicatrisées, il faut le redouter. Que de fois de pauvres blessés touchant au terme de leur guérison, se préparant à retourner dans leur famille, ont péri victimes de la pourriture d'hôpital! On reconnaît cet affreux mal quand la blessure se sèche, devient douloureuse, prend une teinte ardoisée, se parsème de plaques noires. Une désorganisation gangréneuse l'envahit, attaquant de préférence le tissu cellulaire et y pratiquant de profondes excavations. Quelquefois, au lieu de la gangrène humide, la peau se couvre d'une escarre sèche; d'autres fois, pendant que la cicatrice se fait d'un côté, la plaie s'agrandit de l'autre par ulcération : c'est ce qu'on nomme la pourriture d'hôpital ulcéreuse. Dès le début, un cercle rouge violacé, d'un rayon de 5 à 8 centimètres, se produit sur la circonférence de la plaie. Après trois ou quatre jours, ce cercle tombe en gangrène; un autre cercle lui succède pour se gangrener à son tour et causer de vastes déperditions de substance accompagnées parfois de redoutables hémorrhagies. Cette sorte de typhus local ne tarde pas à infester tout l'organisme, et la mort survient bientôt, si l'art a été impuissant ou n'a pu intervenir en temps opportun.

Le premier remède, on le conçoit, est l'isolement dans des lieux sains, non contaminés. Cet isolement est commandé à la fois par l'intérêt du malheureux atteint du fléau et par celui des malades ses voisins, exposés à la contagion. La tente est ici une excellente ressource, surtout si chacun de ceux qu'a attaqués le mal peut avoir la sienne. L'air y est facilement renouvelé; il suffit d'en maintenir le grand tablier circulaire soulevé à quelques décimètres de terre

pour entretenir une ventilation continue, fort salutaire, qui ne peut incommoder le malade placé sur un lit, dans une région plus élevée. Quant aux salles qui contiennent des blessés porteurs de pourriture d'hôpital, une fois imprégnées de miasmes contagieux, il est fort difficile de les purifier. Il faut les abandonner pendant un certain temps, les blanchir à la chaux, les arroser fréquemment de chlorure, y faire souvent des fumigations désinfectantes. A ce prix seulement, la pourriture d'hôpital peut être évincée.

Le traitement local a été la cautérisation au fer rouge, ou le perchlorure de fer, puissant caustique qui pénètre facilement dans toutes les sinuosités de la plaie, et dont M. Salleron s'est servi avec succès. Les pansemens au jus de citron, les poudres de charbon, de quinquina, unies au camphre, ont secondé efficacement l'action des caustiques. Des lotions continues d'eau froide tombant goutte à goutte sont encore un bon moyen désinfectant, un excellent modificateur des plaies, un sédatif constant de la douleur. Quelques injections de teinture d'iode, dont M. Velpeau a généralisé l'emploi, ont donné également des résultats avantageux. Toutefois ce ne sont là que des auxiliaires. Les caustiques sont seuls capables d'arrêter la marche de la pourriture d'hôpital, et de supprimer spontanément la source des liquides putrides qui infectent l'économie tout entière.

Il y a eu de nombreux cas de congélation pendant les deux hivers de 1855 et 1856; mais les faits observés ont présenté des différences notables. En 1855, le froid n'a pas été très intense; ce sont les pluies qui ont abondé; le sol est resté longtemps détrempé, surtout dans les tranchées. Les pieds des soldats, macérés dans l'eau glaciale, ont subi des effets de congélation semblables à ceux que nous avions observés en 1836 sous les murs de Constantine. C'était une tuméfaction accompagnée de rougeur et de plaques gangréneuses plus ou moins prononcées. La congélation reproduisait les six degrés d'altération admis par Dupuytren dans la brûlure. On sait que le froid et le chaud déterminent les mêmes effets. La désorganisation s'opérait par une gangrène humide.

Au contraire, pendant le rigoureux hiver de 1856, où le thermomètre centigrade est souvent descendu à 20 degrés au-dessous de zéro, on a observé des gangrènes sèches et subites. Des malades transportés à l'ambulance sur des cacolets, des soldats endormis sous la tente ont eu les extrémités gelées. L'énergie du froid refoulait les liquides, et les pieds desséchés, réduits de volume, parcheminés pour ainsi dire, devenaient blancs, décolorés; puis il se formait une escarre noire, sèche, une véritable momification.

En Russie, quand on voyage en traîneau sans avoir pris la précaution de se couvrir de fourrure le nez et les oreilles, il arrive de la même façon que le nez et les oreilles blanchissent tout à coup, se

rident et sont privés de vie à tout jamais. Les oreilles de nos soldats ont été préservées par la calotte de drap rouge, appelée *chachia,* qu'on leur avait distribuée. Parmi les soldats du train des équipages, qui, obligés de sortir par tous les temps, ont plus souffert que les autres de la rigueur du froid, beaucoup ont eu un ou plusieurs doigts gelés à la main qui tient les rênes. La congélation des pieds a été très fréquente dans tous les régimens.

Jusqu'à la chute des parties frappées de mort par la congélation, la souffrance est à peu près nulle; l'appétit est conservé, il n'y a qu'une fièvre d'élimination très modérée. On se contentait, d'après mes conseils, d'envelopper le membre d'une couche de ouate dont le contact soyeux et léger est bienfaisant; le malade, se nourrissant bien, pouvait se figurer que son affection n'était pas grave. Malheureusement, lorsque plus tard les orteils, ou la moitié du pied, ou les deux pieds, tombés en putrilage, se séparaient du corps, laissant à découvert une large plaie qu'irritait le contact de l'air, la douleur devenait violente, la fièvre s'allumait, les grands viscères s'affectaient, l'existence était en danger, et souvent la mort survenait, déjouant les efforts de l'art médical.

A mesure que s'élargit le cercle limitrophe des parties mortes et des parties vivantes, la suppuration, déjà fétide, devient plus abondante; les parties molles se détachent par lambeaux, entraînant quelques pièces du squelette; les os restés en place, privés de leurs ligamens, noircissent, puis tombent spontanément. Ce travail éliminatoire, lent et patient de la nature, devait être scrupuleusement respecté. Si, pour le hâter, on cherchait à ébranler une simple phalange retenue à peine par ses ligamens érodés, il n'en fallait pas davantage pour que la plaie se couvrît de bourgeons charnus de mauvaise nature, mollasses, boursouflés, saignant au moindre contact, toujours menacés de pourriture d'hôpital. Les amputations faites en Crimée pour cause de congélation n'ont pas réussi. Dans un de ses rapports, M. Boudier, médecin en chef d'une ambulance divisionnaire, expliquait cet insuccès par le délabrement, l'état de marasme des malades, presque tous atteints de diarrhée chronique (1). Les cas de congélation survenus dans les ambulances mêmes étaient du reste une preuve manifeste de cet épuisement. L'impuissance des opérations imposait au chirurgien le devoir de s'abstenir, d'entretenir simplement des soins de propreté, de désinfecter les plaies en les saupoudrant de chlorure de chaux, et d'abandonner aux seuls efforts de la nature l'élimination des parties mortes. L'abstention des chirurgiens a mis en évidence ce fait, que la nature trace le cercle de démarcation entre les parties vives et les parties mortes

(1) C'est également à cet état d'épuisement qu'il faut attribuer le peu de résultats obtenus par les amputations *doubles,* c'est-à-dire des deux membres à la fois.

beaucoup mieux que la main du chirurgien, et au prix de moins grands sacrifices. L'art assigne aux amputations des lieux d'élection qui souvent obligent à sacrifier des portions de membre qu'on pourrait sauver, tandis que la nature, essentiellement conservatrice, n'enlève que ce qui rigoureusement ne peut vivre. En observant le travail de la nature, on se convainc d'abord que l'indication des lieux dits d'*élection* est dans beaucoup de cas théorique, arbitraire, non légitimée par la pratique, et qu'il peut y avoir avantage à amputer sur la ligne rigoureuse de démarcation entre les parties saines et les parties malades. C'est d'après ces principes que depuis bien des années j'ai créé une série de nouvelles amputations partielles du pied. La guerre d'Orient m'a fourni une foule d'exemples dont je puis faire des argumens. Avant même de me rendre en Crimée, j'avais trouvé à l'hôpital de Marseille, parmi les malades renvoyés en France, trois cents soldats atteints de congélations partielles des pieds qui étaient guéris ou en voie de guérison, quoique l'art ne fût pas intervenu et que la nature seule eût fait tous les frais de la cure. La nature ne tient nul compte des décisions des savans fixant des lieux d'élection. Si une portion d'orteil peut être sauvée, même quand tous les autres doigts sont morts, elle la conserve. J'ai vu sur deux malades la deuxième phalange du petit orteil rester seule après l'élimination spontanée de tous les orteils; chez d'autres, c'étaient le pouce et le petit doigt qui survivaient. Rien de plus divers, de plus ingénieux que les procédés de conservation de la nature. Le chirurgien n'a qu'à l'imiter ou la laisser faire. Voici comment elle procède : la portion d'os à éliminer se dessèche, devient noire et fait saillie. A la base, les chairs conservées se boursouflent, se couvrent de bourgeons et empiètent sur l'os, qui tombe bientôt de lui-même, en laissant un trou profond. Les bourgeons bouchent ce trou rapidement, et de cette façon le moignon, bien matelassé de parties molles, est dans les conditions les plus favorables. Le chirurgien ne doit intervenir que si la nature est impuissante, il ne doit même l'aider qu'avec réserve, lorsqu'il peut craindre la pourriture d'hôpital. C'était l'opinion de M. Thomas, médecin en chef à Constantinople. Il avait remarqué que le plus léger effort pour extraire un os à peine retenu par ses ligamens déterminait presque toujours la pourriture d'hôpital; aussi laissait-il à la nature le soin d'éliminer les parties mortifiées par suite de congélation. Ce n'est qu'en 1856, quand les conditions hygiéniques des hôpitaux sont devenues meilleures, que MM. Thomas et Lustreman ont pu pratiquer avec succès quelques amputations. En campagne, les traitemens les meilleurs peuvent avoir de grands dangers. Dernièrement M. le professeur Chassaignac a amputé au milieu des parties mortes des membres

gangrenés; il a ainsi débarrassé le malade du poids incommode des membres perdus, tari la source des liquides putrides par lesquels l'économie tout entière s'infectait, et calmé même la douleur en faisant cesser par la section des os l'étranglement de la moelle qu'ils contenaient. Cette pratique est bonne dans les cas ordinaires; en Orient, elle aurait infailliblement provoqué la pourriture d'hôpital.

On voit quels devoirs incombent, en temps de guerre, au chirurgien militaire. Un soldat ne doit que l'héroïsme des champs de bataille et l'héroïsme plus grand encore des travaux obscurs, des fatigues, des souffrances fermement supportées; le chirurgien n'a pas seulement à payer de sa personne, à partager une partie des peines et des dangers de ceux qu'il accompagne, qu'il soigne et qu'il cherche à guérir : il faut aussi qu'au milieu de ses occupations actives, souvent trop grandes, il fasse travailler sans cesse son intelligence pour reconnaître les meilleurs procédés, la valeur de telle ou telle opération, la façon de conduire les traitemens, façon qui varie toujours quelque peu avec les circonstances. La première partie de cette tâche, tout le monde sait que les médecins de l'armée d'Orient l'ont remplie avec dévouement; l'armée le proclamait elle-même par la vivacité de ses regrets quand elle a vu s'acheminer lentement vers le cimetière, porté par d'anciens blessés, suivi par des généraux, des intendans militaires, des officiers de tout grade, le cercueil de M. Mercier, médecin en chef de l'ambulance de droite, décoré après la prise de Malakof, mort deux mois plus tard au milieu de ses malades, pour être resté nuit et jour à l'ambulance du Carénage, pour s'être constamment privé d'un repos nécessaire. Je voudrais montrer en quelques mots que, dans l'accomplissement de la seconde partie de leur tâche, celle de l'observation scientifique, on a retrouvé chez nos chirurgiens la même attention, la même activité.

III.

Après avoir porté mes investigations dans tous les régimens, m'être rendu compte de l'organisation de chacun d'eux, des causes de maladies et de décès, je réunis fréquemment les chirurgiens dans des conférences scientifiques où nous nous éclairions mutuellement, où chacun donnait la mesure de sa capacité et profitait de celle des autres. Ces conférences se terminaient toujours par une séance à l'amphithéâtre. M. Scrive, médecin en chef de l'armée de Crimée, à laquelle il a rendu de grands services, avait coutume de nous y accompagner. Là nous faisions répéter devant nous, sur le cadavre, toutes les espèces d'opérations par les médecins de l'armée. De la sorte, nous avions l'avantage de discerner les plus capables et de pouvoir les placer, dans l'occasion, à la tête des services importans.

Un très grand nombre d'officiers de santé assistaient journellement à ces expériences pratiques. Ils me demandaient souvent de les diriger du conseil et de l'exemple, ce que je faisais volontiers. Non-seulement j'acquérais ainsi une plus grande autorité, mais il naissait de là une louable émulation qui entretenait sur le théâtre même de la guerre un goût ardent pour l'étude. Nos conférences eurent même un certain retentissement; les médecins sardes et anglais, sir John Hall entre autres, les honoraient quelquefois de leur présence. La science française y était dignement représentée. Sous l'empire, la moitié au moins de nos médecins d'armée n'avaient pas fait leur doctorat; ils n'avaient ni la capacité ni le droit légal de faire des ordonnances et d'occuper le rang de médecins traitans. Aujourd'hui le corps des officiers de santé se recrute uniquement parmi les docteurs des facultés, et encore ne les admet-il qu'après leur avoir fait subir de nouveaux examens. Tous sont des hommes instruits, autorisés de par la loi et de par le diplôme à diriger le traitement des malades.

Cette réforme était nécessaire. Ne faut-il pas au chirurgien militaire une grande somme de savoir et d'expérience pour qu'il ne soit jamais au-dessous de sa mission? Qui peut avoir à pratiquer, dans un moment donné, des opérations plus nombreuses et plus graves? Et cependant ce n'est pas dans les opérations mêmes, si importantes qu'elles soient, que se trouvent les plus grandes difficultés qu'il ait à surmonter. Pour faire une amputation, une ligature artérielle, les règles sont connues, établies d'avance. Cent fois il a pu s'exercer à l'amphithéâtre, et gagner une certaine habitude de main pour des opérations toujours semblables. Sur un champ de bataille, la variété et la multiplicité des projectiles, le jeu de la mitraille, produisent à chaque instant un ensemble imprévu de blessures plus affreuses les unes que les autres. Ici plus de règles tracées, tout est à improviser; il faut s'ingénier vite et bien pour arrêter la vie, qui s'échappe à travers la plaie. Sur ce théâtre sanglant, il ne suffit pas d'être savant, il faut de plus posséder un coup d'œil rapide, une intelligence prompte et toujours en éveil. C'est ce génie instinctif, si précieux, si nécessaire, que je voudrais voir développer à l'école du Val-de-Grâce, parmi les stagiaires qui doivent peupler le corps de santé de l'armée. Il faudrait les façonner aux problèmes ardus de la médecine militaire, si souvent réduite à vivre d'expédiens, leur montrer comment, avec une lame de sabre, une baguette de fusil, une baïonnette même et quelques lambeaux de capote, on crée de toutes pièces un appareil à fracture sur le lieu même du combat. Au moins devrait-on leur faire un cours approfondi sur les plaies d'armes à feu et les blessures de guerre, car, chose singulière, un cours sur les plaies d'armes à feu n'est pas même professé au Val-de-Grâce. Cependant ces jeunes gens sont là pour s'ini-

tier aux pratiques de la médecine des armées, l'institution n'a pas d'autre but, l'enseignement devrait être surtout dirigé dans cette voie. Il est vrai que, pour bien comprendre l'importance de ces leçons spéciales, pour saisir tous les côtés par où elles touchent aux plus hautes régions de la science, il faut posséder une longue pratique des champs de bataille. Les élèves du Val-de-Grâce trouveraient du moins dans les écrits de nos illustres devanciers, particulièrement dans ceux de Percy et de Larrey, une foule d'enseignemens pratiques, une riche nomenclature d'incidens de guerre et de moyens ingénieux; ils verraient comment un grand chirurgien peut vaincre les difficultés de toute sorte que la guerre lui oppose à tout instant.

Ces difficultés sont innombrables. Reconnaissons toutefois que, pendant la guerre d'Orient, la science chirurgicale a pu s'aider pour la première fois d'une découverte récente due aux belles recherches de M. Flourens, découverte qui n'avait pas encore été expérimentée sur les champs de bataille : nous voulons parler de l'action anesthésique du chloroforme, dont les effets merveilleux, en épargnant de grandes douleurs aux blessés, ont été souvent utiles à la guérison de leurs plaies. L'emploi du chloroforme a permis de régulariser des blessures, mortelles en apparence, que le chirurgien n'aurait pas osé traiter avec autant d'énergie, de peur de provoquer de nouvelles et inutiles souffrances. Ainsi régularisées, ces blessures sont toujours devenues moins douloureuses, et quelquefois elles ont étonné par des guérisons inespérées. Un soldat du 57e régiment reçut par exemple au haut de la cuisse un éclat de bombe ne pesant pas moins de 2 kilog. 150 grammes. Cet énorme morceau de fer s'était engagé si profondément, que l'on n'en voyait aucune portion saillante au dehors. Le chloroforme permit l'extraction de cette masse, puis l'amputation, sans que le malade éprouvât la moindre souffrance, et il a pu s'en relever. Sans le chloroforme, on aurait hésité à tenter l'opération.

On sait que, manié imprudemment, le chloroforme, qui ôte la souffrance, peut aussi ôter la vie. Du reste, il partage ce triste privilége avec les remèdes les plus souverains; pris à certaines doses, la plupart sont des poisons, et tuent au lieu de guérir. Le danger peut être sûrement conjuré à la condition de suivre certaines règles, et surtout de ne pas pousser l'inhalation jusqu'à l'extrême limite. La limite est extrême, selon moi, lorsque, d'après le précepte répandu il y a quelques années, on dépasse la période d'insensibilité pour arriver au *collapsus*, à la résolution musculaire complète. Cet état se reconnaît quand un membre qu'on soulève retombe comme une masse inerte; il est effrayant, car à ce point la vie touche presque à la mort, elle est toute retirée dans le nœud vital, placé par M. Flourens dans la moelle allongée, à l'origine de la huitième paire de nerfs, qui gouverne absolument les fonctions du cœur et des pou-

mons. Aller jusque-là est une témérité très grave; un pas de plus, c'est la mort. Cette témérité ne me paraît pas justifiée. On doit toujours s'arrêter dès que l'insensibilité est obtenue; il suffit pour le malade que la douleur soit anéantie. Le chirurgien peut trouver commode d'abolir en même temps tout mouvement en amenant le *collapsus*, mais il doit se passer d'un moyen si dangereux. Les mouvemens du malade sont facilement contenus par des aides, et, ne fussent-ils pas tout à fait réprimés, je m'abstiendrais encore. Les médecins de l'armée d'Orient étaient de cet avis; ils ont administré le chloroforme avec une grande prudence, s'arrêtant à la période d'insensibilité, et ne la dépassant jamais avec intention. Aussi n'a-t-on eu aucun accident mortel à déplorer, quoique pendant la campagne d'Orient le chloroforme ait été employé trente mille fois au moins. En Crimée seulement, il a été administré à plus de vingt mille blessés, selon le calcul de M. Scrive. Les médecins de l'armée sarde, au début de la campagne, avaient hésité à s'en servir; mais les succès de nos chirurgiens les ont bientôt rassurés. Désormais on peut avoir dans le chloroforme une confiance inébranlable, et remercier la Providence d'avoir permis au génie de l'homme la découverte d'un agent qui suspende la douleur.

Les épidémies firent tant de victimes parmi les médecins, qu'après la prise de Sébastopol, l'ambulance de gauche, sur la demande de M. Scrive, fut convertie en une maison de convalescens spécialement affectée au personnel médical. Cette ambulance se trouvait sur les hauteurs de Sébastopol. Elle avait eu son jour d'émoi. Une petite lampe allumée pour le service de nuit fut aperçue des Russes et devint leur point de mire. Les bombes effondrèrent la toiture. On se hâta de déménager et d'emporter les malades dans des litières portées par des mulets; le danger passé, on revint. Devant cette ambulance se déroulait un imposant et immense panorama : au sud, dans un horizon sans limites, la mer couverte des navires pourvoyeurs des armées; au nord, une rade magnifique, sans rochers, sans écueils, d'un abri sûr et facile, parsemée de vaisseaux échoués par la main de l'homme; au fond du port, les bassins de radoub, en granit, véritables chefs-d'œuvre que la mine allait détruire et qu'il fallait se hâter d'admirer; plus loin, trois lignes superposées de formidables batteries russes, et derrière ces batteries, les tentes des camps ennemis s'étendant au milieu d'une plaine sans fin; à l'est, une couronne de montagnes bouleversées, que dominait le bastion Malakof. Quant à Sébastopol, cette cité naguère superbe et menaçante n'offrait plus qu'un spectacle confus de ruines, de tombeaux, de canons égueulés, d'affûts brisés, de boulets, d'obus et de bombes amoncelés. Pour y circuler, il fallait éviter les grandes artères, que les boulets russes prenaient par enfilade, et cheminer difficilement dans les rues ob-

struées de décombres, tracées sur les récifs escarpés de ce promontoire qu'on n'avait pu attaquer de face. La maison occupée par le général Levaillant, gouverneur de Sébastopol, n'était pas à l'abri de la bombe, comme l'attestaient les larges brèches de la toiture. Le général me conduisit dans un coin de son petit jardin où il avait placé son observatoire, et me prêta sa longue-vue. On voyait très distinctement les Russes, de l'autre côté de la rade, charger et pointer leurs canons sur nous; mais les boulets passaient au-dessus de nos têtes.

Ces boulets faisaient quelques ravages par l'insouciance de nos soldats, qui s'y exposaient imprudemment et fort inutilement; ils en avaient vu tant d'autres, qu'ils ne se détournaient pas pour ceux-là. Cette indifférence amenait encore de nouveaux blessés aux ambulances; mais ce qui les remplissait surtout, c'étaient les épidémies. Les opérations chirurgicales, devenues moins nombreuses, faisaient place aux traitemens de la thérapeutique médicale. Les malades arrivaient en foule, et l'encombrement obligeait d'évacuer sur les hôpitaux tous ceux dont le mal persistait. Une ambulance se prête facilement à un agrandissement de cercle, selon les besoins; il suffit d'avoir plus de tentes, de masures, de granges, etc., et cet agrandissement est nécessaire à certains jours. Cependant on doit se hâter, dès qu'on le peut, de disperser les malades en divers hôpitaux, par groupes de cinq ou six cents au plus. Si ce chiffre est franchi, s'il est doublé ou triplé, comme cela arrive souvent, on court les risques de l'infection miasmatique. Ce n'est pas sans danger, même pendant la paix, que l'on accumule sur un point donné un nombre considérable de malades. Dans les grands établissemens hospitaliers, comparés aux petits, la mortalité est proportionnellement plus grande, en dépit de toutes les précautions hygiéniques. Cette vérité n'est guère admise que par les médecins. On croit généralement qu'avec le système de centralisation, le service est mieux fait; c'est violer les lois de l'hygiène, prolonger le séjour des malades, grossir le chiffre des réformes, des décès, développer le germe des maladies infectieuses. Afin de désemplir les ambulances de Crimée, on ouvrit, au mois de décembre 1855, de nouveaux hôpitaux à Constantinople. J'allai les visiter, après avoir continué par Eupatoria ma tournée d'inspection.

Eupatoria est une grande ville que les Russes auraient brûlée, s'ils en avaient eu le temps; nous l'avons sauvée de la destruction. Les maisons n'ont pour la plupart qu'un étage; elles sont très spacieuses, celles surtout qui bordent les grandes rues. La voie publique est défoncée et boueuse en hiver; mais elle est bordée par des trottoirs hauts de 50 centimètres, abrités par le prolongement des toitures. A ce moment, il ne restait dans la ville, occupée par les alliés, que la population pauvre. Les riches s'étaient retirés; mais le nombre des pauvres s'accroissait chaque jour par l'arrivée de malheureux

dont les villages étaient incendiés, disait-on, par les Russes. Non-seulement les alliés les accueillaient, mais ils les nourrissaient. J'ai vu distribuer du biscuit à plus de mille enfans; ces enfans en revanche rendaient quelques services au corps du génie. L'état sanitaire des troupes françaises était fort satisfaisant : on ne comptait que 300 malades sur un effectif de 12,000 hommes. C'est un résultat qu'on n'obtient même pas en France; il était dû à la continuation du beau temps, à l'abondance et à la bonne qualité des vivres, dont la distribution était très régulière, enfin aux manœuvres militaires, qui tiennent les soldats en haleine et exaltent leur moral. Les corps d'armée des généraux d'Allonville et de Failly, qui harcelaient l'ennemi, comptaient fort peu de malades, et le plaisir de brûler des amorces, les succès obtenus, avaient transformé rapidement de jeunes recrues en soldats aguerris.

Ces corps d'armée campaient sous des tentes-abris qui pouvaient d'un jour à l'autre devenir insuffisantes, et que les premières pluies, en détrempant le terrain, devaient rendre inhabitables. N'eût-il pas mieux valu loger nos soldats dans la ville même? C'était montrer trop de respect pour les propriétés ennemies; on n'aurait demandé à l'habitant ni lits, ni couvertures, mais un toit contre la pluie et les rigueurs d'un hiver dont on connaissait l'inclémence. La place ne manquait pas dans les maisons (1). Les maladies, il est vrai, étaient encore peu graves; mais les dangers d'un campement malsain pouvaient en accroître le nombre et la violence. Dans cette prévision, l'ambulance ou hôpital s'installait sous hangars, dans un vaste terrain clos de murs, ayant pour dépendances trois belles maisons qui pouvaient contenir deux cents lits; au besoin, il était facile de dresser des tentes dans les cours. Les médecins furent réunis en conférence : nous convînmes de quelques mesures d'ensemble; nous fixâmes notre attention sur les ambulances turques, d'où pouvaient sortir quelques germes d'épidémie. Les 15,000 Turcs et Égyptiens réunis à Eupatoria comptaient plusieurs milliers de malades, principalement des scorbutiques qu'on évacuait sur Varna. Leurs ambulances étaient bien installées; malheureusement elles possédaient peu de médecins dignes de ce nom. Il fut arrêté avec Achmet-Pacha, général en chef, que quelques mesures seraient prises sous la surveillance de M. Bourguillon, médecin en chef de notre hôpital, l'un de nos praticiens les plus distingués, qui connaîtrait ainsi le premier les variations de l'état sanitaire parmi les malades de l'armée turque et égyptienne. M. Bourguillon n'a eu qu'à se louer de ses rapports avec M. Cassini, médecin en chef de l'armée égyptienne, qui dirigeait avec talent un service difficile. Nos alliés musulmans, moins

(1) Cet avis, exprimé dans mon rapport au ministre de la guerre et au maréchal Pélissier, fut entendu, et l'armée prit ses quartiers d'hiver dans une portion d'Eupatoria.

scrupuleux que nous, s'étaient emparés de toutes les maisons de quelque importance, même des mosquées et de la magnifique synagogue israélite, l'une des plus belles du monde. Du reste, ils nous abandonnèrent spontanément deux grandes maisons, toutes pourvues d'un mobilier d'hôpital assez important.

Dans les ambulances turques, les médecins ont la haute main comme dans les ambulances anglaises; ils dirigent tout le service et l'administration. Les infirmiers sont d'anciens soldats, trop jeunes pour la pension de retraite, et qui ont généralement du zèle, parce que le renvoi leur ôterait tous leurs droits à la pension. La nourriture se compose en grande partie de mouton à la chicorée. En Orient, le mouton est abondant et de bonne qualité; le bœuf est rare, décharné, mauvais. Je m'inspirai de cet exemple pour demander qu'on distribuât quelquefois dans nos hôpitaux du mouton à la chicorée en place de bouillon et de bœuf bouilli, estimant que dans les contrées lointaines il faut bénéficier des ressources du pays et apporter de sages modifications aux habitudes réglementaires. J'empruntai aux Turcs une autre coutume. Ils font dans les salles de malades de fréquentes fumigations de sauge sèche, jetée sur un *brasero*. Ce parfum plaît à l'odorat; il renouvelle complétement et rapidement l'atmosphère contaminée par les miasmes; si l'on ouvre un instant les portes et les fenêtres, le parfum s'échappe en emportant l'air vicié. Ce mode antique de purification n'est pas à dédaigner. Ce qui manque encore aux Turcs pour la science médicale, ils l'acquerront bientôt. Le sultan a fondé à Constantinople une école de médecine où cinq cents élèves sont réunis. Les plus intelligens vont à Paris achever leurs études. Cette pépinière de jeunes gens d'élite rendra de grands services aux armées ottomanes et répandra parmi leurs coreligionnaires nos idées et nos mœurs.

En quittant la Crimée, j'allais inspecter, non plus les ambulances, mais les hôpitaux. La première condition des hôpitaux est la permanence. A Constantinople, ces vastes établissemens, chaque jour agrandis et multipliés, étaient loin de l'ennemi, à l'abri de tout danger extérieur, assez près de la Crimée pour que les communications fussent aisées, et au bord de la mer, afin que les transports fussent moins dangereux et moins pénibles pour les malades. Je les trouvai remplis de fiévreux, de scorbutiques et de typhiques. Là aussi de graves questions se présentaient à l'esprit du médecin: questions administratives et questions scientifiques, organisation du service et traitement des maladies. Les épidémies, plus cruelles que le feu de l'ennemi, exerçaient des ravages effrayans. Je me propose de parler prochainement des hôpitaux et des épidémies.

L. Baudens.

LE

CAVALIER SERVANT

SCÈNES DE LA VIE ITALIENNE.

I.

Dans l'arrière-boutique du café Florian, à Venise, était, il y a quelques années, une salle obscure, réservée aux joueurs d'échecs, et qu'on appelait pour cette raison la chambre des *scacchi,* mais qu'on aurait dû bien plutôt nommer le salon des commérages. C'est là que tous les soirs à minuit, j'ai pu assister, pendant un an, à la confection d'une chronique scandaleuse pleine de faits comiques et d'épisodes curieux. Les collaborateurs les mieux informés de cette chronique étaient maître G... le notaire, et le docteur F..., médecin à la mode. Un jeune artiste exécutait, séance tenante, des dessins à la plume sur les plus belles anecdotes de chaque jour. Vers la fin de l'hiver, cette série de dessins formait un album semblable à ceux de Töpffer, avec ce titre allégorique : *Histoire de trois chèvres noires et de trois chèvres blanches.* Les héroïnes étaient trois dames brunes et trois dames blondes, dont les aventures avaient fourni matière à la gazette illustrée du café Florian. Ces historiettes un peu trop boccaciennes ne se peuvent raconter que sous le manteau de la cheminée.

Un soir du mois de mars, tandis que la médisance allait grand train, j'étais assis dans un coin du salon des *scacchi,* près de l'abbé G..., sacristain de Saint-Marc, un des ecclésiastiques les plus ai-

mables que j'aie jamais connus, et je lui demandais ce que devenaient la bonhomie proverbiale et l'indulgence si vantée des Italiens au milieu de cette frénésie cancanière.

— Voilà, lui disais-je, une contradiction remarquable dans votre caractère national. Il n'y a qu'un instant, sur la place publique, où toute la bonne compagnie se trouvait réunie, on pouvait s'asseoir à côté d'une dame, lui parler pendant trois heures, la reconduire chez elle sans que personne eût l'air d'y prendre garde, et à présent nous assistons à un conciliabule nocturne où l'on vient chercher des nouvelles d'une intrigue galante avec plus de passion que s'il s'agissait de la bataille de Novare.

— Il n'y a point là de contradiction, répondit le sacristain. L'aimable facilité de mœurs que vous observiez tout à l'heure sur la place Saint-Marc est subordonnée à une condition rigoureuse : c'est que vous aurez la ville entière pour témoin de vos assiduités. A l'instant même où l'on croira remarquer dans vos allures une ombre de mystère, vous serez surveillé, vous deviendrez le sujet de toutes les conversations, et vous reconnaîtrez qu'il y a autour de vous encore plus de curiosité que d'indulgence. Cette curiosité a son excuse et sa raison d'être : le désœuvrement forcé d'une population gaie et vivace, condamnée par la politique à l'oisiveté perpétuelle. Il faut bien que nos pauvres jeunes gens s'occupent de bagatelles, puisque toute idée sérieuse leur est interdite. Leur malice d'ailleurs ne va pas loin, et dès qu'une historiette a seulement trois mois de date, elle tombe dans l'oubli pour toujours.

L'occasion s'en présentant, je priai mon ami le sacristain de me raconter une de ces histoires tombées dans le sac aux oublis, et dont j'avais recueilli quelques détails à la volée. Depuis longtemps j'observais au théâtre de la *Fenice* une loge de *primo piano* toujours occupée par les mêmes personnes. Sur le devant de la loge, on voyait une de ces femmes privilégiées dont la beauté régulière résiste à l'action du temps. La marquise Lucia B... ressemblait à la Venise triomphante du palais ducal, que Paul Véronèse a représentée au déclin de la jeunesse et un peu chargée d'embonpoint, mais encore belle et séduisante; près de la marquise était sa fille Erminia, charmante brune de seize ans, aux joues veloutées comme des pêches; au second rang était un garçon de vingt ans qui paraissait plus occupé de la jeune fille que du spectacle; dans le fond de la loge se tenait invariablement assis, près de la porte, un homme d'une physionomie intelligente, avec des sourcils épais, des cheveux grisonnans, des yeux vifs adoucis par une expression débonnaire, et dont les regards épiaient incessamment l'occasion de rendre à la marquise quelque petit service. C'était lui qui demandait les sorbets pendant l'entr'acte, portait l'éventail

de la dame, présentait le mantelet au moment de la sortie, et mettait la lorgnette dans sa poche. En observant de loin ces soins attentifs, j'avais cru voir le personnage édifiant d'un tendre mari; mais un de mes voisins, que j'avais interrogé, s'était écrié : — *Altro!* Le mari demeure à Milan. Se peut-il que votre seigneurie ne connaisse pas le bon *signor cavaliere* Giacomo Forcellini? Hélas! depuis le temps où il a fait parler de lui, les acacias ont changé bien des fois de perruque. — Le voisin s'était mis à fredonner la chanson de Gordigiani : *Tempo passato!...* et je n'avais pu en savoir davantage. Persuadé que je venais de rencontrer la figure classique du cavalier servant, je communiquai mes observations à mon ami le sacristain. — Il n'y a plus, me répondit-il brusquement, ni cavalier servant, ni sigisbée, ni *patito*. On a bien fait de ne point mettre ces mots-là dans les dictionnaires, et quand ils seront rayés du vocabulaire de la conversation, ce ne sera pas une grande perte : ils ne provoqueront plus les sourires des étrangers.

Comme je voulais des renseignemens et non une discussion, je me gardai de contredire l'abbé. Sans répéter le mot qui l'avait blessé, je l'amenai par un détour à me raconter cette histoire dont Venise s'était émue jadis. Quoi qu'on en puisse dire au café Florian, je persiste à la donner pour celle d'un cavalier servant (1).

Giacomo Forcellini, natif de Bologne et par conséquent sujet du pape, avait obtenu à dix-sept ans le premier prix de philosophie au collége des jésuites. Cette classe était un préservatif des idées philosophiques et une introduction à la théologie. Les révérends pères, qui considéraient ce jeune homme comme un excellent sujet, lui conseillaient d'embrasser la carrière ecclésiastique; mais, n'étant pas assez sûr de sa vocation, Giacomo voulut provisoirement suivre les cours de l'université. Lorsqu'il se présenta pour se faire inscrire parmi les élèves du cours de droit romain, on le renvoya au recteur. L'illustrissime *signor* recteur embrassa Giacomo sur les deux joues, le fit asseoir, lui prit les mains, l'accabla de complimens, l'appela *mon cher fils,* et lui démontra clairement que les avocats étant mal vus et mal notés, enclins à l'indépendance et au libertinage de l'esprit, cette carrière ne convenait pas à un bon Romagnol, point brouillon ni turbulent. Le métier de médecin conduisait par le plus droit chemin au matérialisme. La physique, la chimie et toutes les sciences exactes étaient plus ou moins impies, l'astronomie tout à fait subver-

(1) De ces trois types italiens, le cavalier servant, le sigisbée et le *patito,* le premier seul a des priviléges sérieux. Le second, courtisan de la beauté, n'a pour lui que les apparences. On donne aussi, par extension, le nom de sigisbée à toute espèce de dandy et de petit-maître. Quant au mot *patito* (souffre-douleurs), il se comprend sans commentaire.

sive et la botanique inutile. Il ne restait donc que la théologie, et l'illustrissime recteur n'eut pas de peine à prouver que le jeune élève devait diriger ses études de ce côté.

— Le gouvernement et l'église, dit-il en concluant, telle est la carrière à laquelle nous devons inviter les sujets distingués comme vous; les autres sont d'autant plus faciles à mener qu'ils en savent moins. Il est vrai que pour devenir ministre, gouverneur de province ou seulement administrateur d'un *compartimento*, il faut une force de caractère, une certaine inflexibilité de cœur que vous n'avez point; mais cela vient avec la pratique. Vous ignorez encore ce qui se passe dans l'âme des méchans; un jour ils vous le diront eux-mêmes au tribunal de la confession. Donnez-vous à l'église et à l'état, mon cher fils; étudiez la théologie, et je vous promets un avenir brillant et heureux.

Après cette admonition paternelle dont il fit part à sa famille, Giacomo, comprenant qu'il lui fallait ou obéir ou plier bagage, tâta le pouls à son ambition, et ne la trouva pas à la hauteur du sacrifice qu'on lui demandait. Il renonça donc à une fortune certaine et rapide pour chercher dans l'exil volontaire la liberté de choisir sa profession et celle de porter l'habit court. Il se rendit à Padoue, et il y devint un des meilleurs élèves de cette université, autrefois si florissante, où le cardinal de Gurk, ministre de Charles-Quint, se trouvait honoré d'être inspecteur des études. Au bout de trois ans, il eut la satisfaction de pouvoir contempler sur ses cartes de visite, à côté de son nom, le titre d'*avvocato*. Ce fut tout le fruit qu'il recueillit de son éducation; mais son séjour en Lombardie fut marqué par un événement qui décida du reste de sa vie.

Parmi les étudians de Padoue se trouvait un jeune Milanais qui passait pour le plus mauvais sujet de la ville et pour l'élève le plus paresseux de l'université. Saverio (Xavier), fils unique du marquis B..., héritier futur d'une belle fortune, suivait les cours de droit pour la forme. Doué d'une figure charmante et d'un tempérament de feu, avec des habitudes d'enfant gâté, Saverio abusait de la faiblesse de ses parens et se croyait tout permis. Ses fredaines de jeunesse avaient un caractère excessif approchant du grandiose. Giacomo comprit mieux que les professeurs le côté poétique de cette organisation puissante, vers laquelle il se sentait attiré. On vit avec étonnement ces deux êtres si différens se lier ensemble d'une étroite amitié, et les écarts de l'un se modérer sous l'influence des sages conseils de l'autre. Cependant Saverio, profitant du voisinage de Venise, avait un pied à terre dans cette ville, une gondole de louage à l'année, un abonnement au théâtre de la *Fenice*, et lorsqu'il faisait huit lieues pour aller applaudir une *prima donna*, il emmenait souvent son ami.

Comme ils étaient tous deux connaisseurs et *dilettanti*, on comptait sur eux les jours de grande représentation. Ils distribuaient ensemble les bouquets, les sonnets et les petits présens à l'idole du public. On les retrouvait, après le spectacle, dans la loge de la cantatrice, discutant sur une question de goût et donnant des avis que l'*impresario* lui-même écoutait avec déférence; mais une fois minuit sonné, Giacomo allait dormir, tandis que Saverio courait à d'autres plaisirs moins esthétiques.

Leurs études achevées, les deux amis se séparèrent pour retourner l'un à Milan, l'autre à Bologne. Dix ans après, Saverio étant devenu marquis, Giacomo *cavaliere,* et tous deux maîtres de leur fortune, ils se donnèrent rendez-vous à Venise pour y mener encore cette vie de grands seigneurs artistes, dont ils avaient conservé d'agréables souvenirs. Le premier, plus libertin et plus enfant gâté que jamais, ne s'était corrigé d'aucun de ses défauts; le second sentit bientôt que les amusemens du dilettantisme ne suffisaient plus à son bonheur. Le chevalier Giacomo se mit à la recherche d'une femme jeune et belle, avec ou sans dot, pourvu qu'elle eût un caractère aimable et de l'instruction. Sans communiquer son projet au marquis, dont il craignait la légèreté, il négligea les coulisses pour fréquenter les salons de Venise. Dans ceux de la bourgeoisie aisée, il remarqua une jeune personne, fille d'un riche propriétaire de la Polésine de Rovigo. Lucia était une véritable Vénitienne, plus intelligente que spirituelle, plutôt douce que bonne, plutôt gracieuse que sensible, aimant la flatterie et disposée à se laisser adorer, mais sans hauteur, comme une divinité affable et complaisante. Ce caractère, qui n'aurait pas convenu à tout le monde, plut extrêmement au chevalier. Avant de déclarer ses intentions, Giacomo voulut prendre le temps de se faire aimer. Ses assiduités ne donnèrent d'ombrage à personne, et il put causer avec la jeune fille autant qu'il le souhaitait sans qu'il en fût parlé au café Florian.

Un soir, en sortant du théâtre, le marquis Saverio prit le bras de son ami et l'accompagna jusqu'à la maison où demeurait Lucia. Moitié par désœuvrement, moitié par curiosité, il eut la fantaisie d'entrer dans un salon de la bourgeoisie, et il pria Giacomo de l'y présenter. La beauté de la jeune fille produisit une vive impression sur l'imagination inflammable du Milanais. Il rentra chez lui en proie à une agitation qu'il prit pour de l'amour. Comme il arrive souvent aux gens sensuels, dont la vue ne s'étend pas au-delà de la lune de miel, Saverio se mit en tête d'épouser cette belle fille, uniquement pour satisfaire un caprice. Un tel projet n'avait pas besoin d'être longtemps mûri. Le marquis ne s'endormit pas dans les réflexions et les préliminaires. Giacomo se préparait à faire sa demande en

mariage, lorsqu'il apprit qu'il avait été devancé de vingt-quatre heures.

L'impétueux Milanais parut désespéré de rencontrer un rival dans son ami le plus cher. Il poussa de gros soupirs; il se frappa la poitrine et leva les bras vers le ciel en adressant au cruel destin les apostrophes les plus véhémentes; mais il ajouta qu'il mourrait de douleur s'il n'obtenait la main de Lucia. Giacomo se crut surpassé en amour aussi bien qu'en éloquence, il prit ce feu de paille pour une véritable passion et cette emphase pour le langage d'un cœur profondément touché. Finalement, les deux amis convinrent de laisser à la jeune fille et à ses parens le soin de choisir entre eux. Le père de Lucia, homme opiniâtre et borné, ne sut reconnaître d'autre différence entre les prétendans que celle des titres de noblesse. L'envie d'avoir pour gendre un marquis l'emporta dans son esprit sur toute autre considération. Ni les garanties morales, ni les qualités du cœur, ne furent portées en ligne de compte : le choix tomba sur le Milanais. La jeune fille, qui préférait Giacomo, pleura d'abord; mais elle n'avait pas assez de courage pour résister à son père. Le mariage du marquis avec la belle Lucia fut célébré pompeusement à l'église de Sainte-Marie-Formose, et le chevalier au désespoir partit pour faire son tour d'Europe, en donnant sa malédiction à cette Venise qu'il avait tant aimée et qui lui coûtait si cher.

Deux ans plus tard, de grands changemens étaient survenus dans les situations respectives des personnages. La marquise était mère; le marquis avait repris ses habitudes de libertin et vivait à Milan avec des filles de théâtre, laissant à Venise sa femme et son enfant. Depuis plus de six mois, il n'avait point passé le seuil de la maison conjugale, et il ne parlait pas d'y revenir. Giacomo apprit ces événemens au fond de l'Allemagne. Épouvanté de ce scandale, il abrégea son voyage, prit la route de Milan, et tomba un matin chez son ami, qui ne l'attendait guère. Après avoir constaté par un interrogatoire sévère que le marquis ne pouvait articuler aucun grief contre Lucia, le chevalier rappela au coupable les circonstances de son mariage et l'engagement qu'il avait pris de rendre heureuse cette femme dont il n'avait obtenu la main qu'en exigeant de son meilleur ami le sacrifice le plus douloureux.

— Cher Giacomo, répondit le marquis, ma femme est un ange de douceur. Est-ce ma faute si je ne puis vivre qu'au milieu des démons? Tu m'as cédé, il est vrai, la main de Lucia; que ne me l'as-tu disputée avec acharnement! Vous étiez nés l'un pour l'autre, et tu m'as laissé me jeter à l'aveugle entre vous deux. Ta générosité mal entendue a fait le malheur de deux personnes, non le mien, car j'accepte mon sort, et je le prends gaiement. Retourne donc près de

la marquise et dis-lui que j'apprécie toutes ses qualités, que je ne méritais pas l'honneur d'être son époux, et qu'ayant besoin de ma liberté, je lui rends la sienne sans condition.

Tant d'égoïsme et d'endurcissement fit perdre patience au bon Giacomo. Son indignation éclata en reproches terribles, et il sortit de cette conférence fort irrité contre son ami, mais convaincu de l'inutilité de ses efforts. Il s'était armé de tout le courage nécessaire contre son propre malheur; celui d'une personne aimée lui parut une chose intolérable. Il ne résista pas au désir de porter des consolations à Lucia, et dans ce dessein il partit pour Venise. Avec son humeur douce, sa disposition à la tendresse, la nature semblait l'avoir créé exprès pour ce rôle délicat de consolateur. Il y déploya une intelligence qui approchait du génie, une application de tous les instans, les soins d'une garde-malade, et il réussit d'autant mieux que les blessures de Lucia n'étaient pas fort profondes à l'endroit du cœur. Si les absens ont tort, même lorsqu'on les aime, que dire de ceux dont on a sujet de se plaindre? La marquise avait l'esprit bien fait; elle se considéra comme veuve et rendit toute son affection à l'honnête homme qui s'était sacrifié pour elle. Bientôt les dissipations du marquis amenèrent quelques dérangemens dans sa fortune. Il fallut mettre en sûreté le douaire de sa femme et la dot à venir de sa fille. Le chevalier intervint à propos pour empêcher un procès. Il remit ordre aux affaires, à la satisfaction des deux parties, et resta chargé de veiller aux intérêts de la mère avec la tutelle officieuse de l'enfant. La marquise, incapable de gouverner ses biens, pria Giacomo de lui en épargner la peine; il vint demeurer chez elle, et la force de l'habitude lui a donné dans la maison l'autorité d'un maître. On lui obéit; il dispose de tout, et si ce n'était la différence des noms, il serait en réalité le chef de la famille.

— Depuis quinze ans que cela dure, ajouta l'abbé en terminant son récit, le chevalier Forcellini a conquis l'indulgence et le respect du monde. Lorsque le marquis vient à Venise, c'est pour vingt-quatre heures : il descend à l'hôtel Danieli; on lui amène sa fille, il l'embrasse, lui fait quelque présent, et s'en retourne à Milan. Jamais il ne parle de son ancien ami sans se dire hautement son obligé. La société de Venise, informée de tout, avait suivi pas à pas les détails de ce roman. Aujourd'hui elle ne veut plus en parler, et son silence est une manière de témoigner son estime pour un homme que le tribunal de l'opinion a jugé et définitivement acquitté.

— Mais, dis-je au sacristain, qu'arrivera-t-il le jour où le marquis, fatigué de plaisirs qui ne sont déjà plus de son âge, viendra redemander sa place au foyer domestique?

— Alors, reprit l'abbé, toutes les têtes auront blanchi, et le vieil

ami de la maison conservera aussi sa place au foyer. Est-ce que par hasard dans votre société du nord on aurait la barbarie de l'expulser?

— Non, répondis-je, il s'en irait de lui-même.

L'abbé eut quelque peine à comprendre comment, dans l'hypothèse que je venais de poser, l'amour-propre et la dignité pourraient exiger du chevalier Forcellini le sacrifice de sa famille d'adoption. Nous discutâmes ensuite sur cette question : lequel vaut le mieux, de la mansuétude italienne ou de la rigueur des lois du nord. L'abbé plaida pour les mœurs de son pays, et moi pour les usages du mien. Nous tombâmes enfin d'accord sur ce point, qu'il y a d'un côté plus de franchise et de l'autre plus de bienséance.

Le carillon de minuit, qui sonna comme un glas funèbre au campanile de Saint-Marc, interrompit notre conversation. L'abbé rentra chez lui, et je pris à travers un dédale de rues tortueuses le chemin du palais Badoer, où je demeurais. En passant près de San-Fantino, je m'arrêtai sur un petit pont, d'où l'on voyait la façade et la *porte d'eau* de l'habitation de la marquise. A l'une des fenêtres se dessinait sur un fond lumineux la silhouette gracieuse d'une jeune fille. Au-dessous du balcon, j'aperçus dans le miroir du canal une longue tache noire; c'était une gondole immobile au pied du mur. J'entendis des gazouillemens amoureux dans le dialecte enfantin de Venise, et puis la fenêtre se referma sans bruit, et la gondole glissa doucement dans l'ombre. Au tournant du canal, un rayon de la lune éclaira tout à coup le gondolier, debout à l'arrière; il portait habit noir, gilet blanc et chapeau de soie, costume bien différent de celui des *barcarols*. — Voilà, dis-je en poursuivant mon chemin, un petit incident qui ne sera point rapporté aux rédacteurs de la chronique scandaleuse.

II.

Le lendemain, à deux heures, par un soleil resplendissant, la société fashionable de Venise arrivait sur la place Saint-Marc en toilette de printemps. La fleuriste, enceinte, — c'était son état normal, — et coiffée de son large chapeau de paille à la mode de Florence, distribuait des bouquets de violette qu'on ne lui payait point. Les dames, animées par la fraîcheur de la brise de mer, se promenaient entourées de leurs adorateurs, sans donner le bras à personne, car les Vénitiennes craignent plus le moindre attouchement que tous les discours du monde. La marquise, faisant exception à la règle, s'appuyait nonchalamment sur le bras de son cavalier servant. Derrière

elle marchait sa fille Erminia, attentive aux paroles d'un beau garçon de vingt ans, aux moustaches naissantes, à la taille svelte comme le jeune faune du Vatican. Ce groupe de quatre personnes attira les regards d'un étranger assis à deux pas de moi, devant le café Florian. Depuis un mois que cet homme habitait Venise, j'avais cru reconnaître en lui un de ces aventuriers sans patrie qui courent les bains en été et les pays chauds en hiver, Anglais en France, Russes en Allemagne, Français en Italie, titrés partout, jetant de la poudre aux yeux, d'un bonheur insolent à tous les jeux, et suppléant aux lettres de recommandation qui leur manquent par beaucoup d'entregent. Celui-ci paraissait âgé de trente-six ans. Il se faisait appeler le baron de Saint-Clément, et comme il occupait un appartement de luxe à l'*albergo reale*, il n'eût tenu qu'à lui de passer pour un duc.

A la même table que le baron était assis un Anglais, véritable *gentleman*, aimé de tout le monde à Venise, grand collectionneur d'objets d'art et grand amateur de vin de Chypre. Malgré son antipathie instinctive pour l'aventurier, sir Oliver s'était laissé apprivoiser par l'entremise de sa boisson favorite : Saint-Clément lui faisant raison mieux que personne, il l'acceptait pour compagnon de table.

— Dans tout ce monde, disait le baron en versant une rasade à son partner, je ne vois qu'une seule maîtresse de maison dont j'aurais quelque envie de faire la connaissance.

— De qui parlez-vous? demanda sir Oliver.

— De la marquise Lucia. N'allez-vous pas chez elle?

— Très souvent.

— Elle est fort riche, n'est-ce pas?

— Je n'en sais rien.

— Un de ces jours je vous prierai de me présenter.

— Je ne présente jamais personne.

Saint-Clément se mordit les lèvres et vida son verre. En levant la tête, il aperçut le seigneur Giacomo portant sur son bras un mantelet de femme et donnant des ordres à un garçon de café. — Voici, dit le baron, le cavalier servant chargé de son bagage féminin. Faites-lui donc signe de venir.

— Je ne fais jamais de signe, répondit l'Anglais; il viendra s'il veut.

Une rougeur imperceptible passa sur les joues de l'aventurier.

— On dit, reprit-il, que ce Forcellini gouverne la fortune de la marquise. Ce doit être un furieux gaspillage.

— Dans toute l'Europe, répondit sir Oliver en appuyant sur chaque mot, je ne connais pas de plus galant homme que le chevalier.

— C'est votre opinion? dit le baron.

— Quand je dis quelque chose, c'est toujours mon opinion.

L'Anglais se leva en prétextant que le vin de Chypre lui portait à la tête, et descendit à la rive de la *Piazzetta*, où l'attendaient ses gondoliers. J'en avais entendu assez pour deviner les projets du baron. Rebuté par la réserve britannique, il s'adressa aux naturels du pays et trouva enfin ce qu'il cherchait. Un négociant de Trieste lui prit le bras et le conduisit à la marquise. Je vis de loin tout le manége d'une présentation. Cette cérémonie achevée, Saint-Clément, le corps incliné en avant, la bouche en cœur et les yeux en coulisse, demeura près de la dame tant que dura la promenade. Le soir, au théâtre, je le revis encore, installé dans la loge de la marquise, et la conversation parut fort animée. Après le spectacle, je me rendis au cercle des commérages. Le notaire G..... y arriva bientôt, avec un air narquois où l'on reconnaissait qu'il apportait du butin. A l'instant, les curieux, affamés de nouvelles, vinrent se grouper autour de lui.

— Messieurs, leur dit-il, vous savez que je possède à Sainte-Marthe une serre tempérée qui contient d'assez belles fleurs. Ce matin, j'avais fait deux bouquets de camélias, d'héliotropes et de lilas blanc, et je les avais envoyés à la marquise B... et à sa fille. Dans chacun de ces bouquets était une seule *mazia* (1). Tout à l'heure, à la sortie du théâtre, je rencontre ces dames sous le vestibule. Je jette un regard sur leurs bouquets, et je n'y vois pas de tache jaune. Les deux *mazie* avaient disparu. Or ce sont des fleurs rares en cette saison, et dont la fleuriste des *Procuratie* ne pourrait donner les pareilles à aucun prix. Devinez maintenant où je les ai retrouvées.

— Celle de la jeune fille à la boutonnière de Remigio, dit le docteur F... sans hésiter.

— Bravo! reprit le notaire. Depuis trois mois que Remigio fait de la musique avec Erminia, croyez-vous que s'il appuie avec tendresse sur les *mio bene* et sur les *idol mio*, le chevalier Forcellini ne l'a point remarqué? Non, vous ne le croyez pas. Donc le chevalier approuve les sentimens de ces aimables enfans, et c'est un mariage que je vous annonce.

— Un mariage! dit le doyen des joueurs d'échecs. Halte-là! seigneur notaire. Remigio porte un nom du livre d'or. Son ancêtre le marchand de la *Merceria* est entré au grand conseil pour avoir prêté cent mille ducats à la république lors de la guerre contre les Génois; mais il y a beau temps que les ducats sont fondus, et Remigio n'a pas le sou.

(1) Petite fleur jaune d'un parfum très agréable et que je n'ai vue qu'à Venise. Son nom est gracieux, prononcé à l'italienne, en appuyant sur l'*i*.

— Qu'importe s'il a pour lui le cœur de la jeune fille et l'approbation des parens?

— Quels parens? reprit le vieux joueur d'échecs. Le marquis se moque des *idol mio!* Il sait trop le prix de l'argent pour donner sa fille à un garçon ruiné. Tout cela n'est bon qu'à engendrer des soupirs et des larmes.

— Le marquis! s'écria le notaire, il n'a dans sa famille que le pouvoir d'un doge. Ce n'est pas lui qui gouverne. Mais devinez, à présent, à quelle boutonnière brille la seconde *mazia*.

Les collaborateurs de la chronique nommèrent dix personnages différens sans réussir à deviner l'énigme proposée. A la fin, le notaire, se penchant à l'oreille de son voisin, prononça tout bas un mot qui fit rapidement le tour de l'assemblée. Un éclat de rire général succéda aux chuchoteries, et les parties d'échecs demeurèrent suspendues.

— Mais, dit le docteur F..., il faudrait avertir le chevalier.

— Bah! s'écria le doyen de la bande, croyez-vous bonnement qu'il se laissera supplanter? Cet étranger n'a-t-il qu'à se montrer pour vaincre? Non, messieurs, tout cela n'est pas sérieux.

— Patience! répondit le notaire; le temps est galant homme, et qui vivra verra.

Sans attendre de plus amples informations, l'artiste ouvrit son album, demanda l'écritoire et composa un beau dessin à la plume où l'on voyait le chevalier Forcellini réchauffant dans son sein un serpent à tête humaine, dont la queue enveloppait de ses replis la taille et les bras de la marquise, comme ceux de Laocoon dans le groupe antique. Le monstre, souriant d'un air doucereux, n'était autre que le baron de Saint-Clément.

Tandis qu'on s'amusait de ces caricatures au club des commérages, le bon chevalier avait remarqué la petite fleur jaune à la boutonnière de Remigio. En sortant du théâtre, il avait mis les deux dames en gondole, et, frappant sur l'épaule du jeune homme, il lui avait dit d'une voix caverneuse et mélodramatique : — Suis-moi, j'ai à te parler.

Tous deux avaient pris en silence le chemin de la place Saint-Marc. Arrivé sous les murs du palais ducal, devant les canons autrichiens, le chevalier s'arrêta en tournant le dos à la lune pour mieux voir le visage de son interlocuteur : — Tu baisses les yeux, dit-il enfin. De quelle mauvaise action ta conscience est-elle chargée pour que tu n'oses soutenir mon regard?

— Qu'avez-vous, mon ami, mon bon chevalier? balbutia Remigio, tremblant des pieds à la tête.

— Je ne suis pas ton ami, je ne suis pas bon, reprit le chevalier.

Depuis trois mois que tu manges notre pain, si je t'ai laissé la liberté de parler musique avec une fille innocente, c'est que je t'ai cru honnête homme. Quel usage as-tu fait de cette liberté?

— Sur mon honneur, je vous le jure! s'écria Remigio les yeux levés vers le ciel en se frappant la poitrine d'un vigoureux coup de poing, sur mon honneur, l'amour s'est emparé de tout mon être avant que j'eusse la conscience de mon état. Oui, j'aime passionnément la divine Erminia.....

— C'était à moi ou à sa mère qu'il fallait le dire, et non pas à elle, interrompit le chevalier. Tu as manqué à tes devoirs, à l'amitié, à l'hospitalité. Voyons quel est ton dessein : tu ne possèdes qu'une jolie voix de ténor, et tu n'ignores pas que le cœur de la jeune fille est accompagné, pour qui saura s'en rendre maître, d'une dot de cinquante mille florins.

— Chevalier, reprit le jeune homme, ôtez-moi l'espérance et la vie, mais ne me calomniez pas. Cette fortune que vous regardez comme l'objet de ma convoitise, j'ai souhaité cent fois qu'elle fût dissipée par le marquis, comme le disaient les bruits publics.

— Parce que tu sais bien que les bruits publics sont des sottises et que ton beau désintéressement ne risque rien.

— Je ne réponds pas à de pareilles accusations, dit Remigio avec fierté. Adieu, chevalier, vous me rendrez justice un jour. Demain je quitterai Venise.

— Votre seigneurie daignera-t-elle m'apprendre en quel pays elle a le dessein de porter ses pas?

— En Allemagne, en Russie, au bout du monde.

— Voilà bien les musiciens! reprit le chevalier. On leur refuse une belle fille dont ils ont capté le cœur, et vite, ils décampent, tout prêts à roucouler pour une princesse russe, ou à recevoir une décoration de quelque grand-duc.

— Homme cruel! s'écria Remigio en pleurant, vous avez fait de moi l'être le plus malheureux de la terre, et vous vous raillez de ma douleur, vous que je croyais si bon et si généreux! Ah! pourquoi m'avez-vous ouvert cette maison où habite un ange de douceur? Pourquoi vous ai-je connu vous-même? Pourquoi suis-je né dans cette pauvre Italie?

— Parbleu! pour ton bonheur, dit le chevalier; essuie tes larmes et embrassons-nous.

Remigio sauta au cou du seigneur Giacomo et y demeura suspendu longtemps, suffoqué par ses sanglots.

— Crois-tu par hasard, reprit le chevalier, que j'ignorais tes amours? Je les ai devinées dès le premier jour, et si elles m'eussent déplu, je t'aurais mis à la porte; mais j'ai vu ta bonne foi, ta pas-

sion sincère. L'épreuve à laquelle je viens de te soumettre a tourné comme je l'espérais. Tu es amoureux; Erminia t'aime, je veux qu'on te la donne. Marie-toi, mon garçon, il n'y a de sûr et de bon que les droits d'un époux. A présent, lâche-moi, car tu as des bras d'Hercule, et tu me serres à m'étouffer.

Il fut convenu que le chevalier écrirait au père d'Erminia pour lui demander son consentement au mariage, et qu'il choisirait le moment favorable pour parler de cette affaire à la marquise. Toujours plus occupé des intérêts d'autrui que des siens, le bon seigneur guettait en effet l'occasion d'aborder cette importante question, lorsqu'il s'aperçut qu'un fâcheux, jouant le rôle de sigisbée, se trouvait toujours entre la marquise et lui. Le baron de Saint-Clément ne bougeait plus de la maison; il avait son couvert à table, sa place dans la loge au théâtre, dans la gondole pendant les promenades, et sa chaise à côté de celle de la dame sur la place Saint-Marc. Il débitait à la jeune fille et à la mère des complimens que la première écoutait avec indifférence, et que la seconde prenait pour de fines fleurs de courtoisie. Quant au pauvre chevalier, il ne pouvait plus ouvrir la bouche sans recevoir du baron quelque rebuffade, et s'il venait à émettre une opinion sur quoi que ce fût, une discussion animée s'engageait aussitôt, dans laquelle son contradicteur sortait parfois des bornes de la politesse. Au bout de huit jours, cette humeur quinteuse du baron avait pris un caractère singulier d'aigreur et d'hostilité.

Les rédacteurs de la chronique observaient ces nuances avec attention. Ils remarquèrent aussi des changemens dans les habitudes de la marquise. Comme si sa coquetterie se fût réveillée, la dame semblait avoir un retour de jeunesse et donnait plus de soins à sa parure. Elle voulait rouvrir son salon et prendre un cuisinier français. Pour réformer le mauvais état de sa maison, elle avait recours aux lumières du baron, et le cavalier servant voyait ses attributions passer une à une dans les mains du sigisbée.

Cependant une lettre de Milan apporta le consentement du père au mariage de sa fille avec Remigio. Le chevalier, renonçant aux précautions oratoires, remit cette lettre à la marquise en lui demandant ce qu'elle en pensait. Sans s'émouvoir, la mère jeta le papier au feu, et répondit qu'elle avait d'autres projets pour l'établissement de sa fille : — Puisque vous êtes le confident de Remigio, ajouta-t-elle, chargez-vous de lui apprendre que désormais ma porte lui sera fermée, et ôtez-lui de la tête cette fantaisie d'être mon gendre.

— Mais, dit le chevalier, cette fantaisie-là, c'est de l'amour, et du meilleur. Depuis trois mois, ces enfans se voient matin et soir;

vous les laissez ensemble au piano, à la promenade, au théâtre, et vous ne voulez pas qu'ils s'aiment!

— Eh bien! je les sépare aujourd'hui, afin qu'ils ne s'aiment plus.

— Prenez garde, marquise, nous ne sommes pas à Paris, où il suffit de mener une jeune fille au bal pour changer le cours de ses idées. C'est du sang italien qui coule dans les veines d'Erminia. Si vous mettez cette belle plante au régime des climats froids, vous la perdrez.

— En sorte, répondit la marquise, qu'on a eu raison d'abuser de ma confiance, parce que n'ai pas de goût pour le métier de cerbère; mais je vous prouverai que je ne renonce point à l'exercice de mon autorité.

En parlant ainsi, la marquise tira violemment le cordon de la sonnette. La camériste reçut l'ordre d'aller chercher mademoiselle. Erminia, qui s'attendait à un interrogatoire, avait préparé ses moyens de défense.

— Approchez, lui dit sa mère. Le chevalier assure que vous avez pris des engagemens avec Remigio.

— Il vous a dit la vérité, madame, répondit Erminia.

— Et moi je vous déclare que je trouve cet amour ridicule et les prétentions de Remigio impertinentes. Mettez-vous cela dans l'esprit, et qu'il n'en soit plus question. Je vous défends de penser à ce jeune homme.

— Il m'est impossible de vous obéir, dit la jeune fille résolûment; je penserai à Remigio parce que je l'aime, et je l'aimerai parce que je ne pourrai m'en défendre.

— C'est ce que nous verrons, reprit la mère; je lui donnerai son congé à ce petit monsieur, que vous ne pouvez vous défendre d'aimer.

A ces mots, deux grosses larmes jaillirent des yeux d'Erminia. Sa poitrine se gonfla, et ses lèvres tremblèrent convulsivement; mais c'est dans nos régions boréales que l'émotion et les pleurs ont le pouvoir d'éteindre la voix et d'arrêter la marche du discours : en Italie au contraire, ils deviennent les plus précieux auxiliaires de l'éloquence, en lui prêtant l'accent sublime et le feu sacré de la passion.

— Ah! madame, s'écria Erminia, ne chassez pas Remigio de cette maison, je vous en supplie. Ne savez-vous pas que je ne puis l'épouser malgré vous? Souffrez au moins que je le voie. Je ne vivrai pas séparée d'une personne que j'aime. Oh! non, madame; il ne faut pas y compter, car déjà je ne suis plus maîtresse de moi, et je sens ma tête qui s'égare.

Par un mouvement plein de grâce et d'ingénuité, la jeune fille entoura de son bras arrondi le cou du bon seigneur Giacomo. — Mon ami, lui dit-elle, m'abandonnerez-vous dans la peine? Qui donc vous apportera le café dans votre chambre? qui vous chantera vos airs favoris en sortant de table, quand je serai morte de douleur? Si l'on vous commandait de haïr qui vous aimez, le pourriez-vous? Pourquoi donc m'ordonner des choses impossibles? Ah! sainte Vierge! quel plaisir peut-on trouver à me rendre folle et misérable?

Une fois montée jusqu'au ton pathétique, cette aimable fille aurait poursuivi longtemps ainsi, et peut-être obtenu gain de cause, si la mère ne lui eût ordonné de sortir, avec des éclats de voix et des gestes impératifs auxquels il fallut céder. Erminia, toujours parlant, pleurant et gémissant, retourna dans sa chambre, et la marquise mit la clé dans sa poche après avoir fermé la porte à double tour. Le baron, qui arriva sur ces entrefaites, ne manqua pas de donner raison à la mère et de trouver la conduite du chevalier d'une audace inconcevable. La galanterie et l'amitié lui faisaient un devoir d'offrir ses services à madame la marquise. Pour se voir débarrassée d'un tyran insupportable, elle n'avait qu'un mot à dire. Sans que la marquise eût prononcé ce mot, Saint-Clément se considéra comme tacitement engagé à prendre la défense d'une personne opprimée.

Hormis avec les gens qu'ils ont intérêt à ménager, les aventuriers sont d'ordinaire querelleurs et susceptibles. C'est un des signes auxquels on les reconnaît. Toujours inquiets de leur réputation, ils s'efforcent d'en réparer le mauvais état par l'intimidation et la menace. En moins d'un mois, Saint-Clément avait eu déjà trois ou quatre querelles à Venise. Des explications loyales avaient démontré surabondamment qu'il s'était mépris sur les intentions de ses adversaires, et comme il avait été forcé d'en convenir, on se demandait tout bas si ce point d'honneur chatouilleux, qui prenait feu pour un mot innocent, ne trahissait pas une conscience troublée. La question fut posée au club des commérages et résolue affirmativement, à la grande majorité des voix.

Tandis que la belle Erminia gardait les arrêts dans sa chambre, quelques habitués de la maison, parmi lesquels se trouvait sir Oliver, étaient réunis dans le salon de la marquise. Le baron, jugeant le moment favorable à l'expédition qu'il méditait, commença l'attaque par des plaisanteries sur les coutumes italiennes, après quoi il tomba sur les quartiers des cavaliers servans, qu'il appela insolemment la livrée de l'amour. Leur servitude volontaire était, disait-il, incompréhensible pour un homme qui se respecte. On pouvait se faire l'esclave de sa maîtresse dans le particulier; mais mettre le public

dans la confidence de ses priviléges, c'était sacrifier à la fois la délicatesse de la femme et sa propre dignité.

Sir Oliver, prenant cette brutale sortie pour une maladresse, faisait des signes au baron; les autres personnes regardaient le chevalier pour l'engager à répondre. Sans rien perdre de sa sérénité habituelle, le bon seigneur Giacomo prit en effet la parole : — Jeune homme, dit-il, ces couples de vieux amis qui vous donnent la comédie ont tous leur roman connu, leurs circonstances atténuantes, leurs droits à l'indulgence des bonnes gens. On ne se borne pas à leur pardonner, on les aime et on les respecte. Il faut venir de loin et ne pas les connaître pour leur refuser l'estime et les égards qu'on leur accorde en leur pays.

— Vous l'avez dit, reprit Saint-Clément : je ne suis point de la paroisse; voilà pourquoi je refuse mon estime aux cavaliers servans.

— Et moi, répliqua Giacomo perdant patience, je réserve mon mépris à une autre espèce de gens.

— Lesquels? demanda le baron.

— Ceux qui se glissent dans une famille pour y faire des dupes sous le masque de la galanterie.

— Je sais comment on les nomme, dit l'Anglais : ce sont des chevaliers d'industrie.

Saint-Clément ne cherchait qu'un prétexte pour se dire offensé; mais une querelle avec sir Oliver n'était pas ce qu'il voulait. Sans relever le gant de ce nouvel adversaire, il se tourna vers la marquise. — Madame, lui dit-il, j'ai besoin d'un petit éclaircissement : sommes-nous ici chez vous ou chez le chevalier Forcellini?

— Vous êtes chez moi, répondit la dame.

— Chevalier, poursuivit Saint-Clément, vous l'entendez : cette maison n'étant pas la vôtre, l'habitude que vous avez prise d'y parler en maître n'est qu'un mauvais pli et une usurpation. Je ne pense pas que l'usage à Venise soit de traiter une affaire d'honneur dans le salon d'une dame, et comme j'ai des explications à vous demander, nous allons, s'il vous plaît, sortir ensemble.

— Sortez si vous voulez, répondit Giacomo; moi, je reste.

— Très bien, dit sir Oliver; ne bougez pas.

— Alors, reprit le baron, le moment est venu de faire entendre ici la vérité. Chevalier, cette longue habitude, cette ancienne amitié dont vous vous croyez si fort, tout cela n'est plus aujourd'hui qu'un joug insupportable, une tyrannie à laquelle on ne sait comment se soustraire, et je n'aurais point agi comme je l'ai fait si je n'étais sûr d'avoir pris en main l'affranchissement d'une personne qui n'ose vous dire ce que je viens de vous apprendre. A présent restez dans

cette maison si vous en avez le courage. Tout à l'heure je vous y enverrai mes témoins.

Saint-Clément salua la marquise, toisa son rival des pieds à la tête et sortit en ricanant. Les assistans baissaient les yeux et paraissaient au supplice. Le chevalier rompit enfin ce silence pénible :

— Madame, dit-il d'une voix altérée, ce que j'ai entendu ne peut être qu'un impudent mensonge. Si ma vieille amitié vous était à charge, vous n'auriez pas choisi cet inconnu pour lui faire de telles confidences.

— Pensez-en ce qu'il vous plaira, répondit la marquise en se levant. Je ne suis pas en disposition de me laisser quereller; je vous cède la place.

A ce nouveau coup, le pauvre chevalier chancela comme s'il eût reçu au cœur une arquebusade.

— Dieu bon! s'écria-t-il en joignant les mains, mon amitié pour elle une tyrannie, un joug insupportable!... Mais alors qu'ai-je à faire ici? Comment ai-je pu y demeurer si longtemps? Excusez-moi, mes amis : on ne voit pas de sang-froid le rêve de toute sa vie s'évanouir en un moment. J'ai négligé famille et fortune pour m'attacher à cette maison comme un lierre, et je me trouve tout à coup seul au monde, abandonné, chassé, — car cela s'appelle ainsi. — Quinze ans de dévouement ne m'ont pas épargné ce mot cruel. Il faut partir maintenant, aller je ne sais où...

— Pas du tout, dit sir Oliver; il faut attendre. Moi, je vous délivrerai de cet homme détestable.

— Ah! ce n'est pas de lui que je me plains, reprit le chevalier. Que me font les injures d'un fat quand je suis au désespoir? Qu'on m'insulte encore, et qu'on me laisse à tout ce que j'aime. Ce cœur ingrat qui m'abandonne, hélas! vous ne pouvez pas me le rendre.

— Peut-être, répondit sir Oliver.

— Non, non, poursuivit le chevalier; je n'essaierai point de m'accrocher aux branches. Lorsqu'une femme veut rompre ses liens, il n'y a plus qu'à s'éloigner. Celle-ci du moins n'aura pas sujet de me maudire; je ne lui laisse pas au pied le boulet de la loi et de la religion. Un mot a suffi pour nous rendre libres tous deux. Allons, Giacomo, ta place n'est plus ici. Tu vas errer sur la terre comme un chien sans maître. Dis adieu pour toujours à ces murs, à ces vieux meubles...

En promenant ses regards autour de lui sur l'antique mobilier du salon, le malheureux Giacomo sentit son cœur se briser. Une teinte livide se répandit sur son visage; il ferma les yeux et tomba évanoui dans les bras de sir Oliver.

Pendant ce temps-là, le baron courait toute la ville à la recherche

de deux témoins sans les pouvoir trouver. La plupart des jeunes gens auxquels il s'adressa étaient des amis du chevalier. Les étrangers ne voulaient point s'exposer à des démêlés avec la police, et quant aux officiers autrichiens, deux d'entre eux ayant eu récemment des querelles accompagnées de circonstances scandaleuses, un ordre du jour les obligeait à la plus grande circonspection. Au bout de quarante-huit heures, Saint-Clément cherchait encore. De guerre lasse, il songeait à se faire assister, moyennant salaire, par deux contrebandiers croates, lorsqu'il apprit que son adversaire avait quitté la ville. Le chevalier, tout à son chagrin, s'était embarqué pour Milan, oubliant injures et menaces.

Un matin, vers dix heures, le marquis Saverio, assis devant un des cafés de la place du Dôme, lorgnait paisiblement les grisettes pour tuer le temps. Tout à coup il fronça les sourcils, et, faisant de sa main droite une visière, il se mit à regarder attentivement un homme qui passait devant l'église, suivi de plusieurs portefaix chargés de bagages.

— Par Bacchus! s'écria le marquis, je ne me trompe pas. Forcellini à Milan! Forcellini à soixante lieues de ma femme! Que signifie cela?

Saverio courut à son ancien ami, et lui touchant l'épaule avec sa canne : — Holà! chevalier, dit-il, quel cataclysme a pu te jeter sur la terre ferme, toi qui n'es point sorti des lagunes depuis quinze ans? Venise a-t-elle péri dans un tremblement de terre? Serait-il arrivé malheur à quelqu'un de la famille?

— Non, marquis, répondit Giacomo; de toute la maison, je suis le plus malade.

— Dieu soit loué! Je tremblais déjà pour ma fille. Je devine à présent : tu viens ici pour acheter son trousseau de noces. Est-elle contente de son père? Me fera-t-elle des yeux tendres sous son voile d'épousée?... Mais qu'as-tu donc? Pourquoi cette mine de catafalque? Est-ce la fatigue ou la souffrance qui te courbe le dos?

— L'une et l'autre, cher Saverio; mon corps souffre, et mon âme est fatiguée de vivre. Je n'ai plus de famille, plus d'asile, plus d'amis. Je mourrai à l'auberge. Quant au projet de mariage de ta fille, il est rompu.

— Quelle diable d'énigme est cela? Finiras-tu avec tes sentences?

— Un mot te dira tout : marquis, je suis chassé!

— Brouillé avec ma femme! Allons donc! tu badines.

— Je suis chassé, te dis-je, et c'est par l'entremise d'un tiers que la marquise m'a signifié ses volontés.

— Corps du Christ! il y a du désordre à la maison. Et qui est l'usurpateur?

— Un étranger, que sir Oliver regarde comme un intrigant.

— Ouais! je n'entends pas cela.

— Ne t'en mêle point, mon ami, reprit le chevalier; quand la tête d'une femme s'emporte, l'homme prudent se met à l'écart et ferme les yeux.

— Par tous les diables! on ne me fera pas jouer le personnage du mari berné contre lequel tout le monde conspire. Je ne suis ni aveugle ni indifférent; je veux tout savoir. Parle, et ne me déguise rien. Que s'est-il passé?

Le chevalier raconta naïvement les circonstances de sa disgrâce, depuis la présentation de Saint-Clément à la marquise jusqu'à la scène de provocation qui avait dissipé tous ses doutes. — Tu le vois, mon ami, dit-il en terminant son récit, les masques sont levés; il n'y a plus d'illusion possible, et mon désastre est irréparable.

— Bien au contraire, répondit le marquis. J'apprendrai à mes contemporains que je n'ai pas abdiqué comme feu Charles-Quint. Chevalier, relève la tête; ne t'exile pas encore. J'écraserai l'hydre révolutionnaire. Ce soir nous partirons ensemble pour Venise; demain la voix du maître retentira dans ma maison, et l'ordre y régnera comme précédemment.

III.

La joyeuse compagnie du café Florian ne prenait pas aussi gaiement les aventures du cavalier servant que celles des chèvres noires et blanches. On aimait trop le bon seigneur Forcellini pour rire de son chagrin, et la pitié qu'il inspirait, jointe au dépit que ressentaient les Vénitiens du succès de l'étranger, répandait une couleur sombre sur les travaux nocturnes de la chronique. L'inspiration manquait au peintre, et la verve aux rédacteurs. On parlait bas comme dans les temps de calamité publique, et l'on souhaitait ardemment qu'un caprice de la fortune vînt déverser le ridicule sur l'insolent triomphateur.

Comme dans la plupart des grandes maisons italiennes, il y avait chez la marquise un personnel considérable d'anciens serviteurs, bouches inutiles que le baron se proposait de congédier sous prétexte d'économie et de bonne administration. Une adhésion collective au nouveau gouvernement fut apportée par le vieil intendant Pippo, qui avait préparé un discours en manière d'adresse. Le baron interrompit la harangue au plus bel endroit. — Bonhomme, dit-il, garde-moi ces phrases pour le jour de ma fête. Je ne suis rien ici qu'un ami de la maison, et tu ne me dois que de la politesse,

comme à tout le monde. La marquise seule commande chez elle. Je l'assisterai peut-être de mes conseils, j'examinerai tes comptes, parce qu'elle m'a prié de le faire; mais si je découvre que tu es un voleur, c'est elle qui te mettra à la porte, et non pas moi.

L'intelligent Pippo reconnut parfaitement la main de fer du despote sous ces mitaines transparentes, et il courut répandre l'alarme dans le nombreux domestique du palais. En tout autre pays que Venise, on n'aurait peut-être jamais pénétré les secrets desseins du baron; mais dans cette ville qu'un rien émeut et divertit, la curiosité publique était surexcitée à un si haut degré, l'espionnage si bien organisé, les indices les plus fugitifs rapportés si fidèlement au salon des *scacchi* et commentés avec tant de soin, que la vérité se faisait jour instantanément. Un soir, le conseil des chroniqueurs, après une délibération où il déploya beaucoup de sagacité, établit sur des preuves certaines les propositions suivantes : « C'était avec préméditation que Saint-Clément refusait le titre de cavalier servant. Il pensait que l'engoûment d'une femme est chose fragile et la position de favori précaire, tandis qu'un mariage est chose stable et sans remède. On remarquait dans ses hommages à la marquise un respect exagéré dont il ne s'écartait que pour se rapprocher de la tendresse filiale. La séquestration de la jeune fille et l'expulsion de Remigio étaient des mesures conseillées par lui-même. Donc il aspirait, sans l'avouer encore, à la main d'Erminia, et il ne lui manquait que d'être honnête homme pour se pouvoir dire, comme il le faisait hautement, l'admirateur de la marquise en tout bien tout honneur. »

Il n'y a point de Vénitienne si bien gardée, qu'elle ne trouve quelque moyen de correspondre avec son amant. Tous les soirs, une gondole de louage glissait le long des murs dans le *rio* Saint-Moïse, tournait vers San-Fantino, et s'arrêtait sous la fenêtre d'Erminia. Heureusement cette fenêtre était trop élevée pour que la prisonnière pût prendre le même chemin que la célèbre fille du sénateur Capello. Dans une de ces conférences en plein air, Remigio, en faisant à sa maîtresse une peinture éloquente de ses souffrances et de son désespoir, parlait d'exil, de voyages en lointains pays, de mort et d'adieux éternels.

— A quoi bon tout cela? lui dit Erminia. Est-ce le moyen de m'épouser que de me dire un éternel adieu? Que craignez-vous, et comment les autres m'empêcheraient-ils de vous aimer, puisque moi-même je ne pourrais m'en empêcher?

— Hélas! répondit l'amoureux, on vous mettra au couvent; on vous y laissera si longtemps que l'ennui vous prendra, et quand on viendra vous chercher, ce sera pour vous présenter quelque jeune homme plus riche que moi. Vous le refuserez d'abord, et puis, un

beau jour, vous serez toute surprise en vous sentant guérie de votre amour, et vous épouserez mon rival.

— Vous pensez donc, reprit la jeune fille, que je pourrais finir par vous oublier? Pareille chose s'est donc déjà vue?

— Le temps en a fait oublier bien d'autres que moi.

— Oh! alors le temps est notre ennemi le plus dangereux. N'attendons pas qu'il me guérisse de mon amour. Je ne le veux pas, cher Remigio. Cherchez vite un expédient au lieu de parler de mort et d'exil, homme faible et indécis que vous êtes!

— Je vous proposerais bien un parti violent et extrême, dit Remigio, mais c'est vous qui n'oserez pas l'adopter.

— Lequel? Parlez toujours. Je suis plus brave que vous ne l'imaginez.

— Sachez donc que mon vieux père possède à quatre lieues d'ici, sur la route de Trévise, une jolie maisonnette avec jardin. Fuyons ensemble à la campagne, et, quand nous aurons dormi sous le même toit, il faudra bien qu'on nous unisse.

— Voilà un projet raisonnable! dit la jeune fille en battant des mains; je l'adopte avec joie. Le jardin surtout me plaît infiniment. Mais pourquoi dites-vous qu'il faudra bien qu'on nous marie quand j'aurai demeuré chez votre père?

— Parce que c'est l'usage de marier une fille enlevée avec son ravisseur.

— Que ne m'avez-vous appris cela plus tôt! Demain, vers cinq heures, soyez à Sainte-Marie-Zobenigo avec une gondole. Lorsque Pippo, les mains embarrassées, m'apportera mon dîner sur un plateau, je lui passerai sous le bras, et j'irai vous rejoindre. A présent retirez-vous, de peur qu'on ne vous surprenne. Achetez des giroflées au marché de l'*herberie;* nous les planterons dans le jardin de votre père. Et surtout pensez à moi. Je vous aime. Adieu, adieu!

La belle Erminia ferma la fenêtre, et se recueillit pour tâcher de mettre un peu d'ordre dans sa tête, où l'ignorance et l'amour, l'innocence et la précocité se livraient bataille; puis elle s'agenouilla devant une madone en plâtre colorié pour lui demander une protection toute particulière, dont elle sentait le besoin dans ce moment critique. Le lendemain, à l'heure que la jeune fille avait choisie pour sa tentative d'évasion, le marquis Saverio et le chevalier Forcellini traversaient les lagunes, à grande vitesse, sur le magnifique viaduc aux trois cents arches de granit. Le réseau des chemins de fer lombards n'était pas encore achevé à cette époque; mais les tronçons de Milan à Treviglio et de Vicence à Venise abrégeaient la durée du voyage. Afin de masquer ses manœuvres, Saverio voulut se présenter seul chez sa femme et feindre d'ignorer les événemens des

jours précédens. Giacomo devait attendre une demi-heure avant de se montrer. Ce plan, concerté pendant le trajet, fut exécuté ponctuellement, et le hasard fit que les deux amis se séparèrent précisément sur la place de Sainte-Marie-Zobenigo. Le chevalier s'arrêta devant la petite église, et le marquis se rendit seul au palais B... Dans le même temps, sir Oliver, sortant du palais Grimani, où est l'office de la poste, serrait précieusement dans sa poche une lettre timbrée de Vienne, et se dirigeait vers le même point que le marquis par un autre chemin.

Il y eut un mouvement d'effroi parmi les habitués de la maison, lorsqu'on vit entrer dans le salon de la marquise ce mari démissionnaire auquel personne ne songeait plus depuis quinze ans. Le cercle fut rompu. Saint-Clément se mit à l'écart. La marquise, surmontant son émotion, prit son ouvrage de tapisserie pour se donner une contenance, et on attendit avec anxiété une explication entre les deux époux.

— Asseyez-vous, messieurs, dit Saverio. Provisoirement je désire que tous les amis de ma femme se considèrent comme les miens.

Le marquis fit le tour du salon, échangea quelques mots avec les personnes de sa connaissance, salua les autres d'un air ouvert, et tendit cordialement la main à sir Oliver.

— On est fort bien ici, dit-il ensuite en se jetant dans un fauteuil.

— Peut-on savoir, monsieur, ce qui vous y amène? demanda la marquise.

— Assurément, chère Lucia : je viens avec l'intention bien ferme de me mêler de tout. Mais où donc est notre ami le chevalier Forcellini?

La marquise baissa la tête sans oser répondre.

— Qu'est-ce donc? reprit Saverio. Aurait-il abandonné sa patrie, comme Pierre Strozzi, qui se trouvait trop honnête citoyen pour demeurer dans la ville des Médicis? Si mon vieil ami ne pouvait pas habiter sous mon toit quand j'y suis, je ne l'y aurais pas souffert davantage pendant mon absence. Quiconque s'aviserait d'en hocher la tête seulement aurait affaire à moi... Mais patience! je trouverai l'occasion d'imposer silence aux mauvaises langues qui se donnent carrière depuis quinze ans. Commençons par édifier Venise par mon retour au bercail. Oui, messieurs, je rentre dans Ithaque après quinze ans de voyages et d'aventures. — Vous pouvez laisser votre tapisserie, marquise; Pénélope interrompit son ouvrage le jour où Ulysse fut enfin rendu à sa tendresse. — Et voyez comme il est heureux que nous n'ayons jamais donné au monde le triste spectacle de querelles et de mauvais procédés entre époux! Point de procès,

point de requêtes, de mémoires injurieux, de discours d'avocats; point d'arrêt de tribunal! Une simple séparation à l'amiable, sans bruit, sans fâcherie, comme il sied à des gens de qualité, si bien que, le jour où cette séparation me donne le plus léger regret, ennuyé de mon odyssée, je retourne près de ma femme et de ma fille sans que rien s'y oppose, et me voilà en possession de mes droits de mari et de père, tandis que si nous avions plaidé, je ne serais peut-être plus le maître chez moi.

— Où voulez-vous en venir, monsieur? interrompit la marquise.

— Chère Lucia, auriez-vous oublié certaine cérémonie dans l'église de Sainte-Marie-Formose, où nous étions côte à côte il y a dix-sept ans?

— Non, monsieur, je n'ai oublié ni votre indigne conduite, ni les chagrins dont vous avez abreuvé ma jeunesse.

— Mes torts sont énormes, et je les confesse humblement; mais ne souhaitez-vous pas que notre fille soit mieux mariée que sa mère? Il lui faut un époux de bonnes mœurs, sincèrement amoureux d'elle, et j'approuve le choix que son cœur a fait.

— Et moi je le blâme, dit la marquise.

— Oui-dà! Le pauvre Remigio aurait-il à se reprocher quelque fredaine, des dettes ou des maîtresses, comme le père de sa belle?

— Je n'en sais rien; mais ce parti ne me convient pas.

— Et s'il me convient à moi? Tenez, marquise, n'essayez pas de me résister. Je ne suis qu'un mauvais sujet, mais lorsqu'il s'agit de notre enfant, je sens remuer dans mes entrailles je ne sais quoi qui ressemble à de la vertu. Pour le bonheur et le repos de notre Erminia, je serais capable de me ranger, de me convertir. S'il n'y a pas d'autre moyen de lui rendre la vie douce et facile, je vous infligerai un époux sage, assidu, fidèle. Prenez-y garde, je vous jouerai ce tour-là, si vous me poussez à bout,

— Vous vous moquez, répondit la marquise.

— Je ne me moque point, madame. Mais où donc est-elle, cette chère fille?

— Dans sa chambre, par mon ordre.

— Eh bien! mon premier acte d'autorité sera de lever ses arrêts.

Saverio avait déjà saisi le cordon de la sonnette, lorsqu'on vit accourir le vieil intendant, les bras en l'air, la mine effarée, poussant tous les hélas! les *accidente!* les *managgio!* et autres exclamations par lesquelles on a soin en Italie de préparer les gens à recevoir la nouvelle d'un malheur. Plus inquiet pour lui-même que pour sa jeune maîtresse, Pippo fit un récit de l'évasion d'Erminia aussi pompeux que celui de Théramène, en y jetant incidemment des protestations de zèle et des offres de service au seigneur marquis, son cher maître,

dont le retour imprévu le comblait de joie. A l'en croire, la *signorina* n'aurait réussi à s'échapper qu'après une lutte terrible et corps à corps où il aurait craint de la blesser en usant de toutes ses forces. Il s'était prosterné devant elle, les yeux pleins de larmes; mais elle avait pris la fuite, courant comme une biche à travers la rue des *Fabri,* et s'était dérobée aux poursuites de son vieux serviteur en tournant par un sous-portique.

— Ma fille en fuite! s'écria le père. Il faut donc qu'on l'ait réduite au désespoir. Quel bouleversement, quel désordre dans ma famille!

En ce moment, la porte s'ouvrit, et Giacomo entra suivi de Remigio et d'Erminia. — Rassure-toi, mon ami, dit-il; voici les fugitifs; je les ai arrêtés au passage, et ils se sont rendus à moi sans résistance.

— Comment! s'écria le marquis, c'était un enlèvement! M'expliquerez-vous votre conduite, mademoiselle?

— Oui, cher père, répondit Erminia. Je me suis fait enlever par Remigio. Nous avons imaginé ensemble ce moyen de nous épouser. Comme l'usage est de marier une fille enlevée avec son ravisseur, vous ne pourrez plus nous refuser votre consentement.

— Votre innocence prouve que ce mariage-là n'est point nécessaire, reprit le marquis. Les lois punissent le rapt. Vous irez au couvent, et votre amoureux en prison.

— Oh! que non; vous ne me faites pas peur.

— Vous l'aimez donc bien, ce petit traître?

— A en perdre la raison, à en mourir, si vous me contrariez.

— Eh bien! mariez-vous, puisque vous le voulez absolument. Et vous, monsieur le voleur de filles, si je vous donne le trésor que vous m'avez ravi, c'est à la condition de le garder avec vigilance et de ne jamais vous le laisser prendre.

— On oublie une petite formalité, dit la marquise : le consentement de la mère.

— J'y ai pensé, reprit Saverio; nous l'aurons dans un moment. A présent, chevalier, à nous deux : qu'ai-je entendu dire? quel vent aigre a soufflé sur cette maison? qui donc est venu se mêler de nos affaires? Tu es mon hôte et mon ami, et je ferai connaître que j'ai pour devise celle d'Angleterre : *Honni soit qui mal y pense!* Si quelqu'un y pense mal, je lui donnerai une leçon dont il se souviendra longtemps. Quant à l'élément étranger qui semble s'opposer à notre bon accord, je vais l'écarter à l'instant. Monsieur le baron, je ne sais si votre seigneurie a écouté notre conversation.

— Vous allez voir, monsieur, répondit Saint-Clément, que je n'en ai pas perdu une syllabe. Ce n'est pas ma faute si vous avez oublié pendant quinze ans de rentrer chez vous, et si l'on m'a présenté en votre absence à Mme la marquise. Je ne suis point d'humeur à me

laisser renvoyer d'une maison où je n'ai manqué d'égards pour personne, et s'il prenait fantaisie au maître du logis lui-même de me fermer sa porte parce que je donne ombrage à un de ses amis, il m'en rendrait raison, je vous en avertis.

— Bien, jeune homme, très bien! reprit Saverio; j'aime cette fierté. Je reconnais à ce noble langage le descendant de ces fameux barons de Saint-Clément dont nous autres ignorans nous n'avons jamais entendu parler. Vous sortirez de chez moi, mais ce sera par la porte d'honneur. Nous partirons ensemble pour Chiasso, et sur la terre libre de l'Helvétie je rendrai hommage à vos qualités chevaleresques, en vous prouvant que je suis l'homme le plus habile à l'escrime de toute la Lombardie, car, en véritable fainéant, j'ai passé ma vie dans les salles d'armes.

— Ne croyez pas m'intimider, répondit Saint-Clément. Je suis à vos ordres, monsieur.

— Ce duel est impossible, dit sir Oliver. Moi, je vous empêcherai de vous battre.

L'Anglais poussa Saint-Clément par le coude jusque dans l'embrasure d'une fenêtre; on le vit tirer de sa poche une lettre dont il fit la lecture à voix basse; on vit le baron pâlir, s'essuyer le front avec son mouchoir, adresser à sir Oliver des regards supplians, comme un coupable en présence de son juge. Au bout d'un moment, la mine sévère du *gentleman* parut s'adoucir; le baron, la main droite sur sa poitrine, prononçait quelque serment solennel et souscrivait à quelque dure condition. Tous deux se rapprochèrent enfin des assistans, et sir Oliver prit la parole. — Messieurs, dit-il, le baron de Saint-Clément est homme de courage, c'est moi qui le certifie; mais il retire sa provocation, et ne se battra pas avec le marquis, parce que je l'ai prié de s'en abstenir et qu'il n'a rien à me refuser. Demain je l'emmène dans le Tyrol italien, où je veux faire un petit voyage. Sa compagnie m'amuse. Recevez nos adieux. Venez, baron.

Saint-Clément, l'oreille basse et les traits bouleversés, prit son chapeau et sortit avec sir Oliver. En un moment, la nouvelle de sa déconfiture se répandit d'un bout de Venise à l'autre par des voies mystérieuses aussi rapides que l'électricité. On la savait à six heures au café Florian, je l'appris chez le restaurateur Gallo, où mes voisins de table s'embrassèrent dans l'effusion de la joie, en se racontant les détails qu'on vient de lire; mais ce fut le soir, au théâtre de la *Fenice,* qu'une scène étrange me donna la juste mesure de l'intérêt que le public prenait à cette affaire. Le premier acte de l'*Ernani* allait commencer, et le chef d'orchestre frappait le pupitre avec son archet, lorsque le marquis Saverio parut dans la loge de sa femme; une explosion de bravos et d'applaudissemens salua son en-

trée. Après le premier acte, on aperçut Saint-Clément dans une loge; tous les visages se tournèrent de ce côté, une sourde rumeur s'éleva du sein de la foule, et bientôt des huées, des rires et des sifflets partirent à la fois de tous les bas-fonds de la salle. Le baron, pâle de colère, eut l'imprudence de montrer son poing fermé aux rieurs; un rugissement terrible répondit à ce geste menaçant. Une voix de stentor, dominant toutes les autres, émit la proposition d'assommer le *cane forestiere*. Deux cents personnes contre un seul homme se pouvaient croire à peu près sûres de la victoire; mais sir Oliver avait pris les devans : il entraîna le baron dans sa loge et l'y retint caché jusqu'à la fin de l'entr'acte. La musique apaisa la rage du parterre, et Saint-Clément rentra chez lui, toujours accompagné par le *gentleman* en attitude de boxeur. Le lendemain, ils partaient ensemble pour le Tyrol par la malle-poste de Trente.

Pendant le temps que le marquis Saverio passa dans sa famille, il reçut plus de visites, de complimens et d'ovations que s'il eût sauvé la patrie. Sir Oliver, qui revint seul à Venise, eut aussi son jour de triomphe. On se cotisa pour envoyer les gondoliers chantans exécuter leurs meilleurs morceaux sous ses fenêtres. Le mariage prochain de Remigio avec la belle Erminia était annoncé: toute la ville y voulut assister, et la petite église de San-Fantino ne put contenir la foule immense qui s'y porta le jour de la cérémonie. Il y eut bal et gala au palais B..., on récita beaucoup de sonnets à la louange des jeunes époux, et le souper se termina par un *brindisi* général en l'honneur du marquis. Touché de ces marques d'estime, Saverio porta un toast d'adieux et de remercîmens à ses joyeux amis de Venise, puis il ajouta : — Vous m'avez contemplé dans ma puissance de chef de famille. Maintenant que le calme est rentré dans nos esprits, je redeviens ce que j'étais, Saverio le bon vivant, le pécheur, l'ennemi de l'hypocrisie, qui, ne pouvant souffrir aucune contrainte, ne veut non plus gêner personne. Je dépose mes pouvoirs, et je me retire avec les honneurs de la guerre, heureux de laisser derrière moi la paix et la concorde.

Et le lendemain il partit en effet pour Milan. La loge de la marquise offrit alors aux spectateurs le paisible tableau qu'on avait observé durant quinze ans. Chacun avait repris sa place accoutumée; au fond de la loge, le bon seigneur Forcellini, portant l'éventail et la lorgnette, remplissait les devoirs de sa charge comme autrefois.

Cette histoire, commencée au café Florian, devait avoir au même endroit son petit épilogue. Le cercle des commérages n'était pas complétement satisfait. Une lacune désolante existait encore dans les travaux de la chronique. Comment la contre-révolution s'était-elle opérée dans les sentimens de la marquise? d'où venait cet ascen-

dant que l'Anglais avait exercé sur l'esprit de Saint-Clément? Il fallait trouver la solution de ces deux problèmes. Le docteur F... eut bientôt résolu le premier. Un jour de migraine, la marquise lui raconta, sous le sceau du secret, que depuis le départ de Saint-Clément des renseignemens déplorables étaient venus de Vienne, de Florence et de Naples, où le baron avait demeuré longtemps; partout il avait usurpé des titres, changé de nom, triché au jeu et laissé de vifs regrets à ses fournisseurs. Avec une simplicité tout à fait méridionale, la marquise avoua au docteur qu'elle s'était engouée follement d'un chevalier d'industrie.

Cet éclaircissement de la première question jetait une lumière précieuse sur la seconde. Selon toute apparence, la lettre exhibée par sir Oliver, et sur laquelle on avait vu le timbre de Vienne, contenait quelque révélation accablante. De là l'angoisse et le trouble du baron pendant son entretien avec l'Anglais dans l'embrasure d'une fenêtre. Pour des gens moins curieux que les Vénitiens, ces conjectures auraient suffi; mais les chroniqueurs du café Florian ne se contentaient pas à si peu de frais. La lettre de Vienne leur semblait une pièce indispensable à mettre dans leurs archives. On n'ignorait point que le vin de Chypre déliait parfois la langue à sir Oliver. Le plus solide buveur de la troupe fut chargé d'offrir autant de bouteilles qu'il serait nécessaire pour obtenir la communication du document. Muni de pleins pouvoirs et de bonnes instructions, le négociateur tenta l'aventure. Après la première bouteille, l'Anglais gardait encore son sang-froid, tandis que le diplomate perdait déjà le fil de ses idées. La demande indiscrète fut trop tôt formulée. Un bon *gentleman* n'admet pas qu'il ait pu prendre pour compagnon de table et de voyage un homme indigne de son honorable société. Sir Oliver fixa ses yeux bleus sur ceux de l'Italien, et lui répondit comme Wellington à ce prince indien qui lui voulait acheter son plan de campagne : — Vous seriez donc capable de garder un secret?

Et quand l'Italien eut prononcé une kyrielle de sermens, le *gentleman* ajouta : — Eh bien! moi aussi, j'en suis capable.

PAUL DE MUSSET.

L'ÉGLISE

ET

LA QUESTION RELIGIEUSE

EN SUÈDE

Sous l'influence de la pâle et stérile orthodoxie du XVIIIe siècle, l'église de Suède a pris de plus en plus le caractère d'une institution politique, et la vie religieuse, en se déplaçant, a provoqué dans la société suédoise une agitation morale dont il est difficile encore de prévoir les conséquences. Le *réveil* (tel est le nom qu'a pris cette agitation) exerce aujourd'hui son action sur divers points du royaume. On n'a pas tardé à pressentir qu'une révolution religieuse se préparait, et dans un pays où l'église tient de si près à l'état, il a semblé que cette révolution pouvait menacer l'état lui-même. Des réformes reconnues nécessaires ont bientôt rencontré une opposition puissante, des abus manifestes ont été maintenus, des lois intolérantes leur ont servi de rempart, et des persécutions même sont venues affliger le pays. Dans un tel état de choses, il y a quelque opportunité sans doute à rechercher d'abord sur quelles institutions, sur quelles traditions repose aujourd'hui l'église de Suède. Il faut examiner ensuite quelle est la portée du mouvement religieux qui, malgré de fâcheuses divisions, donne de sa vitalité des marques de plus en plus significatives. Quelle qu'en soit la destinée, il modifiera inévitablement l'état moral de la population. Il s'agit de savoir si l'église suédoise ne sera pas bientôt mise en demeure de faire un énergique effort pour reconquérir sa position spirituelle. A tous ces titres, la question doit préoccuper les esprits sérieux.

I. — ORGANISATION DE L'ÉGLISE SUÉDOISE ET ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EN SUÈDE.

Comme l'institution catholique, l'église luthérienne suédoise, la seule église légale du pays, n'existe essentiellement que par le clergé, dont voici l'organisation : — l'archevêque, les évêques, les chefs des paroisses ou *pasteurs*, les membres du clergé de second rang (1). Le roi en est le chef suprême, et il forme avec les états du royaume la première autorité ecclésiastique. Il pourrait tout aussi bien porter la soutane que les membres du clergé. Rien n'empêcherait qu'il n'aspirât à recevoir la consécration sacerdotale, qu'il ne montât en chaire et n'administrât les sacremens. C'est à lui que doivent être adressées les pétitions qui ont pour objet quelque changement dans la constitution de l'église. Une réforme religieuse ne peut s'opérer, si elle n'a été d'abord proposée par le roi aux états, qui la rejettent, l'acceptent ou la modifient, et dans ces deux derniers cas la proposition ne devient une loi qu'après avoir obtenu définitivement la sanction royale. Les livres qui servent au culte, ceux qui concernent la liturgie, l'enseignement religieux, ne peuvent être revus qu'avec la permission du roi. Le prince qui porte la couronne de Suède pourrait même, assisté de ses ministres, écrire des psaumes, une *liturgie*, un *catéchisme*, et les imposer à la piété des fidèles.

Venons au clergé proprement dit. Il n'y a pour la Suède qu'un seul archevêque, celui d'Upsal, et onze évêques. L'archevêque est une sorte de primat du royaume, *primus inter pares*. Au siége de l'archevêché ou de l'évêché, il y a un consistoire, composé de l'archevêque ou de l'évêque président, et de six instituteurs publics ou professeurs; mais l'école ou bien l'université fait partie intégrante de l'église même. Les instituteurs ou professeurs peuvent, quand ils le désirent, briguer une place de pasteur après avoir soutenu publiquement une thèse de théologie. Ce n'est pas tout à fait comme laïques, on le voit, que ces six instituteurs figurent dans le consistoire. L'église suédoise revêt donc un caractère particulièrement clérical. Chose singulière pourtant, si l'archevêque ou l'évêque ne peut appliquer aucune peine sans l'autorisation du consistoire, tribunal ecclésiastique du plus haut rang, si ce même consistoire juge en première instance le pasteur qui s'est rendu coupable de quelque négligence en l'exercice de ses fonctions, c'est en revanche le tribunal civil, fort étranger naturellement aux questions théologiques, qui juge le pasteur suspect d'hérésie.

(1) Consultez *Om Svenska Kyrkans och Skolans angelägenheter* (*l'Église suédoise et l'école*), par Johan Henr. Thomander, actuellement évêque de Lund, Stockholm, 1853.

L'archevêque ou primat n'est, à vrai dire, autre chose que le chef du diocèse d'Upsal, et ne se distingue des évêques ses collègues qu'en ce qu'il préside la chambre ecclésiastique : c'est le droit que la constitution lui confère. De plus il sacre le roi, bénit le mariage des princes, confère le baptême à leurs enfans, et assiste à l'enterrement des membres de la famille royale. Ces dernières fonctions, aujourd'hui consacrées par l'usage, dépendent absolument, il est vrai, de la volonté du roi. Le clergé suédois se trouvant soumis à une discipline rigoureuse quant à l'exercice des fonctions ecclésiastiques, l'archevêque adresse aux pasteurs de son diocèse les admonestations qu'ils ont pu encourir, et cette faculté d'admonestation, qu'il partage avec les évêques, est un moyen tout naturel de contenir dans « de convenables limites » les mouvemens religieux. Par l'influence qu'il exerce sur les délibérations de la chambre ecclésiastique (1), l'archevêque est d'ailleurs un personnage plus politique encore que religieux, et quand il s'agit d'élever quelqu'un à cette charge éminente, on se demande avant tout s'il a qualité pour défendre le système ecclésiastique et politique établi. Voici comment se fait l'élection d'un archevêque en Suède. On dresse la liste des candidats choisis par quinze corps constitués : — le consistoire ecclésiastique, le consistoire de l'université et le corps des pasteurs de l'archevêché, — les consistoires de onze évêchés et celui de Stockholm, où un *pastor primarius* tient lieu d'évêque. C'est parmi les trois candidats qui ont obtenu le plus de suffrages que le roi choisit le nouvel archevêque.

Les *évêques* ont, comme l'*archevêque*, un caractère politique : ils ne sauraient par exemple s'absenter des sessions de la chambre ecclésiastique sans la permission du roi. S'agit-il de nommer un évêque, les pasteurs des paroisses de l'évêché prennent part au vote, et c'est encore le roi qui choisit l'évêque parmi les trois candidats sur lesquels se sont portés les plus nombreux suffrages. De hautes influences se sont fait plus d'une fois sentir dans ces élections, et on ne s'étonnera pas qu'on ait souvent élevé à la dignité épiscopale des employés civils, des poètes, des savans, auxquels on ménageait ainsi une retraite dans leurs vieux jours, tout en s'assurant l'appui de leur reconnaissance (2).

(1) Une des quatre chambres qui composent la représentation du royaume.

(2) Notons, comme un trait caractéristique de plus, le costume tout à fait catholique que portent dans les grandes occasions l'archevêque et les évêques de l'église luthérienne suédoise. On vient de terminer pour l'évêque de Lund une nouvelle crosse dont les journaux suédois vantent beaucoup le travail. Le traitement de l'archevêque ou des évêques est assuré en partie par les caisses de l'état, en partie par les dîmes prélevées sur certaines paroisses de leur diocèse. L'évêque de Lund, qui occupe un des postes les plus lucratifs, touche environ 60,000 francs par an.

Après l'évêque vient le *pasteur*. Bien que l'évêque exerce dans son diocèse un assez grand pouvoir disciplinaire, le pasteur ou plutôt le prêtre est en réalité le chef du temple, qui appartient à la paroisse; il est donc le maître de la paroisse elle-même. Il peut ouvrir le temple à toutes les heures; celui qu'il autorise à y parler devant toute la communauté réunie peut s'y faire entendre, même s'il est laïque (la loi n'ayant rien statué sur ce point), à la condition de ne pas monter dans la chaire et de ne pas se placer devant l'autel. Fonctionnaire de l'état, le pasteur s'occupe de tout : il devient le scribe, le notaire, l'huissier du gouvernement. Il délivre des attestations à celui qui, ayant tué un loup ou bien un hibou, a droit à une récompense publique. Le pasteur est l'autorité constituée pour la tenue des registres de l'état civil et pour la rédaction des actes qui, comme le mariage, le baptême, les funérailles, revêtent une couleur religieuse (1). L'église suédoise s'est si bien fondue dans l'état, que les élémens religieux, politiques et civils s'y trouvent amalgamés de la plus singulière façon. Aussi le gouvernement est-il en droit de traiter le pasteur comme un de ses employés. Dans sa forme actuelle, l'église suédoise n'est presque en vérité qu'un vaste établissement de police ecclésiastique.

On a vu comment se faisait l'élection de l'archevêque et de l'évêque. L'élection du pasteur présente un caractère particulier. Les formes varient suivant qu'il s'agit d'une *paroisse royale,* d'une *paroisse consistoriale* ou d'une *paroisse patronale.*

La *paroisse royale* est celle dont le pasteur est nommé par le roi sur une liste de trois candidats désignés par le consistoire de l'évêché qui régit la paroisse et choisis parmi ceux qui ont le plus d'années de service, de connaissances ou de talent. Les trois pasteurs prêchent, chacun à son tour, devant la paroisse assemblée, qui, lorsqu'elle n'est pas satisfaite, a le droit d'en désigner un quatrième.

(1) Voici en quoi consiste le traitement d'un pasteur suédois. Dans les villes, il fait passer chaque année un livret chez ses paroissiens, qui écrivent ce qu'ils sont disposés à lui accorder. Le traitement d'un pasteur dépend ainsi des sympathies qu'il a su mériter. Les frais de mariage, de baptême, d'enterrement, etc., sont payés par les parens. A la campagne, chaque paroisse a son presbytère et des propriétés souvent considérables, que le pasteur a soin de cultiver. Il est donc devenu agriculteur. Comme d'autre part les paroissiens doivent fournir la troisième partie de la dîme, et comme certaines paroisses, avec le consentement du roi, préfèrent s'acquitter par des produits en nature, il arrive en beaucoup de cas que le pasteur se voit obligé de vendre à son tour les denrées dont se compose son traitement. Le voilà devenu marchand. Venez-vous lui soumettre quelques difficultés théologiques au temps de la moisson, ou quand les paysans d'alentour lui font des propositions d'achat, il ne vous écoutera pas : il est à son grenier, il débite son avoine et ses pommes de terre. Il y a des pasteurs inexpérimentés ou trop charitables qui ont à peine de quoi vivre; d'autres, plus âpres au gain, se font de 15 à 16,000 fr. par an.

C'est le choix du roi qui assure en définitive la nomination du pasteur. Quelquefois même il arrive que le roi choisisse en dehors de la liste qu'on lui présente. Toutefois, pour être admis à solliciter de telles places auprès du roi, il faut avoir reçu le titre de prédicateur de la cour, ou avoir été pendant dix ans soit instituteur public, soit professeur d'université.

La *paroisse consistoriale* dépend, comme l'indique son nom, du consistoire de l'évêché de son diocèse. Les pasteurs qui désirent obtenir une place vacante dans une paroisse consistoriale font connaître leur intention au consistoire dont celle-ci dépend. Le consistoire désigne les trois candidats qu'il juge les plus capables d'y remplir les fonctions pastorales. Chacun d'eux prêche à son tour devant la paroisse réunie, qui nomme à la majorité des voix celui qui lui convient. On conçoit que la brigue joue un grand rôle dans ces sortes de nominations.

On nomme *paroisses patronales* celles que de grands propriétaires fondent dans leurs domaines. Dans ces sortes de paroisses, le propriétaire qui a fait construire le temple a le droit d'y placer comme pasteur un membre du clergé à son choix, pourvu que celui-ci ait subi l'examen qui l'autorise à gouverner une paroisse (1).

L'église suédoise ne reconnaît comme pasteur que celui qui remplit officiellement les fonctions désignées par ce titre, et qui en porte les insignes. Si un pasteur dépose ces insignes et déclare qu'il abandonne le service actif de l'église, renonçant, non au caractère, mais aux fonctions officielles de pasteur, il redevient laïque aux yeux du pouvoir constitué. Il ne peut présider une réunion religieuse, distribuer la sainte cène, sans tomber sous le coup de la loi, qui le punit comme « profanateur des sacremens. » Le pasteur n'est ainsi que le fonctionnaire ecclésiastique auquel l'état reconnaît le droit de solliciter une place dans l'église établie. On comprend pourquoi le clergé suédois se montre si jaloux de l'autorité matérielle dont il est revêtu, et pourquoi il compte dans ses rangs les plus grands adversaires de la liberté religieuse et même de la réforme de l'église.

L'archevêque, les onze évêques, les seize consistoires ecclésiastiques et les pasteurs ou prêtres, souverains chacun dans son domaine respectif, composent le haut clergé. Les co-ministres et les suffragans ecclésiastiques subordonnés forment le clergé de second ordre (2). Les membres du clergé inférieur désirent ardemment une

(1) Il y a pour le clergé suédois deux sortes d'examen : le premier, exigé de quiconque veut obtenir une place de *co-ministre* ou *suffragant*, confère sans doute le caractère ecclésiastique; mais si l'on veut monter en grade, il faut encore subir devant le consistoire ce qu'on appelle l'*examen pastoral*.

(2) Les co-ministres, qui, dans l'origine, ne se distinguaient pas des suffragans, sont

réforme, mais leur voix n'est guère entendue, et en somme, au point de vue de l'organisation intérieure, l'église suédoise est un corps officiel étroitement lié à l'état. Si l'on se place maintenant dans un autre ordre d'idées, si l'on observe l'église non plus dans les détails de son administration intérieure, mais dans ses rapports avec la nation, soit comme partie du corps législatif, soit comme corps enseignant, c'est encore ce même caractère de dépendance, d'immobilité officielle, qu'on est forcé de constater.

La *chambre du clergé* ou *état des prêtres* (*prest-stand*) forme une des assemblées dont se compose la représentation nationale. C'est assez dire que cette chambre est un corps politique et gouvernemental bien plus qu'un corps religieux, et qu'elle se préoccupe nécessairement beaucoup moins des intérêts spirituels que du rôle officiel de l'église. Elle se compose de l'archevêque d'Upsal, de onze évêques, du *pastor primarius* de Stockholm, et de quatre ou cinq pasteurs de chaque évêché, choisis par leurs collègues. Les co-ministres ont le droit de s'y faire représenter; mais, l'exercice de ce droit entraînant une dépense qu'ils sont hors d'état de supporter, l'avantage que leur confère la loi est au fond illusoire. L'église, le *corps des croyans* pour mieux dire, n'a donc guère de représentans dans les assemblées où ses destinées se décident; aussi les questions religieuses y sont-elles traitées à un point de vue essentiellement politique. En réalité, l'église suédoise n'a d'autre représentation que le corps législatif lui-même, savoir les quatre ordres de la diète, la chambre des nobles, la chambre du clergé, la chambre des bourgeois et celle des paysans. Voilà quels sont, avec le roi, les *vrais pères* de cette église, ceux qui règlent les conditions de son existence, et qui marquent le degré de zèle auquel il lui est permis de s'élever. Les *livres symboliques* (1) restent sans doute hors des atteintes du pouvoir politique; mais, ce point excepté, l'église en dépend tout entière.

Oublions un moment les rapports de l'église suédoise avec l'état, et recherchons quel est l'esprit qui l'anime vis-à-vis de la société. La préoccupation dominante des membres de l'église établie, c'est de contraindre toutes les consciences à marcher dans leur voie, à partager leurs chaînes. Tout individu né de parens luthériens doit donc se faire instruire dans la foi établie, et l'infidélité à cette croyance est

les seconds pasteurs de certaines paroisses : la loi détermine avec soin la nature et l'étendue de leurs fonctions. Les suffragans se trouvent sous la dépendance du pasteur dont ils habitent la maison. C'est lui qui fixe leur traitement, qui ne s'élève quelquefois qu'à 200 ou 250 fr. par an.

(1) On appelle livres symboliques les documens qui, comme la confession d'Augsbourg et l'apologie de cette confession, fixent les dogmes luthériens avec la foi de l'église établie.

punie d'exil (1). Les descendans d'ancêtres luthériens, pour participer aux avantages de la société civile en Suède, doivent pratiquer les rites et accepter la confession de l'église d'état, fussent-ils d'ailleurs au fond athées ou incrédules. Jusque dans la vie civile, l'église vous enlace de ses liens factices. Devez-vous quitter une paroisse pour aller habiter ailleurs, la loi exige que vous en avertissiez huit jours auparavant le pasteur, afin qu'il décide s'il n'y aurait pas lieu de vous examiner sur votre foi religieuse, et qu'il vous donne une attestation moyennant laquelle vous puissiez, sans payer d'amende, vous établir dans une autre paroisse. Or cette attestation doit constater que vous avez communié pendant l'année courante; sinon vous ne sauriez, *aux termes de la loi*, porter le titre de chrétien, et vous vous exposez à encourir publiquement l'excommunication et les anathèmes de l'église. On ne saurait, à moins de participer à la sainte cène, devenir ouvrier ou compagnon, remplir une charge civile, se marier ou exercer un art mécanique. Il n'y a pas bien longtemps encore qu'il était défendu, sous peine d'amende, à tout luthérien suédois d'assister aux cérémonies religieuses d'une autre église. Ce n'est que très récemment aussi qu'a été abrogé l'usage de conduire au temple, entre deux soldats, tout forçat libéré à sa sortie de prison pour le réintégrer dans l'église devant la communauté réunie. Dans un pays où la vie civile et la vie religieuse se tiennent si étroitement, on ne pouvait rentrer dans la société qu'à la condition d'être rendu à l'église (2).

L'esprit de domination étroite qu'elle porte dans le domaine de la vie civile, l'église le porte aussi dans le domaine des croyances religieuses. Le pasteur ou le professeur doit donc se borner à reproduire sous forme théologique et populaire le contenu des livres symboliques. Il ne peut faire usage de sa conscience et de sa raison que pour retrouver dans l'Écriture les symboles consacrés. Bien plus même, si quelque laïque s'adresse à son pasteur pour lui proposer ses doutes, la réponse du prêtre revient d'ordinaire à ceci : « Le christianisme réclame de vous la foi. Examiner, juger, c'est faire acte de révolte. Croyez, si vous ne voulez pas entrer dans le chemin

(1) Il y a quelques années, l'auteur d'un article sur l'ascension du Christ, dont l'opinion du pays laissée à elle-même eût fait bonne justice, fut condamné au bannissement; on réussit de la sorte à intéresser le public en faveur de l'exilé.

(2) Parmi les pratiques religieuses qui donnent à l'église de Suède ces caractères si étranges, on doit noter encore certaines coutumes évidemment empruntées au judaïsme. Ainsi toute femme nouvellement mère ne peut rentrer dans l'église qu'après s'être soumise à une sorte de purification. Quelques paroles bibliques, quelques prières prononcées par le pasteur en présence de la jeune femme lui rendent l'accès de la société des fidèles. Autrefois même la jeune mère ne reparaissait à la table de famille qu'après cette cérémonie accomplie.

de la perdition. » Que devient la vie religieuse au milieu de ces ténèbres?

Prenons pour exemple le rite du baptême. La liturgie suédoise semble partir de la supposition qu'avant d'être baptisé, l'enfant demeure sous l'influence spéciale du mal. On ne doit pas s'étonner qu'une telle interprétation du sacrement ait fait naître et entretenu dans maintes localités les pratiques les plus superstitieuses, comme de ne pas laisser s'éteindre le feu dans la maison que l'enfant ne soit baptisé, ou, sitôt qu'il pousse des cris, de faire passer un charbon ardent entre sa chemise et son corps pour conjurer le diable, sous le pouvoir duquel il est censé se trouver. Selon la doctrine officielle aussi, le baptême place l'enfant sous la protection particulière de Dieu, qui dès-lors le régénère et sanctifie son cœur. On pourrait même croire qu'on suppose le nouveau-né spirituellement capable de prendre part à l'action du baptême, car, après avoir récité le symbole des apôtres, le pasteur se tourne vers lui et lui fait cette question : « Enfant, veux-tu être baptisé dans cette foi? » Les parrains répondent en inclinant la tête. Le baptême conféré, le pasteur déclare que le nouveau-né est devenu membre de l'église, et qu'il a part désormais aux grâces dont elle est dépositaire. Tel est le formalisme, tel est l'empire excessif du symbole dans l'église de Suède. Elle a imaginé, en face des déclarations de l'Évangile, cette théorie bizarre, que Dieu introduit par le baptême dans l'âme du nouveau-né un germe spirituel, principe de la régénération, bien que subordonné à l'action de la liberté humaine, et qui n'en place pas moins l'enfant sous l'influence directe de l'esprit divin.

Nullité et stérilité de l'enseignement religieux, soit dans la chaire chrétienne et par le catéchisme, soit dans les chaires d'exposition théologique, voilà le résultat inévitable du formalisme que nous venons de décrire. Au lieu de s'appliquer à l'exposition de la morale et de solliciter pour la discipline qu'elle exige l'exercice actif de la conscience, l'église luthérienne suédoise cultive de préférence le champ de la dogmatique, la partie la plus abstraite de la théologie chrétienne. L'objet spécial de la prédication semble être aux yeux de ses ministres de frapper l'imagination des auditeurs en leur présentant l'absolue perfection ou la divinité du dogme dans une sphère inaccessible à l'action de la conscience humaine. Et comme à ce compte l'individu ne saurait être sollicité de conquérir une foi personnelle, comme il ne saurait guère s'en imposer l'obligation sans se voir menacé d'encourir l'anathème de l'église, et que le pasteur demeure plus que personne sous la tutelle de l'autorité ecclésiastique, on conçoit qu'il ne reste plus aux prédicateurs qu'à exciter la terreur, à frapper les esprits par la crainte du dernier jugement,

par d'émouvantes descriptions des tourmens de l'enfer, par l'idée de la damnation éternelle, le tout à grand renfort d'images capables d'ébranler les nerfs et de remuer les âmes. C'est ainsi que la prédication en Suède s'est, au moins sous certains rapports, séparée des immortelles aspirations de l'âme, c'est-à-dire de ce qui fait l'essence même de la vie religieuse; c'est ainsi qu'elle est devenue pour plusieurs une sorte d'abstraction monotone, tempérée plus ou moins par une morale formaliste, tandis qu'un petit nombre d'hommes de talent n'y voient que l'art d'entraîner les esprits et de faire couler des larmes.

L'enseignement catéchétique offre le même caractère que la prédication. Au lieu de l'Évangile, on met sous les yeux de l'enfant le *Grand-Catéchisme,* un livre dont l'obscurité dogmatique arrête jusqu'à des intelligences viriles. Les choses religieuses deviennent pour le jeune lecteur comme autant de mystères. Une commission a été nommée pour élaborer un nouveau catéchisme, et n'a fait que revêtir l'ancien d'un caractère plus dogmatique encore. Outre l'enseignement religieux donné dans l'école, il y a celui de l'église; mais ici se retrouve toujours le catéchisme, dont le pasteur ne donne guère qu'une paraphrase sans s'écarter jamais de la route officielle.

L'enseignement théologique n'est pas moins stérile que l'enseignement catéchétique. Bien que la Suède possède deux universités, à Upsal et à Lund, bien que le nombre des étudians y soit assez considérable, l'état actuel de l'église suédoise en écarte chaque jour les jeunes esprits, et le moment n'est pas éloigné peut-être où l'on sera très embarrassé de remplir les places restées vacantes dans l'institution religieuse. C'est que l'enseignement théologique des universités suédoises, comparé à l'état actuel de la science chrétienne, offre peu de vie et d'originalité. Nulle individualité puissante ne s'y peut faire place. L'indépendance spirituelle y est un contre-sens. Le règne tyrannique du symbole n'y admet que la science officielle. On y reproduit les maximes d'une orthodoxie surannée, quand l'état présent de la science et les besoins des âmes réclameraient de tout autres lumières. Quant à l'estime extérieure que rencontre l'enseignement de l'église d'état, on s'est accoutumé au dehors, sous l'empire de la tradition, à considérer les choses religieuses, soit comme l'affaire des théologiens de profession, soit comme la forme populaire d'une science abstraite et vide. Les rapports des étudians et des professeurs manquent en général d'abandon; le professeur joue trop le rôle de docteur vis-à-vis de l'étudiant : l'émulation n'a guère d'aliment, et les aspirations à une science créatrice sont plus ou moins paralysées. Dans les universités allemandes, un Jean de Müller, un Neander, appelaient une ou deux fois par semaine les étu-

dians les plus zélés à des conférences familières, où le professeur apparaissait comme un ami et un conseiller, où les jeunes intelligences se développaient moralement et religieusement dans une atmosphère de confiance et de liberté. En Suède, rien de pareil. L'idée du développement régulier de la théologie, impliquant, sous certains rapports, la négation de l'absolue vérité du symbole, serait d'avance flétrie comme rationaliste. La moindre pensée de progrès dans le domaine religieux effraie la plupart des représentans de l'église établie. On semble le pressentir, la formation de l'individualité chrétienne entraînerait la ruine du christianisme officiel.

Ainsi, et pour nous résumer, l'église luthérienne suédoise, considérée extérieurement, c'est-à-dire vis-à-vis du pays, est une église officielle, une église d'état dans toute l'acception du terme. C'est un instrument d'action temporelle et politique, et non pas d'action spirituelle et religieuse. Au dedans, son dogmatisme consacré oppose de graves obstacles à l'éducation et à l'exercice de la conscience chrétienne. Sa chaire reproduit un type uniforme de prédication, son enseignement catéchétique ou théologique est une lettre froide et morte. Est-ce à dire que la population soit indifférente? est-ce à dire que les temples soient déserts? Nullement, surtout dans les provinces. Malgré la longue durée des offices, le campagnard, poussé par une antique et pieuse coutume, s'y rend avec sa famille, bien qu'il lui faille franchir d'énormes distances (1). Mille secrets désirs d'une doctrine plus voisine des âmes, mille aspirations vers une lumière plus accessible et plus vivifiante, se sont manifestés depuis quelques années; mais en même temps il a fallu constater mille efforts d'une opposition officielle qui s'alarme de ces aspirations et de ces désirs. Le symbole étant divin de sa nature, c'est faire acte de révolte que de demander une réforme spirituelle. Faire usage de sa conscience, donner la préférence à l'Évangile sur la confession de l'église, relativement au rite du baptême par exemple, c'est véritablement tenter une entreprise révolutionnaire. Aux yeux des défenseurs de l'église établie, on est coupable de rationalisme, de panthéisme, d'athéisme même, quand on est simplement fidèle à l'Évangile. L'opposition devient ainsi impossible, la discussion est abolie, et les esprits sérieux sont découragés. Pour mettre fin à une pareille situation, il ne faudrait rien moins qu'une révolution religieuse. Voyons si nous ne découvrirons pas quelques symptômes qui feraient croire à une transformation prochaine.

(1) Il n'est pas inutile de remarquer que, si l'on excepte quelques villes, les temples ne sont chauffés nulle part en hiver, et les paysans norrlandais y endurent souvent 30 degrés centigrades de froid; mais, hélas! à peine arrivé, le campagnard s'endort, et c'était naguère encore l'usage général de faire circuler pendant l'office les bedeaux armés de longs bâtons pour réveiller les endormis.

II. — L'OPINION PUBLIQUE, LE MOUVEMENT RELIGIEUX ET LA PROPOSITION ROYALE.

Au commencement de ce siècle, le clergé suédois, à l'ombre de la doctrine officielle, professait généralement le rationalisme, non pas précisément ce qu'on entend aujourd'hui par ce mot, mais un mélange singulier des idées encyclopédistes avec les théories de la révolution française. A Lund comme à Upsal, à l'église comme dans le monde, on proclamait partout l'avénement de la raison. Quiconque se piquait de posséder quelque culture rougissait de se reconnaître chrétien. Le mouvement scientifique donnait libre cours à son hostilité contre l'Évangile, et la littérature ne cherchait de modèles que parmi les écrivains français du XVIIIe siècle. La Suède n'avait pas échappé à l'indifférentisme qui glaçait alors chez tous les peuples les esprits et les cœurs; mais, comme tous les peuples, elle eut vers le même temps sa rénovation littéraire, et le mouvement des intelligences entraîna les âmes. Un des premiers maîtres de la nouvelle école poétique, Geijer, à la fois historien et philosophe, poète et professeur à l'université d'Upsal, publia en 1811 un petit écrit contre l'incrédulité religieuse (1). Ses *Idées sur la philosophie de l'histoire*, qu'on vient de publier récemment d'après les notes recueillies par ses élèves, montrent combien ardemment il désirait une transformation complète de la théologie consacrée et une réforme entière de l'église. Son livre devint en 1811 le signal d'une réaction dont certains prédicateurs recueillirent et développèrent soigneusement les germes.

Bientôt après, Wallin, un de ces orateurs de la chaire luthérienne, entra dans le mouvement et fonda à Stockholm une société biblique. Poète ingénieux et élevé, comme le prouve son *Ange de la Mort*, il réussit à se faire charger, de concert avec quelques collègues, d'une révision du recueil des psaumes. Il le récrivit en entier dans une langue magnifique, et l'augmenta d'un certain nombre de cantiques nouveaux; mais les campagnards suédois se montraient fanatiquement attachés aux anciens rites, aux formules et aux paroles consacrées par les âges. Wallin eut de grandes luttes à soutenir pour faire accepter ses réformes. Il avait reçu de la nature tous les dons qui font le grand orateur : la puissance du regard, le timbre grave et flexible de la voix, l'expression solennelle de la physionomie et du geste. On le compte parmi ceux qui ont su véritablement approprier l'éloquence de la chaire au génie des peuples du Nord. Malheureusement il n'a pas fait école. Il fut un des princi-

(1) *Om sann och falsk Upplysning i afseende på Religionen* (*de la Vraie et de la Fausse Lumière en matière de Religion*).

paux organes de la réaction contre l'incrédulité; mais, comme il n'était point penseur, ses discours, dépouillés du charme que sa voix pénétrante savait leur communiquer, paraissent froids et stériles. Wallin avait touché les cœurs sans réveiller les consciences. D'autres hommes, mieux préparés pour agir, devaient le suivre.

Lors du jubilé de la réformation, qui fut célébré en 1817, le réveil religieux dont la Suède entière allait bientôt donner le spectacle fut déjà observé dans mainte province. Dès 1826, on le vit s'annoncer en Småland, grâce à l'éloquence du suffragant Nyman; en Scanie, grâce au prédicateur Schartau; dans la pauvre Norrlande enfin, et dans les deux grandes villes du royaume, Gothenbourg et Stockholm. Schartau eut un bonheur qui manqua à Wallin. Mort en 1825, il exerça par ses ouvrages une action plus puissante que par sa vie même. Ses disciples s'appliquèrent après lui à développer ses vues, et arrivèrent à une conception du christianisme assez voisine du méthodisme. Le méthodisme d'ailleurs, prêché dans la chapelle anglaise de Stockholm, avait lui-même pénétré dans quelques âmes, et ainsi s'était formé le foyer du mouvement religieux dont cette ville fut le théâtre (1).

Dans la Norrlande, le *réveil* (le mot avait été consacré, nous l'avons dit, pour désigner l'ensemble des symptômes que nous étudions) ne tarda pas à se manifester sous un aspect très particulier. A la suite de quelques poursuites exercées par l'église officielle contre un certain nombre de réunions religieuses non autorisées, il arriva qu'en 1832 quelques jeunes catéchumènes, peu avant d'être admis à participer à la sainte cène, ressentirent dans la tête et dans les bras des sensations nerveuses extraordinaires qui se trahissaient au dehors par des gestes brusques et singuliers, après quoi ils se mirent à prêcher l'Évangile avec une sorte d'enthousiasme. Trois années plus tard eut lieu, sur les confins de la Laponie suédoise, un réveil religieux non moins indépendant de toute influence extérieure, mais très semblable à ce dernier par les formes bizarres qu'on le vit revêtir. Certains campagnards se laissaient choir à terre, y demeuraient accroupis en silence, et au bout d'un instant se relevaient pour prêcher l'Évangile : ils furent les instrumens de nombreuses conversions.

Il faut le reconnaître, les formes sous lesquelles s'était manifesté ce double mouvement religieux à l'extrémité septentrionale de la Suède pouvaient paraître et parurent en effet, à ceux qui ne remon-

(1) Pour donner une idée de l'influence du pasteur Schartau, rappelons qu'il fut l'instrument de la conversion de trois professeurs distingués, deux de l'université d'Upsal et un de celle de Lund, MM. Bergquist, philosophe de l'école de Schelling, Florman, célèbre anatomiste, et Holmbergson, tous trois très connus dans le Nord.

taient pas aux origines de faits si étranges, entachées de scandale. Un certain nombre de pasteurs et de fidèles jugèrent avec une sévérité injuste ce qu'ils appelaient le *mal de prédication*. Ils refusèrent de reconnaître dans ce mouvement un caractère évangélique, et déterminèrent ainsi ceux qui s'y rattachaient à s'isoler fanatiquement à leur tour. Une sévère restauration du symbole fut un moment la seule conséquence de cette agitation. Effrayés des dissensions dont la lecture de la Bible semblait devenir la source, les pasteurs firent mettre entre les mains des chrétiens des ouvrages d'une sévère orthodoxie; mais leurs efforts ne devaient en définitive qu'imprimer une nouvelle impulsion au mouvement qui se produisait malgré eux. C'est depuis ce moment en effet qu'on peut suivre trois directions principales de l'essor religieux en Suède, embrassant désormais la généralité du pays : nous voulons parler du mouvement méthodiste, du mouvement séparatiste et du mouvement baptiste.

C'est en 1831, dans la capitale du royaume, que commença le véritable mouvement méthodiste ou wesleyen en Suède. Le *réveil*, qui jusqu'alors semblait n'être qu'un fait accidentel, prit sur quelques points une couleur très méthodiste. M. le pasteur Scott venait d'arriver de Londres pour faire le service de la chapelle anglaise à Stockholm. Méthodiste ardent, il apprit la langue suédoise, et dès lors, ayant pu réunir un auditoire nombreux, il imprima une forte impulsion au mouvement religieux dans la capitale. En 1840, il dut faire un voyage en Amérique, et inséra dans un journal de New-York un jugement sévère sur l'état de l'église suédoise. Lors de son retour à Stockholm, une feuille locale réimprima ce travail, qui réveilla tous les ressentimens qu'avaient déjà suscités les premiers efforts et les premiers succès du pasteur anglais. M. Scott fut bientôt menacé dans sa chaire; forcé de se retirer devant une énergique manifestation populaire, il dut quitter le pays; l'exercice du culte religieux en langue anglaise resta suspendu à Stockholm.

Le mouvement séparatiste fut accueilli par des persécutions plus violentes encore. Un paysan nommé Eric Janson s'était transporté de la province d'Upland dans celle d'Helsingland; il se proposait d'engager les chrétiens à mettre de côté les livres orthodoxes pour lire simplement l'Évangile. Eric fit bientôt la connaissance des deux frères Olson, paysans qui, depuis dix-huit ans, présidaient des réunions religieuses dans le pays, et que les sociétés de tempérance de la province avaient employés à leur service. Le paysan d'Upland possédait un remarquable talent de parole et avait une grande audace de caractère; ses ardentes prédications finirent par provoquer de cruelles représailles. En 1844, un certain nombre de paysans de la province d'Helsingland prirent la résolution de se rendre à Stock-

holm pour se plaindre au roi de la conduite des tribunaux et des pasteurs à leur égard. Ils se déclaraient aussi très mécontens de la liturgie et du nouveau recueil de psaumes, qui ne leur paraissait pas revêtir un caractère assez biblique. M. Henschen (1), notaire public, le même qui, en l'absence d'avocats légalement institués en Suède, prit plus d'une fois devant les tribunaux la défense des chrétiens poursuivis pour délits religieux, — apprit le prochain départ des paysans d'Helsingland. Il parvint à calmer leur irritation. On les manda devant le consistoire pour qu'ils rendissent compte de leurs croyances; mais M. Henschen ayant pris soin de rédiger leur profession religieuse, on ne put les accuser du délit d'hérésie. Les disciples de Janson se virent néanmoins de plus en plus persécutés. Animés d'un enthousiasme fanatique (2), ils poussèrent bientôt à ses dernières conséquences la doctrine de la *sainteté*, en s'autorisant de quelques passages de la première épître de saint Jean (3), et ne reconnurent pour chrétien que celui qui ne pèche plus. Leur imagination s'exaltant à mesure qu'on les poursuivait, ils s'attachaient à leurs croyances comme le lierre au tronc qu'il embrasse; rien ne leur paraissait plus sacré qu'un dogme pour lequel ils avaient tant souffert. Ils ne se voyaient pas seulement exposés aux poursuites des tribunaux et des pasteurs de la province; le peuple, soulevé contre eux par le langage des journaux, attaquait avec rage les réunions religieuses. On enivrait des hommes grossiers, qui, s'armant de gros bâtons, entraient dans les lieux où les séparatistes étaient réunis, et les frappaient jusqu'au sang. Un grand nombre des disciples de Janson furent mis en prison, et bien que la loi ne permette pas de priver plus de trois semaines quelqu'un de sa liberté sans l'appeler devant le juge, plusieurs personnes languirent un temps considérable dans les cachots avant qu'on songeât à examiner leur conduite : il en est même qu'on libéra sans jugement. Les persécutions qu'on exerçait contre les disciples de Janson se multiplièrent à tel point que leur avocat fut appelé à plaider vingt fois leur cause devant les tribunaux, et que, ne voyant aucun terme à leurs souffrances, il finit par leur donner le conseil d'émigrer. L'un des frères Olson fit alors une tentative pour parvenir jusqu'au roi; mais il eut bientôt lieu de se convaincre que les disciples de Janson ne pouvaient espérer aucun adoucissement aux rigueurs de la persécution dont ils se voyaient les objets. Aussi prirent-ils enfin la douloureuse résolution d'abandonner leur patrie. Avant d'être victimes de semblables violences, rien ne leur suggérait

(1) Aujourd'hui député et magistrat à Upsal.

(2) Après avoir, au début, vénéré les écrits de Luther, ils en avaient fait une sorte d'auto-da-fé.

(3) Saint Jean, ch. III, v. 6, 8, 9; ch. V, v. 18, etc.

l'idée de se séparer de l'église établie; les mauvais traitemens qu'ils enduraient les contraignirent à prendre ce parti extrême.

On conçoit que c'est contre Janson, le principal auteur de ce mouvement, que devait se déchaîner surtout la colère du peuple. Janson était tellement exposé aux fureurs de la populace, qu'on se vit un jour dans la nécessité de le mettre en prison pour lui sauver la vie. Sa femme avait en vain cherché à pénétrer jusqu'au roi pour intercéder en sa faveur. Un soir, Janson, conduit par un gendarme, traversait une forêt; tout à coup deux hommes sortent d'un épais fourré, fondent sur le gendarme, lui enveloppent la tête d'un manteau pour l'empêcher de voir, et parviennent à délivrer le prisonnier et à lui fournir les moyens de s'évader. On répandit du sang en cet endroit pour accréditer le bruit que Janson avait été tué et mettre fin aux poursuites dont il était l'objet. Le secret fut si bien gardé, que tout le monde le crut mort, et que sa femme même prit le deuil. Janson se cacha d'abord chez ses disciples; mais, croyant lire un jour dans les yeux de l'un des siens le désir secret de le trahir, il adressa quelques lignes à ses amis pour leur faire connaître celui sur lequel portaient ses soupçons, et chercha à passer en Norvége avec plusieurs de ses partisans, qui voulaient aller demander à l'Amérique la liberté que leur refusait leur patrie. Comme on ne put obtenir de passeports pour eux, ils se virent contraints de s'enfuir déguisés en femmes. On les poursuivit jusque sur le vaisseau où ils s'étaient embarqués; mais, malgré le soin qu'on avait mis à faire le signalement de Janson, on ne le reconnut pas : c'est pourquoi il put croire que Dieu avait frappé d'aveuglement les agens de la police. Les persécutions avaient atteint alors un tel degré de violence, qu'on enferma un disciple de Janson dans un hôpital de fous, le déclarant insensé pour avoir l'occasion de le faire souffrir. Cependant l'exaspération populaire se calma peu à peu, et il fut enfin permis à ceux qui le voudraient de quitter leur patrie. Aussitôt environ onze cent vingt-quatre *séparatistes* s'embarquèrent pour se rendre en Amérique : ils y fondèrent une communauté dont on dit que leur chef devint bientôt le tyran. Ce mouvement religieux, qui était ainsi sorti, qui s'était *séparé* de l'église établie, remontait à l'année 1840. Les disciples de Janson partis, la tranquillité reparut, et les persécutions prirent fin.

Le mouvement baptiste allait à son tour agiter la Suède. M. Viberg, suffragant dans la province d'Helsingland, s'était placé à la tête des manifestations religieuses dont cette contrée était le théâtre; il se vit pour cette raison traduit devant le consistoire. On lui interdit l'exercice de ses fonctions officielles. Il fit alors un voyage à Hambourg, où il rencontra des chrétiens baptistes. Son premier

soin fut de chercher à combattre leurs vues; mais en étudiant la question, il se vit peu à peu converti lui-même aux doctrines de ses adversaires. Aussitôt donc qu'il fut rentré dans sa patrie, il publia une brochure contre le baptême des enfans, après avoir déposé les insignes du corps dont il était membre. L'année suivante, il se rendit à Copenhague pour se faire rebaptiser, et passa de là en Amérique, où il se mit au service de communautés baptistes. Un jeune Finlandais, nommé Möllersvärd, doué d'une grande facilité d'élocution, venait d'arriver aux États-Unis; il y rencontra M. Viberg, et, le cœur peu à peu ouvert à l'influence des choses divines, il ne tarda pas, lui aussi, à se faire rebaptiser. A son retour d'Amérique, il se mit à prêcher l'Évangile dans l'île d'Aland en 1854. La foule qui venait l'entendre inquiéta bientôt la police, qui se proposait de l'envoyer en Sibérie: mais, avant qu'on pût se saisir de lui, M. Möllersvärd se jeta dans un bateau, passa en Suède, et, après avoir évangélisé en Norrlande, descendit vers Stockholm. M. Viberg, l'ayant rencontré dans cette ville, eut bientôt lieu de se convaincre que la simple lecture du Nouveau-Testament avait converti plusieurs laïques aux doctrines baptistes. Il les engagea à se prononcer. Deux des nouveaux convertis se rendirent alors à Hambourg pour se faire rebaptiser. L'un de ces adeptes du baptisme, M. Heidenberg, revint aussitôt en Suède, et rebaptisa plus de cent personnes dans la province de Dalécarlie, où la brochure de M. Viberg avait préparé les voies à sa prédication. De son côté, M. Möllersvärd retourna en Norrlande, où le feu de sa parole et la vivacité de ses convictions lui gagnaient les sympathies de la foule; mais le clergé s'étant ému, il se vit dans l'obligation de revenir à Stockholm. On compte déjà plus de mille baptistes en Suède, et leur nombre s'accroît rapidement.

Les baptistes sont les seuls chrétiens du *réveil* qui se séparent par principe de l'institution religieuse établie. Ils forment une église à Stockholm (1), et leurs réunions n'ont été troublées ni par la police, ni par le peuple. Cependant, comme ils commencent à devenir inquiétans pour le clergé, plusieurs pasteurs ou ministres, assistés de l'un des membres les plus distingués de la chambre ecclésiastique, les appelèrent dans l'hiver de 1856, par la voie des journaux, à une conférence publique. La première rencontre n'ayant pas tourné à la satisfaction des premiers, une seconde conférence fut jugée nécessaire. La foule était considérable. Les pasteurs se décernèrent la prési-

(1) En 1849 eut lieu aussi à Gothenbourg un mouvement baptiste, dont le chef fut M. Nilson. Traduit devant la cour d'appel pour ses doctrines hérétiques, il se vit condamné à l'exil. Il adressa vainement au roi une demande en grâce. A l'heure qu'il est, on compte encore une centaine de baptistes à Gothenbourg; mais ils n'entretiennent aucun rapport avec ceux de Stockholm.

dence, et décidèrent que chaque orateur ne parlerait que dix minutes. Ils en vinrent même, vers la fin de la discussion, à exiger que les baptistes se bornassent à répondre oui ou non aux questions qu'on leur posait. Les personnes capables de porter un jugement impartial attribuèrent néanmoins l'avantage aux baptistes, qui n'étaient presque tous que de simples laïques, et dont l'un des chefs venait d'être mis en prison. Certes les raisons avancées par les pasteurs n'avaient guère de poids, et si de leur côté les baptistes citaient pêle-mêle les passages bibliques, ils n'en avaient pas moins en leur faveur l'autorité de l'Évangile. Au terme de la discussion, des coups de sifflets partirent du milieu de la foule; il n'y eut pas d'autre scandale, on se dispersa, et chaque parti, comme on le comprend, s'attribua la victoire. A dater de ce débat, toutes les chaires luthériennes de la ville tonnèrent contre les doctrines baptistes. Grâce à ces prédications passionnées, le peuple considéra bientôt les baptistes comme des espèces de monstres. La qualification de baptiste devint pour un moment une injure presque aussi grossière que l'était celle de calviniste il y a cent ans, et celle de *liseur* (c'est le surnom qu'on appliquait aux chrétiens du *réveil*) il y a dix ans. Les baptistes sont aujourd'hui encore très sévèrement jugés par leurs frères orthodoxes et d'ordinaire fort peu charitablement désignés par eux; cependant leurs vues ne diffèrent de celles de ces derniers que sur la question du baptême et sur celle de la séparation d'avec l'église établie, ou, si l'on veut, d'avec l'état. A tout autre égard, et par exemple quant à la doctrine de la cène, ils demeurent luthériens, à l'exception de ceux qui, comme M. Viberg, acceptent généralement le point de vue des églises réformées.

Les églises baptistes sont les seules églises véritablement indépendantes qu'ait fait naître le mouvement religieux en Suède (1). Pour concilier cette indépendance avec la loi ecclésiastique, elles ont d'assez graves difficultés à vaincre. Voici comment s'y prennent les membres de ces églises pour donner à leurs mariages une sorte de légalité. Le pasteur officiel, fonctionnaire civil, ne peut, à moins de s'exposer à être suspendu de ses fonctions (2), marier aucun luthérien qui n'a pas communié dans l'église établie pendant le cours de l'année. Comme les chrétiens baptistes ne sauraient remplir cette condition et que le mariage civil n'est pas institué en Suède, les fiancés font un contrat, et le pasteur de leur communauté bénit leur

(1) Les *séparatistes* de la Norrlande n'ont rompu qu'accidentellement et non par principe avec l'église établie. Malgré les persécutions qui les frappent, il ne faut donc pas les confondre avec les baptistes.

(2) La loi condamne quiconque bénit un mariage sans en avoir le droit à être enfermé dans une forteresse.

union. Aux termes de la loi, ils demeurent simplement fiancés; mais cette même loi oblige quiconque a un enfant de sa fiancée de l'épouser aussitôt. C'est pourquoi à son premier né la femme baptiste se rend auprès du tribunal, montre son contrat de mariage qui atteste que son mari est légalement son fiancé, et comme aucun pasteur de l'état ne saurait les marier, le tribunal se voit contraint de reconnaître leur union. Ainsi la femme acquiert les droits de mère, ses enfans deviennent légitimes, et il s'établit de la sorte comme un mariage civil en dehors des conditions fixées par la loi. Dans le cas où il n'y a pas d'enfans, la femme, perdant tout moyen de faire constater son mariage, se voit aussi privée de tout droit. On voit de quelles difficultés est semée la carrière de ceux qui se séparent de l'église établie.

L'agitation religieuse en Suède se concentre à peu près tout entière dans ce triple mouvement méthodiste, séparatiste et baptiste. L'hiver dernier, quelques mormons cherchèrent à se fixer à Stockholm; mais les pasteurs de la ville les firent promptement sortir du royaume. Il y aurait bien des groupes et des nuances à distinguer encore : on a vu par exemple « l'alliance évangélique » à Stockholm se diviser elle-même en deux sociétés rivales. Il n'y a nulle entente commune, et pas l'ombre d'organisation. Le mouvement religieux n'arrive ainsi à soulever que des questions de peu d'importance. La cause première de ce fâcheux état de choses, c'est le manque d'une intelligence vraiment spirituelle de l'Évangile; presque toujours on néglige l'esprit pour ne s'attacher qu'à la lettre; on mêle et confond souvent au hasard tous les passages bibliques, indistinctement empruntés à l'ancien Testament et au nouveau. Qu'un mot scripturaire paraisse prêter appui à la doctrine officielle, par exemple dans la question du baptême, on s'y attache opiniâtrément, et on laisse dans l'ombre les textes les plus positifs. C'est ainsi que l'Écriture sert tour à tour baptistes et orthodoxes : chacun trouve en elle la condamnation des vues de ses adversaires. Peu de personnes éprouvent le besoin de pénétrer l'esprit de l'Évangile, et ce qui manque aux chrétiens du *réveil* aussi bien qu'à l'église établie, c'est une intuition vivante du christianisme, ou, si l'on veut, l'esprit scientifique. Quoi d'étonnant si beaucoup d'esprits cultivés ne témoignent aucun respect pour l'institution religieuse, et demeurent étrangers à un *réveil* qui ne répond pas à leurs besoins? Voilà pourquoi, bien différent du mouvement qui s'est produit dans le protestantisme français, le *réveil* suédois ne se montre que dans les rangs inférieurs de la société, chez les paysans et les domestiques, et s'affaiblit par le rejet d'élémens précieux qu'il devrait s'assimiler. De là aussi le morcellement dont il offre le spectacle.

Les pouvoirs faibles et menacés sont persécuteurs. L'église luthérienne suédoise ne s'est que trop engagée dans la voie des persécutions depuis cinq ans. L'article 16 de la constitution du royaume reconnaît à chacun le droit de professer la religion de sa conscience. Malgré cette disposition fondamentale, que la subtilité des légistes a su tourner au profit de l'église d'état, les lois pénales ont détruit toute liberté de conscience chez un peuple qui s'est jadis acquis une si juste gloire en défendant cette noble cause. Rien de plus odieux que la loi votée il y a trois ans par les états du royaume et revêtue de la sanction royale. En vertu de cette loi, tout laïque qui distribue la sainte cène, comme tout luthérien qui la reçoit de sa main, doit être puni : il a commis un sacrilége. Si un tel délit a été commis le dimanche, il se complique d'un autre délit, « la violation du sabbat. » De plus, aucun luthérien ne pouvant, à moins d'être passible d'une amende, participer à la sainte cène sans avoir reçu « l'absolution » officielle, quiconque se rend coupable des délits qu'on vient d'énumérer en commet ainsi un troisième.

Qu'on nous permette de placer ici quelques extraits choisis dans les tableaux officiels publiés par les cours d'assises des provinces du nord de la Suède, où la persécution s'est donné si largement carrière depuis quelque temps.

« Gudman Jonas Jonsson, paysan de la commune d'Orsa, est condamné, le 9 novembre 1852, à quinze jours de prison, au pain et à l'eau, et à demander publiquement pardon au pasteur, le tout pour avoir interrompu celui-ci pendant qu'il expliquait des passages de la Bible.

« Dorlofva Eric Ersson, valet de paysan de la commune d'Orsa et pasteur dissident, est condamné le même jour à vingt-huit jours de prison, au pain et à l'eau, et à être publiquement exposé devant la paroisse assemblée, pour avoir communié sans avoir reçu l'absolution et troublé le service divin en interrompant le pasteur. Il n'avait pu payer une amende de 116 fr. environ.

« Anna Persdotter, paysanne, de la commune d'Orsa, est condamnée le même jour à vingt-trois jours de prison, au pain et à l'eau, et à être publiquement exposée devant la paroisse réunie, pour avoir communié sans avoir reçu l'absolution, et pour avoir troublé le service divin en interrompant le pasteur. Elle ne pouvait payer une amende de 66 francs environ.

« Vingt-huit personnes, accusées d'avoir abusé du sacrement et violé le sabbat, sont condamnées à une amende de 40 francs chacune.

« Deux personnes, accusées d'avoir pris part à des réunions religieuses, sont condamnées à une amende de 133 francs chacune.

« Deux personnes, accusées d'avoir abusé de la Bible, sont condamnées à une amende de 33 francs chacune. Elles seront en outre exposées dans le temple, devant la communauté réunie, pour être réintégrées dans l'église moyennant participation officielle à la sainte cène (1). »

(1) Cette punition ecclésiastique, à laquelle on soumettait les forçats libérés, qu'on

On comprend que de tels excès de sévérité aient suscité à l'église officielle de nombreux ennemis. Si les chrétiens de Suède doivent encore être l'objet de nouvelles poursuites, il est certain que beaucoup se trouveront prêts à tout sacrifier pour la défense de leur foi.

Malgré l'église établie, et sous la pression d'une exigence devenue générale, le roi Oscar a présenté une proposition en faveur de la liberté de conscience à la diète du royaume. Pendant qu'on en préparait la rédaction, deux pétitions, couvertes d'environ quinze cents signatures, furent adressées au roi pour demander que l'article 16 de la constitution, relatif à la liberté religieuse, ne fût plus neutralisé par l'existence des lois pénales qui dénient à l'homme le droit de servir Dieu selon sa conscience. Sous ce rapport, la position du roi est fort singulière assurément. Comme souverain de la Norvége, il doit veiller au maintien de lois qui consacrent la plus entière liberté religieuse, et, comme roi de Suède, il doit faire appliquer d'autres lois d'une intolérance révoltante. L'intention du roi avait été, dit-on, de présenter aux états le projet d'une liberté religieuse complète. On assure qu'il en a été détourné par l'archevêque, par les deux évêques « les plus libéraux, » et par la crainte d'une insurmontable opposition dans la chambre ecclésiastique.

Voici maintenant les principales dispositions de la proposition royale.

« Art. 1er. Si quelque membre de l'église abandonne « notre véritable foi évangélique » (luthérienne) sans que son pasteur naturel parvienne à l'y ramener, il doit en faire la déclaration à ce dernier, qui la transcrit sur les registres de la paroisse; sinon, il est tenu de se soumettre à la loi ecclésiastique.

« Art. 2. Si quelque membre d'une autre confession religieuse expose, hors du cercle de sa communauté, des idées contraires « aux vérités fondamentales de la doctrine chrétienne » (luthérienne), il peut être condamné à l'amende ou à la prison; mais il ne saurait être traduit devant le tribunal que par le procureur gén éal du roi (1).

« Art. 3. Quiconque fait acte de prosélytisme peut être condamné à payer une amende de 134 à 400 francs à la première accusation, et s'il continue, à subir de deux mois à une année de prison.

« Art. 4. Les enfans nés luthériens doivent, même dans le cas où leurs parens auraient abandonné la foi de l'église établie, être instruits « dans la pure doctrine évangélique de cette église.» Si quelque tuteur ou parent, chargé de surveiller l'instruction religieuse d'un enfant luthérien, lui communique d'autres croyances que celles que le symbole a consacrées, il encourt les peines portées par l'article 3.

. . . . . .

amenait, nous l'avons dit, à l'église entre deux gendarmes, a été récemment abolie.

(1) Ces deux dispositions peuvent se résumer en deux mots : la loi interdit le prosélytisme sans punir le prosélyte.

« Art. 6. Les membres de l'église ont le droit de se réunir entre eux, pour un motif religieux, aussi longtemps qu'ils ne feront rien qui soit contraire à la loi et à la morale. La loi qui interdit ces sortes de réunions est abolie. Si de telles réunions se forment sans la participation du pasteur, on ne peut lui en défendre l'entrée, ni à la police, qui, ainsi que lui, a le droit de les dissoudre dès qu'elle les juge contraires à la loi et à la morale. Ces réunions ne doivent pas avoir lieu pendant les heures du culte public, à moins d'une permission spéciale; sinon, celui qui fournit le local est passible d'une amende de 67 à 134 francs, et ceux qui prennent part à la réunion, d'une amende de 14 francs chacun. »

On s'étonne que les amis de la liberté religieuse en Suède aient pu accepter cette proposition comme un progrès. En effet, si l'on rapporte la loi qui interdit les réunions religieuses, on laisse subsister celle qui condamne à l'amende ou à la prison quiconque reçoit le sacrement de la main d'un laïque, puisqu'un luthérien ne saurait se soustraire à l'autorité de l'église établie sans abandonner la doctrine luthérienne. En définitive, il est trop visible que de nouvelles persécutions viendront affliger la Suède dès qu'on appliquera réellement la loi. D'ailleurs les heures fixées pour les réunions religieuses, surtout à la campagne, ne se concilient pas avec les difficultés créées par les distances, et tel pasteur qui se sent intéressé à les dissoudre peut trop facilement se croire autorisé à les déclarer contraires à la morale et à la loi. Si un laïque veut arriver à la liberté par un abandon authentique de la foi luthérienne, il se voit dans l'obligation de déclarer à son pasteur qu'il ne croit plus ce qu'enseigne l'église; mais comment combattra-t-il, dans la plupart des cas, les argumens que celui-ci pourra lui opposer, ou légitimera-t-il moralement sa démarche, si on le prive des moyens de se rendre compte de sa foi, c'est-à-dire si on défend le prosélytisme? Et comment des parens qui sentent que l'église établie ne repose pas sur une base véritablement évangélique auront-ils le courage de s'en séparer, s'ils se savent condamnés à faire instruire leurs enfans dans la doctrine de cette église? Et si malgré une telle perspective ils se décident à faire ce grand pas, dans quelle position se trouveront-ils placés vis-à-vis de leurs enfans, que le pasteur officiel doit chercher à soustraire à leur influence sans que la loi leur permette de combattre ses argumens? Placés entre leur pasteur, à qui la loi commande le prosélytisme, et leurs parens, auxquels la loi ferme la bouche, comment ces enfans réussiront-ils à concilier leur respect pour celui-là et leur confiance dans ceux-ci? comment pourront-ils avoir foi en même temps à la doctrine qu'on leur enseigne et aux sentimens religieux que manifeste leur famille? N'est-ce pas là aller directement contre le but qu'on

se propose, et les conduire dans la voie du scepticisme? Si l'on songe à ce qu'a d'odieux une disposition semblable, au mépris dans lequel elle tend à faire tomber la loi, aux luttes dont elle peut être la source, quel jugement portera-t-on sur l'esprit d'un clergé aux yeux duquel une telle proposition paraît encore revêtir un caractère « trop libéral? » Ainsi, tandis qu'on fait du prosélytisme un devoir pour les pasteurs de l'église établie, si quelque membre d'une autre communauté chrétienne manifeste la simple volonté de faire un prosélyte, il peut aussitôt être traduit devant le tribunal. Quand on vous prive des moyens d'éclaircir les doutes que vous pouvez avoir au sujet des enseignemens de l'église établie, n'annule-t-on pas de fait le droit qu'on vous accorde de vous en détacher? N'est-ce pas comme si l'on disait : « Nous voulons bien qu'on enseigne telle ou telle science, mais à la condition de punir ceux qui la professeront? »

Concluons que non-seulement la liberté de conscience est gravement méconnue dans la proposition présentée à la diète suédoise, bien qu'on se donne l'air de sanctionner la liberté des cultes, mais que la situation demeure au fond la même. Tout ce qu'il y aurait de changé, c'est la forme de la persécution. En ce moment d'ailleurs, les demi-mesures n'auront pour résultat que de prolonger, au préjudice de l'état et de l'église, la situation actuelle. La proposition du roi semble destinée à contenter la plus grande partie des chrétiens du *réveil,* ceux qui ne demandent que le droit de se réunir librement sans rompre leurs rapports avec l'église établie. C'est ainsi qu'elle endormira le besoin qu'ils éprouvaient de la liberté religieuse à l'époque où ils se sentaient sous le coup de la persécution.

Cette proposition a été d'abord examinée par la haute cour de justice, dont on connaît maintenant l'avis. Tout en exprimant le désir qu'on en rendît la rédaction plus précise, cette cour voudrait en retrancher l'article 1er, et y apporte en outre certaines restrictions qui montrent qu'elle ne la trouve pas, à beaucoup près, assez intolérante. Qu'on en juge par un seul exemple : « Si un étranger naturalisé Suédois répand des idées contraires à la foi luthérienne, ou fait acte de prosélytisme, il perd ses droits de citoyen et doit être puni de l'exil. » Et si l'on demande pourquoi l'étranger est puni plutôt qu'un autre, on répond : « Parce qu'on doit sans doute montrer de la tolérance envers les enfans du pays; mais un étranger n'a nullement lieu de se plaindre de l'intolérance dont il se rend l'objet, et, comme il est simplement renvoyé dans sa patrie, où il faut supposer qu'un bon accueil l'attend, une telle punition doit lui paraître légère. » Et un tel langage, on le tient, avec l'accent de la conviction, dans la haute cour de justice du royaume! L'idée protestante est donc totalement méconnue : on ne se place pas un instant sur le

terrain de l'Évangile. Qu'on juge si une révolution religieuse serait opportune en Suède!

Après avoir subi l'examen de la haute cour, la proposition royale sera discutée une première fois dans les chambres, qui la renverront à un comité dont les membres sont pris dans leur sein. On suppose qu'au second débat elle obtiendra la majorité des suffrages dans la chambre des bourgeois, dans celle des nobles, et peut-être dans celle des paysans; mais on est persuadé que la chambre ecclésiastique la rejettera à la presque unanimité des voix. Quoi qu'il arrive, on voit combien la cause de la liberté religieuse est compromise en Suède. L'une des principales craintes qu'une apparence même de retour vers cette liberté inspire à beaucoup de personnes, et dont le clergé tire habilement parti, c'est celle des progrès du catholicisme en Suède, et il faut convenir que l'église établie est trop bien façonnée au moule de l'autorité pour qu'une telle préoccupation soit tout à fait sans fondement. Après tout, que prouverait-elle, si ce n'est que l'église suédoise n'a pas réussi à faire l'éducation de ses membres? Dès que cette église reconnaît ne pouvoir, sans le secours de la loi, se défendre contre le catholicisme, il faut, ou bien qu'elle n'ait pas la certitude de reposer sur la vérité, ou bien qu'elle n'ait pas foi en elle-même. Si elle se sentait réellement en possession de la vérité, la verrait-on si peu confiante en sa force? Pourrait-elle supposer un seul moment que la vérité fût impuissante à vaincre ce qui n'est pas elle sans la protection de la loi? Une telle crainte montre seulement que le protestantisme n'a pas jeté dans le sein de l'église luthérienne suédoise d'assez profondes racines. Qu'elle ne s'efforce donc pas de rendre impossible la réforme d'une institution qui, de son propre aveu, est inhabile à se défendre contre ce qu'elle estime être l'erreur! La liberté religieuse replacerait le protestantisme sur son véritable terrain, lui donnerait de nouveau le sentiment de ses devoirs, et les conquêtes que pourrait faire le catholicisme viendraient elles-mêmes favoriser le réveil des consciences. L'individualité spirituelle est si près de s'éteindre en Suède, qu'il faut peut-être de violens orages pour la faire renaître.

J.-P. Trottet.

Stockholm, février 1857.

LE PANTHÉISME

ET L'HISTOIRE

I. *Essai sur les Fables de La Fontaine.* — II. *Essai sur Tite-Live.* — III. *Les Philosophes français du dix-neuvième siècle,* par M. H. Taine (1).

Le panthéisme sort aujourd'hui du domaine de la philosophie pure pour entrer dans le domaine de l'histoire et de la critique littéraire. C'est M. Taine qui s'est chargé de le conduire sur ce nouveau terrain. Le jeune écrivain entre en campagne armé de toutes pièces. Il s'est préparé à la tâche qu'il entreprend aujourd'hui par de longues études. Histoire, philologie, philosophie, il n'a rien négligé pour se rompre à tous les genres de discussion. Il s'agit de savoir si l'érudition dont il dispose est gouvernée par un esprit droit, si la rectitude de ses jugemens égale l'étendue de ses connaissances, s'il ne cède jamais à l'attrait du paradoxe, si le désir d'étonner ne l'entraîne pas au-delà de la vérité. Les premières pages signées de son nom ont été accueillies avec faveur. L'Académie Française a couronné son *Essai sur Tite-Live.* Ses *Études sur les Philosophes français du dix-neuvième siècle* ont soulevé des objections nombreuses; mais ceux mêmes qui ne partageaient pas son avis se sont plu à reconnaître qu'il ne parlait pas à l'étourdie, et qu'il était en mesure de soutenir son dire, sinon de le justifier. Il a donc pris dès à présent une position très digne d'envie; il a conquis en quelques années l'attention et la sympathie des lecteurs, qui souvent se font long-

(1) 1 vol. in-8° et 2 vol. in-18, librairie Hachette.

temps attendre. A-t-il conquis l'autorité? Ceux qui aiment son talent, et je suis du nombre, peuvent se permettre d'en douter. Que lui manque-t-il donc? Ce n'est pas la clarté du langage, car il explique très nettement sa pensée. Ce n'est pas le choix des argumens, car il possède une mémoire enrichie par de nombreuses lectures, et quand il lui plaît de chercher dans le passé l'origine de l'avis qu'il expose, il n'éprouve ni embarras, ni hésitation. Il a feuilleté la Grèce et l'Italie, la France et l'Angleterre, et il s'oriente sans effort parmi les générations qui ont disparu. Pourquoi donc sa parole, toujours écoutée, n'obtient-elle pas toujours l'approbation de ses auditeurs? Pour ceux qui ont suivi M. Taine depuis le jour de son début jusqu'au jour présent, l'explication n'est pas difficile à trouver : il ignore la valeur de la modération. S'il n'est jamais violent dans la forme, il apporte souvent dans ses jugemens une extrême dureté. Lorsqu'il rencontre une idée vraie, il ne se contente pas d'en user, il en abuse. Avoir raison ne lui suffit pas, il veut triompher, et comme il n'a pas toujours raison, car ce privilége n'appartient à personne, comme il lui arrive de se tromper malgré le nombre et la variété de ses études, après avoir excité l'étonnement en poussant trop loin ses avantages, il excite le dépit en se glorifiant d'un triomphe imaginaire. Plus modeste et plus modéré, il réunirait sans peine de plus nombreux suffrages. S'il persévère dans la voie où il s'est engagé, je crains fort qu'il ne s'amoindrisse au lieu de grandir.

Je sais que cet avis pourra sembler singulier dans ma bouche, car un grand nombre de lecteurs sont habitués à croire que je manque de modération et de modestie. Les bonnes âmes diront que je n'ai tiré aucun profit des paraboles de l'Évangile, que j'aperçois un fétu dans l'œil de mon voisin, et que je ne vois pas une poutre dans le mien. J'ai prévu l'objection, et je ne suis pas embarrassé pour y répondre. J'ai souvent douté, chaque jour encore je doute de moi-même. Si j'ordonne mes paroles avec l'apparence d'une certitude absolue, je délibère longtemps avant d'exprimer mon avis. La jeunesse est déjà loin de moi, et chaque fois que je prends la plume, ma tâche me paraît de plus en plus difficile. A cet égard j'invoquerais au besoin le témoignage de ceux qui ont pratiqué l'art d'écrire: ils savent reconnaître la trace des tâtonnemens dans les pages qui paraissent au lecteur frivole écrites sans délibération. Je n'essaie jamais d'imposer ma pensée, mais je dis tout ce qu'il m'est donné de dire pour l'expliquer. Je ne recule devant aucune déduction quand il s'agit de montrer pourquoi je ne partage pas l'avis commun.

La méthode suivie par M. Taine n'est pas celle que je suis depuis vingt-cinq ans. Quoique les lecteurs résolus à tout admirer m'aient depuis longtemps rangé parmi les iconoclastes, je me trouve très

modéré quand je compare les jugemens que j'ai prononcés à ceux que prononce aujourd'hui M. Taine. Il sait beaucoup de choses, et je l'en félicite; mais il tient trop à prouver son savoir, et le lecteur se fâche aisément quand l'auteur néglige de masquer sa supériorité. Le plus sûr moyen de l'amener à soi, de le convertir à son avis, c'est d'entrer en matière modestement, c'est de lui laisser croire d'abord qu'il en sait autant que celui qu'il écoute. Pour peu qu'il soit clairvoyant, il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il ne possède pas toute la vérité; mais si l'auteur a su ménager l'amour-propre du lecteur et le mettre de moitié dans le développement de sa pensée, il arrive bien rarement que sa parole ne soit pas acceptée. M. Taine procède autrement; il montre tout d'abord ce qu'il devrait cacher. Il se plaît à dissiper sans pitié les illusions que le lecteur pourrait garder sur lui-même. Il annonce imprudemment qu'il vient réformer l'opinion accréditée, et il porte la peine de son imprudence, car les premières lignes de son œuvre suffisent parfois pour exciter la défiance. Plus tard, il a beau prodiguer les argumens les plus sensés, il ne peut réparer le tort qu'il s'est fait. La vérité défendue par lui suscite une résistance qui dégénère souvent en injustice. Il gâte sa cause en négligeant de s'arrêter à temps. J'aime à croire qu'à cet égard les avertissemens ne lui ont pas manqué. Ses amis ont dû lui dire ce que je lui dis aujourd'hui. Mes paroles ne l'étonneront pas, elles n'ont pour lui rien d'inattendu, et il a trop sérieusement étudié l'art d'écrire pour accepter comme fondés les reproches qu'on m'adresse : il ne me contestera pas le droit de prêcher la modération.

La question soulevée par M. Taine est d'une nature très délicate. Quand je dis soulevée par lui, je ne parle pas exactement; je devrais dire soulevée par ses écrits. Il s'agit en effet de savoir s'il est permis de traiter avec une franchise absolue, et même avec rudesse, les maîtres qui nous ont instruits, qui nous ont révélé les secrets du passé, le développement des facultés humaines, les principes généraux qui dominent toutes les langues. A cet égard, deux solutions se présentent : une solution théorique, une solution pratique. Sans doute il n'est pas défendu de dire la vérité tout entière aux maîtres mêmes qui nous ont instruits, si, tandis que nous écoutions leurs leçons, ils ne possédaient qu'une part de la vérité, car la vérité, ou ce que l'homme appelle de ce nom, s'agrandit d'année en année, c'est-à-dire que les efforts collectifs de l'humanité déchirent chaque jour un coin du voile qui nous cache les causes des phénomènes auxquels nous assistons. En savoir plus que son maître n'est pas une raison pour se taire devant son maître : dans le domaine de la théorie pure, rien n'est plus évident; mais dans

le monde où nous vivons, la théorie pure n'est pas généralement acceptée. Quoique la science soit chose parfaitement impersonnelle, nous sommes habitués à croire que, sur le terrain même de la science, les hommes se doivent de mutuels égards. A Dieu ne plaise que je convertisse la franchise en ingratitude : la meilleure manière d'honorer les vivans est de les traiter comme nous traitons les morts. Seulement franchise n'est pas rudesse, et quand l'élève se trouve amené à parler de son maître, s'il éprouve le besoin de le contredire, la cause qu'il défend nous semble d'autant plus juste, qu'il apporte plus de réserve dans son langage. Aux vivans comme aux morts on ne doit que la vérité; mais le bon goût veut qu'on ne la dise pas aux uns et aux autres sous la même forme.

Est-il sage, est-il prudent de considérer comme non avenu le conseil que je rappelle? M. Taine paraît le penser, ou du moins sa conduite nous autorise à lui prêter cette conviction. Il demeure dans le domaine de la théorie pure, et n'attache aucune importance à la solution pratique de la question que je posais tout à l'heure. Il me répondra peut-être qu'il s'est décidé à ses risques et périls, et qu'il ne doit compte à personne des motifs de sa décision. Cet argument ne me fermerait pas la bouche. Les égards de l'élève pour son maître ne sont pas réglés par la seule bienséance. Il y a deux manières en effet de servir la vérité : agrandir le domaine de la science, ou populariser les faits connus, et inviter par le charme de la parole un plus grand nombre d'esprits à s'engager dans l'étude. Les maîtres de M. Taine ont-ils choisi la première ou la seconde des tâches que je définis en termes généraux? C'est une question que je n'ai pas à résoudre en ce moment. Ce qu'il me paraît important de noter, c'est que tous ceux dont il a recueilli les paroles, et qui ont aidé au développement de son intelligence, jouissaient d'une grande autorité, et que cette autorité ne reposait pas sur des titres imaginaires. C'en est assez pour nous amener à penser qu'il devait leur témoigner plus de déférence, lors même qu'il se croyait obligé de les contredire. Il n'y a pas de science immobile; étude et mouvement sont deux termes synonymes. Il n'est donc pas étonnant que le sens du passé soit expliqué chaque jour d'une manière nouvelle, que le développement des facultés humaines soit exposé d'après des théories diverses. Je suis tout prêt à reconnaître qu'il n'y a pas de progrès sans contradiction; mais la contradiction même, lorsqu'elle s'adresse aux vivans, veut être accompagnée de certains ménagemens dont M. Taine ne s'est pas soucié.

C'est à cette insouciance qu'il faut rapporter l'étonnement et le dépit excités par ses écrits. Les hommes qui ont conquis une légitime autorité par l'étendue de leur savoir ou l'éclat de leur parole

ne sont pas impunément discutés avec une rigueur absolue; le public, habitué à les suivre sans défiance, se croit atteint lorsqu'on met en question la valeur de leur enseignement. Pour ma part, je ne trouve pas mauvais qu'on soumette leurs leçons à l'examen le plus sévère. Cependant, si la discussion est opportune, la mesure ne l'est pas moins. M. Taine paraît être d'un autre avis. Tout en conservant l'urbanité du langage, il ne garde aucun ménagement logique avec ses maîtres d'hier, dont il a fait ses adversaires d'aujourd'hui. Il n'a donc pas à se plaindre de l'accueil que reçoit son livre sur *les Philosophes français du dix-neuvième siècle*. Si le public n'a pas ratifié tous ses jugemens, ce n'est pas seulement parce que tous ses jugemens ne sont pas entourés d'une complète évidence, mais bien aussi et surtout parce qu'il n'a pas mesuré avec assez de clairvoyance la portée de ses argumens. Quand on se pose comme il s'est posé, on doit s'attendre à de rudes représailles. Dire que la philosophie enseignée de nos jours ne contient pas la vérité tout entière est chose fort permise assurément; mais en pareil cas il serait expédient d'offrir la vérité en échange de l'erreur, et si la doctrine qu'on propose est éprouvée, jugée depuis longtemps, si la vérité qu'on donne pour nouvelle appartient depuis longtemps à l'histoire et n'étonne plus que les ignorans, on doit trouver tout naturel que les lettrés n'acceptent pas sans répugnance la contradiction ainsi formulée. M. Taine croit posséder la vérité philosophique, il croit pouvoir réfuter victorieusement les leçons qu'il a entendues. Parmi ses lecteurs, il s'en est rencontré plus d'un en mesure de lui dire : « Ce que vous nous donnez comme nouveau, nous le connaissons depuis longtemps, et nous l'avons depuis longtemps jugé. Si vous n'avez rien de mieux à nous proposer, ce n'était vraiment pas la peine d'attaquer si vivement les opinions reçues. »

La question est maintenant très nettement posée, et j'espère que les hommes préparés par des études spéciales s'appliqueront à la résoudre. Quant à moi, je me borne à dire que la doctrine proposée par M. Taine comme supérieure aux doctrines qu'il combat ne se recommande pas précisément par la nouveauté. Cependant l'étude de sa méthode appliquée à la poésie, à l'histoire, à la philosophie, n'est pas dépourvue d'intérêt. Comme il apporte dans la discussion une grande sincérité, lors même qu'il se trompe, il réussit encore à se faire écouter. Les argumens qui semblent douteux sont présentés avec une habileté que je ne songe pas à contester. Ainsi M. Taine se trouve dès à présent dans une position excellente. Non-seulement ce qu'il écrit est lu avec attention, avec intérêt, mais il soulève des objections nombreuses, et la contradiction accroît l'importance des principes qu'il soutient. Saura-t-il profiter de cette fortune sin-

gulière? Il ne m'appartient pas de prévoir l'avenir qui lui est réservé. La seule tâche qui me soit échue est d'examiner ses premiers travaux, et d'en estimer la valeur selon mes lumières, en laissant aux érudits le soin de traiter les questions de détail, qui n'intéressent pas le public, mais qui ont une grande importance pour les hommes spéciaux.

M. Taine a lu et relu Tite-Live et Platon. C'est un grand avantage sans doute. Cependant je suis loin de partager toutes ses opinions sur l'histoire et la philosophie, et je crois que, pour combattre son avis, il n'est pas nécessaire d'appeler à son aide tous les argumens que fournit l'érudition. Qu'il s'agisse en effet de l'histoire romaine ou de l'histoire française, de Tite-Live ou de Jacques de Thou, de Platon ou de Descartes, il y a dans la discussion historique ou philosophique des points qui appartiennent à l'école, et des points d'une autre nature que l'école ne peut revendiquer. Lorsqu'on s'adresse au public, il faut séparer avec soin ces deux parties de la discussion, si l'on veut être écouté. La méthode qui convient à l'école ne convient pas à la foule. Aux disciples assis sur les bancs d'une salle on peut présenter des textes comme l'équivalent d'un argument, et dans ces réunions studieuses la philologie usurpe facilement la place et l'autorité de la philosophie. En parlant à la foule, la critique a d'autres devoirs à remplir. L'interprétation et l'analyse des textes les plus vénérés n'offriraient à la masse des lecteurs qu'un médiocre intérêt. Pour exciter leur attention, il faut s'en tenir aux idées et user avec sobriété du témoignage des anciens. Le train des choses ne dépend pas de notre volonté : ceux qui n'ont pas vécu depuis vingt ans dans le commerce familier des livres préfèrent volontiers une pensée clairement expliquée aux citations les plus savantes et les plus inattendues, et peut-être la vérité n'a-t-elle rien perdu au dédain de la foule pour les citations. L'érudition et la science ne se confondront jamais. L'érudition est une arme, la science est une conquête : la foule ne fait pas la guerre pour la vérité, elle jouit de la vérité conquise.

Qu'il suive les conseils que nous lui donnons ou qu'il n'en tienne aucun compte, nous devons reconnaître dès aujourd'hui que M. Taine est pour la critique militante une précieuse recrue. Il n'aura jamais besoin, comme tant d'autres, d'étudier à la hâte dans la journée la question qu'il se propose de discuter le lendemain. Il possède dès à présent un fonds opulent auquel viennent s'ajouter ses acquisitions de chaque jour. Il dépend de lui de se composer à son usage un système littéraire qui plus tard règlera son enseignement. Or ce qui manque à la critique militante, c'est précisément un système littéraire. Dans cette mêlée qui s'appelle discussion, les plus puissans,

et parfois même les plus habiles, combattent un peu à l'aventure. Pourquoi? C'est qu'ils ont voulu faire campagne avant de connaître familièrement le maniement des armes. M. Taine a sur la plupart de ses confrères un immense avantage : il sait beaucoup de choses, et ce qu'il sait lui permet de trouver sans hésiter, sans tâtonner, ce que d'autres ont pris la peine d'apprendre pour lui. Par l'étude assidue des grands modèles de l'antiquité, il s'est préparé à l'intelligence complète, à l'estimation judicieuse des œuvres modernes. S'il ne réussissait pas à conquérir une légitime et durable autorité, ce serait vraiment sa faute. Parmi les écrivains qui entreprennent de dire ce qu'ils pensent des livres de leur temps, il y en a bien peu, nous sommes obligé de le reconnaître, qui aient mesuré les difficultés de leur tâche. Ils comptent sur l'esprit qu'ils possèdent ou qu'ils croient posséder, et ne s'inquiètent guère des questions qui pourront se présenter. Pour eux, la discussion n'a guère plus d'importance qu'une conversation de salon. Leur principale mise de fonds est une bonne humeur à toute épreuve. Ils s'appliquent au maniement de la raillerie, et ne s'aperçoivent pas qu'ils descendent au rang d'amuseurs publics. Ils dédaignent l'enseignement, comme ils ont dédaigné l'étude. Ils ne voient, ils ne veulent voir dans la masse des lecteurs que des oisifs qui ont besoin de se désennuyer. Il est bien rare qu'ils songent à les éclairer. Une fois qu'on a quitté les bancs de l'école, le temps des leçons est passé. La vie se partage pour le plus grand nombre entre l'exercice d'une profession lucrative et les heures de délassement. A quoi bon essayer d'instruire ceux qui veulent se délasser? C'est en effet à ce parti que s'arrêtent ceux qui veulent faire leur chemin dans le monde sans abréger leur sommeil, sans se condamner à des études toujours renaissantes. Leur éducation est complète et définitive le jour où ils quittent le collége. Une vie nouvelle s'ouvre devant eux. Se remettre à feuilleter les livres qui ont tourmenté leur jeunesse serait avouer qu'ils ne les connaissent pas. Ils trouvent plus ingénieux de se dire brouillés avec l'antiquité, et de traiter comme des pédans ceux qui se permettent d'invoquer son témoignage.

M. Taine n'appartient pas à cette classe d'écrivains. Il a trop étudié pour ne pas sentir le charme et le prix de l'étude. Il comprend l'objet de la discussion, et n'essaie pas de l'éluder. Aussi j'apprendrais sans étonnement qu'il fût rangé parmi les pédans. J'aime à penser qu'il ne s'affligerait pas de cette mésaventure. Discuter sérieusement, faire prévaloir son opinion en appelant à son aide des argumens sincères, n'est pas chose si vulgaire qu'on doive y renoncer pour échapper aux railleries des oisifs. L'esprit envahit tout, on ne peut pas ouvrir un livre nouveau sans trouver une page

spirituelle. Ce qui manque trop souvent, c'est le bon sens et le savoir. S'attacher à ces deux points négligés par la multitude est peut-être la méthode la plus sûre pour se placer parmi les écrivains originaux. Étudier sans cesse, ne jamais croire qu'on en sait assez, qu'on peut se croiser les bras et attendre sans inquiétude les questions qui se présenteront, c'est déroger aux habitudes consacrées, je suis bien forcé de l'avouer; mais ce n'est pas une maladresse. Les hommes d'esprit, qui se comptent par centaines, dont la parole n'hésite jamais, ne vivent pas longtemps dans la mémoire de leurs contemporains. Ils amusent, ils ne persuadent pas, et ce qu'ils ont dit ne laisse aucune trace. M. Taine ne s'est pas laissé tenter par les applaudissemens qui leur sont prodigués, et je crois qu'il a pris le bon parti. Les questions littéraires paraissent aujourd'hui languir. Les esprits qui s'en occupent de bonne foi sont trop faciles à compter. Le moyen de les rajeunir, de les renouveler, c'est d'invoquer en toute occasion l'histoire et la philosophie, la connaissance des faits accomplis, la connaissance des idées éternelles qui expliquent le passé, qui serviront à l'explication de l'avenir. C'est une méthode laborieuse, mais qui n'a pas de quoi effrayer M. Taine. Qu'il expose, qu'il popularise les vérités enseignées dans l'école, et que la foule ne connaît pas ou connaît confusément, les auditeurs ne se presseront pas autour de lui dès le premier jour. Qu'il persévère, qu'il n'abandonne pas le domaine de la discussion sérieuse, et ceux qu'il aura d'abord étonnés accepteront plus tard son avis avec confiance. S'il voulait se ranger parmi les hommes d'esprit et tenter la fortune en amusant la foule, il perdrait d'emblée le fruit de ses études et ne serait pas sûr de réussir. Pour écrire d'une plume alerte vingt pages qui n'enseignent rien et qui plaisent par leur inanité, il est très important de ne rien savoir. Quand on a le malheur d'avoir étudié pendant une vingtaine d'années les vérités conquises par le travail de l'intelligence humaine, on se débarrasse difficilement de ses souvenirs. On manque de hardiesse, parce qu'on s'est habitué à ne jamais parler sans savoir ce qu'on veut dire. Ceux qui ne savent rien, qui se vantent d'avoir oublié ce qu'ils n'ont pas appris, marchent d'un pas rapide, et se montrent d'autant plus téméraires qu'ils ne sont pas arrêtés par la conscience de leur ignorance.

Quoique les pages écrites par M. Taine ne soient pas encore très nombreuses, on peut dès à présent pressentir ce qu'il vaut et caractériser très nettement les idées qu'il essaie de faire prévaloir. Sa pensée s'est déjà produite sous trois formes, critique philosophique, critique historique, critique littéraire; mais l'ordre que j'indique ici n'est pas l'ordre qu'il a suivi, et je l'exprime sans tenir compte de la succession de ses travaux, pour marquer plus clairement la

filiation des principes qu'il a tenté d'établir dans les trois domaines dont se compose le domaine entier de l'intelligence. Quoiqu'il ait débuté par un *Essai sur les Fables de La Fontaine,* et qu'il n'ait abordé la philosophie pure qu'après avoir discuté largement les mérites et les lacunes de l'histoire romaine de Tite-Live, pour estimer sévèrement, je veux dire justement la valeur de ses travaux, il faut les placer dans un ordre logique, aller de la philosophie à l'histoire, de l'histoire à la poésie. Toute autre méthode affaiblirait l'évidence des conclusions auxquelles nous voulons arriver. Si M. Taine a pris pour nouvelle, pour victorieuse, une doctrine déjà éprouvée depuis longtemps, s'il s'est laissé abuser par la rigueur de l'exposition et n'a pas mesuré les conséquences nécessaires des principes exposés, ce serait de notre part une étrange ingénuité que d'accueillir avec étonnement les jugemens qu'il porte sur les écrivains de notre temps qui ont voué leur vie à la philosophie. Une fois sorti du domaine de la philosophie pure, quand il entre dans le domaine des faits, il obéit à la doctrine qu'il a voulu ressusciter, qu'il a cru douer d'une nouvelle jeunesse en l'appliquant aux œuvres contemporaines. Ce qu'il dit de Tite-Live n'a rien d'inattendu, quand on a pris soin d'étudier ses travaux en suivant un ordre logique. Étant donné ce qu'il pensait de la philosophie, il devait parler de l'histoire comme il en a parlé. Il ne pouvait dire que ce qu'il a dit. Ce n'est pas chez lui une boutade, un caprice; c'est tout simplement une nécessité. Voilà ce qu'il faut se hâter de reconnaître, si l'on veut porter sur M. Taine un jugement équitable, et lorsqu'enfin nous avons à nous prononcer sur sa méthode appliquée à la poésie, il faut nous rappeler très nettement ce qu'il a dit de la philosophie et de l'histoire. Cette troisième forme de sa pensée est aussi fatale que la seconde. La première seule a été librement choisie, aussi est-ce à la première que nous devons demander compte des deux autres. Si les principes philosophiques préférés par M. Taine sont depuis longtemps réfutés, nous sommes dispensé de discuter l'application de ces principes à l'histoire, à la poésie. Nous savons d'avance ce qu'ils vaudront dans le domaine des faits, dans le domaine de l'imagination. S'ils subissent victorieusement l'épreuve de l'analyse, nous serons obligé d'en estimer pas à pas les applications diverses.

Le nombre des doctrines philosophiques n'est pas indéterminé; elles sont comptées, et l'esprit humain n'est pas en mesure d'établir une théorie absolument nouvelle pour la déduction des idées premières. M. Taine, qui sait beaucoup de choses, n'a pas réglé sa conduite sur l'étendue de son savoir. Il connaît certainement l'histoire complète des doctrines philosophiques, mais il a oublié qu'elles se meuvent et se produisent dans un cercle prévu, et qu'il n'est pas

donné à l'homme de proposer une explication générale qui ne relève ni des sens, ni de la pensée pure, ni du doute, ni de l'extase. Ces quatre doctrines, dont la valeur est très diverse, contiennent la philosophie tout entière; toutes les doctrines qui naîtront se rattacheront par une filiation nécessaire à l'une ou à l'autre de ces évolutions intellectuelles. Dans ce domaine mesuré en tout sens, les idées qui s'annoncent sous un nom nouveau ne sont que des souvenirs. M. Taine ne peut pas l'ignorer, et cependant il écrit comme s'il n'en savait rien. Comment expliquer cette méprise? A-t-il été abusé par l'étude du monde extérieur? Mais rien dans ses travaux ne révèle une connaissance approfondie des lois qui le régissent. Son choix philosophique ne paraît pas dépendre des études botaniques ou zoologiques. Il a étudié avec prédilection une doctrine dont les formules avaient ébloui son intelligence, et quand il a cru posséder la vérité, il s'est empressé de la révéler, de la glorifier comme une conquête personnelle. Ceux qui connaissent les limites de la pensée humaine dans le domaine philosophique, et qui n'attendent pas de l'avenir l'élargissement indéfini de ce domaine, pardonneront sans effort à M. Taine sa joie et son orgueil. Ils se contenteront de lui dire : Nous savons d'où vous venez, nous savons où vous allez, nous savons par où vous passerez. Les espérances que vous avez conçues sont pesées depuis longtemps; les cendres que vous tentez de ranimer ne seront jamais que des cendres. De plus puissans que vous ont échoué dans cette laborieuse et inutile entreprise. Avec ces cendres, que vous pétrissez d'une main active, vous voulez faire un arbre vivant, un arbre qui abrite les générations futures; vous n'y réussirez pas. L'expérience vous enseignera bientôt ce que vaut votre dessein. — Lors même que personne ne prendrait la peine d'avertir M. Taine et de lui montrer la pente où il s'engage, il trouverait sans doute en lui-même assez de clairvoyance pour pressentir le danger, pour ne pas épuiser les conséquences d'une doctrine contraire à la vérité; mais il me semble opportun de signaler aux jeunes esprits la portée de cette doctrine, car parmi ceux qui la chérissent, qui la vantent, j'en sais plus d'un qui n'a pas même entrevu l'abîme où elle conduit. Une idée générale qui n'est pas vraie est cent fois plus dangereuse qu'un fait mal observé. Quand M. Taine comptera quelques années de plus, il regrettera son imprévoyance et se condamnera sévèrement.

Les théories philosophiques ne gouvernent pas les événemens; ce n'est pas à elles qu'appartient le développement historique des nations. Cependant, si elles ne régissent pas les événemens, leur action n'est pas insignifiante dans la vie réelle. Quoiqu'elles s'occupent des idées premières et ne soient pas destinées à devenir la monnaie cou-

rante de la conversation, il y a toujours dans ces théories, de quelque nature qu'elles soient, une partie que toutes les intelligences peuvent saisir facilement, et qui modifie l'opinion publique dans un sens heureux ou fâcheux. M. Taine a trop étudié l'histoire pour ignorer ce qui revient à la philosophie dans la transformation de l'esprit public. Ceux mêmes qui ne jouent aucun rôle dans les faits accomplis sous nos yeux ne demeurent pas indifférens en présence de ces faits, ils les jugent diversement, et la diversité de leurs jugemens relève des théories philosophiques dont ils ont accepté les conséquences sans vouloir ou sans pouvoir en contrôler les prémisses. C'est là une vérité que les hommes de bonne foi ne songeront jamais à révoquer en doute. Qu'on ne vienne donc pas nous dire que la philosophie n'est faite que pour les philosophes, et que, dans ce domaine, où la multitude ne peut pénétrer, les erreurs ne doivent inquiéter personne : c'est une affirmation banale inventée par l'égoïsme et la paresse, qui veulent dormir d'un sommeil tranquille. Si la philosophie ne dicte pas les événemens, elle enseigne à les juger, et l'estimation du présent ou du passé est un des élémens de l'avenir. Il y a donc lieu de s'inquiéter de la préférence accordée à telle ou telle théorie par les écrivains qui s'adressent à la foule et ne demeurent pas dans l'enceinte de l'école.

L'histoire de la philosophie nous démontre avec une évidence souveraine que les sens placés au-dessus de la pensée se traduisent, en langue vulgaire, par cette formule si souvent applaudie : « Chacun pour soi, et Dieu pour tous. » Parfois même on supprime la dernière partie de la formule. — La pensée mise au-dessus des sens exige le dévouement, l'abnégation, et toutes les actions généreuses relèvent de cette théorie. Que les hommes qui se dévouent ignorent ou connaissent le *Phédon,* la question n'est pas là. Pour rattacher leur conduite aux doctrines de Platon, il suffit que le *Phédon* pousse l'humanité dans la voie qu'ils ont suivie. C'est le seul rôle que la philosophie spiritualiste revendique dans l'histoire.

Le doute exposé théoriquement comme une forme de la sagesse n'est guère moins dangereux que les sens mis au-dessus de la pensée. Excellent comme instrument d'investigation, il engourdit les facultés humaines dès qu'il devient systématique. En présence d'une telle théorie, toutes nos actions deviennent indifférentes. A quoi bon agir dans un sens déterminé, si nous ignorons de quel côté se trouvent la vérité, la justice? Ou le doute ne signifie rien, ou il absout également toutes les actions. La vie politique et la vie privée, estimées d'après cette théorie, se partagent entre les habiles et les maladroits. Exprimer la conséquence, c'est dénoncer le danger du principe. Impuissant dans l'ordre scientifique, puisqu'il n'y a pas de

savoir sans croyance, il est pernicieux dans la pratique de la vie, puisqu'il met l'habileté sur la même ligne que le droit, et que, cette égalité une fois posée, la foule arrive bientôt à mettre le droit au-dessous de l'habileté. Je ne veux pas, je ne peux pas croire que M. Taine ignore les périls que je signale. Pourquoi donc les pages qu'il écrit s'accordent-elles si mal avec cette notion élémentaire?

Quand l'homme, désespérant d'arriver à la connaissance de la vérité par l'exercice régulier de son intelligence, se réfugie dans l'extase et demande à Dieu ce que Dieu ne veut pas lui révéler, il prend en pitié tous les efforts des esprits courageux qui n'ont pas défailli. Pour lui, vouloir devient une impiété, car vouloir c'est se confier en soi-même, et l'extase ne reconnaît d'autre devoir que la confiance en Dieu. Celui qui renonce à l'application laborieuse de ses facultés et tente de soumettre sa vie à l'inspiration divine n'a plus de rôle à jouer en ce monde. Le bien et le mal, le juste et l'injuste se confondent à ses yeux; il commence par nier la science, il finit par nier la volonté. La théosophie n'a rien à démêler avec la philosophie; c'est la doctrine de l'anéantissement, la négation de toute activité morale. Si la théosophie venait à se populariser, il faudrait la combattre comme une épidémie.

Caractériser les théories qui se partagent le domaine de la philosophie, c'est dire assez clairement toute l'importance qu'on doit leur attribuer. Lettrés ou illettrés, oisifs ou actifs, tous les hommes subissent, à leur insu ou à bon escient, la domination de ces théories. Qu'ils parlent ou qu'ils écrivent, ils propagent l'erreur ou la vérité, et leurs maximes se traduisent en actions justes ou injustes. Il ne faut donc pas traiter avec dédain les enseignemens de la philosophie, et dire en appuyant sa tête sur l'oreiller : Que m'importe? Que les disciples d'Aristote ou de Platon, de Sextus Empiricus ou de Saint-Martin se querellent ou s'accordent entre eux, le monde n'a rien à perdre dans leur inimitié, rien à gagner dans leur réconciliation. C'est une grossière méprise. Sans doute il n'est pas donné à l'homme de soumettre les événemens à sa parole; mais, selon qu'il demeure dans la vérité ou qu'il s'attache à l'erreur dans le domaine des idées, il absout ou il condamne les événemens accomplis au nom de la justice ou de l'injustice, et le jugement qu'il a porté égare ou conduit les générations nouvelles. Savoir ce que vaut la pensée, ce que vaut la parole, c'est savoir ce que vaut la dignité humaine. L'étude nous impose cette conclusion, et celui qui la méconnaît, agissant à son insu, ne prévoyant pas la portée de ses actions, n'a pas le droit de porter la robe virile.

M. Taine a choisi pour guide Spinoza. Or la doctrine de Spinoza présente plus d'un danger. Tous ceux qui connaissent l'histoire de

la philosophie savent à quoi s'en tenir sur ce point; mais comme cette connaissance n'est pas aujourd'hui très populaire, comme l'étude des sciences naturelles compte parmi nous plus de partisans que l'étude de la philosophie, il me paraît opportun d'appeler l'attention sur les conséquences de la doctrine enseignée par le savant hollandais. Le Dieu de Spinoza, si toutefois c'est un Dieu, n'est pas séparé du monde. La création et le créateur sont confondus. Le monde n'est que la substance divine modifiée. Minéraux, plantes, animaux, ne sont que les formes diverses d'une substance unique. Depuis les étoiles jusqu'à la planète que nous habitons, il n'y a rien qui ne soit Dieu. Spinoza ne dit pas : Dieu est partout. Il dit en termes précis : Tout est Dieu; tous les êtres qui nous entourent sont des transformations de la substance divine. Ou les mots employés par le savant hollandais ne signifient rien, ou ils signifient que Dieu n'existe pas comme personne. Or quel rôle peut-on assigner à ce Dieu impersonnel? Amour, intelligence, volonté, sont des facultés que nous ne concevons pas dans un être ainsi défini. Un Dieu impersonnel est nécessairement un Dieu indifférent. Mais si la personne divine est abolie dès qu'elle se confond avec le monde et ne fait qu'un avec lui, comment arriverions-nous à concevoir l'existence de la personne humaine? Si le monde entier est Dieu, l'homme ne peut revendiquer une existence individuelle dont la Divinité se trouve dépouillée. En abolissant la personnalité divine, Spinoza abolit du même coup la personnalité humaine. Dieu confondu avec le monde, privé d'amour, d'intelligence, de volonté, de prévoyance, indifférent aux événemens qui s'accomplissent, sans joie pour la vertu, sans haine pour le vice, sans récompense pour le dévouement, sans châtiment pour le crime, ne peut se concilier qu'avec l'homme sans liberté. Pourquoi l'homme s'affligerait-il de ses fautes? ou plutôt comment arriverait-il à concevoir la pensée du bien et du mal? Tout est réglé d'avance. Par qui? Spinoza ne le dit pas. Et comment le dirait-il, puisque Dieu et le monde ne sont qu'une seule et même chose? Tous les êtres sont Dieu et ne peuvent mal faire, car ils sont soumis comme Dieu lui-même à des lois qui leur défendent de vouloir. Aimer ou haïr, trahir ou se dévouer, sont des mots vides de sens. La confusion de Dieu avec le monde abolit la Providence, et l'impersonnalité de Dieu abolit nécessairement la liberté humaine. Ni Providence, ni liberté, ni récompenses, ni châtimens, c'est donc à ces termes rigoureux que se réduit la doctrine de Spinoza. Toutes les interprétations proposées pour atténuer, pour corriger les conséquences de cette doctrine sont vaines et désavouées par la raison.

Que Spinoza dans la conception et l'exposition de son système ait

montré une rare puissance, qu'il ait enchaîné les diverses propositions dont il se compose avec un art infini, personne ne s'avisera de le contester; mais il ne faut pas se laisser éblouir par l'appareil scientifique. Présenté sous la forme géométrique ou sous une forme plus familière à la majorité des lecteurs, le panthéisme de Spinoza entraîne toujours les mêmes conséquences. Si Dieu n'est pas séparé du monde, il ne peut ni aimer, ni prévoir. Dépourvu d'amour et de prévoyance, il ne peut ni juger, ni récompenser, ni châtier. En présence de ce Dieu impersonnel, innocence et corruption, crime et vertu sont de pures fictions. Liberté, responsabilité s'évanouissent comme des fantômes entrevus dans le trouble du rêve. Le panthéisme n'est qu'un nom nouveau donné au sensualisme, et la vieille doctrine ainsi présentée est plus dangereuse encore que sous l'ancienne dénomination, car elle emprunte à la méthode géométrique une certaine majesté. L'impersonnalité divine une fois acceptée, il n'y a plus de loi morale. Bien faire, mal faire, paroles inventées par les songes creux! Comment l'homme pourrait-il faillir, puisque Dieu ne peut vouloir? Hommes et Dieu, nous sommes les rouages d'une machine. Nous accomplissons fatalement les mouvemens qui nous sont prescrits. Ce que nous appelons affection, volonté, n'est qu'une illusion. Ce que nous appelons remords, contentement, n'a pas plus de valeur. Notre vie tout entière est peuplée de mensonges, et nos actions, que nous croyons nous appartenir, ne nous appartiennent pas. Une vertu que nous perdons, c'est une feuille qui tombe. L'arbre sera-t-il puni pour avoir laissé tomber une feuille? Un ami que nous trahissons, c'est une branche que le vent brise. La tige sera-t-elle châtiée pour n'avoir pas défendu la branche assaillie par le vent? Dieu est en nous, comme il est dans la branche et dans la feuille. Quand nous croyons vouloir, nous ne voulons pas. Quand nous croyons penser, nous ne pensons pas. Notre pensée, notre volonté sont des modes de la substance divine. Si nous violons ce que les ignorans appellent le droit, si nous méconnaissons ce que les ingénus appellent le devoir, nous pouvons dormir tranquilles, car nous avons fait ce que nous étions obligés de faire. Dieu n'est pas avec nous, Dieu est en nous; nous ne sommes pas une personne innocente ou coupable, nous sommes un mode de la substance divine, et si quelqu'un s'est trompé, c'est Dieu. Or Dieu ne peut se tromper, non parce qu'il est Dieu, mais parce qu'il se confond avec les êtres animés ou inanimés. La pierre qui tombe, le fleuve qui marche à la mer sont des modes de la substance divine, et qui oserait trouver mauvais que la pierre tombe, que le fleuve marche à la mer? Eh bien! la responsabilité humaine équivaut à la responsabilité du fleuve et de la pierre. Pensée généreuse, pensée basse, cupidité.

abnégation, franchise, perfidie, n'ont rien à démêler avec la loi morale inventée par les rêveurs. Dieu ne gouverne pas les choses et les êtres vivans, il se confond lui-même avec les choses, et l'homme, qui dans les âges d'ignorance se prenait pour le roi de la création, qui se croyait appelé par Dieu à régir le monde en obéissant à des lois instituées avant sa venue, l'homme n'est qu'une chose dépourvue de liberté, de volonté, comme la pierre, la feuille et le fleuve.

Toutes les conséquences que j'énonce se trouvent renfermées dans la doctrine de Spinoza. Que les disciples du philosophe hollandais les répudient ou les acceptent, peu nous importe. Les prémisses une fois posées, la conclusion est inévitable. Pour nier la conclusion, il faut commencer par nier les prémisses. Dès que Dieu n'existe plus en dehors du monde, il n'a plus aucune valeur logique; le rôle que la raison lui assigne devient un rôle impossible, et si Dieu, absorbé dans le monde, dépourvu de personnalité, n'est plus capable de juger nos actions, il n'y a plus parmi nous ni crimes, ni vertus. L'homme se confond avec le monde comme Dieu lui-même, et n'a plus aucun droit de prévoir ou de vouloir; le bras du meurtrier frappe sa victime comme la foudre frappe le chêne. Quand la foudre demeure impunie, de quel droit la justice humaine voudrait-elle punir le meurtrier? Si la doctrine de Spinoza est l'expression de la vérité, la religion et la morale se résument dans ce seul mot : immobilité. Nos affections et nos haines appartiennent à Dieu, qui ne s'appartient pas, puisque l'air que nous respirons est Dieu, puisque le vent qui soulève les flots est Dieu, puisque Dieu ne peut refuser l'air à nos poumons, ni défendre aux voiles des navires de se gonfler sous la brise. Nous vivons en Dieu comme Dieu vit en nous; en d'autres termes, la vie divine et la vie humaine sont de pures visions. La seule manière de témoigner notre piété envers l'ordre établi, qui n'est pas œuvre divine, car Dieu est obligé de le subir comme nous le subissons, c'est de nous abstenir de toute volonté, de tout projet, de toute espérance. Tout ce qui ressemble à une aspiration vers la liberté est une protestation contre l'ordre établi. Dieu impersonnel, enchaînement fatal des événemens, néant de la volonté humaine, trois termes qui sont unis entre eux par un lien logique. Il n'y a pas d'argument qui puisse réfuter cette formule. La doctrine de Spinoza est donc une des plus dangereuses qui se soient produites dans l'histoire de la philosophie. Pour l'accepter, pour la préconiser, il faut fermer les yeux à l'évidence; ne pas sentir qu'elle mène à l'immobilité, c'est ne pas la comprendre; vanter les prémisses comme excellentes et reculer devant la conclusion, c'est désobéir à tous les enseignemens de la logique. Doctrine sensualiste, doctrine panthéiste, doctrine fataliste, trois formes d'une même idée

que la raison condamne, qui ne résistent pas à l'épreuve de la discussion.

Essayons maintenant d'appliquer à l'histoire la doctrine de Spinoza, supprimons avec lui la liberté morale, fondement de toutes les libertés, et voyons ce que devient la vie du genre humain, que l'histoire se propose de raconter. Ce qui est vrai pour la vie individuelle n'est pas moins vrai pour la vie des nations. La liberté morale une fois abolie par la confusion de Dieu et du monde, la vie des nations échappe à toute responsabilité : il n'y a plus ni guerre injuste, ni paix honteuse; tous les gouvernemens ont droit à la même estime, à la même soumission; il suffit qu'ils soient pour qu'on les honore, car leur existence est nécessaire. Vouloir changer ce qui est, c'est agir contre la volonté divine, et je dis volonté divine faute de pouvoir parler autrement. Pour demeurer fidèle à la doctrine de Spinoza, je devrais dire que toute volonté humaine est une révolte contre les lois auxquelles le monde est soumis, et comme ces lois étreignent dans le même lien le créateur et la création, il est inutile d'ajouter que la lutte de l'homme contre le destin ressemble aux efforts d'un enfant qui voudrait arrêter les flots de l'océan. Dans la doctrine de Spinoza, lutter c'est ignorer que tout est nécessaire. Que deviennent alors ou plutôt que signifient les grands hommes qui ont attaché leurs noms aux diverses périodes de la civilisation? Les rangera-t-on dans la famille des fous? L'expédient serait commode, s'il ne présentait quelques difficultés dans l'application. Ils avaient donc eu tort d'accomplir ce qu'ils avaient voulu, de vouloir ce qu'ils ont accompli! Si tout ce que nous voyons est nécessaire, tout ce que nos aïeux ont vu avait droit au même respect en vertu de cette loi unique : la nécessité. Toute aspiration vers le changement dans l'ordre politique ou religieux est donc un vœu impie, et quand ce vœu se traduit en action, quand le changement souhaité vient à s'accomplir, quel châtiment ne mérite pas l'auteur ou l'agent de cette métamorphose!... Il désire, il espère, il s'évertue sous la domination d'une croyance que la doctrine de Spinoza répudie avec un dédain superbe. Il a foi dans le progrès, il s'imagine que demain peut valoir mieux qu'aujourd'hui; il penserait autrement, s'il connaissait les lois si inflexibles qui régissent Dieu, l'homme et le monde. Le sage ne lui doit que l'aumône de sa pitié. Tout homme qui souhaite un changement est à ses yeux indigne de colère, car il ignore l'impiété de ses vœux. Quand on se place dans ce monde sans Dieu, quand on accepte comme vrai le rôle de ce créateur sans création, on se demande avec étonnement pourquoi les générations qui nous ont précédés ont cherché à nous conserver le souvenir du passé. La pierre qui tombe en poussière ne raconte pas les coups de tonnerre

qui l'ont sillonnée pour la pierre qui la remplace; le chêne fendu par la cognée du bûcheron ne dit pas ce qu'il a souffert au chêne qui demeure debout. Seul dans la création, l'homme s'abuse sur la valeur de ses actions; il écrit ses douleurs et ses joies pour ceux qui viendront après lui. Étrange illusion, singulière démence! La doctrine de Spinoza réduit à néant son orgueil. Les événemens accomplis sous nos yeux n'ont rien à démêler avec notre volonté; les révolutions qui ont changé la face du monde ne sont ni l'honneur ni la honte des générations venues avant nous. Tout ce qui s'est fait devait se faire; il n'y a de responsabilité ni pour les individus ni pour les nations, et comme tout est nécessaire, le progrès n'est qu'un vain mot. La notion d'un Dieu unique n'est pas supérieure au polythéisme. S'il en était autrement, pourquoi la substance divine, dont les modes ont les formes diverses des êtres animés ou inanimés, aurait-elle tardé si longtemps à révéler son unité? La civilisation grecque ne vaut pas mieux que la civilisation indienne ou égyptienne. Le moyen âge n'est pas une ère de ténèbres et de confusion. La philosophie de Platon n'a pas agrandi le champ de la spéculation; les prêtres de Memphis en savaient autant que lui. Les bûchers allumés en Europe pour assurer la durée de l'orthodoxie n'étaient pas un attentat contre la liberté de conscience; la superstition cruelle n'était pas un outrage à la religion.

La doctrine de Spinoza, en posant la nécessité comme loi suprême, supprime toute discussion sur la Providence divine et la volonté humaine. On n'a plus à rechercher comment ce que Dieu prévoit s'accorde avec nos vœux, avec nos espérances, avec nos efforts. Contens ou mécontens du sort qui nous est fait, nous n'avons qu'un devoir : accepter notre sort. L'histoire est un jeu d'enfans, un passe-temps bon tout au plus à tromper l'ennui des oisifs. Les grandes actions célébrées par les plus beaux génies de la Grèce et de l'Italie, qui ont ému notre jeunesse, n'ont pas plus de valeur que les contes de fées. Hier, aujourd'hui, demain, trois momens de la durée qui ne relèvent ni de l'homme, ni de Dieu. L'histoire n'est pas, comme l'ont dit quelques rêveurs, la conscience du genre humain. A quoi bon évoquer le souvenir du passé? à quoi bon garder la trace du présent? à quoi bon essayer de prévoir l'avenir et tenter de le faire meilleur que le présent? La loi suprême posée par Spinoza condamne la mémoire aussi bien que la prévoyance; le passé ne nous apprend rien, le présent ne prépare pas l'avenir. S'il n'y a de vrai que la nécessité, il n'y a de sage que la résignation et l'immobilité. Qu'on ne vienne plus nous dire que la philosophie éclaire l'histoire, que l'histoire à son tour est un commentaire vivant pour la philosophie. La doctrine de Spinoza fait justice de ce double mensonge. Comment les faits viendraient-ils justifier les idées, puisque les idées ne

se traduisent pas en faits? La vraie philosophie proclame la futilité de l'histoire.

M. Taine a-t-il prévu toutes les conséquences du panthéisme appliqué à l'histoire? Je répugne à le penser, car il lui arrive plus d'une fois de témoigner des sentimens généreux, comme s'il ne tenait aucun compte de cette doctrine funeste; mais si les prémisses qu'il a posées ne sont pas combattues dès à présent et combattues à outrance, d'autres se chargeront d'éclairer d'une pleine lumière la conclusion qu'il a laissée dans un demi-jour. Si tout est réglé d'avance dans les événemens qui atteignent la condition humaine comme dans le mouvement des corps célestes, comme dans les affinités qui président à la composition, à la décomposition des corps placés à la surface ou dans les couches profondes de notre planète, l'héroïsme est un vain mot, l'accomplissement du devoir un rêve d'enfant. Il n'y a plus de flétrissure pour l'injustice, et ceux qui s'indignent en présence du droit méconnu et violé sont des visionnaires dont la place est marquée à Charenton. M. Taine ne va pas si loin; mais la voie ouverte longtemps avant lui, la voie désertée par la raison, condamnée par les penseurs et par le bon sens de la foule étrangère à la science, la voie qu'il vient de rouvrir conduit au but que je viens de signaler. L'histoire jugée du point de vue de Spinoza n'est plus un enseignement, c'est un catalogue. Le présent succède au passé, comme la nuit succède au jour. L'histoire est dépouillée de toute moralité. Ceux qui s'inquiètent des générations évanouies vivent sous l'empire d'une hallucination; ceux qui cherchent à deviner le sort des générations futures sont encore plus dignes de pitié. Leur curiosité ne mérite pas même une heure d'attention. S'incliner devant les faits accomplis sans colère et sans joie, voilà désormais ce qui s'appelle sagesse. Quand la foudre gronde, quand l'éclair sillonne la nue, on n'accuse ni la foudre ni l'éclair. Eh bien! les événemens qu'une philosophie mensongère attribuait à la volonté humaine librement exercée, avec l'assentiment divin, ne relèvent, si le panthéisme est vrai, ni de l'assentiment divin, ni de la volonté humaine. Nous ne sommes plus au temps des illusions : nous voici face à face avec une lumière dont la splendeur ne sera jamais dépassée; nos espérances ont la même valeur morale que l'ascension de la sève dans la tige de l'églantier; l'homme qui s'applaudit du devoir accompli est pareil au flot qui se réjouirait d'avoir mouillé la grève. M. Taine me répondrait vainement qu'il n'a jamais songé à supprimer la moralité des actions humaines. Qu'il ait prévu ou qu'il ait ignoré les conséquences de la doctrine de Spinoza, notre devoir est de les signaler et de lui en imputer la responsabilité. Quand on a dépensé les plus belles années de sa vie dans l'étude de l'histoire et de la philosophie, on est mal venu à sou-

tenir qu'on n'a pas saisi l'enchaînement logique de ces deux formes de la pensée. M. Taine est à nos yeux d'autant plus condamnable, qu'il était mieux placé que la plupart des lecteurs pour mesurer les périls de la doctrine qu'il recommande. S'il ne les a pas mesurés, c'est de sa part une étrange légèreté.

L'histoire, telle que Tacite la comprenait, et c'est à mon sens la meilleure manière de la comprendre, n'est pas seulement l'école des nations et des rois, mais l'école de l'homme étranger à toute ambition politique. En voyant le châtiment appliqué à l'injustice victorieuse, notre pensée s'agrandit, et nous devenons plus sévères pour les fautes mêmes qui n'intéressent pas le sort des nations. De Tacite à Spinoza, quel abîme! Il suffit de rapprocher ces deux noms pour montrer combien la doctrine du philosophe hollandais offense la conscience du genre humain. Si la vérité se trouve du côté de Spinoza, tout ce que Tacite a maudit, tout ce qu'il a glorifié, il a eu tort de le glorifier, de le maudire. De quel droit juge-t-il les événemens accomplis sous ses yeux, ou dont le récit lui avait été transmis par des témoins oculaires? Ses plaintes et sa colère étaient pure folie : il ignorait l'enchaînement nécessaire des choses, et son indignation est aussi ridicule que le dépit d'un enfant qui, blessé par une épine, la battrait pour se venger. Cependant tous les cœurs généreux ont pris parti pour Tacite, et ceux mêmes qui ne s'élèvent pas jusqu'aux grandes actions n'osent le réprouver. Faut-il répudier la moralité de l'histoire et proclamer au nom du panthéisme que toutes les actions sont indifférentes? Parmi les hommes qui se disent habiles, j'en sais plus d'un qui ne demanderait pas mieux. L'enchaînement nécessaire des choses mettrait à l'aise bien des consciences. Quelle admirable simplicité dans l'estimation des faits accomplis! Ni honte, ni remords, ni fierté, ni joie. Rien de ce qui est ne pouvait ne pas être. Il n'y a pas de juge, s'appelât-il Salomon, aussi habile que Spinoza pour mettre d'accord toutes les parties. Plaideurs ingénus qui s'avisent d'invoquer le droit, plaideurs plus hardis qui s'abritent derrière le fait et s'y retranchent comme dans un camp, excitent au même point son dédain et son indifférence. Invoquer le droit? Mais le droit n'est qu'un mot. Invoquer le fait? Mais le fait n'a pas besoin d'être défendu, puisqu'il est nécessaire. Plaignans et défendeurs perdent leurs paroles. Le sage, en les écoutant, s'étonne de leur ignorance, et remercierait Dieu en mesurant l'intervalle qui le sépare des plaideurs, si le Dieu de Spinoza pouvait intervenir dans les choses humaines, s'il pouvait nous envoyer la force ou la faiblesse, la clairvoyance ou l'aveuglement; mais le panthéisme nous prémunit contre un tel égarement. Celui qui possède la vérité ne la doit ni à Dieu ni à lui-même. Celui qui vit sous l'empire de l'erreur aurait tort d'accuser sa paresse ou l'indigence des facultés qu'il

a reçues en naissant. Il ne dépend pas de lui de savoir ou d'ignorer. Dieu ne s'est montré envers lui ni généreux ni avare; l'ignorance qui se plaint et rougit d'elle-même n'a pas le droit de se plaindre.

Les débuts littéraires de M. Taine remontent à l'année 1853, à sa thèse pour le doctorat ès-lettres, car son *Essai sur les Fables de La Fontaine* est une thèse soutenue en Sorbonne. Il y a dans ce premier ouvrage beaucoup d'érudition et d'esprit; qu'on me permette d'y trouver trop d'érudition et d'esprit. Il est bon d'avoir lu la *Poétique* d'Aristote et le traité de Kant sur *le Beau*, l'étude de ces deux grands penseurs ne sera jamais sans profit; mais je crois qu'on pouvait, même en Sorbonne, définir la fable philosophique et la fable poétique sans prodiguer les citations comme l'a fait M. Taine. Cet appel au passé, quand on ne sait pas en user avec modestie, finit par effacer le caractère personnel de la pensée de l'auteur. Le raisonnement qui se déroule avec un si pompeux appareil n'est plus une œuvre logique, mais une œuvre de pure mémoire. Dans la première partie de sa thèse, où il expose la théorie de la fable, l'auteur procède trop souvent comme l'abbé Barthélemy racontant le *Voyage du Jeune Anacharsis*. Il ne se contente pas de connaître l'antique Grèce, il veut prouver qu'il la connaît, et se complaît dans cette démonstration. Je crois que ses argumens auraient gardé toute leur valeur, lors même qu'il se fût abstenu d'appeler à son aide l'autorité d'Aristote. Cette remarque se présente d'autant plus naturellement qu'il s'agit de La Fontaine. Invoquer le précepteur d'Alexandre à propos des unités dramatiques, je le comprends sans peine : Corneille, dans l'examen de ses tragédies, tenait à prouver qu'il connaissait le sentiment de la Grèce sur ces matières; mais le dialogue de la cigale et de la fourmi, du renard et du corbeau, ne gagne pas grand'chose à se voir légitimé au nom d'Aristote. En pareille occasion, la vérité plus simplement exprimée n'agirait pas moins sûrement sur l'esprit du lecteur. M. Taine paraît s'en être aperçu, puisqu'il explique l'origine et la destination de son travail pour justifier l'appareil scientifique dont je signale les inconvéniens.

Les trois chapitres qui suivent traitent des caractères, de l'action et de l'expression. Dans ces trois chapitres, il y a beaucoup à louer. L'auteur prodigue les rapprochemens ingénieux, et l'on voit qu'il ne dit pas tout ce qu'il pourrait dire. Il excelle à retrouver les personnages de La Fontaine dans La Bruyère, dans Saint-Simon, dans Mme de Sévigné. Quand il ne les retrouve pas, il s'arrange pour faire croire qu'il les retrouve. Le lecteur, ébloui de toutes ces citations choisies avec un art infini, qui passent devant lui comme les fusées d'un feu d'artifice, est tenté de se dire qu'avant de lire M. Taine, il ne comprenait pas La Fontaine. Le lecteur s'abuse et se calomnie : M. Taine est un guide plus amusant que fidèle. Il prête à La Fon-

taine plus d'une intention dont le bonhomme se serait étonné à bon droit. L'historien de maître Renard et de maître Corbeau, dont personne n'a jamais contesté la pénétration, s'il revenait parmi nous, s'il lui était donné de lire la thèse de M. Taine, dirait sans doute en achevant la dernière page : Vraiment, je ne croyais pas avoir tant d'esprit. J'ai mis en vers les apologues d'Ésope réunis par Planude; j'ai fait de mon mieux cette besogne, qui ne me semblait pas inutile. J'étais à mon insu historien, homme d'état. J'apprends que les ducs et les marquis de Versailles ont posé devant moi; je croyais n'avoir étudié qu'Ésope et développé ses pensées en y ajoutant quelques-uns de mes souvenirs. Je ne me connaissais pas, et désormais j'aurai pour moi plus de respect. — Peut-être même aurait-il la fantaisie de s'entretenir avec son nouveau commentateur.

De Saint-Simon à La Fontaine, l'intervalle est difficile à franchir, quoiqu'on trouve entre ces deux écrivains quelques traits de parenté. De La Bruyère à La Fontaine, la distance n'est pas moins grande, car l'auteur des *Caractères* se plaît à renfermer sa pensée dans un petit nombre de paroles, et laisse beaucoup à deviner. Il aime à susciter dans l'esprit du lecteur les idées qu'il ne lui convient pas d'exprimer, ou qu'il ne juge pas prudent d'exprimer complétement. La Fontaine procède autrement; s'il ne dit pas tout ce qu'il pense, il a toujours l'air de le dire. Il ne s'interdit pas les développemens; il ne s'adresse pas à un cercle choisi, il s'adresse à la foule. S'il est concis, ce n'est pas pour paraître profond, c'est qu'il dédaigne les paroles inutiles. Il écrit pour se contenter presque autant que pour plaire. Il n'est pas de la famille de La Bruyère. Il lui arrive de dire en vers tantôt ingénus, tantôt malins, ce que Mme de Sévigné dit sur un autre ton, et cependant entre la marquise et le bonhomme toute comparaison semble difficile. M. Taine simplifie la tâche qu'il s'est imposée en disposant les citations qu'il prodigue de façon à leur donner le sens dont il a besoin. Sans altérer une parole, il trouve moyen de transformer en témoins complaisans, j'allais dire en compères dociles, Saint-Simon et La Bruyère. Quant à Mme de Sévigné, il lui emprunte des traits que le lecteur peut interpréter à sa guise, et qui sont aussi bien placés dans la bouche d'un courtisan que dans la bouche d'un poète satirique. Comme il connaît familièrement tous les contemporains de La Fontaine, quand il lui plaît d'affirmer ce qui ressemble à un paradoxe, les témoignages ne lui manquent jamais. Entre ses souvenirs, il n'a que l'embarras du choix. Il étend la main et prend sur un rayon de sa bibliothèque le volume où se trouve l'argument victorieux. Il a trop bonne mémoire pour jamais rester court. Je rends pleine justice à la dextérité de ses manœuvres, et cependant trois fois sur quatre je ne suis pas de son avis. Chercher dans les fables de La Fontaine l'image de la

France sous le règne de Louis XIV, ou dans *Pantagruel* l'image de la France sous le règne de François Ier, sera toujours à mes yeux un caprice d'érudit, et rien de plus. Pour comprendre le fabuliste et le biographe de Pantagruel, il me paraît plus sage de les accepter comme deux libres génies vivant de leur pensée, qui se trouvent à l'étroit dans leur temps et ne respirent à l'aise qu'en oubliant le milieu où ils sont nés. Ainsi compris, ainsi étudié, La Fontaine se passe très bien de commentaires érudits : il rêve, il médite à son heure, il suit sa fantaisie, et n'a rien à démêler avec Saint-Simon ou La Bruyère. Quoiqu'il écrive d'une manière très savante et n'abandonne jamais au hasard l'expression de sa pensée, il serait difficile de lui attribuer une volonté préconçue. Il dit avec un artifice infini la pensée qui lui vient sans effort, ce qui a fait croire aux ignorans qu'il écrivait en se jouant et que la simplicité ne lui coûte rien.

Dans la thèse de M. Taine, le vrai caractère du génie de La Fontaine s'obscurcit singulièrement. Le fabuliste ne s'appartient plus, ne relève plus de lui-même, mais du temps et du pays où il est né. Il ne rêve pas librement, il n'invente pas à sa guise, il est le produit nécessaire de son temps et de son pays. Ses fables appartiennent au XVIIe siècle, comme certaines plantes appartiennent aux Alpes ou aux Pyrénées, comme d'autres plantes croissent dans les vallées, au bord des fleuves. Les citations des contemporains, qui d'abord nous semblaient un pur jeu d'esprit, prennent bientôt ou essaient de prendre l'importance d'un théorème. C'est l'assurance d'Euclide, et pour transformer l'assurance en autorité, il manque une seule chose, — l'évidence. La Fontaine, selon M. Taine, est ce qu'il devait être, ce qu'il ne pouvait pas ne pas être. Par son éducation, par ses amitiés, par ses lectures, par les événemens qui s'accomplissaient sous ses yeux, il était prédestiné à la fable. Ce que l'église dit des élus, il faudra le dire désormais des poètes. Les saints ne sont pas saints parce qu'ils veulent être saints, mais parce qu'il plaît à Dieu qu'ils le soient. C'est ainsi que l'entendent les partisans de la grâce. Dans la théorie de M. Taine, les plus heureux génies ne sont pas à leur gré fabulistes ou poètes dramatiques. Tout ce qui se passe autour d'eux gouverne leur volonté; ils ne choisissent pas librement le chemin où ils marchent : ils sont poussés par une force invincible, et quand ils croient inventer, ils se souviennent; ils se prennent pour des créateurs et ne sont que des miroirs; leur voix n'est qu'un écho, leur ambition une nécessité.

Ce que j'ai dit de la doctrine de Spinoza appliquée à l'histoire permet au lecteur de deviner sans peine ce que je pense de l'*Essai sur Tite-Live* et des *Philosophes français du dix-neuvième siècle*. Dans ces deux livres en effet, M. Taine est demeuré fidèle à la doctrine que j'ai combattue. Je ne saurais donc les approuver sans me

donner un démenti, et comme je me suis efforcé d'exposer clairement les motifs de ma conviction, comme je n'ai rien négligé pour rallier à mon avis tous les esprits de bonne foi, si je suivais M. Taine sur le terrain de la critique historique et de la critique philosophique, je serais obligé de répéter ce que j'ai affirmé. Tite-Live, s'il faut en croire le jeune écrivain couronné par l'Académie, a été ce qu'il devait être, orateur, rien de moins, rien de plus. Il a écrit dans un beau langage une histoire qui n'est qu'une suite de harangues. Ne lui demandez pas le sens politique, il ne le possède pas; ne lui demandez pas le sens critique, l'appréciation des témoignages : le sens critique, l'appréciation des temoignages répugnent à sa nature. Initié dès son jeune âge à la discussion oratoire par les luttes municipales de Padoue, sa ville natale, il ne pouvait pas ne pas mettre l'éloquence au-dessus de toute chose. Orateur toujours et partout, il n'appartient pas à l'histoire, quoiqu'il soit rangé parmi les historiens. Toutes les générations venues après lui se sont méprises sur son compte : elles ont cru qu'il avait raconté la gloire et les malheurs de son pays; M. Taine le remet dans son vrai jour, et lui assigne la place qu'il doit désormais occuper. Nous étions habitués à penser que Tite-Live n'était pas sans quelque talent pour la narration, nous avions tort. Le jeune lauréat vient dessiller nos yeux. Les grandes actions racontées dans *les Décades* par le Padouan, qui nous frappaient d'admiration et qui nous paraissaient écrites dans une langue digne de leur grandeur, ne sont que des thèmes oratoires. A qui faut-il nous en prendre? Ce n'est pas à l'auteur des *Décades*. S'il n'est qu'orateur quand il voudrait être historien, il ne fait qu'obéir à l'impérieuse nécessité. Son éducation a été la conséquence inévitable des spectacles qui ont entouré ses premières années. Padoue était un municipe romain; ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu le destinait, le condamnait à l'éloquence. Il aurait vainement combattu sa destinée, il ne pouvait ni conduire les affaires de son pays, ni raconter les vicissitudes de la grandeur romaine; il fallait absolument qu'il se résignât à l'éloquence. Il entreprenait une narration, il récitait malgré lui une harangue. C'est à ces termes que se réduit le jugement de M. Taine sur Tite-Live. Inflexible pour l'historien, qu'il range parmi les orateurs, le jeune lauréat néglige de proclamer la nécessité de l'histoire romaine. C'est une lacune que chaque lecteur peut combler. Ce qui est vrai pour le citoyen d'un municipe romain ne peut pas ne pas être vrai pour la nation dont il a voulu raconter la vie. L'érudition et le talent qui recommandent l'*Essai sur Tite-Live* ne changent rien à nos conclusions. Tite-Live jugé au nom de Spinoza n'est pas plus facile à reconnaître que Jean de La Fontaine soumis à la même épreuve.

Les études de M. Taine sur les philosophes français du XIXe siècle, souvent spirituelles, quelquefois amusantes, sont bien rarement sérieuses. Il essaie de nous égayer aux dépens de Royer-Collard, de Maine de Biran, et néglige d'exposer clairement ce qu'ils ont pensé, ce qui était pourtant son premier devoir. En parlant de Théodore Jouffroy et de M. Cousin, il n'a pas plus de gravité, et lorsqu'enfin il tente de caractériser les origines de la philosophie nouvelle, la légèreté de son langage contraste singulièrement avec la nature du sujet. Il dit au lecteur comme pourrait le dire un bel esprit aux desœuvrés rassemblés dans un salon : — La philosophie nouvelle a réussi parce qu'elle donnait satisfaction au goût public. La France était éprise de morale et de mots abstraits. La philosophie éclectique contentait ces deux passions. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause de son triomphe. — Cette explication peut sembler charmante dans un salon; elle doit paraître insuffisante dans un livre. Les hommes qui suivent d'un œil vigilant le développement et les transformations de la pensée publique seront fort étonnés d'apprendre que vers 1815 la France aimait d'un amour passionné la morale et les mots abstraits; ils ne s'étaient pas avisés de cette découverte. Voilà deux modes, deux engouemens qui n'étaient pas encore signalés.

Je suis très loin d'accepter comme vraies toutes les parties de la philosophie éclectique. Son indulgence pour le passé m'inspire une légitime défiance. En oscillant de l'Écosse à l'Allemagne, elle s'est donné plus d'un démenti; mais elle a remis en honneur le spiritualisme, et quoiqu'elle ait négligé de déduire toutes les conséquences de cette restauration, elle a pourtant droit à la reconnaissance des esprits élevés et des cœurs généreux : elle a préparé la moisson qui sera recueillie par la génération prochaine. M. Taine l'accuse de n'avoir rien fait pour l'organisation de la science : le reproche n'est peut-être pas sans fondement; mais si la philosophie n'a pas institué des méthodes nouvelles dans l'exploration de la nature, la philosophie n'est pas la seule coupable. Tandis que les hommes livrés à l'étude des facultés humaines déduisent les lois morales de la nature de ces facultés et s'élèvent jusqu'à la notion de Dieu pour donner une sanction à ces lois, les hommes livrés à l'étude du monde négligent trop souvent, comme inutile à leurs investigations, la notion de Dieu, et parlent très légèrement de l'analyse des facultés humaines. Ceux qui se donnent pour savans demeurent étrangers à la philosophie, ceux qui se donnent pour philosophes demeurent étrangers à l'étude du monde. Tant que ce divorce entre la philosophie et la science ne sera pas aboli, la science et la philosophie seront toujours incomplètes, je ne dis pas dans le sens absolu, —

car une telle affirmation ne serait qu'une niaiserie, — mais incomplètes dans le sens purement humain, incomplètes pour ceux qui suivent avec une égale attention le mouvement scientifique et le mouvement philosophique. Une méthode fondée sur la nature des facultés humaines s'applique avec la même rigueur, avec le même succès, à toutes les parties de la science, et d'autre part toutes les découvertes scientifiques nous éclairent sur l'emploi, et par cela même sur la nature de nos facultés. Voilà ce que M. Taine a négligé de dire, ce qu'il paraît ignorer. Il trouve plus opportun de railler la philosophie nouvelle. « Ce n'est pas un fleuve, c'est une baignoire. » Devant cette définition accablante, la prudence conseille de s'incliner, et pourtant je ne m'incline pas. Lors même que je consentirais à l'accepter comme un bon mot, et je n'y consens pas, il resterait à savoir si M. Taine, en frappant le rocher, en a fait jaillir une source qui deviendra fleuve, s'il a creusé un lit profond pour les flots qu'il appelle, et qui doivent nous désaltérer. Hélas! le rocher est demeuré sourd aux coups de sa baguette, le sol de la plaine ne s'est pas entr'ouvert : si notre soif ne pouvait s'étancher que dans les eaux promises, le feu dessécherait notre gosier.

Après avoir condamné quelquefois sévèrement, quelquefois avec injustice, la philosophie éclectique, M. Taine revient à Spinoza, et recommande à la génération nouvelle le Dieu-Monde ou le Monde-Dieu comme la source unique de toute philosophie. Il oublie ce qu'il a dit de Tite-Live, ce qu'il a dit de Théodore Jouffroy, et prodigue les métaphores comme s'il n'avait rien à enseigner. Il ne veut pas voir un historien dans Tite-Live, il ne veut pas voir un philosophe dans Jouffroy, et quand il parle en son nom, il prend la rhétorique pour la philosophie. Ce que Spinoza exposait d'après la méthode des géomètres, il l'expose à la manière des rhéteurs. Il s'adresse aux yeux, il s'adresse aux oreilles, il éblouit, il étourdit, et n'omet qu'une chose bien frivole en vérité, la conviction. Il n'ajoute pas une idée aux idées de Spinoza, et triomphe comme s'il avait déchiré le voile de l'avenir. La pompe de son langage ne s'accorde guère avec l'âge de la pensée qu'il exprime. Il parle fièrement comme un Colomb qui aurait aperçu, qui montrerait du doigt un continent nouveau, et il marche dans un sentier connu depuis longtemps, dans le sentier de Spinoza. Lors même qu'il nous révélerait une pensée personnelle, une pensée inattendue, la modestie serait de bon goût. Quand il s'agit du rajeunissement d'une erreur réfutée depuis longtemps, la modestie devient un devoir impérieux : M. Taine a trop d'esprit et de savoir pour ne pas le comprendre bientôt.

GUSTAVE PLANCHE.

REVUE MUSICALE

L'*OBERON* DE WEBER.

La saison des théâtres lyriques est à peu près finie. Ils ont tous produit au grand jour de la rampe ce qu'ils avaient de plus intéressant, et nous pouvons raconter leurs faits et gestes sans craindre aucune grande surprise. L'Opéra, en grand seigneur qu'il est, s'ennuie avec fracas et n'amuse guère ceux qui font vœu d'être siens. *Le Trouvère* a bien vieilli depuis deux mois qu'on le chante sur la scène illustrée par Gluck, où l'on ne peut entendre aucun de ses chefs-d'œuvre. Déjà le gros mélodrame de M. Verdi a mis presque hors de combat ce pauvre M. Gueymard, qui n'en peut plus, et M. Bonnehée, s'il continue à dépenser son courage en cris désespérés, ne tardera pas à subir le même sort. Pour dédommager le public de l'ennui qui résulte des œuvres bâtardes de M. Verdi, on a repris *Guillaume Tell*, une merveille de l'esprit humain que les chanteurs de l'Opéra ne parviennent point à défigurer, quelque envie qu'ils en aient. On prépare cependant un nouveau ballet et un opérette d'un compositeur qui n'a pas encore affronté les regards du parterre. *Vedremo, sentiremo!*

A l'Opéra-Comique, le temps s'écoule assez paisiblement. *Psyché* continue à se traîner sur la scène sans exciter ni transports d'enthousiasme ni indignation. L'œuvre de M. Ambroise Thomas, exquise dans certains détails de facture, n'a pas le don de longue vie. *L'Éclair*, de M. Halévy, a fait aussi une courte apparition sur le théâtre qui l'a vu naître, où il a été accueilli avec bienveillance. Cette agréable partition est pourtant l'un des titres de M. Halévy au souvenir de la postérité.

Quant au Théâtre-Italien, il a définitivement fermé ses portes. La campagne qu'il vient de terminer aura été plus fructueuse pour l'administration qu'intéressante pour les amateurs du bel art de chanter. *Il Trovatore*, *la Traviata*, *Rigoletto*, de M. Verdi; *il Barbiere di Siviglia*, *la Gazza ladra*, de

Rossini; *Maria di Rohan* et *Lucrezia Borgia*, de Donizetti; la *Norma* et *i Puritani*, de Bellini, sont les ouvrages qui ont défrayé la curiosité d'un public composé d'Espagnols, de Portugais et de Brésiliens, d'Italiens, d'Anglais, de Russes et d'Américains. Les Français et les Allemands n'y sont représentés que par un très petit nombre d'infidèles. Il y aurait quelques bonnes réflexions à tirer de ces élémens de statistique fournis par le Théâtre-Italien. Il ne serait pas impossible de prouver par exemple que les mélodrames de M. Verdi n'ont pas encore pénétré chez les deux peuples qui représentent aujourd'hui la civilisation musicale de l'Europe. La direction de M. Calzado a commis la faute énorme de reprendre le *Don Juan* de Mozart avec des virtuoses et un chef d'orchestre, M. Bottesini, qui ne comprennent pas le premier mot de cette œuvre divine. On n'a jamais rien vu d'aussi grotesque que M. Graziani dans le rôle de don Juan! Il a balbutié cette poésie de l'âme comme s'il s'agissait du faux-bourdon d'*Ernani* ou d'*il Trovatore*. Jusqu'à Mme Alboni, qui a chanté le rôle de Zerlina, cette création de la fantaisie la plus idéale qui ait jamais existé, comme une marchande d'oranges de la foire de Sinigaglia. Excepté Mme Frezzolini, une grande et admirable artiste qui a l'élégance suprême qui convient au caractère de dona Anna, et qui a été sublime dans le trio des masques, tout le reste a été au-dessous de la critique la plus bienveillante. Pardonnez-leur, mon Dieu, car ils ne savent ce qu'ils font! Encore une génération de ce beau régime, et les Italiens devront retourner au plain-chant de saint Grégoire, dont les béats poursuivent la restauration impossible.

Pendant que les théâtres subventionnés par l'état chantent plus ou moins mal des opéras qui ne se conserveront que sur le catalogue des almanachs, le Théâtre-Lyrique, dirigé par un homme intelligent et plein de zèle, vient de s'illustrer par une victoire éclatante. *Oberon*, de Weber, a été représenté le 27 février devant un public nombreux qui s'est montré digne du chef-d'œuvre dont il entendait pour la première fois les magiques accords. On a redemandé l'ouverture et trois ou quatre morceaux des plus saillans. C'est un événement pour l'art musical que le triomphe d'*Oberon* sur un théâtre de Paris. On pouvait craindre une chute ou, ce qui est pis, un de ces succès d'estime et d'hypocrisie, avec lesquels on enterre décemment les chefs-d'œuvre et les grands hommes; mais, grâce au ciel, nous n'avons pas à déplorer un pareil outrage fait au génie de Weber. Le temps a marché, et le goût musical de la France s'est évidemment agrandi. Les nombreuses sociétés qui se sont instituées à Paris pour l'exécution de la musique instrumentale ont fait l'éducation d'une grande partie du public, et l'ont préparé à comprendre des œuvres qui dépassent le cadre des *Noces de Jeannette* ou du *Postillon de Lonjumeau*. Sans doute il y a encore des retardataires, et il y en aura toujours, car il ne faut pas oublier que le Français né malin a créé le vaudeville et tout ce qui s'ensuit; mais si les Français arrivent tard, comme le remarque Voltaire, ils arrivent pourtant, et alors ils bouleversent et gouvernent le monde.

Oberon est le dernier ouvrage de Weber. Il l'a composé pour le théâtre de Covent-Garden à Londres, où il a été représenté le 12 avril 1826. Né à Eutin, dans le Holstein, le 18 décembre 1786, Charles-Marie de Weber est mort à

Londres dans la nuit du 4 au 5 juin 1826, six semaines après la première représentation d'*Oberon*, âgé de quarante ans. Au milieu de l'œuvre très diverse de ce merveilleux génie, on remarque les trois grands opéras qui forment le vrai titre de sa gloire : le *Freyschütz*, représenté à Berlin le 18 juin 1821 au petit théâtre de Kœnigstadt; *Euryanthe*, qui fut donné à Vienne le 25 octobre 1823, et *Oberon*, dont l'enfantement lui a coûté la vie. Les manuscrits de ces trois chefs-d'œuvre sont la propriété de trois souverains : le *Freyschütz* appartient au roi de Prusse, *Euryanthe* au roi de Saxe, et *Oberon* à l'empereur de Russie. Nous n'avons à nous occuper aujourd'hui que d'*Oberon*, dont le sujet n'a pas plus été imposé à Weber que celui du *Freyschütz* et d'*Euryanthe*. Il l'a choisi lui-même, et le poème anglais est d'un nommé Planché, d'origine française, qui lui envoyait de Londres, scène par scène, les résultats de son travail. Weber, dont la conscience égalait le génie, se mit alors à étudier la langue anglaise, dans laquelle il fit d'assez rapides progrès. Lorsque l'époque fixée par son engagement avec le directeur du théâtre de Covent-Garden fut arrivée, Weber quitta Dresde le 16 février 1826. Il traversa Leipzig, s'arrêta un jour à Francfort, et arriva à Paris le 25 février 1826. Il vit Rossini, et assista à la première représentation de la reprise d'*Olympie* de Spontini à l'Opéra, dont l'orchestre et le spectacle excitèrent son admiration. Il était le 2 mars 1826 à Londres, où il fut accueilli avec un véritable enthousiasme. On a fait beaucoup d'histoires sur la mort précipitée de Weber, qui aurait été presque occasionnée par l'échec qu'aurait éprouvé l'opéra d'*Oberon* devant le public anglais. Ce sont là des fables inventées par des esprits faux pour étayer des causes désespérées. Weber n'a pas plus été méconnu par ses contemporains que ne l'ont été Sébastien Bach, Haendel, Haydn, Mozart, Beethoven, Mendelssohn et Schubert. Nous aurons occasion de prouver pièces en main que le génie colossal de Beethoven, sur le sort duquel on a dépensé tant de sensibilité et de fausse déclamation, était déjà signalé à l'attention des connaisseurs dès l'année 1799, c'est-à-dire bien avant qu'il eût produit les neuf grands poèmes symphoniques que nous fait admirer depuis trente ans la société des concerts du Conservatoire. Sans doute on a dit d'*Euryanthe* et d'*Oberon* ce qu'on a écrit à Paris sur l'ouverture de *Guillaume Tell*, sur *Zampa* et le *Pré aux Clercs;* mais qu'est-ce que cela prouve? Qu'il y a partout des aveugles et des beaux-esprits incapables de comprendre les œuvres du génie. Nous croyons bien moins à l'existence des génies méconnus qu'à celle des charlatans qui en usurpent la place. Il est en effet plus facile de tromper le vulgaire par une science de mauvais aloi et des inspirations prétendues fantastiques que d'échapper à l'admiration de ses contemporains quand on s'appelle Dante, Shakspeare, Palestrina, Mozart, Rossini, Beethoven, Weber ou Hérold.

Pour en revenir à *Oberon*, nous ne voulons invoquer d'autre témoignage en faveur du public anglais que celui de Weber lui-même. Dans une lettre qu'il écrivit à sa femme le 12 avril 1826, après la première représentation d'*Oberon*, nous remarquons le passage suivant : « Ma chère Lina, grâce à Dieu et à sa toute-puissante volonté, j'ai obtenu ce soir le plus grand succès de ma vie. L'émotion qu'a produite en moi un pareil triomphe est impossible à décrire. A Dieu seul en appartient la gloire (*Gott allein die Ehre*)! Lors-

que je fis mon entrée à l'orchestre, la salle, remplie jusqu'aux combles, éclata en applaudissemens frénétiques. Les chapeaux et les mouchoirs voltigeaient dans l'air. L'ouverture a été exécutée deux fois, ainsi que plusieurs morceaux. L'air que chante Braham au premier acte a été redemandé, puis la romance de Fatime, et le *quatuor,* au second acte. On voulait même faire recommencer le finale. Au troisième acte, on a fait répéter la ballade de Fatime. A la fin de la représentation, j'ai été rappelé sur la scène par les acclamations enthousiastes du public, honneur qu'aucun compositeur n'avait obtenu avant moi en Angleterre. Tout a très bien marché, et tout le monde était heureux autour de moi (1). »

Ce qui n'est pas moins certain que le fait confirmé par les paroles de Weber, c'est que l'enthousiasme que montra le public à la première représentation d'*Oberon* ne se soutint pas également aux représentations suivantes. Le chef-d'œuvre du compositeur allemand éprouva à peu près le même sort que *Guillaume Tell* à Paris. Il fut apprécié par ceux qui étaient dignes de le comprendre. Un journal spécial de Londres, l'*Harmonicon*, publia un article remarquable où toutes les beautés de la partition d'*Oberon* sont relevées avec un grand goût. L'article se termine par les mots suivans : « Weber a dépassé l'époque où il a vécu. Il sera mieux compris de l'avenir. » A la bonne heure, voilà ce qu'il faut dire de tous les vrais génies. Le temps les fait mieux apprécier, mais nous défions qu'on nous cite un grand homme dans les lettres et dans les arts dont les contemporains auraient complétement méconnu le mérite. Quant à la mort de Weber, elle s'explique par la fatigue, par le chagrin sans doute, mais surtout par une maladie organique dont il souffrait depuis des années. Une femme distinguée, qui avait été son élève, alla rendre visite à Weber dans le mois de juin de l'année 1825. C'était à une maison de campagne qu'il habitait près de Dresde. « Je fus frappée, dit-elle, de son abattement et de sa tristesse. Me trouvant un instant seule avec lui dans son cabinet de travail, près du piano, je ne pus retenir mes larmes, et, lui prenant la main, je lui dis : — Tout passe ici-bas! C'est devant ce piano que j'ai vécu les heures les plus heureuses de ma vie. — *Oui,* me répondit-il, *tout passe, et moi je suis perdu. Chère enfant, puissiez-vous ne jamais savoir ce que c'est de se sentir mourir jour par jour, de voir la mort s'approcher* (2)!... »

Oberon fut traduit en allemand, sous les yeux mêmes de Weber, par son ami Th. Hell, et représenté pour la première fois à Leipzig, dans le mois de février 1827, avec un très grand succès. Rochlitz, un critique distingué, un ami et le collaborateur de Weber, fit aussi un article remarquable sur la partition d'*Oberon*, qui fut inséré dans la *Gazette musicale* de Leipzig, au mois d'avril 1827. *Oberon* a été chanté à Paris, à la salle Favart, par une troupe allemande, le 23 mai 1831. Il a été plus tard traduit en français par M. Maurice Bourges, dont la traduction, d'une fidélité scrupuleuse, a été publiée en 1842, avec le texte allemand que nous avons sous les yeux.

Le sujet de l'opéra d'*Oberon* est tiré, non pas comme on pourrait naturellement le croire, du *Songe d'une Nuit d'été* et de *la Tempête* de Shakspeare,

(1) Voyez *Hinterlassene Schriften* (*Œuvres posthumes*), t. III, p. 23.

(2) Souvenirs de Mme Levasseur, née Zeis, élève de Weber.

mais d'un roman français, *Huon de Bordeaux,* qui fait partie de la collection connue sous le titre de *Bibliothèque bleue.* C'est l'auteur du libretto anglais, J.-R. Planché, qui indique cette source dans la préface du poème sur lequel Weber a composé un chef-d'œuvre. C'est là que Wieland aurait aussi puisé le thème de son *Oberon,* qui est connu de toute l'Europe, et que le musicien allemand avait particulièrement en vue. Oberon, roi des fées (*the fairies*) et des génies, s'est brouillé avec sa femme Titania, qu'il adore. Pour le consoler de la tristesse qu'il éprouve de cette séparation, ses sujets ne savent quels plaisirs inventer. Oberon a juré de ne revenir à sa chère Titania que lorsqu'on lui aura trouvé deux amans fidèles qui auront su résister à toutes les épreuves et tentations auxquelles ils seront soumis. Le confident et l'ami d'Oberon, Puck, lui fait espérer qu'il aura bientôt trouvé le couple incomparable, et il lui parle alors d'un certain chevalier, Huon de Bordeaux, et de la belle Rezia, fille du calife de Bagdad, Haroun-al-Raschid. Puck fait aussitôt apparaître dans une vision la belle Rezia au brave chevalier, qui s'enflamme à la vue de tant de charmes, et qui promet d'aller jusqu'au bout du monde pour conquérir un tel trésor. Sur cette donnée merveilleuse se développe une série d'incidens plus ou moins dramatiques qui ne sont pas dépourvus d'intérêt et qui ont été admirablement saisis par le génie du musicien. On trouve dans le poème de J.-R. Planché un grand nombre de personnages épisodiques, parmi lesquels nous avons remarqué celui de Charlemagne. C'est pour le vieux ténor anglais Braham que Weber a écrit le rôle de Huon, si extraordinairement difficile à chanter. Quand nous disons que Weber a composé pour Braham la partie très importante de Huon, c'est une simple manière de parler. L'auteur du *Freyschütz,* pas plus que celui de *Fidelio* et de la *Symphonie avec chœurs*, n'admettait de restriction dans la manifestation de ses idées musicales. Il écrivait d'une manière absolue, exigeant des virtuoses, comme s'il s'agissait d'instrumentistes, une exécution scrupuleuse de tout ce qui était sur le papier. Dans une lettre que Weber écrivait à sa femme le 27 mars 1826, il dit entre autres choses : « Il a passé par la tête de Braham d'avoir une grande scène comme celle du *Freyschütz* en place de l'air du premier acte, qui est en effet trop haut, car il n'a pas été écrit pour sa voix. J'ai d'abord refusé sa demande; mais comme Braham connaît très bien le goût du public anglais, dont il est l'idole, j'ai fini par céder. Je lui ai donc composé une grande scène de bataille (*ein Schlachtengemælde*) que je ne mettrai pas dans la partition que je destine à l'Allemagne, car j'aime beaucoup l'air du premier acte, etc. » Le rôle de Rezia fut créé par miss Paton, dont Weber admirait beaucoup la belle voix, et qu'il considérait comme une cantatrice de premier ordre. Le journal anglais que nous avons déjà cité, l'*Harmonicon,* affirme que miss Paton perdit la santé par suite des efforts qu'elle fut obligée de faire dans le grand air du second acte : *Vaste Océan!*

Tout le monde sait que Weber avait le travail difficile. Son inspiration, lente à s'élaborer, éprouvait de nombreuses modifications avant de prendre la forme définitive qui devait la perpétuer dans la mémoire des hommes. On peut affirmer que les idées musicales qui constituent le fond de ses trois

(1) *Œuvres posthumes,* t. Ier, p. 21 et 22.

grands ouvrages, le *Freyschütz*, *Euryanthe* et *Oberon*, se trouvent éparses dans ses compositions pour le piano et les autres instrumens. Dans la partition manuscrite d'*Oberon* qui est à Saint-Pétersbourg, sous la garde du baron Korff, directeur de la librairie impériale, chaque morceau est daté de la main de Weber. On lit après l'ouverture : « Achevée à Londres le 7 avril 1826, à onze heures et trois quarts de la nuit, ainsi que tout l'ouvrage d'*Oberon*..... *Soli Deo gloria.* » Après la magnifique introduction on lit : « Achevée le 11 septembre 1825, dans le jardin de Kolsachen; » après le chœur des génies : « Achevé le 11 novembre 1825 à Dresde, » et après le premier acte : « Ce premier acte a été terminé le 18 novembre 1825. » L'air de Fatime au troisième acte : *Chère Arabie*, a été écrit à Londres le 27 mars, et la cavatine de Rezia : *Pleure, mon cœur!* également à Londres le 26 mars 1826. Le rondo que chante Huon a été composé à Londres le 25 mars 1825 à « onze heures du soir, » et le chœur à *six-huit*, avec les danses qui l'accompagnent, à Dresde, le 25 janvier 1826. Par le temps qui court, où les faiseurs marchent la tête haute en montrant fièrement du doigt les piles de volumes ou de partitions qu'ils ont procréés en peu d'années, nous avons cru que ces détails sur le travail intime et scrupuleux de Weber ne manqueraient pas d'intérêt. On peut voir à Berlin, où se trouvent les manuscrits de Beethoven, quels nombreux tâtonnemens ce génie colossal faisait subir à sa pensée avant de l'adopter définitivement. Vasari nous apprend que Michel-Ange travaillait tout aussi difficilement, et nous lisons dans une lettre de Marietta au comte de Caylus : « Leonardo non era molto curioso di moltiplicar le sue opere. Come egli faceva pocchissimo conto di quel che era fato in fretta... E che non era se non il frutto d'un primo fuoco... Egli amava meglio di far poco ed applicarvisi, etc... » C'est en pensant aux œuvres de pareils génies qu'il est vrai de dire : « Le temps ne fait rien à l'affaire. »

Les auteurs du libretto d'*Oberon* qu'on exécute au Théâtre-Lyrique, MM. Nuitter, Beaumont et Chazot, n'ont que très peu modifié la donnée du poème anglais. Ils ont introduit, au troisième acte, un personnage secondaire, l'eunuque Aboulifar, qui égaie le parterre de ses lazzi sans toucher à la musique du maître. La partition d'*Oberon* est conservée presque intégralement, sauf quelques changemens que nous indiquerons.

L'ouverture est un morceau de symphonie connu de toute l'Europe, et que la Société des Concerts a suffisamment popularisé en France. Construite avec deux principales idées empruntées à la partition même, comme l'ouverture du *Freyschütz* et celle d'*Euryanthe*, elle présente à l'imagination un tableau raccourci de l'épopée dont elle forme la préface. L'Allemagne s'est montrée sévère pour cette manière de procéder, et nous savons que l'auteur de *Guillaume Tell* ne l'approuve pas davantage. Malgré l'autorité d'un tel maître, et tout en souscrivant à certains reproches que la critique allemande a pu faire aux ouvertures de Weber, d'être des espèces de pots-pourris composés d'élémens précieux, j'avoue ne point partager ces scrupules. L'ouverture d'*Oberon*, avec les trois notes mystérieuses que soupirent les cors, suivies de l'*andante sostenuto* qui ouvre l'entrée du monde surnaturel, et qui prépare l'explosion du premier motif, mené à fond de train par les violons déchaînés, est une admirable entrée en matière, et révèle déjà le côté mer-

veilleux et chevaleresque du sujet. Le second motif, chanté d'abord par la clarinette, d'un sentiment si exquis et si profond, est rattaché au premier par un travail ingénieux et piquant, et la péroraison, fougueuse et pleine d'éclat, achève cette magnifique introduction d'un poème où le jeu des passions se combine avec la poésie chevaleresque du moyen âge. Une seule tache dépare à nos yeux cette belle ouverture : ce sont les quelques mesures en style fugué qui précèdent la péroraison. On est désagréablement surpris de voir apparaître ce bavardage scolastique au milieu d'une improvisation de génie. On dirait d'un poète du moyen âge qui, se trouvant devant des docteurs qu'il charme par ses récits merveilleux, s'avise tout à coup d'oublier le langage des dieux, qui fait sa force, pour entreprendre une argumentation en règle, afin de prouver qu'il a fait ses classes. C'était la faiblesse de Weber, comme ce fut celle de Méhul, de vouloir paraître plus savans qu'ils ne l'étaient l'un et l'autre, et de s'essayer trop tard à manier les ressorts d'une forme sévère où Mozart et Cherubini étaient des maîtres consommés; mais si Weber n'était pas un savant musicien, il avait bien le droit de s'écrier avec le Corrège : *Anch' io son pittore!*

L'introduction est un morceau non moins admirable, et tout aussi connu en France que l'ouverture, dont elle reproduit les premières mesures. Ce sont les fées et les elfes qui, marchant sur la pointe de leurs pieds légers, s'approchent d'Oberon, qui repose mélancoliquement sur un lit de roses. Ils invitent les ruisseaux limpides et les zéphyrs à tempérer leurs murmures, et ils chantent, en susurrant, un chœur à trois parties qui, par les ondulations du rhythme, la finesse de l'harmonie et le coloris de l'instrumentation, est une véritable merveille. C'est quelque chose de comparable à la fluidité de l'air frôlant imperceptiblement les feuilles des arbres par un beau soir d'été et dans un coin du paradis. On peut affirmer que de pareils effets étaient inconnus avant l'avénement de Weber. Oberon se désole du serment qu'il a fait de ne plus revoir Titania, et il exprime sa douleur dans un air de ténor fort difficile, d'une mélodie médiocre et tourmentée. La vision de Rezia, qui invoque le secours du chevalier Huon, est une sorte de récitatif bien déclamé dans lequel se fait entendre le cor magique d'Oberon poussant les trois notes mystérieuses qui commencent l'ouverture. Le chœur des sylphes et des génies qui vient après : *Gloire, gloire*, a de la plénitude, mais il est fort difficile à chanter, parce qu'il contient un grand nombre d'intervalles altérés, dont Weber affectionne l'emploi. La scène déclamée entre Oberon et le chevalier Huon est vigoureuse. Lorsque Oberon fait un signe de son sceptre de lis, et qu'on voit s'élever du fond du théâtre la ville de Bagdad, baignée dans un flot de lumière, l'orchestre fait jaillir une splendide sonorité dont l'effet, un peu écourté, ne vaut pas, à beaucoup près, celui qu'a produit Rossini dans l'introduction du second acte de *Moïse*. Haydn, dans *la Création*, et M. Félicien David, dans *le Désert*, ont eu aussi l'intention de peindre à l'oreille le phénomène grandiose de l'apparition de la lumière.

La scène se termine admirablement par le chœur des génies qui accompagnent Huon et l'excitent à marcher à la conquête de Rezia. L'air que chante Huon ensuite est l'un des plus difficiles qui existent dans le répertoire de l'école allemande. Il est divisé en trois parties : la première, en *mi majeur*,

peint le plaisir qu'éprouve un jeune héros à contempler le spectacle d'un champ de bataille. C'est un morceau de bravoure rempli de fioritures d'une exécution pénible et d'un goût équivoque. Le second mouvement, en *sol majeur*, reproduit une des deux phrases de l'ouverture, celle confiée à la clarinette. C'est un chant plein de sentiment et d'énergie tout à fait dans la manière de Weber et qui rappelle le *Freyschütz*. La troisième partie ramène la tonalité primitive de *mi majeur*, et exprime fort bien l'enthousiasme chevaleresque du personnage de Huon. Pour chanter cet air ainsi que toute la partie de Huon, il faut posséder une voix étendue, aussi souple que vigoureuse. Le finale du premier acte, dont la scène se passe à Bagdad, s'ouvre par un air que chante Rezia invoquant le secours du chevalier Huon. Le motif de cet air a déjà été entendu dans l'ouverture, et il est mieux écrit pour la voix que celui de ténor dont nous avons parlé; il se termine par un duo charmant entre Rezia et sa confidente Fatime, qui vient annoncer à sa maîtresse l'arrivée du chevalier Huon à Bagdad. La marche nocturne des gardes du sérail, qu'un petit orchestre fait entendre derrière les coulisses, est d'une instrumentation originale. Le motif de cette marche n'est pas de Weber, il l'a puisé dans le *Voyage en Arabie* de Niebuhr, comme il a pris la principale idée de son ouverture de *Preciosa* d'une vieille romance espagnole. Ce procédé est un des traits caractéristiques du génie de Weber. Préoccupé avant tout de donner à chaque situation la couleur qui lui est propre, il se plaisait à étudier les chants populaires, il en recueillait pieusement les accens. Sa musique de piano est remplie de motifs pris à des sources différentes, et nous prouverons un jour que dans son admirable légende qu'on appelle le *Freyschütz*, il se trouve un grand nombre de tournures mélodiques appartenant à des chants populaires de la Bohême, où Weber a passé plusieurs années; ce qui ne diminue en rien la part de gloire qui revient à ce grand musicien, car il n'y a que des amateurs ou des épilogueurs sans esprit qui peuvent s'exagérer l'importance de pareils emprunts. Haydn, Mozart, Beethoven surtout, Rossini, Meyerbeer et en général tous les compositeurs dramatiques ont souvent intercalé dans une scène importante un motif populaire pour donner du relief à une situation. Le psaume de Luther dans *les Huguenots*, le *ranz* des vaches dans *Guillaume Tell*, ne prouvent qu'en faveur de deux grands musiciens qui ont eu la pensée de ramasser la pierre brute qu'ils ont enchâssée dans leur chef-d'œuvre.

Sur la marche des gardes du sérail s'établit un chœur à trois parties qui encadre des vocalises brillantes par lesquelles Rezia exprime le ravissement qu'elle éprouve à l'approche de son vainqueur.

Le second acte, dont la scène se passe à la cour du calife Haroun-al-Raschid, s'ouvre par un chœur des gardiens du sérail, dans lequel Weber a voulu évidemment imiter l'emportement sauvage des adorateurs de Mahomet. Ce chœur, — *Gloire, gloire au chef des croyans*, — d'un rhythme vigoureux, nous rappelle celui des *Ruines d'Athènes*, de Beethoven, qu'il est loin de valoir. L'ariette que chante ensuite Fatime, — *Enfant de l'Arabie*, — est charmante et forme une heureuse transition entre le chœur que nous avons cité et le quatuor qui suit, l'un des morceaux les plus agréables et les mieux écrits pour la voix que Weber ait composé. Ce quatuor vraiment classique, pour

soprano, mezzo-soprano, ténor et basse, est chanté par Rezia, Fatime, Scherasmin et son maître le chevalier Huon. Huon et Scherasmin proposent aux deux filles de l'Orient de s'enfuir avec eux à travers les flots bleus, — *Ueber die blauen Wogen*, — comme dit le texte allemand. Rezia et Fatime acceptent la proposition en répétant la même phrase que viennent de chanter Huon et Scherasmin, et puis les quatre voix se réunissent et forment un ensemble plein d'élégance et de clarté.

Puck, l'ami et le ministre d'Oberon, évoque les esprits élémentaires de la nature pour exécuter certains ordres qu'il va leur donner. Il en résulte un air d'un caractère étrange et d'une harmonie très accidentée. L'apparition des esprits, qui accourent de tous côtés à la voix de Puck, donne lieu à un chœur original qui est tout à fait dans la manière de l'auteur du *Freyschütz*. — Que veux-tu? disent les génies. Devons-nous couper la lune en deux, obscurcir le soleil, ou bien veux-tu que nous épuisions l'Océan de toute l'eau qu'il renferme? — Non, répond Puck, je vous demande seulement de conduire au port ce vaisseau qui emporte Rezia et le chevalier Huon. — Ce n'est que cela! répliquent les esprits en riant, et leurs éclats de rire font surgir les notes successives d'un accord de *septième diminuée*, dont Weber se sert très souvent; ce qui faisait dire à Beethoven, en parlant d'*Euryanthe : C'est un amas d'accords de septième diminuée*. Voilà pourtant comment les grands artistes se jugent entre eux! La tempête qui vient après ce chœur d'une originalité recherchée, tempête qui éclate par l'ordre du capricieux et puissant Oberon, est une assez belle page de symphonie pittoresque qui n'a pas cependant toute la grandeur qu'on pourrait désirer. La prière de Huon qui vient d'échapper à la tourmente, et qui s'inquiète du sort de la pauvre Rezia, qu'il a perdue, accompagnée par les instrumens à cordes qui frappent doucement de simples accords plaqués, cette prière est d'un beau caractère, et Michot y met l'onction pénétrante qu'elle exige. La scène et l'air où Rezia s'adresse à l'Océan immense qui a failli l'engloutir dans ses profondeurs est peut-être le morceau le plus difficile à chanter de la partition. Il exige une voix très étendue et aussi flexible que puissante, surtout dans la troisième partie à *douze-huit*. C'est en chantant cet air d'une déclamation vigoureuse que miss Paton, qui a créé le rôle de Rezia, perdit la santé. Le chœur à l'unisson des nymphes de la mer, qui commence le finale du second acte, est conçu dans un rhythme plein d'élégance et de morbidesse. L'accompagnement obstiné du cor enchanté d'Oberon donne à cette délicieuse marine une couleur vraiment féerique. Au Théâtre-Lyrique, cette mélodie ravissante est chantée par la seule voix de Puck, représenté par Mlle Borghèse, qui la dit trop lentement, et qui n'imprime pas au rhythme ce balancement voluptueux que le peintre a voulu produire. Le chœur des nymphes, avec la danse des esprits qui l'accompagne, est encore une de ces pages de musique pittoresque où l'imagination poétique de Weber brille dans toute sa grâce. C'est par ce beau tableau, qui aurait été magnifique sur la grande scène de l'Opéra, que se termine le second acte. Nous allions presque oublier de mentionner le charmant duo de Puck et d'Oberon avec accompagnement de violon-solo, qui sert de transition entre la première et la seconde partie de ce finale remarquable.

Oberon, ému par les conseils de son confident Puck, se décide à soumettre les deux amans à une dernière épreuve avant de les condamner irrévocablement. Il les fait transporter à Tunis, dans le sérail du bey, où se passe le troisième acte. Fatime, devenue esclave du bey de Tunis, chante une ariette qui est divisée en deux parties. La première partie, en *sol mineur*, exprimant le regret du beau pays de l'Arabie, est d'un accent mélancolique, tandis que la seconde, en *sol majeur*, est une véritable romance française du style le plus fin et le plus élégant. Ce morceau, un vrai bijou, est fort bien chanté par Mlle Girard, qui est obligée de le répéter à chaque représentation. Vient ensuite un duo non moins facile et non moins bien réussi pour *mezzo-soprano* et ténor entre Fatime et Scherasmin, l'écuyer gascon, qui célèbre *les bords de la Garonne*, où il a vu le jour. Dans cette phrase, Weber a réussi à être aussi spirituel et plus musical que M. Auber. La réponse de Fatime, parlant à son tour des *bords du Bendemir*, est d'une couleur plus mélancolique. L'*allegro* à *six-huit*, avec le trait obstiné de tous les instrumens à cordes à l'unisson, qui se présente périodiquement à la quatrième mesure de la phrase principale, achève heureusement ce joli morceau dans le style tempéré, qui n'est pas le plus facile, comme pourraient le croire les compositeurs modernes, qui ont l'imagination remplie d'éclats de mélodrame. Un trio délicieux entre Fatime, Scherasmin et Huon, qui rappelle un peu celui du *Freyschütz*, la cavatine de Rezia, qu'on a transportée au premier acte dans l'arrangement du Théâtre-Lyrique; le rondo que chante Huon, d'une mélodie difficile et plus étrange qu'originale, et surtout le chœur avec la danse des femmes chargées de séduire la constance de Huon, d'un rhythme si agaçant, auquel saint Antoine aurait eu de la peine à résister; un chœur chanté par les esclaves du bey, sur une danse frénétique à laquelle les condamne l'ordre suprême d'Oberon, terminent la pièce telle qu'on la joue au Théâtre-Lyrique. Cette danse forcée de tout le sérail sur un rhythme bien accusé et fort original forme une scène piquante. La marche qui, dans la partition originale de Weber, sépare la scène du sérail que nous venons de citer d'un chœur chevaleresque, — *Gloire, gloire au vainqueur de la beauté*, — sert d'ouverture au troisième acte.

L'exécution de la musique difficile d'*Oberon* est aussi bonne que possible dans un théâtre secondaire qui n'a pas de subvention, et qui ne possède qu'un seul talent de premier ordre, Mme Carvalho. Le rôle de Rezia, d'une difficulté énorme, est chanté par Mme Rossi-Caccia, qui a eu ses beaux jours, mais dont l'habileté incontestable ne peut faire oublier ce qui lui manque et ce qui est absolument nécessaire dans un personnage de jeune fille qui inspire un si grand dévouement. Dans le rôle non moins important du chevalier Huon, M. Michot déploie une voix de ténor d'une belle qualité, d'un timbre chaud, étendue, forte et assez flexible. M. Michot n'est encore qu'un élève, mais il possède tout ce qu'il faut pour devenir un artiste distingué. Dans aucun théâtre lyrique de Paris, il n'y a une voix de ténor plus franche et plus agréable que celle que possède M. Michot. Mlle Girard est charmante dans le rôle de Fatime. Les chœurs et l'orchestre surtout, sous la direction de M. Deloffre, méritent les encouragemens de la critique; mais le mérite d'avoir mené à bien cette difficile entreprise de la mise en scène d'*Oberon*, avec des chan-

teurs de troisième ordre, revient surtout à M. Carvalho, à qui les hommes de goût doivent une grande reconnaissance pour cet acte de bonne administration qui se trouve être un événement pour l'art musical en France.

Weber est le plus grand compositeur dramatique qu'ait produit l'école allemande. Ni Gluck, avec son génie pathétique, qui est plutôt un écho de la tragédie grecque qu'un peintre des passions modernes, ni Mozart, dont l'œuvre admirable est une fusion des propriétés du nord et du midi, ne peuvent être rangés parmi les musiciens qui appartiennent exclusivement à l'Allemagne. Né à la fin du XVIIIe siècle, au milieu de ce mouvement philosophique et littéraire qu'ont suscité Lessing, Klopstock, Goethe et Schiller, et que continuent plus tard Fichte, les Schlegel et l'association patriotique du *Tugendbund* contre la tyrannie de Napoléon, Weber s'inspire de cette renaissance de l'esprit germanique en sa double qualité de patriote et d'artiste. Il commence sa réputation par des chants guerriers à plusieurs voix qui répandent son nom dans toute l'Allemagne, et dès son plus jeune âge il ne rêve qu'à l'honneur de créer un opéra allemand. Il nous faut ici expliquer ce que Weber, Beethoven, Spohr, Schubert, Hoffmann, et l'école romantique d'au-delà du Rhin, entendaient par un opéra allemand.

Dès le commencement du XVIIIe siècle, Keyser et d'autres musiciens moins célèbres qui se groupèrent autour de cet homme de génie, avaient essayé de fonder dans la ville de Hambourg, où Lessing devait venir plus tard inaugurer aussi le drame allemand, un théâtre exclusivement consacré à l'opéra national. C'était une tentative de résistance contre la domination de l'opéra et des virtuoses italiens qui régnaient dans toutes les villes princières, à Vienne, Munich, Dresde, Berlin, Mannheim et Stuttgart. Cette insurrection du génie national dans une ville libre contre l'art et les sensualités vocales de l'Italie, que les princes allemands payaient au poids de l'or, n'eut qu'une existence éphémère, et ne produisit d'autres résultats que de propager le style et les formes des maîtres italiens sous des paroles accessibles à l'intelligence de tous. Graun, Schweitzer, Benda, Dettersdorff, Reichardt, qui composèrent aussi un grand nombre d'opéras allemands, ne firent pas autre chose que d'imiter, avec plus ou moins de talent, le style des maîtres étrangers qui amusaient tous les princes de l'Europe. Mozart écrivit deux chefs-d'œuvre sur des poèmes allemands, *l'Enlèvement au Sérail*, en 1784, et *La Flûte enchantée*, en 1790; mais, avec le goût suprême qui caractérise toutes les productions de ce génie exquis, il ne franchit pas certaines limites, et reste un compositeur classique dans la vraie acception de ce mot, qui n'a été méconnue que par des truands de carrefour. C'est avec le *Fidelio* de Beethoven, qui fut représenté pour la première fois à Vienne le 20 novembre 1805, que le génie de la nouvelle école allemande s'introduisit au théâtre. Par des raisons qui tiennent autant aux circonstances politiques dans lesquelles se trouvait alors l'Allemagne qu'à l'œuvre même de Beethoven, *Fidelio* ne produisit pas tout l'effet désiré. Recomposé presque en entier, l'opéra de *Fidelio* fut repris en 1814 avec plus de retentissement, mais sans atteindre toutefois à la popularité. L'*Ondine* du grand conteur Hoffmann, et surtout le *Faust* de Spohr, représenté dans la ville de Prague en 1815, et dont Weber lui-même dirigea la mise en scène, furent deux nouveaux essais pour édifier cette

œuvre si ardemment désirée d'un drame lyrique national, que l'Allemagne ne trouva pour la première fois que dans le *Freyschütz*, en 1821.

Le *Freyschütz* est une légende populaire, un de ces contes naïfs puisés aux sources les plus profondes de la poésie allemande, où le merveilleux de la nature domine l'expression des sentimens humains. On dirait un chapitre détaché de la grande rapsodie populaire connue sous le titre de *l'Enfant au cor merveilleux* (*des Knaben Wunderhorn*), recueillie et publiée au commencement du siècle par deux poètes érudits, Clément Brentano et d'Arnim. C'est cette poésie de la nature comprimée pendant des siècles dans le cœur et l'imagination du peuple allemand que l'école romantique a fait sourdre de la terre comme une source fécondante du génie national. Obligé de nous en tenir aujourd'hui à ces généralités philosophiques, sans pouvoir descendre à des faits plus intimes de l'art musical qui nous mèneraient trop loin, il nous suffira de dire, pour faire comprendre notre pensée, que Weber est le premier compositeur allemand qui ait introduit dans une fable dramatique cette poésie du panthéisme indo-germanique, où l'expression de la personnalité humaine est subordonnée au merveilleux de la nature extérieure. De là le caractère particulier de l'instrumentation si colorée de Weber, où certains instrumens, tels que le cor et la clarinette par exemple, sont traités avec une prédilection qui n'est point le résultat du caprice; de là aussi une autre qualité saillante du génie de Weber et qu'on trouve encore plus fortement accusée dans l'œuvre immense de Beethoven : le rhythme, cette partie virile de l'art musical, qui est l'expression du mouvement, et dont les combinaisons infinies entraînent avec elles des harmonies et des associations d'accords qui ne seraient pas supportables sans le concours de ce nerf de la vie.

Le *Freyschütz, Euryanthe* et *Oberon* sont trois légendes populaires où l'imagination de Weber a répandu à pleines mains cette poésie chevaleresque et ce merveilleux de la nature qui constituent le caractère général de la littérature allemande depuis les *Minnesinger* jusqu'à nos jours, et qui distinguent l'œuvre dramatique de Weber de celle de Mozart, génie harmonieux, peintre de l'idéal et des sentimens humains. Il nous serait facile de faire ressortir cette différence en comparant *la Flûte enchantée* à *Oberon,* dont le cor magique et le merveilleux sont au chef-d'œuvre de Mozart ce que le coloris et le pittoresque modernes sont à l'art antique.

P. Scudo.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1857.

Des élections en Angleterre, des élections en Espagne, une conférence réunie à Paris, poursuivant mystérieusement ses négociations pour arriver à remettre d'accord la Prusse et la Suisse au sujet de Neuchâtel, une rupture diplomatique définitivement déclarée entre le Piémont et l'Autriche, la querelle du Danemark et des puissances allemandes toujours en suspens comme une menace de complications, une crise ministérielle en Portugal, le manifeste du nouveau président aux États-Unis, — est-ce tout? Les affaires du monde, on le voit, ne cessent point d'être actives et d'apparaître sous des aspects assez divers. Si toutes ces questions ne sont point nouvelles ou n'ont point heureusement la même gravité, elles existent et elles expriment la marche des choses : tant il est vrai que la politique ne peut être un seul moment stagnante! La politique, hélas! la politique intérieure et extérieure des peuples ne se compose-t-elle pas le plus souvent d'une série d'efforts pour accumuler les difficultés ou les fautes, et d'une série d'efforts plus laborieux encore pour arriver plus tard à réparer les unes ou à pallier les autres? Ainsi il arrive de toutes les révolutions folles, de tous les différends légèrement provoqués, de toutes les querelles qui échappent à l'impatience des hommes, en un mot de toutes ces crises qu'un peu de sagesse détournerait souvent, que beaucoup de sagesse n'apaise pas toujours quand elles ont éclaté. Deux peuples, nous le disions, sont en ce moment livrés à toutes les péripéties d'un mouvement électoral; mais la lutte n'a pas la même physionomie en Espagne et en Angleterre : elle conserve ses traits distincts dans chacun des deux états.

Comme on le voit d'habitude dans tous les pays soumis à de fréquentes intermittences, tantôt éprouvés par de fortes secousses révolutionnaires, tantôt brusquement replacés sous une autorité victorieuse et dominante, les élections se font aujourd'hui sans nulle agitation au-delà des Pyrénées. Le parti modéré semble l'emporter jusqu'ici; il en est du moins ainsi à Madrid. Les partis qui ont le pouvoir l'emportent toujours dans les élections en Espagne et même ailleurs. La question n'est pas là; elle est tout entière dans les

suites de ce succès de scrutin, dans l'affermissement de cette victoire, dans l'attitude que prendront toutes ces fractions de l'opinion conservatrice, qui dans le demi-jour des candidatures se montrent maintenant sous un drapeau unique et sous une même couleur. La facilité du succès ne serait qu'un piége de plus et le commencement d'une autre catastrophe, si toutes les anciennes divisions du parti modéré éclataient encore dans cette situation nouvelle, reconquise d'une façon si imprévue, et peut-être ne serait-il point inutile que le parti progressiste eût ses représentans dans le prochain congrès, ne fût-ce que pour contraindre les conservateurs à l'unité d'action et à la discipline.

La lutte électorale, bien autrement importante en Angleterre, est aussi plus bruyante et plus vive au-delà du détroit, par cela même que les mœurs publiques supportent mieux une certaine agitation, devenue sans péril par suite d'un long usage de la liberté. En Angleterre, on le sait, les masses se rassemblent, les partis se querellent, les influences luttent corps à corps, le pugilat même s'en mêle parfois, et les hommes sortent quelque peu meurtris du combat; puis tout rentre dans l'ordre, afin de mieux laisser la Grande-Bretagne poursuivre victorieusement le cours de ses destinées. On ne peut nier que cette fois les élections ne se soient engagées avec feu. Dès qu'il a été certain que le parlement allait être dissous, les chefs des partis ont commencé à publier leurs manifestes accusateurs contre le gouvernement, ou ont comparu dans les réunions populaires. Les journaux n'ont pas manqué d'aiguiser leurs armes les plus dangereuses, de se livrer aux divulgations les plus compromettantes, et dans le nombre on peut compter assurément celles qui ont rapport à la politique suivie par le cabinet en Italie. Lord Palmerston ne s'est point trop hâté, il a laissé passer le feu, et au dernier moment il a lancé à son tour son manifeste, accablant de sarcasmes l'opposition, parlant des coalitions immorales formées contre lui, et démontrant avec une merveilleuse assurance comment ceux qui avaient été ses adversaires dans les affaires de Chine voulaient tout simplement que l'Angleterre allât offrir une réparation aux Chinois et au commissaire Yeh. Le procédé n'était peut-être pas de trop bonne guerre, et il a provoqué de vives réclamations; mais comme dans la pensée du premier lord de la trésorerie le manifeste aux électeurs de Tiverton n'était point évidemment un document d'histoire, il a suffi qu'il pût produire quelque effet au moment voulu. Un des incidens les plus curieux de cette lutte, c'est à coup sûr l'histoire de lord John Russell. Au premier instant, la popularité de l'ancien plénipotentiaire aux conférences de Vienne paraissait fort compromise dans la Cité de Londres, dont il était le représentant. Une association libérale faisait des motions pour le remercier poliment et l'éconduire de la représentation de la Cité, tandis que d'un autre côté on offrait la candidature à lord Palmerston. Lord John Russell lui-même semblait hésiter, lorsque tout à coup la scène a changé en sa faveur. Il a paru dans une réunion pour montrer qu'il était toujours le vieux John, c'est-à-dire un des plus grands seigneurs de l'Angleterre, un chef des whigs qu'on n'éconduisait pas d'une façon si leste. Il a facilement gagné sa cause, et il vient de retrouver sa place dans la représentation de la Cité, tandis que lord Palmerston, qui n'avait sans doute aucunement l'intention d'affronter une

telle lutte, reste l'heureux représentant des électeurs de Tiverton. Le chef du gouvernement a eu plus de succès avec M. Cobden, son adversaire direct dans les affaires de Chine, le promoteur du vote qui a provoqué la dissolution du parlement. M. Cobden s'était rendu à Manchester pour défendre la candidature très menacée de M. Bright, et il avait, il en faut convenir, traité sans ménagement dans ses harangues le libéralisme et la capacité politique de lord Palmerston. Malheureusement M. Cobden n'a pu sauver la candidature de ses amis, MM. Bright et Milner Gibson, et il a succombé lui-même dans son propre collége. Il n'a obtenu d'autre résultat que d'avoir fait un discours suffisamment éloquent et passablement irrévérencieux. D'autres membres de l'opposition des divers partis, M. Gladstone, M. Roebuck, ont eu un meilleur sort.

Ce qu'il y a de plus singulier dans cette lutte, c'est qu'on ne voit point au juste de quoi il est question, si ce n'est qu'après tout il s'agit de savoir si lord Palmerston restera premier ministre, ou s'il sera contraint d'abdiquer le pouvoir. L'opposition proclame la nécessité des économies dans les dépenses publiques; le gouvernement, de son côté, n'est pas d'un autre avis. Veut-on des réformes intérieures, lord Palmerston, sans s'expliquer catégoriquement dans son manifeste, ne demande pas mieux que de procéder à toutes les améliorations possibles. Il n'y a donc que les affaires de Chine; mais ici même, malgré les affirmations du chef du cabinet, l'opposition, en blâmant les actes des autorités britanniques dans la rivière de Canton, n'a pas évidemment la pensée de laisser en péril l'honneur de l'Angleterre, et dans tous les cas ce ne serait qu'un point spécial de politique. Rien ne prouve mieux l'incohérence actuelle des partis, qui cherchent un terrain de combat sans le trouver, et qui en attendant se mêlent, se confondent en toute sorte de combinaisons artificielles et éphémères. Si on l'observe bien, ce n'est pas l'opposition seule qui se présente en certains momens sous l'apparence d'une agrégation factice d'opinions diverses; le gouvernement lui-même est-il autre chose qu'une coalition? Les tories, qui ont voté contre le cabinet dans les affaires de Chine, avaient aidé lord Palmerston, peu de jours auparavant, à faire échouer une motion de réforme électorale. Maintenant quelle va être l'influence des élections actuelles sur cet état des partis? quel sera le résultat du mouvement qui agite aujourd'hui l'Angleterre? S'il n'apparaît point encore avec précision, il est du moins assez clair que la majorité se dessine en faveur du gouvernement; seulement quelle sera la force de cette majorité et quel sera son caractère? Appartiendra-t-elle véritablement à lord Palmerston, ou ne sera-t-elle qu'un composé de libéraux de diverses nuances qui se grouperont autour du cabinet en certains cas, sauf à l'abandonner en certaines questions intérieures? S'il en était ainsi, la majorité de lord Palmerston, même accrue par les élections, serait encore plus apparente que réelle; ce serait toujours la situation qui existait avant la dissolution du parlement, situation aussi indécise que précaire, où une question imprévue pourrait à chaque instant venir déconcerter toutes les conjectures et mettre en défaut toute la dextérité de lord Palmerston lui-même. Aussi peut-on dire que les élections anglaises sont un expédient de circonstance qui peut prolonger l'existence du cabinet sans lui donner plus de force; elles ne résolvent pas la question essentielle qui domine toutes les autres, celle de la réorganisation des partis sur un terrain défini de politique extérieure et intérieure.

Les questions passent et se succèdent dans la politique, et en se succédant elles montrent sous des formes qui varient sans cesse le caractère des peuples, les rivalités nationales, la faiblesse des combinaisons dans lesquelles on fait souvent consister l'ordre général en Europe. Une des faiblesses de cet ordre général, c'est évidemment la situation de l'Autriche en Italie, et une des conséquences de cette situation, c'est cet antagonisme qui vient d'aboutir encore une fois à une rupture diplomatique entre le gouvernement impérial et le Piémont. L'Autriche, on n'en peut douter, s'était placée dans une position difficile par les manifestations comminatoires contenues dans la dépêche de M. de Buol. Le pire encore était d'ajouter une faute à une faute et d'aggraver un incident qui reste aujourd'hui sans solution appréciable. Le ministre impérial à Turin, le comte Paar, a-t-il été *rappelé* ou *appelé* à Vienne, comme on l'a dit, pour conférer avec son gouvernement? Il a quitté Turin avec sa légation, voilà le fait; le gouvernement piémontais à son tour a rappelé de Vienne son chargé d'affaires, le marquis Cantono. M. de Buol aurait, dit-on, adressé récemment une circulaire nouvelle aux représentans de l'Autriche près les diverses cours pour éclaircir et préciser cette situation. Une chose est bien claire jusqu'ici, l'Autriche a évidemment cédé à ce que nous appellerons une politique d'impatience; elle a trop compté se mettre, par une démonstration hautaine et malveillante, au-dessus de difficultés qui sont dans la nature des choses, qui découlent en un mot de sa présence en Italie. Au fond, dans ces sentimens d'antagonisme et de malveillance que le cabinet de Vienne reproche à la Sardaigne, et qu'il nourrit lui-même à coup sûr à l'égard du Piémont, il n'y a rien d'essentiellement nouveau. C'est une situation en quelque sorte traditionnelle, séculaire, et M. de Cavour n'est point sous ce rapport un aussi grand révolutionnaire qu'on le pense. De tout temps et à fort peu d'exceptions près, les princes de la maison de Savoie ont tourné leurs regards vers le Milanais, et se sont portés, dans la mesure de l'époque où ils vivaient, les défenseurs de ce sentiment d'indépendance italienne froissé par la domination étrangère. Les souverains les plus pacifiques ont résisté aux empiétemens des maîtres de la Lombardie. L'Autriche à son tour n'a jamais beaucoup aimé le Piémont, car, malgré l'inégalité des forces, elle n'a cessé de voir en lui un rival et, ce qui est pis, un héritier possible. Elle a toujours cherché à le dominer ou à l'affaiblir et à le désarmer en Italie. Lorsqu'en 1814 elle détruisait de ses propres mains cette citadelle d'Alexandrie qu'on relève en ce moment, elle ne songeait pas seulement à démanteler une place qui avait appartenu à la France: elle savait bien qu'elle détruisait une forteresse piémontaise. Seulement cette lutte autrefois se poursuivait obscurément, elle restait souvent le secret des chancelleries, elle se traduisait par des récriminations clandestines. Tout au plus pouvait-il y avoir de temps à autre une petite guerre de journaux entre Milan et Turin. Cela s'est vu sous Charles-Albert.

L'établissement du régime constitutionnel en Sardaigne n'a point créé l'antagonisme, il l'a mis à nu, et c'est là ce qui fait la nouveauté de la situation actuelle. La liberté politique à Turin est venue ajouter la force de l'opinion aux sentimens traditionnels des princes de Savoie. Les journaux et la tribune ont parlé. L'Autriche peut s'en plaindre, elle ne peut s'étonner d'un fait aussi ancien que sa domination. Quant au Piémont, il a évidem-

ment de singuliers avantages dans cette lutte d'influence en Italie; mais ces avantages, il ne peut les conserver, il ne peut les rendre durables et fructueux que par une modération extrême, et c'est là par malheur une considération dont ne se pénètrent pas assez parfois les orateurs et les publicistes sardes, qui croient bien servir l'Italie par un système permanent de provocations. La discussion qui a eu lieu, il y a peu de jours, dans le parlement de Turin, au sujet de la fortification d'Alexandrie, offrait une occasion périlleuse, surtout dans les circonstances actuelles. M. de Cavour s'en est tiré avec habileté et sans dépasser les limites de la prudence, ne dissimulant rien, mais aussi s'abstenant de toute parole provocatrice. Ce qu'il y a de grave, à un point de vue général, dans cette rupture qui vient d'éclater entre le gouvernement autrichien et le cabinet de Turin, c'est que, dans ce moment, deux points principaux de l'Italie, Naples et le Piémont, se trouvent à la fois placés dans une situation diplomatique irrégulière, et peuvent devenir des foyers d'agitation. C'est aux deux gouvernemens italiens d'y pourvoir, et ils le peuvent, l'un en entrant dans une voie plus conciliante, l'autre en s'abstenant de toute connivence avec les partis révolutionnaires.

La France n'a point aujourd'hui de ces embarras qui naissent de conflits diplomatiques inattendus ou même du refroidissement des alliances. Pour peu qu'on observe la vie de notre pays, elle se présente sous une apparence bien simple, et peut se résumer dans une sorte de calme intérieur où il n'y a d'autre agitation que celle des affaires matérielles. Il y a cela de particulier aujourd'hui en France que bien des questions peuvent exister indépendamment de leurs manifestations visibles ou du bruit qu'elles font. La session législative a été jusqu'ici peu animée. L'affaire la plus importante en ce moment est le budget de 1858, qui vient d'être présenté, et que le corps législatif va pouvoir examiner. Deux faits sont à remarquer dans ce budget, la suppression du décime de guerre et l'établissement de l'impôt sur les valeurs mobilières, qui deviendrait ainsi un des élémens des recettes publiques, à moins qu'il ne fût point admis par le corps législatif, ce qu'il est difficile de prévoir. On a dit quelquefois que les gros budgets étaient un signe de prospérité. Le progrès ne s'interrompt pas évidemment, puisque le budget de 1858 est de plus de 1,700 millions. Il est vrai que d'après le produit présumé des revenus les recettes présenteraient encore un excédant de 20 millions. Au nombre des dépenses nouvelles proposées pour l'année prochaine figurent 5 millions pour les paquebots transatlantiques, 5 millions destinés à l'augmentation des petits traitemens dans le service des postes, des douanes, des contributions indirectes, 5 millions pour remboursement annuel à la Banque de France sur le prêt de 75 millions fait par elle en 1848. Dans son ensemble, le budget de 1858 présente sur celui de 1857 une augmentation de dépenses de 18 millions. Au nombre des dépenses nouvelles, comme on vient de le voir, il est une certaine somme affectée à l'augmentation du traitement d'une certaine catégorie de petits employés. Il n'est point douteux qu'il y a là une question qui touche au plus vif de notre situation économique, et qui intéresse non-seulement les employés d'un certain ordre, mais bien des fonctionnaires de l'état et même bien des personnes vivant d'une fortune modeste. Qu'arrive-t-il en effet? Pour tout le monde, les dépenses ont augmenté, tandis que des émolumens fixés autrefois ou les revenus fixes qui ne s'ac-

croissent pas par une spéculation quelconque restent les mêmes. De là des souffrances qui, pour n'être point toujours visibles, ne sont pas moins réelles, et qui peuvent même, en certains cas, devenir une source de démoralisation. Bien des problèmes s'agitent dans notre temps; il n'en est pas de plus périlleux que cette question, qui apparaît à travers des chiffres, et éclaire tout un côté de la situation économique et morale des sociétés actuelles.

Dans cette vie sans secousses et sans incidens d'un pays où tout porte la marque de transformations aussi profondes que multipliées, une des choses les plus invariables et les plus vivaces, c'est peut-être une institution qui n'a par elle-même aucun caractère politique, c'est l'Académie française, qui rappelait l'autre jour encore les regards sur elle par la réception de M. de Falloux. Un écrivain nouveau, M. Paul Mesnard, retraçait il y a peu de temps l'*Histoire de l'Académie française depuis sa fondation jusqu'à* 1830. C'est là le passé de cette assemblée littéraire créée par Richelieu, et dont Pellisson a pu dire que « sa fortune suivrait vraisemblablement celle de l'état et serait bonne ou mauvaise, selon les rois et les ministres qu'il plairait à Dieu de nous donner. » Dans le cours de cette longue carrière, l'Académie a pu avoir ses faiblesses et ses épreuves; on ne peut dire qu'elle ait été infidèle à son rôle. Critiquée, raillée, poursuivie souvent, elle a duré et elle dure encore parce qu'elle est d'accord avec un certain instinct national, parce qu'elle est l'expression la plus exacte de l'esprit littéraire, non dans ce qu'il a d'étroit et de purement professionnel pour ainsi dire, mais dans ce qu'il a de supérieur et d'universel, parce qu'en un mot elle se lie à des traditions de goût et de sociabilité cultivée particulières à la France. Cela est si vrai que lorsqu'une pensée de la révolution la confondit, pour la mieux annuler, dans cette vaste création de l'Institut, dont la grandeur était un peu abstraite, elle ne disparut qu'un moment, et de tant de choses évanouies c'est peut-être la seule dont la résurrection ait été presque complète. Bientôt en effet elle reparaît avec ses anciens membres encore survivans, avec ses statuts, avec ses usages, avec son nom même; elle est plus forte que la loi, qui ne la reconnaissait pas encore au temps de l'empire sous son nom d'Académie française, et depuis cette époque elle n'a plus été sérieusement menacée.

C'est ce qui fait que ni les élections académiques, ni les séances de réception n'ont un intérêt ordinaire. Par ses choix, l'Académie a le moyen de maintenir sa dignité et son indépendance. Par ses réceptions aussi, elle se montre telle qu'elle est réellement, un foyer d'élite, un lieu choisi où se rencontrent sans distinction des écrivains, des orateurs, des hommes d'état, des personnalités sociales éminentes, ce qui ne veut point dire que l'Académie doive s'ouvrir à tous ceux qui se disent hommes d'état, à tous les hommes du monde qui ont eu la fantaisie de faire un livre, ou même à tous les écrivains qui croient avoir des titres parce qu'ils ont eu un peu de succès, chose fort différente. Ces pensées pouvaient revenir naturellement à l'esprit dans ces derniers jours en présence de l'élection qui s'est terminée aujourd'hui même par la nomination de M. Émile Augier, comme aussi en présence de la réception de M. de Falloux. La séance de réception du nouvel académicien a-t-elle tenu tout ce qu'elle promettait? Elle a eu de l'intérêt, sans nul doute; peut-être aussi la curiosité avait-elle été trop éveillée pour n'être pas

un peu déçue. M. de Falloux a été évidemment un homme heureux. Ce n'est pas qu'il ne se soit montré supérieur comme homme public et comme orateur : il a lié son nom à deux ou trois actes mémorables de notre histoire contemporaine; mais enfin on peut dire qu'il est devenu rapidement, sans trop d'efforts, un personnage consulaire. Il a écrit peu d'ouvrages, et par cela même peut-être s'attendait-on à voir dans son discours comme une justification nouvelle du choix de l'Académie. M. de Falloux a retracé avec finesse et élévation la biographie de son prédécesseur, M. Molé; seulement, d'une façon ou d'autre, ce n'était point là le discours que faisaient espérer et le nom de l'orateur et la grande carrière, la personnalité éminente de M. Molé.

C'est qu'en effet M. Molé était, sans y mettre aucune prétention, une des figures les plus caractéristiques et les plus marquantes de notre temps. Il représentait dans une société si profondément remuée des traditions qui n'existent déjà plus. Il avait de la dignité sans morgue, de la fierté sans dédain, de la finesse sans recherche, et ces qualités, il les portait dans la politique. On pourrait dire de lui qu'il a été peut-être l'homme le plus essentiellement politique de son temps : non pas que bien d'autres n'aient montré de grandes facultés et des supériorités de talent qu'il n'avait pas; mais nul plus que M. Molé n'était à l'aise au milieu des grandes affaires, qu'il maniait avec une sorte d'aptitude naturelle. Il a traversé ces cinquante années d'histoire simplement, portant avec noblesse un vieux nom, toujours au niveau du pouvoir sans qu'il eût même besoin d'y prétendre, conciliant par ses opinions, voyant tout d'un coup d'œil juste. C'est ce qui a fait de cet homme éminent un conseiller toujours écouté, même dans sa jeunesse, mûrie par les malheurs de sa famille et par la précoce expérience des temps révolutionnaires. Napoléon, qui ne s'y trompait pas, alla bientôt chercher ce jeune homme, dont il fit un grand-juge à la fin de l'empire, après en avoir fait d'abord un préfet et un directeur des ponts et chaussées. M. Molé avait vécu sous plusieurs gouvernemens, il les avait servis, il s'était associé à leurs œuvres. Comment n'en serait-il pas ainsi dans un siècle où les établissemens les plus durables n'ont pas vécu plus de dix-huit ans? Ce qu'on peut dire, c'est que les rôles venaient naturellement à M. Molé encore plus qu'il ne les recherchait, et dans tous les cas il ne pouvait être mû par des considérations vulgaires. Pour aspirer au pouvoir, il ne pouvait être poussé par ces passions d'enrichissement qui signalent les mauvaises époques : il avait la fortune. Pourquoi aurait-il recherché les dignités officielles? Par sa position sociale, par sa naissance et par son rang, la considération du monde lui était assurée. Et puis, en servant son pays sous des régimes divers, M. Molé en réalité est toujours resté fidèle à lui-même, sage et prévoyant sous l'empire, libéral modéré sous la restauration, conservateur sous la monarchie de juillet, plus conservateur encore sous la république parce que le danger était plus grand, et invariablement pénétré jusqu'au bout d'une seule pensée, c'est qu'il ne pouvait y avoir de repos pour la France que dans une monarchie qui ne serait pas le despotisme et dans une liberté qui ne serait pas la licence. Un jour, dans sa jeunesse, M. Molé avait écrit des *Essais de politique et de morale;* ce n'était point là cependant son titre le plus sérieux. M. Molé s'était accoutumé à bien dire parce qu'il pensait bien. On s'étonne parfois que l'Académie dans ses choix ne fasse pas

appel exclusivement à des hommes de lettres. C'est qu'on semble faire résider tout l'art d'écrire dans la profession; on ne considère pas qu'il peut y avoir des hommes accoutumés à observer et à réfléchir, mêlés à toutes les affaires de leur temps, et qui sont tout à coup des écrivains supérieurs quand ils le veulent. Ainsi a été M. Molé, comme on peut le voir dans son éloge du général Bernard, dans ses discours académiques. M. Molé ne faisait point de discours par une sorte de passion de l'art; il disait ce qu'il voulait dire, et il est peut-être assez curieux que ce soit cet homme d'état qui ait prononcé le jugement le plus sensé et dans les meilleurs termes sur les vieilles querelles littéraires d'il y a trente ans. « Je voudrais, disait-il, voir adopter le programme du classique moins les entraves, du romantique moins le factice, l'affectation et l'enflure. » Telle était la nature de M. Molé en littérature comme en politique : il comprenait tout, il ne se refusait qu'aux excès. Peut-être, en se bornant aux côtés superficiels ou officiels de cette existence, M. de Falloux a-t-il contribué lui-même à diminuer l'intérêt de son discours, dans lequel il aurait pu si aisément se permettre bien des peintures et évoquer bien des souvenirs.

La politique dans ses évolutions a plus d'un épisode qui laisse dans l'histoire des traces saisissantes et dramatiques; elle compte aussi bien des questions positives, pour ainsi dire, très actuelles et toujours sérieuses, par ce fait seul que, même sous une apparence moins éclatante, elles mettent en jeu les intérêts les plus immédiats des peuples. Le Danemark est aujourd'hui un des pays les plus activement mêlés à toute sorte d'affaires. Il a eu tout à la fois à régler des démêlés commerciaux ou maritimes d'une certaine importance pour tous les états et à se défendre soit contre des factions intérieures, soit contre des interventions diplomatiques qui tendent à affecter son indépendance. La question soulevée il y a deux ans par les États-Unis, relative à l'abolition des droits perçus par le gouvernement danois sur la navigation au passage du Sund, était une de ces questions qui, une fois posées, doivent être résolues dans le sens des progrès généraux de la civilisation. Elle vient de se dénouer pacifiquement par un traité qui a été signé à Copenhague, et où figurent, outre le Danemark, la France, l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, la Russie, la Suède, la Belgique, la Hollande, le Hanovre, le Mecklembourg, l'Oldenbourg, Hambourg, Lubeck, Brème. Ainsi qu'on le voit, il manquerait encore à ce traité l'accession de divers pays, des États-Unis, de l'Espagne, de la Sardaigne, du Portugal, de Naples; mais cette accession ne peut offrir de doutes bien sérieux. Le Danemark ne refusait point absolument dès l'origine de consentir à l'abolition d'un droit si contraire en principe à la liberté des mers et aux franchises du commerce universel; seulement, comme ce droit était admis et consacré depuis longtemps, il demandait que l'abolition se fît par voie de transaction et de rachat de la part des puissances, d'autant plus qu'indépendamment de l'extinction de l'une de ses principales sources de revenu, le gouvernement danois devait rester chargé de frais assez considérables pour le service de la navigation. C'est sur ces bases que les négociations se sont engagées et que le traité récent a été conclu. La perception du péage du Sund est abolie à partir du 1er avril, c'est-à-dire à dater de ce moment même, et il ne pourra être remplacé par aucun autre impôt ou taxe sur la navigation. Le droit de transit des marchandises

à travers les provinces danoises, entre la Mer du Nord et la Baltique, est abaissé. En outre, le Danemark s'engage à entretenir sur ses côtes, comme il l'a fait jusqu'ici et sans augmentation de frais pour les navigateurs et le commerce, tous les pilotes, fanaux, bouées nécessaires à la navigation. De leur côté, les puissances s'engagent à payer en dédommagement au Danemark une somme proportionnée à l'importance de leurs intérêts commerciaux. L'ensemble des sommes ainsi payées s'élève au chiffre de 30 millions d'écus, et ce chiffre sera de 35 millions environ avec la part des états dont l'accession n'est point encore un fait acquis. Des conventions spéciales avec chacun des pays intéressés doivent régler le mode de paiement, qui s'effectuera en vingt ans. Plusieurs puissances ont déclaré vouloir payer dans un délai plus rapproché. Voilà donc une difficulté résolue dans un esprit de sage et équitable conciliation, et on ne peut méconnaître que le Danemark ne se soit prêté de bonne volonté à une transaction qui après tout diminue ce qu'il percevait. Les droits sur la navigation dans le Sund n'auraient pu être longtemps maintenus sans doute; mais enfin le gouvernement danois en a fait à propos et habilement le sacrifice aux vœux des puissances et aux idées libérales qui tendent de plus en plus à affranchir les mers.

Ce n'est là pourtant aujourd'hui qu'une des moindres affaires du Danemark, qui se trouve aux prises avec de bien autres difficultés intérieures ou extérieures, par suite de l'antagonisme profond des élémens divers qui composent la monarchie danoise. Il y a peu de temps, comme on sait, les états provinciaux du Slesvig, dominés par une majorité allemande, refusaient de voter la part contributive du duché dans les dépenses de l'ensemble de la monarchie. Le gouvernement de Copenhague, sans se départir d'un certain calme, sans se laisser emporter à des mesures violentes, a répondu à cette démonstration véritablement factieuse en décrétant une répartition de l'impôt conforme à celle de l'année précédente. Au surplus, en ceci le gouvernement a pour lui la masse de la population, qui sympathise peu dans son ensemble avec ces passions agressives dont le vote des états a été l'expression, et qui ne voit après tout que le regrettable ajournement des lois utiles, des mesures sagement réformatrices proposées par le ministère. Aussi presque immédiatement après la clôture de la session y a-t-il eu des réunions nombreuses pour assurer le succès de diverses entreprises d'utilité publique, et dans ces réunions le plus grand esprit d'accord s'est fait remarquer entre tous les assistans, qu'ils fussent du nord ou du sud. Ces manifestations ne servent qu'à mieux mettre en relief le caractère inexplicable et l'isolement réel d'une minorité impuissante par elle-même, et dont toute la force vient du dehors, de l'appui qu'elle rencontre soit dans les passions excitées en Allemagne, soit dans l'intervention des cabinets germaniques. Là est en effet la gravité des affaires danoises.

C'est un épisode diplomatique qui n'est point fini; il conserve bien au contraire son caractère sérieux, et il gardera ce caractère tant que subsistera la menace d'un appel à la diète de Francfort. On ne peut dire à quel point les passions se sont emparées de cette question des duchés. Les journaux allemands ne cessent de se livrer contre le Danemark à des emportemens de polémique dont l'écho même n'arrive pas de ce côté du Rhin, et les gouvernemens, par malheur, se servent de ces passions, ou n'osent les braver. C'est

une espèce d'assaut du teutonisme contre le petit royaume du Nord. Les polémiques les plus passionnées et les subtilités les plus captieuses de la diplomatie ne peuvent détruire un seul fait, c'est que le roi de Danemark défend strictement son droit d'indépendance en refusant de laisser déférer à la juridiction d'un pouvoir étranger l'organisation constitutionnelle de la monarchie. La meilleure preuve que ce droit est réel, c'est que pendant cinq ans, à dater des communications diplomatiques de 1851, les cabinets allemands n'ont élevé aucune protestation. Le roi de Danemark a donné successivement des constitutions provinciales aux duchés; il a promulgué la constitution commune, et aucune réclamation ne s'est produite. Ce n'est que dans un temps récent que l'Autriche et la Prusse, sollicitées par l'opposition aristocratique du Holstein, ont songé à réveiller cette querelle. Le cabinet de Copenhague fait un raisonnement bien simple : en prétendant intervenir pour régler de nouveau la situation des duchés, la Prusse et l'Autriche interviennent en réalité subrepticement dans les affaires du Danemark tout entier. Or il est des puissances qui ont reconnu et garanti par des traités l'intégrité et l'indépendance de la monarchie danoise. Si l'Autriche et la Prusse interviennent de leur côté, il est donc naturel que le cabinet de Copenhague s'adresse aux autres puissances, dont la garantie est inscrite dans des stipulations diplomatiques. C'est ce qu'il a fait réellement, et c'est ce qu'il fait encore. Les cabinets de Vienne et de Berlin ne peuvent rester les maîtres de restreindre aux proportions d'une affaire purement fédérale une question qui, par elle-même, prend une importance européenne. La Prusse et l'Autriche se raidissent, il est vrai, contre les conséquences logiques de leur abusive intervention; mais il est évident que le jour où elles porteraient la question à Francfort, la confédération germanique se trouverait en présence des autres puissances européennes, de la France, de l'Angleterre, de la Russie elle-même, d'autant plus intéressée à défendre le Danemark, qu'en le livrant à l'Allemagne, elle perdrait le droit de se servir de l'intégrité de la monarchie danoise comme d'une arme pour s'opposer à cet autre mouvement du scandinavisme, qui peut compromettre sa prépondérance dans la Baltique. Que deviendra cette question du scandinavisme? Lorsque le ministre des affaires étrangères de Copenhague dit, dans une circulaire récente, que ce mouvement n'est dangereux ni par sa force propre, ni par le prestige qu'il exerce, il se flatte peut-être. On en pourrait trouver la preuve dans la publication d'une brochure de M. le baron de Blixen, beau-frère d'un des princes de la famille royale danoise. Au demeurant, c'est une question laissée aux décisions de l'avenir. Pour le moment, il faut bien le reconnaître, le Danemark ne pouvait laisser affaiblir l'idée de son intégrité, lorsque cette intégrité est menacée par les entreprises de l'Allemagne; il s'arme du principe qui fait sa force, et devant lequel l'Autriche et la Prusse s'arrêteront encore sans doute, au lieu d'aller plus loin dans un conflit dont la diète de Francfort ne peut être en aucun cas le dernier arbitre.

Il est pour un autre des états scandinaves, pour la Suède, une question qui n'a rien de diplomatique et qui n'est pas moins grave, c'est la question religieuse. De nouveaux documens viennent d'être mis au jour à Stockholm, et ils montrent à quel point les idées de tolérance ont de la peine à faire leur chemin dans le monde. Le premier de ces documens rappelle une discussion

qui a eu lieu il y a trois mois, et qui est rendue publique aujourd'hui seulement. Cette discussion s'est agitée dans la chambre du clergé à l'occasion d'un projet de loi ayant pour objet d'admettre aux emplois de médecins de l'état et de professeurs dans les écoles industrielles ou des beaux arts les Suédois d'une religion autre que celle de l'état lui-même. Il est curieux de voir comment, sauf quelques honorables exceptions, les orateurs se perdent en toute sorte de détours hors de la question, parce que la liberté religieuse, qui est le point essentiel, est justement ce qui les effraie et ce dont ils ne veulent pas entendre parler. L'un consentirait bien à voter la loi, si on lui prouvait tout d'abord que la réforme proposée ne contribuera pas à augmenter le nombre des dissidens; l'autre déclare nettement qu'aussi longtemps que l'état professera une foi religieuse, tous les fonctionnaires, à son avis, devront partager cette foi. M. Wenloe, prédicateur de la cour, estime qu'un médecin catholique serait fort dangereux au chevet de ses malades, et qu'un professeur à l'école des arts et métiers ne serait pas moins redoutable pour les humbles ouvriers, à qui il pourrait insinuer entre la coupe des pierres et l'usage du rabot quelque doctrine hérétique. Quant aux beaux-arts, qui ne sait qu'ils ont d'intimes liens avec le catholicisme? M. l'évêque Fahlcrantz ajoute qu'on ne peut imaginer quelle facilité ont les membres de l'église romaine pour le prosélytisme, qu'il faut les voir à l'œuvre dans les hôpitaux, où ils n'admettent les protestans que dans le dessein bien évident de les convertir. Heureusement un des juristes les plus distingués de la Suède, M. Nordstrom, conservateur des archives royales, est venu mêler à ce débat la voix du bon sens et de la raison, en montrant ce qu'il y avait d'injuste à priver le pays des services d'un certain nombre de ses enfans les plus dévoués par ce seul fait qu'ils professent une autre religion que celle de la majorité. Une autre discussion récemment publiée aussi, et non moins curieuse, est celle à la suite de laquelle la majorité de la cour suprême de Suède, faisant à la fois office de cour de cassation et de conseil d'état, a rejeté le projet de loi relatif à la liberté religieuse que le gouvernement avait fait élaborer. Au lieu d'examiner le caractère constitutionnel de la loi, les membres du tribunal suprême se sont livrés à des déclamations contre la liberté religieuse, ou ont proposé des amendemens qui rendaient le projet encore plus intolérant. La question était bien simple. La constitution dit que le roi « doit maintenir chacun dans le libre exercice de sa religion aussi longtemps qu'il ne trouble pas le repos public. » Vous apercevez là peut-être une prescription favorable à la liberté de conscience : c'est une erreur; la constitution a voulu dire que le roi doit assurer à chacun le libre exercice de *sa* religion à lui chef de l'état. On avait mal compris jusqu'ici le sens de ce pronom. M. le conseiller Backman a eu l'honneur de cette découverte, et ses collègues n'ont pu que se rendre à des raisons si plausibles, et voilà comment le fanatisme sait trouver des argumens irréfutables même dans la grammaire!

Pour tous les peuples, sous quelque régime qu'ils vivent, il y a des difficultés incessantes, et même quand ces difficultés ne se lient pas à des troubles intérieurs profonds, à des luttes de principes ou à des conflits diplomatiques, elles montrent encore ce qu'il y a de laborieux dans la politique. Depuis trois mois, le Portugal vit dans une sorte de crise permanente entre des chambres nouvelles, dont les tendances sont indécises ou contradictoires,

et un ministère affaibli, qui vient à peine de se reconstituer. Nous disons un ministère affaibli, et il faudrait savoir s'il a jamais été fort. On sait comment était né, il y a un an, le cabinet présidé par le marquis de Loulé, et composé de MM. Sa da Bandeira, Jose George de Loureiro, Julio Gomez Silva de Sanches. Il succédait au ministère du duc de Saldanha. Il ne s'était point formé pour inaugurer une politique nouvelle, puisqu'il se rattachait aux nuances progressistes modérées; son rôle était plutôt de défendre pour ainsi dire la situation, de mettre une trève à la lutte dont les projets économiques de l'ancien ministre des finances, M. Fontès Pereira de Mello, avaient été l'occasion. Comme tous ces pouvoirs intermédiaires et de circonstance qui succèdent à un ministère de longue durée, le cabinet du marquis de Loulé manquait nécessairement d'une certaine force propre. Il n'était ni assez libéral pour les progressistes ni assez conservateur pour les chartistes, et pour tout le monde il n'avait point assez de cet ascendant que l'ancien ministère devait principalement au nom du duc de Saldanha et à l'habileté du ministre de l'intérieur, M. Rodrigo Fonseca de Magalhâes. Le cabinet du marquis de Loulé, tant par sa composition que par les circonstances dans lesquelles il naissait, ne pouvait gouverner que par des expédiens. Sa grande et principale mission semblait être de tenir le pouvoir et de gérer les affaires en attendant le renouvellement de la chambre des députés par les élections générales qui étaient prochaines. Ces élections ont eu lieu en effet, et la session s'est ouverte au commencement de l'année sous ces nouveaux auspices. On aurait pu croire que les élections allaient avoir une influence décisive sur la marche de la politique en Portugal. Par malheur, rien n'était essentiellement changé. Le ministère avait eu tout juste le temps de montrer en quelques mois d'existence qu'il était peu à la hauteur de toutes les questions auxquelles se lie le développement du pays, et quant au parlement, il n'y avait dans son sein qu'une majorité assez mobile et très problématique au milieu de la diffusion extrême des opinions. La chambre nouvelle s'est trouvée divisée en une multitude de nuances dont la principale, sans être prédominante, se fût rattachée plutôt à l'ancien cabinet. Le parlement portugais réunissait bien d'autres fractions : les libéraux avancés, les chartistes conservateurs, une certaine nuance distincte dont les chefs étaient des professeurs de l'université de Coïmbre. Le parti miguéliste lui-même est parvenu à faire élire ses représentans, qui ont voulu faire un petit éclat au début de la session, et qui se sont retirés après avoir vainement essayé de faire modifier la formule du serment. Dans de telles conditions, une majorité était certes fort difficile à fixer. Cette majorité se fût organisée peut-être à la condition d'une autorité ferme pour la discipliner et rallier les opinions.

La situation devenait d'autant plus épineuse pour le cabinet, que, manquant de cette autorité supérieure, il était encore affaibli par des attaques personnelles ou de détails, et il glissait dans l'impuissance. Le ministre de l'intérieur, M. Julio Gomez de Silva, était accusé d'avoir cherché à peser illégalement sur les élections. Le ministre des finances, M. George de Loureiro, avait à son tour sa petite mésaventure. Voulant trouver pour le Portugal un banquier à Paris, il mettait la main sur un de ces hommes d'affaires qui ont toujours toute sorte de projets de sociétés de crédit ou de chemins de fer au service de tous les états; il faisait cela de son autorité privée, à ce qu'il pa-

rait, et il s'établissait bientôt publiquement un dialogue assez singulier entre le banquier parisien, qui se targuait de sa mission, et le gouvernement portugais, qui déclinait la solidarité du choix personnel du ministre des finances. Pour cette cause ou pour d'autres, M. Loureiro a fini par donner sa démission, et il a été imité par plusieurs de ses collègues, d'autant plus portés à le suivre dans sa retraite que les discussions des chambres à propos de l'adresse, sans offrir un caractère d'hostilité, ne promettaient point décidément un appui très invariable et très efficace. Or ici a commencé pour le roi une série d'embarras d'un autre genre. Comment reconstruire le ministère à demi décomposé, ou comment former un nouveau cabinet? Dans la chambre des pairs, les opinions conservatrices dominent, tandis que la majorité de la chambre des députés est, à tout prendre, libérale ou progressiste. Si le roi se tournait vers l'ancien parti chartiste, il trouvait le comte de Thomar, qui a, il est vrai, une assez grande influence parmi les pairs, mais qui est peu en faveur dans l'opinion, et qui serait immédiatement assailli par la majorité de la chambre des députés. Dom Pedro avait la ressource de s'adresser encore au duc de Saldanha et à ses anciens collègues; seulement le jeune souverain portugais répugne peut-être secrètement à subir la tutelle du vieux maréchal, et dans tous les cas il n'eût point consenti vraisemblablement à rappeler au ministère des finances M. Fontès Pereira de Mello, qui n'a pas toujours ménagé certaines susceptibilités royales, et qui a mis un peu de morgue dans l'exercice du pouvoir. Le jeune roi a usé de tempéramens à travers toutes ces difficultés. Il a fait d'abord appel à son ministre à Londres, le comte de Lavradio, homme considérable et considéré en Portugal; mais le comte de Lavradio, après avoir tardé à se rendre à Lisbonne, a fini par ne point accepter le pouvoir lui-même, et de cette longue crise de trois mois vient de sortir, après bien des essais, un ministère, sinon entièrement nouveau, du moins considérablement modifié. Le marquis de Loulé reste le président du cabinet, et à côté de lui entrent au pouvoir MM. Antonio Jose d'Avila, ministre des finances, Carlos Bento, ministre des travaux publics, Ferrer, ministre de la justice. M. d'Avila a été déjà au ministère avec le comte de Thomar; M. Carlos Bento est aussi du parti conservateur; M. Ferrer est un professeur de l'université de Coïmbre, jusqu'ici peu mêlé à la politique. Voilà donc un ministère reconstitué à Lisbonne. Déjà M. d'Avila, interpellé dans les chambres, a annoncé de sérieuses réformes économiques, et a promis de donner une grande impulsion aux travaux publics. C'est là en effet la préoccupation qui domine aujourd'hui en Portugal comme en bien d'autres pays, mais il reste à savoir si le nouveau cabinet aura assez d'ascendant politique pour se créer une majorité dans le parlement, pour la diriger et l'associer à ses vues.

Les États-Unis viennent de passer définitivement sous une administration nouvelle. Le président nommé, M. Buchanan, est aujourd'hui le chef effectif du gouvernement à Washington. Le pouvoir compte pour si peu comme institution aux États-Unis, l'habitude de se gouverner par soi-même est si bien enracinée dans la grande république du Nouveau-Monde, que de tels changemens peuvent aisément s'accomplir sans commotion et par une sorte de transition inaperçue. L'avénement de M. Buchanan ne laisse pas néanmoins d'avoir une certaine importance. Le nouveau président représente le parti démocrate, comme M. Pierce, mais il représente les mêmes principes avec plus de vi-

gueur, et on attend de lui une décision, une habileté qui ont manqué à son prédécesseur. Au moment d'entrer au pouvoir, M. Buchanan avait déjà désigné ses ministres, et ses choix ont été approuvés par le sénat. Le général Cass, on le sait, est secrétaire d'état pour les affaires étrangères. Il y a ceci de particulier, que le général Cass avait perdu dans les élections dernières son siége de sénateur. Quoique d'un âge avancé, il porte d'ailleurs vertement sa vieillesse. Parmi les autres membres du cabinet, quelques-uns sont connus comme ayant déjà figuré dans la vie publique. M. Howell Cobb, secrétaire du trésor, s'est fait remarquer par ses discours dans le parti démocrate; il est depuis longtemps dans le congrès. M. Thompson, secrétaire de l'intérieur, a représenté le Mississipi dans plusieurs législatures. M. Isaac Toucey, secrétaire de la marine, a commencé autrefois sa carrière en soutenant avec chaleur le général Jackson de démocratique mémoire, et il a été, il y a quelques années, attorney-général; mais l'importance de l'administration nouvelle est tout entière dans le président. C'est le 4 mars que M. Buchanan a pris possession de la *Maison-Blanche* à Washington, et le même jour il a inauguré sa présidence devant le congrès par un discours qui est une sorte de manifeste de sa politique. On ne peut nier que le manifeste de M. Buchanan ne soit très convenablement modéré. Le nouveau président s'applique bien plus à atténuer qu'à exagérer la portée des principes et des idées ou des passions qu'il représente. C'est tout simple, une fois au pouvoir il ne saurait parler comme il parlerait dans une reunion populaire, ou même comme il lui est arrivé de parler dans la conférence d'Ostende. Est-ce à dire que l'habile discours du nouveau président ne laisse pas apercevoir sur deux ou trois points toutes les vues et les dangereuses tendances du parti démocratique? M. Buchanan manifeste les intentions les plus pacifiques et les plus conciliantes dans le maniement des affaires extérieures. Seulement comment comprend-il la politique extérieure? On ne peut trop s'y méprendre : à ses yeux, tandis que d'autres nations se sont agrandies par l'épée, les États-Unis ont la gloire de n'avoir étendu leur domination et leur territoire que par voie d'achat loyal ou par voie d'annexion volontaire. Oui, même dans la guerre du Mexique et dans l'annexion du Texas, et quand M. Buchanan ajoute que les États-Unis n'ont point à poursuivre des acquisitions nouvelles, à moins que ces acquisitions ne soient sanctionnées par les lois de la justice et de l'honneur, il est impossible de ne pas se rappeler que, dans la conférence d'Ostende, l'acquisition de l'île de Cuba était rangée au nombre de celles que sanctionnaient toutes les lois divines et humaines. Comme on voit, la diplomatie de M. Buchanan est assez élastique et a une double face : elle présente une face pacifique à l'Europe, et en même temps elle réserve bien des éventualités qui peuvent rendre aux États-Unis la pleine liberté de leur ambition.

Quant à la politique intérieure, M. Buchanan ne dissimule pas sa pensée sur la plus grave et la plus dangereuse question qui s'agite aux États-Unis, celle de l'esclavage. Selon lui, l'esclavage, d'après la constitution même, est hors de la portée de tout pouvoir humain, sauf celui des états chez lesquels il existe : c'est un fait légal, reconnu, consacré. Les territoires qui aspirent à devenir des états sont absolument maîtres de maintenir l'esclavage en dehors de toute prescription contraire; mais en même temps le nouveau président proteste contre toute tendance de division et de séparation entre le

nord et le sud. Or le difficile est de concilier ces deux choses, car l'esclavage, c'est justement ce qui divise le nord et le sud, ce qui peut à un moment donné mettre en péril l'intégrité de l'Union. Un fait récent indique du reste assez clairement où en est cette question de l'esclavage aux États-Unis : c'est un arrêt de la cour suprême de Washington, qui vient de décider comme principe incontestable qu'un homme de couleur, esclave ou libre, ne peut être citoyen des États-Unis, que le compromis du Missouri de 1820 était un acte inconstitutionnel, que les maîtres d'esclaves ont le droit de les emmener dans les états où l'esclavage n'existe pas sans que leur condition légale soit changée, que le congrès n'a aucun pouvoir de réglementer la question de l'esclavage dans les territoires. Ce sont là les principes qui dominent aujourd'hui au-delà de l'Atlantique, ce qui n'empêche pas M. Buchanan de déclarer que toutes les populations annexées aux États-Unis ont joui heureusement, sous la bannière américaine, de tous les bienfaits de la vie civile et religieuse. L'agitation causée par l'esclavage peut s'assoupir un moment; elle se réveillera à coup sûr, elle remettra aux prises le nord et le sud. Chose bizarre, et qui prouve à quel point on peut abuser des mots: c'est sous le prétexte de la liberté des états qu'on travaille à l'extension de l'esclavage! Cette terrible question deviendra tôt ou tard l'épreuve décisive pour la grandeur de l'Union américaine, comme elle est déjà une épreuve pour la moralité de sa politique.

CH. DE MAZADE.

THÉATRE-FRANÇAIS. — *LA FIAMMINA.*

La Fiammina vient d'obtenir un éclatant succès. Les femmes pleurent, les hommes s'attendrissent sans pleurer, mais sans protester contre les larmes dont ils sont témoins. *La Fiammina* est-elle donc un ouvrage vraiment digne d'admiration? tiendra-t-elle une place considérable dans l'histoire de notre théâtre? Je voudrais pouvoir le croire, afin de m'en réjouir; mais, à moins de renoncer à tous les principes que j'ai soutenus depuis que je tiens une plume, je suis obligé d'avouer que *la Fiammina*, prônée comme un chef-d'œuvre, célébrée sur tous les tons comme une inspiration inattendue, n'a rien à démêler avec le mouvement littéraire de notre temps. C'est une pièce qui ne manque assurément pas d'intérêt, et ce mérite vaut bien la peine qu'on s'y arrête; mais l'intérêt repose sur la donnée plutôt que sur les développemens. Or chacun sait qu'une donnée appartient à tout le monde, et que les développemens seuls n'appartiennent qu'au poète. On représente tous les ans sur nos théâtres de boulevard des pièces tout aussi intéressantes que *la Fiammina*, et autour desquelles il ne se fait pas tant de bruit. *La Fiammina*, représentée sur la scène où se représentent les œuvres de Corneille et de Molière, fait illusion à ceux qui prennent les émotions dramatiques pour un simple délassement, et ne s'inquiètent pas de la violation ou du respect des conditions imposées à la poésie. Il me semble utile de réduire à sa juste valeur l'engouement de la foule, et, pour qu'on ne m'accuse pas de céder au besoin de me singulariser, je veux déduire en quelques mots les motifs de mon opinion.

La donnée de *la Fiammina* est parfaitement vraie. Une comédienne qui abandonne son mari, son enfant au berceau, pour se livrer tout entière aux entraînemens de la vie de théâtre, pour s'enivrer d'applaudissemens et dominer sans pitié tous les hommes qui vivent par la vanité bien plus que par le cœur, une comédienne qui oublie tous ses devoirs et toutes les joies de la famille pour n'écouter que les battemens de mains et compter les couronnes que lui jette la foule idolâtre, s'expose à de rudes châtimens. Le monde, qui semble d'abord lui pardonner, se venge tôt ou tard du mépris des lois sociales. Si le monde se tait, elle trouve dans l'enfant qui a vécu loin d'elle la plus terrible expiation de sa faute, car la mère qui abandonne son enfant pour courir les aventures n'a pas même le droit de se plaindre quand il détourne ses regards en passant devant elle, quand il refuse de la reconnaître pour sa mère. Ce n'est là cependant qu'une donnée, et pour en tirer un poème dramatique, il faut quelque chose de plus que des souvenirs précis et fidèles.

M. Mario Uchard, l'auteur de *la Fiammina*, ne s'est pas mis en frais d'invention. Il a compté sur la puissance du sentiment maternel, et le succès a justifié son attente. M. Uchard s'abuserait pourtant s'il croyait avoir conquis le droit de bourgeoisie dans la cité dramatique. Les ressorts qu'il a mis en œuvre ne révèlent pas chez lui une imagination très active. Personnages et incidens n'ont rien d'original. Daniel Lambert, le mari de la Fiammina, qui vit seul avec son fils Henri depuis vingt ans, n'est pas dessiné avec une grande vigueur. Les joies de la gloire semblent avoir imposé silence à ses chagrins domestiques. Il songe à son *Macbeth*, à sa *Bataille de Pharsale*, deux tableaux admirables que nous ne voyons pas, et qui sont le sujet de toutes les conversations. Henri Lambert préfère Macbeth, tout en louant Jules César. L'entretien de Daniel et d'Henri se recommande par un air de vétusté. Le fils regrette les querelles ardentes des classiques et des romantiques; le père, attiédi par l'âge, promet à Henri une renommée retentissante, pourvu qu'il étudie les grands modèles. Sous la forme d'un conseil bienveillant, il lui donne une leçon de littérature. Lord Dudley, qui a entendu parler de *la Bataille de Pharsale*, je veux dire du tableau de Daniel Lambert, sollicite la faveur de visiter son atelier. Nous avons devant nous l'amant et le mari de la Fiammina, qui se voient pour la première fois et ne connaissent pas leur position mutuelle. Lord Dudley, après avoir admiré l'œuvre de Daniel, tire de sa poche une miniature, le portrait de la Fiammina, et demande au mari de sa maîtresse s'il consentirait à peindre un portrait de grandeur naturelle d'après cette miniature. Il offre d'ailleurs de lui faire voir le modèle, sans que le modèle en soit instruit. Daniel refuse, et lord Dudley se retire très étonné de son échec, car pour le prix du portrait il se mettait à la discrétion de Daniel.

La Fiammina est à Paris et chante au Théâtre-Italien. Nous retrouvons Daniel à Auteuil chez Duchâteau, dilettante passionné, entre lord Dudley et la Fiammina. Henri, instruit par son père du nom et de la condition de sa mère, la voit, l'écoute sans lui parler. Il aime Laure Duchâteau, et le mariage est à peu près arrangé quand le vieux dilettante, en apprenant les fredaines de la Fiammina, retire sa promesse. Henri Lambert, qui la veille, pendant la représentation de la *Norma*, a provoqué un de ses voisins pour une épithète offensante appliquée à sa mère, et qui a vu son cartel refusé dès qu'il

a livré son nom, comprend alors qu'il n'a qu'un homme à tuer, l'amant de sa mère, pour laver son déshonneur et celui de son père. Il demande un rendez-vous à lord Dudley, et l'amant de la Fiammina, qui se méprend sur l'objet de sa visite, lui dit qu'il l'attendra le lendemain chez lui. Il se fait une fête de lui montrer sa galerie. La Fiammina est seule au logis quand arrive Henri; elle ne sait pas que son fils la connaît, et le complimente sur ses débuts poétiques, comme si elle n'avait pas devant elle son juge et son châtiment. Elle espère, en le flattant, provoquer ses confidences. Déçue dans son espérance, elle laisse Henri seul avec lord Dudley. L'amant n'accepte pas la provocation du fils de sa maîtresse. Henri, pour le forcer à se battre, le menace de l'insulter publiquement. Le duel serait inévitable, si la Fiammina ne venait se jeter aux pieds de son mari pour conjurer cette terrible catastrophe. Daniel et Henri lui pardonnent; elle promet de quitter la France, d'aller s'ensevelir dans un couvent; Henri épouse Laure, et les femmes affligées se consolent en écoutant cet heureux dénoûment.

Je ne dois pas oublier deux rôles épisodiques dont l'utilité ne m'est pas démontrée, Mme de Barni et le fils de Duchâteau. Mme de Barni s'étonne d'aimer son mari, et parle de ses trois enfans pour vanter sa fécondité. Quant au camarade d'Henri Lambert, il traite son père avec une familiarité qui va jusqu'à l'impertinence; il fait de lui son plastron, et donne le signal du rire dès qu'il a lancé un trait qu'il croit spirituel.

Cependant l'œuvre de M. Uchard, quoique vulgaire dans ses développemens, serait acceptée sans répugnance par les hommes lettrés, si l'auteur prenait quelque souci de notre langue; mais il la traite avec un sans-façon qui nous surprend à bon droit. Henri dit à Daniel : « Ce récit m'a vivement *impressionné*. » Sur la scène où se récitent les vers de *Cinna* et du *Misanthrope*, ce barbarisme n'est pas à sa place : il faut le renvoyer à l'Ambigu, où la langue est comptée pour rien. La Fiammina *évoque* le bruit sur ses pas. Jusqu'à présent nous avions cru qu'on *évoquait* le passé : il paraît que nous étions dans l'erreur. On dira bientôt qu'un cheval *évoque* la poussière. Et quand la langue n'est pas offensée dans *la Fiammina*, il nous arrive de rencontrer des vérités tellement vraies, qu'elles nous étonnent par leur évidence comme nous étonnerait le paradoxe le plus singulier. Daniel dit à sa femme : « Je ne vous adresse aucun reproche. Le jour où vous avez repris votre liberté, vous êtes redevenue maîtresse de vos actions. » Je le crois bien, tout le monde le croit, et Daniel abuse de l'évidence. Lord Dudley rappelle à sa maîtresse qu'il l'aurait épousée, *si d'autres liens ne se fussent opposés à leur union*. Quelle charmante naïveté! La Fiammina aurait le cœur bien dur, si elle n'était attendrie par cet ingénieux aveu. Au boulevard, toutes les paroles que je relève passeraient inaperçues; mais *la Fiammina* est écoutée, applaudie au Théâtre-Français comme une œuvre littéraire, et tous ceux qui prennent encore quelque souci de l'art dramatique doivent dire sans détour ce qu'ils pensent de *la Fiammina*. Le succès n'efface ni les barbarismes ni les naïvetés.

GUSTAVE PLANCHE.

V. DE MARS.

L'HISTOIRE ROMAINE

A ROME

VII.

ANTONIN LE PIEUX, MARC-AURÈLE, LUCIUS VERUS ET COMMODE.

Ce que c'est que le siècle des Antonins. — Antonin le Pieux, sa colonne. — Faustine l'Ancienne, temple d'Antonin et Faustine. — Les portraits d'Antonin conformes à son caractère. — Il en est de même pour Marc-Aurèle. — Sa statue équestre. — Son livre de morale est son vrai portrait. Colonne de Marc-Aurèle. — Marc-Aurèle guerrier, la légion fulminante. — Arc de Marc-Aurèle et bas-reliefs, la sculpture romaine. — Apothéose de Faustine la Jeune. — Illusions de Marc-Aurèle. — Lucius Verus, ses habitudes et ses portraits. — Commode, son caractère exprimé par ses statues, surtout par les accessoires. — Commode gladiateur, les sénateurs dans l'amphithéâtre. — Commode au Cirque, émeute. — La villa des Quintilii, histoire de ces deux frères. — Conspiration contre Commode. — Buste de Lucille. — Mort de Commode, lieu de sa sépulture. — Imprécations du sénat. — Réflexions.

On a célébré comme l'époque la plus heureuse pour l'humanité le siècle des Antonins; ce siècle n'a duré que quarante-deux ans, et ne comprend que deux règnes. Il n'y a d'autres Antonins pour l'histoire qu'Antonin le Pieux, Marc-Aurèle, son gendre, qui s'appelait aussi Antonin, et Commode, fils de Marc-Aurèle. On ne compte pas, j'espère, dans la période qu'on a nommée l'âge d'or du genre humain, le règne de cet Antonin-là. Nous avons vu ce qu'était Adrien, et s'il mérita d'être comparé à ses deux vertueux successeurs (1). Quant à son prédécesseur Trajan, séparé d'eux par un règne de vingt et un ans, il n'était pas plus un Antonin que Charles II n'était un prince d'Orange. Il y a donc inexactitude matérielle à placer Trajan parmi les Antonins, et, ce qui est plus grave, injustice mo-

(1) Voyez les livraisons du 15 octobre, 1er novembre, 15 décembre 1856, 15 janvier, 15 février et 15 mars 1857.

rale à mettre sur la même ligne qu'eux Adrien. On fait souvent de ces confusions, et on donne à un siècle le nom d'un homme sans y regarder de très près; on a bien inventé le siècle de Léon X, qui régna neuf ans. Le prétendu siècle des Antonins ne fut pas si court; mais sa durée est bien peu de chose encore dans celle de l'empire romain, et si cet âge d'or, comme on l'appelle, embrasse un espace de quarante-deux ans, l'âge de fer, qui l'a précédé et suivi, embrasse, sauf de rares interruptions, un espace de cinq siècles.

Du reste, il faut le reconnaître, et je suis le premier à le proclamer, il n'y a pas de figure plus noble et plus pure que celle d'Antonin le Pieux. Ce fut, sans aucune exagération, l'apparition inespérée, la rencontre invraisemblable de la perfection humaine sur le trône. On ne sait rien de lui qui ne prouve la vertu, la sagesse et la bonté. Irréprochable dans sa vie privée, ce qu'on ne peut dire de Trajan, empereur, il fut ce qu'il avait été simple particulier, modeste, honnête, désintéressé, modérant les impôts, épargnant les provinces, déférent envers le sénat, sévère pour les abus, facile à tous, législateur zélé, administrateur attentif, plus jaloux de protéger les frontières de l'empire que de les étendre, mais ne les reportant point en arrière comme Adrien. S'il ne fut pas guerrier lui-même, toutes les guerres entreprises par ses ordres furent heureuses, et il ne se fit point élever d'arc de triomphe, comme plusieurs de ses prédécesseurs qui n'avaient pas combattu davantage.

On voudrait avoir plus de détails sur un empereur si accompli. On n'en est que plus avide des souvenirs qui s'attachent aux lieux habités par lui, aux monumens qui peuvent le rappeler, aux portraits dans lesquels on le retrouve. La famille paternelle d'Antonin était originaire de Nîmes. Il est donc un peu notre compatriote. Il naquit à Lanuvium, où était la villa de son père. C'est aujourd'hui *Città-Lavigna,* à quelques lieues de Rome; ce nom, donné à *Lanuvium* par une confusion qui provient de la ressemblance des sons, a fait supposer que là était l'emplacement de la ville de *Lavinia,* fondée par Énée, et bien que Lanuvium soit assez avant dans l'intérieur des terres, on montre encore au voyageur l'anneau de fer auquel a été attaché le vaisseau d'Énée. La naissance d'Antonin est un souvenir plus véridique et plus touchant que le fabuleux débarquement d'Énée, impossible à Lanuvium. Dans la petite ville moderne, bâtie en grande partie de débris, on trouve des ruines assez considérables qui peuvent avoir appartenu à la villa d'Antonin. Une trace intéressante et caractéristique de sa présence à Lanuvium est la belle statue de Zénon, le fondateur du stoïcisme, qui a été trouvée là et qu'on voit au Capitole.

Le voyageur, en venant à Rome de Cività-Vecchia, a le plaisir de

rencontrer à peu près à moitié chemin l'emplacement d'une autre villa d'Antonin, celle de Laurium, où il fut élevé. La simplicité avec laquelle il y vivait est prouvée par un petit fait qui a échappé à l'oubli. Les vêtemens que l'empereur portait à Laurium avaient été fabriqués dans le voisinage. Nous savons qu'il aimait les champs, et, sauf la rudesse, conservait tout d'un vieux Romain, jusqu'au goût de l'agriculture.

A Rome, il paraît avoir préféré, comme Nerva, au séjour dans le palais impérial, une habitation privée. C'était la maison que Pompée avait autrefois possédée dans le quartier des Carines, qui, comme on sait, était le beau quartier de Rome; il a bien changé depuis.

Antonin le Pieux eut aussi sa colonne, mais ce n'était pas celle qui porte le nom d'*Antonine*, et qui, à l'imitation de la colonne Trajane, présente, figurées dans des bas-reliefs analogues, les guerres de Marc-Aurèle en Pannonie. Antonin le Pieux, comme je l'ai dit, ne fit point la guerre et n'aurait eu garde d'accepter l'hommage d'un monument triomphal quelconque. La colonne dressée en son honnour fut érigée par ses deux fils adoptifs, Marc-Aurèle et Lucius Verus, et après sa mort, car le piédestal porte un bas-relief qui représente son apothéose et celle de Faustine son épouse. C'était une simple colonne funéraire de granit. Elle n'existe plus, car elle a servi à restaurer l'obélisque de Psammétique Ier à *Monte-Citorio*. Le piédestal a été sauvé et placé dans le jardin du Vatican. On y voit un génie ailé emportant dans l'Olympe Antonin le Pieux et sa femme. L'art chrétien a fait plus d'un emprunt à l'art païen, et bien des fois les peintres modernes ont représenté des saints et des saintes portés au ciel par des anges assez semblables au génie qui enlève dans les airs Antonin et Faustine.

Adrien faisait abattre les monumens élevés par Trajan. Antonin le Pieux n'en agit pas ainsi envers celui qui l'avait adopté, et pour la mémoire duquel il montra toujours ce sentiment pieux qui lui a valu son nom. Sa reconnaissance avait élevé un temple à Adrien, dont il acheva le mausolée; à cela près, on ne voit guère Antonin faire autre chose que réparer des monumens au lieu d'en construire de nouveaux. Il restaura la *Græco-Stasis* (1), l'amphithéâtre, le Panthéon, le vieux pont Sublicius illustré par Horatius Coclès, et que l'on reconstruisait toujours en bois. Antonin le Pieux bâtit très peu à Rome, comparativement à beaucoup d'empereurs qui ne le valaient pas, ce qui porte à penser qu'il aimait mieux épargner la fortune publique et ménager l'argent des contribuables que de les employer à embellir la ville de quelques monumens de plus.

(1) Édifice destiné à recevoir les ambassadeurs.

On vient de voir ce qu'Antonin le Pieux fit en ce genre. Marc-Aurèle fit moins encore; mais son biographe remarque qu'il apporta le plus grand soin aux rues de Rome et aux routes. Quant à Antonin, il fit exécuter de nombreux travaux en Italie et dans les provinces. Il continuait ainsi la tendance cosmopolite des deux empereurs qui l'avaient précédé. Comme eux, Antonin était provincial. Une famille gauloise avait donné à Rome son empereur après une famille espagnole. Les monumens de Nîmes, dont l'architecture paraît convenir à l'époque d'Antonin, doivent peut-être la naissance à *sa piété* envers le lieu de son origine.

La rareté des documens historiques que nous possédons sur le meilleur des empereurs romains semble s'étendre à ses monumens. Chose triste, la mémoire la plus digne d'être conservée est une de celles qui ont laissé le moins de vestiges. On ne sait où était le temple consacré à Adrien, et la colonne Antonine, bien que l'inscription que Sixte V a fait placer à sa base dise qu'elle a été dédiée à Antonin le Pieux, ne l'a pas été à lui, mais à Marc-Aurèle. On ne peut douter que la colonne dite d'Antonin n'appartienne à son gendre, d'après les sujets représentés sur les bas-reliefs qui se rapportent aux campagnes de Marc-Aurèle contre les Barbares, et d'après une curieuse inscription trouvée dans le voisinage, qui contient la demande faite par un certain Adraste, affranchi, de se construire une petite maison près de *la colonne du divin Marc-Aurèle,* de laquelle il est l'intendant (*procurator*). On dirait aujourd'hui à Rome le *custode*.

Si Antonin a été un saint du paganisme, Faustine était loin d'être une sainte, bien que sa conduite fût beaucoup moins scandaleuse que celle de sa fille Faustine la Jeune, épouse de Marc-Aurèle. Ces excellens princes furent d'assez malheureux maris. Antonin du moins connaissait les fautes de son épouse, et en homme sage, dit son biographe, renfermait le déplaisir qu'il en ressentait. Pour Marc-Aurèle, il n'eut pas à exercer sa philosophie sur ses nombreuses infortunes domestiques, car il les ignora toujours.

Rome possède plusieurs portraits des deux Faustine. La première a beaucoup moins l'air d'une coquette que la seconde, mais elle est beaucoup moins jolie.

Si un homme pouvait mériter d'être traité comme un dieu, personne plus qu'Antonin et Marc-Aurèle n'aurait été digne de cet honneur. Il y a à Rome, près du Forum, un temple dont l'inscription nous apprend qu'il a été dédié par le sénat au divin Antonin et à la divine Faustine. Cette inscription peut désigner également Antonin le Pieux et Marc-Aurèle, qui, je l'ai dit, s'appelait aussi Antonin, comme sa femme s'appelait aussi Faustine. Cependant il est plus vraisemblable que le temple qui fut consacré à Marc-Aurèle après

sa mort était près de sa colonne, comme celui de Trajan, et là où se trouve aujourd'hui le palais Chigi. De plus, on découvrit au XVIe siècle, non loin du temple voisin du Forum, une statue dédiée par la corporation des boulangers à Antonin le Pieux. Au reste, Antonin aussi bien que Marc-Aurèle fit accorder les honneurs divins à son épouse après l'avoir perdue, et lui éleva un temple. C'était pousser loin le pardon. Celui qui subsiste encore serait un monument de cette générosité peut-être un peu grande et qui achève de peindre la mansuétude d'Antonin. On aurait consacré ensuite à l'empereur lui-même, après sa mort, le temple érigé par lui à une épouse qui en était peu digne, et associé leurs noms sur l'entablement.

Ce temple est du reste un des mieux conservés. Les colonnes sont en place. La *cella,* dont on a fait une église, est intacte. On admire encore des deux côtés une frise ornée de griffons et de candélabres d'un magnifique travail. L'église s'appelle *San-Lorenzo-in-Miranda.* Ce mot *Miranda* exprime l'admiration naïve qu'inspiraient les débris de l'antiquité à ceux qui ont ainsi nommé l'église de *San-Lorenzo.*

Si des monumens consacrés à la mémoire d'Antonin le Pieux on passe à ses images, on n'éprouve point cet étonnement qu'inspirent d'abord les portraits de Trajan. Sa figure ressemble à son âme. On y reconnaît l'aspect imposant de sa personne, la noble expression de son visage (*staturâ elevatâ decorus, formâ conspicuus, nobilis vultu*), et, avec des traits qui n'ont rien de fort régulier, un air de dignité simple et de majestueuse douceur. Cette physionomie sied bien au caractère d'Antonin, que son biographe décrit ainsi : « Doux, libéral, probe, et tout cela avec mesure, sans vanité. » On lit sur son front la sérénité de sa vie et de sa mort, toutes deux d'un juste, car sa fin fut paisible comme son règne. Il s'endormit d'un doux sommeil après avoir donné pour mot d'ordre *æquanimitas.* Adrien n'avait ni vécu ni fini ainsi.

Les Romains durent croire à peine qu'ils changeaient d'empereur en passant d'Antonin le Pieux à Marc-Aurèle; la même âme animait l'empire. Marc-Aurèle porta le nom de *philosophe.* C'était en effet un stoïcien sur le trône, et Antonin était un sage. Aussi les portraits de ces deux empereurs ont une certaine ressemblance : elle tient en partie à leur barbe, qu'ils portèrent longue l'un et l'autre à la manière des philosophes. Antonin le Pieux est plus beau; mais Marc-Aurèle a une expression aussi marquée de gravité et de sérénité.

Il y a à Rome plusieurs bustes de Marc-Aurèle enfant d'une candeur charmante. On aime à voir l'excellent naturel que la philosophie doit développer se montrer déjà et s'épanouir sur ce jeune visage, qui a la grâce ingénue de la bonté; on aime à y saluer par

avance les vertus que doit admirer le monde, et à y lire les espérances du genre humain. Un de ces bustes est placé tout près d'un Caracalla jeune, au visage bouffi et méchant. Le contraste est frappant. Tout l'avenir des deux empereurs est là. L'un promet, l'autre menace.

Il n'est pas surprenant que les images de Marc-Aurèle soient si nombreuses. Il y en avait une dans presque toutes les maisons. Qui ne la possédait chez lui était considéré comme sacrilége. Le plus remarquable portrait de Marc-Aurèle est sa statue équestre de la place du Capitole; elle s'élève là où de son temps, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même dans une lettre à Fronton, existait encore le bois de l'asile qui remontait au temps de Romulus. Rien de plus simple que la pose du cavalier impérial, rien qui sente moins la prétention. Dans presque toutes les statues équestres modernes, il y a du Franconi. L'antiquité n'est jamais tombée dans cette faute, et pouvait encore moins y tomber quand il s'agissait d'un souverain célèbre par sa simplicité. Marc-Aurèle n'a point d'étriers; les Romains ne paraissent pas les avoir connus. Son assiette est solide et aisée tout ensemble. On pourrait croire qu'il ordonne par son geste de cesser le combat :

Dextra vetat pugnas,

comme dit Stace en parlant de la statue équestre de Domitien; mais le véritable sens de ce geste est indiqué par un bas-relief dont je parlerai bientôt, qui représente Marc-Aurèle de même à cheval, et, agenouillés devant lui, des chefs barbares auxquels il fait grâce. Le mouvement de la main de l'empereur est exactement le même dans la statue et dans le bas-relief. Seulement le bas-relief explique l'attitude de cette main en montrant les ennemis supplians vers lesquels elle est étendue; c'est un geste clément.

La belle statue équestre de Marc-Aurèle est du très petit nombre des statues en bronze doré que le cours du temps et surtout l'avidité des hommes ont épargnées. Il y a quelque chose à reprendre, dit-on, au point de vue de l'art hippique, dans la disposition des jambes du cheval : on peut trouver qu'il est un peu massif. C'est un puissant cheval de guerre, taillé en force, comme il devait l'être, pour emporter l'empereur à travers les montagnes et les marais de la Pannonie, et qui étonne un peu les Anglais, car il ne ressemble nullement aux sveltes vainqueurs d'Epsom. Du reste, un bas-relief du Vatican fait voir que des chevaux plus élancés figuraient dans les courses du cirque.

Une légende a conservé les monumens de Trajan au moyen âge: une erreur a sauvé la statue de Marc-Aurèle. Il paraît qu'on l'avait

prise pour une statue de Constantin. C'était faire beaucoup d'honneur à ce dernier, car, bien que, cédant à un préjugé aveugle, Marc-Aurèle ait méconnu et même persécuté les chrétiens, je crois que son âme était plus chrétienne que l'âme de celui dont la politique protégea l'église catholique, sauf à la tracasser beaucoup et à l'opprimer un peu; mais au moyen âge on ne jugeait pas ainsi, et cette statue de bronze doré ne fût pas plus que presque toutes les autres arrivée jusqu'à nous, si l'on n'eût cru que c'était celle de Constantin, peut-être parce qu'elle était alors sur la place de Saint-Jean-de-Latran, non loin de la basilique que cet empereur avait fondée. Marc-Aurèle était né sur le mont Cœlius, où est Saint-Jean-de-Latran, et l'on avait pu placer sa statue près de la villa de son grand-père Verus, voisine elle-même du palais des *Laterani,* où se passa son enfance, et qu'il quitta à regret quand il fut adopté par Antonin.

Il est certain qu'au XIVe siècle le prétendu Constantin se trouvait devant l'église de Saint-Jean-de-Latran. On le voit dans l'histoire de Colà Rienzi, cet antiquaire tribun qui, inspiré par une érudition exaltée, bien que très imparfaite, par cette fièvre de l'antiquité qui a produit la renaissance, et dont sa folle entreprise était un des premiers symptômes, conçut au XIVe siècle la pensée de relever la république romaine. La statue équestre dont nous parlons figura d'une manière bizarre dans sa prise de possession du tribunat. Le cheval de bronze répandait du vin par les naseaux, et Rienzi lui-même se plaça sur le cheval qui porte Marc-Aurèle.

La statue équestre de Marc-Aurèle a aussi sa légende, et celle-là n'est pas du moyen âge, mais elle a été recueillie il y a peu d'années de la bouche d'un jeune Romain. La dorure, en partie détruite, se voit encore en quelques endroits. A en croire le jeune Romain cependant, la dorure, au lieu d'aller s'effaçant toujours davantage, était en voie de progrès. Voyez, disait-il, la statue de bronze commence à se dorer, et quand elle le sera entièrement, le monde finira. — C'est toujours, sous une forme absurde, la vieille idée romaine, que les destinées et l'existence de Rome sont liées aux destinées et à l'existence du monde. C'est ce qui faisait dire au VIIe siècle, ainsi que les pèlerins saxons l'avaient entendu et le répétaient : « Quand le Colisée tombera, Rome et le monde finiront. »

Rien, mieux que les bustes et les statues où est représentée la simplicité tranquille de Marc-Aurèle, ne montre ce qu'il y a d'emphatique et de faux dans le portrait oratoire que Thomas a appelé un éloge. Ce n'est pas là qu'il faut chercher Marc-Aurèle; mais il est un livre où il se peint mieux que dans une effigie de marbre ou de bronze : ce livre est le sien. On voit bien déjà quelques traits du caractère et de l'âme de Marc-Aurèle dans ses lettres à son maître

d'éloquence Fronton; mais c'est Marc-Aurèle encore écolier pour ainsi dire, faisant sa rhétorique, occupé d'une littérature un peu puérile, cherchant des comparaisons qui pourront servir, et enchanté le jour où il en a trouvé dix. Je préfère à ces exercices de rhéteur les expressions de tendresse pour son maître qui reviennent à chaque instant sous la plume du jeune prince, et où l'on reconnaît cette grâce bienveillante que respirent les portraits de Marc-Aurèle adolescent : « Comment veux-tu que j'étudie quand je te sais malade? » et cent autres mots aimables et affectueux qu'on retrouve presque à chaque ligne de ces lettres écrites à Fronton par son élève. On est même étonné du langage passionné de celui-ci, d'expressions qui ressemblent à celles de l'amour, et que le disciple impérial et son vieux maître s'adressent réciproquement. Les mœurs antiques avaient amené ce langage singulier entre hommes, cette espèce de galanterie sans conséquence, ces paroles semblables à celles que les mœurs modernes, qui valent beaucoup mieux, permettent d'adresser aux femmes en toute innocence; mais Marc-Aurèle ne s'en tint pas à la rhétorique : la philosophie morale le conquit tout entier, et Fronton se plaignait que son enseignement littéraire fût négligé pour les leçons plus viriles du stoïcien Rusticus.

Marc-Aurèle en effet fut avant tout un philosophe, un philosophe de profession. Au Capitole, on a placé son buste dans la salle des empereurs et dans la salle des philosophes; on a eu raison. Cette vocation s'était manifestée dès son enfance. A douze ans, il portait le manteau des stoïciens, et de très bonne heure il en adopta les austérités. Cet empereur est un des écrivains de l'école stoïque. C'est, comme je l'ai dit, au livre de morale stoïcienne écrit par lui sur le trône, comme Epictète écrivit le sien dans les fers, qu'il faut demander le vrai portrait de Marc-Aurèle. La beauté de son âme, qui éclaire d'un reflet ses images matérielles, brille tout entière dans cette image spirituelle, plus complète et encore plus fidèle que les autres.

La philosophie de Marc-Aurèle, c'est le stoïcisme tempéré par je ne sais quel souffle de christianisme qui commence à passer sur le monde. Du premier, il tient l'effort vers la rectitude absolue, l'insouciance de l'opinion, des éventualités extérieures, de la mort, ce sentiment de fière indépendance vis-à-vis de tout ce qui peut séduire ou abattre, ce *mépris des choses fortuites,* pour parler comme Rabelais, qui cependant n'était pas stoïcien, cette tranquille possession de soi-même que rien ne saurait ébranler, la perfection de l'homme placée dans sa conformité avec l'ordre universel, la résignation invincible qui en résulte, et qui a inspiré à Marc-Aurèle ces belles paroles : « Il faut vivre conformément à la nature le peu de temps qui

nous reste, et, quand le moment de la retraite est venu, se retirer paisiblement et avec douceur, comme une olive mûre, en tombant, bénit la terre qui l'a portée et rend grâce à l'arbre qui l'a produite. » Ceci ne dépasse pas les limites du stoïcisme; seulement c'est le stoïcisme attendri par un principe de douceur qui n'est pas en lui, et vient d'ailleurs. Marc-Aurèle est plus près encore du christianisme quand il dit : « Sers Dieu et fais du bien aux hommes. » Il est presque tout à fait chrétien quand il prescrit la douceur, l'humilité, la chasteté, la soumission à la volonté divine, enfin la prière. Et cet homme, chrétien par le cœur, était chrétien par ses actes. Imitant Nerva, devançant saint Paulin et saint Ambroise, il vendit ce qu'il avait de plus précieux, des vases de prix, ses vêtemens de soie, ceux de sa femme, pour que la guerre qu'il allait entreprendre ne fût à charge à personne. Ce même homme ne comprit pas le christianisme, dont il prêchait et pratiquait les enseignemens. Après avoir dit : « Combien est heureuse l'âme qui est toujours prête à se séparer du corps! » il a pu ajouter, abusé par une incroyable prévention : « Mais il faut que cette bonne résolution vienne de notre propre jugement et non d'une opiniâtreté obstinée, comme chez les chrétiens. » Hélas! certains chrétiens devaient à leur tour méconnaître chez ceux qui ne seraient pas de leur communion les vertus dont ils donneraient eux-mêmes l'exemple.

Ce qui est inexcusable chez Marc-Aurèle (l'oppression l'est toujours), c'est d'avoir persécuté ou au moins laissé persécuter ces chrétiens auxquels il aurait dû tendre la main comme à des frères, n'eussent-ils même été à ses yeux que des frères égarés. C'était dans tous les cas contraire à sa propre maxime, si vraie, si chrétienne elle-même, bien que trop souvent oubliée : « Ceux qui ignorent la vérité sont dignes de compassion. » Je voudrais pouvoir croire à une lettre de Marc-Aurèle dans laquelle il aurait dit qu'il fallait absoudre les chrétiens mis en jugement et punir leurs accusateurs. Malheureusement le doute est ici trop permis. L'égorgement des martyrs de Lyon, saint Pothin et l'héroïque sainte Blandine à leur tête, d'autres martyrs encore, sera toujours un sujet d'affliction pour ceux qui aiment à honorer la vertu là où ils la rencontrent et qui la voudraient toujours pure. Tout ce qu'on peut supposer, c'est que ces horreurs s'accomplirent loin des yeux de Marc-Aurèle, que la guerre retint longtemps aux frontières. Cependant c'était un prince vigilant, qui donnait la plus grande attention à tout ce qui se passait dans son empire : il ne put ignorer ce qui se faisait à Lyon et ailleurs, il dut au moins le tolérer. En présence de cette déplorable inconséquence d'un esprit si élevé, de cette injuste cruauté du plus humain et du plus équitable des hommes, il ne reste qu'à

baisser la tête devant la faiblesse de notre nature, à se mettre en garde contre elle, et à se pénétrer davantage de la nécessité que le droit de penser librement et de manifester ce qu'on pense devienne la religion du genre humain; car, dès qu'on laisse fléchir le moins du monde ce principe, on ne sait où l'on s'arrête, et il peut arriver qu'un Marc-Aurèle se fasse le bourreau des chrétiens.

Détournons les yeux de ce triste aspect d'une figure historique digne à tant d'autres égards d'une éternelle admiration, et allons voir la colonne de Marc-Aurèle, qu'on appelle la colonne Antonine. Cette colonne est une imitation de la colonne Trajane. Le fût est exactement de la même longueur, 100 pieds romains. La matière et la disposition sont les mêmes. Elle se compose aussi de tambours de marbre, et des bas-reliefs en spirale représentent les triomphes de Marc-Aurèle sur des peuples qui habitaient à peu près les mêmes régions que ceux contre lesquels Trajan avait dirigé ses armes victorieuses. Le danger de l'empire était vers le Danube et sur le Rhin. C'était par ces deux portes que l'invasion barbare devait entrer dans l'empire romain. Le Rhin, mieux défendu, protégé par des places fortes et des colonies, ne donnait pas encore de très sérieuses inquiétudes. Dion nous apprend, il est vrai, que sous Marc-Aurèle les Germains passèrent le Rhin et vinrent jusqu'en Italie. Du côté du Danube, les populations barbares, qui trouvaient là moins d'obstacles, étaient déjà formidables. « Toutes les nations, dit Capitolinus, depuis les bornes de l'Illyrie jusqu'à la Gaule, avaient formé une vaste confédération. » Et il énumère seize de ces nations. Parmi ces noms à physionomie sauvage, tels que les Sicobotes et les Costoboks, on voit ceux de nations germaniques, comme les Marcomans et les Suèves, de nations slaves, comme les Sarmates, de nations probablement tartares, comme les Alains. La grande armée de l'invasion se forme et se prépare au loin. « Pendant ce temps, ajoute l'historien, la guerre menaçait chez les Parthes et dans la Bretagne. » Il ne faut jamais oublier cette situation de l'empire romain à ses plus belles époques, toujours sous le coup d'une irruption barbare prête à l'envahir. Jusqu'à ses derniers momens, la république a été conquérante; depuis ses premiers jours, l'empire est sur la défensive: tantôt il recule comme avec Adrien, tantôt il reprend momentanément du terrain, comme sous Trajan et Marc-Aurèle. Le rôle des Romains n'a pas moins changé dans le monde. Ce n'est plus d'eux que vient l'agression; tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de repousser cette multitude de peuples qui s'amasse aux extrémités de l'empire. On sent qu'un jour elle y entrera. On le craignit sous Marc-Aurèle, comme on l'avait craint sous Auguste; il fallait que le danger fût bien pressant pour qu'on ait armé alors des gladiateurs et des esclaves, ce qui ne

s'était pas vu depuis les guerres puniques, et je suis porté à dire comme un historien peu considérable sans doute, mais qui dans cette circonstance me semble avoir vu assez juste, tout en exagérant peut-être un peu : « Si Marc-Aurèle n'était pas né dans ce temps-là, tout l'état romain eût pu tomber comme d'une chute soudaine, car nulle part on n'était à l'abri des armes, et des guerres se déclaraient dans tout l'Orient, dans l'Illyrie, l'Italie et la Gaule. » C'est la gloire de Marc-Aurèle d'avoir repoussé un si grand danger. Ce lettré, ce philosophe se montra général habile et brave guerrier. Lui, d'un tempérament maladif, il fit plusieurs campagnes très rudes, dompta une sédition redoutable, et on ne reconnut le moraliste qu'à son humanité pour les vaincus et à sa générosité envers ceux qui l'avaient trahi.

Ces campagnes sont représentées sur les bas-reliefs de la colonne triomphale qui lui fut décernée justement. Ils ne valent pas ceux de la colonne Trajane : la sculpture, si admirable encore dans les ornemens du temple d'Antonin et Faustine, a déchu sensiblement dans la représentation de la figure humaine, où la décadence, comme je l'ai dit, vient toujours plus vite que dans l'ornement; puis Rome n'a plus un Grec comme Apollodore. La colonne elle-même, égale en hauteur à celle de Trajan, est très inférieure en mérite, et tandis qu'en contemplant celle-là, l'œil glisse sans obstacle sur les spirales superposées, ici il est arrêté désagréablement par la vicieuse saillie du cordon qui les sépare. Néanmoins les scènes représentées ont le même intérêt historique.

Un des sujets figurés dans les bas-reliefs de la colonne triomphale de Marc-Aurèle a surtout attiré l'attention des voyageurs : c'est un Jupiter pluvieux, avec une barbe longue et ruisselante, entouré de foudres qui frappent et dispersent des soldats éperdus. On a vu là une allusion à un miracle chrétien. L'armée, qui manquait d'eau, étant menacée de périr de soif, les chrétiens de la légion de Mytilène auraient obtenu de l'empereur la permission de prier leur Dieu; une pluie abondante serait venue désaltérer et sauver l'armée en même temps que la foudre aurait frappé leurs ennemis; la légion chrétienne aurait reçu, à cause de cet orage doublement heureux, le nom de *fulminante*. Cependant il serait singulier qu'on eût indiqué un miracle opéré par les chrétiens sur un monument dédié à un empereur qui eut le malheur de les persécuter; de plus, et c'est le savant et pieux Dacier qui en fait la remarque : « Ceux qui ont écrit que cette légion fut appelée, à cause de ce miracle, *légion fulminante*, se sont fort trompés, car la légion fulminante avait été créée par Auguste, et on lui avait donné ce nom à cause de la foudre qu'elle portait sur ses boucliers. »

Ce qui explique comment la figure de Jupiter pluvieux se rapporte à un événement des campagnes de Marc-Aurèle, c'est que les païens racontaient quelque chose de semblable d'une pluie tombée miraculeusement; seulement, selon Dion Cassius, ce n'était pas les chrétiens qui avaient obtenu ce bienfait du ciel, mais un magicien d'Égypte nommé Arnuphis, qui avait invoqué Mercure aérien, ainsi que d'autres démons, et, par certains sortiléges, avait fait tomber la pluie. Selon Capitolinus, cette pluie aurait été accordée aux prières de Marc-Aurèle lui-même. Xiphilin, qui a recueilli les fragmens de Dion, n'hésite pas à l'appeler un menteur, à soutenir qu'il a dénaturé la tradition chrétienne, et introduit à cet effet le magicien Arnuphis. Malheureusement Xiphilin insiste sur le nom de *fulminante* porté par une légion romaine comme preuve du fait qu'il atteste, et nous avons vu que c'était une mauvaise preuve. Une seule chose paraît certaine, c'est qu'une pluie inespérée étant tombée fort à propos, les païens et les chrétiens prétendirent, les uns comme les autres, l'avoir obtenue miraculeusement du ciel. Ce qui est plus certain encore, c'est que si la figure de Jupiter pluvieux fait allusion à quelque chose, c'est au miracle païen plutôt qu'au miracle chrétien.

Une colonne ne fut pas le seul monument triomphal dédié à Marc-Aurèle; un arc lui fut aussi érigé. Il méritait l'un et l'autre, car, et c'est là une supériorité sur Antonin le Pieux, il fit la guerre en personne, et celui qu'on appela Marc-Antonin le Philosophe aurait pu s'appeler aussi Marc-Antonin le Vaillant. L'arc de Marc-Aurèle était un des quatre qui décoraient la voie Flaminienne et décoreraient aujourd'hui le Corso, qui l'a remplacée, si on ne les avait abattus (1). Celui de Marc-Aurèle était encore debout il y a deux cents ans. Il avait échappé aux Barbares, au moyen-âge et à la renaissance. Quelle fortune! Mais un pape s'est trouvé, Alexandre VII (Chigi), qui a eu l'audace de le détruire et, ce qui est plus incroyable, la naïveté de s'en vanter dans une inscription qu'on peut bien lire encore aujourd'hui. On devrait au moins l'effacer pour l'honneur de la papauté et des Chigi. Alexandre VII accomplit cet acte de vandalisme pour débarrasser, dit-il, la voie publique. On ne parlerait pas autrement d'une masure ou d'une immondice, et c'était l'arc de triomphe de Marc-Aurèle! Marc-Aurèle avait vaincu les Barbares, mais la barbarie devait prendre sa revanche. Dieu veuille que nous n'ayons jamais un autre Alexandre VII, car il pourrait bien trouver que la colonne de Marc-Aurèle gêne la circulation des voitures sur la place

(1) Les trois autres étaient l'arc de Claude, l'arc de Domitien et un arc du temps des Gordiens ou de Dioclétien.

Antonine et la faire abattre dans l'intérêt des fiacres qui stationnent sur cette place.

Quelques bas-reliefs, qu'on a placés dans l'escalier du palais des Conservateurs, sont, s'ils proviennent de cet arc de triomphe, tout ce qui a échappé à sa destruction; mais cette provenance est douteuse, et j'incline à croire qu'Alexandre VII n'était pas homme à laisser subsister un débris du monument qu'il renversait. Quelle qu'en soit l'origine, ces bas-reliefs sont très remarquables : nulle part la sculpture, même sur l'arc de Trajan, ne se montre plus romaine; nulle part elle ne porte mieux l'empreinte de la simplicité, de la gravité et de la majesté que dans les quatre tableaux sculptés placés en haut des premières marches de l'escalier des Conservateurs. Le premier, non dans l'ordre où on les a rangés, mais dans l'ordre véritable, représente Marc-Aurèle à cheval et faisant grâce sur le champ de bataille à des Barbares vaincus. Dans le second, une femme en habit de guerrière et qui tient un globe à la main, — on voit que ce ne peut être que Rome, — offre ce globe à l'empereur victorieux. Le troisième nous fait assister à son triomphe : il est debout sur son char, la Victoire le suit. Devant lui, un homme souffle dans un clairon, l'empereur va passer sous un arc de triomphe et s'achemine vers le Capitole. Dans le dernier des quatre bas-reliefs, il y est monté, et debout offre un sacrifice devant le temple aux trois portes consacré à Jupiter, à Junon et à Minerve. Les deux bas-reliefs qui sont au premier étage, moins beaux de style, se rapportent à l'apothéose de Faustine la Jeune. On la voit s'élever du bûcher vers le ciel, portée par une renommée. Le Champ de Mars, lieu de la scène, est figuré par un jeune homme, selon l'usage des anciens, qui personnifiaient ainsi les localités, une montagne, un fleuve, une grande route même, comme nous l'avons vu pour la voie Appienne dans un bas-relief emprunté par Constantin à l'arc de Trajan. Ici Marc-Aurèle, assis et la tête levée, semble suivre du regard l'infidèle épouse, qu'il avait perdue, sans le savoir, bien avant ce jour-là. Le trop confiant mari n'est pas encore détrompé.

En effet, son aveuglement fut grand à cet égard. Bien qu'il y ait quelque chose de touchant à se tromper sur ceux qu'on aime, quand cette illusion va aussi loin que celle de Marc-Aurèle au sujet de sa femme, elle touche au ridicule. Un noble sentiment lui faisait répondre, quand on le pressait de la répudier : « Alors il faut rendre la dot. » — La dot, c'était l'empire. Mais ne pas voir ce que tout le monde voyait, mais, quand les bouffons nommaient sur la scène les amans de Faustine, écrire une lettre pour la défendre et remercier les dieux de lui avoir donné une épouse si vertueuse, traiter ainsi celle que son biographe appelle *uxor infamis,* celle qui choisissait ses

complices parmi les matelots et les gladiateurs, et demander après cela pour elle les honneurs divins, c'est trop en vérité. C'était pousser un peu loin l'application de cette maxime des stoïciens, que « le sage ne considère rien comme sa propriété, » ou trop démontrer cet autre axiome de la même école, « qu'on n'est malheureux que par ce qu'on croit. »

Marc-Aurèle n'a d'excuse que la passion. Le sage empereur paraît avoir été très amoureux de Faustine. « Plutôt, écrivait-il à son maître Fronton, être avec elle dans une île déserte que vivre sans elle dans le palais impérial! » Pour nous, en présence des portraits de Faustine, nous comprenons la passion de Marc-Aurèle, car cette femme a bien la plus charmante figure qu'on puisse voir; mais comme l'amour ne nous aveugle pas, nous lui trouvons aussi l'air d'une franche coquette, et nous nous expliquons très bien sa mauvaise renommée auprès du public contemporain et dans l'histoire, l'un et l'autre mieux informés que Marc-Aurèle. Rien, dans la vive et piquante physionomie de Faustine, ne dément des accusations certainement fondées. Ses bustes ont toujours l'air de vouloir entrer en conversation avec le premier venu, et il y a sous le péristyle du *casin* Albani une statue assise de la charmante impératrice, qui, la tête un peu penchée, semble écouter une déclaration... Heureux Marc-Aurèle, si elle ne les eût jamais faites la première!

Dans une des salles du même *casin*, un bas-relief montre Marc-Aurèle adressant au peuple une de ces leçons de morale, un de ces sermons philosophiques qu'il avait coutume de prononcer devant lui. Faustine se tient derrière l'empereur sous les traits de l'Abondance, un caducée à la main, et écoutant cette fois son mari : c'était bien le moins après en avoir écouté tant d'autres!

Marc-Aurèle fut malheureux dans tous ses rapports de famille : Faustine fut une épouse infidèle, Commode un détestable fils, et Lucius Verus un gendre très peu digne de son beau-père.

La figure de Lucius Verus est une de celles qu'on remarque le plus dans les musées et qu'il est le plus facile de reconnaître. C'est un bel homme à la chevelure et à la barbe très soignées, l'air peu spirituel, fat et assez mauvais. Content de sa personne, il aimait à la montrer, et on a bon nombre de ses statues dans le costume héroïque. La physionomie de Verus est très propre à faire apprécier son caractère. On aperçoit tout d'abord le dandy « qui avait tant de soin de sa chevelure blonde, dit Capitolinus, qu'il la semait de paillettes d'or pour la rendre plus brillante, » qui laissait croître sa barbe presque à la manière des Barbares, non par négligence, mais parce qu'elle était belle et que cette mode étrangère lui plaisait. La statue de Lucius Verus qui est au Vatican, dans la salle de l'Ariane, porte une cuirasse

magnifiquement travaillée; le goût de la parure perce jusque dans les ornemens du guerrier. Lucius Verus fut ce qu'on appelle aujourd'hui un viveur, mais un viveur méchant, et cette méchanceté donne quelque chose de sombre à la figure de ce bellâtre. *Ingenii asperi atque lascivi,* dit l'*épitomé* des *Césars* d'Aurelius Victor; son naturel était rude et vicieux. Cette rudesse lui prêtait un certain air de franchise qui avait trompé Antonin. Il y a de ces hommes au fond pervers dont, parce qu'ils ont avec cela quelque brutalité, on dit : C'est un bon enfant. Tel paraît avoir été Lucius Verus. Comme tant d'autres mauvais empereurs, il eut de bons commencemens, il étudia sous les mêmes maîtres que Marc-Aurèle, et on a de lui quelques billets à Fronton qui sont d'un disciple reconnaissant; sa bonne grâce était un peu intéressée, il est vrai, car il désirait que le célèbre rhéteur écrivît ses campagnes et offrait de lui envoyer des mémoires. Associé à l'empire, le pouvoir absolu, ce poison pour lequel il n'est d'autre antidote qu'une sagesse ou une vertu surhumaine, le dépava. Contenu par son collègue Marc-Aurèle, il ne put faire tout le mal dont il était capable, et se borna à être un détestable sujet. Aimant la table comme Vitellius, le cirque et les gladiateurs comme Caligula et Domitien, il se sentit trop mauvais poète pour vouloir faire applaudir ses vers comme Néron. Il se borna à courir, ainsi que lui, sous un déguisement les aventures nocturnes. Nul doute que s'il eût régné seul, il n'eût marché sur les traces de ces monstres. On prétendit qu'il avait été empoisonné par Faustine pour avoir révélé à Lucille, fille de l'impératrice et femme de Verus, une liaison qu'il aurait eue avec sa belle-mère. Faustine n'eût pas été si susceptible, je pense; elle ne mettait pas tant de mystère dans ses amours. D'autres disaient qu'une passion incestueuse de Verus pour sa propre sœur avait excité la jalousie de Lucille. Ces bruits montrent l'opinion qu'on avait de lui, mais ne paraissent avoir eu d'autre fondement que sa perversité bien connue. La vérité, c'est qu'après avoir fait la guerre aux Parthes, sans quitter Antioche, où il resta plongé dans les débauches, tandis que ses généraux gagnaient des batailles, et d'où il revint triompher à Rome, Verus, emmené par Marc-Aurèle dans une expédition en Pannonie, mourut dans sa voiture frappé d'une attaque d'apoplexie, dont sans doute sa vie crapuleuse était la cause. Quand on voit les bustes ou les statues du beau Lucius Verus, il faut se souvenir de tout cela.

Marc-Aurèle, qui avait été époux trop aveugle, fut père trop indulgent. Il laissa l'empire à Commode, il le recommanda en mourant aux soldats, et cependant il connaissait la perversité de son fils : il en était venu à désirer que ce fils mourût, et lui-même, dit-on, se laissa mourir de faim, désespéré d'avoir un tel succes-

seur. Il fallait au contraire vivre et le répudier, chercher un homme vertueux et l'adopter comme avait fait Antonin le Pieux pour Marc-Aurèle, bien que lui-même eût des fils. C'est là une grande faiblesse, que la postérité, malgré sa juste admiration pour l'empereur philosophe, doit lui reprocher (1). Et comment se serait-il trompé sur le caractère de cet indigne fils? A douze ans, Commode avait donné des marques de précoce férocité. Ayant trouvé son bain trop chaud, il avait ordonné qu'on mît le baigneur dans le four. Le précepteur du jeune prince s'était tiré d'embarras en y faisant jeter et brûler une peau de bouc, dont l'odeur avait trompé l'enfant cruel et l'avait satisfait.

On peut voir à Rome des portraits de Commode à peu près à cet âge. L'un d'eux surtout annonce bien le futur empereur qui à douze ans avait de semblables fantaisies; d'autres ne laissent guère apercevoir que les grâces de la jeunesse. Commode, sans posséder la fière et farouche beauté de Caligula, a plutôt ce qu'on appelle une figure agréable. Ce qui manque totalement à cette figure, c'est l'intelligence : elle n'exprime rien; c'est celle d'un niais plutôt que celle d'un monstre, et Commode était tous les deux. Lampride parle de sa bêtise (*stultitia*), et Dion Cassius dit qu'il manquait tout à fait de finesse. Lui qui vit de près toutes les atrocités de Commode et les raconte se sert d'une expression qui, mot à mot, veut dire *pas méchant*, et qui signifie réellement *stupide*. Ce scélérat était un imbécile. Dans les portraits de Commode, la seconde de ces qualités efface la première. Sa physionomie est terne, ses traits sont réguliers, et on pourrait dire de lui ce mot qui s'applique souvent au porteur d'un visage insignifiant : Il est assez bien.

Ce n'est donc pas au visage de Commode qu'il faut s'attacher dans ses portraits : on n'y trouve rien du barbare qui ouvrit un jour le ventre à un homme très gras pour voir s'échapper ses entrailles, ni du fou qui imagina de se faire apporter sur un plat d'argent deux bossus couverts de moutarde qu'il éleva sur-le-champ aux plus hautes dignités; on n'y remarque même pas cet air étourdi et semblable à celui d'un homme ivre dont parle Lampride; mais plusieurs de ses portraits à Rome offrent quelques particularités qui peignent ses habitudes mieux que ses traits n'expriment son caractère. Commode fit substituer sa propre image à la tête du colosse de Néron. César en avait agi de même pour la statue d'Alexandre : usurpation de la gloire du Macédonien indigne peut-être de César. C'était Néron que Commode aimait à remplacer. César enviait Alexandre, Com-

(1) L'empereur Septime-Sévère blâmait Marc-Aurèle de n'avoir pas déshérité Commode de l'empire, et lui devait le laisser à Caracalla!

mode était jaloux de Néron. Ce colosse, dont j'ai raconté les vicissitudes, n'existe plus, mais deux statues au Vatican montrent Commode en chasseur, l'une à cheval, l'autre à pied. Commode était grand chasseur, surtout quand il s'agissait de ces chasses (*venationes*) qui avaient lieu dans l'amphithéâtre et où il excellait; on l'y vit tuer des bêtes féroces, sans danger pourtant, car Dion, qui était présent, nous explique comment l'on avait jeté en travers du Colisée deux ponts couverts et formant une croix, d'où l'empereur pouvait facilement lancer ses traits des quatre côtés. La statue de Commode que l'on voit au Vatican, dans le *Braccio nuovo*, est très curieuse par le costume. Il tient à la main une lance, il a des espèces de bottes : tout cela est du chasseur; enfin il porte la tunique à manches dont parle Dion Cassius, et qui était son costume d'amphithéâtre. Comme Néron, Commode passait sa vie au cirque et à l'amphithéâtre. Ce qui lui plaisait surtout, c'était le métier de gladiateur. Dans un roman de Walter Scott que tout le monde connaît, une jeune fille, faisant le portrait de ses cousins, dit : « Il y a dans tous du querelleur, du garde-chasse et du jockey; mais Thornie a plus du querelleur, Dick du jockey, et Wilfred du garde-chasse. » De même Néron, Caligula, Commode, avaient tous du cocher et du gladiateur, mais Néron et Caligula plus du cocher, et Commode plus du gladiateur. Puis Néron voulait être acteur, musicien, poète; Commode n'avait pas assez d'esprit pour s'élever si haut. Néron se faisait représenter en Apollon, Commode en Hercule. La différence de ces deux types, que choisissent les deux empereurs pour déifier leur image, est significative. Le premier rattache encore Néron, par ses prétentions les plus risibles, à une sorte de culte de l'intelligence; le second n'indique plus d'autre culte que celui de la force brutale. Hercule, vainqueur du lion de Némée, était l'idéal dont Commode, qui triomphait sans péril des bêtes de l'amphithéâtre, était la caricature. Aussi, bien que son souvenir ne soit pas absent du Grand-Cirque, c'est surtout au Colisée qu'il faut l'aller chercher. Commode n'y égorgeait pas des hommes; mais dans son palais, avec un rasoir, faisant mine de les raser, aux uns il coupait le nez, aux autres les oreilles.

Quant à ses exploits de l'amphithéâtre, nous en avons un récit très exact par un témoin oculaire, l'historien Dion Cassius : « Le premier jour, Commode, placé en lieu sûr, dépêcha à coups de traits cent ours; les jours suivans, il descendit dans l'arène, et tua tout le bétail que l'on amena devant lui, et qui était exposé dans des filets; de plus, un tigre, un hippopotame et un éléphant. » Probablement ils étaient aussi dans un filet. Après son dîner, Commode parut en gladiateur. Les combats dans lesquels il figura étaient simulés. Il ne

prenait au sérieux de son métier de gladiateur qu'une chose, la paie, qui chaque jour était pour lui de 200,000 francs. « Ensuite, dit Dion, il vint se placer sur son siége dans la loge impériale, — dont l'emplacement est aujourd'hui facile à reconnaître, — et il se mit à regarder comme nous la suite du spectacle; mais ce n'était plus un jeu, car un grand nombre d'hommes étaient égorgés. Si quelque gladiateur hésitait à tuer son adversaire, il ordonnait qu'on les attachât l'un à l'autre : il les fit tous combattre ainsi, et ils combattirent. Quelques-uns même tuèrent ceux auxquels ils n'avaient point affaire, poussés par la multitude qui se pressait dans l'enceinte trop étroite pour elle. Il y eut durant quatorze jours des spectacles de cette sorte, et lorsque l'empereur combattait, nous sénateurs, nous étions là avec les chevaliers,... criant à haute voix tant les autres choses qu'on nous ordonnait de crier que celle-ci très fréquemment : — Tu es le seigneur, tu es le premier, le plus heureux de tous; tu es vainqueur, tu seras vainqueur à jamais... Un grand nombre ne mettaient pas le pied dans l'amphithéâtre, les uns par honte de ce qui s'y faisait, les autres par peur, d'autant plus que le bruit s'était répandu que l'empereur avait résolu de percer quelques spectateurs de ses flèches, comme Hercule les Stymphalides, et on croyait que cela pourrait bien arriver, car on savait qu'une fois il avait fait réunir dans ce même lieu tous ceux que la maladie privait de l'usage de leurs pieds, et ayant entortillé autour de leurs genoux des formes de serpens, leur ayant mis des éponges dans les mains, en guise de pierres, pour les faire ressembler aux géans, il les avait tous assommés avec sa massue. Ces craintes étaient celles de tout le monde, de nous comme des autres, car à nous, sénateurs, il fit quelque chose de pareil, et qui nous donna lieu de penser que notre fin était très proche. Ayant tué une autruche et lui ayant coupé la tête, puis s'étant approché de l'endroit où nous étions assis, de sa main droite il nous montrait cette tête, et de la gauche agitait son glaive ensanglanté, sans rien dire, mais en grinçant des dents, pour indiquer qu'il en ferait autant de nous. Plusieurs s'étant mis à rire, car l'envie de rire nous avait pris quand nous aurions dû être saisis de douleur, ils auraient été sur-le-champ percés de cette épée, si je ne m'étais mis à mâcher des feuilles de laurier détachées de ma couronne, et n'avais persuadé à ceux qui étaient près de moi de m'imiter, afin que par ce mouvement répété de la bouche notre rire pût être dissimulé. » Quelle scène! quel empereur! quel sénat! quelle honte! Voilà des souvenirs du Colisée à mettre à côté de ceux de Domitien.

Il faut bien chercher la mémoire de Commode dans l'amphithéâtre des Flaviens, car il n'a pas laissé un seul monument à Rome qui lui appartienne. Il n'en construisit aucun, et ne termina même pas ceux

que son père avait commencés. Les thermes qui portèrent son nom n'étaient pas de lui. Ils avaient été construits par Cleander, un de ses serviteurs, qui fut tout puissant sous son règne. Le despotisme, je l'ai déjà montré, amène tôt ou tard le pouvoir des favoris. Déjà Tibère avait supporté longtemps le crédit impérieux de Séjan. Nous avons vu quelle était l'autorité des affranchis sous Claude et sous Néron. Commode laissa gouverner l'empire tour à tour par Perennis et par Cleander, puis livra le dernier au peuple soulevé. Il y avait aussi des émeutes sous ces empereurs romains, dont la puissance était sans bornes, et ces empereurs cédaient à l'émeute. Celle-ci commença dans le cirque. Nous sommes toujours ramenés au cirque ou à l'amphithéâtre; comme je l'ai dit, l'histoire romaine de ce temps se passe presque tout entière dans ces lieux-là.

« Pendant les jeux du cirque, comme les chevaux allaient commencer leur septième course, dit Dion, historien précieux pour cette époque, parce qu'il a vu ce qu'il raconte, une troupe considérable d'enfans se précipita dans le cirque; une jeune fille de grande taille à l'air farouche les conduisait. » On voit que les gamins de Rome figuraient aussi dans les émeutes. Ces enfans ayant pendant un temps fort long poussé des cris terribles, le peuple tout entier, après leur avoir répondu par ses clameurs, s'élance hors du cirque et va chercher Commode, qui était hors de Rome, dans la villa des Quintilii. On demande pour lui au ciel toutes les félicités, mais on adresse mille malédictions à Cleander. Commode envoie contre cette foule quelques soldats, qui en blessent et en tuent plusieurs. Cela ne les arrête point; se confiant dans leur nombre et dans l'appui des prétoriens, les révoltés avancent toujours (1). « Comme ils approchaient du lieu où était Commode et que personne ne l'instruisait de ce qui se passait, sa concubine Marcia lui apprit tout. Commode en fut si effrayé, car il était très poltron, qu'il ordonna sur-le-champ qu'on mît à mort Cleander et son fils, que lui-même prenait soin d'élever. L'enfant fut brisé contre terre et mis en pièces. On prit le corps de Cleander, et on le traîna ignominieusement à travers la ville. Sa tête fut portée sur un croc, et plusieurs de ceux qui sous lui avaient été puissans furent massacrés. »

Hideux spectacle de la faveur qui opprime, du pouvoir impérial qui abdique tour à tour devant un ambitieux subalterne et devant une multitude sanguinaire! Ce spectacle, il nous est pour ainsi dire donné à Rome, car le lieu de la scène nous est connu. Nous savons où était le cirque, remplissant presque toute la longueur de la vallée

(1) Selon Hérodien, les soldats repoussèrent le peuple jusque dans la ville; mais là le peuple reprit son avantage dans cette guerre des rues, où il y a toujours pour lui plus de chances de triompher.

qui sépare l'Aventin du Palatin. De là jusqu'à la villa des Quintilii, le chemin de l'émeute est facile à suivre. Elle n'avait qu'à marcher droit devant elle sans s'écarter ni à droite ni à gauche; sortant par la porte Capène, qui était un peu en avant de la porte actuelle de Saint-Sébastien, la foule, partie du cirque, se trouvait sur la voie Appienne et arrivait directement en moins d'une heure à la villa des Quintilii, située à la gauche de la route, dans le lieu où il reste de cette villa des ruines assez étendues pour qu'on leur ait donné le nom populaire de *Vieille Rome, Roma Vecchia.* Depuis les fouilles faites par le prince Torlonia, et d'après l'indice certain de plusieurs tuyaux de plomb qui servaient à conduire les eaux et portent les noms de *Condianus* et de *Maximus Quintilius,* on ne peut douter que ces ruines considérables, autrefois habitations opulentes, ne soient celles de la villa de ces deux frères, qui périrent sous Commode. Son souvenir y est donc attaché par une barbarie. Il faut bien le prendre où on le trouve, cet odieux souvenir, et puisque lui-même n'a pas élevé de monumens, le demander aux monumens de ses victimes.

L'histoire des deux frères est intéressante et romanesque. Condianus et Maximus Quintilius étaient distingués par la science, les talens militaires, la richesse, et surtout par une tendresse mutuelle qui ne s'était jamais démentie. Servant toujours ensemble, l'un se faisait le lieutenant de l'autre. Bien qu'étrangers à toute conspiration, leur vertu les fit soupçonner d'être peu favorables à Commode; ils furent proscrits et moururent ensemble comme ils avaient vécu. L'un d'eux avait un fils nommé Sextus. Au moment de la mort de son père et de son oncle, ce fils se trouvait en Syrie. Pensant bien que le même sort l'attendait, il feignit de mourir pour sauver sa vie. Sextus, après avoir bu du sang de lièvre, monta à cheval, se laissa tomber, vomit le sang qu'il avait pris et qui parut être son propre sang. On mit dans sa bière le corps d'un bélier qui passa pour son cadavre, et il disparut. Depuis ce temps, il erra sous divers déguisemens; mais on sut qu'il avait échappé, et on se mit à sa recherche. Beaucoup furent tués parce qu'ils lui ressemblaient ou parce qu'ils étaient soupçonnés de lui avoir donné asile. Il n'est pas bien sûr qu'il ait été atteint, que sa tête se trouvât parmi celles qu'on apporta à Rome et qu'on dit être la sienne. Ce qui est certain, c'est qu'après la mort de Commode, un aventurier, tenté par la belle villa et par les grandes richesses des Quintilii, se donna pour Sextus et réclama son héritage. Il paraît ne pas avoir manqué d'adresse et avoir connu celui pour lequel il voulait qu'on le prît, car par ses réponses il se tira très bien de toutes les enquêtes. Peut-être s'était-il lié avec Sextus et l'avait-il assassiné ensuite. Cependant l'empereur

Pertinax, successeur de Commode, l'ayant fait venir, eut l'idée de lui parler grec. Le vrai Sextus connaissait parfaitement cette langue. Le faux Sextus, qui ne savait pas le grec, répondit tout de travers, et sa fraude fut ainsi découverte.

Quand on lit l'histoire des furieux qui déshonorèrent l'empire, ce qui surprend, c'est qu'on ait supporté vingt-quatre heures de pareils maîtres. Il y a chez les hommes, une fois que l'esclavage s'est appesanti sur eux, une puissance de le supporter qui effraie; mais enfin, lorsque la mesure de la tyrannie est comble, elle provoque toujours la terrible ressource des conspirations. Une première tentative pour se délivrer de Commode vint d'une de ses sœurs, Lucille, la veuve de Lucius Verus, alors remariée. On pardonnerait peut-être à une digne fille de Marc-Aurèle d'avoir voulu venger le nom de son père sur l'infâme frère qui le déshonorait, et des deux bustes colossaux de Lucille placés dans le *casin* de la villa Borghèse, il en est un surtout qui irait bien à une femme capable de cet héroïsme féroce à la Brutus. L'expression du buste est formidable, le dédain est sur les lèvres, le regard est de Némésis. Il faut néanmoins renoncer à rien voir d'héroïque dans le caractère de Lucille, soupçonnée du meurtre de son premier mari et criminelle épouse d'un second. Dion Cassius dit qu'elle ne valait pas beaucoup mieux que son frère. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle excita un personnage considérable nommé Pompeianus, son gendre et son amant, à tuer Commode. Pompeianus, en levant son poignard sur lui, s'écria : « Voilà ce que le sénat t'envoie! » au lieu de frapper sans rien dire, et le coup manqua. Commode se contenta d'abord d'exiler Lucille, mais il avait ses desseins : il ne voulait la mettre à mort qu'après l'avoir déshonorée, comme il fit de ses autres sœurs. Il profita aussi de cette occasion pour se débarrasser de sa femme Crispina.

La seconde conspiration réussit mieux. Elle était encore conduite par une femme, Marcia, cette concubine de Commode qui passe pour avoir été favorable aux chrétiens; mais ni sa situation auprès de l'empereur, ni le meurtre auquel elle prit part, ne permettent de supposer qu'elle ait été chrétienne. Elle commença par empoisonner Commode; le poison n'agissant pas assez vite, on lui envoya un gladiateur avec lequel il avait coutume de s'exercer, et qui l'étrangla : mort conforme à sa vie!

On peut s'étonner que les statues et les bustes de Commode ne soient pas plus rares, puisque le sénat, qui avait souffert ses crimes et applaudi à ses barbaries dans l'amphithéâtre, se révolta quand il fut bien mort, et ordonna que ses statues seraient détruites. Le sénat voulait aussi que son cadavre fût privé de sépulture; mais Pertinax permit à un affranchi de l'ensevelir, et on le porta de nuit dans

le mausolée d'Adrien, où sa cendre a reposé auprès de celles d'Antonin le Pieux et de Marc-Aurèle!

Lampride nous a conservé le texte officiel de la requête adressée en cette occasion par le sénat à Pertinax. La rage de la lâcheté longtemps prosternée, enfin rassurée et triomphante, éclate dans ce singulier morceau. On pourrait citer bien d'autres exemples de ces indignes violences de la bassesse contre ce qu'elle avait adoré, car il y a toujours des hommes qui, en se vendant, n'entendent tenir le marché que tant qu'il sera avantageux, et pour qui l'infortune est un cas rédhibitoire. Voici ces injures honteuses pour ceux qui les prononcèrent, bien que méritées par celui à qui elles s'adressaient. La colère de la peur qui se révolte est prolixe, elle aime les redites, et les sénateurs romains, tout en saluant déjà l'empereur nouveau, tout en bénissant les prétoriens, ne se lassent point de répéter les mêmes malédictions sur l'empereur tombé, comme s'ils prenaient plaisir à frapper et à frapper encore un cadavre étendu à leurs pieds :

« Que les honneurs soient arrachés à l'ennemi de la patrie, que les honneurs soient arrachés au parricide, que le parricide soit traîné! Que l'ennemi de la patrie, le parricide, le gladiateur soit déchiré dans le spoliaire, — l'ennemi des dieux, le bourreau du sénat, le parricide du sénat, l'ennemi du sénat! Au spoliaire le gladiateur (1)! Celui qui a égorgé le sénat, qu'il soit mis au spoliaire! Celui qui a égorgé le sénat, qu'il soit traîné avec le croc! Celui qui a égorgé les innocens, qu'il soit traîné avec le croc! L'ennemi, le parricide, sur lui une sévérité juste! Celui qui n'a pas épargné son propre sang, qu'il soit traîné avec le croc! Celui qui t'aurait tué (à Pertinax), qu'il soit traîné avec le croc! Tu as craint avec nous, tu as été en danger avec nous. O Jupiter très grand et très bon, pour que nous ne périssions pas, conserve-nous Pertinax! Vivent les prétoriens! vivent les cohortes prétoriennes! Vivent les armées romaines! Vive la piété du sénat! Que le parricide soit traîné! nous le demandons, Auguste, que le parricide soit traîné! nous le demandons, que le parricide soit traîné! Exauce-nous, César, aux lions les délateurs; exauce-nous, César, aux lions Spératus (2)! Vive la victoire du peuple romain! Vive la fidélité des soldats! Vive la fidélité des prétoriens! vivent les cohortes prétoriennes! Que partout les statues de l'ennemi, que partout les statues du parricide, que partout les statues du gladiateur, que partout les statues du parricide soient renversées! L'égorgeur des citoyens, qu'il soit traîné; le parricide des citoyens, qu'il soit traîné! Que les statues du gladiateur soient renversées! Toi sain et sauf, nous sommes sains et saufs. Vraiment, vraiment, aujourd'hui vraiment, aujourd'hui dignement, aujourd'hui vraiment, aujourd'hui librement, nous sommes en sûreté. La terreur aux délateurs! Pour que nous soyons en sûreté, la terreur aux déla-

(1) Le *spoliaire* était le lieu où l'on portait les cadavres des gladiateurs et où on les achevait.

(2) Spératus était probablement un délateur fameux.

teurs! Soyons sains et saufs. Hors du sénat les délateurs! Le bâton aux délateurs, et toi sain et sauf! Au lion les délateurs! Toi empereur, et le bâton aux délateurs!

« Que la mémoire du parricide, du gladiateur soit abolie; que les statues du parricide, du gladiateur soient renversées; que la mémoire de l'impur gladiateur soit abolie! Au spoliaire le gladiateur! Exauce-nous, César; que le bourreau soit traîné avec le croc; que le bourreau du sénat, suivant la coutume des ancêtres, soit traîné avec le croc! Plus cruel que Domitien, plus impur que Néron, comme il a fait, qu'il soit traité! Que les mémoires des innocens soient conservées! Rends leurs honneurs aux innocens, nous le demandons! Que le cadavre du parricide soit traîné avec le croc; que le cadavre du gladiateur soit traîné avec le croc; que le cadavre du gladiateur soit mis au spoliaire! Recueille les voix, aux voix! Nous opinons tous qu'il doit être traîné avec le croc. Que celui qui égorgeait tout le monde soit traîné avec le croc; celui qui égorgeait tout âge, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui égorgeait tout sexe, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui n'a pas épargné son propre sang, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a spolié les temples, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a supprimé les testamens, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a dépouillé les vivans, qu'il soit traîné avec le croc! Nous avons été les esclaves d'esclaves. Celui qui a reçu un prix pour laisser vivre, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a exigé un prix pour laisser vivre et n'a pas tenu sa promesse, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a vendu le sénat, qu'il soit traîné avec le croc; celui qui a enlevé aux fils leur héritage, qu'il soit traîné avec le croc! Hors du sénat les dénonciateurs, hors du sénat les délateurs, hors du sénat les suborneurs d'esclaves! Et toi (à Pertinax), tu as craint avec nous, tu sais tout, tu connais les bons et les mauvais; tu sais tout, corrige tout. Nous avons craint pour toi. Oh! bonheur! Toi qui es un homme, toi empereur! Fais opiner sur le parricide; fais opiner, mets aux voix. Nous demandons ton assistance. Les innocens n'ont pas été enterrés; le parricide a déterré les cadavres; que le cadavre du parricide soit traîné! »

Sortons de cet affreux tumulte d'une assemblée encore palpitante de peur, éperdue de joie et ivre de vengeance, dont il semble entendre les trépignemens, et cherchons à tirer avec calme quelques conclusions des spectacles si différens que viennent de nous donner les trois règnes qui ont passé devant nous.

Si je voulais prouver ce qui ressort pour moi de chaque ligne de l'histoire de la Rome impériale, combien le pouvoir illimité des empereurs était une chose mauvaise pour l'état et pour eux-mêmes, je me garderais de citer Caligula, Néron, Domitien : je citerais Antonin le Pieux et Marc-Aurèle. Quoi! le monde a eu l'incroyable fortune d'être gouverné pendant près d'un demi-siècle par deux hommes incomparables, et immédiatement après, sans transition, il s'est trouvé aux mains d'un exécrable scélérat! Commode a pu faire sans obstacle exactement le contraire de ce qu'avaient fait Antonin et Marc-Aurèle!

La félicité de l'empire était un accident qui ne devait plus se renouveler, et de cette félicité passagère il ne restait rien, absolument rien; tout était comme si Antonin et Marc-Aurèle n'eussent pas existé! Et ce n'est pas seulement parce qu'il n'y avait nulle institution qui subsistât quand les hommes passaient, c'est principalement parce que, le souverain étant tout, il ne pouvait se former dans les âmes aucune énergie civile, aucune vertu publique. Il ne restait donc ni des droits, ni des hommes : il n'y avait pas de cité et pas de citoyens.

Et les mauvais empereurs, quel était leur sort? Vraiment, au milieu de leurs crimes et de leurs folies, je suis parfois tenté de les plaindre. Quelle affreuse vie et quelle fin terrible! C'étaient des hommes après tout! Plusieurs avaient reçu du ciel des dons heureux; Tibère était un bon guerrier et un prince habile, Caligula eut d'heureux commencemens, Néron en eut d'admirables; Commode lui-même, après la mort de son père, avait donné des espérances : la toute-puissance les perdit, elle fut pour eux ce que fut pour Adam la tentatrice. Eux aussi pourraient répondre quand ils comparaissent devant le tribunal des siècles : C'est elle qui m'a fait goûter le fruit empoisonné! Il faut à l'homme un frein, comme il faut un rivage à l'Océan. Cela est bien commun, mais c'est commun à force d'être vrai. Il y a eu à Rome trois bons et grands empereurs, un certain nombre d'empereurs médiocres, beaucoup d'empereurs détestables; c'est la chance de la loterie du despotisme, c'est la proportion que donne, d'après l'expérience de l'histoire, le calcul des probabilités appliqué à cette forme de gouvernement. En est-il de même pour les souverains dont le pouvoir a été modéré par les lois? Évidemment non. Ceux-ci, qui ne valent quelquefois pas mieux que les autres, ont ce grand avantage de ne pouvoir se corrompre et se perdre aussi facilement. Empereur romain au lieu d'être roi constitutionnel d'Angleterre, George Ier aurait peut-être été un Néron et George IV un Héliogabale; Néron, roi constitutionnel, eût peut-être été un honnête *dilettante* sur le trône. Les institutions qui protégent les peuples contre les souverains défendent les souverains d'eux-mêmes.

J.-J. Ampère.

LES

VACANCES DE CAMILLE

SCÈNES DE LA VIE RÉELLE.

I.

Théodore Landry avait vingt-trois ans, l'enthousiasme de son âge, une inébranlable volonté, et la conviction certaine qu'il réussirait un jour. Ce jour bienheureux qui devait faire sortir son nom des ténèbres de l'anonyme, il l'attendait avec la tranquillité d'un créancier possesseur d'un billet signé par un débiteur solvable. — Le temps est l'outil que l'homme reçoit pour faire son œuvre, disait-il quelquefois; la patience en est le manche. — Cette sécurité ne lui était pas inutile pour résister au découragement qui se glisse souvent entre l'art et l'artiste. Si Théodore avait de l'orgueil, il n'en faisait qu'un usage sain, et seulement à dose limitée, comme le voyageur fatigué s'arrête un moment et porte à ses lèvres la gourde qui contient un cordial fortifiant, où il puise de nouvelles forces, ayant soin de ne pas la vider, sachant qu'au fond il trouverait l'ivresse.

L'expérience lui faisait sagement éviter toute occasion de se mêler aux puériles discussions de systèmes et d'écoles. Il avait fréquenté pendant quelque temps une société d'équivoques aventuriers de l'art, esprits parasites vivant pour la plupart de l'idée d'autrui, cerveaux creux arrêtés par l'idiotisme à mi-chemin de la folie, médiocrités anonymes formant entre elles une espèce de franc-maçonnerie de la malveillance; mais il s'éloigna bien vite de ce groupe d'oisifs en reconnaissant que leurs débats n'étaient que la lutte des vanités individuelles qui se remuent dans les bas-fonds de l'impuissance. Vivant à l'écart de l'esthétique des estaminets, ces ruches de mou-

ches à fiel, il faisait naïvement de la peinture naïve, n'ayant d'autre souci que de se satisfaire lui-même, ce qui n'était pas toujours facile. Quand il avait terminé une toile, il ne se préoccupait pas de l'influence qu'elle pourrait exercer sur les progrès de la civilisation contemporaine ou future, mais il se donnait beaucoup de mal pour la vendre très bon marché à des spéculateurs qui avaient plus d'écus que de probité commerciale. Il vivait donc ainsi au jour le jour, insoucieux du lendemain, comme il est permis de l'être à son âge et quand on possède la santé, la liberté et l'espérance, — trois trésors. Ses mœurs étaient celles d'un homme qui vit sous l'ardente latitude de la jeunesse. Oubliant qu'un homme jeune et sans passions est semblable au figuier stérile des livres bibliques, les hypocrites les eussent peut-être trouvées reprochables, mais le sage en eût souri en évoquant ses souvenirs. Théodore avait de l'esprit, non pas l'esprit agressif si vanté de nos jours, qui consiste à faire rire neuf personnes aux dépens d'une dixième, mais la bonne humeur enjouée qui fait rire tout le monde sans blesser personne. S'il avouait volontiers ses défauts, pour lesquels il était fort indulgent, il étendait cette indulgence aux défauts des autres. Bon camarade, il était meilleur ami; attaquer l'un des siens, c'était le blesser lui-même. Ce qu'il aimait le mieux après la peinture, c'était le beau temps et sa maîtresse, qui n'était pas toujours la même; ce qu'il détestait le plus, c'étaient les dettes et les envieux.

Physiquement, il n'était ni bien ni mal : on ne se retournait pas pour le voir, mais on ne se détournait pas quand on l'avait vu. Sa figure annonçait un garçon intelligent et loyal, il tenait les promesses de sa figure. Théodore n'avait pas de parens, mais seulement un parrain, qui était éleveur de bestiaux en Normandie. Ce brave homme servait volontairement à son filleul une petite rente de deux cents francs, et lui envoyait, pour faire réveillon à la Noël, une couple de jambons fumés, quelques aunes de boudin et une demi-pièce de cidre pour arroser le tout. Deux fois par an, il passait à Paris pour affaires et descendait chez Théodore. Lorsque c'était une dame qui venait lui ouvrir la porte, il ne se montrait pas scandalisé et murmurait entre ses dents un « je connais ça » qui semblait gros de confidences. Il emmenait alors le *ménage* dîner dans un restaurant de la rue Montorgueil dont le chef était un de ses anciens amis. On y mangeait bien, on y buvait mieux. Après le dîner, son plaisir était d'aller en voiture suspendue et de se faire conduire dans un bal où il y aurait beaucoup de lumières. Il faisait danser la *filleule* du moment, et, si elle était jolie, il lui proposait tout bas de rendre la politesse à ses écus. A chacun de ces voyages, le père Bonnereau (c'était son nom) payait l'hospitalité que lui offrait l'artiste en lui achetant un petit tableau, à la condition que le prix ne dépasserait

jamais la somme prise au hasard et d'une seule poignée dans la poche où il mettait sa monnaie blanche. « Et tant mieux pour toi s'il y a du jaune! » disait-il à son filleul. Mais une fois ce singulier marché conclu, il se rappelait toujours qu'il n'y avait pas assez de place dans sa malle pour emporter le tableau, et il priait Théodore de le garder pour le lui revendre de la même manière à un prochain voyage.

La subvention de Normandie ajoutée au produit de sa peinture, Théodore pouvait annuellement réaliser une recette de huit ou neuf cents francs. Le problème à résoudre était de restreindre les besoins à la proportion des ressources : c'est ce qu'on appelle en économie politique équilibrer le budget. Il y avait bien des jours où la solution offrait des difficultés, surtout depuis que Théodore avait pris le parti de renoncer à la dette, prétendant qu'on est mal assis sur une chaise dont les bâtons sont aux mains des huissiers. Cependant, comme on n'était pas encore arrivé à cette époque d'existence difficile où les propriétaires songent à faire payer un loyer aux hirondelles, l'artiste parvenait à vivre du peu qu'il avait; mais on doit supposer que la carte de ses folies de jeune homme n'était pas bien variée. La lecture et la promenade composaient ses distractions avec l'amour, qui n'en quittait jamais le répertoire.

Cependant, à l'époque où commence ce récit, Théodore venait de se rendre libre, en écrivant à l'héroïne d'un petit roman de carnaval ce laconique billet de rupture, sablé avec la poussière du mercredi des cendres : « Chère enfant, la fantaisie est un terrain auquel il faut demander des roses, mais non des immortelles. » La chère enfant savait lire et comprit que c'était un congé. Elle voulut du moins en donner le reçu elle-même. — Si vous aviez voulu, dit-elle à Théodore, avec le temps notre plaisir aurait pu devenir du bonheur.

— Mais avec le temps, avait-il répondu, ce bonheur aurait pu devenir un regret... Ne vaut-il pas mieux le plaisir qui s'en va sans laisser la tristesse?

— Ni le souvenir, murmura la petite en pleurant une larme sincère.

Elle roula au long de sa joue et s'y arrêta, enchâssée comme une perle dans une fossette rose. L'artiste la sécha par un dernier baiser, et conduisit la fugitive en face d'un miroir où elle attifa ses jolis chiffons, pareille à l'oiseau qui se sait voyageur, et, prêt à changer de nid, secoue ses ailes avant de les ouvrir au vent du passage.

Tel était le dénoûment ordinaire des aventures de Théodore toutes les fois qu'elles menaçaient de prendre dans sa vie plus de place qu'il ne voulait leur en accorder. Cette façon d'agir n'était point le résultat d'un matérialisme brutal. Il passait au contraire pour un raffiné de sentiment; mais à la suite d'un premier choc, toujours très

rude, avec ce qu'on appelle un amour sérieux, il avait pris le parti de se maintenir dans cette région tempérée de la passion, qui est à la passion ce que le climat de la Provence est à celui de l'Afrique, milieu doux et favorable aux cœurs blessés, comme le sont pour les malades ces contrées heureuses où l'ombre est tiède sans que le midi brûle. Théodore avait donc imaginé de régler l'atmosphère de ses liaisons sur un thermomètre moral où l'échelle de degrés était figurée par des symptômes dont les variations étaient assidûment surveillées. Ainsi par exemple, lorsqu'après une bouderie il reconnaissait avoir eu tort et réclamait son pardon dans quelques lignes au bout desquelles il y avait une rime et pas de sens commun, le thermomètre indiquait *poésie* — ou *chaleur douce*. Si on se faisait attendre à un rendez-vous donné, et qu'il surprît dans sa poitrine un mouvement précipité faisant un écho trop fidèle au mouvement de la pendule indiquant le retard, le thermomètre marquait *impatience* — ou *serres chaudes*. Si, le travail ne suffisant pas pour faire oublier l'ennui de l'attente, le pinceau de Théodore tremblait dans sa main, et s'il allait de la porte à la fenêtre et de la fenêtre à la porte, cela signifiait *trouble, inquiétudes* — ou *chaleur des bains*. Lorsqu'il entendait enfin et reconnaissait de trop loin le bruit d'une bottine familière avec les marches un peu raides de l'escalier, s'il allait ouvrir la porte bien avant qu'on y eût frappé, attiré comme par un aimant au-devant de sa maîtresse, et que sa présence parût répandre autour de lui une atmosphère plus respirable, ces symptômes annonçaient le commencement des *émotions vives,* degré correspondant sur son échelle thermométrique à la chaleur des *vers à soie*. Mais s'il analysait avec trop de subtilité les raisons qu'on lui donnait pour justifier le retard; si, à la première parole de sa maîtresse, encore essoufflée par une ascension quasi perpendiculaire, il répondait par un interrogatoire, et à sa première caresse par une inquisition qui la scrutait de l'agrément de son chapeau à la poussière de son brodequin; s'il remarquait sa nouvelle coiffure, exhalant un nouveau parfum dont l'odeur l'énervait; s'il fouillait sa pensée du regard, n'osant pas fouiller ses poches, et si, malgré lui, sans cause connue, il provoquait des explications ayant une querelle pour finale, le thermomètre sautait brusquement et s'élevait au *soupçon* — ou *chaleur du Sénégal*. C'est alors que Théodore songeait à se mettre à l'ombre. Une maîtresse, pour qu'il la conservât longtemps, devait renoncer à tous les instincts oppresseurs qui dominent la femme. Camarade en même temps qu'amie, il aimait à la voir marcher parallèlement dans son existence, mais il l'en éloignait aussitôt qu'elle essayait de s'y confondre. Au reste, il agissait avec une grande loyauté, affichant son programme dès le début et ne demandant pas plus qu'il n'offrait lui-même.

II.

Un soir Théodore était entré dans un cabinet de lecture, où il était abonné, pour y prendre un roman très couru qu'on lui avait promis depuis plusieurs jours. Les deux premiers volumes n'étaient pas encore rentrés. — C'est une personne du voisinage qui les a, lui dit la dame assise au bureau, et elle a l'habitude de garder les livres très longtemps. J'irai chercher moi-même ce roman, et je vous l'enverrai demain matin.

— Ce ne sera pas la même chose, dit Théodore; j'avais arrangé ma soirée pour lire.

Ce puéril désappointement suffisait pour le rendre maussade, car il était de cette race de gens dont le désir tyrannique veut être obéi sur l'heure. Il allait sortir lorsque la porte du cabinet s'ouvrit. Une jeune femme, ayant la mine éveillée d'une soubrette, entra et déposa sur le bureau deux volumes dont elle demandait à emporter la suite. — Priez donc votre maîtresse de me la renvoyer bien vite, lui dit la dame qui tenait le salon. Voici monsieur, ajouta-t-elle en désignant Théodore, qui attend ces livres depuis plusieurs jours.

— Eh bien! répondit la soubrette, monsieur n'attendra pas ceux-ci autant, car j'ai entendu dire à madame que ce roman l'intéressait beaucoup, et qu'elle passerait la nuit à le lire.

Elle sortit, et Théodore derrière elle. Comme il frappait à la porte de sa maison, il crut remarquer qu'elle s'arrêtait deux portes plus loin. Rentré chez lui, l'artiste alluma sa lampe et se mit au lit, après avoir garni sa table de nuit de tous les objets qui pouvaient être nécessaires à sa veillée, tels que tabac, papier à cigarettes, allumettes, etc., car, poussant son impatience jusqu'à la manie, il lui était insupportable de se déranger d'une occupation pour aller chercher à deux pas de lui une chose dont il avait besoin.

Il lut entièrement et sans s'arrêter le premier volume du roman. C'était une de ces œuvres dont se passionnait il y a une quinzaine d'années la portion du public qui aime à se laisser entraîner dans les récits de l'imagination. Venu à son heure (le plus grand bonheur qu'on puisse souhaiter à un livre), celui-ci avait obtenu un de ces succès qui à Paris dominent tous les événemens. La vogue, cette puissance des choses futiles, en avait acclamé le titre en tout lieu. Tous les lecteurs en conviaient les héros à leur table; ils les emmenaient bras dessus bras dessous dans leur famille, au milieu de leurs affections, jusqu'au centre de leurs intérêts. Des gens qui ne se connaissaient pas s'abordaient pour en parler, en faisant un prétexte pour échanger leurs impressions et quelquefois leur carte, car ce livre soulevait des tempêtes à cette époque, où il existait encore en

France un reste d'enthousiasme et de passion pour toute chose qui avait touché à l'idéal ou s'en était approchée; l'intérêt de l'existence ne tournait pas seulement alors dans le diamètre d'un écu, et toute la curiosité autour d'un petit scandale inédit.

Théodore ne discutait pas l'émotion à qui voulait la lui donner. Pris au collet par un narrateur habile, il se laissait conduire docilement, livrant son attention, son esprit et son cœur, son sourire et même ses larmes. Le premier tome achevé, il commençait le second, lorsqu'il trouva entre deux feuillets du premier chapitre un papier fin, lisse, embaumé, et couvert de petites pattes de mouches surchargées de ratures. Il n'y prit pas autrement garde sur le moment, et continua la lecture bien plus intéressante de son roman. Arrivé à la fin du second volume, le héros auquel il avait donné son affection se trouvait suspendu, dans un équilibre assez douteux, sur le bord d'un précipice moral. Aussi l'incertitude de Théodore était-elle arrivée à son comble. Il avait presque envie d'aller au cabinet de lecture chercher la suite; mais il était deux heures du matin, et la réflexion lui vint que cette suite était entre les mains d'une lectrice de son voisinage. Sa lecture prolongée et fiévreuse lui avait ôté l'envie de dormir; ce fut alors qu'il songea au griffonnage d'apparence féminine qui lui était tombé sous les yeux quand il avait ouvert le second volume. Il s'aperçut, en le prenant dans les mains, qu'il avait déchiré une bande de papier pour allumer une de ses cigarettes. Le commencement de la lettre ou du brouillon de lettre ayant été brûlé, la personne qui l'avait oubliée entre les pages du roman, si elle s'apercevait de cet oubli et qu'elle fît redemander ce papier rempli peut-être de choses intimes, devrait nécessairement supposer que ses confidences étaient tombées sous les yeux d'un étranger. Tel fut le raisonnement à l'aide duquel Théodore se persuada que son indiscrétion était vénielle; — puis, conclut-il, je voudrais bien la voir à ma place.

La lettre avait du reste un aspect provoquant la curiosité, on eût dit que les caractères remuaient sous le regard. Théodore se mit donc à lire, non sans difficulté d'abord, car l'écriture était irrégulière et confuse, tantôt fine et serrée, tantôt plus grosse et largement espacée, mais distinguée toujours. C'était à coup sûr une main sachant tenir une plume qui avait tracé cette lettre, et ce n'était point un esprit vulgaire qui l'avait dictée. Sous la phrase négligée ici, presque élégante en d'autres endroits, partout grammaticalement correcte, la pensée semblait vivre avec des intermittences d'esprit et de sentiment. Il fallait peu d'observation pour remarquer que cette lettre n'avait point été écrite d'un seul jet, l'encre, plus ou moins foncée, indiquant les endroits où elle avait dû être quittée et reprise. Ces interruptions étaient fréquentes. Un examen attentif au-

rait pu reconnaître quel en avait été le motif, et deviner sous quelle impression le billet avait été suspendu et continué. Comme il en avait étourdiment brûlé les deux premières lignes, Théodore dut procéder par analogie pour reconstruire le commencement, opération facile du reste, les lignes suivantes étant celles-ci : « ... Et comme tu te plains, entre autres choses, de ne plus pouvoir déchiffrer mon griffonnage, j'épuise ma papeterie à faire des brouillons, et je m'applique avec autant de soin que si je devais concourir pour un prix d'écriture. Tu recevras cette fois une épître aussi clairement lisible qu'une pétition qui demande de l'argent; mais entre nous, mon ami, il fut un temps où l'écriture de ton humble servante t'était plus familière, et je me souviens d'un certain billet que tu sus fort bien lire malgré ta myopie et la presque obscurité; *il est vrai que l'Amour te prêtait son flambeau,...* et qu'à présent tu n'as plus que ton binocle. Je te dis là des bêtises, mais elles tiennent de la place. »

A ce paragraphe succédaient deux ou trois lignes complétement surchargées. Théodore essaya vainement de percer la couche d'encre; il ne put y parvenir et reprit sa lecture.

« Tu me dis que tu t'ennuies, mon ami, et que la société au milieu de laquelle tu te trouves en ce moment est assommante. C'est peu respectueux pour ta famille et pour ses invités. Si j'étais plus égoïste, je pourrais me plaindre que ton éloignement de moi, bien prolongé, ne fût pour rien dans l'ennui que tu éprouves. Ce qui me fâche un peu plus que cet oubli, ce sont les singulières suppositions que te suggère l'emploi de mon temps pendant ton absence. — Toi qui es à Paris, me dis-tu, tu dois ne pas manquer d'occasions de te distraire! — Qu'est-ce que cela signifie? Je ne veux pas comprendre, dans la crainte d'être obligée de t'adresser des reproches. Je suis dans Paris, il est vrai, mais non pas à Paris. Ma vie est renfermée dans un horizon restreint d'habitudes uniformes, dont la meilleure est de penser à toi. Celles de tes connaissances que je pourrais voir sont en voyage. Il n'y a guère que ton ami Maurice qui vienne de temps en temps me visiter dans mon isolement. Ma femme de chambre croit qu'il me fait la cour; mais tu ne le crois pas, ni moi non plus, et Maurice encore moins. C'est un charmant garçon, et j'aime à entendre son coup de sonnette, parce que sa présence est comme un écho de la tienne, et que lorsqu'il me trouve triste, il apporte de la gaieté pour deux. Je lui ai emprunté son bras pour aller à la promenade, mais je crois m'être aperçue que cette complaisance lui était coûteuse à plusieurs titres : il a une maîtresse à laquelle il ne donne pas, comme quelqu'un de ma connaissance, trois mois de vacances, et il ne veut pas risquer d'être rencontré avec une femme par sa miss Tempête. En outre Maurice n'est pas riche, comme tu le sais, et, comme tu le sais encore, j'ai la déplorable habitude d'avoir la promenade rui-

neuse. Mon désir touche-à-tout a occasionné quelques dépenses à cet aimable garçon, et je le regrette maintenant, car, lui ayant demandé l'autre jour l'heure qu'il était pour régler ma pendule, il a dû m'avouer que sa montre s'était arrêtée... rue des Blancs-Manteaux. Au reste, il va s'envoler aussi sous les arbres. J'ai trouvé avant-hier sa carte d'adieu. Me voici donc seule, Pénélope sans prétendans, toute seule avec ma tapisserie (un joli vide-poche où vous cacherez vos correspondances clandestines avec les belles dames..... monstre!) »

Ici une nouvelle rature de quelques mots; mais la surcharge était moins opaque, et il sembla à Théodore que l'encre avait été lavée par une espèce de corps liquide faisant tache. Il crut pourtant déchiffrer les mots *tristesse*, *autrefois* et *avenir*. La phrase terminant le recto du premier feuillet était ainsi conçue :

« J'ai marqué avec une croix sur mon almanach tous les jours qui se sont passés depuis ton départ : il y aura bientôt une échéance de lettre de change. Et à ce propos j'ai payé avec les fonds que tu m'as adressés celle que tu avais eu l'imprudence de signer sans m'en prévenir. J'espère bien que tu ne recommenceras pas ces folies, dont j'étais la complice sans le savoir, puisque cet argent fut employé pour acheter un cachemire que je n'avais demandé que des yeux. Tu sais pourtant bien, mon ami, que j'entends raison à l'occasion, et que je ne mords pas trop le frein qu'on met à mes fantaisies quand le refus de leur obéir est doucement motivé. Si tu n'avais pas été en mesure de payer cette vilaine lettre de change et qu'on t'eût mis à Clichy, hein! comme cela t'aurait amusé de chanter :

Hirondelle gentille,
Voltigez à la grille
Du cachot noir!

Rien que la seule idée que mon cachemire t'a fait courir un pareil danger me le fait trouver très laid. Et puis j'en ai vu depuis un bien plus beau. »

Ici Théodore tourna la page, où manquaient encore les deux premières lignes brûlées avec celles du recto. La lettre continuait sur ce ton d'intimité tour à tour émue ou plaisante, accusant un commencement de crainte et même de reproches, atténués par la câlinerie de l'expression. On voyait qu'une seule pensée y dominait : l'ennui de la solitude et l'absence d'une affection chère.

« Il y a des jours où l'ennui m'étouffe comme une vapeur épaisse qui m'entrerait dans la gorge. J'ai l'imagination troublée par des pressentimens inquiétans. Il me prend alors de soudaines envies d'aller dans les endroits bruyans où je respirerais l'air du plaisir et de la foule : tu vois comme je suis franche, je te confesse mes mauvaises pensées, il faudra m'en gronder; mais je me repens bien vite,

et mon meilleur et sûr remède, c'est de te rapprocher de moi par le souvenir. Je prends tes lettres, je les lis tout haut, et je fais chanter à mon oreille les bonnes paroles que tu sais y mettre. Les dernières n'en étaient pas bien riches. Ton cœur s'est-il donc appauvri? Tu t'excuses d'être obligé de prolonger ton séjour chez tes parens, mais tu t'excuses trop, Léon, et les termes que tu emploies ressemblent au style d'un débiteur qui demande du temps. Ta dernière lettre m'a mise en colère, et puis mon humeur taquine avait une nostalgie de querelle. J'essaie bien d'en faire à ma bonne, mais elle me donne toujours raison. Je t'ai fait une scène en parlant à ton portrait. Je me suis emportée, tu es devenu furieux; j'ai cassé une tasse, tu as frappé du pied. La bonne, qui entendait, m'a dit un mot superbe : — Ah! madame, je croyais que monsieur était revenu. — La querelle a fini comme toutes nos querelles, par un baiser, que tu ne m'as pas rendu, et il n'y a rien eu de brisé entre nous.... qu'une tasse. »

A ce singulier épisode succédait un passage encore biffé, mais lisible, et au grand étonnement de Théodore il le trouva entièrement rétabli, au moins dans sa pensée; la forme seule avait subi quelques modifications. Il y avait eu lutte dans l'esprit de celle qui écrivait. C'était comme un aveu qu'elle ne voulait pas faire, qu'elle ne voulait pas se faire à elle-même surtout, mais qui s'échappait de son cœur malgré elle, comme un cri sort d'une poitrine oppressée.

« Oui, j'ai des doutes; oui, je souffre, et je fais des efforts pour te le cacher, craignant que cette souffrance ne t'irrite. Il me semble qu'il y a autre chose que la distance entre nous. Qu'y a-t-il? Je l'ignore. Quelque chose comme un péril nocturne qu'on devine sans le voir. » Puis tout à coup, brusque ressaut de cet esprit singulier : « Pardonne-moi, Léon, je suis folle. J'ai jeté au feu ce vilain prophète de malheur qui m'avait montré une dame de carreau faisant route pour aller voir à la nuit un valet de trèfle chez un homme de campagne. Figure-toi que j'avais supposé que l'homme de campagne était ton père, toi le valet de trèfle, et la dame de carreau... ah! une femme qui me fera du mal, bien sûr. J'ai défendu à ma bonne de me tirer les cartes, et j'ai pris le parti de ne plus me faire de mauvais sang. J'ai mis la gourmandise au rang de mes distractions; aussi je commence à engraisser un peu. Je te ménage des surprises à ton retour. Au moment où je t'écris, j'entends un de mes voisins qui chante la *chanson du capitaine*. Tu sais :

Là-bas, dans les prés verts,
J'ai tué mon capitaine.

Il a une très jolie voix fausse et une grande barbe rouge, à ce que

dit ma bonne. De la fenêtre de sa cuisine, qui donne sur les cours des maisons du voisinage, elle l'a aperçu quelquefois lavant des pinceaux, d'où je conclus que c'est un rapin. Si je le connaissais, je lui demanderais de m'apprendre la *chanson du capitaine*, dont je ne sais que deux couplets, et que nous avons entendu chanter ensemble la première fois que nous sommes allés nous promener à Aulnay, il y a quatre années, ô mon ami, les meilleures de ma vie! Dis donc, Léon, si à ton retour je te chantais la *chanson du capitaine*, et tout au long, qu'est-ce que tu dirais? »

Cette phrase, la dernière qui fût écrite, était encore raturée, mais à traits assez transparens pour qu'on pût la lire. Théodore plia la lettre, la mit dans le tiroir de sa table, éteignit sa lampe et s'endormit en murmurant : Voilà une drôle de petite femme.

III.

Ayant veillé une partie de la nuit, il dormit assez tard le lendemain. Son premier mouvement en se levant fut d'aller écarter les rideaux pour voir le temps qu'il faisait : le ciel était pur. Il ouvrit sa fenêtre : le temps était doux. Théodore se sentit de bonne humeur et se mit à chanter à pleine voix, sur un air de noël ancien :

Là-bas, dans les prés verts,
J'ai tué mon capitaine.
Mon capitaine est mort,
Et moi je vis encor...
Oui, mais avant trois jours
Ce sera-t-à mon tour.

Puis, après avoir déjeuné rapidement, il se mit à travailler en regardant de temps en temps les petits oiseaux qui venaient chercher les miettes de pain tombées sur le bord de sa fenêtre.

Soit que cette nuit de veille l'eût un peu fatigué, soit qu'une préoccupation étrangère à son travail se fût à son insu glissée dans son esprit, Théodore s'aperçut qu'il n'était que médiocrement en veine laborieuse. Comme c'était un garçon singulier, qui tenait à se mettre en règle vis-à-vis de lui-même, il chercha dans son répertoire de prétextes à l'aide desquels il justifiait toutes ses actions celui qu'il pourrait bien mettre en avant pour quitter son travail. Le cas lui sembla épineux. Le jour, étant d'une pureté irréprochable, éclairait franchement son ébauche, où le sujet s'encadrait déjà bien à l'œil, débarrassé des tâtonnemens de la composition. Sur sa palette chargée de couleurs fraîches, la gamme des tons éclatait comme une octave lumineuse. Les brosses, bien en main, n'offraient point de

hérissemens rebelles sous le grain de la toile. Le chevalet était d'aplomb, l'huile était limpide; enfin tous les outils, excellens, semblaient rattacher à son œuvre l'ouvrier tourmenté par une velléité de paresse. Théodore se leva, fit un tour silencieux dans son atelier, et ne le trouva point pavé de bonnes raisons d'oisiveté. Il en trouva une contraire dans la présence d'une dernière pièce de cent sous qui semblait lui dire mélancoliquement : « Et après moi? » Peut-être allait-il écouter ce muet avertissement de l'urgence; malheureusement ses yeux tombèrent sur une carte de visite cornée où était finement gravé ce nom connu dans les arts : Francis Bernier. Au-dessous du nom suivaient ces quelques lignes, tracées au crayon : « Venu trois fois de mes antipodes. J'ai à vous parler. Aff. sérieuse. Retirez donc votre verrou demain, dans l'après-midi. A vous. » Ce billet de visite, que sa femme de ménage avait oublié de lui remettre, portait en outre la date de la veille. Cette fois Théodore avait bel et bien son prétexte, mauvais il est vrai; mais, venant à point, il ne lui en paraissait que meilleur. Il fit une grimace qui ressemblait bien à un sourire, et, regardant son tableau d'un air piteux, il le retourna sur le chevalet en disant : « Qu'est-ce que tu veux, puisqu'il n'y a pas moyen d'être tranquille chez soi! » Puis, continuant à monologuer, comme c'était quelquefois son habitude, il ajouta : — Si j'avais été prévenu, je ne me serais pas mis en train. Rien n'est agaçant comme de travailler sous la menace d'un dérangement; il semble qu'il y a quelqu'un derrière vous qui va vous pousser le coude... Venu trois fois! continua-t-il en lisant la carte de son ami: Francis se dérange beaucoup. Si l'affaire en question est bonne, ce doit être pour lui.

Tout en se parlant ainsi, il avait pris dans un coin un petit bâton autour duquel était roulé un morceau d'étoffe bleue qu'il alla suspendre extérieurement à sa fenêtre. Le vent déroula aussitôt l'étoffe, qui se mit à claquer bruyamment. Pour les initiés, ce drapeau aperçu de la cour signifiait qu'on pouvait en toute sécurité tenter l'ascension de ses six étages, et qu'une main amie viendrait vous ouvrir la porte, impitoyablement close dès que le petit pavillon bleu était amené. Une heure après, Francis était chez Théodore.

Francis Bernier était un garçon de vingt-huit ans. Sa biographie est courte, mais instructive. Cinq ou six ans avant l'époque où nous le voyons paraître, il avait habité cet atelier où il trouvait Théodore; il y avait connu les angoisses de la nécessité, le duel fatigant du doute et de l'espérance, et il avait souffert plus qu'un autre, ayant à combattre les instincts d'une nature ardente en convoitises et en jouissances que la fortune ou tout au moins l'aisance peut seul procurer. Faible à lutter contre les obstacles, il s'était associé, pour prendre courage, à un groupe de jeunes gens rigides,

mais il les avait quittés bien vite, emportant sur le dos le froid de leur misère. De sa faiblesse même il se fit une force. Pesant sa valeur, il avait reconnu, tout en se faisant bon poids, que son talent ne pourrait jamais lui conquérir une place acceptée sérieusement, ni même sérieusement discutée. Ayant eu à une exposition un début que la critique avait encouragé sans engager l'avenir, Francis, qui connaissait sa mesure, comprit que ce qui fait le succès de la médiocrité, c'est sa perpétuité. Il ne s'épuisa point en de vains efforts. Le moule où il avait coulé sa première œuvre avait donné une bonne épreuve; il conserva le moule et ne fit ni mieux, ni plus mal. Quand on a été heureux d'une façon, il faut s'y maintenir; progresser, c'est reculer, pensait-il. Tous les ans, il envoyait gravement au Salon son petit tableau, sujet sympathique, toujours le même, facture invariable, et tous les ans la critique avait pris le parti de lui stéréotyper dans ses colonnes un éloge à peu près ainsi conçu : « M. Bernier (Francis) apporte au Salon de cette année une œuvre nouvelle qui aura, nous n'en doutons pas, le succès de ses précédens ouvrages. C'est la même naïveté distinguée dans la composition, le même bonheur dans le choix du sujet, la même fidélité inflexible à sa première manière. » Cette aumône banale se terminait ordinairement par cette mortelle injure : « M. Bernier est un jeune homme qui donne de sérieuses espérances. » La presse des départemens, où Francis envoyait ses tableaux, prenait le *la* de la presse parisienne, avec quelques variantes, et l'appelait : « jeune maître. »

Cependant de ces dédaigneuses espérances Francis travaillait à se faire un avenir. D'heureuses relations avec des jeunes gens de famille le firent pénétrer dans quelques salons, où les articles de journaux lui donnaient une apparence de notoriété. Il y remarqua qu'on avait des artistes une idée assez médiocre, et résolut de modifier cette opinion, au moins à son propre bénéfice. Il commença donc par tailler un habit noir dans son ancienne vareuse de rapin, et soumit ses manières d'être, un peu accentuées, à une orthopédie morale dont l'heureux résultat lui permit de faire croire qu'il était venu au monde sous cet habit noir. Il apprit à marcher sur les tapis, à s'asseoir sur tous les siéges et à danser toutes les danses nouvelles. Ses progrès dans la science des puérilités furent rapides; il en fut récompensé par l'épithète d'*homme charmant*. Enhardi par ses premiers succès, il convoita une société plus choisie, et redoubla d'efforts pour y être accueilli avec la même bienveillance. Riche de ses observations, il emportait dans le monde une série de saluts gradués depuis le profond respect jusqu'à l'impertinence cavalière. Possesseur d'une collection d'attitudes variées moulées sur nature, personne mieux que lui ne savait se pencher pour écouter le morceau de musique en vogue ou l'anecdote en cours. Un courtisan

lui eût envié ses poses arrondies, et un diplomate ses poses anguleuses. Habile à tout prévoir, il ne se présentait jamais dans une maison nouvelle sans être muni de renseignemens, sans avoir pour ainsi dire le mot d'ordre. Il savait que le monde, indulgent aux fautes qui ont de la tenue, est inexorable aux ridicules, et qu'il est des méprises et des inadvertances qui équivalent, pour le mauvais effet qu'elles produisent, à marcher sur les pieds d'une personne qui a des cors. Expurgeant de son dictionnaire toutes les locutions un peu colorées, il était parvenu à se mettre dans la bouche un langage onctueux et parfumé comme un sirop de fleurs de rhétorique, idiome complaisant qui ne fatigue ni celui qui le parle, ni celui qui l'écoute. Reniant tous les souvenirs de sa jeunesse, il avait fait de son *humour* d'artiste un enjouement bénin, et si les dames le priaient derrière un écran de raconter quelque épisode de sa vie d'atelier, Judas du passé, il s'exprimait avec le dédain d'un sceptique ambitieux qui médit de sa patrie indigente pour se faire naturaliser dans un pays plus riche.

Après deux ou trois ans de cette nouvelle existence, Francis aurait pu ouvrir un cours de ce savoir-vivre mondain dont la première leçon consiste, pour les jeunes gens surtout, à apprendre l'art d'ignorer l'âge des mères et de connaître la dot des filles. Cependant, s'il était parvenu à avoir accès dans les meilleurs salons parisiens, sa peinture continuait à rester dans l'antichambre de l'art, non pas que les commandes lui manquassent, mais les amateurs sérieux et intelligens recevaient l'homme du monde chez eux sans admettre le peintre dans leur galerie. Au reste, sa vanité n'en souffrait pas. N'ayant en vue que l'intérêt, il avait adopté une branche très productive de sa profession, surtout quand on vit dans un cercle de belles relations. Il envoyait annuellement à l'exposition des portraits d'hommes qui obtenaient de grands succès de cravate, et des portraits de femmes qu'accueillaient de fabuleux triomphes de guipure. Il venait d'exposer tout récemment un nouveau décalque de sa première œuvre. Traitée sur une plus vaste échelle et dans la forme ovale, cette légère concession à la variété devait être récompensée. Une coterie féminine se mit à l'œuvre, et on profita du passage d'un ministre, qui eut à peine le temps de s'asseoir, pour signer le brevet qui conférait à Francis le grade de chevalier. Cette faveur n'étonna personne, excepté lui peut-être.

Le jour où il étrenna son ruban, il se rendit à l'hôtel des commissaires-priseurs, où l'opinion publique lui donna sa réponse par la voix du crieur : — Allons, messieurs, un Francis Bernier, *Prière des Naufragés,* salon de 184..., cinq cents francs! — Francis entendit un petit frémissement railleur courir autour de la table. — Allons, messieurs, reprit le crieur, à quatre cents! à trois cents! — Oh!

c'est honteux, fit le commissaire, qui reconnut Bernier dans la foule. — Voyez le cadre au moins, ajouta le crieur. — Marchand à cinquante francs, répondit une voix enrouée. Le commissaire, lié avec l'auteur de la malheureuse *Prière des Naufragés,* voulut lui faire la politesse d'une enchère pour son compte. Il avait du reste un cadeau à faire, il pensa s'en tirer à bon marché, et engagea la vente. — Il y a marchand à cent francs — par moi, dit-il. La galerie ne bougea pas, les amateurs feuilletaient leur catalogue ou s'offraient des prises de tabac. Bernier voulut sauvegarder sa dignité. Tacitement d'accord avec le commissaire-priseur, auquel il avait fait un signe aussitôt compris de celui-ci, ils menèrent de riposte en riposte les enchères jusqu'à quatre cents francs. Peu de gens furent dupes de cette comédie, dont Bernier devait payer tous les frais; mais les prix de vente pouvaient être publiés par les journaux, et un chiffre ridicule aurait pu porter atteinte à sa réputation, au moins sous le rapport commercial. Il était venu à la vente la poitrine gonflée d'orgueil, comme un homme qui porte pour la première fois un signe qui le distingue des autres. Il s'était promis de travailler plus sérieusement et de faire plus tard honneur à l'honneur qu'on venait de lui faire. Le coup sec du marteau d'ivoire qui lui avait adjugé son propre tableau avait retenti dans son cœur. Un coup peut-être plus terrible l'attendait sous le vestibule; il trouva un grand seigneur amateur chez lequel il était reçu. — Voyez donc, monsieur Bernier, dit celui-ci en lui montrant une petite toile qu'il portait à sa voiture.

— C'est délicieux! répondit Francis, reconnaissant une peinture d'un de ses anciens amis, nommé Lazare. A la louange de Francis, il faut dire que, s'il doutait de son mérite, il reconnaissait celui des autres; il vanta avec enthousiasme le tableau de son confrère.

— Vous n'avez pas dû payer cela cher? demanda-t-il.

— Mais, fit le gentilhomme amateur, il n'est pas donné. On me l'a disputé. J'ai mis vingt louis dehors; franchement, je ne les regrette pas.

— C'est un bijou qui vaudra le double de ce qu'il vous a coûté, s'il sort de votre galerie, monsieur le duc.

— Mes complimens, monsieur le chevalier, reprit le duc, qui venait d'apercevoir la décoration du jeune peintre; nous ferez-vous l'honneur de recevoir nos félicitations un de ces soirs?

Et, après avoir salué Francis, il monta dans sa voiture.

A dix pas de là, sur le boulevard, Bernier rencontra précisément Lazare. Il lui fit part du succès qu'il venait d'obtenir à la vente. — Le duc de *** a acheté un tableau de vous juste ce que j'ai acheté l'un des miens, quatre cents francs.

Et il raconta, sans trop de dépit apparent, sa petite mésaventure.

— Ma foi, reprit Lazare, ce n'est pas moi qui profite de l'aubaine.

J'ai vendu ce tableau-là trente-cinq francs, il y a six mois, à un marchand qui est venu chez moi à l'heure du dîner.

— Vous êtes absurde de faire les affaires comme ça, dit Francis.

— Ce n'est pas moi qui arrange la destinée, répondit tranquillement Lazare. — Et, apercevant à son tour la décoration de son ancien camarade, il lui tendit la main : — Votre boutonnière a la rougeole, lui dit-il en riant; c'est plus joli que la petite sauterelle verte que vous y mettiez auparavant. Mes complimens.

— Donnez-moi votre adresse, lui dit Francis. Le duc aime ce que vous faites. Je le conduirai chez vous, et vous traiterez directement avec lui.

— Mon adresse,... voilà,... c'est que je n'en ai pas.

— Eh bien! apportez quelque chose à mon atelier...

— Je n'ai rien de fait.

— Mais faites, morbleu!

Lazare resta un moment pensif. — Non pas maintenant. Je suis amoureux.

— Eh! mon ami, interrompit Bernier, vous avez un grand défaut : vous mettez trop de sentiment dans la vie.

— Qu'est-ce que cela fait, répondit l'artiste, si j'en garde assez pour ma peinture?

Ce fut le seul mot cruel qui lui échappa. Les deux camarades se séparèrent, et de longtemps Francis n'avait revu Lazare. S'il avait su où le trouver, peut-être même ne fût-il pas venu voir Théodore, chez lequel nous le retrouverons vêtu selon le dernier mot de la mode et maigre comme il convient à un homme qui a des prétentions à la distinction anglaise.

— Bonjour, dit-il à Théodore en lui serrant la main, et donnez-moi une pipe.

— Comment! fit Théodore en lui offrant ce qu'il demandait, vous ne craignez donc plus de vous infecter?

— Bah! reprit Bernier en allumant sa pipe avec le plaisir visible qu'on éprouve à goûter au fruit défendu. Je ne vais nulle part aujourd'hui. Ah! si, ajouta-t-il après avoir réfléchi, j'ai une petite commission à faire chez une femme; mais il n'y a point besoin de se gêner avec celle-là. Voyons. Parlons un peu de nos affaires. Ah çà! je suis venu trois fois chez vous. Qu'est-ce que vous faites donc qu'on ne peut pas vous voir? Est-ce aussi l'amour qui ferme votre verrou à l'amitié?

— Je travaille beaucoup.

— Vous avez donc des commandes?

— Soyez donc gentil, et ne posez pas, Francis, lui dit Théodore avec une froideur défiante. Vous savez bien que je n'ai pas de commande.

Bernier eut envie de protester contre toute intention ironique : il n'avait fait cette demande que par intérêt sincère; c'était un lapsus de réflexion, et rien de plus. Le ton raide de Théodore était le résultat d'un malentendu qui se produisait souvent entre Francis et ceux de ses amis que la destinée avait moins favorisés que lui. Il ne demandait pas mieux que de rentrer franchement dans leur sympathie; mais l'accès n'en était point facile toujours. Leur condition d'obscurité, injustement prolongée peut-être par les hasards de la vie, devait, il le supposait du moins, s'étonner des facilités qu'il avait rencontrées pour réussir. Une hostilité préventive accueillait ses moindres paroles, et une sorte de dépit voisin de la malveillance y guettait toutes les occasions de les couper par un reproche ou par quelque boutade un peu vive. Francis faisait la part de ces irritations, dont les natures les moins enclines à l'envie ne peuvent se défendre quelquefois, et il avait pris le sage parti de supporter tranquillement ces petites piqûres.

Il s'approcha du chevalet, et dit à Théodore, en indiquant la toile posée du côté du châssis : — Peut-on voir?

— On peut, répliqua Théodore, qui vint lui-même retourner son tableau.

Selon son habitude, Bernier exprima son opinion sous l'impression immédiate de l'examen. Comme il possédait le sens critique, son jugement n'était pas à dédaigner, et on acceptait son éloge comme une monnaie franche.

— C'est bien, très bien, dit-il en se reculant et en s'approchant tour à tour pour juger l'effet. — Ah! vous avez du talent, vous!

— Faut bien avoir quelque chose, répondit Théodore.

Le mot tomba sans être ramassé par Francis.

— Combien vous paiera-t-on cela quand vous l'aurez achevé? demanda-t-il naturellement.

Théodore savait que Francis connaissait fort bien ses prix de vente. Il se mit de nouveau sur la défensive, croyant que son confrère voulait, en lui arrachant l'aveu d'un chiffre ridicule, constater sa supériorité commerciale sur la sienne.

— On me paie cela cent mille francs, répondit Théodore.

— Alors, dit Francis en faisant un mouvement comme pour prendre son chapeau, je n'ai plus qu'à m'en aller, n'étant pas assez riche pour faire concurrence à des nababs. — Et tout en plaisantant, il fit mine de se retirer.

— Mais, lui dit Théodore en le retenant, pourquoi me faites-vous toujours des questions inutiles? Vous savez qu'en ce moment je traverse la Judée, et que dans ce pays-là on laisse sa laine aux buissons. Je vends mes tableaux quand je puis, et je les vends, pour ce

qu'ils veulent m'en donner, à des marchands qui n'oseraient pas me les demander pour rien.

— Alors, fit Francis en se rasseyant, revenons à l'affaire qui m'amène; mais d'abord, mon cher ami, faites-moi le plaisir de ne chercher dans ma proposition aucune intention blessante. Je viens ici comme un ami, ne me recevez point en porc-épic. Faites-moi bonne hospitalité.

— L'hospitalité de l'Orient, répondit Théodore en lui montrant le divan : des coussins et une pipe. Allez.

— M'y voici. Je suis dans ce moment accablé de travaux.

Un sourire effleura les lèvres de Théodore.

— Oui, continua Francis, c'est drôle, mais c'est comme cela. Ces gens du monde ont mauvais goût. N'en parlons plus. Or donc un de mes amis dont le père possède un château à cinquante lieues d'ici m'a écrit pour me demander d'y aller passer un mois ou deux. Il va se marier bientôt. L'architecte est en train de disposer l'appartement qu'il occupera dans le château paternel, et comme il a le goût des arts...

— Il voudrait que vous allassiez décorer son appartement, interrompit Théodore.

— Parfaitement, continua Francis; mais comme j'aime bien mes amis et que je suis heureux de rencontrer une occasion de leur être agréable, j'ai voulu ménager au mien cette bonne surprise de vous demander la décoration du boudoir de sa future.

— Il faudrait donc aller au château de votre ami? dit Théodore. C'est que je n'aime pas beaucoup à me déranger, ajouta-t-il, inquiet à la seule idée d'avoir à se courber sous le joug des servitudes sociales.

— Je le sais bien, et c'est là votre tort. Dans la vie, on n'arrive qu'en se dérangeant, et surtout en dérangeant les autres; mais vous n'aurez pas à sortir d'ici, à moins que vous ne préfériez venir travailler chez moi : mon atelier est plus grand.

— Non... non, s'écria Théodore.

— Ah! je comprends, fit Bernier en riant; vous craignez l'endroit contagieux.

— Je serai plus à mon aise ici, interrompit Théodore; mais, si j'accepte, aurai-je la liberté de faire ce qui me plaira?

— Vous aurez la liberté de faire de très jolies choses, et vous en userez, j'en suis sûr. Les sujets seront abandonnés à votre fantaisie, qui pourra s'égarer à son gré... jusqu'aux limites du convenable, ajouta Francis avec une intention de réticence.

— Croyez-vous que je veuille faire des gaillardises? Je vous montrerai mes esquisses d'ailleurs, répondit Théodore.

— Je n'ai pas la prétention de contrôler votre travail, mais je

tiendrais à vous voir réussir celui-là: un succès en amène un autre. Ces peintures vous seront, j'en suis sûr, payées convenablement, et le prix pourra vous permettre pour un temps de vous tenir à l'écart des exploiteurs.

— Mais, j'y pense, dit Théodore, votre ami ne s'arrangera peut-être pas de cela.

— Mon ami, répondit Francis, ne sera prévenu qu'au moment où il aura à vous remercier d'avoir bien voulu m'aider. Les panneaux seront expédiés au fur et à mesure que vous les aurez terminés. Quand ils seront posés, vous viendrez les signer, et je vous présenterai.

— Vous m'emmènerez dans le monde?

— Oui, mais pas en blouse, et lorsque vous y serez, vous verrez que la fréquentation des gens polis et bien élevés n'empêche pas d'avoir du talent.....

— Quand on en a, interrompit Théodore.

— .....Et vous reviendrez peut-être alors sur les préventions que vous inspire votre mauvaise société habituelle.

— Mais je vis tout seul.

— C'est ce que je voulais dire, répliqua Bernier. La solitude est une conseillère de malveillance. — Et il ajouta : — Tenez, je suis venu ici pour vous être agréable. Il n'y a pas un quart d'heure que j'y suis, et vous m'avez dit huit impertinences.

— Vous les avez comptées? dit Théodore en riant.

— Oui, regardez, reprit Francis en indiquant du doigt une suite de petites croix faites à la craie sur la boiserie, il y en a huit; quand nous serons à dix...

— Vous vous fâcherez, fit Théodore en lui tendant la main.

— Non, j'effacerai,... et vous recommencerez. Pourquoi me taquinez-vous toujours? Je ne suis pas un aigle, c'est convenu; mais je ne suis pas une oie non plus. Voyons, vous acceptez ma proposition?

— De grand cœur; mais...

— J'avais prévu votre *mais,* dit Francis. En procurant le travail, je fournis les outils: mon marchand de couleurs vous livrera tout ce que vous lui demanderez. Cela ne vous déshonore pas que je vous crédite chez lui?

— Non, et pendant que vous y serez, vous me créditerez d'un cadre à la mesure de cette toile? répondit Théodore en montrant son tableau.

— Comment le voulez-vous?

— Vous le choisirez.

Tout en parlant, Théodore avait pris un pinceau et écrivait au bas de la toile : ***Offert à mon ami Francis Bernier.***

— Puisque j'en avais envie, c'était si simple de me le vendre très

cher, dit celui-ci. Vous renoncez facilement aux cent mille francs de votre nabab, ajouta-t-il en riant.

— Je vous donne la préférence pour rien.

— J'accepte, mais à une condition : c'est que vous me le donnerez tel qu'il est là.

— Pourquoi ne pas attendre que je l'aie fini?

— Parce que je tiens à avoir quelque chose de vous qui ne soit pas parfait, termina Francis en souriant.

— Pour un joli mot, voilà un joli mot, s'écria Théodore; je vais vous le marquer aussi, fit-il en traçant à son tour une croix sur le mur, mais vous n'irez pas à huit.

— Qu'est-ce que vous faites ce soir? demanda Bernier.

— Je rentre de bonne heure après mon dîner pour lire un roman qui m'intéresse beaucoup, et dont j'attends la suite.

— Vous pouvez toujours bien venir dîner avec moi, vous rentrerez quand il vous plaira.

— Volontiers.

— Eh bien! je reviendrai vous prendre à six heures... Ou plutôt, non, attendez-moi à cette heure-là galerie de l'Opéra, et peut-être amènerai-je une dame avec moi.

— Alors je vous gênerai.

— Non, c'est la *femme* d'un de mes amis... — Francis souligna le mot d'une intention. — Une future veuve dont le *mari* va se marier, ajouta-t-il en riant.

— Compris, fit Théodore en riant aussi. Et elle vous épouse en secondes noces?

— Non pas, reprit Francis. La pauvre fille ne se doute pas de ce qui se passe; son amant n'ose rien lui dire encore et préfère attendre au dernier moment, car cette rupture est aussi cruelle pour lui qu'elle le sera sans doute pour cette pauvre enfant, qui a bien le meilleur cœur du monde, et qui en souffre.

— A quoi lui servirait-il d'en avoir sans cela?

— Mon ami, — c'est précisément celui pour qui vous allez travailler, — m'a chargé d'aller voir sa maîtresse et d'essayer de la préparer doucement à l'événement; mais je n'aime pas trop à jouer ce rôle de trait de désunion. J'ai reculé jusqu'ici à voir Camille. J'ai été absent d'ailleurs. J'y vais aller aujourd'hui, je l'emmènerai faire un tour au Bois, nous dînerons tous les trois, et de là je la conduirai au spectacle. Vous viendrez au théâtre avec nous, si vous voulez.

— Ah! non; moi je veux finir mon roman, dit Théodore.

— A six heures alors, reprit Francis en se disposant au départ.

— Et cette dame ne sera pas contrariée de ma compagnie?

— Aucunement. Vous verrez une charmante créature.

— Dois-je me faire beau?

— Si vous avez l'intention de lui plaire, faites-vous bon. Et surtout pas un mot de ce que je vous ai appris à propos d'elle.

Les deux amis se séparèrent en renouvelant une dernière fois leur rendez-vous.

IV.

Théodore s'habilla avec toute la richesse que pouvait lui permettre sa modeste garde-robe, et sortit pour faire une promenade en attendant l'heure du dîner. Le temps était beau, nous l'avons dit, et tout Paris était dehors, bien entendu tout le Paris dont l'unique souci est de n'en pas avoir. Théodore se sentait allègre et marchait gaiement par les rues, comme un homme qui chemine au bras d'une heureuse pensée. Il rencontra sur les boulevards un marchand qui consentait quelquefois à lui acheter ses petits tableaux. — Je fais un envoi à l'étranger, lui dit cet homme; si vous avez quelque chose de gentil et dans les prix doux, apportez-moi ça. — Puis, ayant remarqué la tenue presque élégante de Théodore, il ajouta : — Comme vous êtes beau! Allez-vous donc à la noce?

— Je dîne en ville avec Francis Bernier.

— Vous le connaissez? fit le marchand, passant son bras sous celui de Théodore.

— Parfaitement.

— Tiens, vous pouvez me rendre un service alors. Bernier, qui va beaucoup dans le monde, est lié avec le duc de ***, un amateur qui cherche les maîtres du XVIIIe siècle. J'ai en ce moment deux Watteau.

— De qui sont-ils? interrompit Théodore.

— Ils sont authentiques; je les ai achetés à Londres, où ils sortaient d'une galerie connue, reprit le marchand. Je voudrais bien que le duc vînt les voir. Dites-en donc deux mots à Francis. Si cette affaire réussit, j'en ferai une avec lui, quoiqu'il soit très raide... Après ça, son nom fait bien dans une montre.

— Eh bien! soit! répondit Théodore.

— Merci, dit le marchand. Je passerai chez vous pour... pour voir si vous avez quelque chose de prêt, reprit-il vivement.

— Et pour savoir si Bernier consentira à conduire le duc voir vos Watteau, farceur! Ce sera la première fois que je vous verrai dans mon atelier.

— Dame! reprit le marchand en s'éloignant, c'est toujours vous qui venez dans mon magasin.

Cette réflexion naïve révélait à Théodore la profondeur du mot de Bernier, « déranger les autres, » et il comprit que dans la vie il n'y a pas de petits moyens. Ayant fait encore quelques tours, il at-

teignit ainsi l'heure de son rendez-vous, où, après cinq minutes d'attente, il vit arriver Francis avec la compagne qu'il lui avait annoncée. La présentation faite, Francis demanda à la jeune femme où elle voulait aller dîner.

— Où vous voudrez, répondit-elle.

— Je connais un endroit très-bien, dit Théodore, et il hasarda le nom du restaurant où son parrain le conduisait quelquefois.

— Oh! oh! murmura Francis, on allait là avant la découverte de l'Amérique.

— J'ai dit une bêtise, pensa Théodore en remarquant qu'un sourire avait effleuré les lèvres de la dame.

En causant, Bernier se dirigeait vers le Café Anglais, où il entra avec ses deux invités. A la manière dont il fut reçu, on voyait que le lieu lui était familier. — C'est vous qui me servez, Alexis, dit-il à l'un des garçons qu'il rencontra sur son passage. Tâchez de m'avoir un bon cabinet. — On les installa dans un joli salon ayant vue sur le boulevard, décoré, meublé et éclairé avec tout le comfortable de l'établissement. Pendant que Bernier écrivait la carte, Théodore observa la jeune femme, qui, débarrassée de son mantelet et de son chapeau, avait pris place en face des deux convives. Elle semblait avoir vingt-deux ans et était de taille moyenne, avec de jolies mains finement attachées à un poignet mignon. Sa tête, élégamment posée sur un buste chaste, paraissait petite, sous l'épaisseur d'une chevelure qui tenait le milieu entre la couleur brune et le noir méridional. Les traits en étaient fins, mobiles, et d'une douceur qui exprimait le calme, mais non l'absence de passion. Sa bouche petite, ombragée d'un duvet transparent comme une fumée, montrait en s'ouvrant des dents d'un éclat merveilleux, et le sourire de l'enfance terrible était resté sur ses lèvres. Quant aux yeux, d'une nuance indéfinie, ils annonçaient l'intelligence aiguisée par une sorte de malice étourdie, qui semblait ne demander qu'à être éveillée pour devenir de l'esprit.

— Voici la carte; dites-moi si cela vous convient, Camille, demanda Francis en lui passant le menu qu'il venait d'écrire. Vous voyez que j'ai pensé aux friandises.

— Vous avez oublié les petits pois, dit-elle.

Théodore regarda son amphitryon d'un air étonné qui voulait dire : Y en a-t-il donc déjà? Francis comprit parfaitement, car il répondit : — Ici il y a de tout, en toute saison et à toute heure. C'est une spécialité de la maison de pouvoir donner ce qui n'existe pas. Voyez d'ailleurs. — Et il passa le menu à Théodore. Celui-ci pensa que le meilleur moyen de ne pas étonner les autres était de ne point paraître étonné lui-même, et, après un coup d'œil négligent jeté sur la carte, il approuva la commande. C'était ce qu'on appelle un vote

de confiance, car il ignorait absolument ce qu'il allait manger. — Je vais faire un dîner de bonbons, pensa-t-il. La question des vins le trouva plus rétif. Son parrain lui avait donné quelques rudimens de science œnophile, et il ne fut pas fâché d'avoir une occasion d'initiative. Francis avait demandé son vin ordinaire, ce que son convive trouva mesquin jusqu'au moment où le garçon, qui savait ce que cela voulait dire, apporta deux fioles de Saint-Julien. — Je ne change jamais de vin, dit Francis; c'est une question d'hygiène.

— Eh bien! moi qui n'ai pas encore pu m'habituer au mien, j'en change volontiers, interrompit Théodore. C'est une question de curiosité. Seulement je ne veux pas de votre bordeaux; des vins frileux qu'on met en cave avec des gilets de flanelle...

— Goûtez-le toujours. — Théodore goûta.

— Il revient des Indes, dit Francis.

— Toute réflexion faite, il a bien fait d'en revenir, répliqua Théodore. Moi je n'irai pas si loin; je me contenterai de monter sur un coteau de la Bourgogne. — Madame voudra-t-elle m'accompagner? dit-il en se tournant vers Camille. — La jeune femme sourit en tendant son verre à Bernier.

— Prenez garde de rouler en bas de votre coteau, interrompit celui-ci.

Le repas, commencé sur ce ton enjoué, continua de même. Théodore, se rappelant sa rencontre sur le boulevard, s'acquitta de la commission dont l'avait chargé le marchand. — Lui rendrez-vous ce service? demanda-t-il.

— Non, mais je le lui vendrai, répondit Francis. Et si vous-même vous avez quelque chose à placer, voici une occasion de vous faire payer sans être trop marchandé. Annoncez à Bernard que je consens à parler de ses Watteau au duc, et vous verrez. Quant à moi, le jour où je conduirai le duc chez lui, il verra. Je ne sais pas si Watteau sera acheté; mais ce que je sais bien, c'est qu'il y aura un Bernier qui sera vendu. Ah! Bernard a un peu besoin de moi! Une fois que j'avais le cou serré entre deux échéances, il m'y a laissé; mais que je le tienne, et je l'étrangle.

— Si l'affaire se fait, dit Théodore en riant, je vois que c'est l'amateur qui paiera les frais.

— Non, reprit Francis, Bernard n'est pas si sot que de tuer la poule à sa première couvée. On dépouille plus facilement un pauvre qu'on ne vole un riche. Le duc fera une bonne affaire cette fois-ci, Bernard dût-il perdre sur le premier marché pour s'assurer sa clientèle. Il perdra sûrement sur moi, car je vais lui glisser certains *Naufragés* qui ont eu bien des malheurs. Quant à vous, le courtage vous sera proposé, si vous savez vous le faire offrir.

— Mais je n'ai rien de prêt, dit Théodore.

— Vendez à Bernard le tableau que vous m'avez promis, vous avez besoin d'argent pour le travail dont je vous ai parlé, et surtout demandez-lui un prix extravagant.

— Il ne m'achètera pas alors, interrompit Théodore.

— Comprenez donc, mais comprenez donc, insista Francis en frappant sur la table avec son couteau. Bernard est un marchand; il vous paie trente, quarante ou cinquante francs ce qui vaut le double ou le triple, et vaudra plus tard le double du triple. Il a pris cette bonne habitude de ne pas vous donner plus, vous avez pris la mauvaise habitude d'accepter si peu...

— Parce que j'ai besoin de lui, interrompit Théodore.

— Eh bien! tout est là. Cette fois c'est lui qui a besoin de vous. Je puis, moi, n'être pas disposé à mon rôle d'intermédiaire, reprit Francis. Faites-le-lui craindre et supposer que ce sera seulement par amitié pour vous que je consentirai. Soyez en boutique à votre tour et vendez votre influence; c'est une denrée qu'on ne marchande pas. Je suis sûr d'amener le duc, mais je ne le ferai que le jour où je verrai votre tableau à la vitre de Bernard.

— Merci, dit Théodore, mais tout cela n'amuse pas madame.

— Madame nous excusera, fit Francis en se retournant vers Camille; mon ami est un garçon qui n'entend rien aux affaires, et je lui donne une leçon. Il passerait sa vie avec un rayon de soleil et un air de guitare...

— Sous un balcon, interrompit Théodore en regardant Camille.

La conversation sortit enfin du cercle restreint dans lequel Camille n'avait pas cru devoir entrer. Comme l'oiseau né jaseur que le silence étoufferait, elle glissa par la première issue qui lui fut ouverte son babil impatient. On voyait bien que son langage était celui d'une enfant gâtée, à laquelle on laisse tout dire parce qu'on aime à l'entendre, et qu'on ne fait taire qu'avec un baiser. Ce gentil fredon ne restait pourtant point dans la gamme unique des frivolités. Camille n'ayant pas seulement appris à parler à l'aide d'une serinette féminine composée de deux airs, chiffons et coquetterie. Si son esprit avait des réminiscences viriles de nature à étonner sur ses lèvres, elle avait dans les questions de sentiment une note qui ne trahissait pas l'emprunt. Sa mémoire littéraire était cependant peu meublée, mais elle avait eu la main heureuse en fouillant dans la grande bibliothèque humaine, où ses lectures étaient déjà loin de *la croix de Jésus* d'Agnès, sans approcher jamais des bouquins savans de Belise. Elle aimait les livres qui disent vrai, peu soucieuse de la forme peut-être, mais attirée de préférence par ses instincts natifs vers les œuvres où la vérité ne dédaignait pas l'art de s'exprimer. Elle ignorait la critique et la pratiquait naïvement, divisant les livres comme les personnes en connaissances et en amis. Au

nombre de ces derniers, elle comptait Virginie de Latour et Manon Lescaut, leur partageant une sympathie égale et pourtant différente, embrassant l'une et tendant la main à l'autre.

Comme au dessert, à la suite d'un rapport d'idées, on était venu à parler de ces deux héroïnes de la passion, et à établir un parallèle entre la vierge sage et la vierge folle, les deux hommes prirent parti pour cette dernière. — Allons, fit Théodore, Virginie était un peu bégueule, et Manon pas assez; mais, pour conclure, elles sont sœurs.

— Volontiers, dit Camille, mais pas de la même mère.

— C'est égal, j'aime mieux Manon, reprit Théodore. C'était une bonne fille qui s'en allait souvent. C'est très amusant d'être aimé de ces personnes-là.

— Est-ce aussi amusant de les aimer? demanda la jeune femme.

— Il faut vous dire, chère petite, que mon ami est un garçon qui aime à se représenter l'Amour un sac de voyage à la main, interrompit Francis.

— Oui, continua Théodore, un verbe actif qui aime à courir, jusqu'au moment où il s'assied tout essoufflé dans le fauteuil du mariage.

Camille devint toute pâle, et Théodore sentit que Francis lui marchait sur le pied. Il se baissa sous la table comme pour chercher sa serviette, qui était restée sur ses genoux, et prolongea ce mouvement qui lui permettait de cacher son trouble.

— Que faites-vous? lui dit Francis tout bas.

— J'ai laissé tomber une bêtise.

— Elle est ramassée.

En se relevant, Théodore s'aperçut que sa voisine avait quitté sa place. Elle s'était mise à la fenêtre, qu'elle avait ouverte.

— Qu'a-t-elle donc? demanda Théodore. Est-elle malade?

— Oui, elle a la maladie du pressentiment. J'ai, vous le savez, une mauvaise nouvelle à lui apprendre, et, bien que je ne lui aie rien dit, mon secret s'évapore.

— Imbécile que je suis! dit Théodore.

— Cela se passera, reprit Bernier. C'est une fille qui ne peut pas s'arrêter pendant dix minutes sur la même idée, heureusement pour elle.

Comme Francis achevait de parler, Camille se retournait du côté des deux jeunes gens. On eût dans ce moment moulé sur ses traits la figure de l'anxiété. Croyant n'être pas entendu par elle, Théodore, qui jouait imprudemment avec la salière gauloise, en renversa quelques grains sur la table, chose permise à la fin d'un dîner où la gaieté avait eu son couvert. Il venait de dire un de ces mots qui sont les fruits défendus de la conversation, et que les femmes qui ont de jolies dents ne craignent pas de rencontrer dans la corbeille

du dessert. Camille avait entendu, et se remit rapidement à la fenêtre pour croquer en plein air et sans embarras cette pomme un peu verte. Quand elle reparut, elle avait repris sa première physionomie. Un éclat de rire avait passé sur ses lèvres, et la tristesse l'avait quittée comme un masque dénoué qui tombe d'un visage. Francis l'avait bien dit, lui qui la connaissait: sa pensée étourdie ne pouvait s'immobiliser. C'était une linotte qui changeait de branche, et qui venait de sauter de la branche épineuse sur la branche fleurie. Francis demanda la carte, et Théodore commit la maladresse de la regarder en amateur. Il put se convaincre alors qu'on pouvait très bien dépenser trois louis pour dîner à trois. Et cependant, pensait-il, il n'y avait point d'entrecôtes!

On quitta le restaurant. Sur le seuil, Camille fut abordée par une pauvre femme qui lui fit présenter un bouquet de violettes par la main d'un petit enfant de deux ans, que le froid faisait trembler. Camille fouilla dans ses poches. — J'ai perdu ma bourse, Francis, dit-elle; prêtez-moi la vôtre.

Le jeune homme lui offrit un élégant porte-monnaie, où elle prit la première pièce qui lui vint sous les doigts et la mit dans la main du petit enfant à la place du bouquet. L'enfant la laissa tomber à terre; sa mère la ramassa. Francis avait entendu le son de l'or, et voulait retourner; mais Camille l'entraîna. — Vous êtes folle, ma chère, lui dit-il en reprenant son porte-monnaie.

— Pourquoi n'avez-vous pas de sous? lui dit Camille; ça prouve que vous ne pensez pas aux pauvres.

— Faire une folie n'est pas faire l'aumône, reprit Bernier, moitié sérieux, moitié plaisant. On aurait pu changer.

— Est-ce que ce petit marchand de violettes avait la monnaie de vingt francs? Il ne l'aura peut-être jamais, répliqua la jeune femme en riant.

Pour parler d'autre chose, Bernier lui dit : — A quoi donc pensez-vous? C'est très bête d'avoir perdu votre bourse... Aviez-vous beaucoup dedans encore?

— Je ne sais pas, répondit Camille avec négligence... Mais je ne suis pas inquiète, on l'aura trouvée.

Comme elle achevait cette réflexion, elle poussa un petit cri de surprise.

— Qu'y a-t-il encore? demanda Francis.

— La voilà!

Et elle tira de son manchon une petite bourse en filet qu'elle agita gaiement.

— Quelle étourdie vous êtes! lui dit Francis. Vous l'aviez cherchée partout, et vous l'aviez sous votre main.

— C'est comme ça dans la vie, répondit-elle avec une inflexion de voix grave et mélancolique, il y a des choses qu'on cherche ailleurs et qu'on a sous la main... Voici vos vingt francs, ajouta-t-elle en rendant un louis à Bernier, qui la remercia et mit l'or dans sa poche.

— Tiens! fit-elle dix pas plus loin, j'ai perdu mon bouquet.

Francis s'arrêta, regarda Camille sous le nez, et partit d'un immense éclat de rire. Camille se mit à rire en regardant Bernier, dont l'hilarité lui était expliquée, et Théodore se mit à rire en regardant Camille. Ils furent obligés de s'arrêter, on commençait à les suivre.

— Voilà un joli bonnet, je vais entrer le marchander, dit la jeune femme en ouvrant la porte d'un magasin de modes. Attendez-moi.

Les jeunes gens allumèrent un cigare.

— Charmante créature! dit Théodore.

— Oui, mais, interrompit Francis en frappant avec un geste significatif son index sur son front, elle s'est un peu cogné le cerveau en venant au monde.

— C'est égal, dit Théodore...

— C'est égal quoi?

— Il y a plus d'une petite dame qui, si elle avait perdu sa bourse, ne l'aurait pas retrouvée au moment où elle vous aurait dû de l'argent.

— La parole de Camille et sa probité en toutes choses sont celles d'un homme d'honneur, répondit Bernier.

Entrée dans le magasin pour y acheter un bonnet, Camille eut un nouveau caprice, et fit l'acquisition d'un petit mouchoir brodé. — J'en étais bien sûr, dit Francis en riant. Allons, continua-t-il en lui offrant le bras, dépêchons-nous, le spectacle va être avancé.

— Nous allons donc au théâtre décidément? demanda Camille.

— Puisque c'est convenu et que j'ai le coupon.

— J'en suis fâchée, reprit la jeune femme; j'aurais voulu achever une lettre que j'ai commencée pour Léon, lui dit-elle à l'oreille.

— Vous la finirez demain. On joue une pièce amusante qui vous fera rire.

— Vous me le promettez?

— Je vous le promets.

— Moi, dit Théodore, je vous demande la permission de vous quitter.

— Il est encore de bonne heure. Montez voir un acte avec nous, fit Bernier avec instance.

— Non, vous savez, j'ai mon roman qui m'attend.

— A propos, s'écria Camille, j'ai oublié de dire à ma bonne de reporter des volumes qu'un monsieur est très pressé de lire, à ce qu'il paraît...

— Eh bien! ce monsieur attendra, dit Francis, ce n'est pas un grand malheur.

Théodore dressa l'oreille.

— C'est qu'en rentrant je serai punie de ma négligence, continua Camille. Le cabinet de lecture sera fermé, et je n'aurai pas la suite de... (Elle cita le titre du roman.) C'est très intéressant; j'ai passé ma nuit à le lire.

Cette fois Théodore n'eut plus aucun doute; il se mit à rire, et comme son compagnon lui demandait ce qu'il avait : — J'ai que c'est moi qui suis le monsieur pressé dont parlait madame. Nous lisons le même roman, et nous avons le même cabinet de lecture.

— Au fait, je n'y pensais pas, interrompit Bernier, cela doit être, puisque vous logez dans la même rue.

— Vous ne m'aviez pas dit que madame fût ma voisine, quand vous êtes descendu de chez moi pour aller la prendre.

— Eh! le savais-je? Madame, reprit Francis, ne m'avait point appris qu'elle était déménagée depuis six semaines, de sorte que j'ai été à son ancienne adresse, où l'on m'a donné la nouvelle. Sans doute, — vous êtes voisins!

— Mon voisinage n'est pas heureux pour monsieur ce soir, puisque mon oubli le prive d'un plaisir sur lequel il avait compté, dit Camille.

Tout en causant, on était arrivé devant le théâtre du Vaudeville, dont un *relâche* subit avait éteint les lumières. Comme à ce contretemps venait se joindre un commencement de pluie qui rendait la promenade impossible, il fut décidé, après un petit conciliabule sur l'emploi de la soirée, qu'on irait prendre le thé chez Camille. Théodore refusait, craignant d'être indiscret; mais elle insista, disant que c'était plutôt son invitation qui était indiscrète, puisqu'elle avait le dessein de lui demander un croquis pour son album. — Et puis, dit-elle, c'est une occasion pour avoir la suite de notre roman.

— Théodore accepte, c'est convenu, dit Francis en mettant Camille en voiture, car elle avait demandé à prendre les devans. — Dans trois quarts d'heure, nous serons chez vous. Peut-on apporter des cigares?

— Ce n'est pas la peine; il y a ceux que Léon a laissés.

— Au fait, dit Bernier, depuis trois mois qu'il est parti, ils doivent être secs.

La voiture s'éloigna, et Théodore s'étonnait que la jeune femme ne les en eût point fait profiter, lorsque son ami lui en expliqua le motif. — Son petit intérieur n'est sans doute pas en ordre, dit-il, car elle a une bonne qu'elle occupe exclusivement à lui tirer les cartes ou à bavarder, tant elle a besoin d'entendre du bruit autour de sa pensée. Maintenant que Camille vous sait son voisin et que vous avez

fait connaissance, je ne serais point étonné, si vous lui plaisez, qu'elle n'aille de temps en temps se pendre à votre sonnette. — Et surprenant un sourire sur les lèvres de Théodore : — De tout ce que vous avez vu ou entendu déjà, de tout ce que vous pourrez entendre ou voir de bizarre dans cette femme, n'en allez point prendre d'elle une idée qui pourrait prêter à l'équivoque. Si vous surprenez de sa part des apparences de coquetterie, elles sont sans intention. Elle entrera dans votre intimité si cela l'amuse, et vous laissera pénétrer dans la sienne si vous le voulez bien; mais le jour où vous lui ferez une déclaration d'amour qui n'aura pas l'air d'une plaisanterie, elle regardera s'il n'y a point près d'elle une autre femme, et s'affligera en apercevant que c'est à elle que vous en voulez. Je vous dis tout cela pour votre gouverne, et c'est inutile, car je connais vos principes en matière de liaisons, et je les approuve; mais il faut tout prévoir, et je veux vous éviter une école, au cas où vos relations futures avec Camille vous entraîneraient malgré vous.

— Mais d'abord qu'est-ce qui dit que je la reverrai? interrompit Théodore.

— C'est moi qui le dis. Une distraction à portée de son ennui! mais elle sera chez vous du matin au soir — exclusivement. Au reste, elle a de petits talens utiles; elle raccommode le linge — très mal, et les querelles d'amour — très bien.

— Ah! permettez, permettez, dit Théodore; c'est que j'aime bien à être seul quelquefois.

— Oh! mais il ne faudra pas vous gêner avec elle; vous ferez comme moi, vous la consignerez. Il y a six semaines, lorsque les amis de son amant chez lesquels elle peut aller se trouvaient encore à Paris, nous nous étions arrangés pour lui donner chacun un jour. Moi, j'étais M. Dimanche; un de mes camarades, appelé Maurice, était M. Lundi.

— Ah! oui, M. Maurice, celui qui ne sait plus l'heure, dit Théodore. — Et comme Francis le regardait avec étonnement, il lui fit part de sa trouvaille de la veille, et, quand il eut avoué son indiscrétion, lui demanda conseil sur l'usage qu'il devait faire de la lettre oubliée entre les pages du roman.

— Jetez-la au feu, répondit Francis. Camille va tout mettre sens dessus dessous chez elle pour la retrouver. Ça l'occupera toujours un peu.

On était arrivé. Le logement occupé par Camille était petit sans être incommode. Les fenêtres du salon et de la chambre à coucher donnaient sur des terrains vagues, celles de la salle à manger sur des cours faisant suite à celle de la maison voisine habitée par Théodore.

— Ah! madame, vint dire la bonne à Camille après qu'elle eut

fait entrer les jeunes gens dans le salon, c'est le peintre à la barbe rouge!

— Je le sais, fit Camille, occupée à quitter sa toilette de ville. Je vous avais priée, Marie, de faire un point à ce petit accroc, dit-elle en passant une robe de chambre.

— Madame sait bien que nous n'avons pas pu retrouver la soie, répondit Marie.

Camille rejoignit ses invités et les trouva occupés à allumer le feu eux-mêmes. Comme il n'y avait pas de crayons, l'illustration de l'album fut remise à une autre fois. Camille fit gentiment les honneurs de son thé, qu'elle servit froid. Elle donna gaiement le ton d'une causerie familière qui fit passer l'heure sans qu'on l'entendît sonner. Il y eut un moment où la bonne, qu'on n'avait pas appelée, entra au salon une tasse à la main. Camille lui versa du thé et lui tendit l'assiette aux gâteaux. La bonne sortit en remerciant. Ce détail trahissait entre la servante et la maîtresse une familiarité qui avait son origine dans l'oisiveté de celle-ci. Ayant aperçu un piano, Théodore pensa que Camille était musicienne, et crut devoir, par politesse, lui demander de jouer quelque chose. Elle s'excusa en riant. — Je n'en sais pas jouer, dit-elle; puis, élevant le flambeau à la hauteur d'un portrait suspendu au-dessus de l'instrument, elle ajouta : Voici le musicien.

— Oh! musicien! fit Francis, Léon n'est pas fort.

Théodore regarda le portrait. C'était une figure distinguée et sympathique. — N'est-ce pas qu'il est bien? demanda Camille. — L'artiste répondit de manière à satisfaire l'élan de vanité qu'elle n'avait pu dissimuler. Il crut devoir par convenance donner aussi un éloge à la peinture, qui était de Francis. Et comme, tout en parlant, sa main s'était posée machinalement sur l'instrument, ses doigts rencontrèrent les premières mesures d'un air qui fut reconnu par Camille. — Ah! monsieur, lui dit-elle, si j'osais vous prier... C'est la *chanson du capitaine*. J'ai cru l'entendre chanter quelquefois dans le voisinage... C'était vous sans doute.

— Si on chantait faux, ce devait être moi, madame, répondit-il.

La jeune femme sentit qu'elle rougissait, car c'était bien son opinion; mais elle ne comprenait pas comment l'artiste pouvait l'avoir devinée. Cédant aux instances qu'elle renouvela, il consentit à chanter accompagné par Francis. Cette *chanson du capitaine* était une de ces improvisations qui viennent on ne sait d'où, et que le sentiment naïf qui les a dictées fait survivre au temps où elles sont nées. Celle-ci peut-être avait été composée dans l'ombre d'une geôle pénitentiaire par un soldat menacé des rigueurs du code martial : c'était l'histoire d'un pauvre garçon, engagé par dépit amoureux,

que la nostalgie du pays et de l'amour surprend au bout de quelques étapes, et qui déserte avec armes et bagages.

Je me suis engagé
Pour l'amour d'une belle,
Non pour mon anneau d'or
Qu'à d'autr' elle a donné,
Mais à caus' d'un baiser
Qu'elle m'a refusé.

Je me suis engagé
Dans l' régiment de France.
Là où que j'ai logé,
On m'y a conseillé
De prendre mon congé
Par dessous mon soulier.

Dans mon chemin faisant,
Je trouv' mon capitaine.
Mon capitain' me dit :
Où vas-tu, Sans-Souci?
— Je vais dans ce vallon
Rejoind' mon bataillon.

Ici une lacune sans doute. Pendant que le chef reconnaît un déserteur, celui-ci reconnaît au doigt de son chef l'anneau qui a appartenu à sa maîtresse.

Auprès de ce vallon
Coule claire fontaine.
J'ai mis mon habit bas,
Mon sabre au bout d' mon bras,
Et je me suis battu
Comme un vaillant soldat.

Là-bas, dans les prés verts,
J'ai tué mon capitaine.
Mon capitaine est mort,
Et moi je vis encor;
Oui, mais avant trois jours
Ce sera-t-à mon tour.

Celui qui me tûra
Sera mon camarade.
Il me band'ra les yeux
Avec son mouchoir bleu,
Et me fera mourir
Sans me faire souffrir.

Que l'on mette mon cœur
Dans un' serviette blanche;
Qu'on l'envoie au pays,
Dans la maison d' ma mie,
Disant : Voici le cœur
De votre serviteur!

Soldats qui m'écoutez,
Ne l' dit' pas à ma mère;
Mais dites-lui plutôt
Que je suis à Breslau,
Pris par les Polonais,
Qu'ell' n' me r'verra jamais.

Tel est ce petit drame que les conscrits chantent encore avec attendrissement autour des feux de bivouac, pendant que les sentinelles échangent autour du camp leur cri de vigilance. Camille n'avait entendu cette chanson qu'une fois, mais, on le sait par sa lettre, dans une circonstance chère à son cœur. C'était une fleur de plus à joindre au bouquet des bons souvenirs. Après que Théodore eut chanté, elle lui demanda d'écrire la chanson sur l'album. Il y consentit.

— Marie, où est la plume? dit Camille, qui plaçait un encrier sur un guéridon.

— Madame, répondit la caméristé, tout en prenant son thé, la plume doit être tombée au coin de la cheminée, dans une fente du plancher.

— O Camille, ange du désordre! dit Francis, qui avait pris un flambeau et cherchait l'objet demandé, qu'il trouva effectivement à l'endroit indiqué.

Minuit sonnait comme les jeunes gens quittaient la jeune femme. Francis mit Théodore à sa porte en lui donnant un prochain rendez-vous pour leurs affaires personnelles.

Rentré chez lui, Théodore se frappa le front et répéta le mot de Bernier : — O Camille, ange de l'étourderie! — Et mon roman? Après tout, si elle a oublié de me le donner, j'ai oublié de le lui demander, pensa-t-il, et je n'étais monté chez elle que pour cela!

Il pensa qu'elle le lui enverrait le lendemain, mais dans cette journée du lendemain il essaya vainement deux ou trois fois de se rappeler au souvenir de l'oublieuse voisine en chantant à la fenêtre la *chanson du capitaine;* il n'eut aucune nouvelle de Camille ni du roman. Cependant le soir, à cinq heures, comme il allait dîner, il aperçut sa voisine qui montait dans une voiture arrêtée à sa porte. Un jeune homme lui donnait la main à la portière, et Théodore eut assez le temps de le voir pour reconnaître la figure du portrait ou le portrait de la figure de Léon. — Ah! fit Théodore, arrêté involontairement, elle doit être bien contente!

HENRY MURGER.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

STÉPHANSFELD

DES CARACTÈRES ET DU TRAITEMENT DE LA FOLIE.

A quelques lieues du Rhin, près de la petite ville de Brumath, en face d'une belle forêt de sapins, au milieu d'une plaine fertile et riante que domine à l'horizon le clocher merveilleux de la cathédrale de Strasbourg, s'élève un vaste établissement qui, avec ses cours, ses jardins, ses dépendances, occupe l'emplacement d'un grand village : c'est la maison de Stéphansfeld, ancienne commanderie des chevaliers hospitaliers du Saint-Esprit, fondée au commencement du XIIIe siècle, sécularisée en 1775, puis transformée en hospice d'enfans trouvés, de tout temps enfin, et encore aujourd'hui, consacrée au soulagement des misères humaines. En 1835, le département du Bas-Rhin, devançant les prescriptions de la bienfaisante loi de 1838, a converti l'ancien hospice en un asile d'aliénés. Cet asile n'a eu d'abord que des proportions modestes, mais il n'a cessé de s'étendre depuis 1835, et a vu chaque année grandir sa prospérité, si l'on peut appeler du nom de prospérité l'affluence toujours croissante des hôtes infortunés qui le remplissent.

L'asile de Stéphansfeld, sans être aussi vaste que quelques-uns des plus grands asiles de France, est cependant assez considérable pour ouvrir un large champ à l'observation, puisqu'il contient de six à sept cents malades. C'est d'ailleurs une des maisons où l'on a été le plus loin dans la pratique de ce traitement libéral et rationnel que Pinel et Esquirol ont introduit parmi nous. Le directeur, M. David Richard, qui semble doué d'une vocation particulière pour les délicates fonctions dont il est investi, y a réalisé pas à pas, avec

une hardiesse prudente, toutes les améliorations que l'expérience avait justifiées, et il en a introduit quelques-unes que le succès a consacrées. Nous avons donc pu constater là les derniers résultats et les derniers progrès obtenus dans cette partie de la science, si ardue, si intéressante, et qui fait tant d'honneur à la philosophie médicale de notre temps.

La curiosité nous avait conduit une première fois à Stéphansfeld; la sympathie nous y a ramené. Le directeur nous en a ouvert l'entrée avec une libéralité et une confiance dont nous ne saurions trop le remercier. Non-seulement il nous a introduit dans la vie intime de la maison, mais sa conversation, riche d'expérience, aussi remarquable par le sentiment que par la pensée, a singulièrement facilité l'enquête psychologique que nous avions désiré entreprendre sur la folie (1). Une des plus grandes difficultés de notre travail était assurément le trouble même dont on ne peut se défendre en pénétrant pour la première fois dans une maison d'aliénés. Ce n'est qu'avec le temps, et sous l'influence d'études prolongées, que cette impression s'affaiblit. La folie est un des spectacles les plus tristes, mais aussi l'un des plus attachans. Si au premier abord on est tenté de trouver les aliénés beaucoup plus fous qu'on ne l'aurait cru, plus tard, quand on les connaît mieux, on leur prêterait volontiers plus de raison qu'ils n'en ont. L'observateur s'habitue peu à peu au désordre et à l'incohérence de leurs idées, et devient plus attentif à démêler en eux les vestiges d'une raison éteinte et d'une volonté endormie. Les débris des facultés intellectuelles et affectives reparaissent insensiblement à nos regards étonnés, et nous reconnaissons que dans la plupart des aliénés, je parle de ceux qui ne sont pas tombés dans la dernière dégradation, il reste beaucoup plus de l'homme que nous n'aurions cru, trop peu sans doute pour leur abandonner la conduite de leur vie, trop peu pour satisfaire ou consoler une famille, mais assez pour retracer à la pensée du philosophe l'image du temple détruit, et lui permettre d'admirer encore, sous ces ruines désolantes, la beauté effacée, mais indélébile, de la nature humaine.

C'est surtout lorsque l'on considère la vie en commun des aliénés, que l'on est frappé des ressources que l'art a su trouver dans la nature. On a pu établir un ordre, une discipline, une société entre ces esprits égarés, dont chacun, pris à part, n'est en général qu'indiscipline et révolte. Sans armes, sans chaînes, sans soldats, on main-

(1) Nous devons également beaucoup à M. le médecin en chef, le professeur Dagonet, esprit fin et élégant, nature aimable et prévenante, qui contribue avec le directeur à imprimer à la discipline de l'établissement un remarquable caractère d'affabilité et de douceur.

tient en paix plusieurs centaines de malheureux, dont les uns sont possédés par des idées de suicide, les autres par des idées de meurtre, et dont la plupart sont exposés à des accès où ils brisent tout ce qui leur tombe sous la main, où leurs forces sont doublées par la fureur. Par une méthode savante, ingénieuse, philosophique, on rend la raison à beaucoup d'entre eux, dont les traitemens barbares d'autrefois n'eussent fait que des bêtes féroces. Quant à ceux qu'on ne guérit pas, on leur a créé une vie douce et paisible dont ils jouissent comme ils peuvent, jusqu'au moment où la mort vient rompre leurs illusions, ou bien jusqu'à ce qu'un nouveau progrès de la maladie leur enlève même les derniers vestiges de la raison et de la pensée, et ne laisse plus rien à faire à la science que de prolonger de quelques jours leur lente agonie.

On peut étudier la folie à bien des points de vue; quant à nous, la pensée constante qui nous a servi de fil conducteur entre tant de faits divers et quelquefois contradictoires a été celle-ci : rechercher dans l'aliéné les vestiges de l'homme raisonnable et les indications que la nature elle-même offre au médecin pour combattre la maladie. Ainsi l'étude philosophique de la folie nous aidera à en bien comprendre le traitement, et en faisant connaître un peu mieux ce que c'est que cet être obscur et étrange qu'on appelle l'aliéné, nous signalerons une des rares occasions qui s'offrent au psychologue et au moraliste de concourir directement à la guérison des maux et des souffrances des hommes.

I.

Ce qui frappe le plus sur le visage des aliénés, c'est une certaine tristesse qui ne ressemble à aucune autre. De même qu'il y a une gaieté folle, il y a aussi en quelque sorte une tristesse folle. La fixité du regard, la contraction des traits, pénètrent l'âme d'une émotion douloureuse et dans les premiers temps insupportable. Ces images vivantes du malheur vous poursuivent jusque dans vos plaisirs, comme pour vous rappeler la misère de la vie humaine.

Ce qui n'est pas moins pénible à considérer que la mélancolie de quelques aliénés, c'est la gaieté convulsive de quelques autres. C'est un rire perpétuel et sans raison, accompagné de gestes extravagans, tantôt un rire hébété et stupide, triste symptôme de l'imbécillité, tantôt un rire violent qui touche de près à la fureur. La gaieté alors se transforme en son contraire. Qu'on ne se représente pas cependant une maison d'aliénés comme une réunion d'Héraclites et de Démocrites, dont les uns pleureraient et sangloteraient toujours, et dont les autres ne cesseraient de rire aux éclats. Même dans une mai-

son de fous, ce ne sont là que des exceptions. Le plus grand nombre est dans un état moyen qui, à vrai dire, incline plus à la tristesse qu'à la joie, mais qui n'a rien de choquant ni d'extraordinaire.

Comme il y a une folie gaie et une folie triste, il y a aussi une folie agitée et une folie tranquille. Entrez dans une cour, un jardin, une salle occupée par les malades : vous en voyez un grand nombre assis, immobiles, silencieux, indifférens en apparence à toutes choses. D'autres au contraire vont et viennent avec une excessive mobilité : leurs gestes sont rapides et déréglés; ils chantent, ils crient, ils se parlent à eux-mêmes avec précipitation, quelquefois avec colère. On en voit qui montrent le poing à des ennemis invisibles, à des adversaires absens. On sent qu'il y a quelque chose en eux qui ne peut se contenir, et qui déborde. Les premiers ressemblent à un homme fortement préoccupé d'une pensée, et qu'une contention extrême fixe dans un même lieu et dans une même position pendant plusieurs heures; les seconds ressemblent à un homme très passionné, qui ne peut se tenir en place, et qui s'entretient tout haut de l'objet de sa passion. Cette agitation, quand elle est portée à l'extrême, devient la fureur; mais la fureur n'est plus heureusement, comme autrefois, l'état ordinaire des aliénés. Grâce au traitement plus humain qui leur est appliqué, la fureur chronique a disparu, et la fureur aiguë n'est plus qu'un accident relativement assez rare, que l'on sait prévoir, et que souvent même on peut prévenir. Aussi le nombre des cellules destinées aux furieux, ou, comme on les appelle aujourd'hui, aux *agités*, va-t-il en diminuant. A Stéphansfeld, il y a quatorze cellules pour sept cents malades. C'est à peu près la proportion de 1 à 50. Ajoutez qu'elles sont rarement toutes remplies, ajoutez encore que ceux mêmes qu'on y renferme sont loin d'être dans un état constant d'agitation et de fureur. Je me suis promené dans le jardin attenant aux cellules avec un furieux qui était de la plus belle humeur du monde. J'en vis une autre fois trois ou quatre qui dînaient ensemble dans le corridor des cellules avec une parfaite tranquillité et un excellent appétit. Il faut avouer que la discipline de la maison est pour beaucoup dans de tels résultats; mais la discipline aurait-elle cet effet sans chaînes et sans bâtons (1), si la fureur était un élément essentiel de la folie?

Ne nous arrêtons plus maintenant à l'aspect extérieur de la maladie, cherchons dans le fou ce qui reste d'humain et de raisonnable. Par quels côtés les lois morales le dominent-elles encore? Quels sont les sentimens qui survivent le mieux à la perte de la raison? Quelles

(1) En Russie, on emploie encore le bâton comme moyen de discipline dans les maisons de fous.

sont les facultés de l'esprit que la folie atteint le moins profondément?

Le sentiment de sociabilité est un de ceux que la folie semble altérer le plus, et l'un des caractères les plus frappans de l'aliénation mentale, c'est la tendance à l'isolement. Dans cette cour, où se réunissent quarante, cinquante aliénés, il semble que pas un ne songe à son voisin. L'un crie, chante, rit : personne ne l'écoute, et il ne parle à personne; un autre, livré à ses pensées solitaires, ira d'un arbre à l'autre, tournera sur lui-même par un mouvement circulaire, et, comme un animal enchaîné, fera cent fois, mille fois de suite le même mouvement, sans qu'aucun autre songe à remarquer ou à arrêter cette promenade monotone. L'un restera toute la journée assis et accroupi dans un coin : il est sûr de ne pas être dérangé, si le directeur ou le médecin ne vient secouer son engourdissement. Quelquefois l'un semble parler à l'autre; mais en approchant vous apercevez bientôt que le premier se parle à lui-même, et que le second ne l'écoute pas. L'un fait des extravagances, un autre rit à côté de lui : vous croyez peut-être qu'il rit des folies de son voisin; non, il rit de ses propres pensées, peut-être même ne rit-il de rien, et son rire stupide n'est que le symptôme d'une incurable démence. A une des leçons de clinique organisées à Stéphansfeld par le médecin en chef, un malade racontait son état, et il le faisait avec beaucoup d'esprit et de gaieté : une jeune fille maniaque était là qui riait aux éclats, et je crus un instant qu'elle riait de ce qu'elle entendait. Quand vint son tour d'être interrogée, je fus bien détrompé : la pauvre enfant ne pouvait pas répondre à une seule question, même la plus simple; elle riait comme elle eût pleuré, par une impulsion automatique et irrésistible.

Faut-il attribuer cet isolement des aliénés à une véritable antipathie pour la société? Cela peut être vrai dans certains cas. La misanthropie, l'hypocondrie, la manie-suicide, la *panophobie* (crainte universelle) sont accompagnées en général de cette aversion pour la société. Ce sont là néanmoins des espèces particulières de folie : ce n'est pas la folie tout entière. Or la folie en elle-même n'est pas précisément insociable : elle ne l'est qu'accessoirement. L'aliéné est trop préoccupé de ses propres pensées pour songer à son voisin et s'entretenir avec lui. Ce n'est pas qu'il ait horreur de la société : beaucoup de faits prouvent le contraire; mais il n'a pas la force d'en jouir. Esclave de son imagination, il oublie où il est, avec qui il est, il s'oublie lui-même; sa seule société, c'est ce moi imaginaire dont il caresse les chimères et dont il subit les passions.

La sociabilité est si peu en contradiction avec la folie, que les aliénés aiment à recevoir des visites, à voir des personnes étrangères et

même les personnes de la maison, qu'ils rencontrent chaque jour. Toutes les fois que j'entrais avec le directeur dans une cour ou dans une salle, il en venait toujours quelques-uns autour de nous. La plupart, en passant, serraient la main du directeur, et presque tous le saluaient avec un air de satisfaction; plusieurs même s'attachaient à nous avec une persistance opiniâtre, et poussaient la curiosité jusqu'à la persécution. Tous, il est vrai, ne manifestent pas une telle expansion et une amabilité si gênante, mais presque tous se montrent joyeux quand on les aborde. Ils sont polis et complaisans, répondent volontiers aux questions, sourient aux plaisanteries qu'on leur fait, et entrent facilement en conversation. S'ils attendent qu'on aille au-devant d'eux, ce n'est pas par répugnance, c'est par indifférence, indifférence dont la cause est dans leur extrême préoccupation.

A vrai dire, les aliénés sociables ne le sont guère qu'avec les personnes raisonnables : ils le sont très peu entre eux. La folie s'entend beaucoup mieux avec la raison qu'avec la folie elle-même. Le motif en est facile à pénétrer. La raison comprend la folie; elle a pour elle des condescendances, des conseils, des consolations; elle l'écoute, elle la détourne, elle la dirige, et c'est ainsi qu'elle l'attire à elle. De plus, la folie sent instinctivement la supériorité de la raison : elle éprouve le besoin de se justifier, de se démontrer, de s'étaler, et la raison s'y prête par cela même qu'elle est supérieure. Au contraire, que la folie se rencontre avec la folie, il y a bientôt des chocs, des incohérences, des incompatibilités. La folie repousse la folie, elle est attirée par la raison, comme l'un des pôles électriques est repoussé par son semblable et attiré par son contraire (1).

(1) Il y a cependant des exceptions à la règle que nous posons ici. Des rapports de sociabilité peuvent exister même entre des aliénés. A l'une des visites que je fis à Stéphansfeld, je vis deux malades qui jouaient au piquet et deux autres qui regardaient le jeu. Ce fait si simple prouve manifestement qu'il peut y avoir entre les aliénés un accord, une communauté d'action : on ne peut jouer à un jeu sans que la pensée de l'un s'entende et marche d'accord avec la pensée de l'autre. Quant à ceux qui regardent, je suppose qu'ils n'entendent pas le jeu : peu importe. Ils regardent, donc ils s'intéressent; ils s'intéressent à une action qui leur est étrangère; ils cessent de penser à eux-mêmes. Il y a là le germe d'une société. Les aliénés, dit-on, ne conversent pas entre eux : cela est vrai en général, mais non pas absolument. J'en ai vu qui causaient et qui se répondaient l'un à l'autre. Comment ces intelligences déréglées parviennent-elles à se comprendre? par quel angle se rejoignent-elles? Il semble qu'il y ait là quelque chose qui justifie l'hypothèse d'Épicure : des milliers d'atomes jetés dans l'espace finiront par se rencontrer et s'accrocher les uns aux autres; ainsi de ces myriades d'idées fausses qui peuplent les asiles d'aliénés : quelques-unes, se rencontrant avec d'autres, pourront donner naissance à quelque chose qui aura l'air d'un tout et d'une suite. Toutefois, en réfléchissant, je crois voir là autre chose que le hasard : j'y vois la conformité primitive et naturelle de l'intelligence chez tous les hommes, conformité dont il reste encore quelques vestiges dans une commune aberration.

On voit dans quelle mesure se produisent les altérations du sentiment de sociabilité chez les aliénés; mais le fou n'est pas accusé seulement d'être insociable, il passe pour égoïste, et ici on a peut-être raison. La préférence de l'intérêt d'autrui à l'intérêt propre est une idée trop abstraite et trop compliquée pour qu'on puisse espérer qu'elle domine chez le fou, lorsqu'elle est si rare même chez l'homme raisonnable. Il faut, pour préférer les autres à soi-même, une puissance de raison et de volonté incompatible avec cet empire de l'imagination, des passions et des sens, qui est le trait caractéristique de la folie. Cependant, si les aliénés sont rarement généreux, ils peuvent être serviables et obligeans, surtout lorsque leur imagination est vivement frappée. Une troupe d'aliénés de Stéphansfeld était allée faire une promenade dans la campagne à quelque distance de la maison. C'était la fête du directeur, et en l'honneur de cette solennité on avait emporté un tonneau de bière, que l'on devait boire en plein air. On choisit une place, on s'assied, on se prépare aux libations promises. En ce moment, un chariot de foin vient à passer avec son chargement habituel de moissonneurs, hommes, femmes, enfans. Le chariot, rencontrant un obstacle, verse et fait rouler par terre tous ceux qu'il portait. En un clin d'œil, les aliénés se lèvent, courent au désastre, le réparent, remettent la charrette sur pied, et vont porter secours aux paysans, dont aucun, par bonheur, n'était blessé. La voiture repart; mais que s'était-il passé? Pendant que les uns se livraient à cette expédition chevaleresque, d'autres, mieux ou plus mal inspirés, étaient restés en place et avaient vidé le tonneau. On se fâche, on crie, on en vient presque aux mains; tout s'apaise enfin, et les uns et les autres reviennent en riant à la maison. C'est là un enfantillage; n'y voyez-vous pas en petit cependant l'image de la société, les généreux et les égoïstes, les habiles et les dupes? Ce que j'y veux remarquer surtout, c'est le mouvement spontané qui porte ces braves gens à venir au secours de leurs semblables. Le danger eût-il été plus pressant, ils se seraient exposés avec le même zèle et la même ardeur. Un incendie se déclara une fois à Stéphansfeld; la foudre était tombée sur les étables et y avait mis le feu. C'était la nuit, toute la maison se leva, tous se mirent au travail, pas un ne profita du désordre pour s'évader, ce qui eût été facile. Ils ne songèrent qu'à une chose, au danger commun.

On demandera si les aliénés sont sensibles à l'amitié. Il est assez rare de voir des amitiés se nouer dans les asiles; on peut néanmoins démêler entre les aliénés certains symptômes de sympathie réciproque et quelquefois une sorte de camaraderie. J'ai vu deux jeunes aliénées qu'une même disposition à la gaieté paraissait avoir rapprochées l'une de l'autre. Un malade de Stéphansfeld s'était évadé

avec le secours d'un de ses compagnons : il est repris, enfermé de nouveau, et tente une seconde évasion. C'est le même complaisant qui est encore son complice. Croit-on que ce soit là l'effet d'un pur hasard, et n'y voit-on pas le germe de ces sortes d'amitiés qui unissent souvent dans le monde les forts et les faibles, les hardis et les complaisans, et subordonnent les uns à l'influence des autres?

Un autre sentiment qui subsiste, à n'en pas douter, chez les aliénés, c'est celui de la reconnaissance. S'il arrive souvent que l'aliéné soit défiant, irritable, et traite tout le monde en ennemi, — souvent aussi il est sensible aux soins qu'on lui rend, et il finit presque toujours par s'en montrer reconnaissant. Je n'en veux d'autres preuves que les témoignages d'affection que le directeur de Stéphansfeld reçoit de tous ses malades, ou de la plupart, quand il les visite. A sa fête, un aliéné lui lut un compliment qu'il avait composé. Ce morceau, extrêmement naïf, et qui témoignait d'une assez grande faiblesse d'esprit, était cependant touchant et exprimait avec une sorte d'émotion et les maux que souffraient les malades et les soins dévoués dont ils se sentaient l'objet. La reconnaissance y était sincère et expressive.

Les aliénés ont encore le sentiment du respect. On voit au milieu d'eux, dans le quartier des hommes, des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul présider aux repas, faire la prière, distribuer les portions. Jamais elles n'ont reçu aucune insulte ni même aucune menace; elles leur imposent comme à des enfans. Au sentiment du respect se rattache le sentiment religieux, qui est assez vif chez les aliénés; au moins sont-ils sensibles aux cérémonies du culte : ils s'y montrent paisibles, silencieux, recueillis. Que se passe-t-il dans leur âme? Il est difficile de le savoir, mais il est permis de supposer qu'ils ne sont pas sans éprouver quelques-unes des émotions que la majesté du lieu saint éveille naturellement chez l'homme raisonnable.

Un des sentimens les plus enracinés chez un grand nombre d'aliénés, c'est le sentiment de la dignité personnelle. Ce serait une erreur de croire que l'aliéné cesse de s'appartenir complétement à lui-même, qu'il ne tient pas à l'estime des autres et s'accommode de leur mépris. Il suffirait, pour en avoir le témoignage, de l'offenser; mais une épreuve moins périlleuse et plus agréable est au contraire de le traiter avec politesse et respect. L'aliéné est très fier. Une des plus grandes offenses qu'on puisse lui faire, c'est de lui dire qu'il est fou. Aussi ne le lui dit-on pas, si ce n'est par insinuation, ou dans le dessein de l'irriter et de provoquer par là une révulsion salutaire. Or ce fait même prouve à quel point il est sensible à une certaine honte, combien il tient à passer pour un homme et à être traité comme tel.

Il y a toute une classe de sentimens et d'affections qui sont profondément altérés chez la plupart des aliénés : ce sont les affections de famille. On ne peut s'en étonner. La famille est le milieu dans lequel les hommes en général vivent le plus. Les rapports les plus fréquens, les plus nombreux, les plus compliqués, ce sont les rapports du père avec le fils, du fils avec le père, du mari avec la femme, de la mère avec ses enfans. Quelque part que les autres hommes aient dans notre vie, il s'en faut de beaucoup qu'ils nous touchent par autant de côtés que ceux dont nous partageons le toit, et qui nous sont unis par les mille liens du sang, de l'habitude, du devoir, de la reconnaissance et de l'intérêt. Qu'arrive-t-il lorsque la folie atteint et envahit l'âme d'un de nos semblables? Elle change les rapports des objets; elle disjoint les associations de pensées déjà formées, elle en crée de nouvelles, elle présente au malade le monde où il vit comme un tableau renversé, elle confond les lignes et les couleurs, elle grossit les objets, elle exagère les impressions, elle suscite des images fantastiques, effrayantes, qui exercent sur l'âme une insurmontable fascination. Or quelles doivent être les premières victimes de ce changement de perspective? Ceux-là évidemment au milieu desquels nous vivons, et à qui l'imagination prête un rôle dans le drame chimérique où l'aliéné est à la fois spectateur et acteur. L'habitude que nous avons de les mêler à tout ce qui nous intéresse fait qu'ils nous deviennent aussi odieux qu'ils nous ont été chers, parce que, les voyant avec d'autres yeux, nous ne pouvons cependant les voir jamais avec indifférence. De là ces défiances, ces haines, ces jalousies, ces colères tragiques qui viennent succéder aux affections les plus douces; de là aussi l'extrême difficulté, reconnue par les médecins, de soigner et de guérir l'aliéné au milieu de sa famille; de là enfin le danger des rechutes, quand, après l'en avoir tenu séparé pour un temps, on le laisse retourner trop tôt auprès d'elle. La chaîne des fausses associations, rompue un instant par une prudente séparation, se renoue en présence des lieux et des personnes au milieu desquels elles se sont formées.

Si les affections de famille sont profondément troublées chez l'aliéné, sont-elles pour cela détruites? Non sans doute, et chez quelques-uns elles gardent même une force singulière. Une pauvre femme, dont le visage ne trahissait aucun égarement, me paraissait en proie à une morne et profonde mélancolie. — Qu'a-t-elle? demandai-je. — Elle pense continuellement à ses enfans, me répondit-on. Triste et lamentable maladie qui, en troublant l'intelligence, n'ôte pas toujours le sentiment, qui laisse au cœur de l'homme ses affections les plus vives, et ne lui permet pas de les satisfaire! Plus heureuse la femme qui, en perdant la raison, perd le sentiment de toutes

choses, les souvenirs de toute sa vie, et n'a plus ni regrets, ni désirs, ni espérances! Si l'aliéné a rarement une telle fidélité d'attachement aux siens, il aime cependant à leur écrire, à recevoir de leurs nouvelles. Il est rare qu'on ne se fasse pas écouter d'un aliéné en lui parlant de sa famille. Il est vrai qu'au souvenir de la famille se joint le souvenir de la liberté; mais ce qui se réveille surtout, c'est une vague réminiscence de certaines habitudes, de certains liens, de certains plaisirs partagés en commun, et c'est de toutes ces choses qu'est composé le sentiment complexe que l'on appelle l'esprit de famille.

Il n'est pas impossible, on le voit, de découvrir dans les aliénés, à des degrés divers, la plupart des sentimens du cœur humain. Y retrouverait-on également certaines facultés de l'intelligence? C'est un point qu'il conviendrait de vérifier par des observations très précises et très multipliées. Nous n'en présenterons que quelques-unes qui s'accordent avec le plan de ce travail. Seulement ici il faut avant tout faire une distinction importante et reconnaître, avec la plupart des auteurs, deux grandes formes de la folie : la *manie* et la *monomanie*.

Interrogez divers aliénés, vous ne serez pas longtemps sans découvrir qu'ils peuvent se ranger en deux classes, dont les limites sont loin d'être fixées avec précision, bien qu'il ne soit pas permis de les confondre. Les uns déraisonnent presque aussitôt qu'ils ouvrent la bouche, leurs pensées, leurs sentimens, leurs paroles et leurs gestes sont dans un état perpétuel de mobilité, d'incohérence et de contradiction; il semble que le délire ait tout envahi, et qu'en eux tout soit également insensé : ce sont les *maniaques*. Les autres présentent toutes les apparences de la raison; leurs gestes sont convenables, leurs paroles répondent à leurs pensées; leurs pensées elles-mêmes ont une sorte de suite, leurs sentimens ne paraissent pas au premier abord en contradiction avec ceux des autres hommes. Enfin vous les croiriez victimes de la persécution en les rencontrant dans une maison de fous, si tout à coup un mot inattendu ne réveillait une série d'idées extravagantes d'autant plus difficiles à extirper qu'il s'y mêle souvent une assez grande puissance de raisonnement. Ce sont les *monomanes*, dont on a tant abusé devant les tribunaux, mais dont on ne peut contester l'existence, pour peu qu'on ait visité une maison de fous.

Le *maniaque*, c'est le fou de théâtre. C'est celui qu'on nous représente passant en un instant d'une idée à l'autre, méconnaissant les personnes qui l'entourent, riant et pleurant dans le même moment. C'est un clavier mal accordé dont une main désordonnée frappe au hasard les touches dissonantes contre toutes les règles de

l'harmonie et du rhythme. Cet état paraît bien extraordinaire et aussi indépendant que possible des lois de l'intelligence et de la raison. Cependant il y a, même dans la vie normale, certains états d'esprit qui peuvent à la rigueur donner une idée de celui-là. La pensée éprouve quelquefois une sorte d'impatience qui lui fait franchir d'un seul élan tous les abîmes; mille images contradictoires se succèdent avec une rapidité irrésistible. Une fleur, une étoile, un cercueil, un ami, le plaisir, le chagrin, l'espoir et l'angoisse, toutes les impressions, toutes les idées, tous les souvenirs, toutes les conceptions paraissent se rassembler à la fois dans un atome de temps : c'est un rêve fugitif, c'est un délire volontaire. De ce chaos sans doute finit toujours par sortir une pensée dominante, et la passion la plus vive triomphe des autres. La manie malheureusement est un chaos durable où surnagent à peine quelques vestiges d'une passion dominante.

Chez le maniaque, les idées se pressent, se heurtent les unes contre les autres avec une force et une rapidité incroyables. Il semble que tout se déroule dans sa tête sans que rien puisse arrêter cette singulière détente, on dirait le mouvement d'une pendule dont on vient d'enlever le balancier, et cependant ce désordre, si étrange et si incohérent qu'il paraisse, n'est pas l'effet du hasard; on peut y retrouver encore les lois de l'association des idées. Auprès de la cellule où un maniaque dangereux a dû être enfermé, des ouvriers maçons viennent de commencer leur travail. Aussitôt l'imagination, cette folle du logis, persuade au malade qu'il est dans une loge maçonnique, et il s'attend à subir les épreuves dont sa mémoire lui retrace les tortures. De là des cris, des hurlemens, qui bientôt font place à des éclats de rire. Pendant que vous faites appel à ses sentimens pour le calmer, il croit lire au fond de votre pensée et découvrir les replis les plus cachés de votre cœur, et les découvertes qu'il y fait le transportent de joie et provoquent cette hilarité qui paraît absolument sans cause.

En y regardant de près, un médecin habile et observateur pourrait interpréter ainsi jusqu'à un certain point les paroles et les actions des maniaques qui paraissent le plus extravagantes. Un médecin d'aliénés très distingué, M. Baillarger, a dit avec raison que ce qui caractérise l'aliénation mentale, c'est la suppression des idées intermédiaires. Cependant ce n'est pas absolument sans raison que l'aliéné passe d'une idée à l'autre : des rapports fortuits déterminent ce passage. La suppression des idées intermédiaires ne s'observe pas seulement dans la folie; le même fait se produit dans le sommeil et même dans la veille de l'homme raisonnable; mais celui-ci peut écarter ces images importunes qui viennent à chaque instant

interrompre ou détourner le cours régulier de ses idées. Le fou ne le peut plus; les idées s'appellent l'une l'autre par une sorte d'affinité dont les causes sont probablement cachées dans des rencontres et des combinaisons antérieures.

Un tel désordre est fait sans doute pour exciter l'étonnement; mais il est loin de présenter un spectacle aussi extraordinaire que celui de la raison et de la folie coexistant à la fois dans le même homme et presque dans le même moment : c'est ce spectacle que nous offre la monomanie. Nous interrogeons un malade sur sa vie passée, il répond avec exactitude et justesse. Sa mémoire n'a subi aucune altération; les dates et les faits lui reviennent avec une précision remarquable; pas d'hésitation, point d'égarement, tout est en effet comme il le raconte. On l'interrompt pour lui demander s'il n'a point quelque chose dans les yeux. Ici commence la déraison; il a des âmes dans les yeux; il en a au moins cent cinquante mille dans tout le corps, depuis la plante des pieds jusqu'à la tête : ce sont les âmes des morts illustres; dans l'œil droit est la famille Bonaparte, dans l'œil gauche la famille de Louis-Philippe. La plus petite secousse suffit à le ramener au bon sens. On lui parle de son frère et de sa famille; aussitôt il entre dans les détails les plus exacts et les plus circonstanciés. Il parle de son ancienne profession, il était douanier, il en raconte les périls, les difficultés. Donnez-lui une nouvelle secousse en sens contraire, le voilà qui divague de nouveau; les âmes reviennent sur le tapis; il en a de vertes, il en a de jaunes, elles le fatiguent de leurs obsessions. On peut renouveler cette sorte de jeu autant de fois qu'on le voudra; le malade ne s'aperçoit de rien. Il est aussi sérieux, aussi expansif dans sa folie que dans son bon sens; il étonne ceux qui l'examinent, il ne s'étonne point de lui-même : en lui, la partie saine ne juge pas la partie malade. C'est une figure à double face : d'un côté est un masque ridicule et extravagant, de l'autre un visage naturel et régulier.

On a beaucoup discuté dans ces derniers temps sur la possibilité du délire partiel et d'une folie circonscrite (1). Il ne nous appartient pas de décider la question : l'expérience seule, et une expérience très étendue, peut faire autorité dans cette matière. Seulement il nous semble que l'observation de ce qui se passe tous les jours autour de nous serait plutôt favorable que contraire à la doctrine de la monomanie. On invoque l'unité de l'esprit humain; mais l'esprit humain, tout un qu'il est, possède incontestablement des facultés diverses inégalement développées. Dans l'état normal, vous voyez des hommes

(1) M. Morel, M. Moreau (de Tours), M. Brière de Boismont contestent plus ou moins l'existence de la *monomanie*. D'autres, M. Baillarger par exemple, la maintiennent comme une forme essentiellement distincte de la *manie*.

qui pendant toute leur vie ont beaucoup de mémoire et peu de jugement, des savans qui raisonnent admirablement dans les matières abstraites et médiocrement dans les choses de la vie, des poètes et des artistes qui ont une grande imagination et très peu de bon sens, des hommes qui ont beaucoup d'esprit avec l'esprit faux, d'autres pleins de cœur avec une intelligence bornée. Les facultés ne sont donc pas absolument solidaires les unes des autres : l'une peut être faible et l'autre forte, l'une malade et l'autre saine. Il y a surtout une certaine indépendance entre la pensée et le sentiment : celui-ci peut être perverti sans que l'intelligence soit universellement atteinte. La monomanie n'a donc rien de contraire à la nature des choses. On a eu raison peut-être de critiquer et de corriger ce que cette théorie avait d'excessif et de trop rigoureux. L'essentiel subsiste : ce n'est qu'une question de mesure et de degré.

Un des faits qui prouvent le mieux la persistance des facultés intellectuelles dans certains délires, c'est la puissance de dissimulation que l'on rencontre chez quelques aliénés. L'aliéné dissimule son délire, ce qui serait impossible s'il n'en avait pas une certaine connaissance, et s'il ne savait distinguer lui-même ce qui est raisonnable et ce qui paraît fou aux yeux des autres hommes. C'est là certainement le témoignage d'une grande force d'esprit. Aussi rien n'est-il plus difficile, dans certains cas, que de constater la folie. Un homme placé sous le coup d'une grave accusation fut soumis à l'examen des médecins par la justice, qui avait conçu des doutes sur l'intégrité de son état mental. Il soutint l'interrogatoire avec une habileté et une finesse qui déroutaient tous les piéges. Il aimait mieux passer pour criminel que pour aliéné. Et pourtant, aussitôt qu'il fut à Stéphansfeld, et qu'il cessa de se contraindre, l'état de son esprit ne laissa plus aucun doute. Il entendait des voix qui lui faisaient subir toute sorte de tortures, il était le plus malheureux des hommes. Il fit deux tentatives de suicide. L'aliénation était certaine, et cependant on avait pu en douter. L'aliénation n'embrasse donc pas la totalité des phénomènes intellectuels.

Un autre fait qui vient encore à l'appui de cette thèse, c'est que ces aliénés, qui paraissent si absorbés en eux-mêmes, si entêtés de leurs chimères, si rebelles à toutes les lumières que vous essayez de leur donner sur leur état, ont un sentiment très net et très vif de la folie des autres. Ils voient la paille dans l'œil du voisin, et ne voient pas la poutre qui est dans le leur. « Ne l'écoutez pas, c'est un fou, » voilà une des phrases que l'on entend le plus souvent à Stéphansfeld. Ce phénomène ressemble étrangement à l'aveuglement de la conscience, si éclairée sur les fautes d'autrui, si complaisante pour les nôtres. Cependant, pour juger les actions des hommes, même en

nous trompant sur nous-mêmes, il faut que nous conservions la faculté naturelle de distinguer le bien et le mal. De même le fou qui juge la folie de son voisin doit avoir conservé en partie la faculté de discerner le vrai du faux, c'est-à-dire la raison.

Examinons plus particulièrement quelques-unes des facultés intellectuelles qui se conservent le mieux dans l'aliénation mentale. La mémoire est une de ces facultés. On rencontre des aliénés qui ont une mémoire remarquable. L'un d'eux, qui est à Stéphansfeld depuis plusieurs années, connaît les noms de tous les malades, leur histoire, leur parenté, se souvient de tous les petits événemens de la maison, même les plus éloignés. Lorsqu'il divague, ses aberrations sont mêlées d'une foule de faits très exacts qu'il a appris on ne sait où. On m'a confié ou plutôt il m'a offert lui-même un mémoire de sa façon, rempli de toute sorte d'histoires fabuleuses et fantastiques; mais du milieu de ce chaos se détache avec une parfaite clarté le récit naïf d'une journée de jeunesse du pauvre malade. Ce récit, inspiré par le souvenir vif et profond d'un des momens heureux de sa vie, n'offre pas la moindre trace d'aberration; il est évidemment sincère et fidèle, et porte en lui-même le témoignage d'une parfaite exactitude. Écrit d'une main incorrecte, il émeut cependant et il attache. Ce reflet lumineux d'un autre temps dans la nuit où le malheureux est plongé aujourd'hui a je ne sais quoi de mélancolique : c'est une fleur perdue et oubliée dans un sol bouleversé.

La mémoire subsiste encore jusque dans les dernières formes de l'aliénation mentale, mais elle devient de plus en plus mécanique. Un vieillard de plus de soixante ans, ancien desservant, et qui est sur la limite extrême de la manie et de la démence, a conservé une mémoire très nette et très sûre. Il est incapable de prononcer une phrase qui ait de la suite, et il peut encore réciter une fable de La Fontaine ou le célèbre exorde du père Bridaine; il y met le ton et les nuances avec une certaine justesse; cependant, si on l'interrompt pour lui demander le sens d'un mot, même le plus simple, il répond par des paroles sans suite et n'a plus l'air de rien comprendre à ce qu'il récite. Un autre malade, tombé plus bas, presque dans l'imbécillité, est encore capable de traduire quelques phrases latines; mais demandez-lui ce que coûte une chèvre, il vous répondra qu'elle coûte deux sous. Le sentiment du rapport réel des choses a complétement disparu, et les anciennes associations formées par l'éducation et par l'habitude, conservées par la mémoire, subsistent encore en partie.

Une autre faculté dont il serait curieux de suivre les traces dans l'aliénation mentale, c'est la conscience ou le sentiment de soi-même. Il ne faut pas croire que l'aliéné perde toujours le sentiment de la per-

sonnalité; dans la plupart des cas, il sait parfaitement qui il est, il ne se prend pas pour un autre, et il a conscience de son identité. Lors même qu'il se fait illusion et qu'il se croit un autre personnage qu'il n'est en effet, on peut encore retrouver sous cette sorte de conscience factice la conscience primitive : « Qui êtes-vous? demandait M. Ferrus à une aliénée de Bicêtre. — Vous savez bien que je suis Marie-Louise. — Mais qu'étiez-vous auparavant? — Marchande de poisson. »

Les aliénés ont-ils conscience de leur folie? C'est une question des plus délicates. Il est certain qu'en général le fou affirme qu'il n'est pas fou; mais le croit-il toujours? On peut en douter. Il y a, je pense, une vague conscience de la folie comme il y a une conscience du rêve. Souvent au milieu d'un rêve ou étrange ou terrible une pensée vient à la traverse : c'est qu'il se pourrait bien que ce ne fût qu'un rêve. Je ne doute pas que de pareilles pensées ne traversent l'esprit des fous. Ce n'est pas là une hypothèse. J'ai eu entre les mains un travail fort curieux d'un ancien malade, qui, une fois guéri, a recueilli avec beaucoup de sagacité et de finesse les observations qu'il avait faites sur lui-même pendant sa maladie; or l'une des plus remarquables était précisément cette incertitude où il était, se demandant s'il était fou ou s'il ne l'était pas, attentif à interpréter dans l'un ou l'autre sens toutes les paroles qu'on lui adressait, passant ainsi par toute sorte d'alternatives de confiance et de désespoir. Voici un autre fait qui prouve la même vérité. Un malade est introduit par stratagème à Stéphansfeld. On l'y conduit sous prétexte de visiter la maison, puis on l'y laisse. Une fois qu'il se voit prisonnier, il s'emporte, s'indigne, se plaint d'avoir été dupe d'une trahison; enfin il déclare qu'il consent à demeurer à Stéphansfeld, mais qu'il veut y venir volontairement. Il demande qu'on le laisse libre, et promet de revenir huit jours après. On le laissa sortir, et il revint en effet, au jour dit, se constituer lui-même prisonnier. Croit-on qu'il eût aussi facilement consenti à rentrer en captivité et qu'il se fût fait scrupule de manquer à sa parole, s'il n'avait pas eu le sentiment de sa maladie?

Il y a quelquefois dans la folie des altérations de la conscience bien étranges. Un malade, que je vis à Stéphansfeld il y a déjà quelques années, était atteint d'une consomption très grave, et il approchait de sa fin. Ce triste état de santé, compliqué de la folie, lui avait inspiré un sentiment très extraordinaire : il croyait avoir perdu son *moi*. « Vous êtes bien heureux, nous disait-il avec une profonde tristesse, vous autres, vous avez un *moi* qui vous anime, qui soutient votre corps, qui lui donne la vie! Pour moi, il en est autrement : mon corps n'est soutenu que par les puissances extérieures

de la nature qui s'entendent pour le faire vivre; mais il n'est point animé par un principe intérieur : il n'a qu'une vie machinale. J'ai perdu mon âme. » Telle était la singulière théorie qu'il s'était faite sur son être. Le point de départ de son illusion était son extrême faiblesse : il se sentait mourir, et, par cette exagération commune à la folie et au rêve, il croyait que le *moi* avait disparu en lui, parce qu'il le sentait s'évanouir. Ici encore la conscience subsistait, et c'était l'imagination qui s'égarait. C'est parce qu'il sentait le principe de la vie s'affaiblir qu'il croyait l'avoir perdu, ne s'apercevant pas de la contradiction qu'il y avait à dire : Pour *moi,* je n'ai plus de *moi.* — Il est inutile d'insister pour établir que l'imagination est une des facultés intellectuelles qui durent et se conservent chez les aliénés. Seulement ils ont plutôt l'imagination passive que l'imagination créatrice. On a remarqué que les poésies faites par les aliénés sont pour la plupart détestables.

Faudrait-il conclure de toutes ces observations que le fou n'est pas plus fou que l'homme raisonnable? C'est là un paradoxe qu'il faut laisser aux sceptiques, et auquel certains médecins se sont quelquefois trop complu. Par exemple, M. Leuret, homme éminent d'ailleurs, s'évertue à démontrer, dans ses *Fragmens psychologiques sur la folie,* qu'une certaine aliénée, qui croyait qu'un concile d'évêques se tenait dans son ventre, était dans le même état d'esprit que Descartes imaginant que le siége de l'âme est dans la glande pinéale. La seule différence qu'il y voit, c'est que l'aliéné ne sait pas trouver de raisons en faveur de son opinion, et que le philosophe en trouve toujours. Ce sont là des jeux d'esprit. Il est vrai qu'en toutes choses les limites sont ce qu'il y a de plus difficile à déterminer. Il y a deux phénomènes de l'âme avec lesquels on est sans cesse tenté de confondre la folie : c'est l'erreur et la passion. Il faut pourtant l'en distinguer, car, comme tous les hommes se trompent et que tous ont des passions, ils seraient donc tous fous à quelque degré. Or, si tout le monde est fou, personne ne l'est. Lequel de nous aurait le droit de dire à un autre homme : Vous êtes plus fou que moi? Si l'aliéné est un homme qui se trompe, l'homme de génie, qui souvent se trompe plus que les autres hommes et d'une manière plus extraordinaire, est un fou. Si l'aliéné est, comme on l'a dit encore, un homme possédé d'une passion extrême, le criminel est aussi un fou, car on ne voit point de crimes commis sous l'empire d'une raison modérée. Il faut prendre garde d'étendre tellement le cercle de la folie, que l'on soit obligé d'y comprendre les deux phénomènes les plus étonnans de l'âme humaine : d'une part le crime, et de l'autre le génie.

Quel que soit le critérium dont on se serve pour distinguer la

folie et la raison, ce que nous avons voulu établir, ce n'est pas que la raison et la folie se confondent, c'est que la raison subsiste plus ou moins jusque dans la folie. La première doctrine est d'un sceptique, la seconde est d'une philosophie amie des hommes, qui ne veut laisser perdre aucun des vestiges qui rattachent le fou à l'humanité. On est trop disposé à croire que lorsque les portes d'un asile ou d'une maison de santé se sont fermées sur un malade, il cesse de faire partie de la société des hommes : la famille l'oublie, les amis parlent de lui comme d'un mort. Et cependant il vit encore, le soleil se lève pour lui comme pour nous. Que fait-il de ces heures si lentes, qui ne sont occupées ni par les affaires, ni par les plaisirs? De quoi se compose la vie intérieure d'une maison de fous? C'est un monde renversé, mais c'est encore un monde, qui a, comme le nôtre, ses habitudes, ses règles, ses travaux, et même ses amusemens. Un tel monde est l'œuvre de l'art. C'est en recueillant ce que chaque aliéné conserve de raisonnable que l'on a pu, par la vertu de la discipline et de la règle, former une sorte de société qui, toute différente qu'elle soit de la nôtre, obéit à des lois analogues, car on n'y obtient l'ordre, la paix et un peu de travail que grâce à une habile et ingénieuse combinaison de l'autorité et de la liberté, de la confiance et de la contrainte. Que l'on veuille bien s'arrêter encore avec nous dans ce monde si peu connu, et dont il faut maintenant expliquer le mécanisme et le mouvement.

II.

Rien n'est insignifiant dans une maison d'aliénés : tout y doit être préparé soit pour écarter les fausses associations d'idées, soit pour en suggérer de véritables, pour amortir les impressions pénibles et irritantes, ou pour favoriser les émotions douces et sereines. A ce point de vue, l'une des conditions premières et essentielles, c'est la situation à la campagne et au grand air. C'est là aussi un des avantages de la maison de Stéphansfeld : elle est entourée de champs et de forêts, coupée de jardins où les clôtures sont ingénieusement dissimulées. La vue y est belle et vaste : ce ne sont pas les grands et sombres aspects des montagnes, qui plaisent à l'artiste et au poète, mais qui seraient d'un médiocre agrément pour des malades d'esprit; ce sont les rians aspects de la plaine et les accidens les plus ordinaires de la nature. Ce qui est salutaire d'ailleurs, ce n'est pas précisément la beauté du site, à laquelle l'esprit est bien vite habitué, c'est l'influence insensible d'un ciel vaste et d'un air pur.

Si l'action d'un milieu paisible est la condition indispensable du traitement de la folie, elle n'en est pas le principe. Ce principe est

l'activité même du malade. Il faut qu'il coopère lui-même à sa guérison : il le fait par le travail. Comment s'y est-on pris à Stéphansfeld pour occuper soit le corps, soit l'esprit et l'imagination des aliénés?

De toutes les formes du travail physique, c'est le travail agricole qui dans un hospice d'aliénés doit être préféré. Pendant longtemps, la crainte a empêché d'organiser sur une grande échelle le travail agricole. On frémissait à l'idée de mettre entre les mains des aliénés des instrumens aigus, tranchans, contondans. On a osé l'essayer, et très rarement l'on a eu des accidens à déplorer (1); on n'en a pas compté un nombre plus grand que dans la société, où le crime peut également abuser de ces instrumens de travail. Interdira-t-on l'usage des faux et des haches, parce qu'elles peuvent devenir un moyen de destruction entre les mains d'un scélérat?

Quelle différence entre ces fous d'autrefois qui, semblables à des animaux enragés, passaient quinze, vingt, trente ans, attachés à la chaîne dans des cabanons infects, et ces braves gens que nous voyons aujourd'hui partir le matin, la pioche sur le dos, avec un ou deux gardiens, se rendre au travail dans des champs sans clôtures, et revenir le soir au logis, harassés, sans avoir tenté de s'évader et sans avoir fait de mal à personne! Ce sont les mêmes hommes, mais ils ont cessé d'être redoutables depuis qu'on a cessé de les craindre.

Dans une de mes visites à Stéphansfeld, je remarquai une troupe d'aliénés qui moissonnaient un champ. La chaleur était accablante; mais la plupart de ces hommes, habitués aux travaux de la campagne, supportaient mieux que nous cette température caniculaire : un vaste chapeau de paille les préservait du soleil, et le travail les distrayait de la chaleur. Les uns fauchaient le blé, les autres le mettaient en gerbes, ou l'arrangeaient sur des voitures, conduites également par des aliénés. D'heure en heure, une majestueuse locomotive se précipitait à toute vapeur, vomissant sa fumée, ses milliers d'étincelles, ses sifflemens aigus, et entraînant après soi, avec un bruit terrible, un attelage interminable. Les travailleurs levaient la tête, regardaient un instant et se remettaient à l'ouvrage. Ce qui eût été pour un aliéné enchaîné la cause d'une fureur violente était à peine pour eux l'objet d'un regard. Sans doute ce spectacle a quelque chose de trompeur et cache une triste réalité, mais il n'en est pas moins satisfaisant pour l'esprit. Il est touchant de voir ces hommes, privés au moins passagèrement de la faculté essentielle qui constitue l'humanité, se rendre utiles aux autres et à eux-mêmes, grâce à la surveillance et à la direction d'une pensée supérieure qui raisonne pour eux.

(1) A Stéphansfeld, il n'y en a jamais eu.

Il n'est pas facile cependant d'obtenir des aliénés qu'ils se livrent au travail, surtout au travail des champs. D'abord beaucoup d'entre eux n'y sont pas propres, soit à cause de leurs habitudes antérieures, soit à cause de l'affaiblissement de leur constitution; mais ceux mêmes qui sont capables de s'y livrer n'y vont d'abord qu'avec répugnance. Toute occupation est une fatigue pour un aliéné. Rien ne lui coûte plus que de s'arracher à ses contemplations immobiles ou à la turbulente agitation de ses pensées. C'est donc déjà une conquête que d'obtenir d'un malade qu'il aille au travail. Aussi, pour l'exciter, on a joute à ce travail l'appât de rémunérations pécuniaires et alimentaires. Rien de plus juste, car enfin on ne doit exiger rien pour rien; rien aussi de plus utile : on réveille de la sorte l'intérêt personnel, qui est un élément de la raison; on entretient dans l'esprit de l'aliéné l'idée de justice et d'équité, de proportion entre le travail et la récompense; on l'intéresse à la vie; on lui procure même une petite ressource pour le moment de la guérison. Chaque malade a son budget et en quelque sorte sa caisse, dont il n'a à sa disposition qu'une faible partie pour ses menus plaisirs; le reste lui est réservé à titre de pécule pour sa sortie, ou même pour les besoins de sa famille (1).

Outre les travaux agricoles, qui ne peuvent occuper qu'un certain nombre de bras, il y a à Stéphansfeld, comme dans la plupart des grands asiles, des ateliers pour divers métiers. Le travail sédentaire vaut moins que le travail des champs, et cependant il est de beaucoup préférable à l'oisiveté : il occupe le malade, il le distrait, il le soumet à une certaine discipline, il l'entretient dans la pratique de son métier, si c'est un artisan, et enfin il est aussi l'objet d'une certaine rémunération.

Les femmes ne vont pas aux champs, mais elles sont occupées dans les jardins à sarcler et à récolter les légumes. Elles aident quelquefois à la fenaison, sous la surveillance des sœurs. De plus, elles ont de grands ateliers de travail : les unes filent, les autres tricotent; il en est qui cousent ou brodent. Chacune est à sa place; on leur impose le silence, mais ce n'est pas une règle absolue, car une discipline trop stricte serait aussi fâcheuse que l'anarchie. Une ou deux sœurs sont à la tête de chaque salle, où, par un mélange de douceur et de fermeté, elles maintiennent l'ordre le plus parfait sans blesser et sans irriter les aliénées.

Il faut compter encore les travaux domestiques, particulièrement confiés aux convalescentes. Les unes sont à la cuisine, les autres à

(1) Chaque aliéné pauvre sait d'ailleurs que lorsqu'il sera guéri, l'œuvre du patronage, fondée à Stéphansfeld dès 1842, viendra en aide à sa misère jusqu'à ce qu'il ait regagné la confiance et retrouvé du travail.

la buanderie ou à la lingerie; d'autres s'occupent à disposer et à cirer les dortoirs et les réfectoires. La grande propreté des habitations est un moyen indirect de traitement moral. Quelques aliénées même entrent au service des employés de la maison. Les hommes, dans leurs quartiers respectifs, sont occupés à des travaux analogues; ceux qui ont quelque instruction sont attachés aux écritures et font un travail de bureau : c'est une preuve de grande confiance, et dont ils sont très flattés.

Quelle que soit l'utilité des travaux manuels et agricoles, ils ne sont praticables, avons-nous dit, que pour un certain nombre de malades. Beaucoup s'y refusent ou en sont incapables; il faut donc les occuper d'une autre manière. On y réussit par le travail intellectuel. Rien n'étonne plus au premier abord que d'apprendre que dans une maison d'aliénés il y a un instituteur, une institutrice, des salles d'étude, des cours organisés et suivis. On est persuadé en général qu'un aliéné est toujours et partout extravagant : on ne le voit qu'en fureur, riant aux éclats, ou faisant des gestes ridicules. On ne le croit pas capable du degré d'attention, de docilité, d'intelligence nécessaire pour s'attacher à un enseignement, et c'est néanmoins ce qui a lieu, non pas pour tous, mais pour un certain nombre. Entrez dans la salle d'étude, tapissée de dessins dus à la plume ou au crayon des malades : une petite chaire, un tableau noir vous apprennent que vous êtes dans un des plus obscurs, mais des plus touchans asiles de la science. Un homme s'est voué à une tâche cent fois plus difficile que l'enseignement des enfans, celle d'arracher à sa tristesse un mélancolique, de secouer un stupide dans sa torpeur, de retenir un instant un maniaque désordonné, d'arrêter sur la pente des facultés que menace une démence inévitable, de provoquer chez tous un douloureux effort d'attention, de ne point se fatiguer d'un insuccès trop facile à prévoir, de faire enfin fonction de médecin plus que d'instituteur. Cette lutte corps à corps de l'intelligence saine contre l'intelligence engourdie, abêtie, déréglée, vagabonde, est un spectacle plein d'intérêt et d'émotion.

Lorsque je visitai à Stéphansfeld la salle d'étude des hommes, j'assistai à des exercices de diverse nature : dictées, récitations, opérations d'arithmétique, exercices de chant. Les exercices où les malades me parurent le mieux réussir sont les exercices de mémoire et les exercices de chant. Nous savons en effet que la mémoire est de toutes les facultés intelelctuelles celle qui se conserve le plus longtemps. Il y a dans la mémoire quelque chose de mécanique; le mot appelle le mot, la mémoire n'est qu'une sorte d'habitude, et l'habitude à son tour n'est autre chose qu'un instinct acquis. Or dans la folie l'instinct survit à la raison. Quant à la musique, elle tient telle-

ment à la sensibilité, elle est tellement indépendante de la pensée, qu'on peut en conserver le goût et quelquefois le talent dans le plus complet égarement intellectuel.

De la récitation et du chant, on passa à l'arithmétique. Le maître proposa une opération qui n'est pas des plus simples, quoiqu'elle soit des plus élémentaires : une division. On sait que l'illustre Laplace, invité un jour par les élèves de l'École Polytechnique à faire une leçon sur la division, répondit : « Je ne le puis pas, je ne l'ai pas préparée. » Autre chose est sans doute une leçon sur la division, autre chose l'opération elle-même; mais enfin, si la théorie paraissait difficile à Laplace, il n'est pas très étonnant que la pratique ne soit pas très facile à des aliénés. Ce qui est surtout ici intéressant, c'est le travail de ces intelligences, qui, après tout, n'auraient peut-être pas beaucoup mieux réussi à l'état sain. Celui-ci proposait un chiffre, celui-là un autre; on tâtonnait, on essayait, on confondait quelque peu les divers momens de l'opération. Enfin, chacun aidant, on atteignit le but : les intelligences s'étaient éveillées, avaient fait effort, et l'effort est le secret de la guérison dans les maladies mentales, comme il est le secret de la sagesse et du bonheur dans la vie.

Un des principaux effets obtenus par les exercices intellectuels, c'est l'obligation pour les aliénés d'agir en commun, de se soutenir les uns les autres, et de diriger leurs travaux vers un même but. Dans une opération arithmétique, bien ou mal faite, chacun est arraché pour un instant à lui-même; il vit de la vie raisonnable, lors même qu'il raisonne mal, par cela seul qu'il essaie de s'entendre avec ses semblables, de parler leur langue, d'appliquer des règles convenues et consacrées. L'émulation provoquée par cet exercice est un retour à la sociabilité, si profondément attaquée, nous l'avons vu, par la folie. La divergence d'opinion est elle-même un symptôme d'harmonie. On voit des aliénés qui se proposent les uns aux autres des difficultés, et qui éprouvent un malin plaisir de l'embarras de leurs camarades. C'est encore là un exercice salutaire, car la raison ne consiste pas à penser tous la même chose, mais à penser différemment d'après des lois communes. Les séances de chant et de musique ont surtout ce grand avantage de forcer à l'accord et à l'unité d'action des volontés qui tendent sans cesse à s'isoler. Le chant en effet, même le plus simple, exige non-seulement une action simultanée, mais une parfaite entente. Il faut absolument que chacun marche d'accord avec les autres, que les voix, les mouvemens, les intonations, les rhythmes, se combinent avec une rigoureuse exactitude. Il est vrai que le rhythme lui-même entraîne en quelque sorte le chanteur, et le force, presque à son insu, à une sorte de mesure

et de régularité; mais c'est précisément en quoi la musique est utile, indépendamment de son action sédative et de sa merveilleuse puissance d'attendrissement.

Outre les travaux intellectuels proprement dits, il y a une sorte d'exercice fort utile, mais plus facile, et qui plaît singulièrement aux aliénés : c'est la lecture. Les lectures sont publiques ou particulières. Les lectures publiques ont lieu tous les soirs en hiver, après le souper. Elles ont d'abord pour effet de remplir le temps, ce qui n'est pas une médiocre difficulté; en second lieu, elles maintiennent l'ordre. Les aliénés obéissent instinctivement à la règle, à l'habitude, à l'imitation. Vous ne pouvez pas obtenir par la raison qu'un aliéné soit calme; jetez-le dans un mouvement d'opérations régulières, toujours les mêmes, imposez-lui, en commun avec d'autres, des exercices qui exigent le silence et la tranquillité : il obéira machinalement à l'exemple. La lecture est un de ces exercices. Une lecture publique à haute voix emporte d'elle-même la nécessité du silence. Ce n'est pas la volonté de l'homme qui commande, c'est en quelque sorte la nécessité des choses, et l'aliéné s'y soumet comme les autres hommes. La lecture n'est pas seulement un moyen de discipline; on la choisit à dessein attrayante, intéressante, familière et très claire : ce qui est le mieux accueilli, ce sont les histoires, surtout les histoires contemporaines. L'hiver dernier, on a lu à Stéphansfeld des récits de la guerre d'Orient. Ces récits intéressaient les aliénés au plus haut degré : on eût entendu une mouche voler. Quelquefois on choisit des histoires plaisantes, et ils rient aux bons endroits. Ce qui vaut mieux encore que les lectures publiques, ce sont les lectures libres que chaque aliéné fait à son choix. Une petite bibliothèque composée de bons ouvrages leur est spécialement réservée. C'est une responsabilité assez grande et assez délicate que celle de leur choisir les livres qui leur conviennent. Quelquefois ils choisissent eux-mêmes, et non sans discernement : certains aliénés ont rendu les *Mille et une Nuits* comme trop frivoles, et les ont changées contre des livres d'histoire et de voyage. Les faits réels les intéressaient plus que les fictions; mais d'ordinaire, comme les aliénés sont eux-mêmes de grands enfans, ils préfèrent les livres d'enfans, le *Robinson suisse* par exemple et les *Contes* du chanoine Schmidt.

Parmi les moyens que l'on emploie pour secouer l'esprit des malades, fixer leur attention, détourner leur délire et exercer leur jugement, il faut placer en première ligne la conversation. La conversation est un genre de leçons qui vaut tous les autres. Elle a sur la leçon proprement dite l'avantage d'être indirecte, de ne pas ressembler à un enseignement officiel, de rentrer dans les habitudes de la vie ordinaire, d'imposer à l'aliéné une certaine politesse, une cer-

taine convenance, un certain empire sur soi-même. L'aliéné est flatté que l'on veuille converser avec lui; il fait plus ou moins d'efforts pour être ou pour paraître raisonnable. Il l'est même nécessairement plus en conversation que livré à lui-même; il faut qu'il compte avec son interlocuteur, et qu'il parle jusqu'à un certain point son langage. On observe que des malades qui spontanément ne disent que des choses inintelligibles répondent cependant juste à certaines questions. Il y a dans tout aliéné un reste de raison; seulement cette raison est trop faible pour lutter contre le désordre qui a envahi toutes les facultés, elle ne réagit pas, et paraît entièrement étouffée. Qu'elle soit enfin provoquée par une conversation raisonnable, cette raison vacillante fait effort pour se mettre au diapason de celui qui parle. Il semble qu'il y ait là une lointaine application de cette loi de la sympathie, observée par Adam Smith, selon laquelle tout homme tend toujours plus ou moins à se rapprocher de l'état d'esprit de celui qui parle. Lorsque le malade écrit, on remarque qu'il commence souvent d'une manière raisonnable; ce n'est que peu à peu que sa pensée s'éloigne de la ligne droite et finit par se perdre dans un délire complet. Il en est de même dans la conversation. Les premières phrases ou au moins les premiers mots sont en rapport avec les questions, et ne manquent pas de sens; le délire ne vient qu'après. Si l'on arrête ce délire par une nouvelle observation, on peut obtenir encore une réponse demi-raisonnable, et en faisant passer ainsi le malade par une suite de secousses, on imprime à son esprit une tendance heureuse qui se soutient plus ou moins, selon que l'action est plus forte ou plus souvent répétée.

On ne saurait croire combien un seul mot, bien ou mal appliqué, peut avoir d'influence sur un esprit dérangé. Sans doute, lorsque la folie est très ancienne, très invétérée, et présente peu de chances de guérison, la conversation n'est plus guère qu'une distraction; mais la folie n'est pas toujours absolue, inflexible, inattaquable. Dans le commencement surtout, l'aliéné, on l'a vu, passe par des phases diverses de doute et de confiance; il se demande s'il a raison ou s'il a tort, si c'est lui qui se trompe ou les autres. Ces hésitations peuvent avoir lieu sans se trahir au dehors, car l'aliéné est plein de défiance, et il craint de s'engager avec vous par un aveu. Ces troubles intérieurs n'en existent pas moins. Un mot sévère peut jeter le fou dans l'anxiété et le mettre sur la voie de la triste lumière qui doit se faire dans son esprit pour rappeler son bon sens. Au contraire un seul mot d'encouragement et de complaisance prend à ses yeux la proportion d'une adhésion explicite. Vous lui donnez raison, il s'arme à ses propres yeux de cette connivence apparente, il s'enivre de votre approbation, et les raisonnemens les plus pressans, les insinuations

les plus habiles ont bien de la peine à triompher de cette première concession que vous avez crue sans péril.

Qu'il me soit permis d'exprimer ici l'intérêt que j'ai ressenti en écoutant plusieurs conversations du directeur de Stéphansfeld avec les malades. Une bienveillance parfaite mêlée d'une douce et fine ironie, un milieu juste entre une complaisance extrême qui, en caressant l'illusion des aliénés, envenimerait leur mal et le rendrait incurable, et une dureté méprisante qui enflammerait leur colère et irriterait leur conviction, un art heureux et délicat d'insinuer le vrai sans l'imposer, un respect admirable de la dignité de l'homme dans le malade le plus abaissé, tels sont les traits principaux de cette méthode de conversation, qu'on peut appeler à bon droit une méthode socratique. Amener le fou à trouver lui-même étranges ses propres pensées, à revenir au vrai, ne fût-ce qu'un instant, je dirai plus, l'amener à dissimuler sa folie, ce n'est pas sans doute une guérison, mais c'est une conquête sur le mal, et il en est de la folie comme du vice : si l'on ne peut pas obtenir le plus, il faut se contenter du moins.

Nous rencontrons ici une question très délicate et très importante : faut-il raisonner avec les fous? Quelques savans, et parmi eux un célèbre médecin allemand, M. Ideler, ont cru que l'on pouvait combattre la folie par le raisonnement. Les médecins français ont fait une vive opposition à cette doctrine, et l'on ne saurait nier que le raisonnement ne soit un assez mauvais moyen de guérir un fou. Il est si rare de convertir un homme, même raisonnable, par le raisonnement, qu'une telle guérison de la folie serait un véritable prodige. Faut-il en conclure qu'il soit absolument inutile de raisonner avec les fous? Je ne voudrais pas l'affirmer. Sans doute on peut rencontrer un esprit naturellement dialecticien qui ait plus de logique que son contradicteur, et si le médecin est battu par son malade, tout est perdu; mais l'aliéné a rarement une telle subtilité. Presque toujours il élude le raisonnement, ou il se tait. Dans les deux cas, il est évidemment embarrassé, il se sent le plus faible; votre présence le gène et le contrarie. Renouvelez très souvent la même expérience, harcelez-le de toutes les façons; ce sentiment perpétuel d'infériorité qu'il éprouvera en présence d'un homme plus raisonnable que lui le mettra sur la voie de cet aveu si essentiel à la guérison : « Il pourrait bien se faire que je fusse fou. » Ce n'est pas là certainement un résultat à dédaigner.

S'il est quelquefois utile d'attaquer la folie en face et de la combattre par la discussion, il vaut mieux d'ordinaire la prendre de biais et s'attaquer au sentiment ou à l'imagination : c'est ce qu'on appelle la diversion morale. La religion bien employée, est par exem-

ple un excellent moyen, de discipline d'abord, d'apaisement et même de guérison ensuite. Au réfectoire, il serait difficile d'obtenir le silence sans la prière; pour un grand nombre, ce n'est qu'une action machinale; pour d'autres, c'est un véritable acte de piété et de recueillement. La présence des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui servent à Stéphansfeld de surveillantes et d'infirmières, est aussi d'un heureux effet : elles imposent le respect, elles charment et apaisent par leur douceur et leur dignité. Les aliénés sont conduits aux offices tous les dimanches; leur tenue y est grave, tranquille, respectueuse. Les sons de l'orgue, lents et majestueux, s'unissant à l'aspect du lieu, aux chants sacrés, les cérémonies du culte divin, la parole évangélique annoncée par un prêtre intelligent (1), fixent l'attention, détournent les pensées délirantes, provoquent un calme salutaire, et, réveillant la pensée obscurcie du Créateur dans l'esprit malade, l'arrachent pour quelque temps à la folle et présomptueuse contemplation de lui-même.

Parmi les aliénés, il y en a un certain nombre qui sont atteints précisément d'une folie religieuse : ce sont les inspirés, les prophètes et prophétesses, les désespérés, les damnés. Faut-il, dans ce cas, employer ou proscrire la religion? Pinel la considérait comme dangereuse : il cite l'exemple d'une malade à peu près guérie qu'un livre de dévotion, prêté mal à propos, a fait retomber dans son délire; mais Pinel était de son temps, et à cette époque on n'était guère disposé à reconnaître l'empire de la religion sur les hommes raisonnables, à plus forte raison sur les aliénés. Sans doute il ne faut point flatter la superstition et l'enthousiasme. On ne doit pas oublier cependant qu'au fond de cette sorte de folie il y a un sentiment légitime qui préexiste à la folie même et qui lui survit. Violenter un tel sentiment serait une injustice. N'accordez rien à l'absurde, repoussez les prétentions de l'inspiré, consolez celui qui se croit damné, abandonné de Dieu; mais ne refusez ni aux uns ni aux autres les secours d'une religion bien entendue. Si vous parlez au nom de la raison humaine à un exalté, vous ne gagnerez rien sur lui; parlez-lui au nom de Dieu lui-même, au nom de l'Évangile, s'il est chrétien : le prêtre sera plus puissant que vous; seulement il faut un prêtre sage, qui sache bien qu'il n'est pas question du salut du malade, mais de sa guérison. Dans la convalescence surtout, la religion est bienfaisante en enseignant à une âme pieuse l'humilité et l'espoir.

Le moindre degré de la diversion morale, ce sont les distractions. Il faut en dire quelques mots pourtant. Parmi les moyens les plus

(1) Un malade de Stéphansfeld qui se croyait damné a été guéri à la suite d'un sermon sur la miséricorde de Dieu.

efficaces de distraire les fous, je citerai les promenades, les soirées chez le directeur, et dans les grandes occasions les bals et les représentations théâtrales.

A l'époque où les aliénés passaient quarante ans enchaînés dans une loge, on ne pouvait guère prévoir qu'il viendrait un jour où cent, deux cents, quatre cents aliénés iraient en troupe se promener dans les champs, sur les routes, sans liens et accompagnés d'un très petit nombre de surveillans n'ayant eux-mêmes d'autres armes que leurs bras. C'est pourtant ce qui a lieu. Stéphansfeld est un des premiers asiles de France et peut-être le premier où cette innovation se soit produite. Le directeur commença par faire sortir 15 ou 20 malades, puis 30, puis 60, et enfin 100 et même 200. Tous les dimanches, il y a grande promenade : vous rencontrez sur la route une légion d'aliénés que vous ne reconnaissez qu'au costume et à l'expression de la physionomie. Du reste, ils marchent en ordre et en silence, aucun ne sort des rangs, aucun ne s'évade; ils respectent ceux qu'ils rencontrent et en sont respectés.

Les promenades distraient les aliénés, leur présentent des objets nouveaux, et enfin leur offrent l'apparence de la liberté. Ils oublient pour un instant leurs murs, et ce qui est remarquable, c'est que ces mêmes hommes qui se plaignent continuellement d'être captifs, qui ne cessent de réclamer leur liberté, une fois qu'ils sont dehors et plus de vingt contre un, se laissent conduire comme des enfans, et rentrent à l'asile sans faire de résistance. L'habitude de la règle, l'instinct de l'imitation, un vague sentiment du bien qu'on leur fait, enfin la liberté même dont ils viennent de jouir, les ramènent à cette prison dont leur imagination s'éloigne sans cesse.

On est forcé, dans la plupart des cas, d'isoler les aliénés, c'est-à-dire de les enlever à leur famille, au monde, à leurs amis. L'isolement n'est pas la solitude, bien au contraire. La solitude est on ne peut plus funeste à l'aliéné. Ainsi on remarque que les malades qui ne veulent point frayer avec les autres sont plus difficiles à guérir que ceux qui vivent de la vie commune. Sous ce rapport, les riches ont moins de chances de guérison que les indigens. Il est donc important de rétablir autant que possible les rapports de sociabilité entre les aliénés et de les ramener aux habitudes du monde. C'est dans cette intention que le directeur réunit chez lui tous les jeudis soir un certain nombre de malades choisis alternativement dans toutes les classes, en excluant, bien entendu, les agités et les violens. Ces réunions sont très recherchées; c'est pour quelques-uns un plaisir qu'ils attendent toute la semaine avec impatience; c'est l'occasion d'un peu de toilette; ils revoient le monde, oublient un instant leur état, et ces hommes, que vous croiriez dans les cours ou les

salles au plus bas degré de l'aliénation, reprennent dans les salons du directeur un air de vie et de raison.

Il serait difficile d'avoir une idée exacte d'une soirée de fous sans y avoir assisté. On peut dire que c'est à peu près le contraire de ce que l'on est tenté de se figurer. On se représente en effet un assemblage de personnages ridicules, très bruyans, très agités, une sorte de capharnaüm. C'est au contraire une réunion très tranquille, très silencieuse et très froide. Les deux sexes sont admis à ces soirées, mais les hommes sont dans un salon, et les femmes dans l'autre. Les uns et les autres sont autour de tables sur lesquelles sont des gravures, des livres illustrés, que les malades aiment beaucoup et parcourent avec une grande attention. Quelques jeux, les cartes, les dominos, les dames, les échecs même, quelques conversations à voix basse, tels sont les passe-temps. Le directeur cause avec les uns et les autres. La maîtresse de la maison, personne d'un rare mérite, fait les honneurs aux dames, joue avec elles, leur dit quelques mots, si elles sont en humeur de lier conversation. Puis l'on fait un peu de musique s'il y a des musiciens parmi les invités, et vers neuf heures on se retire. Aucune soirée, même parmi les gens raisonnables, ne se passe plus convenablement.

Plusieurs fois par an, la soirée devient un bal. Entendons-nous : ce bal ne ressemble guère à ceux que nous sommes habitués à appeler de ce nom. Dans une salle basse, qui sert ordinairement d'atelier de couture et qui ouvre sur les jardins, on a fait venir cinq ou six musiciens. Les invitées prennent place sur des banquettes; le bal n'est que pour les femmes, car le mélange des sexes est rigoureusement interdit (1). Pour les amuser, on leur permet quelquefois de s'affubler de costumes éclatans et bizarres qui servent d'ordinaire aux représentations théâtrales. Quelques-unes, ce sont les jeunes, sont fort bien sous ces costumes de fantaisie; d'autres, plus vieilles, sont passablement ridicules, mais leur imagination s'en amuse, et l'on n'a pas remarqué que ces déguisemens soient pour elles une source de méprise et de délire; à ce point de vue même, c'est une épreuve qui n'est pas sans utilité. Le bal commence. L'orchestre ne joue que des valses; c'est la danse populaire, nationale : il faut observer que les aliénées de Stéphansfeld appartiennent surtout à la classe indigente; or le peuple en Alsace ne connaît que les valses et non les quadrilles. Elles attendent le signal, ne dansent qu'avec la musique, et reviennent à leur place dans les intervalles. Un grand nombre se contente de regarder; d'autres au contraire dansent avec

(1) Il paraît qu'à Charenton, dans les bals de ce genre, les deux sexes sont réunis. On n'a pas osé les réunir encore à Stéphansfeld.

ardeur, et les vieilles non moins que les jeunes. C'est là un travers qui ne se rencontre pas seulement dans les maisons de fous.

On a quelquefois exagéré les apparences de raison que présentent les aliénés, et j'ai lu quelque part le récit d'un bal où l'auteur raconte avoir passé la moitié de la nuit sans se douter qu'il avait causé avec des fous et dansé avec des folles. J'avoue que pour le bal modeste auquel j'ai assisté, il eût été difficile de se faire illusion. Sans doute il est remarquable que l'on puisse donner un divertissement de ce genre à une centaine de malheureux aliénés sans qu'il en résulte le moindre désordre, et certainement avec moins de confusion qu'il n'y en a d'ordinaire dans ces sortes de réunions : c'est là le résultat d'une bonne discipline; mais certains signes indiquent assez que vous n'êtes pas dans un milieu raisonnable. Ce n'est pas le désordre, c'est la tristesse; ce n'est pas l'extravagance, c'est le silence. La contraction de la physionomie, un certain désaccord dans les vêtemens, la monotonie des mouvemens, beaucoup de signes extérieurs trahissent le désordre de la pensée, et ne permettent guère de se méprendre. Néanmoins c'est un exercice utile à la santé, une distraction pour l'imagination, et même une épreuve pour l'intelligence, car la coordination des mouvemens avec le son de l'orchestre exige une certaine attention et un certain discernement.

De toutes les distractions, la plus puissante sans aucun doute et la plus extraordinaire, c'est la comédie, non pas une comédie lue ou représentée par des acteurs étrangers, mais jouée par les aliénés eux-mêmes devant les aliénés. On ne croirait pas sans doute qu'une telle chose fût possible, si l'on n'en avait fait plusieurs fois l'expérience. A Stéphansfeld, on a déjà donné quinze représentations théâtrales, au grand plaisir de la population tout entière. Je dois dire que l'illustre Esquirol, dans son traité des *Maladies mentales*, se montre très opposé à ce genre de divertissement; mais sa critique s'adresse plutôt à l'abus qu'à l'usage. Il cite, sans le nommer, un directeur de Charenton qui, plus curieux de faire du bruit que d'améliorer véritablement l'état des malades, avait établi une salle de spectacle où jouaient des aliénés, et où toute la société de Paris était invitée. Il est évident qu'un théâtre, le grand éclat des lumières et des costumes, l'affluence du monde, le mélange des sexes, une ridicule ostentation de toilette, des applaudissemens, des rires, un assemblage irritant enfin, dangereux même quelquefois pour une raison saine, devait être un véritable poison pour des raisons égarées : il s'ensuivit des faits déplorables et faciles à prévoir. Faut-il en conclure que des représentations à huis clos, sans bruit, sans autre public que les aliénés eux-mêmes et un très petit nombre de personnes sérieuses, les sexes étant rigoureusement séparés, les

pièces bien choisies, faut-il conclure qu'un tel exercice, surtout s'il est rare, puisse avoir quelque danger? Il y a là un vif plaisir pour tous les malades, pour quelques-uns un exercice intellectuel très sérieux et très attachant, enfin une occupation pour un très grand nombre : on peut donc recommander le théâtre comme une puissante diversion.

Je n'ai pas eu le plaisir d'assister à une des représentations de Stéphansfeld : elles n'ont lieu qu'en hiver, lorsqu'on est à bout de toute autre distraction; mais j'emprunterai à un excellent rapport de l'ancien instituteur, M. Duffner, chargé de diriger ces exercices, quelques observations curieuses et neuves. « L'exercice le plus salutaire et assurément le plus propre à donner une idée des ressources intellectuelles des malades, dit M. Duffner, ce sont les représentations théâtrales. La pièce qui a été donnée cette année est intitulée *le Neveu* et comprend trois actes, divisés en trente-six scènes. Elle a été jouée par dix acteurs à rôles parlans: mais, soit pour exercer la mémoire, soit pour nous prémunir contre les défections, nous avons occupé plus ou moins activement près de 30 malades. Dans notre nombreuse population, il ne s'est trouvé que ce faible chiffre qui ait offert quelque aptitude pour ce genre d'exercice; parmi eux, 15 ont poussé l'étude jusqu'au bout, et 10 seulement ont montré le zèle, le tact et l'intelligence la plus indispensable pour passer à l'exécution. On comprend combien il doit être difficile de trouver parmi des aliénés, c'est-à-dire parmi des hommes concentrés ou distraits, obsédés d'idées fixes et enclins à l'isolement, des sujets susceptibles d'une application si longue et si sérieuse, et surtout combien on doit avoir de peine à maintenir l'harmonie entre ces intelligences en désordre, si diversement et si bizarrement affectées. Hâtons-nous de le dire, si les difficultés sont grandes, les avantages sont en proportion. La nécessité d'avoir des acteurs impose l'obligation de faire une sorte d'inspection morale et intellectuelle, d'étudier les ressources en tout genre de chacun, de faire des démarches et des essais préliminaires nombreux, dont le résultat n'est jamais vain, puisqu'il provoque la réflexion des malades et conduit à une connaissance plus approfondie des sujets. Les obstacles levés, les malades sont généralement contens; aussi, après chaque représentation, manifestent-ils le désir d'en donner une nouvelle épreuve, se promettant de mieux s'acquitter de leur rôle, se reprochant des fautes d'oubli, de négligence, etc. Il est vrai que cet élan n'est pas de longue durée, car dès le lendemain ils tombent dans une sorte de prostration, et même la collation qui leur est donnée en témoignage de satisfaction ne leur offre qu'un attrait fort médiocre. Cet abattement n'est que la conséquence naturelle de leurs

efforts extrêmes, prolongés pendant plusieurs semaines, et de cette tension d'esprit qui les poursuivait jusque dans leur sommeil; néanmoins cet état de prostration ne tarde pas à disparaître, et pendant longtemps le théâtre forme le principal sujet de conversation de ces malades, qui se mettent à répéter çà et là des passages entiers de leurs rôles. »

Résumons-nous. On a vu que les aliénés sont capables d'un travail manuel, industriel ou agricole, qu'ils sont aussi capables de certains travaux intellectuels, qu'ils cultivent volontiers leur mémoire, peuvent faire de la musique, lisent avec plaisir et quelquefois avec passion, qu'ils peuvent soutenir une conversation avec plus ou moins de suite ou de raison, selon leur état, qu'ils ne sont pas insensibles au raisonnement, que la passion peut beaucoup sur eux, que la religion les console, qu'ils se promènent au dehors et en liberté sans danger, sans abus, qu'ils aiment et goûtent les distractions de la société, enfin que la rigueur est rarement nécessaire pour les contenir. Que conclure de ces faits, si ce n'est que l'aliéné conserve quelques-uns des traits essentiels de l'humanité? Il y a chez lui deux ordres d'habitudes : des habitudes régulières, normales, qui résultent de l'exercice antérieur de la raison, et des habitudes vicieuses, perverties, de fausses associations soit dans les actes, soit dans les pensées, soit dans les sentimens, qui sont les signes de la folie. Tant qu'il y a entre ces deux sortes d'habitudes désaccord, combat et conflit, il y a des chances pour que les premières reprennent le dessus et pour que la folie soit guérie; lorsqu'au contraire les habitudes premières et les habitudes secondes ont réussi à s'accorder et à former un tout, l'aliénation est définitive, sauf une réaction, qui est toujours possible, et dont il ne faut jamais désespérer.

Le traitement moral consiste à provoquer ce conflit lorsqu'il n'est pas apparent, à le favoriser lorsqu'il existe, à le réveiller lorsqu'il semble avoir disparu. On peut définir le traitement moral une pression constante de la raison sur la déraison. C'est une grande erreur de faire consister le traitement moral dans un ou deux moyens exclusivement employés. Le traitement moral est en quelque sorte une grande entreprise pédagogique. C'est un vaste système d'éducation, bien plus difficile que l'éducation ordinaire, car celle-ci n'a guère autre chose à faire que de développer des germes naturels; mais celle-là doit redresser des membres contournés et viciés : c'est une sorte d'orthopédie morale.

Le traitement de la folie repose aujourd'hui sur une solide philosophie. Ecarter de la folie les phénomènes artificiels qui la compliquaient inutilement, et qui résultaient d'un traitement mal entendu, la réduire à ses propres forces, et, dans cet état, se servir

des parties demeurées saines pour guérir les parties malades, tel est le principe de la thérapeutique mentale. Il y a dans les facultés humaines une tendance naturelle à s'équilibrer et à s'accorder. Cet équilibre, il est vrai, peut se faire au profit de la folie; mais il peut se faire aussi au profit de la raison. En faisant peser toutes les influences de ce côté, la science fait contre-poids aux égaremens de la nature, trop heureuse lorsqu'elle l'emporte!

On a cru longtemps, beaucoup de personnes croient encore que la folie est incurable. Ce préjugé est un des obstacles les plus funestes à la guérison des maladies mentales. On attend, pour isoler les malades, pour les confier aux médecins, qu'ils soient devenus dangereux; mais on perd souvent de cette manière un temps précieux, car la durée de la maladie influe considérablement sur les chances de la guérison. Que l'on en juge par les proportions suivantes : à Stéphansfeld, dans une période de douze ans, 66 pour 100 d'aliénés curables ont été guéris dans le premier mois, 48 pour 100 après trois mois, 40 pour 100 après six mois, 12 pour 100 après un an. Au-delà, la guérison n'est plus qu'une exception (1). On voit dans quelle progression rapide les chances de la guérison décroissent en raison inverse du temps. Tout ce qui retarde le traitement, préjugé, fausse honte, indifférence, ne fait donc qu'aggraver la folie. L'opinion que la folie est incurable est une de ces causes de retard et d'ajournement : elle est donc un obstacle sérieux à la guérison. Elle est encore, après la guérison même, une des causes de rechute. Un aliéné rentre dans sa famille, retrouve ses occupations, ses connaissances, ses amis; mais on l'emploie avec répugnance, on ne se fait pas faute de le railler sur son état : on lui répète qu'il a été fou, qu'il le sera encore. Au lieu de la bienveillance et de la prudence extrême dont on use envers lui dans l'asile, il ne rencontre souvent, même parmi les siens, que défiance et grossièreté. Voilà ce qui arrive souvent dans les classes inférieures. Faut-il s'étonner que la raison succombe de nouveau sous l'influence de ces causes irritantes qui rendraient fou un homme raisonnable?

La honte qui s'attache à la folie, même guérie, la difficulté que trouve un aliéné à se refaire sa place dans une société qui a serré ses rangs pendant son absence, le souvenir douloureux d'une affection qui enlève l'homme à lui-même et lui ôte le titre essentiel de sa dignité, sont de tristes complications d'une maladie déjà terrible par elle-même, si difficile à guérir, si exposée aux rechutes, et dont l'humanité, aidée de la science, ne pourra jamais qu'atténuer les ravages. On

(1) Nous empruntons ces chiffres à un excellent rapport statistique de M. le médecin en chef.

remédiera à une partie de ces maux en relevant l'aliéné dans l'esprit des hommes, en recueillant avec soin tout ce qui diminue la distance qui le sépare de nous, en faisant ressortir les vestiges de raison et de personnalité qu'il possède encore, et qui servent de fil intermédiaire entre la raison perdue et la raison recouvrée. Tel a été l'esprit de cette étude. Puissions-nous n'avoir pas été dupe d'une illusion!

Mais, lors même que les guérisons seraient moins nombreuses qu'elles ne le sont, faudrait-il considérer comme vaines les améliorations introduites dans les asiles d'aliénés depuis soixante ans? Sans doute l'intérêt le plus puissant, c'est la guérison. Cependant, si la guérison est impossible, faut-il croire que tout soit inutile, et qu'il ne reste plus qu'à soutenir la vie physique et animale de l'aliéné? Bien loin de là; il reste à lui créer une vie demi-raisonnable, à soutenir ses facultés chancelantes, à le rattacher aussi longtemps que possible aux habitudes de la vie intellectuelle et sociale, et à sauver en lui les débris de la nature humaine. Lorsque l'on compare la folie et la raison, il semble que la folie soit un état absolu qui n'a pas de degrés; mais quand on compare la folie à elle-même, on y découvre du plus ou du moins, et cette différence, peu sensible lorsqu'on la voit du dehors, devient considérable, si l'on se place au centre même d'une société d'aliénés. Le triomphe de la science n'est donc pas seulement d'avoir obtenu quelques guérisons qu'on n'obtenait pas autrefois; c'est encore d'avoir mis l'ordre, la règle, la discipline, la sociabilité, le travail, le plaisir même dans ces anciens asiles de la douleur, de la persécution et du désespoir.

Ce n'est pas seulement la compassion pour la faiblesse, la pitié pour le malheur, c'est encore le respect pour la nature humaine, même dans son humiliation, qui a inspiré à Pinel la pensée de la révolution qu'il a accomplie. Il faut reconnaître ici l'influence de la philosophie. Le XVIIIe siècle, qui a eu tant de torts, a eu aussi, il faut l'avouer, un grand sentiment de la valeur de l'homme; il a pris en main la cause de tous les opprimés : les noirs, les serfs, les hérétiques, les aliénés. Il a partout répandu un sentiment de commisération et de respect pour les faibles et les souffrans; il a forcé les hommes à être justes, ce qui est de tous les devoirs le plus difficile à pratiquer. Il n'a pu faire le bien sans y mêler beaucoup de mal, et aujourd'hui beaucoup d'esprits trop facilement découragés se demandent encore si le mal a été alors compensé par le bien. Au moins, parmi toutes les révolutions de ce temps orageux, il en est une qu'on a vu s'accomplir sans catastrophes sanglantes, sans représailles et sans vengeances, sans excès et sans réaction : c'est celle qui a rendu aux aliénés la liberté et le soleil, leur part de paix et de bonheur.

PAUL JANET.

ÉTUDES

SUR

L'INDE ANCIENNE ET MODERNE

IV.

LES HÉROS PIEUX. — LES PANDAVAS.

Si vous demandez aux habitans de la presqu'île de l'Inde qui a creusé les grottes d'Éléphanta et de Salsette, ils vous répondront : Les fils de Pàndou. C'est encore à ces héros des anciens âges que la tradition attribue les magnifiques sculptures des temples souterrains d'Ellora, et tant d'autres débris d'un art puissant et grandiose dont les générations présentes ont depuis longtemps perdu le secret. On essaierait vainement de faire comprendre aux Hindous que les princes fameux dont le *Mahâbhârata* retrace les malheurs et les vaillantes actions n'ont pu prendre aucune part à l'exécution de ces travaux, puisqu'ils n'ont jamais pénétré jusqu'à la presqu'île. Dans l'imagination de ces peuples naïfs, la vue des grands monumens éveille le souvenir des grands noms de l'antiquité. Il leur semble tout naturel que les héros dont la gloire a rayonné si vivement à travers l'Inde entière y aient laissé partout leur empreinte.

Après Râma en effet, ce sont les Pândavas, ou fils de Pândou, qui tiennent le premier rang dans l'histoire de l'Inde, et leurs noms se retrouvent à toutes les pages de la littérature brahmanique. Ils apparaissent, dans un lointain fort reculé, comme des demi-dieux, comme des guerriers accomplis, amis de la justice, chéris des brahmanes et passés maîtres dans la pratique des armes; mais ils sont

beaucoup plus hommes que Râma. Au moment où ils paraissent sur la terre, on sent que l'âge de fer, — ou l'âge du vice, comme l'appellent les Hindous, — va bientôt commencer. Les Pândavas, tout pieux qu'ils sont, ne sauront point conserver dans leurs cœurs le calme inaltérable qui élève Râma au-dessus des mortels. Entraînés par la fougue des passions, l'amour effréné du jeu les précipite dans toute sorte d'aventures et de malheurs. Sur le champ de bataille, ils se montrent terribles comme Achille, avides de vengeance, loyaux et courtois par momens comme de vrais chevaliers, parfois aussi acharnés à combattre, frappant avec le glaive, avec la massue, avec la hache, et foulant l'ennemi sous les roues de leurs chars.

La longue histoire des cinq fils de Pândou et le récit de leurs démêlés avec les cent fils de Dhritarâchtra, leurs cousins, forment le sujet du *Mahâbhârata*. Une foule de légendes anciennes que les compilateurs y ont rattachées embarrassent l'action et grossissent l'ouvrage au-delà de toute mesure : le poème n'a pas moins de deux cent mille vers. Comment s'orienter dans ce dédale? Comment suivre à travers cette épopée gigantesque, où tant d'épisodes s'entrecroisent, la marche de tant de guerriers qui se distinguent les uns des autres par des traits essentiels? Comment surtout donner dans une courte analyse une idée de cette haute poésie, de ces grandes images, de ce style éminemment épique, abondant jusqu'à l'exubérance, toujours animé, toujours soutenu par l'élévation de la pensée? Un volume ne suffirait point à qui voudrait offrir au lecteur européen une réduction tant soit peu exacte du plus considérable monument littéraire qui existe dans le monde. Je me bornerai donc à étudier la physionomie des fils de Pândou, — comme j'ai essayé de le faire pour Râma (1), — au double point de vue de la réalité et de la légende, en cherchant à préciser quel était l'état de la société indienne à cette époque lointaine, et comment le brahmanisme a édifié autour des cinq héros un poème à la fois religieux et militaire.

I. — L'ÉDUCATION DES PRINCES. — LE TOURNOI.

Le *Râmâyana* est comme une peinture de l'Inde au matin de sa civilisation; on y respire le calme et la fraîcheur des premières heures du jour. Dans le *Mahâbhârata*, cette civilisation est arrivée à son midi, elle penche même déjà vers son déclin, et l'on sent que la race âryenne s'est altérée par le contact avec les populations étrangères, comme aussi par l'influence d'un climat violent. Les intérêts hu-

(1) Voyez sur Râma et le *Râmâyana* la livraison du 1er janvier 1857. Les autres articles de cette série ont paru dans les livraisons du 1er mai et du 1er juillet 1856.

mains préoccupent de plus en plus les esprits; les brahmanes eux-mêmes se trouvent mêlés aux querelles des princes qui se disputent un trône, et comme emportés dans le tourbillon des guerres terribles dont ils sauront encore grandir les proportions en y faisant intervenir les dieux. La poésie épique dans les temps anciens a toujours procédé ainsi. Vyâsa (1), l'auteur présumé du *Mahâbhârata*, n'a pas agi autrement qu'Homère; seulement, dans l'œuvre du poète hindou, les légendes ont afflué avec tant d'abondance, que le grand fleuve a débordé de manière à former un océan à peu près sans rivage. Pour que le lecteur s'y reconnaisse, il est donc nécessaire de dire quelques mots des principaux personnages de l'épopée et d'établir sommairement leur généalogie.

Après avoir régné longtemps et avec gloire dans la ville d'Hastinapoura (2), le roi Çântanou mourut, laissant la couronne à son fils Bhîchma. Celui-ci épousa Satyavatî, — qui avait été mère de Vyâsa avant son mariage, — et il en eut deux fils qui moururent jeunes et sans postérité. L'aîné, Vitchitravîrya, avait pris pour femme la fille du roi de Bénarès (3); leur belle-mère Satyavatî, désolée de voir s'éteindre la famille de Çântanou, dit au sage Vyâsa : « Voilà que ton frère est monté au ciel sans laisser de postérité; fais en sorte que la race des rois d'Hastinapoura ne périsse pas! » Vyâsa obéit aux ordres de sa mère. Il était profondément versé dans la connaissance des *Védas*, dont il est regardé comme le compilateur; il possédait aussi la science divinatoire, et ses grandes austérités l'élevaient au-dessus de la nature humaine, mais il avait l'aspect étrange des ascètes vivant dans la forêt. Quand la jeune veuve le vit s'approcher d'elle, à la lueur des lampes allumées, avec ses longs cheveux nattés, ses yeux brillans comme l'éclair, ses sourcils épais et sa barbe inculte, elle eut peur et ferma les yeux. Vyâsa lui dit : « Puisque tu as eu peur, tu auras un fils qui naîtra aveugle. » Une seconde fois, le terrible ascète dut céder aux instances de sa mère. La jeune veuve, qui n'osait plus fermer les yeux, devint pâle de frayeur à la vue de Vyâsa. Celui-ci laissa tomber ces paroles prophétiques : « Puisque tu as pâli, tu donneras le jour à un fils qui sera blanc. » Une troisième fois, Vyâsa fut envoyé par sa mère vers la veuve de Vitchitravîrya; mais celle-ci, ayant revêtu de ses ornemens l'une de ses esclaves, la

(1) Ce nom signifie l'*ordonnateur*, celui qui étend et arrange; c'est le même personnage dont il est question quelques lignes plus bas. *Mahâbhârata* veut dire la grande famille de Bhârata; celui-ci était le jeune frère de Râma.

(2) Cette ville, ainsi appelée du nom de son fondateur, le roi Hastina, était située à une vingtaine de lieues au nord-est de Dehli.

(3) On appelait alors cette ville *Kâci;* Bénarès est une corruption du mot sanskrit *Varânasi, eau excellente, eau sainte.* La légende dit que Vitchitravîrya avait épousé les deux filles de ce roi; mais une seule est mise en scène.

mit à sa place. Malgré sa science, Vyâsa fut dupe de la supercherie, et il annonça à l'esclave la naissance d'un fils doué des plus hautes vertus (1).

Voilà donc trois enfans qui descendent indirectement de la race de Çântanou, mais aucun des trois n'est apte à régner. Le premier, Dhritarâchtra, est né aveugle; le second, Pândou, paraît avoir été affecté de la lèpre blanche, comme l'indique son nom, qui signifie pâle, blanc (2); le troisième, Vidoura, fils d'esclave par sa mère et appartenant aux castes mêlées, ne peut prendre rang parmi les *kchattryas* ou guerriers : son rôle sera celui d'un conseiller, d'un sage instruit et clairvoyant que l'on consulte sur les affaires de l'état. Entre l'aveugle et le lépreux, la paix et la concorde se maintiennent sans effort; mais entre leurs fils sains de corps et ardens d'esprit, les querelles ne tarderont pas à surgir. L'aïeul Bhîchma, qui vivait toujours, envoya demander pour son petit-fils Dhritarâchtra la fille du roi de Gândhâra (Kandahar). Celui-ci hésitait à accorder sa fille au prince aveugle; mais ayant bien pesé la haute naissance, la gloire et la fortune des rois d'Hastinapoura, il accepta l'alliance proposée. Et voyez comme le poète, au lieu de plaindre la jeune fiancée, nous la montre résignée à son sort et dévouée par avance à l'époux que ses parens ont choisi!

« Or Gândhârî (c'est son nom) apprit que Dhritarâchtra était privé de la vue, et qu'elle devait lui être accordée par son père et par sa mère. — Alors, ayant pris une pièce d'étoffe et l'ayant pliée plusieurs fois, elle en fit un bandeau qu'elle appliqua sur ses yeux, tout occupée des devoirs d'une vertueuse épouse. — Que mon mari n'ait rien à m'envier! — Telle fut la pensée qui lui fit prendre cette résolution (3). »

Quel touchant exemple d'abnégation, et aussi quelle terrible leçon donnée aux jeunes filles qui seraient tentées de se prévaloir de leurs avantages vis-à-vis d'un époux disgracié par la nature! Dhritarâchtra aima beaucoup cette épouse fidèle qui se privait de la vue pour être semblable à lui; il en eut cent fils, ni plus, ni moins, ce qui donnerait à penser que le couple royal vécut plus d'un siècle sans arriver à la vieillesse (4).

Quant à Pândou, il fut choisi pour époux par Kountî, de la famille

(1) *Mahâbhârata,* chant de l'*Adiparva,* lectures 104 et suivantes. Il est dit dans le code des lois de Manou que « lorsqu'il n'y a pas d'enfans dans une famille, la progéniture que l'on désire peut être obtenue par l'union de l'épouse, dûment autorisée, avec un frère ou un autre parent. » Liv. IX, st. 59.

(2) Si on n'admet pas cette supposition, les paroles prononcées avec menace et d'un accent de colère par Vyâsa n'ont plus le sens d'une malédiction.

(3) *Mahâbhârata,* chant de l'*Adiparva,* lecture 110, vers 4,375.

(4) La légende, il est vrai, prétend que Gândhârî mit au monde, après une gestation

de Yadou, qui régnait à Mathoura; il obtint aussi la main de Mâdrî, fille du roi de Madra, pays situé au nord-ouest de l'Hindoustan. Malheureusement Pândou, étant à la chasse, tua par mégarde un brahmane qui le maudit en expirant, et le condamna à n'avoir pas de postérité. Accablé de douleur, ce prince s'exila dans la forêt avec ses deux femmes pour y vivre dans la pratique des austérités. Kountî était inconsolable de n'avoir pas d'enfans; le dieu du jour (*Vivasvat*) lui fit connaître une formule magique au moyen de laquelle il lui serait facile d'appeler du haut des cieux celui des dieux qu'elle désirerait en faire descendre (1). Le dieu de la justice répondit le premier à son appel, et elle en eut Youdhichthira, appelé aussi *Dharmarâdja,* le roi de la justice; le dieu du ciel, Indra, vint à son tour, et elle mit au monde Ardjouna, le plus accompli des héros indiens après Râma; enfin le dieu du vent, Vâyou, la rendit mère du terrible Bhîmasena, surnommé le Ventre-de-Loup (*Vrikodara*), guerrier brutal, prompt à se mettre en colère et pourtant facile à conduire quand la fureur ne l'aveugle pas. Alors le prince Pândou, qui aimait tendrement Mâdrî, son autre femme, sollicita pour elle la communication de cette formule magique. Madrî invoqua les Açvins, fils du soleil et d'une nymphe, médecins des dieux et les plus beaux d'entre les habitans du ciel. De ces divins jumeaux naquirent Nakoula et Sahadéva, gracieux guerriers aux pieds légers, habiles dans le combat, et qui partagèrent en toute occasion la bonne et la mauvaise fortune de leurs aînés. Peu après la naissance des jumeaux mourut Pândou; Mâdrî l'accompagna sur le bûcher, et Kountî resta seule avec les cinq jeunes gens que l'histoire a célébrés sous le nom de Pândavas.

La légende, on le voit, a entouré de mystère la naissance des pères et celle des fils. L'intervention de Vyâsa d'abord, et plus tard celle des dieux, sont de ces données indiennes que nous aurions très volontiers omises, si elles ne servaient à faire comprendre la suite du récit. D'ailleurs la fable grecque n'est-elle pas remplie d'histoires semblables, et les *dévas* qu'adoraient les Aryens ont-ils commis plus de faiblesses que les dieux de l'Olympe?

Voilà donc une scène bien garnie de personnages tous nés sous des influences surnaturelles. Au premier plan paraissent les fils de Dhritaràchtra, les *Kourous* (2), beaux jeunes gens pleins de vigueur,

de deux années, une masse informe. Vyâsa, s'étant présenté à elle, lui demanda ce qu'elle désirait, et elle répondit : « Qu'il sorte cent fils de cette masse dure et compacte qui m'a tant fait souffrir .. » *Ibid.*, lect. 115.

(1) Voir le chant du *Vanaparva,* lect. 305.

(2) Ou *Kaouravas,* descendans de Kourou. Ce nom, qui est celui de la race à laquelle appartiennent Dhritaràchtra et Pândou, peut s'appliquer aussi aux fils de ce dernier, mais il sert à désigner plus spécialement les princes de la branche aînée.

instruits dans la pratique des armes, mais orgueilleux comme des guerriers qui se sentent nés pour le commandement. C'est à l'aîné, à Douryodhana (*le mauvais guerrier*), que doit appartenir le trône d'Hastinapoura. Pendant que les Kourous grandissent dans la ville, les enfans de Pândou, sous la surveillance de leur mère Kountî, se développent librement au fond des solitudes habitées de loin en loin par d'austères anachorètes. Ceux-ci, qui savaient sans doute à quoi s'en tenir sur la naissance extraordinaire des Pândavas, semblaient les avoir adoptés comme des fils. Nous avons vu, dans l'histoire de Râma, combien l'idée brahmanique aimait à s'abriter sous l'ombre des bois, dans les lointaines solitudes; elle s'y cantonnait avec une certaine ténacité, abandonnant à la caste guerrière les villes et les forteresses, sans renoncer pour cela à diriger l'esprit des populations. Aussi, lorsque les Pândavas furent arrivés à l'adolescence, les anachorètes qui les avaient vus croître au milieu d'eux s'empressèrent-ils de les conduire à Hastinapoura, où ils achevèrent leurs études sous la direction d'un brahmane non moins versé dans la connaissance de l'art militaire que dans l'étude des textes sacrés : il se nommait Drona, et venait du pays de Pantchâla, situé au nord de l'Hindoustan. Élevé avec le roi de cette contrée (nommé Droupada), le brahmane Drona espérait trouver auprès de ce prince un asile, une position digne de son rang, lorsque ses études seraient achevées.

« Ayant donc abordé Droupada, l'austère Drona dit à ce prince : Sache que me voilà, moi, ton ami! — Ainsi interpellé par son ancien camarade au nom d'un sentiment affectueux, le prince des hommes, le roi de Pantchâla, ne prit point en bonne part cette parole. — Le sourcil froncé par la colère et l'emportement, les yeux enflammés, ce roi, qu'enivrait l'orgueil de la domination, répondit à Drona : — Elle est bien imparfaite, ton intelligence, ô brahmane! et elle ne sait point s'exercer à propos, puisque tu me dis sans y regarder de plus près : Me voilà, moi, ton ami! — Oh! non, entre les rois si haut placés et les hommes de ton espèce, privés de fortune, dénués de richesses, il n'y eut jamais amitié, ô inintelligent brahmane! — Les amitiés s'effacent avec le temps dans le cœur de celui qui vieillit; mon ancienne liaison avec toi tenait à l'égalité de notre position. — Non, ici-bas il n'existe d'amitié impérissable dans le cœur de qui que ce soit, car le temps l'emporte, ou la colère la détruit. — ..... Non, le pauvre n'est pas un ami pour le riche, pas plus que l'ignorant n'en est un pour le savant; pour le héros, l'homme impuissant n'est pas un ami, et qu'importe l'amitié d'autrefois? — Entre ceux qui ont la même fortune, comme entre ceux qui possèdent la même instruction, il y a un lien intime, il y a amitié, mais non entre celui qui est devenu considérable et celui qui est resté dans les rangs inférieurs (1). »

On conçoit la colère et le dépit de Drona à cette réponse hautaine

(1) *Mahâbhârata*, chant de l'*Adiparva*, lect. 130, vers 5,134 et suiv.

d'un prince dont il avait été le compagnon d'enfance. La puissance temporelle enivrait les rois; ils en étaient venus à mépriser la pauvreté des brahmanes. Drona se retira donc à Hastinapoura, et bientôt lui fut confiée l'éducation des jeunes princes des deux branches de la famille royale : le poète a soin de noter que le vieux Bhîchma, après avoir reçu le brahmane avec beaucoup d'égards, le combla de richesses. Les élèves de Drona firent de rapides progrès dans le maniement des armes, et le moment ne tarda pas à arriver où il lui parut convenable de les faire paraître tous, Kourous et Pândavas, dans une espèce de tournoi. Le roi aveugle, consulté par le précepteur des jeunes princes, prononça ces paroles empreintes de tristesse et de résignation :

« Choisis le temps qui te semble convenable et aussi dans quel lieu doit se passer la fête, dispose tout comme tu l'entendras, je suis à tes ordres. — Je porte envie, en ce jour, par suite de mon infirmité, aux hommes qui ont des yeux, et qui verront à l'occasion du maniement des armes se déployer la grande énergie de mes fils et de mes neveux (1) ! »

Le théâtre a été bientôt construit; il est de forme ronde, entouré de gradins, sur lesquels les hommes et les femmes de qualité seront mollement assis. Le souverain aveugle, accompagné de ses ministres, de sa fidèle épouse Gândhâri et de ses autres femmes, monte les degrés du pavillon royal. Brahmanes et guerriers, marchands et gens du peuple, se précipitent à l'envi dans ce cirque immense; les instrumens de musique résonnent avec un bruit joyeux : c'est un sourd murmure et une vague clameur pareils au bruissement de la mer retentissante. Tout au milieu de l'arène paraît, seul d'abord, le précepteur Drona, à la blanche chevelure, à la barbe blanche, vêtu de blanc, « semblable à l'astre aux mille rayons qui se lève sur un ciel sans nuages. » Il dirige le sacrifice que les autres brahmanes viennent accomplir; le jour a été déclaré propice, les prêtres ont inauguré cette grande solennité, et les guerriers peuvent entrer dans l'arène.

Les voilà qui s'avancent comme une *escadrilla* de *toreadores* dans un cirque espagnol. Le carquois sur l'épaule (2), l'arc au poing, les Pândavas se présentent; ils marchent par rang d'âge, et Youdhichthira tient la tête. D'abord ils lancent des flèches dont le sifflement aigu fait involontairement frissonner les spectateurs; ceux-ci baissent la tête comme pour éviter le trait; ceux-là regardent avec admiration, tenant leurs yeux tout grands ouverts. Puis les héros com-

(1) *Mahâbhârata*, chant de l'*Adiparva*, lect. 134, vers 5,316.

(2) Ou plutôt les deux carquois; les Aryens portaient deux carquois, sans doute parce qu'ils employaient deux principales espèces de flèches, les unes terminées par une pointe de fer, les autres armées d'un croissant.

battent en char : tantôt en avant, tantôt en arrière, tantôt au milieu, allongeant le bras, raccourcissant leurs corps, ils feignent de porter de grands coups avec le long cimeterre. Enfin ils s'arment de la courte épée, et, cachés derrière le bouclier de cuir, ils frappent avec la pointe, ils parent en décrivant un demi-cercle, en tournant la lame dans tous les sens. Ardjouna, le second des fils de Pândou et le premier des archers, a saisi son arc. Dans la gueule d'un sanglier d'airain, auquel une machine imprime un mouvement de rotation, il lance adroitement cinq traits d'un seul coup; dans une corne de bœuf, suspendue à une corde et qui se balance au souffle de l'air, il fait entrer vingt et une flèches.

Au milieu de ces exercices brillans, et qui excitent les applaudissemens de la foule, on entend la voix lamentable du roi aveugle demandant avec instance ce qui se passe dans l'arène. Vidoura (son plus jeune frère et son conseiller) est à ses côtés qui lui explique, à lui et à la reine, dont les yeux demeurent voilés par un bandeau, tous les détails du tournoi; mais les mouvemens des spectateurs lui annoncent de nouvelles péripéties dont il est impatient de connaître la cause. Ainsi, quand Ardjouna a paru, une clameur d'admiration a retenti; le peuple a salué de ses cris le plus beau, le plus vaillant des cinq Pândavas, de ces princes élevés dans la forêt, qui n'ont ni morgue ni fierté, et que l'affection de la caste brahmanique semble déjà proposer pour rois aux habitans de la capitale. Les spectateurs ont poussé des cris de joie. La mère des Pândavas, Kountî, triomphante et attendrie, verse en silence des larmes de bonheur, et le roi aveugle, que ces clameurs assourdissent, demande à son jeune frère Vidoura : « Quel est donc cet immense retentissement, pareil à celui de la grande mer, qui s'est élevé tout à coup dans l'arène, et qui semble fendre la voûte du ciel (1) ! »

L'infirmité de Dhritarâchtra, chef de la branche aînée, et la joie silencieuse de Kountî, mère des princes de la branche cadette, sont mises en regard par le poète avec autant de finesse que d'habileté. Toute l'épopée se trouve en germe dans cette rencontre au grand jour des Kourous avec les Pândavas. En y regardant de plus près, on verra dans la *cécité* de Dhritarâchtra un emblème de l'*aveuglement* de ses fils, peu sympathiques aux brahmanes et durs au pauvre peuple. Tous les honneurs de cette fête militaire reviennent aux Pândavas. Il y a un moment où Douryodhana (le mauvais guerrier, l'aîné des cent Kourous) lutte avec la massue contre Bhîma, le plus robuste des fils de Pândou. Tout aussitôt les spectateurs s'émeuvent, il se forme deux partis dans la foule; les uns crient : « Bravo!

(1) Chant de l'*Adiparva*, lectures 134, 135.

roi des Kourous! » les autres : « Bravo! Bhîma..... » Et les deux champions s'animent de telle sorte que la lutte va dégénérer en un combat acharné. Drona, qui a compris l'effet de ces cris populaires sur les deux princes nés d'un même aïeul et près de devenir ennemis, leur envoie son propre fils pour les arrêter, et alors « ces deux héros, la massue levée, arrêtés subitement par le fils de leur précepteur, demeurèrent comme deux océans aux grandes vagues agités par l'ouragan, au moment de la destruction d'un monde. »

Par cette comparaison exorbitante, hors nature, le poète a cherché à peindre la colère rentrée des deux guerriers, dont la poitrine se soulève, et qui ne se pardonneront jamais d'avoir lutté devant toute la population d'Hastinapoura sans pouvoir se vaincre l'un l'autre. Que l'on applique cette image aux suites de la querelle qui va surgir, que l'on entrevoie la guerre d'extermination que se feront bientôt les deux branches de cette antique dynastie, et l'on trouvera les paroles du poète moins extravagantes. C'est ainsi qu'il faut lire les poèmes indiens : pour les apprécier à leur juste valeur, on doit tenir compte de l'intention en quelque sorte prophétique du narrateur.

II. — L'ONCTION ROYALE.

C'est surtout la loi des kchattryas, la règle de conduite des guerriers, qu'il convient d'étudier dans le *Mahâbhârata*. Elle s'y trouve partout écrite et développée par des exemples. Manou a dit dans son code : « Un kchattrya qui a reçu, suivant la règle, le divin sacrement de l'initiation doit s'appliquer à régner avec justice (1)... » Mais est-ce la naissance exclusivement qui fait le guerrier capable de régner, ou bien est-ce l'onction sainte qui fait le roi? Cette question, qui a pu se présenter ailleurs que dans le très ancien poème qui nous occupe, se trouve tranchée au milieu même de l'arène dans laquelle luttent les Kourous et les Pândavas. Après un moment de répit, Karna vient d'entrer en scène. Il est fils de Kountî (la mère des Pândavas), qui l'a mis au jour avant son mariage; il a pour père le Soleil (2), et, fier de cette origine divine, il méprise le précepteur Drona et les cinq héros, ses demi-frères. D'une voix retentissante et qui domine l'agitation causée dans la foule par son apparition subite, il déclare à Ardjouna, au plus vaillant des fils de Pândou, qu'il va accomplir tout ce que ce héros vient de faire avec l'arc et le cimeterre. En effet, il obtient autant de succès qu'Ardjouna; les specta-

(1) Manou, liv. VII, st. 2e.

(2) La naissance de Karna ne devait pas nuire à l'honneur de Kountî, le dieu son époux lui ayant accordé de redevenir fille comme devant.

teurs battent des mains, et ce triomphe, qui excite la jalousie des Pândavas, le jette aussitôt dans le parti contraire. L'aîné des Kourous, Douryodhana, l'embrasse avec effusion, et Karna, gonflé d'orgueil, demande à se mesurer avec Ardjouna lui-même. Toutefois le fils du Soleil n'est qu'un bâtard aux yeux des Pândavas :

« Se regardant comme insulté par ce défi, Ardjouna dit à Karna, qui se tenait au milieu des cent frères Kourous immobile comme une montagne : « Là où vont ceux qui se glissent sans être appelés, ceux qui parlent sans être interrogés, là tu iras après avoir péri de ma main, ô Karna! » — Celui-ci répondit : « Cette arène est pour tout le monde, et non pour toi, ô Ardjouna! Les plus forts sont rois; le droit suit la force. — A quoi bon m'attaquer par ces insultes, faibles traits émoussés? Mais moi, à la face du précepteur Drona, je t'enlèverai la tête avec mes flèches (1)!... »

Ces insolentes paroles ont provoqué la colère des fils de Pândou et l'indignation de Drona; d'une part les cinq frères descendent dans l'arène prêts à combattre à outrance, de l'autre les Kourous se précipitent avec animosité contre les princes protégés par les brahmanes. Le sang va couler, lorsqu'un sage élève la voix et dit : « Eh bien! soit; tu peux te mesurer avec les princes, ô Karna, mais auparavant fais connaître ta mère, ton père, et quels sont les guerriers tes aïeux! » A ces mots, le visage de l'orgueilleux Karna, « incliné par l'effet de la honte, devint pareil à la fleur du lotus qui se penche tout humide de l'eau des pluies. » — « O maître, s'écrie aussitôt Douryodhana (l'aîné des Kourous), il y a pour la race des guerriers une triple origine, les livres de la loi l'ont établi : une bonne famille, de grands exploits et le commandement d'une armée. Si cet Ardjouna refuse de se mesurer corps à corps avec un guerrier qui n'est pas de race royale, eh bien! voici que je vais faire sacrer celui-ci roi du pays d'Anga (2). »

La cérémonie s'accomplit à l'instant même; Karna, assis sur un siége d'or, reçoit l'onction sainte de la main des prêtres; on lui confère les insignes de la royauté, le parasol et le chasse-mouches; on répète en son honneur le cri de : Victoire! victoire! et le nouveau souverain, élevé au rang de kchattrya de pure race, dans l'élan de sa reconnaissance, jure à Douryodhana une amitié éternelle. Cependant la naissance surnaturelle du nouveau roi était connue seulement de sa mère et de lui; on le regardait comme le fils d'un cocher, parce que, d'après la loi brahmanique, l'enfant illégitime d'une femme kchattryâ a pour fonction spéciale de soigner les che-

(1) Chant de l'*Adiparva*, lect. 136, vers 5,395.

(2) *Ibid.*, vers 5,413. Le pays d'Anga correspond au Bengale actuel.

vaux et de conduire les chars. Au moment où Karna vient d'être élevé à la royauté, le cocher, son père putatif, paraît aux portes de l'arène. Le guerrier rougira-t-il de la rencontre imprévue? Va-t-il repousser le vieillard qui vient troubler la fête par l'explosion inopportune de sa joie? Non, dans les sociétés antiques on n'oubliait jamais le respect dû à la paternité, et le poète hindou sait tirer de cet incident une scène pleine de grandeur :

« Alors, la partie supérieure du vêtement tombée à bas, couvert de sueur, tout tremblant, le cocher entre dans l'arène, suffoqué par la rapidité de sa course et essayant de crier. — A sa vue, abandonnant l'arc qu'il tenait, rappelé comme par un ressort au respect que l'on doit à son père, Karna, la tête encore humide de l'onction sainte, incline son front avec humilité. — Couvrant les deux pieds du héros avec le bout de son vêtement, le cocher, vivement ému, prononça cette parole où se peignait son bonheur : — Mon fils! Puis, embrassant son front, attendri par l'affection qu'il lui porte, il sacra de nouveau par ses larmes la tête du roi d'Anga, tout humide de l'onction sainte. « Ce n'est qu'un fils de cocher, pensa le fils de Pàndou, Bhîmaséna, en voyant cette scène, et il dit avec ironie : — Tu n'es pas digne de mourir dans l'arène de la main du prince Ardjouna, ô fils du cocher; c'est un aiguillon qui te convient, prends-le vite! Tu ne mérites pas plus de posséder la souveraineté d'Anga qu'un chien n'est digne de lécher le beurre clarifié qui coule de l'offrande! — Ainsi interpellé, Karna, la lèvre gonflée par la colère, leva le regard en soupirant vers le dieu du jour, son père, alors au milieu du firmament. Aussitôt Douryodhana, doué d'une grande force, s'élance, par l'effet de la colère, du milieu de ses frères groupés comme une touffe de lotus, pareil à un éléphant furieux, et il dit cette parole au terrible Bhîmaséna, debout devant lui : — O Ventre-de-Loup, il n'est pas convenable de parler ainsi... Les héros sont comme les fleuves, leur origine est difficile à connaître (1)... »

Quel singulier mélange de grossières apostrophes, d'injures dignes des héros d'Homère, et de hautes pensées comparables pour la noblesse et la simplicité de l'expression à celles que l'on admire chez le grand poète grec! Dans cette longue scène, on voit se dessiner la physionomie des personnages, on sent vivre aussi une société agitée que le souffle des passions soulèvera comme une mer orageuse. Le dernier rayon de l'âge d'or qui éclairait la terre au temps de Râma s'est obscurci pour toujours. L'humanité s'est accentuée plus fortement, plus librement aussi; la force se substitue à la pensée, les castes se mêlent, et des bâtards se glissent à travers les grandes familles des rois. Il y a dans toute l'histoire des Pândavas plus de vérité historique, plus de faits acceptables que dans celle de Râma; seulement le brahmanisme a montré dans la peinture des person-

(1) Chant de l'*Adiparva*, lect. 137, vers 5,420 et suiv.

nages sa partialité accoutumée. Les fils de Dhritarâchtra, les princes de la branche aînée, ont un droit incontestable à la couronne; s'ils deviennent jaloux des Pândavas, c'est qu'ils sont témoins des efforts que font les brahmanes pour exciter en faveur de ceux-ci la population de la capitale. Kountî, la veuve de Pândou, la mère des cinq héros, — tous réputés fils de dieux! — ressemble un peu à la louve qui allaita Romulus et son frère. Quand elle revient à Hastinapoura suivie de ses lionceaux, elle est déjà soutenue par un parti puissant, celui des solitaires et des rêveurs, au milieu desquels les jeunes princes ont grandi. Elle a tous les caractères d'une mère ambitieuse qui attend beaucoup de ses fils, qui espère en eux et les pousse en avant. Les brahmanes sont là derrière et alentour, ils conspirent et préparent les voies. Le roi aveugle, dont l'infirmité semble avoir affaibli la raison, se laisse entraîner par les conseils de Drona, le précepteur de la jeune famille. Il a consenti à partager la royauté avec Youdhichthira, l'aîné des fils de Pândou; il lui a conféré le titre de *youvarâdja* (*juvenis rex*), ou héritier présomptif. A ce coup terrible qui lui est porté par son père, Douryodhana s'émeut; il cherche à regagner le terrain que lui a fait perdre une intrigue ourdie dans son propre palais. Il envoie vers le vieux roi un brahmane rusé qui sait faire entendre la vérité sous le voile de l'apologue, et aussi insinuer le mensonge. Dhritarâchtra repousse d'abord les discours calomnieux qui tendent à noircir les fils de Pândou. Peu à peu cependant l'oreille du vieil aveugle s'ouvre au récit d'une fable longuement contée, et dont la moralité se résume en ces quelques mots : « Ne méprisons jamais un ennemi, si petit qu'il soit; une étincelle peut consumer la forêt tout entière avec ceux qui l'habitent : sachons fermer les yeux quand il le faut et aussi prendre un parti décisif... C'est seulement quand on l'a tué que l'ennemi n'est plus à craindre. » La fable n'agit pas tout d'un coup sur l'esprit de Dhritarâchtra, mais par degrés, et bientôt dans le cœur du roi, dont les yeux sont fermés à la lumière, s'éveille la défiance. Épouvanté des piéges qu'il croit voir tendus autour de lui par les princes objets de sa tendresse, il se trouble, il sent le besoin de s'appuyer sur des dévouemens moins douteux. C'est à ses propres fils qu'il revient, heureux d'échapper par ce brusque retour à des dangers imaginaires. L'exil des enfans de Pândou est aussitôt résolu; ils iront habiter, loin d'Hastinapoura, une petite ville sans nom, située aux bords du Gange.

Le malheur a le privilége d'exciter la sympathie : une fois poursuivis par la haine de Douryodhana, les Pândavas se transforment en chevaliers errans, voués à la destruction des monstres de toute sorte qui infestent le sol de l'Inde; ils se rapprochent des dieux en s'éloignant des hommes, et leur nom ne périra jamais. La retraite

préparée pour eux par les soins de l'aîné des Kourous avait été construite exprès pour devenir leur tombeau ou plutôt leur bûcher. Le feu est mis à des matières inflammables qui y ont été amassées; les cinq héros et leur mère Kountî échappent comme par miracle à l'incendie au moyen d'un souterrain creusé sous la maison, et qui les conduit au milieu de la forêt. Le bruit se répand que les Pândavas ont péri dans les flammes; le haineux Douryodhana et ses frères font éclater leur joie, et le vieux roi aveugle s'attriste à cette nouvelle : il soupçonne qu'un grand crime a été commis. Et tandis que l'on s'entretient dans la ville et dans les ermitages de la mort présumée des héros, tandis que l'on pleure leur trépas presque partout, ils s'éloignent sans bruit, à la faveur des ténèbres, fuyant la persécution qui se déchaîne contre eux. Les voilà donc qui errent, sans asile, souffrant de la soif, suivant de l'œil le vol des grues qui leur signalent de loin les étangs et les lacs; leur mère a peine à marcher à travers les lianes et les broussailles. Au soir, accablés de fatigue, ils s'étendent sur la terre dure et s'endorment, calmes comme des exilés dont la conscience est tranquille. Bhîmaséna, celui qu'on nomme le Ventre-de-Loup, fait la garde auprès d'eux. Il déplore l'infortune de sa mère Kountî et de ses nobles frères, dignes de reposer sous les voûtes dorées d'un palais; dans sa colère impuissante, il menace Douryodhana, l'auteur de tous leurs maux.

« ..... Puis, ce héros aux grands bras, l'esprit enflammé de fureur, frottant ses deux mains l'une contre l'autre, soupira dans l'excès de son infortune. — Et dans son abattement, devenu pareil à un feu dont la flamme va s'éteindre, le Ventre-de-Loup regarda ses frères étendus sur la terre à ses pieds, — confians, dormant sans crainte, profondément assoupis, et pareils à des gens de basse caste (1)... »

Ne dirait-on pas le dernier reflet d'un soleil brûlant qui s'abaisse derrière les montagnes, se dépouille peu à peu de ses rayons, et disparaît pour faire place à une nuit calme et sereine, mais encore tiède? La poésie indienne a le secret de ces grandes images prises dans la nature, qui demeurent éternellement vraies.

III. — L'AMOUR DANS LA FORÊT.

L'odyssée des fils de Pândou commence avec leur premier exil. Rentrés dans les forêts profondes où s'est écoulée leur enfance, ils abordent franchement la carrière des aventures dans laquelle Râma s'est engagé avant eux. Là, ils auront à traverser les épreuves que doivent subir tous les héros prédestinés, et l'occasion leur sera of-

(1) Chant de l'*Adiparva*, lect. 151, vers 5,922.

ferte de bien mériter de la race âryenne. A peine ont-ils fait quelques jours de marche dans les solitudes inhabitées, que le *rakchasa* se rencontre, l'ogre hideux, tout semblable à celui de nos contes de fées :

« Or, comme ils dormaient en ce lieu, ils furent aperçus par un rakchasa nommé Hidimba, venu de la forêt, non loin, et qui avait pris position sur un arbre. — Cet être cruel, mangeur de chair humaine, très puissant, doué d'une force immense, noir comme la nuée en la saison des pluies, à l'œil fauve, à la forme horrible, — à la bouche armée de longues dents, avide de chair humaine et tourmenté par la faim, aux hanches pendantes, au ventre pendant, à la barbe et aux cheveux rouges, — au cou et aux épaules fortes comme un gros arbre, aux oreilles en pointe, et hideux à voir, — regardait à loisir ces fils de Pândou, héros aux grands chars. — Les doigts levés, grattant et secouant sa rude chevelure à plusieurs reprises, il ouvre sa bouche avec un bâillement, le rakchasa à la grande gueule, après avoir regardé en bas, — et, tout joyeux, l'être au grand corps, doué d'une grande force, qui vient de flairer la chair humaine, dit à sa sœur : — La voilà trouvée enfin, la nourriture que je préfère! Ma langue s'humecte de la graisse qui en découle; elle lèche ma bouche tout à l'entour; — mes huit dents aux pointes aiguës, dont l'étreinte est difficile à supporter, enfin je les plongerai dans ces corps bien gras et bien tendres (1)... »

La gloutonnerie du monstre cannibale est décrite ici avec une vérité révoltante; c'est du réalisme dans toute son horreur. Les Pândavas avec leur mère ressemblent à une compagnie de perdreaux menacés par un vautour qui aiguise son bec et ses serres crochus; mais la sœur du rakchasa, celle à qui il vient de montrer cette nichée de *petits poucets* endormis à ses pieds, ne peut contempler les princes magnanimes sans être touchée de leur beauté. Ce n'est pas la majesté d'Youdhichthira, de celui qui a été un instant associé à la royauté d'Hastinapoura, qui a fait impression sur l'ogresse, ni la grâce presque divine du pieux Ardjouna, le plus beau des guerriers dont l'Inde ait gardé le souvenir, celui qui unit la bouillante ardeur d'Achille à la magnanimité d'Hector. Elle s'éprend du puissant Bhîmaséna, qui faisait la garde auprès de sa mère et de ses frères endormis, de ce jeune homme « pareil à un jeune arbre qui se dresse, au teint noir, aux grands bras, à la poitrine de lion. » Au lieu d'aider son frère à dévorer les Pândavas, elle veut les sauver tous et épouser celui pour qui elle ressent une flamme subite. Désireuse de plaire à Bhîmaséna, elle change de forme tout aussitôt; revêtue d'un corps humain parfaitement beau, elle s'approche doucement du guerrier qu'elle aime, et, le front rouge de pudeur, elle l'invite

(1) *Mahâbhârata*, chant de l'*Adiparva*, lect. 152, vers 5,927 et suiv.

à fuir avec elle loin de ces lieux que hante nuit et jour un ogre redoutable, ce même Hidimba dont elle se garde de dire qu'elle est la propre sœur. Et elle ajoute :

« ..... L'amour s'est emparé de mon cœur et de mon corps; je me livre à toi, possède-moi.—Je te sauverai, ô héros! de ce rakchasa mangeur d'hommes; nous habiterons tous les deux dans les cavernes des montagnes, sois mon époux!... — Car je sais voler dans les airs, je vais où il me plaît; jouis d'une affection sans égale, ici, là, partout... avec moi! »

A ce langage passionné de l'ogresse, qui se transforme en fée, Bhîmaséna répond avec indifférence. Il aurait honte d'abandonner lâchement ses frères pour fuir avec une femme, et le rakchasa ne lui cause nulle frayeur. Que le monstre vienne, il l'attendra de pied ferme. Le rakchasa descend en effet du haut de son arbre, et l'ogresse effrayée insiste auprès de Bhîmaséna pour qu'il prenne la fuite; elle emportera en lieu sûr, à travers les airs, les frères et la mère du héros. « Ne crains rien pour moi, réplique Bhîmaséna;

« Vois mes deux bras bien tournés, pareils à des trompes d'éléphans, mes deux cuisses que l'on prendrait pour deux massues, et ma poitrine osseuse, bien ouverte... — Ne me fais pas l'injure de croire que je suis un homme, et rien de plus (1)... »

On reconnaît à ces paroles naïves le héros antique, fier de sa force, montrant son corps vigoureux et bien pris, ses membres d'athlète, comme un moderne montrerait ses armes perfectionnées. Le monstre, irrité contre sa sœur qui le trahit et plus encore contre le mortel qui le brave, s'élance d'un bond le bras tendu. Une lutte terrible, un combat corps à corps, s'engage entre les deux adversaires; l'ogre rugit, et Bhîmaséna lui crie de se taire de peur que ses frères ne soient troublés dans leur repos. Ces guerriers de grande race l'emportent sur les autres hommes même par l'intensité de leur sommeil; ils n'entendent rien de ce qui se passe auprès d'eux. Cependant le combat se prolonge; au bruit des arbres brisés et des lianes arrachées dans cette lutte effroyable, les fils de Pàndou et leur mère ouvrent les yeux. La sœur du monstre est là debout à leurs côtés; Kountî l'interroge discrètement, car à une femme seulement il appartient d'adresser la parole à une autre femme en ces pays d'Orient. Les quatre frères qui dormaient assistent d'abord tranquillement à cette scène de pugilat. Enfin Ardjouna, qui a mesuré d'un regard la force du monstre, dit à Bhîmaséna :

(1) *Mahâbhârata*, chant de l'*Adiparva*, lect. 152, vers 5,970. — Dans les divers passages dont je donne ici la traduction, d'après le texte sanskrit, je suis forcé quelquefois de m'écarter d'une littéralité trop rigoureuse et d'omettre quelques mots, afin d'être plus intelligible et de présenter un sens plus net.

« Ne crains pas, guerrier aux grands bras ! Nous ne savions pas que tu étais aux prises avec un rakchasa redoutable... Me voilà prêt à te secourir... Je terrasserai ce monstre, tandis que notre mère restera sous la garde des deux jumeaux, nos plus jeunes frères. — Demeure spectateur de la lutte, répond Bhîmaséna, ne te trouble pas. C'en est fait de ce rakchasa que je tiens entre mes bras. — Pourquoi donc, reprend Ardjouna, vit-il si longtemps, ce monstre pervers ? Il nous faut partir, nous ne pouvons demeurer ici plus longtemps... — Déjà se colore l'orient, déjà brille le crépuscule du matin, moment néfaste où les rakchasas deviennent plus puissans. — Hâte-toi..., ne t'amuse point à ce jeu. Triomphe vite de ce terrible monstre avant qu'il n'emploie contre toi l'arme de la magie; fais un effort suprême avec tes deux bras. — A ces mots.... Bhîmaséna rassemble toutes ses forces. — Et dans sa rage enlevant le corps du rakchasa, pareil à un nuage noir, il le fit tourner rapidement jusqu'à cent fois. »

Tant que Bhîmaséna n'invoque pas le secours de ses frères, ceux-ci s'abstiennent de prendre part à la lutte; ainsi le veut la loi des kchattryas, même quand ils combattent les enchanteurs et les monstres. Cependant l'intrépide Ardjouna ne peut s'affranchir d'une certaine crainte superstitieuse; il croit que les rakchasas, participant à la fois de la nuit et du jour, des ténèbres et de la lumière, deviennent plus puissans au crépuscule. Déjà le monstre a lutté cent fois contre Bhîmaséna sans être vaincu, et Ardjouna, pressé de partir, dit encore à son frère :

« Si tu trouves ce monstre trop dur à vaincre, je te prêterai mon aide, afin qu'il soit bien vite mis à mort, ou bien moi-même je le tuerai. O Ventre-de-Loup, tu en as fait assez, tu es las, c'est bien, va te reposer ! — A ces paroles prononcées par son frère, encore plus enflammé de colère, Bhîmaséna foula aux pieds son ennemi sur la terre et le fit périr de la mort d'une bête fauve. Celui-ci, immolé de la sorte par Bhîmaséna, poussa un grand cri qui remplit toute la forêt, — et le puissant fils de Pândou, l'ayant pris tout d'une pièce dans ses bras, le brisa par le milieu, réjouissant ainsi tous ses frères, les Pândavas (1). »

Les Pândavas célèbrent le triomphe de leur frère, puis ils songent à s'éloigner, à pousser plus loin dans le désert, redoutant la vengeance du prince Douryodhana, qui pourrait envoyer à leur poursuite. Les voilà donc qui partent, accompagnés de la rakchasâ, de l'ogresse, qui s'attache à leurs pas. Bhîmaséna, nous venons de le voir, ressemble plus à un Mohican qu'à un chevalier du moyen âge. La présence de cette femme, qui a sacrifié son propre frère à la pas-

(1) Hercule n'eut besoin de terrasser Antée que trois fois; Bhîmaséna recommence la lutte avec le monstre jusqu'à cent fois : ce rapprochement suffit à faire ressortir la mesure et la juste proportion du génie grec et l'abondance extravagante, déréglée du génie indien.

sion qu'elle ressent pour le héros *à la poitrine de lion,* n'a point touché ce rude guerrier : « Les rakchasas ont de la rancune, dit-il à la pauvre femme. Ils ont recours à la fascination; retourne dans la voie qu'a suivie ton frère. » Mais l'aîné des cinq frères, Youdhichthira, surnommé le roi de la justice, lui adresse ces nobles paroles :

« Même dans ta colère, ô héros, ô Bhîmaséna, garde-toi de maltraiter une femme; observe toujours la justice, qui passe avant le soin de sa propre conservation. — Tu as mis à mort le très puissant ennemi qui venait à nous pour nous tuer; mais la sœur de ce monstre, que pourrait-elle contre nous dans sa colère? »

Et la sœur du monstre, saluant d'abord le héros qui vient de prendre sa défense, s'adresse à sa mère Kountî, et revient à la passion qui l'agite :

« O femme respectable, tu sais combien l'amour tourmente les femmes ici-bas; ce tourment s'est emparé de moi à cause de Bhîmaséna. — J'ai dû d'abord souffrir ce tourment, dans l'attente d'un temps meilleur, et il est arrivé, ce temps qui doit réaliser mon bonheur! — car, ayant abandonné amis et parens, et jusqu'à mes devoirs, j'ai choisi ce héros, ton fils, pour mon époux!... — Et si par ce héros ou bien si par toi-même, ô femme glorieuse, je me vois rebutée, je ne vivrai pas, je te le dis en vérité. — Tu dois donc avoir pitié de moi... Et quand tu dirais : Elle est folle, — que je sois ta servante ou ta suivante, — unis-moi à ton fils, ô bienheureuse! Que je l'emmène avec moi là où je veux, ce guerrier beau comme un dieu, et je te le ramènerai; tu peux te fier à ma parole. — Par le cœur et par la pensée, je vous suivrai tous et toujours; je vous tirerai de la misère dans les passes difficiles et dans les rudes épreuves. »

Youdhichthira fait avec la fée un arrangement par lequel celle-ci s'engage à rendre dans un court délai son héros préféré, et le rude guerrier Bhîmaséna, souscrivant aux conditions proposées par son frère aîné, se laisse emporter par son amante. Celle-ci l'emmène vers de lointaines contrées, dans des jardins d'Armide, délicieuses retraites qui se cachent entre les montagnes. Au temps fixé, la fée lâcha celui qu'elle retenait dans les liens d'une douce captivité. Bhîmaséna, comme s'il sortait d'un songe, reparut au milieu de ses frères et continua avec eux la vie de chevalier errant. Ainsi se termina par un mariage cette aventure qui s'annonçait d'une façon si tragique. Que l'on mette de côté le merveilleux que la poésie a répandu largement sur cette histoire, il restera une femme sauvage de la race des cannibales qui s'éprend d'un guerrier âryen, robuste, colossal, plus vigoureux qu'élégant dans ses formes, et mieux fait pour plaire à la sœur d'un ogre qu'à la fille d'un roi. Dans le cœur de cette rude enfant de la forêt s'allume une passion subite, irrésistible

comme celle d'une Médée, et les guerriers âryens en ont pitié : celui qu'elle aime sera son époux, au moins pour un temps. Elle l'entraînera dans les lointaines solitudes, comme la lionne qui fuit avec son terrible époux dans des grottes inaccessibles même aux regards des hommes, et il se laissera aller aux douceurs de cet amour passager. De ces rencontres fortuites sortira, on le pressent, et l'histoire l'affirme, une race mêlée qui deviendra nombreuse un jour; celle des Aryens s'altérera de plus en plus. Le teint foncé des métis l'emportera même dans les familles souveraines sur la blancheur distinctive des premiers rois. Enfin dans la société indienne, envahie par des élémens étrangers, se montreront peu à peu les vices du sauvage, la colère, la violence, l'amour du jeu, la férocité, toutes ces grossières passions dont on ne soupçonne pas même le germe dans l'âme si pure de Râma, et qui se développent au grand jour au temps des héros du *Mahâbhârata*. Ceux-ci n'ont plus qu'une grandeur et une vertu relatives; la légende a beau les élever au rang de fils de dieux, — pour voiler par une agréable fiction la faiblesse de leurs mères, — ils ne sont que des hommes, supérieurs au reste des mortels par quelques côtés seulement.

IV. — LA FEMME DES CINQ PANDAVAS.

Les cinq héros, accompagnés de leur mère, continuent de marcher en avant à travers la forêt. Ils s'arrêtent dans les ermitages, toujours bien accueillis des anachorètes et des brahmanes chefs de famille qu'ils délivrent de la tyrannie des rakchasas. Leur intelligence s'éclaire par la fréquentation des pieux et savans personnages dont ils deviennent les hôtes, et leur courage se trempe dans ces rencontres multipliées avec des êtres menaçans et doués d'une grande force. Sur ces entrefaites, le roi des Pântchâliens, Droupada (celui-là même qui avait si mal répondu aux paroles amicales du brahmane Drona), voyant sa fille en âge de se marier, fit proclamer que les rois et les guerriers eussent à se rendre dans sa capitale : celui qui viendrait à bout de tendre un arc solide, fabriqué tout exprès pour la circonstance, serait choisi pour époux par la jeune princesse. Les brahmanes en grand nombre s'acheminent vers la capitale de Droupada pour assister à la fête, et aussi pour recevoir les abondantes aumônes que le roi ne manquera pas de leur distribuer. L'occasion paraît excellente aux Pândavas de prendre un peu l'air des villes; ils partent donc avec leur mère, vêtus comme des novices qui poursuivent leurs études. Chemin faisant, ils causent avec les brahmanes : « Ah ! la belle fête ! disaient ceux-ci, il y aura là des princes de tous les pays, et, pour se rendre les dieux propices, ils distri-

bueront de l'or, de l'argent, des vaches et des mets excellens, préparés avec soin. Des mimes, des bardes, des danseurs, des chanteurs aussi, viendront embellir la solennité. Venez donc, jeunes gens, venez avec nous. Et qui sait si votre bonne mine ne fera pas impression sur le cœur de la jeune Draopadî (1)? » Et les cinq frères arrivèrent ainsi dans la ville, sans se faire connaître. Ils s'établirent, non loin de la résidence royale, chez un potier, vivant d'aumônes, comme il convenait à des novices.

Au jour fixé, les cinq héros entrent dans le cirque, mêlés à la foule des brahmanes. Ce théâtre ressemble à celui dans lequel s'est faite la *passe d'armes* dont il a été parlé plus haut; seulement le public est entièrement formé de brahmanes et de rois. Ceux-ci descendent dans l'arène avec impétuosité, à l'envi les uns des autres, empressés de tendre l'arc qu'ils croient courber sans effort; mais aucun d'eux n'y peut parvenir. Un seul parmi tous ces kchattryas a pu ajuster la corde et y poser la flèche, c'est Karna; mais Draopadî s'est écriée en le voyant : « Je n'accepte pas le fils du cocher!...» Et Karna, humilié une fois encore, laisse tomber l'arc en levant les yeux vers le soleil, qu'il appelle son père. Les fils de Dhritarâchtra se trouvaient présens, ainsi que des princes du Bengale, du Bérar et de la côte de Coromandel. Toute la noblesse âryenne s'était donné rendez-vous dans ce cirque, où la belle Draopadî, richement vêtue, se proposait elle-même en prix au plus fort et au plus adroit.

« Mais tous ces rois ornés de tiares, de colliers, de bracelets et de ceintures, héros aux gros bras, doués d'énergie et de vertu, fiers de leur force et de leur vigueur, essayant l'un après l'autre, — ne purent, même par la pensée, tendre cet arc qui résiste toujours. Ces rois énergiques, honteusement déjoués par cet arc trop gros et trop dur, — épuisés par tant d'efforts, restaient là sur le sol, sans éclat, dépouillés de leurs tiares et de leurs colliers, hors d'haleine et incapables de rien entreprendre (2)... »

Les rois ayant été mis hors de combat, à son tour Ardjouna se décide à entrer en lice. Trompés par son costume de novice, les brahmanes, qui le prennent pour l'un d'eux, poussent des cris de joie et agitent en l'air les peaux d'antilope qui leur servent de siége. Quelques spectateurs, choqués de la présomption du jeune homme, expriment tout haut la crainte qu'il ne compromette par une vaine tentative la dignité de la caste sacerdotale. Si on allait se moquer des brahmanes!... Et du milieu de l'assemblée il s'élève un chœur de voix qui fait entendre ces paroles :

(1) C'est la fille du roi Droupada; on l'appelle aussi *Krichnâ, la noire.*

(2) Chant de l'*Adiparvâ,* lect. 187, vers 7,022 et suiv.

« Non, nous ne serons pas l'objet de la risée; non, nous n'agissons pas étourdiment; non, nous ne devons pas rencontrer dans ce monde l'animadversion des rois! — ... Ce jeune homme florissant, aux robustes épaules, aux cuisses et aux bras solides, ferme comme une montagne de l'Himalaya, frémissant dans sa marche comme le lion, puissant comme le roi des éléphans animé par la passion,... il est à la hauteur de l'entreprise et proportionné à l'effort qu'elle réclame!... — ... S'il était incapable, il ne se présenterait pas, et d'ailleurs il n'y a pas une œuvre dans les mondes, quelle qu'elle soit, qui puisse être au-dessus des forces d'un brahmane... Qu'ils jeûnent sans cesse, qu'ils se nourrissent d'air ou de racines, liés par des vœux austères, les deux-fois-nés, quoique faibles, sont puissans par l'éclat de leurs austérités. — Un brahmane ne doit jamais être méprisé, qu'il pratique le bien ou le mal, qu'elle soit agréable ou fâcheuse, grande ou minime, l'œuvre à laquelle il s'applique (1). »

Ainsi le brahmanisme se glorifie et chante ses propres louanges au moment où la royauté s'éclipse. Il en eût sans doute été tout autrement si la caste militaire avait tenu la plume. Au milieu de ce tumulte, Ardjouna s'est approché de l'arc, dont il fait respectueusement le tour en le saluant, car il comprend que cette arme est enchantée. Par la pensée, il adore le maître des dieux, puis il invoque Krichna, son protecteur et son ami. Ainsi préparé par le recueillement et la prière, il fait ployer l'arc sans effort, et les flèches frappent le but. La belle Draopadî accueille le vainqueur avec un sourire, et celui-ci prend la main de sa fiancée aux applaudissemens réitérés de tous les brahmanes. Exaspérés par les cris de triomphe qui insultent à leur défaite, les rois s'attaquent aux fils de Pândou, au souverain dont ils sont les hôtes, à Draopadî elle-même. Il s'ensuit une terrible mêlée dans laquelle les cinq frères remportent encore la victoire, après avoir rudement battu les Kourous, leurs ennemis, qui ne les ont pas reconnus et demandent en vain quels sont ces héros auxquels les dieux mêmes ne sauraient résister. Peu à peu l'arène se vide; les princes humiliés se retirent, persuadés que les brahmanes ont eu les honneurs de cette journée. Ardjouna songe alors à retourner vers sa mère, inquiète d'une si longue absence. Le bruit de la lutte est arrivé jusqu'à elle. Le soir vient, ses fils n'ont pas reparu à l'heure accoutumée; elle croit qu'il leur est arrivé malheur :

« Dominée par l'amour de ses enfans, Kountî se livrait à ses pensées; mais comme en un jour pluvieux, enveloppé de sombres nuages, à l'heure où tout monde sommeille, à une heure avancée de la nuit se montrerait le soleil au milieu des nuées, ainsi parut au milieu des brahmanes Ardjouna, qui entrait dans sa demeure. »

Ardjouna, qui ramenait aussi ses frères avec lui, dit en revoyant

(1) Chant de l'*Adiparva*, lect. 188, vers 6,041 et suiv.

sa mère Kountî : « Mère, voici l'aumône du jour. » Celle-ci, habituée à recevoir chaque soir le riz apporté par ses fils, qui vivaient à la manière des ascètes mendians, répondit sans tourner la tête : « Partagez ! » Or cette aumône, ce gain du jour, c'était la belle Draopadî, qui devint, par l'effet de cette parole prononcée avec trop de précipitation, la femme des cinq frères Pândavas (1). La fille de roi accepta cette condition, comme elle sut aussi se montrer respectueuse et soumise envers les cinq guerriers dont elle ignorait le rang et le nom. Ils vivaient là, aux portes de la capitale de son père, comme des brahmanes pauvres, dans une maison écartée. Pour lit, les jeunes princes avaient un peu d'herbe sur laquelle ils étendaient des peaux de bêtes; Draopadî dormait aussi sur la dure, la tête appuyée sur leurs pieds. Durant la nuit, les héros racontaient de grandes histoires; ils parlaient de massues, d'épées, de boucliers; il y avait dans leurs discours comme un cliquetis d'armes qui trahissait leur haute naissance. Aussi le frère de Draopadî, qui faisait le guet à la porte, soupçonna-t-il que les époux de sa sœur appartenaient à la race royale d'Hastinapoura. Il revint annoncer cette nouvelle au roi Droupada, qui s'affligeait au fond de son palais, ignorant encore si cette alliance insolite apportait à sa maison du déshonneur ou de l'illustration.

Cependant les Pândavas, si étroitement unis à un roi puissant, relèvent la tête; un lien de parenté les rattachait également à Krichna, souverain de Mathoura (2), qui passait pour le prince le plus sage, le plus brave, le plus intelligent de son époque. Le vieux Dhritarâchtra n'apprit point non plus sans une satisfaction sincère que ses neveux reparaissaient sur la scène avec le rang qui leur convenait. En dépit des efforts que fit l'aîné de ses fils, Douryodhana, pour exciter de nouveau sa défiance, le roi aveugle se décida à rappeler dans ses états les princes fugitifs. Il fit plus encore, il partagea le royaume avec eux, résolution imprudente assurément, et qui devait amener la destruction des deux branches rivales. Ainsi le roi infirme, obsédé tour à tour par les brahmanes du parti des Pândavas et par les amis de ses propres enfans, changeait de ligne de conduite, montrant à tous son indécision et sa faiblesse. Les fils de Pândou, établis sur les

(1) Quelques auteurs modernes ont dit que, les cinq frères ne représentant en réalité qu'un seul personnage, ce mariage n'avait rien de monstrueux. Une pareille explication ne peut être acceptée. Ce fait de polyandrie est un reste des vieilles mœurs schytiques, dont on trouve encore des exemples dans les monts Himalayas. Camoens faisait allusion à cette coutume, suivie par les Naïrs du Malabar, quand il a dit : *Géraes saõ as mulheres; mas somente, — Para os da géraçaõ de seus maridos.* (*Canto* VII, st. 41.) — « Les femmes sont communes, mais seulement pour ceux de la famille de leurs maris. »

(2) Il y aura lieu de revenir sur Krichna considéré comme dieu.

bords de la Djamouna, y fondèrent une ville qui fut nommée *Indraprastha*. Soutenus par Krichna, ils n'eurent pas de peine à vaincre quelques rois voisins qui avaient eu l'imprudence de leur déclarer la guerre, ou de s'opposer à la célébration du sacrifice royal, par lequel l'aîné des Pândavas voulait absolument constater son indépendance (1). Le petit royaume dont Indraprastha était le centre prospérait sous le gouvernement juste et ferme des fils de Pândou. De pareils succès devaient accroître à bon droit la jalousie de Douryodhana, l'aîné des Kourous, et lui porter ombrage. Ses conseillers avaient bien de la peine à l'empêcher de faire la guerre aux Pândavas; l'envie le dévorait; il en était devenu « tout pâle, malheureux, jaune et maigre. » Les richesses accumulées à Indraprastha, le bonheur dont jouissent les cinq héros et le renom qu'ils se sont fait dans toute l'Inde centrale empêchent Douryodhana de dormir; il les voit déjà étendre leur domination d'une mer à l'autre. Parlant de la cérémonie du couronnement à son ami Çakouni et des deux cent mille brahmanes qui se groupaient autour du trône, il s'écrie :

« La conque y résonnait sans cese. Le son de cette conque encore, encore retentissante, toujours frappait mon oreille, et mes cheveux se dressaient sur ma tête. — L'assemblée fourmillait de princes avides de voir,... et les rois, qui avaient pris sur eux tous leurs joyaux, dans ce sacrifice du prudent fils de Pândou, étaient, comme des gens de basse caste, rangés humblement autour des brahmanes, eux, les maîtres de la terre! — Et depuis que j'ai vu cette fortune du fils de Pândou, égale à celle du roi des dieux, souveraine, je ne puis plus trouver de repos, tant j'ai l'esprit en feu ! »

C'est bien là le langage de l'envie, cette honteuse passion qui se figure l'ennemi plus heureux, plus brillant qu'il n'est peut-être, afin de le haïr davantage, et comme pour mieux alimenter son propre feu. Le conseiller Çakouni, à qui s'adressait Douryodhana, et qui partage lui-même ses mauvais sentimens, répond à peu près comme Méphistophélès au docteur Faust :

« Cette incomparable fortune que tu leur as vue, apprends de moi un moyen de t'en rendre maître, ô héros incomparable. — Je suis, au jeu des dés, d'une habileté connue sur la terre; je connais les cœurs, je sais les règles et les hasards du jeu. — Il aime à jouer, Youdhichthira, mais il n'y entend rien; si tu le provoques, il viendra certainement pour jouer, comme il serait venu pour combattre. — Quand il sera tout au jeu, je le gagnerai en usant de fraude; je lui enlèverai cette richesse plus qu'humaine. Toi, provoque-le donc (2). »

(1) Et même sa souveraineté sur les princes voisins qui devaient remplir des emplois secondaires dans la grande cérémonie appelée *râdjasoûya*, et par conséquent faire acte de vassalité.

(2) Chant du *Sabhâparva*, section du *Dyoutaparva*, lect. 47, vers 1,741.

En dépit des sages objections que présentent alternativement Dhritaràchtra, l'intelligent Vidoura, son frère, et d'autres vieillards, les Pândavas seront invités à une partie de jeu. Cette longue et magnifique scène, amplement développée, forme à elle seule tout un poème, et c'est à peine si nous pouvons ici en marquer les principaux traits. L'aîné des Pândavas, le juste et pieux Youdhichthira, se précipite au jeu avec frénésie; un démon s'est emparé de lui. A chaque coup de dé, son adversaire, — ce même Çakouni, qui a parlé tout à l'heure, — s'écrie vivement : Gagné! Et à chaque fois que ce mot tombe, le héros perd quelque brillant enjeu. Ce sont d'abord les bracelets, les anneaux, tous les joyaux qui décorent un prince aux jours de fête; puis il joue ses demi-frères, Nakoula et Sahadéva, qu'il a sacrifiés, et les voilà devenus esclaves du gagnant. Il joue toujours, le Pândava; il joue ses autres frères, il se joue lui-même, et à chaque nouvel enjeu retentit le mot fatal : Gagné! Tout a été gagné en effet; il ne lui reste plus rien, il ne s'appartient plus à lui-même, sa liberté a été perdue par un coup de dé. « Il te reste encore un enjeu, dit tranquillement Çakouni, c'est la fille du roi des Pântchâliens, la belle Draopadî. » Youdhichthira, qui ne peut plus s'arrêter, accepte avec empressement l'offre qui lui est faite, et alors les vieillards, épouvantés d'un pareil scandale, se lèvent avec des cris d'indignation. Il se fait dans l'assemblée un mouvement tumultueux; les plus respectés parmi les anciens se prennent la tête avec désespoir, soupirent et soufflent comme des serpens; des larmes coulent de leurs yeux, tandis que les Kourous et leurs partisans se livrent à une joie bruyante.

— Gagné! s'écrie encore Çakouni, et pour la dernière fois! — La belle Draopadî appartient, elle aussi, à Douryodhana, qui l'envoie chercher par son cocher. A demi vêtue, le visage baigné de larmes, la belle Draopadî est amenée de force et comme traînée au milieu de la salle où sont assemblés les princes.

« Les cheveux épars, la moitié de son vêtement tombée à terre, et rudement secouée par Douçâsana (1), couverte de confusion et bouillante d'indignation, Draopadî prononça lentement cette parole : « Dans cette assemblée siégent les vieillards et les brahmanes versés dans la connaissance des livres de la loi, tous occupés à des œuvres religieuses,... et devant eux je n'ose paraître ainsi! — Oh! pervers, ce serait un acte indigne d'un homme respectable, ne me dépouille pas de mon dernier vêtement, ne l'arrache pas (2) !... »

Aux lamentations de Draopadî, le brutal guerrier répond par d'odieuses insultes. Il tire toujours à lui le vêtement qui va céder, le

(1) Le second des cent frères Kourous.

(2) Chant du *Sabhâparva*, lect. 65, vers 2,231.

dernier voile qui reste à la pauvre fille du roi des Pântchâliens. L'épouse des Pândavas n'est plus une princesse, ni même une femme, ni même une esclave : elle est une chose gagnée au jeu, dont on s'amuse, que l'on outrage à plaisir. La poésie hindoue, il est vrai, ne permet jamais que la vertu soit gratuitement offensée. De cette situation désespérée jaillira une de ces grandes et belles scènes qui seront lues avec admiration en tous lieux et dans tous les temps. Le vêtement va tomber, lorsque

« Draopadî invoque par la pensée Vichnou. « O toi qui, sous la forme de Krichna, es aimé des filles des bergers, — les Kourous m'insultent; ne le vois-tu donc pas, ô dieu à l'abondante chevelure?... Moi qui vais m'abîmer dans l'océan de leurs insultes, soutiens-moi, ô toi qu'adorent les mortels! Oh! Krichna, Krichna! ô toi le grand ascète, ô toi l'âme du monde, sauve-moi, voici que je vais périr au milieu des Kourous! » — Et comme elle eut ainsi invoqué par la pensée Vichnou, qui est Krichna, le maître des trois mondes, elle se prit à pleurer dans sa douleur en se voilant la face... — Or, quand il entendit la voix de la fille du roi des Pântchâliens, Krichna fut troublé. Abandonnant sa couche, il accourut de ses deux pieds avec compassion, le dieu de miséricorde! — Elle invoque Krichna, Vichnou, Harî, Nara, elle appelle à grands cris le dieu par tous ses noms; c'en est donc fait de la justice! Et le magnanime Krichna l'enveloppa de plusieurs vêtemens, — et tandis que l'on tentait d'arracher le dernier voile de la Draopadî, cet incomparable vêtement la couvrait toujours, faisant plusieurs fois le tour de son corps, — et ces vêtemens, de couleurs variées, faits pour protéger sa pudeur, se montrèrent renouvelés jusqu'à cent fois, parce que le dieu venait au secours de la justice et de la vertu. — Alors s'éleva dans l'assemblée un terrible cri d'admiration. A la vue de ce miracle accompli dans le monde, tous les rois célébrèrent les louanges de Draopadî, et jetèrent aussi le blâme à la face du fils de Dhritarâchtra. — A cette occasion, Bhîmaséna à la grande voix maudit le coupable au milieu des rois. Les lèvres gonflées par la colère, et frottant avec violence ses mains l'une contre l'autre : « Retenez bien la parole que je vais prononcer, ô guerriers qui habitez la terre, parole qui n'a jamais été dite par d'autres hommes, et qu'aucun autre ne fera entendre! — Et si, après l'avoir dite, je ne l'accomplissais pas, ô maîtres de la terre, que je n'obtienne jamais d'aller là où sont allés mes aïeux! — De ce pécheur, de ce pervers insensé qui déshonore la famille, je jure de boire le sang, après lui avoir brisé la poitrine dans le combat. »

La haute antiquité n'a guère de ces accens d'une férocité sauvage; Bhîmaséna rappelle plutôt ici quelque guerrier hun de la race d'Attila que le Grec Ajax, à qui il ressemble le plus souvent. A côté de la scène si délicate où le poète a représenté une divinité miséricordieuse enveloppant la chaste femme d'un vêtement sans fin, qui ne se déroule jamais jusqu'au bout, la colère frénétique de Bhîmaséna nous ramène brusquement à la réalité. C'est l'histoire qui

parle plus haut que la fiction. Le brahmanisme cherche encore à maintenir les principes de la vertu, de la justice et de la modération sur la terre; mais l'humanité, moins docile à ses enseignemens, se laisse entraîner à la fougue de ses passions : la voix des vieillards ne prévaut plus qu'à grand'peine dans les assemblées. Sur tout ce long récit pèse une fatalité inexorable; dans ce ciel troublé par de fréquens orages, il n'y a plus de sérénité, et la confiance dans l'avenir semble manquer à tous ces rois qui se gênent et se portent mutuellement ombrage. Le vieux Dhritarâchtra comprend enfin qu'il lui reste à réparer un grand crime dont il a été le témoin et presque le complice. Les malédictions prononcées par Bhîmaséna l'ont fait frissonner, il prévoit de grands maux. Rappelant en sa présence Draopadî, encore frémissante des insultes qui lui ont été prodiguées, il lui permet de demander ce qu'elle veut. Elle réclame la liberté des frères Pândavas avec la sienne. Que les cinq héros puissent retourner chez eux avec leurs armes et leurs chars, et elle sera contente. Ainsi revient à flot cette royauté qui avait un instant disparu dans l'abîme. Une seconde fois les Pândavas viennent jouer aux dés dans l'espoir de prendre leur revanche. Vaincus encore dans ce genre de combat, auquel ils sont d'autant plus inhabiles que leurs adversaires emploient la fraude, les héros sont condamnés à douze années d'exil. Durant ces douze années, ils devront vivre dans la forêt, ne point combattre et disparaître de ce pays d'où la haine et la jalousie de leurs cousins, les fils de Dhritarâchtra, voudraient les expulser pour toujours.

V. — LA RAZZIA.

Suivre les Pândavas dans leur second exil, ce serait entreprendre un long voyage à travers les contrées de l'Inde les plus célèbres et visiter tous les lieux de pèlerinages consacrés par les légendes. Le poème devient ici d'une élasticité extrême; les récits les plus divers s'y entassent sans beaucoup d'ordre, et les héros n'ont souvent d'autre rôle que d'entendre raconter dans la forêt, par les solitaires et aussi par des êtres surhumains, de grandes histoires, magnifiquement écrites, mais étrangères à l'action principale. Cependant les cinq fils de roi, redevenus errans et cachés de nouveau sous l'habit de novices, ne s'éclipsent jamais complétement; comme le soleil voilé par la brume, ils se font jour par endroits et dardent leurs rayons éblouissans. Cette clarté ne se montre nulle part plus vive que dans un épisode guerrier, plein d'animation, qui a pour titre *l'Enlèvement des vaches*.

Depuis près de douze ans déjà, les fils de Pândou vivent dans la

retraite. Leur ennemi Douryodhana, qui voit avec inquiétude arriver le terme de l'exil qu'il leur a imposé après les avoir vaincus au jeu, envoie partout des espions pour découvrir leurs traces. Les recherches sont vaines; on ne peut recueillir aucun indice sur la route qu'ils ont suivie. Les cinq frères n'étaient pourtant ni très loin d'Hastinapoura, ni réfugiés dans une impénétrable forêt. Ils demeuraient dans le propre palais de Virata, roi de Matsya (1), où ils occupaient, sous des noms supposés, divers emplois inférieurs : Ardjouna, déguisé en eunuque, vit au milieu des femmes, et dans le palais on l'appelle Vrihannala. Sur ces entrefaites, les Kourous, et Douryodhana à leur tête, s'entendent avec les chefs des Trigartiens (2) pour enlever les riches troupeaux du roi de Matsya. Les Trigartiens ont été repoussés et battus; mais les troupeaux restent au pouvoir des Kourous. Le chef des bergers est accouru dans la ville pour annoncer au roi que la victoire demeure incomplète, et à peine entré dans le palais, il rencontre Bhoûmimdjaya, fils du roi, à qui il raconte les détails de la journée.

« Soixante mille vaches te sont enlevées par les Kourous, lève-toi pour aller reconquérir tes troupeaux qui sont ta richesse, ô prince glorieux! — O fils de roi, si tes intérêts te sont chers, marche au plus vite, pars toi-même, car le roi des Matsyens, ton père, n'a rien confié ici à ta garde, — car le roi ton père fait ton éloge au milieu de l'assemblée; il dit : Mon fils est en tout mon égal; courageux, espoir de ma race, habile à lancer les flèches, mon fils est un vaillant guerrier; qu'elle soit donc véridique cette parole prononcée par ce souverain. — Fais revenir les troupeaux après avoir défait les Kourous, consume leurs armées par le feu terrible de tes flèches. — Avec tes traits au talon d'or, à la pointe recourbée, lancés par ton arc, perce les rangs des ennemis, comme le conducteur d'une troupe d'éléphans pique la troupe qu'il pousse devant lui (3). »

Ainsi parle le chef des bergers; il voudrait que Bhoûmimdjaya attelât à son char de guerre ses chevaux blancs, et qu'il déployât sa bannière, sur laquelle brille un lion d'or. Le jeune prince, qui est poltron, fait le faux brave. Il irait au plus vite prendre part au combat, il mettrait l'ennemi en déroute; malheureusement son cocher a péri dans une rencontre avec les Trigartiens, et il est forcé de rester parmi ses femmes. Quel dommage! En le voyant paraître, terrible et triomphant dans la mêlée, les Kourous épouvantés fuiraient au plus vite en s'écriant : C'est Ardjouna en personne! Or Ardjouna, caché sous le déguisement d'un eunuque danseur, a en-

(1) Les provinces actuelles de Dinâdjpour et de Rangpour.
(2) Pays du nord-ouest de l'Inde, que l'on suppose être le Lahore de nos jours.
(3) *Goharanaparva,* lect. 35, vers 1,158 et suiv.

tendu ces bravades; il envoie la Draopadî dire au jeune prince que l'eunuque Vrihannala (c'est le nom qu'il a emprunté) a été jadis le propre cocher d'Ardjouna, et qu'il s'offre à conduire le char au milieu de la mêlée. L'offre est acceptée; le faux eunuque attelle les chevaux, et les lance au grand galop contre les hordes des Kourous. La vengeance l'anime; il brûle de prendre sa revanche, car voici que les douze années s'achèvent, et il est relevé de son serment. Bientôt paraissent à l'horizon les troupes ennemies qui s'agitent comme de grandes vagues, la poussière qui s'élève sous les pieds des chevaux et des éléphans monte en serpentant vers le ciel.

A cette vue, le fils du roi, Bhoumimdjaya, est saisi de crainte : « Je n'ose attaquer les Kourous, dit-il d'une voix dolente; je sens un frisson par tout mon corps! » Et dans son effroi il répète les noms des redoutables combattans qui commandent l'armée ennemie sous les ordres de Douryodhana et de ses cent frères. Il se plaint de ce que son père a emmené avec lui tous ses soldats; il n'a pas même ses gardes. Faible enfant, peu habitué aux fatigues de la guerre, que peut-il faire seul contre tant de héros illustres?

« La frayeur te donne un air misérable et capable d'augmenter la joie de l'ennemi, répond Ardjouna, et pourtant les Kourous n'ont encore accompli aucun exploit sur le champ de bataille. — Tu m'as dit toi-même : Conduis-moi contre les Kourous, et moi je te mènerai là où flottent leurs nombreuses bannières; — au milieu de ces vautours voraces, de ces Kourous pillards, qui sont venus combattre sur la terre, je te lancerai, ô guerrier! — Après avoir promis aux femmes, aux hommes aussi, de te conduire en héros, et cela avec jactance, arrivé sur le champ de bataille, tu ne voudrais plus combattre! ..... Et moi, appelé à l'office de cocher sur les recommandations d'une femme du palais, je ne puis, sans avoir repris le butin, rentrer dans la ville..... — Que les nombreux Kourous enlèvent, si bon leur semble, nos troupeaux! répond le jeune prince; que les femmes, que les hommes aussi se rient de moi, ô Vrihannala! — Combattre n'est pas mon affaire; que les vaches s'en aillent..... J'ai peur! — Ayant dit ainsi, il se sauva tout effrayé, après avoir sauté à bas du char, le prince aux pendans d'oreilles, perdant avec la fierté tout sentiment d'honneur, emportant son arc et ses flèches. — Non, s'écria Ardjouna, le devoir que les héros ont transmis aux kchattryas, ce n'est pas de fuir; il vaut mieux mourir dans le combat que de fuir épouvanté. »

Est-il possible de peindre mieux le misérable état d'un esprit égaré par la peur? Bhoûmimdjaya fuit même avant d'avoir entendu siffler une flèche. Ardjouna s'élance à la poursuite du jeune prince, et ses cheveux, qu'il a laissés croître pour se mieux déguiser, se délient par la rapidité de sa course. Dans l'armée ennemie, on a remarqué cette étrange figure de l'eunuque conduisant un char de

guerre et ramenant au combat le fils du roi des Matsyens. Les uns sourient, les autres s'inquiètent et se demandent : « Quel est cet être caché sous un déguisement, comme le feu sous la cendre? Il y a en lui de la femme et de l'homme aussi... » Mais la bataille ne commence point encore. Le jeune Bhoûmimdjaya, saisi par celui qu'il croit être un eunuque, lui promet toutes sortes de bijoux, bracelets, anneaux et de riches étoffes, s'il veut le laisser fuir. Ardjouna répond par un sourire, et offre de combattre à la place du fils du roi, pourvu que celui-ci change de rôle et devienne son cocher. Bon gré, mal gré, Bhoûmimdjaya accepte, et bientôt la main vigoureuse du Pândava l'a replacé sur le char. Il s'agit alors pour Ardjouna de retrouver ses armes, qu'il avait cachées dans le tronc d'un acacia et enveloppées de feuilles; il leur a donné ainsi l'apparence d'un cadavre, afin que personne n'osât les toucher (1). Déjà la présence du terrible Pândava se trahit par des présages menaçans qui effraient l'armée ennemie. Les Kourous, victorieux naguère, se laissent aller à l'abattement, à une vague terreur, et tandis qu'on croit les entendre dans le lointain se communiquer à voix basse leurs appréhensions de quelque malheur prochain, Ardjouna tire de leur étui ses armes et celles de ses frères. A mesure qu'elles sortent de la cachette qui les recèle, le poète les décrit à grands traits, en quelques vers pleins et sonores. En les revoyant, Ardjouna s'incline et les adore; son arc gigantesque, qui a un nom, comme l'épée du Cid, est presque un dieu pour lui, car il a appartenu à toutes les divinités du ciel avant de passer dans les mains de Vichnou, de qui il l'a reçu lui-même. « Je vois bien les armes des Pândavas, dit enfin le jeune fils du roi des Matsyens, mais où sont donc ces princes? Que sont-ils devenus?... — Moi, je suis Ardjouna, » répond le héros; puis il raconte rapidement son histoire. Et le royal enfant, qui tremblait tout à l'heure comme une femme, a repris courage; il est prêt à lancer le char là où le guerrier incomparable le lui ordonnera. Il est prêt à attaquer les dieux eux-mêmes avec un pareil compagnon, il brûle de combattre. Aussitôt, jetant ses bracelets, relevant en nattes ses longs cheveux, Ardjouna ceint la cuirasse. Les armes, qu'il contemple avec amour, lui répondent : « Nous sommes des serviteurs dévoués en tout à ta personne, ô fils de Pândou! » Et il leur dit, les serrant entre ses bras : « Vous êtes à jamais l'objet de mes pensées en ce monde! » On devine que l'ennemi fut mis en fuite; Ulysse décochant ses traits contre les prétendans qui assiégeaient Pénélope ne leur causa pas plus de terreur que n'en répandit Ardjouna parmi les Kourous éperdus.

(1) De peur d'être souillé et déchu de sa caste.

De quoi s'agissait-il cependant? De reconquérir des troupeaux enlevés par une attaque subite, et la poésie a donné à ce combat d'escarmouche un caractère grandiose. En y regardant de près, on voit que ces rois si pompeusement célébrés dans le *Mahâbhârata* faisaient volontiers, comme ceux dont parle Homère, le métier de brigand, et qu'ils régnaient en réalité sur de tout petits peuples. L'Inde, partagée en une foule de royaumes peu importans, obéissait à des souverains d'humeur belliqueuse, toujours prêts à se piller les uns les autres, à des barons cantonnés, ceux-ci sur des pics de montagnes, ceux-là dans des forteresses défendues par des fossés, des escarpemens ou des bois épars. Il avait fallu la réunion des fils de Dhritarâchtra avec les Trigartiens pour accomplir une razzia de bestiaux; un coup de dé, on l'a vu, avait suffi pour réduire à néant la royauté fondée par les Pândavas. Les princes passaient tour à tour de la richesse à la misère; dans les temps malheureux, ils couraient le pays en aventuriers, et savaient reconquérir par la force de leur bras la position qu'ils avaient perdue. Il existait déjà dans l'Inde une espèce de féodalité fort préjudiciable aux véritables intérêts des peuples. La valeur personnelle était d'un grand prix, et la profession des armes semblait en grand honneur. Les récits de batailles, les descriptions d'armes, de bannières, — j'allais dire d'armoiries, — abondent dans le *Mahâbhârata*. L'époque des guerriers est donc arrivée après celle des sages, et l'épopée qui est née avec Râma se développe plus vaste, plus guerrière, plus retentissante. Le poème marche par grands épisodes qui se succèdent comme autant de drames complets formés de plusieurs tableaux, et dans lesquels les poètes dramatiques tailleront un jour leurs pièces de théâtre. Mais on ne peut parvenir d'une traite au terme de ce long récit; il est indispensable de faire halte au milieu de la course, avant de suivre les héros Pândavas jusqu'au sommet des pics neigeux de l'Himalaya, où ils montent ensemble pour aller au-devant de cette libération finale que nous appelons tristement la mort!

TH. PAVIE.

DE L'AIMANT

ET DU

MAGNÉTISME TERRESTRE

II.

Lorsque nous comparons notre science physique actuelle à celle des siècles passés, nous sommes fiers des acquisitions dues à notre âge, mais nous serions sans doute plus modestes si nous pensions à l'opinion qu'auront de nous nos descendans, à tout ce qu'ils sauront parmi les choses qui nous sont aujourd'hui inconnues, et surtout parmi les secrets de la nature dont nous ne soupçonnons même pas l'existence. Un morceau d'ambre jaune, de succin, d'électrum, est frotté, il attire les petits corps mobiles. Il en est de même d'une pierre cristallisée appelée *lyncurium*, qui, étant chauffée, attire et retient les cendres et les corps légers. C'est sans aucun doute la pierre que nous appelons *tourmaline*, et qui chez les bijoutiers portait le nom vulgaire de *tire-cendre*. Voilà à peu près toutes les expériences de cabinet des anciens sur l'électricité. Puis d'incroyables confusions. Ainsi certains auteurs indiquent qu'il faut chauffer et non frotter le succin pour le rendre attractif. Quelques-uns admettent deux sortes d'aimant, dont l'un attire le fer et l'autre l'or :

Et trahit hic ferrum magnes, ille attrahit aurum,

dit le célèbre jésuite Famianus Strada, qui a mis en vers latins et en action cette vieille erreur grecque. Alors avec un aimant et des anneaux d'or on eût pu faire la chaîne pendante, comme avec les anneaux en fer des chevaliers romains qu'Annibal mesurait par boisseaux après la bataille de Cannes. Excepté pour l'astronomie, les

anciens n'ont pas brillé dans les sciences d'observation. La météorologie les a forcés de voir quelques-uns des effets de l'électricité dans la nature. Les phénomènes de la foudre entre autres n'ont pu leur rester inconnus, et les aruspices étrusques savaient, dit-on, soutirer et détourner ce terrible météore. C'est en se livrant à une opération de ce genre que Tullus Hostilius, l'un des premiers rois de Rome, fut foudroyé pour avoir mal suivi les règles établies. Plusieurs de nos *électriciens* modernes, Musschenbroëk, Romas et Charles, ont frappé des animaux d'étincelles foudroyantes dérobées aux nuages orageux. La même expérience fut faite sans doute en Étrurie, et on tua par ce procédé un monstre qui faisait de grands ravages dans la contrée, et qui, chose singulière, portait le nom de Volta. Les aigrettes électriques qui se montrent en temps d'orage sur les pointes aiguës et proéminentes des corps avaient été observées, et les marins connaissaient sous le nom de Castor et Pollux ou sous celui d'Hélène ce qu'on appelle aujourd'hui le feu Saint-Elme. César rapporte que les javelots de la cinquième légion avaient spontanément paru en feu. Tout cela était de l'électricité dans la nature; mais en supposant qu'on eût saisi l'analogie de ce phénomène avec les pétillemens que produisent parfois les corps frottés, on aurait compliqué la question au lieu de la simplifier, puisqu'on aurait eu plusieurs effets divers à expliquer à la fois. Ce n'est pas ainsi que la nature livre ses secrets; elle en est bien plus avare. La science est comme la richesse : elle se glane, elle ne se moissonne pas.

Au milieu du XVIIe siècle, Otto de Guéricke, l'auteur de la machine pneumatique, fit aussi une machine électrique avec un globe de soufre *gros comme la tête d'un enfant,* qui tournait rapidement et qui était frotté par un petit coussin ou par la main bien sèche. Il obtint des quantités assez considérables d'électricité; mais ce ne fut que quand Gray et Wheler eurent trouvé le moyen de conserver l'électricité sur les corps, en les posant sur des supports qui ne la laissaient pas s'écouler, qu'on fut vraiment en possession de cet agent physique si singulier.

Le verre, la soie, la résine, la gomme laque, le soufre aussi bien que l'air sec, ont la propriété d'arrêter l'électricité et de s'opposer à sa déperdition. Que de temps avant d'arriver à ce beau résultat! que d'expériences pour confirmer cette propriété! La machine d'Otto de Guéricke fut construite sur un plus grand modèle, et on y employa des globes de verre d'une grande dimension au lieu de globes de soufre. Le corps humain tout entier put être chargé d'électricité, et l'abbé Nollet se vante d'être le premier qui ait tiré une étincelle d'un individu isolé sur des supports de verre ou porté par des cordons de soie. En plaçant une forte planche carrée sur quatre bouteilles neuves et bien sèches, nos aïeux, qui ne connaissaient pas

nos fastueux tabourets électriques à pieds de cristal, isolaient à peu de frais les gens destinés à être électrisés; mais si ceux que supportait cette planche mal assujettie sur quatre fortes bouteilles se permettaient quelques mouvemens un peu trop vifs, l'échafaudage se renversait et se brisait. Celui qui était dessus s'en tirait comme il pouvait. D'autres fois, une planche suspendue par de forts cordons de soie recevait celui qui était destiné à être électrisé couché à plat-ventre, dans la posture la plus fatigante et la plus disgracieuse. Quand une personne ainsi électrisée touche du bout du doigt un petit vase plein d'esprit-de-vin, elle y met le feu par l'étincelle électrique, et on ne manquait jamais de faire l'expérience. Je fais grâce au lecteur des vers fades de l'abbé Delille sur l'expérience où une jeune personne électrisée distribue des étincelles. Le moins prétentieux est celui-ci :

La belle voit sans peur ces flammes sans courroux.

L'abbé Nollet, incarnation de la médiocrité, triomphait en France chez les bourgeois et à la cour, lorsqu'arriva de Leyde la fameuse expérience de la commotion nerveuse que donne l'appareil appelé *bouteille de Leyde*. Il ne s'agissait plus ici de simples étincelles piquantes, c'était une commotion presque foudroyante qui tuait les animaux, et sous plusieurs points de vue imitait la foudre céleste. Nollet à la cour de France et à celle de Turin fut réduit au rôle de démonstrateur de ce qu'il n'avait pas trouvé. Plus tard, quand Franklin eut soutiré la foudre des nuages par le moyen d'un cerf-volant à ficelle métallique, et que par ses paratonnerres il eut préservé les édifices publics et particuliers, l'abbé Nollet fit connaître encore une découverte étrangère. Toujours satisfait de lui-même, il démontra ce théorême, que j'ai souvent vérifié moi-même : à savoir qu'il serait plus facile de donner de l'esprit à un sot que de lui persuader qu'il en est dépourvu.

En attendant, la science marchait. Plus tard, Coulomb mesurait les forces électriques, et s'assurait qu'elles suivent la même loi que l'attraction, c'est-à-dire qu'elles agissent en raison inverse du carré des distances. Ainsi à une distance double la force de l'attraction électrique est deux fois deux fois ou quatre fois moindre; à une distance triple, elle est trois fois trois fois ou neuf fois moindre, et ainsi de suite. Enfin Volta parut.

Si après avoir coupé une grenouille en deux on dépouille le train de derrière de sa peau comme pour faire du *bouillon de grenouille* pour un poitrinaire, on trouve que les membres postérieurs du batracien sont éminemment sensibles à l'action de l'électricité, et quand on tire une étincelle d'une machine électrique placée dans le voisi-

nage, les cuisses et les vertèbres inférieures de l'animal manifestent de violentes contractions. Galvani imagina que cet effet était produit par une espèce particulière d'électricité animale, et cette heureuse ignorance le conduisit à une découverte qui dans les mains habiles de Volta changea la face de la science, à peu près comme Christophe Colomb ne sut jamais qu'il avait découvert un nouveau monde, et qu'il n'était pas en Asie quand il était sur un continent nouveau, avec une erreur d'un peu plus de la moitié de la terre. Volta de Pavie, interprétant une expérience de Galvani, dont celui-ci n'avait pas saisi le sens, établit que deux métaux en contact s'électrisent, quoiqu'à la vérité bien faiblement, d'où il conclut que si l'on *empilait* l'un sur l'autre un grand nombre de couples métalliques, séparés par des pièces non métalliques, on augmenterait l'effet à volonté. Cette *pile* de doubles disques de métal (zinc et cuivre) dépassa l'attente de Volta. Comme cet appareil se rechargeait de lui-même, il présenta une efficacité prodigieuse. Il produisit de violentes commotions organiques sur les hommes et sur les animaux vivans ou récemment tués. Il décomposa chimiquement les corps; il donna une chaleur supérieure à celle des fourneaux les plus actifs, et une lumière rivale de celle du soleil; il mit en mouvement des ateliers mécaniques; il produisit des dépôts solides par les procédés galvanoplastiques. Enfin, dans toutes les actions de la nature, soit mécaniques, soit physiques, soit chimiques, ou enfin physiologiques ou vitales, l'électricité de cette pile, qui n'existait pas avant 1794, régna sans qu'aucune force pût lui être comparée, et plus tard elle se chargea même de transmettre les dépêches télégraphiques. Ceux qui aiment à voir les grands hommes en déshabillé apprendront avec intérêt que Volta était le fléau de la conversation par ses interminables calembours. « Je m'en vais, disait le célèbre anatomiste Scarpa, de la même ville que Volta. Je ne résiste plus à cet insipide faiseur de jeux de mots; *a questo freddaio non più resisto.* — Ah! Scarpa, dit Volta en s'élançant sur ses pas, dites : *Papa sisto,* et non pas *rè sisto* (dites « le pape *Sixte,* » et non « le roi *Sixte!* »). Et moi je dis qu'il est permis d'être un *freddaio,* un *mauvais plaisant,* quand on a doté la science et l'humanité de la pile de Volta, et qu'on a mérité une statue élevée au centre de l'Europe par la civilisation reconnaissante.

Mais je n'ai pas encore fait connaître la propriété la plus merveilleuse de la pile de Volta : c'est que les fils où passe le courant électrique sont aimantés. J'en ai dit un mot seulement dans la première partie de cette étude (1). Œrsted le Danois, en 1820, trouva qu'un fil qui transmettait l'électricité de la pile agissait sur l'aiguille aimantée

(1) Voyez la livraison du 1er janvier dernier.

et la dirigeait *en travers* de sa direction. Ampère s'empara de ce fait, qui avait épuisé le génie peu étendu d'Œrsted, et il en conclut que si la terre dirige les aimans du nord au sud, c'est qu'elle est parcourue par des courans électriques qui vont de l'est à l'ouest. Tout porte à croire en effet qu'en vertu de son mouvement diurne de l'ouest vers l'est, la terre peut être considérée comme ayant dans son intérieur des courans allant de l'est à l'ouest, non pas tout à fait exactement, mais à peu près, à cause de ses inégalités de conformation, en faisant l'office d'une vaste pile dont le courant aurait la direction indiquée plus haut. Cette hypothèse admise, les aiguilles aimantées devaient se mettre nord et sud, en vertu d'un courant est et ouest. Il y a plus, ces aiguilles suspendues librement devaient plonger par la pointe la plus voisine du pôle, ce que l'expérience avait appris depuis longtemps. Au reste, l'expérience a été faite en Angleterre. On a recouvert de fils métalliques allant de l'est à l'ouest un grand globe représentant la terre, et quand le courant de la pile parcourait ces fils, on voyait ce globe, artificiellement électrique, produire les mêmes effets que la terre, diriger l'aiguille aimantée du nord au sud, l'incliner vers le pôle voisin, et enfin la ramener par des oscillations plus ou moins rapides à sa position de repos définitif, suivant les mêmes lois auxquelles obéit la terre, ramenant par oscillations la boussole ordinaire à sa position d'équilibre définitif. Depuis l'ouvrage de Gilbert, publié en 1600, on savait que le globe terrestre se conduisait comme un vaste aimant. Ampère, en 1820, nous dit : « C'est à des courans voltaïques que le globe doit cette propriété d'être un grand aimant; l'aimantation, le magnétisme, ne sont que de l'électricité. Avec de l'électricité seule, on peut reproduire tous les phénomènes des aimans sans fer ni acier, ni mine de fer, de l'île d'Elbe ou des Pyrénées, ou de l'Asie-Mineure. » Je me bornerai aujourd'hui à ces notions, dont l'importance appelle des développemens qui nous serviront, en définitive, à étudier le globe terrestre sous le point de vue de son aimantation avec toutes les mille modifications que les localités, l'épaisseur des continens, la position du soleil, l'influence des saisons, des ans et des siècles, introduisent dans ce vaste système électrique, et par suite magnétique, d'après les lois établies par Ampère et par ceux qui l'ont suivi dans le second quart de notre siècle. Nous allons donc essayer de comprendre comment la terre est une vaste machine électrique, comment l'électricité circule dans sa masse et à sa surface, ce qui entretient cette pile en perpétuelle activité, enfin ce qui produit les changemens journaliers, mensuels, annuels et séculaires que l'observation y fait reconnaître, et de plus nous dirons un mot de l'électricité qui nous donne les aurores boréales, météores dont la cause est encore fort obscure.

Toutes les fois que deux substances de nature différente sont en contact, elles s'électrisent mutuellement, c'est-à-dire que l'une prend un léger excès d'une sorte d'électricité, et que l'autre prend en même excès l'électricité contraire. Le seul contact suffit pour opérer cette électrisation; mais si de plus les deux corps en contact frottent l'un contre l'autre, alors l'électrisation est bien plus énergique qu'avec le simple contact.

Or c'est ce qui se produit probablement dans la terre, d'après la constitution géologique de ce globe, formé d'une enveloppe solide d'environ 60 kilomètres d'épaisseur, qui constitue les continens et le fond des mers, et d'un vaste noyau de matière fondue et encore fluide de chaleur, sur lequel flotte l'enveloppe solide ou la croûte solidifiée, qui, en se brisant de temps en temps et dans certaines localités, laisse arriver à ciel ouvert les matières fondues de l'intérieur sous forme de laves volcaniques. On peut se figurer la surface d'un étang couverte d'une couche solide de glace produite par le froid, et qui, étant brisée en quelques endroits, laisse arriver à l'affleurement l'eau qui est en dessous, laquelle, se congelant à son tour, ressoude pour ainsi dire la surface brisée et reproduit la continuité de la croûte solidifiée. Voilà à peu près l'image de ce qui se passe après un tremblement de terre, qui produit un craquement, une fente, une fêlure dans l'enveloppe solide qui porte nos continens. La portion liquide, la lave intérieure de la terre se solidifie dans la fente par où elle s'est élevée jusqu'aux bords de la cassure du continent, et rétablit la continuité de la croûte solide, qui avait subi momentanément une fêlure locale. Ces phénomènes, en troublant la réaction électrique de la surface et de la masse centrale, doivent influer sur l'état électrique, et par suite troubler l'aiguille aimantée dans sa direction. C'est en effet ce que l'on observe constamment, et même, comme il est resté quelque chose de dérangé dans la position relative de la croûte continentale et du fluide incandescent qui la porte, on observe dans les localités voisines une altération permanente dans la direction de l'aiguille; mais n'anticipons pas sur ce qui se rapporte proprement à l'aimantation du globe et à ses perturbations accidentelles, soit passagères, soit permanentes.

On doit considérer qu'à mesure que le noyau central de la terre diminue de volume par suite d'un refroidissement séculaire excessivement lent, les masses continentales qui reposent sur ce noyau se rapprochent du centre de la terre. Or la mécanique nous apprend qu'en vertu de la conservation du mouvement, les continens, en se resserrant vers l'intérieur du globe, doivent tourner un peu plus vite que la masse centrale, jusqu'à ce que le mouvement se soit égalisé et réparti dans tout l'ensemble; mais la communication de mouvement entre

une enveloppe solide et une masse centrale fluide doit être fort lente, et probablement cette égale répartition de mouvement qui ferait que le globe tournerait tout d'une pièce comme un corps solide ne s'est point encore opérée depuis la grande catastrophe dernière qui a établi les continens de l'ancien et du nouveau monde, et les bassins de l'Océan-Atlantique, de l'Océan-Pacifique, ainsi que ceux de la Mer des Indes et des deux mers polaires. Cela est indiqué de bien des manières, et notamment par l'espèce de pivotement que les géologues admettent le long des côtes de la mer, à la hauteur du nord de la France, toutes les côtes paraissant baisser d'un côté et se relever de l'autre. En un mot, la forme de la terre, brusquement changée au moment de cette grande catastrophe, semble arriver lentement à un état définitif, qui durera ensuite des millions de siècles à cause de la lente déperdition de chaleur centrale qui assure au noyau fluide une grande constance dans son volume et dans ses dimensions. Quoi qu'il en soit de cet état futur de notre terre en partie solide et en partie fluide, tout tend à faire tourner l'enveloppe solide plus rapidement que le noyau central, et par suite à produire de l'un sur l'autre un frottement qui se traduit en production intense d'électricité. La surface solide et froide prenant l'électricité dite positive, qui est l'état électrique que prend le verre frotté sur une étoffe, et la masse centrale prenant l'état électrique analogue à celui que prend la cire à cacheter ou le succin frotté sur une étoffe, et que l'on appelle électricité négative, que vont devenir ces électricités produites, et comment feront-elles par leur transport un courant électrique?

L'expérience nous apprend qu'un transport d'électricité positive dans un sens fait précisément le même effet qu'un transport d'électricité négative en sens contraire. Ainsi une machine électrique formée d'un globe de verre, et dont l'électricité s'écoule vers la droite, donne exactement le même effet qu'une machine formée d'un globe de soufre dont l'électricité irait de la droite vers la gauche. Cela est si vrai, que si l'on produit à la fois les deux écoulemens électriques, les deux courans de nature différente se neutralisent complétement. L'expérience a été faite par Franklin en Amérique. On peut donc se borner à indiquer le sens de transport de l'une des électricités, et l'on s'est décidé à indiquer, on ne sait pourquoi, le sens de transport de l'électricité que prend le verre, et qui s'appelle l'électricité positive. Remarquons que rien ne légitime le choix du nom d'électricité positive pour celle du verre plutôt que pour l'électricité que prend la cire à cacheter ou le succin. D'après certaines idées théoriques, Ampère, que, dans cette partie de la science, on ne peut trop louer et trop admirer, était d'avis que les honneurs auraient dû être faits à l'électricité du succin et non à celle du verre. Tous nos lecteurs,

du reste, sentiront que les noms importent peu, pourvu qu'on ne fasse pas de confusion, et définitivement nous dirons qu'un courant électrique marche à l'est quand il résulte d'électricité positive transportée vers l'est, ou d'électricité négative allant vers l'ouest, tandis qu'un courant vers l'ouest résultera soit d'électricité positive marchant vers l'ouest, soit d'électricité négative marchant en sens contraire vers l'est.

Avant d'aller plus loin, je ferai remarquer que l'atmosphère terrestre, qui repose sur les continens par sa partie inférieure, doit leur emprunter par contact de l'électricité positive, et quand elle n'est pas troublée, elle doit, dans son état normal, indiquer un état constant d'électricité positive. C'est ce qu'on observe en effet. Si, quand l'air est pur et qu'on est en plaine, on lance un petit ballon retenu par une ficelle conductrice, on en tire tout de suite des étincelles. Il suffit même d'un corps métallique soulevé au bout d'une longue perche pour en obtenir. Si l'on veut se contenter d'un électromètre à pailles, il suffira de l'élever d'un mètre, ou d'un demi-mètre même, pour voir les pailles s'écarter en vertu d'une électricité fort sensible. Saussure, dans les Alpes, vissait son électromètre au bout de son bâton de voyage, et, soit qu'il montât, soit qu'il descendît, les pailles divergeaient par l'électricité qu'elles prenaient à l'instant. J'ai bien des fois sondé l'état électrique de l'atmosphère avec une ligne à pêcher qui portait un simple fil de métal, fixé d'un bout au haut de la ligne par un bâton de cire à cacheter, tandis que l'autre bout était noué au bouton métallique de l'électromètre à pailles ou à feuilles d'or.

Savary, qui, ainsi que moi, avait beaucoup étudié la théorie d'Ampère, et dont une mort prématurée a rejeté le profond mérite dans l'ombre en ne lui permettant pas de publier les résultats de ses recherches, quoiqu'elles fussent déjà complètes, Savary, dis-je, après une conversation que nous avions eue ensemble, avait imaginé d'enfermer du mercure, ou un autre corps fluide et conducteur, dans l'intérieur d'une sphère de verre, et de voir s'il n'obtiendrait pas ainsi par rotation des courans analogues à ceux de la terre. Il m'avait même demandé le secret sur son expérience projetée. Il me semble que c'est lui rendre justice que de lui restituer cette idée, si elle est bonne, et dans le cas contraire j'en prends volontiers le blâme à mon compte. En y réfléchissant depuis, j'ai pensé qu'une enveloppe métallique, avec un liquide conducteur de l'électricité à l'intérieur, serait plus convenable que la sphère ou enveloppe de verre qui ne conduit pas l'électricité, et sans doute Savary eût fait lui-même cette modification à son projet d'expérimentation. Ces petits perfectionnemens à des projets d'expériences sur lesquels on est

consulté deviennent une véritable iniquité quand l'homme consulté veut s'en réserver la propriété, et en bonne justice on ne doit jamais admettre de pareilles prétentions, et encore moins les réclamations qui pourraient en être la suite. Je ne me souviens pas de la vitesse que Savary avait l'intention de donner à son appareil.

Si nous admettons que le globe soit un grand appareil de ce genre, nous pouvons déterminer dans quel sens marchent les courans du globe. Les continens, nous l'avons dit, doivent tourner un peu plus vite que le noyau central, tout en prenant de l'électricité positive. Or la terre tourne vers l'est, puisque c'est de ce côté que nous voyons l'horizon, en s'abaissant, faire naître la vue des objets célestes placés dans cette région du ciel; ces courans suivront donc cette direction par le transport vers l'est de l'électricité positive. C'est aussi ce qu'indique très bien l'aiguille aimantée, qui est dirigée précisément comme elle le serait par un courant ordinaire de la pile de Volta dirigé de l'ouest à l'est.

Comme nous attribuons le magnétisme de la terre à son état électrique et à ses courans voltaïques, on ne trouvera pas mauvais que j'insiste sur cet objet, auquel cette étude est principalement consacrée. Je dirai donc que, si, par la réaction d'une enveloppe froide sur un noyau bien plus chaud et par un frottement résultant d'une différence de vitesse rotatoire, les continens prennent à la masse centrale de l'électricité positive, cet effet doit être plus prononcé dans les régions équatoriales. Dans les régions polaires, qui comparativement sont en repos, les deux électricités, savoir celle de l'air et celle de la terre intérieure, doivent s'accumuler et se rejoindre en produisant les jets de lumière qui constituent les auréoles boréales et australes. Admettons sous toutes réserves cette vue théorique. Il devra en résulter des courans électriques, et ceux-ci devront agir sur l'aiguille aimantée et lui faire subir des agitations qui trahiront l'existence de l'aurore polaire, même pour un observateur situé sous les voûtes massives de l'Observatoire de Paris, bâti par Perrault bien plus en architecte qu'en astronome praticien. Ce qui est bien plus étrange, c'est que l'influence d'une aurore boréale de Scandinavie se fasse sentir à Paris fort au-delà de l'horizon où le météore électrique peut être aperçu. M. Arago avait installé à l'Observatoire de Paris une grande boussole de Gambey, et il avait donné pendant plusieurs années une attention soutenue à toutes les perturbations de ce délicat instrument. C'est à lui qu'on doit la date de 1816 pour l'époque où l'aiguille aimantée avait atteint sa plus grande déviation vers l'ouest, depuis l'année 1666, où elle pointait juste au nord. Il avait de même noté les époques des perturbations de l'aiguille aimantée, et à l'occasion il les confrontait avec l'époque des aurores

boréales observées dans le Nord. Toujours il y avait coïncidence, et l'aurore boréale avait toujours produit un effet marqué sur la tranquillité de l'aiguille, qui avait été agitée alors de mouvemens extraordinaires. Nous reviendrons là-dessus ainsi que sur les orages magnétiques du globe, si bien étudiés par M. de Humboldt.

Voici à ce propos un fait dont j'ai été témoin un soir à l'Observatoire. Un savant allemand, M. F..., qui s'occupait aussi de l'exploitation des mines pour le compte de compagnies industrielles établies en diverses parties du globe, dit à M. Arago qu'il pouvait lui fournir la date d'une très brillante aurore boréale par lui observée sous le cercle polaire. « Attendez, dit M. Arago, je vais chercher mes registres, et si vous voulez bien écrire, en m'attendant, la date de votre observation, nous jugerons sans incertitude de la coïncidence des perturbations de l'aiguille de Paris avec l'aurore boréale de la Norvége. » Après le départ de M. Arago, M. F... écrivit, je crois, la date de la nuit du 1er au 2 janvier 1825 pour les pays où il y a une nuit, car alors le soleil ne se levait pas du tout pour les latitudes où était M. F... Je lui demandai naturellement s'il était bien sûr de cette date. — Oh! parfaitement, car à ce jour et à cette heure ma femme accouchait sur la neige, juste sous le cercle polaire. — Et pourquoi sur la neige? — Oh! c'est qu'elle étouffait dans son traîneau. Il faisait très clair à la lueur de l'aurore boréale, et nous voyagions vers les mines de cuivre d'Alten. Ainsi la date de la naissance de mon fils aîné me donne celle de cette brillante aurore boréale. — Il me semble que c'était bien dur pour une femme dans un pareil état de voyager et d'accoucher sur la neige. — Oh! il fallait que ce fût ainsi. — Comment? — Oh! le voici. Comme je terminais mes études à l'université, j'avais, ainsi que plusieurs étudians, une *promise*. — Qu'est-ce qu'une promise? — Oh! c'est comme on dirait en francais une fiancée, une personne que je devais épouser. — Eh bien! — Oh! nous devions nous marier au bout d'un an, vers Pâques. Et où étais-je alors? — Je l'ignore. — Oh! j'étais en Transylvanie, occupé aux mines de ..... Notre mariage fut donc renvoyé à Pâques de l'année suivante. — Puis il me déduisit avec une forme de discours constamment la même qu'il avait successivement différé son mariage parce qu'il avait visité les mines de l'Espagne, de la Sibérie et du Mexique. Enfin il avait épousé sa promise au passage, entre deux missions minéralogiques, et il trouvait tout naturel que son fils eût vu le jour sous le cercle polaire. Il me dit du reste que sa femme n'avait point souffert de cette rude épreuve. Là-dessus M. Arago arriva avec son registre d'observations, et nous y trouvâmes qu'à la date écrite par M. F... l'aiguille aimantée de l'Observatoire de Paris avait été agitée de mouvemens extraordinaires de plusieurs mi-

nutes d'amplitude. L'électricité, ce fluide vital de notre globe, avait, par sa rupture d'équilibre, causé pour ainsi dire des vapeurs et des mouvemens nerveux au léger barreau aimanté dirigé par son influence. Cet agent mystérieux ne nous a pas sans doute encore dit tout ce qu'il peut nous apprendre sur la constitution intime du globe et sur ses changemens internes. En cela comme en bien d'autres parties du domaine des sciences, *la postérité saura.*

La grande théorie de Laplace sur la fluidité ignée de l'intérieur de notre globe permet de penser qu'en vertu d'un mouvement de rotation plus rapide dans les continens que dans la masse centrale, ceux-ci, au bout d'un certain temps, font le tour entier du noyau central et correspondent successivement à des points différens de ce noyau. Il doit en résulter des déplacemens, des remous du fluide intérieur, à cause de l'inégalité de forme et d'épaisseur des couches continentales. Certains bruits souterrains que l'on entend au moment des éruptions volcaniques paraissent dus à des masses rocheuses que le déplacement de la lave sous-continentale roulerait avec fracas au-dessous de la partie solide de l'écorce du globe, comme si, sous la glace inégale d'un étang gelé, les mouvemens de l'eau déplaçaient des glaçons qui heurteraient par en bas les inégalités de la croûte congelée. Au reste, je n'indique cette idée que comme une pierre d'attente pour une théorie détaillée qui reste à construire, et qui ne pourra être construite qu'après qu'on aura recueilli tous les faits que l'observation peut fournir à la théorie.

On a objecté à la fluidité intérieure de notre globe cette idée, que si la terre était encore presque tout entière en fusion, les marées produites par la lune et par le soleil sur ce liquide immense devraient continuellement en changer la forme et disloquer perpétuellement cette croûte peu épaisse qui forme nos continens, et qui n'a pas soixante kilomètres d'épaisseur, d'après la loi de progression de la température, qui nous indique qu'à cette profondeur, et à la température qui y règne, toutes les roches non cristallisées qui se sont formées hors de l'influence des agens météorologiques seraient dans un état complet de fusion. Je m'étonne que Laplace n'ait pas prévu cette objection, qu'Ampère et plusieurs savans faisaient et font encore journellement à la belle théorie de ce grand homme. Je vais montrer péremptoirement qu'elle ne tient pas contre un examen approfondi. Calculez de combien la lune soulèverait la surface de notre globe, si elle restait constamment au-dessus d'un même point; vous trouvez que son action est au-dessous d'un neuf-millionième de la pesanteur qui retient les matériaux de notre globe. Elle ne soulèverait donc pas la portion de la surface qui serait au-dessous d'elle d'un neuf-millionième de la distance du centre de la terre à sa sur-

face, et comme cette distance n'est que d'un peu plus de six millions de mètres, le soulèvement ne serait que de deux tiers de mètre tout au plus.

Notez que j'ai supposé la lune immobile et produisant tout l'effet qu'elle peut produire avec le temps, tandis qu'en réalité elle passe successivement au-dessus des divers points de la terre, et qu'elle répartit successivement sur tous sa force soulevante, déjà très faible. Dans toutes les mers largement ouvertes, les marées des océans sont peu de chose, et l'on peut considérer le fluide intérieur de la terre comme une mer sans rivages aussi bien que notre atmosphère, dont les marées sont de même presque imperceptibles au baromètre. Admettons jusqu'à un mètre pour la force avec laquelle les deux astres qui tourmentent continuellement nos grands océans agiraient sur la terre; pense-t-on que l'enveloppe continentale se déformât pour un poids de terrain dont l'épaisseur serait d'un mètre, et cette surcharge en plus ou en moins pourrait-elle faire craquer une couche compacte de 60 kilomètres d'épaisseur? Quelques météorologistes ont cru remarquer que les tremblemens de terre s'étaient manifestés en plus grand nombre à l'époque des syzygies, où les actions de la lune et du soleil conspirent; mais ces actions sont si faibles, que deux actions pareilles ne produiraient pas plus d'effet qu'une seule. Si on attelait un chat à une voiture pour la traîner, croit-on qu'on la mobiliserait davantage en y attelant deux chats ou même une douzaine de ces faibles animaux?

En résumé, la terre est une grande machine électrique, un grand appareil de Volta. Elle engendre en elle-même les courans qu'elle fait circuler de l'est à l'ouest. Ces courans en font un grand aimant semblable à ceux qu'Ampère a construits avec des fils convenablement pliés et parcourus par le courant voltaïque. Ces courans terrestres ne sont nullement hypothétiques. On peut les dériver dans des fils conducteurs soudés à des plaques métalliques enfoncées sous le sol, et même on les a fait travailler, par exemple pour entretenir indéfiniment le mouvement d'une horloge sans avoir besoin de la remonter. Plusieurs personnes ont pensé que ces courans, qui agissent si énergiquement sur l'économie organique, étant modifiés par l'action du soleil et par les influences météorologiques, pouvaient agir en bien ou en mal sur la végétation et sur la santé publique. Que répondre à toutes ces questions, d'ailleurs fort importantes? Comme le faisait souvent Lagrange, le géomètre sans pair : « Je ne sais pas. » On peut encore dire comme Charles, l'excellent physicien et expérimentateur : « Adressez-vous à Dieu; il n'y a que lui actuellement qui sache cela. »

BABINET, de l'Institut.

L'ESPAGNE

SES FINANCES ET SES CHEMINS DE FER

La situation financière de l'Espagne appelle l'attention à un double titre. Ce n'est plus seulement la nation espagnole, c'est notre pays même qui est intéressé à la bien connaître, car le mouvement qui emporte nos capitaux au dehors, mouvement regrettable peut-être, mais irrésistible, ne se dirige plus uniquement vers le centre et le nord de l'Europe (1) : il se porte aussi vers le sud, et va, au-delà des Pyrénées, donner l'essor à ces grands travaux publics dont chaque peuple à son tour sollicite le bienfait.

Mais dans cette Espagne agitée par tant de révolutions successives, de telles entreprises ne sont-elles pas exposées à des difficultés insurmontables? N'avons-nous pas à craindre de ne retirer aucun fruit de notre intervention? Peut-être serait-il aisé de prouver le contraire, de montrer que notre capital, en se dirigeant vers nos frontières du sud-ouest, n'obéit pas seulement à une généreuse et aveugle sympathie, et qu'il est encore déterminé par un motif moins méritoire peut-être, mais dont il faut bien tenir compte, — la certitude d'un profit légitime. Aussi, en examinant, au point de vue français surtout, la situation financière de l'Espagne, j'espère arriver à des conclusions également favorables pour l'avenir de ce pays d'abord, puis pour les intérêts étrangers, dont la cause ne doit pas aujourd'hui être séparée de la sienne.

(1) Nous avons déjà suivi ce mouvement au-delà du Rhin, en Autriche, où le concours des capitaux français a été si profitable; voyez l'étude sur *l'Autriche, ses Finances et ses grandes entreprises d'industrie,* livraison du 15 juillet 1856.

L'instabilité à laquelle sont soumises les institutions politiques de l'Espagne est, il faut le reconnaître, un grave sujet d'inquiétude qui semble devoir éloigner toute entreprise fructueuse et durable: mais cette instabilité tient à des causes matérielles que le concours de nos capitaux serait précisément appelé à faire disparaître. La double difficulté qui s'est opposée jusqu'ici en Espagne à l'établissement d'un gouvernement fort et incontesté, c'est d'une part le manque d'unité morale qui résulte des usages et des traditions de l'esprit provincial en lutte contre le système de centralisation nouvellement inauguré, de l'autre l'absence d'unité matérielle et territoriale, conséquence du défaut de communications faciles entre le centre et les diverses parties du royaume. Qui ne voit qu'en remédiant au second de ces maux intérieurs, on fera disparaître le premier plus sûrement que par tous les procédés législatifs et les sévérités administratives? Si d'ailleurs les voies de communication sont nécessaires pour établir l'unité en Espagne, elles le sont bien plus encore pour maintenir l'ordre, pour assurer l'action du pouvoir central sur tous les points du territoire; elles sont, en un mot, un besoin social autant que politique. Or, puisque la tâche principale qui appelle en Espagne les capitaux étrangers est la création d'un bon système de viabilité, on peut dire que ces capitaux portent en eux-mêmes le remède au seul mal qui doive exciter sérieusement leurs défiances.

Le mauvais état des finances publiques, fruit des bouleversemens intérieurs, ne saurait être un motif d'appréhensions aussi vives. Par cela seul qu'il est une conséquence, il doit disparaître avec la cause qui l'a produit, et quoique pour le moment il y ait lieu de s'en préoccuper, quiconque voudra ne pas reculer devant un examen sérieux des charges financières que le passé a léguées au gouvernement actuel pourra se convaincre qu'à côté d'immenses difficultés, on rencontre des réformes possibles et des chances certaines de progrès.

C'est cet examen que je vais aborder, et après avoir énuméré les embarras du trésor espagnol et les ressources qu'il possède pour y faire face, il sera facile de rechercher à quelles conditions les capitaux étrangers, combinés avec les forces nationales, assureront la régénération matérielle d'un pays appelé à en recueillir des avantages moraux et politiques du plus haut prix.

I. — ÉTAT DES FINANCES ESPAGNOLES.

Aucune étude ne présente plus de difficultés et d'obscurités que celle des finances espagnoles, et il paraît presque impossible de

suivre depuis son origine jusqu'à nos jours la dette publique de la Péninsule dans ses accroissemens successifs, dans ses réductions forcées et ses transformations multiples, sans omettre quelques-uns des élémens qui la composent. Établie par des pouvoirs hostiles et des gouvernemens contraires, reconnue par les uns, niée par les autres, la dette espagnole se présente aux yeux de l'étranger comme un de ces passifs que l'examen d'un vérificateur intéressé peut étendre indéfiniment. Malgré des mesures successives qui ont toutes prétendu produire le résultat si désiré d'une régularisation définitive, il n'est pas jusqu'aux nomenclatures bizarres des obligations dont est composé le tableau de la dette espagnole qui ne découragent et ne rebutent celui qui voudrait en analyser les diverses parties. Sans avoir la prétention d'en offrir une étude complète, il est permis d'en donner un aperçu à peu près exact. Je commence donc par emprunter à la cote des valeurs leurs dénominations, et j'essaierai ensuite de revenir à l'état actuel de la dette, après avoir passé par les transformations nombreuses qu'elle a subies.

En ouvrant un journal espagnol, on lit à l'article *Bourse* les titres suivans : « 3 pour 100 consolidé, — 3 pour 100 différé; — dette amortissable, première classe; — amortissable, deuxième classe; — *matériel préféré* et *non préféré* avec intérêts, — matériel sans intérêts, — dette du personnel. » Deux emprunts récens sont également inscrits sur la cote des valeurs : le premier, désigné par le chiffre pour lequel il a été émis, 230 millions de réaux; le second, portant le nom du ministre qui l'a proposé, M. Domenech. Enfin on voit classées, sous le nom d'emprunts de *fomento*, plusieurs émissions de titres destinés à l'établissement des routes, des canaux, des chemins de fer, et représentés par des actions de 250, 500 et 1,000 fr., avec intérêt de 6 pour 100.

Quelques explications sont nécessaires pour faire comprendre le sens de ces dénominations. Le 3 pour 100 consolidé signifie la rente portant un intérêt assuré et définitif de 3 pour 100; par 3 pour 100 différé, on entend la rente qui ne produit pas encore l'intérêt entier de 3 pour 100, et qui n'en jouira que dans un certain délai. La première rente vaut aujourd'hui à peu près 40 pour 100 de sa valeur nominale, la seconde 25, et rapporte seulement 1 1/4 pour 100. La dette amortissable de première et de deuxième classe ne rapporte aucun intérêt, mais elle est appelée à disparaître bientôt par suite d'un amortissement successif assez élevé. Il va sans dire que la dette amortissable de première classe est composée d'obligations dont l'origine et la nature ont paru mériter la faveur d'un amortissement plus rapide que celui dont jouit la deuxième classe. De là une différence dans le prix de ces deux catégories de dette amortissable : la première se

négocie à 11 ou 12 pour 100 de sa valeur nominale, la seconde seulement à 6 ou 7. La dette du matériel préféré ou non préféré avec intérêts représente des obligations contractées par le trésor dans des circonstances critiques et pour des besoins urgens. Le trésor espagnol, dans ce cas, a émis des bons garantis ou non par des gages particuliers et des revenus spéciaux : de là les noms de *préférés* et *non préférés*. La valeur de ces bons est devenue à peu près la même, les gages ayant été distraits de leur objet : ils se négocient à 44 pour 100 de leur valeur nominale, tandis que le matériel sans intérêts n'en représente guère que 34. Le taux assez élevé de ces bons se justifie par l'importance de la somme affectée à l'amortissement. Quant à la dette du *personnel*, dont le nom explique suffisamment l'origine, dette qui ne rapporte aucun intérêt, et qui est aussi amortissable, elle ne vaut guère que 12 ou 13 pour 100 de son capital nominal.

Il importe de faire remarquer en outre que la dette de l'Espagne se divise en dette intérieure et en dette extérieure. Le taux de cette dernière, représentant les emprunts faits hors du pays, varie suivant les places où elle se cote. La dette intérieure ou extérieure se subdivise encore en dette convertie ou non convertie, selon que les créanciers du gouvernement espagnol ont accompli ou non les formalités requises pour l'échange des anciens titres contre les nouveaux, créés par les diverses transformations dont il sera question plus loin.

L'ensemble de toutes ces obligations s'élevait, au commencement de l'année 1856, à 13,506 millions de réaux (1), et dans le budget de la même année le service annuel de la dette nécessitait une allo-

(1) Les 13,506 millions de réaux formant le capital de la dette se décomposaient ainsi :

3 pour 100 consolidé converti	intérieur	3,589,000,000 rx.
	extérieur	713,500,000
3 pour 100 consolidé non converti		167,500,000
3 pour 100 différé converti	intérieur	1,610,000,000
	extérieur	3,164,000,000
3 pour 100 différé non converti (surtout extérieur)		2,433,500,000
Dette amortissable intérieure	1re classe	282,500,000
	2e classe	220,000,000
Dette amortissable extérieure		888,500,000
Actions de chemins de fer		192,000,000
Actions des grandes routes		187,500,000
Billets du matériel, bons du trésor préférés	avec intérêts	10,000,000
Bons du trésor non préférés	avec intérêts	38,000,000
Billets du trésor préférés et non préférés sans intérêts		10,000,000
	Total	13,506,000,000 rx.

cation de 261 millions de réaux, amortissement compris (1). Au 1er novembre 1856, le total de la dette espagnole, d'après un organe officiel (2), n'est plus que de 12,708 millions, et l'intérêt à servir s'élève à 205 millions sans amortissement (3).

A ces chiffres il faut ajouter l'emprunt tout récemment adjugé à Madrid, enfin le montant de la dette flottante, qui, pour n'être pas consolidée et liquidée, n'en doit pas moins figurer au passif de l'état. L'importance de ces diverses obligations sera déterminée plus tard; pour le moment, il est permis de porter approximativement l'ensemble de toute la dette espagnole à 16 milliards de réaux, soit 4 milliards de francs, en raison de ce que le gouvernement devra nécessairement allouer pour faire cesser toute réclamation étrangère. Maintenant comment la dette est-elle parvenue à ce chiffre, ou plutôt comment ne l'a-t-elle pas dépassé? Quelle est l'histoire, en un mot, des emprunts contractés par le gouvernement espagnol, des réductions, des transformations successivement introduites? C'est ce que nous voudrions exposer aussi brièvement que possible.

Les plus anciens emprunts espagnols remontent, dit-on, au XIIIe siècle et au roi Alphonse XI; mais c'est seulement au règne d'Isabelle et de Ferdinand et aux dépenses faites pour la conquête de Grenade qu'on reporte l'origine de la première dette perpétuelle, appelée *los juros*. Les *juros* n'étaient autre chose qu'un gage donné à perpétuité sur les revenus de la couronne : ils furent très recherchés d'abord, mais les princes de la maison d'Autriche en firent un

(1) Dans la somme générale de 261 millions destinée au service de la dette étaient compris les intérêts de la dette flottante, etc.; on affectait :

1° Au paiement des intérêts de la dette consolidée.....	112,000,000 réaux.
2° A l'intérêt annuel de la dette différée.....	64,000,000
3° A l'amortissement de la dette amortissable.....	18,000,000
4° Pour l'intérêt des actions de chemins de fer.....	13,000,000
5° Pour l'intérêt et l'amortissement des actions de routes...	17,000,000
6° Pour l'intérêt et l'amortissement des billets du matériel..	10,000,000
7° Pour l'amortissement de la dette du personnel.....	12,000,000
Total.....	246,000,000 réaux.

(2) La *Gazette de Madrid* du 3 novembre.

(3) La principale cause de la différence qui existe entre le total de 1856 et celui de 1857 provient du montant de la dette non convertie, portée dans le premier à un chiffre bien plus élevé que dans le second. Comme cette dette est surtout extérieure, il est à craindre que le dernier document ne contienne quelque erreur au préjudice de l'étranger. Il faut observer en passant qu'il est bien difficile d'arriver à un résultat incontestable quand il s'agit de la dette espagnole, et c'est pour cela que j'ai tenu à donner ces deux totaux fort différens, et qui ne sont peut-être tout à fait exacts ni l'un ni l'autre. Ainsi dans le premier ne figure point le chiffre de la dette du personnel, portée pour 112 millions dans le second. Or le montant de cette dette n'est point connu, et s'élève de jour en jour.

grand abus, Charles-Quint pour les besoins de sa politique impériale, Philippe II pour entretenir la guerre des Flandres. Aussi en 1625 voit-on l'intérêt des *juros* réduit à 5 pour 100; quelques prêts sont même déclarés nuls comme usuraires, des catégories politiques et religieuses sont établies entre les prêteurs, les créanciers ecclésiastiques, bien entendu, demeurant les préférés. Enfin dans les dernières années du XVIIe siècle les intérêts des *juros*, qui s'élevaient à la somme de 64 millions de réaux pour un capital versé de 1,260 millions, ne sont plus acquittés, et les *juros* eux-mêmes se négocient avec une perte de 94 pour 100.

La maison de Bourbon à son avénement trouvait les finances espagnoles dans une triste situation; elle l'aggrava encore, grâce aux difficultés soulevées par la guerre de succession. A la paix d'Utrecht, l'intérêt des *juros* fut abaissé de 5 à 3 pour 100. On déclara bien, il est vrai, que les 2 pour 100 retranchés serviraient à l'amortissement du capital; mais au bout de quatre ans l'amortissement cessa, et la suppression d'intérêts n'en subsista pas moins. En ce moment et par suite de cette réduction, la rente payée pour la dette n'était que de 18 millions de réaux; à la fin du règne de Philippe V, de nouveaux emprunts en avaient rehaussé le capital à 1,100 millions. Ferdinand VI remboursa 78 millions de réaux aux créanciers de l'état, et laissa à sa mort un encaisse de 300 millions de réaux. Charles III, surnommé à juste titre *le bienfaisant* pour la prospérité intérieure dont il dota l'Espagne, commença par réduire de 320 millions les dettes laissées par Philippe V. Plus tard, entraîné par la France à prendre parti contre l'Angleterre dans la guerre de l'indépendance américaine, il se vit réduit non-seulement à contracter de nouveaux emprunts, mais encore à recourir à la dangereuse mesure de la création du papier-monnaie. La première émission en fut faite en 1780, et se monta à la somme de 148 millions de réaux à 4 pour 100 d'intérêt, amortissables en vingt ans. Le total du papier créé par Charles III ne tarda pas à s'élever à 533 millions de réaux, et c'est sous son règne qu'eut lieu la première vente de biens ecclésiastiques, après l'expulsion des jésuites, et que fut imposée au clergé la première contribution sous le nom de *subsidio ecclesiastico*. Cette double mesure reçut la sanction papale.

Si l'alliance française venait de coûter cher à l'Espagne, l'alliance anglaise lui fut bientôt encore plus onéreuse. En effet, la paix une fois faite par Charles III, les fonds espagnols avaient encore été recherchés avec une prime de 1 ou 2 pour 100; mais lorsque la politique vacillante du débile Charles IV engagea son pays dans la ligue formée par l'Angleterre contre la révolution française, la situation du trésor espagnol empira au-delà de toute expression.

En 1796, les recettes descendirent de 675 millions de réaux à 478, et les dépenses montèrent de 1,117 à 1,442. Pour une seule année, le découvert ne fut pas moindre de 820 millions de réaux; à la paix d'Amiens, il atteignait le chiffre de 4 milliards 800 millions de réaux. Aussi les fonds espagnols étaient-ils tombés au prix de 53. Émissions de papier, emprunts avec obligations et lots tirés au sort, tous ces moyens, dont les dénominations semblent empruntées à la langue de la spéculation moderne, furent employés pour subvenir aux dépenses d'une politique extérieure insensée et d'un régime intérieur méprisable. Les communautés religieuses, le commerce furent mis à contribution; on eut même, pour la première fois, recours à l'étranger, et les banquiers d'Amsterdam prêtèrent au gouvernement espagnol 48 millions de réaux en 1799, et 36 en 1801.

En 1804 cependant l'Espagne revenait à l'alliance française, ou pour mieux dire l'Espagne ne s'appartenait plus. L'empereur Napoléon lui avait d'abord imposé le joug de son alliance; bientôt il fit plus, il lui donna un de ses frères pour roi. Aussi dès 1808 la dette espagnole s'élevait à 7,200 millions de réaux. Le papier-monnaie, qui en 1806 perdait déjà 49 pour 100, se négociait à 72 pour 100 de perte en 1808, en 1809 à 90, et en 1811 à 96 pour 100. On sait quelle fut la fin de cette coupable exploitation d'un peuple et par quels héroïques efforts l'Espagne recouvra son indépendance. De tous les souvenirs mémorables laissés par une guerre qui dura six mortelles années, je ne veux en rappeler qu'un seul qui se lie plus étroitement à mon sujet. Depuis trois ans, la dette publique restait en oubli, les intérêts n'étaient point payés : acculés à l'extrémité de la Péninsule, prêts à porter au-delà de l'Atlantique les restes d'une nationalité qui n'avait plus qu'une ville pour abri, les représentans constitutionnels du peuple espagnol n'en promulguaient pas moins à Cadix le décret du 13 septembre 1811, par lequel toutes les dettes tant anciennes que nouvelles étaient solennellement reconnues; une capitalisation de 1 1/2 pour 100 était accordée pour tous les intérêts non touchés, et on y trouvait même exposées à l'avance, et dans la prévision du rétablissement de la paix, les règles les plus efficaces pour la bonne administration des ressources de l'état.

La paix vint en effet justifier la confiance de ceux qui dans les jours les plus mauvais n'avaient pas désespéré du crédit, c'est-à-dire de l'honneur financier de l'Espagne. Le papier de l'état remonta alors au cours de 44 pour 100, mais la dette ne se trouva pas moindre de 11,735 millions, c'est-à-dire que la guerre de l'indépendance avait coûté 4 milliards et demi. A ce pays épuisé d'hommes, ravagé par les armées ennemies et alliées, dont les vaisseaux avaient coulé bas à Trafalgar à côté des nôtres, dont les

villes avaient été brûlées par la main de leurs habitans pour enlever tout abri à nos soldats, dont la terre était demeurée stérile pour ne pas nourrir ses envahisseurs, il ne restait qu'un seul bien, mais celui-là suffisait à ce peuple héroïque, — la liberté du sol même.

Dans ce rapide aperçu de l'histoire financière de l'Espagne, qui en est aussi l'histoire politique, on devrait, ce me semble, distinguer deux périodes, dont l'une se terminerait avec la guerre de l'indépendance, dont l'autre commencerait avec la restauration du pouvoir absolu. De ces deux moitiés d'un récit dont la seconde n'est pas moins lamentable que la première, il pourrait sortir un double enseignement donné par le passé à l'avenir, car l'Espagne présente le plus triste, mais aussi le plus instructif spectacle des conséquences que peuvent avoir pour une nation la mauvaise politique extérieure et la mauvaise conduite de son gouvernement à l'intérieur. On vient de voir ce que l'une a coûté à l'Espagne, on va voir quelles charges l'autre lui a léguées.

Sans doute les événemens par lesquels le règne de Ferdinand VII s'est signalé sont présens à toutes les mémoires, et la nomenclature des expédiens financiers destinés à combler un déficit sans cesse renaissant n'offre pas un grand intérêt. Cependant il est bon, pour nous surtout qui l'avons quelquefois oublié, de montrer ce que gagne un peuple à posséder une dynastie vraiment nationale; on ne saurait non plus mettre trop souvent sous les yeux du public les comptes des dépenses occasionnées par le règne des favoris et les caprices de l'absolutisme, ou par les excès révolutionnaires et les agitations sans cause et sans but. Les chiffres ont alors une éloquence irrésistible, et c'est à ce point de vue que je demande grâce pour les miens.

En reprenant possession, non-seulement de son trône, mais d'un pouvoir sans limites, Ferdinand VII parut d'abord animé de bonnes intentions, financièrement parlant; mais si le court ministère de D. Martin Garay avait pu faire concevoir quelques espérances, le mouvement de 1820 ne manqua pas d'attester bientôt les excès du pouvoir royal et d'aggraver le poids des charges publiques. La dette reconnue par les cortès s'élevait à 14,361 millions de réaux, auxquels il fallut ajouter les 2 milliards des quatre emprunts nationaux contractés au dehors, et dont le quart à peine fut perçu par l'Espagne.

Après l'intervention française, Ferdinand déclara nulles toutes les obligations souscrites par les cortès, mais se reconnut débiteur de 278 millions envers le gouvernement étranger venu à son aide, et il n'eut lui-même d'autre ressource, pour satisfaire aux charges publiques, que des emprunts toujours renouvelés et de plus en plus onéreux. M. Aguado fut l'habile prêteur chargé de pourvoir presque exclusivement aux besoins du roi d'Espagne, qui, malgré ses faciles

procédés de liquidation, greva la dette publique d'une nouvelle somme de 2,181 millions. C'est à la fin de ce déplorable règne qu'on voit contracter pour la première fois un emprunt de 3 pour 100 négocié en partie à 26 3/4 pour 100, et c'est également pendant cette courte période d'une vingtaine d'années que furent élaborés les trois premiers projets de règlement de la dette espagnole. Le dernier de ces essais, dus à l'initiative du gouvernement de Ferdinand VII, mérite d'être indiqué. Le grand-livre de la dette publique ne pouvait pas contenir plus de 200 millions de réaux de créances inscrites. Au-delà de ce chiffre, nulle espérance d'intérêt n'était permise. Après un remaniement qui avait pour but de décider quels seraient les créanciers privilégiés portés à ce nouveau livre d'or, tous les autres devaient attendre que le sort les appelât à y prendre place au fur et à mesure des extinctions produites par l'amortissement.

Les cortès, convoquées par la régente Marie-Christine, substituèrent à ce mécanisme ingénieux et économique, qui, sur une dette de 14 milliards, n'en reconnaît que 200 millions, un quatrième projet de conversion plus équitable, mais qui n'eut pas de plus heureux résultats. Enfin le fameux vote de confiance de 1836 laissa à M. Mendizabal la latitude absolue d'assurer par tel moyen qui lui semblerait convenable le sort de tous les créanciers de l'état.

Le moyen trouvé fut le désamortissement des biens ecclésiastiques, ou pour mieux dire la cessation du droit de main-morte, qui régissait toutes les propriétés appartenant à des corporations. Grâce à cette nouvelle ressource, le ministre des finances se flattait d'éteindre en cinq ans toute la dette courante et toute la dette non consolidée, dont une énorme quantité fut, dans le premier exercice, convertie en 5 pour 100 consolidé; mais dès la seconde année ce nouveau projet de règlement avait subi le sort des précédens, et de la loi de désamortissement il ne restait que la faculté de payer avec les anciens papiers de l'état les biens nationaux vendus publiquement.

A la fin de cette nouvelle guerre de succession qui éclata à la mort de Ferdinand VII, et qui ne coûta pas moins de 4 milliards, les embarras financiers de la Péninsule ne cessèrent pas, au contraire. La régence d'Espartero amena de nouvelles difficultés, et l'on eut plus que jamais recours à la triste ressource des anticipations. Enfin en 1845 l'Espagne put jouir d'un gouvernement plus stable, plus régulier, et elle montra alors pour la première fois quels progrès elle saurait réaliser sous un régime d'ordre et de légalité. En moins de cinq années, sous la sage administration de M. Mon, ministre des finances du cabinet présidé par le duc de Valence, l'assiette et la perception des impôts furent remaniées et établies sur des bases uniformes; une législation analogue à la nôtre remplaça les modes

bizarres et variés à l'infini des anciennes taxes locales. Grâce à ces réformes, les recettes s'effectuèrent avec exactitude, les dépenses furent ponctuellement acquittées, et après avoir, en entrant au ministère, trouvé un chiffre d'anticipation, tel qu'il n'avait été possible de le solder qu'au moyen d'une consolidation partielle, M. Mon, en quittant la direction des finances, laissait un budget réglé en équilibre.

M. Bravo Murillo suivit l'exemple du plus illustre de ses prédécesseurs en proposant une loi de comptabilité générale, destinée à réformer les habitudes vicieuses des agens du trésor. C'est à lui enfin qu'est due l'œuvre du règlement de la dette, entreprise trois fois de 1814 à 1834, tentée de nouveau par les cortès convoquées au début de la régence de la reine Marie-Christine, et essayée tout aussi vainement par M. Mendizabal. Cinq ans de mise en pratique de la loi du 1er avril 1851, au milieu de nouvelles et funestes complications intérieures, ont prouvé que cette loi était bien conçue, proportionnée aux ressources de l'Espagne et à peu près équitable à l'égard des intérêts nombreux et opposés qu'il s'agissait de satisfaire.

La loi de 1851 réduisit à 3 pour 100 l'intérêt de toute la dette espagnole; elle la divisa en dette perpétuelle et en dette amortissable. La dette perpétuelle 3 pour 100 se subdivisa en consolidée et en différée. La dette consolidée se composa de la dette actuelle 3 pour 100 intérieure et extérieure, et jouit d'un intérêt de 3 pour 100 payable en argent à Madrid et hors de l'Espagne. La première émission de 3 pour 100 avait été faite, on s'en souvient, à la fin du règne de Ferdinand; la seconde eut lieu sous la régence d'Espartero, pour consolider les intérêts des emprunts étrangers. La dette différée ne porta d'abord qu'un intérêt de 1 pour 100, qui, s'accroissant de 1/4 pour 100 tous les deux ans à partir d'une première période de quatre ans, doit être par conséquent complet au 1er juillet 1869. La dette différée comprit le capital de la dette consolidée intérieure et extérieure 5 et 4 pour 100, et la moitié des intérêts accumulés, échus et non payés jusqu'au 30 juin 1851; elle provenait de toutes les conversions précédentes qui avaient réduit en nouveaux 5 et 4 pour 100 consolidés, mais pour une partie seulement de leur capital, les anciennes obligations de l'état. La dette amortissable était divisée en deux catégories : la première comprenait les capitaux de la dette courante, de la dette provisoire, les bons non consolidés; la seconde, les dettes appelées *sans intérêts, passive* et *différée*, de 1831. D'autres stipulations firent rentrer dans la catégorie des dettes 5 et 4 pour 100, soit pour la totalité, soit pour une partie de leur capital, des créances diverses provenant de titres étrangers non convertis depuis les règlemens de 1831 et de 1834, ou des créances sur l'état pour avances,

réparations, dommages, etc., cotées aujourd'hui sous le nom de *billets du matériel* et du *personnel*.

Jusqu'à présent une seule objection a été soulevée contre ce règlement de la dette publique. Les emprunts étrangers, après avoir subi une conversion rigoureuse en 1831, ont été mieux traités dans l'opération de 1834. Or les porteurs de titres qui se sont empressés de souscrire en 1831 aux conditions posées se plaignent, et avec raison, d'avoir éprouvé un notable préjudice dont leur bonne volonté est la seule cause. En résistant comme les autres créanciers de l'état aux vœux du gouvernement, ils auraient fait leur situation meilleure : ils demandent en conséquence réparation de ce dommage.

Avant de poursuivre le résumé des embarras suscités au gouvernement espagnol par les troubles intérieurs des dernières années, il faut encore dire quelques mots du règlement de la dette de 1851. Le décret du 1er avril 1851 prescrivait un délai pour la conversion des anciens titres 5 et 4 pour 100 en nouveau 3 pour 100 différé, délai passé lequel les porteurs n'auraient droit au paiement des arrérages que six mois après la conversion de leurs titres. Ce délai a toujours été prorogé, et il reste encore une grande quantité de titres à convertir. Au commencement de 1856, la somme de ces valeurs non converties se montait à près de 2 milliards 1/2 de réaux. Le total au contraire des anciens titres de la dette publique qui ont été annulés par suite de conversion et d'amortissement, depuis le 1er avril 1851 jusqu'au 1er janvier 1856, et de la dette amortissable qui a été rachetée dans les adjudications, s'élève à 9,863 millions de réaux. La dette différée intérieure convertie figure dans ce chiffre pour 1,610 millions, et la dette différée extérieure convertie pour 3,164 millions.

On voit quels ont été les résultats de cette mesure. Jusqu'à présent les intérêts de la dette consolidée et différée ont été fidèlement payés, l'intérêt de cette dernière s'est accru de 1/4 pour 100 à l'expiration du terme fixé. Enfin l'amortissement de la dette amortissable de première et deuxième classe n'a cessé d'être effectué, même dans les jours les plus difficiles de 1854, et cet amortissement, opéré par voie de rachat en adjudication publique, a toujours été soldé en espèces. Depuis M. Bravo Murillo, la même somme est affectée à ce service annuel : 18 millions pour la dette amortissable, 10 millions pour les bons du trésor et pour les billets du matériel portant intérêt. On a vu encore plus haut que, dans le budget de 1856, une somme de 12 millions était destinée à l'amortissement des bons du personnel. Le taux moyen des rachats de la dette amortissable a été de 10 à 12 pour 100 pour celle de première classe, et de 6 pour 100 pour celle de seconde. On comprendra aisément avec quelle puissance l'amortissement pourrait

fonctionner, s'il continuait à opérer régulièrement. La dette amortissable intérieure et extérieure n'étant plus en effet au 1er janvier 1856 que de 1390 millions, au taux moyen de 9 pour 100 sur les prix actuels de 12 et de 6 pour 100, il suffirait, pour l'éteindre, d'une somme de 158 millions effectifs que l'on obtiendrait aisément avec cette annuité de 18 millions. Quant à la dette différée, dont l'intérêt de 3 pour 100 ne sera complet qu'en 1859, elle exigera une allocation au budget de 156 millions de réaux, au lieu des 64 qui lui sont consacrés aujourd'hui. Pour les billets du matériel avec et sans intérêts, évalués à 58 millions dans le tableau de la dette publique, le haut cours auquel ils se négocient (34 et 44 pour 100) est la justification des sommes proportionnellement considérables affectées à l'amortissement de cette dette, qu'il est permis de considérer dès à présent comme sans importance. Il n'en est pas de même malheureusement de la dette consolidée, dont le chiffre s'accroît de toutes les charges nouvelles que les emprunts, le déficit de chaque exercice, les anticipations de tout genre et le service de la dette flottante font peser sur le budget. En 1851, les arrérages du 3 pour 100 se montaient à 87 millions; en 1856, ils s'élèvent à 103 millions, en 1857 à 110. Cet accroissement de plus de 20 pour 100 est le résultat des derniers événemens qui ont agité l'Espagne. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié les troubles intérieurs qui, après trois changemens de ministère, ont amené la révolution de 1854 (1); ils en ont pu apprécier les motifs, quelques chiffres en montreront les conséquences.

L'année 1853 avait vu sous M. Llorente une première et modeste émission de 30 millions de réaux, et sous M. Domenech une large création de 800 millions de titres destinés à consolider la dette flottante. L'année suivante, le cabinet Sartorius fit décréter un emprunt forcé sous forme d'anticipation sur les contributions publiques, et émit des bons remboursables par huitième dans un délai de quatre ans, à 6 pour 100 d'intérêt. A peine le mouvement politique soulevé par ces procédés administratifs a-t-il obtenu victoire, que le ministre des finances se voit forcé d'émettre un capital nominal de 120 millions en rentes 3 pour 100 pour obtenir 40 millions effectifs. Quinze jours plus tard, le gouvernement se fait autoriser par les cortès à négocier 2 milliards de titres pour se procurer 500 millions de réaux. Cette nouvelle ressource reste improductive, et 230 millions de bons du trésor sont émis sous la forme d'un emprunt volontaire, qui devient, au bout de trente jours, *obligatoire*. Un an s'était passé à peine depuis la révolution de juillet, qu'avait fait éclater l'emprunt forcé imposé par le comte de San-Luis; cependant on doit

(1) Voyez sur l'*Espagne et la révolution de* 1854 la livraison du 15 juin 1855.

dire, pour ce qui concerne ce second emprunt forcé, que des souscriptions réellement volontaires le couvrirent à peu près entièrement.

Pendant cette période d'agitations et de troubles, inutile de se demander quel était l'état du trésor et comment il pouvait satisfaire à ses engagemens. M. Madoz, en prenant possession du ministère des finances, se trouvait en présence d'une dette flottante de 800 millions de réaux, et n'avait en ressources disponibles que 432,000 réaux ou 108,000 fr.; aussi fut-il obligé de recourir aux plus durs expédiens. On se souvient de cette séance des cortès dans laquelle il fut constaté que, pour se procurer une somme en numéraire, l'administration avait dû fermer les yeux sur la plus grave des irrégularités. Toutes les fois en effet que le gouvernement empruntait contre dépôt de titres, le prêteur recevait, outre les bons ou reconnaissances du prêt, un dépôt de valeurs publiques qui devaient lui servir de double garantie, mais qu'il lui était impossible de négocier. Or, dans les circonstances dont il s'agit, le gouvernement avait évalué ces titres à un taux inférieur au cours du jour et négligé de prendre les précautions légales qui en empêchaient la négociation, de telle sorte que les prêteurs n'eurent rien de plus pressé que de vendre et de livrer leur gage, et de profiter, au détriment de l'état, de la baisse qui suivit naturellement cette opération. A côté de ces malversations, qui, si elles n'incriminent en rien la probité de M. Madoz, sont la condamnation des époques troublées où elles peuvent se commettre, il convient de rappeler les souffrances de tous les créanciers de l'état. C'est ainsi qu'à la fin de mai 1855, on présenta aux cortès, au nom des veuves et des orphelins pensionnés par le *monte pio* (1) des juges de première instance, une plainte d'où il ressortait que depuis le 1er janvier aucun à-compte ne leur avait encore été distribué, et le journal *la España,* en mettant cette triste situation à la charge du parti progressiste, faisait remarquer que sous d'autres administrations on touchait presque toujours deux mensualités par trimestre!

Il est vrai, et c'est encore un point à noter dans les procédés administratifs de l'Espagne, que si la nécessité oblige quelquefois le gouvernement à ne pas payer ses dettes, jamais il ne marchande quand il ne s'agit que de les reconnaître. La générosité va même fort au-delà des bornes. En arrivant au pouvoir, chaque parti se plaît à indemniser ses adhérens des souffrances qu'ils ont endurées. En 1834, les fonctionnaires progressistes avaient été révoqués en masse, les officiers mis en non-activité; dix ans plus tard, tous furent rap-

(1) On appelle *monte pio* une caisse de retraite et de pensions alimentée par les retenues opérées à cet effet sur le traitement des fonctionnaires. Le non-service des obligations du *monte pio* constitue une véritable banqueroute.

pelés. On compta comme années de service les années passées dans l'inaction; on fit même plus pour les officiers : on leur donna un grade supérieur à celui qu'ils occupaient. Le général O'Donnell a reconnu, dans une séance des cortès, qu'il avait nommé pour cause purement politique 58 brigadiers, 12 colonels, 17 lieutenans-colonels, 142 commandans, 238 capitaines, etc. On sait d'ailleurs qu'en Espagne une nomination à un grade supérieur n'implique pas une vacance, et non-seulement on peut continuer par exemple à exercer un emploi de lieutenant avec un brevet de capitaine, mais on voit encore des officiers obtenir, à titre de récompense, des grades supérieurs dans une autre arme que celle à laquelle ils appartiennent. Dans l'artillerie, où l'avancement ne peut être donné qu'à l'ancienneté, un lieutenant qui ne remplit point les conditions d'âge exigées pour une promotion dans son corps pourra devenir même chef d'escadron dans la cavalerie ou ailleurs, et il aura, dans tous les cas où son service spécial d'artillerie ne l'obligera pas à remplir ses devoirs de lieutenant, les prérogatives de sa nouvelle dignité de chef d'escadron, qui lui assureront en certaines circonstances le pas sur le capitaine d'artillerie, auquel il est d'ordinaire subordonné. Outre les inconvéniens d'une pareille manière de procéder au point de vue de la discipline militaire, ces avancemens intempestifs, ces réintégrations rétrospectives dans des emplois non exercés, les droits qui en résultent pour la retraite, sont peut-être une des causes de l'accroissement de ce qu'on appelle en Espagne les *classes passives*. L'allocation des sommes destinées à payer les pensions, les retraites, les indemnités des fonctionnaires hors d'emploi ou de leurs ayant-droit, s'élevait en 1854 à 162 millions de réaux; en 1850, elle était déjà de 136. Il est vrai qu'à côté de cet article de dépenses on voit, comme compensation sans doute, figurer au budget annuel des recettes une somme assez notable provenant des retenues faites sur le traitement des fonctionnaires en exercice! Cette retenue est depuis l'année dernière de 13 pour 100, et elle frappe les classes passives elles-mêmes. C'est reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre.

Au milieu de ce désordre administratif et financier, comment s'étonnerait-on de l'accroissement incessant de la dette flottante, cette ressource ruineuse des mauvais gouvernemens? En 1851, la dette flottante montait à 341 millions de réaux, en octobre 1853 à 516. On la voit atteindre le chiffre de 650 en juillet 1854 et sous le ministère de M. Madoz le maximum de 820 millions. Une consolidation de 200 millions en a depuis lors abaissé le chiffre; mais dans l'exposé du ministre des finances de mai 1856, ce chiffre est encore de 627 millions, et le décret présenté par le ministère Narvaez, dont un des premiers soins fut d'assigner à la dette flottante de plus justes

limites, constate qu'à son avénement au pouvoir cette dette dépassait du double le chiffre de 1851. Au 1er janvier dernier, elle était descendue à 490 millions de réaux.

Faut-il, pour fortifier ces divers rapprochemens, mettre en regard les budgets espagnols de chaque année, et montrer le déficit s'accroissant avec les dépenses? En 1850, le budget ne présentait qu'un déficit de 6 millions de réaux, dû à des découverts antérieurs; mais depuis lors, quelle marche ascendante! Ce n'est point à dire que chaque année les propositions de recettes et de dépenses ne soient formulées avec une certaine apparence d'équilibre, malheureusement trop tôt démentie par les faits; mais entre les dépenses présumées et les dépenses effectuées il y a la même disproportion qu'entre les recettes prévues et les recettes réalisées. En 1851, les dépenses présumées sont de 1,449 millions de réaux, et les dépenses réelles de 1,527; en 1852, les premières étaient évaluées à 1,328 millions, les secondes montent à 1,480; 1853 présente les chiffres de 1,426 contre 1,542; 1854, ceux de 1,586 contre 1,760; enfin, au mois de mars 1855, la différence entre les dépenses présumées et celles qui devaient être effectuées atteignait 162 millions de réaux, et l'on avait à supporter comme dépense extraordinaire l'emprunt forcé de 230 millions de réaux, lequel devait être remboursé immédiatement. Les comptes de 1855 n'ont pas encore été apurés, mais on peut dire que les dépenses, évaluées à 1,498 millions de réaux, ont dépassé 1,700. Quant au budget de 1856, présenté par M. Bruil, les recettes étaient portées à 1,471 millions, et les dépenses tout juste à 1,470; mais à côté des dépenses ordinaires il fallait faire figurer les dépenses extraordinaires, dont le total n'était pas inférieur à 370 millions. On doit en outre grossir le chiffre du déficit du vide produit dans les recettes par la suppression de mesures adoptées par le ministère du duc de la Victoire et répudiées par celui du duc de Valence. Ainsi la loi de désamortisement, reprise en 1854, vient d'être de nouveau suspendue (1), et le *derrama*, substitué aux *consumos*, se trouve définitivement aboli.

On se souvient que la révolution de 1854 avait, sous le prétexte du soulagement des classes pauvres, aboli l'impôt de consommation, *consumos*. Pour compenser la perte de 156 millions de réaux que cette mesure faisait supporter au trésor, voici, après bien des tentatives, quels moyens le ministère Espartero avait adoptés. On commença par frapper la propriété territoriale d'une nouvelle charge

(1) Les biens vendus par suite de cette loi depuis le 1er mai 1855 jusqu'au 1er mai 1856 ont produit un milliard de réaux; les propriétés dont la vente vient d'être suspendue représentent encore, au taux des dernières adjudications, 5 milliards de réaux, soit 1,250 millions de francs.

de 50 millions de réaux. Or, en Espagne comme ailleurs, les petits propriétaires sont en majorité, attendu que sur 3,350,000 contribuables, 2 millions d'entre eux n'ont pas un revenu supérieur à 330 réaux par an, soit 80 francs, et 725,000 possèdent un revenu de 1,000 réaux, ou 250 francs seulement. On établit en outre un nouvel impôt, appelé *derrama* général (*derrama* veut dire répartition), sorte de contribution à la fois territoriale et industrielle qui devait fournir 80 millions de réaux, et qu'on laissait aux autorités locales le soin de répartir à leur gré. Si quelque chose pouvait surprendre en fait de mesures révolutionnaires, l'histoire du *derrama* serait des plus curieuses à signaler. M. Bruil avait eu le courage de proposer aux cortès le rétablissement des *consumos;* son successeur, M. Santa-Cruz, proposa la même mesure sous un autre nom, et le maréchal Espartero annonça solennellement aux cortès, le 18 mars 1856, qu'il faisait de l'adoption du projet ministériel une question de cabinet. Il était impossible en effet, sans la ressource du produit des *consumos,* de pourvoir aux dépenses de l'état; mais c'était le moindre souci de l'opposition, qui crut avoir trouvé en cette occasion le moyen décisif de renverser le ministère. Dans une réunion de députés progressistes, il fut décidé à la hâte qu'on substituerait au plan du gouvernement un impôt appelé *derrama* général, nom aussi vague que son objet, et qu'on y adjoindrait la ressource, beaucoup plus claire, d'une surcharge de l'impôt foncier. Le général Allende Salazar, ancien aide de camp d'Espartero, vint signifier au duc de la Victoire la résolution progressiste, et le cabinet joua à l'opposition le mauvais tour de l'adopter avec un empressement qui laissa chacun à sa place, mais dont le public dut payer les frais. Un organe conservateur a caractérisé ainsi le *derrama :* « Les progressistes avaient besoin de 80 millions de recettes; ne sachant où les trouver, ils se sont adressés aux provinces et aux bourgs, et les ont sommés de les leur procurer comme ils pourraient. » Le *derrama* n'a pas survécu aux inventeurs de cet expédient, et les *consumos* viennent d'être rétablis dans le budget de 1857; mais le déficit de 1856 n'en existe pas moins, et le nouveau ministère du maréchal Narvaez a dû, au bout de deux mois d'existence, contracter un nouvel emprunt de 300 millions de réaux effectifs qui coûteront au trésor bien près d'un milliard nominal. Enfin il a maintenu au budget de 1857 l'accroissement de l'impôt territorial voté par les cortès dans les circonstances qui viennent d'être rappelées. Et voilà les résultats de deux années de révolution : l'accroissement de l'impôt territorial, la dette flottante doublée, deux impôts forcés, des négociations de titres représentant un capital trois ou quatre fois supérieur aux sommes reçues, la dette de l'état accrue de plus de 3 milliards; enfin, pour

achever le tableau, les brigandages, les vols à main armée commis sur toutes les routes, les persécutions exercées à tour de rôle par chaque parti vainqueur jusque dans les localités les moins importantes, sans parler des luttes qui décimaient l'armée et ont ensanglanté les villes principales du royaume! Est-ce assez d'enseignemens? Et pourquoi tant de maux, tant de désordres? Ne semble-t-il point que les révolutions espagnoles n'aient été faites que pour procurer à tels ou tels un titre ou un grade? De changemens dans les choses, on n'en saurait découvrir de réels. Et quand on voit cette nation si sobre et si fière, dont les soldats se battent bravement même les uns contre les autres, dont les classes élevées ne manquent ni de patriotisme ni de lumières, végéter misérablement dans cette existence tourmentée par des querelles d'antichambre ou de boudoir, on se demande qui lui a soufflé cet esprit de vertige et d'erreur!

Mais est-ce tout? Après avoir précisé l'importance de la dette espagnole, montré les vides annuels du budget, établi en un mot les comptes du passé et la situation présente, n'y a-t-il pas à redouter les mêmes éventualités dans l'avenir? Le déficit en un mot n'est-il pas l'état normal de l'Espagne, et cette dette de 4 milliards de francs n'est-elle pas destinée à s'accroître indéfiniment?

Pour répondre à cette question, il convient d'examiner d'abord la nature et l'étendue des dépenses essentielles, ensuite la nature et l'étendue des ressources; puis il faut voir si les unes peuvent être diminuées et les autres s'accroître suffisamment. On se convaincra bien vite que les dépenses sont loin d'être portées en Espagne au chiffre que réclameraient les besoins urgens d'un grand pays. Il est hors de doute que les fonctionnaires ne sont pas rémunérés suffisamment, et non-seulement il importe de supprimer du budget des recettes la retenue opérée sur les traitemens, mesure que le ministère vient d'adopter à partir du 1er mars dernier, mais encore il faut élever d'une manière notable le chiffre des traitemens, si on veut améliorer le personnel des fonctionnaires : il est vrai qu'on devra d'autre part en diminuer singulièrement le nombre, et guérir, s'il se peut, l'Espagne de la manie des places, véritable maladie sociale aussi bien au-delà qu'en-deçà des Pyrénées. La plupart des services ministériels sont dotés avec insuffisance, et si les dépenses du ministère de la guerre ont été plus largement évaluées par le cabinet actuel, 20 millions de francs ne sont point une allocation convenable pour la marine. Après avoir été la première puissance maritime du continent, l'Espagne ne peut consentir à posséder seulement 93 bâtimens, dont 11 *transports* et 3 *pontons,* portant 945 canons, et à n'avoir que 32 bateaux à vapeur, comptés eux-mêmes dans ce modeste chiffre de 93 navires. Le ministère de *fomento,* qui comprend à

la fois les ministères de l'instruction publique, de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, était porté au budget de 1856 pour 30 millions de francs. Cette année, les dépenses ordinaires et extraordinaires du *fomento* s'élèvent à 45 millions de francs : c'est mieux assurément, mais cela ne saurait suffire dans un pays où tout est à créer au point de vue des communications. Si donc le gouvernement espagnol veut pourvoir à toutes ses obligations, entretenir la marine et l'armée sur un pied respectable, satisfaire les créanciers nationaux, apaiser les justes griefs du clergé, développer l'agriculture et le commerce, encourager l'industrie, entreprendre les grands travaux publics, ce n'est point avec la somme portée aux budgets antérieurs qu'il y parviendra, ce n'est point même avec celle du budget de 1857, qui s'élève à 1,800 millions de réaux. Il ne peut évaluer l'ensemble des dépenses normales à moins de 2 milliards de réaux ou 500 millions de francs. Si les dépenses actuelles doivent encore être portées plus haut, il s'en faut, comme on l'a vu déjà, que les recettes atteignent même aujourd'hui un chiffre suffisant. Le budget de 1857 présente encore un déficit de 240 millions de réaux, que pourra combler, on l'espère du moins, l'emprunt contracté avec une maison de Paris. Faudra-t-il donc avoir chaque année recours aux recettes extraordinaires? Assurément cela n'est pas possible, et puisque les dépenses ne peuvent être réduites, puisque l'on ne saurait faire indéfiniment usage de l'emprunt, il n'existe qu'une seule source où l'on doive puiser, l'impôt. C'est en un mot le revenu public ordinaire qui soldera les charges nécessaires de l'Espagne, si ce revenu peut sans inconvéniens donner un rendement supérieur.

Le revenu public se compose : 1° du produit de l'impôt foncier, de celui des patentes, des hypothèques, des mines; 2° du produit des impôts indirects, droits de *puertas et consumos,* qui frappent la viande, le vin, l'eau-de-vie, l'huile, etc.; 3° enfin des rentes des articles de régie et des revenus des douanes, etc. Dans le budget de 1856, les deux premiers articles de recettes étaient évalués à 144 millions de francs; le dernier, augmenté de la retenue sur les traitemens des fonctionnaires, s'élevait à 221 millions; — ensemble 365 millions de francs ou 1,460 millions de réaux. Dans le budget de 1857, les contributions directes ou indirectes figurent pour 160 millions de francs, les *rentas estancadas* et droits de douane pour 200 environ; 30 millions proviennent de différentes sources de revenus afférentes à chaque ministère, — ensemble 390 millions de francs ou 1,560 millions de réaux. La ressource de la retenue du traitement des fonctionnaires ne figure plus au troisième chapitre du budget, et les deux premiers présentent une augmentation de plus de 25 millions de francs sur l'année précédente. Cette augmentation a été

demandée d'une part à l'impôt direct, et prévue d'autre part sur un plus fort rendement des impôts de consommation. Dépasse-t-elle les facultés des contribuables? Pourrait-elle être portée ultérieurement jusqu'au chiffre indiqué plus haut comme digne de la grandeur de l'Espagne? C'est ce dont on se rendra facilement compte.

En comparant *à priori* le chiffre de l'impôt en Espagne par rapport à la population, on remarque qu'il est relativement faible. En France, chaque habitant paie à l'état 45 francs, en Espagne 25. La différence paraît encore plus sensible, si l'on oppose au nombre des habitans l'étendue des terres qu'ils possèdent. La France renferme 36 millions d'habitans sur 9,748 milles carrés, l'Espagne 16 millions sur 8,598 milles. — A production, à fertilité égale, l'impôt foncier pourrait en Espagne frapper chaque habitant plus fortement qu'en France. Or avec une étendue de territoire à peu près la même l'Espagne n'a supporté jusqu'à présent qu'un impôt foncier de 75 millions de francs, porté depuis deux ans à 87, mais qui ne s'élève encore à peu près qu'au quart de notre impôt foncier. Lorsque les moyens de communication seront ouverts dans toute la Péninsule, la terre augmentera de valeur dans une proportion très forte, et l'impôt foncier pourra, sans nulle injustice, être considérablement augmenté.

Les impôts indirects ou de consommation, que dans des vues de philanthropie étroite ou des calculs de stratégie parlementaire les cortès avaient abolis, et qui comptaient pour 35 millions de réaux dans le budget de 1856, sont estimés dans celui de 1857 comme devant fournir la plus large part des 25 millions de francs d'augmentation que les impôts directs et de *consumos* sont appelés à produire par rapport au budget précédent. Ces impôts ne peuvent manquer, ce semble, de donner lieu à des accroissemens de plus en plus considérables. L'exemple de la France est instructif à cet égard et mérite qu'on s'y arrête. Quelle progression dans nos impôts indirects! L'an dernier, ils s'étaient accrus de 100 millions de francs malgré la disette, l'épidémie et la guerre; cette année, ils rapportent encore 50 millions de plus malgré la liquidation des sacrifices de toute sorte imposés par les années précédentes et la diminution de l'épargne du pays. Sans doute chaque contrée a ses habitudes quant à l'impôt, et en Espagne on se persuade volontiers que le premier avantage à procurer aux contribuables est le dégrèvement de la consommation; mais, sans atteindre les objets de première ou d'absolue nécessité, que d'articles restent à imposer qui produiraient des ressources suffisantes pour assurer les services publics, cette condition non moins indispensable de l'existence des peuples! La perception des impôts indirects, qui dépendent de l'accroissement de

la richesse publique, s'étendant ou se resserrant avec elle, est moins lourde assurément que celle des contributions directes, laquelle frappe sans trève et sans discernement. Les états les plus avancés dans la science économique demandent aux contributions indirectes leurs principales ressources : ils savent qu'atteindre la production, c'est arrêter la richesse à sa source, tandis qu'imposer la consommation, c'est lui demander le prix de l'existence qu'elle doit à la garantie sociale. On peut donc, sans fixer un chiffre au revenu que l'Espagne devrait tirer des contributions indirectes, remarquer combien la charge actuelle est faible. L'impôt des *consumos,* qui ne produit pas, même dans les prévisions du budget de 1857, plus de 55 millions de francs, loin de mériter la haine que lui a vouée le parti progressiste, accuse au contraire une assiette ou une perception insuffisante.

Quant au produit des contributions que les Espagnols appellent éventuelles, le présent est une garantie de l'avenir. En quinze ans, les rentes de la régie, *rentas estancadas,* ont plus que doublé. Les droits de douanes n'ont pas suivi la même progression malheureusement, et la faute en est à la contrebande, ce fléau de l'Espagne; mais néanmoins le revenu des douanes s'est aussi amélioré. 1856 a donné sur 1855 un accroissement de 22 millions de réaux, de 48 sur 1854, de 39 sur 1853. Que n'obtiendrait-on pas, si on pouvait non pas même détruire, mais diminuer les effets de la contrebande! On évalue en général au tiers, sinon à la moitié, des objets consommés en Espagne ceux qui lui sont fournis par la contrebande anglaise, qui s'exerce sur tout son littoral et qui pénètre par la frontière de Portugal, ainsi que par la contrebande française, qui franchit les Pyrénées. Le remède le plus efficace à ce mal serait une révision des tarifs espagnols, protecteurs au-delà de toute mesure. Plusieurs modifications ont été introduites en 1841 et en 1849; mais quoique tous les partis reconnaissent la nécessité de soumettre les douanes à un régime plus libéral, quoique l'équilibre du budget dépende en grande partie de l'augmentation de leurs produits, si bien que chaque ministère a toujours présenté comme une ressource prochaine la modification des tarifs, cette question est restée pendante, et on n'a pas cessé de reculer devant une véritable solution. Les intérêts particuliers, faciles à effrayer en Espagne comme partout ailleurs, ne manquent pas de s'insurger toutes les fois qu'on fait mine d'abaisser les barrières qui s'opposent à l'introduction des produits étrangers; la contrebande elle-même est passée à l'état d'industrie nationale ayant droit à la protection, et les partis politiques ne se sont pas fait faute de ramasser à tour de rôle une telle arme, pour s'assurer, à tour de rôle aussi, une popularité de mauvais aloi.

Les cortès vont être appelées certainement à se prononcer sur une nouvelle révision, dont les conséquences ont même été évaluées pour l'équilibre à venir du budget, et déjà les intérêts éveillés commencent à s'agiter; déjà l'on peut prévoir que l'opposition ne manquera pas d'invoquer le besoin de protéger le travail national, reproduisant à son tour contre le parti modéré les accusations que celui-ci avait si peu épargnées à la politique progressiste. Tactique aussi commode que condamnable! Le développement de la contrebande prouve en effet d'une manière victorieuse la nécessité de remanier les tarifs, car la contrebande arrivée au point où elle s'exerce en Espagne, c'est à proprement parler le libre échange absolu, c'est presque l'introduction sans droits de ce que demande la consommation intérieure. Réviser les tarifs au contraire dans une proportion qui décourage la contrebande, c'est frapper d'un droit tous les objets qui pénètrent actuellement en franchise, et par conséquent encourager d'autant la production nationale. Réviser ainsi, c'est tenir le milieu entre la liberté absolue des échanges et cette prohibition barbare, dont l'abolition partielle en 1849, pour tous les tissus de coton par exemple, n'a pas ruiné l'industrie de Barcelone, la seule qui en Espagne mérite vraiment le nom d'industrie. Enfin, si la révision des tarifs est nécessaire pour le développement d'une industrie nationale, que les facilités de la contrebande empêchent de naître, elle est encore souhaitable en raison de la nature des ressources de la Péninsule et du caractère spécial des matières qu'elle offre aux échanges. Toutes les nations ne sont pas appelées à jouer le même rôle dans la production universelle : à celle-ci appartient la supériorité dans la mise en œuvre, à celle-là la supériorité dans la production des matières premières. Au point de vue industriel, la contrebande est mortelle pour l'Espagne; au point de vue de la production, la révision des tarifs dans un sens plus libéral est d'une impérieuse nécessité, puisque c'est par un commerce régulier et suivi avec les nations étrangères qu'elle pourra écouler les richesses naturelles de son sol.

Le trésor espagnol est donc loin de tirer tout le parti possible des trois principales sources du revenu public : l'impôt foncier, l'impôt indirect, le produit des régies et des douanes. Rendre ces sources plus abondantes et pourvoir ainsi à l'accroissement des dépenses urgentes, c'est là plus que toute autre la tâche du ministère actuel, et celle dont il paraît particulièrement capable. Sans parler des doctrines politiques du parti progressiste, les hommes d'état sortis de ses rangs se sont plus fait remarquer par leur intégrité (et ce n'est pas un médiocre mérite en Espagne comme ailleurs) que par leurs capacités administratives. Le parti modéré se distingue au contraire

par la supériorité des hommes d'état qui le dirigent; son premier passage aux affaires l'a bien fait voir. Aujourd'hui encore il lui appartient de faire résolûment triompher les vrais principes économiques et de doter le trésor de ressources effectives. On verra alors combien sera léger le poids de cette dette publique si compliquée; on pourra faire disparaître toutes ces distinctions de dette active, différée et passive, qui semblent comme un souvenir et une menace de banqueroute. La continuité des efforts qu'on a multipliés depuis cinq ans pour satisfaire aux conditions de l'opération de 1851 devrait suffire pour rétablir le crédit espagnol; mais avec un budget vraiment en équilibre, on arrivera moins laborieusement encore à ce résultat. Avec une augmentation des ressources publiques, on créera enfin tous ces grands travaux intérieurs nécessaires pour développer les richesses naturelles dont il nous faut examiner l'importance, comme la base des espérances que l'on peut fonder sur l'amélioration financière de l'Espagne et sur le développement moral et politique qui suivra le développement matériel.

II. — LES RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIELLES DE L'ESPAGNE.

C'est un lieu commun de parler des grandes forces productives de l'Espagne, de la merveilleuse fertilité de son sol, propre aux cultures les plus variées, où naissent spontanément les plantes de l'ancien et du nouveau monde. On n'ignore pas non plus que cette terre recèle d'importantes richesses minéralogiques, et que peu d'efforts suffiraient pour les mettre en valeur. Depuis quelques années cependant, ces notions générales se sont singulièrement précisées, grâce aux investigations récentes des ingénieurs français, qui ont exploré la Péninsule dans toutes ses parties et dressé l'inventaire exact des trésors qu'elle renferme. A ce propos n'y a-t-il pas à remarquer à quel point la France s'est substituée à l'Angleterre dans cette tâche de l'initiation des peuples étrangers aux entreprises industrielles? L'Autriche, l'Italie, l'Espagne ont confié exclusivement leurs grands travaux publics aux hommes éminens sortis de cette administration des ponts et chaussées et des mines que le monde entier nous envie; la Russie sollicite déjà leur concours, et, sans mettre en doute la valeur pratique des agens que l'Angleterre prêtait avant nous-mêmes aux nations moins avancées dans la culture des arts industriels, on peut reconnaître la supériorité scientifique, l'élévation morale et la probité sévère de nos ingénieurs, dont nous devons être fiers aussi bien que de nos soldats.

Dans une étendue de 8,598 milles carrés, l'Espagne renferme 16 millions d'habitans; la France en compte 36 millions sur un ter-

ritoire de 9,748 milles. Ce n'est point aux rigueurs du climat, aux ardeurs d'un ciel tropical qu'il faut attribuer l'infériorité de l'Espagne. Les provinces les plus peuplées sont en effet celles du nord, dont le climat est âpre et froid, et celles du midi, qui touchent à l'Afrique. Au nord, les Asturies renferment 510,000 habitans sur 173 milles carrés, et les provinces basques, 650,000 environ sur 246 milles. La Galice elle-même, un des pays les plus arriérés, compte 1,730,000 habitans sur 748 milles. Au sud, l'Andalousie, Murcie, Valence, renferment une population de 5 millions d'habitans sur une étendue de 2,221 milles, tandis qu'au centre les deux Castilles ne contiennent guère que 2 millions 1/2 d'habitans sur un territoire qui est en superficie le tiers de l'Espagne. L'Estramadure et la Manche sont encore moins bien partagées, et se trouvent cependant sous une latitude moins avancée. L'absence de population ne tient pas non plus à l'infertilité absolue du sol, car les quatre provinces qu'on vient de citer ont leurs ressources particulières : les Castilles produisent du blé en abondance, la Manche offre des parties on ne peut plus fertiles. Seulement, sur les plateaux élevés qui forment le territoire de ces provinces centrales, l'eau manque souvent, et il en est d'elles comme de ces gouvernemens intérieurs de la Russie dont le sol est cultivable et riche, mais où les habitans ne se répandent point à cause du manque des sources et de la rareté des pluies. On remarque en Espagne un rapport frappant entre le chiffre de la population et la proportion qui existe des terrains arrosables, *regadio,* aux terrains secs, *secano.* Les parties les moins habitées sont celles du centre, c'est aussi au centre que le *secano* domine. Dans la province de Badajoz par exemple, on trouve 3,000 *fanegas* de terres arrosées livrées à la culture contre 1,878,000 de terrains secs; dans la province de Ségovie (Vieille-Castille), 7,000 des premières contre 807,000 des secondes, et dans le royaume de Murcie, au contraire, on voit 74,042 *fanegas* de *regadio* contre 933,000 de *secano;* enfin dans la province de Saragosse, 144,600 contre 677,000. La pénurie des sources et le manque d'eau ne sont pas les seules causes de cette disproportion de population entre des provinces dont les plus exposées à l'ardeur du soleil sont les plus habitées : il y avait néanmoins à les signaler, parce que si la dépopulation de l'Espagne est le fruit de révolutions qui l'ont bouleversée, qui ont changé des contrées autrefois florissantes en déserts stériles, si en un mot elle est le fait de l'homme, on doit néanmoins se garder de croire que la nature n'y soit pour rien, et qu'une transformation radicale puisse s'y opérer. Les terrains de transition qui composent la plus grande partie des plateaux du centre de l'Espagne offrent au commencement de mai une floraison admirable; mais toute verdure dispa-

raît aux premières chaleurs de l'été, et c'est dès la fin d'avril que les innombrables troupeaux qui les habitent traversent les plaines de la Nouvelle-Castille pour descendre vers les bords des fleuves. L'homme, on le conçoit, vit difficilement dans ces pays qui se refusent à nourrir les animaux eux-mêmes, et le manque de population est un des élémens les plus réels de l'infériorité de l'Espagne. Toutefois l'incurie humaine a outrepassé les difficultés naturelles, et on pourrait, sous ce rapport, opérer de grandes améliorations : ces provinces du centre se prêteraient à des échanges considérables; les deux Castilles et la Manche pourraient être le grenier de l'Espagne, et des pays étrangers, l'Angleterre surtout, seraient appelés à s'y approvisionner largement, si l'état des communications le permettait.

La fertilité du sol, remarquable déjà au centre et au nord, devient exceptionnelle vers le sud, et il n'est pas besoin d'insister sur le développement certain que prendra la production des denrées de toute sorte, lorsque la population sera mieux répartie et lorsque les procédés de culture seront améliorés. Ce n'est pas seulement d'ailleurs en céréales, en vins, en produits agricoles de diverses espèces que l'Espagne abonde (1); elle semble être aussi l'une des contrées les mieux douées quant à la richesse des mines. Dans la production générale de la houille, l'Angleterre passe pour fournir plus de 60 pour 100, la France 8,65, l'Espagne, 0,12. En 1854, l'Angleterre a produit 64,000,000 de tonnes de charbon; aujourd'hui encore on compte qu'en Espagne l'extraction ne s'élève pas à plus de 200,000 tonnes. Et cependant plusieurs groupes houillers viennent d'y être étudiés qui ont fait naître les plus brillantes espérances. Le premier et le plus important de ces gisemens est situé dans les Asturies, au nord

(1) La France renferme 30 pour 100 de son territoire cultivable en céréales, l'Espagne 39 pour 100. La surface totale de l'une est à peu près égale à celle de l'autre, et le sol de la Péninsule n'est assurément pas moins fertile que le nôtre; néanmoins le rendement des céréales est en France de 182 millions d'hectolitres contre 66 en Espagne. La production de l'Espagne dans ses conditions actuelles suffirait néanmoins à la consommation du pays tout entier, et préviendrait le retour de crises alimentaires pareilles à celle qui vient de sévir, si l'état des routes ne s'opposait pas à tous les transports. D'après le bas prix des céréales sur les lieux de production, on peut juger du besoin indispensable que les producteurs et les consommateurs éprouvent d'en voir faciliter l'écoulement. En 1849, année d'abondance il est vrai, le blé se vendait 7 fr. 50 c. l'hectolitre à Medina del Campo, et 6 fr. 25 c. à Zamora (royaume de Léon); il valait 17 fr. 50 c. en Angleterre. En 1852, la vieille cité de Salamanque conservait invendu dans ses greniers le cinquième des approvisionnemens accumulés en 1853 à Odessa pour l'exportation. On pourrait citer aussi l'abondance des produits vinicoles dans la Péninsule, produits qui ne se rencontrent pas seulement dans les provinces méridionales, et qui se trouvent aussi dans la Manche, l'Aragon, etc.; mais ce serait nous écarter du plan de cette étude que d'insister ici sur le développement possible et trop prévu des richesses agricoles de l'Espagne.

de la chaîne cantabrique : il a produit déjà par année 80,000 tonnes d'excellent charbon, analogue en qualité au plus estimé; il en fournirait facilement 300,000 tonnes, plus par conséquent que n'en consomme l'Espagne tout entière, et on ne saurait dans l'avenir lui assigner de limites. Ce bassin houiller présente non-seulement une apparence magnifique par la pureté du charbon, par l'épaisseur et l'étendue des couches, mais il est placé dans une situation exceptionnelle, près du port de Gijon, avec lequel il communique par un chemin de fer de 35 kilomètres. Malheureusement ce port ne pourrait, sans de grands travaux, suffire aux nécessités d'une grande exploitation. La houille des Asturies alimente d'importans établissemens métallurgiques, Sama, Mierès (usines à fer), Paula de Lina (aciérie), Arnao, près Avilez (usine à zinc), Truvia (fonderie de canons appartenant à l'état, où la fabrication de tout ce qui se rapporte à l'artillerie est traitée avec une supériorité incontestable, mais qui est mal placée à cause de son éloignement du charbon).

Au sud de la chaîne cantabrique, sur le revers opposé, qui sépare la Vieille-Castille des provinces basques et des Asturies, se trouve une seconde zone houillère qui n'a pas moins de 100 kilomètres. On ne saurait prévoir jusqu'où elle doit s'étendre, puisque les dernières couches recouvertes au sud par les terrains qui forment les plaines de la Castille peuvent se prolonger indéfiniment au-dessous. Val de Rueda et l'Orbo sont les points où l'exploitation du charbon est appelée à prendre le plus de développement, parce qu'on y trouve les seuls passages possibles d'un chemin de fer de la Castille au littoral. On pourrait aussi relier ce bassin houiller au chemin de fer du nord de l'Espagne et à celui d'Alar del Rey à Santander, qui fait suite au canal de Castille. En tout cas, la découverte et la mise en valeur de ce second groupe de charbon, dont les qualités sont semblables à celles du premier, intéresse vivement la Vieille-Castille et les provinces du centre, entièrement dépourvues de combustible. Par malheur, tout y manque, habitations et habitans.

Le bassin houiller d'Espiel et Belmez, situé à une grande distance des deux premiers, sur les confins de l'Estramadure et de l'Andalousie, au pied de la Sierra-Morena, a été reconnu récemment, et ne paraît pas inférieur aux précédens. Le charbon même, d'une qualité plus résistante, se prêterait mieux à l'exportation; quoique l'exploitation commence à peine, on extrairait dès aujourd'hui très facilement plusieurs centaines de mille tonnes. La proximité de ce gîte houiller d'une des parties les plus riches en métaux de l'Espagne, son voisinage relatif de l'Océan par le Guadalquivir, ont fait considérer par le gouvernement comme une nécessité de premier ordre d'y amener une voie ferrée, et une concession spéciale a été faite à

cet égard; mais les moyens de réaliser facilement ce projet n'ont pas encore été trouvés : le charbon d'Espiel et Belmez se transporte, comme tout en Espagne, à dos de mulet, et l'exploitation d'ailleurs rencontre dans l'absence de population des difficultés très grandes. — Enfin on trouve encore des gisemens houillers, moins importans toutefois, dans la province de Cordoue, à huit lieues au-dessus de Séville, à Villa-Nueva-del-Rio, et surtout en Catalogne, à San-Juan-de-las-Abadesas.

Sans partager les illusions qu'a fait naître la découverte de ces diverses mines de charbon, sans croire qu'elles puissent jamais, par exemple, remplacer le charbon anglais au midi de l'Europe, il est permis de remarquer que, grâce à la bonne disposition des groupes houillers placés au nord, au sud-ouest et au sud-est de l'Espagne, ils peuvent se prêter à un merveilleux accroissement de la consommation intérieure, jusqu'à présent si réduite, et alimenter puissamment l'industrie nationale. On peut même aller jusqu'à supposer que le charbon des Asturies, une fois le port de Gijon agrandi, pénétrerait jusqu'à Bayonne et à Bordeaux. Néanmoins le charbon anglais, qui vient dans la Méditerranée comme lest, ne sera jamais supplanté par aucun autre. Chacun sait que Marseille, malgré le voisinage de la Grand-Combe et des houillères du Gard, consomme principalement du charbon anglais.

Après la houille vient le fer. Dans la production européenne du fer, où l'Angleterre entre pour 60 pour 100, la France pour 13, l'Espagne joue encore un rôle bien insignifiant, puisque sa production n'est que de 1/2 pour 100. Cependant la nature ne l'a pas maltraitée sous ce rapport. Dans les provinces du nord en effet, le minerai de fer est très abondant et de qualité supérieure. Aux environs de Bilbao, on le trouve en quantités prodigieuses, et les mines de Somorostro produisent un métal qui s'emploie avec avantage en Europe et en Amérique pour la fabrication de l'acier. Le commerce d'exportation pourrait prendre sur cet article des développemens très importans, si l'état des communications permettait un approvisionnement peu coûteux du combustible et facilitait la création de grandes usines. On a déjà cité celles de Mierès, de Savero, de Truvia; mais combien d'autres pourraient s'élever dans les Asturies, si riches en minerai de première qualité, dans la Galice elle-même, où se rencontrent tant de petites exploitations d'une même matière également abondante, mais inférieure, sur les deux versans enfin de la chaîne cantabrique, où la houille et le fer se trouvent côte à côte non-seulement dans les groupes principaux, mais partout où s'étendent les terrains anciens! Quoique l'industrie du fer ait déjà fait de notables progrès au nord de l'Espagne, et qu'elle suffise à peu près

seule à la consommation intérieure, il est certain que les établissemens montés avec toutes les ressources de la science moderne y sont encore trop rares, et qu'il y aurait un grand avantage à substituer aux petites exploitations, où prévaut la méthode catalane, des usines semblables à celles qu'ont créées sur la côte asturienne des compagnies étrangères. Florissante dans les Asturies et la Galice, où elle occupe un grand nombre de bras, l'industrie du fer décroît dans la Biscaye, où l'on emploie le charbon de bois; elle commence enfin à naître à l'autre extrémité de l'Espagne. Le sud-ouest renferme, comme nous l'avons vu pour la houille, de grandes richesses en minerai de fer oxidulé : on en trouve beaucoup en Estramadure et sur toute la côte méridionale jusqu'au cap de Gattes. Les usines de Marbella, de Pedroso en Andalousie, celle de Malaga, qui fait des expéditions en France, emploient dans des proportions encore minimes, il est vrai, une matière première dont on s'accorde à reconnaître la bonté. On rencontre enfin du minerai de fer dans la *sierra* de Moncayo, près de Calatayud, en Aragon, et ainsi se trouve placé près de la houille, sur les trois points principaux où elle gît, le métal qu'elle sert à transformer.

Après la houille et le fer, il convient de mentionner deux produits métallurgiques qui constituent pour l'Espagne une richesse déjà notoire, et aussi deux autres dont l'abondance a été révélée par de nouvelles investigations. On n'a pas besoin de rappeler que les mines de mercure d'Almaden étaient les plus riches du monde entier avant la découverte des mines de New-Almaden en Californie, et que l'exploitation des mines de plomb des Alpujarras a fait une véritable révolution dans le commerce de ce métal. En 1825, le changement de la législation des mines, qui interdisait toute exploitation particulière, souleva un mouvement dont rien ne saurait dépeindre l'activité. Dès 1826, 3,500 mines avaient été ouvertes dans les sierras de Gador et de Lujar. Le royaume de Grenade se trouva subitement transformé, et des populations qui, depuis l'expulsion des Maures, vivaient dans la misère la plus profonde s'enrichirent et se moralisèrent par le travail des mines. Avant 1820, les mines royales ne produisaient que 30,000 quintaux de plomb; en 1827, la production de ce métal était portée à 800,000. Aujourd'hui la production espagnole s'élève à 38,000 tonnes de plomb, le quart environ de celle du monde entier.

Quant au mercure, ce métal si cher, et aux mines d'Almaden, exploitées déjà du temps des Grecs, qui constituent pour l'Espagne une de ses plus incontestables richesses, et qui ont été, avec les revenus de Cuba, le plus sûr gage que le gouvernement ait eu à offrir à ses créanciers, il semble, quoique la production puisse s'étendre indéfiniment, que les plus beaux temps de leur fortune soient déjà

passés. De 1825 à 1849, la production moyenne a été de 20 à 22,000 quintaux. Depuis lors, elle ne s'élève guère qu'à 15. Cette diminution ne tient à aucune cause particulière aux mines d'Almaden. Le travail y est bien fait. Au contraire des industries du fer et du plomb, presque encore dans l'enfance, l'extraction du mercure se traite dans les conditions les plus convenables et les plus économiques; seulement la découverte des mines de mercure de la Californie, dont les produits luttent déjà au Mexique avec le mercure espagnol, a porté à ce dernier un coup très rude. Aujourd'hui la consommation du mercure en général est de 31,000 quintaux par an; le Mexique en réclame 12,000, l'Amérique du Sud 10,000, l'Europe 9,000 seulement. Almaden fournit encore 16,000 quintaux aux besoins industriels du monde, la Californie 7,000, et le reste de l'Europe, principalement Hydria en Carniole, 3,000; mais la Californie ne prendra-t-elle pas dans le commerce avec l'Amérique une part de plus en plus grande, au détriment de l'Espagne? C'est ce qu'il est permis de redouter. — A côté de la production du mercure, il convient de mentionner celle de l'argent. L'Espagne est le pays de l'Europe le mieux partagé comme producteur d'argent, puisque sur l'ensemble de 762,000 marcs d'argent fournis par l'Europe, elle entre pour 220,000 marcs, et ses mines ont encore un très grand avenir.

Mais si la Péninsule n'a plus à attendre tous les avantages que lui procuraient les mines d'Almaden, on peut fonder de grandes espérances sur les mines de cuivre et de zinc qui y ont été reconnues, et dont l'exploitation commence à peine. Dans la partie ouest de l'Andalousie, dans la province d'Huelva, on trouve des pyrites de cuivre en masses si considérables, que, nonobstant le peu de richesse du minerai lui-même, si on en tirait tout le parti possible, on verrait se produire pour le commerce du cuivre en général le mouvement qui a suivi l'exploitation du plomb dans le royaume de Grenade. Les Romains avaient déjà mis en valeur les mines du Rio-Tinto, qui coule à six myriamètres de Séville. Les Maures, en quittant l'Espagne, détruisirent les travaux qu'ils avaient entrepris, et le gouvernement espagnol, voulant favoriser la production du Nouveau-Monde, interdit toute exploitation dans l'ancien, contraignant Séville à aller chercher au Pérou et au Chili un produit que le Guadalquivir pouvait lui apporter. Réexplorées depuis quelques années seulement, les mines du Rio-Tinto appartiennent au gouvernement; mais à côté d'elles, une compagnie s'est établie sur un gisement non moins important, qu'elle saura certainement exploiter avec profit. La production universelle étant de 50 à 60,000 tonnes, on pourrait penser que l'exploitation des mines du Rio-Tinto, dont la richesse est énorme, modifierait singulièrement le commerce du cuivre. Malheureusement tout est à créer dans cette partie reculée de l'Espagne, la po-

pulation y fait défaut, et ce ne sera pas sans de grandes difficultés, surmontables d'ailleurs, qu'on pourra obtenir les résultats réservés à l'avenir.

Il n'en est point de même du zinc, qui a été reconnu dans la partie la plus peuplée de l'Espagne, dans la Biscaye et les Asturies. Aux environs de Santander existent des gisemens de calamine qui paraissent très importans. Dans les Asturies, à Arnao, près Avilez, dans une usine appartenant à une société franco-belge, on ne se borne pas à expédier la matière première, on la traite sur place, et bientôt on pourra livrer au commerce intérieur du zinc laminé. Ces gisemens de calamine, rapprochés des mines de houille, situés non loin des ports de l'Océan, dans des conditions favorables au commerce extérieur, et surtout au commerce de cabotage, pourraient être exploités dans de très grandes proportions. La production annuelle du zinc est de 45,000 tonnes environ, dont 10 ou 12,000 pour la Belgique, 6,000 pour les provinces rhénanes, 18 ou 20,000 pour la Silésie. Avec une exploitation intelligente du zinc récemment découvert, quelle ne serait pas la part de l'Espagne dans le commerce général! On y trouve en outre des gisemens de sulfate de soude naturelle qui paraissent très nombreux et très étendus, et dont l'exploitation peut produire aussi une révolution dans les industries qui emploient la soude.

Il est inutile de pousser plus loin cet examen des richesses naturelles de l'Espagne. On a pu s'assurer qu'elles se prêtent à un très grand développement commercial et industriel. Il importe seulement de faire remarquer que, pour l'obtenir, trois conditions essentielles restent à remplir : 1° la réforme de la législation vicieuse qui régit les mines, et a substitué un régime d'anarchie à la prohibition absolue qui frappait l'exploitation individuelle; 2° le concours du capital étranger, concours qui a été déjà fourni par la France dans les plus larges proportions, et que le gouvernement espagnol doit encourager de plus en plus; 3° enfin l'établissement d'un système complet de communications intérieures.

III. — LES CHEMINS DE FER EN ESPAGNE.

L'histoire des chemins de fer en Espagne offre à peu près les mêmes épisodes que dans les autres pays, et en particulier dans le nôtre. On y a passé, comme partout, d'une période de longs essais à une période d'engouement irréfléchi avant de prendre des allures plus régulières et plus assurées. Les deux premières concessions de chemins de fer datent de la fin de la guerre civile. La première a été faite en avril 1843 pour le chemin de Barcelone à Mataro, l'autre pour la ligne de Madrid à Aranjuez. La direction générale des tra-

vaux publics s'empressa alors de rédiger une formule de concession, un ensemble de conditions générales, et un modèle de tarifs présentés à deux pétitionnaires étrangers pour les lignes de Séville à Cadix, d'Avilès à Léon, et qui devaient être acceptés de même indistinctement par tous les solliciteurs de concessions. En 1845 et 1846, une quantité considérable de demandes fut produite et accueillie.

Toutefois ce bel effort ne fut pas de longue durée. La direction générale des chemins de fer n'avait eu en vue que des concessions définitives, et exigeait à l'avance le dépôt du dixième du capital nécessaire aux entreprises. Le gouvernement, dans l'ordre royal du 31 décembre 1844, introduisit l'article suivant qui ouvrit la porte aux concessions provisoires, devenues la source de tant d'abus : « Quand un concessionnaire présentera des garanties jugées suffisantes, on lui accordera un délai de huit mois et douze jours pour fournir les documens et accomplir les formalités nécessaires afin d'obtenir la concession définitive, et on lui réservera la préférence sur toutes les autres propositions pour la même ligne. » Qu'arriva-t-il alors? Il suffit de faire les frais du papier sur lequel était rédigée la demande pour obtenir un titre et éloigner des concurrens sérieux. On déposa d'abord une somme telle quelle en garantie de la demande, puis on ne déposa plus rien. C'est ainsi qu'en 1845 et 1846 toutes les lignes de chemins de fer praticables furent accordées provisoirement sans qu'aucun résultat sérieux s'ensuivît. Trois entreprises seulement survécurent : celle de Barcelone à Mataro, datant de 1843, — celle de Gijon à Langreo, — enfin une seconde concession substituée à la première pour le chemin de Madrid à Aranjuez.

Il fallut alors suivre une autre marche. Les conditions générales accordées par le gouvernement n'étant point jugées suffisantes, on entra dans la voie des sacrifices, et on consentit à garantir aux concessionnaires un minimum d'intérêt. La première faveur de ce genre fut accordée au chemin de Langreo à Gijon dans les Asturies. Les entreprises de Madrid à Aranjuez, de Madrid à Irun, d'Alar à Santander, du Grao de Valencia à Jativa, obtinrent le même secours. Seules, les petites lignes du réseau catalan autour de Barcelone furent concédées sans aucun sacrifice; mais les grandes lignes, qui intéressent vraiment la prospérité générale du pays, n'étaient l'objet d'aucune offre. Il fallut encore changer de système, et vers la fin de 1851 le gouvernement réserva pour les lignes secondaires les concessions provisoires, se décidant à faire construire à ses risques les principales lignes au moyen de marchés passés directement pour les travaux avec des entrepreneurs. La première application de ce système se fit au chemin d'Aranjuez, que l'état racheta de la compagnie concessionnaire, et dont il assura le prolongement vers Almansa et Alicante par un marché à forfait, passé pour les travaux avec don

José Salamanca. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans l'examen rétrospectif des traités de même nature, conclus pour beaucoup d'autres lignes, qui ont donné lieu aux plus graves accusations, et qui ont fourni le prétexte des mouvemens politiques couronnés par la révolution de 1854. On ne peut cependant s'empêcher de remarquer les vices de ces marchés, conclus à la hâte, à tant par lieue, sans plans, sans devis, sans études, qui entraînaient en définitive des créations de papier public non autorisées par les cortès. Dès 1853, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement était revenu sur ces mesures, et le conseil royal révisait toutes les concessions et tous les marchés. Après la révolution de 1854, les cortès poursuivirent l'œuvre de la liquidation du passé, et y apportèrent, on doit en convenir, du scrupule et de l'intelligence. Ainsi la ligne d'Aranjuez à Alicante, avec la partie rachetée par l'état en 1852, dont M. Salamanca avait obtenu l'entreprise, lui fut attribuée à titre de concession par une assemblée où ses amis politiques n'étaient pas nombreux. Les cortès régularisèrent toutes les concessions anciennes, annulèrent les marchés pendans, et promulguèrent une loi générale qui substituait au système vicieux des marchés directs et sans garanties la méthode irréprochable des adjudications publiques. Les cortès enfin se résignèrent aux sacrifices nécessaires pour attirer des adjudicataires sérieux; elles accordèrent de larges subventions, et firent pour l'Espagne ce que la loi de 1842 a fait pour la France. En venant ainsi résolûment en aide à l'industrie privée, en autorisant la création des sociétés de crédit, en appelant le concours de l'intelligence et du capital étrangers, la dernière assemblée espagnole a racheté en partie ses torts politiques. L'avenir doit lui tenir compte de ces actes dans la mesure du bien qui en résultera pour l'Espagne. Cette habile conduite a déjà porté ses fruits, puisqu'elle a permis la création d'associations puissantes dont il nous reste à examiner les projets en ce qui touche les chemins de fer.

A la fin de 1855, l'Espagne ne comptait que 818 kilomètres de *rail-ways* exploités ou en construction. On en trouve aujourd'hui 2,866, définitivement concédés, sur lesquels 507 exploités, 1,474 prêts à livrer ou en construction, 886 à l'étude et sur le point d'être entrepris. Le progrès est sensible assurément.

Ces 2,866 kilomètres se divisent ainsi. — Le chemin du nord de l'Espagne, c'est-à-dire de Madrid à la frontière française, par Valladolid, Burgos, Vittoria et Irun, avec le chemin d'Alar del Rey à San-Isidoro de Dueñas, comprend 731 kilomètres. — Le chemin d'Alar del Rey à Santander, qui fait suite au canal de Castille et s'embranchera nécessairement sur le précédent, a une longueur de 50 kilomètres. — A cette partie du nord, mais plus à l'ouest, appartiennent aussi les chemins d'Oviedo à Gijon de 12 et de Gijon à Langreo de

37 kilomètres. — Total des chemins concédés au nord de Madrid, 830 kilomètres.

Dans ce nombre, le chemin seul de Langreo à Gijon est en exploitation. Créé au moyen d'un capital de 50 millions de réaux et d'une subvention de 5,300,000 réaux, cette ligne, la plus ancienne de l'Espagne après celle de l'est de Barcelone, dessert les plus riches bassins houillers des Asturies : en 1855, elle a produit 8,000 francs bruts par kilomètre; les frais d'exploitation n'ont pas atteint plus de 30 pour 100. Pour obtenir un revenu rémunérateur, il faudrait que le port de Gijon fût agrandi.

C'est à l'est de l'Espagne et vers la France que les entreprises de chemins de fer ont été le plus multipliées. Entre Barcelone au nord-est, la cité industrielle par excellence, et au sud-est Alicante, dont le port se trouve en communication immédiate avec l'Algérie, on a tout d'abord songé à ouvrir des communications avec Madrid et les provinces du centre, comme aussi à développer les échanges locaux, si fructueux dans des localités riches et populeuses. Barcelone est ainsi depuis longtemps le centre d'un réseau de petites lignes qui tôt ou tard se poursuivront vers la France par Perpignan, vers Saragosse et Madrid, vers Tarragone et Valence. La plus ancienne de ces lignes est celle de Barcelone à Mataro, suivie de la ligne de Mataro à Arenys de Mar, d'une longueur de 36 kilomètres; un peu plus au nord se trouve le chemin de Barcelone à Granollers, de 29 kilomètres. Ces deux lignes sont livrées au public, mais ne sont destinées qu'à un service de banlieue; la première pourrait être poussée jusqu'à la frontière française par le bord de la mer; la seconde a été désignée comme devant servir de tête au chemin de Barcelone à Saragosse. La recette brute s'élève à 17,000 francs par kilomètre sur le chemin de Granollers, dont le capital social est de 6 millions, et à 29,000 pour celui de Mataro, dont la dépense ne dépassera pas 5 millions de francs. Enfin on doit mentionner la ligne de Barcelone à Martorell, d'une longueur de 27 kilomètres, dont 16 sont déjà exploités. Cette ligne coûtera 9 millions de francs, et rapporte 20,000 francs bruts par kilomètre. L'ensemble de ces *rail-ways* donne un total de 92 kilomètres et un revenu kilométrique moyen de 20,000 francs bruts, c'est-à-dire, en calculant les frais à 50 pour 100, un revenu net de plus de 5 pour 100 sur le capital de 20 millions de francs émis en actions. Si l'on considère le prix énorme du terrain aux environs de Barcelone, la mauvaise condition de ces lignes, qui, comme les deux premières, se font une vraie concurrence, la brièveté du parcours et le défaut d'importance de la destination, si enfin on remarque qu'elles n'ont été l'objet d'aucune faveur de l'état, ce premier résultat ne semblera point à dédaigner.

Le chemin de Barcelone à Saragosse, d'une longueur de 320 kilo-

mètres, a été concédé à une société de crédit de Barcelone : l'état doit payer en actions de chemins de fer le tiers de la dépense des travaux seuls. De Saragosse à Tarrassa, la ligne est à l'état de construction; de Tarrassa à Moncada, l'exploitation a lieu sur 21 kilomètres. Un premier calcul établi sur une section de 12 kilomètres a donné une recette brute de 20,000 francs par kilomètre. Barcelone possède enfin un petit chemin de ceinture concédé jusqu'à Sarria le 14 juillet dernier sur une étendue de 5 kilomètres.

Entre Barcelone et Alicante se trouvent la petite ligne de Tarragone à Reuss, d'une longueur de 11 kilomètres aujourd'hui exploités, qui a produit, sans que le service des marchandises soit encore organisé, 22,500 francs bruts par kilomètre, soit plus de 4 pour 100 du capital social, qui s'élève à 3,200,000 francs; — enfin les deux chemins du Grao de Valence à Jativa et à Almansa, dont l'exécution a été confiée à une seule compagnie, et qui présentent un développement de 131 kilomètres. La première section, celle de Jativa à Valence et au Grao, est en pleine exploitation; l'état lui a garanti une annuité de 7 pour 100; la seconde, celle d'Almansa à Valence, pourrait être livrée en partie à la circulation : elle formera un prolongement important de la ligne de Madrid à Alicante, qui va bientôt s'ouvrir elle-même jusqu'à Almansa.

Tout fait croire que ces lignes intermédiaires entre Barcelone et Alicante se joindront un jour entre elles, et serviront alors à un important trafic. Déjà la ligne de Tarragone à Reuss doit servir de tête à la ligne concédée, mais non encore entreprise, de Tarragone à Valence, d'une longueur de 280 kilomètres. On a remarqué que sur la section de Jativa au Grao le produit de 1856 avait présenté une augmentation de 24 pour 100 sur celui de 1855.

Vient enfin la seule ligne importante exécutée jusqu'à présent en Espagne, — c'est-à-dire celle de Saragosse à Madrid d'une part, de Madrid à Alicante de l'autre, — qui appartient à une seule compagnie, constituée récemment au capital de 120 millions de francs. Cette importante société, formée par des capitalistes éminens, à la tête desquels il suffit de nommer MM. de Rothschild, a obtenu la concession de 838 kilomètres, et en a soumissionné dès à présent 1,000 autres. La partie concédée comprend : 1° le chemin de Saragosse à Madrid, de 360 kilomètres; 2° celui de Madrid à Alicante, de 453 kilomètres; 3° celui enfin de Castillejo à Tolède, embranchement du précédent, de 25 kilomètres. La partie soumissionnée et concédée provisoirement, mais non encore adjugée, se compose des lignes de Madrid à Cordoue et à Malaga avec un embranchement sur Grenade (540 kilomètres), et de celle de Madrid à Badajoz (450 kilomètres), qui doit se relier au chemin de fer de Lisbonne à

la frontière espagnole. Enfin la même compagnie est en instance auprès du gouvernement espagnol pour obtenir la prolongation de la ligne de Saragosse à la frontière française, où elle se souderait avec notre réseau du midi.

De toutes ces lignes, celle de Madrid à Alicante est seule parvenue à un état qui permette un commencement d'exploitation. On a déjà pu livrer au public une étendue de 276 kilomètres. Sans traiter maintenant avec plus de détails tout ce qui a rapport à cette ligne importante, il faut d'abord achever la nomenclature des chemins concédés et en construction.

L'ensemble des voies ferrées qui forment le réseau de l'est de l'Espagne s'élève dès aujourd'hui à 1,678 kilomètres. Viennent ensuite les lignes du sud proprement dit, celles de l'Andalousie, peu nombreuses, peu avancées, et encore plus isolées que les précédentes des autres parties de l'Espagne. La plus ancienne, la seule exploitée jusqu'à ce jour est celle de Xérès au port de Santa-Maria, d'une longueur de 27 kilomètres, concédée à une compagnie constituée au capital de 3,250,000 fr., et qui a donné en 1855 un produit brut de 29,500 francs par kilomètre. La société générale de crédit (crédit mobilier Prost) a obtenu la concession de la ligne de Séville à Xérès, faisant suite à la précédente, d'une étendue de 100 kilomètres, et de celle de Puerto-Real à Cadix, d'une longueur de 31 kilomètres seulement. Enfin vient le chemin de Séville à Cordoue, d'une longueur de 130 kilomètres, concédé à la société générale de crédit mobilier espagnol (crédit mobilier Pereire). Il faut mentionner aussi la ligne de Cordoue au district houiller de Belmez et d'Espiel, d'une étendue de 70 kilomètres, sur laquelle aucun travail n'a encore été entrepris, et dont les études ne sont point terminées. Total : pour les lignes du sud, 358 kilomètres.

En jetant un coup d'œil sur l'ensemble de ces lignes concédées définitivement, on ne peut manquer de reconnaître l'importance de trois concessions principales : celle du chemin du Nord, qui joint Madrid au golfe de Gascogne et à la France; celle du chemin de Saragosse et d'Alicante, qui relie la capitale à la Méditerranée et sert à la jonction de Madrid avec les Pyrénées et Barcelone par l'Aragon; enfin, et quoique dans un degré inférieur, la ligne de Séville à Cordoue, qui part du point où le Guadalquivir cesse d'être navigable pour nouer les relations de l'Andalousie et de Cadix avec le centre du royaume. Cependant, après avoir constaté l'utilité de ces grandes lignes, on découvre bientôt ce qui manque à chacune d'elles, et ce qui manque par conséquent à l'Espagne pour constituer un réseau de voies ferrées national et complet. Ainsi la ligne du nord aboutit à la Bidassoa; mais comment rejoindra-t-elle le réseau français? Grave question qui intéresse encore plus l'avenir de l'Espagne elle-

même que l'avenir de la compagnie concessionnaire. La ligne du nord passe à Valladolid, à Burgos, à Vittoria, à Saint-Sébastien, au Port du Passage enfin, auquel l'empereur Napoléon voulait réserver les hautes destinées que la nature refuse à Bayonne; on peut dire qu'elle se relie au port de Santander par le chemin d'Alar del Rey et par le canal de Castille. Un court embranchement la conduira à Bilbao, le port de la côte nord de l'Espagne le plus propre à la grande navigation; mais, à partir de Santander, comment ouvrira-t-on les communications qu'il serait nécessaire d'établir avec les Asturies et la Galice, ces pépinières de travailleurs pour le reste de l'Espagne, ces deux provinces si riches en houille et en minerai de fer? Quelles facilités seront données aux relations de Madrid avec les grands ports de guerre du Ferrol et du Vigo, où réside l'avenir de la grandeur navale de la Péninsule, où se concentrerait peut-être le mouvement des voyageurs transatlantiques, s'ils pouvaient, à l'aide de chemins de fer unis au réseau européen, éviter les fatigues de la traversée de l'Océan le long de toutes les côtes de France et d'Espagne? Comment s'ouvriront enfin les débouchés indispensables aux produits agricoles des royaumes de Léon, de la Manche et de l'Estramadure? Ne voit-on pas tout de suite quelles annexes indispensables il convient de souder au chemin de fer du Nord?

Il en est de même pour la ligne de Saragosse à Madrid et de Madrid à Alicante. Déjà la compagnie concessionnaire a voulu pourvoir, par les demandes de concessions qui ont été citées plus haut, aux principales lacunes; mais poussera-t-elle jusqu'à l'adjudication ces demandes, parmi lesquelles on a omis jusqu'à présent un prolongement sur Carthagène, principal port de guerre de l'Espagne sur la Méditerranée? Osera-t-on entreprendre, à travers les Pyrénées, le raccordement du chemin de Saragosse vers notre réseau pyrénéen? Et l'onéreuse jonction avec le Portugal, qui ne peut être exécutée que par la vallée ou plutôt par le bassin du Tage, se réalisera-t-elle? Enfin le réseau andalou se poursuivra-t-il jusqu'au chemin de Madrid à la Méditerranée, assurant ainsi la communication de Bayonne à Cadix? Ce sont là des problèmes dont la solution ne peut être différée. Aujourd'hui, en supposant achevés les chemins concédés, l'Espagne n'est encore unie avec aucun des deux pays qui l'avoisinent, et sur les deux mers qui la baignent, elle n'a assuré la communication de sa capitale au nord qu'avec les ports les plus distans de Madrid, et au midi qu'avec les plus éloignées de ses colonies américaines. Enfin, avec une agrégation de provinces encore mal assimilées, et qu'il importe d'habituer le plus promptement possible aux lois de l'unité administrative, on peut dire que si les projets actuellement en cours d'exécution pourvoient à peu près aux

intérêts du nord et de l'est, toute une moitié du royaume, celle qui confine au Portugal, se trouve jusqu'à présent laissée en oubli. Mais à coup sûr, de tous les besoins qui viennent d'être indiqués, le plus pressant est la jonction des chemins de fer espagnols avec le réseau français, c'est le passage des Pyrénées en un mot.

Les Pyrénées peuvent être franchies en trois endroits : au sud par Perpignan, au centre par Tarbes ou Pau pour rejoindre Saragosse, au nord par Bayonne. Ce dernier point, le mieux étudié jusqu'à présent, a donné lieu à divers tracés entre lesquels le gouvernement français hésite pour plusieurs raisons. A ne considérer que les avantages financiers et les facilités de construction et d'exploitation, le tracé qui joindrait Bayonne à Irun, limite du chemin de fer du Nord, semble mériter la préférence sur celui qui de Bayonne aboutirait par les Aldudes à Pampelune, qu'aucun projet de chemin de fer ne dessert encore. Il n'exigerait qu'une dépense de 10 millions pour une étendue de 32 kilomètres en France; le maximum des pentes ne s'élèverait pas à plus de 15 millimètres par mètre, tandis que le tracé par les Aldudes présente un développement de 72 kilomètres sur le territoire français, nécessite des pentes de 30 millimètres, le percement d'un souterrain de 5 à 6,000 mètres, double de celui qu'il faudrait établir sur l'autre voie, et entraînerait enfin une dépense de plus de 50 millions de francs. Quelle que soit au reste la décision du gouvernement français, peu importe à la compagnie du chemin de fer du Nord, qui se raccordera à Pampelune aussi bien qu'il aboutirait à Irun; mais, dans l'intérêt de la facilité des relations internationales, on doit souhaiter que l'union des lignes espagnoles avec les lignes françaises se forme par la voie plus sûre, plus facile et moins dispendieuse, de Bayonne à la Bidassoa.

Il reste maintenant à entrer dans quelques détails sur l'avenir des principaux chemins de fer, dont on s'est contenté jusqu'ici d'indiquer la direction. Le chemin de Madrid à Saragosse et à Alicante est le seul qui présente aujourd'hui un certain développement d'exploitation. Ouvert jusqu'à Albacète, sur une longueur de 276 kilomètres, il le sera bientôt jusqu'à Almansa, et l'on exploitera la ligne tout entière dès le mois d'octobre 1857. Par suite du traité fait par les administrateurs du Grand-Central de France et MM. de Rothschild frères avec don Josè Salamanca, concessionnaire de cette ligne, le prix de revient kilométrique pour la partie de Madrid à Alicante est de 180,000 fr., somme que la nécessité de mettre le matériel en rapport avec l'importance du trafic portera peut-être au chiffre de 200,000 francs. Le produit kilométrique s'est élevé cette année à 18,000 fr.; en 1851, quand la section de Madrid à Aranjuez était seule ouverte, il n'était que de 21,000 fr. On peut donc dire que, pour s'être étendu, le revenu n'a point baissé, et cependant aujourd'hui le che-

min de fer s'arrête à Albacète, ville de 25,000 habitans seulement, traverse la partie la moins populeuse de tout le tracé, et n'aboutit à aucun centre considérable de commerce : que sera-ce lorsqu'il desservira les riches royaumes de Murcie et de Valence, lorsque surtout il touchera à la Méditerranée? Le résultat obtenu après quelques mois d'exercice, avec un matériel nul, dans un pays neuf encore aux habitudes commerciales, dépourvu de ces communications latérales qui sont pour un chemin de fer ce que les affluens sont à un fleuve, permet d'espérer à court terme un produit double au moins du produit actuel. Il faut enfin remarquer que le chemin de fer d'Alicante, par cela même qu'il sera le premier ouvert, jouira tout d'abord de l'avantage d'approvisionner seul la capitale, et monopolisera à son profit la plus grande partie du commerce des ports de la Méditerranée, qui entrent pour 70 pour 100 dans le commerce général, et le produit entier des échanges avec le centre de l'Espagne.

On ne peut s'empêcher de reconnaître que le chemin de Saragosse à Madrid est beaucoup moins favorisé par rapport à la population des pays qu'il parcourt. Quoiqu'il doive traverser un pays très riche en céréales, ses meilleures chances d'avenir reposent sur sa jonction avec Barcelone, Pampelune ou la France; mais, par suite du traité à forfait conclu avec la société mercantile de Madrid, le prix kilométrique de construction ne doit pas dépasser 150,000 fr. Il est assurément facile d'obtenir un revenu rémunérateur à ces conditions. On a élevé des doutes sur la possibilité de construire le chemin de Saragosse au prix de 150,000 francs le kilomètre. Peu importe à la compagnie elle-même, qui a traité avec la société Weiswiller, dont la solvabilité n'est pas douteuse.

Quant au chemin de fer du Nord, il suffira de jeter les yeux sur une carte de la Péninsule pour en apprécier l'importance. Il se compose de trois parties concédées à différentes époques à la société générale de crédit mobilier espagnol. La première va de Madrid à Valladolid, la deuxième de Valladolid à Burgos, la troisième de Burgos à Vittoria et Irun. C'est dans la première section que s'embranche la ligne de Dueñas à Alar del Rey, tête du chemin de Madrid à Santander. Aucune fraction de ce grand réseau n'est encore prête pour l'exploitation, mais la compagnie concessionnaire se propose de donner à ses travaux une direction dont on comprendra la portée. Il s'agira d'abord d'ouvrir la section de Madrid à l'Escurial, c'est-à-dire d'assurer un service de banlieue d'autant plus profitable que cette partie des environs de Madrid est la seule boisée, la seule qui offre un abri contre les chaleurs de l'été, la seule qui fournisse enfin les matériaux de construction nécessaires à une grande capitale. D'autre part et à l'extrémité de la ligne, on attaquerait de préférence la section de Saint-Sébastien à Tolosa, c'est-à-

dire qu'on assurerait tout d'abord l'entrée des marchandises et des voyageurs en Espagne. Ces deux parties pourraient être livrées à l'exploitation en deux ans, et produiraient un revenu suffisant pour assurer les intérêts du capital versé. En même temps on travaillerait au passage du Guadarrama près Avila, la première chaîne à traverser en partant de Madrid, et à la section de Tolosa et Vittoria, en entamant sans délai les travaux de longue haleine; puis, lorsque ceux-ci seraient suffisamment avancés, il ne resterait à entreprendre que des parties d'une exécution plus facile. En moins de cinq années, on arriverait à l'achèvement de la ligne entière. L'obstacle le plus grand à l'accomplissement des travaux publics en Espagne vient de l'absence de routes et de l'impossibilité d'amener sur les chantiers le matériel nécessaire. Cet obstacle serait levé en suivant la marche qui vient d'être indiquée, l'ouverture du chemin d'Alicante permettant en effet d'amener à Madrid tous les matériaux, et les sections une fois achevées aux deux extrémités devant plus tard servir à l'approvisionnement des travaux du centre de la ligne. La dépense du chemin du Nord à la charge de la compagnie concessionnaire est de 155 millions, environ 200,000 fr. par kilomètre, chiffre qu'il faudra peut-être augmenter lorsque les besoins du trafic auront démontré la nécessité d'accroître le matériel dans de fortes proportions. L'état accorde une subvention de 53 millions. Quant au revenu, il a été assez difficile d'en établir avec exactitude les élémens. On a bien pu reconnaître le nombre de charrettes et de mulets qui servent aux transports des denrées, calculer le chiffre des matières consommées dans chaque localité et l'excédant de la production sur la consommation, additionner enfin le nombre des voyageurs qui parcourent la ligne entière; mais il serait peut-être imprudent de reproduire ces détails statistiques, et de conclure, comme on y serait autorisé, à un revenu brut de plus de 50,000 fr. par kilomètre : mieux vaut se borner à dire qu'avec un revenu net de 20,000 francs par kilomètre, l'argent dépensé serait placé à 20 pour 100, puis se demander si un tel revenu est probable quand on prend pour base de ses espérances le chiffre de la population, la nature des produits du sol, la nécessité des échanges. Les provinces du nord sont les plus peuplées de l'Espagne, les provinces du nord fournissent la houille et le fer, dont le pays tout entier a besoin; enfin, tandis que les unes sont riches en produits minéralogiques, d'autres, également desservies par la ligne dont il s'agit, donnent un excédant de céréales nécessaire à la consommation des pays limitrophes et propre à alimenter dans les ports de l'Océan un immense commerce extérieur.

Mais ce n'est pas tout, et, en raison même des besoins généraux signalés plus haut, le chemin du Nord doit servir de tronc commun

à plusieurs embranchemens importans. Valladolid sera le point de départ des communications à ouvrir avec les Asturies, la Galice et le royaume de Léon. Oviedo, les ports du Ferrol, de la Corogne et du Vigo s'y rattacheront à la ligne qui conduira à Madrid, aussi bien que Zamora et Salamanque. Valladolid est déjà l'entrepôt du commerce extérieur du blé qui s'opère à Santander, et dont on comprendra l'importance par ce seul fait que, sur le canal de Valladolid à Alar, quatre cents bateaux étaient employés en 1856 au commerce des farines (1); Valladolid deviendra ainsi un centre de communications intérieures, comme à l'autre extrémité de la ligne Vittoria servira de point de réunion aux embranchemens de Bilbao et de Pampelune, aux lignes qui se dirigeront par Saragosse et par l'Èbre canalisé vers la Méditerranée, et formeront la seconde jonction entre les deux mers, la première et la plus longue réunissant Santander à Cadix.

Après ces deux grands réseaux du nord et de l'est, qui paraissent justifier la confiance des capitaux français, il est bon de dire quelques mots du chemin de Séville à Cordoue, le plus important des chemins du midi, qui appartient aussi à la société générale de crédit mobilier. Cette ligne, d'une étendue de 130 kilomètres, qui se déploie dans une vallée fertile et unie, sur le bord du Guadalquivir, non navigable dans toute cette partie, ne présente aucune difficulté de construction. La dépense totale doit s'élever à peu près à 20 millions de francs, et les deux provinces de Cordoue et de Séville ont assuré pendant vingt ans une subvention annuelle de 625,000 fr., soit, en la capitalisant, à peu près le tiers de la dépense. Il a été plus facile que partout ailleurs d'apprécier les élémens du trafic dans cette portion de territoire restreinte, où les populations sont rapprochées, et les échanges établis de longue date. Dans l'état actuel des routes, avec des diligences qui mettent vingt-deux heures à parcourir les trente-cinq lieues qui séparent Séville de Cordoue, on compte environ un mouvement annuel de 10,000 voyageurs faisant 300,000 kilomètres, soit, à 1 fr. par kilom., produisant un revenu de 300,000 francs. Le mouvement actuel des marchandises de 37,000 tonnes, à 10 cent. par kilom., entraîne une dépense de 550,000 fr. Quelle augmentation obtiendra-t-on par l'établissement d'un chemin qui n'a aucune concurrence à craindre, lorsque Séville, placé au point où le Guadalquivir devient navigable jusqu'à la mer, sera devenu un vrai port maritime, et lorsque enfin Cordoue sera rattaché à la grande ligne de Madrid? Quelle serait enfin pour ce chemin de fer la conséquence de l'exploitation des bassins houillers d'Espiel et de Belmez, des

(1) Ce canal, qui compte 42 écluses sur 130 kilomètres, ne peut servir à un trafic important. Dans la belle saison, le roulage se maintient sur la rive; un chemin de fer lui enlèverait toute sa clientèle.

mines de plomb de Linarès? Tout lecteur impartial peut l'apprécier, et il suffit de noter ceci, qu'en appliquant au produit actuel le multiplicateur 8, qui exprime la moyenne de l'effet réalisé par les chemins de fer en Allemagne, on arriverait à un produit brut de 6,800,000 fr. Il n'en faut pas tant pour donner un intérêt suffisant à une entreprise qui exigera un capital de 14 millions environ.

Je ne sais si je m'abuse sur la portée des chiffres qui viennent d'être produits; mais l'ensemble de ces calculs, en admettant même quelques inexactitudes de détails, me semble propre à inspirer confiance dans ces entreprises, qui intéressent si particulièrement l'Espagne, et qui satisferont le plus impérieux de ses besoins, comme aussi ils justifient la prétention, énoncée au début, d'encourager le capital français à réaliser matériellement le vœu de Louis XIV, qu'entre l'Espagne et la France il n'y eût plus de Pyrénées. Sans doute cette tendance qui pousse une partie de notre propre capital à se porter au-delà des frontières peut rencontrer des contradicteurs. Il s'agit en effet, pour achever les chemins du Nord, d'Alicante, de Saragosse et de Cordoue, d'une dépense de 360 millions de francs au moins, et c'est là un chiffre important, sans compter les sommes que nous enlèvent la canalisation de l'Èbre, la construction des usines, l'exploitation des mines, qui sont entreprises aussi par des maisons françaises. Un tel capital ne serait-il pas mieux employé sur notre territoire? Assurément non. La richesse naturelle de l'Espagne, la situation arriérée où elle se trouve, permettent d'y tenter des affaires nouvelles à de meilleures conditions qu'en France, et c'est là, pour l'emploi du capital, une raison prépondérante. En outre, l'argent émigré reviendra accru de tout le bénéfice recueilli, ou même, s'il s'immobilise au dehors, l'intérêt exceptionnel perçu grossira le chiffre de notre épargne annuelle, cette base première de tous les progrès intérieurs. Dans ce dernier cas, nous aurons enrichi l'Espagne, cela est vrai; mais nous l'aurons enrichie à notre profit, en créant auprès de nous un marché nouveau pour l'écoulement des produits de notre industrie, et en fondant à notre portée un réservoir abondant de matières premières où il ne nous sera pas indifférent de puiser. Enfin, en développant la prospérité de l'Espagne, le capital français aura fait une bonne œuvre politique, ce qui n'est point à dédaigner. Non-seulement la nature a placé l'Espagne près de la France, mais les idées, les mœurs, le langage, ont créé entre elles des liens encore plus étroits. L'Espagne est notre voisine, elle doit être toujours notre amie et notre alliée.

Il aurait été possible sans doute de donner des développemens plus étendus à cette étude des besoins et des ressources de l'Espagne, il aurait peut-être fallu insister sur l'avenir des riches colonies

que cette puissance possède encore en Amérique et en Asie; mais le crédit espagnol repose depuis trop longtemps sur ses possessions d'outre-mer, et en proportionnant ses charges aux seules ressources du continent, on risque moins d'être déçu dans l'espérance de voir liquider les unes par les autres. L'avénement du nouveau ministère Narvaez ouvre peut-être aussi une ère nouvelle de repos intérieur, et on aurait pu prendre le règlement du budget, tel qu'il vient d'être décrété le 4 mars 1857, comme le point de départ d'un ordre plus stable et plus régulier. Cependant c'est surtout en Espagne qu'il ne faut pas prendre ses sympathies politiques pour base d'appréciations financières, et qu'on doit toujours craindre un prompt changement des hommes et des choses. En rapprochant au contraire du budget de 1857 celui de 1856, établi dans d'autres vues, en cherchant à dégager une situation moyenne, en envisageant la question financière, non pas en dehors absolument, mais au-dessus en quelque sorte de la question politique, et sous un aspect commun à tous les temps et à tous les régimes, il m'a paru qu'on devait arriver plus sûrement à une conclusion vraie, vraie surtout par rapport aux intérêts français.

C'eût été commettre d'ailleurs une erreur grave que d'attribuer en Espagne au succès de telle ou telle opinion politique une influence absolue sur le développement de la richesse générale. Sans doute il est désirable de voir la Péninsule se soustraire aux mouvemens intérieurs qui l'agitent périodiquement et adopter enfin un régime conforme à ses instincts véritables, sans doute une administration à la tête de laquelle se trouveront des hommes fermes, éclairés et honnêtes réalisera le progrès matériel; mais quoi qu'il arrive, que l'autorité appartienne à l'un ou à l'autre des deux grands partis qui se disputent le pouvoir, le progrès se fera, et la meilleure preuve qui se puisse en donner, c'est qu'il s'est fait, c'est qu'il a été rapide même dans ces dernières années, si agitées et si malheureuses à tant d'égards. On me pardonnera d'insister en finissant sur ce point, si particulièrement rassurant pour le capital qui s'engage au-delà des Pyrénées.

En 1846, le commerce général de l'Espagne ne s'élevait qu'à 300 millions, au huitième à peine du commerce français, à la moitié de celui de la Belgique, dont la population ne dépasse pas 4 millions et demi d'habitans. En 1851, on le voit atteindre 326 millions, 357 en 1852, 452 en 1853, enfin 600 millions en 1855. Pour 1856, les chiffres sont, dit-on, beaucoup plus favorables. Dans cette même année 1856, les rentes soumises à la régie ont donné 13 millions de francs de plus qu'en 1855.

Ces faits sont concluans, cette amélioration est prompte, et quand

on met en regard de tels résultats les agitations de cette même année 1856, il est permis de s'en étonner, on a lieu de croire que les mouvemens politiques n'entravent pas en Espagne le développement matériel au même degré que dans d'autres états. Ces commotions intérieures ne pénètrent plus en effet au cœur même du pays, et n'affectent guère que les classes les plus élevées, principalement celle des fonctionnaires, assez nombreuse, il est vrai, pour donner à tout changement l'apparence d'une révolution. Si le peuple n'est pas troublé dans l'ordre des idées, il l'est encore bien moins dans l'ordre des intérêts, et cela par la seule raison que ces intérêts n'existent pas. On conçoit la perturbation qu'apporte toute commotion un peu vive dans des populations adonnées à l'industrie et au commerce. Les souvenirs de février 1848 nous ont révélé à la fois la profondeur des blessures qui en résultent et la vivacité de la réaction qui s'ensuit. En Espagne, où l'industrie et le commerce sont dans un état peu avancé, les révolutions, si elles n'ont pas dans la puissance des intérêts le contre-poids qui ramène bientôt le mouvement ascensionnel en sens contraire, n'y entraînent pas au moins le chômage industriel, la grève, les faillites, causes ou prétextes de luttes intestines. L'agriculture, seule occupation des bras et des capitaux, à peu près indifférente aux *pronunciamientos* qui passent, continue à marcher avec la même indolence et la même facilité.

Enfin, par cela même que l'unité administrative n'a point encore prévalu en Espagne sur les habitudes provinciales, si la révolte contre l'autorité centrale est plus fréquente, les contre-coups en paraissent moins sensibles. Vivant plus isolée, chaque province vit plus tranquille. Quand les besoins de la contrebande et l'encombrement des dépôts de Gibraltar veulent que Malaga se soulève contre le pouvoir du jour, quel qu'il soit, les Asturies ne cessent pas de vendre de plus en plus leur fer au commerce européen, et Cadix est à peine troublé dans ses relations avec Cuba par le changement ministériel qui envoie aux Antilles un capitaine-général progressiste ou modéré.

Quelle que soit d'ailleurs l'explication du fait qu'on vient de signaler, il n'en est pas moins réel. Oui, en dépit de ses divisions intestines et contrairement à ce que l'on en pense généralement, l'Espagne marche, et ses pas ne sont guère moins rapides dans les temps en apparence les plus troublés. Qu'un tel phénomène soit rassurant pour son avenir industriel, il n'en est pas moins vrai qu'il ne faut pas pousser le raisonnement à l'extrême, et l'on doit admettre le rétablissement de l'ordre intérieur comme le gage le plus sûr du progrès industriel. D'ailleurs sans ordre intérieur pas de crédit public, et ce point a une importance qu'il ne faut jamais perdre de vue.

n somme, lors même que la réconciliation ne serait pas possible entre les partis politiques acharnés encore à se détruire, la Providence n'en continuera pas moins son œuvre, et les intérêts se développeront sans doute assez pour imposer un jour silence aux passions. Quant à la France, quant au but particulier que ses capitaux vont poursuivre en Espagne, de manière ou d'autre, on le voit, et c'est là une pensée consolante, le succès en est assuré.

En traçant, il y a quelques mois, le tableau des contrées que sur les bords de la Theiss et du Danube, sur le versant des Alpes et des Carpathes, les entreprises de chemins de fer étaient appelées à transformer, je ne pouvais, — malgré de légitimes prédilections pour d'autres œuvres de l'esprit humain, honneur des siècles précédens, — m'empêcher de rendre hommage au génie moderne et de payer à la mission civilisatrice de l'industrie la justice qui lui est due. Une semblable impression ne manque pas de se produire lorsqu'en suivant sur la carte le prolongement des voies nouvelles qu'il s'agit de construire à travers l'Espagne, l'œil s'arrête sur ces noms qui éveillent dans toutes les imaginations de si merveilleux, de si puissans souvenirs, Aragon, Castille, Navarre, barrières où l'invasion musulmane est venue mourir; Andalousie, Murcie, Grenade, séjours jadis enchantés d'une civilisation élégante. Aux échos que ces mots sonores éveillent, sous le charme des images riantes dont ils peuplent l'esprit, il semble que les hommes qui ont pris l'initiative de ces nouveaux moyens de communication entreprennent une œuvre méritoire et grande. Et ne leur doit-on pas quelque sympathie pour rappeler ainsi le mouvement et la vie dans des lieux chers à toutes les mémoires? Assurément, lorsque l'esprit de désordre et l'esprit de domination ont fait fermer en plus d'un pays la noble arène où s'agitaient les questions les plus dignes entre toutes de passionner le cœur humain, c'est un noble emploi des facultés de l'esprit ou de la fortune que de les utiliser à extraire du sein de la terre les richesses qu'elle recèle pour le bien de ses habitans, à distribuer les bienfaits de la civilisation aux peuples qui n'en ont pas toute leur part. Cette conduite est bonne surtout quand il s'agit d'une nation qui se recommande comme le peuple espagnol à l'estime de tous, — dans le passé par ses victoires sur l'islamisme, — à une époque plus rapprochée de nous par les luttes héroïques soutenues pour reconquérir son indépendance, — aujourd'hui enfin par ses persévérans efforts pour consolider sa liberté.

BAILLEUX DE MARIZY.

UNE

CONVERSATION SOUS L'EMPIRE

1809. — SARAGOSSE. — ESSLING.

On écrit admirablement de nos jours l'histoire officielle de l'empire, l'histoire administrative, militaire, diplomatique même, de cette grande époque. Rien n'est omis; tout est démontré, mesuré, expliqué avec une puissante exactitude et un prodigieux détail. Il y a, je crois, à cela plusieurs causes, à part la première de toutes, la rencontre d'un éminent *annaliste;* il y a les conditions mêmes du sujet, le caractère de l'empire, cette infatigable activité qui en faisait le plus laborieux gouvernement qu'on ait jamais vu. Sous l'impulsion et le contrôle inquiet du maître, chaque affaire de quelque importance se commençait avec ardeur, se poursuivait avec des soins infinis, et, dans l'exécution, se surchargeait ou s'aidait de tout ce que pouvait y ajouter la plus impérieuse et parfois la plus minutieuse volonté.

De là le plus vaste amas de documens, le *portefeuille* le plus rempli qu'aucun règne ait pu laisser, la pensée du souverain, le travail de son esprit, le rêve même de son inaction sans cesse présens dans une foule de *lettres,* de *notes,* d'*ordres* et de *contre-ordres* destinés à tout prescrire et à tout prévoir. De là, pour ainsi dire, un premier type, une première organisation sur le papier, rapide, immense, circonstanciée, plus complète que n'a jamais pu l'être l'organisation réelle, mais la représentant à faire illusion, et devant absorber ainsi l'étude et la surprise de qui peut pénétrer dans ce *trésor* de la foudre et des tempêtes, et contempler dans leur ensemble ou analyser,

pièce à pièce, ces archives d'une domination suprême et personnelle qui semble ne se reposer jamais.

On le conçoit même, cette action si continue et si démontrée d'un pouvoir unique fait naturellement supposer qu'il n'existait pas une autre force morale dans la même zone et le même temps. Les apprêts matériels et la conduite de la guerre, l'administration civile aussi détaillée que la fait le pouvoir absolu, et avec les aggravations de sacrifices que la guerre exige, remplissent tous les récits, occupent toutes les pages des plus habiles historiens. La nation disparaît dans la gloire du chef; elle semble n'avoir qu'une seule pensée, n'entendre qu'un seul mot d'ordre, dont s'écartent tout au plus quelques esprits faux. L'histoire administrative et stratégique est tout; il n'y a pas d'histoire sociale, point de place pour le travail de la pensée publique. Son silence est pris pour son néant. Et par là même peut-être, à ne considérer cette omission que sous le rapport de l'exactitude, manque-t-il quelque chose à l'explication de l'avenir et à la préparation des événemens dans des récits d'ailleurs si complets. Plus on sent cette lacune, moins on a la prétention de pouvoir y suppléer; mais, parmi les demeurans nombreux encore d'un temps déjà si loin de nous, il reste du moins à recueillir bien des témoignages anecdotiques, et je vais donner un exemple de cette vérité.

Vers les vacances de Pâques de 1809, sous l'habit uniforme du lycée impérial que je portais encore, j'étais, avec deux camarades oubliés aujourd'hui malgré leurs noms historiques, Aréna et B..., dans le château de ***, chez un fonctionnaire considérable, M. C..., homme d'esprit très répandu dans le monde, ardent constitutionnel de 1789, devenu par la suite grand chasseur et gros joueur, ancien ami de Moreau, mais fort ami de Corvisart, et, comme il le disait parfois en riant, préservé, sinon guéri, par le *premier médecin* de l'empereur.

Il avait attendu, pendant cette semaine de printemps, dans son château d'origine nationale, plusieurs amis ou commensaux de Paris, et d'abord, pour quelques heures du moins, le docteur Corvisart, puis l'aimable sénateur Dupont de Nemours, un autre sénateur d'un nom moins irréprochable, le célèbre Garat, ce Sénèque (1) de la *terreur,* qui, par faiblesse d'âme et facilité de sophiste, avait pu trouver une explication atténuante des crimes du 2 septembre, esprit rare d'ailleurs, brillant et subtil, capable même de résistance, non pas devant le péril extrême, mais devant la disgrâce, et supérieur aux séductions vulgaires du crédit et de la richesse.

(1) « Adverso rumore Seneca erat, quod confessionem tali defensione scripsisset. » (Tac. *Ann.*, lib. XIV.)

C'était aussi Luce de Lancival dans l'éclat du succès récent de sa tragédie d'*Hector*, le banquier Collot, l'helléniste des banquiers, érudit et antiquaire au milieu de la dissipation des affaires et du monde; l'ancien conventionnel Bailleul; Arnault, de l'Institut, estimé pour son caractère autant que redouté pour son esprit; Pigault-Lebrun, le romancier philosophique du directoire, devenu presque muet dans un bureau de douane sous l'empire. Presque tous étaient arrivés de la veille chez un hôte dont ils aimaient la franchise et le bon accueil; mais une bien autre visite, espérée du maître de la maison, et que devait lui amener son excellent ami le sénateur Gueheneuc, c'était le duc de Montebello, le maréchal Lannes, le héros des sanglantes campagnes de 1805, 1806 et 1807, déjà, par un calcul d'étiquette, revêtu de l'ancien titre monarchique de *colonel-général des suisses*, mais difficile à transformer en serviteur de cour, et gardant, disaient à demi-voix quelques vieux libéraux, le privilége de parler à l'empereur comme à un homme, et de lui donner des conseils de paix et même de liberté.

J'avais, suivant mon instinct de curieuse attention, déjà beaucoup lu, écouté, questionné sur le maréchal Lannes, tant nommé dans les bulletins lus au réfectoire du lycée et dans les matières de vers latins données en rhétorique.

J'avais en même temps, par préjugé de société, recueilli déjà sur ce nom glorieux bien des *ouï-dire*, fort différens de l'admiration officielle. Le héros du *Moniteur* était désigné, dans le petit salon émigré du comte de ***, comme un soldat inculte, un sabreur aux rudes manières. On sait la folle crédulité des partis, même respectables, et quelle était parfois, dans les hommes les plus polis de l'ancien régime, l'âpreté des jugemens et le dédain du langage sur les parvenus à la gloire de nos grandes guerres de la révolution et de l'empire. On en disait parfois plus qu'on n'oserait dire aujourd'hui de nos parvenus à la fortune et de nos millionnaires par la politique.

J'attendais, sous ces impressions diverses, le moment de voir le maréchal Lannes, et je parcourais l'avenue du château, avec mon camarade Aréna, les yeux fixés sur la route de Pont-Thierry, par où le maréchal devait arriver du château d'Étoges, où il était descendu chez le comte Gueheneuc, son beau-père. Aréna, dont les grands yeux noirs voyaient au loin dans la plaine, se désolait de ne rien découvrir. Vif et hardi jeune homme de dix-neuf ans, laissé au lycée impérial en mathématiques, sous la disgrâce de son nom de conspirateur, il gémissait de n'avoir pu encore passer à Fontainebleau, et il n'espérait plus la faveur d'une sous-lieutenance que d'un mot du maréchal, s'il pouvait l'obtenir.

Pendant que nous raisonnions sur cette impatience de mon ami, le maître de la maison et quelques-uns de ses hôtes s'avançaient

dans l'avenue. — Nous n'aurons pas, dit en approchant M. C.... le bon docteur; il m'écrit qu'il est enchaîné à Saint-Cloud, et qu'il n'espère de vacances que durant la prochaine expédition d'Allemagne. Ce pauvre Lancival ne peut venir non plus, et j'en suis fâché pour lui et à cause du maréchal, qui aime les gens d'esprit; mais voici dix heures : allons sur la route au-devant de notre héros.

Nous nous hâtons en effet, et bientôt nous rencontrons en habits de fête tout le village et deux villages voisins, le curé de Montgermon en tête, pour saluer au passage le duc de Montebello. Même appareil et plus grande foule à l'entrée de Pont-Thierry.

Bientôt une voiture élégante paraît et s'arrête, au milieu des acclamations : c'était le comte Gueheneuc, qui descend pour nous joindre, embrasse son ami, et nous dit : « J'ai devancé le maréchal. Je ne pouvais l'arracher ce matin d'auprès de ma fille et de ses petits enfans. Il va nous arriver à toute bride. Comptons sur lui, et marchons. »

Pendant que sur cette parole on revenait à petits pas vers le château, tournant à chaque moment la tête, Aréna distingue un nuage de poussière, et s'écrie joyeusement : « Voici le maréchal. »

Quelques instans après, à travers de longs cris : vive le duc de Montebello! nous entendons les pas précipités des chevaux sur le pavé de la route, et le maréchal, que suivaient deux jeunes officiers, s'arrête devant notre petit groupe, au détour du chemin vers Jonville, et s'élance de cheval, en touchant la main de son beau-père.

Le maréchal, avec ses cheveux courts et noirs, ses yeux d'une vivacité singulière, son teint bruni par le hâle, son agilité gracieuse, son visage souriant, avait, même pour des élèves de lycée, l'air d'un homme de trente ans. « Comme il est jeune, me dit tout bas Aréna, et déjà maréchal de l'empire! et tant de batailles, et Lisbonne et Saragosse! O mon Dieu! » Mais on ne songeait guère à ce que nous disions. Et le maréchal, passant sous son bras gauche la bride de son cheval, s'était mis tout simplement à marcher entre son hôte et son beau-père, adressant quelques mots aimables à M. Dupont de Nemours, à M. Garat, à M. Collot, et à tous les notables de la compagnie.

Pour ma part, j'écoutais, je dévorais des yeux cette scène si nouvelle pour moi. Chaque mot changeait une idée, un préjugé d'enfance. Ce soldat mal élevé, cet intrus dans les grandeurs, dont j'avais entendu parler, me semblait élégant et noble comme un chevalier du Tasse. Sa parole courte était haute et polie; son langage étonnait par une sorte de dignité sans effort qui relevait les moindres choses, et plus encore par une bonté délicate que sa fierté même ne pouvait contenir. Quand M. C..., toujours impatient d'obliger, lui présenta le jeune Aréna, et lui dit quelques mots de son chagrin

d'être cloîtré au lycée et exclu de Fontainebleau : « Brave jeune homme, dit le maréchal en lui prenant la main, ne vous tourmentez pas; vous aurez toujours le temps; nous sommes à la guerre pour plus d'une campagne. » Dans ces paroles, dans le ton même de la voix, il me semblait, le dirai-je? que je sentais en action la vérité morale et touchante du vers de Virgile :

Te superesse velim; tua vitâ dignior ætas.

« Je voudrais que tu survives; ton âge est plus digne de la vie. »

Nous approchons cependant du château, et nous entrons dans l'avenue à travers deux rangées de paysans d'âge mûr, car la jeunesse virile était déjà plus rare; mais des femmes et de jeunes filles en foule jetaient devant les pas du maréchal des branches de buis et de laurier. Le maréchal saluait à droite et à gauche. Ses deux aides de camp distribuaient quelques pièces d'or, et lui-même, lorsqu'il passa devant le curé, le touchant du doigt, dit en souriant : « Je vous emmène prisonnier, monsieur l'abbé, pour déjeuner avec nous. »

Arrivés à la salle élégante du service, quand le maréchal fut assis, et tout le monde après lui, Aréna, du bout de la table où nous étions placés, remarqua, me disait-il, la sobriété du maréchal, ne goûtant d'aucun vin et prenant quelques racines et quelques fruits secs avec du pain. Cet exemple était peu suivi, et l'amphitryon hasarda quelques reproches au duc, lui disant, après de larges *toasts* à sa gloire et à l'honneur des armées françaises : « Pardon, monsieur le maréchal; mais vous abusez de l'absence du bon docteur, notre cher Corvisart. S'il était ici, il remplirait lui-même votre verre et ne vous permettrait pas ce régime. On peut gagner des batailles plus longtemps que Charles XII sans être aussi anachorète que lui, comme dit Voltaire; n'est-ce pas, monsieur Pigault-Lebrun? » Je n'entendis pas la réponse de l'homme de lettres invoqué à ce moment; mais le maréchal reprit avec une gravité mêlée de douceur : « Il est vrai, mon cher administrateur, j'ai fortifié cette habitude en Espagne, où il faut si peu pour vivre et où on meurt si volontiers. Je n'y mets nulle ambition, je vous assure. On peut rencontrer Pultava partout; mais ce qui est presque aussi funeste, c'est d'avoir non pas des armées à vaincre, mais un peuple à subjuguer, d'avoir à lutter contre le désespoir. » Là, le maréchal, dans quelques paroles graves et douloureuses, parut comme poursuivi du souvenir si récent de Saragosse en feu. « Quelle guerre! dit-il, quels hommes! Un siége dans chaque rue, une mine sous chaque maison. Être contraint à tuer tant de braves gens, ou même tant de furieux! Cette guerre est horrible. Je l'ai écrit à l'empereur; la victoire fait peine. »

Un silence mélancolique dura quelques momens après ces paroles du maréchal. « Il est certain, reprit M. Bailleul, que l'affaire d'Espagne ne ressemble guère à notre mémorable campagne de 1795, à cette invasion de la Hollande sur la glace, à cette fondation de la république batave, que rappelait en si beaux vers notre ami Joseph Chénier; c'est maintenant le royaume de Hollande. A la bonne heure! cela tient au grand système fédératif de l'empereur contre l'Angleterre; mais, il faut l'avouer, cette première conquête de la Hollande était bien conçue, comme toutes celles au reste de la convention et du directoire, témoin l'Italie. »

« Ah! oui, dit avec un incomparable accent le maréchal Lannes; l'Italie, c'est ma jeunesse, mon nom, la patrie de ma fortune militaire. Que nous étions grands alors, à commencer par le général en chef! Quel début, de s'élancer des Alpes en Lombardie, pour chasser de toute la péninsule quatre armées autrichiennes, puis d'épargner le pape, qui les avait appelées, et de lui rendre Rome! Que j'aime encore l'Italie en juin 1800, à cette fin du siècle qui jetait tant de gloire sur le nouveau siècle ouvert pour la France! Mais aujourd'hui il faut renverser des maisons sur leurs habitans, prendre d'assaut des couvens, tuer des moines qui tirent du haut des fenêtres, et écarter à coups de mitraille les religieuses de la tranchée! Cela est trop fort pour des braves. On dit que c'est une guerre politique; je ne sais, mais c'est une guerre anti-humaine et anti-raisonnable, car pour y conquérir une couronne, il faut d'abord y tuer une nation qui se défend, et cela est triste et long. »

D'une telle bouche, ce langage imposait à tous; mais le philanthrope sénateur Dupont de Nemours semblait seul l'approuver hautement par ses gestes et par des mots expressifs. M. Pigault-Lebrun toutefois, qui dans ses romans de mœurs contemporaines avait çà et là célébré le maréchal, crut devoir faire ses réserves, au nom de ce qui lui semblait la philosophie. « Monseigneur, dit-il, excusez-moi; je parlerai le langage des principes. Vous faites bon marché de la gloire; cela vous sied bien, chargé comme vous l'êtes de tant de lauriers! Mais il faut songer aussi aux progrès de la civilisation, aux intérêts de la raison, et ici la raison est d'accord avec la gloire : c'est la cause de la raison que nous faisons triompher en Espagne contre la superstition la plus aveugle, contre le fanatisme. Voltaire applaudirait à cet effort pour tirer un peuple de l'abrutissement monacal. On sait mes opinions, je ne suis pas un flatteur; mais une guerre qui abolit les dernières horreurs de l'inquisition et porte chez un peuple superstitieux nos conquêtes de 1789 est, je le crois, digne du siècle. Excusez-moi, monsieur le maréchal; en vous écoutant, je me rappelais le mot de Voltaire lisant le discours de Jean-

Jacques Rousseau contre les lettres, et je répétais : C'est Achille s'emportant contre la gloire. »

Le maréchal, peu attentif, ce semble, à la citation et au compliment, reprit avec gravité : « Ce sont de terribles hommes que ces moines! Les deux conseillers du marquis de Palafox ont plus fait que lui pour la défense de Saragosse; ils ont inspiré cette population intrépide, qu'il nous a fallu abattre à coups de canon, comme des remparts. Quels citoyens que ces deux moines et tant d'autres que j'ai vus partout animant le peuple, un crucifix à la main! Mais cela ne les sauvait pas des balles, et leurs morts fréquentes rendaient seulement la défense plus acharnée et le martyre plus apparent. C'est une grande faute et un grand mal de s'attaquer ainsi aux convictions des hommes; c'est une guerre où on n'a jamais le dernier, parce que la conscience est au-dessus de la force et ne s'use pas comme elle. » Puis le maréchal retomba dans un silence rêveur, coupé de quelques mots affables. Son beau-père, homme du monde et d'un esprit élégant, essaya de changer un peu le cours de l'entretien et de distraire les esprits d'une impression si grave. On parla de chasse et de nouvelles de cour, d'une séance de l'Institut et d'un feuilleton de Geoffroy; mais l'intérêt ne s'attachant à rien, on se leva pour la promenade et la visite du parc.

Le maréchal demeurait ému et silencieux. Naturellement l'élite seule de la compagnie se rapprocha de lui. C'étaient le maître même de la maison, les sénateurs Dupont de Nemours et Garat, M. Arnault et M. Collot, dont la fortune et l'honorable renom avaient commencé dans les premières campagnes d'Italie. Entre ces hommes, la conversation resta ce qu'elle avait été un moment au milieu du repas. Le cœur du maréchal était plein de ses épreuves récentes et de ses pressentimens, et il ne fallut aucun effort pour l'y ramener. M. Collot, cet esprit que j'appellerai studieux, même dans le monde, et dont le souvenir, singulièrement fidèle, gardait comme une glace l'empreinte de tout ce qu'il lisait ou entendait, nous reparla toute la soirée de ces deux heures, où le maréchal s'était expliqué librement à des amis dont il croyait s'éloigner pour toujours. M. Collot avait même consigné par écrit ce souvenir, comme il a publié dans son extrême vieillesse un très curieux jugement du jeune général en chef de l'armée d'Italie sur les projets présumés et la mort de Robespierre. Ses réminiscences des paroles du maréchal Lannes n'étaient pas moins expressives, et l'admiration de M. Garat en confirmait la vérité littérale.

Le maréchal, dans cet entretien, s'était élevé de la raison héroïque d'un grand homme de guerre, ému de pitié par son héroïsme même, aux considérations et à la prévoyance d'un politique. Il n'avait pas accueilli la prévention déjà répandue qui accusait M. de Tal-

leyrand d'avoir suggéré la conquête de l'Espagne à l'empereur. « Qu'est-ce à dire? avait-il observé. Un homme devient-il accapareur de couronnes par le conseil d'autrui? Cela ne part-il pas d'un fonds d'implacable égoïsme et d'orgueil qui s'accroît sans cesse en nous? Cet homme, je le dis à regret, car je l'aimais, et je mourrai pour lui, n'a nul souci de faire tuer ses généraux, ses maréchaux, tout son jeune ancien état-major de l'armée d'Italie : il s'accommode même assez bien de nouvelles fortunes à faire et de nouveaux dignitaires à nommer. Cela vieillit sa grandeur à lui, et semble l'affermir. L'invasion de l'Espagne, conçue dans son esprit dès 1806, n'est qu'une conséquence des royautés nouvelles de Naples et de Hollande. Il a dit, vous le savez, qu'il voulait qu'avant dix ans sa dynastie fût la plus ancienne de l'Europe. C'est pour travailler par un coin à ce projet que nous venons de brûler Saragosse, et que nous laissons cent cinquante mille hommes de vieilles troupes en Espagne, tandis que nous allons nous épuiser tout à l'heure à battre les Autrichiens avec des soldats à leur seconde ou troisième campagne et des conscrits de l'année. Cette marche forcée à la guerre est mortelle; elle consume les hommes plus que le canon ne les tue. »

Reprenant encore la parole sur un regret du sénateur Dupont de Nemours, que l'empereur ne donnât pas des institutions libérales à l'Espagne, le maréchal dit en souriant : « Qu'il en donne d'abord à la France! ou plutôt qu'il nous rende tant de droits qu'ils nous a pris sans les remplacer autrement que par la guerre continue et la servitude des autres peuples, pour assurer la nôtre! Cet homme veut être Charlemagne, posséder par lui-même et par des proconsuls dépendans de lui, par des rois de sa famille, pour être plus soumis, toute l'Europe, du Rhin au Tage et de la Seine au Danube. Maître jusque-là, il ira plus loin dans le Nord. L'Espagne, ce dard empoisonné qu'il a dans le flanc, l'a seule rendu pacifique l'année dernière aux conférences d'Erfurt. Aujourd'hui Saragosse pris et quelque grande bataille gagnée bientôt en Allemagne vont redonner des prétextes à cette ambition, à laquelle nous sommes attachés en diagonale, comme les faux tranchantes aux chars de guerre des anciens. Nous courons de même, lancés à toute course, coupant et moissonnant tout sur notre passage, jusqu'à ce que nous tombions dans quelque abîme, où le char se brise avec nous. »

M. Collot, le disciple zélé du savant Visconti, était frappé et comme ébloui de cette image antique échappée au maréchal, à cet homme d'un si grand cœur, que la guerre, le commandement, l'entretien de quelques amis, quelques lectures rapides au milieu du bruit des armes, avaient ennobli, éclairé, transformé, ou plutôt porté tout à coup à la maturité de sa brillante et heureuse nature.

M. Garat en témoignait un étonnement plus enthousiaste encore.

Auteur secret du mémorable discours que Moreau lui-même avait prononcé dans son procès après les plaidoyers de ses défenseurs, M. Garat concevait par l'imagination toutes les choses grandes et généreuses : il exprima vivement au maréchal Lannes son admiration et son amitié pour Moreau, condamné, disait-il, injustement et sans *jury*. Les paroles du maréchal furent affectueuses et dignes sur ce nom. Après un éloge des grands talens du général, « l'avenir, dit-il, sera le *jury* de Moreau. Qu'il meure un jour, comme moi, dans les rangs français! il aura été toujours innocent. » A quatre ans de distance, la mort, par deux blessures identiquement effroyables, devait briser les deux guerriers, mais non pas comme Lannes le souhaitait à Moreau.

Toute la soirée, sous une impression de surprise et de respect, on répéta bien d'autres détails de l'entretien qui prouvaient à quel point le maréchal, dès son ambassade de Lisbonne, avait jeté un regard pénétrant sur les affaires de toute la Péninsule. « Je me conduisais un peu, avait-il dit, en ambassadeur romain auprès d'un roi de Bithynie. Je faisais contribuer ces faibles cours à la dépense de nos grandes guerres, mais je les rassurais, et j'étais convaincu qu'il fallait les laisser en place pour la tranquille soumission du pays, et se bien garder de remuer dans leur honneur et dans leur foi ces nations du Midi qui faisaient la *sieste*, mais d'où sortiraient des tempêtes contre qui troublerait leur sommeil. Voyez si j'avais tort, voyez ce que donne aujourd'hui l'Espagne pour prix de cette prétention d'avoir partout des rois de notre maison. »

A ce moment d'amertume le maréchal avait fait succéder quelques graves paroles sur le péril imminent du côté de l'Allemagne, la nécessité d'un grand effort, d'une prompte victoire. « Il nous faut, disait-il, déplacer si vite nos forces, qu'on puisse croire qu'elles sont doubles, faire face au midi, frapper au nord. Les armées s'usent promptement à ce jeu, et les chefs n'y durent pas. On ne peut espérer partout la même fortune, et dans ces brusques changemens de front on rencontre vite son dernier champ de bataille. Avec quel profit pour la patrie, pour sa puissance, pour sa gloire, voilà la seule chose qui importe, et je ne la vois pas bien ici. »

C'était avec ce calme de noble tristesse que le maréchal avait quitté les amis que sa présence étonna et charma quelques heures. Pas une autre pensée possible, après son départ, que le raisonnement sur cette guerre, où de si grandes forces allaient se heurter de nouveau, et dont le but, disait-on, était aussi obscur que le péril était grand. Un seul des témoins de cette scène se montrait plein de confiance dans la destinée de l'empereur. « C'est une guerre contre les Daces, disait-il; ils seront battus, jetés dans le Danube, et nous verrons à Paris le triomphe de Trajan. »

Mais cette espérance classique était peu partagée, et on aurait pu s'étonner de la liberté de jugement qui, sous ce règne si absolu et si éclatant, restait à quelques hommes impartiaux, sans être ennemis, prévoyant la chute qu'ils ne souhaitaient pas, et que plus d'un d'entre eux avait quelque raison de craindre.

Deux jours après, chacun avait quitté la belle campagne de M. C..., et était retourné à ses affaires ou à ses études. M. C... nous ramenait, Aréna et moi. Aréna reçut bientôt son brevet, daté de Mayence, et quelques mots de la main glorieuse qui avait pressé la sienne. Je ne peindrai pas sa joie, bien courte, hélas! on traversait les grades, et déjà la mort moissonnait horriblement; mais comment n'être pas touché de voir ce noble cœur si heureux et si fier d'être relevé d'une proscription injuste et rendu au champ de bataille? Un jour que j'admirais devant M. C... cette puissance de l'honneur et ce prestige de l'empire : « Oui, me dit-il, c'est fort bien pour un jeune ambitieux corse, de sang bouillant et de race intrépide. Son ardeur est admirable. Pauvre Aréna! je vais tâcher de le faire admettre comme officier d'ordonnance près du maréchal, bien que ce soit, ma foi! le poste le plus périlleux. Aréna en est digne, et ce poste, il se le ferait à lui-même partout; mais il ne faut pas juger, sur quelques âmes de cette trempe, l'état des esprits en France et le contre-coup de nos guerres. Pour un jeune homme romanesque et brave comme Aréna, que de paysans, braves aussi, sont traînés avec désespoir à la conscription, et s'en échappent comme ils peuvent! Le nombre des réfractaires est grand, et accuse non pas le courage de la nation, qu'on épuise, mais l'abus accablant de la guerre. Il faut déjà employer des troupes à l'intérieur pour faire rejoindre les conscrits attardés. Fasse le ciel que la campagne de ce printemps ne rende pas bien vite nécessaire une nouvelle conscription! »

Le loyal et excellent homme qui tenait ce langage avait plus d'un ami à la grande armée du Nord; mais il était surtout occupé de la pensée du maréchal, et des nouvelles qu'il en recevait chaque jour par son plus intime ami, le comte Gueneheuc.

Vers la fin d'avril, l'attente des esprits était extrême dans la société parisienne. On savait l'arrivée de Napoléon au centre de ses armées d'Allemagne. Ses illustres maréchaux, Masséna, Davoust et Lannes, l'avaient devancé. On racontait qu'il avait déjà coupé l'archiduc Charles, enlevé Ratisbonne, et que le prochain bulletin serait daté de Vienne. On parlait plus vaguement de l'Italie, où le prince Eugène était sur la défensive contre une armée autrichienne; mais en public presque personne ne doutait qu'avant peu l'armée du vice-roi, en partie française, grossie de bandes italiennes, ne vînt à travers le Tyrol se réunir à Napoléon pour accabler l'Autriche. Rien ne semblait excessif dans cette espérance. Le 10 mai, Napoléon était

entré victorieux dans Vienne, à peine défendue pendant quelques heures. La monarchie autrichienne n'avait plus de capitale; elle n'avait plus qu'un camp couvert par le Danube. On parla bientôt de sa fuite nécessaire dans les montagnes du Tyrol, où elle allait, disait-on, rencontrer les récens débris de ses troupes battues sur l'Adige.

Ces nouvelles se redisaient avec plus de stupeur que de joie, car les derniers réappels sur les conscriptions antérieures à 1809 (1) désolaient un grand nombre de familles, et on remarquait dans les deux grandes écoles de la capitale et jusque dans les lycées (2) des vides déplorables. Il semblait que la grandeur et la rapidité des succès ne faisaient que rendre la guerre plus dispendieuse de sang et hâter l'échéance des sacrifices incessamment demandés à la nation.

Bientôt un terrible événement vint confirmer cette crainte publique et montrer combien ces succès mêmes étaient voisins des revers et mêlés de calamités qu'un hasard de plus pouvait rendre fatales. La presse française, surveillée déjà de si près, gardait sur les mouvemens d'Allemagne et d'Italie un silence sans réflexions, sans nuls détails, dans l'intervalle des *bulletins* qui annonçaient la prise de Vienne et le passage du Danube. Les suites même de ce passage, les deux terribles journées d'Essling n'apparaissaient dans ces bulletins que comme d'immenses victoires de l'armée française; mais à cette époque, malgré la police et le blocus, les journaux anglais, à la faveur des *licences* commerciales, pénétraient encore en France, et le patriotisme même, le zèle national le plus sincère y cherchait parfois la vérité qu'on lui refusait ailleurs.

Leur langage durant le mois de mai 1809 n'attestait que trop le rapport d'intérêt et de passion qui rapprochait l'Autriche de l'Angleterre, et il faut reconnaître aussi que les événemens alors imminens sur le Danube, la courageuse résolution de l'Autriche et la grandeur de ses ressourcees étaient habilement pressentis ou jugés dans ces feuilles anglaises. C'était le bon sens de la liberté. *Tories* ou *whigs* comprenaient également ce qu'il y avait de force vitale et de ténacité dans cette vieille aristocratie germanique, comment elle pouvait abandonner Vienne sans perdre l'empire, se battre en recu-

(1) Napoléon voulut porter à 100,000 hommes la contribution annuelle de la population, ce qui, en revenant en arrière, l'autorisait à demander un supplément de 20,000 hommes à chacune des classes antérieures. Cet appel avait l'avantage de lui procurer des jeunes gens bien plus robustes que ceux qu'il levait ordinairement, puisqu'ils devaient avoir vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois ans, tandis que ceux de 1810 ne comptaient qu'environ dix-huit ans. (M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome 10, page 30.)

(2) Napoléon voulut même choisir dans chaque lycée, où ne se trouvaient que des adolescens, dont les plus âgés avaient de seize à dix-sept ans, ceux qu'un développement précoce rendait propres à la guerre, au nombre de dix par établissement. (*Ibid.*, page 40.)

lant, et, si elle cédait encore, comment bientôt elle se ranimerait au foyer de la patrie commune et dans les passions de toute la race allemande. Cette prophétie est partout dans les feuilles anglaises de ce temps, à quelques mois de Wagram et de ce mariage de Marie-Louise, qui parut un moment changer le sort du monde.

Elle prit une nouvelle force après les deux sanglantes journées d'Essling, où commençait contre Napoléon ce système de guerre à mort, de défaites à perte égale, ou même de victoires plus ou moins arrachées et incomplètes, plus grandes par l'effet moral que par le désastre même. Faut-il le dire? les deux journées d'Essling, les longues alternatives de cette meurtrière bataille, la retraite de l'armée française dans l'île de Lobau, brisèrent le grand prestige de l'empire, et firent comprendre au patriotisme, à la haine, à la politique des autres peuples que le conquérant n'était ni infaillible ni invincible (1).

Alors en effet fut employé déjà par l'ennemi ce déploiement d'artillerie dont il usa plus tard pour enlever à Napoléon une des supé-

(1) La tactique de Napoléon à la bataille d'Essling fut l'objet de sérieuses critiques, qu'un écrivain étranger, souvent admirateur des armées françaises, résume ainsi : « L'art militaire, non plus que la politique, n'est pas, du moins dans ses principes essentiels, une science occulte. Tout ce qui détermine, tout ce qui dirige l'action de masses nombreuses d'hommes doit être fondé sur des maximes accessibles au bon sens ordinaire. Napoléon lui-même nous a dit que l'objet décisif en stratégie, c'est, même avec une force inférieure dans l'ensemble, d'être toujours supérieur sur le point particulier qu'on attaque. Il a dit encore que la plus grande faute qu'un général puisse commettre, c'est de livrer bataille en n'ayant d'autre moyen de retraite que la traversée d'un étroit défilé. Sa principale objection contre la tactique de Wellington est fondée sur le fait que ce général à Waterloo n'avait sur ses derrières qu'une seule grande route à travers la forêt de Soignes. D'après ces principes, qui se recommandent non moins par une telle autorité que par leur propre justesse, que devons-nous dire au général qui, dans l'ensemble de ses forces, ayant 20,000 hommes de moins que son adversaire, engagea le premier jour 35,000 hommes dans une lutte sans espérance contre 80,000, et qui le second jour lança 60,000 hommes en colonnes serrées contre un demi-cercle de batteries comprenant trois cents bouches à feu, dont chaque coup portait infailliblement la destruction dans des rangs trop pressés, et cela de plus, alors qu'un vaste fleuve traversé seulement par un pont chancelant liait le corps qui formait l'attaque avec la réserve de l'armée et devait être la seule retraite possible pour l'un et l'autre en cas de désastre, etc.?... Que dire à l'imprudence de hasarder les deux tiers de l'armée sur la rive gauche, quand un pont étroit d'un mille de longueur, ébranlé sous le coup des flots, séparait ce corps du troisième tiers demeuré sur l'autre rive? Napoléon nous a dit lui-même que deux fois, le 21 mai, les ponts avaient été emportés par le fleuve. A minuit, le Danube grossit de la manière la plus formidable, et le passage fut une troisième fois intercepté, et ne put être rétabli qu'au matin, moment où la garde et le corps d'Oudinot commencèrent de passer. Quelle témérité, dans de telles circonstances, de hasarder une action décisive dans la journée contre la totalité de l'armée autrichienne, et de précipiter Lannes au milieu des feux ennemis dès le matin, avant que la masse des corps de Davoust ou la réserve du parc d'artillerie eût franchi ce périlleux passage! » *History of Europe*, etc., by Archibald Alison, t. VII, p. 175.

riorités de sa propre tactique. Par là et par les formes de l'attaque, la durée de la résistance, le combat fut cruel pour la France, et le problème de la victoire, à force de masses entassées sur un point, eut une démonstration de plus.

Parmi tous ces maux que le traité de Schœnbrunn allait bientôt effacer en apparence, mais qui couvaient dans le souvenir des peuples, une grande perte pour la France fut la mort de l'héroïque maréchal Lannes. Quand la nouvelle en fut annoncée dans le bulletin d'Essling, avec le récit mal dissimulé des pertes énormes de la journée et de la souffrance des troupes, cette mort, qu'on ne pouvait cacher, qu'il fallait avouer et déplorer, fut sentie comme un deuil public, comme un sinistre augure, comme un affaiblissement de nos armes.

Dans quelques-uns de ces hommes du monde, hommes d'affaires ou de plaisir qui s'honoraient d'avoir connu le maréchal, qui se rappelaient ses paroles, ses tristes pressentimens, ses nobles vœux, l'affliction était extrême et mêlée d'une sorte d'irritation contre la puissance et la destinée. « Qu'y a-t-il de vrai aujourd'hui? disait l'un d'eux. Une effroyable bataille s'est livrée en avant du Danube, avec une partie seule de nos forces contre une armée plus nombreuse qui nous investissait de ses feux. Elle a duré vingt heures, et on nous annonce quinze cents Français tués, lorsque les Autrichiens seuls, restés en possession du champ de bataille, ont enseveli sept mille de nos morts (1), et que vingt mille de nos blessés remplissent les hôpitaux de Vienne, notre conquête! » Puis le même homme ajoutait avec une émotion profonde : « Vous n'oublierez jamais, n'est-ce pas, que vous avez vu le duc de Montebello? Quel courage! quelle humanité! quel regret de la guerre où il était si admirable! Cette perte a dû affliger l'empereur, je le crois. L'avertira-t-elle du moins? Vous avez vu ce qu'il en dit lui-même. Rien de tout cela n'est vrai. Le maréchal n'a pas proféré ces pompeuses paroles que lui prête le bulletin (2) : « Sire, je meurs avec la conviction et la gloire d'avoir été votre meilleur ami. » Il n'a pas fait non plus tous ces reproches amers : il n'a pas dit ces mots injurieux que répètent ici à demi-voix quelques badauds en colère. Il expirait dans d'horribles souffrances, les deux jambes brisées et amputées. Il n'a parlé d'abord que de sa femme et de ses jeunes enfans, et il a dit avant de s'évanouir dans l'agonie : « Au nom de Dieu, sire, faites la paix pour la France! moi, je meurs! »

VILLEMAIN.

(1) *Archduke Charle's official Account.* — *Annual Regist.*, 1809.
(2) *Moniteur* de mai 1809.

LA

PHILOLOGIE COMPARÉE

SES PRINCIPES ET SES APPLICATIONS NOUVELLES.

I. *Die Ungleichheit menschlicher Rassen hanptsæchlich vom sprachwissenschaftlichen Standpunkte*, von A. Pott; in-8°, Detmold 1856. — II. *Zeitschrift für vergleichende Sprachforschung auf dem Gebiete des deutschen, griechischen und lateinischen*, herausgegeben von Dr Adalbert Kuhn, Berlin 1850-56. — III. *Ethnology of the Indo-Pacific Islands*, par J. R. Logan dans le *Journal of Indian Archipelago*, Singapore, 1850-55.

Une science nouvelle a pris place de nos jours entre la psychologie et l'ethnologie : cette science est la philologie comparée, que l'on pourrait appeler la physiologie du langage. Ce que peut avoir de fécond le procédé de la comparaison appliqué à certaines études s'est rarement mieux révélé que dans les rapides progrès accomplis par la science des langues à partir du jour où, ne bornant plus son effort à faire passer d'un idiome dans un autre un discours ou un ouvrage, elle a rapproché les procédés et les mots des divers idiomes, interrogé les grammaires, non pour en appliquer les règles, mais pour en analyser le génie, cherché enfin dans l'histoire du langage l'explication des origines ou du classement des sociétés humaines. La philologie comparée a pour but d'établir, par la comparaison des mots et des formes grammaticales, les lois de développement de la faculté qu'on nomme la parole, et, dans les divers modes d'application de ces lois, elle arrive à reconnaître sans peine l'âge d'une langue comme le degré de civilisation qu'elle représente. Avant notre époque, les phénomènes du langage ainsi envisagés avaient préoccupé sans doute certains esprits, mais des théories préconçues s'étaient opposées à ce qu'on pût saisir les choses avec leurs caractères naturels. Les uns croyaient retrouver dans les

langues les débris d'une prétendue langue primitive; d'autres, comme le fit le baron de Mérian, se bornaient à dresser des listes de mots empruntés à tous les idiomes et réunis par des étymologies arbitraires. L'Europe septentrionale cependant, au début de ce siècle, finit par prendre l'initiative de recherches plus sérieuses, et une fois entrée dans une voie vraiment scientifique, la philologie fit de tels progrès, que le public connut presque en même temps son existence et sa maturité.

En France, on était jusqu'à ces derniers temps demeuré presque étranger à ces découvertes de la linguistique. La philologie comparée n'avait rencontré parmi nous que fort peu d'adeptes. Abel Rémusat, dans ses *Recherches sur les langues tartares*, en appliqua quelques principes, mais il généralisa peu les résultats qu'il obtint, et la mort l'enleva avant qu'il eût achevé son œuvre. Klaproth ne marchait point encore d'un pas bien sûr dans la voie nouvellement ouverte; il n'avait pas assez approfondi la grammaire comparée pour s'être familiarisé avec une méthode qui demandait d'abord à être solidement assise, et puis d'ailleurs, quoique habitant la France, il écrivait généralement sur ces matières en Allemand. C'est au-delà du Rhin qu'il faut aller chercher les véritables fondateurs de la science nouvelle : Guillaume de Humboldt, F. Bopp, Jacques Grimm. Leurs ouvrages n'ont malheureusement point encore été traduits en français, et les principes qu'ils ont posés n'ont guère pu se répandre hors de leur pays. Parmi nos érudits, un seul, Eugène Burnouf, entra en même temps qu'eux dans cette voie d'études et fut conduit aux mêmes doctrines; mais la nature spéciale de ses travaux empêcha nos philologues de s'initier aux méthodes et aux idées dont il avait si habilement saisi l'esprit. L'indifférence commence aujourd'hui à se dissiper, et on se montre moins antipathique à des procédés dont le premier tort, aux yeux de certaines personnes, était de venir d'Allemagne. Quelques savans se sont franchement consacrés à cette nouvelle branche de nos connaissances. Une chaire destinée à naturaliser chez nous les fruits de la science exotique a été créée à la Sorbonne. En attendant que l'esprit français se familiarise avec l'étude des langues ainsi comprise, l'Allemagne reste la patrie par excellence de la philologie comparée, qui a pris depuis longtemps place dans le programme de ses universités. Les élèves se pressent autour des initiateurs; des ouvrages où les principes généraux sont exposés et appliqués se comptent déjà par centaines au-delà du Rhin; des journaux réservés spécialement à la science nouvelle ont été fondés, et, chose plus remarquable, ils trouvent des abonnés. On se partage la tâche, et sur ce sol, qui, malgré sa richesse, offre encore tant de landes et de fondrières, chaque étudiant fait choix d'une parcelle qu'il défriche pour devenir producteur à son tour.

Ce qui constitue le fondement et tout à la fois l'objet de la philologie comparée, c'est la reconstruction du travail mental d'où sont sorties les langues et qui a présidé à leurs variations. Cette science poursuit deux ordres d'études. Dans le premier, elle refait l'histoire intérieure, interne, d'une langue ou d'une famille de langues. Dans le second, elle dresse une classification des langues connues, compte les familles et détermine à laquelle chacune d'elles appartient, puis scrute les affinités qui lient ces familles entre elles.

L'ensemble des premières recherches met sur la voie des secondes. Les principes que permet de poser l'histoire d'une langue poursuivie dans toutes ses transformations et ses dérivations apprennent à fixer l'âge d'un idiome, la période à laquelle appartient la forme qu'il nous présente, et l'on n'est plus alors exposé à prendre pour des différences spécifiques ce qui ne tient qu'à des inégalités de développement, et à tomber ainsi dans cette erreur, fréquente en ornithologie, qui fait regarder comme d'espèces diverses des individus spécifiquement identiques, mais dont le plumage diffère à raison de l'âge et du sexe. Je commencerai par résumer les résultats principaux de l'étude interne des langues avant de rechercher les données qui en ont réglé la classification.

I.

Une première question se présente : comment a procédé l'esprit humain dans la formation des langues? Nos grammairiens avaient cru qu'il avait suivi dans ce travail de création la marche naturelle indiquée par le raisonnement. L'examen des faits a prouvé qu'il n'en était rien. En étudiant une langue aux diverses époques de son existence grammaticale, on a constaté que nos procédés de logique et d'analyse ne présidaient pas aux premières manifestations d'un idiome. A l'origine des langues, la pensée s'est offerte, à ce qu'il semble, sous une forme confuse et complexe tout à la fois, l'esprit n'avait pas conscience des élémens dont elle se composait. Les sensations se succédaient si rapidement, que la mémoire et le langage, au lieu d'en reproduire séparément les signes, les reflétaient tous ensemble. La pensée était éminemment synthétique. Ce qui le prouve, c'est que les langues les plus anciennes présentent au plus haut degré ce caractère : le mot ne s'y distingue pas de la phrase; autrement dit, l'on parle par phrases et non par mots. Chaque expression est un organisme complet dont les parties sont étroitement enchevêtrées. C'est ce que les philologues ont appelé *agglutination*, *polysynthétisme*. Une pareille manière de s'exprimer est peu favorable sans doute à la clarté; mais les conceptions des premiers hommes étaient assez simples pour être saisies sans un grand travail de réflexion. D'ailleurs ils se comprenaient sans doute plutôt par intuition que par raisonnement. Le jeu de la physionomie, le geste, complétaient la parole et les dispensaient d'une lente analyse des signes vocaux.

De quelque façon qu'on s'explique au reste le caractère primitif du langage humain, il n'en est pas moins constant que l'histoire des langues n'est qu'une marche continue de la synthèse vers l'analyse. Partout on voit un premier idiome faire place à une langue vulgaire, qui ne constitue pas, à vrai dire, un idiome différent, mais qui en est une seconde phase, une période plus analytique. Tandis que la langue primitive est chargée de flexions pour exprimer les rapports les plus délicats de la pensée, tandis qu'elle est plus riche d'images, bien que plus pauvre peut-être d'idées, le dialecte moderne est plus clair, plus explicite, séparant ce que les anciens assemblaient, brisant les mécanismes de l'ancienne langue pour donner à chaque idée et à chaque relation son expression isolée.

Et que l'on ne confonde point ici l'expression avec le mot. Les mots, autrement dit les élémens qui entrent dans l'expression primordiale, sont courts, généralement monosyllabiques, formés presque tous de voyelles brèves et de consonnes simples; mais ces mots disparaissent dans l'expression où ils entrent, on ne les saisit pas plus que dans le vert l'œil ne saisit le bleu et le jaune. Les mots composans sont tellement pressés, imbriqués, pour parler comme les botanistes, que l'on dirait, suivant la comparaison de Jacques Grimm, les brins d'herbe d'un gazon. Et ce qui a lieu pour la composition des expressions se passe aussi pour la prononciation des mots, qui s'y rattache si étroitement : même simplicité dans les sons, parce que l'expression doit cependant laisser saisir toutes les parties de son organisme. « Aucune langue primitive, écrit Jacques Grimm dans son *Mémoire sur l'origine du langage*, n'a de redoublement de consonne. Ce redoublement naît seulement de l'assimilation graduelle de consonnes différentes. » A la seconde époque apparaissent les diphthongues et les brisemens, tandis que la troisième est caractérisée par des adoucissemens et d'autres altérations dans les voyelles.

C'est le sanskrit surtout qui a mis en évidence ces lois curieuses de la transformation graduelle des langues. Le sanskrit, avec son admirable richesse de formes grammaticales, ses huit cas, ses six modes, ses désinences nombreuses et ses formes variées énonçant à côté de l'idée principale une foule de notions accessoires, était éminemment propre à l'étude de la croissance et de la décroissance d'une langue. Au début, dans le *Rig-Véda*, la langue apparaît avec ce caractère synthétique, ces inversions constantes, ces expressions complexes que je signalais tout à l'heure comme les conditions de l'exercice primordial de la pensée. Vient ensuite le sanskrit des grandes épopées de l'Inde; la langue a gagné alors plus de souplesse, tout en conservant cependant la raideur de ses premiers procédés. Bientôt l'édifice grammatical se décompose : le pali, qui correspond à son premier âge d'altération, est empreint d'un remarquable esprit d'analyse. « Les lois qui ont présidé à la formation de cette langue, dit Eugène Burnouf, sont celles dont on retrouve l'application dans d'autres idiomes, à des époques et dans des contrées très diverses; ces lois sont générales parce qu'elles sont nécessaires. Que l'on compare en effet au latin les langues qui en sont dérivées, aux anciens dialectes teutoniques les langues de la même origine, au grec ancien le grec moderne, au sanskrit les nombreux dialectes populaires de l'Inde : on verra se développer les mêmes principes, s'appliquer les mêmes lois. Les inflexions organiques des langues mères subsistent en partie, mais dans un état évident d'altération. Plus généralement elles disparaissent et sont remplacées, les cas par des particules, les temps par des verbes auxiliaires. Ces procédés varient d'une langue à l'autre, mais le principe demeure le même; c'est toujours l'analyse, soit qu'une langue synthétique se trouve tout à coup parlée par des barbares qui, n'en comprenant pas la structure, en suppriment et en remplacent les inflexions, soit qu'abandonnée à son propre cours, et à force d'être cultivée, elle tende à décomposer et à subdiviser les signes représentatifs des idées et des rapports eux-mêmes. »

Le prâkrît, qui représente le second âge d'altération de la langue sans-

krite, est soumis aux mêmes analogies; d'une part il est moins riche, de l'autre plus simple et plus facile. Enfin le kawi, ancien idiome de Java, est une corruption du sanskrit où cette langue est privée de ses inflexions et a pris en échange les prépositions et les verbes auxiliaires des dialectes vulgaires de cette île. Ces trois langues elles-mêmes, formées par dérivation du sanskrit, éprouvent bientôt le même sort que leur mère; elles deviennent à leur tour langues mortes, savantes et sacrées, — le pali dans l'île de Ceylan et l'Indo-Chine, le prâkrît chez la secte des Djaïnas, le kawi dans les îles de Java, Bali et Madoura. Alors s'élèvent dans l'Inde des dialectes plus populaires encore, les langues gouris, l'hindoui, le bengali, le cachemirien, le dialecte du Gouzerate, le mahratte, et les autres idiomes vulgaires de l'Hindoustan, dont le système est beaucoup moins savant.

Les langues de la région intermédiaire entre l'Inde et le Caucase nous apportent dans leurs rapports de filiation des différences du même ordre. Aux époques les plus anciennes apparaissent le perse et le zend, liés entre eux par une parenté étroite avec le sanskrit, mais correspondant à deux développemens divers de la faculté du langage. Le zend, malgré ses traits de ressemblance avec le sanskrit du *Véda*, laisse saisir comme les premiers symptômes d'un travail de condensation dans la prononciation et d'analyse dans l'expression. Il a tous les dehors d'une langue à flexions, mais à l'époque des anciens Sassanides, ainsi que le remarque M. Spiegel, le philologue qui cultive avec le plus de succès en Allemagne les idiomes iraniens, il commence déjà à s'en dépouiller. La tendance analytique se fait bien autrement sentir dans le persan ancien ou parsi, et dans le persan moderne la décomposition a presque atteint son dernier terme. Je pourrais reproduire ces observations pour les langages du Caucase, l'arménien et le géorgien, pour les langues sémitiques, en comparant le rabbinique à l'ancien hébreu; mais ce que j'ai dit suffit à l'intelligence du fait.

La cause de ces transformations se trouve dans la condition même d'une langue, dans la manière dont elle se modèle sur les impressions et les besoins de l'esprit; elle tient à son mode même de génération. Un idiome est un organisme soumis, comme tout organisme, à une loi de développement. « Il ne faut pas, écrit Guillaume de Humboldt, considérer une langue comme un produit mort et une fois formé; c'est un être vivant et toujours créateur. La pensée humaine s'élabore avec les progrès de l'intelligence, et cette pensée, la langue en est la manifestation. Un idiome ne saurait donc demeurer stationnaire, il marche, il se développe, il grandit et se fortifie, il vieillit et s'étiole. »

En somme, on peut distinguer trois états, en quelque sorte trois règnes dans l'existence linguistique : monosyllabisme, agglutination, flexion. Dans le monosyllabisme, la langue est, pour ainsi dire, inorganique; dans l'agglutination, son organisme constitue un tout indivisible, une sorte de végétation analogue à celle de ces plantes cryptogames qui n'ont ni centres vitaux, ni appareils de fonctions. Enfin, dans la flexion, l'organisme est complet, tous les organes spéciaux sont créés, bien qu'à l'origine ces organes se trouvent dans une dépendance étroite les uns des autres, et qu'un mouvement analytique amené par le temps soit nécessaire pour les rendre plus

indépendans. Comment s'opèrent ces transformations successives? C'est ce que la philologie comparée a dû chercher à découvrir, et voici à peu près ce qu'elle nous enseigne.

La langue débute par un premier radical phonétique qui rend la sensation dans toute sa simplicité et sa généralité. Ce n'est encore ni un verbe, ni un adjectif, ni un substantif; c'est un mot exprimant la sensation commune qui peut être au fond de ces catégories grammaticales, rendant le sentiment du bien, du plaisir, de la douleur, de la joie, de l'espérance, de la clarté ou de la chaleur. Dans l'emploi qu'en fait le langage, il y a sans doute tour à tour un sens verbal, ou nominal, ou adverbial, ou qualificatif; mais rien cependant dans la forme du mot n'accuse et ne spécifie ce rôle. Les langues très simples en sont encore presque à cette forme élémentaire. C'est plus tard seulement que l'esprit crée les parties du discours; elles existaient sans doute virtuellement, mais l'intelligence ne sentait pas le besoin de les distinguer profondément par une forme essentielle, en leur donnant une physionomie caractéristique. Ensuite ces formes ont été se multipliant, mais l'abondance et la nature en ont varié suivant les contrées et les races; tantôt c'est sur le verbe que l'imagination a épuisé toutes les nuances de l'expression, tantôt c'est au substantif qu'elle a attribué les modifications. L'esprit a été plus ou moins inventif et plus ou moins rationnel; il a saisi parfois ici des délicatesses qui lui ont échappé là complétement, et dans les langues les plus grossières on remarque des nuances qui manquent aux plus raffinées. La comparaison du sanskrit et du grec nous révèle un de ces contrastes. La première langue est bien autrement riche que la seconde quant à la manière dont elle exprime les rapports du substantif dans la phrase et les relations des mots entre eux; elle a un sentiment bien plus profond et bien plus pur de l'essence du verbe et de sa valeur intime, et cependant la conception du mode dans l verbe considéré comme distinct du temps lui a échappé, la nature verbale de l'infinitif lui est restée inconnue. Le sanskrit le cède donc de ce côté au grec, qui lui est uni d'ailleurs par des liens étroits.

Ainsi l'intelligence humaine n'est pas arrivée dans toutes les langues au même degré, et dès-lors n'a pas créé les mêmes rouages secondaires. Quant au mécanisme général, il s'est présenté partout le même, car ce mécanisme, c'est de la nature intime de notre esprit qu'il procède, et cette nature est la même pour tous les hommes.

Les premières formes qu'a revêtues la langue sont devenues comme le squelette auquel se sont attachés les appareils, les ligamens et les muscles. La disposition de ceux-ci a été nécessairement subordonnée à la structure ostéologique. Le génie de chaque langue s'est alors dessiné, et ce génie a été plus ou moins fécond, plus ou moins mobile. La grammaire une fois créée, c'est le vocabulaire qui est devenu le siége des évolutions vitales. Les mots ont constamment représenté le même ordre d'objets, car ces objets ne changent pas suivant les contrées et suivant les races; mais ils se sont offerts sous les aspects les plus variés, et ces aspects n'ont pas toujours été identiques sous les différens cieux et dans les diverses sociétés. De là la création de mots en nombres inégaux pour représenter une même somme d'objets communs. L'imagination brillante d'un peuple a été une source intarissable

de mots nouveaux, de formes nouvelles, tandis que chez d'autres l'idée est restée presque embryonnaire, et que l'objet s'est toujours présenté sous le même aspect. Si telles impressions dominaient, les mots destinés à les rendre se multipliaient. Au temps de la chevalerie, il y avait une foule de mots pour exprimer l'idée de cheval. Dans le sanskrit, la langue de l'hindoustan, où l'éléphant joue un rôle aussi important que le cheval chez nous, les expressions abondent pour dénommer ce pachyderme. On le désigne tantôt comme *l'animal qui boit deux fois*, tantôt comme *celui qui a deux dents*, tantôt comme *l'animal à trompe*, etc. Et ce qui arrive pour les substantifs arrive aussi pour les verbes. Dans les langues américaines, créées par des peuples qui avaient peu d'objets sous les yeux, mais dont la vie était toute dans l'action et le sentiment, les formes verbales sont singulièrement multipliées, tandis que dans le sanskrit et dans le grec, que parlaient des peuples arrivés à un haut degré de civilisation, les substantifs ont le pas sur les verbes. Ainsi la vie même d'un peuple a été la source des modifications qui se sont opérées dans sa langue, et chaque idiome a conduit son développement à sa manière.

Je viens d'indiquer les causes internes de la transformation des langues; mais en plaçant parmi ces causes la vie des peuples qui les parlent, on arrive à un autre ordre d'influences, et si l'on admet que les progrès de l'intelligence sont liés au sort des nations, il faut admettre aussi que le mélange des races a eu sa part dans les altérations subies par certains idiomes. Le kawi est sorti, on le sait, de l'association de formes empruntées au dialecte populaire de Java avec le sanskrit. Le copte, le galla portent des traces incontestables de l'introduction de formes grammaticales empruntées aux langues sémitiques, quoique ces langues en diffèrent cependant radicalement par le vocabulaire. Cela tient, ainsi que l'a judicieusement remarqué M. Logan, à ce qu'un idiome n'est pas toujours chassé par un autre : il est quelquefois seulement modifié par lui. La prononciation subit d'abord nécessairement, dans des bouches appartenant à une race nouvelle, une modification profonde; tous les peuples ne sont pas doués des mêmes aptitudes vocales. A la suite de l'altération de la prononciation vient l'importation des mots : un peuple, en se mêlant à un autre, dont il adopte la langue, introduit dans celle-ci un certain nombre de mots empruntés à la sienne propre. La grammaire résiste, il est vrai, et garde son cachet originel; mais si la race qui vient se fondre avec la population dont elle adopte l'idiome est douée d'une intelligence plus souple, d'un esprit plus pénétrant, d'une loquacité plus grande, d'une vivacité plus habituelle, elle hâtera la décomposition de la langue : elle la précipitera plus avant dans les voies de l'analyse; les mots se raccourciront davantage, les conjugaisons et les déclinaisons s'appauvriront encore, les inversions deviendront plus rares.

L'allemand, comparé à l'anglais, nous permet d'observer une remarquable application de ce principe. Les Allemands, qui sont restés sur leur sol, demeurent en possession d'une langue dont le caractère synthétique est toujours frappant. Mis en regard du gothique ou du bas-allemand, l'allemand moderne, c'est-à-dire le haut-allemand, nous présente des formes aussi riches, un appareil de flexions également abondant, des inversions non moins

prononcées. Il en a été tout autrement de l'anglo-saxon. En passant en Angleterre, en se mêlant à des Celtes et plus tard à des Français, les peuples émigrés de la Germanie ont perdu leur caractère linguistique. La langue parlée par eux s'est promptement altérée; le travail de décomposition a miné le fond de la grammaire, et la langue anglaise, née d'un idiome germanique transporté dans Albion, finit par rappeler sous le rapport grammatical encore plus la simplicité analytique des langues néo-latines que la constitution de la langue mère, dont elle a néanmoins gardé tant de mots.

L'influence du mélange des races est encore bien plus prononcée quand deux langues de développement très inégal se trouvent en présence, que les populations qui les parlent sont soumises à un perpétuel frottement, ou même s'allient entre elles. C'est la remarque que l'on a pu faire dans l'Océanie; là existent des idiomes d'une extrême simplicité, simplicité qui répond à la débilité intellectuelle de ceux qui s'en servent. Ces langues n'ont que peu de mots et des formes grammaticales très imparfaites; mais les Malais, dont la race a envahi une partie de la Polynésie, se mêlent incessamment, et par des croisemens multiples, à la population australienne et papoue. Leur langue, quoique encore assez simple, est infiniment supérieure à ces idiomes grossiers. Pour entrer en rapport avec les Malais, les populations australiennes se voient forcées non-seulement de leur emprunter souvent des mots, mais d'introduire dans leur propre langage des distinctions de genres, des modalités, des tournures qui leur étaient primitivement étrangères, et dont ne sauraient se passer les Malais, précisément parce que leurs idées sont plus avancées. La grammaire malaise fait donc invasion dans les idiomes australiens; elle leur donne un moule qui manquait encore à certaines catégories d'expressions de la pensée. Dans quelques îles, cette langue a seulement introduit ses idiotismes en respectant le vocabulaire primitif, dans d'autres elle a chassé une partie des mots; mais une fois cette dépossession opérée sur une grande échelle, la grammaire de l'ancien idiome a fini par être abandonnée, et le malais s'est alors complétement substitué à la langue primitive (1).

Bien que divisées par la grammaire et le vocabulaire, les langues sont cependant soumises à certaines influences supérieures qui déterminent parmi elles des familles, des groupes distincts. Deux idiomes, quoique très inégalement avancés, peuvent avoir des liens de parenté visibles. La rudesse et la grossièreté de l'un n'empêchent pas qu'on ne reconnaisse en lui la même expression que dessinent mollement les traits affadis et délicats de l'autre. Jamais d'ailleurs une langue ne se soustrait complétement, sous le rapport

(1) M. Logan a publié dans son *Journal de l'archipel indien* de savantes études sur cette transformation des idiomes océaniens. Son *Ethnologie océanienne* dénote un esprit à la fois sage et pénétrant auquel il n'a manqué que des informations plus positives sur les langues et les races qu'il rapproche de celles dont il connaît si bien l'histoire. On sent, en lisant ses travaux, que l'on n'a point affaire en lui à un philologue de profession, mais à un observateur qui vit parmi les populations dont il analyse les langues. M. Logan appartient donc à une école plus pratique que celle des philologues allemands; Guillaume de Humboldt par exemple n'avait aperçu les langues de l'Océanie qu'à travers des orthographes imparfaites.

grammatical comme sous le rapport phonétique, aux habitudes qu'elle a reçues en quelque sorte avec le sang. Le thibétain et le barman, pour n'en citer qu'un exemple, quoique s'étant graduellement adoucis, ayant perdu les caractères les plus tranchés de la famille à laquelle ils appartiennent, gardent néanmoins des traces d'une extrême rudesse, de cette capacité à lier les mots dans une harmonie continue qu'on observe au plus haut degré dans le chinois et les langues de l'empire d'Annam. C'est que ce moule grammatical est devenu celui même de l'esprit. Nous ne pouvons changer la constitution mentale que Dieu nous a départie, nous ne pouvons refaire les aptitudes natives que nous possédons individuellement, mais qui varient suivant les personnes; nous ne parvenons qu'à les modifier. Il en est de même des langues : ce sont des personnes de caractères divers, les unes superficielles et légères, les autres sérieuses et réfléchies, quelques-unes vives, pétulantes même, plusieurs gauches et lourdes. Cela n'empêchera pas cependant que l'âge et le genre de vie n'atténuent ou n'augmentent ces dispositions congéniales; mais, quoi que fassent les années, les événemens et le contact d'autrui, l'homme, de même que la langue, demeurera pour le fond, à toutes les époques de son existence, ce qu'il était au point de départ. Il y a d'ailleurs des caractères plus ou moins tranchés, plus ou moins susceptibles d'être modifiés par les actions extérieures : on rencontre des natures malléables et des natures rebelles; il en est ainsi pour les langues.

La meilleure preuve que l'on puisse donner de l'incapacité absolue de l'homme à créer une langue nouvelle, ce sont les tentatives mêmes qu'il a faites pour y parvenir. Il y a eu des réunions d'individus qui ont voulu se faire un langage à part, qui se sont composé des jargons, des argots. Dans ces idiomes de création arbitraire, on a inventé des mots nouveaux, imaginé des expressions bizarres. Eh bien! malgré cette volonté persévérante de briser avec la langue ancienne, sous cette enveloppe de fantaisie les formes grammaticales de la langue qu'on voulait abandonner ont toujours reparu. Dans l'Amérique du Nord, on a vu des peuplades indiennes, à la suite de dissensions, se séparer en deux tribus, aller vivre chacune dans des endroits éloignés, en évitant désormais tout contact entre elles; des habitudes nouvelles, des conventions particulières, des impressions locales n'ont pas tardé à transformer les mots du vocabulaire dont ces tribus se servaient. Ces mots, en nombre naturellement très restreint, se sont altérés au point qu'il n'est plus possible d'en saisir la parenté d'origine avec ceux dont ils sont pourtant sortis. En réalité, un vocabulaire nouveau a été créé, mais la grammaire est restée la même. Les formes verbales, le mode d'emploi des catégories du discours subsistent identiquement quant au fond, et en dépit du changement de peau, la similitude du squelette accuse la communauté de race. Nous connaissons des langues qui vivent depuis plus de trois mille ans, qui ont été parlées par des peuples ayant traversé de notables vicissitudes, et cependant le fond de ces langues est encore ce qu'il était à l'origine. Le grec que l'on entend à Athènes n'est pas aussi éloigné du grec d'Homère que le français l'est de l'espagnol ou de l'italien; le chinois qu'on écrit à la cour de Pékin n'est pas différent, quant au fond, du chinois des *Kings*, les anciens livres sacrés de la Chine, et le rabbinique s'éloigne moins du style de la

Genèse que l'anglais ne s'éloigne du saxon. Ce grand principe de la persistance des races que l'ethnologie a fait ressortir est donc applicable aussi aux langues, et nous avons alors un moyen de les classer, d'en saisir les filiations et les mélanges. Nous savons que les modifications qui s'opèrent dans la vie d'une langue ne la font pas sortir de la condition même de son être, elle ne peut briser son organisme et effacer totalement sa marque originelle.

Tels sont les phénomènes généraux que la science a saisis dans ce qu'on peut appeler la *vie du langage*. Ces phénomènes une fois bien connus, on a pu arriver à une notion précise des existences individuelles, et dès-lors la philologie comparée est entrée dans une voie plus féconde et plus large; elle a quitté l'individu pour les sociétés diverses, la psychologie pour l'ethnologie. Elle a découvert entre chaque langue et l'état social du peuple qui la parle des rapports curieux, elle a retrouvé sous les mots et les formes grammaticales des documens historiques ignorés qui nous permettent de reconstruire l'histoire des migrations de notre espèce.

II.

Les philologues qui se sont livrés à l'étude comparative des langues de l'Europe, MM. François Bopp et Pott en particulier, ont constaté la parenté plus ou moins étroite de ces langues entre elles. Toutes, à l'exception d'un petit nombre d'idiomes, offrent le même système grammatical et un vocabulaire dont les mots peuvent se rattacher les uns aux autres par les règles de l'étymologie. Je dis les règles, parce que l'étymologie a aujourd'hui les siennes, et n'est plus livrée à l'arbitraire de rapprochemens souvent ingénieux, mais chimériques. Par la comparaison attentive des changemens que des mots bien connus ont subis en passant d'une langue dans une autre, on est parvenu à saisir des lois de permutation pour les lettres et des procédés réguliers pour l'échange des sons. Ces faits une fois constatés, il a été possible de remonter, de mots en apparence assez dissemblables, à un radical commun qui apparaît comme le type dont les modifications ont produit tous ces mots dérivés. Ce type, c'est dans le sanskrit qu'on l'a trouvé, ou tout au moins les mots du sanskrit se présentent sous une forme évidemment beaucoup plus ancienne que les formes européennes, et par conséquent ils se rapprochent le plus du type dont nous ne pouvons aujourd'hui saisir que des dérivations diverses. La grammaire sanskrite renferme également en substance celle de tous nos idiomes.

Ainsi les langues de l'Europe appartiennent à une grande famille, qui s'est de bonne heure divisée en plusieurs branches, dont nous ignorons l'ancêtre commun, mais dont nous reconnaissons dans le sanskrit le chef d'une des plus anciennes lignes collatérales. On a vu que le perse et le zend étaient deux langues alliées de fort près au sanskrit; ce sont par conséquent des sœurs, et tandis que certaines langues de l'Europe, telles que le grec et les idiomes slaves, rappellent d'une manière assez frappante le sanskrit, d'autres, les langues germaniques, tiennent de plus près au perse et au zend.

La comparaison des idiomes européens les a fait grouper en quatre grandes classes représentant comme autant de sœurs nées d'une même mère; mais

ce sont des sœurs qui n'ont point été appelées à l'égalité de partage. Plus l'on s'avance à l'est, et plus l'on trouve que les langues ont eu la part belle dans l'héritage. Tandis que les idiomes slaves, et en particulier la famille lithuanienne, ont gardé presque sans altération le moule du sanskrit, les langues celtiques, refoulées à l'ouest, ne rappellent plus que d'une manière assez éloignée la langue mère, et on a pu croire pendant longtemps qu'elles constituaient un groupe à part.

Cette distribution des langues en Europe, corrélative de leur affinité avec les antiques idiomes parlés des bords de la Mer-Caspienne aux rives du Gange, est un indice incontestable de l'origine asiatique des peuples européens. On ne saurait supposer là une circonstance fortuite. Il est clair que des tribus sorties de l'Asie se sont poussées les unes les autres, et les Celtes, les plus anciennement arrivés sur notre continent, ont fini par en devenir les habitans les plus occidentaux.

Je viens de dire que l'on rapportait à quatre familles les langues de l'Europe de souche indo-germanique. J'ai déjà nommé les langues celtiques, les langues germaniques et les langues slaves. La quatrième famille, que l'on peut appeler pélasgique, comprend le grec, le latin, et toutes les langues qui en sont dérivées. Il convient d'examiner séparément les caractères de ces familles linguistiques, liées par tant de grands souvenirs à l'histoire de l'humanité.

Le groupe gréco-latin a reçu le nom de *pélasgique*, la Grèce et l'Italie ayant été originairement peuplées par une race commune, les Pélasges, dont l'idiome peut être considéré comme la souche du grec et du latin. La première de ces deux langues n'est point en effet, comme on se l'était d'abord imaginé, la mère de l'autre. Ce sont simplement deux sœurs, et si l'on devait leur assigner un âge différent, le latin aurait des droits à être regardé comme l'aîné. Le dialecte le plus ancien de l'idiome hellénique, celui des Éoliens, ressemble au latin bien plus que les dialectes plus récens du grec. Le latin présente dans ses élémens grammaticaux, comme dans son vocabulaire, des analogies, des rapports avec le sanskrit. Il n'était lui-même qu'une des branches de l'ancienne famille des langues italiques, et qui comprenait trois rameaux, le japygien, l'étrusque et l'italiote, lequel se subdivisait à son tour en deux autres rameaux, le premier constituant le latin, et le second comprenant les dialectes des Ombriens, des Marses, des Volsques et des Samnites.

Nous ne connaissons la langue japygienne que par quelques inscriptions trouvées en Calabre et appartenant au dialecte messapien. Le déchiffrement des inscriptions de la Calabre est encore peu avancé malgré les travaux que la philologie comparée a entrepris dans ces dernières années (1); mais ce que l'on en comprend suffit pour nous révéler le caractère indo-européen de cette langue : ce caractère s'accuse plus nettement dans les inscriptions des langues italiotes. La comparaison de ces idiomes avec leur prototype asia-

(1) On peut citer parmi ces travaux les savans ouvrages de G. F. Grotefend : *Rudimenta linguæ umbricæ ex inscriptionibus antiquis enodata* (Hanovre 1835), de M. Th. Aufrecht et A. Kirchhoff : *Die Umbrischen Sprachdenkmäler* (Berlin 1849), et de Th. Mommsen : *Die Unteritalischen Dialekte* (Leipzig 1850).

tique ne nous permet pas seulement de saisir la parenté des tribus qui les parlaient, elle nous fait encore juger du degré de civilisation que ces tribus avaient atteint quand elles pénétrèrent en Europe. En effet, ainsi que l'a remarqué un des plus habiles philologues de l'Allemagne, M. Th. Mommsen, les mots que nous retrouvons à la fois avec le même sens dans les diverses langues indo-européennes, sauf, bien entendu, les modifications qui s'opèrent suivant le génie propre et la prononciation de chacune de ces langues, nous donnent la mesure de l'état social de la race émigrée au moment de son départ. Or tous les noms de bestiaux, d'animaux domestiques, ceux du bœuf, de la brebis, du cheval, du chien, de l'oie (1), sont les mêmes en sanskrit, en latin, en grec. Ainsi les populations indo-européennes connaissaient, en pénétrant en Europe, l'élève des bestiaux; nous voyons aussi qu'elles savaient l'art de construire des demeures fixes, des chars, des jougs (2), qu'elles divisaient toutes l'année en mois lunaires et comptaient régulièrement jusqu'à plus de 100 (3) suivant le système décimal, qu'elles professaient un culte semblable à celui que nous peint le *Rig-Véda*.

Comme contre-épreuve, les mots que nous retrouvons simplement à la fois dans le grec et le latin, et qui n'existent point en sanskrit avec leur sens propre, deviennent à leur tour les témoins des progrès qui se sont accomplis en Europe; ils nous montrent quelles étaient les connaissances communes dont les Pélasges se trouvaient en possession avant de se séparer complétement en *populations helléniques* et en *populations italiques*. Nous apprenons ainsi que de cette époque pélasgique datent l'établissement de l'agriculture régulière, la culture des céréales, de la vigne et des oliviers. Enfin les mots que le latin possède seul, mais que le grec n'a point encore, font voir les progrès que les peuples italiques accomplirent après avoir pénétré dans la presqu'île : par exemple, le mot qui exprime l'idée de barque (*navis*, sanskr., *nâus*) et qui fut appliqué plus tard à un *navire*, appartient aux trois langues aussi bien que celui qui rend l'idée de *rame*. Les Pélasges avaient donc apporté de l'Asie la connaissance des transports par eau; mais les mots *voile*, *mât* et *antenne* sont exclusivement latins. Ce furent les populations de l'Italie qui inventèrent la navigation à voiles, et cette circonstance achève de nous démontrer que c'est par le nord de cette péninsule que les Pélasges y ont pénétré (4).

(1) Sanskrit *gaûs*, latin *bos*, grec βοῦς, en français *bœuf;* — sanskrit *avis*, latin *ovis*, grec ὄις, français *brebis*, etc.

(2) Par le mot sanskrit *jugam*, devenu en latin *jugum*, en grec ζύγος, et signifiant *joug*, etc.

(3) Les noms de nombre sont les mêmes jusqu'à cent, et le système numéral est identique.

(4) Nous ne savons pas malheureusement quel était au juste l'idiome de ces Pélasges. C'est peut-être dans la langue actuelle des Albanais ou *Schypétars* qu'il faut en aller chercher le dernier descendant. Malgré la quantité assez notable de mots grecs et slaves qui ont pénétré dans l'albanais, on y retrouve un système grammatical plus voisin du sanskrit que n'est le grec. Telle est par exemple la déclinaison de l'adjectif opérée à l'aide d'un appendice pronominal, ce qui s'observe aussi dans les langues slaves, si rapprochées d'ailleurs du sanskrit. La conjugaison du verbe est très distincte de celle du grec et dénote un système de flexion moins développé.

Je ne dirai rien des langues néo-latines, nées de la décomposition du latin, et qui perdirent peu à peu le caractère synthétique et les flexions de leur mère. L'histoire de ces langues est plus connue du public instruit que celle des autres familles linguistiques, et c'est la seule branche de la philologie comparée qui ait donné chez nous naissance à un assez grand nombre de publications. J'arrive aux langues slaves ou letto-slaves, qui se décomposent en plusieurs groupes correspondant à des degrés divers du développement linguistique. Le groupe lettique ou lithuanien, qui comprend le lithuanien proprement dit, le borussien ou ancien prussien, et le lettique ou le livonien, répond à une période moins avancée que celle où apparaît le rameau slave proprement dit. Par exemple, le substantif lithuanien n'a que deux genres, tandis que le slave en reconnaît trois. La conjugaison lithuanienne ne distingue pas les troisièmes personnes du singulier, du duel et du pluriel : la conjugaison slave, au contraire, distingue nettement ces personnes au pluriel et au singulier; mais en revanche le lithuanien garde dans sa déclinaison les sept cas et le duel, si caractéristiques dans le sanskrit : ces cas sont même parfois identiques à ceux de cette dernière langue. Les idiomes slaves proprement dits se subdivisent en deux branches, celle du sud-est et celle de l'ouest. La première comprend le russe, le bulgare, — qui nous fournit la plus vieille forme slave et se rapproche beaucoup de l'idiome dit *cyrillique* ou *ecclésiastique*, dans lequel sont composés les plus anciens monumens de la littérature chrétienne chez cette race, — l'illyrien, le serbe ou servien, le croate, le slovène, parlé dans la Carinthie, la Carniole, une partie de la Styrie et un canton de la Hongrie occidentale. Les langues slaves de l'ouest embrassent le lekhc ou polonais, le tchêque ou bohême, le sorabe ou wende, dialecte populaire de la Lusace, et le polabe, qui a disparu comme l'ancien prussien, et que parlaient les tribus slaves répandues naguère sur les deux rives de l'Elbe inférieur.

Les langues germaniques se rattachent, comme on l'a déjà remarqué, plus au zend et au perse qu'au sanskrit. Le perse et le zend font partie d'un groupe de langues que l'on désigne sous le nom de *langues iraniennes*, et qui embrasse encore beaucoup d'autres idiomes dont plusieurs ont disparu. On y rattache notamment l'afghan ou pouschtou, le beloudsche, parlé dans le Beloudschistan, le kurde, l'arménien, l'ossète, qui paraît n'être autre que la langue des peuples connus des anciens sous le nom d'Albaniens, les Aghovans des auteurs arméniens.

Cette étroite liaison des langues germaniques avec les langues iraniennes nous montre assez d'où sont sortis les peuples qui se répandirent dans l'Europe centrale, et qui chassèrent vraisemblablement devant eux les Celtes. L'histoire des langues germaniques présente quatre phases : — la période gothique; — la période de l'ancien haut-allemand, pendant laquelle la langue se subdivise en trois rameaux, le scandinave, le bas-allemand (anglo-saxon, néerlandais, frison), le haut-allemand proprement dit; — la période du haut-allemand moyen; — celle du haut-allemand moderne. Le haut-allemand ancien comprend plusieurs dialectes, tels que le bavarois, le franc, le souabe. L'affinité qui rapproche ces langues est beaucoup plus étroite que celle qu'on observe entre les langues slaves et entre les langues pélasgiques.

Plusieurs traits communs les rattachent entre elles : la variation du son, ce que les Allemands appellent *Ablaut*; l'existence de deux formes différentes de verbes et de substantifs, que l'on appelle déclinaisons et conjugaisons fortes et déclinaisons ou conjugaisons faibles (1).

Les langues celtiques ne nous sont malheureusement connues que par des représentans très dégénérés sans doute de cette famille puissante, le gallois ou welche et l'armoricain ou bas-breton, lesquels ne sont en réalité que deux dialectes de la langue kymrique, puis l'irlandais, l'idiome erse ou gaélique, répandu dans la Haute-Écosse, et l'idiome de la petite île de Man. Nous ne savons presque rien de la langue que parlaient nos pères les Gaulois, mais que le petit nombre de mots qui nous en est resté suffit pour rattacher au même groupe. De toutes les branches de la famille indo-européenne, c'est celle en effet dont les destinées ont été les moins heureuses et les plus bornées. Les langues celtiques sont venues mourir sur les rives de l'Océan, qui opposait une barrière infranchissable aux émigrations nouvelles de ceux qui les parlaient. Envahies par les populations latines ou germaines, les races celtiques ont perdu pour la plupart le langage qui les distinguait, sans perdre pour cela tout à fait le cachet de leur individualité.

L'histoire des langues indo-européennes est, on le voit, le guide le plus sûr que nous puissions suivre pour reconstruire l'ordre des migrations qui ont peuplé l'Europe. Cette communauté de langage qui se découvre sous une apparente diversité serait-elle simplement l'effet d'une communauté d'organisation physique et intellectuelle? les peuples de l'Europe appartiendraient-ils seulement à ce que l'on pourrait appeler une même formation? et deviendrait-il alors inutile d'aller chercher en Asie leur berceau commun? Le fait est en lui-même peu vraisemblable; mais voici que des rapprochemens d'un autre ordre viennent s'ajouter à ceux que nous ont offerts les langues pour confirmer les inductions tirées des faits précédens. En étudiant les traditions mythologiques contenues dans les *Védas* et les plus anciens monumens religieux de l'Inde et de la Perse, on a retrouvé une foule de fables, de croyances, de surnoms de dieux et de rites sacrés, dont des variantes se rencontrent dans les légendes et les mythes de la Grèce antique, de la vieille Italie, de l'Allemagne, de la Scandinavie, de la Russie et même de l'Angleterre. C'est seulement depuis quelques années que ces nouvelles analogies ont été mises en lumière, particulièrement dans les publications de deux orientalistes distingués de Berlin, MM. Th. Aufrecht et Adalbert Kuhn. Un des premiers indianistes de l'Allemagne, M. Albert Weber, a aussi contribué pour sa part à ce travail de rapprochement. Des mythes nombreux rattachent entre elles les populations germaniques. Ces mythes ont revêtu chez chacune d'elles une physionomie quelque peu distincte, car tout est mobile et changeant dans le mythe, et chez un même peuple les fables reli-

(1) Les personnes qui voudront avoir une idée des travaux que Jacques Grimm et son école ont entrepris sur l'histoire des langues germaniques, et dont les résultats ont été si féconds pour la philologie comparée, feront bien de consulter les recherches publiées par M. Adolphe Regnier sur l'histoire de ces langues dans le tome III des *Savans étrangers* de l'Académie des Inscriptions. L'habile indianiste a porté dans cette matière des lumières nouvelles, grâce à la clarté toute française de son esprit.

gieuses ou héroïques se modifient, se transforment même suivant les temps et suivant les lieux; mais un fonds d'idées communes reste, et c'est ce fonds qui permet de saisir la parenté originaire des croyances. Je pourrais citer une foule de ces fables qui ont couru toute l'Europe depuis l'antiquité, en changeant de costume, mais en gardant les mêmes traits. Une seule nous servira de spécimen.

L'antiquité grecque a rapporté diverses légendes sur un artisan merveilleux du nom de Dédale, et qui se confond parfois avec le dieu du feu, avec la personnification de la foudre, cet Héphæstos, que nous appelons d'après les Latins Vulcain. Les Aryas adoraient aussi comme un dieu forgeron la foudre personnifiée; ils l'appelaient *Twachtri*, et la physionomie de ce personnage a la plus grande analogie avec celle de Vulcain. Twachtri est donné comme l'auteur de toutes les œuvres, parce que le feu est le grand agent de l'industrie humaine et qu'il est *ignipotens*, pour parler avec Virgile. Et de même que cette divinité avait forgé la foudre de Jupiter et exécuté la coupe dans laquelle les immortels buvaient l'ambroisie, Twachtri avait forgé la foudre d'Indra, le dieu du ciel dans le panthéon védique, et était l'auteur de la coupe divine où l'on versait le *soma*, qui est à la fois l'ambroisie et la libation. Twachtri a pour assistans ou pour rivaux les Ribhavas, autres artistes divins qui jouent un rôle considérable dans les chants du *Véda*, et dans l'histoire desquels on retrouve une foule de traits communs à la légende hellénique des Cyclopes, des Cabires, des Telchines, et en particulier à celle de Dédale. Or ces mêmes légendes sont recueillies chaque jour çà et là en différens points de l'Europe, dans les lieux les plus éloignés et entre lesquels n'a pu s'opérer un échange d'idées. Le célèbre forgeron Wieland ou Vélant, si connu dans les traditions du nord de l'Allemagne, et qui, dans la Scandinavie, est appelé Vœlundr, est un composé de Vulcain et de Dédale, un autre héritier des traditions védiques sur Twachtri. L'aventure si célèbre du héros crétois et de son fils Icare se reproduit avec de légères variantes dans celle de Vœlundr; le forgeron allemand est aussi enfermé dans le labyrinthe, mais la tradition scandinave ne place plus en Crète ce merveilleux édifice, le labyrinthe devient une île nommée Sævarstadr. La fable grecque donne à Dédale des ailes pour s'échapper de sa prison; dans le récit des peuples du Nord, c'est d'une chemise de plumes qu'il se revêt. Son frère Eigil, qui a remplacé Icare, veut éprouver la puissance de ce vêtement emplumé et périt comme le fils de Dédale, victime de son imprudence. Un scholiaste nous apprend que le célèbre voyageur grec Pythéas avait trouvé aux îles d'Éole, aujourd'hui les Lipari, la singulière coutume d'exposer, près du volcan où l'on croyait que Vulcain faisait sa résidence, le fer que l'on désirait voir façonner en quelque arme ou quelque instrument. On laissait pendant la nuit le métal brut ainsi déposé, et le lendemain on retrouvait l'épée ou l'outil fraîchement fourbi. Un usage de ce genre fondé sur une pareille croyance est répandu dans plusieurs contrées germaniques. Ce n'est plus Vulcain, mais Wieland, estropié du reste comme lui, qui est le mystérieux forgeron. Dans le Berkshire, on montrait jadis près du lieu nommé *White horse Hill* une pierre où, d'après la croyance populaire, il suffisait de déposer un fer à cheval avec une pièce d'argent et d'attacher à côté la bête que l'on voulait

ferrer; au retour, on trouvait l'opération faite. Le maréchal mystérieux, *Wayland-Smith*, comme on l'appelait, s'était payé avec la pièce de monnaie, et l'on pouvait reprendre sa monture. Dans quelques cantons de l'Allemagne, on racontait des histoires analogues; le nom seul du forgeron invisible changeait, et l'imagination brodait sur le fond commun des détails particuliers.

Wieland, que l'on nomme encore Grikenschmied, est associé en certains lieux à un taureau qui rappelle celui que Dédale fabriqua pour satisfaire la passion honteuse de Pasiphaé, et en effet, dans le *Rig-Véda*, Twachtri est chanté comme celui qui façonne tous les animaux. Pasiphaé est l'épouse de Minos, dont la tradition hellénique fait un roi de Crète, mais qui se retrouve à la fois chez les Aryas et chez les Germains. Chez les premiers, il porte le nom de *Manou*, ou mieux *Manus*. C'est un roi législateur, il a pour frère *Yama*, le roi des morts. Le Minos de Crète a de même pour frère Rhadamanthe. Ce dernier, ainsi que Yama, est représenté une baguette à la main, il juge dans les enfers. Chez les Germains, *Manus* s'appelle *Mannus*; c'est aussi un ancien roi qui, de même que le Manou indien, est l'Adam, le premier auteur de la race humaine.

En présence de rapprochemens aussi concluans, il est impossible de supposer simplement qu'une population de même race et d'un même fond de langage fût répandue, dans le principe, depuis l'Inde et la Perse jusque dans la Bretagne et l'Irlande; il faut nécessairement reconnaître que des peuples venus de l'Asie ont apporté en Europe leurs idiomes et leurs traditions. Faut-il admettre que cette partie du monde n'était point encore peuplée, et que les tribus asiatiques qui prirent la tête de ce long défilé de conquérans ne trouvèrent devant eux que des solitudes? C'est encore l'étude des langues qui va nous répondre.

J'ai dit que presque tous les idiomes de l'Europe appartiennent à la souche indo-européenne. Trois groupes, ou, si l'on veut, trois langues, font seulement exception, sans parler, bien entendu, du turc, à peine implanté en deçà du Bosphore, et dont l'introduction ne date que de quelques siècles, sans comprendre aussi le maltais, unique vestige de la domination sarrasine dans les contrées italiques. Le premier groupe est représenté par la langue basque, ou l'euskari, qui n'embrasse que deux dialectes. Le second est le groupe finnois, qui comprend le lapon, le finlandais ou suomi, et l'esthonien parlé dans l'Esthonie, dans la partie septentrionale de la Livonie et dans les îles d'Œsel et de Dago. Enfin le troisième groupe se réduit au magyar ou hongrois, qui se rattache lui-même au groupe finnois par une parenté indirecte.

Nous savons comment le magyar a été introduit en Europe : c'est la langue des anciens Huns, qui ont, en se mêlant aux populations de la Dacie et de la Pannonie, donné naissance aux Hongrois; mais nous sommes moins avancés en ce qui touche l'histoire des langues finnoise et basque.

Guillaume de Humboldt, qui s'est livré à des recherches d'un grand intérêt sur la langue basque, a montré que cette langue avait eu jadis un domaine beaucoup plus étendu que le petit coin de terre où elle est actuellement confinée. Des noms de lieux appartenant à la France méridionale, à la Sardaigne, à la Corse, même à la Ligurie, prouvent qu'une population

d'idiome euskarien s'est jadis étendue des Alpes jusqu'à l'extrémité occidentale de l'Espagne, et s'est avancée jusque dans les îles de la Méditerranée. Ces peuples, ce sont les Ibères, et le basque est le dernier débris de leur langue. Les travaux de l'habile philologue de Beziers, M. Boudard, ont achevé de mettre ce fait en lumière (1). Les Celtes rencontrèrent donc devant eux les Ibères, qu'ils repoussèrent au midi de la Gaule, où nous les trouvons établis au temps de César; ils se mêlèrent à eux en Espagne, ainsi que nous l'apprend le nom de Celtibérie, et très certainement aussi dans le Languedoc et l'Aquitaine. Nation vive et impressionnable, vaine et remuante, les Ibères pourraient bien avoir infusé dans le sang celte cet élément de mobilité et de légèreté qu'on retrouve chez les Gaulois, mais qui est étranger au caractère du Celte, si attaché à ses traditions et si entêté de ses idées.

La langue basque, ou mieux la langue ibérienne, ne ressemble en rien aux idiomes indo-européens. C'est par excellence une langue polysynthétique, une langue dont l'organisme rappelle d'une manière assez frappante celui des idiomes du Nouveau-Monde. Elle compose de toutes pièces le mot *idée* et supprime souvent des syllabes entières dans cette œuvre de composition, ne conservant parfois qu'une seule lettre du mot primitif. Elle présente ces particules adjonctives que les philologues nomment *postpositions*, et qui servent à distinguer les cas. C'est de la sorte que le basque constitue sa déclinaison. Ce nouveau caractère reparaît dans une autre grande famille de langues dont je parlerai bientôt, les langues tartares, qui appartiennent à l'Asie centrale. Le basque annonce donc un état intellectuel fort primitif chez les peuples qui occupaient l'Europe occidentale avant l'arrivée des Indo-Européens, et s'il était permis de tirer une induction d'un caractère isolé, on pourrait supposer que les Ibères étaient d'une race alliée à la race tartare. Toute hardie qu'elle est, cette hypothèse reçoit un nouveau degré de vraisemblance de l'étude du second groupe des langues européennes étrangères à la souche indo-germanique, le groupe finnois.

Ce groupe n'est pas borné à quelques idiomes du nord-est de l'Europe, il s'étend sur tout le territoire de la Russie septentrionale jusqu'à l'extrémité du Kamtchatka. La comparaison des nombreux idiomes que parlent les tribus répandues dans la Sibérie a révélé entre eux un lien commun et de grammaire et de vocabulaire. Ces langues, que l'on peut comprendre sous le nom générique de finno-japonaises, du nom de celles qui occupent sur la carte les extrémités de leur chaîne, offrent ce même caractère d'agglutination qui vient d'être signalé dans le basque, mais à un moindre degré. Elles font usage de ce curieux système des postpositions qui appartient aussi à l'ancien idiome des Ibères. Les terminaisons destinées à représenter les cas sont remplacées par des prépositions distinctes du mot, lesquelles, dans nos langues, précèdent au contraire les mots dont elles modifient le cas. Il est à noter que l'apparition de ces postpositions devance toujours, dans la formation

(1) M. Boudard est le premier qui ait en France appliqué les procédés de la philologie comparée à l'étude de l'ibère, dont il a poursuivi les vestiges aussi bien dans le basque que sur les monnaies et dans les noms de lieux; il a achevé de démontrer que l'ibère était non-seulement parlé dans l'Ibérie, mais encore dans la Bétique et la Lusitanie, c'est-à-dire dans toute la péninsule hispanique.

graduelle des langues, l'emploi des cas, tandis que les prépositions remplacent ceux-ci lorsque la langue s'altère et se simplifie. Les cas ne sont en effet que le résultat de l'accollement de la postposition aux mots. La marche organique de la déclinaison se présente donc dans l'évolution des langues de la manière suivante : d'abord le radical, ordinairement monosyllabique; puis le radical suivi des postpositions, correspondant à la période d'agglutination; le radical soumis à la flexion, correspondant à la période ancienne des langues indo-européennes; enfin la préposition suivie du radical, correspondant à la période moderne de ces mêmes langues. Il est à noter que la postposition ne revient jamais après la préposition, pas plus que les dents de lait ne repoussent chez le vieillard après la perte des molaires.

Voilà donc l'âge des langues finnoises et du basque fixé; c'étaient des idiomes d'une organisation analogue, et dont l'arrêt de développement annonce un assez faible degré de puissance intellectuelle (1). Les frères des Aryas et des Iraniens, en pénétrant en Europe, n'eurent donc à combattre que des populations qui vivaient dans un état analogue à celui où nous trouvons les hordes de la Sibérie, des espèces d'Ostiaks ou de Vogouls, de Tcherémisses ou de Mordvines. Avec leur supériorité intellectuelle, les peuples venus de l'Asie occidentale n'eurent pas besoin de l'avantage du nombre pour soumettre ces tribus barbares, auxquelles ils se mêlèrent sans doute bien souvent, mais dont ils constituèrent l'aristocratie. Cet esprit guerrier et hautain des conquérans asiatiques se conservait surtout chez les Germains, et on le retrouve chez les Latins et chez les Grecs.

Qu'on ne croie pas cependant que, sous l'influence du voisinage que leur créaient les nouvelles migrations, les tribus de souche finnoise rejetées au nord-est de l'Europe et les peuplades ibériennes repoussées au sud-ouest soient demeurées complétement stationnaires. Leurs langues nous disent le contraire, car ces langues se sont perfectionnées; seulement ce perfectionnement n'a pu dépasser certaines limites. Le finnois, parlé en Finlande, s'est rapproché des langues à flexion, mais jamais il n'a pu atteindre à ce degré de force, de clarté et d'énergie qui fait le mérite de nos idiomes indo-européens.

Sous le rapport des sons, malgré leur homogénéité, les langues finnoises, ou, pour les qualifier plus exactement, les langues ougro-tartares, varient beaucoup. Il y en a de très douces comme le suomi, et d'assez rudes comme le magyar; mais un principe d'harmonie les domine. Ce principe est surtout sensible dans le suomi. Cet idiome en effet paraît rechercher la douceur et l'euphonie; il évite par conséquent les radicaux monosyllabiques et attache au radical presque toujours une voyelle finale qui ne porte pas d'accent;

(1) L'étude du vocabulaire des langues finnoises, et même de celui des langues tartares, nous prouve que ces populations manquaient d'une foule de connaissances que nous rencontrons dès l'origine chez les populations indo-européennes, et qu'elles durent plus tard leur emprunter. Par exemple, le nom du sel est, dans tous les idiomes de cette famille aussi bien qu'en hongrois, exprimé par un dérivé du nom sanskrit, grec et latin. On sait en effet que l'usage du sel demeura longtemps inconnu aux habitans du nord de l'Europe, et que Christiern II, roi de Danemark, avait gagné les paysans suédois en leur apportant ce précieux condiment.

aussi M. Schleicher, auteur d'un intéressant ouvrage sur les langues d'Europe, a-t-il remarqué que les mots de cette langue ont presque tous la mesure du trochée. Cette tendance harmonique, nous la retrouvons également dans les langues tartares, que l'ensemble de leurs caractères et de leurs mots rattache aussi étroitement aux langues ougro-japonaises que le type tartare se rattache au type finnois ou ougrien par l'intermédiaire du type tongouse. La séparation n'est pas plus tranchée entre les races de la Sibérie et celles de l'Asie centrale qu'entre les idiomes qu'elles parlent. Le mongol, le mandchou, l'ouïgour, le turc, ne sont pas fondamentalement distincts des langues finnoises, et cela explique comment on avait été frappé de la ressemblance du turc et du hongrois. Il s'agit ici du turc primitif, de l'ouïgour, qui se parlait dans le Turkestan, et dont des dialectes subsistent encore en certaines parties de la Russie et de la Tartarie, car, pour le turc occidental, il s'est presque aussi altéré que le sang turc lui-même. Il a été pénétré de mots arabes et persans et s'est singulièrement adouci. De même les Turcs asiatiques, à force de s'être croisés par des mariages avec des Géorgiennes, avec des femmes grecques, arabes, persanes, etc., ont fini par prendre une physionomie toute différente, laquelle a gagné en noblesse et en régularité ce qu'elle a perdu en singularité. Il en a été ainsi pour les Hongrois; le sang européen s'est si bien infusé dans celui des hordes hunniques qui conquirent le pays situé entre le Danube et la Theiss, qu'il est impossible aujourd'hui de retrouver rien de mongol, rien de la laideur si célèbre des Huns dans les traits expressifs du Magyar.

On peut donc désigner cette vaste famille de langues sous la dénomination d'*ougro-tartare*. Toutes, à des degrés divers, sont soumises pour leurs mots à la loi de transformation euphonique des voyelles dans les *particules suffixes*, c'est-à-dire jointes à la fin des mots. Toutes ces langues procèdent également par la voie de l'agglutination. Toutes, malgré leur grand appareil de formes, sont pauvres cependant. On peut répartir, suivant leur degré de développement, ces langues en quatre groupes : le groupe ougrien, comprenant l'ostiak, le samoïède, le vogoul et divers autres dialectes de la Sibérie; le groupe tartare proprement dit, auquel appartiennent le mongol, qui en occupe l'échelon inférieur, l'ouïgour, le mandchou et le turc, qui en occupent le degré le plus élevé; le groupe japonais, auquel appartient le coréen; le groupe finno-ougrien ou tchoude, qui embrasse le suomi ou finlandais, l'esthonien, le lapon et le magyar, toutes langues supérieures à celles des groupes précédens sous le rapport du système grammatical et de l'idéologie. La famille finno-ougrienne se prolonge jusque dans l'Amérique septentrionale, où nous trouvons ses rameaux répandus dans la partie la plus boréale, ce qui s'accorde avec l'étude des races, car les Esquimaux et les peuplades clairsemées de ces contrées glacées se rattachent par leurs traits au type ougrien.

Tandis qu'un des corps de la grande migration indo-européenne s'avançait par détachemens dans nos régions tempérées, un autre corps descendait par les défilés de l'Hindou-Kosh et le bassin de l'Indus dans la vaste plaine du Gange, et s'étendait peu à peu dans toute la presqu'île dont ce fleuve arrose la partie nord. C'est ce que nous apprennent non-seulement les tra-

ditions des Hindous, mais encore l'étude des langues parlées dans cette péninsule. En effet, tandis que nous rencontrons au nord de l'Hindoustan des idiomes sortis de la famille sanskrite, nous trouvons plus au sud tout un ensemble de langues qui leur sont absolument étrangères par la grammaire et le vocabulaire. Ces langues, parlées par les tribus qui avaient précédé dans l'Inde les Aryas, appartiennent toutes à la même famille, et on les désigne d'après les Hindous par l'épithète de *draviriennes* ou *dravidiennes*. Les langues dravidiennes se subdivisent en deux groupes, le groupe septentrional et le groupe méridional. Le premier renferme les langues parlées par les tribus éparses que les descendans des Aryas ont repoussées dans les monts Vindhyas, à savoir : le male ou radjmahali, l'uraon, le cole et le khond ou gond. Le second comprend le tamoul ou tamil, le télougou ou télinga, appelé encore talinga, — le talava, le malayalam et le carnara ou carnataka. Comme les populations du midi de la presqu'île ont conservé pendant plus de temps leur indépendance nationale, et ont même atteint une civilisation qui leur est propre, on comprend que les idiomes du groupe méridional doivent être beaucoup plus riches et plus développés que ceux du groupe septentrional. Cependant, malgré leur inégalité de développement, toutes ces langues offrent les mêmes caractères. Un autre rameau de la même famille, qui s'étend au nord-est du bassin du Gange, nous indique par sa présence qu'une fraction de la population indigène fut rejetée au nord-est, en sorte qu'il faut admettre que la grande nation dravidienne, coupée dans son centre, fut, comme la population primitive de l'Europe, repoussée aux deux extrémités opposées de son vaste territoire. Le bodo et le dhimal sont les deux principaux représentans de ce groupe séparé du tronc, dont les branches les plus avancées vont se perdre dans l'Assam.

Tous les caractères qui appartiennent aux langues ougro-japonaises se retrouvent dans les langues dravidiennes, dont le dialecte gond peut être considéré comme nous ayant conservé les formes les plus anciennes. Toutes manifestent à un haut degré la tendance à l'agglutination : c'est ce qu'ont montré MM. Logan et Max Müller. La loi d'harmonie que nous venons de rencontrer dans les langues finnoises reparaît ici avec le même caractère. Les fondemens du système grammatical, qui sont identiques dans toutes ces langues, les constituent sans doute à l'état de famille séparée; mais cette famille est certainement très voisine des idiomes que parlent les Tartares. La philologie comparée nous démontre donc qu'une population de race très voisine de la race tartare, et par conséquent alliée elle-même à la race finnoise, a précédé dans l'Hindoustan (1) la race intelligente qui des bords de l'Euphrate et de l'Indus envoyait un de ses rameaux, sous le nom d'Aryas, vers l'extrême Orient, tandis que l'autre allait peupler l'Europe.

(1) Les débris de la nationalité indienne primitive existent encore; ils sont distribués dans trois parties distinctes de la presqu'île. Les uns se rencontrent au sud du Mahanuddy jusqu'au cap Comorin : ce sont les Bhiles, les Toudas, les Méras, les Coles, les Gonds ou Khonds, les Sourahs, les Paharias, etc. Les seconds habitent la partie septentrionale vers l'Himalaya : ce sont les Radjis ou Doms et les Brahouis. Les troisièmes occupent l'angle qui sépare les deux presqu'îles de l'Inde, et qui est désigné sous le nom d'Assam, ainsi que la bande montagneuse qui constitue la frontière entre le

A côté de cette grande et forte race des Aryas et des Iraniens apparaît, dès la plus haute antiquité, une autre race dont les conquêtes devaient être moins étendues et moins durables, mais dont les destinées n'ont guère été moins glorieuses : c'est la race sémitique ou syro-arabe. Cette race s'étendait des bords de l'Euphrate jusqu'aux rives de la Méditerranée et à l'extrémité de la péninsule arabique. Sa grande homogénéité ressort du lien étroit qui rattache les différens dialectes de sa langue. Ces dialectes, ce sont l'hébreu, l'arabe, le chaldéen, l'éthiopien, l'araméen. Par leur constitution, tous ces idiomes se distinguent nettement des langues indo-européennes; ils n'en ont ni le système grammatical, ni les racines verbales. Dans les langues sémitiques, les racines sont presque toujours dissyllabiques, ou, pour parler comme les philologues, trilittaires, c'est-à-dire formées de trois lettres, et ces lettres sont des consonnes, car un des traits les plus distinctifs des langues sémitiques, c'est que la voyelle ne constitue pas dans le mot le son fondamental. Les voyelles sont vagues, ou, autrement dit, elles n'ont point un son fixe, arrêté, distinct de la consonne; elles s'insèrent, ou plutôt elles s'insinuent entre des articulations de consonnes fortes et âpres. Rien dans les langues sémitiques de cette loi d'harmonie des langues ougro-tartares ou dravidiennes, rien de cette sonorité du sanskrit, du grec et des langues néolatines; l'homme y parle par mots courts et plus ou moins saccadés. Le procédé de l'agglutination y règne encore, mais non pas aussi complétement que dans le basque. Il y a bien des flexions, mais ces flexions se font par l'intérieur des mots. Depuis la publication du beau travail de M. Ern. Renan sur l'histoire des langues sémitiques, nous connaissons parfaitement les phases par lesquelles ces langues ont passé; elles ont eu aussi leur moule qu'elles n'ont pu briser, même en se modifiant. Le rabbinique, l'arabe littéral, en aspirant à devenir des langues plus analytiques que ne l'étaient le chaldéen ou l'hébreu, sont demeurés cependant emprisonnés dans les liens étroits d'une grammaire imparfaite.

Le domaine conquis par les idiomes sémitiques a été beaucoup plus limité que celui des langues indo-européennes; leur berceau doit être cherché dans l'espace péninsulaire fermé au nord par les montagnes de l'Arménie, et à l'est par celles qui limitent le bassin du Tigre. En Asie, elles ne s'avancèrent point au-delà de la pointe méridionale de l'Arabie, où elles sont représentées par l'himyarite; dans l'Afrique orientale, elles ne sortirent pas du bassin du Nil, et s'avancèrent simplement au nord, le long de la Méditerranée.

Les Sémites trouvèrent à leur arrivée en Afrique une population qui s'opposa à leurs conquêtes : c'étaient les Égyptiens, dont la langue, étrangère à leur famille, dénote l'existence d'une autre race. L'égyptien n'est point d'ail-

Bengale et le Thibet. Toutes ces tribus vivent encore aujourd'hui comme elles vivaient il y a bien des siècles; ce sont des populations agricoles qui défrichent de temps en temps par le feu une partie de la jungle ou de la forêt. Le mot qui rend chez ces peuples l'idée de culture ne signifie rien autre chose qu'abattage de la forêt. Les Aryas au contraire étaient une population pastorale, et, dans l'Inde comme dans bien d'autres contrées, les pasteurs triomphèrent des agriculteurs. Tout annonce d'ailleurs chez les peuples dravidiens une grande douceur de caractère, qui est encore le trait distinctif des Mongols et des populations finnoises.

leurs en Afrique une langue isolée et seule de sa famille; le berbère, autrement dit le kabyle, étudié dans ces derniers temps, en a fait retrouver bien des mots et des tournures, et le berbère lui-même n'est qu'un dialecte d'une langue parlée par toutes les populations touaregs, et qui fut chassée par l'arabe. Il paraît s'être avancé jusqu'au Sénégal. Les Guanches, les premiers habitans des Canaries, parlaient une langue qui appartient au même groupe. Le contact répété des populations sémitiques et de ces races africaines que nous appellerons chamitiques avec la Bible a laissé des traces dans les langues de celles-ci. L'égyptien, de même que plus tard le galla, a fait des emprunts évidens aux idiomes sémitiques, qui ne sont plus représentés aujourd'hui, avec leur pureté originaire, dans l'Afrique orientale que par une langue morte, le ghez, devenu la langue sacrée des Abyssins.

Au sud de cette grande famille chamitique s'étend une formation de langues que l'on doit considérer comme représentant réellement les langues africaines. Les idiomes que l'on rencontre en suivant la côte orientale jusqu'en Cafrerie rappellent sans doute, par quelques traits, les idiomes chamitiques, mais ils en constituent un groupe bien distinct. Cette vaste formation traverse de part en part le continent africain; elle se prolonge jusqu'au Congo. Le souahili, parlé sur la côte de Zanzibar et auquel se rattachent divers idiomes répandus au sud du pays des Gallas, le temneh, le cafre, le kihiau, le sechuana, le damara, sont autant de membres de cette nombreuse famille, dont le représentant le plus occidental se retrouve dans le mpongwe parlé à la côte de Gabon. Ainsi, depuis une époque fort ancienne, des tribus noires ont effectué à travers le centre de l'Afrique ce passage que n'ont pu accomplir encore nos voyageurs. Leurs faibles barques ont traversé cette vaste mer Oukerewé, autrement dit le lac Uniamesi, récemment signalée par le missionnaire J. Erhardt, et qu'on ne saurait comparer, s'il faut l'en croire, qu'à la Mer-Caspienne ou à la mer d'Aral.

Au nord du Congo, dans la Guinée, la Sénégambie, le Soudan, existent une foule de langues dont le révérend Koelle a dressé récemment une classification dans sa *Polyglotta Africana*, et entre lesquelles je citerai trois langues qui ont été mieux étudiées que les autres, et qui sont les types d'autant de familles distinctes : le mandingue ou mandé, le wolof ou ghiolof, et le yorouba, parlé dans un des pays de la Guinée.

Les idiomes du Soudan proprement dit sont encore à peine étudiés, et la majorité n'en a pu être classée avec certitude. Il y a eu évidemment dans cette partie du monde bien des croisemens de langues comme de races. Les nègres ne présentent pas entre eux plus d'homogénéité que les blancs, et la diversité linguistique décèle des croisemens que trahissent d'autre part les nuances si variées de la peau et les différences prononcées dans la forme de la tête, l'angle facial et l'ampleur du crâne. Nous avons vu que les Sémites avaient pénétré en Afrique; il y a eu des croisemens entre ceux-ci et les nègres, entre les nègres et les Chamites. Les noirs se sont encore mêlés à des populations venues d'au-delà des mers orientales. On a signalé par exemple des rapports frappans entre la langue des Foulahs et celle des Polynésiens. Cependant, malgré ces diversités, on saisit entre toutes les langues de l'Afrique un air de famille qui permet de les distinguer des autres langues du globe. Les idiomes africains, et plus spécialement ceux qui appartiennent

à la famille souahili-congo, possèdent un système de vocalisation, autrement dit une phonologie puissante, parfois même une disposition presque rhythmique, qui leur ont valu de la part de quelques philologues le nom de langues *allitérales*. Il est à remarquer d'ailleurs que le développement grammatical des langues africaines ne correspond pas au degré d'infériorité intellectuelle attribué d'ordinaire aux peuples de l'Afrique. Toutes, jusqu'aux langues hottentotes, dénotent un développement assez avancé de la faculté du langage, et par conséquent des facultés réflectives dont celle-ci est la manifestation. Quand nous mettons ces idiomes si riches en formes verbales, et qui distinguent le duel et souvent deux pluriels, en regard des idiomes monosyllabiques parlés par une race pourtant bien autrement intelligente, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer combien le génie grammatical est différent de l'aptitude à la civilisation, et nous sommes frappé davantage de cette vérité qu'on ne saurait trop répéter : c'est que les individus, comme les races, sont plus divers qu'inégaux; nul n'a le droit de se croire absolument supérieur, car la supériorité ne se retrouve jamais sur tous les points chez un même individu et chez une même race. Le plus infime demeure encore à certains égards très supérieur à ceux au-dessous desquels il paraît de prime abord être si bas placé. Telle est la pensée qui a inspiré à M. A.-F. Pott son récent ouvrage sur *l'Inégalité des races humaines considérée sous le rapport linguistique*. L'auteur y passe en revue les derniers résultats de la philologie comparée, et revendique, en faveur des races même les plus maltraitées sous le rapport des aptitudes, un droit égal à l'intelligence, dont les ingénieux procédés de leur langue sont un irrécusable témoignage.

Nous avons saisi certaines affinités entre les langues de l'Afrique et celles de la Polynésie; cette analogie nous étonne moins quand nous reconnaissons que depuis Madagascar jusqu'aux îles Marquises et aux îles des Amis règne une seule famille de langues que l'on a désignée sous le nom de malayo-polynésienne. Cette famille se décompose en deux groupes : le groupe malais, comprenant un ensemble d'idiomes parlés depuis l'île de Madagascar jusqu'aux îles Philippines, et le groupe polynésien proprement dit. Le malgache ou langue de Madagascar sert comme de chaînon entre le groupe malais et les idiomes de la famille souahili-congo, avec lesquels il a de nombreuses affinités.

Même inégalité de développement parmi ces langues que dans les idiomes des familles précédentes. Tandis que le malais dénote un degré avancé de culture, les idiomes de la Polynésie offrent une simplicité toute primitive; ils ont rétréci leur système phonétique dans des limites fort étroites, et emploient des moyens matériels et des formes assez pauvres pour marquer les catégories grammaticales. C'est à l'aide de particules souvent équivoques que ces langues tâchent de donner de la clarté au discours, composé du reste d'élémens rigides et invariables. La structure des mots polynésiens est beaucoup plus simple que celle des mots malais; la syllabe ne peut être terminée par une consonne suivie d'une voyelle, ou n'est formée même que d'une seule voyelle. Ces langues sont en outre privées de sifflantes, et elles tendent à aplanir les consonnes homogènes et à faire disparaître celles qui ont une individualité trop prononcée. Il semble donc que les langues polynésiennes résultent de l'altération graduelle des langues malaises, beaucoup plus éner-

giques et plus arrêtées. Du reste, cette famille offre une assez grande homogénéité; partout on y retrouve cette même phonologie élémentaire. Les idiomes des îles Marquises, de la Nouvelle-Zélande, de Taïti, des îles de la Société, des îles Sandwich et Tonga, sont liés par une parenté fort étroite. Telle est la pauvreté de leur système vocal, qu'ils ont recours le plus souvent à la répétition d'une même syllabe pour former des mots nouveaux. L'onomatopée y est très fréquente. Les catégories grammaticales y sont assez vaguement indiquées, on y voit le même mot appartenir à différentes parties du discours. Les moyens d'énoncer une idée sont quelquefois les mêmes, qu'il s'agisse d'exprimer une action ou de désigner un objet. Le genre et le nombre ne sont souvent même pas indiqués. Le système vocal, qui rappelle à certains égards celui des langues dravidiennes, semble du reste avoir subi avec le temps des modifications assez profondes.

Quoique les races qui se trouvent répandues dans la zone occupée par cette famille de langues ne présentent guère d'homogénité, et qu'on doive admettre qu'elles sont sorties de nombreux mélanges, ce fait d'un fonds de mots commun et d'une grammaire reposant sur les mêmes bases prouve qu'une seule et même race a exercé sur toutes ces populations son influence. Où faut-il aller chercher le berceau de cette race? La philologie comparée nous met sur la voie pour le découvrir. Il existe dans la presqu'île transgangétique un ensemble de langues appartenant à la même famille que le chinois, et se rattachant d'un côté au thibétain et de l'autre au siamois. Ces langues ont été désignées sous le nom de monosyllabiques, parce que le monosyllabisme primitif s'y retrouve avec toute sa simplicité originelle. La langue chinoise est le type le plus pur de ce monosyllabisme, surtout sous sa forme ancienne ou archaïque; elle correspond ainsi à la période qui a précédé celle de l'agglutination. Chaque mot chinois, autrement dit chaque syllabe, se compose d'un son initial et d'un son final. Le son initial est une des trente-six consonnes chinoises, le son final est une voyelle qui ne supporte jamais qu'une consonne nasale par laquelle il se termine souvent, ou une seconde voyelle. Ce qui caractérise le chinois et les autres langues de la même famille, c'est l'accent, qui se manifeste par une sorte d'intonation chantante, laquelle varie de quatre manières différentes dans le chinois, se réduit à deux dans le barman, et finit par s'effacer dans le thibétain. La présence de cet accent détruit toute harmonie et s'oppose à la liaison des mots entre eux, car le moindre changement dans le ton du mot donnerait naissance à un autre mot. Pour que le langage demeure intelligible, il faut que la prononciation du mot reste invariable. De là l'absence dans la famille chinoise de ce que les philologues appellent *phonologie*. Cependant en siamois commence déjà à se manifester une disposition à appuyer ou à traîner sur le dernier mot dans une expression composée. Cette tendance au dissyllabisme, déjà sensible dans le siamois, se montre davantage dans le cambodjien. Le barman marque le passage des langues monosyllabiques, ou à sons non liés, aux langues dans lesquelles les sons se lient. En effet, presque tous les mots barmans sont monosyllabiques, mais ils ont la faculté de se modifier dans leur prononciation, de façon à se lier aux autres mots et à donner naissance à une vocalisation plus harmonieuse.

Tout le bassin de l'Iraouaddi et l'Aracan, qui est séparé de l'empire des Bar-

mans par une chaîne de montagnes courant presque parallèlement à la mer, — les monts Youmah, — sont habités par des tribus parlant des idiomes alliés à celui du peuple barman. D'autres langues de la même famille, telles que le laos, ont été peu à peu repoussées du nord-ouest de la presqu'île transgangétique par les populations conquérantes sorties de cette race belliqueuse des Barmans qui opposait récemment une résistance si énergique aux Anglais. C'est à leur race qu'appartiennent les populations les plus sauvages de l'Assam, telles que les Singphos et les Manipouris. La langue et le type physique de ces tribus ne laissent aucun doute à cet égard. Le thibétain n'est lui-même qu'une modification, qu'une altération des langues de la famille monosyllabique à laquelle appartiennent les dialectes assamais : c'est ce que nous montrent les idiomes de plusieurs tribus de l'Assam et de l'Aracan, par exemple celui des Nagas et celui des Youmahs, qui servent de passage du barman au thibétain. Les populations plus ou moins barbares répandues au nord-ouest de la presqu'île transgangétique ont tous les caractères de la race que l'on a appelée jaune. Évidemment c'est chez elles qu'il faut aller chercher le type sauvage de la famille chinoise.

Le thibétain, quoique se rattachant à la famille monosyllabique, est certainement la langue qui en garde le moins la physionomie, et par bien des traits il se rapproche des idiomes dravidiens. Il se distingue du barman par ses combinaisons de consonnes particulières, dont l'effet vocal est plus doux et plus amolli; mais on y retrouve les nombreuses aspirations et les nasales du chinois et du barman. En comparant les monumens de l'ancienne langue barmane et ceux de l'ancienne langue thibétaine, on voit que jadis ces langues avaient une âpreté dont le thibétain garde encore aujourd'hui des traces incontestables, car, malgré ses combinaisons de consonnes adoucies, il est au fond complétement dépourvu d'harmonie. Des particules placées après les mots en modifient le sens, et l'ordre de ces mots est toujours inverse de ce qu'il est dans nos idiomes. De là l'apparition dans le thibétain et surtout dans le barman des premiers linéamens du procédé d'agglutination. On y peut construire des phrases composées de mots disjoints, liés seulement entre eux par la vertu ou faculté rétroactive d'un mot final, et c'est ainsi que ces langues parviennent à rendre les idées de temps les plus compliquées (1). Du reste, quel que soit le développement que plusieurs des idiomes de la péninsule transgangétique ont pris par un effet de leur évolution successive, ils n'en sont pas moins tous d'une extrême simplicité. Le barman est le plus élaboré de toute la famille, tandis que le chinois et la langue de l'empire d'Annam le sont fort peu. Sous le rapport du système vocal au contraire, le thibétain et le barman restent à peu près au niveau du chinois, et c'est dans le midi de la presqu'île transgangétique qu'il faut aller chercher des articulations plus développées, s'exerçant pourtant toujours sur un petit nombre de sons monosyllabiques.

On voit que, malgré leurs caractères communs, les langues monosylla-

(1) Le barman est, notamment sous ce rapport, d'une grande richesse. Une suite de noms propres y peut être traitée comme une unité et prendre à la fin la marque *do* du pluriel, qui porte alors sur l'ensemble; de même une succession de substantifs est susceptible de prendre le pluriel indéfini *mya*.

biques forment des groupes assez distincts que l'on ne saurait considérer comme procédant les uns des autres, mais qui sont liés respectivement par des analogies diverses et doivent en conséquence être simplement placés parallèlement les uns aux autres, à des distances toutefois inégales du monosyllabisme originel. Quoique le barman et le thibétain se rapprochent beaucoup entre eux et qu'ils trouvent dans certains idiomes comme des frontières communes, ils demeurent encore trop séparés, sous le rapport de la grammaire, du vocabulaire et de la prononciation, pour que l'on puisse admettre qu'ils dérivent l'un de l'autre; ils semblent plutôt être, suivant l'observation de M. Logan, deux débris diversement altérés d'une langue plus ancienne, qui avait la même base que le chinois. Ainsi l'on doit croire que, depuis une époque fort reculée, la race jaune occupe tout le sud-est de l'Asie, car l'emploi de ces langues monosyllabiques est un trait caractéristique qui ne trompe jamais. Dans ces défilés de l'Assam, où se trouvent réunies tant de tribus différentes, repoussées là par les conquêtes des Aryas, des Chinois et des Barmans, les races à type tartare se distinguent toutes des races dravidiennes par leur langage monosyllabique, allié tantôt au thibétain, tantôt au barman.

Dans la presqu'île de Malacca ou Malaya, dans les îles de la Malaisie, existent des populations qui, sous le rapport du type et des habitudes, rappellent les tribus les plus barbares de l'Assam, les Garows par exemple. On a retrouvé à Sumatra des tribus dont les coutumes et le type ressemblent baaucoup à ceux des populations sauvages du nord-est de l'Hindoustan. Les Nagas ou Kakhyens ont avec les Polynésiens et diverses tribus indigènes de Sumatra une ressemblance de traits et d'usages bien remarquable. Ils se tatouent comme les insulaires de la Mer du Sud; chaque fois qu'ils ont tué un ennemi, ils se font, ainsi que cela a été observé chez les Pagais de Sumatra, une nouvelle marque à la peau; chez eux aussi, comme chez les Aboungs, autre peuplade de la même île, et chez certaines tribus sauvages de Bornéo, un jeune homme ne peut se marier tant qu'il n'a pas coupé un certain nombre de têtes d'ennemis. Chez les Michmis, qui habitent l'Assam, on retrouve l'usage, si universel en Polynésie et également répandu chez les Pagais de Sumatra, d'exposer les morts sur des échafauds jusqu'à ce que les chairs se corrompent et se détachent des os. Toutes ces tribus de l'Assam, qui rappellent autant les tribus indigènes des îles de la Sonde que les populations primitives de la presqu'île de Malaya, parlent des langues monosyllabiques appartenant à la famille thibéto-barmane ou siamo-barmane. Cette double circonstance porte à croire que c'est de la presqu'île transgangétique que sont sorties les populations malayo-polynésiennes. Les langues qu'elles parlent tiennent au siamois et au barman; mais à mesure qu'elles s'éloignent de leur berceau, leurs sons s'adoucissent, elles s'appauvrissent, en tendant à sortir du monosyllabisme qui leur a donné le jour.

Tandis que des peuplades de souche thibéto-chinoise descendaient dans la Malaisie par la presqu'île transgangétique et s'avançaient graduellement à l'est, d'autres peuplades, sorties sinon d'une même souche, au moins d'une souche très voisine, les tribus dravidiennes, qui occupaient l'Hindoustan, venaient se croiser avec elles; mais ce croisement ne fut pas le seul opéré dans

les deux péninsules de l'Inde et dans les îles qui semblent n'en être que le prolongement. Un troisième, résultant de l'infusion du sang noir, altéra plus gravement le type. En effet, la race noire que l'on retrouve aujourd'hui dans la Nouvelle-Guinée et l'Australie, celle à laquelle appartenaient les indigènes de la terre de Van Diémen, s'étendait dans le principe jusque dans le sud de l'Hindoustan, et elle a laissé quelques descendans aux îles Andaman, dans l'intérieur de Bornéo et des Philippines. Les langues de ces tribus noires étaient sans doute très barbares, à en juger par celles que parlent encore les Australiens. Tous les mots abstraits et génériques manquent dans l'idiome de ceux-ci; les nombres cardinaux ne vont pas au-delà de trois, et la distinction des genres est inconnue. Les Australiens reconnaissent toutefois trois nombres, et ont des degrés de comparaison indiqués, il est vrai, simplement par la combinaison d'adjectifs opposés ou par la répétition du même mot. Dans les îles de la Malaisie, ces langues des tribus noires océaniennes ont été depuis longtemps chassées par les idiomes malais, mais elles ont laissé çà et là des traces. Par exemple, aux îles Sandwich, qui ont dû jadis être occupées par des noirs avant l'arrivée des Polynésiens, le fond du vocabulaire est australien, quoique la grammaire soit toute polynésienne. Aux îles Viti, on a fait la même observation. Ailleurs cependant, comme aux Philippines, ces noirs, qui sont connus sous le nom d'Aigtas ou d'Igolotes, ont adopté l'idiome de famille malaise apporté dans l'île par les conquérans.

Les langues australiennes s'étendaient, comme la population qui les parlait, depuis le midi de l'Hindoustan jusqu'au-delà du détroit de Torrès. Elles se distinguent nettement des idiomes du groupe malayo-polynésien et du groupe dravidien; mais M. Logan a saisi certaines analogies assez particulières entre elles et ces derniers. Il semble donc qu'en repoussant de la péninsule gangétique les chétives tribus noires qui y vivaient dispersées, les populations dravidiennes aient exercé par leur langue une influence sur l'idiome de ces tribus. Le même philologue anglais, en soumettant dernièrement à une étude attentive les noms de nombre dans les divers dialectes dravidiens, a saisi les traces de l'antique système purement binaire qu'on retrouve encore dans les noms de nombre des langues australiennes, et qui s'observent aussi dans les idiomes de quelques tribus de la presqu'île de Malaya Il est assez remarquable qu'on rencontre toujours le même radical avec le sens de *bateau*, de *pirogue*, depuis la Polynésie jusque dans le midi de la péninsule gangétique et chez quelques langues du centre de l'Afrique. On a certainement une preuve nouvelle qu'une même race, essentiellement navigatrice, a exercé son influence sur tout l'Océan, depuis la mer du Sud jusqu'à la côte de Zanguebar, ou plutôt il a existé trois races qui sont venues se rencontrer sur le littoral de la mer des Indes, une race noire et deux races jaunes. C'est du mélange de ces trois races que sont sortis tous les habitans des îles dont les archipels se succèdent depuis Madagascar jusqu'au-delà du 14e degré de longitude occidentale.

D'où venaient ces trois races? La race australienne paraît avoir été la race indigène. La race dravidienne descendait de cette grande famille que l'on a appelée *touranienne*, et qui embrasse les populations finnoises et tartares. Quant à la troisième, sa patrie est plus incertaine, et cela tient sans doute à ce qu'elle a moins d'homogénéité. J'ai fait voir tout à l'heure qu'une par-

tie des Polynésiens paraissent être sortis de la presqu'île transgangétique par la péninsule de Malaya; mais les insulaires de la Polynésie ont, en dehors de leur langue, des caractères spéciaux qui les distinguent nettement des Malais, et la grande homogénéité de leur idiome annonce une famille bien tranchée, famille qu'on a fait venir tour à tour du nord-est de l'Amérique, de la Sibérie orientale, et qu'on a même regardée comme les débris de la population d'un vaste continent aujourd'hui en partie submergé. Nous manquons encore de renseignemens pour résoudre, même d'une manière conjecturale, ce problème curieux. Il est incontestable que les Polynésiens offrent certains traits communs de langage et de mœurs avec diverses tribus de l'Amérique, et qu'ils constituent le chaînon par lequel ces populations sont unies à celles de l'Asie.

Les langues de l'Amérique présentent, malgré quelques points de ressemblance avec les idiomes polynésiens et même africains, une assez frappante homogénéité grammaticale, un air de famille bien autrement prononcé que n'ont entre eux les idiomes de l'Afrique et de la Malaisie.

Ce qui caractérise les langues américaines, c'est une tendance plus décidée que dans aucune autre famille linguistique à l'agglutination. Il n'y a que le basque qui possède ce caractère à un égal degré. Dans les idiomes du Nouveau-Monde, les mots s'agglomèrent par contraction, en supprimant une ou plusieurs syllabes des radicaux combinés, et les mots ainsi formés sont traités comme des mots simples, et susceptibles d'être employés et modifiés comme eux. Cette propriété a fait donner aux langues du Nouveau-Monde le nom de *polysynthétique*, qu'un savant ethnologiste des États-Unis, M. Fr. Lieber, propose de changer en celui d'*holophrastique*.

Outre ce caractère, il en est plusieurs autres qui, sans être aussi absolus, paraissent cependant très significatifs. Ainsi ces idiomes ne connaissent généralement pas notre distinction de genres : au lieu d'avoir un masculin et un féminin, ils ont un genre animé et un genre inanimé. Un autre trait leur est commun avec divers idiomes de la Polynésie et avec les langues hottentotes, c'est l'existence de deux pluriels et parfois de deux duels, l'un *exclusif* et l'autre *inclusif*, autrement dit l'un particulier et l'autre général.

On a tenté une classification des langues américaines : c'est une tâche difficile, parce qu'en général, chez les populations qui vivent par tribus très fractionnées et dans un état sauvage, les mots s'altèrent beaucoup en passant d'une tribu à l'autre. Des mots nouveaux sont créés avec une grande facilité, et si l'on ne tenait compte que de ces différences, on pourrait croire à des langues fondamentalement distinctes. Un savant américain, M. Albert Galatin, a trouvé dans l'Amérique du Nord trente-sept familles comprenant plus de cent dialectes, et encore est-il loin d'avoir épuisé tous les idiomes de cette partie du monde. Un philologue berlinois, M. Buschmann, a démontré que les langues athapaskas se rattachent d'une part à plusieurs idiomes de l'Orégon et de la Nouvelle-Californie, de l'autre au nahuatl, en sorte que la famille athapaska doit être regardée comme la souche d'une grande *formation* linguistique qui s'étendait de l'Atlantique à l'Océan-Pacifique.

Au centre de l'Amérique, nous trouvons quatre familles. La première est la famille quicho-maya, dont les principaux représentans sont les idiomes du Yucatan. La seconde famille est représentée par l'otomi, dont on avait d'abord

à tort voulu faire un type complétement à part. La troisième est la famille lenca, répandue principalement sur le territoire de Honduras. Enfin la quatrième famille est représentée par le nahuatl, c'est-à-dire l'ancien mexicain, dont nous possédons des monumens littéraires écrits en signes à peu près hiéroglyphiques.

Le quichua ou langue des Incas comprend plusieurs dialectes, dont le principal est l'aymara. Le quichua est celle de toutes les langues du Nouveau-Monde qui présente au plus haut degré le caractère polysynthétique. La famille guaranie, à laquelle se rattache le chilien, accuse un assez grand développement grammatical; répandue au sud et à l'est de l'Amérique méridionale, elle était parlée sur un territoire très vaste. Enfin les deux familles pampéenne ou moxa et caraïbe occupent dans la hiérarchie des idiomes américains les plus bas échelons. La simplicité grammaticale y est excessive. Par exemple, dans le galibi, langue des tribus sauvages de la Guyane française, et qui appartient à la famille caraïbe, on ne trouve ni genres ni cas; le pluriel est simplement exprimé par l'addition du mot *papo*, qui signifie *tous*, et qui sert à la fois pour le substantif et pour le verbe. Dans cette dernière partie du discours, on ne distingue pas les personnes, et la même forme sert pour les trois personnes au pluriel et au singulier.

Les langues américaines ont donc aussi passé par des phases de développement très diverses; mais alors même qu'elles atteignaient, comme dans le quichua et le guarani, un degré remarquable d'élaboration, elles ne pouvaient cependant dépasser les formes élémentaires sur lesquelles elles ont été échafaudées. Elles ont eu leur moule arrêté, leur terme prédestiné, de même que les langues africaines, qu'elles rappellent singulièrement par leur génie, par leur douceur, mais sur qui elles l'emportent de beaucoup en puissance agglutinative. Ce point d'arrêt indique que les Américains n'ont pas poussé la faculté du langage beaucoup plus loin que les noirs. S'il était permis de dresser une classification des langues suivant leur degré de développement et en ne tenant pas compte de certaines richesses propres, nous aurions le tableau suivant : langues monosyllabiques ou de la famille indo-chinoise, langues malayo-polynésiennes, langues américaines, langues africaines, langues dravidiennes et ougro-japonaises, langues sémitiques et langues indo-européennes.

III.

L'aperçu qui vient d'être donné des familles de langues distribuées sur la terre suffit pour faire saisir les conséquences ethnologiques auxquelles la philologie comparée s'est trouvée conduite par ses derniers travaux.

Ce qui doit frapper d'abord, c'est l'extrême inégalité de développement que nous présentent les idiomes des diverses sociétés humaines. Leur valeur grammaticale est généralement en raison de la valeur intellectuelle des peuples qui les parlent, mais on se tromperait cependant si l'on admettait que la langue est le miroir fidèle du progrès de la civilisation. Sans doute les populations les plus sauvages, les plus misérables, nous offrent des idiomes extrêmement simples et imparfaits, et les nations qui ont atteint à la plus grande culture possèdent des langues pleines de ressources, de finesse

et de formes grammaticales; mais à ce principe on peut opposer bien des exceptions. Les Chinois par exemple, si supérieurs aux Mongols, ont une langue bien inférieure à la langue mongole, et par leur constitution même les langues de la seule famille monosyllabique qui subsiste aujourd'hui le cèdent tant aux idiomes des tribus indiennes de l'Amérique qu'à ceux des hordes de la Sibérie. Les premières cependant sont parlées par des populations pour la plupart très avancées.

La faculté du langage est donc une aptitude à part, liée de près, sans contredit, aux autres facultés intellectuelles, mais qui a néanmoins son individualité; elle peut s'être arrêtée presque à l'état rudimentaire chez des peuples civilisées et doués d'une certaine supériorité intellectuelle, tandis que chez d'autres, fort inférieurs sous le rapport de l'intelligence et de la culture, elle se présente très dévoloppée.

On a vu que les langues pouvaient être réparties en trois classes, qui forment, pour ainsi dire, des règnes analogues à ceux que reconnaissent les naturalistes; mais l'étude comparative de tous les idiomes connus nous montre qu'au sein de chacun de ces règnes, il y a des différences très prononcées de développement. L'organisme est loin d'y avoir suivi une marche parallèle, et dans ces trois classes on peut établir une sorte d'échelle grammaticale. D'ailleurs, contrairement à ce qui se passe dans la nature, les langues peuvent, sans perdre pour cela tout à fait leurs caractères de famille, sortir d'un règne et entrer dans le règne supérieur. Sans doute, par cette transformation, elles constituent des langues nouvelles, mais ces langues n'en sont pas moins encore étroitement liées à la souche qui les a produites; au reste, cette faculté de franchir les bornes de leur organisme n'appartient point à toutes. Tandis que les unes sont passées du monosyllabisme à l'agglutination, de l'agglutination à la flexion, les autres sont restées enveloppées dans le moule qu'elles s'étaient graduellement façonné. Dans ce cas, elles ont suppléé, par l'agrandissement et l'extension de leurs procédés, à ce que leur refusaient les lois de leur organisme. Il y a eu chez elles un arrêt de développement dans le sens de la marche générale; mais tout a été mis par elles en œuvre pour suppléer, à l'aide de formes secondaires, à l'imperfection de leur grammaire. Voilà comment certains idiomes, renchérissant de plus en plus sur le procédé d'agglutination, sont arrivés au polysynthétisme, comment d'autres se sont arrêtés, pour ainsi dire, à mi-chemin sur la voie qui mène du monosyllabisme à l'agglutination ou de l'agglutination à la flexion. Par exemple, tandis que le chinois est demeuré strictement monosyllabique, le barman incline vers l'agglutination, et le siamois laisse entrevoir le germe de la flexion. Le copte tend à sortir de l'agglutination par l'analyse. Même observation à faire dans le travail de décomposition qui fait passer les langues de l'état synthétique à l'état analytique. Plusieurs luttent avec énergie contre cette invasion de ce qu'on pourrait appeler l'individualisme verbal : tel est le cas pour les langues germaniques proprement dites; les idiomes malayo-polynésiens ne manifestent au contraire qu'une faculté très restreinte de synthèse, et sont naturellement plus analytiques.

A côté de cette inégalité de développement grammatical existe une diversité non moins frappante dans le système phonétique. Chez certaines fa-

milles, c'est la loi d'harmonie qui domine la grammaire, comme cela arrive pour les langues ougro-finnoises et africaines, tandis que dans les idiomes des rameaux chinois et thibétains, rien ne vient adoucir l'âpreté primordiale du mot. Enfin pareilles inégalités pour les délicatesses, les nuances d'expression, les finesses grammaticales. On trouve souvent dans le langage de populations sauvages telles que les Hottentots et les Polynésiens des richesses de ce genre absolument inconnues aux langues à flexion les mieux douées.

Les idiomes sont donc, comme les individus, à la fois divers et inégaux. De même qu'un Newton, un Leibnitz, un Laplace, un Cuvier, un Voltaire ou un Watt ont pu être inférieurs pour certaines aptitudes à tel homme de l'intelligence la plus vulgaire, la langue la plus riche a toujours, comparée à la plus pauvre, son petit côté d'infériorité.

Ces langues se sont succédé, se sont chassées les unes les autres. D'ordinaire celles des conquérans ont pris la place de celles des vaincus; mais quand ces vaincus étaient bien supérieurs en intelligence ou en nombre aux vainqueurs, ceux-ci se sont vus contraints d'adopter l'idiome des peuples qu'ils avaient subjugués, de telle façon qu'en fin de compte, c'est toujours la langue des plus intelligens, c'est-à-dire la langue généralement la plus développée, qui a pris le dessus. Cette circonstance nous explique la disparition de la plupart des langues primitives et l'extension toujours croissante des langues indo-européennes. En vain une langue est-elle transportée dans une contrée différente de son berceau, elle n'en garde pas moins son cachet originel : elle peut émigrer comme une race, mais de même que la race, elle conserve son type. Des altérations secondaires peuvent se produire, des modifications dues au génie des hommes nouveaux qui l'adoptent la font dévier de la rigueur de ses premiers principes, mais sans jamais toucher à son organisme constitutif. La langue basque, refoulée il y a bien des siècles à l'extrémité occidentale de l'Europe, pénétrée de mots indo-européens et forcée de vivre dans une société infiniment supérieure à celle de ses premiers créateurs, n'a pas plus abandonné son type que le nègre transporté en Amérique n'a perdu le sien. Cette persistance des langues est un fait tout semblable à celui de la persistance des races, il le corrobore et le complète. Si les langues, en effet, n'avaient point une existence propre et spécifique, nous verrions un idiome passer bon gré mal gré, en changeant de population, en se transplantant sous d'autres cieux, à une phase correspondant à l'état intellectuel de ses nouveaux possesseurs. Les lois de développement seraient les mêmes pour toutes les races, si ces races n'étaient pas aussi distinctes intellectuellement qu'elles le sont physiquement.

La vérification de ces grands faits acquis à notre connaissance par la philogie comparée nous explique pourquoi les familles de langues coïncident sensiblement avec les races, pourquoi les destinées des unes sont liées si étroitement à celles des autres. Tandis que certains idiomes font tous les jours de nouvelles conquêtes, d'autres tombent peu à peu au niveau des patois et présentent les signes avant-coureurs de leur extinction prochaine. C'est ainsi que bien des langues, comme bien des races, ont déjà disparu depuis le commencement du monde. La race blanche tend à envahir tout le globe; elle est loin, très loin sans doute d'y être parvenue, mais les langues qu'elle

parle devancent ses conquêtes ou pour mieux dire les préparent, et un petit nombre d'idiomes de la famille indo-européenne se seront déjà partagé ce que l'on peut appeler le monde parlé, quand le monde politique aura partout reconnu la domination et subi l'influence de l'Europe. D'autres races émigrent sans doute, les Chinois se répandent dans la Malaisie, dans la Californie même, mais ils n'ont fait adopter nulle part leur idiome. Leurs propres sujets, les Mongols, les Mandchous et les Thibétains, ont gardé le leur depuis plusieurs siècles, tandis que quatre siècles ont suffi à l'anglais, à l'espagnol, au russe, pour faire au-delà de l'Europe de vastes conquêtes. C'est que les langues indo-européennes sont les seules qui aient maintenant une puissance expansive. Il n'y a d'exception que pour l'arabe, qui appartient à la famille placée immédiatement au-dessous de la famille indo-européenne. L'arabe fait encore de notables progrès en Afrique; mais cela tient surtout à la propagation du Coran, et ses conquêtes s'arrêteront quand un jour l'influence chrétienne viendra combattre l'influence de l'islamisme. Langues, religions, races, tout se tient. La parole et la foi sont des manifestations d'un état intellectuel et moral dont le type physique est comme le reflet corporel. Le sort des unes est attaché à celui des autres. Certaines formes passent, parce qu'elles appartiennent à des créations intellectuelles ou zoologiques qui ne répondent plus aux conditions nouvelles où la terre se trouve placée. Pendant qu'il en est temps encore, que ces langues, vouées à la mort, demeurent parlées par des populations dont elles représentent un dernier vestige de nationalité, hâtons-nous d'en recueillir les monumens, d'en étudier les grammaires, d'en cataloguer les mots. Ce sont les archives de notre histoire intellectuelle. Une fois perdues, rien ne pourrait y suppléer. Que d'idiomes ont déjà disparu dont la connaissance eût éclairé le problème que nous agitons! Que de fossiles linguistiques nous manquent pour rétablir la série des périodes, des étapes que l'homme a parcourues sur la grande route de l'intelligence! M. Alexandre de Humboldt rencontra à Maypurès un vieux perroquet dont personne ne pouvait comprendre le langage, parce que cet oiseau répétait quelques mots de l'idiome d'une tribu, les Aturès, qui s'était éteinte. Dans quelques siècles, il y aura bien d'autres de ces perroquets parmi nous. On entendra les femmes répéter à leurs enfans des chansons dont le sens ne sera plus compris, ou de jeunes garçons pousser des exclamations qui ne seront plus que de vains sons, parce que les langues auxquelles ces mots appartiendront auront été oubliées. C'est ainsi qu'en France, dans certaines fêtes populaires, on redit des mots celtiques que personne ne peut expliquer. Le travail de la philologie nous prémunit en partie contre ces tristes pressentimens. C'est un spectacle affligeant en effet pour l'homme de voir les choses disparaître irrévocablement. Il a tellement horreur du néant, que le néant l'effraie même pour ce qui n'a ni âme ni vie propre. Il voudrait être éternel dans ses ouvrages, éternel dans ce qui l'entoure, éternel dans ce qu'il aime, et la grande loi de la destruction est sous toutes ses formes un ennemi constant qu'il combat par la foi comme par la science.

ALFRED MAURY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 avril 1857.

Il est des peuples qui doivent à leur génie ou à leur fortune un tel rang dans le monde, que leurs affaires, même intérieures, ont naturellement une importance de premier ordre. Par la libre et énergique puissance de ses institutions aussi bien que par l'influence qu'elle exerce, l'Angleterre est un de ces pays dont chaque évolution peut avoir ses effets dans la politique générale, et c'est ce qui donne un sens particulier, plus que national, si l'on peut ainsi parler, à un mouvement électoral comme celui qui vient d'agiter pendant quelques jours le Royaume-Uni. Les élections anglaises sont aujourd'hui un fait entièrement accompli; le scrutin a dit son dernier mot, non-seulement en Angleterre, mais en Écosse et en Irlande. Cette agitation d'un moment, qui a pris un caractère de violence, notamment en certains districts irlandais, s'est évanouie, comme elle s'évanouit toujours après la lutte en Angleterre. Les partis en sont aujourd'hui à supputer leurs pertes ou leurs succès, à analyser et à décomposer les résultats de ce scrutin, à pressentir même les combinaisons futures qui pourront se produire dans le parlement renouvelé. Définitivement M. Bright, M. Cobden, M. Milner Gibson, ont bien été laissés en dehors de la chambre des communes. Sans plus attendre, M. Bright vient même d'adresser à ses anciens électeurs de Manchester un manifeste d'adieu. Un autre représentant du parti libéral, M. Layard, n'a pas été plus heureux et est resté sur le champ de bataille. D'un autre côté, il est vrai, quelques membres du cabinet ont disparu eux-mêmes dans la lutte, et de ce nombre est M. Peel, sous-secrétaire d'état de la guerre. Tout compte fait, il n'est point douteux qu'il est sorti de ces élections une majorité favorable au ministère, une majorité qui varie dans les différens calculs, selon l'intérêt qu'ont les journaux à la grossir ou à la diminuer, mais qui n'est pas moins réelle. Seulement, parmi les membres nouveaux de la chambre des communes, on en remarque un certain nombre qui, en se déclarant partisans du gouvernement, promettent à lord Palmerston ce qu'ils appellent un appui indépendant. Indépen-

dant! que peut vouloir dire ce mot à double sens? Cela signifie-t-il que ces nouveaux membres se réservent le bénéfice de certaines infidélités possibles, et qu'il est des points de la politique sur lesquels ils ont leur manière de voir distincte de celle du gouvernement? On voit que ce simple mot peut être menaçant; qui pourrait dire en effet que les nouveaux élus n'useront pas de leur indépendance le jour où leur voix serait nécessaire à lord Palmerston? Il ne serait point impossible que lord John Russell, qui, par privilége de position et de naissance, compte parmi les indépendans, saisît l'occasion de la réunion prochaine du parlement pour présenter quelque motion de réforme électorale fondée justement sur des faits relatifs aux dernières élections, et comme en présence du parti ministériel, quelque supérieur qu'il paraisse numériquement, il y a toujours une opposition considérable composée de conservateurs purs et de conservateurs libéraux, toute la question est de savoir quel peut être dans un cas donné le nombre de ces actes d'indépendance ou de ces infidélités dont nous parlions.

C'est toujours, on peut le remarquer, le même problème. Une chose peut faire la force de lord Palmerston, c'est la crainte de voir le parti radical gagner du terrain dans cette crise universelle de toutes les opinions de la vieille Angleterre. Dans son ensemble, ce dernier mouvement électoral anglais n'est point sans intérêt pour l'Europe à plus d'un titre. Il offre le spectacle public et instructif d'une épreuve des plus sérieuses pour les institutions libres. Si ce n'était qu'une crise ministérielle ou parlementaire, ce ne serait rien; mais c'est la crise de toutes les opinions, de tous les partis, qui se sentent déclassés et qui aspirent à se recomposer. L'Angleterre opère en quelque sorte sur elle-même en plein jour, par le jeu naturel de ses institutions; c'est ce qui donne à ce spectacle du travail intérieur d'un peuple un intérêt singulier, car c'est l'expérience prise sur le fait des institutions libres, entendues et pratiquées par une race énergique. Sous un autre rapport, on ne peut se le dissimuler, les élections qui viennent de s'accomplir en Angleterre contenaient une grave question de politique extérieure. Il s'agissait de savoir non pas précisément si on continuerait la guerre contre la Chine, mais si la direction générale des affaires serait changée, si un nouveau gouvernement viendrait faire prévaloir un esprit différent dans le maniement des intérêts diplomatiques de l'Angleterre. Pour le moment, il n'en est rien, ou du moins cette modification, toujours possible sans doute, reste soumise aux chances imprévues des luttes qui pourront s'ouvrir dans le nouveau parlement.

Dans quel ordre de questions, au surplus, l'influence des grandes puissances, parmi lesquelles compte l'Angleterre, peut-elle s'exercer aujourd'hui? En d'autres termes, quelles sont les affaires qui, de près ou de loin, se rattachent à la politique générale? Il en est une tout d'abord, c'est celle de Neuchâtel. La conférence réunie à Paris n'a point encore achevé ses travaux; les négociations continuent même à rester enveloppées d'un certain mystère. Peut-être cependant n'est-il point impossible d'arriver à se rendre compte des véritables termes dans lesquels la question se trouve maintenant posée, des difficultés plus épineuses qu'insolubles que la conférence peut avoir à surmonter pour ramener à une transaction définitive la Prusse et la Suisse. Selon toutes les versions, la Prusse aurait fait connaître les condi-

tions diverses qui seraient pour elle le prix de la renonciation à ses droits de souveraineté sur Neuchâtel. Le roi Frédéric-Guillaume conserverait le titre simplement honorifique de prince de Neuchâtel et de Valengin; une indemnité de deux millions lui serait payée par la Suisse; une amnistie pleine et entière devrait être accordée à tous les insurgés royalistes; les propriétés appartenant anciennement aux églises protestantes, et réunies au domaine de l'état il y a quelques années, seraient restituées aux églises; les legs faits à des fondations pieuses par diverses personnes, et notamment par le baron de Pury, seraient garantis par l'état. Enfin un délai de six mois serait laissé pour la révision de la constitution de Neuchâtel, et de plus cette révision ne pourrait être l'œuvre que de citoyens natifs du canton. Le délai réclamé s'explique par cette circonstance que, la constitution votée en 1848 pouvant être révisée après neuf ans, cette révision pourrait être enlevée avec trop de précipitation d'ici à peu de jours.

C'est là évidemment un simple point de départ de négociations pour la Prusse, et comme de son côté la Suisse a un point de départ assez différent, les deux parties tarderaient sans doute à se rencontrer. Il y a donc un intervalle à combler, des divergences à faire disparaître, et l'esprit de conciliation peut seul y réussir; il y réussira certainement. Déjà, dit-on, ce titre de prince de Neuchâtel et de Valengin, auquel tient le roi de Prusse, n'est plus une difficulté sérieuse. L'indemnité paraît être admise en principe; seulement elle serait réduite à un chiffre mieux proportionné à ce que le roi de Prusse retirait réellement de sa petite souveraineté. Quant aux autres conditions, l'unique travail serait, à ce qu'il semble, de les débarrasser de tout ce qui paraîtrait mettre en doute l'indépendance et la souveraineté de la Suisse, désormais consacrées. Que la Prusse insiste pour avoir quelques compensations ou quelques garanties soit pour ses anciens adhérens, soit pour des fondations pieuses, cela n'a rien que de simple; mais dès que la question est transportée sur ce terrain de détails, il est impossible que les plénipotentiaires réunis ne parviennent pas à trouver une transaction équitable, acceptable pour tous. La Prusse ne peut méconnaître que, par cela même qu'elle a remis la question à l'arbitrage d'une conférence européenne, elle a implicitement reconnu une situation de fait qu'il ne s'agit plus que de régulariser en faisant honneur à des droits de souveraineté plus théoriques que réels. Qu'arriverait-il, si tout arrangement juste rencontrait quelque volonté rebelle? Il arriverait certainement que les puissances européennes prendraient elles-mêmes l'initiative d'une proposition, et si cette proposition n'était point acceptée, elles se croiraient déliées des engagemens du protocole de Londres, de telle sorte qu'il ne resterait plus qu'un fait en faveur de la Suisse, un fait devenu irrévocable, on peut le dire, et déjà couvert par une longue prescription. Le résultat de ces négociations est impatiemment attendu en Suisse, cela se conçoit; la Suisse cependant n'est pas moins intéressée à seconder la diplomatie dans son œuvre de conciliation, à accepter des sacrifices secondaires compatibles avec son indépendance; elle y est intéressée, ne fût-ce que pour s'assurer jusqu'au bout les sympathies et l'appui de l'Europe. Au fond, si nous ne nous trompons, c'est une question désormais engagée en de tels termes, que ni la Prusse ne peut reculer devant une solution pacifique, ni la Suisse ne peut se refuser à des conditions propres à sauvegar-

der ses intérêts essentiels. Pour la confédération helvétique, il y a une situation jusqu'ici irrégulière à placer sous la sanction et la garantie du droit public. Pour la Prusse, c'est le petit sacrifice d'un droit illusoire. Pour l'Europe, c'est un élément de trouble possible à écarter d'une main modérée et ferme.

Occupée par les affaires de Neuchâtel, la diplomatie n'a qu'à se détourner pour se trouver en présence de cette autre querelle confuse qui a si étrangement surgi entre les cabinets allemands et le Danemark, querelle à laquelle se rattache évidemment une crise ministérielle qui vient d'éclater à Copenhague. Entre le Danemark et les puissances de l'Allemagne, il y a toujours, en effet, ce différend compliqué qui intéresse l'indépendance même de la monarchie danoise. La constitution commune sera-t-elle encore une fois modifiée et révisée sous la pression des états germaniques, pour satisfaire aux récriminations violentes de l'aristocratie du Holstein? La libre disposition des domaines situés dans les duchés sera-t-elle laissée à ces duchés eux-mêmes, au lieu de rester dans les attributions du conseil supérieur de la monarchie? Le cabinet de Copenhague, on le sait, a défendu diplomatiquement ses droits sur les divers points; il a envoyé un plénipotentiaire à Vienne et à Berlin pour appuyer ses notes. L'Autriche et la Prusse ont menacé un moment de faire appel à la diète de Francfort, et ici s'est élevée une autre question, qui était une complication de plus, celle de savoir si l'affaire était purement allemande, ou si elle n'avait pas un caractère européen. M. de Manteuffel disait récemment, à l'occasion d'une interpellation qui lui a été adressée dans les chambres prussiennes, qu'il marcherait droit avec l'appui de l'Allemagne tout entière. Il n'est pas moins vrai qu'il marcherait droit contre la justice et contre l'indépendance d'un état souverain en cette affaire, lorsque le meilleur moyen serait de trouver une transaction. En réalité, il faut le dire, la Prusse et l'Autriche ont été moins vives et moins promptes que les passions germaniques qui les poussent à l'assaut du petit royaume du Nord; elles ont hésité un instant, et avant d'aller plus loin, c'est-à-dire avant de saisir la diète de Francfort de cette dangereuse affaire, elles ont songé, à ce qu'on assure, à proposer à Copenhague un arrangement qui ne résoudrait rien sans doute, mais qui aurait l'avantage d'apaiser la querelle pour le moment. Le roi de Danemark, sans abroger la constitution commune, sans la soumettre, comme on le lui demandait, aux états provinciaux, sans contracter d'ailleurs aucune obligation pour l'avenir, s'engagerait néanmoins à consulter les duchés, à écouter leurs griefs et leurs plaintes, sauf à prendre spontanément après cette enquête telle résolution qui lui serait dictée par les circonstances. Cette démarche nouvelle n'a point été vraisemblablement étrangère à la crise ministérielle qui vient d'éclater à Copenhague, et qui est d'autant moins surprenante que des divisions existaient déjà entre M. de Scheele et quelques-uns de ses autres collègues du ministère. Quel cabinet sortira de là, et quelle sera la politique de ce cabinet? On ne peut le dire encore. Il est bien évident que l'expédient proposé ne dénoue rien, qu'il laisse tout subsister; il n'a d'autre mérite que d'ajourner la difficulté et de gagner du temps. Plus d'une fois déjà, au milieu de ces complications obscures sous lesquelles se dissimulent des intérêts très réels, on s'est demandé quel parti prendraient les grandes puissances, la Russie, la France, l'Angleterre.

La Russie, sans avoir dit d'une façon aussi absolue qu'on l'a affirmé qu'elle ne voyait en cette affaire qu'une question purement allemande, la Russie cependant ne s'est point prononcée. La France et l'Angleterre se sont bornées pour le moment à laisser entendre que si la querelle devait aller à Francfort, elles seraient portées à y voir une affaire européenne. Et en effet les puissances ont reconnu et garanti l'indépendance du Danemark : pourraient-elles rester indifférentes le jour où l'Allemagne, sous prétexte de protéger les duchés, exercerait réellement une pression abusive sur la monarchie danoise tout entière?

Il reste à l'horizon de l'Europe cette ombre un moment projetée par la rupture diplomatique qui a éclaté tout à coup entre l'Autriche et le Piémont. Cette rupture est aujourd'hui consommée, bien que M. de Buol ait essayé de la rendre un peu moins entière en cherchant à retenir à Vienne le chargé d'affaires piémontais, le marquis de Cantono; mais comment le roi de Sardaigne pouvait-il continuer à se faire représenter diplomatiquement à Vienne, lorsque l'empereur d'Autriche rappelait son ministre à Turin, le comte de Paar? Cette situation est pleinement éclaircie aujourd'hui par deux dépêches dans lesquelles les deux gouvernemens ont consigné leurs dernières résolutions, M. de Buol, en maintenant ses récriminations au sujet de ce qu'il dénonce comme un système permanent d'agression contre l'Autriche, rappelle le comte de Paar, non sans le charger toutefois de recueillir les explications nouvelles que pourrait donner encore le président du conseil du roi Victor-Emmanuel. Le chef du cabinet de Turin, à son tour, se refuse à toute explication, qui perdrait son vrai caractère sous le coup du rappel de l'agent autrichien. Lorsqu'un incident de cette nature, qui touche aux situations les plus délicates, qui fait vibrer les passions les plus vives, se produit dans la politique, on ne peut s'empêcher de voir derrière les actes officiels et diplomatiques toutes les autres questions qui peuvent grandir, qui sont d'autant plus menaçantes qu'elles sont plus vagues, et qui ont le souverain inconvénient de pouvoir faire d'un froissement passager un antagonisme violent et irrévocable. Là est en effet le danger, et ce danger ne peut être conjuré que par la sagesse des cabinets, qui, après avoir commis des fautes parfois, retrouvent heureusement assez de sang-froid pour en retenir en quelque sorte les conséquences. Les cabinets de Vienne et de Turin en sont-ils là déjà? Il y a toujours un fait singulier à remarquer, c'est que cette rupture s'est accomplie avec une extrême courtoisie, qui semble survivre à l'incident lui-même, et on en vient involontairement à se dire que si de part et d'autre on eût montré avant la rupture un peu de cette bienveillance mutuelle qu'on montre après l'interruption des rapports diplomatiques, peut-être eût-on réussi à éviter une extrémité toujours périlleuse.

L'Autriche et le Piémont ont raison de ne point laisser envenimer une situation assez difficile par elle-même. L'Autriche sent bien qu'elle ne pourrait pousser à bout cette querelle sans assumer une responsabilité singulière devant l'Europe, qu'elle remettrait en armes. Le Piémont, de son côté, ne saurait méconnaître que, par la témérité, par des impatiences puériles, par des manifestations irréfléchies, il peut tout perdre, il peut tout compromettre. Il y a toujours eu dans le monde sans doute des peuples aspirant à s'agrandir,

travaillant avec une généreuse persévérance à leur destinée; mais l'œuvre devient bien plus difficile quand tout se dit, lorsque toutes les ambitions se publient, lorsque les haines elles-mêmes peuvent se produire, et que ces aspirations ou ces haines affectent nécessairement d'autres situations. Aussi est-ce dans un sentiment profond des intérêts piémontais que les hommes d'état de Turin doivent puiser le conseil d'une politique conservatrice. La modération n'est point ici seulement une règle ordinaire de politique, c'est une affaire de patriotisme. Qu'on prêche l'assassinat de l'empereur d'Autriche et de ses généraux dans certaines feuilles, ce n'est pas ce qui peut donner de la force au Piémont. Qu'on tourne en ridicule par des parades de rues les choses religieuses dans l'île de Sardaigne, cela ne sert nullement le libéralisme. Il n'y a aucune solidarité entre ces excès et le sentiment patriotique ou libéral du Piémont et de l'Italie. Démêler ce sentiment, s'appuyer sur lui et réprimer ses excès, voilà l'œuvre vraiment politique pour un homme d'état comme M. de Cavour, placé aujourd'hui dans de telles conditions que personne ne lui dispute le pouvoir. C'est ainsi qu'après avoir résisté avec une ferme et virile courtoisie à un essai d'intimidation, il peut opposer à l'Autriche la plus dangereuse des propagandes, celle d'un patriotisme vrai et pratique, d'un libéralisme sensé, qui se fortifie par toutes les croyances morales, au lieu de prétendre trop souvent vivre sans elles. Réduit à ses termes les plus simples, le problème le plus important aujourd'hui pour la politique intérieure et extérieure du Piémont, ce serait le rapprochement de toutes les fractions libérales du parti conservateur, et cette œuvre, M. de Cavour a certainement assez d'habileté pour l'accomplir, s'il le veut; il pourrait l'accomplir à son profit et au grand profit de son pays. Ce jour-là, il aurait rendu un plus mauvais service à l'Autriche qu'en recevant une députation de Modène ou de Reggio.

Placée en quelque sorte au centre de ce mouvement des affaires universelles, la France a le singulier avantage d'avoir fait plus d'expériences que beaucoup d'autres peuples et de s'intéresser à tous les spectacles. Pour elle-même, elle a sa vie réglée, ses affaires classées. C'est un mouvement calme où les intérêts industriels ont toujours une grande place, et où l'importance des choses morales se révèle parfois encore par des lumières à peine entrevues, par des incidens passagers, par des discussions qui, sous une apparence d'abstraction, cachent souvent des faits curieux. Il s'est élevé depuis peu une question non certes indifférente quand on considère à quel point elle se lie au développement de notre histoire, mais au moins inattendue. Il s'agit de mesures à adopter contre l'usurpation des titres nobiliaires. Une pétition a été d'abord adressée au sénat pour réclamer le rétablissement d'une pénalité contre l'usurpation des titres. Cette pétition a été renvoyée au ministère de la justice, et le gouvernement à son tour, s'appuyant sans doute moins sur la pétition elle-même que sur les considérations développées dans le sénat, vient de soumettre la question à l'examen du conseil d'état. Pendant longtemps, une pénalité a existé contre l'usurpation des titres, elle était inscrite dans les lois impériales de 1810; la disposition adoptée sous l'empire se trouvait naturellement modifiée sous la restauration pour faire place à la noblesse ancienne à côté de la noblesse nouvelle. Cette pénalité a été maintenue jusqu'après la révolution de juillet, époque où l'on a fait dispa-

raître du code un article devenu d'ailleurs d'une exécution difficile. Il est certain qu'il y a ici une situation assez bizarre, qui a été remarquée plus d'une fois même sous la monarchie de juillet. Les gouvernemens revendiquent le droit de délivrer des titres de noblesse, et, comme ils sont désarmés de toute force répressive contre ceux qui se font une noblesse de fantaisie, ils se trouvent en réalité investis d'une prérogative illusoire. Il n'est pas moins clair que depuis bien des années la contagion de l'anoblissement volontaire a fait d'étranges progrès. Il y a un envahissement de titres capricieux qui donne parfois à notre société une apparence toute fantastique. On se fait comte, ou on impose à son nom toute sorte de modifications inattendues. Comment remédier à ce mal, et arrêter un peu cette invasion de l'armée des anoblis? Là est le difficile. Le ridicule ne suffit-il pas? dira-t-on. Hélas! si le ridicule était mortel, combien de gens n'existeraient plus qui sont aujourd'hui en merveilleuse santé! Le ridicule ne tue guère plus, il fait vivre quelquefois. Chose singulière, il y a en France une sorte de passion de nivellement démocratique, et en même temps il y a une rage de titres, de distinctions honorifiques. C'est que, comme le disait spirituellement le rapporteur d'une pétition sous le gouvernement de juillet, « chacun veut être l'égal de ses supérieurs et le supérieur de ses égaux. » Voilà le problème que la société donne à résoudre aux hommes d'état. Il s'agit de maintenir le niveau des mœurs démocratiques, et en même temps de relever les titres de noblesse, de leur donner pour défense la loi même. Et quand on aura résolu ce problème, il en restera un autre encore, celui de savoir, sauf des exemples éclatans et individuels, où est la noblesse, si elle ne s'est pas tuée elle-même, si elle ne se tue pas chaque jour, lorsqu'on voit tant de nobles vendre leurs terres, renoncer à tout ce qui ferait si aisément leur influence, pour se jeter dans les spéculations et dans les aventures.

L'industrie, à côté de tant de spéculations factices ou périlleuses, a ses œuvres intelligentes, ses travaux permanens et féconds, et même ses fêtes, qui ont une solennité particulière quand elles sont en quelque sorte l'image d'un progrès réel et juste. Parmi toutes ces lignes ferrées qui rayonnent à la surface de notre sol et qui tendent à enlacer le pays tout entier, l'une des plus dignes d'intérêt est cette voie qui était inaugurée il y a peu de jours à Toulouse, et qui relie désormais Bordeaux et Cette, l'Océan et la Méditerranée. Il y a plus de quatre ans déjà que la concession du chemin de fer du Midi a eu lieu. Fragment par fragment, cette ligne est allée d'abord de Bordeaux à Toulouse, qu'elle atteignait l'an dernier. La partie qui sépare Toulouse de Cette restait encore en construction, et c'est celle qui vient d'être inaugurée, qui est livrée maintenant au commerce, aux voyageurs, à tous ceux que leurs intérêts ou leurs goûts jettent sur les routes du monde moins pour visiter un pays que pour le traverser en courant. La compagnie a voulu donner à cette solennité un caractère exceptionnel; elle avait attiré à la cérémonie d'inauguration qui a eu lieu à Toulouse les autorités publiques, des chefs de l'église, des ingénieurs, des écrivains, des habitans notables du Bas-Languedoc et de la Guienne, qui tous se sont rencontrés à cette fête, dont les intérêts du Midi étaient pour ainsi dire les héros. Le chemin de fer nouveau traverse une des plus riches, une des plus fertiles régions de la France, et ce n'était pas le spectacle le moins curieux que l'apparition de la vapeur

dans ces contrées, et cette visible attestation de la puissance de l'industrie moderne au milieu d'une nature opulente, pleine de séductions. Sur toute la ligne jusqu'à Toulouse, les coteaux se succèdent d'une part; de l'autre, le fleuve suit son cours et descend vers l'Océan. Les champs s'étendent au loin déjà reverdis et ranimés par le soleil, et partout on passe à travers des populations surprises de voir des gens s'en aller si vite au milieu d'un pays où l'on se trouve si bien. Des deux côtés, de Bordeaux et de Cette, deux convois partant le même jour devaient arriver à Toulouse à la même heure, et ils arrivaient en effet. Les deux locomotives, savamment conduites, étaient dirigées de façon à mourir en quelque sorte l'une sur l'autre et venaient se rencontrer au pied d'un autel d'où l'un des chefs du clergé devait bénir ces travaux de la paix. Un banquet et des toasts ont fait le reste, et chacun est reparti après avoir vu s'ouvrir une voie ferrée de plus. Cette pensée d'une communication facile, toujours ouverte et rapide entre les deux mers, est une vieille pensée française. C'est celle qui présidait, il y a deux siècles, à l'exécution de la première partie du canal du Midi allant de Cette à Toulouse, et qui a déterminé de nos jours la continuation de ce canal vers Bordeaux, parallèlement à la Garonne. Le chemin de fer du Midi vient aujourd'hui compléter cette pensée en supprimant en quelque façon les distances par une communication ininterrompue qui ne laisse plus qu'un intervalle de quelques heures entre l'Océan et la Méditerranée. Voilà donc cette œuvre accomplie de telle façon qu'on peut désormais, en quelques jours, faire le tour de la France, traverser les contrées les plus diverses, aller du nord au midi, des Alpes à l'Océan, et se retrouver à Paris comme si on ne l'avait pas quitté. Maintenant quelle sera l'influence de ce chemin de fer récemment inauguré sur les intérêts du Midi, sur la condition morale et matérielle des populations méridionales? L'avenir le dira, l'avenir seul a le secret de ce vaste et infatigable mouvement qui emporte le monde moderne.

Les chemins de fer! où ne s'étendent-ils pas aujourd'hui? Ils vont ouvrir la Russie et faire pénétrer dans l'empire du Nord l'esprit de l'Occident. L'œuvre n'est point sans obstacles d'ailleurs, et il ne paraît pas que l'organisation de ces immenses travaux se présente sous un aspect des plus faciles. Des chemins de fer vont se faire en Turquie même, où les Anglais ont conçu la pensée de se frayer une nouvelle route vers l'Inde par la vallée de l'Euphrate, ne fût-ce que pour chercher à neutraliser cette autre pensée du percement de l'isthme de Suez. Les États-Romains à leur tour cèdent à l'universelle impulsion, et entrent dans le mouvement. L'Algérie enfin, cette petite France de l'Afrique du nord, va aussi avoir ses chemins de fer. Il faut s'entendre, les chemins de fer africains ne sont pas encore commencés, les concessions même ne sont pas faites; mais le principe de la construction vient d'être adopté par le gouvernement. Les points saillans du réseau algérien sont fixés par un décret. Il doit y avoir une grande ligne parallèle à la mer, et reliant les chefs-lieux des trois provinces d'Oran, d'Alger et de Constantine. D'autres lignes partant des ports principaux et aboutissant à cette grande artère mettraient en communication Bone et Philippeville avec Constantine, Bougie avec Sétif, Tenez avec Orléansville, Mostaganem et Arzew avec Relizane. Les contrées du sud seraient reliées à l'artère principale par un système général de routes de terre. L'ensemble serait ainsi complet, et partout s'établiraient

des communications régulières. Dans les vues du gouvernement, c'est l'armée qui serait employée à ces travaux, et qui, après avoir conquis l'Afrique par les armes, lui donnerait cet instrument nouveau de civilisation. Il est bien clair du reste que les lignes du réseau algérien, qui seront l'objet de concessions spéciales, se construiront seulement à mesure que les besoins se développeront. Elles auraient un grand résultat, si elles contribuaient à attirer en Afrique les capitaux et les bras, à ouvrir des routes nouvelles aux immigrations et au travail, à faire de la colonisation une réalité puissante et féconde, tandis qu'elle semble être restée jusqu'ici artificielle et circonscrite malgré tous les efforts.

Mais quoi! parler de l'Afrique et des chemins de fer ou du projet de loi contre l'usurpation des titres nobiliaires, souhaiter à la colonisation algérienne plus de succès que par le passé, étudier sans parti-pris tous les intérêts, désirer même que les citoyens en France puissent s'occuper plus directement de leurs affaires sans avoir perpétuellement recours à l'état, n'est-ce point montrer, sous toutes les formes, de la malveillance envers le gouvernement? C'est là, à ce qu'il paraît, la pensée, sinon du gouvernement, qui a de tout autres soins, du moins de beaux esprits qui se croient tenus de le protéger. Si les gouvernemens n'avaient que des ennemis, combien ils seraient favorisés! Malheureusement ils ont des amis d'un certain genre, et c'est là ce qu'ils ont raison de craindre le plus. Ces étranges amis passeraient volontiers leur temps à supposer ou à créer des hostilités. Qu'on analyse les résultats d'un recensement de la population, et ce sera à leurs yeux l'attestation d'une insigne malveillance. Qu'on mette en lumière les avantages de la liberté commerciale, et ils feront la leçon aux fonctionnaires assez osés pour ne point prendre conseil de leur évangile. Qu'on scrute l'histoire avec indépendance, ils y verront toute une conspiration, et peu à peu, si on les laissait faire, ils créeraient le vide autour de la cause même qu'ils veulent défendre. Singuliers amis, dont le gouvernement a le tort de dédaigner les avis en sachant se montrer plus intelligent et plus sensé!

Où commence l'histoire strictement contemporaine, et où finit-elle? C'est ce qu'il est difficile de dire, tant la limite entre le présent et le passé est souvent indécise, tant il est vrai que de tous ces régimes qui se succèdent, qui passent ou qui renaissent, le dernier mot n'est jamais dit, tant certains souvenirs restent palpitans et reprennent vite un caractère d'*actualité*. Les spectacles si puissans et si divers du commencement de ce siècle sont déjà loin de nous, et l'intérêt qui s'y attache ne s'affaiblit pas; bien au contraire, il semble s'accroître à mesure que des révélations nouvelles multiplient les lumières, et avec les lumières les enseignemens. Ces événemens deviennent un thème de polémiques; nous assistons tous les jours encore, notamment au sujet de la fin de l'empire, à une mêlée de confidences posthumes, à un choc de témoignages contradictoires entre lesquels s'élève une œuvre éminente, singulièrement instructive, puisque l'auteur a puisé à toutes les sources, et qui peut être impartiale, puisqu'elle n'est pas une déposition intéressée : cette œuvre est l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, commencée par M. Thiers il y a quinze années et arrivée aujourd'hui au quinzième volume, au récit de la campagne de 1813, de cette longue et terrible retraite

qu'on dirait encore éclairée des lueurs de l'incendie de Moscou. Le livre de M. Thiers, entre tant d'autres mérites, a celui d'être la première histoire complète de l'empire, une histoire dont le temps rectifiera certains points de vue sans doute, mais qui, dans son ensemble, est le plus considérable témoignage sur une époque encore si rapprochée. L'auteur ne se borne pas à raconter les batailles, les coups de foudre de la guerre : il embrasse toutes les parties de ce vaste système impérial à la fois politique et militaire; il ne se contente pas de présenter les événemens dans leurs résultats, il montre le génie de Napoléon à l'œuvre, luttant avec les difficultés qu'il se crée sans cesse, descendant dans tous les détails, conduisant l'administration, la police, les finances, la diplomatie, les affaires religieuses comme la guerre, gouvernant et commandant partout, prodigieux dans l'art de s'assurer des ressources, et plus l'historien montre ce qu'il fallait de génie à l'empereur pour retrouver après Moscou, après la retraite de Russie, une armée de quatre cent mille hommes à lancer en Allemagne, plus il laisse voir que la faute était ailleurs, qu'elle venait de la pensée qui emportait ce règne. En nul moment, cela n'est plus tragiquement sensible que dans l'année 1813. De quelque côté que Napoléon se tourne en effet, il se heurte à toutes les impossibilités qu'il s'est créées. S'il se tourne vers l'Espagne, il se trouve en présence d'une guerre qui l'obsède, qui l'irrite comme le souvenir permanent d'une faute, et qu'il ne sait comment finir. S'il ramène son regard vers l'Allemagne, il voit la Russie gagnant du terrain, la Prusse faisant volte-face, l'Autriche préparant ses prochaines évolutions, tous ses alliés ébranlés et la plus formidable coalition se nouant au milieu de l'effervescence du patriotisme allemand. Dans l'ordre religieux, il trouve le pape prisonnier, les consciences troublées, et vainement il se fait un instant l'illusion d'avoir tranché toutes les difficultés en imposant à Pie VII le concordat de Fontainebleau. En France, il n'y avait point de résistance ouverte sans doute, tout restait soumis; mais l'inquiétude commençait à gagner les esprits, la conspiration Malet avait divulgué les faiblesses secrètes de l'empire; les populations se lassaient de fournir des hommes, et l'empereur lui-même, malgré le prestige qui l'entourait toujours, ne laissait pas d'être rudoyé dans les faubourgs de Paris, ainsi que le rapporte M. Thiers. Comment triompher de cette situation? Par des victoires nouvelles, éclatantes et surtout continues; mais cette continuité de victoires nouvelles était-elle possible après vingt ans de guerres, avec des armées recomposées à la hâte, et en présence d'un effort suprême qui réunissait malheureusement contre nous les peuples et les rois? Une autre issue était la paix, une paix qui restait encore honorable si elle était signée après une bataille gagnée, et sous le prestige reconquis de la victoire; mais, même dans ces conditions, il fallait encore sacrifier bien des rêves et s'en tenir à ce qui était réalisable, à ce qui satisfaisait après tout aux plus légitimes ambitions.

C'est ici qu'éclate ce qu'il y a de décisif dans cette année 1813, et les récits de M. Thiers le montrent suffisamment. La paix était-elle possible en effet à ce moment? Sans doute elle était possible, et elle était désirable dans l'intérêt de l'Europe comme dans l'intérêt de la France et de la vraie grandeur de Napoléon. L'Europe ne pouvait manquer d'accueillir favorablement une grande transaction, car l'empereur était encore assez redouté pour qu'on

ne cherchât point à pousser à bout ce fier et indomptable génie. La France n'avait aucun intérêt à prétendre imposer sa domination aux autres peuples; elle aspirait au repos. Les serviteurs les plus fidèles, les plus dévoués et les plus clairvoyans de Napoléon conseillaient la paix; Napoléon lui-même la désirait, si l'on veut; seulement il la voulait comme il avait l'habitude de l'entendre, et non telle qu'elle devait être nécessairement, dans des circonstances si prodigieusement changées. De quoi s'agissait-il après tout, ainsi que le dit M. Thiers? La paix redevenait possible moyennant une réorganisation de l'Europe qui ne laissait plus subsister, il est vrai, certaines combinaisons fruits des dernières guerres, mais qui laissait encore à l'empire la Hollande, la Belgique, les provinces du Rhin, le Piémont, la Toscane, Rome, la Lombardie comme vice-royauté, Naples et la Westphalie comme royaumes de famille. C'est là encore, comme le dit l'illustre historien et comme le disait M. de Metternich, une France que Louis XIV eût enviée, et que beaucoup de bons Français ne désirent même pas si grande. Le malheur des politiques excessives est de se détourner de la vraie grandeur et de s'engager dans des entreprises chimériques trop colossales pour avoir des chances de durée. Napoléon en était là; il expiait en 1813 les excès de son génie en croyant son honneur engagé à soutenir des conquêtes qui ne contribuaient en rien à la puissance véritable de la France, et il aggravait toute chose en mettant les forces et les intérêts réels du pays à la merci de conceptions impossibles. Il disputait sur la possession des départemens anséatiques; il répugnait à sacrifier ce titre plus fastueux que profitable de protecteur de la confédération du Rhin; il cherchait à gagner du temps pour pouvoir dicter la paix au lieu de l'accepter, et c'est ainsi qu'il laissait la coalition grandir, l'Autriche se détacher peu à peu pour passer aux alliés et les difficultés s'accumuler, remportant encore des victoires, mais des victoires éphémères et inutiles. Chose curieuse! en tenant compte de la différence des temps, des circonstances et des hommes, ne voit-on pas quelque analogie entre cette situation de 1813 et la situation créée un moment pendant la dernière guerre? Au nord est la puissance immodérée; la France et l'Angleterre, réunies cette fois, défendent l'indépendance de l'Occident menacée en Orient. Peu à peu la coalition européenne se dessine et se forme. Au milieu de ces mouvemens, l'Autriche, toujours habile à ménager ses évolutions, met tout son art à dénouer son alliance avec la Russie pour passer dans notre camp sans combattre encore. Qui peut dire ce qui serait arrivé, quelle blessure profonde et saignante eût été faite à la Russie, si la guerre eût continué, si la coalition européenne se fût complétement formée, si nos armées enfin eussent mis une fois le pied en Finlande ou en Pologne? La Russie a su éluder par sa modération, en signant la paix, cette terrible logique des choses, contre laquelle Napoléon se crut assez fort par son génie, et qui l'entraîna fatalement, rapidement, de Moscou à Leipzig, de Leipzig dans les plaines de la Champagne, et de Paris à Sainte-Hélène. C'est dans la campagne de France que M. Thiers va maintenant suivre l'empereur.

Un des acteurs de ces tragiques péripéties, distingué par ses talens sans être du premier ordre, le maréchal duc de Raguse est venu se remettre en scène par la publication de ses *Mémoires*, et il a contribué à réveiller les polémiques sur les catastrophes finales de l'empire. C'était tout simple,

puisque Marmont ménage peu ses contemporains et qu'il a été particulièrement sévère pour un homme modeste, dont le nom est resté populaire, pour le prince Eugène, vice-roi d'Italie. A ces accusations peu mesurées les récriminations ont répondu, et Marmont, attirant sur lui les regards, est redevenu l'homme de la défection. Il faudrait bien cependant ne point laisser disparaître dans des débats personnels une question qui tient à des causes bien autrement générales et prétendre tout expliquer par ce mouvement, par tous ces actes qu'on a appelés la défection, la grande trahison du duc de Raguse. Ce serait étrangement grandir l'importance de Marmont que d'attribuer à son initiative la chute de l'empire. Il faut l'avouer, le duc de Raguse, par un dernier effort de fidélité et de dévouement, fût-il allé se placer aux côtés de Napoléon à Fontainebleau, le destin de l'empire n'était pas moins accompli. Ce qui est vrai, c'est que le rôle joué par le duc de Raguse, rôle ingrat, pénible sans être déshonorant, est de ceux qu'on subit comme une loi rigoureuse de la fortune, dont on ne se fait point un mérite et qui ne donnent jamais d'ailleurs le droit d'être amer à l'égard de ses contemporains. Marmont s'est montré plus que tous les autres en 1814, il ne faisait en cela qu'obéir à sa nature, qui était de vouloir toujours paraître. La trahison n'était point dans son caractère; mais il était vain, léger, ardent, présomptueux. Tel il se montre dans ses récits posthumes, dont le mérite est du moins de laisser apercevoir un homme qui, avec mille qualités brillantes d'intelligence et de courage, n'a réussi qu'à se faire une vie agitée, passionnée, illustre et abreuvée de déboires. Le maréchal Marmont réunissait en lui deux choses extraordinaires qui sont moins inconciliables qu'on ne pourrait le penser : il avait en lui-même une confiance sans limites, il aspirait toujours aux rôles d'éclat, il les poursuivait, et il n'a jamais eu de bonheur dans les circonstances saillantes de sa vie. Il ne fut pas même heureux comme soldat aux Arapiles.

Le bonheur! Y a-t-il donc quelque vérité dans la superstition qui s'attache à ce mot, ainsi que le dit M. Thiers justement au sujet du duc de Raguse? Sans doute la fortune peut paraître singulièrement propice à certains hommes : elle les fait naître au moment voulu, elle leur donne la faveur de l'occasion; tout le reste est l'œuvre de l'intelligence, de la volonté, du courage, de la sagesse, d'un ensemble de qualités diverses dont l'équilibre fait les hommes supérieurs et explique leur succès. Le duc de Raguse avait quelques-unes de ces qualités, il ne les avait pas toutes. Chez lui, le caractère n'était pas à la hauteur de l'esprit, l'imagination était plus forte que la raison; le besoin perpétuel d'agir et de paraître l'entraînait dans des aventures où son jugement faiblissait. Voilà comment il a été rarement heureux. Amoureux de la gloire, il prétend un peu trop la brusquer, et s'il échoue, c'est aux autres qu'il s'en prend, jamais à lui-même. Il faut bien avouer que ce naïf contentement de soi, joint à une perpétuelle et caustique censure de tout le monde, finit par causer un certain malaise à ceux-là même qui trouvent du ressort, de la vigueur dans ce caractère. De qui le maréchal Marmont a-t-il été content dans sa vie? Il querelle tous les gouvernemens, Napoléon, les princes de la restauration, ses compagnons de guerre, qui le lui rendront sans nul doute, et la dernière impression qui reste, c'est que ces demi-dieux n'étaient après tout que des hommes, souvent héroïques, mais ayant aussi

leurs faiblesses. La suprême aventure du duc de Raguse fut son commandement à Paris pendant les journées de juillet 1830. Là aussi, sans manquer à son devoir, il fut malheureux à sa manière. Depuis, il a quitté la scène, parcourant l'Europe en exilé volontaire, ramené un instant par une destinée singulière auprès du duc de Reichstadt, promenant son activité inoccupée en Orient ou dans les châteaux de l'aristocratie autrichienne, s'intéressant encore à tout avec feu et allant mourir à Venise. Vie certes bien remplie et pourtant incomplète! caractère doué des facultés les plus brillantes, et à qui cependant il a manqué quelque chose, peut-être l'empire sur soi, l'art de conduire une grande existence noblement et héroïquement conquise!

Pour les peuples comme pour les hommes, cet art de bien conduire sa destinée est la première des lois, et malheureusement aussi souvent un des plus insaisissables secrets. Dans la vie d'un pays, c'est ce qu'on nomme une sage et juste politique. L'Espagne est perpétuellement en travail d'une politique de ce genre, dont elle sent la nécessité sans avoir trop réussi jusqu'à présent à s'en approprier les conditions, au moins d'une façon durable. La situation de la Péninsule touche visiblement aujourd'hui à une épreuve des plus graves. Les élections viennent de se faire; dans peu de jours, les cortès s'ouvriront : le gouvernement et les partis se retrouveront en présence. Que sortira-t-il de là? On ne le sait pas encore; seulement on pressent des complications qui ont leur raison d'être dans l'état des partis, dans les ressentimens personnels, et dans la composition même du gouvernement. Les élections qui viennent d'avoir lieu présentent des résultats qui n'ont rien de singulier ni de nouveau; c'est au contraire un des caractères de cette chambre nouvelle de ressembler beaucoup à une chambre ancienne, à une de celles qui ont précédé la révolution. D'abord le parti progressiste est à peu près complétement éliminé; il ne sera représenté que par six ou sept membres, dont les deux principaux sont M. Santa-Cruz, ancien ministre des finances avec le duc de la Victoire, et le général Prim, qui vient d'être condamné à six mois d'arrêts à Alicante par un conseil de guerre, pour la publication d'une lettre jugée contraire à ses devoirs militaires. M. Olozaga a échoué partout où il s'est présenté; le nom du duc de la Victoire, qu'on avait eu la fantaisie de mettre en avant à Barcelone, n'a pas réuni un nombre suffisant de suffrages. La chambre nouvelle appartient donc tout entière au parti modéré; mais le parti modéré lui-même est représenté par des fractions assez diverses, dont l'antagonisme latent et permanent est une des faiblesses de la situation politique de l'Espagne. L'un des principaux hommes publics de la Péninsule, M. Bravo Murillo, groupe autour de lui environ soixante membres plus ou moins rattachés à sa personne ou à sa fortune politique. M. Bravo Murillo n'est point en état d'opposition contre le gouvernement, il reste même, dit-on, dans une inaction complète; mais il se tait plutôt qu'il n'approuve, surtout en matière de finances et d'administration. Il y a un autre groupe, de quarante membres à peu près, dont M. Llorente est un des chefs et un des orateurs. Cette fraction, représentée dans la presse par un journal qui paraît depuis peu, reste également dans une sorte d'expectative assez voisine de l'hostilité. Le comte de San-Luis de son côté est entouré d'une trentaine de partisans environ, et, sans avoir une importance et un crédit très reconnus dans le pays, il n'est pas du moins sans habileté

dans la stratégie parlementaire. Le parti connu sous le nom d'*union libérale* n'a que deux représentans, dont l'un est M. Rios Rosas, élu dans la province de Malaga malgré les efforts des agens du ministre de l'intérieur. Il faudrait ajouter encore un petit groupe absolutiste. Au milieu de ce fractionnement des opinions, le gouvernement ne conserve pas moins une majorité considérable, et il sera surtout servi par les souvenirs de la dernière révolution, facilitée, préparée, déterminée par les divisions du parti conservateur. L'autorité du général Narvaez fera le reste.

Il y a, il est vrai, dans la situation politique de l'Espagne un autre nuage, un autre danger, et ce danger est au sénat. Ce danger ne consiste pas même dans une hostilité possible de la haute chambre, hostilité qui pourrait dans tous les cas être désarmée ou neutralisée par la nomination de nouveaux sénateurs; il tient à un incident qui préoccupe Madrid depuis quelque temps déjà. Le général O'Donnell est décidé, dit-on, à donner dans le sénat sur sa situation, sur son rôle pendant la révolution, sur tous les derniers événemens politiques en un mot, des explications qui ne le toucheraient pas lui seul, qui seraient en quelque sorte l'histoire du parti modéré depuis 1852, et qui tendraient à impliquer le général Narvaez lui-même dans une espèce de solidarité morale avec les chefs du soulèvement militaire de 1854. Le général O'Donnell a été irrité de se voir accusé d'être un révolutionnaire; il a été surtout froissé, on peut le croire, de la façon dont il a été évincé du pouvoir au mois d'octobre dernier. Il prétend prouver qu'il n'a jamais été l'ennemi de la monarchie ni de la dynastie actuelle, que dans le mouvement de 1854 il n'a fait qu'exécuter un plan concerté d'avance, et dont quelques-uns des auteurs se seraient retirés au moment le plus périlleux. Il est facile de prévoir à quelles conséquences pourraient conduire des discussions engagées sur ce terrain brûlant. Ce serait une lutte corps à corps entre le général O'Donnell et le duc de Valence, principalement mis en cause. Aussi toutes les influences pacificatrices se sont-elles employées à calmer O'Donnell, à préparer un rapprochement entre les deux généraux; mais jusqu'ici O'Donnell a persisté avec une ténacité singulière. On voit que le cabinet actuel de Madrid se trouve en présence de difficultés de diverse nature; il a tout à la fois à lutter contre l'éparpillement du parti modéré, qui n'a point réussi encore à se reconstituer, contre des rivalités, contre la menace de discussions personnelles irritantes, et peut-être est-il lui-même un peu divisé. Il a été un instant question de la retraite du général Lersundi et du ministre des finances, M. Barzanallana. Malgré tout cependant, il ne faut voir sans doute dans ce pénible travail qu'un moment de crise qui finira le jour où les cortès s'ouvriront. Ce jour-là, le parti modéré sentira le besoin de resserrer ses rangs et de se grouper autour du général Narvaez, dont l'autorité et la vigueur ne sont point de trop pour ramener l'Espagne à une situation complétement régulière. Le général Narvaez a commencé cette œuvre en appelant les chambres; c'est aux cortès maintenant de lui prêter leur appui et de marcher résolûment au but sous ce chef éminent. CH. DE MAZADE.

— Une femme d'élite, connue par des écrits très distingués, Mme la comtesse de Bagréef-Spéranski, est morte à Vienne le 4 avril. On n'a pas oublié sans doute les intéressantes esquisses dans lesquelles Mme de Bagréef-Spé-

ranski a dessiné ici même quelques traits des mœurs populaires et religieuses de la Russie. L'auteur de *Xenia Damianovna* et de *la Pokritka*, ardemment dévouée à son pays natal et à la religion de sa race, avait aussi les plus vives sympathies pour la France. C'est en français qu'elle avait publié ses écrits, c'est par la France qu'elle espérait faire connaître à l'Europe maintes particularités charmantes de l'esprit slave. On ne sait guère de la Russie que son histoire politique, on sait la biographie des tsars, le rôle de certains personnages éminens, les révolutions de palais au XVIIIe siècle, le caractère général de l'aristocratie : Mme de Bagréef-Spéranski voulait peindre le peuple. C'était la contre-partie des tableaux ordinairement consacrés à la Russie; ces études sur la vie des campagnes, ces peintures du paysan et du serf auraient réconcilié l'opinion (elle l'espérait du moins) avec ce pays russe qu'elle aimait d'un amour à la fois si enthousiaste et si attristé. Son âme chrétienne, instruite à l'école de la résignation, n'était pas faite pour les polémiques ardentes. Elle eût cru manquer aux devoirs du patriotisme en attaquant des hommes et des choses qu'elle réprouvait; elle se contentait de plaider devant l'Europe la cause de la nation russe. Elle était bien la fille de ce comte Spéranski, dont les classes populaires en Russie et en Sibérie ont conservé un si touchant souvenir. Initiée de bonne heure aux plus douloureuses épreuves de la vie, Mme de Bagréef-Spéranski semblait appelée naturellement à la tâche dont elle s'était chargée. Hélas! cette œuvre, préparée par tant d'études et de voyages, elle commençait à peine à la réaliser, elle était heureuse de donner une forme vivante à ses méditations, l'amour de l'art s'unissait plus vivement chaque jour à ses sentimens patriotiques et religieux, et c'est à cette heure décisive que la mort est venue la frapper. Il reste du moins de précieux témoignages de sa pensée; le dessin de l'œuvre qu'elle projetait est déjà visible dans ses premières ébauches. On réimprime en ce moment *les Pèlerins russes à Jérusalem*, un volume inédit de ses *nouvelles* va paraître dans quelques semaines, et Mme de Bagréef-Spéranski a laissé d'autres manuscrits confiés à des mains pieuses. La publication de ces divers ouvrages sera peut-être un jour pour nous une occasion de tracer avec plus de détails cette grave et religieuse physionomie. Le nom de Spéranski, éteint désormais avec elle, appartient à l'histoire.

Mme de Bagréef-Spéranski habitait Vienne depuis quelques années. Son salon y réunissait l'élite de la société littéraire et du monde politique; à l'hospitalité slave et allemande elle joignait la grâce de la causerie française. L'influence qu'elle exerçait autour d'elle était douce autant que sérieuse, et je n'écris pas une phrase banale en disant que sa mort est un deuil de famille pour tous ceux qui l'ont connue. La Russie, dont elle a été jusqu'à son dernier jour un serviteur si digne, lui donnera une place auprès du comte Spéranski parmi les meilleurs de ses enfans. L'Allemagne du midi, où elle a trouvé une seconde patrie, se souviendra longtemps de l'éclat qu'elle a jeté sur la société viennoise. Nous lui devons aussi un souvenir : Mme de Bagréef-Spéranski a emprunté à la France son idiome et maintes inspirations généreuses.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

ESSAIS ET NOTICES.

D'UNE NOUVELLE SOURCE DE PRODUITS ALIMENTAIRES.

Lorsqu'il y a plus d'un an déjà, nous signalions dans la *Revue des Deux Mondes* l'insuffisance de la production animale en France, nous appelions en même temps l'attention sur quelques moyens nouveaux de combler un si fâcheux déficit. Parmi ces moyens, nous citions au premier rang l'extension des industries à la fois agricoles et manufacturières, le concours prêté aux fermes par les distilleries, qui venaient d'une part augmenter la quantité de nourriture pour les animaux, de l'autre utiliser tous les résidus de nos fabriques agricoles. Cette extension prévue dès lors s'est réalisée, et la quantité de viande disponible pour la population s'est heureusement accrue; mais ce résultat si important coïncidant avec des habitudes nouvelles, avec un développement inusité dans la consommation, le déficit que nous signalions en 1855 n'a pas entièrement disparu, et l'étude des moyens destinés à le combattre garde toute son opportunité.

Nous venons d'attribuer à des changemens dans le régime d'alimentation générale cette disproportion regrettable entre la production et la consommation. Il faudrait ajouter peut-être que les mesures relatives à la taxe au poids, substituées aux droits perçus par tête à l'entrée des bestiaux dans les villes, n'y sont pas étrangères. On peut se demander si elles n'ont pas exercé une influence notable sur les quantités produites, en déterminant la livraison sur les marchés d'animaux incomplétement engraissés, de telle sorte que le produit net de quatre de ces derniers atteint tout au plus la quantité qu'on obtenait naguère en abattant trois animaux dans l'état d'embonpoint où ils étaient alors expédiés.

Quoi qu'il en soit, un fait subsiste : c'est que les améliorations agricoles, toujours lentes à se répandre, ne sauraient de longtemps encore satisfaire aux exigences de la consommation. C'est le développement de plus en plus sensible de ces exigences qui a ramené l'attention des économistes sur les moyens d'aller chercher les subsistances animales loin de notre territoire, en des contrées où elles surabondent, pour les introduire chez nous (1).

Depuis longtemps déjà on avait songé aux immenses ressources en ce genre qui se rencontrent dans l'Amérique méridionale, où l'on n'exploite de

(1) Afin de suppléer à l'insuffisance de la production en France, le gouvernement a diminué de beaucoup les droits d'entrée sur les animaux de boucherie venant de l'étranger : cette mesure a déterminé des importations considérables qui équivalaient en 1855 à 37,193,524 kilog.; mais en 1856 l'importation s'est réduite à 34,372,686 kilog., en même temps que la production s'affaiblissait. Les mêmes résultats, plus prononcés encore, ont été remarqués en Angleterre relativement aux importations du bétail en 1855 et 1856. C'est que l'accroissement de la consommation commence à se faire sentir dans les contrées étrangères d'où les exportations de ce genre ont lieu ordinairement. Il est donc indispensable de demander à d'autres ressources le complément de l'alimentation publique, si l'on veut suivre le mouvement de progrès qui se manifeste dans la consommation de la France.

grands troupeaux de bœufs qu'en vue d'en obtenir la peau, tout ce qui reste de l'animal étant abandonné, sauf quelques rares exceptions. Des obstacles de plusieurs ordres se sont jusqu'à ce jour opposés à la réalisation du projet d'exploitation de ces ressources : les animaux en liberté sous ces climats chauds n'offrent pas tous un état convenable d'embonpoint, et la difficulté de préserver économiquement les viandes des altérations spontanées durant les transports rendait au moins douteux le succès de l'opération. Nous avons vu qu'en effet les divers procédés de dessiccation partielle avec enrobage de gélatine avaient tous échoué, lorsque les produits étaient soumis aux épreuves de l'emballage et des voyages durant deux ou trois mois.

Les regards s'étaient tournés aussi vers les possessions de la Russie méridionale, où se rencontrent de vastes pâturages et de nombreux troupeaux de moutons. Dans ces contrées, on ne sait utiliser que la peau, les toisons, le suif des animaux abattus. Tout le surplus, la chair, les tendons, les os, etc., est abandonné en pure perte. Ici encore le manque de moyens de conservation économique dont l'efficacité fût certaine venait entraver l'exécution du projet. En effet, une fâcheuse alternative se présentait toujours : le seul procédé de conservation dont les bons résultats fussent assurés, c'était la méthode d'Appert perfectionnée, telle que nous l'avons précédemment décrite. Il fallait, pour que l'opération fût économique, expédier les préparations dans des vases en fer-blanc d'une contenance telle qu'on parvînt à diminuer les frais résultant de la valeur de l'enveloppe en raison des quantités y contenues. Il y avait donc tout intérêt à employer les plus grands vases possibles; mais d'un autre côté la facilité de la distribution ou de la consommation, en un mot de la vente aux lieux d'arrivée, exigeait que cette distribution pût s'effectuer en petites quantités consommables immédiatement par un, deux ou trois individus; sinon, on se trouvait exposé à ne pouvoir placer les produits que dans les établissemens publics renfermant un nombreux personnel. C'était restreindre beaucoup le débouché et manquer le but principal, qui devait être de mettre à la portée du plus grand nombre un complément précieux de l'alimentation économique des populations laborieuses. Il semblait impossible d'échapper au fatal dilemme : si l'on expédiait des préparations volumineuses, le débouché était compromis, et le but principal manqué; si l'on employait des vases d'une faible contenance, appropriés aux exigences naturelles des consommateurs, la valeur totale des enveloppes rendait les préparations trop dispendieuses. On ne pouvait sortir de cette impasse sans quitter les voies connues; il fallait, en un mot, ajouter aux inventions acquises une invention nouvelle.

Les choses en étaient là lorsqu'un habile manufacturier, qui déjà était parvenu à surmonter de plus grands obstacles en mettant à flot la belle industrie, plusieurs fois transformée, de la dessiccation des produits alimentaires extraits des végétaux, M. Cholet, imagina le nouveau système de conservation, transport et distribution des viandes et d'application utile des produits accessoires, tendons, os, sang, intestins et substance cornée. Ce système complet renferme des moyens connus et garantis par une longue expérience. L'inventeur y ajoute plusieurs dispositions nouvelles, propres à réduire les frais généraux ou le prix coûtant, et de nature à faciliter la distribution en petites parts sans augmenter la dépense nécessitée par les vases.

Voici comment on parvient à réunir ces conditions favorables. Aussitôt après l'abattage des animaux, les muscles, débarrassés des portions tendineuses ou membraneuses de moindre valeur alimentaire ou plus altérables, sont soumis à une coction légère qui en réduit un peu le volume; on les dispose ensuite en morceaux volumineux dans des vases cylindriques en ferblanc, que l'on remplit autant que possible, et qui contiennent 6 kilogrammes de substance comestible. Ces vases sont clos hermétiquement par les moyens usuels, à l'aide de soudures à l'étain. On les place alors dans une chaudière dite *autoclave*, où ils sont chauffés au bain-marie d'eau, soit à feu nu, soit par la vapeur, de telle façon que leur température s'élève jusqu'à 108 ou 110 degrés, pendant une heure et demie environ. La préparation est dès lors terminée; on peut emballer et expédier les boîtes remplies et chauffées de cette manière. Arrivées au lieu de leur destination, elles peuvent être livrées intactes aux établissemens et aux particuliers dont la consommation journalière atteint ou dépasse la quantité de 6 kilos contenue dans chacune des boîtes. Quant aux consommateurs isolés qui, dans un repas ou même durant une journée, se contentent d'une ration vingt-quatre fois moindre, c'est-à-dire de 250 grammes, la distribution régulière se fera sans la moindre difficulté, grâce à l'ingénieux ustensile imaginé par M. Cholet. Sur un bâti formé d'une planche épaisse et de deux tasseaux semi-circulaires, on place horizontalement un des vases dont on a préalablement enlevé les deux fonds. Le cylindre est solidement assujetti avec une bande épaisse et large de 15 ou 18 centimètres, en caoutchouc vulcanisé, que l'on tend et que l'on fixe à l'aide de boutons ou d'agrafes. Une vis suivant l'axe horizontal du cylindre passe dans un écrou adapté à l'un des bouts du bâti : en la faisant tourner, on pousse à volonté un disque qui, agissant comme un piston, fait sortir à l'autre bout et sous forme sensiblement cylindrique la substance contenue et refoulée dans la boîte. On peut donc couper très facilement, à l'aide d'un large couteau, toute la partie qui dépasse les bords du vase et obtenir une tranche dont l'épaisseur et par suite le poids se trouvent réglés d'après une échelle graduée sur la tige. On comprend que cet ustensile, d'une construction simple, permette de distribuer rapidement les portions demandées par l'acheteur en fractions aussi faibles ou aussi fortes qu'il le désire, et dont les dimensions se trouvent réglées directement sous ses yeux, qu'enfin la valeur du vase dans lequel on a conservé et transporté la substance alimentaire soit répartie uniformément sur toutes les portions, et, comme leur prix, exactement proportionnel à leur poids.

M. Cholet, en administrateur éclairé, se préoccupant des moyens d'assurer à son entreprise nouvelle la sympathie de quelques hommes influens des deux pays, a voulu former à cette occasion une association internationale *franco-russe d'alimentation*. Une usine pour la préparation des viandes qu'il s'agirait de transporter de Russie en France serait construite près de l'embouchure du Dniéper, dans la Mer-Noire. Comptant sur le bienveillant appui du grand-duc Constantin pour aplanir toutes les difficultés locales, le manufacturier français a pu établir, par le calcul suivant, le prix de revient des produits importés en France et vendus dans Paris. La matière première, en très grande partie perdue jusqu'ici, ne coûtera guère que les frais du dépeçage des animaux et du transport à l'usine. On a supputé toutefois un

prix d'achat fixé en moyenne à 10 cent. par kilogramme, les frais de préparation et le prix des enveloppes en fer-blanc à 30 cent., les transports à Paris par Marseille à 16 cent., l'octroi de Paris et la commission de vente à 30 cent.; le prix coûtant total serait donc de 86 cent., et le prix de vente avec bénéfice de 1 fr. A ce taux, l'avantage pour le consommateur paraît évident, car il recevrait pour 1 fr. un kilog. de viande toute préparée, représentant 1 kilog. 250 gr., en raison de la diminution d'un cinquième du poids par la cuisson, c'est-à-dire à un prix à peu près moitié moindre que celui du cours actuel.

La nouvelle industrie internationale aura d'ailleurs d'autres conséquences utiles, car elle fournira, outre les peaux, les toisons et le suif déjà importés, des matières premières insuffisantes dans plusieurs de nos industries : notamment les *os* pour la tabletterie et la fabrication du charbon d'os employé à l'extraction et au raffinage du sucre; le *sang*, qui fournit par la dessiccation du sérum, de l'albumine propre aux impressions sur étoffes, et un engrais transportable à de grandes distances, en raison de sa valeur vénale; les *intestins*, propres à la préparation de la baudruche et des cordes harmoniques pour les instrumens; la *substance cornée*, employée dans la préparation du bleu de Prusse; les *tendons*, qui servent à fabriquer la gélatine.

La nouvelle source de produits alimentaires tirés des animaux trouvera sans doute un facile écoulement par les voies déjà largement ouvertes à la production remarquable des légumes desséchés, et ajoutera de cette manière un utile complément à l'industrie, établie sur une base solide, qui exploite les matières premières extraites des végétaux. Cette dernière industrie, que nous avons déjà fait connaître, a pris un plus grand essor et réalisé en même temps de nouveaux progrès et de nouvelles économies par l'établissement de sècheries spéciales en différentes régions agricoles plus particulièrement adonnées à certaines cultures. C'est ainsi que l'usine fondée à La Villette est consacrée à la préparation des choux obtenus de la principale culture locale; l'usine de Rueil s'applique au traitement des pommes de terre, divisées en petits prismes immergés un instant dans l'eau froide, puis desséchés; l'usine de Meaux trouve dans de bonnes conditions économiques les carottes, qu'elle réduit en tranches minces et dessèche, tandis que la manufacture primitive fondée aux Champs-Élysées, dans Paris, continue à préparer les divers légumes fins aux époques où les marchés sont abondamment pourvus. En même temps qu'elle centralise les produits des trois autres fabriques, elle les soumet à une énergique pression, afin d'en former des tablettes, après les avoir assortis ou réunis en des mélanges conformes aux demandes des administrations publiques et aux habitudes des consommateurs soit de la capitale, soit des départemens. Une cinquième usine est actuellement instituée à Dunkerque : on y prépare exclusivement des choux découpés et soumis à la fermentation acide. Les cinq manufactures disposent d'un matériel considérable, représentant ensemble une force de 169 chevaux, 140 étuves (1) et 10,080 châssis, sans y comprendre les ustensiles de trois féculeries annexes qui, en cas de commandes extraordinaires, peuvent

(1) Chaque étuve en vingt-quatre heures dessèche environ 1,000 kilog. de légumes épluchés, qui donnent de 80 à 100 kilog. desséchés.

accroître de 33 à 50 pour 100 la production totale. On se fera une idée de la puissance déjà acquise à cet ensemble d'usines réunies sous une seule direction, si nous ajoutons qu'elles exploitent les produits de la culture d'environ 1,400 hectares, et qu'elles ont pu fournir, en dehors de leurs débouchés habituels, aux armées alliées, depuis l'origine jusqu'à la fin de la guerre de Crimée, 6 millions de kilog. provenant de 50 millons de kilog. de matière première épluchée, formant en totalité 300 millions de rations alimentaires.

En présence d'un pareil succès, nous formons des vœux bien sincères pour que la nouvelle industrie fondée près de l'embouchure du Dniéper, avec une colonie d'ouvriers français, et sous la protection éclairée du gouvernement russe, prenne un développement non moins rapide et non moins fructueux dans l'intérêt des deux nations. Ce serait encore un des résultats heureux de la paix, et qui serait obtenu sur le théâtre même d'une guerre formidable et glorieuse pour tous les peuples qui s'y sont mesurés. PAYEN.

SECONDE EXPÉDITION A LA RECHERCHE DE SIR JOHN FRANKLIN, par E. K. Kane (1). — Pendant l'année 1850, alors qu'une véritable escadre anglaise parcourait en tous sens les parages lointains où sir John Franklin était perdu ou avait péri, un négociant de New-York, M. Grinnell, eut la généreuse pensée d'envoyer un navire dans les mers arctiques pour participer à ces travaux de recherche. Le docteur Kane, attaché à l'expédition américaine, publia à son retour un émouvant récit de cette première campagne, et annonça en même temps le désir d'en recommencer une nouvelle. La libéralité de M. Grinnell et des sociétés savantes des États-Unis lui permit de repartir, dès le mois de décembre 1852, pour ces régions désolées, où l'attirait, avec l'espoir déjà bien affaibli de trouver quelques traces de sir John Franklin et de ses compagnons, l'ambition d'étendre les découvertes géographiques des marins anglais et de pénétrer jusqu'à la mer, libre de glaces, dont le pôle boréal est supposé le centre. Cette espérance a été en grande partie trompée : le docteur Kane ne parvint point à sortir du détroit de Smith, qui longe la côte occidentale du Groënland, et que le capitaine Inglefield avait peu de temps auparavant visité. Le commandant américain choisit pour lieu d'hivernage, sous le 78e degré de latitude environ, une baie profonde creusée dans les côtes dentelées du Groënland : excepté au Spitzberg, qui jouit d'un climat insulaire tempéré par des courans marins, aucun navigateur n'avait encore hiverné à une si haute latitude. Pendant cent quarante jours, le soleil resta sous l'horizon, et l'on enregistra des températures qui descendirent jusqu'à 56 degrés au-dessous de zéro dans le petit observatoire établi sur un rocher près du navire, où l'on continua, même pendant les froids les plus cruels de la longue nuit arctique, une suite non interrompue d'observations magnétiques, astronomiques et météorologiques. En partant du point où il était arrivé avec son navire, le docteur Kane avait compté faire de longues expéditions en traîneau ; il avait emmené avec lui neuf magnifiques chiens de Terre-Neuve et trente-quatre chiens esquimaux qu'il eut beaucoup de peine à dresser; mais l'extrême rigueur de l'hiver les fit presque tous périr, et il ne lui en restait plus que six au moment où la saison permit de commencer

(1) 2 volumes in-8°, Philadelphie, Childs et Peterson, — Londres, Trübner et C°.

les explorations. Pour n'être ni très nombreux ni très étendus, les résultats n'en furent pas moins des plus intéressans. Dans une de ses expéditions, le docteur Kane découvrit sur la côte occidentale du Groënland un glacier qui, par ses proportions colossales, laisse bien loin derrière lui tous ceux que l'on connaît dans le monde entier. Il donna au glacier lui-même le nom de Humboldt, et aux promontoires qui le terminent ceux d'Agassiz et de Forbes, deux savans dont les études sur les phénomènes glaciaires sont si justement célèbres. Entre ces deux points, sur une longueur de plus de vingt lieues, le glacier se termine par une haute muraille élevée de cent mètres au-dessus de la mer. Le docteur Kane ne put pas gravir cette formidable barrière, ni contempler l'immense *mer de glace* qui la domine, plus digne de ce nom que celle que tant de voyageurs vont admirer au-dessus de la vallée de Chamounix, sur les hautes pentes du Mont-Blanc. On ne doit pas s'étonner qu'à des latitudes aussi élevées un glacier puisse atteindre une pareille extension, quand on réfléchit que de là jusque près du cap Farewell, sur cinq cents lieues de longueur, le Groënland est recouvert en entier par un manteau de neiges éternelles dont personne ne pourra jamais mesurer la profondeur.

Le docteur Kane traça ensuite les contours du canal Kennedy, prolongement septentrional du canal de Smith. Une petite troupe, dont il faut regretter que le chef de l'expédition n'ait point fait partie, atteignit un point où la glace commençait à céder : les chiens attelés au traîneau, prévenus par leur instinct, refusèrent d'avancer. Il fallut gagner la côte voisine. Les voyageurs ne tardèrent pas à voir s'ouvrir devant eux un canal où une flotte entière aurait pu manœuvrer à l'aise, et qui s'élargit de plus en plus à mesure qu'ils avancèrent vers le nord. Le bruit inaccoutumé des vagues, la rencontre de nombreux oiseaux marins, tout leur fit espérer qu'ils étaient arrivés enfin à la véritable mer polaire; malheureusement un cap élevé vint arrêter leurs progrès. Du point extrême où ils étaient parvenus, ils apercevaient du côté de l'est un horizon libre et sans glaces; à l'ouest s'élevaient les pitons bleuâtres dont la chaîne domine la terre de Grinnell, qui fait face au Groënland. La cime la plus lointaine, peu éloignée du 83e degré de latitude, que personne n'a jamais atteint, reçut le nom illustre de sir Edward Parry. Les compagnons du docteur Kane avaient-ils découvert cette mer polaire, si impatiemment cherchée par les navigateurs arctiques? Tout semble autoriser à le croire; pourtant le chef de l'expédition rappelle lui-même avec modestie que dans le canal de Wellington, le capitaine Penny vit la mer sans glaces à la place même où sir Edward Belcher fut contraint d'abandonner ses vaisseaux. Dans le détroit même de Smith, le capitaine Inglefield avait aussi aperçu un bassin ouvert et dégagé de glaces à la latitude où le docteur Kane se trouvait emprisonné.

Les influences qui dégagent les détroits du grand labyrinthe arctique, obstrués par les glaces l'hiver, agissent d'une manière si irrégulière et si incertaine, que l'explorateur américain attendit vainement pendant tout l'été le moment qui lui permettrait de redescendre vers la baie de Baffin. Les jours se succédaient sans amener aucun changement. L'impatience et le découragement des malheureux voyageurs se changèrent en un morne désespoir, quand il fallut se résoudre à affronter les rigueurs d'un nouvel hiver, cette fois sans charbon, sans vivres, sans provisions suffisantes. Il

réussirent heureusement à conclure un traité avec quelques Esquimaux, qui habitent ces frontières reculées du Groënland : ils s'engagèrent à les aider à la chasse; les Esquimaux promirent en retour de prêter aux Américains leurs chiens et de partager avec eux les produits de leur pêche. Ils ne violèrent le traité dans aucune occasion, et ne songèrent point à profiter de leur supériorité numérique pour s'emparer du navire et de tous les objets précieux et nouveaux qu'il contenait. L'on est vraiment touché de trouver des sentimens si humains et si généreux dans une peuplade misérable, qui n'avait jamais eu aucun contact avec des hommes civilisés.

Cependant la longue nuit arctique interrompit bientôt ces communications. Enfermés dans une étroite cabine entourée de mousse, à peine défendus contre le froid, obligés de brûler chaque jour quelque partie du navire, atteints du scorbut, osant à peine interroger l'avenir dans leurs sinistres réflexions, le docteur Kane et ses compagnons atteignirent sans doute la limite des souffrances que la nature humaine peut endurer. Quand le printemps revint, ils n'hésitèrent pas à prendre le parti désespéré d'abandonner le vaisseau et de retourner vers les établissemens danois du Groënland. Cette tentative hasardeuse réussit, et après quatre-vingt-trois jours de voyage ils arrivèrent à Uppernavik. Ils montèrent sur un brick danois qui partait pour les îles Shetland; mais en relâchant à Disco ils furent recueillis par un vaisseau américain qu'on venait d'envoyer à leur recherche, et où le docteur Kane eut la joie de rencontrer son frère, qui avait voulu se joindre à l'expédition.

Après avoir publié le récit de son périlleux voyage, le docteur Kane partit pour La Havane, où il essaya en vain de rétablir une santé que l'excès des privations et des fatigues avait profondément ébranlée. La mort vient de le frapper, à l'âge de trente-quatre ans, et tous les amis des sciences apprendront avec regret qu'une carrière, déjà si dignement remplie, ait été si brusquement terminée. Son livre, qui tire de cette fin prématurée un intérêt douloureux, a obtenu un très vif et très légitime succès aux États-Unis et en Angleterre. C'est la réponse la plus éloquente qu'on puisse faire aux personnes qui en ce moment même proposent d'envoyer une nouvelle expédition à la recherche de sir John Franklin. Après avoir lu l'ouvrage du docteur Kane, on demeure convaincu qu'il aurait certainement péri avec tous les siens, s'il avait passé un seul hiver de plus dans les horribles solitudes arctiques : il ne peut donc rester aucun doute sur le sort des compagnons de sir John Franklin, qui depuis douze ans y sont perdus. La science n'a d'ailleurs que bien peu à attendre de ces tentatives nouvelles; malgré l'ardeur et le courage du commandant américain, il lui a été impossible d'ajouter aucun résultat bien important à ce que nous connaissons sur les régions du pôle. La satisfaction d'être entré un peu plus loin dans un détroit ne peut être mise en regard de tant de dangers, de souffrances, et du sacrifice d'aussi précieuses victimes. Il faut donc féliciter le gouvernement anglais d'avoir opposé un refus à cette demande nouvelle, et d'avoir épargné un démenti à sir Edward Belcher, qui n'a pas craint de donner au récit de son expédition récente ce titre significatif : *le Dernier des Voyages arctiques.*

AUGUSTE LAUGEL.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

HUITIÈME VOLUME.

SECONDE PÉRIODE. — XXVIIe ANNÉE.

MARS — AVRIL 1857.

Livraison du 1er Mars.

PEINTRES ET SCULPTEURS MODERNES DE LA FRANCE. — PAUL DELAROCHE, par M. HENRI DELABORDE 5

LE ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE EN ALLEMAGNE, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER 33

MADAME ROSE, dernière partie, par M. AMÉDÉE ACHARD 66

ARLES ET LE TYRAN CONSTANTIN, UNE PAGE DE L'HISTOIRE DE NOS PÈRES, première partie, par M. AMÉDÉE THIERRY, de l'Institut 103

LE CHEVALIER SARTI, HISTOIRE MUSICALE. — VIII. — MORT DE BEATA, CHUTE DE LA REPUBLIQUE DE VENISE, par M. P. SCUDO 132

HISTOIRE NATURELLE DE L'HOMME. — DU CROISEMENT DES RACES HUMAINES, par M. A. DE QUATREFAGES, de l'Académie des Sciences 159

LA TOSCANE SOUS LA MAISON DE LORRAINE, par M. L. BINAUT 189

D'UN NOUVEL IMPÔT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES, par M. P. DE CHASSELOUP-LAUBAT, député au corps législatif 210

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE 225

Livraison du 15 Mars.

LES ANGLAIS ET L'INDE. — V. — LES GRANDES VILLES DE L'INDE, DEUX MOIS SUR LE GREAT-TRUNK-ROAD, par M. le Mor FRIDOLIN 241

ARLES ET LE TYRAN CONSTANTIN, UNE PAGE DE L'HISTOIRE DE NOS PÈRES, dernière partie, par M. AMÉDÉE THIERRY, de l'Institut 299

UN POÈME DE LA VIE MODERNE EN ANGLETERRE, par M. ÉMILE MONTÉGUT 322

LES SENSATIONS DE JOSQUIN. — GRITTI, par M. CHAMPFLEURY 354

L'HISTOIRE ROMAINE A ROME. — VI. — NERVA, TRAJAN ET ADRIEN, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie Française 384

Le Roman français en 1857, par M. Gustave PLANCHE 410
Frantz, Scènes pastorales, par M. Victor de LAPRADE 434
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire 449
Essais et Notices. — Les Héritiers de Silvio Pellico, par M. F.-T. PERRENS. 463

Livraison du 1er Avril.

L'Agriculture et la Population en France, par M. Léonce de LAVERGNE, de l'Institut 481
Une Ambassade américaine au Japon du Commodore Perry, par M. Ch. LAVOLLÉE 502
Thomas Jefferson, sa Vie et sa Correspondance, d'après de nouveaux documens. — I. — La Révolution américaine et la Révolution française, par M. Cornelis de WITT 536
Une Mission médicale a l'Armée d'Orient. — II. — Les Ambulances et le Service chirurgical devant Sébastopol, par M. L. BAUDENS 587
Le Cavalier servant, Scènes de la Vie italienne, par M. P. de MUSSET... 617
L'Église et la Question religieuse en Suède, par M. J.-P. TROTTET 644
Le Panthéisme et l'Histoire a propos des Essais de Critique de M. H. Taine, par M. Gustave PLANCHE 667
Revue Musicale. — L'*Oberon* de Weber, par M. P. SCUDO 692
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire 704

Livraison du 15 Avril.

L'Histoire Romaine a Rome. — VII. — Antonin le Pieux, Marc-Aurèle, Lucius Verus et Commode, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie Française..... 721
Les Vacances de Camille, Scènes de la Vie réelle, première partie, par M. Henry MURGER 745
Stéphansfeld. — Des Caractères et du Traitement de la Folie, par M. Paul JANET 776
Études sur l'Inde ancienne et moderne. — IV. — Les Héros Pieux. — Les Pandavas, par M. Théodore PAVIE 808
De l'Aimant et du Magnétisme terrestre, seconde partie, par M. BABINET, de l'Académie des Sciences 837
L'Espagne, ses Finances et ses Chemins de Fer, par M. BAILLEUX de MARIZY. 849
Souvenirs contemporains. — Une Conversation sous l'Empire. — 1809. — Saragosse. — Essling, par M. VILLEMAIN, de l'Académie Française.... 892
La Philologie comparée, ses Principes et ses Applications nouvelles, par M. Alfred MAURY 905
Chronique de la quinzaine, histoire politique et littéraire 937
Essais et Notices. — D'Une Source nouvelle de Produits alimentaires, par M. PAYEN, de l'Institut 952

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, rue Saint-Benoît, 7.

AP
20
R5
per.2
t.8

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY